1

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Budget primitif 2016 de la Ville de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
et après avoir reçu communication du rapport sur la situation de la collectivité en matière de développement durable,

1) *approuve le budget primitif pour l'exercice 2016 de la Ville de Strasbourg tel que figurant aux documents budgétaires joints en annexe,*

a) *arrête aux sommes suivantes, pour l'ensemble du budget, le montant des chapitres*

I. EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	
011	*Charges à caractère général*	*73 312 304,00 €*
012	*Charges de personnel et frais assimilés*	*200 246 256,00 €*
014	*Atténuation de produits*	*383 000,00 €*
022	*Dépenses imprévues*	*1 200 000,00 €*
023	*Virement à la section d'investissement*	*15 100 000,00 €*
042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*11 000 000,00 €*
65	*Autres charges de gestion courante*	*62 880 860,00 €*

656	*Frais de fonctionnement des groupes d'élus*	*300 000,00 €*
66	*Charges financières*	*6 052 300,00 €*
67	*Charges exceptionnelles*	*2 000 260,00 €*
68	*Dotations aux amortissements et aux provisions*	*625 020,00 €*
		373 100 000,00 €

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
013	*Atténuations de charges*	*90 500,00 €*
042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*3 000,00 €*
70	*Produits des services, du domaine et ventes diverses*	*17 407 547,00 €*
73	*Impôts et taxes*	*250 951 109,00 €*
74	*Dotations et participations*	*82 732 331,00 €*
75	*Autres produits de gestion courante*	*15 131 975,00 €*
76	*Produits financiers*	*2 872 938,00 €*
77	*Produits exceptionnels*	*1 745 600,00 €*
78	*Reprises sur amortissements et provisions*	*2 165 000,00 €*
		373 100 000,00 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

1. CREDITS DE PAIEMENT

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	
020	*Dépenses imprévues*	*918 535,80 €*
040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*3 000,00 €*
041	*Opérations patrimoniales*	*8 000 000,00 €*
16	*Emprunts et dettes assimilées*	*28 259 000,00 €*
20	*Immobilisations incorporelles*	*544 021,36 €*
204	*Subventions d'équipement versées*	*10 670 264,00 €*
21	*Immobilisations corporelles*	*30 410 973,46 €*
23	*Immobilisations en cours*	*48 644 205,38 €*

27	*Autres immobilisations financières*	*600 000,00 €*
454101	*Travaux sur immeubles menaçant ruine*	*90 000,00 €*
454103	*Aménagements d'éclairage public pour tiers*	*50 000,00 €*
454104	*Travaux au titre de la lutte contre l'habitat insalubre*	*10 000,00 €*
458103	*Salle de consommation à moindre risque*	*400 000,00 €*
		128 600 000,00 €

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*15 100 000,00 €*
024	*Produit des cessions d'immobilisations*	*22 678 620,00 €*
040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*11 000 000,00 €*
041	*Opérations patrimoniales*	*8 000 000,00 €*
10	*Dotation fonds divers et réserves*	*15 010 000,00 €*
13	*Subventions d'investissement*	*7 737 627,73 €*
16	*Emprunts et dettes assimilées*	*47 719 752,27 €*
27	*Autres immobilisations financières*	*635 000,00 €*
454201	*Travaux sur immeubles menaçant ruine*	*90 000,00 €*
454203	*Aménagements d'éclairage public pour tiers*	*50 000,00 €*
454204	*Travaux au titre de la lutte contre l'habitat insalubre*	*10 000,00 €*
458202	*Réaménag. rues Coulaux, Scherer et Cavaliers - Port du Rhin*	*319 000,00 €*
458203	*Salle de consommation à moindre risque*	*250 000,00 €*
		128 600 000,00 €

2. AUTORISATIONS DE PROGRAMME

En DEPENSES	*775 875 219 €*
En RECETTES	*171 086 904 €*

b) approuve, en conséquence des modifications ci-dessus, la révision des autorisations de programme telle que figurant au document budgétaire ci-joint en annexe,

2) approuve le budget primitif pour l'exercice 2016 du budget annexe de l'école européenne -tel que figurant aux documents budgétaires joints en annexe-, et arrête aux sommes suivantes, pour l'ensemble du budget, le montant des chapitres

I. EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	
011	*Charges à caractère général*	*280 000,00 €*
012	*Charges de personnel et frais assimilés*	*20 000,00 €*
		300 000,00 €

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
74	*Dotations et participations*	*300 000,00 €*
		300 000,00 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	
21	*Immobilisations corporelles*	*30 000,00 €*
		30 000,00 €

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
13	*Subventions d'investissement*	*30 000,00 €*
		30 000,00 €

2) approuve le versement d'une contribution du budget principal de la Ville de Strasbourg au budget annexe de l'école européenne de 137 200 €

3) approuve le versement d'une subvention d'équipement du budget principal de la Ville de Strasbourg au budget annexe de l'école européenne de 14 100 €

4) fixe le taux des trois taxes directes locales pour 2016 comme suit :

	2016

Taxe d'habitation	*25,40%*
Taxe foncière sur les propriétés bâties	*22,49%*
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	*72,52%*

*5) fixe les tarifs des droits de place et autres droits divers ainsi que les droits de stationnement sur voirie et les tarifs dans les parkings en ouvrage conformément à l'**annexe II**, et charge le Maire ou son représentant de prendre toutes les mesures réglementaires applicables, notamment concernant les modalités d'organisation et de fonctionnement du service du stationnement payant sur voirie,*

6) La dette

I – Considérant qu'au 01/01/2016, l'encours de la dette présente les caractéristiques suivantes :

L'encours de la dette s'élève à 249 212 457 €.
La dette est ventilée en appliquant la double échelle de cotation fondée sur l'indice sous-jacent et la structure et en précisant pour chaque élément sa part respective dans le total de l'encours, sa valorisation et le nombre de contrats concernés :
- *29 contrats de 230 541 640 € représentant 92% de l'encours de dette classée 1-A,*
- *6 contrats de 11 335 760 € représentant 5% de l'encours de dette classée 1-B,*
- *1 contrat de 7 335 057 € représentant 3% de l'encours de dette classée 4-B.*

Considérant, que compte tenu des incertitudes et des fluctuations qu'est susceptible de subir le marché, la Ville de Strasbourg souhaite recourir à des produits de financement dont l'évolution des taux doit être limitée.

a) approuve la détermination du profil de la dette comme suit :

L'encours de la dette peut être augmenté au maximum de la somme inscrite au budget. Les emprunts ainsi que les instruments financiers retenus respecteront une ventilation conforme aux critères suivants :
- *100% maximum de l'encours de la dette classée 1-A,*
- *50% maximum de l'encours de la dette classée 1-B,*
- *0% pour les autres classifications.*

b) approuve le recours, dans le souci d'optimiser sa gestion de la dette et dans le cadre des dispositions de la circulaire interministérielle du 25 juin 2010, à des produits de financement qui pourront être :
- *et/ou des emprunts de type « schuldschein »,*
- *et/ou des emprunts classiques : taux fixe ou variable sans structuration,*
- *et/ou des emprunts bancaires à barrières sur EURIBOR*
- *des emprunts obligataires (stand alone, EMTN ou groupés).*

La durée des produits de financement ne pourra excéder 40 années.

Les index de référence des contrats d'emprunts pourront être :

- *le T4M*
- *le TAM*
- *l'EONIA*
- *le TMO*
- *le TME*
- *l'EURIBOR*
- *le livret A*
- *l'inflation*
- *l'OAT.*

Pour l'exécution de ces opérations, il est procédé à la mise en concurrence d'au moins cinq établissements spécialisés.

Des primes ou commissions pourront être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers pour un montant maximum de :

- *0,20% de l'encours visé par l'opération pour les primes,*
- *0,30% du montant de l'opération envisagée pour les commissions, pendant toute la durée de celle-ci,*
- *un forfait de 80 000 €*

c) autorise le Maire, respectivement l'Adjoint chargé du ressort, à contracter les produits nécessaires à la couverture du besoin de financement de la collectivité, conformément aux termes de l'article L. 2122-22 du C.G.C.T. dans les conditions et limites ci-dessus ;

d) autorise à ces fins, le Maire, respectivement l'Adjoint chargé du ressort :

- *à lancer des consultations auprès de plusieurs établissements financiers dont la compétence est reconnue pour ce type d'opérations,*
- *à lancer des émissions obligataires ou à participer à des emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et signer les actes y relatifs,*
- *à lancer des émissions de type « schuldschein » et signer les actes y relatifs,*
- *à retenir les meilleures offres au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser,*
- *à passer les ordres pour effectuer l'opération retenue,*
- *à résilier l'opération retenue,*
- *à signer les contrats répondant aux conditions posées aux alinéas précédents,*
- *à définir le type d'amortissement et procéder à un différé d'amortissement,*
- *à procéder à des tirages échelonnés dans le temps, à des remboursements anticipés et/ou consolidation, sans intégration de la soulte,*
- *et notamment pour les réaménagements de dette, la faculté de passer du taux variable au taux fixe ou du taux fixe au taux variable, la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index relatif au calcul du ou des taux d'intérêt, la possibilité d'allonger la durée du prêt, la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement,*
- *et enfin à conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus.*

II – Considérant, que compte tenu des incertitudes et des fluctuations qu'est susceptible de subir le marché, la Ville de Strasbourg souhaite recourir à des instruments de couverture afin de se protéger contre d'éventuelles hausses des taux ou au contraire afin de profiter d'éventuelles baisses.

Considérant que ces instruments permettent de modifier un taux (contrats d'échange de taux ou swap), de figer un taux (contrats d'accord de taux futur ou FRA, contrats de terme contre terme ou FORWARD/FORWARD), de garantir un taux (contrats de garantie de taux plafond ou CAP, contrats de garantie de taux plancher ou FLOOR, contrats de garantie de taux plafond et de taux plancher ou COLLAR) ;

a) approuve le recours, dans le dans le souci d'optimiser sa gestion de la dette et dans le cadre des dispositions de la circulaire interministérielle du 25 juin 2010, de recourir à des opérations de couverture des risques de taux qui pourront être :

- *des contrats d'échange de taux d'intérêts (SWAP),*
- *et/ou des contrats d'accord de taux futur (FRA),*
- *et/ou des contrats de garantie de taux plafond (CAP),*
- *et/ou des contrats de garantie de taux plancher (FLOOR),*
- *et/ou des contrats de garantie de taux plafond et de taux plancher (COLLAR).*

La durée des contrats de couverture ne pourra excéder 15 années.
En toute hypothèse, cette durée ne peut être supérieure à la durée résiduelle des emprunts auxquels les opérations sont adossées.

Les index de référence des contrats de couverture pourront être :
- *le T4M,*
- *le TAM,*
- *l'EONIA,*
- *le TMO,*
- *le TME,*
- *l'EURIBOR,*
- *l'OAT.*

Pour l'exécution de ces opérations, il est procédé à la mise en concurrence d'au moins deux établissements spécialisés.

Des primes ou commissions pourront être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers pour un montant maximum de :

- *0,10% de l'encours visé par l'opération pour les primes,*
- *0,15% du montant de l'opération envisagée pour les commissions, pendant toute la durée de celle-ci,*
- *un forfait de 10 000 euros.*

b) autorise le Maire, respectivement l'Adjoint chargé du ressort, à recourir à des opérations de couverture sur les contrats d'emprunts constitutifs du stock de la dette,

ainsi que sur les emprunts nouveaux ou de refinancement à contracter sur l'exercice et qui seront inscrits en section d'investissement du budget primitif.

c) autorise le Maire, respectivement l'Adjoint chargé du ressort, à ces fins :

- *à lancer des consultations auprès de plusieurs établissements financiers dont la compétence est reconnue pour ce type d'opérations,*
- *à retenir les meilleures offres au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser,*
- *à passer les ordres pour effectuer l'opération retenue,*
- *à résilier l'opération retenue,*
- *à signer les contrats de couverture répondant aux conditions posées aux alinéas précédent;*

5) autorise le Maire, respectivement l'Adjoint chargé du ressort, à réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 49 000 000 €,

6) approuve le versement d'une subvention d'équilibre de 85 000 € au Crédit Municipal,

7) approuve le versement d'une subvention d'investissement de 17 000 € au Crédit Municipal,

8) autorise le versement d'une avance de 300 000 € pour le Crédit Municipal,

9) approuve l'état des effectifs du personnel (annexe III),

10) approuve, sur proposition de la Commission Mixte Paritaire chargée des relations financières entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg en application de la convention du 3 mars 1972 passée entre la Ville et la Communauté Urbaine de Strasbourg, la répartition des frais de personnel entre la Ville de Strasbourg, l'Œuvre Notre-Dame, l'Eurométropole de Strasbourg en fonction de décomptes mensuels établis par direction et services sur la base des éléments qui composent la paie et des pourcentages des temps d'occupation au bénéfice de la Ville de Strasbourg déterminés individuellement pour chaque agent,

11) charge la Commission Mixte Paritaire de s'assurer de la bonne exécution de cette répartition,

12) arrête pour le budget de 2016 le taux de participation de l'Eurométropole de Strasbourg aux charges de pensions assumées par la Ville à 40,6 %, en vertu de l'article 26 de la loi du 31 décembre 1966, relative aux communautés urbaines,

13) approuve le versement au budget de l'Œuvre Notre-Dame d'une subvention de 660 000 €,

14) approuve le versement d'une avance de 300 000 € au budget de la Caisse des Ecoles,

15) approuve le versement d'une contribution au budget de l'EPCC HEAR de 5 575 000 €,

16) approuve le versement d'une subvention d'équipement au budget de l'EPCC HEAR de 190 500 €,

17) approuve l'encaissement de recettes dans le cadre du paiement par internet, et décide de prendre en charge les risques de rejet de paiement résultant de la vente à distance par carte bancaire,

*18) approuve la liste des organismes pour lesquels la Ville de Strasbourg versera une cotisation en 2016 (**annexe IV**)*

*19) prend acte, dans l'**annexe V**, de la présentation de la liste des organismes pour lesquels la commune*

a. détient une part du capital ;
b. a garanti un emprunt
c. a versé une subvention supérieure à 75 000 € ou représentant plus de 50% du produit figurant au compte de résultat de l'organisme.

*20) prend acte, dans l'**annexe VI**, des dépenses de fonctionnement induites par les nouveaux programmes d'investissement démarrés à partir de 2016*

21) informe que les documents budgétaires sont consultables à partir du lien suivant :

https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=BPxbwYuLE.U.cRYieHHGlA

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

VILLE DE STRASBOURG

LISTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME

ENVELOPPES SOUMISES AU VOTE DU CONSEIL MUNICIPAL

BP 2016

ETAT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME

VDS

Année	AP	Libellé de l'autorisation de programme	Dernier montant AP voté		*Révision AP votée au BP 2016*		Nouveau total AP voté	
			Dépenses	**Recettes**	*Dépenses*	*Recettes*	**Dépenses**	**Recettes**
2016	AP0206	Construction et rénovation des gymnases 2016-2018			*2 500 000*		2 500 000	
2016	AP0205	Construction/rénovation des équipements sportifs 2016-2018			*3 979 763*		3 979 763	
2016	AP0204	Travaux/rénovation dans les immeubles municipaux 2016-2018			*12 700 000*	*1 400 000*	12 700 000	1 400 000
2016	AP0202	Construction et rénovation des bâtiments scolaires 2016-2018			*25 600 000*		25 600 000	
2016	AP0201	Construct° et rénovat° des équipts petite enfance 2016-2018			*1 500 000*	*569 000*	1 500 000	569 000
2016	AP0200	Salle de consommation à moindre risque			*400 000*	*250 000*	400 000	250 000
2016	AP0199	Gestion des parcs et des espaces verts 2016-2018			*750 000*	*300 000*	750 000	300 000
2016	AP0198	Construction et rénovation des CMS 2016-2018			*2 325 000*	*500 000*	2 325 000	500 000
2016	AP0195	Maison du Bâtiment			*52 000*	*3 200 000*	52 000	3 200 000
2016	AP0194	Maîtrise d'ouvrage déléguée /Gestion du patrimoine 2016-2020			*11 875 000*		11 875 000	
2016	AP0193	Réhabilitation des musées 2016-2018			*3 400 000*		3 400 000	
2016	AP0192	Parc naturel urbain			*1 624 160*		1 624 160	
2015	AP0191	Rénovation des scènes des musiques actuelles 2015-2017	900 000			*120 750*	900 000	120 750
2015	AP0190	Travaux ESADS / HEAR 2015-2017	250 000				250 000	
2015	AP0189	Accompagnement des projets de voirie 2015-2017	20 100 000	8 363			20 100 000	8 363
2015	AP0188	Travaux d'aménagement sur équipements culturels 2015-2017	165 000		*460 000*	*34 500*	625 000	34 500
2015	AP0187	Construction et rénovation des CSC 2015-2017	1 500 000		*2 830 000*	*576 150*	4 330 000	576 150
2015	AP0186	Relocalisation fort Hoche	1 000 000		*350 000*		1 350 000	
2015	AP0185	Travaux divers dans les bâtiments scolaires 2015-2017	5 900 000		*7 300 000*		13 200 000	
2015	AP0184	Acquis. véhicules et engins pour les services 2015-2017	900 000		*900 000*		1 800 000	
2014	AP0183	Paticipation à l'aménagement du Palais de justice	4 250 000				4 250 000	
2014	AP0182	Aménagement de locaux - Bâtiments publics 2014-2016	590 000				590 000	

ETAT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME

CREDITS DE PAIEMENT						RECETTES ESCOMPTEES						AP
Mandaté 2004-2014	CP 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018	CP Ult	Titré 2004-2014	RE 2015	RE 2016	RE 2017	RE 2018	RE Ult	
		100 000	300 000	1 000 000	1 100 000							AP0206
		1 679 763	1 100 000	950 000	250 000							AP0205
		2 800 000	3 400 000	3 350 000	3 150 000				700 000	700 000		AP0204
		400 000	1 300 000	4 000 000	19 900 000							AP0202
		100 000	700 000	500 000	200 000				300 000	155 200	113 800	AP0201
		400 000						250 000				AP0200
		100 000	500 000	150 000					300 000			AP0199
		105 000	500 000	955 000	765 000						500 000	AP0198
		22 000	12 000	18 000						3 200 000		AP0195
		875 000	2 300 000	2 300 000	6 400 000							AP0194
		200 000	800 000	400 000	2 000 000							AP0193
		800 000	552 000	272 160								AP0192
	493 431	406 569						120 750				AP0191
	40 000	210 000										AP0190
	2 907 289	3 792 711	3 350 000	3 350 000	6 700 000		8 363					AP0189
	130 000	235 000	210 000	50 000					34 500			AP0188
	80 000	630 000	1 350 000	1 200 000	1 070 000				317 400	258 750		AP0187
	19 700	200 300	820 000	310 000								AP0186
	370 000	2 550 000	3 700 000	2 680 000	3 900 000							AP0185
	300 000	1 100 000	400 000									AP0184
740 000	1 140 000	1 010 000	1 360 000									AP0183
152 120		104 000	155 000	158 880	20 000							AP0182

ETAT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME

Année	AP	Libellé de l'autorisation de programme	Dernier montant AP voté		*Révision AP votée au BP 2016*		Nouveau total AP voté	
			Dépenses	Recettes	*Dépenses*	*Recettes*	Dépenses	Recettes
2013	AP0181	Deux Rives	3 182 363	5 864 301			3 182 363	5 864 301
2013	AP0180	Extension des réseaux électriques 2013-2014	552 742				552 742	
2013	AP0179	Acquis. véhicules et engins pour les services 2013-2014	1 808 078				1 808 078	
2013	AP0178	Travaux et équipements - TAPS	460 000				460 000	
2013	AP0177	Travaux d'aménagt sur équipts culturels 2013-2014	555 000				555 000	
2013	AP0176	Bus à haut niveau de service	938 400				938 400	
2013	AP0175	Extensions TRAM - Eclairage public	5 874 000				5 874 000	
2013	AP0174	Quartier d'affaire Européen	31 000 000	2 500 000	*1 695 000*	*26 469 000*	32 695 000	28 969 000
2013	AP0173	Construction et rénovation des CMS 2013-2014	2 230 000			*517 500*	2 230 000	517 500
2013	AP0172	Intervention de première urgence 2013-2014	1 300 000				1 300 000	
2012	AP0171	Aménagement de la RN4	775 752		*410 000*		1 185 752	
2012	AP0168	Travaux et équipements dans les médiathèques 2012-2014	881 000	419 000			881 000	419 000
2012	AP0167	Projets urbains	979 051	36 012			979 051	36 012
2012	AP0166	Construction et rénovation des gymnases 2012-2014	6 230 000	876 000	*100 000*	*-876 000*	6 330 000	
2012	AP0165	Gestion des parcs et des espaces verts 2012-2014	200 000				200 000	
2012	AP0164	Projets Arc Centre	15 242 145	2 744 834	*877*		15 243 022	2 744 834
2012	AP0163	Construction/rénovation des équipements sportifs 2012-2014	5 750 000			*379 500*	5 750 000	379 500
2012	AP0162	Travaux dans les immeubles municipaux 2012-2014	3 447 294		*-3 000 000*		447 294	
2012	AP0161	Ancienne Douane	1 699 490		*-500 000*		1 199 490	
2012	AP0160	Ile des sports	17 291 683	7 518 672			17 291 683	7 518 672
2012	AP0159	Construction et rénovation des CSC 2012-2014	440 000	153 754			440 000	153 754
2011	AP0157	Aménagement du Port du Rhin	15 151 234	9 724 180		*-232 600*	15 151 234	9 491 580

ETAT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME

CREDITS DE PAIEMENT						RECETTES ESCOMPTEES						AP
Mandaté 2004-2014	CP 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018	CP Ult	Titré 2004-2014	RE 2015	RE 2016	RE 2017	RE 2018	RE Ult	
44 988	908 160	418 000	1 811 215			1	5 069 000	795 300				AP0181
274 135	180 000	98 607										AP0180
1 301 713	506 365											AP0179
30 203	372 500	57 297										AP0178
10 021	542 900	2 079										AP0177
938 400												AP0176
410 582	1 075 198	2 101 000	2 287 220									AP0175
2 101 726	2 054 257	2 253 743	15 469 000	7 243 274	3 573 000		550 000	11 024 000	7 054 000	5 058 000	5 283 000	AP0174
170 336	660 768	984 896	414 000					300 000	114 000	103 500		AP0173
			500 000		800 000							AP0172
775 752		410 000										AP0171
228 101	619 147	33 752				127 264	291 736					AP0168
388 306	121 100	138 000	271 645	60 000		36 012						AP0167
327 004	167 259	2 372 741	2 802 533	660 463								AP0166
		100 000	100 000									AP0165
10 705 242	1 904 676	2 133 103	110 000	390 000		1 993 314	10 000	741 520				AP0164
323 336	1 664 283	3 148 451	513 930	100 000				300 000	79 500			AP0163
421 482	25 000	811										AP0162
968 923	127 083	103 484										AP0161
3 716 756	6 316 430	6 338 878	919 619				3 200 000	200 000	118 672		4 000 000	AP0160
418 012	11 988	10 000				129 323	24 431					AP0159
5 542 357	2 958 413	650 464	5 800 000	200 000		106 080	2 566 500	319 000	5 400 000	1 100 000		AP0157

ETAT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME

Année	AP	Libellé de l'autorisation de programme	Dernier montant AP voté		*Révision AP votée au BP 2016*		Nouveau total AP voté	
			Dépenses	Recettes	*Dépenses*	*Recettes*	Dépenses	Recettes
2011	AP0156	Parc naturel urbain	3 000 000		*-1 624 160*		1 375 840	
2011	AP0155	Cité scolaire européenne	36 180 000	16 500 000			36 180 000	16 500 000
2011	AP0154	Ecole d'architecture	2 740 000				2 740 000	
2011	AP0153	Maîtrise d'ouvrage déléguée/Gestion du patrimoine 2011-2015	10 310 000	264	*865 000*		11 175 000	264
2010	AP0152	Relevés ERP	456 124				456 124	
2010	AP0151	Pôle de service	8 395 500	1 321 986			8 395 500	1 321 986
2010	AP0150	Parc de l'Orangerie	4 246 887	508 029	*-1 123 305*		3 123 582	508 029
2010	AP0148	Plan Lumière	6 458 310	388 914			6 458 310	388 914
2010	AP0147	Aménagement de l'entrée de Koenigshoffen	4 755 500	3 700 001			4 755 500	3 700 001
2010	AP0146	Pavillon d'accueil touristique du Parc de l'Etoile	1 450 000				1 450 000	
2010	AP0145	Relocalisation de la SPA	3 880 000				3 880 000	
2010	AP0144	Aménagements urbains	2 820 482	688 141			2 820 482	688 141
2010	AP0143	Rétroconversion du fonds patrimonial	145 854	73 175			145 854	73 175
2010	AP0142	Mise en sécurité des Halles	6 286 000		*-434 864*		5 851 136	
2010	AP0139	Projet Opéra	10 997 296	3 480 992	*450 000*		11 447 296	3 480 992
2009	AP0137	Opération d'aménagement Aristide Briand	4 250 000	548 222		*54 000*	4 250 000	602 222
2009	AP0136	Travaux d'aménagement sur équipements culturels 2009-2011	709 365	86 850			709 365	86 850
2009	AP0135	Travaux et équipements dans les médiathèques 2009-2011	342 987	150 000			342 987	150 000
2009	AP0134	Rénovation des immeubles municipaux 2009-2011	18 705 906	1 135 421	*5 470 698*		24 176 605	1 135 421
2009	AP0133	Construction et rénovation Equipements sportifs 2009-2011	12 321 084	753 943			12 321 084	753 943
2009	AP0132	Construction et rénovation des CSC 2009-2011	12 329 108	3 381 170			12 329 108	3 381 170
2009	AP0131	Construction et rénovation des gymnases 2009-2011	25 840 600	4 565 404			25 840 600	4 565 404

ETAT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME

CREDITS DE PAIEMENT						RECETTES ESCOMPTEES						AP
Mandaté 2004-2014	CP 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018	CP Ult	Titré 2004-2014	RE 2015	RE 2016	RE 2017	RE 2018	RE Ult	
757 840	618 000											AP0156
15 192 778	17 796 446	3 190 776				8 758 000	3 030 000	2 860 000	1 852 000			AP0155
2 710 000		30 000										AP0154
7 747 000	2 563 000	865 000				264						AP0153
439 838		16 286										AP0152
4 446 853	3 771 515	177 132				553 903	752 098	15 985				AP0151
1 925 589	86 395	597 500	514 097			2 139		200 000	305 890			AP0150
3 645 145	919 950	1 093 215	561 708	238 292		388 914						AP0148
2 147 669	764 832	970 000	740 000	133 000		1			3 700 000			AP0147
1 439 092	10 908											AP0146
	1 750 000	2 130 000										AP0145
375 023	1 429 953	1 015 505				179 862	266 529	206 669	35 082			AP0144
145 854						73 175						AP0143
5 169 049	682 087											AP0142
1 981 788	15 893	180 781	275 000		8 993 834	280 992					3 200 000	AP0139
2 375 106	537 245	1 337 649				19 422		582 800				AP0137
638 772	33 663	36 929				85 045	1 805					AP0136
306 457	36 531					150 000						AP0135
12 344 220	4 314 303	519 386	1 000 000	1 077 997	4 920 698	900 367	194 484	40 570				AP0134
9 858 898	1 545 241	916 945				242 696	293 737	158 230	59 280			AP0133
11 240 386	1 058 279	30 444				2 641 204	484 050	217 679	38 237			AP0132
23 421 200	2 090 597	328 803				2 870 920	1 390 042	304 442				AP0131

ETAT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME

Année	AP	Libellé de l'autorisation de programme	Dernier montant AP voté		*Révision AP votée au BP 2016*		Nouveau total AP voté	
			Dépenses	Recettes	*Dépenses*	*Recettes*	Dépenses	Recettes
2009	AP0130	Construction et rénovation des crèches et HG 2009-2011	17 520 729	5 203 259	*60 000*	*-307 908*	17 580 729	4 895 351
2009	AP0129	Construction et rénovation des CMS 2009-2011	3 448 153	1 700 119			3 448 153	1 700 119
2009	AP0128	Aménagement et modernisation des parkings 2009-2011	1 415 332				1 415 332	
2009	AP0127	Travaux divers dans les bâtiments scolaires 2009-2011	8 775 609	10 498	*-608 000*	*931 468*	8 167 609	941 966
2009	AP0126	Construction et rénovation des bâtiments scolaires 2009-2011	110 733 321	12 576 299	*-2 285 000*	*3 999 299*	108 448 321	16 575 598
2007	AP0120	Danube	444 138				444 138	
2007	AP0117	Remplacement des sirènes d'alerte	448 379				448 379	
2007	AP0114	Aménagement du terrain du Bruckhof	4 189 664	2			4 189 664	2
2007	AP0113	Création de réserves communes pour les Musées	31 648 104	3 300 000	*-700 000*	*1 400 000*	30 948 104	4 700 000
2007	AP0109	Gestion des réserves naturelles	3 850 001	2 755 481			3 850 001	2 755 481
2006	AP0106	Liaison interports	2 038 147				2 038 147	
2006	AP0103	Gestion des Parcs et des Espaces Verts	1 226 748	388 102			1 226 748	388 102
2006	AP0101	Réhabilitation - Aubette	2 342 159				2 342 159	
2004	AP8001	Projets sur l'espace public Strasbourg	36 453 523	5 940 330			36 453 523	5 940 330
2004	AP0084	Acquisition d'horodateurs	8 843 045				8 843 045	
2004	AP0069	Aménagements sportifs	4 474 821	1 658 451			4 474 821	1 658 451
2004	AP0062	Gestion des forêts	759 990				759 990	
2004	AP0061	Politique de l'Arbre	965 685	472 000			965 685	472 000
2004	AP0060	Parc de l'Orangerie	163 000				163 000	
2004	AP0056	Réhabilitation du barrage Vauban	5 587 667	964 867			5 587 667	964 867
2004	AP0054	Travaux dans les immeubles municipaux	350 001		*-4 493*		345 508	
2004	AP0052	Palais de la musique et des Congrès	15 852 948	20 264			15 852 948	20 264

ETAT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME

CREDITS DE PAIEMENT						RECETTES ESCOMPTEES						AP
Mandaté 2004-2014	CP 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018	CP Ult	Titré 2004-2014	RE 2015	RE 2016	RE 2017	RE 2018	RE Ult	
16 136 114	657 741	286 874			500 000	2 667 051	1 134 435	480 800	214 307	398 758		AP0130
3 414 254	5 300	28 599				1 547 518	134 400	18 201				AP0129
1 176 450	100 000	138 881										AP0128
6 702 224	274 880	622 579	567 926			10 498		200 000	500 000	231 468		AP0127
62 229 346	8 222 064	4 380 161	6 800 000	5 045 056	21 771 694	7 334 997	4 026 411	446 878	1 757 246	1 825 565	1 184 501	AP0126
444 138												AP0120
229 329	60 000	60 000	60 000	39 050								AP0117
4 023 934	76 411	89 318				2						AP0114
1 094 469	65 376	201 743	386 000	2 500 000	26 700 516					850 000	3 850 000	AP0113
3 704 139	145 861					1 914 881	637 737	202 863				AP0109
2 038 147												AP0106
552 092	100 000	450 000	100 000	24 657				300 000	88 102			AP0103
2 300 034		42 125										AP0101
25 143 526	3 152 000	2 346 000	2 450 500	3 211 498	150 000	4 575 505	875 985	259 386	54 237	175 217		AP8001
7 148 687	240 000				1 454 357							AP0084
4 474 821						1 658 451						AP0069
701 660		30 000		28 330								AP0062
887 605	30 000	48 080				472 000						AP0061
140 796	17 204	5 000										AP0060
5 587 667						964 867						AP0056
310 254	35 254											AP0054
14 275 775	1 016 505	560 669				20 264						AP0052

ETAT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME

Année	AP	Libellé de l'autorisation de programme	Dernier montant AP voté		*Révision AP votée au BP 2016*		Nouveau total AP voté	
			Dépenses	**Recettes**	*Dépenses*	*Recettes*	**Dépenses**	**Recettes**
2004	AP0050	Place Kléber	8 044 999	4 903			8 044 999	4 903
2004	AP0049	Aménagement de parkings	1 841 720				1 841 720	
2004	AP0043	Cité de la musique et de la danse	30 204 379	19 631 814			30 204 379	19 631 814
2004	AP0038	Restauration des tapisseries du musée des arts décoratifs	457 327	146 504			457 327	146 504
2004	AP0036	Musée historique	12 984 042	6 507 265		*-50 000*	12 984 042	6 457 265
2004	AP0035	Réhabilitation des musées	22 943 721	153 200	*99 182*		23 042 903	153 200
2004	AP0029	Travaux d'aménagement sur les équipements culturels	3 631 623	1 418 473			3 631 623	1 418 473
2004	AP0028	Travaux dans les centres socio-culturels	144 116				144 116	
2004	AP0026	Travaux d'aménagement dans les auberges de jeunesse	580 000				580 000	
2004	AP0023	Aménagement de terrains de sport et stades	1 451 546	17 372			1 451 546	17 372
2004	AP0019	Travaux lourds de mise en sécurité des écoles	6 085 187	1 360 755			6 085 187	1 360 755
2004	AP0018	Travaux moyens de mise en sécurité des écoles	7 266 865				7 266 865	
2004	AP0013	Extension, restructuration et rénovation des bât .scolaires	4 244 986	188 393			4 244 986	188 393
2004	AP0012	Travaux dans les édifices cultuels et presbytères	3 630 941	39 997	*-430 000*		3 200 941	39 997
2004	AP0010	Aménagt et restructuration de crèches et haltes garderies	761 863	266 264			761 863	266 264
2004	AP0005	ZAC Etoile	4 919 645	4			4 919 645	4
		TOTAL	***698 888 361***	***131 852 245***	***76 986 859***	***39 234 659***	***775 875 219***	***171 086 904***

ETAT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME

CREDITS DE PAIEMENT						RECETTES ESCOMPTEES						AP
Mandaté 2004-2014	CP 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018	CP Ult	Titré 2004-2014	RE 2015	RE 2016	RE 2017	RE 2018	RE Ult	
7 977 504	36 800	30 695				4 903						AP0050
1 748 748		92 973										AP0049
30 035 401	149 382	19 595				19 631 814						AP0043
457 327						71 503	75 001					AP0038
12 749 869	162 383	71 789				6 027 476	373 615	56 174				AP0036
434 245	46 917	200 000	300 000	1 061 741	21 000 000	78 734	74 466					AP0035
3 631 623						1 418 473						AP0029
82 304	60 000	1 812										AP0028
503 076	30 572	46 352										AP0026
1 450 047		1 499				1 172	16 200					AP0023
5 872 384	73 924	138 879				1 360 755						AP0019
7 266 568		297										AP0018
4 215 818	29 168					188 393						AP0013
2 550 615	148 000	52 326	450 000			39 997						AP0012
761 863						266 264						AP0010
1 995 617	1 351 200	1 572 828				4						AP0005
382 746 527	***82 007 725***	***64 131 076***	***68 013 394***	***43 657 398***	***135 319 099***	***69 794 419***	***25 481 026***	***20 601 248***	**23 022 453**	**14 056 458**	**18 131 301**	

Annexe à la délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2015

DROITS DE PLACE SUR LES MARCHES, FOIRES ET KERMESSES

TARIFS DES MARCHES DE PLEIN AIR ET COUVERT

DESIGNATION	MODE DE CALCUL	TARIF
1. Marchés de plein air		
Droits de place	par m²/par jour	1,21 €
Redevance branchement et forfait consommation électrique	par prise/par jour	5,90 €
2. Marché couvert (Halle de Neudorf)		
Droits de place	par m²/par jour	1,24 €
Redevance branchement et forfait consommation électrique	par prise/par jour	5,90 €

Observations :

Lors du recouvrement des droits de place, l'encaissement sera arrondi à la dizaine de centime la plus proche.

TARIFS DES FOIRES - KERMESSES

DESIGNATION	MODE DE CALCUL	TARIF
1. Stands, jeux, boutiques de vente, manèges et autres métiers		
Jusqu'à 150 m²	par m²/par période	4,00 €
Tranche de 151 à 300 m²	par m²/par période	2,20 €
Tranche au dessus de 300 m²	par m²/par période	1,20 €
Appareils automatiques (Boissons, coups de poing, astrologie,…)	forfait	89,00 €
Redevance branchement et forfait consommation électrique	par prise/par jour	5,90 €

2. Minimum de perception par établissement		
Droits de place	forfait	35,00 €

Observations :

Lors du recouvrement des droits de place, l'encaissement sera arrondi à la dizaine de centime la plus proche.
Aucune participation supplémentaire ne sera exigée, hormis les frais de branchement électrique individuel.

Date d'effet : 1er janvier 2016

TARIFS FOIRE SAINT JEAN 2016

DESIGNATION	MODE DE CALCUL	TARIF
1. Stands, jeux, boutiques, manèges et autres métiers		
Droits de place		
Jusqu'à 150 m²	par m²	7,10 €
Tranche de 151 à 300 m²	par m²	3,60 €
Tranche au dessus de 300 m²	par m²	2,00 €
Appareils automatiques (Boissons, coups de poing, astrologie,…)	forfait	89,00 €
2. Brasseries (structures mobiles)		
Droits de place	forfait	745,00 €
3. Droit minimum par établissement		
Droits de place	forfait	35,00 €
4. Frais de communication et de promotion		
Boutiques	par ml de façade	27,00 €
Manèges enfantins < 18 ml	par ml de façade	32,40 €
Manèges enfantins > 18 ml	forfait	594,00 €
Boîtes à rire et similaires	forfait	650,00 €
Gros manèges	forfait	950,00 €
5. Consommation d'eau		
Manèges utilisant de grands volumes d'eau	mise en place d'un compteur spécifique	
Aquaboules et manèges utilisant l'eau à l'exception des manèges utilisant de grands volumes d'eau	forfait	185,00 €
Grandes brasseries	forfait	206,00 €
Stands alimentaires (confiseries, restauration rapide…)	forfait	71,00 €
Piscines privées	forfait	155,00 €

6. Electricité par stand, selon puissance demandée		
Jusqu'à 30 A (18 kVa)	forfait	95,00 €
De 31 à 60 A (36 kVa)	forfait	185,00 €
De 61 à 130 A (78 kVa)	forfait	278,00 €
De 131 à 240 A (144 kVa)	forfait	390,00 €
De 241 à 400 A (240 kVa)	forfait	489,00 €
7. Caravanes		
Caravanes principales	forfait	140,00 €
Caravanes secondaires	forfait	49,00 €

Observations

Lors du recouvrement des droits de place, l'encaissement sera arrondi à la dizaine de centime la plus proche.
Prix fixés pour la durée de la manifestation.

TARIFS DES DROITS DE PLACE
MARCHE DE NOEL 2016

SITES	MODE DE CALCUL	TARIF
1. Stands et boutiques rue de la Comédie, places Broglie, Cathédrale, Château, Corbeau, Austerlitz, Gare, Gutenberg, Etoile et autres sites le cas échéant		
Droits de place	par m²/par période	95,00 €
Participation aux frais de promotion	forfait/par période	160,00 €
Participation aux frais de gardiennage	forfait/par période	340,00 €
Droits de place (frais de promotion et de gardiennage inclus)	par m²/par jour	3,90 €
2. Stands et boutiques places Benjamin Zix, des Meuniers et secteur Marché Neuf / Temple Neuf		
Droits de place	par m²/par période	55,00 €
Participation aux frais de promotion	forfait/par période	160,00 €
Participation aux frais de gardiennage	forfait/par période	340,00 €
Droits de place (frais de promotion et de gardiennage inclus)	par m²/par jour	2,80 €
3. Stands Marché du Bredele et des Vignerons		
Droits de place (frais de promotion et de gardiennage inclus)	par m²/par jour	3,90 €
4. Vendeurs de Sapins		
a) Place Broglie		
Droits de place	par emplacement/par période	630,00 €
Participation aux frais de promotion	forfait/par période	160,00 €
Participation aux frais de gardiennage	forfait/par période	340,00 €
b) Place Kléber		
Droits de place	par emplacement/par période	630,00 €
Participation aux frais de promotion	forfait/par période	160,00 €
c) Autres sites		
Droits de place	par emplacement/par période	630,00 €
Participation aux frais de promotion	forfait/par période	160,00 €

5. Noël du Livre		
Droits de place	par table/par période	202,00 €
6. Manèges places de la Cathédrale, d'Austerlitz, Gutenberg ou sur autres sites de Noël		
Droits de place	par m²/par période	36,00 €
Participation aux frais de promotion	forfait/par période	160,00 €
Participation aux frais de gardiennage	forfait/par période	340,00 €

Observations :
Conformément aux dispositions de l'article L.2125-1 du Code Général de la propriété des personnes publiques, l'autorisation d'occupation du domaine public pourra être délivrée à titre gratuit aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Lors du recouvrement, les montants encaissés seront arrondis à la dizaine de centime la plus proche.

Aucune participation supplémentaire ne sera exigée hormis les frais de branchement et de consommation d'électricité individuels facturés par l'Electricité de Strasbourg.

DROITS DE STATIONNEMENT SUR VOIRIE

Les tarifs applicables à compter du 1er janvier 2016, dans le cadre du stationnement payant sur voirie, sont les suivants :

1) tarifs usagers horaires applicables du lundi au samedi, sauf jours fériés, de 9h à 19h :

- zone rouge	2,10 € par heure
- dépose Gare sur voirie	1,10 € par demi-heure
- zone orange	1,70 € par heure
- zone verte	0,50 €par heure
	1,00 € pour 3 heures

2) forfait journalier (carte à gratter) :

Toutes zones (rouge, orange et verte) :	11,00 € par jour
Zones orange et verte :	8,00 € par jour
Zone verte :	3,00 € par jour

3) forfaits résidant :

- forfait mensuel	15,00 € par mois
- forfait 12H (consécutives payantes)	2,20 €
- forfait Résidéo	30 min gratuites (dans la zone de résidence)

Il est par ailleurs rappelé que depuis la date d'entrée en vigueur de la Loi n°2015-300 du 18 mars 2015, toutes les places de stationnement ouvertes au public sur voirie seront utilisées gratuitement et sans limitation de durée, par toute personne titulaire de la carte européenne de stationnement en cours de validité, ou par la tierce personne l'accompagnant.

TARIFS DES ABONNEMENTS EN OUVRAGE
A PARTIR DU 1ER JANVIER 2016

La tarification au ¼ d'heure mise en œuvre au 1er juillet dernier a permis de spécifier l'usage des parkings selon la courte, moyenne ou longue durée, ceci afin d'inciter les clients au report vers les parcs les moins saturés, voire au report modal (transport en commun, vélo, autopartage).

Les parcs de courte durée, très sollicités car hypercentraux, doivent en effet permettre une rotation importante des véhicules. Cela nécessite de limiter le nombre d'abonnés, notamment en journée et le samedi, pour offrir plus de places aux clients horaires.

Il s'agit aussi d'inciter les abonnés à prendre un engagement de longue durée dans les parcs très occupés ou à changer de parking au profit d'un parc moins saturé.

Par ailleurs, la gestion des résidants bénéficiant d'un titre de stationnement sur voirie est également un enjeu important. Ainsi, en les encourageant à souscrire un abonnement dans un parking disposant de places libres, les phénomènes de saturation sur la voirie peuvent être limités.

Plusieurs mesures sont proposées dans ce sens à compter du 1er janvier 2016 :

- Le tarif Résidéo passe de 39 € par mois à 25 € par mois, pour inciter davantage les résidants de l'Ellipse à stationner leur véhicule dans un parking offrant plus de capacité : parking Centre historique- Petite France et le parking P1 des Halles.
- Dans les parcs saturés, il est créé un tarif résidant « nuit et dimanche » à partir de 30€/mois afin d'encourager les résidants à utiliser les parkings en ouvrage et à abandonner le stationnement sur voirie. Le stationnement de nuit devient possible de 17h à 10h le lendemain matin (sauf parkings de la gare de 18h à 9h).
- Par ailleurs, le prix des abonnements résidant en ouvrage devient dégressif selon le type de parcs (courte, moyenne, longue durée) et selon leur niveau de saturation.
- Enfin, afin de promouvoir le développement des véhicules écologiques, une formule d'abonnement destinée uniquement aux véhicules électriques, comprenant le stationnement et la recharge, est expérimentée dans six parkings. Dans un premier temps, la vente sera limitée à un seul abonnement par ouvrage.

VISITEURS JOUR / NUIT (24H/24H)

	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
Bateliers	135 € jusqu'au 31 mars 2016	375,00 €	1 371,00 €
Halles P2	135 € jusqu'au 31 mars 2016	375,00 €	1 371,00 €
Halles P1	150,00 €	360,00 €	1 332,00 €

VISITEURS JOUR (7H – 21 H)

	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
Bateliers	114 € jusqu'au 31 mars 2016	324,00 €	1 158,00 €
Halles P2	114 € jusqu'au 31 mars 2016	324,00 €	1 158,00 €
Halles P3	130,00 €	310,00 €	1 130,00 €
Halles P1	130,00 €	310,00 €	1 130,00 €

RESIDANTS JOUR / NUIT (24H/24H)

	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
Bateliers	96,00 €	264,00 €	917,00 €
Halles P2	96,00 €	264,00 €	917,00 €
Halles P1	90,00 €	252,00 €	887,00 €
Halles P1 – Résidéo (limité à 400 abonnements)	25,00 €		

RESIDANTS NUIT et WE (17H-10H du lundi au vendredi + sa, di et JF)

	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
Bateliers		117,00 €	408,00 €
Halles P2		117,00 €	408,00 €
Halles P1	40,00 €	97,00 €	368,00 €

RESIDANTS NUIT et dimanche (17H-10H du lundi au samedi , di et JF)

	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
Bateliers		72,00 €	276,00 €
Halles P2		72,00 €	276,00 €
Halles P1	30,00 €	72,00 €	276,00 €

Forfait FORAINS du Marché de Noël

Halles P1	50,00 €

Abonnement pour les véhicules électriques

Dans la limite d'un abonné par parking

	MENSUEL	TRIMESTRIEL
Bateliers	150,00 €	385,00 €
Halles P3	150,00 €	385,00 €

Tarif motos

50% si le parking le permet

VILLE DE STRASBOURG

BUDGET PRIMITIF VILLE 2016
ETAT DU PERSONNEL VILLE AU 1ER JANVIER 2016

Présentation selon la maquette "Etat du personnel" éditée par le Gouvernement

Grades ou Emplois (1)	Catégories	Effectifs budgétaires
Directeur général des services		0
Directeur général des services techniques		0
Directeur général adjoint des services		0
Collaborateur de cabinet		7
Filière administrative		**11**
Administrateur	A	1
Directeur	A	1
Attaché	A	6
Rédacteur principal 1ère classe	B	1
Rédacteur	B	1
Adjoint administratif principal 1ère classe	C	1
Filière technique		**1**
Ingénieur en chef classe exceptionnelle	A	1
Total		**19**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR/INT/B/95/00102/C du 23 mars 1995

AGENTS NON TITULAIRES (emplois pourvus)	Catégories	Secteur	Rémunération
1	A	CAB	1260
1	A	CAB	1183
1	A	CAB	974
1	A	CAB	939
1	A	CAB	899
1	A	CAB	653
1	A	CAB	625
1	A	ADM	588
2	A	ADM	500
2	A	ADM	379
1	B	ADM	430
1	B	ADM	356
1	C	ADM	488

ANNEXE V - LISTE DES COTISATIONS VERSEES PAR LA VILLE DE STRASBOURG

Association des Maires Ruraux du Bas-Rhin (A.M.R.67)
Association des Maires du Bas-Rhin
France Urbaine (Assoc. Des élus urbains)
Elus locaux contre le SIDA
Elus contre la violence faite aux femmes
Observatoire National de l'action sociale décentralisée (O.D.A.S)
Ass. Francophone des Villes Amies des Ainées
Réseau IDEAL A.S.E.
Fédération française des espaces de rencontre
Réseau Maternité Addiction
Réseau idéal santé territoriale - médecins territoriaux -
Union des professionnels du pôle funéraire public
Association des utilisateurs Logitud (A.D.U.L.)
Conseil français de la citoyenneté de résidence (C.O.F.R.A.C.I.R.)
Réseau des Villes Educatrices
Association Nationale des Directeurs de la Restauration Scolaire (AGORES)
Réseau Idéal - Petite enfance -
Cités Interculturelles
Organisation des Villes du Patrimoine Mondial
Association des biens français du patrimoine mondial de l'UNESCO
Icomos France
La Fondation du Patrimoine
The league of historical cities
Association nationale des Villes et pays d'art et histoire
Association "Zone franche le réseau des musiques du monde"
Office pour la langue et Culture d'Alsace
Fédération Nationale des Collectivités Territoriales pour la Culture (F.N.C.C.)
Culture action Europe
Cités et Gouvernements locaux unis
Association Européenne des Conservatoires (A.E.C.)
Société des éditeurs et auteurs de musique (I.S.M.N.)
Association "Edouard et Rodolphe REUSS"
Association "Fondation de Marie Jaël"
Association pour le développement et la recherche sur les artothèques (A.D.R.A.)
Club de la Presse
Club de la Presse
Association Française des Orchestres
Association du passeport des musées du Rhin supérieur
French Regional & Américan Museum Exchange (FRAME)
Vidéomuseum centre G Pompidou
Syndicat National des Scènes Publiques (S.N.S.P.)
Ass. QUINTEST
Association TGV Est Européen
Magistrale fur Europa
Association des Maires des Communes Forestières
Réserve Naturelle de France
Fedenatur
Programme européen des forêts certifiés (Fibois P.E.F.C.)
Sté Française d'arboriculture
Club Décibel Villes - Centre d'information et de documentation sur le bruit
Forum français pour la sécurité urbaine
Association nationale des élus en charge du sport (A.N.D.E.S.)
Tempo territorial
Assoc. nationale des coll. pour la Maîtrise des
Risques technologiques majeurs - AMARIS
Club de la presse
Association Française des Conseils des Communes & Régions d'Europe (A.F.C.C.R.E.)
Eurocities
Cités Unies de France (C.U.F.- C.G.L.U.)
Association des Agences de la Démocratie Locale
Institut Confucius d'Alsace
Association internationale des maires responsables des capitales et métropoles partiellement ou entièrement francophone (A.I.M.F.)
Association pour la promotion de l'Alsace
Institut International des Droits de l'Homme
Ass. Nationale des conseils des jeunes (A.N.A.C.E.J.)
Association des Villes Marraines
Association des amis du mémorial de l'Alsace - Moselle (A.M.A.M.)

Annexe ATR - exercice 2014

annexe aux documents budgétaires

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, les documents budgétaires sont assortis en annexe :

- de la liste des organismes pour lesquels la commune :

  - détient une part de capital,
  - ou a garanti un emprunt,
  - ou a versé une subvention supérieure à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme.

  La liste indique le nom, la raison sociale et la nature juridique de l'organisme ainsi que la nature et le montant de l'engagement financier de la commune.

- de la liste des délégataires de service public

  Les dispositions de cet article s'appliquent aux établissements publics administratifs des communes de 3 500 habitants et plus.

- Ces informations sont disponibles :
  - concernant les subventions : dans une annexe au compte administratif approuvé par le conseil municipal le 22 juin 2015 intitulée « Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions » : produite en application de l'article L2313-1 alinéa 3 du CGCT, cette annexe répertorie toutes les aides (subventions ou avantages en nature) consenties aux organismes extérieurs, quelle que soit leur nature juridique, dès le premier euro ;
  - concernant les garanties d'emprunt accordées par la Ville : dans l'état de la dette propre et garantie annexée au même compte administratif ;
  - concernant la liste des délégataires de service public dans le rapport soumis au conseil municipal du 14 décembre 2015 : rubrique « synthèse des rapports d'activité 2014 des délégations de service publics » intégrant une liste récapitulative des délégataires concernés ;
  - concernant la liste des organismes pour lesquels la Ville détient une part de capital :
    - la liste des sociétés à capitaux mixtes est produite dans la synthèse des rapports d'activité 2014 de ces sociétés présentée au conseil municipal le 14 décembre 2015 en application de l'article L1524-5 alinéa 14 du CGCT (rubrique « Panorama ») ;
    - en complément figure ci-dessous l'état de participation de la collectivité dans les organismes pour lesquels un tel rapport n'est pas établi.

AUTRES ORGANISMES	***subvention versée en 2014 (en €)***	***emprunt garanti : capital restant dû au 31/12/2014 (en €)***	***Capital détenu par la Ville au 31/12/2014***	***organisme bénéficiaire d'un contrat de délégation***
PROCIVIS ALSACE / SACICAP			11,08 %	
SPL DES DEUX RIVES (début d'exploitation le 06/03/2014)			20 %	
SOFIDAL			1,67 %	
COMPAGNIE FRANCAISE DE NAVIGATION RHENANE - CFNR			0,58 %	
SOCOLOPO			0,0006 %	
Etablissements publics			***Collectivité de rattachement***	
CREDIT MUNICIPAL			Ville	
PORT AUTONOME DE STRASBOURG			Ville et Etat	

- L'ensemble des comptes, clôturés en 2014, des organismes concernés est disponible en version papier auprès de l'administration.

ANNEXE: identification des coûts de fonctionnement liés aux investissements 2016

Programmes pluriannuels		PPI CP 2016	Date prévue de livraison	Après livraison, prévision coût de fonctionnement annuel	Après livraison, prévision frais de personnel en ETP par catégorie annuel 2016	*Commentaires*
DIRECTION DES SOLIDARITES ET DE LA SANTE		**505 000**				
	1124- Maison des services Conseil des XV	105 000		-41 760	-60 000 (2ETP)	*regroupement CMS Edel et MQ Anvers*
	1125- Salle de consommation à moindre risque	400 000	Automne 2016	0	0	*fonctionnement à charge HUS*
DIRECTION DE L'ENFANCE ET DE L'EDUCATION		**2 400 000**				
	1126- Multi-accueil Gioberti (Hautepierre)	100 000	Eté 2018	-9 117	0	*amélioration enveloppe bâtiment*
	1127- Pôle associatif Poteries	1 200 000	Eté 2018	48 180	0	*nouvel équipement en complément GS existant (Déplacement et agrandissement de la restauration scolaire (+750 m2), réutilisation locaux restauration + associatifs en salles de classes + nouveaux locaux associatifs). A livraison: 1 ETP catégorie C (1 agent de restauration) HORS ANIMATEURS qui sera à voir en fonction de la demande HORS cout net achat repas (augmentation fréquentation restauration scolaire)*
	1129- Réfection et amgt fonctionnels EM Cronenbourg centre (2)	200 000	Eté 2020	22 100	0	*extension GS existant dans immeuble anciens bains rue des renards. A livraison: 2,5 ETP catégorie C (1 ATSEM + 1,5 Agent de restauration) HORS ANIMATEURS qui sera à voir en fonction de la demande HORS cout net achat repas (augmentation fréquentation restauration scolaire)*
	1130- Travaux de mise en sécurité/mise aux normes dans les écoles	700 000	Annuel	0	0	*pas de coût supplémentaire (rénovation patrimoniale)*
	1131- Nouveau GS Koenigshoffen	100 000	Eté 2021	68 500	0	*nouvel équipement. A livraison: 8,5 ETP catégorie C (1 RTS adjoint, 4 agents de restauration, 3,5 ATSEM) + 1 ETP catégorie B (1 responsable périscolaire de site) HORS ANIMATEURS qui sera à voir en fonction de la demande HORS cout net achat repas (augmentation fréquentation restauration scolaire)*
	1132- Nouveau GS Meinau	100 000	Eté 2020	78 500	0	*nouvel équipement. A livraison: 9 ETP catégorie C (5 ATSEM, 1 Responsabe technique de site, 3 agents de restauration) + 1 ETP catégorie B (1 responsable périscolaire de site) HORS ANIMATEURS qui sera à voir en fonction de la demande HORS cout net achat repas (augmentation fréquentation restauration scolaire)*
DIRECTION DE LA CULTURE		**375 000**				
	1134- Rénovation Hall des chars	100 000	Acoustiq déb'2017 Brasserie mi'2017	0	0	*traitement acoustique et aménagements fonctionnels*
	1137- Mise en conformité et rénovation des ateliers de l'opéra	175 000	Bardage : mi 2016 Cabine : mi 2017	7 034	0	*nouvel équipement de ventilation*
	1144- Espace culturel Django Reinhardt - salle de convivialité	100 000	Début 2017	4 200	gestion DSP	*extension équipement existant*
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET DE L'ATTRACTIVITE		**246 000**				

ANNEXE: identification des coûts de fonctionnement liés aux investissements 2016

Programmes pluriannuels		PPI CP 2016	Date prévue de livraison	Après livraison, prévision coût de fonctionnement annuel	Après livraison, prévision frais de personnel en ETP par catégorie annuel 2016	*Commentaires*
	1138- Action d'accompagnement Wacken Europe	246 000	2 016	Sans objet	Sans objet	*pas possible à ce stade d'évaluer les coûts de fonctionnement relatifs à ces actions d'accompagnement: la majorité d'entre elles consiste en des modifications d'aménagements d'existants, avec donc des incidences assez faibles à prévoir en terme d'évolution des coûts de fonctionnement.*

ANNEXE: identification des coûts de fonctionnement liés aux investissements 2016

Programmes pluriannuels	PPI CP 2016	Date prévue de livraison	Après livraison, prévision coût de fonctionnement annuel	Après livraison, prévision frais de personnel en ETP par catégorie annuel 2016	*Commentaires*
DIRECTION DE L'URBANISME, DE L'AMENAGEMENT ET DE L'HABITAT	**897 000**				
1139- Maîtrise d'ouvrage déléguée / Ville de Strasbourg	625 000	Sans objet	Sans objet	Sans objet	*concerne le mandat de gestion HM*
1140- Maison du Bâtiment	22 000	Sans objet	Sans objet	Sans objet	*concerne uniquement des recettes liées à la cession de terrain à des promoteurs en 2019. Les frais en dépenses concernent des études de sols, études d'espaces publics et de circulation préalable à la vente,*
1141- Maîtrise d'ouvrage déléguée / Fondations	250 000	Sans objet	Sans objet	Sans objet	*concerne le mandat de gestion HM*
DIRECTION DES ESPACES PUBLICS ET NATURELS	**510 000**				
1142- Réaménagement du centre technique de l'Orangerie	100 000	Mi 2018	-745	0	*aménagements fonctionnels*
1157- Mises aux normes du tunnel de l'Etoile - Reversement à l'EMS	410 000		Sans objet	Sans objet	
DIRECTION DE LA CONSTRUCTION ET DU PATRIMOINE BÂTI	**2 800 000**				
1145- Entretien et maintenance urgente des équipement municipaux	500 000	annuel	0	0	*entretien patrimoine*
1146- Aménagement immeuble AXA	1 400 000	Fin 2016	-230 000	0	*désaffectation et cession anciens sites*
1147- Villa Massol	200 000	Mi 2018	0	0	*entretien patrimoine*
1148- Rénovation du Palais des Fêtes 2ème tranche	300 000	Mi 2019	0	0	*entretien patrimoine*
1149- Rénovation toiture 4 rue Brulée	400 000	Fin 2016	-5 500	0	*amélioration isolation thermique*
DIRECTION DES SPORTS	**1 779 763**				
1150- Terrain synthétique et vestiaire stade Exès (Cronenbourg)	950 000	Eté 2018	16 200	0	*nouvel équipement*
1152- Mise en sécurité du Hall Nicolas Muller - Dernière tranche	729 763	Printemps 2017	-4 900	0	*amélioration isolation thermique*
1153- Gymnase Canardière	100 000	Printemps 2019	-1 200	0	*amélioration isolation thermique*
DIRECTION DES RESSOURCES LOGISTIQUES	**500 000**				
1154- Programme d'acquisition 2016	500 000	2 016	90 000	*	** les 90 K€ intègrent les frais de maintenance et de personnel (7% de l'investissement) et 3% de carburants*
DIRECTION DE L'ANIMATION URBAINE	**480 000**				
1155- Maison de service du Port du Rhin (1ère Phase)	200 000	Fin 2018	22 140	Sans objet	*nouvel équipement*
1156- Restaurant associatif Table et Culture à Hautepierre	280 000	Eté 2017	0	gestion association	*aménagement fonctionnel dasn équipement existant*

2

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Budget primitif 2016 de l'Œuvre Notre-Dame.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

1. *approuve le budget primitif pour l'exercice 2016 de l'Œuvre Notre-Dame tel que figurant aux documents budgétaires joints en annexe,*

a) *arrête aux sommes suivantes pour l'ensemble du budget, le montant des chapitres :*

I. EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	
011	*Charges à caractère général*	*751 759,00 €*
012	*Charges de personnel et frais assimilés*	*1 646 420,00 €*
022	*Dépenses imprévues*	*2 321,00 €*
023	*Virement à la section d'investissement*	*100 000,00 €*
042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*50 000,00 €*
66	*Charges financières*	*7 000,00 €*
67	*Charges exceptionnelles*	*2 500,00 €*
		2 560 000,00 €

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
70	*Produits des services, du domaine et ventes diverses*	*908 200,00 €*
74	*Dotations et participations*	*660 000,00 €*
75	*Autres produits de gestion courante*	*920 300,00 €*
77	*Produits exceptionnels*	*71 500,00 €*
		2 560 000,00 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

1. CREDITS DE PAIEMENT

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	
020	*Dépenses imprévues*	*5 754,58 €*
041	*Opérations patrimoniales*	*100 000,00 €*
20	*Immobilisations incorporelles*	*10 000,00 €*
21	*Immobilisations corporelles*	*457 500,00 €*
23	*Immobilisations en cours*	*1 986 745,42 €*
		2 560 000,00 €

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*100 000,00 €*
024	*Produit des cessions d'immobilisations*	*1 500 000,00 €*
040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*50 000,00 €*
041	*Opérations patrimoniales*	*100 000,00 €*
10	*Dotation fonds divers et réserves*	*10 000,00 €*
13	*Subventions d'investissement reçues*	*115 000,00 €*
16	*Emprunts et dettes assimilées*	*685 000,00 €*
		2 560 000,00 €

2. AUTORISATIONS DE PROGRAMME

En Dépenses** : **12 922 464 €
En Recettes : 526 480 €

b) approuve, en conséquence des modifications ci-dessus, la révision des autorisations de programme telle que figurant au document budgétaire ci-joint en annexe,

2. autorise le Maire ou l'Adjoint du ressort, pour l'Œuvre Notre-Dame, à contracter les produits nécessaires à la couverture du besoin de financement de la collectivité, conformément aux termes de l'article L. 2122-22 du C.G.C.T. dans la limite des sommes inscrites chaque année au budget.

Encours total de la dette actuelle : 0 €
Encours de la dette envisagée pour l'année 2016 : il sera augmenté au maximum de la somme inscrite au budget, dont :

- *100% maximum de l'encours de dette classée 1-A,*
- *50% maximum de l'encours de dette classée 1-B,*
- *0% pour les autres classifications.*

Compte tenu des incertitudes et des fluctuations qu'est susceptible de subir le marché, l'Œuvre Notre-Dame souhaite recourir à des produits de financement dont l'évolution des taux doit être limitée.

La durée des produits de financement ne pourra excéder 20 années.

Les index de référence des contrats d'emprunts pourront être :
- *le T4M*
- *le TAM*
- *l'EONIA*
- *le TMO*
- *le TME*
- *l'EURIBOR*

Pour l'exécution de ces opérations, il est procédé à la mise en concurrence d'au moins cinq établissements spécialisés.

Les meilleures offres seront retenues au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser.

Des primes ou commissions pourront être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers pour un montant maximum de :
- *0,10% de l'encours visé par l'opération pour les primes,*
- *0,20% du montant de l'opération envisagée pour les commissions, pendant toute la durée de celle-ci,*
- *Ou un forfait de 5 000 euros ;*

3. *autorise le Maire, ou l'Adjoint du ressort, pour l'Œuvre Notre-Dame, à réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum d'1 000 000 €,*

4. *approuve l'encaissement de recettes dans le cadre du paiement par internet, et décide de prendre en charge les risques de rejet de paiement résultant de la vente à distance par carte bancaire,*

5. *approuve le remboursement à l'Eurométropole de Strasbourg des frais de personnel pour les agents affectés à l'Œuvre Notre-Dame*

6. *informe que les documents budgétaires sont consultables à partir du lien suivant :*

https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=BMikvVmP5WS4btI8rfeBRA

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

LISTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME - OND

ENVELOPPES SOUMISES AU VOTE DU CONSEIL MUNICIPAL

BP **ETAT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME** **OND**

Année	A.P.	Libellé de l'autorisation de programme	Dernier montant AP voté *		Révision AP votée au BP 2016		Nouveau montant AP voté	
			DEPENSES	RECETTES	Dépenses	Recettes	DEPENSES	RECETTES
2012	AP0170	Patrimoine O.N.D. 2012-2014	7 422 600	466 480			7 422 600	466 480
2010	AP0149	Cathédrale chantiers de restauration/Conservation 2010-2014	754 455		1 350 000	60 000	2 104 455	60 000
2009	AP0124	Cathédrale chantiers de restauration/Conservation 2009-2013	295 408				295 408	
2004	AP0080	Patrimoine O.N.D	3 100 000				3 100 000	
		TOTAL	**11 572 464**	**466 480**	1 350 000	60 000	**12 922 464**	**526 480**

BP

ETAT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME

OND

CREDITS DE PAIEMENT						RECETTES ESCOMPTEES						
Mandats émis 2004 à 2014	CP 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018	CP Ult	Titres émis 2004 à 2014	RE 2015	RE 2016	RE 2017	RE 2018	RE Ult	A.P.
82 930	2 084 670	955 000	2 500 000	1 800 000			166 480	100 000	100 000	100 000		AP0170
315 954	220 884	350 000	767 617	450 000				15 000	15 000	30 000		AP0149
235 981	50 182	9 245										AP0124
172 098	2 255 402	672 500										AP0080
806 963	**4 611 138**	**1 986 745**	**3 267 617**	**2 250 000**			**166 480**	**115 000**	**115 000**	**130 000**		

3

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Approbation du rapport de la Commission locale d'évaluation des charges transférées.

En application de la loi MAPTAM, l'Eurométropole est, depuis le 1er janvier 2015, compétente, en lieu et place des communes membres, en matière de distribution d'énergie.

Les concessions conclues avec Electricité de Strasbourg et Réseau Gaz de Strasbourg sont donc transférées de plein droit à l'Eurométropole de Strasbourg.
Conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C IV du Code général des impôts, la Commission locale d'évaluation des charges transférées, réunie le 4 novembre 2015, a proposé la modification en conséquence de l'attribution de compensation versée par l'Eurométropole à la Ville de Strasbourg, afin d'assurer la neutralité financière de ce transfert.

Il appartient au Conseil municipal d'approuver ce rapport d'évaluation ainsi que la modification de l'attribution de compensation.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Vu le Code général des collectivités territoriales
Vu l'article 86 de la loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale
Vu le Code général des impôts, notamment en son article 1609 nonies C IV
Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles
Vu le rapport de la CLECT (Commission locale d'évaluation des charges transférées de l'Eurométropole du 4 novembre 2015

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

d'approuver le présent rapport de la CLECT et valide la proposition de modification du montant de l'attribution de compensation attribué par l'Eurométropole à la ville de Strasbourg, à compter de 2016.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

Rapport de la Commission locale d'évaluation des charges transférées CLECT du 4 novembre 2015

Participaient à cette réunion :

BISCHHEIM	Hubert DRENSS
BLAESHEIM	Jacques BAUR
ECKWERSHEIM	Michel LEOPOLD
ENTZHEIM	Jean HUMANN
ESCHAU	Céleste KREYER
FEGERSHEIM	Thierry SCHAAL
GEISPOLSHEIM	Sébastien ZAEGEL
HOLTZHEIM	Dany KUNTZ
ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	Henri KRAUTH
LAMPERTHEIM	Procuration donnée à M. Thierry SCHAHL
LINGOLSHEIM	Laurent EHRESMANN (rapporteur)
LIPSHEIM	Jean-Pierre RAYNAUD
MUNDOLSHEIM	Procuration donnée à M. EHERSMANN
NIEDERHAUSBERGEN	Jean-Luc HERZOG (rapporteur)
OBERHAUSBERGEN	Christel KOHLER-BARBIER
OBERSCHAEFFOLSHEIM	Eddie ERB
OSTWALD	Pierrette SCHMITT
PLOBSHEIM	Jean-Philippe PFISTER
REICHSTETT	Régis HRANITZKY (rapporteur)
SCHILTIGHEIM	Gérard BOUQUET
SOUFFELWEYERSHEIM	Pierre SCHNEIDER
STRASBOURG	Excusé
VENDENHEIM	Pierre SCHWARTZ (rapporteur)
LA WANTZENAU	Patrick DEPYL
WOLFISHEIM	Eric AMIET (président)

Pour la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg
Direction des finances :
Mme Katell PARENT
M Philippe LE GAND
Mme Marie-Josèphe ROSUNEE

Direction des services publics urbains
Laurent ADAM

Assiste également à cette réunion en sa qualité de Vice-présidente en charge des finances Caroline BARRIERE.

ooo

Vérification du quorum et ouverture de la séance par son Président qui rappelle l'ordre du jour et le cadre juridique de ce transfert de compétence.

En application de la loi MAPTAM, l'Eurométropole de Strasbourg est devenue, en lieu et place des communes membres, autorité concédante en matière de distribution d'énergie.
Elle s'est vue attribuer par le législateur les dépenses et les recettes liées aux concessions de distribution d'électricité et de gaz ainsi que taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE) des communes de moins de 2000 habitants.

Conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C IV du Code général des impôts, chaque transfert de compétence entraine une modification de l'attribution de compensation versée par l'Eurométropole afin d'assurer la neutralité financière de ce transfert, tant pour les communes que pour l'EPCI.

Afin d'atténuer l'impact de la volatilité des recettes transférées, les rapporteurs de la CLECT, désignés lors de la séance du 3 septembre 2015, proposent, en application de l'article 11 du règlement intérieur de la CLECT, d'évaluer les dépenses et les recettes transférées sur la base d'une moyenne annualisée. En effet, les recettes et les dépenses transférées, du fait de leur assiette ou de leur méthode de calcul sont volatiles. Aussi, la solution préconisée est de procéder à un lissage de ces recettes et dépenses sur une durée de 2 ans, soit sur la base des derniers clos, à savoir 2013 et 2014.

1. Transfert du produit de la taxe sur l'électricité

La loi de finances rectificative pour 2014 du 29 décembre 2014 transfère de plein droit à l'Eurométropole de Strasbourg le produit de la taxe sur la consommation finale d'électricité perçu par les communes de moins de 2000 habitants. Les communes de plus de 2000 habitants continuent, quant-à-elles de voter leur coefficient de taxe communale sur la consommation finale d'électricité applicable sur leur territoire et d'en percevoir le produit.

Seules les communes de BLASHEIM, d'ECKWERSHEIM, de MITTELHAUSBERGEN et de NIEDERHAUSBERGEN sont concernées.

Cette taxe étant assise sur la consommation finale d'électricité, son produit est conditionné par les conditions climatiques et les revalorisations du coefficient multiplicateur. Aussi, afin d'assurer la plus grande neutralité financière de son transfert, il est proposé d'évaluer le montant des attributions de compensation à reverser aux communes concernées sur la base de la moyenne de son produit perçu en 2013 et 2014.

Les attributions de compensation des communes seraient donc majorées de la façon suivante :

BLAESHEIM	+ 23 552 €
ECKWERSHEIM	+ 18 590 €
MITTELHAUSBERGEN	+ 46 724 €
NIEDERHAUSBERGEN	+ 17 022 €

Les représentants des communes d'Eckwersheim et de Niederhausbergen rappellent que ce transfert entraîne, pour les communes de moins de 2000 habitants, la perte du dynamisme du produit de la TCCFE en raison du caractère figé des attributions de compensation.
Le Président souligne toutefois que cette perte potentielle du dynamisme du produit de TCCFE est à mettre au regard de la majoration des attributions de compensation, mais aussi de la prise en charge par l'Eurométropole de Strasbourg du coût des nouvelles extensions de réseau, précédemment à la charge des communes.

Avis de la CLECT sur la modification des AC liée au transfert du produit de la TCCFE des communes de moins de 2000 habitants au profit de l'Eurométropole :

La CLECT approuve à l'unanimité la méthode d'évaluation proposée par les rapporteurs ainsi que la modification des attributions de compensation des communes dont le produit de TCCFE est transféré à l'Eurométropole de Strasbourg.

2. Transfert des concessions de distribution d'électricité

2.1 Dépenses transférées à l'Eurométropole de Strasbourg

M. EHRESMANN rappelle les règles de facturation des extensions de réseau électrique et que, pour des raisons de cohérence, les rapporteurs préconisent que la durée de lissage de ces dépenses se fasse également sur une période de deux ans.

Jusqu'au 1er janvier 2015, les communes, en leur qualité d'autorité concédante en matière de distribution d'énergie, étaient tenues de participer, à hauteur de 60%, au financement des extensions du réseau électrique. Ces dépenses sont désormais transférées à l'Eurométropole. Ces charges transférées doivent être évaluées pour leur montant réel. Les communes n'ayant pas engagé ce type de dépenses ne voient donc pas leur attribution de compensation modifiée. Ces dépenses, conditionnées par le développement urbain des communes étant particulièrement variables, il est proposé de retenir également une moyenne des dépenses engagées au cours de deux dernières années précédant leur transfert.

Ces dépenses, désormais à la charge de l'Eurométropole, viennent minorer le montant des attributions de compensations des communes concernées.

Il est donc proposé que ces dernières soient minorées de la façon suivante :

ESCHAU	- 8 704 €
HOENHEIM	- 6 188 €
ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	- 28 525 €
OBERSCHAEFFOLSHEIM	- 14 804 €
STRASBOURG	- 137 067 €

M. BOUQUET soulève les difficultés liées à ce transfert de compétence en matière d'enfouissement des réseaux. Seule l'Eurométropole, en cas d'extension de réseau, pourra désormais décider de leur enfouissement, les communes perdront donc la possibilité de financer, à leur frais, un tel enfouissement.

Avis de la CLECT sur la minoration des AC des communes transférant les dépenses d'extension de réseau à l'Eurométropole :

La CLECT valide à l'unanimité la méthode d'évaluation proposée par les rapporteurs ainsi que la modification des attributions de compensation.

2.2 Recettes liées aux concessions de distribution d'énergie

Tous les contrats de concession conclus entre les communes membres et Electricité de Strasbourg prévoient le versement de redevances, par le concessionnaire, au profit de l'autorité concédante. Le concessionnaire verse annuellement une redevance de fonctionnement (R1), calculée en fonction de la longueur du réseau situé sur leur territoire et du nombre de clients desservis. Il verse également un redevance d'investissement (R2), calculée sur la base du montant des travaux d'éclairage public réalisé par les communes, au titre de l'année N – 2.

Transfert des redevances R1 et R2

Ces recettes sont transférées à l'Eurométropole, sur la base d'une moyenne annualisée calculée sur le produit des années 2013 et 2014 qui les compenserait, en majorant les attributions de compensation de la façon suivante :

BISCHHEIM	*+ 9 077 €*
BLAESHEIM	*+ 2 855 €*
ECKBOLSHEIM	*+ 13 423 €*
ECKWERSHEIM	*+ 1 295 €*
ENTZHEIM	*+ 6 339 €*
ESCHAU	*+ 14 507 €*
FEGERSHEIM	*+ 21 297 €*
GEISPOLSHEIM	*+ 23 391 €*
HOENHEIM	*+ 7 125 €*
HOLTZHEIM	*+ 3 906 €*
ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	*+ 34 278 €*
LA WANTZENAU	*+ 3 590 €*
LAMPERTHEIM	*+ 2 016 €*
LINGOLSHEIM	*+ 1 608 €*
LIPSHEIM	*+ 4 358 €*
MITTELHAUSBERGEN	*+ 927 €*
MUNDOLSHEIM	*+ 3 527 €*
NIEDERHAUSBERGEN	*+ 3 761 €*
OBERHAUSBERGEN	*+ 6 889 €*
OBERSCHAEFFOLSHEIM	*+ 3 330 €*
OSTWALD	*+ 18 158 €*

PLOBSHEIM	*+ 12 101 €*
REICHSTETT	*+ 3 483 €*
SCHILTIGHEIM	*+ 9 298 €*
SOUFFELWEYERSHEIM	*+ 21 014 €*
STRASBOURG	*+ 622 478 €*
VENDENHEIM	*+ 6 314 €*
WOLFISHEIM	*+ 5 458 €*

Transfert des redevances spéciales

Outre ces redevances d'investissement et de fonctionnement prévues par les 28 concessions transférées, 9 d'entre-elles prévoient le versement, au profit des communes concédantes, d'une redevance de contrôle ou une « redevance spéciale ».

Le produit de ces redevances est également transféré à l'Eurométropole de Strasbourg, en même temps que les concessions auxquelles elles se rattachent.

Afin d'assurer la cohérence des méthodes d'évaluation, il est proposé retenir la moyenne de leur produit sur les deux années précédant son transfert.

Les attributions de compensation des communes ayant conclu avec le concessionnaire le versement d'une redevance spéciale seraient donc majorées de la façon suivante :

BLAESHEIM	+ 194 €
ECKBOLSHEIM	+ 1 637 €
GEISPOLSHEIM	+ 1 941 €
ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	+ 86 732 €
OBERSCHAEFFOLSHEIM	+ 234 €
OSTWALD	+ 4 035 €
PLOBSHEIM	+ 660 €
SCHILTIGHEIM	+ 104 278 €
STRASBOURG	+ 2 026 987 €

MM. BOUQUET et ERB constatent que les modalités retenues pour l'évaluation de la compensation du transfert des redevances d'investissement, induisent pour les communes qui réalisent des travaux d'éclairage public, la perte des recettes supplémentaires qui en découlent. Seule l'Eurométropole bénéficiera désormais du dynamisme de la redevance d'investissement alors que ces dépenses sont supportées par les communes.

M. SCHWARTZ précise que les rapporteurs ont préconisé un calcul des attributions de compensation sur la base de la moyenne des deux dernières années car c'est la durée qui pénalise le plus petit nombre de communes et, qu'il n'existe aucun dispositif légal permettant une prise en compte des dépenses réelles d'investissement des communes pour établir le montant des attributions de compensation.

Avis de la CLECT sur la modification des AC liée au transfert du produit des redevances à l'Eurométropole de Strasbourg :

La CLECT approuve les modalités d'évaluation du transfert des recettes liées aux concessions de distribution d'énergie par 22 voix pour et 2 contre.

3. Transfert des concessions de distribution de gaz

Tout comme les concessions de distribution d'électricité, les concessions de distribution de gaz donnent lieu au versement d'une redevance, par le concessionnaire, au profit de l'autorité concédante. Ces redevances sont calculées en fonction du nombre de clients desservis par le concessionnaire et de la longueur du réseau présent sur le territoire de la commune.

Ces concessions ne donnent lieu à aucune dépense de la part des communes, les attributions de compensation que leur verse l'EPCI doivent donc être majorées du montant de ces redevances. Afin de conserver une évaluation homogène des recettes et des dépenses, il est proposé à la CLECT de conserver une évaluation des recettes transférées calculée sur la base de la moyenne des recettes perçues au cours des deux derniers exercices précédant le transfert des concessions de distribution du gaz à l'Eurométropole de Strasbourg.

Il est donc proposé que les attributions de compensation soient majorées comme suit :

BISCHHEIM	+ 8 923 €
BLAESHEIM	+ 603 €
ECKBOLSHEIM	+ 704 €
ECKWERSHEIM	+ 1 027 €
ENTZHEIM	+ 631 €
ESCHAU	+ 2 812 €
FEGERSHEIM	+ 3 335 €
GEISPOLSHEIM	+ 5 047 €
HOENHEIM	+ 1 108 €
HOLTZHEIM	+ 561 €
ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	+ 3 421 €
LA WANTZENAU	+ 4 581 €
LAMPERTHEIM	+ 328 €
LINGOLSHEIM	+ 1 444 €
LIPSHEIM	+ 2 024 €
MITTELHAUSBERGEN	+ 1 403 €
MUNDOLSHEIM	+ 3 014 €
NIEDERHAUSBERGEN	+ 1 159 €
OBERHAUSBERGEN	+ 557 €
OBERSCHAEFFOLSHEIM	+ 1 535 €
OSTWALD	+ 5 954 €
PLOBSHEIM	+ 2 377 €
REICHSTETT	+ 3 103 €
SCHILTIGHEIM	+ 15 564 €
SOUFFELWEYERSHEIM	+ 4 656 €
STRASBOURG	+ 1 130 684 €
VENDENHEIM	+ 3 701 €
WOLFISHEIM	+ 626 €

Avis de la CLECT sur la modification des AC liée au transfert des redevances versées par le concessionnaire en charge de la distribution du gaz

La CLECT approuve à l'unanimité la modification du montant des attributions.

AVIS DE LA CLECT

La Commission locale d'évaluation des charges transférées, dans sa réunion du 4 novembre 2015, après en avoir délibéré approuve, par une majorité de 24 voix pour et 2 contre, les corrections à apporter suite au transfert de la compétence « *Organisation de la distribution d'énergie* » au profit de l'Eurométropole, et invite le Conseil métropolitain, après validation par délibération de la majorité des communes membres, à arrêter la modification des attributions de compensation versées par l'Eurométropole à :

BISCHHEIM	+ 18 000 €
BLAESHEIM	+ 27 204 €
ECKBOLSHEIM	+ 30 494 €
ECKWERSHEIM	+ 20 912 €
ENTZHEIM	+ 6 970 €
ESCHAU	+ 8 615 €
FEGERSHEIM	+ 24 632 €
GEISPOLSHEIM	+ 30 379 €
HOENHEIM	+ 2 045 €
HOLTZHEIM	+ 4 467 €
ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	+ 95 906 €
LA WANTZENAU	+ 8 171 €
LAMPERTHEIM	+ 2 344 €
LINGOLSHEIM	+ 3 052 €
LIPSHEIM	+ 6 382 €
MITTELHAUSBERGEN	+ 49 054 €
MUNDOLSHEIM	+ 6 541 €
NIEDERHAUSBERGEN	+ 21 942 €
OBERHAUSBERGEN	+ 7 446 €
OBERSCHAEFFOLSHEIM	-9 705 €
OSTWALD	+ 28 147 €
PLOBSHEIM	+ 15 138 €
REICHSTETT	+ 6 586 €
SCHILTIGHEIM	+ 129 140 €
SOUFFELWEYERSHEIM	+ 25 670 €
STRASBOURG	+ 3 643 082 €
VENDENHEIM	10 015 €
WOLFISHEIM	6 084 €

Eric AMIET
Président de la CLECT

4

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Passation d'avenants et attribution de marchés.

Passation d'avenants

Les détails relatifs aux avenants proposés à l'approbation du Conseil sont retracés dans l'annexe ci-jointe.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré,
approuve

la passation des avenants énumérés dans l'annexe jointe à la présente délibération,

autorise

le Maire ou son représentant à signer et à exécuter les avenants et documents y relatifs.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

Annexe : avenants nécessitant un avis favorable de la Commission d'appel d'offres ou du Comité interne avant inscription en délibération (avenants de plus de 5% passés sur des marchés dont le montant est supérieur à 207 000 € HT)

***Abréviations utilisées** :*

CAO= Commission d'appels d'offres ; PF= Procédure formalisée ; MAPA= Marché à procédure adaptée.

DCPB= Direction de la Construction et du Patrimoine bâti ; DEPN= Direction des Espace Publics et Naturels ; DRL= Direction des Ressources Logistiques ; DMGPU= Direction de la Mobilité et des Grands Projets Urbains, etc.

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial en euros HT	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant en euros HT	Total cumulé avenants en %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO ou Comité interne
PF	Mission Wacken	2013/918	2071V - Projet Wacken Europe - marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation du Quartier d'Affaires International	735 150	Groupement EGA / BASE / INGEROP / ON / EGIS Concept	1	52 000	7,07	787 150	26/11/2015
Objet de l'avenant au marché 2013/918 : le présent avenant vise à fixer le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre au regard du coût prévisionnel des travaux, conformément à l'article 3.2 du CCAP du marché. Des travaux et des prestations non prévus initialement au marché et validées par le Conseil municipal s'avèrent nécessaires : - l'aménagement de la parcelle qui constituant une réserve foncière pour de futures Institutions Européennes, - l'installation d'éléments urbains mettant en valeur l'élément majeur du projet constitué par le grand parc public multi fonction ouvert sur l'allée du Printemps (espaces verts et de détente, espaces de jeux, promontoire, jardins partagés), - en termes d'équipements : amélioration de la qualité des matériaux, des dallages, pavages, du mobilier urbain, des mâts d'éclairage public, - amélioration des fonctionnalités de la contre-allée (mise en place d'arceaux à vélos supplémentaires, protections contre le stationnement sauvage notamment, lisibilité des types de voies) , - mise en œuvre d'une gestion des eaux pluviales durable et environnementale. Le coût de ces travaux supplémentaires est de 400 000 € HT, portant ainsi que le montant prévisionnel des travaux de 3 500 000 à 3 900 000 € HT, montant au regard duquel il convient, en application des stipulations du marché, de fixer le forfait de rémunération du maître d'œuvre.									
PF	DUAH	2011/29	0053V- Marché de gestion locative et mandat de maîtrise d'ouvrage sur les propriétés bâties relevant du domaine	1 908 000 (intégrant la part gestion locative et la	HABITATION MODERNE	4	105 621,88	8,83	2 076 596,88	26/11/2015

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial en euros HT	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant en euros HT	Total cumulé avenants en %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO ou Comité interne
			privé de la Ville de Strasbourg	part maîtrise d'ouvrage)						
Objet de l'avenant au marché 2011/29 : le présent avenant vise à : - prolonger la durée du marché d'une durée de 3 mois, couvrant la période allant du 1er janvier 2016 au 31 mars 2016. - actualiser le nombre de lots concernés par les prestations de gestion locative à 693 lots, l'ensemble des services à effectuer concernant la gestion locative se montant à 465,35 € HT par lot, - actualiser le montant prévisionnel des travaux relevant de la maîtrise d'ouvrage déléguée à 11,565 millions d'Euros sur la durée globale du marché.										
PF	DCPB	V2013/868	Travaux de construction de l'Ecole Européenne de Strasbourg - Quartier de la Robertsau -	1 848 616,80	CLEMESSY SA	5	515,17 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 120 716,47 € HT)	6,56	1 969 848,44	05/11/2015
Objet de l'avenant au marché V2013/868: le présent avenant a pour objet l'alimentation électrique du moteur de la porte du garage situé dans la zone logistique afin de pallier un oubli de prescription, et optimiser ainsi son fonctionnement.										

5

Communication au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Communication concernant la conclusion de marchés de travaux, fournitures et services.

Conformément à l'article L 2122-23 du Code général des collectivités territoriales, la présente communication vise à informer le Conseil des marchés attribués et notifiés en application de la délégation donnée à l'exécutif en matière de marchés publics par la délibération du 28 avril 2014.

Par ailleurs, au-delà des seuls marchés entrant dans le champ d'application de ladite délégation, la présente information englobe l'ensemble des marchés dont le montant est supérieur ou égal à 4 000 € HT passés par la ville de Strasbourg, qu'ils résultent d'une procédure adaptée ou formalisée.

Pour mémoire, les marchés passés selon une procédure adaptée sont ceux dont le montant est inférieur à 207 000 € HT (fournitures et services) et à 5 186 000 € HT (travaux).

La présente communication porte, en l'espèce, sur les marchés dont la notification est intervenue entre le 1er et le 31 octobre 2015.

Communiqué le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

Procédures formalisées, marchés passés selon une procédure adaptée de niveaux 3 et 4

(Le montant en euro HT prend en compte la durée totale du marché, périodes de reconductions comprises)

* Marchés à bons de commande

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20150813	15022V2_RECONSULTATION_PRESTATIONS DE NETTOYAGE DANS LES ESPACES VERTS, ESPACES NATURELS ET JARDINS FAMILIAUX JARDINS FAMILIAUX SECTEUR NORD	NATUR ' SERVICES	67800 BISCHHEIM	Sans minimum ni maximum
20150792	15029V SÉANCES D'ÉVEIL MUSICAL POUR LES ENFANTS JUSQU'À 4 ANS DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'ACCUEIL GÉRÉS PAR LA VILLE DE STRASBOURG (CRÈCHES, HALTE-GARDERIE, JARDINS D'ENFANTS).	ARTENREEL	67000 STRASBOURG	135 000
20150801	15037V - PRESTATIONS D'ACCOMPAGNEMENT DES CONSEILS DE QUARTIER ET DES CONSEILS CITOYENS ACCOMPAGEMENT DES CONSEILS CITOYENS	EDEN/ FANTON/ LAUZIN	67114 ESCHAU	160 000
20150800	15037V - PRESTATIONS D'ACCOMPAGNEMENT DES CONSEILS DE QUARTIER ET DES CONSEILS CITOYENS ACCOMPAGNEMENT DES CONSEILS DE QUARTIER	CEMEA ALSACE	67000 STRASBOURG	520 000
20150795	15040GC1 MARCHÉ SUBSÉQUENT POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ, ACHEMINEMENT ET SERVICES ASSOCIÉS POUR LES SITES EXISTANTS ET LES NOUVEAUX SITES À RACCORDER. POINTS DE LIVRAISON À COURBES DE CHARGE ISSUS DU SEGMENT C2	ES ENERGIES STRASBOURG	67953 STRASBOURG CEDEX 9	Sans minimum ni maximum
20150796	15040GC1 MARCHÉ SUBSÉQUENT POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ, ACHEMINEMENT ET SERVICES ASSOCIÉS POUR LES SITES EXISTANTS ET LES NOUVEAUX SITES À RACCORDER. POINTS DE LIVRAISON PROFILÉS ISSUS DU SEGMENT C3 OU C4	ES ENERGIES STRASBOURG	67953 STRASBOURG CEDEX 9	Sans minimum ni maximum
20150804	PVA5001GC - LOCATIONS DE PLATEFORMES ÉLÉVATRICES MOBILES DE PERSONNELS POUR LES SERVICES DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG ELÉVATEURS TÉLESCOPIQUES À NACELLE SUR PORTEUR PL (PTAC SUPÉRIEUR À 3,5 T)	EST NACELLES	67400 ILLKIRCH	220 000
20150805		DISTEL	67171 BRUMATH CEDEX	400 000

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20150805	PVA5001GC - LOCATIONS DE PLATEFORMES ÉLÉVATRICES MOBILES DE PERSONNELS POUR LES SERVICES DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG ELÉVATEURS TÉLESCOPIQUES À NACELLE SUR PORTEUR PL (PTAC SUPÉRIEUR À 3,5 T)	EST NACELLES	67400 ILLKIRCH	400 000
20150803	PVA5001GC - LOCATIONS DE PLATEFORMES ÉLÉVATRICES MOBILES DE PERSONNELS POUR LES SERVICES DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG ELÉVATEURS TÉLESCOPIQUES À NACELLE SUR PORTEUR VL (PTAC INFÉRIEUR À 3,5 T)	DISTEL	67171 BRUMATH CEDEX	300 000
		KILOUTOU	67100 STRASBOURG	300 000
		LOXAM MODULE	92293 CHATENAY-MALABRY CEDEX	300 000
20150802	PVA5001GC - LOCATIONS DE PLATEFORMES ÉLÉVATRICES MOBILES DE PERSONNELS POUR LES SERVICES DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG MÂTS, PLATEFORMES CISEAUX, ÉLÉVATEURS AUTOMOTEURS TÉLESCOPIQUES ET ARTICULÉS	DISTEL	67171 BRUMATH CEDEX	840 000
		KILOUTOU	59705 MARCQ EN BAROEUL CEDEX	840 000
		LOXAM SAS	56855 CAUDAN CEDEX	840 000

* Marchés ordinaires

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20150775	15025V TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DU SECTEUR FORGERONS À STRASBOURG NEUDORF ESPACES VERTS ET MOBILIER	THIERRY MULLER	67118 GEISPOLSHEIM GARE	299 223,47
20150063	DC4019OA TRAVAUX DE RESTAURATION DES TOITURES DE LA FONDATION DE L'OEUVRE NOTRE DAME MAÇONNERIE - ENDUITS	LEON NOEL SAS	67000 STRASBOURG	11 300,58
20150062	DC4020OA: TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE SALLES DE DESSINS D'ARCHITECTURE DANS LE BÂTIMENT ET MUSÉE DE LA FONDATION DE L'ŒUVRE NOTRE DAME. MENUISERIES BOIS - FENÊTRES BOIS	Ebénisterie Menuiserie ZYTO	67350 PFAFFENHOFFEN	32 929,38
20150766	DC5013VA - TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT D'UNE MAISON DU PARC NATUREL URBAIN À LA TOUR DU SCHLOESSEL À STRASBOURG CHAUFFAGE VENTILATION SANITAIRE	BORSENBERGER & WEIBEL	67610 LA WANTZENAU	64 711,48
20150765	DC5013VA - TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT D'UNE MAISON DU PARC NATUREL URBAIN À LA TOUR DU SCHLOESSEL À STRASBOURG ELECTRICITE	EURO TECHNIC	67201 ECKBOLSHEIM	53 228,46
20150770	DC5013VA - TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT D'UNE MAISON DU PARC NATUREL URBAIN À LA TOUR DU SCHLOESSEL À STRASBOURG EXTINCTEUR ET SIGNALETIQUE INCENDIE	CHUBB FRANCE	67118 GEISPOLSHEIM	1 382,57
20150769	DC5013VA - TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT D'UNE MAISON DU PARC NATUREL URBAIN À LA TOUR DU SCHLOESSEL À STRASBOURG PEINTURE	Ets HITTIER et Fils	67590 HAGUENAU CEDEX	23 127
20150768	DC5013VA - TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT D'UNE MAISON DU PARC NATUREL URBAIN À LA TOUR DU SCHLOESSEL À STRASBOURG REVETEMENTS DE SOLS	Sté ABRY ARNOLD	67550 VENDENHEIM	10 653,2
20150786	DC5015VA TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE LA TOITURE ET RAVALEMENT DE LA FAÇADE DES LOCAUX "MOLODOI", 18E RUE DU BAN DE LA ROCHE À STRASBOURG DESAMIANTAGE / ETANCHEITE	SCHOENENBERGER/ADE SAS	68027 COLMAR CEDEX	90 139,4
20150782	DC5015VA TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE LA TOITURE ET RAVALEMENT DE LA FAÇADE DES LOCAUX "MOLODOI", 18E RUE DU BAN DE LA ROCHE À STRASBOURG ECHAFAUDAGE / RAVALEMENT	Sté KNOERR MOHR	67026 STRASBOURG CEDEX 1	21 952,5
20150825	DC5018VA - TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU SIÈGE DE L'ASSOCIATION " LES AMIS DU CHEVAL " SITUÉE, 60 RUE HECHNER À STRASBOURG ROBERTSAU BATIMENT MODULAIRE	II VINCI Concepts Modulaires	67600 BINDERNHEIM	66 495,23
20150826	DC5018VA - TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU SIÈGE DE L'ASSOCIATION " LES AMIS DU CHEVAL " SITUÉE, 60 RUE HECHNER À STRASBOURG ROBERTSAU ELECTRICITE-VDI	EURO TECHNIC	67201 ECKBOLSHEIM	20 261,26

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20150824	DC5018VA - TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU SIÈGE DE L'ASSOCIATION " LES AMIS DU CHEVAL " SITUÉE, 60 RUE HECHNER À STRASBOURG ROBERTSAU GROS-OEUVRE	CBA	67550 VENDENHEIM	37 283,52
20150823	DC5018VA - TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU SIÈGE DE L'ASSOCIATION " LES AMIS DU CHEVAL " SITUÉE, 60 RUE HECHNER À STRASBOURG ROBERTSAU TERRASSEMENT-VRD	Entreprise SPIESS	67230 KERTZFELD	23 700
20150783	DC5019VA TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LOCAUX ASSOCIATIFS PROVISOIRES, RUE KEPLER À STRASBOURG GROS OEUVRE -VRD	Sté BRINGOLF	67114 ESCHAU	34 472,34
20150777	DEP5013V PARC NATUREL URBAIN DE STRASBOURG - TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DU SECTEUR SAINT GALL NORD À STRASBOURG-KOENIGSHOFFEN TRAVAUX DE CLÔTURE	SCOP ESPACES VERTS	67114 ESCHAU	29 477,5
20150776	DEP5013V PARC NATUREL URBAIN DE STRASBOURG - TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DU SECTEUR SAINT GALL NORD À STRASBOURG-KOENIGSHOFFEN TRAVAUX D'ESPACES VERTS	SCOP ESPACES VERTS	67114 ESCHAU	194 274,25
20150772	DEP5014V TRAVAUX D'AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS POUR RENFORCER LA PLACE DE LA NATURE EN VILLE	EST PAYSAGES D'ALSACE	67118 GEISPOLSHEIM	79 700,34
20150812	DEP5016V CRÉATION D'UN RÉSEAU D'ÉCLAIRAGE PUBLIC ENTRE LE CHÂTEAU ET LE PARKING DU PARC DE POURTALÈS À STRASBOURG	S2EI Société Electricité Eclairage et Illumination	67300 SCHILTIGHEIM	37 847,5
20150828	DEP504GC MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE POUR LE RÉAMÉNAGEMENT DES VOIRIES DU SECTEUR NORMANDIE-SCHULMEISTER-WEEBER À STRASBOURG-MEINAU	INGEROP/ ACTE 2 PAYSAGES	67088 STRASBOURG CEDEX 2	135 942,04

Marchés passés selon une procédure adaptée de niveaux 1 et 2

(Le montant en euro HT prend en compte la durée initiale du marché, périodes de reconductions non comprises)

Marchés ordinaires

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant maximum € HT	Date de notification
2015/710	ACTION DE MOBILISATION COLLECTIVE VERS LES METIERS D'HOTELLERIE, RESTAURATION ET TOURISME	CONFLUENCE FORMATION	67000 STRASBOURG	17 520	13/10/2015
2015/780	PREST. MUSEOGRAPHIE ET MUSEOLOGIE EXPO ACCROCHAGES FIN DE TRIMESTRE 2015	CHOUZENOUX ERWAN	67000 STRASBOURG	10 011,29	02/10/2015
2015/781	ACTION DE MOBILISATION COLLECTIVE VERS LES METIERS DE L'HOTELLERIE, RESTAURATION ET TOURISME	CONFLUENCE FORMATION	67000 STRASBOURG	30 000	05/10/2015
2015/784	APPUI A EVALUATION INTERVENTION VDS PREVENTION EXPULSIONS	PLURICITE	69002 LYON	13 469,17	06/10/2015
2015/785	MISSION D'ETUDES GEOTECHNIQUES RESTAURATION FACADE CERAMIQUE INSCRITE AUX MONUMENTS HISTORIQUES DE LA HEAR	FONDASOL TECHNIQUE	67201 ECKBOLSHEIM	3 100	06/10/2015
2015/792	SEANCES D'EVEIL MUSICAL POUR LES ENFANTS JUSQU'A 4 ANS DANS LES ETS D'ACCUEIL GERES PAR LA VILLE	ARTENREEL	67000 STRASBOURG	45 000	15/10/2015
2015/793	PREST. INST. RAMPES PROVISOIRES POUR L'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES A MOBILITE REDUITE ELECTION REGIONALE 2015	EVENT SYSTEM SVF	67270 DURNINGEN	19 999	09/10/2015
2015/794	PARKING CROUS - SYSTEME CONTROLE ACCES ROBERTSAU	SPIE EST	67411 ILLKIRCH CEDEX	16 882,3	12/10/2015
2015/797	TRVX RENOVATION GYMNASE ELEONORE A STRASBOURG	SOC NOUVELLE CHANZY PARDOUX	67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	5 950	15/10/2015
2015/798	SPECTACLE VIVANT "POURQUOI J'AI JETE MA GRAND-MERE DANS LE VIEUX PORT" DU 19/12 AU 21/12/2015	THEATRE TOUT TERRAIN	68000 COLMAR	3 420	15/10/2015
2015/799	SPECTACLE "WANNSEE KABARE" DU 08/03/2015 AU 12/03/2016	LA LUNETTE	67300 SCHILTIGHEIM	19 000	15/10/2015
2015/811	MOE REAMENAGEMENT RUES GRAND COURONNE, CLIMONT, BOULEAUX ET CHATAIGNIERS A STBG	BEREST	67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	12 380	19/10/2015

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant maximum € HT	Date de notification
2015/816	MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF PREVISIONNEL DE SECOURS "STRASBOURG CAPITALE DE NOËL 2015"	ASS DEPART PROTECTION CIVILE BAS RHIN BOX E F	67100 STRASBOURG	19 981,31	20/10/2015
2015/818	CAMPAGNE DE DERATISATION DES PIGEONS	ACCSYS	67300 SCHILTIGHEIM	8 010	20/10/2015
2015/820	IMPRESSION DU CABINET DE L'AMATEUR	CASSOCHROME NV	99999 8731 WAREGEM	9 924	21/10/2015
2015/821	TVX CREATION CABANON DE RANGEMENT GR.SCOLAIRE SCHONGAUER	HEILI ENTREPRISE GENERALE CONSTRUCTIO	67310 WASSELONNE	5 115,15	21/10/2015
2015/822	TVX CREATION CABANON DE RANGEMENT GR.SCOLAIRE SCHONGAUER	TRADITION DU BOIS	67210 BERNARDSWILLER	4 842	21/10/2015
2015/829	CONFECTION DE CARTES A GRATTER - FORFAITS JOURNALIERS	F PROUTEAU ET FILS	79300 BRESSUIRE	13 000	26/10/2015
2015/830	ACHAT ET POSE CAMERAS SURVEILLANCE MEDIATHEQUE HAUTEPIERRE	SPIE EST	67411 ILLKIRCH CEDEX	12 308,32	27/10/2015
2015/839	SPECTACLE VIVANT "AKTS" TAPS LAITERIE DU 19 AU 23/01/2016	DINOPONERA HOWL FACTORY	67000 STRASBOURG	15 310	28/10/2015
2015/840	DEMENAGEMENT RESTRUCTURATION EXTENSION ECOLE ELEMENTAIRE LOUVOIS A STRASBOURG LOT 21	SEEGMULLER STRASBOURG	67450 MUNDOLSHEIM	10 030	28/10/2015
2015/842	SPECTACLE VIVANT "L'ASCENSION DE JIPE" TAPS SCALA DU 26 AU 29 JANVIER 2016	MUNSTRUM THEATRE	68260 KINGERSHEIM	14 000	28/10/2015
2015/843	SPECTACLE VIVANT "DON JUAN REVIENT DE LA GUERRE" TAPS SCALA DU 1ER AU 4 DÉCEMBRE 2015	COMEDIE DE L EST	68008 COLMAR CEDEX	14 527,3	28/10/2015

6

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Avis sur les emplois Ville.

Les emplois relevant des compétences de la ville de Strasbourg sont créés par la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole et la charge est répartie entre les deux collectivités selon la convention du 3 mars 1972.

L'avis préalable du Conseil municipal est sollicité quant à la création et à la transformation d'emplois de la Ville par la prochaine Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole.

1) des créations d'emplois présentées en annexe 1 :

- 1 emploi au sein de la Direction de la Démocratie locale et de la proximité compensé par la suppression d'un autre emploi au sein de l'administration.

2) des transformations d'emplois permanents présentées en annexe 2.

Les transformations d'emplois créés précédemment peuvent être rendues nécessaires lorsque les missions et/ou la configuration de l'emploi sont modifiées *(changement d'intitulé, de la nature des fonctions, et/ou de la fourchette de grades)*.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
vu l'article L5211-57 du Code général des collectivités territoriales,
vu la Convention du 3 mars 1972 entre la CUS et la ville de Strasbourg,
sur proposition de la Commission Plénière,
après en avoir délibéré,

approuve

les créations et transformations d'emplois présentées en annexe.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

Annexe 1 à la délibération du Conseil municipal du 14 décembre 2015 relative à la création d'emplois permanents

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Créations d'emplois permanents							
Direction de la Démocratie locale et de la proximité	Directions de proximité	1 correspondant de quartier	Faciliter la résolution des problèmes quotidiens du quartier. Assurer la coordination entre les demandes des habitants et les services. Contribuer à la mise en oeuvre des projets du quartier.	Temps complet	Rédacteur ou technicien ou assistant socio-éducatif ou éducateur des APS ou animateur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe Technicien à technicien principal de 1ère classe Assistant socio-éducatif à assistant socio-éducatif principal Educateur des APS à éducateur des APS principal de 1ère classe Animateur à animateur principal de 1ère classe	

Annexe 2 à la délibération du Conseil municipal du 14 décembre 2015 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Transformations suite à réorganisations présentées en CT							
Direction des Solidarités et de la santé	Action sociale territoriale	1 secrétaire médico-social	Apporter une aide permanente au responsable du service et à l'équipe éducative en matière de communication, d'information, d'accueil, de classement et suivre les dossiers. Prendre en charge ou aider au traitement de dossiers spécifiques.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant agent d'accueil calibré d'adjoint administratif de 2ème classe à adjoint administratif principal de 1ère classe) suite au CTP du 14/02/13.
Transformations sans incidence financière							
Direction de la Culture	Musées	1 adjoint au responsable du musée	Assurer le commissariat d'expositions. Gérer le fonds et les recherches documentaires. Participer à la gestion des collections et aux projets scientifiques. Seconder et remplacer le conservateur.	Temps complet	Attaché de conservation du patrimoine	Attaché de conservation	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant médiateur culturel).
Direction de la Culture	Musées	1 animateur scientifique	Programmer et animer des ateliers scientifiques. Conduire des visites guidées. Assurer des animations autour du fonds documentaire. Participer à la promotion des collections.	Temps complet	Assistant de conservation ou animateur	Assistant de conservation à assistant de conservation principal de 1ère classe Animateur à animateur principal de 1ère classe	Modification de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant calibré d'assistant de conservation à assistant de conservation principal de 1ère classe).

7

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Compte-rendu de l'activité 2014 des sociétés à capitaux mixtes de la Ville de Strasbourg.

Les représentants des collectivités au conseil d'administration ou au conseil de surveillance des sociétés d'économie mixte sont tenus de soumettre, au moins une fois par an, un rapport écrit à l'approbation de l'organe délibérant de la collectivité actionnaire (art L1524-5 alinéa 14 du Code général des collectivités territoriales).

Les rapports ci-joints portent sur la période d'activité correspondant au dernier exercice comptable clos en 2014 et présentent les comptes annuels approuvés par les assemblées générales en 2015.

La ville de Strasbourg est actionnaire de 10 sociétés d'économie mixte dont 2 sociétés dans lesquelles elle est majoritaire. La participation totale de la Ville dans le capital de ces sociétés s'élève à 10,4 M€ en 2014.

Organismes	Représentants de la ville de Strasbourg
Habitation moderne (Sem)	Philippe BIES, Président Syamak AGHA BABAEI Caroline BARRIERE Luc GILLMANN Annick NEFF Bornia TARALL Jean WERLEN
Réseau GDS (Sem)	Olivier BITZ, Président Alain JUND Christel KOHLER François LOOS Mickaël SCHMIDT
Strasbourg événements (Sem)	Nawel RAFKIK-ELMRINI, Présidente Jean-Jacques GSELL
Société d'aménagement et de gestion	Serge OEHLER, Président

du marché d'intérêt national de Strasbourg (Samins) (Sem)	Françoise BUFFET Jean-Jacques GSELL
Compagnie des transports strasbourgeois (CTS) (Sem)	néant
Société des parkings de l'Eurométropole de Strasbourg (Parcus) (Sem)	Henri DREYFUS
Société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg (Sers) (Sem)	Roland RIES Christel KOHLER Nawel RAFIK-ELMRINI
La Maison de l'Alsace à Paris (MAP) (Sem)	Jean-Jacques GSELL
Locusem (Sem)	Henri DREYFUS Paul MEYER Catherine TRAUTMANN
Sig basket (Sem)	Françoise BEY Alexandre FELTZ Serge OEHLER Jean Philippe VETTER

LES FAITS MARQUANTS 2014

Les chiffres d'affaires 2014 les plus importants relèvent des secteurs suivants : transport-déplacement (CTS, Parcus), logement (Habitation moderne), développement économique (Réseau GDS, Strasbourg événements), aménagement (SERS) et promotion-animation (Sig basket, Maison de l'Alsace).

Enfin, la société publique locale des « Deux Rives », dont la Ville est actionnaire à hauteur de 20%, a pour objet l'aménagement de la ZAC éponyme ; son activité a démarré fin 2014 et elle ne figure donc pas encore parmi les rapports présentés.

Sur le périmètre de 2014, le chiffre d'affaires cumulé de ces Sem s'élève à 261 M€, pour un résultat net global dégagé de 16,2 M€.

En 2014, l'activité des sociétés s'est caractérisée par :

- **Habitation moderne** : la livraison de nombreux logements (284), au-delà des objectifs assignés, et la mise en chantier de 203 logements. Le patrimoine comprend aujourd'hui 9 144 logements et évolue ainsi de + 3,2% entre 2013 et 2014 ;
- **Locusem** : la mise en œuvre d'un plan d'affaires de 13,5 M€ et par opérations engagées pour un coût de 5,4 M€ ;
- **Réseau GDS :** le renforcement de sa position au sein du Pôle de l'énergie publique de Strasbourg via ses filiales RCUA et RCUE pour concevoir et exploiter des réseaux de chaleur urbains, Biogénère, dont l'objet est de produire du biométhane sur le site de la station d'épuration et EnerD2, dédiée à des activités d'expertise et de conseil en

efficacité énergétique ; par ailleurs, malgré la baisse des quantités de gaz acheminées de 14,3% par rapport à la saison précédente. L'exercice 2013/2014 est marqué par une progression du chiffre d'affaires, liée aux évolutions tarifaires et aux recettes complémentaires tirées du marché « Sénerval » relatif à la pose du réseau de chaleur de l'UIOM, et par la maîtrise des charges d'exploitation.

- **Strasbourg événements** : l'entrée au capital de la société GL Events, société internationale spécialisée dans l'événementiel avec une modification du mode de gouvernance et par une progression du chiffre d'affaires malgré les contraintes liées aux travaux engagés sur le PMC et à la conjoncture économique défavorable ;
- **Samins** : une bonne année 2014 avec une augmentation des tonnages réceptionnés (+4,4%) et des chiffre d'affaires et résultat net ;
- **CTS** : la mise en service des extensions des lignes A (Hautepierre), D (Parc des poteries) et G (bus à haut niveau de service à destination de l'Espace Européen) à fin novembre 2013. Ces extensions produisent leur plein effet : la fréquentation et l'offre kilométrique augmentent respectivement de 1,7% et de 2,6% en 2014 ;
- **Parcus :** une année 2014 de consolidation de l'activité pour la société avec une activité globale en hausse, notamment du fait du démarrage de l'exploitation d'un nouveau parking aux HUS, des parkings de l'Esplanade et de l'augmentation de la fréquentation du stationnement payant sur voirie.
- **Sers** : un ralentissement des aménagements en concession, lié à la conjoncture économique, compensé par la forte progression des opérations d'aménagement en propre ;
- **Maison de l'Alsace** : la rénovation de l'immeuble situé sur les Champs Elysées, ainsi que par la baisse de l'activité et du résultat net directement induite par ces travaux ;
- **Sig basket** : de bons résultats sportifs en 2013/2014 (Vice-championne de ProA et participation à l'Euroligue), une fréquentation moyenne en hausse de 2%, et une augmentation du capital porté de 38 à 400 K€, pour consolider la société.

L'ensemble de comptes-rendus d'activité sont consultables à partir du lien suivant :

https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=xHnFJRJlwIcNk71jAE9dOC

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré,
approuve

les rapports annuels d'activité 2014 des représentants permanents de la ville de Strasbourg dans les conseils d'administration ou conseil de surveillance des sociétés suivantes :

- *Habitation moderne,*

- *Locusem,*
- *Réseau GDS,*
- *Strasbourg événements,*
- *Société d'aménagement et de gestion du marché d'intérêt national de Strasbourg (Samins),*
- *Compagnie des transports strasbourgeois (CTS),*
- *Société des parkings de l'Eurométropole de Strasbourg (Parcus),*
- *Société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg (Sers),*
- *Maison de l'Alsace à Paris,*
- *Sig Basket.*

informe

que les comptes-rendus d'activité sont consultables à partir du lien suivant :

https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=xHnFJRJlwIcNk71jAE9dOC

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

Strasbourg.eu
eurométropole

8

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Synthèse de l'activité 2014 des délégations de service public et des établissements publics de la Ville de Strasbourg.

La ville de Strasbourg a confié la gestion de 10 services publics à des organismes privés (associations ou sociétés commerciales).

2014 est marquée par le début d'exploitation de trois nouvelles Maisons de l'enfance gérées via des délégations de service public : les Maisons de la petite enfance de la Robertsau, du Neuhof et la Maison de la petite enfance franco-allemande Strasbourg-Kehl.

Parmi ces 10 délégations, 2 sont des concessions (réseaux publics de gaz et d'électricité), les autres étant pour l'essentiel des affermages.
Sur le périmètre de 2014, le chiffre d'affaires cumulé de ces délégations s'élève à 98 M€, en augmentation de 2,90% par rapport à l'exercice précédent.

LES FAITS MARQUANTS 2014

Les services délégués par la Ville relèvent essentiellement du domaine économique avec la gestion des réseaux publics de gaz et d'électricité, ainsi que celle de certains parkings.

Les chiffres d'affaires de **Réseau GDS** et d'**Electricité de Strasbourg** s'élèvent respectivement à 28,2 M€ et 62,4 M€ et sont en hausse malgré la diminution des consommations constatée sur les deux réseaux.

Le **stationnement sur voirie** voit son chiffre d'affaires augmenter de 6% du fait de l'augmentation de la fréquentation et de la durée de stationnement. L'activité du **parking des Bateliers** est impactée par la 2nde phase des travaux de rénovation qui ont nécessité la fermeture complète de l'ouvrage pendant l'été. Il dégage ainsi un résultat déficitaire. Enfin, si les produits générés par l'activité des parkings des Halles sont stables, la maîtrise des charges permet de dégager pour la Ville un résultat net de 1,45 M€.

La fréquentation du **cinéma Odyssée** reste stable et son résultat net ressort en léger déficit à -4 532 €.

L'occupation de la **Maison de l'enfance de Cronenbourg** enregistre une légère baisse pour l'ensemble de ses modes d'accueil. Toutefois, elle enregistre un résultat excédentaire.

Les nouvelles Maisons de la petite enfance ouvertes en 2014 ont connu des démarrages contrastés : si le nombre d'heures réalisées pour la partie multi-accueil de la Maison de l'enfance franco-allemande est supérieur aux prévisions, le nombre d'heures réalisées pour la partie crèche familiale et le lieu d'accueil parent-enfants des Maisons de l'enfance du Neuhof et de la Robertsau est légèrement inférieur aux prévisions. L'ensemble de ces Maisons présente toutefois un résultat positif dès 2014.
En application de la loi du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM), l'ensemble des compétences « réseaux » a été transféré des communes membres vers la métropole à compter du 1er janvier 2015. De fait, les deux concessions « distribution publique de gaz » et « distribution publique d'électricité » sont désormais de la compétence de l'Eurométropole de Strasbourg et les rapports d'activité seront désormais présentés au conseil de l'Eurométropole.

Réalisée à l'initiative de la collectivité, la synthèse ci-jointe donne des éléments synthétiques de chacune des délégations et analyse leur activité 2014, leur situation financière et leurs perspectives.

Chaque rapport de synthèse comporte également un ensemble d'indicateurs permettant de caractériser l'évolution de l'activité du point de vue de son volume et de sa performance financière, mais également sous l'angle de la qualité du service rendu. Ces analyses ont été soumises pour observations aux sociétés délégataires qui ont pu apporter des compléments d'information utiles.
L'ensemble des synthèses sont consultables à partir du lien suivant :

https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=oxVv2pj4JhsmHWiv1W0CtA

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
sur proposition de la Commission plénière,
après examen par la Commission consultative des services publics locaux
vu l'article L 1411-3 du CGCT,
après en avoir délibéré,
prend acte

de la communication des éléments de l'activité 2014 des services délégués :

- *distribution publique de gaz (Réseau GDS SAEML),*
- *distribution publique d'électricité (Electricité de Strasbourg SA),*
- *gestion du parking des Halles (Parcus SAEM), des Bateliers (Parcus) et du stationnement payant sur voirie (Parcus),*

- *exploitation du cinéma Odyssée (association des Rencontres cinématographiques d'Alsace),*
- *gestion de la Maison de l'enfance de Cronenbourg (Aasbr),*
- *gestion de la Maison de la petite enfance du Neuhof (Ages),*
- *gestion de la Maison de la petite enfance de la Robertsau (Léo Lagrange Centre Est),*
- *gestion de la Maison de la Petite enfance franco-allemande Strasbourg-Kehl.*

informe

que les synthèses de l'activité des délégations de service public de la ville de Strasbourg pour l'année 2014 sont consultables à partir du lien suivant :

https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=oxVv2pj4JhsmHWiv1W0CtA

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

9

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Avis de la Ville de Strasbourg sur le compte financier 2014 et le budget modificatif 2015 du Port autonome de Strasbourg.

L'article 13 de la convention du 20 mai 1923 conclue entre l'Etat et la Ville de Strasbourg - relative à la constitution du port rhénan de Strasbourg en Port autonome - prévoit que la Ville de Strasbourg émette chaque année un avis sur le compte financier de l'exercice passé et sur le budget de l'année suivante. Le conseil est ainsi appelé à rendre un avis sur le compte financier 2014 et sur le budget modificatif 2015 de l'établissement portuaire.

Le conseil d'administration du Port autonome de Strasbourg a approuvé le compte financier de l'exercice 2014 en séance du 26 mars 2015. Il a adopté en séance du 27 juin 2014 le budget modificatif 2015 et les budgets prévisionnels 2016 et 2017.

Le Port autonome est le deuxième port fluvial français. En 2014, il a accueilli 320 entreprises employant près de 13 000 salariés et constitue la première zone d'activité du département. Le Port autonome constitue en termes de trafic la première plate-forme logistique d'Alsace, la première gare de fret d'Alsace et le deuxième port fluvial de France ; à ce titre, il contribue de façon considérable au développement économique et aux échanges de la collectivité.

L'exercice 2014 est une année satisfaisante en terme économique : elle se traduit par une augmentation du trafic fluvial, du trafic ferroviaire et du trafic de conteneurs ; le trafic route reste stable. Seule l'activité de transport de passagers enregistre une légère baisse, mais elle reste à un haut niveau de fréquentation.

Au plan financier, malgré un chiffre d'affaires en hausse, le résultat d'exploitation ressort en déficit à -3,6 M€, du fait des évolutions de la provision pour retraite qui vient impacter négativement le résultat à hauteur de 6,4 M€.

Le résultat net hors « impact retraites » est positif de 2,8 M€ en 2014.

En 2014, l'établissement a engagé d'importants investissements à hauteur de 7,2 M€, principalement sur les travaux de la nouvelle plateforme de Lauterbourg, mais aussi sur l'acquisition de 3 stackers et la remise à niveau du réseau ferré portuaire.

Pour l'avenir, l'établissement portuaire poursuit un programme soutenu d'investissements avec un budget prévisionnel d'environ 56 M€ pour la période 2015 à 2017.

Enfin, la filialisation des activités « transport de passagers (Batorama) » et « opérateur de terminaux » a pris effet en 2015.

L'ensemble de ces éléments est précisé dans les rapports et documents joints en annexe.

Les pièces suivantes sont jointes en annexe :

- annexe 1 : rapport synthétique 2014 portant sur l'activité et les comptes de l'établissement public,
- annexe 2 : bilan et comptes de résultat 2014,
- annexe 3 : budget modificatif 2015 et prévisionnels 2016 et 2017.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission Plénière
Vu les textes organiques du Port autonome de Strasbourg
après en avoir délibéré

émet un avis favorable

- *sur le compte financier 2014*
- *sur le budget modificatif 2015 et les prévisionnels 2016 et 2017.*

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

PORT AUTONOME DE STRASBOURG

Etablissement public

Siège social :
25, rue de la Nuée bleue
CS 80407
67002 Strasbourg
☏ 03 88 21 74 74 🖷 03 88 23 56 57
site internet : www.strasbourg.port.fr
mail : pas@strasbourg.fr

Textes constitutifs :
- convention du 20 mai 1923 (*Etat / Ville de Strasbourg*)
- loi du 26 avril 1924
- règlement d'administration publique du 27 septembre 1925

Présidente : Catherine TRAUTMANN
Directeur général : Jean-Louis JEROME
Directeur général délégué : Didier DIEUDONNE, puis Frédéric DOISY à compter du 15/09/2015

Objet social :
- assurer l'entretien et l'exploitation du port rhénan de Strasbourg et de ses dépendances,
- exécuter les travaux d'extension et d'amélioration nécessaires pour les besoins du commerce et de l'industrie.

Effectif moyen : 216 Etp

Commissaire contrôleur : Marc BERAUD-CHAULET
Inspecteur général du contrôle : François BORDRY, puis Benoît WEYMULLER à compter du 14/10/2015

ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

fonction	*personne morale représentée*	*nom*
Présidente	Ville de Strasbourg	Catherine TRAUTMANN
Vice-président	Etat	Marc DANDELOT
Secrétaire-membre	CCI du Bas-Rhin	Jean- Luc HEIMBURGER
Administrateurs	Ville de Strasbourg	Anne-Pernelle RICHARDOT
	Ville de Strasbourg	Patrick ROGER
	Ville de Strasbourg	Arsène DAHL
	Ville de Strasbourg	Jean-Pierre GROS
	Ville de Strasbourg	Christian Martin
	Etat	Philippe RIQUER, puis Bernard HOUTEER à compter du 01/10/2015
	Etat	Marc HOELTZEL
	Etat	Thomas ALLARY
	Etat	Marc PAPINUTTI
	Etat	Régine ALOIRD
	Conseil régional Alsace	Pascal MANGIN
	Conseil général du Bas-Rhin	Jean-Michel FESTCH
	Représentant du personnel	Daniel HURTER
	Représentant du personnel	Nathalie RICHARD-KLEIN
	Représentant du personnel	Alain WILD
	Port de Kehl	Gotz – Markus SCHAFER
	Port de Kehl	Karlheinz HILLENBRAND
	Port de Kehl	Andrea HECK

FILIALES ET PARTICIPATIONS

sociétés	*capital social (en €)*	*nb d'actions*	*valeur nominale*	*dividendes perçus en 2014*
CFNR (SA)	13 600 000	91 181	789 020	-
Port de Colmar/Neuf-Brisach (établissement public)		dotation	9 147	-
Strasbourg Evénements (*SAEMl*)*	1 404 769	410	41 974	-
MTS-Manutention transport service (02/2015)	100 000	1 000	100	-
Rhine Europe Terminal (SAS)	1 000	100	1 000	-
Batorama SAS	1 000	100	1 000	-

* Les actions Strasbourg Evènements ont été vendues en octobre 2014 pour un montant de 154 139,50 €.

Le Port autonome, 2ème port fluvial en France

Constitué par convention en 1923, le Port autonome de Strasbourg est un établissement public de l'Etat et de la Ville de Strasbourg. Avec un trafic fluvial de 8,1 millions de tonnes en 2014, il est au second rang des ports fluviaux français derrière Paris. En 2014, il a accueilli sur son territoire 320 entreprises qui emploient près de 10 000 salariés.

Une circonscription de plus de 1 000 hectares le long du Rhin

Située sur un axe nord-sud de 100 km le long du Rhin et sur 1 km de large, la circonscription portuaire de Strasbourg couvre une superficie de 1 050 ha. Elle comprend 203 ha de bassins, 178 ha d'infrastructures routières/ferroviaires (150 km de voies ferrées et 40 km de routes) et des équipements publics. La circonscription englobe 889 ha de terrains propriété du Port (84%) et 169 ha de terrains appartenant à des tiers (16%). Trois sites annexes (Lauterbourg, Beinheim et Marckolsheim) accueillent des unités de productions industrielles employant environ 1 000 personnes. Enfin, plusieurs postes de chargement de « vracs » (graviers, céréales…) sont installés le long du Rhin.

Ses activités

- **Une vaste plate-forme logistique industrielle et commerciale :** le Port réalise et entretient les infrastructures de desserte (bassins, routes et voiries ferrées en liaison avec la SNCF). Il exploite en propre certains ouvrages dans le domaine de la manutention portuaire (grues, portiques). Les activités de logistique ont été développées sur un site spécifique, Eurofret-Strasbourg, offrant une plate-forme de stockage et de distribution grâce à un vaste ensemble d'entrepôts et de bureaux. Afin d'assurer la logistique afférant au trafic, le Port s'est doté en 1969 d'un terminal conteneurs en zone sud complété en 2004 par un second en zone nord inauguré en septembre 2010.
- **La gestion du domaine** : le Port gère un service domanial par amodiation de terrains et de locaux.
- **Une activité touristique :** avec les vedettes (couvertes ou découvertes) et l'organisation de navettes, le Port propose aux usagers des circuits publics et sur commandes.

↳ Chiffres clés 2014 :

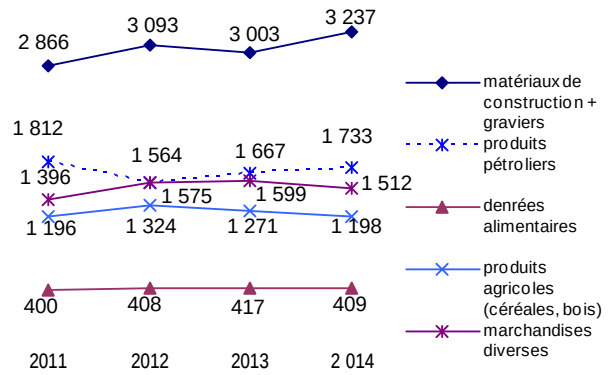
- trafic fluvial : 8,1 Mt soit en légère augmentation par rapport à 2013 (+1,7%)
- trafic fer : 1,5 Mt pour 2014, stable par rapport à 2013
- trafic route : stable à 18 Mt
- trafic conteneurs : 413 564 EVP* contre 406 393 EVP en 2013, soit +1,8 % tous modes de transport confondus
- fréquentation passagers des bateaux PAS : 784 450 voyageurs contre 794 597 en 2013, soit -1,3%.

* équivalent vingt pieds = unité de mesure internationale

La zone portuaire

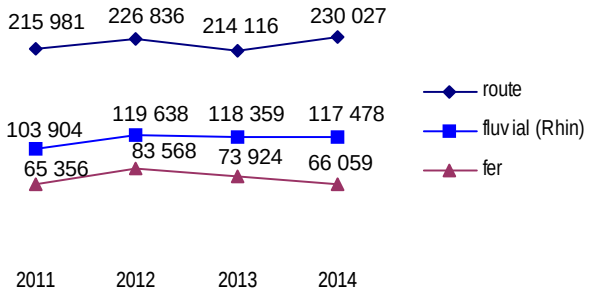


Evolution du trafic fluvial (en milliers de tonnes)



Au total, le trafic fluvial s'est élevé à 8,1 millions de tonnes en 2014, en légère hausse par rapport à 2013.

Evolution du trafic conteneurs (en EVP)



Le trafic conteneurs - tous modes de transport confondus - a augmenté de 1,8% par rapport à 2013, avec 413 564*.

* équivalents vingt pieds (unité de mesure)

Avec 320 entreprises implantées employant 10 000 salariés en 2014, le PAS constitue en termes de trafic la première plate-forme logistique d'Alsace, la première gare de fret d'Alsace et le deuxième port fluvial de France.

L'exercice 2014 est une année satisfaisante en terme économique : elle se traduit par une augmentation du trafic fluvial et du trafic de conteneurs ; les trafics routiers et ferroviaires restent stables. Seule l'activité de transport de passagers enregistre une légère baisse, mais elle reste à un haut niveau de fréquentation élevé. Au plan financier, malgré un chiffre d'affaires en hausse, le résultat d'exploitation ressort en déficit à -2,3 M€, du fait des évolutions de la provision pour retraite qui vient impacter négativement le résultat à hauteur de 6,4 M€.

L'activité 2014

L'année 2014 est marquée par un nombre de passagers transportés par Batorama en légère baisse, mais proche du record historique. Le trafic de conteneurs est quant à lui en hausse notamment grâce à l'augmentation du trafic de ces derniers par voie routière.

En 2014, les équipes du PAS ont préparé la réorganisation des services en vue de la filialisation des activités de manutention portuaire et de transport de passagers et la création des structures juridiques (SAS) des futures filiales, Rhine Europe Terminals et (RET) et Batorama.

Un nombre de passagers transportés sur l'Ill par Batorama en légère baisse ...

La fréquentation des bateaux du PAS a diminué de 1,3% par rapport à l'année précédente avec 784 450 passagers transportés. L'année 2014 constitue ainsi la 3ème meilleure année pour Batorama après le record historique de 2011 (795 660) et l'année 2013.

Au cours de l'année 2014, le PAS a préparé sa stratégie de déploiement de cette activité à travers l'implantation d'un nouveau local commercial au pied de la cathédrale prévu pour le 1er semestre 2016, la mise en place d'un nouveau système de billetterie et de vente par internet, le lancement d'un nouveau produit combiné tour Batorama et visite du Parlement européen, et le projet de filialisation de l'activité Batorama qui sera effectif au 1er janvier 2016.

... mais une augmentation du trafic de conteneurs

Le PAS propose trois modes de transport (voie d'eau, fer et route) et offre des prestations logistiques : entreposage, manutention (deux terminaux porte-conteneurs) et distribution.

Le **trafic de conteneurs** atteint 413 564 EVP en 2014, soit une hausse de 1,8% par rapport à l'année précédente. Le haut niveau de trafic est notamment dû au caractère multimodal du conteneur, qui peut indifféremment passer du mode fluvial au mode ferroviaire ou routier.

La filialisation des activités d'opérateurs de terminaux portuaires a été engagée en 2014 : baptisée Rhine Europe Terminals, cette filiale sera pleinement opérationnelle au 1er janvier 2016.

Le **trafic fluvial de marchandises** est en légère hausse avec 8,1 Mt de marchandises transportées en 2014. Les principales augmentations constatées sont les suivantes : graviers (+8,5%), engrais (+4,6%) et produits pétroliers (+3,9%). En revanche, d'autres indicateurs de trafic fluvial sont en forte baisse notamment les produits métallurgiques (-81,5%), les produits chimiques (-21%) et les matériaux de construction (-13,4%).

Les ressources domaniales représentent près de

la moitié des recettes d'exploitation du Port

Les recettes domaniales représentent, comme chaque année, la part la plus importante des recettes globales d'exploitation de l'établissement (49%). Toutefois, la reprise économique des activités domaniales se faisant attendre, le stock de locaux d'entrepôts ou de locaux disponibles est important (145 000 m^2).

L'année 2014 s'est concrétisée notamment par la reprise partielle du site de la société Rhénus Logistics Alsace par la société SMTC, la concrétisation du projet de développement d'une nouvelle plateforme de messagerie de 8 000 m^2 de l'entreprise Schenker (début des travaux en 2015), la libération par VNF des locaux à usage de bureaux d'environ 850 m^2 rue de la nuée bleue du fait de la relocalisation de la direction territoriale quai de Paris et la cession au profit de l'Eurométropole de Strasbourg des parcelles du PAS constituant l'emprise du tracé de la ligne D du tram.

Le Terminal conteneurs Nord, inauguré en 2014, donne entière satisfaction et contribue au développement du trafic ferroviaire puisqu'il permet de traiter simultanément 3 trains.

Concernant le port de Lauterbourg (48 hectares), l'appel à projets pour sélectionner l'opérateur du Terminal de Lauterbourg ayant été déclaré infructueux le 16 septembre 2013, la 1ère phase du terminal a été reconfigurée. Toutefois, afin de ne pas perdre le bénéfice des aides publiques, le PAS poursuit la réalisation des travaux d'infrastructure lourde. Les travaux relatifs aux murs de quai et au nouveau slipway (cale) se sont poursuivis et devraient s'achever début 2015.

Le PAS a réduit ses investissements en 2014

Le PAS a engagé en 2014 des investissements conséquents, mais bien inférieurs au niveau des années précédentes (7,2 M€ contre 11,6 M€ en 2013 et 9,6 M€ en 2012). L'établissement a bénéficié de 507 K€ de subventions d'équipement contre 1,5 M€ en 2013, dont 21,7 K€ de l'EMS.

Les trois principaux investissements de cette année sont constitués par : la nouvelle plateforme de Lauterbourg (2,2 M€), l'acquisition de 3 stackers (1,2 M€) et la remise à niveau du réseau ferré portuaire (750 K€).

Les autres investissements sont principalement affectés à :

- la réfection et l'extension des terre-pleins,
- des acquisitions de terrains,
- des opérations de dragage,
- la construction de nouveaux bureaux,
- la nouvelle boutique Batorama.

En 2014, la dette de l'établissement en matière de retraites est évaluée à près de 95 M€, dont 35 M€ à l'égard des actifs titulaires, et environ 60 M€ vis-à-vis des actuels retraités, et fait l'objet d'une provision pour risques et charges. Elle impacte négativement (reprises moins dotations) le résultat à hauteur de 6,4 M€ (contre un impact de +4,7 M€ l'exercice précédent), indépendamment des performances économiques de l'établissement et explique les fortes variations du résultat final.

Les capitaux propres restent confortables

Les capitaux permanents restent à un niveau élevé à 438,2 M€ contre 446,7 M€ en 2013. La baisse des fonds propres est liée à l'intégration du résultat négatif 2014 et à la décote de terrains ZAC 2 rives et LIP 3.

L'endettement bancaire reste inexistant. Toutefois, compte tenu des projets d'investissement, le recours à l'emprunt pourrait être rendu nécessaire ces prochaines années.

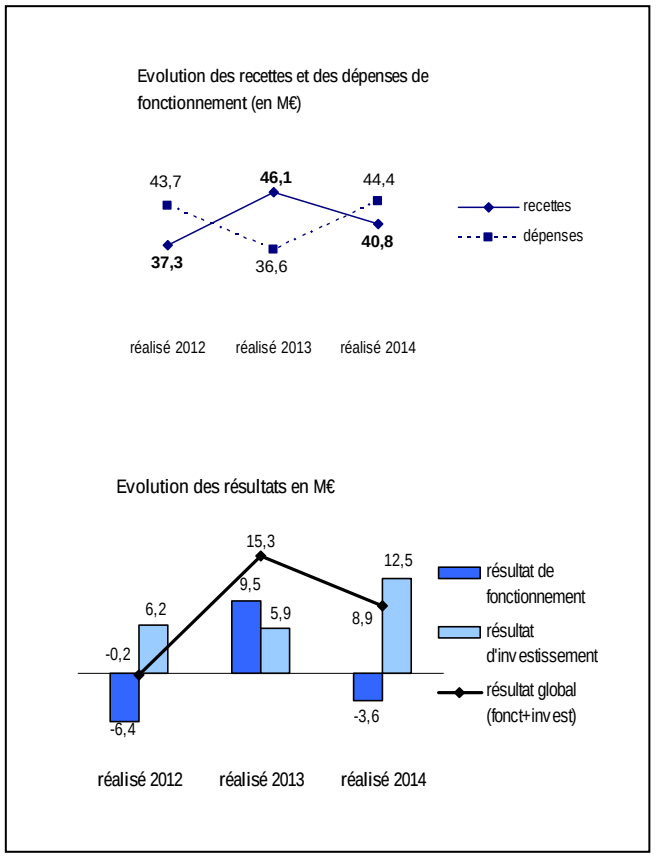
Côté actif, la trésorerie continue d'augmenter (+20%) à 27,7 M€ contre 23 M€ l'exercice précédent, du fait des soldes nets (acquisitions moins cessions) des immobilisations.

Le chiffre d'affaires progresse de 7%

Les produits et charges 2014 sont exposés dans le cadre d'une présentation économique, hors variation de la provision retraites.

Le chiffre d'affaires s'élève à 34,9 M€, en hausse de près de 7% par rapport à 2013 et se décompose ainsi :

- produits du domaine et des concessions (17 M€) : ils représentent 49% du chiffre d'affaires et sont en hausse de près de 4% du fait de l'augmentation du prix des redevances domaniales ;



BILAN

ACTIF	2014 brut	2014 amort. / prov.	2014 net	2013 net
Actif immobilisé	593 221 949	87 385 163	505 836 786	512 711 873
Immobilisations incorporelles	2 408 003	1 033 115	1 374 888	730 863
Immobilisations corporelles	588 331 853	85 254 276	503 077 577	509 680 625
Immobilisations financières	2 482 093	1 097 772	1 384 321	2 300 385
Actif circulant	35 953 484	891 564	35 061 920	30 294 324
Stocks	626 162	40 490	585 672	826 358
Avances et acomptes	-	-	-	-
Clients & créances	7 595 136	851 074	6 744 062	6 429 799
Disponibilités & VMP	27 732 186	-	27 732 186	23 038 167
Comptes de régularisation	46 346	-	46 346	34 674
Total	629 221 779	88 276 727	540 945 052	543 040 871

PASSIF	2014	2013
Capitaux propres	438 244 016	446 723 978
Capital social	33 797 964	33 797 964
Ecarts de réévaluation	374 957 288	380 698 212
Réserves	12 222 815	10 822 436
Report à nouveau	2 110 632	-7 354 942
Résultat de l'exercice	-3 598 765	9 465 573
Subventions d'investissement	18 754 082	19 294 735
Provisions réglementées	-	-
Autres fonds propres	1 271 466	1 189 880
Provisions pour risques et charges	92 434 041	85 979 953
Dettes	4 739 857	4 114 282
Emprunts	-	-
Avances et acomptes	-	-
Dettes	4 739 857	4 114 282
Comptes de régularisation	4 255 673	5 032 778
Total	540 945 053	543 040 871

COMPTE DE RESULTAT

	2014	2013
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	34 879 377	32 689 340
Production stockée	-26	-77
Production immobilisée	688 900	719 219
Subventions d'exploitation	850 592	802 782
Reprises sur provisions, transferts de charges	282 464	4 725 175
Autres produits	471 432	450 881
Total	37 172 739	39 387 320
Charges d'exploitation		
Achats	552 871	522 495
Variation de stocks (stock initial-stock final)	252 770	-294 661
Services extérieurs	8 924 218	8 250 038
Impôts, taxes et versements assimilés	2 153 470	2 080 261
Charges de personnel	14 506 493	14 735 229
Dotations aux amortissements et provisions	13 068 303	6 036 344
Autres charges	37 782	235 903
Total	39 495 907	31 565 609
RESULTAT D'EXPLOITATION	-2 323 168	7 821 711
Produits financiers	298 451	466 531
Charges financières	961 608	136 164
RESULTAT FINANCIER	-663 157	330 367
Produits exceptionnels	3 336 354	6 205 103
Charges exceptionnelles	3 948 795	4 891 608
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-612 441	1 313 495
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	-	-
Impôts sur les sociétés	-	-
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (*)	-3 598 766	9 465 573

* résultats (exploitation + financier + exceptionnel) - participation - impôts sur les sociétés

- exploitation portuaire (7,2 M€ soit 20,5% du chiffre d'affaires) ; ces produits sont en léger recul (-0,8%) du fait de la diminution du trafic ferroviaire ;
- transport de passagers (7,7 M€ soit 22% du chiffre d'affaires), en hausse de 31% ; cette belle progression est due à la forte progression des tarifs (+30%) ;
- droits de ports (2,5 M€ soit 7,3% du chiffre d'affaires), en baisse (-7%) malgré une augmentation du barème de 1%.

Malgré la progression du chiffre d'affaires, le total des produits d'exploitation diminue de près de 6% à 37,2 M€ du fait de la forte baisse des reprises sur provisions et transferts de charges.

A hauteur de 39,5 M€, les charges d'exploitation augmentent fortement (+25%) notamment par le doublement du poste dotations aux amortissements et provisions qui s'élève à 13 M€ du fait de la baisse sensible des taux d'actualisation pour la provision retraite.

Les frais de personnel sont en baisse (-1,6%) grâce à la légère baisse des effectifs et au CICE (crédit d'impôt de 70 K€). La part relative des charges de personnel représente 37% des charges d'exploitation. A noter que le nombre des actifs reste supérieur à celui des non actifs.

Au total le résultat d'exploitation redevient négatif à -2,3 M€ contre 7,8 M€ en 2013.

Le PAS a supporté une charge financière importante en 2014 (962 K€) du fait de la provision pour dépréciation des actions CFNR détenues par l'établissement et de la créance de l'établissement sur le port rhénan de Colmar/ Neuf-Brisach. De plus, le rapatriement des disponibilités de l'établissement au Trésor public suite au Décret du 7 novembre 2012 a engendré une perte d'environ 200 K€ de produits financiers.

Au final, le résultat net hors « impact retraites » s'élève à 2,8 M€. Compte tenu des écritures liées aux retraites qui impactent le résultat à hauteur de -6,4 M€, il s'élève à -3,6 M€ contre 9,5 M€ en 2013.

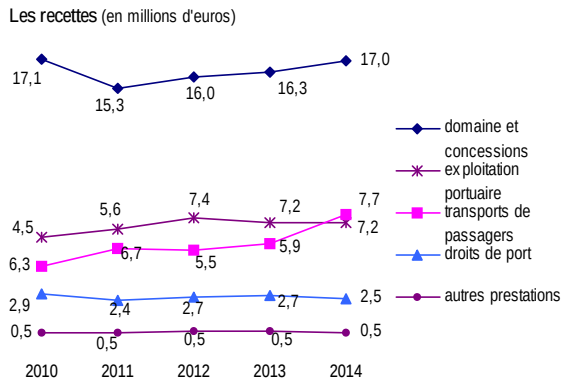
Le budget modificatif 2015

La section de fonctionnement fait apparaître des recettes pour 38,6 M€ en léger recul et des dépenses pour 37,4 M€. Elle dégage ainsi un excédent de recettes de 1,1 M€ qui sera affecté au financement de la section d'investissement.

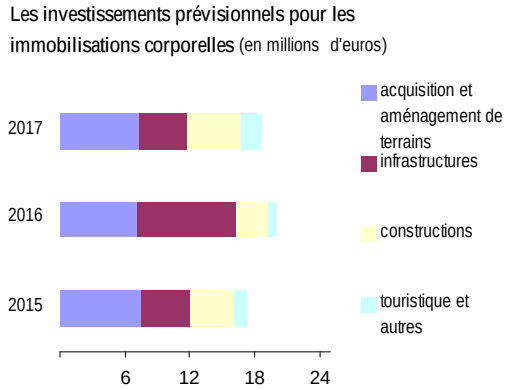
Les recettes propres de la section d'investissement s'élèvent à 9,3 M€ (10,4 M€ après le virement de l'excédent de fonctionnement). Les dépenses de la section étant supérieures aux recettes (le total des dépenses s'élève à 12,1 M€), soit un besoin en financement pour l'exercice 2015 de l'ordre de 2,7 M€.

Les perspectives

Avec 56 M€ d'investissements prévus sur la période 2015-2017, le PAS prévoit un programme soutenu d'investissements : sur les voiries et voies ferrées (12,6 M€) notamment, pour le terminal à containers à Lauterbourg (11 M€) et pour l'acquisition et l'aménagement de terrains à Strasbourg pour 10,9 M€. La filialisation des activités Batorama et opérateur de terminaux prendra effet en 2016, 2015 sera donc consacrée à la préparation de cette filialisation tant sur les plans juridiques que sociaux, financiers ou fiscaux. L'année 2015 permettra également de préparer les festivités du 90ème anniversaire du PAS qui aura lieu en 2016. La communication externe sera articulée autour de cet évènement et touchera l'ensemble des publics (clients, voisins, scolaires, institutionnels, citoyens…).



Les ressources domaniales représentent près de 50% des recettes d'exploitation du Port



Le montant d'investissements budgété pour la période 2015-2017 est de 37 M€ pour un programme d'investissements prévisionnels de 56 M€

1ère section - fonctionnement

Charges de l'exercice	réalisé 2013	réalisé 2014	budget modificatif 2015
chapitre 60 - achats	1 862 270	2 325 748	2 722 900
chapitre 61 - services extérieurs	4 592 251	5 166 076	5 851 050
chapitre 62 - autres services extérieurs	2 023 347	2 238 017	2 970 800
chapitre 63 - impôts, taxes et versements assimilés	2 080 261	2 153 469	2 360 500
chapitre 64 - charges de personnel	14 735 230	14 505 333	15 473 800
chapitre 65 - autres charges de gestion courante	235 903	37 553	123 300
chapitre 66 - charges financières	0	0	200
chapitre 67 - charges exceptionnelles	4 891 607	2 353 778	588 700
chapitre 68 - amortissements et provisions	6 172 507	15 625 911	7 325 000
chapitre 69 - imposition forfaitaire annuelle des sociétés	0	0	0
total des dépenses de gestion	36 593 376	44 405 884	37 416 250
à déduire transferts de charges	0	0	0
total des dépenses après tranferts	36 593 376	44 405 884	37 416 250
excédent de l'exercice à virer à la 2ème section	9 465 580	0	1 139 650
total après réalisation de l'équilibre	46 058 956	44 405 884	38 555 900

Produits de l'exercice	réalisé 2013	réalisé 2014	budget modificatif 2015
chapitre 70 - ventes et prestations de services	32 689 338	34 879 377	34 566 700
chapitre 71 - production stockée	-77	-26	0
chapitre 72 - production immobilisée	719 219	688 900	641 700
chapitre 74 - subventions d'exploitation	802 782	850 592	856 000
chapitre 75 - autres produits de gestion courante	450 881	468 006	435 000
chapitre 76 - produits financiers	466 535	298 451	12 000
chapitre 77 - produits exceptionnels	6 205 103	2 288 537	380 000
chapitre 78 - reprises sur amort et provisions	4 725 175	1 330 279	1 664 500
chapitre 79 - tranferts de charges	0	0	0
total des recettes de gestion	46 058 956	40 804 116	38 555 900
à déduire tranferts de charges	0	0	0
total des recettes après transferts	46 058 956	40 804 116	38 555 900
déficit de l'exercice à virer à la 2ème section	0	3 601 768	0
total après réalisation de l'équilibre	46 058 956	44 405 884	38 555 900

2ème section - investissement

Dépenses de l'exercice	réalisé 2013	réalisé 2014	budget modificatif 2015
écarts de réévaluation	13 911 318	2 464 178	90 000
financement des actifs - Etat	305	0	0
amortissement financement des actifs - Etat	3 552 061	0	359 000
subv. d'inv. inscrites au compte de résultat	-9 860 713	0	0
subventions d'équipement autres que Etat	2 869	0	0
amortissement des subventions autres que Etat	7 296 878	0	686 000
reprise sur provisions pour pensions	4 635 243	509 856	502 000
acquisitions d'immobilisations incorporelles	159 076	770 429	552 300
acquisitions d'immobilisations corporelles	11 408 079	493 403	9 500 000
participations et créances rattachés	0	2 000	0
autres immobilisations financières (prêts accordés)	74 336	176 770	250 000
autres approvisionnements	816 301	-245 275	0
stocks provenant d'immobilisations/ produits finis	3 233	0	0
stocks de marchandises	58 851	-7 495	0
personnel charges à payer	835 699	0	0
repr sur prov. pour dépréc des comptes de tiers	89 931	0	117 500
total des dépenses	32 983 467	4 163 866	12 056 800
déficit de l'exercice (virement de la 1ère section)	0	3 601 768	0
augmentation du fonds de roulement	4 474 439	8 889 760	0
total après réalisation de l'équilibre	32 983 467	16 655 394	12 056 800

Recettes de l'exercice	réalisé 2013	réalisé 2014	budget modificatif 2015
réserves	3 599 147	1 907 330	90 000
financements des actifs -Etat	7 934 657	-10 300	861 300
amortissement des financements des actifs -Etat	829 432	0	0
subventions d'équipement	-27 403 712	0	0
subventions d'équipement autres que Etat	20 979 634	378 457	480 770
subventions d'investissement	-1 229 689	0	0
amortissement des subventions autres que Etat	403 126	0	0
provisions pour pensions	10 761 876	6 963 945	0
emprunts et dettes assimilées	288 784	81 586	0
cessions d'immob. corporelles	14 967 066	7 201 004	495 000
autres immob. financières (prêts remboursés)	185 285	133 348	90 000
dot. aux amort. des immob.	5 638 109	0	6 920 000
prov. pour dépréciation des immob.	136 164	0	0
autres approvisionnements	513 747	0	0
stock de marchandises	66 744	0	0
stocks en cours de produits finis	3 310	26	0
personnel charges à payer	813 388	0	0
provision pour dépréciation des comptes de tiers	354 198	0	405 000
total des recettes	38 841 266	16 655 394	9 342 070
excédent de l'exercice (virement de la 1ère section)	*9 465 580*	*0*	*1 139 650*
diminution du fonds de roulement	0	0	1 575 080
total après réalisation de l'équilibre	48 306 845	16 655 394	12 056 800

1. BILAN AU 31 DECEMBRE 2014

1.1. BILAN ACTIF

ACTIF	2014			2013
	BRUT	AMORTISSEMTS PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	**2 408 004**	**1 033 115**	**1 374 888**	**730 862**
. Frais de recherche et de développement			0	0
. Concessions et droits similaires	1 531 632	1 033 115	498 517	652 823
. Fonds commercial	652 322		652 322	2 322
. Immobilisations incorporelles en cours	224 049		224 049	75 718
Immobilisations corporelles	**588 331 853**	**85 254 276**	**503 077 577**	**509 680 625**
. Terrains	428 525 175	8 372 203	420 152 972	428 234 784
. Constructions	103 189 296	53 046 050	50 143 247	46 083 964
. Installations techniques, matériel et outillage	40 400 013	16 965 147	23 434 866	18 773 606
. Collections	2 480	1 630	850	850
. Autres immobilisations corporelles	9 691 711	6 869 246	2 822 465	3 165 786
. Immobilisations corporelles en cours	6 523 178		6 523 178	13 421 636
Immobilisations financières	**2 482 093**	**1 097 772**	**1 384 321**	**2 300 386**
. Titres immobilisés (participations)	800 167	789 040	11 127	703 977
. Prêts	1 661 519	308 732	1 352 786	1 589 752
. Autres immobilisations	20 407		20 407	6 657
TOTAL I	**593 221 949**	**87 385 163**	**505 836 786**	**512 711 873**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en cours	**626 163**	**40 490**	**585 673**	**826 358**
. Matières premières et autres approvisionnements	571 599		571 599	816 874
. Marchandises	51 356	40 490	10 866	6 251
. Produits	3 207		3 207	3 233
. Provenant d'immobilisations			0	0
Créances d'exploitation	**4 210 712**	**851 074**	**3 359 638**	**4 989 982**
. Clients et comptes rattachés	3 492 639	851 074	2 641 565	4 154 164
. Autres créances	718 073		718 073	835 818
Créances diverses	3 384 424		3 384 424	1 439 817
Valeurs disponibles	**27 732 186**	**0**	**27 732 186**	**23 038 168**
. Valeurs mobilières de placement	0		0	0
. Banques, Etablissements financiers et assimilés	27 671 489		27 671 489	22 941 137
. Caisse	1 397		1 397	1 485
. Régies d'avances et accréditifs	59 300		59 300	95 545
Charges constatées d'avance	**46 346**		**46 346**	**34 674**
TOTAL II	**35 999 831**	**891 564**	**35 108 267**	**30 328 999**
TOTAL GENERAL	**629 221 780**	**88 276 727**	**540 945 053**	**543 040 872**

1.2. BILAN PASSIF

PASSIF	2014	2013
CAPITAUX PROPRES		
. Dotation	27 264 409	27 264 409
. Complément de dotation (Etat)	4 968 614	4 968 614
. Complément de dotation (autres organismes)	1 564 941	1 564 941
. Financement Etat (subventions nettes)	5 260 448	5 211 723
. Ecarts de réévaluation	374 957 288	380 698 212
. Autres réserves	12 222 815	10 822 436
. Report à nouveau	2 110 632	-7 354 942
. Résultat de l'exercice	**-3 598 765**	9 465 573
. Subventions d'investissement	13 493 634	14 083 012
. Provisions réglementées	0	0
TOTAL I	**438 244 015**	**446 723 978**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
. Provisions pour charges	92 434 041	85 979 953
AUTRES FONDS PROPRES		
. Avances conditionnées	1 271 466	1 189 880
TOTAL II	**93 705 508**	**87 169 834**
DETTES		
Dettes financières	**0**	**0**
. Emprunts et dettes auprès des établ. de crédit	0	0
. Emprunts et dettes financières divers		0
Dettes d'exploitation	**3 461 096**	**3 141 121**
. Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 016 328	1 070 236
. Clients et comptes rattachés	127 811	652 054
. Dettes fiscales et sociales	1 316 958	1 418 831
. Autres dettes		
Dettes diverses	**1 278 761**	**973 161**
. Dettes sur immobilisations	1 265 134	647 046
. Autres dettes	13 626	326 115
Produits constatés d'avance	**4 255 673**	0 **5 032 778**
TOTAL III	**8 995 530**	**9 147 060**
TOTAL GENERAL	**540 945 053**	**543 040 872**

2. COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2014

2.1. COMPTE DE RESULTAT

	2014	2013
Produits d'exploitation :		
Ventes de marchandises	1 676	1 567
Production vendue [biens et services]	34 877 701	32 687 773
Sous-total A - Montant net du chiffre d'affaires	**34 879 377**	**32 689 341**
dont à l'exportation:		*0*
Production stockée	-26	-77
Production immobilisée	688 900	719 219
Subventions d'exploitation	850 592	802 782
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	282 464	4 725 175
Autres produits	471 432	450 881
Total I	**37 172 740**	**39 387 320**
Charges d'exploitation :		
Achats de marchandises	4 356	4 307
Variation des stocks	7 495	7 893
Achats de matières premières et autres approvisionnements	548 515	518 188
Variation des stocks	245 275	-302 554
*Autres achats et charges externes	8 924 218	8 250 038
Impôts, taxes et versements assimilés	2 153 470	2 080 261
Salaires et traitements	8 293 978	8 414 688
Retraites versées	3 676 324	3 698 093
Charges sociales	2 536 191	2 622 448
Dotations aux amortissements et aux provisions:		
Sur immobilisations: dotations aux amortissements	6 050 816	5 638 109
Sur immobilisations: dotations aux provisions		
Sur actif circulant: dotations aux provisions	563 399	354 198
Pour risques et charges: dotations aux provisions	6 454 088	44 037
Autres charges	37 782	235 903
Total II	**39 495 907**	**31 565 609**
* Y compris		
- Redevances de crédit-bail mobilier		0
- Redevances de crédit-bail immobilier		0
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**-2 323 168**	**7 821 711**
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun:		
Bénéfice ou perte transférée **III**	**0**	**0**
Perte ou bénéfice transféré **IV**	**0**	**0**
Produits financiers:		
De participation		0
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	9 503	9 216
Autres intérêts et produits assimilés	288 948	457 315
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total V	**298 451**	**466 531**

	2014	2013
Charges financières:		
Dotations aux amortissements et provisions	961 608,27	136 163,75
Intérêts et charges assimilées		0,00
Différences négatives de change	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
Total VI	**961 608,27**	**136 163,75**
2. RESULTAT FINANCIER (V-VI)	**-663 157,08**	**330 367,45**
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	**-2 986 324,81**	**8 152 078,21**
Produits exceptionnels:		
Sur opérations de gestion	32 067,78	80 561,45
Sur opérations en capital	3 144 214,67	3 338 861,64
Autres produits exceptionnels	160 071,99	2 785 680,23
Reprises sur provisions et transferts de charges	0,00	0,00
Total VII	**3 336 354,44**	**6 205 103,32**
Charges exceptionnelles:		
Sur opérations de gestion	103 154,12	308 020,11
Sur opérations en capital	1 958 238,77	4 296 578,16
Autres charges exceptionnelles	291 402,08	287 009,84
Dotations aux amortissements et aux provisions	1 596 000,00	0,00
Total VIII	**3 948 794,97**	**4 891 608,11**
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	**-612 440,53**	**1 313 495,21**
Participation des salariés aux résultats (IX)	**0,00**	**0,00**
Impôts sur les bénéfices (X)	**0,00**	**0,00**
Total des produits (I+III+V+VII)	**40 807 545,15**	**46 058 954,09**
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	**44 406 310,49**	**36 593 380,67**
Bénéfice ou perte	**-3 598 765,34**	**9 465 573,42**

Charge nette retraites : 3.676.324,30 (retraites) - 362.813,70 (cotisations) = 3.313.510,60 €

2.2. COMPTE DE RESULTAT HORS VARIATION DE LA PROVISION RETRAITES.

	2014	2013
Produits d'exploitation :		
Ventes de marchandises	1 676	1 567
Production vendue [biens et services]	34 877 701	32 687 773
Sous-total A - Montant net du chiffre d'affaires	**34 879 377**	**32 689 341**
dont à l'exportation:		*0*
Production stockée	-26	-77
Production immobilisée	688 900	719 219
Subventions d'exploitation	850 592	802 782
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	282 464	93 234
Autres produits	471 432	450 881
Total I	**37 172 740**	**34 755 379**
Charges d'exploitation :		
Achats de marchandises	4 356	4 307
Variation des stocks	7 495	7 893
Achats de matières premières et autres approvisionnements	548 515	518 188
Variation des stocks	245 275	-302 554
*Autres achats et charges externes	8 924 218	8 250 038
Impôts, taxes et versements assimilés	2 153 470	2 080 261
Salaires et traitements	8 293 978	8 414 688
Retraites versées	3 676 324	3 698 093
Charges sociales	2 536 191	2 622 448
Dotations aux amortissements et aux provisions:		
Sur immobilisations: dotations aux amortissements	6 050 816	5 638 109
Sur immobilisations: dotations aux provisions		
Sur actif circulant: dotations aux provisions	563 399	354 198
Pour risques et charges: dotations aux provisions	29 361	44 037
Autres charges	37 782	235 903
Total II	**33 071 180**	**31 565 609**
* Y compris		
- Redevances de crédit-bail mobilier		0
- Redevances de crédit-bail immobilier		0
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**4 101 559**	**3 189 771**
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun:		
Bénéfice ou perte transférée **III**	**0**	**0**
Perte ou bénéfice transféré **IV**	**0**	**0**
Produits financiers:		
De participation		0
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	9 503	9 216
Autres intérêts et produits assimilés	288 948	457 315
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total V	**298 451**	**466 531**

	2014	2013
Charges financières:		
Dotations aux amortissements et provisions	961 608	136 164
Intérêts et charges assimilées		0
Différences négatives de change	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
Total VI	**961 608**	**136 164**
2. RESULTAT FINANCIER (V-VI)	**-663 157**	**330 367**
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	**3 438 402**	**3 520 138**
Produits exceptionnels:		
Sur opérations de gestion	32 068	80 561
Sur opérations en capital	3 144 215	3 338 862
Autres produits exceptionnels	160 072	2 785 680
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	0
Total VII	**3 336 354**	**6 205 103**
Charges exceptionnelles:		
Sur opérations de gestion	103 154	308 020
Sur opérations en capital	1 958 239	4 296 578
Autres charges exceptionnelles	291 402	287 010
Dotations aux amortissements et aux provisions	1 596 000	0
Total VIII	**3 948 795**	**4 891 608**
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	**-612 441**	**1 313 495**
Participation des salariés aux résultats (IX)	**0**	**0**
Impôts sur les bénéfices (X)	**0**	**0**
Total des produits (I+III+V+VII)	**40 807 545**	**41 427 014**
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	**37 981 583**	**36 593 381**
Bénéfice ou perte	**2 825 962**	**4 833 633**

Charge nette retraites : 3.676.324,30 (retraites) - 362.813,70 (cotisations) = 3.313.510,60 €

1ère SECTION - F O N C T I O N N E M E N T

Compte	Charges de l'exercice	MONTANTS				
		Realisé 2014	Initial 2015	Rectificatif 2015	Prévision 2016	Prévision 2017
	CHAPITRE 60 - ACHATS	**2 325 748**	**2 915 100**	**2 722 900**	**2 931 600**	**2 976 600**
601	Achats matières premières et fournitures	0	0	0	0	0
602	Achats stockés	548 170	763 400	781 500	798 400	819 900
603	Variations de stocks	252 769	0	0	0	0
604	Achats d'études et prestations de service	0	0	0	0	0
606	Achats non stockés de matières et fournitures	1 513 334	1 750 300	1 796 900	1 731 800	1 755 300
607	Achats de marchandises	4 318	390 000	130 000	390 000	390 000
608	Frais accessoires sur achats	7 156	11 400	14 500	11 400	11 400
609	Rabais, ristournes, remises obtenus	0	0	0	0	0
	TOTAL DU CHAPITRE :	**2 325 748**	**2 915 100**	**2 722 900**	**2 931 600**	**2 976 600**
	CHAPITRE 61 - SERVICES EXTERIEURS	**5 166 076**	**5 496 150**	**5 851 050**	**5 585 200**	**5 597 000**
611	Sous-traitance générale	286 542	373 500	355 000	374 000	375 500
612	Redevances crédit-bail	0	1 500	1 500	1 500	1 500
613	Locations	328 007	415 600	370 350	351 700	357 500
614	Charges locatives et de copropriété	6 372	7 400	12 500	7 600	7 800
615	Travaux d'entretien et de réparation	3 527 654	3 487 700	3 533 300	3 534 200	3 655 500
616	Primes d'assurances	346 101	516 000	516 000	538 000	565 000
617	Etudes et recherches	575 033	536 750	926 600	620 000	475 000
618	Divers, documentations ...	96 367	157 700	135 800	158 200	159 200
619	Rabais, ristournes, remises obtenus sur services extérieurs	0	0	0	0	0
	TOTAL DU CHAPITRE :	**5 166 076**	**5 496 150**	**5 851 050**	**5 585 200**	**5 597 000**
	CHAPITRE 62 - AUTRES SERVICES EXTERIEURS	**2 238 017**	**2 402 800**	**2 970 800**	**2 630 700**	**2 524 900**
621	Personnel extérieur à l'entreprise	136 190	95 000	125 000	95 000	96 000
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	453 942	418 600	775 300	326 300	334 200
623	Publicités, publications, relations publiques	323 236	405 000	412 700	428 500	404 500
624	Transports de biens et transports collectifs du personnel	20 579	24 300	24 300	25 300	26 300
625	Déplacements, missions et réceptions	260 833	130 000	155 400	239 700	130 000
626	Frais postaux et frais de télécommunications	164 947	207 300	209 100	212 300	217 300
627	Services bancaires et assimilés	30 161	17 100	35 100	17 100	17 100
628	Charges externes diverses	848 129	1 105 500	1 233 900	1 286 500	1 299 500
	TOTAL DU CHAPITRE :	**2 238 017**	**2 402 800**	**2 970 800**	**2 630 700**	**2 524 900**

Compte	Charges de l'exercice	MONTANTS				
		Réalisé 2014	Initial 2015	Rectificatif 2015	Prévision 2016	Prévision 2017
	CHAPITRE 63 - IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	**2 153 469**	**2 363 600**	**2 360 500**	**2 399 800**	**2 411 200**
631	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	0	0	0	0	0
633	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes)	214 911	262 000	262 000	267 200	272 600
635	Autres impôts, taxes et versements assimilés	1 841 589	1 990 100	2 001 000	2 020 100	2 025 100
637	Impôts, taxes et assimilés	96 969	111 500	97 500	112 500	113 500
	TOTAL DU CHAPITRE :	**2 153 469**	**2 363 600**	**2 360 500**	**2 399 800**	**2 411 200**
	CHAPITRE 64 - CHARGES DE PERSONNEL	**14 505 333**	**16 111 900**	**15 473 800**	**16 492 000**	**16 129 200**
64111	Salaires	6 320 784	7 200 000	6 800 000	7 350 000	7 100 000
64112	Heures supplémentaires	168 466	200 000	170 000	205 000	205 000
6412	Congés payés	26 033	85 000	42 000	86 700	86 000
6413	Primes et gratifications	653 590	792 000	748 000	808 500	808 500
6414	Indemnités et avantages divers	965 016	1 056 000	1 034 000	1 105 300	1 098 600
6415	Supplément familial	88 731	95 000	95 000	96 900	96 900
645	Charge de Sécurité Sociale et de prévoyance	2 356 638	2 649 100	2 500 000	2 702 900	2 705 800
647	Autres charges sociales	3 926 153	4 083 600	4 066 600	4 134 500	4 025 200
648	Autres charges de personnel	70 255	81 200	98 200	82 200	83 200
649	C.I.C.E.	-70 334	-130 000	-80 000	-80 000	-80 000
	TOTAL DU CHAPITRE :	**14 505 333**	**16 111 900**	**15 473 800**	**16 492 000**	**16 129 200**
	CHAPITRE 65 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	**37 553**	**114 500**	**123 300**	**114 300**	**114 300**
651	Redevance pour concessions, brevets et valeurs similaires	29 890	25 500	24 500	25 500	25 500
653	Jetons de présence	46	500	300	300	300
654	Pertes sur créances irrécouvrables	3 175	20 000	30 000	20 000	20 000
658	Charges diverses de gestion	4 442	68 500	68 500	68 500	68 500
	TOTAL DU CHAPITRE :	**37 553**	**114 500**	**123 300**	**114 300**	**114 300**
	CHAPITRE 66 - CHARGES FINANCIERES	**0**	**200**	**200**	**200**	**200**
661	Charges d'intérêts	0	0	0	0	0
665	Escomptes accordés	0	0	0	0	0
666	Pertes de change	0	200	200	200	200
667	Charges diverses sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0	0	0	0
668	Autres charges financières	0	0	0	0	0
	TOTAL DU CHAPITRE :	**0**	**200**	**200**	**200**	**200**

Compte	Charges de l'exercice	MONTANTS				
		Réalisé 2014	Initial 2015	Rectificatif 2015	Prévision 2016	Prévision 2017
	CHAPITRE 67 - CHARGES EXCEPTIONNELLES	**2 353 778**	**1 220 700**	**588 700**	**401 700**	**407 700**
671	Charges exceptionnelles sur opération de gestion	103 151	104 700	175 700	115 700	116 700
672	Charges exceptionnelles sur années antérieures	0	0	0	0	0
675	Moins-values sur éléments d'actifs cédés	1 958 239	830 000	137 000	0	0
678	Autres charges exceptionnelles	292 388	286 000	276 000	286 000	291 000
	TOTAL DU CHAPITRE :	**2 353 778**	**1 220 700**	**588 700**	**401 700**	**407 700**
	CHAPITRE 68 - AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	**15 625 911**	**6 970 000**	**7 325 000**	**7 410 000**	**7 770 000**
681	Dotations aux amortissements et aux provisions - Charges d'exploitation	13 068 303	6 970 000	7 325 000	7 410 000	7 770 000
686	Dotations aux amortissements et aux provisions - Charges financières	961 608	0	0	0	0
687	Dotations aux amortissements et aux provisions - Charges exceptionnelles	1 596 000	0	0	0	0
689	Dotations aux provisions pour impôts	0	0	0	0	0
	TOTAL DU CHAPITRE :	**15 625 911**	**6 970 000**	**7 325 000**	**7 410 000**	**7 770 000**
	CHAPITRE 69 - IMPOTS SUR LES BENEFICES ET ASSIMILES					
697	Imposition forfaitaire annuelle des sociétés	0	0	0	0	0
	TOTAL DU CHAPITRE :	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
	TOTAL DES DEPENSES DE GESTION :	**44 405 884**	**37 594 950**	**37 416 250**	**37 965 500**	**37 931 100**
	A déduire :					
79	Transferts de charges	0	0	0	0	0
	TOTAL DES DEPENSES APRES TRANSFERTS :	44 405 884	37 594 950	37 416 250	37 965 500	37 931 100
	Excédent de l'exercice à virer à la deuxième section :	**0**	**1 612 250**	**1 139 650**	**3 788 400**	**2 928 100**
	TOTAL APRES REALISATION DE L'EQUILIBRE :	**44 405 884**	**39 207 200**	**38 555 900**	**41 753 900**	**40 859 200**

Compte	Produits de l'exercice	MONTANTS				
		Réalisé 2014	Initial 2015	Rectificatif 2015	Prévision 2016	Prévision 2017
	CHAPITRE 70-VENTES ET PRESTATIONS DE SERVICES	**34 879 377**	**35 326 200**	**34 566 700**	**36 014 900**	**36 736 700**
701	Vente de produits finis	500	500	500	500	500
7061	Droits de port	2 544 063	2 830 000	2 690 000	2 845 000	3 010 000
7062	Location de matériel et outillage	91 995	50 000	50 000	50 000	50 000
7063	Produits du domaine et des concessions	17 244 758	17 146 200	17 281 200	17 260 200	17 469 200
7064	Produits de l'exploitation portuaire	7 119 121	7 425 000	7 425 000	7 605 000	7 785 000
7065	Produits du transport de passagers	7 700 038	6 979 000	6 979 000	7 203 000	7 347 000
7068	Autres prestations de services	480 979	412 000	537 000	375 200	400 000
707	Vente de marchandises	1 676	668 000	500	890 500	890 500
708	Produits des activités annexes	14 972	42 500	63 500	13 500	14 500
709	Rabais, remises, ristournes accordés	-318 728	-227 000	-460 000	-228 000	-230 000
	TOTAL DU CHAPITRE :	**34 879 377**	**35 326 200**	**34 566 700**	**36 014 900**	**36 736 700**
	CHAPITRE 71 - PRODUCTION STOCKEE	**-26**	**0**	**0**	**0**	**0**
713	Variation des stocks de produits	-26	0	0	0	0
	TOTAL DU CHAPITRE :	**-26**	**0**	**0**	**0**	**0**
	CHAPITRE 72 - PRODUCTION IMMOBILISEE	**688 900**	**300 000**	**641 700**	**532 000**	**469 000**
722	Immobilisations corporelles	688 900	300 000	641 700	532 000	469 000
	TOTAL DU CHAPITRE :	**688 900**	**300 000**	**641 700**	**532 000**	**469 000**
	CHAPITRE 74 - SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	**850 592**	**700 000**	**856 000**	**700 000**	**700 000**
741	Subventions d'exploitation - Etat	0	0	0	0	0
744	Subventions d'exploitation -Collectivités	0	0	0	0	0
748	Autres subventions d'exploitation	850 592	700 000	856 000	700 000	700 000
	TOTAL DU CHAPITRE :	**850 592**	**700 000**	**856 000**	**700 000**	**700 000**

Compte	Produits de l'exercice	MONTANTS				
		Réalisé 2014	Initial 2015	Rectificatif 2015	Prévision 2016	Prévision 2017
	CHAPITRE 75 - AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	**468 006**	**414 000**	**435 000**	**419 000**	**424 500**
752	Revenus des immeubles non affectés aux activités professionnelles	77 039	69 000	70 000	69 000	69 500
753	Jetons de présence et rémunérations d'administrateurs	0	0	0	0	0
758	Produits divers de gestion courante	390 967	345 000	365 000	350 000	355 000
	TOTAL DU CHAPITRE :	**468 006**	**414 000**	**435 000**	**419 000**	**424 500**
	CHAPITRE 76 - PRODUITS FINANCIERS	**298 451**	**9 000**	**12 000**	**9 000**	**9 000**
761	Produits de participation	0	0	0	0	0
762	Produits des autres immobilisations financières	9 503	8 000	11 000	8 000	8 000
763	Revenus des autres créances	288 948	1 000	1 000	1 000	1 000
765	Escomptes obtenus	0	0	0	0	0
766	Gains de change	0	0	0	0	0
767	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0	0	0	0
768	Autres produits financiers	0	0	0	0	0
	TOTAL DU CHAPITRE :	**298 451**	**9 000**	**12 000**	**9 000**	**9 000**
	CHAPITRE 77- PRODUITS EXCEPTIONNELS	**2 288 537**	**880 000**	**380 000**	**2 495 000**	**908 000**
771	Produits exceptionnels sur opération de gestion	32 066	0	0	0	0
775	Plus-values sur cessions d'éléments d'actif	2 096 398	830 000	310 000	2 420 000	833 000
777	Quote-part des subventions d'inves. virées aux résultat	0	0	0	0	0
778	Autres produits exceptionnels	160 071	50 000	70 000	75 000	75 000
	TOTAL DU CHAPITRE :	**2 288 537**	**880 000**	**380 000**	**2 495 000**	**908 000**
	CHAPITRE 78 - REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	**1 330 279**	**1 578 000**	**1 664 500**	**1 584 000**	**1 612 000**
781	Reprises sur amortissements et provisions sur produits d'exploitation	282 464	522 000	619 500	522 000	522 000
786	Reprises sur provisions sur produits financiers	0	0	0	0	0
787	Reprises sur amortissements et provisions sur produits exceptionnels	1 047 815	1 056 000	1 045 000	1 062 000	1 090 000
789	Reprises sur provisions pour impôts	0	0	0	0	0
	TOTAL DU CHAPITRE :	**1 330 279**	**1 578 000**	**1 664 500**	**1 584 000**	**1 612 000**

Compte	Produits de l'exercice	MONTANTS				
		Réalisé 2014	Initial 2015	Rectificatif 2015	Prévision 2016	Prévision 2017
	CHAPITRE 79 - TRANSFERTS DE CHARGES	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
791	Transferts de charges d'exploitation	0	0	0	0	0
796	Transferts de charges financières	0	0	0	0	0
797	Transferts de charges exceptionnelles	0	0	0	0	0
	TOTAL DU CHAPITRE :	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
	TOTAL DES RECETTES DE GESTION :	**40 804 116**	**39 207 200**	**38 555 900**	**41 753 900**	**40 859 200**
	A déduire :					
79	Transferts de charges	0	0	0	0	0
	TOTAL DES RECETTES APRES TRANSFERTS :	40 804 116	39 207 200	38 555 900	41 753 900	40 859 200
	Déficit de l'exercice à virer à la 2ème Section :	**3 601 768**	**0**	**0**	**0**	**0**
	TOTAL APRES REALISATION DE L'EQUILIBRE :	**44 405 884**	**39 207 200**	**38 555 900**	**41 753 900**	**40 859 200**

2ème SECTION - OPERATIONS EN CAPITAL

Compte	Dépenses de l'exercice	MONTANTS				
		Réalisé 2014	Initial 2015	Rectificatif 2015	Prévision 2016	Prévision 2017
1041	Financement des actifs - Etat	0	0	0	0	0
1049	Amortissement des financement des actifs - Etat	0	359 000	359 000	361 000	371 000
105	Ecarts de réévaluation	2 464 178	0	90 000	0	0
131	Subventions d'équipement (amortissement)	0	0	0	0	0
134	Subventions d'équipement autres que Etat	0	0	0	0	0
1349	Amortissement des subventions d'équipement autres que Etat	0	697 000	686 000	701 000	719 000
139	Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat	0	0	0	0	0
146	Reprise sur provision spéciale de réévaluation	0	0	0	0	0
153	Reprise sur provisions pour pensions et obligations similaires	509 856	502 000	502 000	502 000	502 000
155	Reprise sur provisions pour impôts à payer	0	0	0	0	0
157	Reprise sur provision pour charge à répartir	0	0	0	0	0
158	Reprise sur autres provisions pour charges	0	0	0	0	0
16	Remboursement d'emprunts et de dettes assimilées	0	0	0	0	0
20	Acquisitions d'immobilisations incorporelles	770 429	543 000	552 300	163 000	162 000
21	Acquisitions d'immobilisations corporelles	493 403	11 230 000	9 500 000	15 000 000	15 000 000
26	Participations et créances rattachées	2 000	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières (prêts accordés)	176 770	150 000	250 000	150 000	150 000
29	Reprise sur provisions pour dépréciation des immobilisations	0	0	0	0	0
32	Autres approvisionnements	-245 275	0	0	0	0
35	Stocks de produits finis	0	0	0	0	0
36	Stocks provenant d'immobilisations	0	0	0	0	0
37	Stocks de marchandises	-7 495	0	0	0	0
428	Personnel charges à payer	0	0	0	0	0
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices	0	0	0	0	0
49	Reprise sur provisions pour dépréciation des comptes de tiers	0	20 000	117 500	20 000	20 000
	TOTAL DES DEPENSES DE LA SECTION OPERATIONS EN CAPITAL :	**4 163 866**	**13 501 000**	**12 056 800**	**16 897 000**	**16 924 000**
	Résultat de la 2ème section : excédent	**12 491 528**			**50 000**	
	TOTAL DES DEPENSES APRES REALISATION DE L'EQUILIBRE :	**16 655 394**	**13 501 000**	**12 056 800**	**16 947 000**	**16 924 000**

2ème SECTION - OPERATIONS EN CAPITAL

Compte	Recettes de l'exercice	MONTANTS				
		Réalisé 2014	Initial 2015	Rectificatif 2015	Prévision 2016	Prévision 2017
1041	Financement des actifs - Etat	-10 300	0	861 300	2 793 000	1 781 900
1049	Amortissement des financement des actifs - Etat	0	0	0	0	0
105	Ecarts de réévalutation	0	0	0	0	0
106	Réserves	1 907 330	0	90 000	0	0
131	Subventions d'équipement	0	1 690 000	0	3 730 000	1 300 000
134	Subventions d'équipement autres que Etat	378 457	0	480 770	1 416 000	798 100
1349	Amortissement des subventions d'équipement autres que Etat	0	0	0	0	0
139	Subventions d'investissements virées au compte de résultat	0	0	0	0	0
153	Provisions pour pensions	6 963 945	0	0	0	0
155	Provisions pour impôts à payer	0	0	0	0	0
157	Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	0	0	0	0	0
158	Autres provisions pour charges	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	81 586	0	0	0	0
20	Cessions d'immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0
21	Cessions d'immobilisations corporelles	7 201 004	830 000	495 000	1 506 000	903 000
27	Autres immobilisations financières (prêts remboursés)	133 348	90 000	90 000	92 000	94 000
28	Dotation aux amortissements des immobilisations	0	6 930 000	6 920 000	7 370 000	7 730 000
29	Provisions pour dépréciation des immobilisations	0	0	0	0	0
32	Autres approvisionnements	0	0	0	0	0
35	Stocks en-cours de produits finis	26	0	0	0	0
36	Stocks provenant des immobilisations	0	0	0	0	0
37	Stocks de marchandises	0	0	0	0	0
39	Provisions pour dépréciation des stocks et en-cours	0	0	0	0	0
428	Personnel charges à payer	0	0	0	0	0
49	Provisions pour dépréciation des comptes de tiers	0	40 000	405 000	40 000	40 000
	TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION OPERATIONS EN CAPITAL :	**16 655 394**	**9 580 000**	**9 342 070**	**16 947 000**	**12 647 000**
	Résultat de la 2ème section : déficit	**0**	**3 921 000**	**2 714 730**	**0**	**4 277 000**
	TOTAL DES RECETTES APRES REALISATION DE L'EQUILIBRE :	**16 655 394**	**13 501 000**	**12 056 800**	**16 947 000**	**16 924 000**

10

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Renouvellement des mandats de Madame Anne-Pernelle RICHARDOT et Monsieur Jean-Pierre GROS pour représenter la Ville au sein du Conseil d'administration du Port autonome de Strasbourg.

Les textes organiques du Port autonome de Strasbourg[1] disposent que six administrateurs sont désignés par la Ville de Strasbourg parmi les vingt et un membres composant le conseil d'administration. Ces textes[2] prévoient également que les administrateurs sont nommés pour une durée de six ans et que leur renouvellement a lieu par tiers tous les deux ans au cours du mois de décembre.

Par délibérations du conseil municipal, Madame Anne-Pernelle RICHARDOT, Adjointe au Maire, et Monsieur Jean-Pierre GROS, Personnalité qualifiée, ont été nommés pour représenter la Ville au sein du Conseil d'administration du Port autonome de Strasbourg.

L'arrivée du terme de ces deux mandats est fixée au 31 décembre prochain. Ainsi, il est proposé au conseil de les renouveler pour une durée de six ans, jusqu'au 31 décembre 2021.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *le renouvellement de Monsieur Jean-Pierre GROS en qualité de représentant de la Ville de Strasbourg au sein du Conseil d'administration du Port autonome de Strasbourg jusqu'au 31 décembre 2021 ;*

[1] *article 5 du titre II de la convention du 20 mai 1923 annexée à la loi du 26 avril 1924 relative à la constitution du Port Rhénan en Port autonome*

[2] *article 6 de la convention du 20 mai 1923*

- *le renouvellement de Madame Anne-Pernelle RICHARDOT en qualité de représentante de la Ville de Strasbourg au sein du Conseil d'administration du Port autonome de Strasbourg.*

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

PAS

PORT AUTONOME DE STRASBOURG

le conseil d'administration

bureau

Catherine TRAUTMANN, Présidente du Port autonome de Strasbourg
Marc DANDELOT, Vice-président
Jean-Luc HEIMBURGER, Secrétaire-membre

membres

représentant la Ville de Strasbourg
Anne-Pernelle RICHARDOT, Adjointe au Maire de Strasbourg, Adjointe de Quartier
Jean-Pierre GROS, Personnalité qualifiée
Patrick ROGER, Conseiller municipal et communautaire
Arsène DAHL, Directeur général de la Société RHENUS LOGISTICS ALSACE
Christian MARTIN, Personnalité qualifiée
Catherine TRAUTMANN, Vice-présidente de l'Eurométropole de Strasbourg, Conseillère municipale

représentant l'Etat
Bernard HOUTEER, Directeur régional des finances publiques d'Alsace et du Département du Bas-Rhin
Marc HOELTZEL, Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace
Thomas ALLARY, Directeur régional SNCF RESEAU Alsace Lorraine Champagne Ardenne
Marc DANDELOT, Conseiller d'Etat
Marc PAPINUTTI, Directeur général VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
Régine ALOIRD, Directrice de RUBIS TERMINAL ALSACE, Présidente du Groupement des Usagers des Ports de Strasbourg

représentant la Chambre de Commerce et d'Industrie de Strasbourg et du Bas-Rhin
Jean-Luc HEIMBURGER, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Strasbourg et du Bas-Rhin

représentant le Conseil régional de la Région ALSACE
Pascal MANGIN, Membre de la commission permanente du Conseil régional de la Région ALSACE

représentant le Conseil départemental du Bas-Rhin
Paul HEINTZ, Conseiller départemental, Canton de Wissembourg

représentant le personnel du Port autonome de Strasbourg
Daniel HURTER
Nathalie RICHARD-KLEIN
Alain WILD

représentant le Port de Kehl
Götz-Markus SCHÄFER, Conseiller au Ministère des Finances et de l'économie du Land Bade-Wurtemberg
Andrea HECK, Présidente de la Direction générale des Finances du Land Bade-Wurtemberg
Karlheinz HILLENBRAND, Directeur du Port de Kehl

commissaire contrôleur

Marc BERAUD-CHAULET, Contrôleur général de 1e classe

inspecteur général du contrôle
Benoît WEYMULLER, Inspecteur général de l'administration du développement durable - CGEDD

11

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Affaires cultuelles : avis de la Ville quant à la vente de biens immobiliers ecclésiastiques et attribution de subventions aux établissements cultuels strasbourgeois et aux associations.

1. Vente d'un appartement par le Consistoire israélite

Le Consistoire israélite, suite au legs de M. André KLEEFELD, souhaite vendre un appartement sis 6 rue du Fossé des Tanneurs à Strasbourg. L'acquéreur est M. Gabriel ZAFRANY demeurant 15 rue de Bruxelles à 67000 STRASBOURG.

Le bien est constitué, au 4ième étage avec ascenseur, d'un appartement d'une surface totale de 42.02 m² comprenant une pièce principale, une cuisine, une salle de bains avec wc, et une cave en sous-sol. Le prix de vente est de 96 000 €. Le produit de la vente est affecté aux œuvres sociales du Consistoire israélite de Strasbourg.
Conformément à l'article L 2541-14 du Code général des collectivités territoriales, la Ville de Strasbourg est appelée par M. le Préfet à se prononcer sur la vente par le Consistoire israélite de ce bien.

Il est proposé d'émettre un avis favorable à la vente.

2. Allocation de subventions aux paroisses et associations

2.1. Rappel du barème des subventions d'équipement

Lorsque la paroisse est propriétaire des bâtiments

- intervention d'urgence pour mise hors d'eau *(gros œuvre, couverture, huisseries, vitrerie)* 50 %
- accessibilité handicapés *(rampes, dégagements)* 50 %
- horloges extérieures présentant un intérêt pour la population 50 %
- conformités : électrique, gaz, fuel et autres mesures d'hygiène et de sécurité exigées par la commission de sécurité *(balisage, issues de secours)* 40 %
- remplacement chauffage 30 %
- transformations pour économie d'énergie 20 %

- constructions neuves, agrandissements, cloches et accessoires, abords, orgues, sonorisation, mobilier 10 %

2.1.2. Lorsque la Ville de Strasbourg est propriétaire des bâtiments

Elle prend en charge une partie des travaux incombant au propriétaire, dans la limite des crédits disponibles. Dans ce cas, la Ville assure la maîtrise d'ouvrage et la décision de lancer les travaux lui appartient.

2.1.3. Cas des édifices classés « Monuments Historiques »

Le plan de financement des travaux portant sur les Monuments Historiques, qu'ils appartiennent à la Ville ou à une paroisse, reste le suivant :

- Etat 40 %
- Conseil Général 25 %
- Ville 25 %
- Propriétaire 10 %

2.2. Subventions d'équipement proposées
Conformément aux principes énoncés ci-dessus, il est proposé d'accorder des aides financières aux communautés suivantes.

2.2.1. Bâtiments propriété de la paroisse

2.2.1.1. Paroisses catholiques

Saint Arbogast
10 397 € pour la rénovation du clocher de l'église.

Sainte Bernadette
13 983 € pour le ravalement et la sécurisation des accès du clocher.

Saint Christophe
15 800 € pour la mise aux normes des toilettes de l'église.

Saint Jean de Bosco
40 248 € pour la rénovation et l'aménagement de salles ainsi que la mise aux normes des toilettes de l'église.

2.2.1.2. Paroisse protestante

Saint Guillaume
4 110 € pour la régulation du chauffage et la restauration de 5 tableaux de l'église.

2.2.2. Bâtiments propriété de la Ville

Paroisse catholique Saint Louis Ville
44 945 € pour la rénovation du chœur de l'église.

2.2.3. Bâtiments propriété d'autres communautés

Consistoire israélite
31 061 € pour le réaménagement et la mise aux normes du Centre communautaire.

2.3. Prise en charge de loyers et de frais de fonctionnement

2.3.1 Communautés musulmanes

Coordination des Associations Musulmanes de Strasbourg (CAMS)
La CAMS loue à Habitation Moderne des locaux d'une surface de 20 m² qui sont situés au 9 place Kléber et qui font office de siège de la coordination. Le montant total annuel du loyer s'élève à 2 430 € charges comprises. Il est proposé de prendre en charge la partie du loyer hors charges, soit **1 750 €**.

Conseil Régional du Culte Musulman (CRCM)
Le C.R.C.M. occupe des locaux 9 place Kléber. Le coût annuel, hors charges, de cette location est de 3 120 €. Il est proposé de soutenir cette association à hauteur de **3 120 €**.

Association Solidarité Culturelle Koenigshoffen
L'association loue des locaux au centre communautaire St Jean de Bosco 17 rue Virgile (paroisse catholique) pour la prière du vendredi. Il est proposé de prendre en charge les frais de location des locaux, soit **2 000 €**.

Association Générations Solidaires
La Ville de Strasbourg prend en charge une partie des frais de location des locaux (d'une surface de 208m2) loués par l'association à Habitation Moderne au 11 rue Tite Live pour les activités cultuelles et socioculturelles. Le montant total du loyer et des charges est de 30 000 €. Il est proposé d'attribuer **6 000 €**.

2.3.2 Communautés catholiques

Association Saint Amand
L'objet de cette association est la mise en commun et la mise à disposition des ressources en personnels et en matériels aux mouvements et aux services épiscopaux pour l'accomplissement des missions pastorales et de formation que l'Archevêché de Strasbourg aura définies.
Elle gère, entre autres, les aumôneries des sourds, des prisons et des gens du voyage. C'est cette dernière qu'il s'agit de soutenir ici dans son fonctionnement, notamment les formations à hauteur de **2 000 €**.

Association Le Domino

L'association Le Domino gère, pour le compte de l'Aumônerie Universitaire Catholique, l'accueil des étudiants principalement des grandes écoles et des facultés de sciences.
Elle s'occupe, entre autres, de la formation spirituelle et des rassemblements d'étudiants.
La Ville soutient les activités et les manifestations organisées par l'association. Il est proposé de participer à hauteur de **1 200 €**.

2.3.3 Communautés israélites

Conseil Représentatif des Institutions Juives de France (CRIF)
Le Conseil Représentatif des Institutions Juives de France occupe depuis 2010 des locaux 9 place Kléber. La Ville participe à la prise en charge du loyer. Il est proposé de soutenir l'association à hauteur de **5 025 €** correspondant au loyer hors charges.

Union Juive Libérale de Strasbourg
L'association loue des locaux (200m²) à la Fondation St Thomas, locaux situés 1B rue du Puits. Le montant total des loyers s'élève à 21 000 €. Il est proposé d'attribuer **10 000 €** pour la prise en charge d'une partie des frais de location.

2.3.4 Communauté bouddhiste

Association Communauté Bouddhiste d'Alsace
L'association utilise comme local associatif l'Octroi de l'Orangerie, local relevant de la gestion d'Habitation Moderne. Le coût de la location et des charges est de 12 000 €. Il est proposé de soutenir l'association à hauteur de **5 000 €**.

2.4. Manifestations

Groupe d'Amitié Islamo-chrétienne
La Ville de Strasbourg soutient annuellement les manifestations de la semaine de rencontres islamo-chrétiennes organisée depuis 2001. La semaine de rencontre entre musulmans et chrétiens a eu lieu cette année du 14 au 20 novembre et a eu pour thème « La rencontre ». Les animations ont été assurées tout au long de ces journées par les différents groupes interreligieux dans différents quartiers de la Ville (Centre Ville, Hautepierre et Meinau). Il est proposé de soutenir le GAIC à hauteur de **2 000 €**. Le budget est de 5 800 €. La Région Alsace participe à hauteur de 1 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

émet

un avis favorable à la vente par le Consistoire israélite à M. Gabriel ZAFRANI du bien suivant :

- *un appartement d'une pièce comprenant une pièce principale, une cuisine, une salle de bain avec un wc, d'une surface totale de 42,02 m² et d'une cave pour un montant de 96 000 € (quatre vingt seize mille €uros),*

approuve

le versement de subventions aux organismes suivants :

1. Bâtiments

1.1 Bâtiments propriété de la paroisse

Paroisses catholiques

Saint Arbogast	*10 397 €*
Sainte Bernadette	*13 983 €*
Saint Christophe	*15 800 €*
Saint Jean de Bosco	*40 248 €*

Paroisse protestante

Saint Guillaume	*4 110 €*

1.2 Bâtiments propriété de la Ville de Strasbourg

Paroisse catholique Saint Louis Ville	*44 945 €*

1.3. Bâtiments propriété d'autres communautés

Consistoire israélite	*31 061 €*

2. Prise en charge de loyer

2.1 Communautés musulmanes

Coordination des Associations de Musulmans de Strasbourg	*1 750 €*
Conseil Régional du Culte Musulman	*3 120 €*
Association Solidarité Culturelle Koenigshoffen	*2 000 €*
Générations Solidaires	*6 000 €*

2.2 Communautés catholiques

Association Saint Amand	*2 000 €*

Association Le Domino	*1 200 €*

2.3 Communautés israélites

Conseil Représentatif des Institutions Juives de France	*5 025 €*
Union Juive Libérale de Strasbourg	*10 000 €*

2.4 Communauté bouddhiste

Association Communauté bouddhiste d'Alsace	*5 000 €*

3. Manifestations

Groupe d'Amitié Islamo-chrétienne	*2 000 €*

décide

l'imputation de la dépense de 198 639 € sur le budget 2015 de la ville de Strasbourg, activité AT 03, fonction 025, nature 20422 programme 7007 pour un montant de 160 544 € dont le disponible, avant le présent Conseil, est de 284 794 €,
et activité AT 03A, fonction 025, nature 6574 programme 8036 pour un montant de 38 095 € dont le disponible, avant le présent Conseil, est de 43 000 €,

autorise

le Maire ou son représentant à signer les conventions relatives à ces subventions.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

Attribution de subventions aux établissements cultuels strasbourgeois et associations			
Association	**Montant alloué N-1**	**Montant demandé**	**Montant proposé**
Paroisse catholique Saint Arbogast	0 €	10 397 €	10 397 €
Paroisse catholique Saint Bernadette	44 992 €	13 983 €	13 983 €
Paroisse catholique Saint Christophe	26 264 €	15 800 €	15 800 €
Paroisse catholique Saint Jean de Bosco	0 €	40 248 €	40 248 €
Paroisse protestante Saint Guillaume	1 110 €	4 110 €	4 110 €
Paroisse catholique Saint Louis Ville	0 €	44 945 €	44 945 €
Consistoire israélite	7 050 €	31 061 €	31 061 €
Coordination des Associations de Musulmans de Strasbourg	1 750 €	1 750 €	1 750 €
Conseil Régional du Culte Musulman	3 120 €	3 120 €	3 120 €
Solidarité Culturelle Koenigshoffen	1 500 €	2 000 €	2 000 €
Générations Solidaires	6 000 €	6 000 €	6 000 €
Association Saint Amand	2 000 €	2 000 €	2 000 €
Le Domino	1 200 €	1 200 €	1 200 €
Conseil Représentatif des Institutions Juives de France	4 630 €	5 025 €	5 025 €
Union Juive Libérale de Strasbourg	10 000 €	10 000 €	10 000 €
Communauté Bouddhiste d'Alsace	5 000 €	5 000 €	5 000 €
Groupe d'Amitié Islamo-Chrétienne	2 000 €	2 000 €	2 000 €
TOTAL	**116 616 €**	**198 639 €**	**198 639 €**

12

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Protocole d'accord transactionnel entre le service Funéraire de la ville de Strasbourg et Mme Dominique Ramon, concessionnaire.

Par note de service et à compter de 1985, les tombes en triple profondeur n'ont plus été accordées par le service Funéraire de la ville de Strasbourg. Le règlement municipal du service Funéraire ainsi mis à jour a précisé que seules les tombes en profondeur d'inhumation simple ou double pourraient être prises en compte.

Lors de l'inhumation de Madame Marie-Louise BASSLER-BENDER, en juillet 2014, le service Funéraire a informé Madame Dominique RAMON, fille de la défunte que, compte tenu du fait que deux places étaient déjà occupées dans le caveau familial, elle devait acquérir une nouvelle concession.

Cependant, de très rares cas de tombes familiales en triple profondeur accordées avant 1985 existent encore dans les cimetières de Strasbourg (30 sur 60 000).

C'est le cas de la sépulture familiale BASSLER-BENDER. En effet, une place était encore libre dans le caveau familial et le cercueil de Madame BASSLER-BENDER y aurait tout à fait eu sa place évitant à Madame RAMON certaines dépenses financières.

Madame RAMON a demandé réparation à la Ville de Strasbourg et, à titre de dédommagement, de prendre à sa charge :

- la réunion, dans un seul caveau, de toutes les personnes inhumées dans les deux tombes,
- le remboursement des frais déjà engagés,
- la transcription de la concession du caveau familial à son nom avec report de la durée concédée,
- les frais d'exhumations et de transferts à venir,
- la mise en place d'une nouvelle pierre tombale avec lettrages.

La Ville de Strasbourg entend donner suite à sa demande hormis la mise en place d'une nouvelle pierre tombale. Madame Dominique RAMON a renoncé à cette demande caractérisant ainsi la réciprocité des concessions qui permet de régler le litige par voie transactionnelle.

En conséquence et compte tenu du préjudice subi par Madame Dominique RAMON, les parties se sont rapprochées et ont négocié une solution transactionnelle selon les modalités définies par le présent protocole d'accord.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l*e protocole d'accord entre Madame Dominique RAMON, concessionnaire, et la Ville de Strasbourg,*

décide

dans le cadre de ce protocole de donner suite à la demande d'indemnisation de Madame RAMON pour un montant total net toutes taxes comprises de 7 148,72 €,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer le présent protocole d'accord y relatif.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

Protocole d'accord transactionnel avec Madame Dominique Ramon, concessionnaire, relatif au regroupement de corps dans un seul caveau familial au cimetière Saint Urbain

Entre

La Ville de Strasbourg,
représentée par son maire en exercice, Monsieur Roland Ries,
domicilié 1 Parc de l'Étoile à 67076 Strasbourg,

d'une part

et

Madame Dominique RAMON
demeurant 157 Corniche des Oliviers à 06000 NICE

d'autre part

PRÉAMBULE

Les parties soussignées entendent préalablement rappeler ce qui suit :

Lors du décès de Madame Marie-Louise BASSLER-BENDER, en lieu et place du caveau familial existant au cimetière St Urbain, le Service Funéraire de la Ville de Strasbourg a demandé à Madame Dominique RAMON, fille de la défunte, d'effectuer le renouvellement d'une concession échue en vue de procéder à l'inhumation de la défunte le 25 juillet 2014. Des frais ont été déboursés par Madame RAMON afin d'y installer un caveau pour accueillir le cercueil de sa mère et, préalablement, pour recueillir les ossements de son arrière grand-mère et les placer dans un reliquaire.

Une analyse plus approfondie du dossier après l'inhumation a permis de constater qu'une place était encore libre dans le caveau familial existant sur l'autre emplacement et que le cercueil de Madame BASSLER-BENDER aurait tout à fait eu sa place dans ce caveau familial initial ainsi qu'elle le souhaitait, et que certaines dépenses financières auraient pu être évitées.

Madame RAMON a demandé réparation à la Ville de Strasbourg, et à titre de dédommagement, de prendre à sa charge :

- la réunion dans un seul caveau de toutes les personnes inhumées dans les deux tombes,
- le remboursement des frais déjà engagés,
- la transcription de la concession du caveau familial à son nom avec report de la durée concédée,
- les frais d'exhumations et de transferts à venir,
- la mise en place d'une nouvelle pierre tombale avec lettrages.

La Ville de Strasbourg entend donner suite à sa demande hormis la mise en place d'une nouvelle pierre tombale. Madame Dominique RAMON a renoncé à cette demande caractérisant ainsi la réciprocité des concessions qui permet de régler le litige par voie transactionnelle.

En conséquence, et compte tenu du préjudice subi par Madame Dominique RAMON, les parties se sont rapprochées et ont négocié une solution transactionnelle selon les modalités définies par la présente convention.

CONVENTION

Vu les articles 2044, 2045 et suivants du Code civil ;

Vu la circulaire du Premier ministre en date du 6 février 1995 parue au J.O. du 15 février 1995 relative au développement du recours à la transaction en matière administrative pour régler à l'amiable les litiges ;

Article 1er : Objet du présent protocole

L'objet du présent protocole est de permettre d'éviter tout contentieux entre les parties et de déterminer les conditions dans lesquelles la Ville de Strasbourg et Madame RAMON peuvent trouver un arrangement amiable au litige qui les oppose; elle s'analyse comme une transaction au sens de l'article 2044 du Code civil.

Article 2 : Interventions en nature

La Ville de Strasbourg procédera à ses frais exclusifs aux interventions suivantes :

- marbrerie et opérations funéraires en vue de vider de tout corps l'emplacement référencé 7-12-27 du cimetière St Urbain (qui réintègrera à ce moment-là le domaine public de la Ville de Strasbourg) et permettre la ré-inhumation dans le caveau familial 1-26-6N (anciennement 14-1-6) du même cimetière. Le monument de la tombe 7-12-27 sera quant à lui détruit après sa dépose et les frais seront pris en charge par la Ville.

  Madame RAMON sera contactée lors des travaux d'exhumation et d'inhumation en vue de lui permettre d'y assister.

- transcription du caveau familial 1-26-6N au nom de Madame Dominique RAMON,

- report de la durée de concession restante du caveau abandonné 7-12-27 sur le caveau familial 1-26-6N, portant ainsi sa durée de concession jusqu'en 2070.

Article 3 : Indemnisations

La Ville de Strasbourg s'engage à rembourser à Madame RAMON les frais suivants :

- ceux relatifs à l'inhumation de la défunte le 25 juillet 2014, figurant sur la première page de la facture de l'entreprise MEAZZA pour un montant de 3.863,66 €,
- ceux déboursés pour l'exhumation du cercueil selon la facture en copie des Pompes Funèbres Muller, pour un montant de 290,00 €,
- le prix de la concession cinquantenaire renouvelée en 2014 pour un montant de 1.775,00 €,
- les frais de gravure à apposer, selon le format des inscriptions existantes, sur la stèle de la sépulture qui recueillera les transferts de corps de 1.220,06 € selon devis fourni par Madame RAMON et sur présentation de la facture acquittée,

Soit une indemnité d'un montant total net toutes taxes comprises de 7.148,72 €.

Article 4 : Taxes

Les parties conviennent que le montant de l'indemnité s'entend toutes taxes comprises, Madame RAMON faisant son affaire de tous les droits ou taxes susceptibles d'affecter cette somme.

Article 5 : Modalités de paiement de l'indemnité

Le paiement de l'indemnité définie à l'article 3 du présent protocole se fera selon les règles de la comptabilité publique par mandatement administratif.

Article 6 : Non responsabilité

Les parties signataires du présent protocole conviennent que celui-ci ne vaut aucune reconnaissance de responsabilité de la part de la Ville de Strasbourg.

Article 7 : Engagement de non-recours

Il est convenu entre les signataires que le présent accord transactionnel est conclu d'un commun accord entre les parties, par référence aux articles 2044 et suivants du Code civil, et que, dès lors, suivant l'article 2052 du même Code, ledit accord transactionnel devra être vu comme ayant entre les parties l'autorité de la chose jugée qui s'y trouve attachée, et ne pourra être attaqué pour cause d'erreur de droit, ni pour cause de lésion.

Article 8 : Condition suspensive

L’entrée en vigueur du présent protocole d’accord transactionnel est soumise à la réalisation d’une condition suspensive tenant à son approbation par le conseil municipal. Le représentant de la ville de Strasbourg soussigné prend l’engagement de faire inscrire l’affaire à l’ordre du jour de la réunion du conseil municipal qui suivra la signature du présent protocole par Madame Ramon, compte tenu des dates limites d’inscription des dossiers du calendrier de saisine de ce conseil.

Article 9 : Compétence d'attribution

Les parties conviennent, conformément aux dispositions légales, que tout litige relatif à l'exécution du présent protocole relèvera de la compétence des tribunaux de Strasbourg.

Transmis au contrôle de légalité, le

Fait à Strasbourg, le
en deux exemplaires

Pour la Ville de Strasbourg,
le Maire par délégation,

Eric SCHULTZ
Adjoint au Maire

Dominique RAMON

MEAZZA

internet : www.meazza.fr

Mme Dominique RAMON
157, Corniche des Oliviers

06000 NICE

Facture n° NE160042 du Mardi 29 Juillet 2014

Concerne le décès de:
MME MARIE-LOUISE BASSLER-BENDER
Mme VIX Carine AGENCE NEUDORF 03.88.34.10.59 **Devis n° 33867 du 21/07/2014**

Désignation	Qté		Prix ht €	Total ht €	T
Habilitation n° 09.67.106					
N° ORIAS : 13001 481					
Représentant Légal Laurent REMLE Co-gérant.					
Concerne cimetière: St. Urbain 7/12/27					
Restant à votre disposition pour tous renseignements					
Vous pouvez joindre notre agence de:					
Neudorf au 03 88 34 10 59					
veuillez agréer, Madame, Monsieur, nos salutations respectueuses.					
Démarches et Formalités	1.00		26.00	26,00	3
Dépose d'un monument (1)	1.00		312.00	312,00	3
Rangement dépot	1.00		69.33	69,33	3
Extraction de l'ancienne fondation schwing	1.00		312.00	312,00	3
Plus-value exhumation	1.00		351.00	351,00	3
Evacuation ancien cercueil	1.00		121.33	121,33	3
Fourniture et pose d'un caveau à 2 cases	2.00		713.00	1 426,00	3
Evacuation des terres en					
Excédent, fourniture d' un jeu de dalles					
Pour la fermeture de la case, mise en					
Place de la case béton .					
Pose d' une case sanitaire.	1.00		713.00	713,00	3
Excédent, fourniture d' un jeu de dalles					
Pour la fermeture de la case, mise en					
Place de la case béton .					
REPOSE					
Démarches et Formalités	1.00		26.00	26,00	3
Repose du monument (1)	1.00		507.00	507,00	3

S.A.R.L. MEAZZA
MONUMENTS FUNÉRAIRES
31, route du Polygone
67100 STRASBOURG-NEUDORF
Tél. 03.88.34.10.59 - Fax 03.88.84.50.16

payé 1 chq BNP le 31.8.14
N°2718439

3863,66

Pompes Funèbres Muller

10, rue du St-Gothard - 67000 STRASBOURG
Tél. 03 88 35 33 43 - Fax 03 88 36 13 51

MADAME DOMINIQUE RAMON
157 CORNICHE DES OLIVIERS

06000 NICE

Date 04/08/2014

Références

FACTURE 14070230 Page 1 / 1

N° ORIAS : 11064453

OBSEQUES DE FEUE MADAME MARIE LOUISE BASSLER - BENDER
DECEDEE LE 21 JUILLET 2014 A STRASBOURG
EGLISE SAINT ALOYSE.
VENDREDI 25 JUILLET 2014 A 10H45

Quantite	Designation	Prix TTC	Total TTC	T
1.00	CERCUEIL CHENE DIAMANT	1 620.00	1 620.00	1
0.00	CAPITON offert	180.00	0.00	1
1.00	CERCUEIL EXHUMATION	290.00	290.00	1
1.00	CROIX CHENE	95.00	95.00	1
1.00	HOUSSE BIODEGRADABLE	60.00	60.00	1
0.00	TOILETTE ET HABILLAGE offert	160.00	0.00	1
0.00	MISE EN BIERE offert	50.00	0.00	1
1.00	DEMARCHES ET FORMALITES	100.00	100.00	1
0.00	ORDONNATION offert	75.00	0.00	1
1.00	REGISTRE DE CONDOLEANCES	55.00	55.00	1
1.00	CHAMBRE FUNERAIRE	150.00	150.00	1
1.00	TRANSFERT A LA CHAMBRE FUNERAIRE	260.00	260.00	3
1.00	CORBILLARD CEREMONIE	360.00	360.00	3
1.00	PORTEURS CEREMONIE	240.00	240.00	1
0.00	ORDONNATION	75.00	0.00	1
	FRAIS ET DEBOURS			
1.00	EGLISE SAINT ALOYSE	110.00	110.00	0
1.00	FLEURS HUCK	550.00	550.00	0
1.00	D.N.A. FAIRE-PART	627.00	627.00	0

Bon à payer la somme de 4517 €
à partir du compte de succession de Mme Bassler Bender
le 8/8/2014

Code	Taux tva	Base HT	Total Tva	Total TTC
0	0,0 %	1 287.00	0.00	1 287.00
1	20,0 %	2 175.00	435.00	2 610.00
3	10,0 %	563.63	56.37	620.00

NET A PAYER	**4 517.00 €**
	0.00 €
Solde restant du	**4 517.00 €**

Tout retard de paiement donne lieu à des intérêts au taux de 15,60% l'an soit 1,3% par mois (loi du 29/01/93).

LORS DU REGLEMENT VEUILLEZ, SVP, INDIQUER LE NUMERO DE LA FACTURE

MEAZZA

internet : www.meazza.fr

Mme Dominique RAMON
157, Corniche des Oliviers

06000 NICE

Devis n° 35422 du Mardi 15 Septembre 2015

CONCERNE LES GRAVURES

Devis suivi par Mme VIX Carine

Désignation	Qté		Prix ht €	Total ht €	T
Habilitation n° 09.67.106 N° ORIAS : 13001 481 Représentant Légal Laurent REMLE Co-gérant. Devis gratuit . Offre valable 6 mois à la date d'édition du devis. Concerne cimetière: ST URBAIN 1/26/6NOUV FAMILLE FUCHS - EGENSCHWILLER MARIE - LOUISE BASSLER - BENDER 19.1.1933 - 21.7.2015 Lettre en bronze haut de gamme	71,00		14,32	1 016,72	3
Veuillez svp. préciser votre accord pour les inscriptions après avoir vérifié l' orthographe et les dates. Les inscriptions se feront sur place par le graveur. Restant à votre disposition pour tous renseignements Vous pouvez joindre notre agence de: Neudorf au 03 88 34 10 59 veuillez agréer, Madame, Monsieur, nos salutations respectueuses.					

Si vous êtes d'accord avec notre offre, merci de conserver le devis, et de nous retourner le bon de commande signé et daté, en portant la mention: " Lu et approuvé devis reçu avant l'éxecution des travaux".

T	% Tva	Montant HT	Tva	Montant TTC
1	0,00			
2	10,00			
3	20,00	1 016,72	203,34	1 220,06
		1 016,72	203,34	1 220,06

Acompte -

Montant Net Du Devis 1 220,06 €

Eglise des Peupliers 67600 STRASBOURG-ROBERTSAU - Tél. 03 88 27 09 20 - Fax 03 88 33 08 89

ATELIER MARBRERIE - TAILLE DE PIERRE

4 rue Kellermann - 67450 MUNDOLSHEIM (Zone de Lauterbourg) - Tél. 03 88 20 93 75 - Fax 03 88 20 01 86

Siège social : 4 rue Kellermann - 67450 MUNDOLSHEIM - Email : contact@meazza.fr

Conditions de paiement, clause de propriété et autres conditions générales de vente au verso.

13

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Convention Caisse des dépôts et consignations, Ville et Eurométropole de Strasbourg.

Signature d'une convention entre la Ville de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg et la Caisse des dépôts et consignations

La ville de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg et la Caisse des dépôts et consignations souhaitent contractualiser leur engagement et leur collaboration pour la période 2015-2018 à travers une convention de partenariat.

Les axes prioritaires d'interventions des deux collectivités portent sur les domaines suivants :

- l'attractivité du territoire (économie, logement, accessibilité…) ;
- l'adaptation au changement climatique et la durabilité du développement urbain (ou la transition énergétique et écologique du territoire) ;
- la cohésion sociale et l'équité territoriale.

Pour atteindre ces ambitions, dans un contexte budgétaire plus contraint, l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg souhaitent à travers leurs instruments et interventions exercer un effet de levier sur l'investissement privé au bénéfice de l'attractivité de ce territoire, afin de conforter leurs positionnement européen et s'engager plus avant dans les réponses aux défis des transitions écologiques, énergétiques, numériques et démographiques. Pour cela, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg entendent s'appuyer sur un partenaire financier, tel que la Caisse des Dépôts afin de favoriser l'émergence de projets s'inscrivant dans cette stratégie. Celle-ci devra s'inscrire dans une logique de transversalité de l'action commune pour traiter des projets de nature différente, dans une recherche de modèle économique pérenne.

La Caisse des Dépôts est le partenaire de référence des collectivités territoriales. La Caisse des Dépôts accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays et la création d'emplois. Ainsi, la Caisse des Dépôts apporte son ingénierie territoriale, financière, juridique et technique pour être le levier de l'investissement dans les territoires sur les priorités stratégiques qu'elle s'est fixée, à savoir la compétitivité des territoires, la cohésion sociale, la transition énergétique, écologique et numérique.

Ses axes d'intervention portent notamment sur :

- la transition énergétique et écologique ;
- le développement du numérique au service des territoires ;
- le soutien aux projets qui contribuent à la compétitivité des territoires (infrastructures, équipements, mobilité durable) ;
- le développement des entreprises ;
- le soutien à l'économie de la connaissance, l'innovation et l'entrepreneuriat ;
- l'accroissement de l'offre de logement ;
- la prise en compte du vieillissement de la population ;
- la mobilisation d'investisseurs internationaux de long terme.

Afin de promouvoir des projets s'inscrivant en synergie avec ses priorités stratégiques et d'accompagner l'émergence d'une nouvelle organisation territoriale, la Caisse des Dépôts a souhaité s'engager dans un partenariat avec Strasbourg Eurométropole et la ville de Strasbourg en formalisant un cadre d'actions en faveur de la croissance et de l'attractivité de la métropole, objet de la présente convention de partenariat.

Les actions engagées prendront la forme de crédits d'études et d'ingénierie, de concours bancaires, de prêts, d'investissements en fonds propres qui feront l'objet de convention d'application précisant les moyens mobilisés. Celles nécessitant des participations financières feront l'objet de délibérations soumises à l'approbation du Conseil.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la commission plénière
après en avoir délibéré
approuve les termes de la convention jointe en annexe

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer ladite convention ainsi que l'ensemble des documents nécessaires à sa mise en œuvre.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

Convention de partenariat

entre

La Ville de Strasbourg

L'Eurométropole de Strasbourg

et

La Caisse des Dépôts et Consignations

2015-2018

ENTRE

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par son Président, Monsieur Robert Herrmann,

Ci-après désignée par « l'Eurométropole»

La **Ville de Strasbourg**, représentée par son Maire, Monsieur Roland Ries, ci-après désignée par « la Ville »

ET

la **Caisse des dépôts et consignations**, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L.518-2 et suivants du Code monétaire et financier, ayant son siège 56 rue de Lille à Paris, représentée par son Directeur Général, Monsieur Pierre-René Lemas,

Ci-après désignée par « la Caisse des Dépôts » ou « la CDC »

L'Eurométropole, la Ville et la Caisse des Dépôts étant ci-après dénommées ensemble les « Parties » et individuellement une « Partie ».

Il est conclu la convention de partenariat ci-après

Table des matières

Préambule 3
La Ville et l'Eurométropole 3
Le Groupe Caisse des Dépôts 5
ARTICLE 1 : Objet de la Convention 7
ARTICLE 2 : Axes du Partenariat 7
ARTICLE 3 : Modalités d'intervention des Parties et suivi de la mise en œuvre de la Convention 15
ARTICLE 4 : Durée 16
ARTICLE 5 : Informations – Confidentialité 16
ARTICLE 6 : Communication et propriété intellectuelle 17
6.1. Communication 17
6.2. Autorisation d'utiliser les logos 17
6.3. Sort des études financées ou cofinancées par la Caisse des Dépôts 17
ARTICLE 7 : Stipulations diverses 18
ANNEXE 1 : Ingénierie territoriale au service de la métropolisation 20
ANNEXE 2: Transition énergétique et écologique 21
ANNEXE 3 : Compétitivité et attractivité 23
ANNEXE 4 : Cité durable et solidaire 26
ANNEXE 5 : Métropole Européenne 29

Préambule

La Ville et l'Eurométropole

Le rôle spécifique de Strasbourg, capitale européenne, siège de diverses institutions européennes, notamment la Cour européenne des Droits de l'Homme, le Parlement européen et l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, a été consacré par la transformation de la Communauté urbaine de Strasbourg en « Eurométropole de Strasbourg " le 1er janvier 2015 ".
Strasbourg s'affirme comme métropole transfrontalière et européenne : elle se situe au second rang diplomatique français et recense 4 000 personnes employées dans les institutions ou organismes européens.

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ont une administration unique depuis 1972. Elle met en œuvre les décisions des autorités territoriales dont les orientations

stratégiques sont partagées et déclinées, dans les compétences de chacune des deux collectivités.

L'Eurométropole rassemble 43 % de la population du Bas-Rhin sur une superficie de 306 km². Regroupement de 28 communes, elle compte 475 634 habitants.
Strasbourg s'inscrit dans la région métropolitaine de l'espace trinational du Rhin Supérieur qui compte 6 millions d'habitants. 35 millions d'habitants résident dans un rayon de 200 km autour de Strasbourg.

L'Eurométropole, catalyseur des politiques des différents acteurs publics sur son territoire, a vocation à inscrire la métropole de Strasbourg au rang des grandes métropoles européennes.

Métropole entreprenante, Strasbourg a su se doter de 4 pôles de compétitivité, Alsace BioValley, Véhicule du Futur, Hydréos, Fibres-ÉnergieVie, qui s'appuient sur un écosystème de la recherche et de l'innovation dynamique.

Acteur économique majeur dans les secteurs des technologies médicales et thérapies nouvelles, des mobilités innovantes et multimodales et des activités créatrices, l'Eurométropole a pour ambition de développer ses secteurs d'excellence. Elle poursuit également sa stratégie pour conforter et renforcer sa place de capitale de l'Europe politique et des Droits de l'Homme.

Ces ambitions sont à conjuguer avec les enjeux environnementaux et sociétaux majeurs, en matière de transition énergétique, écologique, numérique et de cohésion sociale et territoriale. Ainsi, en matière, d'énergies, des modes de production et de consommation responsables, doivent se conjuguer avec une politique de cohésion sociale, en matière de logement, de mobilité, d'accès à l'emploi et à la formation.

Le traitement intégré de l'ensemble de ces problématiques a vocation à interroger les modes de réalisation, de financement et de portage des opérations, leur équilibre économique et la capacité de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg à mobiliser les compétences et les énergies.
Les axes prioritaires d'interventions des deux collectivités portent sur les domaines suivants :

- l'attractivité du territoire (économie, logement, accessibilité…) ;
- l'adaptation au changement climatique et la durabilité du développement urbain (ou la transition énergétique et écologique du territoire) ;
- la cohésion sociale et l'équité territoriale.

Pour atteindre ces ambitions, dans un contexte budgétaire contraint, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg souhaitent, à travers leurs instruments et interventions, exercer un effet de levier sur l'investissement privé au bénéfice de l'attractivité du territoire. Il s'agit de conforter leur positionnement européen et s'engager plus avant dans les réponses aux défis des transitions écologiques, énergétiques, numériques et démographiques.

Dans ce cadre, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg entendent s'appuyer sur un partenaire financier, tel que la Caisse des Dépôts afin de favoriser l'émergence de projets s'inscrivant dans cette stratégie. Celle-ci devra s'inscrire dans une logique de

transversalité de l'action commune pour traiter des projets de nature différente, dans une recherche de modèle économique pérenne.

Le Groupe Caisse des Dépôts

Le Groupe Caisse des Dépôts est un groupe public, investisseur de long terme au service de l'intérêt général et du développement économique du pays.

Partenaire de référence des collectivités territoriales, le Groupe Caisse des Dépôts accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays et la création d'emplois.

Ainsi, la Caisse des Dépôts concentre son action sur quatre transitions stratégiques pour le développement à long terme des territoires :

- la transition territoriale, pour accompagner les acteurs locaux, les collectivités territoriales et leurs opérateurs dans tous les projets de développement ;
- la transition écologique et énergétique, en soutenant par exemple les initiatives de développement durable et la production d'énergies renouvelables ;
- la transition numérique, en soutenant le développement de l'économie numérique dans toutes ses composantes ;
- la transition démographique, particulièrement sur les effets des évolutions de la démographie entraînant de nouveaux besoins en logements ou en structures médico-sociales pour l'accompagnement du vieillissement de la population.

La réforme territoriale, notamment la création des métropoles, la contraction des investissements publics, conséquence des fortes contraintes financières, renforcent les liens entre les collectivités, et le Groupe Caisse des Dépôts, qui mobilise son savoir-faire d'ensemblier et d'apporteur de solutions pour contribuer à l'émergence de projets structurants pour le territoire.

Ainsi, la Caisse des Dépôts apporte son ingénierie territoriale, financière, juridique et technique pour être le levier de l'investissement dans les territoires sur les priorités stratégiques qu'elle s'est fixée.

Afin de promouvoir des projets s'inscrivant en synergie avec ses priorités stratégiques et d'accompagner l'émergence d'une nouvelle organisation territoriale, la Caisse des Dépôts a souhaité s'engager dans un partenariat avec la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg en formalisant un cadre d'actions en faveur de la croissance et de l'attractivité de la métropole, objet de la présente convention de partenariat « la Convention » ou « le Partenariat »).

Les actions engagées pourraient prendre la forme de crédits d'études et d'ingénierie, de concours bancaires, de prêts, d'investissements en fonds propres.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la Convention

L'objet de la Convention est de définir conjointement les orientations pour les trois années à venir sur les thèmes partagés entre la Ville, l'Eurométropole et la Caisse des Dépôts en identifiant des projets pour lesquels la contribution de la Caisse des Dépôts permettrait d'apporter des solutions décisives pour l'ingénierie financière et l'effet de levier sur les investissements publics et privé.

ARTICLE 2 : Axes du Partenariat

Cinq axes de partenariat sont identifiés.

1. Le soutien à la stratégie territoriale et aux démarches institutionnelles visant à affermir le rôle métropolitain de Strasbourg dans l'ensemble de ses champs de compétence, particulièrement ceux du développement économique et de la transition énergétique ;
2. La transition énergétique et écologique : l'Eurométropole souhaite assurer la transition énergétique de l'agglomération vers plus d'autonomie et tendre d'ici 2030 vers un territoire à énergie positive. Cette ambition passe notamment par l'exemplarité de collectivité, par le développement d'offres locales d'énergie renouvelable et par une action d'ampleur à destination du parc de logements.
3. La compétitivité et l'attractivité du territoire : l'Eurométropole s'est dotée d'une feuille de route économique partenariale sur son territoire, visant à favoriser l'emploi, à accompagner le développement des entreprises et générer un effet d'entrainement sur son aire d'influence. Cette stratégie passe par toute action ou tout projet susceptible de soutenir son attractivité, sa compétitivité et son rayonnement.
4. La construction d'une cité durable et solidaire : l'Eurométropole ambitionne de devenir une métropole durable, économe de ses ressources. Limiter l'étalement urbain et améliorer en permanence les territoires existants sont l'un des objectifs fondateur du PLU intercommunal en cours d'élaboration. Par ailleurs, le développement solidaire et une croissance inclusive des territoires, trouveront des concrétisations fortes en matière de rénovation urbaine. Par ailleurs, l'Eurométropole met en œuvre des actions innovantes en matière d'aménagement de son territoire, par la préservation des ressources de l'environnement, la prévention des risques et des nuisances et de la recherche de la conciliation entre enjeux environnementaux et développement urbain, gestion des milieux aquatiques, prévention des inondations, lutte contre la pollution de l'air, promotion de la ressource en eau, de la biodiversité, gestion des sites et sols pollués…).
5. Strasbourg capitale européenne et ville internationale : au cœur de l'espace européen, l'Eurométropole doit assoir et renforcer son statut de capitale européenne et des Droits de l'Homme. Son rôle dans la relation franco-allemande, sa position transfrontalière, la présence des institutions européennes, l'audience internationale de son université et de ses laboratoires de recherche constituent autant de facteurs sur la base desquels se construit le rayonnement international de l'Eurométropole.

Sur ces axes, la Caisse des Dépôts pourra intervenir en :

Conseils et Accompagnement

La définition à l'échelle euro métropolitaine des stratégies de développement et les portages de projets structurants nécessitent pilotage, transversalité et coordination de la part de la collectivité. La Caisse des Dépôts est en mesure d'apporter son expertise financière, juridique et technique.
Les domaines d'expertises portent par exemple sur la transition écologique et énergétique, le numérique (French Tech, Ville Numérique, appui au déploiement de la fibre), l'innovation et l'articulation avec les membres des structures de l'écosystème.

Ingénierie territoriale

La Caisse des Dépôts peut également s'impliquer en accompagnant la collectivité sur son besoin d'ingénierie urbaine, technique, juridique ou financière.
L'objectif est d'aider la collectivité à identifier des enjeux émergents, à formaliser le cadre d'actions de ses priorités stratégiques et à contribuer à la maturation des projets détectés dans ce cadre. Cette ingénierie pourrait notamment se traduire par le cofinancement d'études instruites au cas par cas.

A ce titre, la Caisse des Dépôts pourra intervenir en crédits d'ingénierie, en cofinancement dans la limite de 50% du coût des études (sauf cas exceptionnels). Dans le cadre de la mise en œuvre du présent protocole de partenariat, elle réserve à cet effet une enveloppe de crédits d'ingénierie de 300 000 € pour le financement d'études-actions portant sur le développement de l'attractivité et de la compétitivité du territoire de l'Eurométropole et dont une première liste est précisée à titre indicatif en annexe 1.
D'autres études pourraient donner lieu à des cofinancements sur le sujet de la métropolisation, de la stratégie immobilière en matière de transition énergétique et numérique. En retour, l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg contribueront à toute capitalisation, partage d'expériences, témoignages ou transferts de pratiques sollicités par la Caisse des Dépôts au bénéfice d'autres territoires.

Prêts sur fonds d'épargne

- au secteur public local

Depuis près de 10 ans, la Caisse des Dépôts par l'intermédiaire de sa direction des fonds d'épargne finance par des prêts de long terme les projets structurants du secteur public local. Ce rôle s'est vu renforcé en 2013 par l'octroi, à la demande de l'Etat, d'une enveloppe de prêts de 20 Mds€ auxquels se sont ajoutés trois instruments financiers dédiés à la transition énergétique et écologique :

- **Grands projets du territoire** dans le cadre de l'enveloppe des 20 milliards ouverte au secteur public local ; tous les investissements long terme structurants de l'Eurométropole sont ainsi potentiellement éligibles.
  - caractéristiques financières : taux Livret A + 1% sur 20 à 40 ans

  prêt Croissance Verte : Opérations portant sur la construction de bâtiments publics à énergie positive, la rénovation énergétique de bâtiments publics, les

transports propres, la production d'énergies renouvelables, les infrastructures d'eau potable et assainissement, les aménagements en faveur de la biodiversité.
  - caractéristiques financières : taux Livret A + 0,75% sur 20 à 40 ans

- **prêt à taux fixe sur ressources BEI :** Opérations liées à la transition énergétique et écologique.
  - caractéristiques financières : taux fixe selon barème mensuel sur 15 à 25 ans

Sur le territoire de l'Eurométropole, la Caisse des Dépôts a financé plusieurs projets structurants des collectivités composant l'EPCI, pour un encours global de 167 M€ au 31 décembre 2014

Au titre du financement des transports publics, la Compagnie des Transports Strasbourgeois dispose d'un encours de 140 M€ auprès de la Caisse des Dépôts au 31 décembre 2014.

- au logement social

Le financement du logement social, du logement spécifique et du secteur médico-social constitue le second pan historique de la Caisse des Dépôts. Premier financeur du logement social, elle est également le premier bailleur social de France à travers sa filiale SNI.

Elle entend être un outil efficace au service de la politique de l'Etat et des collectivités territoriales en matière de logement et assurer la sécurité des fonds prêtés en vérifiant la qualité financière des opérateurs et la soutenabilité de leur programme d'investissement.

Dans ce cadre, elle accompagne l'Eurométropole dans la mise en œuvre de la délégation des aides à la pierre et dans la réalisation de son programme local de l'Habitat.

Cet accompagnement se traduit :

- par le financement de création d'offres nouvelles et d'opérations de rénovation de logements locatifs sociaux portés par les bailleurs sociaux, au premier rang desquels le Pôle de l'Habitat Social de l'Eurométropole. Au 31/12/14, l'encours de prêts sur fonds d'épargne est respectivement de 358 M€ pour CUS Habitat et de 269 M€ pour Habitation Moderne. Considérant que la mise en œuvre de leurs investissements est compatible avec la capacité financière actuelle et prévisionnelle des deux organismes, la Caisse des Dépôts accompagne ce développement en mobilisant au total 238 M€ de prêts sur fonds d'épargne sur 2 ans (145 M€ pour CUS Habitat, 93 M€ pour Habitation Moderne).

- par la proposition d'instruments financiers dédiés à la transition énergétique et écologique :

  éco-prêt : Opérations de rénovation thermique du logement social
  Caractéristiques financières : taux Livret A – 0,75% sur 15 ans
  taux Livret A – 0,45% sur 20 ans
  taux Livret A – 0,25% sur 25 ans

prêt Amiante : Opérations portant sur les travaux de désamiantage des logements sociaux

Caractéristiques financières : taux Livret A – 0,75% sur 15 ans
taux Livret A – 0,45% sur 20 ans
taux Livret A – 0,25% sur 25 ans

- par l'apport de son expertise financière reconnue dans le domaine du financement du logement social : afin de permettre à l'Eurométropole d'apprécier la portée de ses engagements, en garantie et en fonds propres, la Caisse des Dépôts l'informe annuellement, à l'occasion d'une rencontre spécifique, de la situation.

Soutien technique et financier à la Politique de la Ville

Le Partenariat au titre de la Politique de la Ville s'est concrétisé par la signature du Contrat de Ville avec la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg le 10 juillet 2015.

La Caisse des Dépôts, acteur historique du renouvellement urbain et des politiques publiques en faveur des quartiers prioritaire, apporte son soutien technique et financier à la mise en œuvre des programmes engagés par l'Etat et les collectivités locales. Elle intervient au titre de ses missions d'intérêt général pour le logement social, la cohésion sociale et la solidarité, pour le développement et la compétitivité des territoires, et pour la transition écologique et l'environnement.

La Caisse des Dépôts contribue sur ses fonds propres, et au moyen de prêts sur fonds d'épargne, aux nouvelles orientations définies par l'Etat pour la politique de la ville et le nouveau programme de renouvellement urbain.
Par convention avec l'Etat sur la période 2014-2020, la Caisse des Dépôts s'est ainsi engagée sur trois objectifs forts :

1. Accompagner les projets de renouvellement urbain, et singulièrement :
   - poursuivre la mise en œuvre du programme national de rénovation urbaine ;
   - contribuer au lancement du nouveau programme de renouvellement urbain ;
   - apporter un soutien aux politiques publiques en faveur de l'habitat privé.

2. Contribuer au développement économique et à la cohésion sociale, en particulier :
   - accompagner le développement économique des quartiers prioritaires, en soutenant la création et le développement d'activité des TPE, et des acteurs de l'économie sociale et solidaire ;
   - accompagner en ingénierie le développement économique, au moyen d'expertises techniques et/ou financières ;
   - accompagner l'investissement immobilier d'activité dans les quartiers prioritaires.

3. Contribuer à la transition écologique, et en particulier :
   - favoriser le désenclavement des quartiers, en développant les transports et la mobilité ;
   - accompagner le développement numérique des quartiers ;
   - participer à la rénovation énergétique.

Investissements en fonds propres

Investisseur d'intérêt général, la Caisse des Dépôts intervient notamment pour aider à l'émergence de projets innovants, aux normes environnementales les plus performantes, où l'intervention de porteurs privés est inexistante ou insuffisante et où l'intérêt territorial est avéré. Investisseur avisé, la Caisse des Dépôts poursuit une logique de rentabilité appréciée sur le long terme et une solution développant de très fortes exigences environnementales.

L'objectif est de mettre en place les conditions d'une attractivité économique future en amorçant les projets et en créant les effets de leviers d'entrainement auprès d'autres partenaires.

Ces interventions s'inscrivent dans les axes majeurs d'intervention, à savoir, la transition numérique, la transition énergétique et écologique, la ville, l'immobilier et le tourisme, l'innovation, l'économie de la connaissance et la cohésion sociale.

Ces investissements peuvent prendre plusieurs formes, qu'il s'agisse de prise de participations, d'apport en compte courant ou de cofinancement d'études préalables à la constitution d'une société.

La Caisse des Dépôts est ainsi présente comme actionnaire minoritaire au capital de 6 sociétés d'économie mixte aux côtés de la Ville et l'Eurométropole pour un investissement total de **6 464 216 €** au 31/12/2014 :

- la Société d'Aménagement et d'Equipement de la Région de Strasbourg (SERS) à hauteur de 25,11 % du capital social ;
- la société immobilière Locusem à hauteur de 13,3 % du capital social ;
- la Compagnie des Transports Strasbourgeois à hauteur de 4,16 % et Transdev 12,5% du capital social ;
- la société des Parkings de la Communauté urbaine de Strasbourg (PARCUS) à hauteur de 20 % du capital social ;
- Réseau Gaz de Strasbourg (au travers de CDC Infrastructure) à hauteur de 25 % du capital social ;
- la Société d'Aménagement et de Gestion du Marché d'Intérêt National de Strasbourg (SAMINS) à hauteur de 14,34 % du capital social.

La Caisse des Dépôts peut également intervenir dans des filiales ou participations constituées en vue de conduire une opération ou sur une activité spécifique comme les SEM à opération unique –SEMOP.

Ainsi la Caisse des Dépôts a participé aux côtés de l'Eurométropole à la création de la société ENERD2 dont la principale mission est de réhabiliter des bâtiments publics et à usage tertiaire (bureaux) sous la forme d'un portage technique et financier (tiers investissement) des opérations pour faciliter la réhabilitation thermique performante et une prise en charge complète des opérations.

Le Groupe Caisse des Dépôts peut également être présent comme co-investisseur minoritaire aux côtés de porteurs privés ou mixtes. Ces investissements poursuivent différents objectifs en lien avec les orientations stratégiques du Groupe Caisse des Dépôts

Elle est ainsi présente au capital de 4 sociétés civiles immobilières ou de sociétés par actions simplifiées présentes sur le territoire de l'Eurométropole, comme la SCI Maison Universitaire Internationale dans laquelle la Caisse des Dépôts est actionnaire à hauteur de 40 % aux côtés de la SERS.

Subventions et dotations

Développement économique

La Caisse des Dépôts est un acteur historique de l'Economie sociale et solidaire (ESS). Son soutien à ce secteur s'exprime au travers d'outils au profit des structures d'utilité sociale (associations, coopératives, entreprises d'utilité sociale) via des diagnostics, de l'accompagnement, de la garantie et du prêt. Elle soutient ainsi :

- les dispositifs locaux d'accompagnement (DLA) : les DLA assurent des services d'accompagnement professionnel destinés à la consolidation technique et financière des structures employeuses de l'économie sociale et solidaire, au premier rang desquelles les associations employeuses de petite taille, les structures d'insertion par l'activité économique, les entreprises du secteur protégé et adapté ainsi que les coopératives à finalité sociale, dans le but d'aider à la création, au maintien ou au développement d'emplois au service du projet de la structure et du développement des territoires ;
- le microcrédit personnel : un microcrédit personnel est un crédit de 300 à 3 000€ (octroyé par un établissement de crédit) dont le bénéficiaire fait l'objet d'un accompagnement adapté. Il sert à financer un projet d'insertion professionnelle ou un projet d'insertion sociale de personnes exclues du prêt bancaire classique. La CDC anime le dispositif à l'échelon national et régional, gère la garantie du Fonds de cohésion sociale dont bénéficient les établissements de crédit et soutient les réseaux d'accompagnement ;
- un accès facilité aux financements de droit commun et à des soutiens spécifiques : les entreprises de l'ESS rencontrent fréquemment des difficultés pour réunir les financements nécessaires à leur création ou leur développement. Ce sujet est particulièrement sensible s'agissant des apports en fonds propres ou quasi fonds propres et du financement des projets porteurs d'innovation sociale. La CDC maintient son soutien et son action en faveur des financeurs spécialisés de l'économie sociale et solidaire, en synergie avec BPI France, afin que les entreprises de l'ESS accèdent aux financements (quasi fonds propres, garantie de prêts bancaires…) adaptés à leurs besoins.

La création d'entreprises, notamment de très petites entreprises (TPE), représente un facteur de création d'emplois important, en particulier en période de tension sur l'emploi. La création d'emplois et d'activités dans les territoires passe par le renouvellement, la densification du tissu des petites entreprises et plus particulièrement de celles de moins de dix salariés ainsi que l'accompagnement de leur croissance.

Pour faciliter ce développement, la CDC a réaffirmé le 30 septembre 2014 au travers de la convention "Agir Pour l'Emploi et la Création d'Activités" son appui en faveur de la création d'entreprises et du développement des TPE et convenu de mener des actions en articulation avec les collectivités territoriales, dans le cadre des politiques publiques existantes.

Quatre axes d'intervention sont privilégiés :

- renforcer l'accompagnement à la création, la reprise et la transmission d'entreprises par les demandeurs d'emploi et les personnes en difficulté d'insertion professionnelle ;
- soutenir l'action des réseaux d'accompagnement à la création, la reprise et la transmission d'entreprises, 8 à 10% seulement des entrepreneurs utilisant réellement cet accompagnement ;
- promouvoir des outils financiers adaptés ;
- généraliser la diffusion de la culture entrepreneuriale.

C'est à ce titre qu'elle dote financièrement les structures de soutien à l'économie sociale et solidaire alsaciennes (Alsace Active, Ocre, CitéLab, Initiative Strasbourg).

C'est également à ce titre que la Caisse des Dépôts participe aux actions en faveur d'entrepreneuriat, et plus spécifiquement de l'entrepreneuriat féminin, engagées par la Collectivité lors de la Semaine de l'Entrepreneur Européen.

Elle accompagne également financièrement des actions ponctuelles à enjeu et/ou de dimension nationale ou internationale (Energivie Summit, Forum Mondial de la Démocratie, Club des Partenaires de Strasbourg, colloque sur l'économie circulaire « Cradle to Cradle ») dont la vocation est de renforcer la visibilité et l'attractivité de l'Eurométropole.

Culture

La Caisse des Dépôts conduit aussi des actions de mécénat visant avant tout à favoriser l'accès à la culture d'un large public et soutenir les événements concourant au rayonnement et à l'attractivité de l'Eurométropole.
Sur l'Eurométropole, elles concourent à rapprocher publics éloignés de la vie culturelle et appuient les évènements contribuant au rayonnement de l'Eurométropole.

Sécurisation des opérations

Elément fondateur de la Caisse des Dépôts, la protection par les consignations et l'activité de consignataire ont évolué et de nouveaux cas de consignations sont apparus pour accompagner l'évolution économique et sociétale. En sa qualité d'autorité administrative, la collectivité peut ordonner des consignations de sa propre initiative, sous la forme d'une décision administrative. La consignation peut s'adapter et répondre aux besoins de la collectivité, notamment en termes de garantie, mais aussi dans la gestion d'intérêts contradictoires : cautionnement administratif d'occupation du domaine, garantie de l'exploitant d'un service public, différé des travaux de voiries dans les lotissements, remise en état d'un site.

Gestionnaire du Fonds FIPHFP

Le fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique est géré administrativement par la Caisse des Dépôts. Elle intervient à ce titre au plus près des territoires et des employeurs grâce notamment aux délégués interrégionaux Handicap (DIH). L'Eurométropole de Strasbourg s'est engagée dans une démarche active en faveur de l'accueil de travailleurs handicapés par voie de convention venant à échéance en 2015 et dont le renouvellement constitue un des enjeux de la présente convention

Opérateur du PIA

Dans le cadre du Programme d'Investissement d'Avenir – PIA – la Caisse des Dépôts agit en son nom et pour le compte de l'Etat, en phase avec les priorités de son plan stratégique.
La Caisse des Dépôts gère ainsi les programmes Formation, Ville de Demain, Economie sociale et solidaire, Culture de l'entrepreneuriat et de l'innovation, PTITE (programmes territoriaux intégrés pour la Transition Energétique).

Les règles d'instruction fixées par l'Etat au Groupe Caisse des Dépôts pour la gestion des fonds confiés s'appliquent à l'ensemble du territoire national.

Sur le territoire de l'Eurométropole, les actions engagées dans le cadre du Programme Ville de Demain constituent un des moyens de la Caisse des Dépôts, en complémentarité d'autres modalités d'intervention, pour accompagner la transformation urbaine de l'Eurométropole, vers une polycentralité ouverte à 360 °.

Sur les programmes Economie sociale et solidaire, Culture de l'entrepreneuriat et de l'innovation, la Caisse des Dépôts a notamment contribué à la réalisation d'actions en faveur de la formation en alternance, comme l'opération d'usine-école EASE sur le campus d'Illkirch.

ARTICLE 3 : Modalités d'intervention des Parties et suivi de la mise en œuvre de la Convention

La Ville, l'Eurométropole et la Caisse des Dépôts procèderont par conventions et contrats d'application de la présente Convention à l'identification d'actions affinées de coopération. Ces conventions et contrats définiront les objectifs de chaque action et, préciseront les engagements et modalités d'intervention techniques et financières de chacun des signataires.
Ces derniers conviennent que d'autres partenaires en tant que de besoin, publics ou privés (notamment des établissements publics locaux, société d'économie mixte...), pourront être parties à ces conventions et contrats d'application.

L'intervention de la Caisse des Dépôts se fera dans le respect de sa stratégie d'investissement et sous réserve de l'accord de ses comités d'engagements compétents.

Comité de pilotage

Un comité de pilotage est organisé dont la mission est de suivre la mise en œuvre de la Convention.
Constitué de membres représentant les collectivités et la Caisse des Dépôts, il se réunit au moins une fois par an sous la présidence du Président de l'Eurométropole et du Directeur régional de la Caisse des Dépôts pour validation du bilan annuel des actions engagées et une projection des actions programmées.

Comité opérationnel

Le comité opérationnel est constitué de membres des services administratifs de l'Eurométropole et de membres de la direction régionale Alsace de la Caisse des Dépôts. Cette dernière s'organise pour dédier sur chaque axe de partenariat identifié une personne ressource avec laquelle l'Eurométropole pourra établir un lien privilégié et direct. De son côté, l'Eurométropole désignera pour chaque axe identifié un chef de projet dont l'une des missions sera de représenter l'ensemble des services de l'Eurométropole identifiés pour la conduite du projet.
Ce comité se réunira autant que de besoin et s'assurera de l'état d'avancement de l'ensemble des travaux menés au titre de la Convention. Il se concertera notamment sur la nature précise des études qui pourraient être cofinancées par la Caisse des Dépôts, le montant affecté et le contenu du cahier des charges de chaque étude.
Il est convenu que la Ville et l'Eurométropole seront principalement maîtres d'ouvrage de ces études. Cependant, elles pourront éventuellement déléguer à un de leurs opérateurs le portage d'un certain nombre de ces études.

L'ensemble des documents attestant de la réalisation des études (rapport final et justificatifs de paiement), sont ci-après désignés ensemble les « Livrables ».

ARTICLE 4 : Durée

La Convention entre en vigueur à la date de sa signature, pour une durée de 3 ans. En fonction de l'état d'avancement des projets, elle pourra le cas échéant être renouvelée d'un commun accord par voie d'avenant sauf dénonciation dans les formes prévues par la convention.

ARTICLE 5 : Informations – Confidentialité

Les Parties s'engagent à veiller au respect de la confidentialité des informations et documents de quelque nature qu'ils soient et quels que soient leurs supports, qui leur auront été communiqués ou dont elles auront eu connaissance lors de la négociation et de l'exécution de la convention, sous réserves de ceux dont elles auront convenu expressément qu'ils peuvent être diffusés.

Sont exclues de cet engagement :

- les informations et documents qui seraient déjà dans le domaine public ou celles notoirement connues au moment de leur communication ;
- les informations et documents que la loi ou la réglementation obligent à divulguer, notamment à la demande de toute autorité administrative ou judiciaire compétente.

La présente obligation de confidentialité demeurera en vigueur pendant toute la durée de la Convention et pour une durée de deux (2) années à compter de la fin de la Convention, quelle que soit sa cause de terminaison.

Dans l'hypothèse où les Parties feraient appel à un tiers, y compris lorsqu'il s'agit d'une entité du groupe Caisse des Dépôts, le présent article n'interdit pas la divulgation d'informations ou documents à ce tiers, à condition qu'il ait préalablement signé un engagement de confidentialité.

En tout état de cause, les Parties veilleront à ne pas transmettre des informations susceptibles de porter atteinte à l'égalité entre des candidats dans le cadre d'éventuelles procédures de mise en concurrence organisées par l'Eurométropole de Strasbourg, les collectivités la composant ou les autres personnes amenées à intervenir dans un des projets de l'Eurométropole de Strasbourg et soumises aux règles de la commande publique.

Lorsque les travaux réalisés au titre de la Convention seront utilisés dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence au titre de la commande publique, il est d'ores et déjà décidé par les Parties que ces travaux seront rendus publics et mis à disposition de l'ensemble des candidats à ladite procédure.

ARTICLE 6 : Communication et propriété intellectuelle

6.1. Communication

Les Parties s'obligent réciproquement à soumettre à l'autorisation préalable et écrite de l'autre Partie, dans un délai minimal de cinq (5) jours avant sa divulgation au public, le contenu de tout projet de publication ou d'action de communication écrite ou orale relative au partenariat objet des présentes. Pendant ce délai, les parties pourront demander des modifications, s'opposer ou demander à ce que son soutien soit mentionné.

Dans ce dernier cas, la Caisse des Dépôts, l'Eurométropole et la Ville s'engagent à apposer ou à faire apposer en couleur, leur logotype dans un format d'importance égale entre les Parties.

De manière générale, les Parties s'engagent mutuellement, dans l'ensemble de leurs actions de communication, d'information et de promotion à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée des parties signataires de la présente convention.

Toute utilisation, représentation ou reproduction des signes distinctifs de la Caisse des Dépôts par le Bénéficiaire non prévue par le présent article, est interdite.

6.2. Autorisation d'utiliser les logos

Aux seules fins d'exécution des obligations visées à l'article 4.1, pour la durée des obligations susvisées, la Caisse des Dépôts autorise l'Eurométropole et la Ville à utiliser dans le cadre du partenariat objet des présentes et avec son accord préalable la marque française semi-figurative Groupe Caisse des Dépôts et Logo n°04/3.332.494, constituant le logotype conformément à la représentation jointe en annexe 6.

Aux seules fins d'exécution des obligations visées à l'article 4.1, pour la durée des obligations susvisées, l'Eurométropole et la Ville autorisent la Caisse des

Dépôts à utiliser dans le cadre du partenariat objet des présentes et avec leur accord préalable leur marque française semi-figurative Eurométropole et Ville & Logo constituant leur logotype conformément à la représentation jointe en annexe 6.

A l'extinction des obligations susvisées, les Parties s'engagent à cesser tout usage de la marque susvisée et des signes distinctifs de la Caisse des Dépôts, sauf accord exprès contraire écrit.

6.3. Sort des études financées ou cofinancées par la Caisse des Dépôts

Il conviendra de prévoir dans des conventions spécifiques organisant notamment le financement ou le cofinancement de ces études par la Caisse des Dépôts, une cession à titre exclusif ou non exclusif le cas échéant au profit de la Caisse des Dépôts conformément aux dispositions du Code de la propriété intellectuelle.

ARTICLE 7 : Stipulations diverses

7-1 Election de domicile
Pour l'exécution de la Convention, les Parties font élection de domicile à l'adresse figurant en tête des présentes.

7-2 Si l'une quelconque des stipulations de la Convention s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision administrative ou judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la Convention, ni altérer la validité des autres stipulations.

7-3 Le fait que l'une ou l'autre des Parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque de la Convention d'Application ou acquiesce de son inexécution, que ce soit de manière permanente ou temporaire, ne pourra être interprété comme une renonciation par cette Partie aux droits qui découlent pour elle de ladite clause.

7-4 La Convention peut être dénoncée avant le terme contractuel par l'une ou l'autre des parties par notification écrite moyennant le respect d'un préavis de 3 mois.

7-5 La présente Convention est régie par la loi française. En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation auxquels la présente Convention d'application pourrait donner lieu tant sur sa validité que sur son interprétation, son exécution ou sa réalisation, sera porté devant les tribunaux compétents du ressort de la juridiction de Paris.

Fait à Strasbourg le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg

Robert Herrmann

Pour la Ville de Strasbourg

Roland Ries

Pour la Caisse des Dépôts

Pierre-René Lemas

ANNEXE 1 : Ingénierie territoriale au service de la métropolisation

Inscription dans les axes de partenariat : 2, 3 et 5

Principaux projets pouvant entrer dans le champ de la convention

Etudes stratégiques :

1/ **Projet de création d'une plateforme d'appui partenariale à la transition énergétique** pilotée par l'ADEUS. Une partie de cette enveloppe a déjà été allouée à cofinancer en 2014 le lancement de la plateforme d'appui à la transition énergétique des territoires, portée par l'agence d'urbanisme de Strasbourg (ADEUS). Conformément à la convention d'application signée avec l'Eurométropole et l'ADEUS, la CAISSE DES DÉPÔTS doit contribuer à hauteur de **150 000 €** à la construction de cette plateforme.

2/ **Etude sur le positionnement stratégique de l'Eurométropole :** la CAISSE DES DÉPÔTS pourrait participer et cofinancer à hauteur de **80 000 €** et dans la limite de 50% l'étude initiée par l'Eurométropole de Strasbourg sur sa place de hub territorial et économique au sein de la future grande région et plus largement au sein du Rhin Supérieur.

3/ **Etude sur le projet de réhabilitation des Grands bains municipaux de Strasbourg**, dans le cadre de la stratégie d'attractivité touristique de Strasbourg, étude confiée à la SPL des Deux-Rives que la CAISSE DES DÉPÔTS pourrait accompagner en cofinancement à hauteur de **15 000 €.**

4/ **Inventaire historique urbain**
La reconstruction de la ville sur la ville conduit l'Eurométropole à aménager de plus en plus d'anciens terrains industriels. Afin de pouvoir disposer d'un outil d'aide à la décision et de sécurisation pour les acquisitions foncières, l'Eurométropole souhaite engager la réalisation d'un Inventaire Historique Urbain. Cette étude a pour objectif de recenser et cartographier l'ensemble des sites (potentiellement) pollués à l'échelle cadastrale sur le territoire de l'Eurométropole et de créer une base de donnée associée. Le budget prévisionnel de ce projet est estimé entre 500 000 € HT et 700 000 € HT sur 4 ans.
Pour ce faire, la Caisse des Dépôts pourrait cofinancer à hauteur de **55 000 €** l'étude conduite à cet effet.

Plus généralement la Caisse des Dépôts pourrait intervenir sous réserve de l'accord de ses comités d'engagement :

- sous forme de mobilisation de compétences
- en apportant aux collectivités de l'Eurométropole une expertise interne sur les sujets relatifs au développement territorial, en mobilisant l'expertise de Mairie Conseil et une expertise externe sur le domaine transfrontalier grâce au partenariat engagé avec la Mission opérationnelle transfrontalière (MOT) ;
- sous forme de mobilisation de moyens ;
- en accompagnant les stratégies d'intervention menées par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg de leurs sociétés publiques locales.

ANNEXE 2: Transition énergétique et écologique

Axe 2 : L'Eurométropole, acteur de la transition énergétique et écologique

Principaux projets pouvant entrer dans le champ de la convention

1/ En substitution aux énergies fossiles, l'Eurométropole s'est engagée dans la diversification de ses sources de production d'énergies renouvelables.

2/Pour développer les énergies renouvelables, l'Eurométropole dispose d'un important levier d'action avec les réseaux de chaleur et travaille à la création d'une plateforme de gestion de ces réseaux.

3/ La collectivité s'est également engagée à encourager la performance des bâtiments, publics ou privés, afin que ces derniers soient moins énergivores.

4/ L'Eurométropole a été retenue dans le cadre de l'appel à projet « Territoire à énergie positive pour la croissance verte » (TEPCV).

Principaux modes d'intervention de la CDC

Mobilisation de compétences en apportant aux collectivités de l'Eurométropole :

- **une expertise interne** sur les sujets relatifs aux énergies renouvelables et à la rénovation énergétiques des bâtiments, en mobilisant l'expertise interne de notre centre de compétence (par du benchmark de projet, par des apports d'informations techniques…).

- **une expertise externe** dans le domaine de la biodiversité par l'intermédiaire de sa filiale, CDC Biodiversité, entièrement dédiée à l'action en faveur de la biodiversité et à son financement sur le long terme. CDC Biodiversité intervient pour le compte d'un maitre d'ouvrage (collectivités et entreprises) par une délégation du pilotage de leurs actions, volontaires ou réglementaires (compensation), de restauration et de gestion d'espaces naturels).

- **Un accompagnement aux études et aux réflexions en cours** dans les domaines de :

  - **l'habitat**
  - réhabilitation énergétique des copropriétés : rénovation énergétique de logements collectifs privés à un haut niveau de performances environnementales : action déposée dans le Programme Ville de demain : accompagnement de copropriétés pour réponse à l'appel à candidature (quartier de l'Esplanade à Strasbourg 6 copropriétés rénovées en BBC) ;
  - nouvelles technologies et habitat : étude sur les modalités de gestion instantanée des charges d'énergie ;

- **l'urbanisme durable**

- Ecocité tranche 1 : accompagnement dans la mise en œuvre des actions en qualité d'opérateur du fonds Ville de demain ;
- Ecocité tranche 2 : appui dans la définition de montage.

- **mobilité durable**

- accompagnement des réflexions stratégiques de la Ville et l'Eurométropole sur l'offre, la configuration et la gestion du stationnement dans la perspective de la dépénalisation et d'une offre plurielle et du développement des pôles intermodaux ;
- promotion de la mobilité électrique.

Mobilisation de moyens en proposant aux collectivités de l'Eurométropole :
(sous réserve de l'accord de ses comités d'engagement ou de la sélection du dossier dans le cadre du Programme Ville de Demain).

- **Des montages d'Investissement en fonds propres**

- accompagnement de NRD2 ;
- investissements aux côtés d'opérateurs privés dans des véhicules ayant pour objet la construction et l'exploitation de projet de géothermie sur le territoire de l'Eurométropole (dans les conditions d'interventions de la Caisse des Dépôts mentionnées à l'article 1 de la présente) ;
- mandataire du fonds TEE.

- **Urbanisme durable : Programme Ville de Demain :** Financement du projet de tour à énergie positive Elithis dans le cadre du premier montage financier d'îlot démonstrateur en prise de participation (en cours) ;

- **Des cofinancements d'études pour définir les conditions de réalisations des projets d'investissement en fonds propres.**

- **Des financements long terme :**

- en prêts sur fonds d'Epargne pour le financement des grands projets du territoire dans le cadre de l'enveloppe des 20 MdS ouverte au secteur public local. Tous les investissements long terme structurants de l'Eurométropole sont ainsi potentiellement éligibles ;
- en prêts sur fonds d'Epargne bonifiés pour les opérations portant sur des bâtiments publics à énergie positive (rénovation énergétique de bâtiments publics), des transports propres et des énergies renouvelables grâce au dispositif de prêt Croissance Verte ;
- en prêts sur fonds d'Epargne bonifiés pour les opérations portant sur les travaux de rénovation thermique et de désamiantage et des logements sociaux grâce aux dispositifs d'éco-prêt et de prêt Amiante.

Plus généralement, dans le cadre de l'élaboration du projet « **Territoire à énergie positive pour la croissance verte** », la Caisse des Dépôts s'est engagée au côté de l'Eurométropole pour l'accompagner sur les axes définis : collectivité exemplaire, bâtiment neuf et réhabilitation, aménagement et urbanisme durables, économie d'énergie et énergies renouvelables, lutte contre la précarité énergétique, économie verte et économie circulaire, mobilisation des acteurs et des citoyens.

ANNEXE 3 : Compétitivité et attractivité

Axe 3 : l'Eurométropole compétitive et attractive

Principaux projets pouvant entrer dans le champ de la convention

- **Reconversion de la raffinerie de Reichstett**
  Enjeux du projet : projet emblématique dans la capacité à concilier enjeux économiques, urbains et environnementaux compte tenu de la sensibilité écologique du site de l'ancienne raffinerie
  Gestion du passif environnemental (démantèlement et désamiantage des installations, dépollution des sols et de la nappe).
  Développement d'une offre économique à destination des entreprises industrielles, logistiques, artisanales

- **Reconversion de la Manufacture des tabacs**
  Enjeux du projet : contribuer au rayonnement de Strasbourg et de son agglomération, inscription du site dans la ville et prise en compte de la dimension patrimoniale.
  Développement d'un projet mixte, lieu d'enseignement pour les sciences et les arts avec une composante « logements étudiants » et dont le programme définitif reste à définir.

- **Création du Campus des technologies médicales**
  Enjeux du projet : développer en partenariat avec Alsace Biovalley un projet de Campus des technologies médicales sur le site historique des hospices civils, avec comme ambition de devenir la référence européenne en termes de développement de technologies et instrumentation médicales et chirurgicales
  Aménagement de la partie Sud-Est du site et création d'un programme immobilier dédié aux start-ups.

- **Club des Partenaires** créé avec comme objectif de fédérer le monde des institutions publiques et des entreprises autour de grands projets favorisant l'attractivité de Strasbourg et son rayonnement international

- **Cité numérique et innovante** :
  Enjeux des projets : Renforcer le potentiel d'innovation du territoire et sa valorisation économique et la culture du numérique, moteur majeur de croissance et de développement, avec un impact direct sur la compétitivité territoriale et économique, le partage des ressources, mais aussi beaucoup plus largement sur la cohésion sociale, la santé, l'éducation, la culture… toute forme d'activité économique et sociétale.

Principaux modes d'intervention de la CDC

Mobilisation de compétences en apportant aux collectivités de l'Eurométropole :

- **une expertise interne :**

- sur le **numérique** : la transition numérique impacte en profondeur toutes les organisations sociétales et économiques. Des écosystèmes entiers se transforment les uns après les autres : l'économie culturelle, les médias, la vente en détail le sont déjà. Le transport, le tourisme, l'énergie, la santé … sont à leur tour impacté par la vague numérique. Ainsi, le numérique joue un rôle important dans les transitions démographiques, écologiques et énergétiques, notamment par l'effet de levier suscité par les nouveaux services et usages. Le développement des projets numériques représentent également une opportunité pour relancer l'investissement dans les territoires, condition de la reprise économique, de la croissance et de la création d'emplois. Parce que la transition numérique de la Société et des territoires est un enjeu majeur de la transformation, qu'elle représente pour la France un moteur de croissance et de développement, qu'elle est un levier pour accompagner les transitions démographiques, écologiques et énergétiques, la Caisse des Dépôts en a fait un axe majeur de sa stratégie ;
- sur les projets structurants en matière d'attractivité des territoires, mobilisation de notre centre de compétence interne dans le cadre d'analyse et de benchmarks des projets.

Mobilisation de moyens en proposant aux collectivités de l'Eurométropole :
(sous réserve de l'accord de ses comités d'engagement ou de la sélection du dossier dans le cadre du Programme Ville de Demain).

- **Des montages d'investissement en fonds propres**

- aux côtés d'opérateurs privés dans des sociétés de réalisation de projets complexes ou dans des véhicules ayant pour objet de porter un immobilier d'activité dont le modèle économique est plus sensible (dans les conditions d'interventions de la Caisse des Dépôts mentionnées à l'article 1 de la présente).
- aux côtés des opérateurs des collectivités Ville et Eurométropole de Strasbourg en accompagnement de la stratégie d'intervention en faveur du rayonnement international de Strasbourg.

- **Des cofinancements d'études**

- étude des conditions de portage et de rentabilité des investissements, **pour définir les conditions de réalisations des projets d'investissement en fonds propres** (Technoparc, auberge de jeunesse…) ;
- dans le cadre du programme Ville de Demain du PIA, la collectivité a proposé de retenir le périmètre de Reichstett et a sollicité le concours financier du fonds VDD pour le cofinancement d'une étude portant sur « l'intégration de la performance environnementale dans le projet de développement économique sur le site de l'ancienne raffinerie de Reichstett ». Dans l'hypothèse où cette action serait sélectionnée, la Caisse des Dépôts financerait pour le compte du PIA cette étude à hauteur maximale de 50%.

- **Des financements long terme**

- en prêts sur fonds d'Epargne pour le financement des infrastructures concourant à l'attractivité de l'Eurométropole dans le cadre de l'enveloppe des 20 MdS ouverte au secteur public local notamment… Tous les investissements long terme structurants de l'Eurométropole sont ainsi potentiellement éligibles.

- **Des subventions**

  Club des Partenaires pour lequel la CDC s'est engagée à la demande de la Ville de Strasbourg aux côtés de GDS, et des Caisse d'Epargne notamment, à en devenir membre fondateur et contribuer financièrement à hauteur de 15 000 € par an pendant une période de 3 ans.

ANNEXE 4 : Cité durable et solidaire

Axe 4 : l'Eurométropole, cité durable et solidaire

Principaux projets pouvant entrer dans le champ de la convention

- **Politique du Logement**
  Appui au portage foncier opérationnel court et moyen terme à destination des bailleurs sociaux
  Réflexion sur des montages innovants dont l'habitat participatif
  Plan local de l'Habitat de construction de 1 500 logements sociaux /an

- Economie sociale et solidaire
  Dispositif Citélab
  Accorderie sur le territoire de l'Eurométropole
  Plateforme d'initiative locale Strasbourg
  Manifestations et appuis aux initiatives autour de l'ESS

- Projet économique, culturel et citoyen de la COOP
  Projet constituant une « tête de réseau transfrontalier » autour d'une fertilisation croisée entre la diversité des activités économiques (portuaire, industrielle, créative, numérique, sociale et solidaire…) et socio-culturelles (création/diffusion, pratiques amateurs, formation, vie associative, services

Principaux modes d'intervention de la CDC

Mobilisation de compétences en apportant aux collectivités de l'Eurométropole :
(sous réserve des accords de nos comités d'engagement)

- **une expertise interne**
  Notamment en matière de logement social, d'entrepreneuriat spécifique, de dispositifs de soutien à l'économie sociale et solidaire
  - action de **prévention et d'accompagnement des copropriétés privés** en difficulté –dans le cadre du POPAC (programme opérationnel de prévention et d'accompagnement des copropriétés) : observatoire et animation du réseau associatif pour l'accompagnement de 15 copropriétés par an ;
  - **Habitat participatif** : accompagnement dans la définition des modalités de financement des parties communes des projets en locatif et en accession sociale (évolutions législatives en cours de discussion avec l'Etat) ;
  - logement abordable : expérimentation des montages innovants ;
  - poursuite du partenariat avec les services de l'Eurométropole sur la sécurisation du dispositif de garantie apportée aux bailleurs par l'Eurométropole ;
  - accompagnement et présentation de la mise en œuvre des dispositifs en faveur de l'ESS au sein de l'Eurométropole de Strasbourg ;
  - étude des modalités d'acceptation financière des appels à projet lancés par l'Eurométropole de Strasbourg « Créations d'Entreprises et Pérennisations ».

Mobilisation de moyens en proposant aux collectivités de l'Eurométropole :
(sous réserve de l'accord de ses comités d'engagement ou de la sélection du dossier dans le cadre du Programme Ville de Demain).

- **Des montages d'Investissement en fonds propres**
  - investissements aux côtés d'opérateurs privés dans des sociétés de réalisation de projets complexes ou dans des projets immobiliers d'activité dans des quartiers prioritaires, de résidences senior, de tourisme social… dont le modèle économique est plus sensible (dans les conditions d'interventions de la Caisse des Dépôts mentionnées à l'article 1 de la présente) ;
  - prise de participation dans la ou les société(s) de projet (selon montage), notamment dans le cadre de la réhabilitation et réaffectation des anciens bureaux de la COOP ;
  - accompagnement en fonds propres de dispositifs de l'économie sociale et solidaire.

- **Des cofinancements d'études et ou de structures**
  - ingénierie de renouvellement urbain, Ingénierie de développement économique et Ingénierie du parc privé dans les quartiers prioritaires ciblés par le Programme de Politique de la Ville ;
  - ingénierie d'accompagnement pour la création d'une structure de portage foncier opérationnel court et moyen terme à destination des bailleurs sociaux ;
  - poursuite du cofinancement du dispositif de Citeslab ;
  - maintien du soutien au dispositif "Nouvel Accompagnement à la Création et à la Reprise d'Entreprise" (NACRE), créé par l'Etat et la CDC en 2008, qui a permis de soutenir plus de 100 000 porteurs de projets de création ou reprise d'entreprise. Plus de 50 000 prêts NACRE ont été accordés, pour un montant total de plus de 280 millions d'euros. Cette ressource a permis de mobiliser auprès des banques près de 1,7 MdS€ de prêts complémentaires, soit un effet levier supérieur à 6 ;
  - poursuite de l'accompagnement pour le développement d'actions spécifiques en faveur des personnes les plus éloignées de l'emploi, notamment les femmes. En matière d'entrepreneuriat féminin, la CDC associe la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg au groupe de travail, co-animé par la direction régionale de la Caisse des Dépôts et la délégation régionale aux droits des femmes et à l'égalité des services de l'Etat, qui s'est donnée comme mission de sensibiliser les femmes et les réseaux partenaires à la création et à la reprise d'entreprises par des femmes ;
  - poursuite de sa contribution à la création, au suivi et au développement des fonds de prêt d'honneur, initiés par les principaux réseaux d'aide à la création et à la reprise d'entreprise. Ces fonds de prêts d'honneur sont destinés à apporter aux entrepreneurs de TPE un prêt à taux zéro sans garantie exigée leur permettant d'obtenir plus aisément un crédit bancaire ;
  - poursuite de son soutien au programme Pépites qui vise à généraliser la diffusion de la culture entrepreneuriale et d'innovation auprès des jeunes dans l'enseignement supérieur et à favoriser le passage à l'acte des étudiants et jeunes diplômés désireux d'entreprendre, ainsi que son accompagnement à la sensibilisation en milieu scolaire menée par les boutiques de gestion ;
  - partenariat et financement de la Pfil Initiative Strasbourg ;
  - poursuite de l'accompagnement financier et du suivi de la structure Alsace Active
  - accompagnement du démarrage d'accorderie sur le territoire de l'Eurométropole, sous forme d'une aide de 10 000 € au démarrage sous la réserve de son implantation en « quartier Politique de la Ville » ;

- cofinancement par le PIA limité à 50% dans le cadre du programme Ville de Demain ; de l'étude de la démarche et des outils d'activation urbaine, culturelle et citoyenne dans la ZAC des 2 Rives et plus spécifiquement sur la COOP.

o **Des financements long terme**

- en prêts sur fonds d'Epargne pour le financement des bailleurs sociaux, des structures médicosociales et d'hébergement d'urgence sur le territoire de l'Eurométropole ;
- accompagnement du Plan local de l'Habitat de construction de 1 500 logements sociaux par an par le financement des bailleurs sociaux.

o **Action en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés dans les services de l'Eurométropole**

- renouvellement de la convention avec fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP) dans l'administration Eurométropole de Strasbourg, venue à échéance en 2015.

ANNEXE 5 : Métropole Européenne

Axe 5 : l'Eurométropole, Cité européenne

Principaux projets pouvant entrer dans le champ de la convention

Capitale européenne, Strasbourg est située stratégiquement au cœur du Rhin supérieur. La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg font partie de l'Eurodistrict et sont actives dans de nombreux réseaux européens et internationaux.

Capitale également de nombreuses institutions européennes, une « task force » a été créée dont l'objectif est de conforter le rôle européen de la métropole dans les années à venir, sous le slogan « Strasbourg the seat, Strasbourg le siège ».

L'avenir de l'Eurométropole se dessine désormais de part et d'autre du fleuve dans l'axe Strasbourg-Kehl pour créer une métropole "à 360 degrés" autour des rives du Rhin, élément central d'une véritable agglomération transfrontalière. Plusieurs enjeux se conjuguent, celui de la mobilité, celui du logement, du développement économique, des équipements … Ainsi, sur le thème du développement économique, la "Semaine de l'entrepreneur européen", portée par l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau en collaboration avec l'Eurométropole de Strasbourg, consiste à organiser chaque année des manifestations touchant tous les acteurs de l'entreprenariat de part et d'autre du Rhin : entrepreneurs confirmés, porteurs de projets, étudiants et grand public.

Principaux modes d'intervention de la CDC

Mobilisation de compétences en apportant aux collectivités de l'Eurométropole :

- Une expertise interne en accompagnement des projets déposés par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ;
- Une expertise externe grâce au partenariat engagé avec la Mission opérationnelle transfrontalière (MOT).

Mobilisation de moyens
(sous réserve de l'accord de ses comités d'engagement).

- En appui aux manifestations organisées sur son sol par les états membres, comme le Forum Mondial de la Démocratie de Strasbourg ou les dialogues de Strasbourg ;
- Pour le financement des infrastructures concourant à la construction d'une ville transfrontalière. (Extension du Tram vers Kehl) ou améliorant l'accessibilité de la capitale parlementaire ;
- Réflexion pour une participation de la CDC à l'action de la « task force » dans son volet « Strasbourg the seat, Strasbourg le siège ».

ANNEXE 6 : logo du Groupe Caisse des Dépôts



Ce logotype se caractérise par les éléments suivants :
▪ les couleurs utilisées sont le Pantone 485 - 430 - Noir,
▪ le cadre blanc fait partie intégrante du logo ; il est systématiquement visible sur fond non blanc ;
▪ la hauteur minimale du logo est de 17,5 mm, ce qui préserve la visibilité de la médaille.

Cette autorisation d'utilisation du logo est ponctuelle ; elle n'entraîne aucune cession de la part de la Caisse des Dépôts de ses droits sur le logo. Toute utilisation autre que celle prévue ci-dessus devra être formalisée par un document plus complet.

14

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Projet d'aménagement d'un Campus des Technologies Médicales (NextMed) au Sud-Est du site de l'Hôpital Civil de Strasbourg : avis du conseil municipal sur l'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg du terrain et bâtiments nécessaires au projet d'aménagement du secteur Sud-Est, propriété des HUS (article L5211-57 du CGCT).

Par délibérations en date des 15 février 2013 et 21 février 2014, après avis favorables du Conseil municipal de Strasbourg, le Conseil Communautaire a validé la signature d'un protocole d'accord entre la CUS et les les Hôpitaux universitaires de Strasbourg (HUS) en prévision du transfert de propriété d'un secteur de près de 3 hectares au Sud-Est du site historique des Hospices Civils en vue de la réalisation du projet économique et urbain de Campus des technologies médicales (NextMed).

La présente délibération s'inscrit dans la continuité de cette décision, et vise à donner un avis sur l'acquisition entre l'Eurométropole de Strasbourg et les HUS.

Cependant, depuis la signature dudit protocole d'accord, les parties ont convenu d'un commun accord de réduire le périmètre des biens cédés par les HUS au profit de l'Eurométropole de Strasbourg tout en préservant les objectifs et les ambitions du projet, qui reste totalement dédié à l'accueil d'entreprises dans les domaines des technologies médicales, de la santé numérique et du biomédical.

Rappel du projet

Le projet de Campus des Technologies Médicales (NextMed)

L'Eurométropole de Strasbourg pilote, en partenariat avec le pôle de Compétitivité Alsace BioValley, l'Université de Strasbourg et les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (HUS), un projet de création d'un Campus des Technologies Médicales, sur le site historique des Hospices Civils. Grâce à une coordination innovante d'acteurs multidisciplinaires, ce projet permettra d'apporter directement aux lits des patients, les solutions thérapeutiques de demain.

L'enjeu est de positionner Strasbourg comme un centre d'excellence et de référence dans ce domaine, en regroupant des acteurs reconnus en matière de soins, de recherches et de

formations, et en renforçant ces activités en partenariat étroit avec l'industrie. Il s'agit de créer un environnement optimal favorable au développement, à l'évaluation et à la mise sur le marché des technologies médicales et chirurgicales de demain.

L'aménagement du secteur Sud / Est et création en son sein d'un Technoparc

Un des enjeux du Campus est de réaménager un secteur de 1.48 hectares, appartenant aujourd'hui aux HUS et situé au Sud-Est du site de l'hôpital civil, afin de créer un technoparc dédié aux technologies médicales, constituant un pôle d'activités en lien avec l'hôpital et le tertiaire médical. Etant donné sa forte vocation économique, ce projet sera porté par l'Eurométropole de Strasbourg en tant que maître d'ouvrage.

Le projet d'aménagement global envisagé représente un potentiel constructible d'environ 30 000 m². Il permettra le développement d'une programmation exclusivement de services et de locaux d'activités pour des entreprises innovantes en lien avec l'hôpital, ainsi que la réalisation de nouveaux espaces publics.

Les nouvelles constructions seront réparties sur trois lots distincts, conformément au schéma d'aménagement prévisionnel joint en annexe n°1: deux bâtiments existants (le pavillon Léon Blum et le bâtiment ORL), qui seront conservés et réhabilités, ainsi qu'un lot à construire au Sud-Est du site. Le périmètre exclut l'actuel parking en ouvrage Saint Nicolas de 400 places, restant propriété des HUS et géré par PARCUS.

Avancement du projet

La délibération du 15 février 2013 avait autorisé la CUS à signer un protocole d'accord avec les HUS en vue de l'acquisition du foncier du secteur Sud-Est et à lancer les études pré-opérationnelles et de programmation permettant de valider les orientations économiques et urbaines du projet.

Le protocole d'accord conclu le 9 avril 2013 avait permis de prendre acte du résultat des négociations passées, d'établir le calendrier prévisionnel de la vente future ainsi que les obligations des deux parties pendant la phase précontractuelle et de déterminer les clauses essentielles que chaque partie tenait à voir figurer dans l'acte de vente. Ce protocole signé par les parties est joint en annexe n°2.

Des études techniques ont été menées, et ont permis de préciser le coût des opérations de démolition et de dépollution qui seront réalisées par l'Eurométropole de Strasbourg pour le compte des HUS. Il est à présent possible pour l'Eurométropole de Strasbourg de procéder à l'acquisition du foncier, conformément aux termes du protocole.

L'acte de vente pour l'acquisition foncière : les conditions principales de la vente

Désignation des emprises
En raison des contraintes juridiques et techniques inhérentes aux biens respectivement aux parties, cet ensemble foncier avait été, aux termes du protocole d'accord du 09 avril 2013 ainsi que des négociations entre les parties, scindé en deux emprises dont le plan figure en annexe n°3, à savoir :

- Une première emprise dénommée EMPRISE 1 qui se compose de la parcelle cadastrée Section 41 n°111/1 avec 01 ha 48 a 89 ca,
- Une deuxième emprise dénommée EMPRISE 2 qui se compose des parcelles cadastrées Section 41 n° 109/1 avec 01 ha 68 a 96 ca et Section 10 n° 212/31 avec 00 ha 02 a 01 ca.

Cet ensemble immobilier avait été scindé en deux emprises dans la mesure où ces dernières ne pouvaient être libérées simultanément par les HUS.

La présente vente ne porte désormais plus que sur la seule EMPRISE 1, de 01 ha 48 a 89 ca.

Avis de France Domaines, prix de cession et modalités de versement
L'estimation de France Domaines jointe en annexe fixe la valeur du bien objet de la présente à 6 150 000 €.
Il a été négocié entre le vendeur et l'acquéreur un prix de cession de 6 000 000 €,- six millions d'€uros-.

Le prix est fixé pour un terrain libre :

- de toutes constructions, de quelque nature qu'elles soient, sauf le bâtiment ORL, le pavillon Blum et du pavillon gardien du mur d'enceinte ;
- de tous les réseaux actifs, secs ou humides, quelle qu'en soit la nature, à l'exception des galeries techniques existantes et des réseaux impossibles à dévoyer, qui feront l'objet d'une servitude de passage de réseaux ;
- de toute occupation, convention ou location, de quelque nature qu'elle soit.

Le prix de cession sera ventilé selon les modalités suivantes :

- versement de 50 % du prix, soit 3 M€, à compter de la signature de l'acte ;
- versement du solde de 50 %, soit 3 M€, dans un délai d'un an à compter de la signature de l'acte.

La mutation sera soumise au régime de l'article 1042 du Code Général des Impôts.

Complément de prix

Il est précisé que le prix de la vente est un prix fixé en tenant compte du bilan d'aménagement de l'opération établi par l'Eurométropole de Strasbourg en août 2015. A ce titre, il est expressément convenu entre les parties que, si le bilan d'aménagement devait être bénéficiaire dans un délai maximum de dix ans à compter de la signature des présentes, le prix sera ajusté à la hausse à hauteur de 50 % de ladite marge bénéficiaire.

Modalités d'exécution et prise en charge des travaux de dépollution et de démolition

Nature des travaux
Préalablement à la réalisation par l'Eurométropole de Strasbourg de l'opération d'aménagement, des travaux de libération et de mise en état des sols doivent être réalisés.

Direction des études et des travaux
L'Eurométropole de Strasbourg, ou l'opérateur qu'elle aura désigné pour assurer la maîtrise d'ouvrage des opérations, accomplira tous les actes nécessaires à la réalisation des opérations de mise en état des sols.

L'Eurométropole de Strasbourg tiendra régulièrement informés les HUS de l'évolution des études et travaux. Une fois les travaux terminés, il sera procédé à leur réception conjointe par les HUS et l'Eurométropole de Strasbourg.

Régularisation des dépenses
Les HUS prendront à leur charge l'intégralité du coût réel de ces études et travaux, sur justificatif des factures et quittances correspondantes. Les HUS prendront également à leur charge les frais de gestion exposés par l'Eurométropole de Strasbourg, ou l'opérateur qu'elle aura désigné en sa qualité de maître d'ouvrage, ces derniers étant plafonnés à 5 % du montant des dépenses toutes taxes comprises effectivement engagées.

Plafonnement des dépenses prises en charge par les HUS
Les parties se sont entendues sur un plafond de dépenses pris en charge par les HUS à hauteur d'un montant maximum de 1 500 000 € TTC.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil,
vu l'avis de France Domaine en date du 10 septembre 2015
vu l'avis préalable favorable du Conseil municipal de
la Ville de Strasbourg en date du 14 décembre 2015
sur proposition de la Commission plénière

après en avoir délibéré,
donne un avis favorable sur :

1. *L'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg de la parcelle cadastrée :*
Commune de Strasbourg
lieudit Rue Porte de l'Hôpital
Section 41 n°111/1 de 01ha 48a 89ca,

Propriété des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg,

Au prix de 6 000 000 €- six millions d'euros-, frais d'acte en sus, à la charge de l'acquéreur, fixé pour un terrain libre :

- *de toutes constructions, de quelque nature qu'elles soient, sauf le bâtiment ORL, le pavillon Blum et du pavillon gardien du mur d'enceinte ;*
- *de tous les réseaux actifs, secs ou humides, quelle qu'en soit la nature, à l'exception des galeries techniques existantes et des réseaux impossibles à dévoyer, qui feront l'objet d'une servitude de passage de réseaux ;*

- *de toute occupation, convention ou location, de quelque nature qu'elle soit.*

La mutation sera soumise au régime de l'article 1042 du Code Général des Impôts.

2. *L'insertion dans l'acte de vente à intervenir des dispositions suivantes :*

Modalités de versement du prix
Il a été négocié entre le vendeur et l'acquéreur un prix de cession à 6 000 000 €, qui sera versé selon les modalités suivantes :

- *versement de 50 % du prix soit 3 000 000 € à compter de la signature de l'acte ;*
- *versement du solde de 50 % soit 3 000 000 € dans un délai maximal d'un an à compter de la signature de l'acte.*

Complément de prix
Le prix de la vente est un prix fixé en tenant compte du bilan d'aménagement de l'opération établi par l'Eurométropole de Strasbourg en août 2015. A ce titre, si le bilan d'aménagement devait être bénéficiaire dans un délai maximum de dix ans à compter de la signature des présentes, le prix sera ajusté à la hausse à hauteur de 50 % de la marge bénéficiaire.

Modalités d'exécution et prise en charge des travaux de dépollution et de démolition
Préalablement à la réalisation par l'Eurométropole de Strasbourg de l'opération d'aménagement, des travaux de libération et de mise en état des sols doivent être réalisés.

Les prestations à réaliser pour cette mise en état des sols comprendront :

- *le coût des études et honoraires préalables nécessaires à la détermination et l'estimation des coûts de travaux ;*
- *le coût des travaux ;*
- *le coût des honoraires de la maîtrise d'œuvre, du contrôle technique et du CSPS et de tout autre frais d'études ;*
- *le coût de l'ensemble des diagnostics et analyses complémentaires nécessaires en phase études et en phase chantier ;*
- *les assurances et prestations diverses ;*
- *les coûts frais de gestion exposés par l'Eurométropole de Strasbourg ;*

et, de manière générale, toute dépense engagée, nécessaire à la libération et à la mise en état du terrain.

L'Eurométropole de Strasbourg, ou l'opérateur qu'elle aura désigné pour assurer la maîtrise d'ouvrage des opérations, accomplira tous les actes nécessaires à la réalisation des opérations de mise en état des sols.

Les HUS prendront à leur charge l'intégralité du coût réel de ces études et travaux, sur justificatif des factures et quittances correspondantes. Les HUS prendront également à leur charge les frais de gestion exposés par l'Eurométropole de Strasbourg ou l'opérateur

qu'elle aura désigné en sa qualité de maître d'ouvrage, ces derniers étant plafonnés à 5 % du montant des dépenses toutes taxes comprises effectivement engagées.

Ils s'acquitteront de l'ensemble des frais sus indiqués au vu de titres de recette émis par l'Eurométropole de Strasbourg et les règlements seront effectués au fur et à mesure de l'avancement des études et travaux y afférents.

Les parties se sont entendues sur un plafond de dépenses pris en charge par les HUS à hauteur d'un montant maximum de 1 500 000 € TTC. Cette disposition complète et précise les dispositions prévues à l'article 7 du protocole relatif aux modalités d'exécution et de prise en charge des travaux de démolition et de dépollution.

Avenant
L'acte de vente intègrera la possibilité de signature d'un avenant par les parties.

Constitution de servitudes

Des servitudes seront constituées comme prévues dans l'annexe n°5.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15



DUAH PROJETS URBAINS

Eurométropole de Strasbourg, Strasbourg - **secteur hôpital civil**

Aménagement emprise 1

COPIE

Le 09 avril 2013
RN° 7125
ES

PROTOCOLE D'ACCORD

Reçu en la forme authentique par **Maître Laurent SCHORP**, notaire à la résidence de HATTEN (67690), 2, Place de la Mairie, soussigné, conseil de la Communauté Urbaine de Strasbourg et détenteur de la minute,

Avec la participation de **Maître Stéphane GLOCK,** notaire associé membre de la Société Civile Professionnelle « Christian GRIENEISEN, Edmond GRESSER et Stéphane GLOCK, notaires associés », conseil des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg, également soussigné,

Observation étant immédiatement faite ici que, pour la clarté des présentes, le terme "notaire soussigné" employé dans le corps de l'acte visera Maître **Laurent SCHORP**, notaire chargé de la garde de la minute.

A la requête des personnes ci-après identifiées :

PROPRIETAIRE

Les HOPITAUX UNIVERSITAIRES DE STRASBOURG (HUS), avec siège à STRASBOURG (67000), 1 place de l'Hôpital,

représentés par Monsieur Patrick **GUILLOT**, lequel a tous pouvoirs à l'effet des présentes en sa qualité de Directeur général, fonction à laquelle il a été nommé suivant décret du 12 février 2007.

Précision étant faite que les présentes ont été précédées d'un avis favorable, purement consultatif, du Conseil de Surveillance des HUS, aux termes de ses délibérations du 1er février 2013 et dont une copie d'un extrait certifié conforme demeure ci-annexée après mention (Annexe n°1).

Dénommés ci-après sous les vocables « LE VENDEUR » ou « Les HUS ».

D'UNE PART

FUTUR ACQUEREUR

La **COMMUNAUTE URBAINE DE STRASBOURG (CUS)**, avec siège à STRASBOURG (67000), 1, Parc de l'Etoile,

représentée par Monsieur Jacques **BIGOT**, agissant en sa qualité de Président et comme tel de représentant légal de ladite Communauté Urbaine, et spécialement délégué à l'effet des présentes par le Conseil de Communauté, aux termes des délibérations dudit Conseil en date du 15 février 2013, rendu exécutoire après transmission au Contrôle de Légalité préfectoral et affichage au Centre Administratif le 18 février 2013, dont une copie demeure ci-annexée après mention (Annexe n°2).

Monsieur Jacques **BIGOT** étant lui-même représenté aux présentes par Monsieur Bernard **EGLES**, Vice-Président de la Communauté Urbaine de Strasbourg, dûment habilité à l'effet des présentes, en vertu de l'arrêté portant délégation de signature, en date du 17 janvier 2013, transmis au Préfet le 17 janvier 2013, affiché à compter du 17 janvier 2013 et certifié exécutoire conformément aux articles L 2131-1 et 2 du Code général des

Me Laurent SCHORP
Notaire
Me Isabelle MERIA-SCHORP
Notaire
2, place de la Mairie
67690 HATTEN

collectivités territoriales) en date du 17 janvier 2013, dont une copie demeure ci-annexée après mention (Annexe n°2 bis).

Demeure également ci-annexée après mention, une ampliation de l'extrait du registre des Délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg en date à Strasbourg, du 28 février 2013 (Annexe n° 2 ter).

Dénommée ci-après sous les vocables « L'ACQUEREUR » ou « La CUS ».

D'AUTRE PART

PRESENCE-REPRESENTATION

Les parties au présent acte sont représentées ainsi qu'il a été dit ci-dessus.

OBSERVATIONS PRELIMINAIRES – OBJECTIFS DES PARTIES AU PROTOCOLE D'ACCORD

La réalisation du Nouvel Hôpital Civil, à l'Ouest du site historique de l'Hôpital Civil, a libéré de nombreux bâtiments et pavillons hospitaliers.

Cette opération conduit **Les HUS** à revoir leur emprise foncière et à réduire le périmètre du site hospitalier dans un souci de rationalisation et d'optimisation de leurs infrastructures. Parallèlement, leurs nouveaux projets immobiliers requièrent des financements dont une partie peut être obtenue par le produit de la vente d'une partie du foncier inexploité.

De son côté, **La CUS** a fait des Technologies médicales et thérapies nouvelles, un des secteurs clés de sa politique de développement économique de l'agglomération strasbourgeoise.

Les parties ne disposant pas à ce jour :

- du procès-verbal d'arpentage délimitant le périmètre précis du site à vendre ;
- des divers diagnostics immobiliers à établir ;
- de déclaration de désaffectation et de déclassement du domaine public ;

il n'a pas été possible d'établir une promesse de vente. Mais il a été établi le présent protocole d'accord destiné à fixer les obligations des parties en vue de la rédaction de l'acte de vente.

****

Ces observations préliminaires étant faites, **Les HUS**, d'une part, et **La CUS** d'autre part, conviennent d'établir entre elles un protocole d'accord devant leur servir de cadre en vue de la définition précise des conditions qui figureront dans l'acte de vente que les parties souhaitent régulariser en vue de l'opération immobilière projetée.

Ces conditions, encadrées par les présentes, seront définitivement arrêtées entre les parties sur la base d'études et de diagnostics techniques et financiers.

Les HUS, d'une part, et **La CUS** d'autre part requièrent expressément le notaire soussigné de recevoir le présent protocole afin de constater leur accord sur les points suivants :

PG

SC

ARTICLE 1 - OBJET DU PROTOCOLE D'ACCORD

a) Descriptif

Le présent protocole d'accord porte sur la cession au profit de **La CUS**, d'un ensemble immobilier d'environ 3 hectares à détacher *(selon procès-verbal d'arpentage restant à établir par un géomètre-expert)* d'une parcelle appartenant aux **HUS** et cadastrée :

Commune de Strasbourg
Lieudit Rue de la Porte de L'Hôpital
Section 41 n°94 de 152.759 m²
et correspondant au secteur Sud-Est du site de l'Hôpital Civil de STRASBOURG,

schématiquement représenté sur le plan ci-annexé (Annexe n°3).

Cet ensemble immobilier se décompose de la manière suivante :

- Trois lots dénommés :
  - **lot A,**
  - **lot B** comprenant un immeuble bâti le bâtiment ORL mais excluant le parking en ouvrage Saint Nicolas,
  - **lot C.**
- Un immeuble bâti dénommé **pavillon Blum,**
- Des parties représentatives d'une future voirie, mentionnées sous **S1 (compris un immeuble bâti dans le mur d'enceinte dénommé pavillon gardien) à S6.**

Les surfaces des différents lots et voiries sont précisées, à titre indicatif, sur le plan joint en Annexe n° 4.

b) Emprises

En raison des contraintes juridiques et techniques liées propres aux biens et aux parties, il a été convenu de diviser cette emprise foncière en deux.

- Une première emprise dénommée **EMPRISE 1** qui se composera :
  - des lots A et B,
  - du pavillon Blum,
  - des voiries S1 et S2.

- Une deuxième emprise dénommée **EMPRISE 2** qui se composera :
  - du lot C,
  - des voiries S3 à S6.

Ces emprises sont distinctement représentées sur le plan annexé aux présentes (Annexe n°5).

Une telle division d'emprise a été arrêtée dans la mesure où ces dernières ne pourront être simultanément libérées par les HUS.

L'EMPRISE 1 doit être matériellement libérée début 2014,

L'EMPRISE 2 doit être matériellement libérée début 2017,

comme indiqué ci-dessous à l'article *5. D. ENGAGEMENT DE LIBERATION ET DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC*

ARTICLE 2 - CALENDRIER PREVISIONNEL DE LA CESSION ET DES ENTREES EN JOUISSANCE

Les parties ont défini le calendrier de l'opération comme suit :

Les parties feront leurs meilleurs efforts pour une régularisation de la vente au profit de **La CUS** par un acte authentique dont la signature devra intervenir **au plus tard le 28 février 2014 :**

- avec transfert en pleine propriété et entrée en jouissance immédiate concernant lots A et B ainsi que S1 et S2 (Emprise 1), au jour de la signature de l'acte ;
- avec transfert de propriété au jour de la signature de l'acte, mais entrée en jouissance différée du lot C ainsi que S3 à S6 (Emprise 2) dans les trois années de la décision de déclassement par anticipation.

Durant la période s'écoulant depuis la date de signature de l'acte authentique de vente et jusqu'à l'entrée en jouissance de l'emprise 2 Pendant la période allant de la signature de l'acte de vente à celle de l'entrée en jouissance de l'emprise 2, les HUS conserveront toutes les charges, obligations et responsabilités d'un plein propriétaire.

Les HUS procéderont au déclassement anticipé de l'emprise 2 en vertu des dispositions combinées de l'article L. 2141-2 du Code général de la propriété des personnes publiques et de l'article L. 6148-6 du Code de la santé publique qui permettent aux établissements publics hospitaliers de déclasser un de leurs biens avant que la désaffectation matérielle de celui-ci ne soit intervenue.

ARTICLE 3 – PROGRAMME PROJETE SUR LES BIENS OBJETS DE LA CESSION

La CUS projette de réaliser sur la section « Sud » correspondant aux lots A et B, un programme d'activités destiné à l'accueil d'entreprises dans le cadre de la stratégie économique qu'elle poursuit. Ce site s'appuiera sur le potentiel de développement économique représenté par le campus hospitalo-universitaire contigu.

Sur la section « Nord » correspondant au lot C, La CUS projette de réaliser des logements, ainsi que des commerces et des services. Les logements sociaux représenteront 30 % des logements construits sur cette section.

Lot	Emprise m²	Destination	Surface m²
A	4 334	Activités	16 000
B	6 081	Activités	13 500
C	10 278	Logements privés	18 600
		Logements sociaux	12 400

ARTICLE 4 - PRIX DE CESSION

Il est préalablement précisé que le prix de cession a été arrêté sur la base du programme projeté et défini ci-dessus. En cas d'évolution de ce programme, aucune incidence n'impactera les parties.

Le prix de cession de l'ensemble immobilier sus-désigné est fixé à **DIX-HUIT MILLIONS D'EUROS (€.18.000.000,-), se répartissant comme suit :**

***pour les biens objets de l'emprise 1, à hauteur de SIX MILLIONS D'EUROS (€.6.000.000,-).**

***pour les biens objets de l'emprise 2, à hauteur de DOUZE MILLIONS D'EUROS (€.12.000.000,-).**

Il est expressément convenu entre Les HUS, d'une part, et La CUS, d'autre part, que le prix fixé pour les biens objets du présent protocole a été fixé pour **un terrain libre** :

- **de toutes constructions,** de quelque nature qu'elles soient, sauf le bâtiment ORL du lot B, du pavillon BLUM et du pavillon du gardien du mur d'enceinte,
- **de tous les réseaux actifs**, secs ou humides, quelle qu'en soit la nature, à l'exception des galeries techniques existantes, qui feront l'objet d'une servitude de passage de réseaux au profit du terrain restant la propriété des **HUS**, à charge du terrain qui sera acquis par La **CUS**, le tout selon les plans desdits réseaux demeurés ci-annexés (Annexes n°6, 6 bis, 6 ter, 6 quater, 6 quinquies, 6 sexies, 6 septies, 6 octies, 6 novies, 6 decies, 6 undecies et 6 duodecies) :
  - réseau CFA accès HUS PARCUS
  - réseau CFA Fibre
  - CFA télésignalisation
  - CFO réseau HTA
  - Réseau CVC eau surchauffée
  - Plan architecte
  - Réseau air comprimé industriel
  - Réseau oxygène
  - Réseau PB eau chaude sanitaire
  - Réseau PB assainissement
  - Réseau PB eau potable
- **de toute pollution** pour rendre le terrain acquis compatible avec la réalisation du programme envisagé par la CUS tel que défini précédemment, étant expressément précisé que toute modification du programme qui entrainerait des contraintes de dépollution supérieures à celles correspondant au programme projeté serait inopposable aux HUS,
- **de toute occupation, convention ou location,** de quelque nature qu'elle soit.

Le susdit prix est FERME et DEFINITIF.

PG

SC

ARTICLE 5- MODALITES DE VERSEMENT DU PRIX DE CESSION

Le prix de cession ci-devant fixé à l'article 4 sera versé, pour chacune des emprises de l'opération immobilière (Emprises 1 et 2), en deux fois, selon les modalités suivantes :

- versement d'un acompte de VINGT CINQ POUR CENT (25 %) au moment de l'entrée en jouissance de chaque emprise,
- versement du solde après réception des travaux de mise en état des terrains constatée d'un commun accord entre les parties pour chacune des emprises.

Une date butoir de versement du solde du prix de vente sera fixée dans l'acte authentique de vente.

ARTICLE 6 - ENGAGEMENTS DU VENDEUR

Les HUS, par leur représentant, s'engagent expressément et fermement vis-à-vis de **La CUS**, et ce dans les délais indiqués ci-après, à :

A. TRAVAUX PREALABLES

1. procéder au recensement de tous les réseaux existants sur l'ensemble immobilier objet du présent protocole,

2. procéder à la consignation des réseaux,

3. procéder au dévoiement des réseaux, sauf les galeries techniques existantes dans lesquelles doivent passer les différents réseaux utiles, lesquelles feront l'objet d'une servitude de passage de réseaux à la charge de l'ensemble immobilier devant être acquis par **La CUS** et au profit du terrain devant rester la propriété des **HUS**,
4. procéder à la démolition de la passerelle reliant le Pavillon BLUM au bâtiment de la clinique médicale B en exécution d'un permis de démolir purgé du recours des tiers,

5. Etablir à leurs frais un procès-verbal d'arpentage pour définir les emprises 1 et 2 en vue de la signature de l'acte de vente.

Ces travaux devront être réalisés :

- dans un délai d'UN (01) an à compter des présentes pour les biens contenus dans l'emprise 1, exception faite de la démolition de la passerelle reliant le pavillon Blum qui sera devra être réalisée au plus tard en juillet 2014, sous réserve de l'obtention du permis de démolir définitif, c'est-à-dire purgé de tous recours ;
- dans un délai de QUATRE (04) ans à compter des présentes pour les biens contenus dans l'emprise 2.

PG

SC

B. ETUDES ET DIAGNOSTICS INCOMBANT AU VENDEUR ET RELATIFS AUX BIENS

1. **Constat amiante** pour les bâtiments existants non destinés à la démolition, savoir : les lots A et B (bâtiment ORL et pavillon BLUM).

2. **Diagnostic de performance énergétique des bâtiments conservés : bâtiment ORL et Pavillon BLUM,**

3. **Diagnostic relatif à la radioactivité** (en raison de l'éventuel stockage dans le passé de matières radioactives notamment dans le laboratoire implanté dans le lot A),

4. **Certificat relatif à la consignation, enlèvement ou dégazage** conformément aux règles légales, de l'ancienne station-service des HUS,

5. **Etude historique et documentaire concernant la présence d'une éventuelle pollution des sols.** Cette étude décrira également les caractéristiques des investigations complémentaires à mener pour définir précisément la nature de la contamination et chiffrer les coûts de dépollution.

6. **Diagnostics de la pollution des sols.**

Les HUS s'engagent expressément à fournir à la CUS les diagnostics vendeur susvisés dans un délai de SIX (06) MOIS à compter des présentes.

La CUS s'engage à prendre à sa charge l'ensemble des études et diagnostics aménageurs, y compris les opérations de fouilles archéologiques préventives.

C. ACCES

1. **Déplacement des contrôles d'accès au site des HUS**

Les HUS assureront le déplacement à leurs frais des dispositifs de contrôle d'accès à leur site en cohérence avec le phasage des entrées en jouissance.

Les contrôles d'accès localisés dans l'emprise 1 de l'acquisition seront déplacés au plus tard en janvier 2014.

Les contrôles d'accès localisés dans l'emprise 2 de l'acquisition seront déplacés au plus tard en janvier 2017.

Dans l'hypothèse où un bâtiment serait livré dans l'emprise 1 avant l'entrée en jouissance de l'emprise 2 prévue en janvier 2017, les HUS s'engagent à procéder au déplacement des contrôles d'accès pour permettre la circulation des véhicules sur l'ensemble du site. De son côté, la CUS s'engage à informer les HUS de cette livraison anticipée au plus tard DIX-HUIT (18) mois avant la mise en service du bâtiment.

PG

2. **Accès au site dès après la régularisation du protocole**

Les HUS donnent dès à présent à La CUS l'autorisation d'aller sur les lieux afin de faire pratiquer toutes études ou tous sondages utiles à la définition du programme projeté.

3. **Accès aux voiries propriété des HUS après l'entrée en jouissance de l'emprise 1**

Durant les phases de chantiers de construction et, le cas échéant, après mise en service des nouveaux bâtiments, les HUS concèderont à La CUS un accès aux voiries destinées à revenir à la collectivité dans le cadre de l'emprise 2, dans des conditions à définir entre les parties.

4. **Intervention de La CUS sur le Domaine des HUS après entrée en jouissance de l'emprise 1**

En cas d'impératif technique, **Les HUS** donnent à **La CUS** la possibilité de réaliser dans le périmètre de l'emprise 2 tous travaux nécessaires au projet sur les voiries destinées à revenir à la Collectivité. Ces interventions seront définies et programmées en concertation entre les parties.

D. ENGAGEMENT DE LIBERATION ET DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC

Les HUS s'engagent à déclasser du domaine public et à libérer de corps et de biens les immeubles visés au présent protocole, de telle sorte que **La CUS** puisse en avoir la pleine et entière disposition et jouissance. **Les HUS** s'engagent à dénoncer à leurs frais exclusifs toutes conventions portant sur les biens objets des présentes, notamment celles les liant actuellement à la société PARCUS et à l'ETAT.

Ces libérations se conformeront au calendrier suivant :

- pour les biens compris dans l'emprise 1, au plus tard le **31 décembre 2013** ou au plus tard UN (01) an après la signature du présent protocole et notamment le « parking Canal » et le stationnement sur les voiries comprises dans l'emprise.
- pour les biens compris dans l'emprise 2, au plus tard dans les trois années de la décision de déclassement par anticipation.

ARTICLE 7 - TRAVAUX DE DEMOLITION ET DE DEPOLLUTION : MODALITES D'EXECUTION ET PRISE EN CHARGE

Préalablement à la réalisation par la CUS de l'opération d'aménagement susmentionnée, des travaux de mise en état des sols doivent être réalisés. Dans un souci de plus grande efficacité et de bonne articulation avec le projet d'aménagement, les HUS désignent la CUS comme maître d'ouvrage des études et travaux de démolition et dépollution.

Nature des travaux

Ainsi qu'il a d'ores et déjà été dit ci-devant à l'article 1, des travaux doivent être entrepris **pour rendre les terrains libres** :

- **de toutes constructions,** de quelque nature qu'elles soient, sauf les bâtiments ORL du lot B, du pavillon Blum et du pavillon du gardien du mur d'enceinte,
- **de tous les réseaux actifs**, secs ou humides, quel qu'en soit la nature, à l'exception :
    - o des galeries techniques existantes
    - o des réseaux impossibles à dévoyer

qui feront l'objet d'une servitude de passage de réseaux au profit du terrain restant la propriété des **HUS**, à charge du terrain qui sera acquis par La **CUS**, le tout selon les plans desdits réseaux demeurés ci-annexés,

- **de toute pollution** pour rendre le terrain acquis compatible avec la réalisation envisagée par La CUS, tant d'un projet de construction à usage d'habitation (sur le lot C) que d'un projet d'activité tertiaire (sur les lots A et B).

Direction des études et des travaux

En vertu de l'article 2, II, de la loi du 12 juillet 1985 modifiée et compte tenu de l'imbrication des opérations, les HUS désignent la CUS, qui accepte, comme maître d'ouvrage des études, diagnostics préalables et travaux concourant à la libération des emprises telle que définie ci-dessus.

Les études préalables nécessaires à la réalisation des travaux de démolition et de dépollutions seront effectuées et dirigées par La CUS dès 2013, après signature du présent protocole.

La CUS tiendra régulièrement informés les HUS de l'évolution des études. Une fois les études terminées, il sera procédé à leurs réceptions conjointes par les HUS et la CUS, la dernière réception sans réserves marquera l'achèvement de la mission de la CUS à ce titre.

Ces études permettront d'établir une estimation prévisionnelle des coûts de travaux de démolition et dépollution, et le cas échéant, après confirmation de l'accord des parties, d'engager les marchés de travaux adéquats.

Les travaux de démolition et de dépollution seront alors effectués et dirigés par **La CUS,** une fois que cette dernière sera devenue propriétaire et aura la jouissance respectivement des biens compris dans l'emprise 1, puis dans l'emprise 2 de l'opération immobilière dont il s'agit.

La CUS tiendra régulièrement informés les HUS de l'évolution des travaux. Une fois les travaux terminés, il sera procédé à leurs réceptions conjointes par les HUS et la CUS, la dernière réception sans réserves marquera l'achèvement de la mission de la CUS à ce titre.

PG

Les HUS prendront à leur charge l'intégralité du coût réel de ces études et travaux, y compris ceux exposés par la CUS en sa qualité de maître d'ouvrage, ces derniers étant plafonnés à 5 % du montant des dépenses effectivement engagées.

Ils s'acquitteront de l'ensemble des frais sus indiqués au vu de titres de recette émis par la CUS, auquel seront annexées les factures acquittées correspondantes. Ces règlements seront effectués au fur et à mesure de l'avancement des études et travaux y afférents.

ARTICLE 8 - CONSTITUTION D'UNE SERVITUDE DE PASSAGE

Les différents réseaux existants, que ce soient l'eau chaude du chauffage, l'électricité, le téléphone, l'oxygène etc..., qui passent dans une galerie technique, et qui figurent sur les divers plans remis par **Les HUS** annexés aux présentes après mention, devront faire l'objet d'une servitude de passage de réseaux à charge de l'ensemble immobilier qui sera acquis par **La CUS** et au profit du terrain devant rester la propriété des HUS.

ARTICLE 9 – REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés dans la mise en œuvre du présent protocole, les parties conviennent de se rapprocher dans les meilleurs délais afin de trouver une issue amiable.

Si les parties ne parvenaient pas à trouver une solution amiable, le tribunal administratif de Strasbourg est seul compétent pour connaître de tout litige né de l'exécution ou de l'interprétation du présent protocole.

ARTICLE 10 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'entière exécution du présent protocole, les parties font élection de domicile en leur siège respectif.

ARTICLE 11 – FRAIS - DROITS

Les frais et droits du présent acte seront supportés par les parties, chacune pour moitié.

ARTICLE 12 - MENTION LEGALE D'INFORMATION

Conformément à l'article 32 de la loi n°78-17 "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978 modifiée, le notaire soussigné informe les parties que la communication de données à caractère personnel est obligatoire dans le cadre de la transmission de documents et de renseignements aux partenaires habilités du notariat, notamment les conservations des hypothèques aux fins de publicité foncière des actes de vente et également d'alimentation de leurs traitements à des fins foncières, comptables et fiscales dans les cas où les conservations des hypothèques y sont autorisées par les textes en vigueur.

Le défaut de communication de ces données aura pour conséquence de ne pas permettre à l'office notarial de procéder aux diligences requises par la loi du fait des actes de vente. Cette communication est donc rendue obligatoire.

PG

Par ailleurs, le notaire soussigné informe les parties que certaines données descriptives et économiques contenues au présent acte sont transcrites dans une base de données immobilières, déclarée à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, pour assurer la production d'informations d'intérêt général, sous forme d'agrégats ou de statistiques.

Conformément au chapitre V (section 2) de la loi précitée, les parties disposent d'un droit d'accès aux données les concernant, d'un droit d'opposition (hormis les cas où la réglementation ne permet pas l'exercice de ce droit), d'un droit de modification, de correction, de mise à jour et d'effacement des données auprès de l'office du notaire soussigné.

Le notaire soussigné informe les parties que l'office notarial est le responsable du traitement de données dont la finalité principale correspond à l'accomplissement des activités notariales du notaire auprès de ses clients, notamment de formalités d'actes. Les données à caractère personnel qui seront collectées dans le strict respect du secret professionnel ne seront pas transférées à des tiers autres que les partenaires habilités du notariat et ceux concourant à l'établissement de statistiques d'intérêt général.

DONT ACTE établi sur ONZE pages, contenant :		***Paraphes :***
Renvois	: Néant	PG
Mots rayés	: Néant	
Lettres rayées	: Néant	
Chiffres rayés	: Néant	
Lignes rayées	: Néant	SC
Barres tirées dans les blancs approuvés.	: Néant	

La lecture du présent acte a été donnée aux parties et les signatures de celles-ci sur ledit acte ont été recueillies par le notaire soussigné.

L'AN DEUX MILLE TREIZE,

Le vingt-six mars, à Strasbourg, en son siège, pour les HUS,
et
Le neuf avril,
A Strasbourg, en son siège, pour la CUS.

Et les notaires ont eux-mêmes signé le vingt-six mars deux mille treize pour Me Stéphane GLOCK et le neuf avril deux mille treize pour Me Laurent SCHORP.

M. Patrick **GUILLOT**	M. Bernard **EGLES**	Me Stéphane **GLOCK**	Me Laurent **SCHORP**

Droit d'enregistrement sur état : € 125,

LES HOPITAUX UNIVERSITAIRES DE STRASBOURG Annexe 1

JM.N.

s. 26 mars - 09 avril 2013
n° 7 125

EXTRAIT

DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Séance du 1er février 2013

4°) **AFFAIRES GENERALES**

a) **CESSION DU SECTEUR SUD-EST DE L'HOPITAL CIVIL : PROTOCOLE D'ACCORD AVEC LA COMMUNAUTE URBAINE DE STRASBOURG**

* * *

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

A la majorité par 10 voix pour et 1 abstention,

DONNE UN AVIS FAVORABLE à la cession du secteur sud-est de l'Hôpital Civil et à la relocalisation des activités implantées sur le site conformément aux modalités prévues dans les documents joints à la présente délibération.

13/07

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

Pour le Directeur Général
Le Directeur Adjoint :

Marie Faitot

Marie FAITOT

PG

Annexe 2

Strasbourg.eu
LA COMMUNAUTÉ URBAINE

Direction Générale des Services
Secrétariat des Assemblées

CONSEIL DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE STRASBOURG

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Nombre de membres élus au Conseil : 90 dont 90 sont en fonction .

50ème séance du 15 février 2013

sous la présidence de Jacques BIGOT

Ont assisté à la séance :	71 membres
Etaient absents avec procuration :	13 membre(s)
Etaient absents sans procuration :	6 membre(s)

8ème point de l'ordre du jour :

Projet d'aménagement d'un Campus des Technologies Médicales au Sud-est du site de l'Hôpital Civil à Strasbourg : signature d'un protocole d'accord CUS-HUS en prévision de l'acquisition par la CUS du secteur Sud-Est du site, lancement des études pré-opérationnelles et de programmation.

PG

Rapporteur : M Jacques BIGOT

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil,
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
vu l'avis du Conseil municipal de la Ville de Strasbourg en date du 11 février 2013
après en avoir délibéré,

Projet de Campus des Technologies Médicales .

approuve

les orientations économiques et urbaines du Projet d'aménagement du secteur Sud / Est, partie intégrante du Campus des Technologies Médicales ;

Signature d'un protocole d'accord entre la CUS et les HUS

approuve

la signature d'un protocole d'accord avec les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg en vue d'encadrer le processus d'acquisition du secteur Sud / Est du site des HUS.

Le protocole sera assorti des clauses suivantes concernant :

- *<u>la définition des biens à acquérir par la CUS</u> dans le cadre de ce projet, à savoir des terrains à détacher de la parcelle cadastrée :*

Commune de Strasbourg
Lieudit Rue de la Porte de L'Hôpital
Section 41 n°94 de 152.759 m²
représentant environ 3ha et dénommés :

- *Lot A : terrain d'environ 4 300 m² situé à l'angle de la Route de l'Hôpital et le quai Pasteur.*
- *Lot B : terrain d'environ 6 100² m² comprenant le bâtiment dit ORL.(d'une surface de plancher d'environ 6700 m²).*
- *Lot C : terrain d'environ 12 300 m² situé en face du Centre Paul Strauss,*
- *Le pavillon Blum à l'Est du lot A,*
- *Les surfaces dénommées S1 (compris un immeuble bâti dans le mur d'enceinte dénommé pavillon gardien) à S6 correspondent aux futurs espaces publics.*

Ces biens seront libres de toute occupation, convention ou location, servitude de quelque nature qu'elle soit, hormis la servitude de passage consentie dans le présent protocole pour les galeries techniques existantes et les réseaux indispensables au fonctionnement de l'hôpital.

- *<u>le phasage futur des entrées en jouissance</u> de ce terrain avec :*
  - *Une emprise 1, dont l'échéance est prévue en février 2014 et qui consistera en l'entrée en jouissance :*
    - *des lots A et B,*
    - *du pavillon Blum,*
    - *des voiries S1 et S2,*
  - *Une emprise 2, dont l'échéance est prévue en début 2017 et qui consistera en l'entrée en jouissance :*
    - *du lot C,*
    - *des voiries S3 à S6.*
  - *Pendant la période allant de la signature de l'acte de vente à celle de l'entrée en jouissance de l'emprise 2, les HUS conserveront toutes les charges, obligations et responsabilités d'un plein propriétaire ;*

- *<u>la fixation du prix de cession</u> de l'ensemble immobilier à 18.000.000,00 €HT,*
  - *qui devra se répartir comme suit :*
    - *pour les biens de l'emprise 1 : 6.000.000,00 € HT,*
    - *pour les biens objets de l'emprise 2 : 12.000.000,00 € HT ;*
  - *et qui sera fixé pour un terrain libre :*
    - *de toutes constructions, de quelque nature qu'elles soient, sauf le bâtiment ORL du lot B et le pavillon BLUM ;*
    - *de tous les réseaux actifs, secs ou humides, quelle qu'en soit la nature, à l'exception de la galerie technique existante ;*
    - *de toute pollution pour rendre le terrain acquis compatible avec la réalisation du programme envisagé par la CUS ;*
    - *de toute occupation, convention ou location, de quelque nature qu'elle soit ;*
  - *et sera payé à la fin des travaux de mise en état des terrains, à l'exception d'un acompte de 25 % payé à chacune des dates d'entrée en jouissance ;*

- *<u>la maîtrise d'ouvrage et la charge financière des études et travaux de mise en état</u> à réaliser sur le terrain, à savoir :*
  - *En vertu de l'article 2, II, de la loi du 12 juillet 1985 modifiée et compte tenu de l'imbrication des opérations, les HUS désignent la CUS qui accepte, comme maître d'ouvrage des études, diagnostics préalables et travaux concourant à la libération des emprises telle que définie ci-dessus.*
  - *Les études préalables nécessaires à la réalisation des travaux de démolition et de dépollutions seront effectuées et dirigées par la CUS dès 2013, après signature du présent protocole.*
  - *Ces études permettront d'établir une estimation prévisionnelle des coûts de travaux de démolition et dépollution et d'engager les marchés de travaux adéquats.*

PG

- *Les travaux de démolition et de dépollution seront effectués et dirigés par La CUS une fois que cette dernière sera successivement devenue pleinement propriétaire des biens compris dans l'emprise 1, puis dans l'emprise 2.*
- *Les HUS prendront à leur charge l'intégralité du coût réel de ces études et travaux, y compris ceux exposés par la CUS en sa qualité de maître d'ouvrage et plafonnés à 5 % du montant des dépenses effectivement engagées. Ils s'acquitteront de l'ensemble des frais sus indiqués au vu de titres de recette émis par la CUS ;*

décide

l'imputation des dépenses relatives à l'acquisition au prix de 18 000 000 € sur les crédits ouverts à la Direction du Développement Economique et de l'Attractivité sous le programme 817 : 2011/AP0180 ;

autorise

le Président ou son représentant à signer le protocole d'accord à intervenir et tous actes et documents concourant à la bonne exécution de la présente délibération

Engagement des études

approuve

1. La réalisation d'études et diagnostics préalables à la démolition et la dépollution en vue :
- *d'une définition précise de l'état existant du site,*
- *de l'établissement des estimations prévisionnelles des coûts de travaux ;*

2. La réalisation d'études pré-opérationnelles et de programmation pour la définition :
- *d'un schéma directeur pour le Campus des Technologies médicales,*
- *d'une programmation du projet d'aménagement sur le secteur Sud / Est,*
- *d'une programmation du projet de Technoparc ;*

décide

1. L'imputation des dépenses relatives aux études et diagnostics préalables à la démolition et à la dépollution, d'un montant estimatif de 300 000 € HT soit 358 800 €TTC, à ventiler sur 2013 et 2014, sur les crédits ouverts à la Direction du Développement Economique et de l'Attractivité sous le Programme 900 : campus Tech Med – 90-2031-DU03 à renforcer dans le cadre des documents budgétaires à venir.

L'inscription, sur la ligne mentionnée ci-dessus, de la recette correspondante de 358 800 € TTC à ventiler sur les budgets de 2013 et 2014, correspondant au remboursement par les HUS des dépenses relatives aux études et diagnostics préalables à la démolition et à la dépollution ;

2. L'imputation des dépenses relatives aux études pré-opérationnelles et de programmation du projet de Campus des Technologies Médicales, d'un montant estimatif de 300 000 € HT soit 358 800 € TTC, sur les crédits disponibles en 2013 ouverts à la Direction du Développement Economique et de l'Attractivité sous le Programme 900 : campus Tech Med – 90-2031-DU03, le solde de 100 000 € HT soit 119 600 € TTC étant à prévoir en 2014.

L'inscription, sur la ligne mentionnée ci-dessus, d'une recette de 133 000 € TTC au budget 2013 correspondant à la subvention allouée par l'Etat dans le cadre de la démarche EcoCités, pour les études relatives au projet de Campus des Technologies Médicales ;

autorise

le Président ou son représentant :

- *à mettre en concurrence, à signer et à exécuter les marchés relatifs à ces études et à signer tous les actes en résultant, conformément au code des marchés publics,*
- *à signer tous actes et conventions y afférant et à prendre toutes les décisions y relatives.*

Adopté

Le Président,
Signé :
Jacques BIGOT

POUR AMPLIATION
Certifié exécutoire
Compte tenu de la :

- **transmission au Préfet le : 18/02/13**
- **de l'affichage le : 18/02/2013**

(article L. 2131-1 et 2 du Code Général des Collectivités Territoriales)

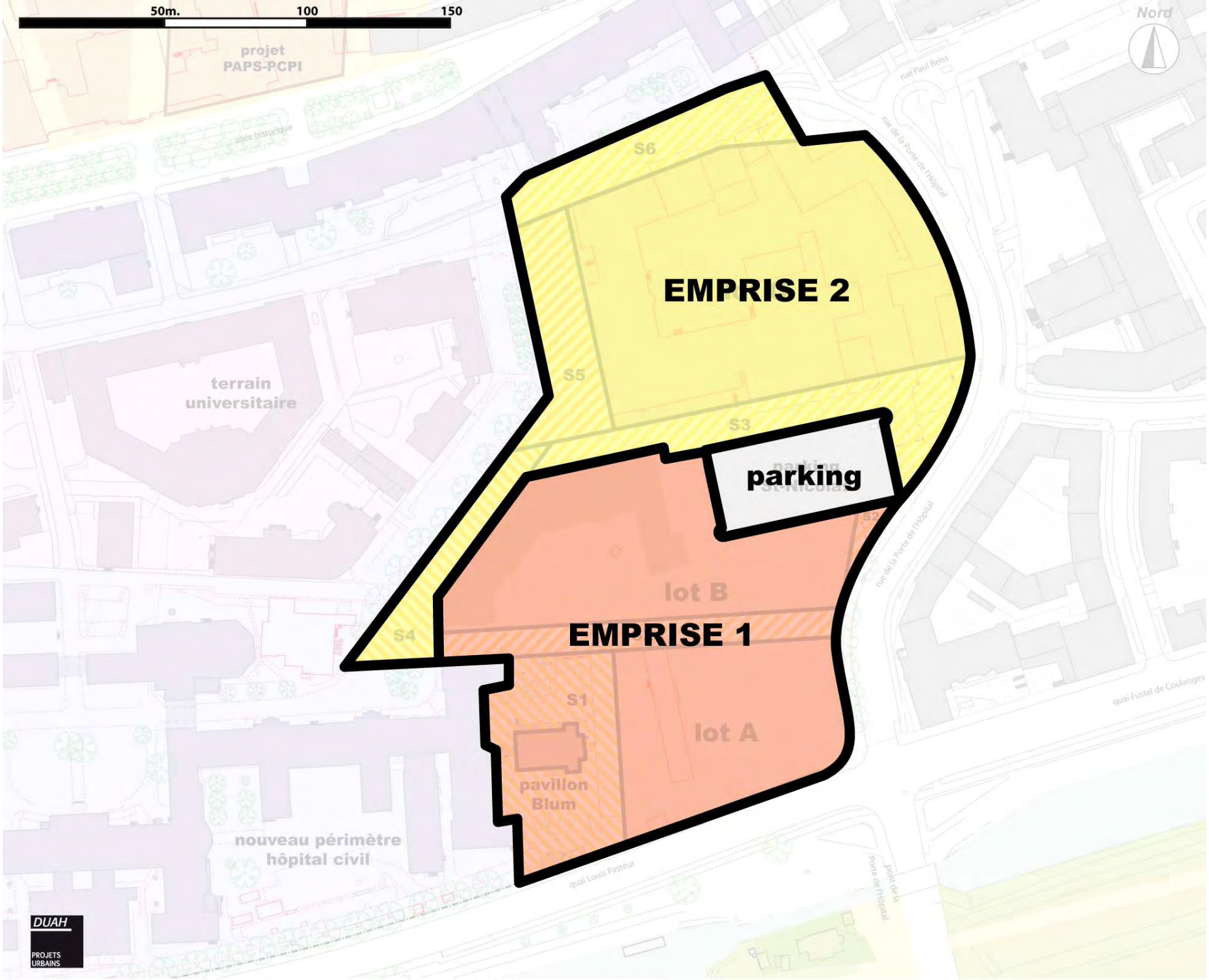
Strasbourg, le 28/02/13

Le Président,
par délégation



PG

Bernard EGLES
Vice-Président



Communauté urbaine de Strasbourg - Strasbourg - Hôpital civil

Restructuration du secteur sud-est / Phasage des entrées en jouissance

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300

France Domaine
DIVISION DU DOMAINE
DU BAS-RHIN
4 place de la République
CS 51022
67070 STRASBOURG Cedex
☎ 03 88 10 35 00
🖷 03 88 10 35 01

S.E.I. N° 2015/981
Enquêteur :Nathalie Stahl
☎ 03 88 10 35 18

Courriel :nathalie.stahl@dgfip.finances.gouv.fr

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

CONTROLE DES OPÉRATIONS IMMOBILIERES

AVIS DU DOMAINE

(Valeur vénale)
(Décret n°86-455 du 14 mars 1986 modifié)
Articles L.1211-1 et L.1211-2 du Code général de la propriété des personnes publiques

Acquisition amiable

1 – Service consultant : Eurométropole de Strasbourg, Service politique Foncière et immobilière – Affaire suivie par M. Julien ETIENNE (julien.etienne@strasbourg.eu)
2 – Date de la consultation : Demande du 12/08/2015, reçue le 19/08/2015.
3 – Opération soumise au contrôle (objet et but) : Projet de développement économique et d'aménagement d'une partie de l'ancien patrimoine hospitalier.
4 – Propriétaire présumé :.Hôpitaux Universitaires de Strasbourg
5 – Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :

Commune de Strasbourg

Section	Parcelles	Surface /ares	Surface à détacher/ares	Zonage POS
41	111	148,99	148,9	CEN UB 32 et CEN UB 47

Les parcelles correspondent au site historique de l'ancien hôpital civil de Strasbourg. Cet hôpital pavillonnaire se compose de 43 bâtiments répartis sur 23 hectares en plein centre-ville.
Les parcelles concernées sont situées à l'angle de la rue de la Porte de l'Hôpital et du Quai Menachem Taffel, dans la partie Sud Est des HUS.
La parcelle 111 est surbâtie du bâtiment ORL, du pavillon Blum, divers bâtiments techniques et des emplacements de stationnement extérieurs.
Les bâtiments ont été visités en janvier 2011 et n'ont pas fait l'objet d'une nouvelle visite sur place.
En effet, les bâtiments ORL et pavillon BLUM sont classés sur la liste des Monuments historiques et nécessitent une réhabilitation complète et onéreuse. Ils sont inoccupés depuis plusieurs années mais sont maintenus hors gel d'après le consultant.
Les autres locaux figurant sur l'emprise sont destinés à être démolis.
En conséquence, le consultant demande d'établir une évaluation pour un terrain libre de toutes constructions à l'exception des deux bâtiments classés,

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Service Politique Foncière et Immobilière
A l'attention de M. Julien ETIENNE
1 Parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG Cedex

5a - Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone de plan - C.O.S. - Servitudes - Etat du sous-sol - Eléments particuliers de plus-value et de moins-value - Voies et réseaux divers :
Les parcelles sont situées en zone CEN UB 32 et UB47 du PLU de la commune de Strasbourg dont la dernière révision a été approuvée le 29/11/2013 et opposable le 20/12/2013.
La zone UB est une zone réservée aux constructions à usage d'habitation, de bureaux ainsi qu'aux constructions à caractère commerciales ou de services.
La zone CEN UB 32 délimite plus précisément le site de l'hôpital civil et comporte des règles spécifiques : emprise au sol de 65 %, hauteur des façades de 18 mètres, nombres d'emplacements de stationnement selon la nature des installations et constructions.
La zone UB 47 correspond à une fraction du site de l'hôpital civil et comporte des règles spécifiques : emprise au sol de 80 %, hauteur des façades de 30 mètres maximum.
L'ensemble des réseaux et équipements, en bon état général dessert l'intégralité du site. Les voiries sont privées.

6. Situation locative : estimé nu et libre de toute occupation.

7. DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE :

Compte tenu de la nature de l'immeuble en cause, de sa situation, de ses caractéristiques ainsi que du marché local, la valeur vénale est estimée à :

pour le bâtiment ORL : 3 744 000 € HT
pour le Pavillon Blum : 803 000 € HT
pour le terrain nu : 1 603 000 €
Soit une valeur globale de la parcelle à acquérir de 6 150 000 € HT

8. Observations particulières :

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle, une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai d'un an ou si elle intervenait après une modification de la réglementation de l'urbanisme.

La présente estimation est donnée sous réserve des éventuels travaux relatifs à la présence d'amiante, de termites et aux risques relatifs au saturnisme.

Elle n'est au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions de droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale de la Comptabilité Publique.
En outre, il vous appartient d'en informer les propriétaires concernés.

A Strasbourg, le 10 septembre 2015
Le Directeur Régional par intérim,

Jean Yves MAY

Annexe n° 5 : Constitution de servitudes à la charge et au profit de l'EMS:

I. CONSTITUTION DE SERVITUDES : DROIT AU RACCORDEMENT PERMETTANT L'ALIMENTATION DU FONDS DOMINANT DE MANIERE ININTERROMPUE

La parcelle présentement acquise par l'EMS étant traversée dans son sous-sol par une galerie technique regroupant une partie des différents réseaux existants (eau chaude du chauffage, l'électricité, le téléphone, l'oxygène etc…), ainsi que par des réseaux concessionnaires desservant et alimentant les parcelles restant la propriété des HUS, sises à STRASBOURG (Bas-Rhin) cadastrées comme suit :

VILLE DE STRASBOURG

Section	**Numéro**	**Lieudit**	**Superficie en ares**
10	36	Place de l'Hôpital	8,09
10	50	Place de l'Hôpital	83,69
10	58	Place de l'Hôpital	4,40
10	132/49	Place de l'Hôpital	24,2
10	146/22	CR Sainte Nicolas	1,35
10	149/25	Rue Saint Nicolas	0,02
10	151/24	Rue Saint Nicolas	0,35
10	154/48	Place de l'Hôpital	19,05
10	157/51	Place de l'Hôpital	9,28
10	159/48	Place de l'Hôpital	21,71
10	211/31	Porte de l'Hôpital	244,58
41	17/1	Quai Louis Pasteur	45,43
41	52/1	Quai Louis Pasteur	5,49
41	88/1	Rue Porte de l'Hôpital	5,27
41	93/1 1	Place de l'Hôpital	7,82
41	112/1	Rue Porte de l'Hôpital	1188,56
41	110/1	Rue Porte de l'Hôpital	21,18
40	29/1	Rue Porte de l'Hôpital	18,19

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, par son représentant, nouvelle propriétaire des immeubles vendus aux présentes, fonds servant, concèdent aux HOPITAUX UNIVERSITAIRES DE STRASBOURG et pour tous propriétaires ultérieurs des parcelles ci-dessus désignées appartenant aux HUS et formant le fonds dominant,

1) une servitude réelle et perpétuelle de passage de tous réseaux regroupés dans la galerie technique dont le tracé actuel est matérialisé sur le PLAN DES GALERIES ci-annexé (eau chaude du chauffage, l'électricité, le téléphone, l'oxygène) traversant le fonds servant, destinée à permettre au fonds dominant de se raccorder aux réseaux publics correspondants de manière continue et sans interruption ;

2) une servitude réelle et perpétuelle de passage des réseaux et canalisations d'eau potable dont le tracé actuel est matérialisé sur le plan -RESEAU EAU FROIDE et DEFENSE INCENDIE ci-annexé traversant le fonds servant, destinée à permettre au fonds dominant de se raccorder au réseau public d'eau potable et permettant l'alimentation en eau potable du fonds dominant de manière continue et sans interruption;

3) une servitude réelle et perpétuelle de passage des réseaux et canalisations d'assainissement eaux pluviales et assainissement eaux usées dont le tracé actuel est matérialisé sur le plan - RESEAU ASSAINISSEMENT ci-annexé, traversant le fonds servant, destinée à permettre au fonds dominant de se raccorder aux réseaux publics correspondants et d'évacuer les eaux pluviales et usées ;

4) une servitude réelle et perpétuelle de passage des réseaux et canalisations destinés au raccordement du fonds dominant au réseau de séparation d'hydrocarbures et de rétention des eaux de toitures, dont le tracé actuel est matérialisé sur le plan - RESEAU ASSAINISSEMENT ci-annexé traversant le fonds servant ;

Pour l'exercice des servitudes ci-devant constituées, le propriétaire du fonds dominant bénéficiera d'une servitude de passage permettant leur pose et leur entretien à ses frais.

Il est expressément convenu entre les parties, que le tracé des réseaux correspondant aux servitudes constituées sous 1, 2, 3 et 4 pourra être modifié par l'EMS, à ses frais et sous sa responsabilité, sous réserve que le déplacement de ces canalisations et/ou réseaux n'entraîne aucune interruption de l'alimentation du fonds dominant telle qu'assurée par lesdits réseaux et/ou canalisations. L'EMS devra prendre toutes mesures nécessaires à cet effet, à sa charge et sous sa responsabilité.

Les servitudes présentement constituées produiront effet à compter de la signature.

Absence d'indemnité
Lesdites servitudes sont constituées sans indemnité de part ni d'autre.

Inscription au Livre Foncier
Les parties requièrent expressément l'inscription de ces servitudes au livre foncier.

II. CONSTITUTION D'UNE SERVITUDE D'ECOULEMENT DES EAUX PLUVIALES DERIVANT DE LA SITUATION DES LIEUX

Le Bâtiment ORL édifié sur l'ensemble immobilier présentement acquis par l'EMS étant plus élevé que le terrain le bordant sur ses façades Nord et Ouest restant la propriété des HUS, les eaux pluviales découlant naturellement de la toiture du bâtiment ORL pour ce qui concerne ses façades Nord et Ouest tombent concernant ses façades Nord et Ouest sur la voirie qu'il surplombe et restant la propriété des HUS.

Fonds dominant, propriété de l'EMS :
Ville de Strasbourg

Section	Numéro	Lieudit	Superficie en ares
41	111/1	Rue de la Porte de l'Hôpital	148,89 a

Fonds servant, propriété des HUS :
Ville de Strasbourg

Section	Numéro	Lieudit	Superficie en ares
41	109	Rue de la Porte de l'Hôpital	168,96 a

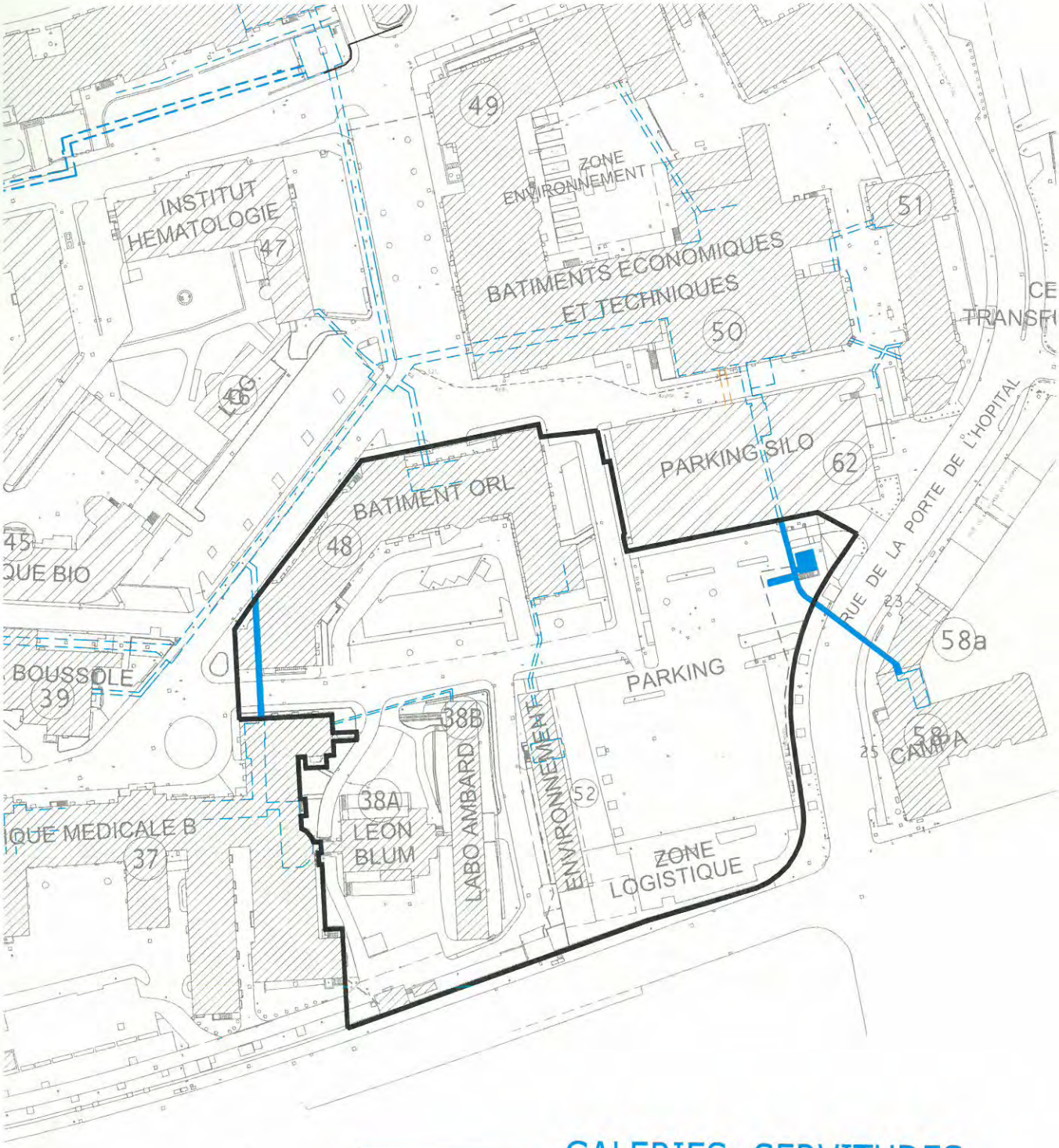
LES HOPITAUX UNIVERSITAIRES DE STRASBOURG, par leur représentant, fonds servant, concèdent à l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG et pour tous propriétaires ultérieurs de la parcelle ci-dessus désignée appartenant à l'EMS et formant le fonds dominant, Une servitude réelle et perpétuelle d'écoulement des eaux pluviales s'écoulant de la toiture des façades Nord et Ouest du bâtiment ORL sur la voirie qu'il surplombe, restant la propriété des HUS.

Modalités d'exercice de cette servitude
De convention expresse entre les parties, l'entretien de l'assiette de cette servitude présentement constituée sera assuré exclusivement par le propriétaire du fonds dominant, sauf le cas de dégradations par le propriétaire du fonds servant.

La servitude présentement constituée produira effet à compter de la signature.

Absence d'indemnité
Cette servitude est constituée sans indemnité de part ni d'autre.

Inscription au Livre Foncier
Les parties requièrent expressément l'inscription de cette servitude au livre foncier.



GALERIES: SERVITUDES

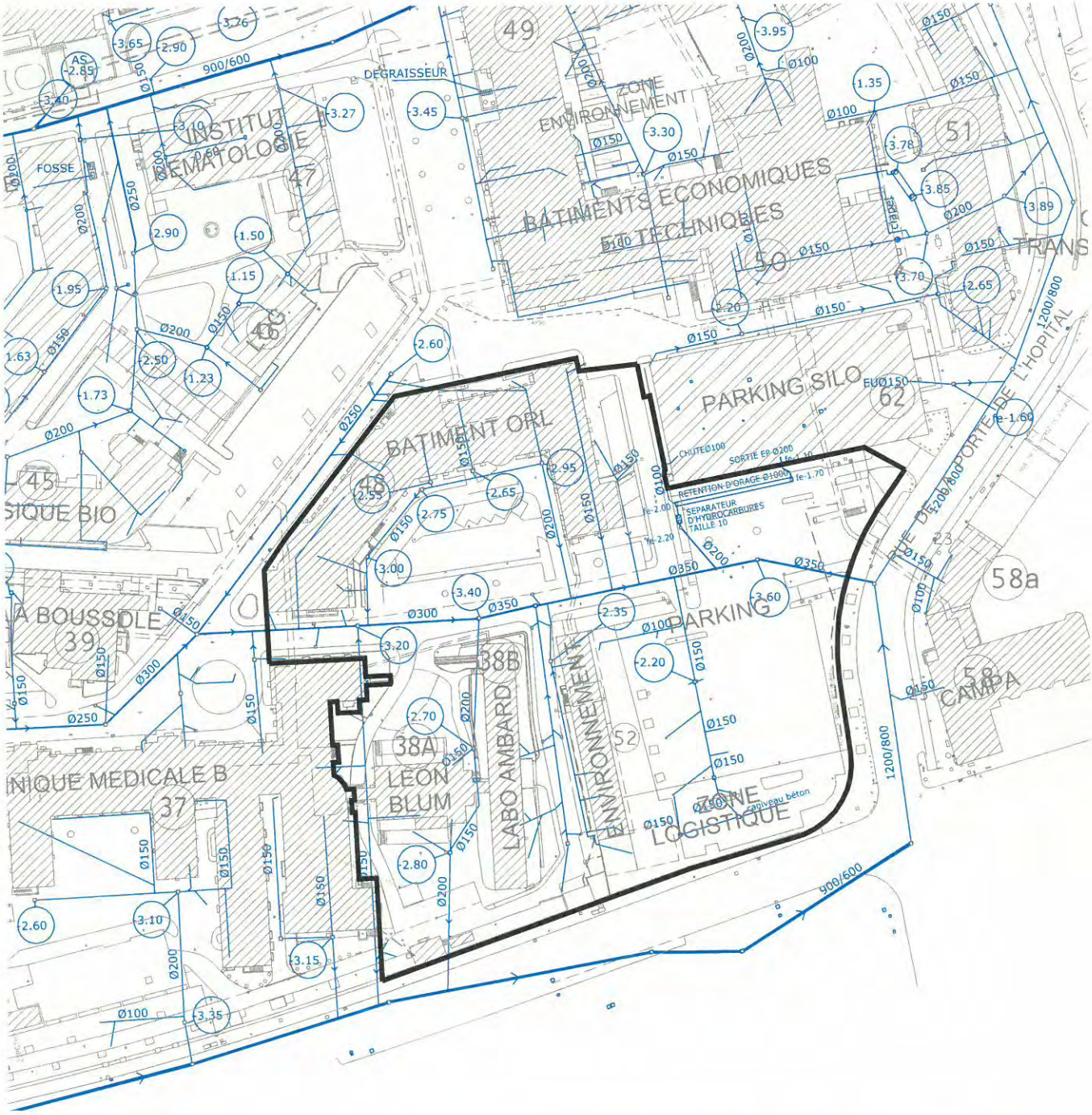
N

Les Hôpitaux Universitaires de STRASBOURG	HOPITAL CIVIL 00-GENERAL ----	PLAN DES GALERIES				
		Catégorie: AR	Type: PLA	N° d'ordre: 16	Zone: ----	Indice: M
						Echelle: 1:1000

Publié le 16/10/2015 à 16:10 Format : ISO 216 A3 (297.0 x 420.0 MM) HUS_A3_COULEUR_HP_PAYSAGE.DWG

Fichier : D:\DRT\PROJETS\HC\00 - tous pavillons\hc_12601_01 devoiements sud\etat actuel\R-GALERIE\EXISTANT-HC_GAL.dwg
Taille du fichier : 0.22 Mo Mis à jour le : 22/09/2015 Par : HEAULMEL Source : HUS

Ce plan est le propriété des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg / Pôle de Gestion des Investissements et de la Logistique / Direction des Infrastructures et des Travaux. Il est strictement interdit de le copier, le diffuser, ou le modifier sans un accord écrit des HUS. Pour toute information complémentaire, contactez la cellule dessin : dessin@chru-strasbourg.fr



LEGENDE

Ø350 — DIAMETRE INTERIEUR

SENS D'ECOULEMENT

3.00 — PROFONDEUR A PARTIR DU NIVEAU SUPERIEUR

N

Les Hôpitaux Universitaires de STRASBOURG

HOPITAL CIVIL
00-GENERAL

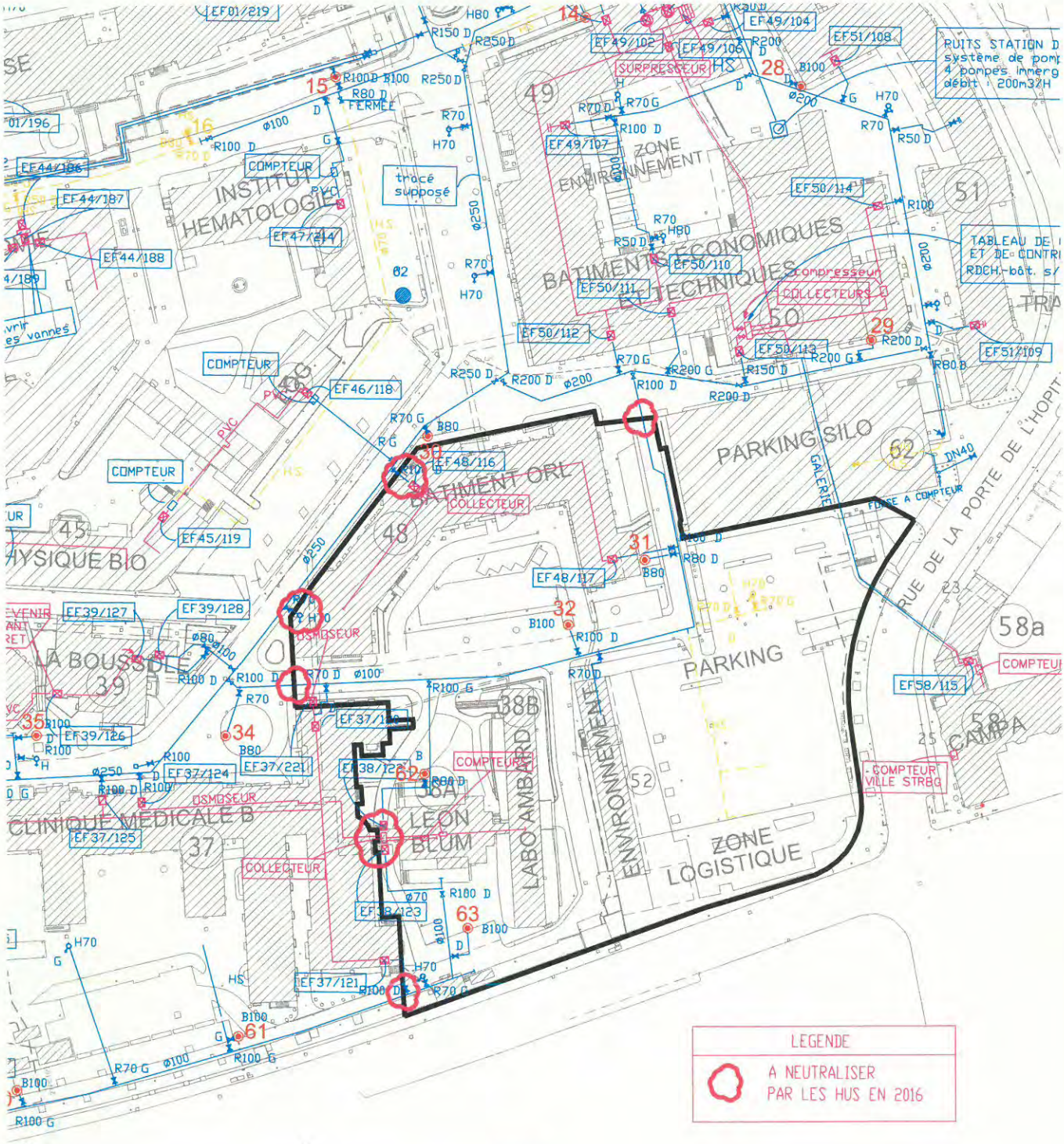
RESEAU ASSAINISSEMENT

Catégorie	Type	N° d'ordre	Zone	Indice	Echelle
PB	PLA	14	----	J	1:1000

Publié le 16/10/2015 à 16:10 — Format: ISO EPAN0 33 297.00 X 420.00 MM — HUS_A1_COULEUR_HP_INJET.CTB

Fichier : I:\DRT\PROJETS\HC\00 - tous pavillons\hc_12601_01 devoiements sud\etat actuel\R-PB\EXISTANT-HC_PB_ASS.dwg
Taille du fichier : 0.33 Mo — Mis à jour le : 02/12/2013 — Par : HEAULMEL — Source : HUS

Ce plan est la propriété des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg / Pôle de Gestion des Investissements et de la Logistique / Direction des Infrastructures et des Travaux. Il est strictement interdit de le copier, le diffuser, ou le modifier sans un accord écrit des HUS. Pour toute information complémentaire, contactez la cellule dessin : dessin@chru-strasbourg.fr



LEGENDE

RESEAU HORS SERVICE

R70 — VANNE DE SECTION

VANNE 1/4 TOUR

POTEAUX INCENDIE

PUITS

HYDRANT

N

Les Hôpitaux Universitaires de STRASBOURG

HOPITAL CIVIL

00-GENERAL

RESEAU EAU FROIDE

Catégorie	Type	N° d'ordre	Zone	Indice	Echelle
PB	PLA	13	----	Q	1:1000

Fichier : I:\DRT\PROJETS\HC\00 - tous pavillons\hc_12601_01 devoiements sud\etat actuel\R-PB\EXISTANT-HC_PB_AEP.dwg
Taille du fichier : 0.30 Mo — Mis à jour le : 17/08/2015 — Par : HEAULMEL — Source : HUS

Ce plan est la propriété des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg / Pôle de Gestion des Investissements et de la Logistique / Direction des Infrastructures et des Travaux. Il est strictement interdit de le copier, le diffuser, ou le modifier sans un accord écrit des HUS. Pour toute information complémentaire, contactez la cellule dessin - dessin@chru-strasbourg.fr

Strasbourg.eu
eurométropole

15

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Raccordement de la Tour du Schloessel à la chaufferie de l'EHPAD Emmaüs Diaconesses à Koenigshoffen.

Par délibération du 25 novembre 2013, le Conseil municipal a approuvé la rénovation de la Tour du Schloessel dont les travaux seront finalisés au printemps 2016. Ils comprennent la rénovation du système de chauffage actuel, obsolète et entièrement électrique.

L'EHPAD Emmaüs Diaconesses, voisin de la Tour du Schloessel, à Koenigshoffen, dispose d'une chaufferie performante « Pompe à chaleur eau/eau et chaudières gaz en appoint (870 et 520 kW)». Par ailleurs, l'EHPAD est un établissement, exemplaire par sa gestion environnementale et sociale (Obtention du Trophée National du Développement Durable en 2013). Il est l'un des premiers signataires de la Charte du Parc naturel urbain de Strasbourg.

Les études préliminaires des travaux de rénovation ont conduit à démontrer tout l'intérêt, pour les deux parties, de la connexion de la Tour du Schloessel à la chaufferie de l'EHPAD Emmaüs Diaconesses. Ainsi les deux parties ont élaboré conjointement ce projet de raccordement.

Intérêt du raccordement à la chaufferie de l'EHPAD :

La puissance nécessaire pour chauffer la Tour du Schloessel est évaluée à 35 KW.

Afin d'étayer la décision à prendre, un comparatif énergétique entre plusieurs solutions a été réalisé : Electricité, Gaz naturel, PAC (pompe à chaleur) + Gaz.
La solution PAC + Gaz pour une consommation annuelle estimée à 27 687 kWh et 1 835 € HT présente une économie de :

- 13 740 kWh par rapport au chauffage électrique (2 100 € HT),
- 20 765 kWh par rapport au gaz naturel (780 € HT).

De par la situation de la Tour du Schloessel, très éloignée du réseau, un raccordement direct au Gaz avait été rapidement écarté. Par ailleurs, l'installation d'une pompe à chaleur obérait les espaces disponibles et comportait des risques sur un bâtiment très ancien. Ainsi c'est la solution de raccordement à l'EHPAD qui a été retenue sur plusieurs critères :

- compacité et sécurité de l'installation,
- économie de consommation,
- économie financière.

Le coût prévisionnel de l'installation d'un chauffage central raccordé à la chaufferie de l'EHPAD s'établit à 51 000 € HT correspondant à :

- 12 k€ pour le réseau de raccordement,
- 19 k€ pour les radiateurs et ventilo-convecteurs,
- 10 k€ pour la distribution,
- 10 k€ pour la régulation de zone.

Compte tenu des investissements qui seraient nécessaires pour la rénovation du chauffage électrique existant, estimés à 35 000 € HT, et de l'économie réalisée sur la facture énergétique, le temps de retour brut sur investissement est de l'ordre de 7 à 8 ans.

Documents contractuels :

Les projets d'accords entre les deux parties sont annexés à la présente délibération :

- le projet de convention de raccordement fixe les conditions et caractéristiques du raccordement ;
- le projet de police d'abonnement fixe les conditions et caractéristiques de fourniture de chaleur.

Par ailleurs, le tracé du raccordement, d'une longueur de 222 mètres cheminera dans le bâtiment et le jardin de l'EHPAD, et sur quelques mètres dans le jardin du Schloessel.
Il convient donc de mettre en place une convention d'autorisation d'occupation domaniale et une servitude sur les parcelles MX 134 - 7 - 105 de l'EHPAD.
Le raccordement étant construit dans le seul but de fournir en chaleur la Tour du Schloessel, aucune redevance d'occupation ne sera appliquée.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le raccordement de la Tour du Schloessel à la chaufferie de l'EHPAD Emmaüs Diaconesses

autorise

le Maire ou son représentant à signer tout document concourant à l'exécution de la présente et notamment :

- *les contrats et conventions afférents au raccordement de la Tour du Schloessel à la chaufferie de l'EHPAD Emmaüs Diaconesses ;*
- *tous actes complémentaires ou rectificatifs nécessaires à cet effet ;*
- *la constitution des conventions d'autorisation d'occupation domaniale et servitudes nécessaires au passage des conduites de raccordement.*

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

CONVENTION DE RACCORDEMENT DE CHAUFFAGE

DE LA TOUR DU SCHLOESSEL A LA CHAUFFERIE

DE L'EHPAD EMMAUS–DIACONESSES KOENIGSHOFFEN

Conclue entre :

- EHPAD Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen, ayant son siège administratif 33 rue de la Tour, 67087 STRASBOURG Cedex, représenté par Stéphane BUZON, Directeur Général, dûment habilité,

Et

- La Ville de Strasbourg, 1 Parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG CEDEX représentée par Monsieur le Maire de Strasbourg, agissant en exécution d'une délibération du Conseil Municipal du .....

PREAMBULE

La Ville STRASBOURG est propriétaire de la Tour du Schloessel, à Koenigshoffen qui est situé à proximité de l'EHPAD Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen. Le chauffage de ce bâtiment était jusqu'à présent assuré par un système tout électrique vieillissant et énergivore. Sa rénovation étant initiée, une solution de chauffage économique et alimentée par des énergies renouvelables est mise en oeuvre.

L'EHPAD Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen est chauffé par une pompe à chaleur eau/eau et 2 chaudières gaz en appoint de puissances respectives de 870 kW et 520 kW.

L'EHPAD Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen et la Ville de STRASBOURG se sont rapprochées afin d'étudier ensemble la possibilité et les modalités d'un raccordement de la Tour du Schloessel à la chaufferie de l'EHPAD Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen.

Ceci étant exposé, les parties ont convenu de ce qui suit.

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de régir les modalités de raccordement de la Tour du Schloessel aux installations de chauffage de l'EHPAD Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen, ainsi que les conditions de fourniture de chaleur et de réalisation des prestations de maintenance des installations.

PROJET

CHAPITRE PREMIER : MODALITES DE RACCORDEMENT

Article 2 : Travaux de raccordement

Article 2.1. : Autorisations délivrées par la Ville de Strasbourg à l'EHPAD Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen

La ville de Strasbourg fait son affaire de l'obtention des autorisations d'occupation domaniale ou de l'établissement des servitudes d'accès et de passage auprès des gestionnaires concernés.

Article 2.2. : Réalisation des travaux de réseau propre à la Tour du Schloessel

Les travaux de réalisation de la canalisation de distribution de la chaleur allant des installations primaires (chaufferie de l'EHPAD Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen) au raccordement au poste de livraison (sous-station de la maison du PNU) sont réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Ville de Strasbourg.

L'entreprise chargée de la réalisation des travaux de réseau est également chargée du branchement par lequel les installations de chauffage de la maison du PNU sont raccordées à la canalisation de distribution relevant des installations primaires.

Le branchement est délimité de la manière suivante : coté Ville de Strasbourg, à la bride aval de la première vanne secondaire d'isolement rencontrée par le fluide qui l'alimente et à la bride amont secondaire de la dernière vanne d'isolement rencontrée par le fluide renvoyé au réseau.

Le réseau ainsi que le branchement demeurent la propriété de l'EHPAD Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen.

Article 2.3. : Installation des équipements spécifiques au raccordement de la Tour du Schloessel à la chaufferie de l'EHPAD Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen

L'installation des équipements spécifiques nécessaires au raccordement de la Tour du Schloessel au système de chauffage de l'EHPAD Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen est réalisée sous la maîtrise d'ouvrage de la Ville de Strasbourg..

Ces équipements demeurent la propriété de l'EHPAD Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen.

Article 2.4. : Réalisation des travaux relatifs à la sous-station de la maison du PNU

La ville de Strasbourg fait son affaire des travaux relatifs à la sous-station de la maison du PNU de la tour Schloessel rendus nécessaires pour le raccordement au système de chauffage de l'EHPAD Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen.

Ces travaux sont réalisés sous sa maîtrise d'ouvrage et conformément aux règles qui lui sont habituellement applicables.

PROJET

La sous-station de la maison du PNU est la propriété de l'EHPAD jusqu'aux brides d'entrée et sortie secondaires de l'échangeur.

Article 2.5. : Démantèlement des installations de chauffage existantes de la Tour du Schloessel

La Ville de Strasbourg fait son affaire du démantèlement des installations de chauffage existantes et de la réorganisation du système de chauffage.

Article 3 : Conditions financières

Article 3.1. : Travaux de réalisation de la canalisation de raccordement et de branchement

Les travaux de réalisation du raccordement de la tour du Schloessel à la chaufferie de l'EHPAD Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen sont financés par la Ville de Strasbourg.

Ces travaux comprennent :

- la réalisation du réseau enterré,
- la panoplie hydraulique avec pompes primaires au niveau de la chaufferie,
- la panoplie hydraulique avec échangeur à plaque au niveau de la sous-station de la Tour du Schloessel
- l'installation des compteurs d'énergies.

Article 3.2 : Energie électrique et autres charges

La fourniture de chaleur de la maison du PNU nécessite l'utilisation d'énergie électrique, à la fois pour le *process* PAC/gaz (production de chaleur) et les auxiliaires (distribution et régulation). De même l'exploitation de la chaufferie peut donner lieu à d'autres charges nécessaires au bon fonctionnement de l'installation et exclus du contrat d'exploitation.

La méthodologie de répartition des coûts de ces charges est la suivante :

- A la fin de chaque année civile, l'EPHAD fait le bilan total du coût des charges de l'année concernée ainsi que le bilan des consommations thermique (MWh) de la Tour du Schloessel et de l'EHPAD.
- Après la détermination des éléments évoqués ci-dessus, la répartition financière des charges se fait proportionnellement selon les consommations thermiques de chacun.

PROJET

- Le décompte sera donc envoyé par l'EHPAD à la Ville de Strasbourg, courant premier trimestre de l'année suivante, avec en annexe le bilan de répartition. La Ville de Strasbourg est en droit de consulter les factures des fournisseurs, l'EHPAD les met donc à disposition sur simple demande de la Ville de Strasbourg.

  L'adresse de facturation est la suivante :

  Ville de Strasbourg

  Service Comptabilité

  Adresse 1 Parc de l'étoile, 67076 STRASBOURG Cedex

CHAPITRE DEUX : CONDITIONS DE FOURNITURE DES PRESTATIONS

Article 4 : Prestations des parties

Par la présente, l'EHPAD Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen s'engage à mettre à disposition sa chaufferie et son réseau en vue de la fourniture de chaleur de la Tour du Schloessel.

En contrepartie, la Ville de Strasbourg s'engage à retirer la chaleur de cette chaufferie et de son réseau, destinée à la Tour du Schloessel, pendant toute la durée de la présente convention.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de dix (10) années à compter de la date de sa signature par les parties.

Un an au moins avant l'expiration du contrat, la Ville de Strasbourg informe l'EHPAD Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen de son intention de renouveler le contrat, sous réserve de l'absence de modification substantielle des conditions financières de la police d'abonnement et de maintenance dans sa version telle que reproduite en annexe 1 ainsi que de la présente convention.

Article 6 : Mise à disposition des équipements

L'EHPAD autorise l'exploitant à utiliser les équipements visés par la présente convention afin de fournir en chaleur la maison du PNU.

PROJET

Article 7 : Modalités de livraison et de réalisation des prestations

Article 7.1. : Conditions de livraison et de réalisation des prestations objet de la convention

En cas de difficultés dans l'exécution de la police d'abonnement et de maintenance, et ce pour quelque motif que ce soit, la Ville de Strasbourg s'engage à en informer sans délai l'EHPAD Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen.

L'EHPAD Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen est responsable de la bonne exécution des prestations prévues aux présentes. En cas de défaillance de l'exploitant, si le choix de passer par un exploitant est fait, - non au titre de l'exploitation, mais au titre de l'installation de production -, l'EHPAD s'engage à mettre tout en œuvre pour pallier à cette défaillance.

Article 7.2. : Abonnement

L'EHPAD Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen effectue l'exploitation et la maintenance de sa chaufferie et de son réseau. Dans le cas ou l'EHPAD Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen passerait par un exploitant, la Ville de Strasbourg devrait en être informée.

La fourniture des prestations par l'EHPAD Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen ou par un exploitant à la Tour du Schloessel s'effectue aux conditions prévues par la police d'abonnement et de maintenance qui sera conclue entre la Ville de Strasbourg et l'EHPAD Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen. Si un exploitant venait a être choisi, celui ci devra honorer la fourniture des prestations aux conditions prévues par la police d'abonnement et de maintenance conclue entre l'EHPAD Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen et la Ville de Strasbourg.

Cette police d'abonnement et de maintenance prévoit les prestations fournies, les modalités d'entretien et de maintenance, les conditions d'intervention « *hors garantie* », les conditions de responsabilité de l'EHPAD Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen ou de l'Exploitant, les obligations de la Ville de Strasbourg et de l'EHPAD Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen ou de l'Exploitant, les périodes de fournitures, les conditions techniques de livraison, les modalités d'établissement et de révision des prix, de facturation et de paiement des prestations ainsi que les modalités de résiliation du contrat de distribution.

La police d'abonnement et de maintenance est annexée à titre d'information à la présente convention.

En cas de résiliation de la présente convention, la police d'abonnement est automatiquement résiliée à la même date.

Article 7.3. : Mise en place et changement d'Exploitant

PROJET

En qualité de gestionnaire de la chaufferie et de son réseau, l'EHPAD Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen est responsable du choix de déléguer l'exploitation des installations ainsi que du choix de l'Exploitant.

Le changement d'Exploitant, soit à l'expiration du contrat d'exploitation, soit de manière anticipée ne constitue pas en soi un motif de résiliation de la présente convention.

Article 8 : Responsabilité en cas de dommages corporels et matériels

L'EHPAD Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen ou son exploitant supporte la charge des dommages corporels et matériels qui leur sont imputables, causés à la Ville, à ses agents ou aux tiers ou usagers du service public concerné.

Article 9 : Paiement du prix

Le paiement du prix par la Ville de Strasbourg des prestations d'exploitation, de maintenance et de fourniture de chaleur (R1 et R2) s'effectue directement auprès de l'EHPAD Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen ou de l'exploitant dans les conditions fixées par la police d'abonnement et de maintenance.

Article 10 : Résiliation de la convention

Article 10.1. : Résiliation pour faute

En cas de manquement d'une particulière gravité de l'une des parties à ses obligations résultant de la présente convention, l'autre partie peut décider de prononcer la résiliation de la présente convention.

La résiliation pour faute ne peut intervenir qu'à l'issue de la procédure suivante :

- Dans le cas où l'une des parties constate des manquements à ses obligations par l'autre, elle doit la mettre en demeure par courrier recommandé avec accusé de réception de prendre toutes les mesures utiles pour faire cesser le manquement dans un délai qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la réception du courrier.

  Le courrier de mise en demeure doit indiquer la nature des manquements reprochés ainsi que la sanction envisagée en cas d'infructuosité de la mise en demeure.

- Si la mise en demeure est, à l'expiration du délai imparti, restée sans effet ou que les mesures prises se sont avérées insuffisantes, la résiliation peut être prononcée sans délai ; elle est notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception.

  Le courrier de résiliation indique la date d'effet de la résiliation.

PROJET

En cas de résiliation pour faute, la partie à l'encontre de laquelle la résiliation est prononcée, ne peut exiger aucune indemnité.

Un décompte des prestations restant dues est, le cas échéant, établi.

La partie qui prononce la résiliation peut, le cas échéant, demander l'indemnisation des préjudices qu'elle a subis du fait de la résiliation et des fautes commises par l'autre partie.

Article 10.2. : Résiliation pour motif d'intérêt général

La Ville de Strasbourg en qualité de personne publique a le droit de résilier de manière anticipée la convention pour motif d'intérêt général.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, la Ville de Strasbourg doit en informer l'EHPAD Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen par courrier recommandé avec accusé de réception au moins six mois avant la date d'effet de la résiliation à compter de la réception du courrier.

La Ville de Strasbourg s'engage également à indemniser l'EHPAD Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen de tout préjudice subi du fait de la résiliation. La Ville de Strasbourg n'aura pas à supporter la perte fiscale subie par l'EHPAD Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen du fait de cette résiliation.

Article 10.3. : Résiliation en cas de résiliation de la police d'abonnement et de maintenance par l'une ou l'autre des parties

Le cas échéant, l'une des parties est tenue d'informer sans délai l'autre partie de la résiliation de la police d'abonnement et de maintenance par un courrier recommandé avec accusé réception.

La résiliation de la police d'abonnement et de maintenance – quel qu'en soit le motif - entraine de plein droit la résiliation de la présente convention au terme du délai de trois mois à compter de la réception par l'EHPAD Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen du courrier mentionné à l'alinéa précédent. Durant ce délai, les parties peuvent cependant décider d'un commun accord de poursuivre l'exécution de la présente convention.

Ni la Ville de Strasbourg, ni l'EHPAD Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen ne peuvent réclamer d'indemnités à raison de cette résiliation.

Article 11 : Modification de la convention

Toute modification de la présente convention ne peut résulter que de l'accord des parties et doit faire l'objet d'un avenant écrit.

PROJET

Article 12 : Réunions de bilan

A la demande de l'une d'entre elles, les parties s'engagent à se réunir une fois par an afin de faire le point sur les conditions d'exécution de la présente convention.

Article 13 : Sort des biens au terme de la convention

Au terme de la présente convention, que ce terme soit anticipé ou non, la Ville de Strasbourg et l'EHPAD Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen ont la faculté d'exiger le rétablissement des lieux dans leur état primitif. Dans le cas où l'un des partis déciderait d'exercer cette faculté, la Ville de Strasbourg et l'EHPAD Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen partagent à parts égales les frais résultant de cette remise en état.

Article 14 : Règlement des litiges

En cas de litige survenant à l'occasion de l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tout mettre en œuvre pour parvenir un règlement amiable.

En cas d'échec de la conciliation, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait en double exemplaire original,

à Strasbourg, le

Pour l'EHPAD **Pour la Ville de Strasbourg**

Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen

PROJET

VILLE DE STRASBOURG

ALIMENTATION EN CHALEUR
DE LA TOUR DU SCHLOESSEL
PAR L'EPHAD EMMAÜS-DIACONESSES
KOENIGSHOFFEN

PROJET

Police d'abonnement

Entre le Titulaire,

- Nom ou raison sociale : EHPAD Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen
- Association dont le siège est situé 3 rue Sainte Élisabeth 67000 Strasbourg, immatriculée au registre des associations du Tribunal d'instance de .....le ..... sous la référence .....;
- Adresse de l'EHPAD : 33 rue de la Tour 67200 Strasbourg
- Représenté par Monsieur Stephane BUZON, Directeur général

Et l'Abonné,

- Nom ou raison sociale : Ville de Strasbourg
- Adresse : 1 parc de l'Etoile – 67076 STRASBOURG CEDEX
- Représenté par

Étant rappelé que :

La présente police constitue le contrat d'abonnement aux prestations de fourniture d'énergie calorifique de la Tour du Schloessel à la chaufferie de l'EPHAD Emmaüs-Diaconesses Koenigshoffen.

Il a été convenu ce qui suit

I. Conditions particulières de l'abonnement

- Désignation, adresse et fonction des bâtiments à desservir
  - Tour du Schloessel 33a rue de la Tour à Strasbourg
  - Surface totale y compris dégagements 442 m^2 , possibilité d'extension à terme au logement de 80 m^2

- Désignation du poste de livraison
  - Sous-station située dans le placard de la petite salle du RDC de la Tour du Schloessel

- Puissances souscrites sur le réseau (chauffage seul) (en kW)
  - 35 kW

- Compteur de chaleur : installé en chaufferie sur le départ primaire spécifique alimentant la Tour du Schloessel

- Caractéristiques du fluide primaire
- température maximale d'alimentation des postes de livraison : 80° C
- température minimale de retour en chaufferie : 60° C
- température maximale en sortie d'échangeur : 75° C
- température minimale de sortie d'échangeur : 65° C
- pression de service : 3 bars au primaire / 3 bars au secondaire

- Facturation (adresse) : Ville de Strasbourg
  Service comptabilité
  1 parc de l'Etoile
  67076 STRASBOURG CEDEX

PROJET

II. Périmètre contractuel

La présente police a pour objet :

- la fourniture à l'Abonné d'énergie calorifique sous forme d'eau chaude selon les conditions techniques définies ci-dessus et selon les conditions tarifaires définies à l'article III ci-dessous ;
- la conduite et la maintenance des installations affectées à la fourniture d'énergie calorifique listées en annexe 1 de la présente police d'abonnement, selon le programme figurant en annexe 2 de la présente police d'abonnement ;
- le gros entretien/renouvellement des installations listées en annexe 1 de la présente police d'abonnement, selon le programme figurant en annexe 3 de la présente police d'abonnement.
- le Titulaire assurera les dépannages éventuels suivants les délais de réponse et les périodes d'astreinte suivantes, sur simple appel téléphonique de l'Abonné :
    - de 08h00 à 18h00 les jours ouvrables : délai de début d'intervention de 2 heures postérieures à la demande
    - le reste du temps, y compris nuits et jours fériés : délai de début d'intervention de 8 heures postérieures à la demande et après confirmation de la présence du personnel d'astreinte de la Ville de Strasbourg sur le site du dépannage
- l'énergie calorifique sera fournie de septembre à avril à l'Abonné. Toutefois, le Titulaire pourra interrompre cette fourniture pour travaux manuels d'entretien pendant une durée totale de cinq jours maximum, situées hors saison de chauffe et en principe en juillet et août et hors week-end. Le Titulaire doit en aviser l'Abonné une semaine au moins avant l'interruption pour accord.

III. Prix

III.1 Terme R1

Le terme R1 est un élément proportionnel représentant le coût des combustibles ou autres sources d'énergie réputés nécessaires pour assurer la fourniture d'un kWh destiné au chauffage des locaux ou au réchauffage d'un mètre cube d'eau chaude sanitaire ou s'il y a lieu, aux autres utilisations possibles de l'énergie.

III.2 Terme R2

Le terme R2 est un élément fixe représentant la somme des coûts annuels suivants :

R21 : coût des prestations de conduite, de petit entretien, des frais fixes administratifs nécessaires pour assurer le fonctionnement des installations primaires
R22 : coût des prestations de gros entretien et de renouvellement des installations primaires

III.3 Tarifs de base

R1gaz (prix unitaire à multiplier par le nombre de kWh relevé sur compteur provenant des chaudières gaz)

R1gaz
MONTANT H.T. ……. … €/kWh

R1pac (prix unitaire à multiplier par le nombre de kWh relevé sur compteur provenant de la pompe à chaleur)

PROJET

R1pac
MONTANT H.T. ……€/kWh

R2 (prix unitaire à multiplier par le ratio puissance souscrite abonné sur puissance totale)

R2.1
MONTANT H.T. ……€/kW

R2.2
MONTANT H.T.…… €/kW

IV. Modalités de révision des prix

IV.1 ENERGIE

Le prix du kWh correspond au prix de base du contrat en valeur du mois précédent la signature de la police d'abonnement.

Formule de révision du R1

R1'gaz = R1gaz *I_G

R1'pac = R1pac *I_{pac}

Identification des indices

I_G : indice gaz défini dans le contrat de fourniture du gaz de l'EPHAD

I_{pac} : indice électricité défini dans le contrat de fourniture d'électricité de l'EPHAD

Valeur de référence des indices

I_G :

I_{PAC} :

Périodicité de la mise en œuvre de la révision

La révision sera réalisée lors de chaque établissement de facture, en fonction des indices publiés au jour de la facture.

IV.3 ENTRETIEN ET GARANTIE TOTALE

Les prix R2.1 et R2.2 fixés à l'ARTICLE III.3 ci-dessus correspondent aux conditions

PROJET

économiques du mois précédent la date de signature de la présente police d'abonnement.

Sauf à être limités par des dispositions réglementaires et légales qui s'appliqueront de droit, ce prix sera révisé au moyen de la formule ci-après.

Entretien courant :

R'21 =

Garantie Totale :

R'22 =

définition indice :

IV.4 CLAUSE DE SAUVEGARDE

Lorsque le contrat d'abonnement voit son équilibre affecté et/ou compromis, notamment par l'effet d'une variation importante des coûts de production et de livraison d'énergie calorifique, les parties conviennent de se rencontrer dans les meilleurs délais à l'initiative de la partie la plus diligente afin d'arrêter d'un commun accord les modalités de poursuite du contrat.

V. Modalités de facturation et de paiement

V.1 Facturation de l'élément R1

Une facture d'acompte sera émise le dernier jour de chaque trimestre en prenant en compte :

- la valeur R1 calculée avec les indices connus le dernier jour du trimestre de facturation considéré,
- les valeurs des consommations de chaleur de l'Abonné du trimestre de facturation considéré, relevées aux compteurs de chaleur ; les dates de relevés des compteurs seront indiquées.
- une facture de régularisation sera émise après la fin de l'exercice considéré, et dès la connaissance des indices nécessaires aux calculs, en prenant en compte :
    - le calcul définitif du R1,
    - les consommations de chaleur de l'Abonné pour l'ensemble de l'exercice,
    - des acomptes déjà facturés.

V.2 Facturation de l'élément R2

Une facture sera émise le dernier jour de chaque trimestre, en prenant en compte un quart de la valeur R2 révisée avec les valeurs des indices connues le dernier jour du trimestre de facturation considéré.

V.3 Conditions de paiement

Sous réserve de dispositions réglementaires particulières, les factures sont payables dans

PROJET

les trente jours de leur présentation.

L'Abonné ne peut se prévaloir d'une réclamation sur le montant d'une facture pour justifier un retard au paiement de celle-ci.

A défaut de paiement dans le délai imparti qui suit la présentation des factures, le Titulaire peut interrompre, après un nouveau délai de trois mois, la fourniture de chaleur pour le chauffage après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception à l'Abonné.

Le Titulaire doit toutefois notifier à nouveau cette décision d'interruption à l'Abonné avec un préavis de un mois adressé dans les mêmes formes. Le Titulaire est dégagé de toute responsabilité par le seul fait d'avoir fait parvenir à l'Abonné, dans les délais prévus, les deux lettres recommandées précitées.

Au cas où la fourniture aurait été interrompue, les frais de cette opération ainsi que ceux de la remise en service ultérieure de l'installation, sont à la charge de l'Abonné.

Tout retard dans le règlement des factures donne lieu au paiement d'intérêts au taux d'intérêt légal.

Le Titulaire peut subordonner la reprise de la fourniture de chaleur au paiement des sommes dues ainsi que des frais de remise en service.

VI. Vérification des compteurs

La chaleur livrée à l'Abonné doit être mesurée par un ou plusieurs compteurs d'énergie thermique d'un modèle agréé. Les compteurs et les sondes de température sont plombés par un organisme agréé à cet effet par le service des instruments de mesure.

Les compteurs sont entretenus annuellement et remplacés si nécessaires, aux frais du Titulaire, par une entreprise agréée par le service des instruments de mesure. L'exactitude des compteurs doit être vérifiée au moins tous les deux ans par le service des instruments de mesure ou par un organisme agréé par ce dernier.

L'Abonné peut demander à tout moment la vérification d'un compteur au service des instruments de mesure ou à un organisme agréé par ce dernier. Les frais entraînés par cette vérification sont à la charge de l'Abonné si le compteur est conforme, du Titulaire dans le cas contraire.

Dans tous les cas, un compteur est considéré comme inexact lorsqu'il présente des erreurs de mesurage supérieures aux erreurs maximales tolérées fixées par la réglementation applicable, pour les compteurs d'énergie thermique. Tout compteur inexact est remplacé par un compteur vérifié et conforme.

Pour la période où un compteur a donné des indications erronées, le Titulaire remplace ces indications par le nombre théorique de kilowattheures calculé par comparaison avec la période qui suit la réparation du compteur, au prorata des degrés-jours :

$$Cc = Cm \times \frac{DJUc}{DJUm}$$

Avec :

Cc = Consommation corrigée pour la période où le compteur a donné des indications erronées.

PROJET

Cm = Consommation mesurée au compteur durant une période de 15 jours suivant le remplacement du compteur.

DJUc = Nombre de degrés jours unifiés pour la période de consommation Cc.

DJUm = Nombre de degrés jours unifiés pour la période de consommation Cm.

En attendant la facturation définitive, une facturation provisoire, égale à celle de la précédente période équivalente, est établie.

VII. Modification de la puissance souscrite

L'Abonné peut demander la modification (en plus ou en moins) de sa puissance souscrite en fonction de l'évolution de ses besoins, et notamment dans les cas suivants :

- agrandissement des locaux chauffés ;
- fermeture de locaux ;
- travaux ou mesures d'économie d'énergie.

Toute modification entraînera l'application de la nouvelle puissance souscrite pendant une durée minimale de deux ans.

En cas d'agrandissement ou de fermeture de locaux

L'Abonné communique dans les meilleurs délais les projets d'agrandissement et/ou de fermeture et/ou de démolition dont peuvent faire l'objet les bâtiments - et en tout état de cause avant le début des travaux.

La nouvelle puissance souscrite est déterminée d'un commun accord entre l'Abonné et le Titulaire.

A défaut d'accord, la nouvelle puissance sera attestée par une étude réalisée par un bureau d'études spécialisé, désigné sur proposition du Titulaire et après accord de l'Abonné, et dont les calculs thermiques auront été réalisés par un logiciel agréé.

Le nouveau tarif est applicable immédiatement à compter de l'effectivité de la nouvelle puissance souscrite.

VIII. Pénalités

a) En cas d'interruption de la fourniture de chaleur, le Titulaire verse à l'Abonné une pénalité dont le montant est égal à :

$$1 / 200 \times [R21 \times Ps] \times Dh$$

Avec les facteurs suivants :
R21, redevance unitaire annuelle (valeur à la date de l'interruption) ;
Ps, puissance souscrite de l'Abonné ayant subi l'interruption ;
Dh, durée en heures de l'interruption.

b) Les pénalités pour interruption ou retard dans l'exécution des prestations commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, pour toute interruption ou période de retard de huit heures consécutives.
La carence constatée par l'Abonné sera maintenue pour toute la période entre la date où elle aura été communiquée au Titulaire et la date où le Titulaire aura apportée la preuve de la fin de carence.

PROJET

c) En cas d'insuffisance de la fourniture de chaleur pendant 12 heures et plus, la pénalité est égale à la moitié de celle prévue ci-dessus pour une interruption de même durée.
L'insuffisance s'entend pour une livraison aux sorties de l'échangeur alimentant le réseau secondaire à une température inférieure de dix pour cent (10 %) à celle définie par les conditions normales de régulation de la température prévue aux conditions particulières, compte tenu des conditions climatiques du moment à moins que la cause n'en soit un dépassement de puissance souscrite.
Toute insuffisance ne permettant pas de satisfaire cinquante pour cent (50 %) des besoins de l'Abonné sera assimilée à une interruption, et traitée comme telle.

d) Les pénalités ne sont pas applicables :
   - aux conséquences d'un défaut de fourniture d'énergie électrique, d'eau ou de combustible gaz sur le site objet de l'intervention
   - en cas de force majeure et notamment en cas de dépassement de la capacité totale des moyens de production de chaleur, à la suite de conditions climatiques extrêmes ; à condition toutefois que le Titulaire ait mis tout en œuvre pour assurer ses prestations dans les meilleures conditions possibles, compatibles avec les moyens et les matériels dont il dispose.

e) Les pénalités prévues sont plafonnées sur la durée du contrat à hauteur de 15% du montant annuel hors taxes R21xPs

IX. Durée

La présente police prend effet à compter du ..... et arrivera à échéance le .....

Il est précisé qu'en cas de mise en place ou de changement d'exploitant par l'EPHAD celui ci devra respecter les termes de la présente police d'abonnement.

X. Résiliation

En cas de manquement grave, répété et dûment caractérisé d'une partie aux obligations découlant de la présente police d'abonnement, l'autre partie peut, moyennant notification préalable d'une mise en demeure restée infructueuse au terme d'un délai d'un mois, notifier par courrier recommandé avec accusé de réception la résiliation de l'abonnement. La résiliation est effective dix jours suivant la date de réception de la mise en demeure.

XI. Règlement des litiges - attribution de juridiction

Les parties à la présente police s'efforceront de régler tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution du contrat d'abonnement par voie amiable.

A défaut de règlement amiable dans un délai d'un (1) mois suivant notification du litige par la partie la plus diligente, la juridiction compétente pourra être saisie.

Fait à Strasbourg, le

Le Titulaire **L'Abonné**

PROJET

ANNEXE I : liste des installations et équipements objet de l'abonnement

- **SOUS STATION DE LA TOUR DU SCHLOESSEL**

Comprenant les équipements suivants :

- 1 échangeur à plaques XXX kW avec jaquette calorifugée
- Ensemble de régulation
- Tuyauterie raccordement calorifugée depuis l'entrée de la sous-station jusqu'à l'échangeur
- Soupapes de sécurité
- Robinetteries diverses
- Raccordements électriques
- Raccordement sur installation existante avec vannes de by-pass

- **RESEAU**

Comprenant les équipements suivants :

- 1 ensemble de conduites pré-isolées
- 1 ensemble de vannes

- **CHAUFFERIE**
  INSTALLATION SPÉCIFIQUE AU RÉSEAU DE LA TOUR DU SCHLOESSEL

Comprenant les équipements suivants :

- 1 Compteur de calories avec filtre
- 1 Compteur d'énergie électrique
- 2 Pompes avec variateur de vitesse
- Ensemble de régulation
- Tuyauterie raccordement calorifugée depuis le départ spécifique jusqu'au raccordement sur le réseau enterré
- Robinetteries diverses
- Raccordements électriques

L'exhaustivité des matériels pris en compte sera confirmée lors de la prise en charge qui sera réalisée dès l'achèvement des travaux d'installation.

Cette prise en charge sera réalisée en présence d'un représentant de l'Abonné et donnera lieu à la signature du Procès-verbal de prise en charge qui sera annexé au présent contrat.

PROJET

ANNEXE II : Programme d'entretien maintenance

OPERATIONS D'ENTRETIEN	Hebdomadaire	Mensuel	Trimestriel	Semestriel	Annuel	Si besoin
Matériel en chaufferie						
Pompes						
Manœuvre des vannes, contrôle de la hauteur manométrique			X			
Remplacement des manomètres						X
Réglage du débit					X	
Essai et permutation des pompes			X			
Presse-étoupe						
. contrôle de l'écoulement du goutte à goutte			X			
. réglage					X	
. réfection des garnitures mécaniques						X
. nettoyage de l'écoulement d'eau					X	
Variateur de vitesse						
. fonctionnement du variateur			X			
Vannes :						
- vérification de l'étanchéité, des joints et presse-étoupe			X			
- manœuvre et graissage			X			
- resserrage ou remplacement des joints et presse-étoupe					X	
- élimination des dépôts éventuels					X	
Comptage d'énergie thermique						
- Contrôle de :						
. consommations d'énergie thermique	X					
. fonctionnement du poste de comptage			X			
. état d'huile dans les doigts de gant					X	
, relevé des compteurs		X				
- Contrôle annuel du compteur par organisme agréé					X	
- Remise en état ou remplacement de compteur défectueux						X
Comptage d'énergie électrique						
- Contrôle de :						
. consommations d'énergie électrique		X				
. fonctionnement du poste de comptage			X			
, relevé des compteurs		X				
- Remise en état ou remplacement de compteur défectueux						X

PROJET

OPERATIONS D'ENTRETIEN	Hebdomadaire	Mensuel	Trimestriel	Semestriel	Annuel	Si besoin
Matériel en sous-station						
Généralités						
- Vérification d'étanchéité			X			
- Contrôle de la température entrée et sortie, primaire et secondaire échangeur			X			
- Remplacement des thermomètres						X
- Vérification et maintien de l'équilibrage sur le réseau primaire						X
Echangeur						
- Contrôle des pertes de charge			X			
- Resserrage des joints de tête					X	
- Contrôle de fonctionnement des soupapes				X		
Dispositifs de contrôle, de régulation et de sécurité						
Contrôle de fonctionnement			X			
Contrôle et réglage des points de consigne			X			
Contrôle de l'état des capteurs et des liaisons capteurs-organes de commande				X		
Contrôle de fonctionnement et réglage de fin de course des servomoteurs					X	
Réfection des presse-étoupe de vanne						X
Graissage tige vanne					X	
Graissage moteur					X	
Remplacement de thermostats, thermomètres						X
Matériel 'réseau'						
Canalisations						
. contrôle de l'étanchéité		X				
. mesure des appoints d'eau		X				
. surveillance du comportement des tuyauteries lors des dilatations					X	
Robinetterie						
. manœuvre périodique				X		
. resserrage des presse-étoupe, réfection des garnitures, contrôle d'étanchéité					X	
. graissage des tiges vanne					X	
. resserrage de joint, bride					X	
. contrôle et réglage des automatismes ou télécommandes			X			
- Filtre : surveillance de l'encrassement, purge et nettoyage		X				
- Purges d'air : surveillance de fonctionnement, nettoyage, vérification d'absence d'air dans les canalisations primaires		X				
Canalisations accessibles						
- Resserrage des brides et raccords					X	
- Réfection des joints						X
- Surveillance d'état de surface extérieur					X	

PROJET

Annexe III : Programme de gros entretien renouvellement

PLANNING PREVISIONNEL SUR LA DUREE DE L'ABONNEMENT										
	ANNEE DU CONTRAT									
Opération	**1**	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7**	**8**	**9**	**10**
Remplacement plaques échangeur de chaleur								X		
Soupapes de sécurité						X				
Sondes compteur de calories					X					X
servomoteur vanne de régulation								X		

PROJET

16

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Troisième consultation en autopromotion ou habitat participatif : désignation des groupes lauréats et nominés à l'issue de la phase 1 de la consultation.

La Ville de Strasbourg s'est engagée dès 2009 dans le développement d'une politique ambitieuse de soutien à l'habitat participatif. Depuis une vingtaine de projets recouvrant la diversité des formes que peut prendre l'habitat participatif, l'autopromotion, accession sociale et le locatif social, sont actuellement en cours ou déjà livrés.

Le nombre et la diversité de ces projets, font aujourd'hui de Strasbourg une référence nationale, dans cette troisième voie d'accès au logement confortée par la loi adoptée en mars 2014 et dont les décrets sont en cours d'application.

A l'identique de la deuxième consultation, le cahier des charges de cette troisième consultation autopromotion est organisé en trois phases :

- phase 1 : constitution et choix des groupes,
- phase 2 : élaboration du programme et faisabilité financière,
- phase 3 : études architecturales et technique, montage juridique et financier.

A l'issue de la phase 1, les groupes ont été amenés à proposer un dossier présentant leurs motivations, leur projet commun, leur stratégie d'organisation, et l'amorce d'un préprogramme.

Un total de 7 groupes a déposé un dossier sur 5 sites concernés.

N°	Adresse	Nb de candidats	Noms
1	19 rue de Lunéville / Neudorf (Immeuble bâti composé de deux logements actuellement occupés, à réhabiliter)	3 groupes	Luné-Vie Un air de famille A Lun'Hissons
2	22 rue des Chanoines Lux / Neuhof (Terrains loués comme jardin)	0 groupe	
3	50 rue de la Renaissance / Roberstau (Terrain fauché)	0 groupe	

4	6 rue des Anémones / Roberstau (Terrain fauché)	3 groupes	Dolce Citta Grand 8 Le Nautilus
5	43 route d'Oberhausbergen / Cronenbourg (Immeuble frappé d'alignement à déconstruire)	1 groupe	DomInov

Au vu des différents dossiers déposés et de l'audition le 17 octobre 2015 de chacun des groupes par la commission ad hoc, composée d'élus de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, de représentants des services et de personnes qualifiées dans le domaine de l'habitat participatif, le choix des dossiers a été réalisé sur la base des critères de jugement des offres définis dans le cahier des charges.

Pour chaque terrain sur lesquels des candidatures se sont manifestées il a été proposé :

- un groupe lauréat qui bénéficiera de la réservation du terrain sur lequel il a postulé, jusqu'à fin avril 2016. Durant cette période qui correspond à la phase 2, le groupe lauréat devra, appuyé par une assistance à Maîtrise d'Ouvrage professionnelle, finaliser le programme définitif de l'opération, et vérifier sa faisabilité financière.
- un groupe nominé que la Ville se réserve la possibilité, à tout moment, de recontacter pour lui proposer de se substituer au groupe lauréat en cas d'abandon ou de non respect par celui-ci des dispositions du cahier des charges durant les phases suivantes.

Il est proposé au Conseil municipal de valider les groupes ayant été retenus à l'issu du travail de la commission ad hoc, et détaillés dans le tableau ci-après.

N°	Adresse	Constructibilité	Lauréat	Nominé
1	19 rue de Lunéville / Neudorf (Immeuble à réhabiliter)	150 à 200 m² SP 2 logements	A Lun'Hisson	Luné-Vie
2	22 rue des Chanoines Lux / Neuhof Terrain Surf : 474 m²	300 m² SP 3 à 4 logements		
3	50 rue de la Renaissance / Roberstau Terrain Surf : 542 m²	300 m² SP 2 à 3 logements		
4	6 rue des Anémones / Roberstau Terrain Surf : 1813 m²	600 m² SP 8 logements	Grand 8	Dolce Citta
5	43 route d'Oberhausbergen / Cronenbourg Terrain Surf : 178 m²	250 m² SP 3 logements	DomInov	

Comme cela a été le cas pour la deuxième consultation autopromotion, la collectivité participera financièrement au coût des assistants à Maitrise d'Ouvrage professionnels chargés d'accompagner les groupes pour la finalisation de leur programme et la vérification de la faisabilité financière de l'opération en phase 2. Cet accompagnement sera financé à raison de 50% du montant de la mission, avec un plafond fixé à 3000 € TTC par projet.

La collectivité prendra également en charge à l'issue de la deuxième phase, la déconstruction du bâtiment actuel situé sur le terrain 43 rue d'Oberhausbergen, actuellement frappé d'alignement, de même que pour les consultations précédentes, la dépollution des différents terrains, si ceux-ci devaient être concernés le cas échéant par une pollution.

Conformément au cahier des charges, le prix de vente des terrains sera basé sur une estimation établie par France Domaine.
Les conditions de la vente seront définies et validées par une délibération qui sera proposée au Conseil concomitamment avec le dépôt de la demande de permis de construire. Il en suivra une promesse de vente permettant au groupe, en lien avec les services de la collectivité, de finaliser les différentes démarches liées au financement de l'opération. Cet avant-contrat cadrera la période entre la demande d'autorisation de construire et le démarrage des travaux, qui sera précédé de la signature de l'acte de vente.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

sur proposition de la commission plénière,
après en avoir délibéré,
approuve

- *le choix des projets groupes lauréats et nominés à savoir :*

  pour le terrain l'immeuble 19 rue de Lunéville : A Lun' Hisson (lauréat) et Luné-Vie (nominé) ;
  pour le terrain 6 rue des Anémones : Grand 8 (lauréat) et Dolce Citta (nominé),
  pour le terrain 43 route d'Oberhausbergen : DomInov (lauréat) ;
- *le versement par la collectivité de sa participation aux assistants à Maitrise d'Ouvrage des groupes retenus, tel que détaillé dans le présent rapport ;*
- *la possibilité pour la collectivité de prolonger la réservation des terrains à l'issue de la deuxième phase pour les groupes lauréats, ou à défaut de mettre fin à la réservation et de retourner le cas échéant vers les groupes nominés sur le même terrain, si le groupe lauréat n'arrive pas à finaliser la faisabilité de son projet ou ne respecte plus le termes du cahier des charges ;*

autorise

- *le Maire ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à la bonne exécution des présentes ;*
- *le Maire ou son représentant à déposer la demande de permis de démolir de l'immeuble situé au 43 route d'Obershausbergen ;*
- *les groupes retenus à effectuer toutes investigations complémentaires qu'ils estimeraient nécessaires à leur frais, sur les parcelles destinées à leur être cédées et ce avec l'accord de la collectivité ;*

- *à implanter tous panneaux sur les dites parcelles en vue de la communication sur leur projet ;*
- *à déposer un dossier de demande de permis de construire sur ces mêmes parcelles ;*

décide

- *l'imputation du total des dépenses de participation des assistants à Maîtrise d'Ouvrage sur les crédits ouverts sous la fonction 820, nature 6714, activité AD07A.*

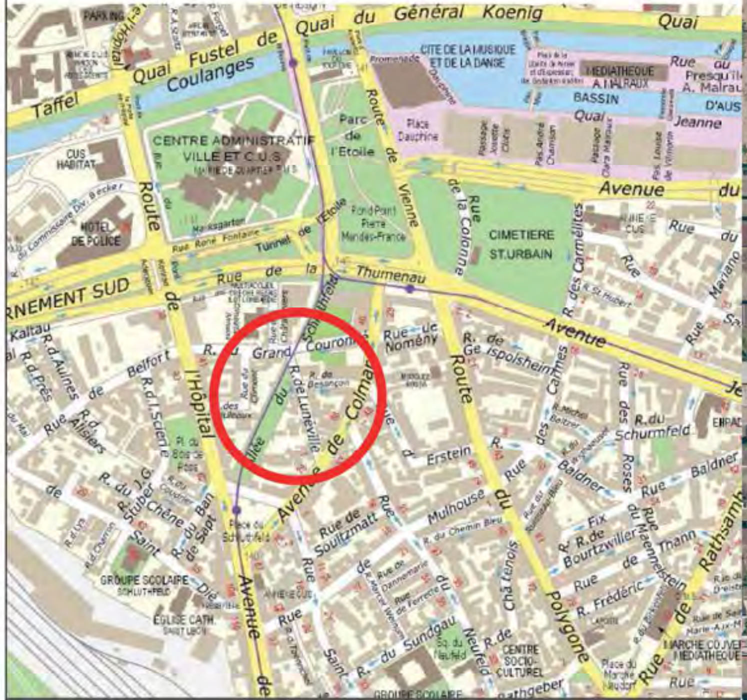
Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

Strasbourg.eu eurométropole

Capitale européenne

01 Neudorf : 19 rue de Lunéville



Parcelle	DX n°613
Propriétaire	Eurométropole de Strasbourg
Surface	353 m²
Occupation actuelle	logements

Environnement :

- emplacement situé à moins de 250 m des stations de tram Schluthfeld et Etoile-Polygone
- zone inondable par remontée de nappe (occurrence centennale)
- champ de visibilité d'un monument historique



Strasbourg.eu
eurométropole

Capitale européenne

01 Neudorf : 19 rue de Lunéville

Capacité constructible (indicative)

SdP	150-200 m²
Logements	2-3 appartements

Principales régles du POS

Zone POS	NDR UB52 (modification 37 du POS)
COS	/
Emprise max.	50%
Pleine terre mini.	20%
Hauteur max.	10 m

Prescriptions urbaines

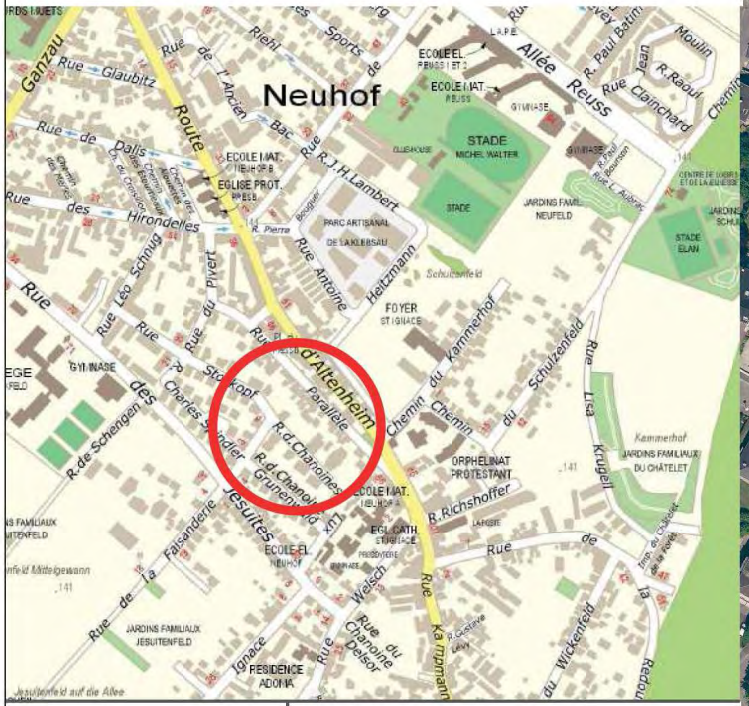
- Le projet portera sur une rénovation de l'existant. Des extensions mesurées pourront être proposées sur l'arrière du bâtiment (ex: balcon) ou en toiture (ex: lucarnes).
- Le projet devra conserver le jardin de devant et son aspect paysager.
- Le projet s'attachera à conserver les arbres présents dans le jardin arrière (notamment les grands sujets).
- Le site étant déjà bâti, l'offre en stationnement automobile sera limitée et ne devra pas pénaliser le projet paysager (1 à 2 places maximum). Il n'y a d'obligation règlementaire qu'en cas de surfaces créées en plus de l'existant.



Strasbourg.eu
eurométropole

Capitale européenne

02 Neuhof : rue des Chanoines Lux



Parcelle	IK n° 263 et 272
Propriétaire	Eurométropole de Strasbourg
Surface	474 m²
Occupation actuelle	jardins

Environnement :

- emplacement situé à moins d'un kilomètre de la forêt du Neuhof

Strasbourg.eu
eurométropole

Capitale européenne

02 Neuhof : rue des Chanoines Lux

Capacité constructible (indicative)

SdP	300 m²
Logements	3-4 appartements

Principales régles du POS

Zone POS	NEU UB12
COS	0,8
Emprise max.	50%
Pleine terre mini.	20%
Hauteur max.	10 m

Prescriptions urbaines

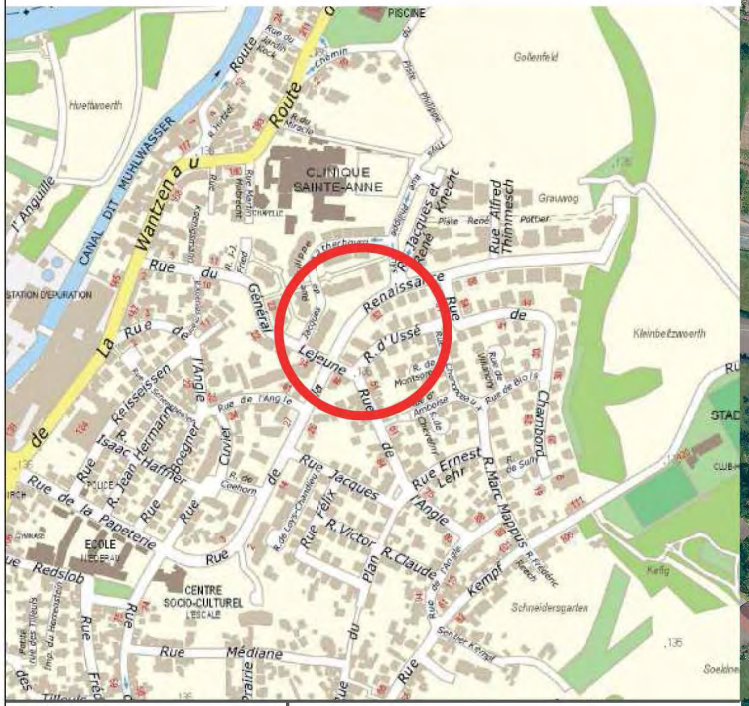
- Le projet devra développer un recul bâti par rapport aux maisons de coeur d'ilot afin de leur préserver de l'ensoleillement et de l'intimité.
- Le projet devra se placer en retrait de la rue afin de dégager un jardin de devant, à l'image du reste de la rue.



Strasbourg.eu
eurométropole

Capitale européenne

03 Robersau : rue de la Renaissance



Parcelle	AS n°395
Propriétaire	Ville de Strasbourg
Surface	542 m²
Occupation actuelle	espace vert

Environnement :

/



Strasbourg.eu
eurométropole

Capitale européenne

03 Robertsau : rue de la Renaissance

Capacité constructible (indicative)

SdP	300 m²
Logements	2-3 appartements

Principales régles du POS

Zone POS	ROB UB6
COS	1
Emprise max.	40%
Pleine terre mini.	30%
Hauteur max.	10 m

Prescriptions urbaines

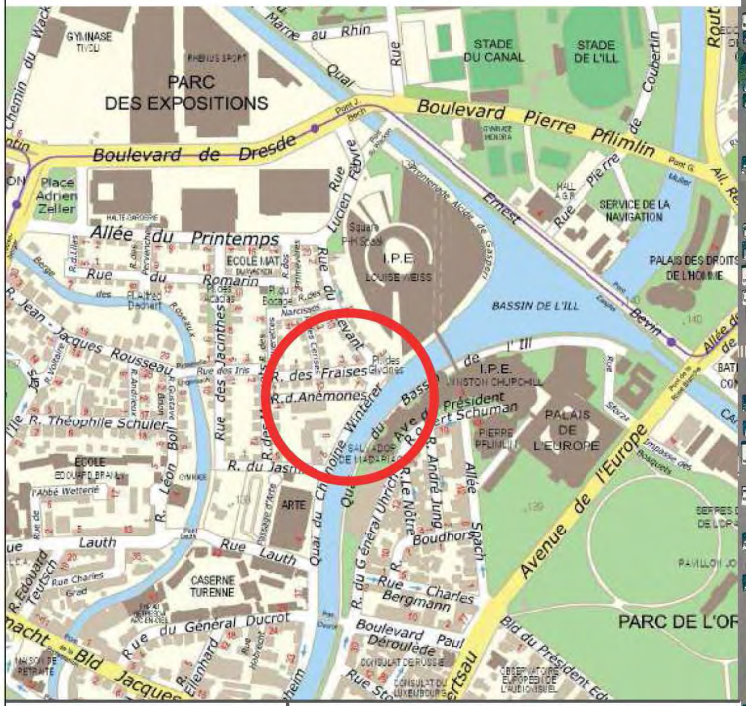
- Le projet devra développer un jardin de devant et conserver au maximum la végétation existante (à minima l'arbre indiqué sur le plan). Une proposition paysagère devra être réalisée afin de conserver l'esprit des lieux ("habiter un jardin").
- Le stationnement automobile ne peut être géré dans le recul bâti imposé par le POS.



Strasbourg.eu
eurométropole

Capitale européenne

04 Robersau : rue des Anémones





Parcelle	BX n°409 et 432
Propriétaire	Ville de Strasbourg
Surface	1 815 m²
Occupation actuelle	espace vert

Environnement :

- secteur en zone inondable par submersion à occurrence centennale > obligation d'un niveau de RdC au-delà de la côte PPRI (138,09 IGN 69*)

** hauteur indicative qui sera confirmée par la suite*

Strasbourg.eu
eurométropole

Capitale européenne

04 Robertsau : rue des Anémones

Capacité constructible (indicative)

SdP	env. 600 m²
Logements	7-8 appartements

Principales régles du POS

Zone POS	CEN UBL
COS	0,6
Emprise max.	40%
Pleine terre mini.	30%
Hauteur max.	7 m

Prescriptions urbaines

- Le projet portera apporter un soin particulier à l'ensemble de ses façades très visibles (terrain d'angle). Une qualité architecturale sera particulièrement attendu sur ce site à proximité d'équipements publics internationaux.
- Les modalités techniques de gestion des contraintes d'inondabilité ne devront pas transparaitre en façade. Du stationnement automobile en sous-sol fermé n'est pas autorisé.
- Le projet devra proposer un recul bâti par rapport à l'immeuble voisin (n°6 rue des Anémones) et un aménagement permettant de limiter les vis-à-vis entre voisins.



Strasbourg.eu eurométropole

Capitale européenne

05 Cronenbourg : 43, route d'Oberhausbergen





Parcelle	LY n°121
Propriétaire	Eurométropole de Strasbourg
Surface	178 m²
Occupation actuelle	logements vacants

Environnement :

- A proximité du centre du vieux-Cronenbourg et de ses rues commerçantes
- à 300 m de la station de tram Ducs d'Alsace et à 400m de la station tram Saint-Florent

Strasbourg.eu
eurométropole

Capitale européenne

05 Cronenbourg : 43, route d'Oberhausbergen

Capacité constructible (indicative)

SdP	250 m² maxi
Logements	de 2 à 3 appartements

Principales régles du POS

Zone POS	CRO UB5
COS	1.4
Emprise max.	50%
Pleine terre mini.	20%
Hauteur max.	12 m

Prescriptions urbaines

Le projet tiendra compte :

- de la démolition (prise en charge par la Ville de Strasbourg) du batiment actuellement en place.
- de la nouvelle limite entre domaine public et privé imposant ainsi une façade dans le même alignement que les immeubles voisins.



17

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Accord de la Ville de Strasbourg sur le transfert du siège social de la SPL « Deux Rives » et sur la modification corrélative des statuts.

La création de la SPL « Deux Rives » a été approuvée par délibérations respectives du Conseil Municipal du 21 octobre 2013 et du Conseil de communauté de Strasbourg du 25 octobre 2013.

Les statuts de la SPL « Deux Rives » prévoient que le siège social de la société est localisé au Centre administratif, 1 Parc de l'Etoile à Strasbourg.

La SPL propose à ses actionnaires, l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg, de transférer son siège social actuel vers le site de la « COOP » au 3 rue de la Coopérative à Strasbourg, dont elle s'est rendue propriétaire, selon acte notarié du 29 juin 2015.

Ce transfert de siège permettra à la SPL d'accompagner de façon optimale le développement de la ZAC des Deux Rives.

Conformément à l'article 32 des statuts de la SPL « Deux Rives », toutes les modifications statutaires doivent faire l'objet d'une délibération préalable de l'assemblée délibérante de chacun des actionnaires de la société. Aucune modification des statuts, à peine de nullité, ne peut donc intervenir sans l'accord de chacune des collectivités actionnaires.

Il est donc proposé au Conseil d'approuver le transfert du siège social actuel de la SPL « Deux Rives » ainsi que la modification corrélative des statuts.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu notamment l'article 32 des statuts de la SPL « Deux Rives »
vu notamment l'article L 225-36 du code de commerce
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le transfert du siège social actuel de la SPL « Deux Rives » à l'adresse sise 3 rue de la Coopérative à 67000 Strasbourg

approuve

la modification corrélative des statuts de la SPL « Deux Rives »

autorise

le Maire ou son représentant à procéder à tous actes et formalités requis au titre de la présente délibération.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

18

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Renouvellement urbain du Marschallhof : avenant à la convention quadripartite pour la mise en oeuvre du projet urbain.

Une convention quadripartite a été conclue en avril 2011 entre les bailleurs CUS Habitat et Somco, la ville et la Communauté urbaine de Strasbourg, devenue Eurométropole (EMS) au 1er janvier 2015, en faveur du renouvellement urbain du Marschallhof.

Ce secteur d'habitat social du quartier du Neuhof n'avait pas été intégré à la convention de rénovation urbaine initiale conclue avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU). Il a connu au cours des années 2000 un phénomène de dégradation accélérée. Afin d'initier le renouvellement urbain de ce secteur prioritaire, cette convention prévoyait pour le Marschallhof :

- la cession par CUS Habitat de 112 logements de son patrimoine à la Somco en vue de leur réhabilitation,
- la démolition de 165 logements sociaux, dont 155 dans l'immeuble adressé au n° 2-12 rue Schach, aussi dénommé « Y », et 10 logements complémentaires au n° 13 rue du Marschallhof,
- la reconstruction de 13 000 m² SHON de logements par la Somco,
- l'aménagement par l'EMS et la Ville des espaces publics liés au projet urbain, ainsi que la mise à disposition de foncier à la Somco selon les besoins du projet.

Avancement du projet de renouvellement urbain du Marschallhof
L'ensemble des relogements, démolitions et réhabilitations prévus ont été réalisés :

- entre 2011 et 2014, CUS Habitat a assuré le relogement de l'ensemble des locataires de l'immeuble du « Y », démoli par la Somco entre septembre 2014 et avril 2015,
- en mai 2015, l'immeuble du n°13 rue du Marschallhof a été démoli par CUS Habitat suite aux relogements des occupants au cours de l'année 2014,
- en 2014, la Somco a par ailleurs effectué la réhabilitation technique des 112 logements conservés et intégrés à son patrimoine.

Pour le projet de reconstruction et de réaménagement, le protocole initial fixait les principes généraux d'une reconstruction de 13 000 m² SHON de logements mais

les modalités d'exécution, urbaines et foncières, restaient à préciser à partir d'études opérationnelles complémentaires.

Ces études, menées par l'EMS entre 2011 et 2014 en partenariat étroit avec les bailleurs, ont mis en évidence la nécessité de diminuer la densité du projet de reconstruction, afin de garantir sa qualité urbaine dans un secteur marqué jusqu'ici par un habitat dense et vertical. Le recours à des formes d'habitat allant de maisons individuelles accolées à de petits immeubles collectifs de 10 à 15 logements a aussi été privilégié pour favoriser l'attractivité de la nouvelle offre de logements.

Les études ont également permis d'organiser le projet en deux phases opérationnelles, articulées autour de la nouvelle voie publique qui sera créée entre la rue Schach et la rue du Marschallhof. En accompagnement du projet de construction, la Ville et l'EMS aménageront également des jardins familiaux reliant cette voie aux espaces verts de la « plaine Mermoz », afin de contribuer à la transformation et à l'amélioration du cadre de vie de ce secteur.

Pour la première phase du projet, une dérogation de l'Etat a été obtenue pour la création de 45 logements sociaux, dont deux tiers conventionnés en PLUS. Le projet urbain a aussi fait l'objet d'une concertation publique en juin 2015. La Somco prévoit de déposer le permis de construire correspondant d'ici la fin de l'année 2015, pour un démarrage des travaux prévus mi 2016.

La seconde phase du projet, qui se déploiera de l'autre côté de la nouvelle voie, sera précisée dans la suite des études et nécessitera de nouvelles autorisations administratives de l'Etat pour la construction de logement social.

Conclusion d'un avenant à la convention pour l'engagement de la première phase du projet urbain
Un avenant à la convention quadripartite initiale est nécessaire aujourd'hui afin de :

- préciser l'équilibre du projet urbain défini par les parties,
- acter les transactions foncières permettant la réalisation de la première phase du projet,
- proroger la durée de la convention, qui arrive à échéance en 2016.

En cohérence avec les orientations précitées et l'ambition du projet de renouvellement urbain, l'avenant prévoit ainsi :

- la déclinaison du projet urbain et ses incidences foncières.

Pour la qualité urbaine du projet, il a été convenu de ne pas construire le terrain situé à l'angle de la rue Schach et de la rue Jean-Henri Alberti, représentant un potentiel de 1 000 m² SHON. En contrepartie de la réduction des droits à construire de la Somco, ce terrain sera acquis par l'Eurométropole auprès de la Somco, au prix de 116 008 € conformément à l'avis de France Domaine en date du 24 juillet 2015.

- la réalisation de 12 000 m² SHON de logements selon la répartition suivante :

- construction de 10 000 m² SHON sur le site du Marschallhof, dont :
  - 4 100 m² SHON, correspondant à 45 logements, dans une première phase, entre la rue Schach, la rue du Marschalhof, la rue Alberti et la nouvelle voie,
  - 5 900 m² SHON dans une seconde phase, soit environ 55 logements, entre la rue Schach, la rue du Marschallhof, la rue de la Klebsau et la nouvelle voie.

- construction de 2 000 m² SHON sur un foncier hors site.

Conformément aux termes de la convention quadripartite, le foncier hors site, qui reste à identifier, sera mis à disposition de la Somco par l'EMS.

- les transactions foncières suivantes, conformes aux principes fixés par la convention et permettant la mise en œuvre du projet urbain :

- la cession par CUS Habitat et la Somco, à l'euro symbolique, des emprises nécessaires à la réalisation des nouveaux espaces publics à la ville ou à l'Eurométropole de Strasbourg, représentant environ 18 ares ;

- la cession à la Somco, à l'euro symbolique, d'une parcelle d'une superficie de 5,3 ares intégrée au terrain d'assiette de la première phase de reconstruction et actuellement propriété de la ville de Strasbourg.

La volonté de l'Eurométropole de Strasbourg de maîtriser la densité du projet a nécessité la mobilisation de ce terrain complémentaire afin d'élargir l'assiette foncière du projet de reconstruction. L'Eurométropole, compétente en matière de renouvellement urbain, fera en premier lieu l'acquisition de cette parcelle auprès de la ville de Strasbourg, avant cession à l'euro symbolique à la Somco conformément aux termes de la convention.

Afin de maîtriser l'impact budgétaire de cette transaction, l'acquisition de cette parcelle, estimée à 80 254 € par France Domaine, sera effectuée dans le cadre d'un échange foncier entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
vu les avis de France Domaine
vu le projet d'avenant n°1 tel qu'annexé à la présente délibération
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *la conclusion de l'avenant n°1 à la convention quadripartite,*

- *l'acquisition auprès de la Somco de la parcelle cadastrée :*

Ban de Strasbourg

Section IV n° 590/52 de 11.04 ares
au prix de un €uro symbolique

- *l'échange de la parcelle propriété de la Ville cadastrée :*

Ban de Strasbourg
Section IV n° 597/52 de 5.23 ares
au prix de 80 254 € HT, taxes et droits éventuels en sus, conformément à l'avis de France Domaine

avec la parcelle propriété de l'Eurométrpole de Strasbourg cadastrée :

Ban de Strasbourg
Section IT n° 301/72 de 22.82 ares
au prix de 79 870 € HT, taxes et droits éventuels en sus, conformément à l'avis de France Domaine

soit une soulte de 384 € HT, taxes et droits éventuels en sus, en faveur de la ville de Strasbourg

décide

- *l'imputation des dépenses correspondantes sur la ligne budgétaire fonction 824, nature 2132, service AD03 programme 785*

- *l'imputation des recettes correspondantes sur la ligne budgétaire fonction 820, nature 775, service AD03B*

autorise

- *le Maire ou son représentant à signer l'avenant à la convention quadripartite, les actes de vente ou d'acquisition ainsi que tout acte et document concourant à la bonne exécution de la présente délibération,*

- *la Somco a déposé une demande de permis de construire et à réaliser dès à présent sur la parcelle actuellement propriété de la ville de Strasbourg toute étude ou travaux préparatoires nécessaires au projet.*

donne un avis favorable aux projets de transaction de l'Eurométropole suivants :

- *l'acquisition auprès de la Somco de la parcelle cadastrée :*

Ban de Strasbourg
Section IV n° 592/52 de 7.56 ares
au prix de 116 008 € HT, taxes et droits éventuels en sus, conformément à l'avis de France Domaine

- *l'acquisition auprès de la Somco du terrain cadastré :*

Ban de Strasbourg
Section IV n° 589/52 de 4.50 ares
au prix de un €uro symbolique

- *l'acquisition auprès de CUS Habitat du terrain cadastré :*

Ban de Strasbourg
Section IV n° 594/52 de 3.09 ares
au prix de un €uro symbolique

- *la vente à la Somco du terrain cadastré :*

Ban de Strasbourg
Section IV n° 597/52 de 5.23 ares
au prix de un €uro symbolique.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

Avenant n°1 à la convention quadripartite du 17 avril 2011
CUS Habitat – SOMCO – ville et Eurométropole de Strasbourg

PREAMBULE

La convention conclue le 17 avril 2011 entre CUS Habitat, la Somco, la Ville et la Communauté urbaine de Strasbourg, devenue Eurométropole au 1er janvier 2015, porte sur une cession de patrimoine de CUS Habitat à la Somco avec un programme de travaux à la charge de l'acquéreur, ainsi que sur une opération spécifique de renouvellement urbain sur le secteur du Marschallhof au Neuhof.

- Les cessions de patrimoine et travaux définis aux **articles 1 à 3** de la convention ont été réalisés depuis dans les conditions prévues à la convention. Ces articles restent inchangés.

- Concernant l'**article 4 portant sur l'opération spécifique du Marschallhof.**

Les engagements suivants ont déjà été réalisés :
- le relogement par CUS Habitat des ménages occupant les deux immeubles voués à la démolition, le 2-12 rue Schach dit « Y », et le 13 rue du Marschallhof, achevé respectivement en mars et juillet 2014 ;
- la vente par CUS Habitat à la SOMCO de la parcelle d'assiette de l'immeuble du « Y », avec prise en gestion du bien par la Somco au 1er avril 2014 ;
- la démolition des 155 logements de l'immeuble du « Y » par la Somco, réalisée entre septembre 2014 et mai 2015, et celle des 10 logements du n°13 rue du Marschallhof par CUS Habitat, entre mars et juillet 2015.

A l'issue de la convention initiale, des études pré-opérationnelles restaient à mener pour préciser les conditions de réalisation, urbaines et foncières, des engagements suivants :
- la reconstruction sur site, dans le périmètre de projet défini en annexe n°9 de la convention initiale, de 13 000 m² SHON de logements par le bailleur social Somco, principalement sur site et selon des conditions restant à définir ;
- l'aménagement des espaces publics nécessaires au projet urbain par la Ville et la Communauté urbaine de Strasbourg, notamment la création d'une voie reliant la rue du Marschallhof à la rue Schach au droit de l'immeuble démoli du n°13 rue du Marschallhof.

Ces études ont été détaillées entre 2011 et 2015 par la Somco, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg et CUS Habitat. Elles ont permis de définir un projet urbain qui sera réalisé en deux phases, dont la première doit débuter en 2016.

- Par ailleurs, **l'article 5 définissant la durée de la convention** prévoyait une durée initiale de 5 ans à compter de la signature, révisable par avenant entre les parties, qu'il est aujourd'hui nécessaire de proroger pour correspondre aux délais de réalisation du projet urbain.

Un premier avenant à la convention quadripartite est donc aujourd'hui nécessaire et sollicité par chaque partie, afin :
- de préciser l'équilibre général du projet urbain du Marschallhof,
- d'acter les transactions foncières nécessaires à la réalisation de la première phase du projet urbain,
- de proroger la durée de la convention, initialement prévue pour une durée de 5 ans à compter de la date de signature.

Le présent avenant porte donc sur les articles 4 et 5 de la convention, qui sont annulés et remplacés comme suit :

Article 4

a. Déclinaison des études opérationnelles et enjeux urbains identifiés

Les études urbaines du projet de reconstruction, menées par les Ateliers Lion pour l'Eurométropole et partagées avec les parties, ont mis en évidence l'intérêt de maîtriser la densité sur le site libéré par les démolitions, dans l'objectif de favoriser l'attractivité résidentielle du secteur du Marschallhof et d'y apporter un nouveau cadre de vie. L'Eurométropole de Strasbourg a particulièrement porté cette ambition de dédensification afin d'inscrire pleinement cette opération dans la dynamique de rénovation urbaine à l'œuvre au Neuhof.

Par ailleurs, les orientations proposées par la Somco pour la définition du programme d'habitat reconstruit sur site, et partagées avec les parties dans le souci de la qualité de la nouvelle offre de logements, ont amené à privilégier des petites unités d'habitat et des typologies de logement spécifiques, avec notamment les caractéristiques suivantes :

- formes d'habitat allant de l'individuel dense en maisons accolées au petit collectif ne dépassant pas 15 logements par cage d'escalier,
- hauteur maximum des bâtiments à R+3+attique, sans ascenseur,
- majorité de grands logements de type 3 ou 4, conçus le plus souvent en duplex, avec une surface moyenne de 75 m² habitables par logement, alors que la convention initiale supposait 76 m² de SHON par logement soit l'équivalent de 63m² de surface habitable,
- stationnement organisé en aérien, à raison d'une place de stationnement par logement sur le domaine privé du bailleur.

b. Equilibre et déroulement du projet urbain

La convention initiale prévoyait que les parties « *recherche(nt) ensemble les moyens financiers et d'organisation permettant la réalisation de ce projet de renouvellement urbain* » avec « *l'objectif d'une reconstitution du potentiel constructif en priorité dans le périmètre d'étude délimité par les rues Schach, Marschallhof, Ingold et Klebsau* ».

1. <u>Organisation générale du projet urbain</u>

Dans le respect des orientations urbaines mentionnés ci-dessus et des objectifs d'intérêt général du renouvellement urbain ambitieux du secteur du Marschallhof, les conditions de reconstruction sur site et l'équilibre général du projet ont été précisés comme suit entre les parties :

- une réduction globale de la surface de logements reconstruite par la Somco dans le cadre du projet, de 13 000 m² SHON à 12 000 m² SHON

Il a été convenu en conclusion des études que le terrain situé à l'angle de la rue Schach et de la rue Alberti, issu de la parcelle d'assise de l'immeuble « Y », propriété de la Somco et représentant un potentiel de 1 000 m² SHON, ne soit pas construit dans le cadre du projet pour favoriser sa qualité urbaine.
Dans le cadre des accords sur l'équilibre du projet, ce terrain sera acquis par l'EMS au prix fixé par France Domaine, en compensation de la réduction des droits à construire de la Somco de 1 000 m² SHON.

NB : la SHON est conservée comme unité de mesure dans le cadre des accords du présent avenant, conformément à l'article 4- alinéa 2 de la convention initiale qui fixait la valorisation de l'immeuble Y à un montant de droits à construire de 13.000 M². Dans les actes administratifs à venir, les surfaces seront exprimées en équivalent « Surface de plancher » conformément à la législation en vigueur.

- la réalisation de 12 000 m² SHON de logements par Somco selon la répartition suivante :

. 10 000 m² de SHON au Marschallhof entre les rues Schach, Marschallhof, Ingold et Klebsau,

Ce potentiel constructif sera réalisé en deux phases opérationnelles, articulées autour de la nouvelle voie créée reliant la rue Schach à la rue du Marschallhof, cf. annexe n°1 :

- 4100m²SHON dans une première phase, sur une périmètre situé entre la rue Schach, la rue du Marschallhof, la rue Ingold et la nouvelle voie, correspondant à 45 logements,
- 5900m²SHON maximum dans une seconde phase, sur un périmètre situé entre la rue Schach, la rue du Marschallhof, la rue de la Klebsau et la nouvelle voie, correspondant à environ 55 logements. Il n'y aura pas de compensation en cas de réalisation d'une surface inférieure à 5 500 m² SHON sur ce périmètre. Le projet et les surfaces

reconstruites restent à préciser, selon les études à mener et sous réserve de l'accord des commerçants en place avec le futur projet.

. 2 000 m² hors site, sur un foncier qui sera cédé à l'€ symbolique par l'Eurométropole à la Somco, conformément à l'article 4.c.iiii de la convention, et restant à identifier par l'Eurométropole. Cette cession interviendra avant l'expiration de la présente convention.

2. Première phase du projet urbain

Les études opérationnelles sont, à ce jour, abouties sur cette première phase, pour laquelle le projet urbain prévoit la réalisation par la Somco sur une même parcelle de quatre ensembles de logements, confiés chacun à un architecte différent, cf. plan masse en annexe n°2.

Les logements construits seront répartis selon les typologies et les conventionnements suivants :

Typologie		**Conventionnement**	
		PLA-I	**PLUS**
T2	8	8	-
T3	28	7	21
T4	9	0	9
Total	**45**	**15**	**30**

La dérogation nécessaire à la création de 45 logements sociaux sur cette première phase a été accordée par l'Etat en novembre 2014 (annexe n°3). Une décision de financement a également été émise pour cette première phase en date du 31 décembre 2014.

La Somco déposera le permis de construire pour cette 1ère phase au 4ème trimestre 2015. Le démarrage des travaux de construction est prévu par la Somco au 3ème trimestre 2016. La nouvelle voirie et les espaces publics attenants, comprenant la création de cheminement, de jardins familiaux et le réaménagement de la « Plaine Mermoz », seront aménagés par l'EMS (DEPN) en 2017, en lien avec la livraison des logements.

3. Seconde phase du projet urbain

Pour la seconde phase du projet, les études opérationnelles sont à poursuivre entre les parties, pour définir les modalités exactes de reconstruction et les transactions foncières associées.

La construction de logements sociaux dans le périmètre du QPV Neuhof-Meinau pour cette deuxième phase reste aussi soumise à la délivrance des accords et autorisations de l'Etat, qui seront sollicitées dès confirmation du projet urbain et du nombre de logements à construire.

Il est d'ores et déjà convenu entre les parties que la ventilation des conventionnements se fera dans la limite de 40% maximum de PLA-I pour les logements à construire dans cette seconde phase.

4. Principes de cession et transactions foncières

Les principes et modalités de cessions foncières définis aux articles 4.c ii à iiii de la convention initiale, en fonction de la situation et de la destination des emprises, sont repris en accord entre les parties et confirmés tels que suit :

	Destination et situation des terrains		
	1. Emprises destinées aux futurs espaces publics	**2.** Emprises constructibles situées dans le « périmètre de projet » (annexe n°5, correspondant à l'annexe n°9 de la convention initiale)	**3.** Emprises constructibles situées hors du « périmètre de projet » (annexe n°5, correspondant à l'annexe n°9 de la convention initiale)
Transactions	Cession par les bailleurs à la Ville ou l'EMS	Cession de terrains **par CUS Habitat à la Somco**	Cession **par l'EMS à la Somco**, en cas de reconstitution hors du périmètre d'étude initial
Conditions de cession	€ symbolique	Cession à la Somco à l'€ symbolique En cas d'acquisition préalable auprès de la Ville ou de l'EMS dans le périmètre de projet, acquisition selon les termes du protocole CUS Habitat-Ville-EMS *	Cession à la Somco à l'€ symbolique En cas d'acquisition préalable par l'EMS auprès de CUS Habitat, acquisition selon les termes du protocole CUS Habitat-Ville-EMS *

(*) La convention initiale prévoyait que « *les cessions foncières à intervenir entre Cus Habitat, la Ville de Strasbourg et la Communauté urbaine de Strasbourg s'inscriront dans les conditions financières d'un protocole d'accord foncier général à venir entre les parties sur différents secteurs de rénovation urbaine du territoire communautaire*. » Ce protocole a été conclu le 18 juillet 2011 (cf. annexe n°5), et il est convenu conformément à la convention initiale que les transactions entre CUS Habitat, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg soient réalisées selon ses termes.

Une parcelle actuellement propriété de la ville de Strasbourg, d'une surface de 5,3 ares et appartenant au « périmètre de projet », est intégrée au terrain d'assiette de la première phase de reconstruction. Elle doit donc être cédée à la Somco (catégorie « 2 » du tableau p.3).

C'est la volonté de l'EMS de maîtriser la densité du projet et d'améliorer sa qualité urbaine qui a nécessité la mobilisation de ce terrain complémentaire, afin d'élargir l'assiette foncière du projet de reconstruction. L'EMS étant compétente en matière de renouvellement urbain et la convention ne prévoyant pas de participation de la ville de Strasbourg au titre du foncier, l'EMS fera en premier lieu l'acquisition de cette parcelle auprès de la ville de Strasbourg au prix fixé par France Domaine, avant cession à la Somco.

En application des termes du présent avenant et des principes fixés dans la convention initiale, précisés dans le tableau ci-dessus, les transactions identifiées aux annexes n°6 et 7 sont convenues entre les parties et seront effectuées pour la réalisation de la 1ère phase du projet urbain.

5. Voie « A » et aménagement des espaces publics

Suite aux études opérationnelles partagées entre les parties, et afin de faciliter le plan de circulation du secteur, il a été décidé d'aménager la voie reliant la rue Schach à la rue du Marschallhof sur une largeur de 13m pour y permettre un double sens de circulation.

Cet aménagement sera réalisé par l'EMS, sous maîtrise d'ouvrage de la Direction des espaces publics et naturels (DEPN), en 2017, en lien avec la livraison des logements de la 1ère phase. Aucun réseau public ne sera intégré dans cette nouvelle voie.

Les aménagements complémentaires d'espaces publics seront également réalisés par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg :

- cheminements piétons,
- création de jardins familiaux,
- réaménagement de la Plaine Mermoz.

6. Réseaux

Les dispositions initiales de la convention sont conservées tel que suit :

Les branchements particuliers aux différents réseaux seront à la charge de la Somco conformément à la réglementation en vigueur.

Conformément à la loi SRU, la Ville de Strasbourg participera à l'extension du réseau public d'électricité sur le domaine public créé. Les autres dépenses liées à la desserte électrique ou par tout autre réseau des futures constructions seront à la charge de SOMCO.

Le réseau de chauffage urbain n'est pas concerné par la première phase du projet urbain, pour laquelle la Somco recourt à un autre mode de chauffage. Pour la seconde phase du projet urbain, l'éventuelle nécessité d'une intervention sur le réseau de chauffage urbain du secteur sera établie sur la base du résultat des études urbaines. Dans le cas où le dévoiement des réseaux serait nécessaire, les parties s'engagent à en établir ensemble les modalités de financement. CUS Habitat, propriétaire et gestionnaire de ce réseau, assurera la maîtrise d'ouvrage des travaux qui seraient nécessaires.

Article 5

Afin de permettre la réalisation du projet urbain d'ensemble, la convention est prolongée d'une nouvelle période de 5 ans portant la durée de la convention à 10 ans à compter de la date de signature, soit jusqu'au 17 avril 2021. Cette durée est révisable par avenant selon l'accord de l'ensemble des parties au plus tard six mois avant la date d'échéance.

Les parties conviennent, dès à présent, de conclure un second avenant à la convention dès que l'avancement des études et les autorisations administratives le permettront, pour acter les

transactions foncières à réaliser pour la seconde phase du projet sur site et celles concernant le foncier hors site que l'Eurométropole cédera à la Somco.

Par ailleurs, dans l'hypothèse d'éléments nouveaux susceptibles d'impacter les conditions et accords inscrits dans la présente convention, notamment en cas de remise en cause, faute d'agrément ou d'autorisation de l'Etat, de la seconde phase du projet urbain prévue au § 3 de l'article 4 ci-dessus, les parties conviennent, d'un commun accord, de se concerter sur les solutions permettant de compenser la perte des droits à construire acquis par la SOMCO.

Annexes

- annexe n°1 : plan du projet indiquant les deux phases de réalisation
- annexe n°2 : plan masse des logements de la première phase du projet urbain
- annexe n°3 : dérogation accordée par la DUHP en date du 15 octobre 2014 pour la construction de 45 logements sociaux, et courrier de transmission du Préfet du 17 novembre 2014
- annexe n°4 : protocole foncier du 18 juillet 2011 conclu entre la Ville, la Communauté urbaine de Strasbourg et CUS Habitat
- annexe n°5 : périmètre de projet (annexe n°9 de la convention initiale)
- annexe n°6 : tableau des transactions foncières liées à la première phase du projet urbain
- annexe n°7 : plan de synthèse des transactions foncières
- annexe n°8 : avis de France Domaine

Fait à Strasbourg, le
En 4 exemplaires originaux.

Pour l'Eurométropole de Strasbourg,

Le Président
Robert HERRMANN

Pour la ville de Strasbourg,

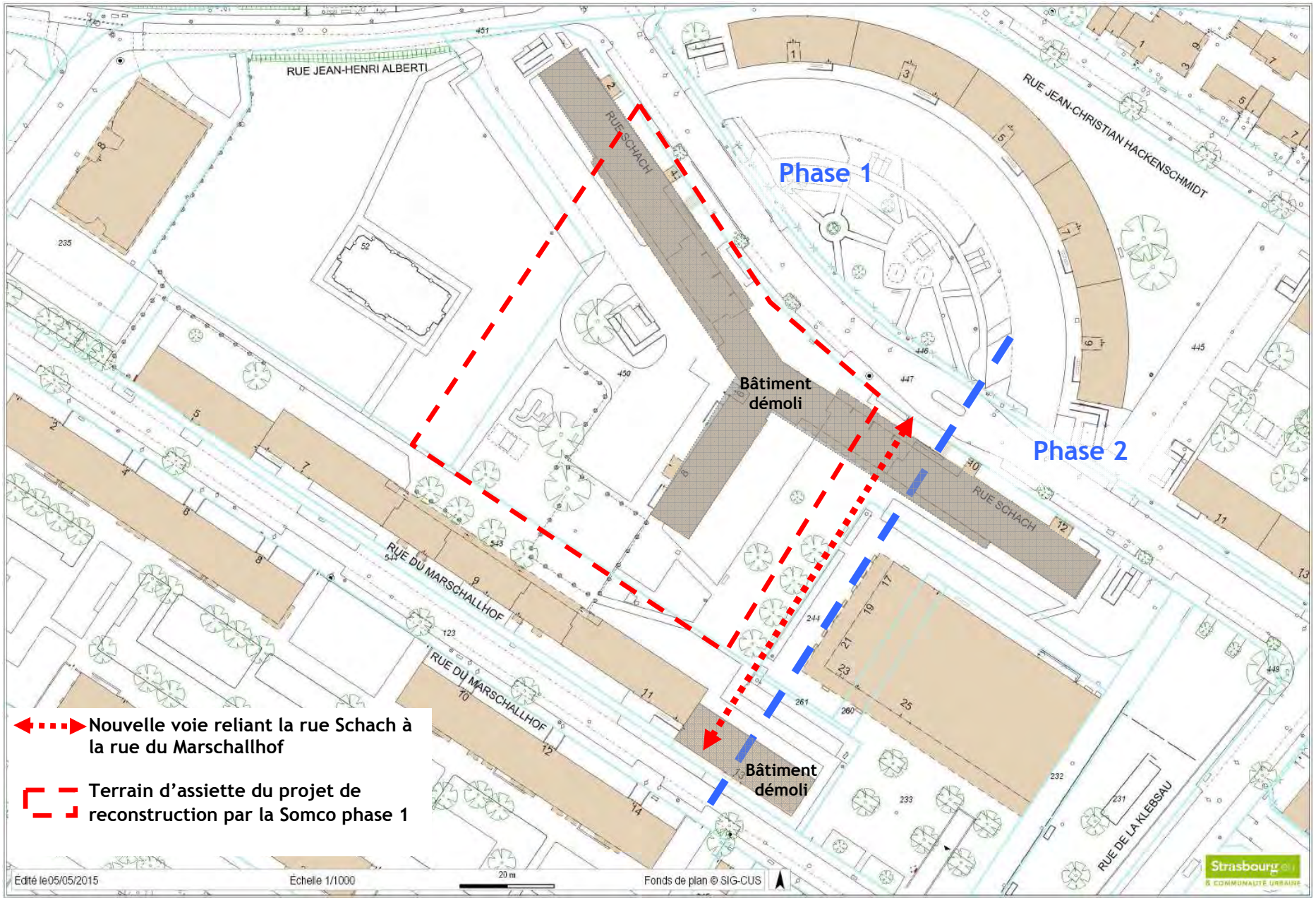
Le Maire
Roland RIES

Pour CUS Habitat,

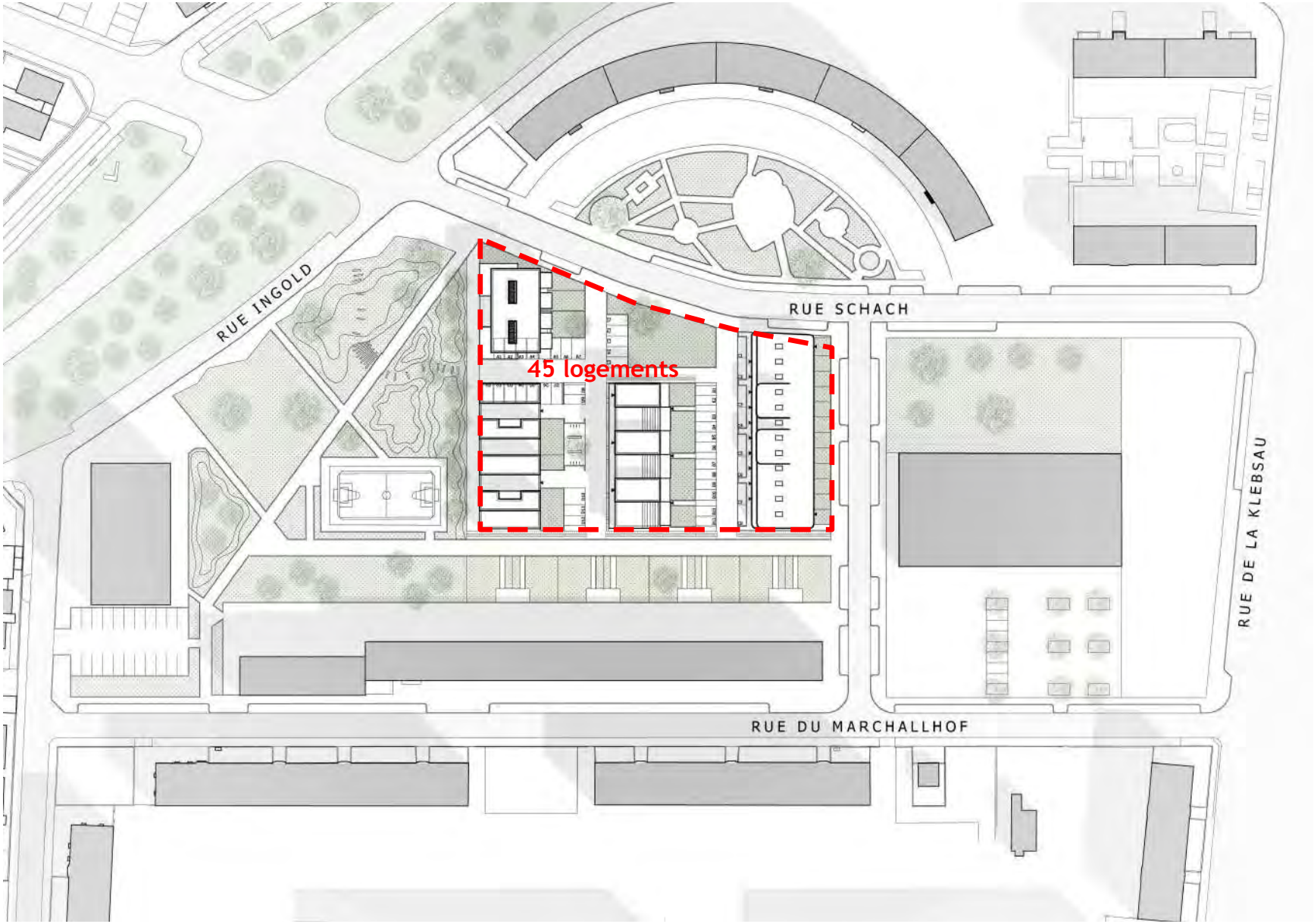
Le Directeur général
Bernard MATTER

Pour la Société Mulhousienne des Cités Ouvrières – SOMCO,

Le Directeur général
André GIRONA



Annexe n° 1 : plan de situation du projet urbain



Annexe n°2
Plan masse du projet urbain – phase 1

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DU LOGEMENT, DE L'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES ET DE LA RURALITÉ

Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature

Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages

Sous-direction des politiques de l'habitat

Bureau des politiques locales de l'habitat, de la programmation et du renouvellement urbain

Affaire suivie par : Christophe BOURGOIS
christophe.bourgois@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 01 40 81 96 43

Paris, le 15 OCT 2014

Le directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages

à

Monsieur le préfet de la région Alsace,
préfet du Bas-Rhin

Objet : demande de dérogations par la communauté urbaine de Strasbourg (CUS), pour financer des opérations de création de logements locatifs sociaux sur des territoires d'intervention de l'ANRU

Par courrier en date du 31 juillet 2014, vous avez souhaité attirer mon attention sur deux opérations de logement locatif social situées à Strasbourg, sur un territoire d'intervention de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU), et pour lesquelles la communauté urbaine (CUS) sollicite une dérogation à la doctrine nationale devant permettre leur financement par des crédits de droit commun.

Plus généralement, au-delà de ces deux opérations, votre courrier fait suite à de récents échanges entre nos services portant sur différentes demandes de dérogation du même ordre, pour un total d'environ 300 logements répartis sur sept opérations, et alors même que, hors foyers de travailleurs migrants, près de 400 nouveaux logements sociaux ont déjà été agréés et financés sur les crédits du programme 135 sur les quartiers prioritaires de l'agglomération strasbourgeoise depuis 2011.

Or, depuis la circulaire de programmation n° 2006-13 UHC/IUH2 du 1er mars 2006, dont les termes ont été successivement repris d'une part dans les lettres de notification des crédits et des objectifs en matière de logement social (2012 et 2014 notamment), et d'autre part, depuis 2011, dans la présentation des objectifs du programme budgétaire 135 figurant dans les projets annuels de performance annexés aux projets de loi de finances, tout développement de l'offre de logement locatif social sur les territoires d'intervention de l'ANRU est à proscrire hors et sauf dérogation accordée par la DHUP, et hors opérations répondant au besoin de populations spécifiques (personnes âgées, ...).

En effet, l'effort de production de l'offre locative sociale doit être réparti de manière équilibrée au sein des agglomérations, et les programmes locaux de l'habitat ont vocation à traduire cet équilibre sur les territoires intercommunaux qui en sont dotés. L'effort de production ne saurait donc, sauf cas exceptionnels, liés par exemple au traitement de copropriétés dégradées et à l'intégration dans le parc public sous forme d'acquisitions-améliorations de logements sociaux de fait, porter sur les quartiers cibles de la politique de la ville en général, et de l'ANRU en particulier, où des investissements publics considérables ont été consentis depuis 2003 pour favoriser la diversité fonctionnelle et la mixité sociale.

Par ailleurs, la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine établit que les contrats de ville seront signés par les établissements publics de coopération intercommunale. Elle consacre donc le portage intercommunal de la politique de la ville, s'agissant en particulier du nécessaire rééquilibrage de l'offre d'habitat social au sein des agglomérations.

Tels sont donc les principes fondamentaux qui doivent guider l'action de vos services, lorsqu'ils sont saisis de demandes telles que celles faisant l'objet de votre courrier susvisé.

A cet égard, les éléments qualitatifs fournis par la CUS en appui de sa demande et annexés à ce courrier sont particulièrement éclairants sur les leviers d'action dont disposent les services de l'Etat pour ne pas systématiquement opter pour la dérogation et la mobilisation des crédits du programme 135 en secteur ANRU, quand bien même sur certains territoires, comme à Strasbourg, les objectifs de développement de l'offre nouvelle de logements sociaux et la nécessité d'une répartition équilibrée de cette offre sociale, sont difficiles à concilier.

A cet égard, sur le territoire de la CUS, la tension qui s'exerce sur le parc de logements sociaux et qui peut être mesurée à partir du taux de pression de la demande[1] égal à 5,1, ne rend pas cette conciliation insurmontable. A titre indicatif, le taux de pression s'élève à 7,2 sur le territoire de Marseille Provence, à près de 7,8 dans l'agglomération de Montpellier et à 14,7 dans l'agglomération de Nice.

Par exemple dans le cadre des opérations de démolitions, qui sont le plus souvent tout à fait pertinentes et justifiées, l'Etat doit promouvoir, à chaque fois qu'il est possible, dans ses échanges avec les porteurs de projets, des solutions alternatives à la reconstitution massive et immédiate des logements sociaux sur site.

Les quartiers d'intervention ANRU sont certes souvent « en devenir », en pleine mutation, et l'introduction en nombre d'opérations de diversification réalisées par des promoteurs peut parfois y apparaître prématurée. Cependant, le recours à des opérations d'accession sociale, ou en PSLA, dont les mécanismes sont désormais bien maîtrisés par les bailleurs sociaux, doit toujours y être envisagé en première approche, ou à défaut, la mise en réserve foncière des terrains supports de la démolition, dans l'attente de leur valorisation.

Ainsi dans tous les cas, concilier le développement d'une offre de logement social correspondant à la demande et l'objectif de mixité sociale à l'échelle de l'intercommunalité dans son ensemble doit constituer une priorité. Les orientations inscrites dans le programme local de l'habitat doivent prendre en compte ce double enjeu prioritaire : c'est aux services de l'Etat qu'il revient de les promouvoir, et aux porteurs de projets de se les approprier et de les développer, s'agissant notamment des orientations liées à la maîtrise du foncier et à l'utilisation des prérogatives de la puissance publique en la matière.

A cet effet, je vous invite donc à poursuivre le travail avec les services de la CUS, visant à la mise en œuvre sur le territoire de l'agglomération strasbourgeoise, d'une politique foncière ambitieuse qui permettra de dégager du foncier à coût modéré en dehors des quartiers d'habitat social pour y favoriser l'implantation d'une offre locative sociale.

Je vous encourage vivement à vous inscrire durablement dans cette dynamique partenariale et à utiliser les rendez-vous annuels liés à la convention de délégation de compétence pour faire valoir ces orientations auprès de la CUS.

1 ratio entre le nombre de demandes de logement locatif social, hors demandes de mutation au sein du parc locatif social, et le nombre d'attributions annuelles, hors mutations internes, établi par extraction des données provenant du système national d'enregistrement de la demande de logement locatif social prévu par l'article L. 441-2-1 du code de la construction et de l'habitation, au 1er janvier 2014 (année 2013)

Dans cette attente, compte tenu de la doctrine rappelée ci-avant et des discussions engagées entre vos services et la CUS, si je ne souhaite pas remettre en cause la réalisation des sept opérations faisant l'objet des demandes de dérogation en cours et dont certaines sont déjà bien avancées, je vous propose néanmoins d'en adapter certaines caractéristiques, et plus précisément d'y revoir à la baisse le volume de logements sociaux initialement prévus, s'agissant en particulier de la proportion des logements très sociaux (PLAI), au profit de la diversification ou de la mise en réserve foncière.

Vous trouverez en annexe les propositions détaillées relatives à ces différentes demandes de dérogation.

Mes services se tiennent à votre entière disposition pour toute précision que vous souhaiteriez.

Le directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages

Laurent GIROMETTI

ANNEXE : réponses aux demandes de dérogation visant à mobiliser les crédits du programme 135 sur le territoire de la CUS

ZUS de Koenigshoffen - Opération 2014-059 d'Habitation Moderne rue Cicéron-rue Sénèque portant sur la démolition / reconstruction de 51 PLUS et 18 PLAI

Cette opération consiste en la démolition de 40 logements locatifs sociaux et la reconstruction sur l'emprise libérée de 69 logements sociaux (51 PLUS et 18 PLAI). Elle permet de remodeler l'entrée nord du quartier et de l'ouvrir vers le square adjacent. Elle est située dans un quartier composé à 72 % d'habitat social.

La localisation de l'opération présentée (entrée de quartier, proche d'un square) aurait pu permettre d'envisager une offre différente de logements (accession sociale ou locatif intermédiaire). Le projet présenté ne saisit pas cette opportunité et vient même accroître le nombre de logements sociaux déjà présents sur le quartier (avec un taux de reconstitution sur site de 1,7).

Aussi, au vu d'une part de l'implication des services de l'Etat dans les discussions qui ont abouti au projet présenté, et d'autre part de la proposition constructive du bailleur d'intégrer une part de 15 % de PLS à l'opération (soit 10 logements), j'accorde la dérogation et la mobilisation du droit commun pour le financement de logements sociaux sur cette opération, qui devra néanmoins exclure tous les PLAI, afin de permettre une relative mixité sociale sur ce secteur comprenant exclusivement du parc à bas loyer.**L'opération devra donc comporter au final 59 PLUS, auxquels s'ajouteront les 10 PLS susvisés**.

ZUS de Koenigshoffen - Opération portée par ICF-Nord-Est rue de Geroldseck à Strasbourg

Une dérogation a été accordée sur ce projet de par son caractère mixte qui consistait en la réalisation de 14 logements sociaux et 16 logements privés.

Le promoteur en charge de la réalisation des logements privés s'étant désisté, le bailleur propose désormais de réaliser les 30 logements envisagés répartis en 21 logements PLUS et 9 logements PLS.

Afin de respecter au mieux l'objectif de diversification qui avait été affiché initialement sur ce projet, la **dérogation pour financer 7 logements PLUS supplémentaires n'est pas accordée. Je vous propose de demander au porteur de projet de financer les 16 logements non sociaux à l'aide d'un PSLA**. Ce produit permettrait en effet de diversifier l'offre de logements présente dans le quartier tout en proposant un parcours résidentiel positif et sécurisé aux ménages modestes, qu'ils soient issus du quartier ou plus largement du parc social de l'agglomération.

ZUS du Neuhof - Opération portée par la SOMCO dans le secteur Marschallhof à Strasbourg : opération de démolition - Reconstruction partielle

Cette opération consiste en la démolition de 165 logements et prévoyait initialement la reconstitution sur site de 130 logements dont 25 à 40 % en PLAI.

Ce secteur, fortement marqué par la présence de logements sociaux, a été identifié comme un secteur à forts enjeux en termes d'habitat et d'aménagement et pourrait à ce titre, rester inscrit dans la nouvelle géographie prioritaire de la politique de la ville si le décret à paraître cet automne le confirme. Si le quartier du Neuhof devait être retenu parmi les quartiers présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et pouvant bénéficier d'un conventionnement avec l'ANRU au titre du NPNRU, l'intervention pourrait certainement être de plus grande ampleur. Dans le cas contraire, il pourrait cependant probablement prétendre à des crédits ANRU, même plus limités, et inscrits dans le cadre de conventions locales.

Par ailleurs, comme pour tout projet de renouvellement urbain en quartier d'habitat social, le volume de reconstitution sur site doit être estimé avec mesure, pour permettre notamment la réalisation d'opérations de diversification (accession sociale dont PSLA, locatif intermédiaire).

Suite aux échanges entre nos services, le porteur de projet a légèrement fait évoluer son projet en diminuant le volume de reconstitution sur site, passant de 130 à 110 logements, tout en retenant dans le même temps, la proportion maximale de PLAI initialement envisagée (soit 40 %).

Je note que cette proportion n'est pas en adéquation avec la clé de répartition par type de financement prévue par le programme local de l'habitat. Cependant, afin de ne pas retarder la transformation de ce secteur et au vu des échanges qui ont eu lieu depuis 2010 entre la CUS et vos services, **j'accorde la dérogation et la mobilisation du droit commun** pour le financement de la première phase de l'opération à engager en 2014, **soit pour 45 logements, mais à financer essentiellement en PLUS**.

La deuxième phase de l'opération devra être envisagée dans le cadre des nouveaux dispositifs qui figureront dans le contrat de ville qui sera signé par la CUS et les maires des communes comprenant un ou plusieurs quartiers prioritaires de la politique de la ville. Si d'ici là l'évolution du marché le permettait, elle pourrait par ailleurs être composée en tout ou partie de logements en accession sociale ou en PSLA.

ZUS du Neuhof - Opération 2014-112 portée par Habitation Moderne en lien avec l'ARAHLM dans le secteur Hautefort au Neuhof pour 10 PLAI, 16 PLUS et 9 PLS

L'opération consiste à créer 35 logements sur un terrain en friche, du fait de l'abandon par un promoteur de l'opération d'accession prévue initialement.

Ce secteur a également été identifié comme un secteur à forts enjeux en termes d'habitat et d'aménagement.

Du fait de la conjoncture actuelle, sur un certain nombre de quartiers ayant bénéficié de l'intervention de l'ANRU, certaines opérations d'accession sont abandonnées faute d'un taux de commercialisation suffisant. Ce contexte ne doit cependant pas faire renoncer à l'objectif de diversification inscrit dans les conventions ANRU. La réalisation d'une opération de logements sociaux en lieu et place d'une opération de diversification telle qu'elle est envisagée désormais empêcherait toute évolution, à court ou moyen terme, vers plus de mixité dans ce secteur.

C'est pourquoi **il me semble beaucoup plus opportun de faire une mise en réserve foncière, avec un aménagement adéquat et valorisant de la friche. Cette option préserverait l'avenir**.

ZUS du Neuhof - Opération portée par Habitation Moderne à Strasbourg Neuhof pour 9 PLAI et 33 PLUS

Une dérogation pour cette opération de logements à destination des personnes âgées comprenant 28 PLUS et 9 PLAI a été accordée en début d'année. La CUS souhaite obtenir une dérogation pour 5 PLUS supplémentaires à réaliser en lieu et place de locaux d'activité en partie abandonnés.

Afin d'accueillir des ménages aux profils socio-économiques plus diversifiés qui ne trouvent pas nécessairement une offre privée de logement compatible avec leurs moyens, je propose que ces 5 logements supplémentaires soient financés en PLS, ce qui permettrait ainsi une plus grande mixité sociale au sein de l'opération.

Cette opération pourrait fort opportunément permettre un début d'application de l'article L. 441-15 du code de la construction et de l'habitation introduit par l'article 97 de la loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR). En effet, puisqu'il s'agit de prévoir des logements à destination des personnes âgées très modestes, une convention entre le bailleur, la CUS et les réservataires potentiels, dont les caisses de retraite concernées, pourrait être conclue en application de cet article et en préfiguration des orientations de la conférence intercommunale du logement.

ZUS du Grand Ried - Opération 2014-009 portée par Nouveau Logis de l'Est à Hoenheim avec la création de 5 PLAI et 43 PLUS

L'opération envisagée consiste en la démolition d'un centre commercial et sa reconstruction accompagnée de la création de 156 logements dont 48 sociaux (31 %).

Étant donné que cette opération revalorisera de manière qualitative ce secteur constitué d'une friche commerciale et qui ne comporte pas une proportion importante de logements sociaux, **la dérogation pour le financement en droit commun de 5 PLAI et 43 PLUS peut donc être accordée**.

ZUS de Cronenbourg - Opération « Résidence Bien-Etre » portée par Domial dans le secteur Haldenbourg à Strasbourg pour 70 PLUS

Une dérogation a été accordée pour le financement d'une opération de logements à destination de personnes âgées comprenant 70 PLUS, sous réserve qu'il n'y ait pas de logements en PLAI. Le bailleur sollicite désormais que 14 logements sur ces 70 soient finalement financés en PLAI.

Au vu du taux important de logements sociaux présents dans le quartier, je ne peux que confirmer le propos que vous teniez dans votre lettre du 14 février dernier adressée au président de la CUS, et **n'accorde donc pas la dérogation pour le financement en droit commun de 14 PLAI sur cette opération**. A cet égard, vous pouvez rappeler à la CUS que 30 % des PLUS doivent être attribués à des ménages sous plafonds de ressources PLAI (article R. 331-12 du code de la construction et de l'habitation).

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction Départementale des Territoires

Service Logement Constructions Durables et Renouvellement Urbain

Strasbourg, le 17 NOV. 2014

Monsieur le Président

En application de la circulaire n°2006-13 du 1er mars 2006 et de la convention de délégation de compétence des aides à la pierre du le 11 juin 2010, vous aviez déposé en mai dernier auprès de mes services des dossiers de demande de dérogation pour le financement de logements sociaux dans les zones urbaines sensibles (ZUS) pour les opérations suivantes :

- Neuhof : construction de 165 logements dans le secteur du Marschallhof par La Société Mulhousienne des Cités Ouvrières (SOMCO) ;
- Neuhof : construction d'une opération destinée à loger pour partie des publics handicapés par Habitation Moderne ;
- Neuhof : création en rez-de-chaussée de la résidence senior de la Kibitzenau de 5 logements sociaux (Habitation moderne) ;
- Koenigshoffen : construction, après démolition de 50 logements sociaux dans le secteur du Hohberg, de 59 nouveaux logements par Habitation Moderne ;
- Koenigshoffen : construction de 16 logements sociaux par ICF Nord-Est ;
- Grand Ried : création de 48 logements sociaux à Hoenheim dans le cadre d'une opération de construction portée par la société Promogim ;
- Cronenbourg : financement de 14 logements des 70 logements de la résidence senior en PLAI.

La Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages (DHUP) m'a signalé en juin, qu'en application de la lettre de notification du 11 février 2014, il ne m'appartient plus d'accorder des dérogations pour de telles opérations, ces dérogations relevant désormais de son autorité.

Je vous prie de trouver ci-joint la décision de la DHUP datée du 15 octobre. Ce courrier, qui accorde une partie des dérogations demandées, notamment pour les opérations les plus avancées du Marschallhof et de Hohberg comme je l'avais demandé, rappelle que "tout développement de l'offre de logement locatif social sur les territoires d'intervention de l'ANRU est à proscrire hors et sauf dérogation accordée par la DHUP ».

Dès lors que les règles applicables aux Zones urbaines sensibles seront applicables aux 18 nouveaux quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) de l'agglomération strasbourgeoise, je vous invite à tenir compte de cette règle dans le développement de l'offre nouvelle et à anticiper, dans le cadre du contrat de ville et de la préfiguration du nouveau programme de renouvellement urbain, les difficultés qui viendraient à se poser. Mes services se tiennent à votre disposition pour la mise en œuvre de ces dispositions.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Bien cordialement,

Le Préfet

Stéphane BOUILLON

Monsieur Robert Hermann
Président de la Communauté Urbaine de Strasbourg
1 parc de L'Étoile
67076 STRASBOURG CEDEX

Copie : M. Le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement

PROTOCOLE FONCIER

ENTRE

La Ville de Strasbourg, représentée par son Maire, Monsieur Roland RIES, agissant en sa qualité de représentant de la Ville de Strasbourg,

La Communauté urbaine de Strasbourg, représentée par son Président, Monsieur Jacques BIGOT, agissant en sa qualité de représentant de la Communauté urbaine de Strasbourg,

D'UNE PART ET

L'Office Public de l'Habitat de la Communauté Urbaine de Strasbourg - CUS-Habitat - représenté par son directeur général, Monsieur Bernard MATTER

D'AUTRE PART

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT.

1. L'OBJET DU PROTOCOLE

Les principes du protocole respectent les intérêts de la Ville de Strasbourg, de la Communauté urbaine de Strasbourg et de CUS-Habitat et fixent le cadre référent pour les transactions foncières à opérer dans les projets de rénovations urbaine (PRU). En effet la réalisation des nouveaux projets de rénovation urbaine exige un remodelage du foncier de telle sorte que la propriété des terrains corresponde à l'exercice des maîtrises d'ouvrage.

Un état des lieux par quartier à été mené conjointement par les directions de projets de renouvellement urbain de la collectivité et les services de CUS-Habitat. Les éléments des transactions foncières identifiés a ce jour sont annexés au présent protocole.

Les objectifs du protocole foncier sont :

- Donner de la visibilité aux échanges fonciers rendus nécessaires par les mutations urbaines des quartiers ;
- Simplifier les procédures des transactions ;
- De procéder à un bilan annuel et au paiement de la soulte financière qui en découle.

2. LES CATEGORIES DE TRANSACTIONS FONCIERES

Une classification a été définie selon plusieurs types de transactions possibles qui tiennent compte des usages actuels et futurs dans les projets de rénovation urbaine.
A chaque catégorie de transactions foncière correspond un coût de transaction qui est basé sur la valeur et l'estimation de France Domaine et des règles propres à la collectivité pour la réalisation d'opérations de logements sociaux.

Tableau des catégories pour les échanges

	Type de Catégorie	Descriptif	Montant de la transaction
Transactions foncières de CUS-Habitat vers la collectivité	Catégorie 1	Transactions des espaces extérieurs ou voiries propriété de CUS-Habitat dans le domaine public - Sans changement d'usage	La transaction se fait à l'Euro symbolique
	Catégorie 2	Transactions des espaces propriété de CUS-Habitat, pour la création de nouvelles voiries ou de nouveaux espaces publics.	La transaction se fait à l'Euro symbolique
	Catégorie 3 :	Transactions foncières pour la réalisation d'opérations d'aménagement ou d'équipements publics	La transaction se fait à l'avis de France Domaine
Transactions foncières de la collectivité vers CUS-Habitat	Catégorie 4 :	Transactions pour la réalisation d'opérations de constructions de logements sociaux	La transaction se fait : Valeur plafond PLH / m² SHON soit à l'avis de France Domaine si plus favorable.
	Catégorie 5	Transactions des espaces pour la création de zone de résidentialisation	La transaction se fait à l'Euro symbolique

Le tableau récapitulatif des échanges fonciers identifiés à ce jour est joint en annexe du présent protocole.

3. LES MODALITES DE MISE EN OEUVRE.

1. Un bilan global annuel du protocole foncier permettra d'actualiser le tableau des échanges foncier à partir des transactions réalisées, des transactions déjà inscrites non réalisées et des nouveaux échanges envisagés ;
2. Le bilan des transactions réalisées, actes de vente à l'appui, donnera lieu au versement d'une soulte annuelle ;
3. Le bilan intègrera de façon rétroactive des cessions concernant des opérations déjà réalisées et inscrites dans les conventions ANRU, des opérations engagées ainsi que les futures opérations foncières non identifiées à ce jour :
4. chaque cession de terrain sera soumis à délibération préalablement à la signature des actes administratifs correspondants ;
5. la signature du protocole et de ses avenants vaut autorisation de démarrage des travaux sur les terrains figurants dans le tableau joint en annexe :
6. la délimitation des emprises et l'arpentage seront réalisés et pris en charge par les services de la collectivité ;
7. le protocole est modifiable par voie d'avenant à tout moment.

4. LES ECHANGES FINANCIERS DU PROTOCOLE

L'état récapitulatif des cessions identifiées à ce jour fait apparaitre les éléments suivants : un total de 170 cessions foncières identifiées pour une superficie totale près de 197 692 m² sur les sites des projets de rénovation urbaine des quartiers de la Meinau, du Neuhof, de Hautepierre, de Cronenbourg et de Lingolsheim.

Les échanges fonciers font état d'acquisition foncière par les parties :

- par la collectivité une superficie de : 149 910 m²
- par CUS-Habitat une superficie de : 47 782 m²

L'application des termes du protocole aux terrains recensés dans le tableau des échanges fonciers joint en annexe conduit au bilan financier provisoire suivant :

Pour la collectivité

- Ville montant en € : 993 918 €
- CUS montant en € : 980 614€
- Total 1 974 532 €

Pour CUS-Habitat

- Ville montant en € : 1 120 952 €
- CUS montant en € : 41 €
- Total 1 120 993 €

Soit un montant de 853 539 € en faveur de CUS Habitat.

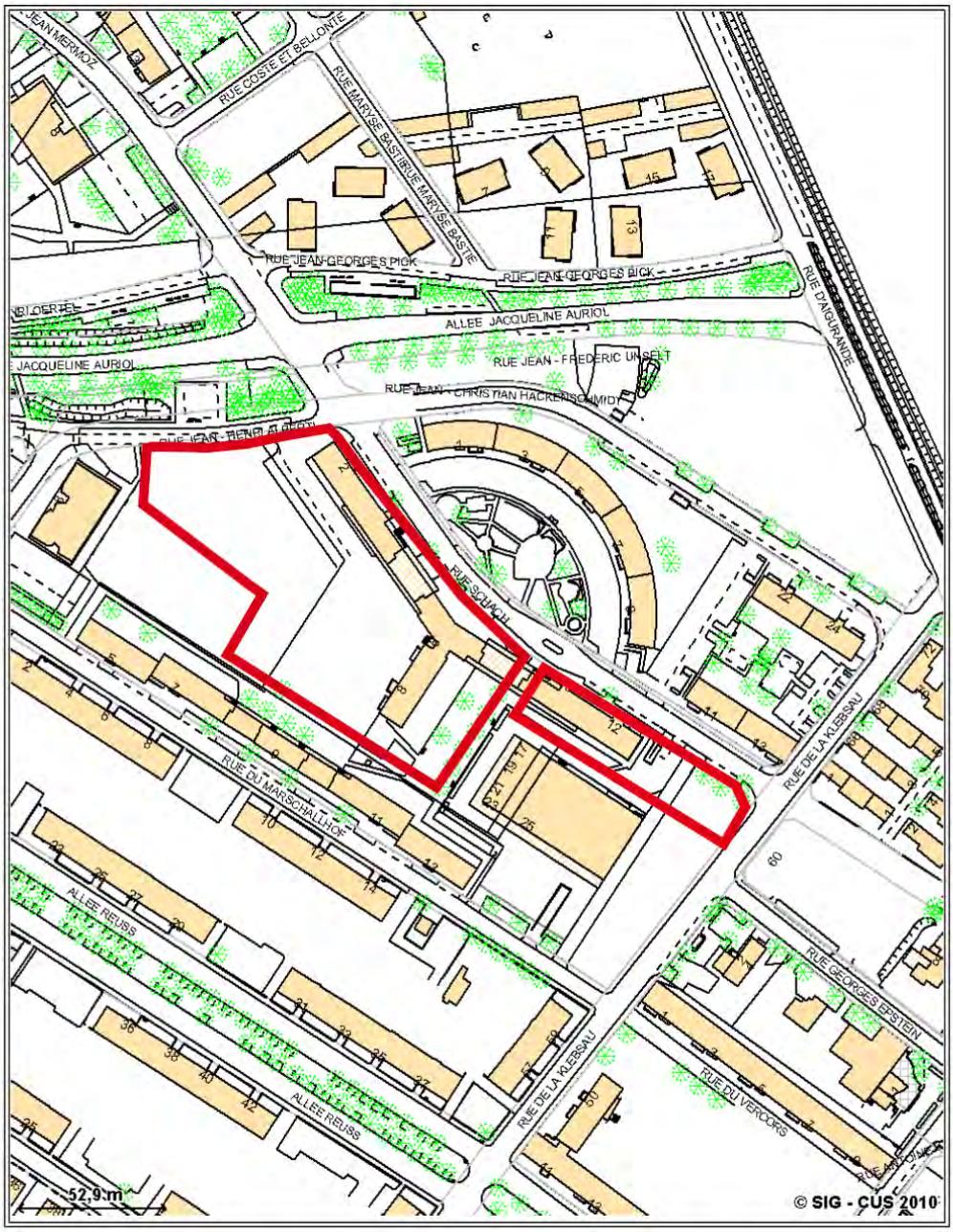
5. LES DISPOSITIONS FISCALES

En matière de fiscalité, les parties au présent protocole s'engagent à respecter la législation fiscale en vigueur. Toutes les estimations figurant en annexe sont considérées sur une base hors taxe nette vendeur. Les parties s'acquitteront respectivement de leurs obligations en la matière.

Fait à Strasbourg le 18 JUIL. 2011

Le Maire de Strasbourg	Le Président de la CUS	Le Directeur de Cus-Habitat
M. Roland RIES	M. Jacques BIGOT	M. Bernard MATTER

Démolition-reconstruction îlot Schach-Marschallhof : périmètre de projet



Strasbourg Communauté Urbaine

Cartes et plans
Echelle : 1/ 2000
Commune : Strasbourg
Edité par le service Direction Admin. de la DUAH le
19/10/2010

N

Périmètre de projet

CUS-DUAH-Rénovation urbaine Neuhof — octobre 2010

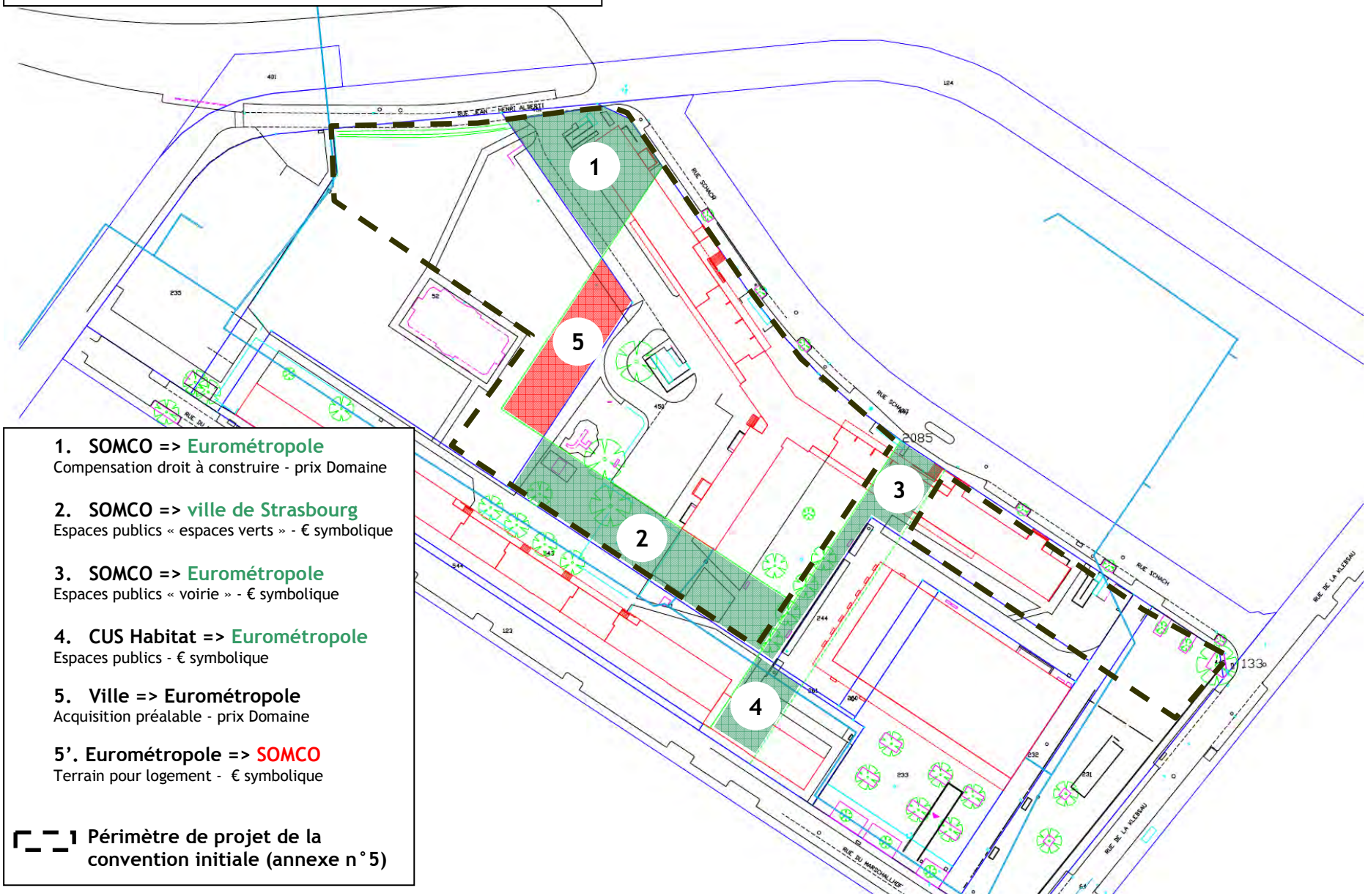
Annexe n°5 : périmètre de projet (annexe n°9 de la convention initiale)

Transactions Phase 1					
Référence plan annexe 7	**Référence parcellaire**	**Vendeur**	**Acquéreur**	**Conditions de cession***	**Prix de cession**
1	n°592/52 IV 7,56 ares	SOMCO	Eurométropole	Article 4.b.1 Compensation réduction droit à construire 1 000 m² SHON	Avis France Domaine du 2015/826 116 008 € HT
2	n°590/52 IV 11,04 ares Espaces verts	SOMCO	Ville de Strasbourg	1	€ symbolique
3	n° 589/52 IV 4,5 ares Nouvelle voie	SOMCO	Eurométropole	1	€ symbolique
4	n°594/52 IV 3,09 ares Nouvelle voie	CUS Habitat	Eurométropole	1	€ symbolique
5	n°597/52 IV 5,23 ares	ville de Strasbourg	Eurométropole	2	Avis France Domaine 2015/747 80 254 € HT
5'	n°597/52 IV 5,23 ares environ	Eurométropole	SOMCO	2	€ symbolique

** Les numéros indiqués renvoient aux conditions de cession fixées à l'article 4.b de l'avenant n°1*

Annexe 6 : tableau des transactions foncières

TRANSCATIONS PHASE 1 – 2016-2017



1. **SOMCO => Eurométropole**
Compensation droit à construire - prix Domaine

2. **SOMCO => ville de Strasbourg**
Espaces publics « espaces verts » - € symbolique

3. **SOMCO => Eurométropole**
Espaces publics « voirie » - € symbolique

4. **CUS Habitat => Eurométropole**
Espaces publics - € symbolique

5. **Ville => Eurométropole**
Acquisition préalable - prix Domaine

5'. **Eurométropole => SOMCO**
Terrain pour logement - € symbolique

Périmètre de projet de la convention initiale (annexe n°5)

Annexe n°7 : plan de synthèse des transactions foncières

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE ET DU DEPARTEMENT DU BAS RHIN

CONTROLE DES OPERATIONS IMMOBILIERES

France Domaine

Pôle Gestion Publique
France Domaine Bas-Rhin
4 Place de la République
CS 51022
67070 STRASBOURG cedex

AVIS DU DOMAINE
(valeur vénale)

Décret n° 86-455 du 14 mars 1986 modifié)
Articles L1211-1 et L1211-2 du Code général de la propriété des personnes publiques

Pour nous joindre
Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 00
Télécopie : 03. 88. 10. 35. 11
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr

Avis n° 2015/826
Enquêteur : Patrick GOGUELY
Acquisition amiable

1. **Service consultant :** Eurométropole de Strasbourg. Affaire suivie par **Mme Mélissande KRETZ**
2. **Date de la consultation :** demande du 01/07/2015 reçue le 06/07/2015
3. **Opération soumise au contrôle :** dans le cadre d'un projet de rénovation du secteur du Marschallhof et d'une recomposition foncière du site, demande d'estimation de diverses emprises de terrain nu.
4. **Propriétaire présumé :** SOMCO, CUS HABITAT
5. **Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :**

Commune de STRASBOURG- NEUHOF

Désignation cadastrale :

Parcelles mères				Parcelles vendues (arpentage en cours)				
section	n°	lieudit	Surface (are)	N° de parcelle	Surface (are)	Propriétaire	Acquéreur	Opération pour le consultant
IV	450		77,12	(10)/52	7,56	SOMCO	**Eurométropole**	ACQUISITION
IV	450		77,12	(8)/52	11,04	SOMCO	**Eurométropole**	ACQUISITION
IV	450		77,12	(7)/52	4,5	SOMCO	**Eurométropole**	ACQUISITION
				TOTAL	**23,1**			
IV	543		39,06	(12)/52	4,24	CUS Habitat	**Eurométropole**	ACQUISITION
IV	543		39,06	(11)/52	3,09	CUS Habitat	**Eurométropole**	ACQUISITION
				TOTAL	**7,33**			

Descriptif sommaire :

Terrain CUS HABITAT

Emprise de forme rectangulaire (environ 25 mètres x 30 mètres) prélevée sur une unité foncière « CUS Habitat » d'environ 165 mètres de long sur 25 mètres de large située en bordure de la rue du Marchallhof.

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Service Politique Foncière et Immobilière
1, parc de l'étoile
67076 STRASBOURG Cedex

Terrains SOMCO

Terrain en forme de L (la partie principale mesure environ 15 mètres de large sur 75 mètres de long et le retour environ 5 mètres de large sur 47 mètres de long) prélevé sur la partie arrière d'une unité foncière de grande contenance disposant d'une large façade sur la rue Schach, ainsi qu'un terrain de forme grossièrement rectangulaire (de l'ordre de 25 mètres x 30 mètres), prélevé sur la partie avant de cette même unité foncière.

6. Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone de plan - C.O.S. - Servitudes - Etat du sous-sol - Eléments particuliers de plus-value et de moins-value - Voies et réseaux divers :

Au POS en vigueur de STRASBOURG, les terrains propriété de CUS habitat sont situés en zone **NEU UB6** (15 mètres), les terrains propriété de SOMCO sont situés en zone **NEU UB6 et/ou UB14** (10 mètres).

Les emprises considérées reçoivent la qualification terrain à bâtir au sens de l'article L 13-15- II du code de l'expropriation, comme étant prélevées sur des unités foncières recevant cette qualification (situation en zone constructible, accès à la voie publique et aux réseaux).

DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE :

Compte tenu des caractéristiques propres des biens à évaluer, ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale des terrains considérés peut être fixée globalement à 466 949 € HT, se décomposant comme suit :

Terrain « SOMCO » : 354 470 € HT
Terrain « CUS HABITAT » : 112 479 € HT

Nota :
La présente estimation est donnée pour des terrains estimés à l'état nu et libre et en dehors de toute considération liée à une pollution des sols ou à l'existence de servitude.

7. Observations particulières

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Elle est donnée pour une durée maximale d'un an.

A Strasbourg le 24/07/2015
Pour le Directeur Régional des Finances Publiques
D'alsace et du Bas Rhin

L'inspecteur du Domaine
Patrick GOGUELY

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE ET DU DEPARTEMENT DU BAS RHIN

CONTROLE DES OPERATIONS IMMOBILIERES

France Domaine

Pôle Gestion Publique
France Domaine Bas-Rhin
4 Place de la République
CS 51022
67070 STRASBOURG cedex

AVIS DU DOMAINE
(valeur vénale)

Décret n° 86-455 du 14 mars 1986 modifié)
Articles L1211-1 et L1211-2 du Code général de la propriété des personnes publiques

Pour nous joindre
Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 00
Télécopie : 03. 88. 10. 35. 11
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr

Avis n° 2015/747
Enquêteur : Patrick GOGUELY
Cession amiable

1. **Service consultant :** Ville de Strasbourg. Affaire suivie par **Mme Mélissande KRETZ**
2. **Date de la consultation :** demande du 01/07/2015 reçue le 06/07/2015
3. **Opération soumise au contrôle :** dans le cadre d'un projet de rénovation du secteur du Marschallhof et une recomposition foncière du site, demande d'estimation de la valeur vénale d'une emprise de terrain nu, devant être cédée à CUS habitat.
4. **Propriétaire présumé :** Ville de Strasbourg
5. **Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :**

Commune de STRASBOURG- NEUHOF

Désignation cadastrale :

Parcelles mères				Parcelles vendues (arpentage en cours)				
section	n°	lieudit	Surface (are)	N° de parcelle	Surface (are)	Propriétaire	Acquéreur	Opération pour le consultant
IV	52		52,76	(15)/52	5,23	**Ville**	CUS HABITAT	Cession
				TOTAL	**5,23**			

Descriptif sommaire :

Parcelle de forme quasi rectangulaire (environ 15 mètres de large sur 35 mètres de long) prélevé sur une unité foncière « ville de Strasbourg » de forme irrégulière, disposant d'une façade d'environ 40 mètres sur la rue Schach.

VILLE DE STRASBOURG
Service Politique Foncière et Immobilière
1, parc de l'étoile
67076 STRASBOURG Cedex

6. Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone de plan - C.O.S. - Servitudes - Etat du sous-sol - Eléments particuliers de plus-value et de moins-value - Voies et réseaux divers :

Au POS en vigueur de STRASBOURG, la parcelle à évaluer est située en zone **NEU UB 14** (10 mètres)

Elle reçoit la qualification terrain à bâtir au sens de l'article L 13-15-II du code de l'expropriation, comme étant prélevée sur une unité foncière recevant cette qualification.

DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE :

Compte tenu des caractéristiques propres du bien à évaluer, ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale du terrain considéré peut être fixée à 80 254 € HT.

Nota :
La présente estimation est donnée pour un terrain estimé nu et libre, en dehors de toute considération liée à une pollution des sols ou à l'existence de servitude.

7. Observations particulières

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Elle est donnée pour une durée maximale d'un an.

A Strasbourg le 24/07/2015
Pour le Directeur Régional des Finances Publiques
D'alsace et du Bas Rhin

L'inspecteur du Domaine
Patrick GOGUELY

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE ET DU DEPARTEMENT DU BAS RHIN

CONTROLE DES OPERATIONS IMMOBILIERES

France Domaine

Pôle Gestion Publique
France Domaine Bas-Rhin
4 Place de la République
CS 51022
67070 STRASBOURG cedex

AVIS DU DOMAINE
(valeur vénale)

Décret n° 86-455 du 14 mars 1986 modifié
Articles L 1211-1 et L 1211-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques

Pour nous joindre
Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 00
Télécopie : 03. 88. 10. 35. 11
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr

Avis n° 2015/1297
Enquêteur : Patrick GOGUELY
Cession amiable

1. **Service consultant :** Eurométropole de Strasbourg. Affaire suivie par **Mme Mélissande KRETZ.**
2. **Date de la consultation :** demande du 12/10/2015, reçue le 19/10/2015
3 **Opération soumise au contrôle :** échange de terrain entre la ville et l'Eurométropole de Strasbourg, dans le cadre du réaménagement du stade WALTER au Neuhof et du Projet Marchallof
4 **Propriétaire présumé :** Eurométropole de Strasbourg
5 **Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :**

Commune de **Strasbourg-Neuhof**

Références cadastrales :

Section	n°	Lieudit	Superficie (en are)
IT	301	rue lucie Aubrac	22,82
		TOTAL	**22,82**

Descriptif sommaire :
Parcelle de forme grossièrement rectangulaire prélevée sur une vaste unité foncière accueillant le stade Michel Walter et ses équipements.

6. Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone de plan - C.O.S. - Servitudes - Etat du sous-sol - Eléments particuliers de plus-value et de moins-value - Voies et réseaux divers :

Au POS en vigueur de Strasbourg, la parcelle est située en zone **NEU UK5**, réservée aux installations ou constructions d'accueil et les équipements accompagnant les terrains de sports ou de loisirs destinés au public ou aux services de l'état
Hauteur maximale **: 10 mètres,** emprise au sol maximale non réglementée.

Eurométropole de Strasbourg
Service de la politique foncière et immobilière
1, parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG Cedex

La parcelle est prélevée sur une unité foncière qui reçoit la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 13-15-II du code l'expropriation.

DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE :

Compte tenu des caractéristiques propres du bien à évaluer, ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale actuelle de la parcelle considérée, estimée à l'état nu et libre, peut être fixée à 79 870 € HT.

Nota :

La présente évaluation est donnée sans tenir compte des frais éventuels liés à la dépollution des sols.

7. Observations particulières

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Elle est donnée pour une durée maximale d'un an.

A Strasbourg le 29/10/2015

Pour l'administrateur général,
Directeur Régional des Finances Publiques
d'Alsace et du Bas-Rhin

L'inspecteur du Domaine
Patrick GOGUELY

19

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Conventions d'utilisation de l'abattement de Taxe foncière sur la propriété bâtie avec les bailleurs sociaux des Quartiers prioritaires de l'Eurométropole de Strasbourg.

Eléments de cadrage nationaux

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 (dite loi LAMY) prévoit le maintien et la mise en œuvre de mesures fiscales en faveur des Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPV) dans les domaines du développement économique et du renouvellement urbain et cadre de vie.

La loi LAMY a notamment confirmé le maintien de l'abattement de 30% sur la base d'imposition à la Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB), dont bénéficient les organismes HLM pour les logements situés en QPV. Cette mesure fiscale doit permettre aux organismes HLM d'améliorer le cadre de vie des habitants de la nouvelle géographie prioritaire.

Les orientations nationales précisent cependant que cette mesure fiscale est subordonnée à la signature du Contrat de Ville par l'organisme HLM, à un engagement de réaliser un programme d'actions triennal et à la transmission annuelle aux instances du Contrat de Ville des documents justifiant du montant et du suivi des actions entreprises en contrepartie de l'abattement.

Le "cadre national d'utilisation de l'abattement de TFPB dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville pour la qualité de vie urbaine", diffusé en avril 2015, précise que chaque bailleur social qui possède du patrimoine dans un QPV doit transmettre un programme d'actions triennal par QPV d'ici à décembre 2015 pour bénéficier de l'abattement à compter du 01/01/2016.

Ces programmes d'actions triennaux doivent être concertés avec les associations de représentants des locataires (avec un minimum de 10% de locataires) et les habitants, via des méthodes participatives comme le « diagnostic en marchant ».

Les organismes HLM doivent présenter la manière dont ils comptent mobiliser leur droit commun, et quelles actions spécifiques ils souhaitent monter grâce à la valorisation de

l'abattement de TFPB, sur les thèmes relatifs à la Gestion urbaine de proximité (GUP) et au cadre de vie au sens large :

- Petits travaux de confort
- Tranquillité publique
- Propreté
- Les espaces extérieurs
- La vie des habitants
- Évolution du fonctionnement et de l'organisation

Ils doivent également produire :

- Les modalités de suivi et d'évaluation annuels des programmes triennaux
- Un bilan financier
- Une note sur l'organisation de leur présence en proximité (organisation actuelle et organisation souhaitée)

Le cadre national indique qu'il revient à l'intercommunalité de piloter ces conventions d'utilisation de l'abattement de TFPB, en lien avec la Direction départementale des territoires (DDT).

Il prévoit également que ces conventions fassent l'objet d'une signature quadripartite : l'EPCI, la commune concernée, l'Etat et le bailleur. Une convention par bailleur sera signée, et au sein du document, les actions seront présentées par QPV.

Dans ce contexte, la présente délibération vise à vous présenter le contenu que doivent avoir ces conventions, et les modalités retenues pour leur mise en place effective selon le calendrier prescrit.

Mise en œuvre locale et livrables attendus - contenu des conventions
En août 2015, le Sous-préfet en charge de la Politique de la ville a adressé à l'ensemble des bailleurs sociaux un courrier d'information sur cette démarche, en rappelant les délais de formalisation des conventions et en proposant un modèle de convention sur la base du cadre national. Le cadre indique qu'une convention-type comprend différentes parties :

- Préambule
- Résultats du diagnostic et objectifs en lien avec la Gestion urbaine de proximité (GUP)
- Identification des moyens de gestion de droit commun
- Programme d'action faisant l'objet de l'abattement TFPB
- Modalités d'association des représentants des locataires
- Modalités de pilotage
- Suivi, évaluation

Début octobre 2015, une réunion inter-bailleurs organisée par l'Eurométropole et l'AREAL a permis de préciser la méthode et le calendrier retenu pour 2015. En lien avec les orientations nationales et la DDT, il est arrêté que pour bénéficier de l'abattement de TFPB, des conditions préalables doivent être remplies par les bailleurs :

- signature du Contrat de Ville : à ce jour, tous les bailleurs sociaux possédant du patrimoine dans les quartiers prioritaires sont signataires du Contrat de Ville.
- déclaration aux services fiscaux locaux du patrimoine en QPV, afin que ces services vérifient l'adressage de ces logements au regard de la nouvelle géographie prioritaire.
- valorisation des actions spécifiques menées dans les quartiers prioritaires, mais aussi des actions de droit commun mises en œuvre ; il s'agit de préciser en quoi ces actions bénéficient de moyens renforcés par rapport aux quartiers non prioritaires.

S'agissant du contenu des conventions, l'essentiel doit ainsi être fourni par les bailleurs, qui doivent élaborer un programme d'actions chiffré, permettant de réinvestir dans les QPV l'économie générée par l'abattement de TFPB.

Pour l'élaboration de ces conventions, des ateliers de travail ont été organisés par l'EPCI et la DDT, en présence des bailleurs et en associant les communes concernées, afin de partager les informations disponibles.

Au vu du calendrier particulièrement contraint, il a été arrêté que l'année 2016 permettrait :

- l'approfondissement de diagnostics de GUP par quartier prioritaire ;
- la concertation des actions envisagées avec les associations de locataires. La co-construction des projets avec les habitants est en effet un des principes fondateurs du nouveau Contrat de Ville ;
- la finalisation des plans d'actions par QPV, avec une portée triennale.

Les premières conventions mises en place porteront donc essentiellement sur un programme d'actions pour 2016, avec l'idée de le retravailler courant 2016, pour pouvoir l'ajuster le cas échéant pour les années 2017-2018.

Dans le cadre élargi du pilier « renouvellement urbain et cadre de vie » du Contrat de Ville 2015-2020, ces conventions d'utilisation de l'abattement TFPB serviront également à établir en 2016 une convention intercommunale de Gestion urbaine de proximité.

La Ville de Strasbourg a vocation à être signataire : pour être informée des actions auxquelles les bailleurs s'engagent sur son territoire, et pour être ensuite associée au suivi qui sera réalisé par l'EPCI et la DDT des actions effectivement menées.
S'agissant pour la Ville d'être simplement associée au suivi des actions menées par les bailleurs, la mise en place de ces conventions ne se traduit par aucun engagement financier supplémentaire.

La présente délibération vise donc à informer le Conseil de la démarche engagée pour permettre la signature, avec chaque bailleur concerné, des conventions d'utilisation de l'abattement de TFPB, et à solliciter son autorisation pour procéder à leur signature dans le courant du 1er trimestre 2016.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le principe de la signature par la ville de Strasbourg des conventions d'utilisation de l'abattement de Taxe foncière sur la propriété bâtie avec les bailleurs sociaux des Quartiers prioritaires de l'Eurométropole de Strasbourg, dont le contenu développera :

- *un diagnostic de la situation en regard de la Gestion urbaine de proximité*
- *l'identification des moyens de gestion de droit commun mis en œuvre dans les QPV*
- *un programme d'actions pour l'amélioration du cadre de vie*
- *la répartition des moyens dégagés par l'abattement de TFPB pour la mise en œuvre du programme d'actions*
- *les modalités d'association des représentants des locataires*
- *les modalités de pilotage, de suivi, d'évaluation.*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer, pour la Ville de Strasbourg, les différentes conventions d'utilisation de l'abattement de TFPB, qui concernent le territoire municipal.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

20

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Avis relatif au déclassement du domaine public d'une emprise foncière à usage de parking et de circulation cyclable à hauteur du n°62 route de Schirmeck à Strasbourg-Montagne Verte (avis du Conseil municipal - art L.5211-57 du CGCT).

Un espace à usage de parking et de circulation aménagé sur une emprise de la parcelle cadastrée section NC n°110/54 sise à hauteur du n°62 route de Schirmeck est librement accessible depuis la route de Schirmeck.
Il est utilisé par les cyclistes venant de la rue des Mérovingiens pour rejoindre la piste cyclable Maurice Garin et par des véhicules pour accéder aux emplacements de stationnement situés à l'arrière d'une copropriété.

Cette situation est source de danger et de conflits d'usage entre les automobilistes et les cyclistes.
Afin de sécuriser le site et d'améliorer la circulation douce entre la rue des Mérovingiens et la piste cyclable, une partie de cette emprise sera aménagée en voie verte. L'autre partie de l'emprise d'une surface d'environ 155 m^2 peut être déclassée.

Conformément aux dispositions de l'article L.141-3 du Code de la voirie routière, le projet a été soumis, du 28 septembre 2015 au 13 octobre 2015 inclus, à une enquête publique préalable au cours de laquelle aucune observation n'a été formulée.
Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sans réserve au projet de déclassement.

Aussi, le Conseil municipal est invité à donner un avis sur le projet de déclassement de l'emprise concernée.

Une fois déclassée, ladite emprise pourra être valorisée.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'article L.5211-57 du Code général des collectivités territoriales
vu l'avis favorable du commissaire enquêteur

sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

émet un avis favorable

au projet de l'Eurométropole de déclassement du domaine public d'une emprise d'environ 155 m^2 sur la parcelle sise à Strasbourg cadastrée section NC n°110/54, telle que délimitée sur le plan parcellaire soumis à enquête publique et joint à la présente délibération.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15


POLE EMPLOI
MAIRIE DE QUARTIER
ECOLE MICHAEL
JARDIN D'ENFANTS
ECOLE EL. DES ROMAINS
N. Appert
EGLISE ST.PAUL
SALLE PAROISSIALE
MAISON DE RETRAITE EMMAUS
CIMETIERE ISRAELITE
CIMETIERE ST. GALL
JARDINS FAMIL. MUHLBRUCHEL
JARDINS FAMILIAUX PRE SAINT GALL
Gallenmatt
Muehlbruechel
Gallen Bruechel
JARDINS FAMIL. MEULES
TERRAIN DE CAMPING
FOYER
PARC ALBERT SCHWEITZER
STADE CHARLES FREY
CLUB-HOUSE QUILLIER
PARC EUGENE IMBS
Mühlbach
Piste
EGL.CATH. ST.ARBOGAST
MAISON DE RETRAITE LE BRULIG
CRECHES
PETANQUE LIBERTE
A.S. DE L`AVENIR
CONSULAT D`ALGERIE
CENTRE CULTUREL ET SPORTIF
PRESB. CATH.
JARDINS FAMILIAUX CAROLINGIENS
JARDINS FAMIL. BRULIG
TENNIS
Flassmatt
CENTRE SOCIO-CULTUREL
CENTRE SPORTIF DE L'ELSAU
GYMNASE
COLLEGE HANS ARP
DEPOT C.T.S.
A.S. ELSAU
JARDINS FAMIL. ELSAU
TERRAIN MULTISPORTS
CUS HABITAT
Parc Giuseppe Arcimboldo
Canal de la Bruche
Rue du Muhlbruchel
Rue du Welschbruch
Rue du Schnokeloch
Rue du Champ-du-Feu
Rue du Pré-Aux-Clercs
Allée du Sommerhof
R.Robert Forrer
R. de la Tour
R. des Carolingiens
R.Clovis
R.Clotilde
Rue des Merovingiens
Route de Brulig
Quai du Brulig
Rue Van Eyck
Rue Frans Hals
Rue de Dorlisheim
Rue de la Petite-Croix
Rue du Martinet
Rue du Schneeberg
Rue du Marais Saint-Gall
Rue de la Perheux
Rue des Meules
Rue de la Rue Hans
Rue de l'Auberge de Jeunesse
Rue Dagobert
Rue du Docteur Nessmann
Rue Martin Weis
Rue Jean Mart
Pont du Schnokeloch
Pont du Kupferhammer
Pont de l'Auberge de Jeunesse
Pont du Tour Vert
Pass. du Brulig
Pas.du Mühlbach
Pass.de l'Illhof
Pont Van Eyck
Pas.du Breuscheck
Jardin du Schloessel
Chemin du Schloess el
Piste François Faber
Piste Louison Bobet
Rivières de Flassmatt
Quatre Quartiers
Strasbourg.eu
eurométropole
DUAH - Mission Domanialité Publique
Déclassement d'une emprise à usage de circulation cyclable et de parking à hauteur du n°62 route de Schirmeck
MDP 11.11.1555
Date d'édition 20/08/2015
Strasbourg-Montagne Verte
ECHELLE 1/ 5000

Eurométropole de Strasbourg
1, parc de l'Etoile 67076 Strasbourg cedex Tel : 03 68 98 50 00
DUAH - Mission Domanialité Publique

PLAN D'ENQUETE

Référence : MDP 11.11. 1555

STRASBOURG - Montagne Verte

Déclassement du domaine public d'une emprise foncière à usage de parking et de circulation cyclable à hauteur du n°62 route de Schirmeck

Strasbourg, le - 2 SEP. 2015

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG ★ 68 ★

Myriam UNGER
Directrice de Projets

Vu, le

Jean Biewer
Commissaire Enquêteur
Ingenieur des Industries Chimiques

Commissaire-Enquêteur

25 m

PROJET ETABLI LE : 31.08.2015
MODIFIE LE :
MODIFIE LE :
MODIFIE LE :

DESSINE PAR :
P. KRIEGER

alignement légal

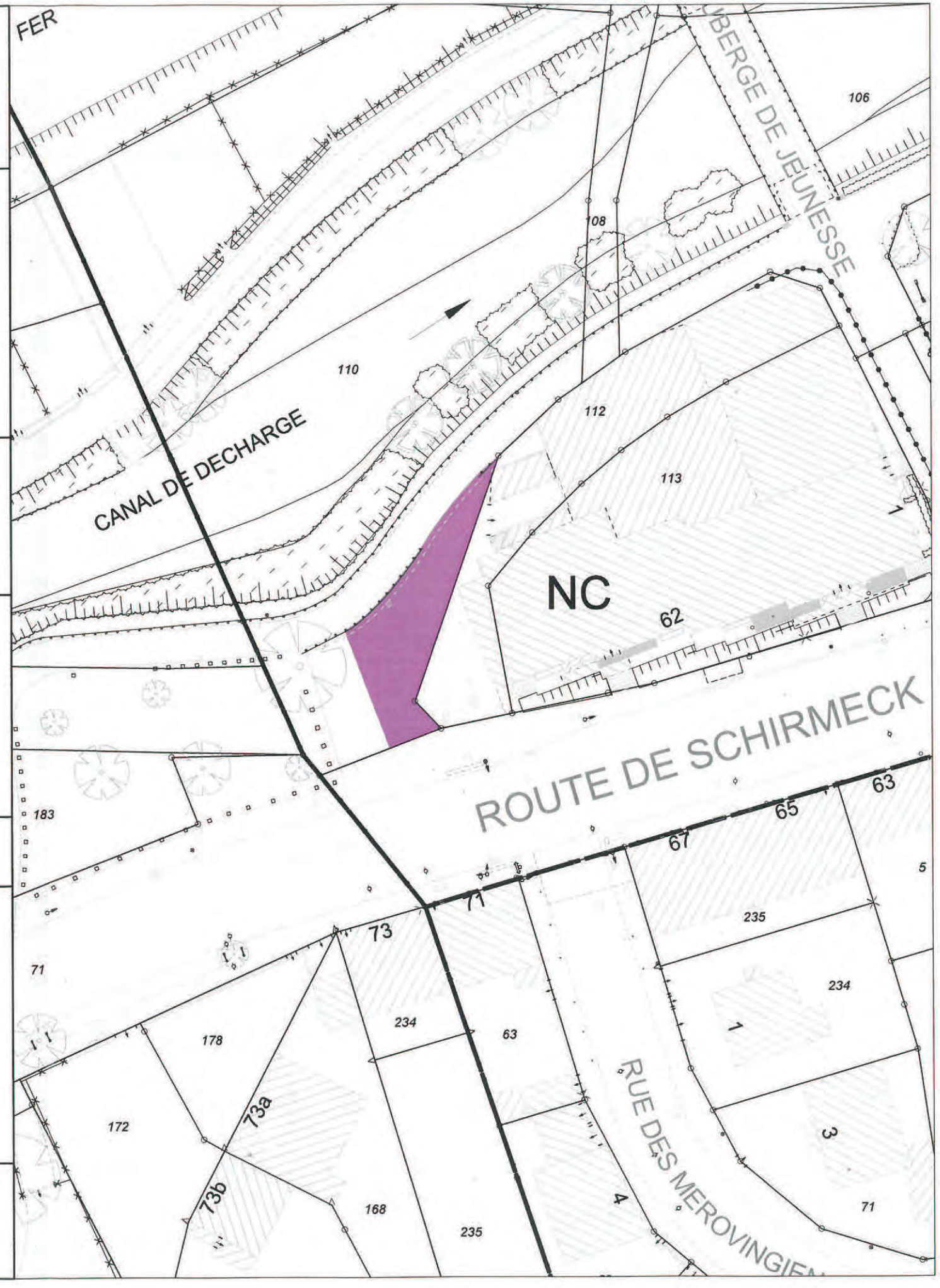
alignement à supprimer

alignement proposé

domaine public de la voirie métropolitaine

domaine public de la voirie métropolitaine à déclasser

Strasbourg.eu
eurométropole



4. Avis et conclusion motivée

L'enquête publique, concernant le déclassement du domaine public d'une emprise foncière à usage de parking et de circulation cyclable à hauteur du N° 62 route de Schirmeck à Strasbourg Montagne Verte, s'est déroulée du 28 septembre au 13 octobre 2015.

Pendant cette période, j'ai tenu les permanences prévues dans l'arrêté du 2 septembre 2015 de Monsieur le Président de l'Eurométropole de Strasbourg (article 4 de cet arrêté). Personne ne s'est déplacé pour consulter le dossier et mettre remarque ou suggestion dans le registre d'enquête. Aucun courrier n'est parvenu au siège de l'enquête à l'attention du commissaire enquêteur.

Les différentes publicités ont été réalisées conformément à la législation et contrôlées par le commissaire enquêteur.

L'endroit de déclassement prévu est d'une surface d'environ 155m2 cadastrée sur la parcelle section NC N° 110/54. Sur cette surface des cyclistes et des automobiles peuvent se rencontrer, et de ce fait cette emprise peut être source de conflits et d'accidents. Une voie verte sera aménagée à proximité afin de sécuriser le passage des cyclistes. Ceux-ci pourront ainsi passer de la piste cyclable Maurice Garin à la rue des Mérovingiens (ou inversement) sans avoir de conflit avec un automobiliste. La partie de 155m2 prévue pour être déclassée, ne sera alors plus utilisée par les cyclistes. N'étant plus utile à la circulation douce, cette partie peut être déclassée du domaine public.

Même si personne ne s'est déplacé pour me rencontrer et me faire part de remarques ou suggestions particulières, je pense que c'est un endroit où des accidents de cyclistes contre des voitures sont possibles, aussi je donne un AVIS FAVORABLE à la demande de l'Eurométropole de Strasbourg pour déclasser l'emprise foncière d'environ 155m2 et appartenant à la ville de Strasbourg sur la parcelle cadastrée section NC N°110/54.

Fait à Gambsheim le 20 octobre 2015

Jean Biewer
Commissaire enquêteur

21

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Avis relatif à la suppression d'un tronçon d'alignement devenu obsolète à hauteur du n°1 rue du Coudrier à Strasbourg-Neudorf (avis du Conseil municipal - art L.5211-57 du CGCT).

La rue du Coudrier a été alignée le 23 avril 1912 ; la servitude d'alignement est reprise au POS (servitude d'utilité publique). L'alignement impacte un bâtiment d'habitation propriété de l'Eurométropole.

Malgré l'ancienneté de l'alignement, aucun recul de voirie au droit de la parcelle cadastrée section DZ n°75 à hauteur du n°1 rue du Coudrier n'a eu lieu et n'est envisagé. Un tel recul qui imposerait la démolition du bâtiment d'habitation n'est pas justifié par l'usage actuel de la voie à ce niveau.
Dès lors, la partie de l'alignement légal grevant ledit bâtiment peut être supprimée.

Conformément aux dispositions des articles L.112-1 et L.141-3 du Code de la voirie routière, le projet a été soumis, du 28 septembre 2015 au 13 octobre 2015 inclus, à une enquête publique préalable au cours de laquelle aucune observation n'a été formulée.
Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sans réserve à ce projet.

Aussi, le Conseil municipal est invité à émettre un avis sur le projet de suppression du tronçon d'alignement grevant l'immeuble bâti sis 1 rue du Coudrier.

La délibération comportant modification d'une servitude d'alignement sera annexée au Plan d'Occupation des Sols de Strasbourg approuvé le 18 décembre 1992 et modifié les 8 octobre 1993 et suivants, en vue de sa mise à jour.

La suppression du tronçon d'alignement concerné permettra la valorisation de l'immeuble grevé.

Il est précisé qu'afin de préserver la faculté pour la collectivité d'uniformiser le tracé de la voirie, toute cession de cet immeuble sera accompagnée de charges visant à imposer un recul du bâti en cas de démolition du bâti existant.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

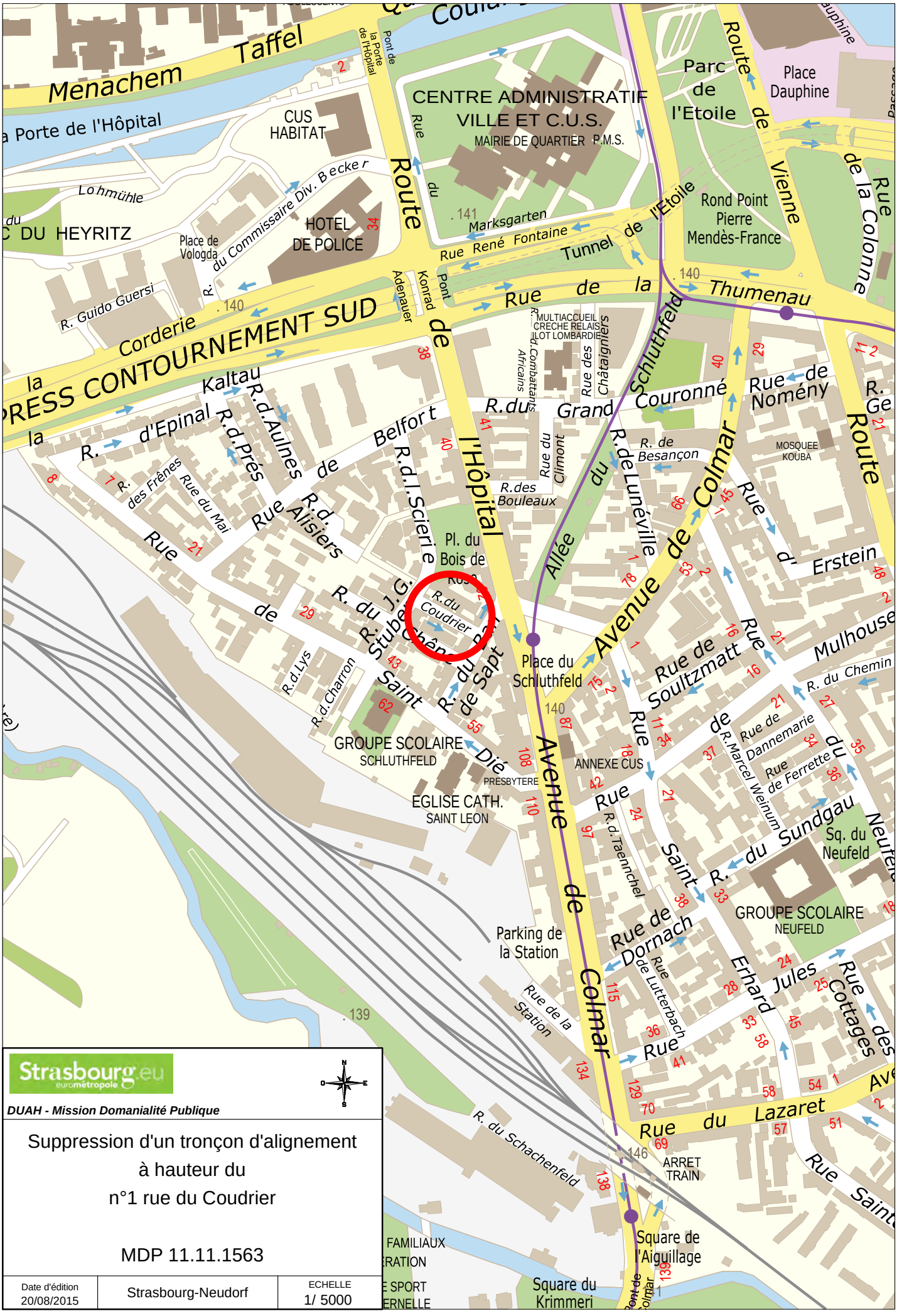
Le Conseil
vu l'article L.5211-57 du Code général des collectivités territoriales
vu l'avis favorable du commissaire enquêteur
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

émet un avis favorable

à la suppression par l'Eurométropole du tronçon d'une longueur d'environ 12 mètres de l'alignement légal approuvé le 23 avril 1912 *au droit du n° 1 rue du Coudrier à Strasbourg-Neudorf tel qu'identifié sur le plan parcellaire soumis à enquête publique et joint à la présente délibération.*

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15



Strasbourg.eu
eurométropole

N
O E
S

DUAH - Mission Domanialité Publique

Suppression d'un tronçon d'alignement
à hauteur du
n°1 rue du Coudrier

MDP 11.11.1563

Date d'édition		ECHELLE
20/08/2015	Strasbourg-Neudorf	1/ 5000

Eurométropole de Strasbourg
1, parc de l'Etoile 67076 Strasbourg cedex Tel : 03 68 98 50 00
DUAH - Mission Domanialité Publique

PLAN D'ENQUETE

Référence : MDP 11.11. 1563

STRASBOURG - Neudorf

Suppression d'un tronçon d'alignement
à hauteur du n°1 rue du Coudrier

Strasbourg, le - 2 SEP. 2015

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG ★ 68 ★

Myriam UNGER
Directrice de Projets

Vu, le

Jean Biewer
Commissaire Enquêteur
Ingénieur des Industries Chimiques

Commissaire-Enquêteur

10 m

PROJET ETABLI LE : 01.09.2015
MODIFIE LE :
MODIFIE LE :
MODIFIE LE :

DESSINE PAR :
P.KRIEGER

alignement légal

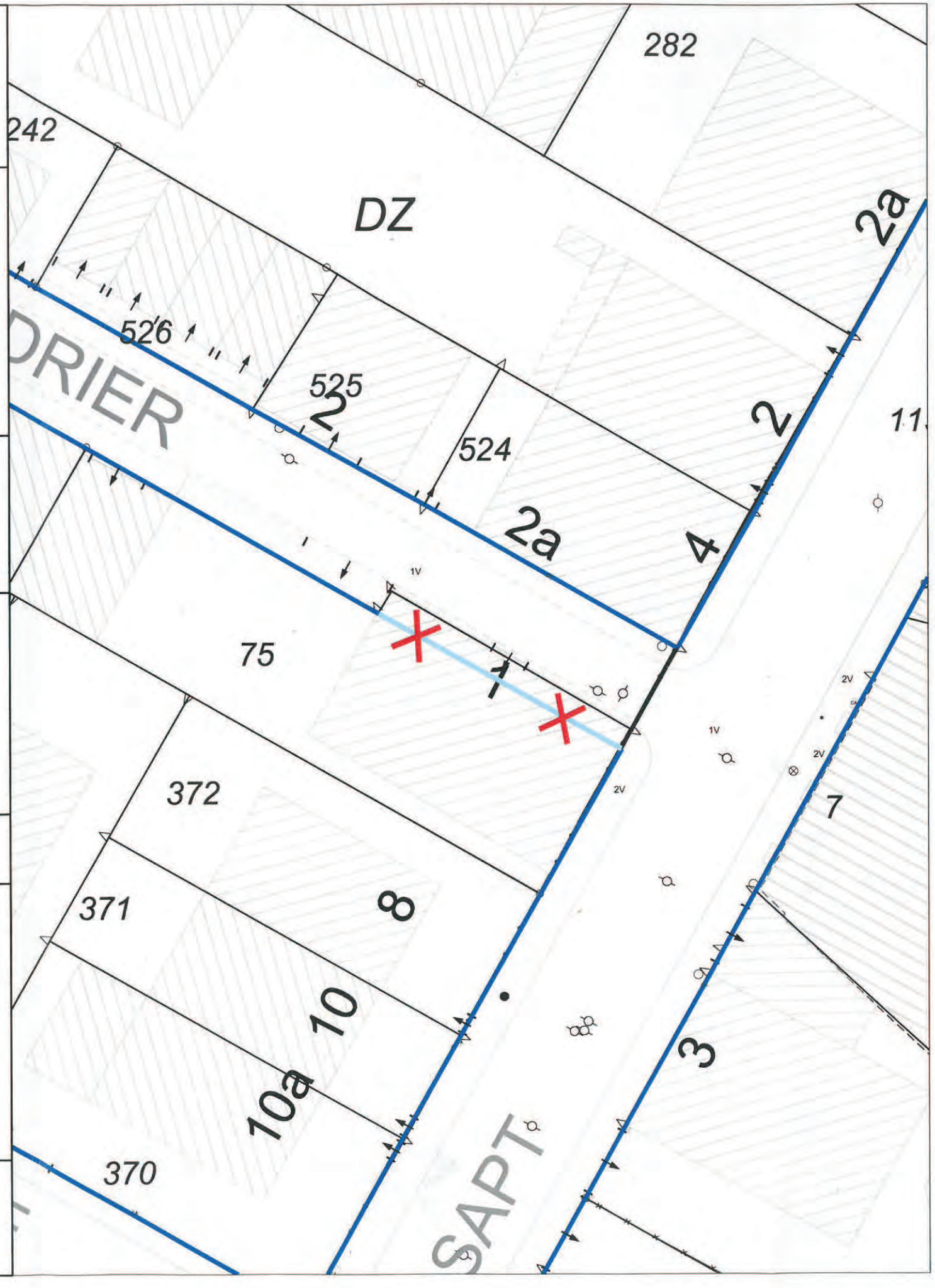
alignement à supprimer

alignement proposé

domaine public de la voirie métropolitaine

domaine public de la voirie métropolitaine à déclasser

Strasbourg.eu
eurométropole



4. Avis et conclusion motivée

L'enquête publique, concernant la suppression d'un tronçon d'alignement à hauteur du N°1 rue du Coudrier à Strasbourg Neudorf, s'est déroulée du 28 septembre au 13 octobre 2015.

Pendant cette période, j'ai tenu les permanences prévues dans l'arrêté du 2 septembre 2015 de Monsieur le Président de l'Eurométropole de Strasbourg (article 4 de cet arrêté). Personne ne s'est déplacé pour consulter le dossier et mettre remarque ou suggestion dans le registre d'enquête. Aucun courrier n'est parvenu au siège de l'enquête à l'attention du commissaire enquêteur.

Les différentes publicités ont été réalisées conformément à la législation et contrôlées par le commissaire enquêteur.

Le tronçon d'alignement à supprimer est d'environ 12m et fait partie de l'alignement légal approuvé le 23 avril 1912. Actuellement, aucun recul de voirie au droit du N°1 de la rue du Coudrier n'a eu lieu et n'est envisagé. Un tel recul n'est justifié ni par la fonctionnalité ni par l'usage actuel de la voie à ce niveau :



Même si personne ne s'est déplacé pour me rencontrer et me faire part de remarques ou suggestions particulières, je pense que c'est un endroit où l'alignement légal n'est plus justifié aussi je donne un avis favorable à la demande de l'Eurométropole de Strasbourg pour supprimer le tronçon d'alignement d'environ 12m qui grève l'immeuble situé N°1 rue du Coudrier à Strasbourg Neudorf.

Fait à Gambsheim le 20 octobre 2015

Jean Biewer
Commissaire enquêteur

Strasbourg.eu
eurométropole

22

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Avis relatif à la suppression de tronçons d'alignements devenus obsolètes à Strasbourg-Centre (avis du Conseil municipal - art L.5211-57 du CGCT).

Du fait du réaménagement du réseau viaire dans certains quartiers du centre de Strasbourg, certains alignements ne sont pas/plus conformes à la configuration actuelle et/ou projetée de l'espace public.

Sont concernés les tronçons d'alignements mis en place entre 1829 et 1992 autour de l'ensemble immobilier complexe des Halles, devenus obsolètes du fait de l'évolution de l'espace public et les tronçons d'alignements mis en place en 1850 et 1979 à l'angle du boulevard de Metz et de la rue du Faubourg National, qui ne sont pas conformes à la recomposition projetée de l'espace public visant notamment à préserver à terme la possibilité d'aménager un système de transport collectif en site propre.

Conformément aux dispositions des articles L.112-1 et L.141-3 du Code de la voirie routière, les projets ont été soumis, du 28 septembre 2015 au 13 octobre 2015 inclus, à des enquêtes publiques préalables au cours desquelles aucune observation n'a été formulée. Le commissaire enquêteur a émis des avis favorables sans réserve à ces projets. Il a également formulé une recommandation d'usage qui s'inscrit en cohérence avec les projets et ne fait pas obstacle à la poursuite de la procédure.

Aussi, le Conseil municipal est invité à donner un avis sur les projets de l'Eurométropole de suppression des tronçons d'alignements devenus obsolètes autour de l'ensemble immobilier complexe des Halles ainsi qu'à l'angle du boulevard de Metz et de la rue du Faubourg National à Strasbourg-Centre.

La délibération comportant modifications de servitudes d'alignement sera annexée au Plan d'Occupation des Sols de Strasbourg approuvé le 18 décembre 1992 et modifié les 8 octobre 1993 et suivants, en vue de sa mise à jour.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

vu l'article L.5211-57 du Code général des collectivités territoriales
vu les avis favorables du commissaire enquêteur
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

émet un avis favorable

<u>à la suppression par l'Eurométropole des tronçons d'alignements suivants</u> :

1. *autour de l'ensemble immobilier complexe des Halles :*

   boulevard du Président Wilson :

   - *un tronçon d'une longueur d'environ 53 mètres de l'alignement approuvé le 14/05/1829,*

   à l'angle du boulevard du Président Wilson et de la rue des Halles :

   - *un tronçon d'une longueur d'environ 26 mètres de l'alignement approuvé le 14/08/1880,*

   rue des Halles :

   - *un tronçon d'une longueur d'environ 99 mètres de l'alignement approuvé le 04/04/1884,*

   place des Halles :

   - *un tronçon d'une longueur d'environ 73 mètres de l'alignement approuvé le 25/05/1973,*
   - *un tronçon d'une longueur d'environ 98 mètres de l'alignement approuvé le 28/06/1974,*

   rue de Sébastopol :

   - *un tronçon d'une longueur d'environ 171 mètres de l'alignement approuvé le 30/01/1932,*

   quai Kléber :

   - *un tronçon d'une longueur d'environ 59 mètres de l'alignement approuvé le 14/05/1829,*

   rue du Marais Vert :

   - *un tronçon d'une longueur d'environ 76 mètres de l'alignement approuvé le 25/05/1973,*

- *un tronçon d'une longueur d'environ 61 mètres de l'alignement approuvé le 2/10/1992,*
- *un tronçon d'une longueur d'environ 39 mètres de l'alignement approuvé le 25/05/1973,*
- *un tronçon d'une longueur d'environ 134 mètres de l'alignement approuvé le 2/10/1992,*
- *un tronçon d'une longueur d'environ 129 mètres de l'alignement approuvé le 20/12/1991,*

2. *à l'angle du boulevard de Metz et de la rue du Faubourg National :*

- *un tronçon d'une longueur d'environ 30 mètres de l'alignement approuvé le 13/07/1850,*
- *un tronçon d'une longueur d'environ 15 mètres de l'alignement approuvé le 27/04/1979 ;*

tels qu'identifiés sur les plans parcellaires soumis à enquêtes publiques et joints à la présente délibération.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15



DUAH - Mission Domanialité Publique

Suppression des tronçons d'alignements autour de l'ensemble immobilier complexe des Halles

MDP 11.11.1564

Date d'édition	Strasbourg-Ville	ECHELLE
20/08/2015		1/ 5000

Eurométropole de Strasbourg

1, parc de l'Etoile 67076 Strasbourg cedex Tel : 03 68 98 50 00

DUAH - Mission Domanialité Publique

PLAN D'ENQUETE

Référence : MDP 11.11. 1564

STRASBOURG - Centre

Suppression des tronçons d'alignements
autour de l'ensemble immobilier complexe
des Halles

Strasbourg, le - 2 SEP. 2015

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG ★ 68 ★

Myriam UNGER
Directrice de Projets

Vu, le

Jean Biewer
Commissaire Enquêteur
Ingénieur des Industries Chimiques

Commissaire-Enquêteur

100 m

PROJET ETABLI LE : 2.09.2015
MODIFIE LE :
MODIFIE LE :
MODIFIE LE :

DESSINE PAR :
P. KRIEGER

alignement légal

alignement à supprimer

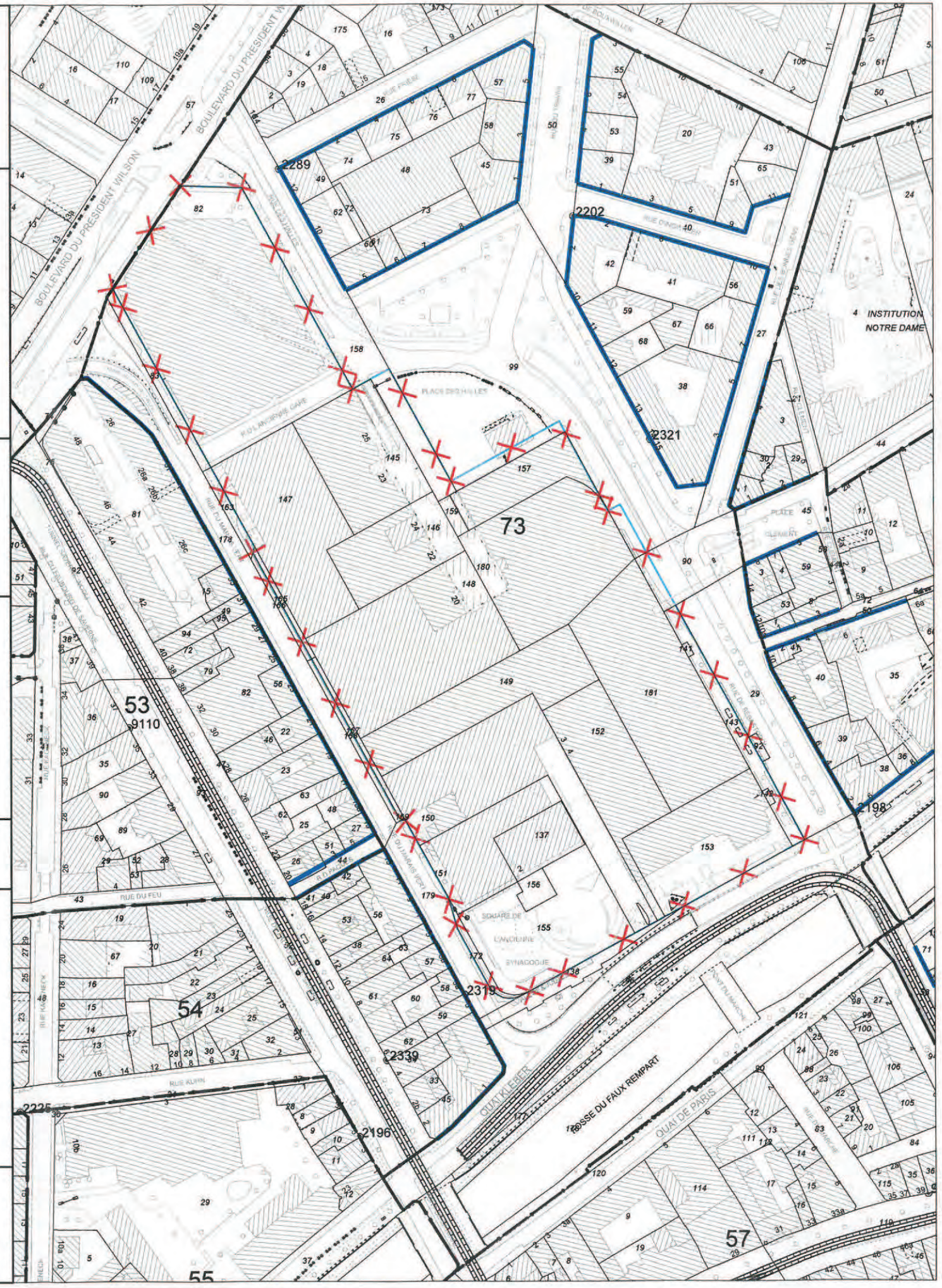
alignement proposé

domaine public de la voirie métropolitaine

domaine public de la voirie métropolitaine à déclasser

N
O E
S

Strasbourg.eu
eurométropole



4. Avis et conclusion motivée

L'enquête publique, concernant la suppression des tronçons d'alignements autour de l'ensemble immobilier complexe des Halles à Strasbourg Centre, s'est déroulée du 28 septembre au 13 octobre 2015.

Pendant cette période, j'ai tenu les permanences prévues dans l'arrêté du 2 septembre 2015 de Monsieur le Président de l'Eurométropole de Strasbourg (article 4 de cet arrêté). Personne ne s'est déplacé pour consulter le dossier et mettre remarque ou suggestion dans le registre d'enquête. Aucun courrier n'est parvenu au siège de l'enquête à l'attention du commissaire enquêteur. La Chambre de Commerces et d'Industries de Strasbourg avait pris contact avec le maître d'ouvrage pour prendre connaissance du dossier, mais n'a pas émis de remarque ou suggestion particulière.

Les publicités règlementaires ont été réalisées mais le public ne semble pas être intéressé par ce problème d'alignement, certaines approbations de ces alignements sont très anciennes : de 1829 à 1992.

Les tronçons de ces alignements ne correspondent plus à la situation réelle et ne peuvent être maintenus. L'Eurométropole de Strasbourg se propose de supprimer ces tronçons d'alignements.

Les tronçons sont bien identifiés sur le plan parcellaire joint au dossier d'enquête, et toutes les parcelles, sur lesquelles les tronçons d'alignements vont être supprimés, appartiennent à la ville de Strasbourg.

Pour les différentes raisons évoquées ci-dessus, je donne un avis favorable à la demande présentée par l'Eurométropole de Strasbourg concernant la suppression des tronçons d'alignements autour de l'ensemble immobilier complexe des Halles à Strasbourg Centre.

Fait à Gambsheim le 20 octobre 2015



Jean Biewer
Commissaire enquêteur



Strasbourg.eu eurométropole

DUAH - Mission Domanialité Publique

Suppression de tronçons d'alignements
et déclassement du domaine public
de voirie d'une emprise du trottoir à l'angle
du Bld de Metz et de la rue du Fbg National
MDP 11.11.1557

Date d'édition 20/08/2015	Strasbourg-Ville	ECHELLE 1/ 5000

Eurométropole de Strasbourg
1, parc de l'Etoile 67076 Strasbourg cedex Tel : 03 68 98 50 00
DUAH - Mission Domanialité Publique

PLAN D'ENQUETE

Référence : MDP 11.11. 1557

STRASBOURG - Centre

Suppression de tronçons d'alignements et déclassement du domaine public de voirie d'une partie du trottoir à l'angle du Boulevard de Metz et de la Rue du Faubourg National

Strasbourg, le - 2 SEP. 2015

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG ★ 68 ★

Myriam UNGER
Directrice de Projets

Vu, le

Jean Biewer
Commissaire Enquêteur
Ingénieur des Industries Chimiques

Commissaire-Enquêteur

25 m

PROJET ETABLI LE : 01.09.2015
MODIFIE LE :
MODIFIE LE :
MODIFIE LE :

DESSINE PAR :
P. KRIEGER

alignement légal

alignement à supprimer

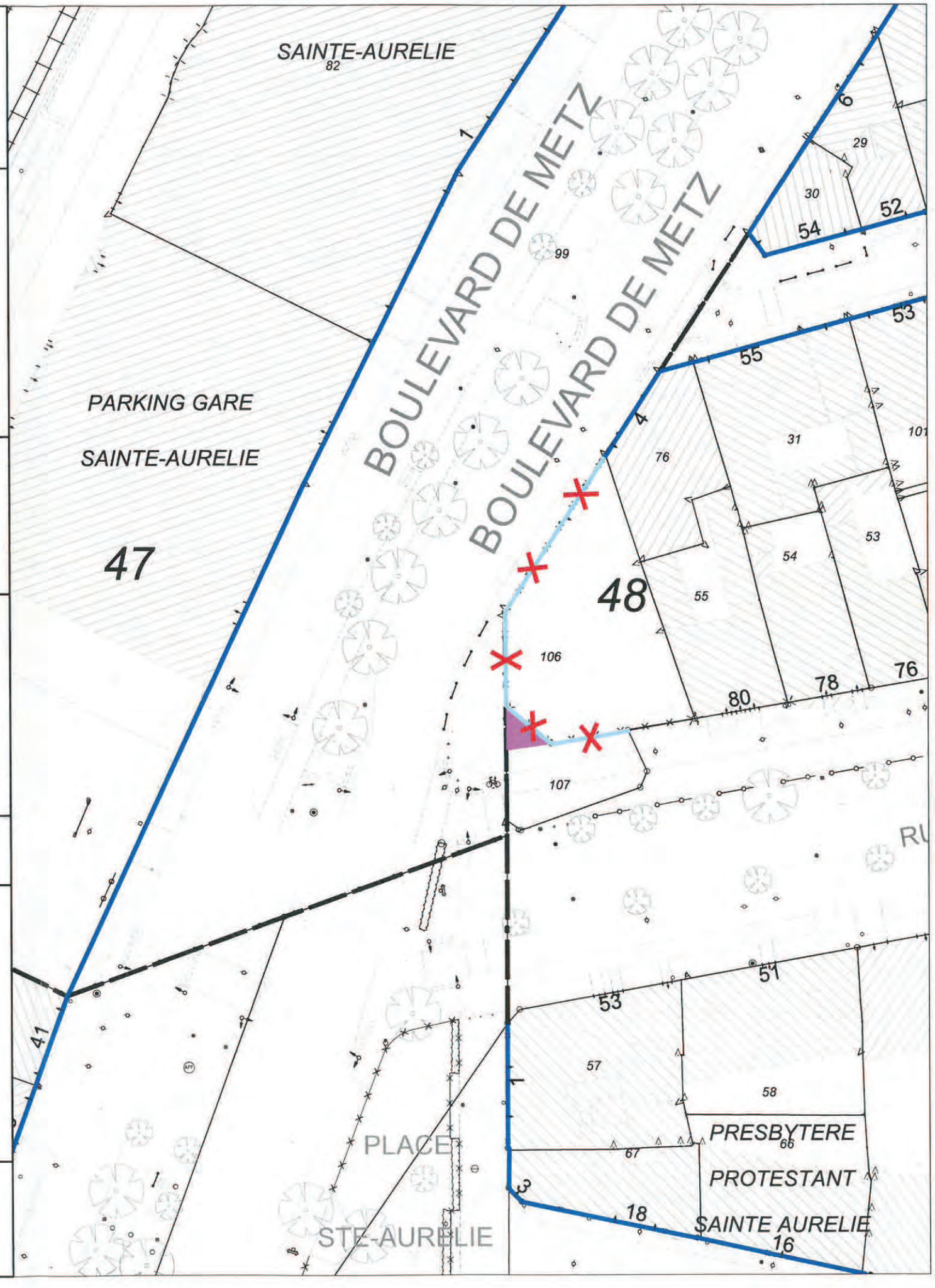
alignement proposé

N
O E
S

domaine public de la voirie métropolitaine

domaine public de la voirie métropolitaine à déclasser

Strasbourg.eu
eurométropole



4. Avis et conclusion motivée

L'enquête publique, concernant la suppression des tronçons d'alignements à l'angle du Boulevard de Metz et de la rue du faubourg National à Strasbourg Centre, et le déclassement du domaine public de voirie d'une partie du trottoir à l'angle de ces rues, s'est déroulée du 28 septembre au 13 octobre 2015.

Pendant cette période, j'ai tenu les permanences prévues dans l'arrêté du 2 septembre 2015 de Monsieur le Président de l'Eurométropole de Strasbourg (article 4 de cet arrêté). Personne ne s'est déplacé pour consulter le dossier et mettre remarque ou suggestion dans le registre d'enquête. Aucun courrier n'est parvenu au siège de l'enquête à l'attention du commissaire enquêteur.

Les publicités règlementaires ont été réalisées mais le public ne semble pas être intéressé par ce problème d'alignement et de suppression d'une partie du trottoir.

Les tronçons d'alignement à supprimer font partie d'un alignement approuvé le 13/07/1850 (inscrit dans la liste des servitudes d'utilité publique annexée au POS de Strasbourg), et d'un alignement approuvé le 27/04/1979. Ces alignements doivent être supprimés car ils ne sont pas conformes à la recomposition projetée de l'espace public visant notamment à préserver à terme la possibilité d'aménager un système de transport en site propre.

L'emprise de la partie du trottoir à déclasser n'est pas utile à la circulation publique ni à l'espace public. En effet, la largeur du trottoir n'est pas justifiée et génère des frais de gestion et d'entretien pour l'Eurométropole de Strasbourg.

Pour les différentes raisons évoquées ci-dessus, je donne un avis favorable à la demande présentée par l'Eurométropole de Strasbourg avec la recommandation suivante : essayer de rendre ce carrefour plus attrayant en mettant des dessins sur les façades blanches.

Fait à Gambsheim le 20 octobre 2015



Jean Biewer
Commissaire enquêteur

23

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Mise à jour de la convention du 23 mars 1984 relative à l'instruction des autorisations d'occupation et d'utilisation des sols.

L'Eurométropole de Strasbourg est liée aujourd'hui à 25 communes par une convention datant du 23 mars 1984 portant sur l'instruction des autorisations d'occupation et d'utilisation des sols pour la mise à leur disposition de ses services.

La demande récente de la ville d'Ostwald à pouvoir bénéficier également de ces services donne l'occasion de procéder à une mise à jour de la convention datant de plus de 30 ans. Cette mise à jour permettra de tenir compte des évolutions de la réglementation en matière d'urbanisme, des nouveaux besoins et d'apporter des précisions quant aux droits et obligations de chaque partie.

Le fondement de cette convention repose sur les dispositions de l'article R 423-15 du code de l'urbanisme et de l'article L 5215-27 du code général des collectivités territoriales.

Elle aura pour conséquence de résilier la convention du 23 mars 1984 et de rendre applicables les nouvelles dispositions de la convention jointe en annexe à la présente délibération.

Le document mis à jour reprend, d'une manière générale, les caractéristiques principales de la convention précédente et rappelle le principe de la gratuité délibéré le 23 mars 1984. Il est le fruit d'une réflexion qui tire les enseignements d'une pratique de plus de 30 années d'application. Son objet porte sur les points suivants :

- l'actualisation des articles de la convention ;

- l'apport de précisions sur la mission de contrôle que l'Eurométropole de Strasbourg assurera pour le compte de chaque commune signataire. En effet, ce point restait très imprécis dans la convention de 1984 (article 1) ;

- l'actualisation et la clarification du rôle respectif de chaque commune et de l'Eurométropole de Strasbourg dans la gestion des dossiers de demande d'autorisation et d'occupation des sols (articles 2 et 3) ;

- le rappel du fondement juridique de la délégation de signature du maire aux agents de l'Eurométropole de Strasbourg chargés de l'instruction des demandes d'autorisation (article 4) ;

- l'établissement des modalités d'archivage des dossiers traités (article 5) ;

- la description plus détaillée du rôle de chacune des parties en cas de procédure contentieuse ou pénale (article 6) ;

- des précisions quant au rôle de l'Eurométropole dans la procédure d'immeubles menaçant ruine (article 8) afin d'apporter aux communes le conseil administratif et technique nécessité par la complexité de cette procédure.

Le projet de convention a enfin été débattu lors de la réunion des directeurs généraux des communes du 15 septembre 2015.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
accepte

les termes de la convention relative à l'instruction des autorisations d'occupation et d'utilisation des sols telle que proposée par l'Eurométropole de Strasbourg et jointe à la présente délibération ;

autorise

le maire de la ville de Strasbourg à signer ladite convention.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

CONVENTION
RELATIVE A L'INSTRUCTION
DES AUTORISATIONS D'OCCUPATION ET D'UTILISATION DES SOLS

Entre

La ville de Strasbourg
représentée par son Maire en exercice, M. Roland RIES
agissant en vertu d'une délibération de son Conseil municipal en date du

et

L'Eurométropole de Strasbourg
représentée par son Président en exercice, M. Robert HERRMANN
agissant en vertu d'une délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du

Préambule

La présente convention, fondée sur les dispositions de l'article R 423-15 du code de l'urbanisme et de L 5215-27 du code général des collectivités territoriales, a pour objet de remplacer la précédente convention du 24 mars 1984, qui est donc résiliée, par laquelle la Communauté Urbaine de Strasbourg mettait à disposition des communes membres qui le souhaitaient, ses compétences, moyens et services en matière de gestion des autorisations d'occupation et d'utilisation des sols.

Le maire reste toutefois seul compétent pour prendre les décisions et celles-ci engagent la responsabilité de la commune.

Article 1

En application de l'article L 5215-27 du code général des collectivités territoriales applicable aux Métropoles en vertu de l'article L. 5217-7-I du même code et de l'article R 423-15 du code de l'urbanisme, la ville de Strasbourg charge l'Eurométropole de Strasbourg, qui accepte, d'instruire, au nom et pour le compte de ladite commune, l'ensemble des demandes d'autorisation d'occupation et d'utilisation des sols prévues par le code de l'urbanisme, excepté celles relevant de la compétence d'une autre autorité.

Toutefois, concernant les certificats d'urbanisme de type a (dits informatifs), l'Eurométropole de Strasbourg se réserve le droit de cesser leur instruction moyennant mise à disposition des moyens informatiques adéquats pour permettre aux communes d'agir par elles-mêmes.

La mission d'instruction ainsi confiée à l'Eurométropole de Strasbourg, et plus précisément à son service de la Police du bâtiment, porte sur l'intégralité des actes y afférents, tels qu'ils sont définis par la réglementation d'urbanisme.

Celle-ci inclut, par ailleurs, les actes de recollement obligatoires prévus par le code de l'urbanisme, le contrôle de la conformité des travaux par rapport aux autorisations délivrées et, de manière générale, la vérification du respect des dispositions d'urbanisme applicables.

Dans cette optique, l'Eurométropole n'interviendra qu'en vue de la mise en œuvre effective de la procédure adéquate prévue par la réglementation pour assurer la conformité ou sanctionner la non-conformité des faits par rapport à la règle de droit.

Article 2

Le Maire compétent en matière de gestion des autorisations d'occupation et d'utilisation des sols conserve l'obligation d'exécuter les tâches liées à l'enregistrement des dossiers, à la gestion des transmissions et des flux, ainsi qu'à l'accueil et l'information du public en mairie, notamment en ce qui concerne la consultation des dossiers.

Ainsi, à titre d'exemple, il lui incombera :

- d'accuser réception, donner décharge du dépôt de la demande d'autorisation et lui affecter un numéro d'enregistrement conformément aux textes en vigueur ;

- d'exercer un contrôle sommaire de la complétude du dossier (formulaire, DENCI, pièces du dossier) ;

- d'adresser la demande d'autorisation au Préfet et à l'Eurométropole de Strasbourg dans les plus brefs délais et au plus tard dans la semaine qui suit le dépôt, l'avis du maire, dûment motivé s'il comprend des prescriptions ou s'il s'avère défavorable, ainsi que toute information nécessaire à l'instruction ;

- de notifier, sans délai, aux pétitionnaires les pièces manquantes, au Préfet dans le cadre du contrôle de légalité et d'assurer l'affichage réglementaire en mairie ;

- d'adresser au secrétariat de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial les exemplaires du dossier dans les conditions et délais requis par la réglementation ;

- de transmettre à la Direction Départementale des Territoires les documents nécessaires à la liquidation de la taxe d'aménagement et à la DREAL les informations destinées à établir les statistiques de l'Etat en matière de logements ;

- de communiquer à l'Eurométropole de Strasbourg une copie de la décision prise portant mention de la date de notification au pétitionnaire et de la date de transmission au contrôle de légalité.

Lorsqu'un projet nécessitera la mise en œuvre préalable d'une enquête publique, celle-ci sera diligentée et pilotée par la commune elle-même.

Pour les demandes d'autorisation relevant de la compétence de l'Etat, celles-ci doivent être transmises directement par le maire de la commune à la DDT, le service de la Police du bâtiment n'intervenant pas pour ce type d'actes.

A terme, lorsque l'Eurométropole de Strasbourg disposera d'un outil informatique susceptible d'être partagé avec la commune, cette dernière prendra en charge la saisie d'éléments de la demande d'autorisation d'occupation et d'utilisation des sols au moment de son dépôt.

Article 3

L'Eurométropole de Strasbourg assure l'instruction réglementaire de la demande, de l'examen de sa recevabilité à la préparation de la décision.

Elle procède notamment :

- à l'examen du caractère complet de la demande ;

- à la préparation de la lettre de notification des délais ou des pièces manquantes ;

- aux consultations des personnes publiques, services ou commissions intéressés par le projet ;

- à l'examen des règles d'urbanisme applicables au terrain considéré ;

- à l'examen technique du projet ;

- à la rédaction du projet de décision et de tout autre courrier indispensable dans le cadre de la procédure.

Elle informe le maire, en cours d'instruction, de tout élément de nature à entraîner un refus ou un allongement des délais ou autres faits imprévus dans la procédure.

A l'issue de l'instruction, elle adresse au maire un projet de décision accompagné, le cas échéant, d'une note explicative ou de tout document qu'elle jugera utile pour présenter ses observations.

L'Eurométropole de Strasbourg accompagne également la commune dans la préparation des décisions concernant la conformité d'une opération suite au dépôt d'une déclaration constatant l'achèvement et la conformité des travaux.

Article 4

En vertu des dispositions de l'article L 423-1 du code de l'urbanisme et pour les besoins de l'instruction, le maire accepte de déléguer sa signature aux agents de l'Eurométropole de Strasbourg chargés de l'instruction des demandes.

Article 5

Les dossiers se rapportant aux autorisations et actes relatifs à l'occupation des sols sont classés et archivés dans les locaux de l'Eurométropole de Strasbourg pendant le délai réglementaire de conservation, mais ne pourront en aucun cas y être consultés par le public.

Au-delà de ce délai, les dossiers seront, soit récupérés par la commune sur demande de l'Eurométropole de Strasbourg, soit détruits. En cas de résiliation de la présente convention, les dossiers archivés seront restitués à la commune.

Article 6

En cas de recours gracieux ou contentieux contre lesdites autorisations, et sauf le cas où une autorisation est délivrée ou refusée par la commune en contrariété avec les préconisations de l'Eurométropole de Strasbourg, cette dernière s'engage à fournir à la commune, à sa demande, l'assistance juridique nécessaire à la défense du recours lorsque les décisions ont été prises conformément aux propositions du service instructeur.

Dans cette hypothèse, la commune devra transmettre à l'Eurométropole de Strasbourg les recours dans les plus brefs délais, et au plus tard dans la semaine qui suivra leur dépôt, afin de permettre à l'Eurométropole d'instruire les requêtes de manière satisfaisante et dans le délai de deux mois prévu par les textes.

Les honoraires d'avocat, les frais irrépétibles et de procédure demeurent cependant à la charge de la commune.

Les indemnités qui pourraient être prononcées par un tribunal dans le cadre d'un recours de plein contentieux sont également à la charge de la commune, sans préjudice d'une éventuelle action récursoire contre l'Eurométropole de Strasbourg en cas de faute démontrée de celle-ci dans la procédure d'instruction.

Enfin, lorsque le maire d'une commune décide de faire dresser procès-verbal d'une infraction constatée par un agent de l'Eurométropole de Strasbourg commissionné par lui à cet effet, il agit au nom de l'Etat. L'Eurométropole pourra apporter son assistance juridique dans la rédaction d'éventuels courriers préalables à la rédaction du procès-verbal, mais ne peut en aucun cas se substituer à la commune dans le déroulement de la procédure, ni représenter celle-ci devant la juridiction pénale.

Article 7

Le concours apporté par l'Eurométropole est réalisé à titre gratuit.

Toutefois, dans l'hypothèse où le coût de l'instruction des demandes d'autorisation d'utilisation du sol donnerait lieu à remboursement de la part de l'Etat ou de toute autre procédure de subvention, la commune s'engage à reverser à l'Eurométropole de Strasbourg les sommes correspondantes dans des conditions qui seront définies par avenant à la présente convention.

Article 8

Sur demande écrite du maire de la commune ou de l'un de ses représentants, l'Eurométropole de Strasbourg fournira également à celle-ci l'assistance technique et administrative nécessaire à la mise en œuvre de la procédure applicable aux immeubles menaçant ruine. La commune fournira, à l'appui de sa demande, tout document nécessaire (comme des photographies) pour permettre à l'Eurométropole d'apprécier la situation de l'immeuble concerné, la réalité et le bien-fondé de la demande.

Article 9

La présente convention est conclue pour une période indéterminée et prendra effet à compter du 1er janvier 2016.

Elle peut être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant le respect d'un préavis de six mois.

Strasbourg, le	Strasbourg, le
Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour la ville de Strasbourg
Le Président	Le Maire
Robert HERRMANN	Roland RIES

Strasbourg.eu
eurométropole

24

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

ANRU HAUTEPIERRE : vente à l'association la Réforme Sociale de Hautepierre du terrain d'assiette du lieu de culte situé Avenue Pierre Corneille - Maille Brigitte et extinction du bail emphytéotique.

La ville de Strasbourg est propriétaire d'une emprise foncière de 25,45 ares, au sein de la Maille Brigitte dans le quartier de Hautepierre à Strasbourg. Dans le cadre des opérations du Projet de Rénovation Urbaine (PRU), menées sur le quartier de Hautepierre, ce terrain a été mis à disposition de l'association la Réforme Sociale de Hautepierre (association musulmane historique du quartier) par voie de bail emphytéotique de droit privé en date du 19 février 2013. Ce bail a été conclu pour une durée de 50 années, moyennant le paiement d'une redevance annuelle symbolique de 15 €.

L'intégration d'un lieu de culte musulman sur ce secteur a en effet constitué un enjeu majeur du projet de renouvellement urbain pour répondre aux attentes de la population qui souhaite disposer d'une mosquée de proximité aménagée au cœur du quartier de Hautepierre, assurant la vie cultuelle et culturelle auprès des habitants du quartier.

L'association la Réforme Sociale de Hautepierre, représentée par la SCI AVICENNE (créée pour la gestion des aspects fonciers de la réalisation du projet, et dont la Réforme Sociale de Hautepierre est associée majoritaire) poursuit donc actuellement sur le terrain donné à bail la construction d'un édifice à vocation cultuelle et culturelle, pour un coût global de travaux de 2 243 000 € TTC. Le chantier de construction est aujourd'hui bien avancé (le gros œuvre est d'ores et déjà achevé et les travaux de second œuvre ont débuté), les financements (dons des fidèles, des associations, ainsi que des institutions et fédérations musulmanes) pour l'achèvement ont été sécurisés par l'association, et la construction devrait faire l'objet d'une livraison début 2016.

Forte de sa présence et de son implication sur le quartier, l'association la Réforme Sociale de Hautepierre a manifesté son intérêt auprès de la ville de Strasbourg pour l'acquisition du terrain d'assiette de son projet. Cette acquisition lui permettrait ainsi de pouvoir développer sur le foncier qui serait sa propriété des activités connexes à l'activité principale (activités cultuelles et culturelles). Au vu de ce qui précède, la demande de l'association a reçu un avis favorable de la part de la Ville.

Il est donc proposé de procéder à la vente du terrain au profit de la SCI AVICENNE (dont l'association la Réforme Sociale de Hautepierre est associée majoritaire). Le terrain a été estimé à la valeur de 610 000 €, soit 24 000 € de l'are par les services fiscaux, libre de toute occupation.

Compte-tenu de la construction édifiée sur le terrain, ainsi que du montant de l'investissement du projet de construction engagé par assurer la vie cultuelle et culturelle auprès des habitants, il est proposé de céder le terrain moyennant une décote de 10% sur la valeur estimée par France Domaines, soit un prix de vente de 549 000 €. Conformément aux informations transmises par l'association la Réforme Sociale de Hautepierre par courrier en date du 27 octobre 2015, cette acquisition sera financée par les dons des fidèles, des associations, ainsi que par des institutions et fédérations musulmanes, au même titre que le financement pour la construction du lieu de culte.

Il est par ailleurs proposé d'assortir cette vente d'une obligation d'affectation du terrain et des constructions à un usage principal culturel et cultuel pour une durée de 50 ans, sanctionnée par la mise en place d'un droit à la résolution de la vente, tel qu'initialement prévu par le bail emphytéotique.

Enfin, la vente éteindra de manière anticipée le bail emphytéotique existant par la confusion de la propriété du sol et des constructions.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de France Domaine,
sur proposition de la Commission Plénière,
après en avoir délibéré,
approuve

- *la vente au profit de la SCI AVICENNE (ou toute autre personne morale qui s'y substituerait en vue de la réalisation du projet avec l'agrément de la Ville de Strasbourg, et dans laquelle l'association la Réforme Sociale d'Hautepierre serait associée majoritaire), des parcelles cadastrées :*

Commune de Strasbourg
Banlieue de Cronenbourg - Koenigshoffen
Section LP n°1438/241, lieudit Rheinquellgegenneubrunnenw, de 23,10 ares,
Section LP n°1522/241, lieudit Avenue Dante, de 2,35 ares

Soit une superficie totale de 25,45 ares,

- *moyennant le prix de vente de CINQ CENT QUARANTE NEUF MILLE EUROS (549.000,00 €), conformément à la valeur estimée par France Domaines assortie d'une décote de 10%, compte-tenu de l'encombrement du terrain, ainsi que du montant de l'investissement du projet de construction engagé par l'association,*

- *avec insertion d'une clause contenant droit à la résolution au profit de la Ville de Strasbourg, inscrit au Livre Foncier, et garantissant l'affectation prévue dans le cadre du permis de construire, à savoir une affectation principale de la construction à usage cultuel et culturel pour une durée de 50 ans.*

La collectivité se réserve la faculté de consentir à ce que l'inscription dudit droit à la résolution prise au Livre foncier soit primée par les inscriptions hypothécaires au profit de tous prêteurs, pour sûreté des sommes en principal, intérêts et frais accessoires que l'acquéreur empruntera pour assurer le financement de la présente acquisition.

prend acte

de l'extinction du bail emphytéotique existant sur le terrain au profit de la SCI AVICENNE, acquéreur aux présentes, par l'effet de la confusion de la qualité de propriétaire du terrain et de celle d'emphytéote, conformément aux articles 1234 et 1300 du Code Civil .

décide

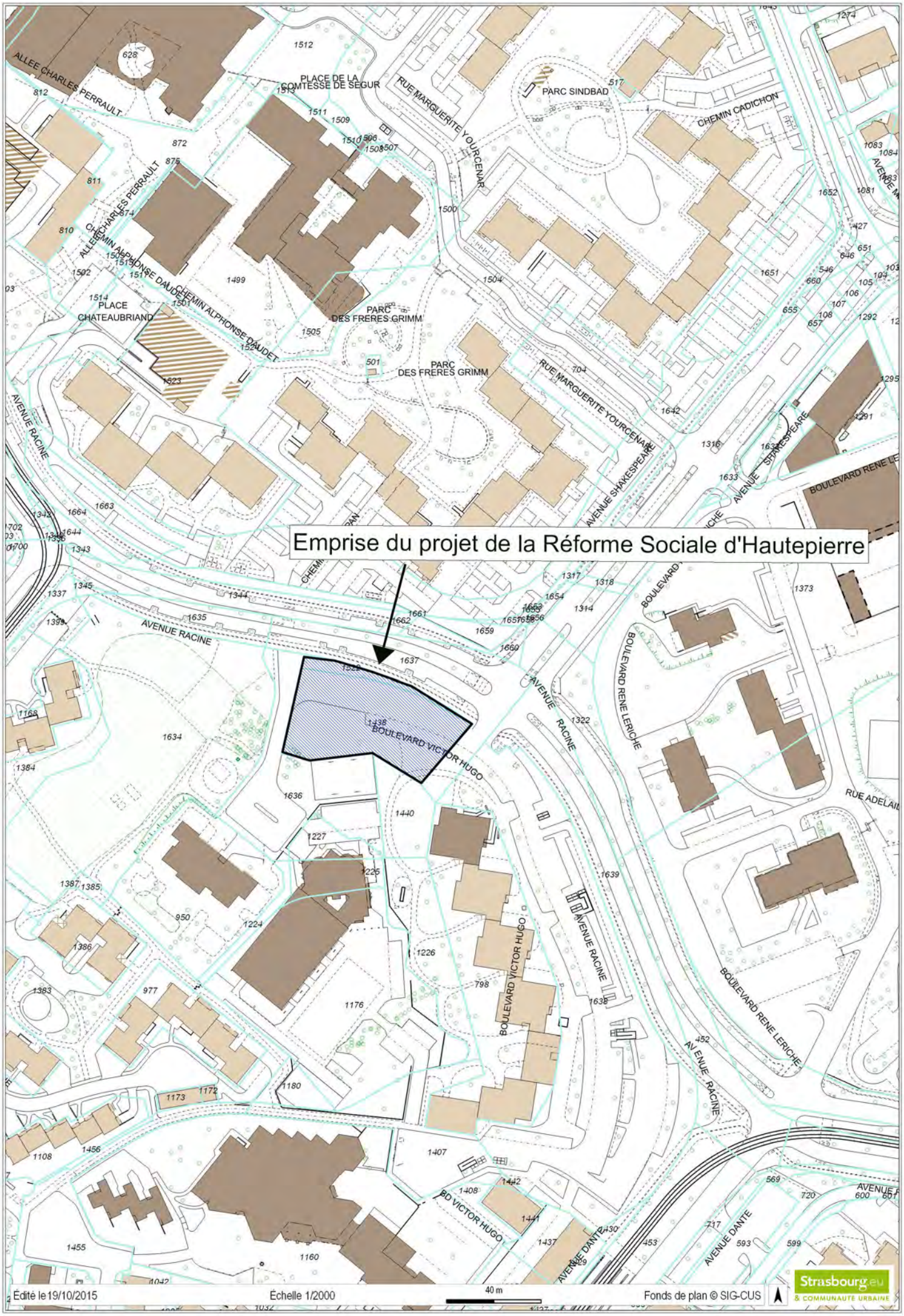
l'imputation de la recette de 549.000 € sur la ligne budgétaire fonction 820, nature 775 service AD03 B

autorise

le Maire ou son représentant à signer l'acte de vente à intervenir ainsi que tous les actes et documents nécessaires à la bonne exécution des présentes.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15


Emprise du projet de la Réforme Sociale d'Hautepierre
ALLEE CHARLES PERRAULT
PLACE DE LA COMTESSE DE SEGUR
RUE MARGUERITE YOURCENAR
PARC SINDBAD
CHEMIN CADICHON
CHEMIN ALPHONSE DAUDET
PLACE CHATEAUBRIAND
PARC DES FRERES GRIMM
AVENUE SHAKESPEARE
BOULEVARD RENE LERICHE
AVENUE RACINE
BOULEVARD VICTOR HUGO
AVENUE DANTE
RUE ADELAIDE
Édité le 19/10/2015
Échelle 1/2000
40 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTE URBAINE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300

France Domaine
DIVISION DU DOMAINE
DU BAS-RHIN

4 place de la République
CS 51022
67070 STRASBOURG Cedex
☎ 03 88 10 35 00
🖷 03 88 10 35 01

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

CONTROLE DES OPÉRATIONS IMMOBILIERES

AVIS DU DOMAINE

(Valeur vénale)
(Décret n° 86-455 du 14 mars 1986 modifié)
Articles L1211-1 et L1211-2 du Code générale de la propriété des personnes publiques(

Enquêteur : Eliane BAEHR
☎ 03 88 10 35 14

Courriel : eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr

N° 2015/49

Cession amiable

1 -Service consultant : Eurométropole de Strasbourg. - Affaire suivie par Mme Héléna KRZYSZOWSKI (helena.krzyszowski@strasbourg.eu).
2 -Date de la consultation : Demande du 13/01/2015, reçue le 19/01/15.
3 -Opération soumise au contrôle (objet et but) : Projet de cession à l'emphytéote d'une emprise mise à disposition dans le cadre d'un bail emphytéotique, sis Maille Brigitte à Strasbourg-Hautepierre.
4 - Propriétaire présumé : Ville de Strasbourg.
5 - Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :

Ville de STRASBOURG-HAUTEPIERRE

Section	Parcelles	Superficie/ares	Zonage POS	Nature
LP	1438	23,10	HAU UB4	Sol
LP	1522	2,35		
	TOTAL	**25,45**		

L'emprise de 25,45 ares, de forme irrégulière, se situe en bordure de l'avenue Racine. La cession au profit de l'association "la Réforme Sociale d'Hautepierre" est envisagée ; emphytéote qui a fait édifier un lieu de culte en cours d'achèvement.
L'évaluation demandée porte sur la valeur du terrain d'assiette de la construction.

Eurométropole de Strasbourg

Service Politique foncière et immobilière

1 Parc de l'Etoile

67076 STRASBOURG Cedex

5a - Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone de plan - C.O.S. - Servitudes - État du sous-sol - Éléments particuliers de plus-value et de moins-value - Voies et réseaux divers :
Parcelles situées en zone HAU UB4 au POS de la Strasbourg suivant la modification approuvée le 29/11/2013.
Sont admises en zone UB, les constructions à usage d'habitation, de bureau, ainsi que les constructions à caractère commercial et de services.
Emprise au sol maximum de 75 %, hauteur maximum de 20m, COS non réglementé.
Qualification des terrains :
Les parcelles ont la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 13-15§ II du Code de l'expropriation car situées dans une zone déclarée constructible en l'état actuel du POS applicable et desservies par les réseaux.

6. Situation locative :./.

7. DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE :

Compte tenu de la nature de l'immeuble en cause, de sa situation, de ses caractéristiques ainsi que du marché local, la valeur vénale à l'état nu et libre est estimée à :

24 000 € HT/are, soit une valeur arrondie à 610 000 €.

8. Observations particulières :
La présente évaluation est communiquée en vue d'une d'une cession immobilière visée par la loi n° 95-127 du 08 février 1995 prévoyant une délibération obligatoire au vu d'un avis du Service du Domaine.
Cette évaluation correspond à la valeur vénale actuelle, une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai **d'un an**.
L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n°78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pièces jointes : ./.

A Strasbourg, le 12/02/2015
Pour le Directeur Régional,



25

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Renouvellement urbain du Polygone :
- avis préalable de la Ville (article L 5211-57 du CGCT)- acquisition par la Ville auprès de l'Eurométropole d'un ensemble immobilier à usage cultuel.
- conclusion d'un bail emphytéotique administratif avec l'association « la Bonne Semence »

Le bâtiment à usage cultuel des « terrains » du Polygone, auto-construit il y a une trentaine d'années par des habitants, de confession évangélique, est actuellement situé sur un terrain propriété de l'Eurométropole. La présente délibération porte sur la mise à disposition du bâtiment à l'association cultuelle « la Bonne Semence » chargée de sa future gestion.

Caractéristiques et gestion actuelle du lieu de culte

Il s'agit d'une construction de plain-pied d'une surface de 125 m², qui n'a pas fait l'objet de rénovation depuis sa construction. Ce bâtiment, construit à l'origine sans autorisation sur un foncier de la collectivité, constitue un lieu central à l'échelle du Polygone, fréquenté par de nombreux pratiquants évangéliques.

Ce lieu de culte a été identifié dès l'origine du renouvellement urbain du Polygone, dans le cadre de l'opération de Résorption de l'habitat insalubre (RHI), comme ayant vocation à être conservé. L'aménagement des espaces extérieurs attenants au lieu de culte est intégré à la concession d'aménagement confiée à l'opérateur Domial en 2008.

Depuis 2013, une démarche de régularisation a été initiée par les services de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg en lien avec les pasteurs animant ce lieu de culte, dans l'objectif de donner un statut à ce bâtiment et de transférer sa gestion à la communauté concernée par le bais d'un bail emphytéotique administratif (BEA). L'association cultuelle « La Bonne Semence » a été constituée à cette fin en avril 2015. Les 38 logements sociaux et les espaces publics de la troisième tranche de l'opération de renouvellement urbain, au sein de laquelle se trouve le bâtiment cultuel, seront achevés au premier trimestre 2016.

Conditions de mise à disposition

Préalablement à la signature du bail emphytéotique administratif, la Ville de Strasbourg, compétente en matière cultuelle, doit se porter acquéreur du bâtiment et de ses espaces extérieurs directs auprès de l'Eurométropole.

De son côté, l'Eurométropole se portera préalablement acquéreur des espaces extérieurs du lieu de culte auprès de la SA d'HLM Domial (anciennement SA d'HLM Habitat Familial d'Alsace), selon les conditions prévues par la concession d'aménagement signée en 2008.

Les domaines, saisis de l'évaluation des biens en cause, ont estimé :

- la parcelle d'assiette des espaces extérieurs au lieu de culte, au prix de 43 440 € HT, pour une surface estimée avant arpentage de 4,28 ares, soit une valeur de 46 485 € HT rapportée à la surface après arpentage de 4,58 ares,
- l'immeuble à usage cultuel, avec une parcelle d'assiette de 1,35 ares terrain intégré, au prix de 42 000 € HT.

1. Vente Domial / Eurométropole de Strasbourg

La parcelle d'assiette des espaces extérieurs du lieu de culte, définie en lien avec Domial dans le cadre de la concession d'aménagement en cours, porte sur une surface de 4,58 ares.

Conformément aux conditions fixées par la concession d'aménagement du Polygone, le concessionnaire doit rétrocéder cette emprise au concédant, l'Eurométropole de Strasbourg, à l'euro symbolique.

Il est ici proposé au Conseil de donner un avis favorable à cette transaction.

2. Vente Eurométropole / Ville de Strasbourg

Les lieux de culte relevant d'une compétence municipale, il conviendra ensuite pour l'Eurométropole de Strasbourg de céder l'ensemble immobilier à usage cultuel à la ville de Strasbourg à la valeur estimée par France Domaine soit une transaction au prix de 88 485 € HT, taxes et droits éventuels en sus.

Cette transaction sera soumise à l'article 1042 du Code général des impôts.

3. Mise à disposition du site à l'association via un BEA (bail emphytéotique administratif)

Afin que la Ville de Strasbourg puisse conserver une maîtrise foncière à long terme du site et que l'entretien des lieux soit confié à la responsabilité de l'occupant, l'emprise du lieu de culte sera mise à disposition de l'association « la Bonne Semence » sous la forme d'un bail emphytéotique administratif dont les modalités essentielles sont les suivantes :
- une durée de 50 ans,
- une redevance annuelle de 15 € symboliques,
- la mise en place d'une servitude de non aedificandi, encadrant la constructibilité du site, conformément au plan ci-annexé.

La liste des travaux pris en charge par l'association ainsi que l'octroi des subventions correspondantes feront l'objet d'une présentation lors d'un prochain conseil.

Il est proposé au Conseil de statuer sur l'acquisition de l'ensemble immobilier et sa mise à disposition à l'association via un bail emphytéotique administratif aux conditions précitées.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de France Domaine
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
donne un avis favorable

à l'acquisition par l'Eurométropole auprès de la SA d'HLM Domial (anciennement SA d'HLM Habitat familial d'Alsace), de la parcelle cadastrée :

Ville de Strasbourg
Quartier du Neuhof
Lieu dit : 50 RUE DE L AEROPOSTALE
Section IX n° (2)/7 de 4.58 ares à distraire de la parcelle mère n° 410/7
à l'euro symbolique

approuve

1. *l'acquisition auprès de l'Eurométropole de Strasbourg de l'ensemble immobilier cadastré :*

Ville de Strasbourg
Quartier du Neuhof
Lieu dit : 50 RUE DE L AEROPOSTALE
Section IX n° 411/7 de 1.35 ares
Section IX n° (2)/7 de 4.58 ares à distraire de la parcelle mère n° 410/7
Au prix de 88 485 € HT, taxes et droits éventuels en sus,

Cette transaction sera soumise à l'article 1042 du Code général des impôts.

2. *la mise à disposition par voie de bail emphytéotique administratif au profit de l'association la Bonne Semence de l'ensemble immobilier cadastré :*

Ville de Strasbourg
Quartier du Neuhof
Lieu dit : 50 RUE DE L AEROPOSTALE
Section IX n° 411/7 de 1.35 ares

Section IX n° (2)/7 de 4.58 ares à distraire de la parcelle mère n° 410/7

aux conditions suivantes :

- *une durée de 50 ans,*
- *une redevance annuelle de 15 € symboliques,*

3. *la mise en place d'une servitude de non aedificandi, conformément au plan figurant en annexe de la présente délibération, à charge de la parcelle cadastrée :*

Ville de Strasbourg
Quartier du Neuhof
Lieu dit : 50 RUE DE L AEROPOSTALE
Section IX n° (2)/7 de 4.58 ares à distraire de la parcelle mère n° 410/7

décide

l'imputation :
- *des dépenses correspondantes sur la ligne fonction 824 nature 2132, service AD03, programme 785 du budget,*
- *des recettes correspondantes sur la ligne fonction 820 nature 752, service AD03A du budget,*

autorise

le Maire ou son représentant à signer l'acte de vente, le bail emphytéotique administratif et l'acte de constitution de servitude correspondant ainsi que tout acte ou document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE ET DU DEPARTEMENT DU BAS RHIN

CONTROLE DES OPERATIONS IMMOBILIERES

France Domaine

Pôle Gestion Publique
France Domaine Bas-Rhin
4 Place de la République
CS 51022
67070 STRASBOURG cedex

AVIS DU DOMAINE
(valeur vénale)

Décret n° 86-455 du 14 mars 1986 modifié)
Articles L1211-1 et L1211-2 du Code général de la propriété des personnes publiques

Pour nous joindre
Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 00
Télécopie : 03. 88. 10. 35. 11
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr

Avis n° 2015/648
Enquêteur : Patrick GOGUELY
Cession amiable

1. **Service consultant :** Eurométropole de Strasbourg. Affaire suivie par **Mme Mélissande KRETZ**
2. **Date de la consultation :** demande du 12/06/2015 reçue le 15/06/2015. Visite le 03/07/2015
3. **Opération soumise au contrôle :** cession à la ville d'une parcelle de terrain enclavée sur laquelle un bâtiment cultuel à été construit par les membres de la communauté des gens du voyage **Propriétaire présumé :** Eurométropole de Strasbourg (théorie de l'accession)
4. **Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :**

Commune de STRASBOURG- NEUHOF

Désignation cadastrale

Section	n°	Lieudit	nature	Surface
IX	411	Polygone		1,35
			TOTAL	1,35

Descriptif sommaire

Parcelle rectangulaire enclavée entièrement sur-bâtie, d'un bâtiment cultuel élevé sur simple RDC (semelle béton, murs en parpaings, toiture deux pans, couverture en tuiles) construit par les membres de la communauté des gens du voyage et composé d'une salle de prière d'un seul tenant d'environ 125 m².

Carrelage au sol, poteaux de soutènement métalliques en partie centrale, néons au plafond, fenêtres bois simple et/ou double vitrage.
Parcelle enclavée, non raccordée aux réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement, en dehors de branchements sauvages.

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Service Politique Foncière et Immobilière
1, parc de l'étoile
67076 STRASBOURG Cedex

6. Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone de plan - C.O.S. - Servitudes - Etat du sous-sol - Eléments particuliers de plus-value et de moins-value - Voies et réseaux divers :

Au POS en vigueur de Strasbourg, la parcelle est située en zone **NEU UD1** (7 mètres)

La parcelle est enclavée et ne reçoit pas la qualification terrain à bâtir au sens de l'article L 13-15- II du code de l'expropriation

DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE :

Compte tenu des caractéristiques propres du bien à évaluer, ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale du bâtiment considéré, peut être fixée à 42 000 € HT.

Nota :
La présente évaluation est donnée « terrain intégré », sous réserve que les conditions de l'accession immobilière par incorporation soient pleinement réunies et sous réserve de prévoir le désenclavement de la parcelle considérée.

7. Observations particulières

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Elle est donnée pour une durée maximale d'un an.

A Strasbourg le 16/07/2015

Pour le Directeur Régional des Finances Publiques
D'alsace et du Bas Rhin

L'inspecteur du Domaine
Patrick GOGUELY

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE ET DU DEPARTEMENT DU BAS RHIN

CONTROLE DES OPERATIONS IMMOBILIERES

France Domaine

Pôle Gestion Publique
France Domaine Bas-Rhin
4 Place de la République
CS 51022
67070 STRASBOURG cedex

Pour nous joindre
Affaire suivie par : Patrick GOGUELY Téléphone : 03 88 10 35 00 Télécopie : 03. 88. 10. 35. 11 Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr

AVIS DU DOMAINE
(valeur vénale)

Décret n° 86-455 du 14 mars 1986 modifié)
Articles L1211-1 et L1211-2 du code général de la propriété des personnes publiques

Avis n° 2015/1057
Enquêteur : Patrick GOGUELY
Acquisition amiable

1. **Service consultant :** Ville de Strasbourg. Affaire suivie par **Mme Mélissande KRETZ**
2. **Date de la consultation :** demande du 31/08/2015 reçue le 08/09/2015.
3. **Opération soumise au contrôle :** acquisition, en complément d'un bâtiment à usage cultuel, des espaces extérieures en cours d'aménagement dans le cadre du projet de sédentarisation des gens du voyage
4. **Propriétaire présumé :** Domial
5. **Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :**

Commune de STRASBOURG- NEUHOF

Désignation cadastrale :

Parcelle Mère					Parcelle fille à évaluer (arpentage en cours)		
Section	**n°**	**Lieudit**	**Nature**	**Superficie**	**Section**	**n°**	**Superficie**
IX	410	rue de l'aéropostale	Sol	92,81	IX	(2)/7	4,28
						TOTAL	**4,28**

Descriptif sommaire :

Terrain prélevé en partie centrale d'une parcelle de grande contenance (environ 75 mètres de profondeur sur 60 mètres de large), bordée à l'ouest par la rue de l'aéropostale, au nord par la rue des accordéonistes et au sud par la rue des guitaristes.

Propriété de Domial, la parcelle, est en cours de viabilisation dans le cadre du projet de sédentarisation des gens du voyage.

L'emprise à évaluer est acquise pour devenir le terrain d'aisance d'un bâtiment cultuel dont l'acquisition auprès de l'Eurométropole est en cours (cette dernière en est devenue propriétaire en vertu de la théorie de l'accession immobilière par incorporation).

VILLE DE STRASBOURG
Service Politique Foncière et Immobilière
1, parc de l'étoile
67076 STRASBOURG Cedex

6. Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone de plan - C.O.S. - Servitudes - Etat du sous-sol - Eléments particuliers de plus-value et de moins-value - Voies et réseaux divers :

Au POS en vigueur de Strasbourg, la parcelle est située en zone **NEU UD1** (7 mètres)

Le terrain est prélevé sur une parcelle qui reçoit la qualification terrain à bâtir au sens de l'article L 13-15-II du code de l'expropriation

DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE :

Compte tenu des caractéristiques propres du bien à évaluer, ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale du terrain considéré peut être fixée à 43 440 € HT

Nota :
La valeur en question correspond à celle de l'unité foncière « DOMIAL », appréciée à l'état nu et libre, sans tenir compte d'éventuels frais de dépollution des sols.

7. Observations particulières

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Elle est donnée pour une durée maximale d'un an.

A Strasbourg le 30/09/2015

Pour le Directeur Régional des Finances Publiques
D'alsace et du Bas Rhin

L'inspecteur du Domaine
Patrick GOGUELY

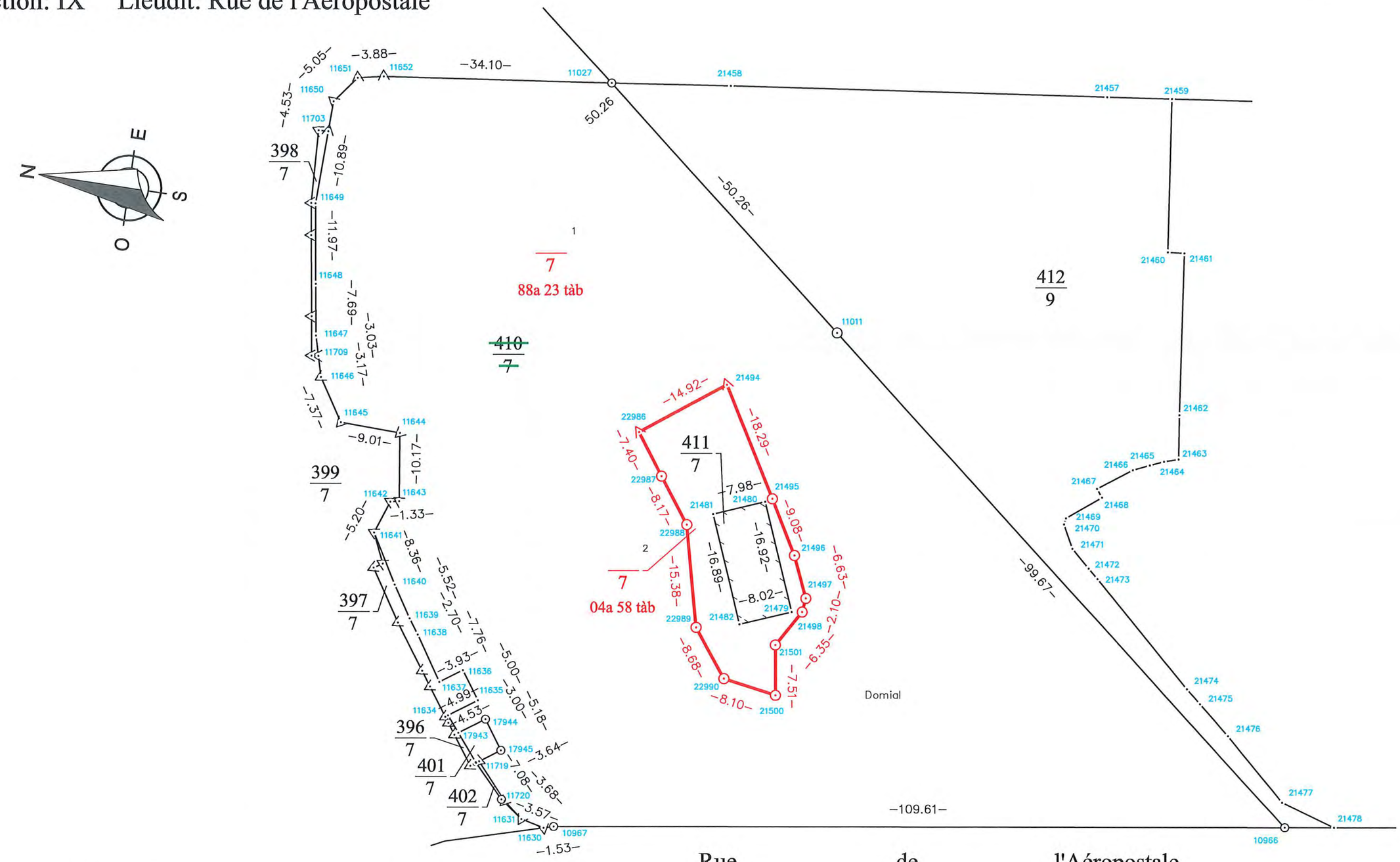

RUE PAUL DOPFF
PAUL DOPFF
RUE DES VIOLONISTES
RUE DES FLUTISTES
POLYGONE
RUE DES GUITARISTES
RUE DES HARPISTES
RUE DE L'AEROPOSTALE
CITE DES AVIATEURS
RUE DES PIANISTES
RUE DES ACCORDEONISTES
RUE HELENE BOUCHER
RUE RENE FONCK
RUE NUNGESSER ET COLI
RUE R.FONCK
RUE ROLAND GARROS
RUE EDOUARD PINOT
RUE DES LUTHIERS
AIRE DE STATIONNEMENT
POUR LES GENS DU VOYAGE
zone non levée
SQUARE ICARE
411
412
413
414
Édité le 29/10/2015
Échelle 1/2000
40 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTE URBAINE

Croquis

N°

Commune de STRASBOURG Neuhof

Section: IX Lieudit: Rue de l'Aéropostale



Croquis sans échelle

Ce document, destiné aux archives cadastrales, est établi conformément aux prescriptions de l'article 52 de la loi du 31 mars 1884

081240

Je certifie avoir effectué le lever de la nouvelle situation après abornement préalable et en avoir dressé le présent croquis.

le 13 Octobre 2015

la nouvelle limite est reconnue exacte par les propriétaires soussignés qui demandent la division de leurs immeubles et l'inscription au Livre Foncier des parcelles créées.

Domial

ORDRE DES GÉOMÈTRES-EXPERTS
Cabinet BILHAUT
Selarl de Géomètres-Experts
269b, avenue de Colmar
67100 STRASBOURG
Tél. 03 88 39 33 36
Numéro d'inscription 20806

Nota: Tampon, Nom et qualité du signataire pour les sociétés.

Type de lever :

Traditionnel [ ] Combiné [ ] Moderne [x]

Croquis utilisés n° : GF, 8850, 9160, 9169, 9637, 10161, 10416

TABLEAU ANALYTIQUE DES POINTS ANCIENS

Point	Matérialisation									Recherche			Restitution			Observations
	Borne			Boulon			Croix									
	Industrielle	Granit	Pierre	Tube	Boulon	Clou-Hilti	Piquet bois	Gravée	Ecrit-Métal	Trouvé(e)	Absent(e)	Ignoré(e)	Traditionnel	Moderne		
10966	x									x						
10967	x									x						
11027	x									x						
11644					x									x		

LISTING D'IMPLANTATION

Station / Référence angulaire			
	Matricule	X (m)	Y (m)
Station	10967	1000907.82	109244.27
Référence V0	19066	1000923.99	109135.85

Visées de contrôle		
Matricule	Angle (gr)	Distance (m)
11027	304.904	111.07

Points rayonnés				
Matricule	Angle (gr)	Distance (m)	X (m)	Y (m)
21481	330.173	52.37	1000957.43	109227.50
21482	347.434	41.04	1000941.76	109221.19
21494	323.894	70.81	1000976.81	109228.31
21500	366.072	38.59	1000932.11	109214.29
22986	313.636	60.22	1000967.90	109240.29
22987	319.126	54.72	1000961.90	109235.96
22988	326.605	49.28	1000955.31	109231.13
22989	339.708	36.61	1000940.36	109227.50
22990	354.592	33.74	1000933.42	109222.28

Attention ! Les angles indiqués sont les lectures horizontales en mettant à zéro sur la référence.

Station / Référence angulaire			
	Matricule	X (m)	Y (m)
Station	19066	1000923.99	109135.85
Référence V0	10967	1000907.82	109244.27

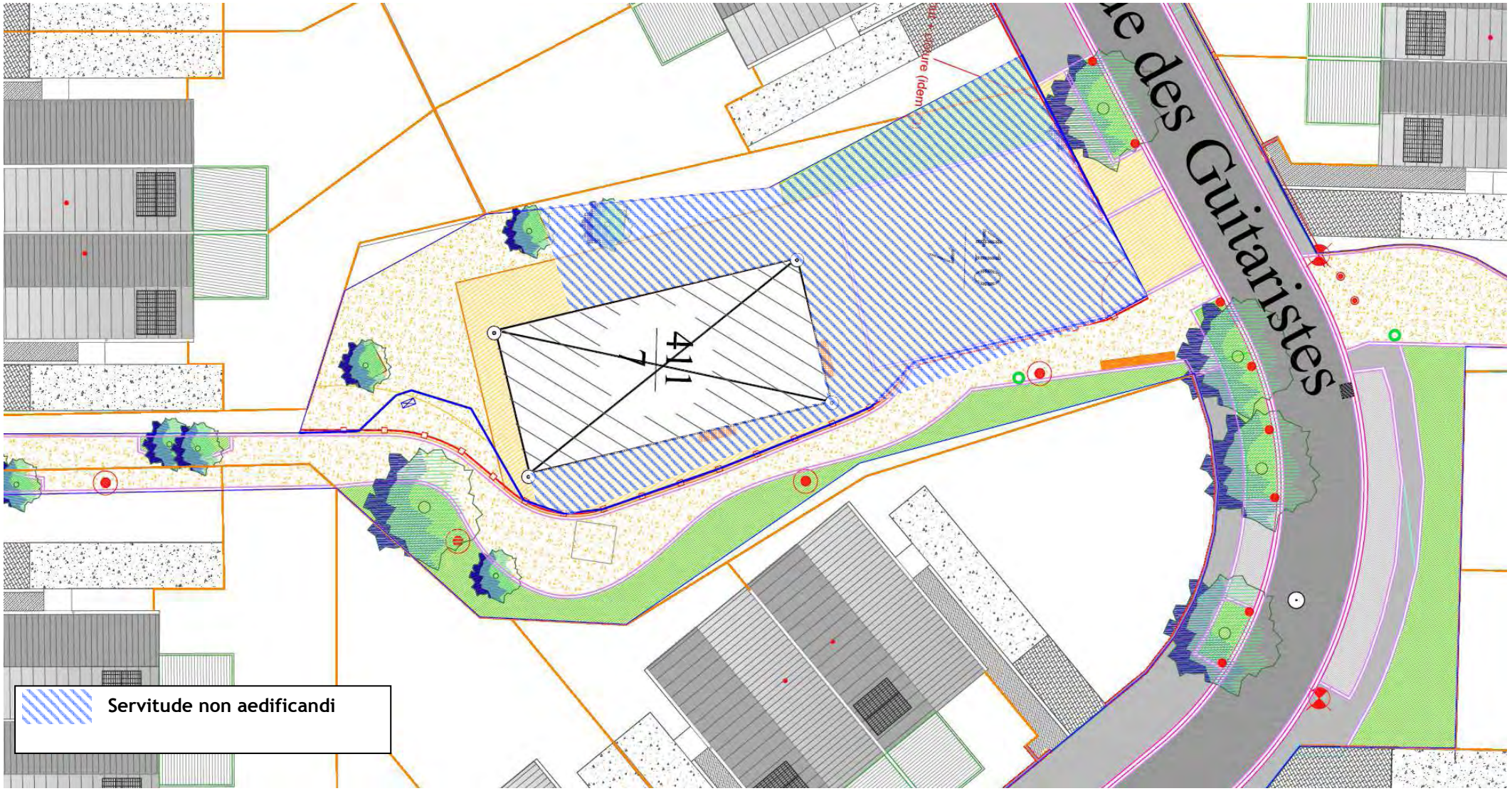
Visées de contrôle		
Matricule	Angle (gr)	Distance (m)
11027	52.907	149.93

Points rayonnés				
Matricule	Angle (gr)	Distance (m)	X (m)	Y (m)
21479	26.004	80.61	1000944.74	109213.74
21480	35.412	91.79	1000960.42	109220.10
21495	36.085	91.08	1000961.02	109219.07
21496	32.021	83.93	1000953.15	109214.55
21497	28.188	79.48	1000947.07	109211.90
21498	26.524	79.14	1000944.99	109212.15
21501	21.712	81.05	1000939.53	109215.40

Attention ! Les angles indiqués sont les lectures horizontales en mettant à zéro sur la référence.

Lambert I			*Lambert 93 – cc49*		
Point	*X*	*Y*	*Point*	*X*	*Y*
10967	1000907.82	109244.27	**10967**	2052014.10	8161442.11
11011	1000986.89	109213.17	**11011**	2052092.88	8161410.29
11027	1001018.61	109252.15	**11027**	2052124.95	8161448.97
11630	1000907.39	109245.74	**11630**	2052013.69	8161443.59
11631	1000908.19	109249.21	**11631**	2052014.52	8161447.05
11634	1000921.86	109262.36	**11634**	2052028.31	8161460.08
11635	1000924.75	109258.30	**11635**	2052031.16	8161455.99
11636	1000928.85	109261.17	**11636**	2052035.29	8161458.82
11637	1000926.60	109264.39	**11637**	2052033.06	8161462.06
11638	1000933.09	109268.63	**11638**	2052039.60	8161466.24
11639	1000935.30	109270.19	**11639**	2052041.82	8161467.78
11640	1000939.94	109273.17	**11640**	2052046.49	8161470.72
11641	1000947.17	109277.36	**11641**	2052053.76	8161474.84
11642	1000952.08	109275.64	**11642**	2052058.65	8161473.08
11643	1000952.35	109274.34	**11643**	2052058.91	8161471.77
11644	1000962.43	109275.73	**11644**	2052069.00	8161473.07
11645	1000962.69	109284.74	**11645**	2052069.34	8161482.07
11646	1000968.91	109288.68	**11646**	2052075.60	8161485.96
11647	1000974.89	109290.34	**11647**	2052081.59	8161487.56
11648	1000982.49	109291.51	**11648**	2052089.20	8161488.66
11649	1000994.32	109293.33	**11649**	2052101.05	8161490.37
11650	1001009.75	109292.90	**11650**	2052116.47	8161489.80
11651	1001013.75	109289.81	**11651**	2052120.44	8161486.67
11652	1001014.52	109286.01	**11652**	2052121.17	8161482.86
11703	1001005.21	109293.03	**11703**	2052111.94	8161489.97
11719	1000915.79	109256.78	**11719**	2052022.19	8161454.55
11720	1000910.47	109252.10	**11720**	2052016.82	8161449.92
17943	1000919.52	109260.47	**17943**	2052025.96	8161458.21
17944	1000922.12	109256.76	**17944**	2052028.52	8161454.47
17945	1000917.87	109253.79	**17945**	2052024.25	8161451.54
19066	1000923.99	109135.85	**19066**	2052029.27	8161333.56
21479	1000944.74	109213.74	**21479**	2052050.74	8161411.25
21480	1000960.42	109220.10	**21480**	2052066.48	8161417.46
21481	1000957.43	109227.50	**21481**	2052063.55	8161424.89
21482	1000941.76	109221.19	**21482**	2052047.83	8161418.73
21494	1000976.81	109228.31	**21494**	2052082.93	8161425.52
21495	1000961.02	109219.07	**21495**	2052067.07	8161416.42
21496	1000953.15	109214.55	**21496**	2052059.16	8161411.98
21497	1000947.07	109211.90	**21497**	2052053.05	8161409.39
21498	1000944.99	109212.15	**21498**	2052050.97	8161409.66
21500	1000932.11	109214.29	**21500**	2052038.11	8161411.91
21501	1000939.53	109215.40	**21501**	2052045.55	8161412.96
22986	1000967.90	109240.29	**22986**	2052074.14	8161437.58
22987	1000961.90	109235.96	**22987**	2052068.10	8161433.31
22988	1000955.31	109231.13	**22988**	2052061.47	8161428.54
22989	1000940.36	109227.50	**22989**	2052046.49	8161425.05
22990	1000933.42	109222.28	**22990**	2052039.50	8161419.90

Cabinet BILHAUT Géomètres Experts Associés
269b, avenue de Colmar – 67100 STRASBOURG
Tél 0388 39 33 36 - Fax 0388 79 39 99


411
7
Servitude non aedificandi

26

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

ANRU Cronenbourg : - avis sur les accords amiables et évictions de fonds de commerces obtenus dans la procédure d'expropriation dans le cadre de la restructuration du secteur Einstein - Haldenbourg;
- approbation de la vente des lots de copropriété propriété de la Ville à l'Eurométropole de Strasbourg.

I. Le contexte

Dans le cadre du Projet de rénovation urbaine du quartier de Cronenbourg, l'Eurométropole de Strasbourg, en lien avec les partenaires du projet et en concertation avec les habitants et acteurs du quartier, a engagé la requalification urbaine du secteur Einstein – Haldenbourg. Cet îlot, central pour les habitants de la cité de Cronenbourg, est composé exclusivement de copropriétés de logements et de commerces. Le secteur, en particulier les commerces, se dégrade fortement et offre une image de plus en plus dévalorisée en comparaison directe des nouvelles opérations de réhabilitation de logements sociaux et de constructions neuves à proximité.

La réalisation du projet de restructuration de l'îlot Einstein – Haldenbourg se traduit par plusieurs étapes :

- l'acquisition et la démolition en 2013 de l'ancien supermarché le Mutant à l'angle de la rue Langevin et de la rue Curie ;

- l'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg des cellules commerciales du pied d'immeuble de la copropriété des n°5-7-9 rue Einstein et l'éviction des commerçants en place, en vue de créer un pôle associatif ;

- l'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg de tous les lots de copropriété et éviction des locataires du n°4 Place de Haldenbourg (composé uniquement de cellules commerciales) ainsi que démolition du bâtiment existant.

Ce remaniement permettra de développer la qualité des commerces et des services de proximité au travers de la construction, en deux phases, d'un nouveau bâtiment à la place des commerces du bâtiment 4 place de Haldenbourg et du supermarché du Mutant démolis, offrant des commerces adaptés en pied d'immeubles et un supermarché de

proximité : l'objectif est de confier la gestion des commerces à LOCUSEM, garantissant ainsi pérennité et qualité des commerces.

Le permis de construire a été obtenu par Domial - HFA le 14 août 2015 et les travaux de construction débuteront au premier trimestre 2016.

La collectivité, rencontrant des difficultés pour l'acquisition des lots de copropriété nécessaires à la requalification de ce secteur a engagé fin 2012 une procédure d'expropriation, visant à s'assurer la maîtrise foncière du bâtiment 4 Place d'Haldenbourg et des rez-de-chaussée commerciaux du 5-7-9 rue Albert Einstein. L'arrêté de déclaration d'utilité publique du projet a été obtenu le 21 août 2014, et l'enquête parcellaire concernant le bâtiment 4 Place d'Haldenbourg s'est déroulée en septembre 2015. L'ordonnance d'expropriation devrait donc intervenir début 2016 pour ce bâtiment.

L'enquête parcellaire pour le rez-de-chaussée commercial du 5-7-9 rue Albert Einstein sera réalisée début 2016.

Néanmoins, l'Eurométropole poursuit toujours, en parallèle de la procédure d'expropriation engagée, des négociations amiables avec les copropriétaires et les locataires. Des accords amiables supplémentaires ont aujourd'hui été trouvés avec d'autres copropriétaires pour l'acquisition des murs commerciaux de plusieurs cellules de l'immeuble 5-7-9 rue Albert Einstein.

Par ailleurs, certains commerçants ont manifesté leur consentement pour l'indemnité d'éviction qui leur a été proposée.

II. Acquisitions amiables de lots de copropriété situés dans l'immeuble 4 Place de Haldenbourg et au rez-de-chaussée de l'immeuble 5-7-9 Rue Albert Einstein dans le cadre de la procédure d'expropriation engagée

L'eurométropole a déjà pu acquérir en septembre 2015 plusieurs lots dépendant de l'immeuble 4 Place de Haldenbourg.

Depuis, d'autres accords amiables sont intervenus avec des copropriétaires de l'immeuble 5-7-9 rue Albert Einstein. C'est le cas pour les lots correspondant aux locaux de l'ancien supermarché DESTAN, de l'épicerie Malaa Exotic, de la téléboutique Media Phone Service et de l'Association Bien Vivre Ensemble. L'accord avec chacun des propriétaires est intervenu sur une indemnité d'un montant conforme à l'estimation qui en a été faite par France Domaines.

D'autre part, certains lots de copropriété, tant dans l'immeuble situé 4 Place de Haldenbourg qu'au rez-de-chaussée de l'immeuble 5-7-9 Albert Einstein appartiennent encore à la Ville de Strasbourg, et doivent être vendus à l'Eurométropole de Strasbourg. Cela permettra notamment d'éteindre la copropriété du 4 Place d'Haldenbourg une fois que la procédure d'expropriation sera menée à son terme sur ce bâtiment, puisque l'Eurométropole sera propriétaire de tous les lots.

III. Indemnisation des commerçants évincés et mise en place de protocoles en vue de la libération des locaux.

En parallèle des négociations menées avec les différents propriétaires, l'Eurométropole de Strasbourg a également mené des négociations avec les commerçants locataires des différentes cellules expropriées.

Certains des locataires (Pharmacie, laboratoire d'analyses médicales, boulangerie) seront transférés dans le nouveau bâtiment construit par Domial. Les autres commerçants seront évincés. Des accords ont été trouvés avec plusieurs commerçants sur le montant de l'indemnité d'éviction à la valeur estimée par les services de France Domaine. L'Eurométropole est toujours en discussion avec certains autres commerçants. Le principe retenu dans la procédure est la libération des cellules commerciales dès que le commerçant locataire est indemnisé.

Par conséquent, il est proposé au Conseil :

* de donner un avis favorable à :

- l'acquisition amiable par l'Eurométropole de lots de copropriété situés dans le périmètre de la procédure d'expropriation en cours, dans le bâtiment n°4 Place de Haldenbourg et au n°5-7-9 rue Albert Einstein ;
- l'indemnisation des commerçants évincés ainsi que la mise en place de protocoles d'accord pour la sortie des lieux ;

* d'approuver la vente des locaux propriété de la Ville de Strasbourg à l'Eurométropole de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de France Domaine
vu l'article L 5211-57 du CGCT
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

donne

un avis favorable à :

1) *l'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg des biens et droits immobiliers dépendant de la copropriété 5-7-9 rue Albert Einstein à 67200 Strasbourg, propriété de Monsieur Michel FIX, et cadastrés :*

** Commune de Strasbourg*
Banlieue de Cronenbourg – Koenigshoffen
Section KY n°124(A)/25 de 49,80 ares

Section KY n°124(B)/25 de 1,77 ares
Section KY n°124(C)/25 de 0,65 are
Lot n°70:
Maison n°7 : au rez-de-chaussée : le magasin n°1
Et les 138/10.000èmes des parties communes ;

**Commune de Strasbourg*
Banlieue de Cronenbourg – Koenigshoffen
Section KY n°124(A)/25 de 49,80 ares
Section KY n°124(B)/25 de 1,77 ares
Section KY n°124(C)/25 de 0,65 are
Lot n°71 :
<u>Au rez-de-chaussée</u> : le magasin n°2
Et une fraction dans les parties communes :
100/10.000èmes des parties communes ;

** Commune de Strasbourg*
Banlieue de Cronenbourg – Koenigshoffen
Section KY n°124(A)/25 de 49,80 ares
Section KY n°124(B)/25 de 1,77 ares
Section KY n°124(C)/25 de 0,65 are.
Lot n°122:
<u>Au rez-de-chaussée</u> : le magasin n°3
Et une fraction dans les parties communes :
66/10.000èmes des parties communes ;

- *moyennant le prix total de CENT QUATRE-VINGT HUIT MILLE TROIS CENT CINQUANTE QUATRE EUROS ET VINGT-ET-UN CENTS (188.354,21€), conformément à l'estimation des services fiscaux, se décomposant comme suit :*

    - *CENT QUARANTE SIX MILLE SEPT CENT QUATRE-VINGT-DIX EUROS (146.790,00 €) au titre de l'indemnité principale pour les lots de copropriété n °70 et 71 ensemble ;*
    - *SEIZE MILLE SIX CENT SOIXANTE-DIX-NEUF EUROS (16.679,00 €) au titre de l'indemnité de remploi due pour les trois lots, conformément à l'article L 331-1 du Code de l'expropriation, la déclaration d'utilité publique du projet dans le périmètre duquel se situent les lots de copropriété ayant été déclaré par arrêté préfectoral du 21 août 2014, soit 20 % jusqu'à 5000 €, 15% entre 5000 et 15 000 € et 10% au-delà ;*
    - *la somme de VINGT-QUATRE MILLE HUIT CENT QUATRE – VINGT INQ EUROS ET VINGT-ET-UN CENTS (24.885,21 €) € au titre du remboursement des appels de fonds pour la réalisation des travaux de rénovation de l'immeuble, dont le copropriétaire vendeur ne profitera pas.*

- *ainsi que la prise en charge des taxes et frais afférents à la vente à intervenir (notamment diagnostics techniques, charges de copropriété et taxe foncière prorata temporis).*

2) *l'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg des biens et droits immobiliers dépendant de la copropriété 5-7-9 rue Albert Einstein à 67200 Strasbourg, propriété de Monsieur Fernand HORNICK et Madame Claudie HORNICK née HEVER, son épouse, cadastrés :*

** Commune de Strasbourg*
Banlieue de Cronenbourg – Koenigshoffen
Section KY n°124(A)/25 de 49,80 ares
Section KY n°124(B)/25 de 1,77 ares
Section KY n°124(C)/25 de 0,65 are
Lot n°124 :
<u>Au sous-sol :</u> un cuisine, un dépôt de bière avec escalier, la toilette n°1 et le W.C. n°1et 2 (hommes), la toilette n°2 et les W.C. n°3 et 4, un dégagement, et un escalier
<u>Au rez-de-chaussée</u> : le magasin n°4 (restaurant) et deux ouvertures d'accès par escalier au sous-sol
Et une fraction dans les parties communes :
183/10.000èmes des parties communes;

- *moyennant le prix total de CENT ONZE MILLE SIX CENT QUINZE EUROS ET TRENTE SEPT CENTS (111.615,37 €), conformément à l'estimation des services fiscaux, se décomposant comme suit :*

    - *QUATRE-VINGT-SIX MILLE NEUF CENT QUARANTE EUROS (86.940,00 €) au titre de l'indemnité principale ;*
    - *NEUF MILLE SIX CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE (9.694,00 €) au titre de l'indemnité de remploi due conformément à l'article L 331-1 du Code de l'expropriation, la déclaration d'utilité publique du projet dans le périmètre duquel se situent les lots de copropriété ayant été déclaré par arrêté préfectoral du 21 août 2014, soit 20 % jusqu'à 5000 €, 15% entre 5000 et 15 000 € et 10% au-delà .*
    - *la somme de QUATORZE MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT UN EUROS ET TRENTE SEPT CENTS (14.981,37€) au titre du remboursement des appels de fonds pour la réalisation des travaux de rénovation de l'immeuble, dont le copropriétaire vendeur ne profitera pas.*

- *ainsi que la prise en charge des taxes et frais afférents à la vente à intervenir (notamment diagnostics techniques, charges de copropriété et taxe foncière prorata temporis).*

3) *l'éviction du fonds de commerce « Brasserie de la Cité », propriété de la société dénommée **ANTIBAD,** Entreprise Unipersonnelle à responsabilité limitée au capital de 5.000,00 € dont le siège est à STRASBOURG (67200), 4, place de Haldenbourg, immatriculée au RCS de STRASBOURG sous le numéro SIREN 480 645 746 représentée par Madame Badia ANTIOUI, demeurant à STRASBOURG (67200), 6, rue Lavoisier,*

- *moyennant le versement d'une indemnité d'éviction, conformément à l'estimation de France Domaine, d'un montant total de SOIXANTE MILLE CINQ CENT VINGT CINQ EUROS (60.525,00 €) se décomposant comme suit :*

    - *CINQUANTE DEUX MILLE TROIS CENT QUATRE-VINGT EUROS (52.380,00 €) au titre de l'indemnité principale ;*
    - *SIX MILLE SEPT CENT SEPT EUROS (6.707,00 €) au titre de l'indemnité de remploi due conformément à l'article L 331-1 du Code de l'expropriation, la déclaration d'utilité publique du projet dans le périmètre duquel se situent les lots de copropriété ayant été déclaré par arrêté préfectoral du 21 août 2014, soit 10 % jusqu'à 23 000 €, 15% au-delà ;*
    - *MILLE QUATRE CENT TRENTE HUIT EUROS (1.438,00 €) au titre de l'éviction commerciale.*

approuve

4) *la vente par la Ville de Strasbourg à l'Eurométropole de Strasbourg des biens et droits immobiliers dépendant de la copropriété 5-7-9 rue Albert Einstein et de la copropriété 4 Place de Haldenbourg à 67200 Strasbourg, cadastrés :*

** Commune de Strasbourg*
Banlieue de Cronenbourg – Koenigshoffen
Section KY n°136/25 de 15,03 ares
Lot n°32 :
Au sous-sol : un sous-sol magasin, l'escalier d'accès, un W.C., un cabinet de toilette
Au rez-de-chaussée : le magasin n°6, un escalier d'accès au sous-sol,
Et une fraction dans les parties communes :
274/10.000èmes des parties communes;

** Commune de Strasbourg*
Banlieue de Cronenbourg – Koenigshoffen
Section KY n°136/25 de 15,03 ares
Lot n°33 :
Au sous-sol : un sous-sol magasin, l'escalier d'accès, un W.C., un cabinet de toilette
Au rez-de-chaussée : le magasin n°7, un escalier d'accès au sous-sol
Et une fraction dans les parties communes :
158/10.000èmes des parties communes;

** Commune de Strasbourg*
Banlieue de Cronenbourg – Koenigshoffen
Section KY n°124(A)/25 de 49,80 ares
Section KY n°124(B)/25 de 1,77 ares
Section KY n°124(C)/25 de 0,65 are
Lot n°73 :
<u>Au sous-sol :</u> un cuisine, un dépôt de bière avec escalier, la toilette n°1 et le W.C. n°1et 2 (hommes), la toilette n°2 et les W.C. n°3 et 4, un dégagement, et un escalier
<u>Au rez-de-chaussée</u> : le magasin n°4 (restaurant) et deux ouvertures d'accès par escalier au sous-sol

Et une fraction dans les parties communes :
326/10.000èmes des parties communes;

- *moyennant le prix total de DEUX CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE DEUX CENT CINQUANTE EUROS (281.250,00 €), conformément à l'estimation des services fiscaux, se décomposant comme suit au titre de l'indemnité pour les trois lots ;*

- *ainsi que la prise en charge des taxes et frais afférents à la vente à intervenir (notamment diagnostics techniques, charges de copropriété et taxe foncière prorata temporis).*

décide

- *l'imputation de la recette de 281 250,00 € sur la ligne 820 – 775 service AD03B.*

autorise

le Maire ou son représentant :

- *à signer les actes de vente à intervenir, ainsi que tout acte ou document concourant à la bonne exécution des présentes.*

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

ESQUISSE N°_____

Section KY Parcelles: 125/25,136/25

COMMUNE DE KOENIGSHOFFEN CRONENBOURG

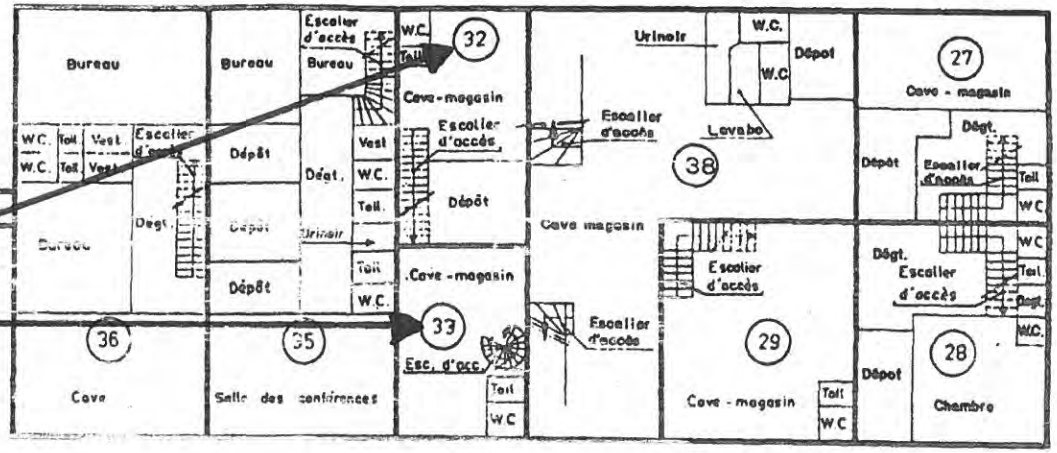
Page

Adresse: 4 et 6 Place de Haldenbourg, 2, rue Becquerel

ETABLI PAR M. GILLES BILHAUT GEOMETRE-EXPERT D.P.L.G. 40 RUE DE LA COTE D'AZUR STRASBOURG-MEINAU

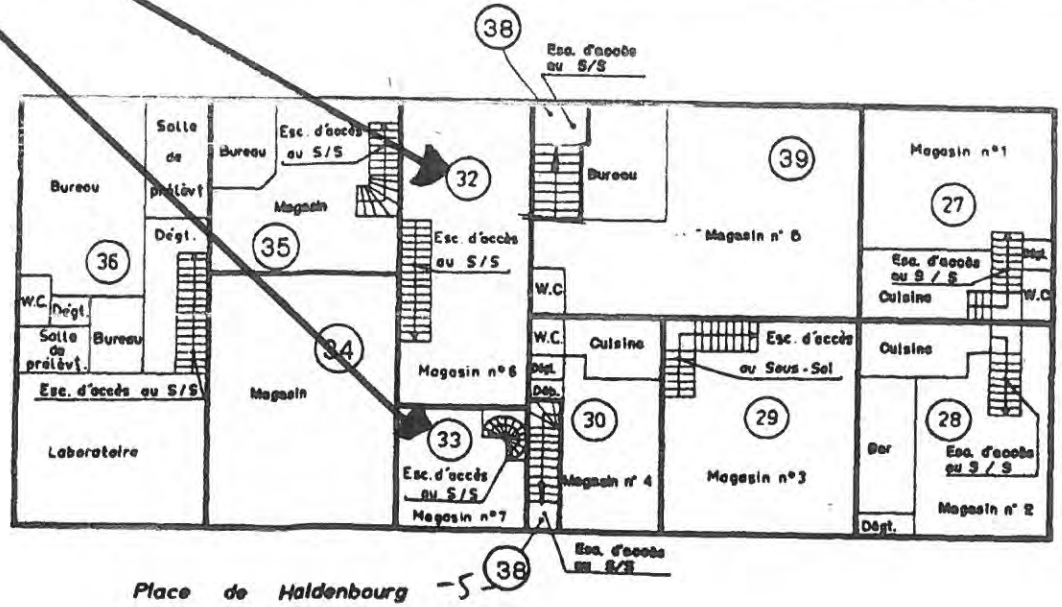
SOUS-SOL

Lots vendus par la Ville à l'Eurométropole



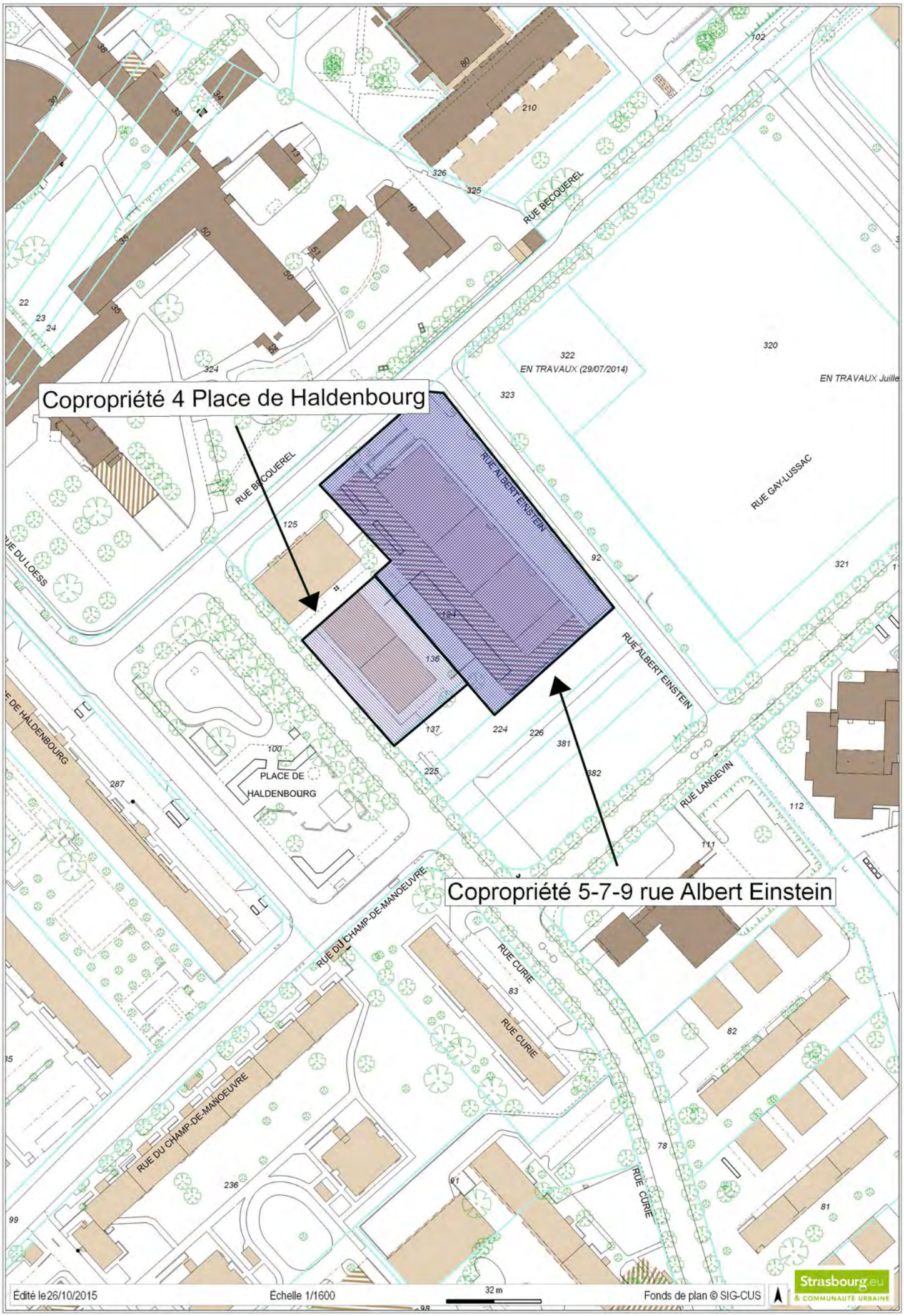
Place de Haldenbourg

REZ DE CHAUSSEE



Place de Haldenbourg

-5-

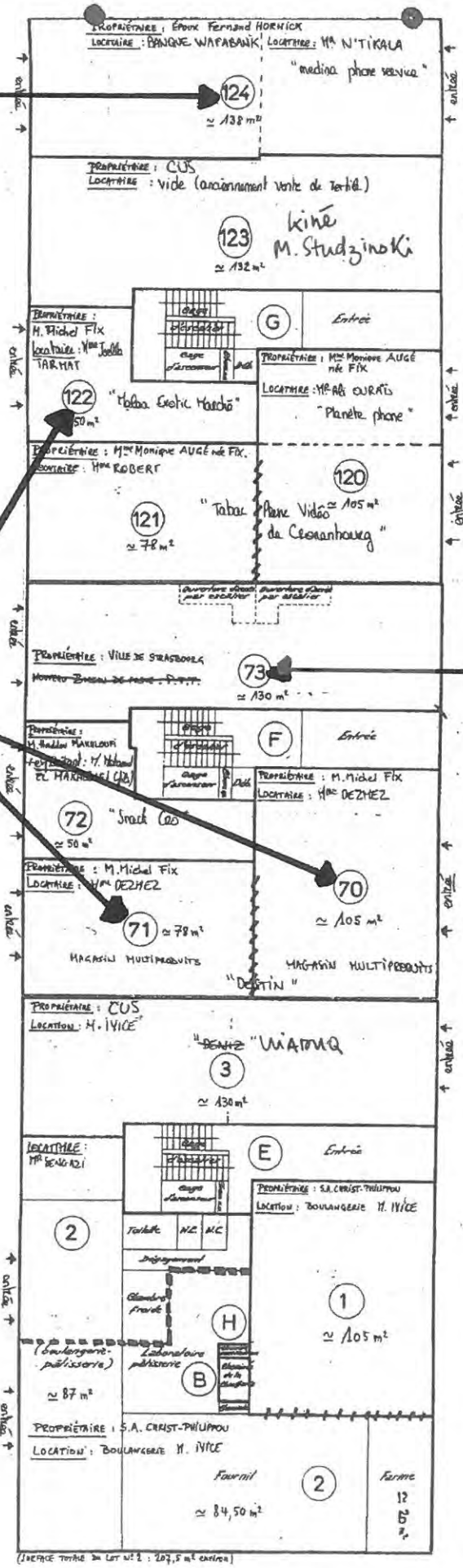

Copropriété 4 Place de Haldenbourg
Copropriété 5-7-9 rue Albert Einstein
RUE BECQUEREL
RUE ALBERT EINSTEIN
RUE GAY-LUSSAC
RUE LANGEVIN
RUE CURIE
RUE DU CHAMP-DE-MANOEUVRE
PLACE DE HALDENBOURG
EN TRAVAUX (29/07/2014)
EN TRAVAUX Juille
Édité le 26/10/2015
Échelle 1/1600
32 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

COPROPRIETE 5-7-9 RUE ALBERT EINSTEIN

Lot vendu par M. & Mme HORNICK

Lots vendus par M. Fix

Lot vendu par la Ville



← vers la place de Haldenbourg

vers les immeubles d'habitation →

PLAN RDC COPROPRIÉTÉ RUE EINSTEIN

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300

France Domaine
DIVISION DU DOMAINE
DU BAS-RHIN
4 place de la République
CS 51022
67070 STRASBOURG Cedex

☎ 03 88 10 35 00
🖷 03 88 10 35 01

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

CONTROLE DES OPÉRATIONS IMMOBILIERES

AVIS DU DOMAINE

(Valeur vénale)

(Décret n° 86-455 du 14 mars 1986 modifié)

Articles L1211-1 et L1211-2 du Code générale de la propriété des personnes publiques

Enquêteur : Eliane BAEHR
☎ 03 88 10 35 14

Courriel :eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr

N° 2015/1386
Acquisition amiable

1 -Service consultant : Ville et Eurométropole de Strasbourg - Affaire suivie par Mme Héléna KRZYSZOWSKI (helena.krzyszowski@strasbourg.eu).
2 - Date de la consultation : Demande du 17/09/2015, reçue le 18/09/2015, délai négocié au 02/11/2015.
3 -Opération soumise au contrôle (objet et but) : Projet d'acquisition par la CUS de deux parcelles sis place de Haldenbourg à Strasbourg-Cronenbourg. - Actualisation de l'avis n° 2014/958.
4 - Propriétaire(s) présumé(s) : Ville de Strasbourg.
5 - Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :

Ville de STRASBOURG – CRONENBOURG

Parcelles	Superficie	Adresse	Zonage au POS
Section KY n°124	52.22 ares	5-7-9 rue Einstein	CRO UB10
Section KY n°136	15.03 are	4 pl de Haldenbourg	CRO UB10

Le projet de rénovation urbaine porté par l'EMS prévoit l'acquisition auprès de la ville de Strasbourg d'un local occupé par la Poste jusqu'au 31/12/2013 et deux occupés par l'association Emmaus.

Ville et Eurométropole de Strasbourg

Service Politique Foncière et Immobilière

1 parc de l'Etoile

67076 STRASBOURG Cedex

5a - Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone de plan - C.O.S. - Servitudes - État du sous-sol - Éléments particuliers de plus-value et de moins-value - Voies et réseaux divers :
Parcelles situées en zone CRO UB10 au POS de la Strasbourg suivant la dernière modification approuvée.
Sont admises en zone UB, les constructions à usage d'habitation, de bureau, ainsi que les constructions à caractère commercial et de services.
Emprise au sol maximum de 75 %, hauteur maximum des constructions de 20 m, COS non réglementé.

6. Situation locative : deux lots loués à l'association EMMAUS.

7. DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE :

Compte tenu de la nature de l'immeuble en cause, de sa situation, de ses caractéristiques ainsi que du marché local, la valeur vénale est estimée à :

900 €/m² de surface utile en rez-de-chaussée et 450 €/m² en sous-sol, soit 281 250 € HT.

N° Lot	Superficie/ m² SU	Nature des locaux	Propriétaire	Calcul indemnité	Valeur en €
5-7-9 rue Einstein					
73	245	Bureau de Poste	Ville de Strasbourg	(125 m² X 900 €) + (120 m² X 450 €)	**166 500 € (abattement de 50 % pour le sous-sol)**
4 place de Haldenbourg					
32 et 33	170	Locaux associatifs/EMMAUS	Ville de Strasbourg	(85 m² X 450 €) + (85 m² X 900 €)	**114 750 € (abattement de 50 % pour le sous-sol)**

8. Observations particulières :
La présente évaluation est communiquée en vue d'une acquisition immobilière visée par la loi n° 95-127 du 08 février 1995 prévoyant une délibération obligatoire au vu d'un avis du Service du Domaine.
Cette évaluation correspond à la valeur vénale actuelle, une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai **d'un an**.
L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n°78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pièces jointes : ./.

A Strasbourg, le 30/10/2015

Pour l'Administrateur général,
Directeur régional des Finances publiques d'Alsace et du Bas-Rhin.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300

France Domaine
DIVISION DU DOMAINE
DU BAS-RHIN

4 place de la République
CS 51022
67070 STRASBOURG Cedex

☎ 03 88 10 35 00
🖷 03 88 10 35 01

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

CONTROLE DES OPÉRATIONS IMMOBILIERES

AVIS DU DOMAINE

(Valeur vénale)

(Décret n° 86-455 du 14 mars 1986 modifié)

Articles L1211-1 et L1211-2 du Code générale de la propriété des personnes publiques

Enquêteur : Eliane BAEHR
☎ 03 88 10 35 14
Courriel :eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr

N° 2015/1384

Acquisition amiable

1 -Service consultant : Ville et Eurométropole de Strasbourg - Affaire suivie par Mme Héléna KRZYSZOWSKI.
2 - Date de la consultation : Demande du 17/09/2015, reçue le 18/09/2015, délai négocié au 02/11/2015.
3 -Opération soumise au contrôle (objet et but) : Acquisition par la CUS de divers locaux commerciaux sis place de Haldenbourg et rue Einstein à Strasbourg Cronenbourg. L'opération s'inscrit dans le cadre de la rénovation urbaine de Cronenbourg/requalification du secteur Einstein-Haldenbourg, projet déclaré d'utilité publique par arrêté du Préfet du Bas-Rhin en date du 21 août 2014. Actualisation de l'avis n° 2014/959.
4 - Propriétaires présumés : Divers.
5 - Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :

Commune de STRASBOURG – CRONENBOURG

Parcelles	Superficie	Adresse	Zonage au POS
Section KY n°124	52.22 ares	5-7-9 rue Einstein	CRO UB10
Section KY n°136	15.03 are	4 pl de Haldenbourg	CRO UB10

Ville et Eurométropole de Strasbourg

Service Politique Foncière et Immobilière

1 parc de l'Etoile

67076 STRASBOURG Cedex

Le projet de rénovation urbaine porté par la CUS, prévoit l'acquisition de 14 lots de copropriété dont 3 garages et un local à citerne situés dans l'immeuble du 5-7-9 rue Einstein et 11 lots dans celui situé 4 place de Haldenbourg. Tous les lots principaux correspondent à des locaux commerciaux ou associatifs qui seront soit réhabilités (rue Einstein), soit démolis (place de Haldenbourg). Ainsi certains commerces seront relocalisés dans un immeuble à construire sur le secteur, d'autres seront évincés.

5a - Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone de plan - C.O.S. - Servitudes - État du sous-sol - Éléments particuliers de plus-value et de moins-value - Voies et réseaux divers :
Parcelles situées en zone CRO UB10 au POS de la Strasbourg suivant la dernière modification approuvée.
Sont admises en zone UB, les constructions à usage d'habitation, de bureau, ainsi que les constructions à caractère commercial et de services.
Emprise au sol maximum de 75 %, hauteur maximum des constructions de 20 m, COS non réglementé.

6. Situation locative : locaux loués.

7. DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE :

Compte tenu de la nature de l'immeuble en cause, de sa situation, de ses caractéristiques ainsi que du marché local, la valeur vénale est estimée à :

900 €/m² de surface utile en rez-de-chaussée et 450 €/m² en sous-sol,

Soit une valeur totale estimée :
950 689 € HT (hors accords amiables déjà signés, en vert sur le tableau).
Détail suivant annexe n° 1 ci-jointe

Diverses précisions :
La valeur d'indemnisation des propriétaires indiquée ci-dessus fait l'objet d'un abattement de 30 % pour occupation (si tel est le cas effectivement). Par ailleurs une indemnité de remploi est due au propriétaire sur le montant résiduel, soit 20 % jusqu'à 5000 €, 15 % entre 5001 et 15000 € et 10 % au delà de 15000 €.

Lot n° 72 : la situation demande une clarification car aucun bail n'a été produit (lien familial entre propriétaire et exploitant). La valeur indiquée est une valeur pleine, qu'il conviendra d'abattre de 30 % si existence d'un bail commercial.

Lots n° 70 et 71 : il convient de déterminer sous quelles conditions les locaux sont occupés par la boulangerie Dervisoglu. En effet, le fonds de commerce n'est plus exploité depuis 2007 ; les locaux servent en réalité de dépôt à cette dernière.

Lot n° 47 (citerne à mazout) : la valeur indiquée correspond à un local en sous-sol après application de l'abattement de 30 %.

8. Observations particulières :
La présente évaluation est communiquée en vue d'une acquisition immobilière visée par la loi n° 95-127 du 08 février 1995 prévoyant une délibération obligatoire au vu d'un avis du Service du Domaine.
Cette évaluation correspond à la valeur vénale actuelle, une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai **d'un an**.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n°78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pièces jointes : Tableau des indemnisations calculées.

A Strasbourg, le 30/10/2015
Pour l'Administrateur général,
Directeur régional des Finances publiques d'Alsace et du Bas-Rhin.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300

France Domaine
DIVISION DU DOMAINE
DU BAS-RHIN

4 place de la République
CS 51022
67070 STRASBOURG Cedex

☎ 03 88 10 35 00
03 88 10 35 01

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

CONTROLE DES OPÉRATIONS IMMOBILIERES

AVIS DU DOMAINE

(Valeur vénale)

(Décret n° 86-455 du 14 mars 1986 modifié)

Articles L1211-1 et L1211-2 du Code générale de la propriété des personnes publiques

Enquêteur : Eliane BAEHR
☎ 03 88 10 35 14

Courriel :eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr

N° 2015/1385

Acquisition amiable

1 -Service consultant : Ville et Eurométropole de Strasbourg - Affaire suivie par Mme Héléna KRZYSZOWSKI.
2 - Date de la consultation : Demande du 17/09/2015, reçue le 18/09/2015, délai négocié au 02/11/2015.
3 -Opération soumise au contrôle (objet et but) : Relogement ou éviction de divers fonds de commerce sis place de Haldenbourg et rue Einstein à Strasbourg Cronenbourg. L'opération s'inscrit dans le cadre de la rénovation urbaine de Cronenbourg/requalification du secteur Einstein-Haldenbourg ; projet déclaré d'utilité publique par arrêté du Préfet du Bas-Rhin en date du 21 août 2014. Actualisation de l'avis n° 2014/960.
4 - Propriétaires présumés : Divers.
5 - Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :

Commune de STRASBOURG – CRONENBOURG

Parcelles	Superficie	Adresse	Zonage au POS
Section KY n°124	52.22 ares	5-7-9 rue Einstein	CRO UB10
Section KY n°136	15.03 are	4 pl de Haldenbourg	CRO UB10

Ville et Eurométropole de Strasbourg

Service Politique Foncière et Immobilière

1 parc de l'Etoile

67076 STRASBOURG Cedex

Le projet de rénovation urbaine porté par la CUS, prévoit l'acquisition de certains lots de copropriété situés au rez-de-chaussée de l'immeuble du 5-7-9 rue Einstein et tous ceux situés 4 place de Haldenbourg. Tous les lots correspondent à des locaux commerciaux ou associatifs qui seront soit réhabilités (rue Einstein), soit démolis (place de Haldenbourg). Ainsi certains commerces seront relocalisés dans le secteur, d'autres évincés.
L'estimation porte sur les indemnités susceptibles d'être allouées aux propriétaires des fonds de commerce, qu'ils soient relogés ou évincés.

5a - Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone de plan - C.O.S. - Servitudes - État du sous-sol - Éléments particuliers de plus-value et de moins-value - Voies et réseaux divers :
Parcelles situées en zone CRO UB10 au POS de la Strasbourg suivant la dernière modification approuvée.
Sont admises en zone UB, les constructions à usage d'habitation, de bureau, ainsi que les constructions à caractère commercial et de services.
Emprise au sol maximum de 75 %, hauteur maximum des constructions de 20 m, COS non réglementé.

6. Situation locative : ./.

7. DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE :

Compte tenu de la nature des fonds de commerce, de leur situation, de leurs caractéristiques ainsi que du marché local, la valeur vénale est estimée à :

229 453 €

Détail suivant annexe n° 1 ci-jointe.

Cette valeur se décompose en une indemnité principale basée sur la valeur du droit au bail pour tous les commerces considérés comme transférables.
S'y rajoute l'indemnité de remploi qui est de 10 % jusqu'à 23 000 € et de 15 % au-delà **pour les fonds de commerce.**
L'indemnité pour éviction commerciale est basée sur le résultat fiscal déclaré les 3 dernières années.

Il conviendra de chiffrer en sus, l'indemnité de déménagement et de réinstallation suivant devis à fournir et l'indemnité pour trouble commercial suivant les conditions de départ.

Les indemnités d'éviction commerciale n'ont pas été calculées pour les fonds de commerce dont l'acquisition est reportée.

Concernant les commerçants relogés, à défaut d'éléments suffisants, il n'a pas été calculé l'indemnisation au titre du droit au bail basée sur le différentiel de loyer pour la période restant à courir avant le renouvellement. A ce titre il y a lieu de fournir le montant du loyer mensuel et la durée résiduelle restante du bail en cours au moment du départ et le montant du futur loyer et la date d'entrée prévue dans les nouveaux locaux.

8. Observations particulières :
La présente évaluation est communiquée en vue d'une acquisition immobilière visée par la loi n° 95-127 du 08 février 1995 prévoyant une délibération obligatoire au vu d'un avis du Service du Domaine.
Cette évaluation correspond à la valeur vénale actuelle, une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai **d'un an**.
L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n°78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pièces jointes : Tableau des indemnisations calculées.

A Strasbourg, le 30/10/2015

Pour l'Administrateur général,
Directeur régional des Finances publiques d'Alsace et du Bas-Rhin.

Pour le Directeur régional des Finances publiques,
L'Inspecteur [illegible] de la
Division France Européenne du Bas-Rhin
Corinne REY

N° Lot	Superficie/m² SU	Nature des locaux	Propriétaire	Description sommaire	Valeur/murs retenue	Calcul	Indemnité de dépossession après abattement pour occupation de 30 %	Ind. Remploi	Total	Observations
4 pl de Haldenbourg										
27 et 28	258 m² dont 130 m² au RdC128 m² en sous-sol	Brasserie	SCI Haldenbourg/ Mme Deichtmann	RdC : bar avec activité de jeux, comptoir en bois. Au sous-sol : grande salle, local de stockage et WC. Sol carrelé, murs peints et avec lattes en bois, faux plafond, rideau de fer, vidéosurveillance, alarme anti-intrusion et anti-feu. **Etat d'entretien très moyen**	900 €/m²	(900 X 130 m²) +(450 X 128 m²) X 70 %	**122 220 €** (Abattement de 50 % sur s/sol)	**13 222 €**	**135 442 €**	Accord amiable
29 et 39	219 m² dont 155 en RdC et 64 m² en sous-sol	Epicerie orientale	Consorts DEMIR, propriétaire occupant	RdC : espace non cloisonné avec sol carrelé, murs peints, plafond suspendu-état moyen. Au sous-sol : laboratoire avec chambre froide, sols et murs carrelés-**état très moyen**. Rideau de fer et vidéosurveillance.	900 €/m²	(900 X 155 m²) +(450 X 64 m²) X 100 %	**168 300 €** (valeur pleine car prop occupant) (Abattement de 50 % sur s/sol)	**17 830 €**	**186 130 €**	Pas d'accord amiable
30	34 m²	Doner kébab	SCI Le Bosphore/ M. Ozdemir	Salle et coin préparation, sol carrelé, murs en lambris et peints, plafond suspendu, rideau de fer. **Etat moyen**	900 €/m²	(900 X 34 m²) X 70 %	**21 420 €**	**3 142 €**	**24 562 €**	Pas d'accord amiable
34 et 35	234 m² dont 118 m² en RdC et 110 m² en s/sol	Pharmacie	SCI Marie Curie/ Mme Laugel	RdC : espace de vente avec sol carrelé, murs en crépi, plafond suspendu avec éclairage intégré. Sous-sol : labo, bureau, archives, stockages, WC et vestiaire. Rideau de fer, alarme et vidéosurveillance en **très bon état.**	1100 €/m²		**135 520 €** (Abattement de 50 % sur s/sol)	**14 552 €**	**150 072 €**	Accord amiable
36	239 m² dont moitié à chq niveau	Laboratoires d'analyses médicales	SCI Marie Curie/ Mme Laugel	RdC : réception, salle d'attente, local médical et grand laboratoire. Au sous-sol : labo, bureau, archives, stockages, WC et vestiaire. Même équipement que la pharmacie en **très bon état**	1100 €/m²		**138 022 €** (Abattement de 50 % sur s/sol)	**14 802 €**	**152 824 €**	Accord amiable
38	125 m² en sous-sol	Café turc	SCI Haldenbourg/ Mme Deichtmann	Local en forme de L à usage de restaurant avec bar, réserve, sanitaires. Sol carrelé, murs en lambris et peints, plafond suspendu, rideau de fer. **Etat moyen**	450 €/m²	(450 X 125 m²) X 70 %	**39375 €** (Abattement de 50 % sur s/sol)	**4 937 €**	**44 312 €**	Accord amiable
5-9 rue Einstein										
1	105 m² et 200 m² sur lot 2	Boulangerie	SA Christ Philippou	Magasin et arrière boutique avec sols et murs carrelés-état assez bon, autres locaux de préparation et de stockage-état moyen, magasin de vente en **bon état.**	900 €/m²	(900 X 105 m²) X 70 %	**66 150 €**	**7 615 €**	**73 765 €**	Accord en cours sur cette base
2	70	Epicerie/bazar 70 m²	SA Christ Philippou	Sol et murs carrelés, murs crépi et bois, faux plafonds, en **bon état**	900 €/m²	900 X 270 m²) X 70 %	**170 100 €**	**18 010 €**	**188 110 €**	
47	Non fourni	Local citerne fioul	SA Christ Philippou	Le local contient une grande citerne à fioul desservant la boulangerie/Refus du propriétaire de communiquer.			**315 €/m²**	**à déterminer**		
70 et 71	105 et 78	Supermarché	FIX Michel	Les 2 lots forment un seul local de vente avec réserve, chambre froide et toilettes-**état moyen**	900 €/m²	(900 X 183 m²) X 70 %	**115 290 €**	**12 529 €**	**127 819 €**	Accord en cours sur cette base
72	55	Restauration rapide	EL MAKHLOUFI Haddou	Salle de restauration, coin préparation, arrière boutique avec réserve. Sol carrelé, murs carrelés et peints, plafond suspendu, rideau métallique en **bon état**	900 €/m²	(900 X 55 m²) X 70 %	**49 500 €**	**5 950 €**	**55 450 €**	Pas d'accord amiable

188 et 189	Non fourni	2 Garages	SA Christ Philippou	A usage de garage sans aucune précision			**20 000 €/2**	**3 000 €**	**23 000 €**	
191	Non fourni	Garage	EL MAKHLOUFI Haddou	A usage de garage sans aucune précision			**10 000 €**(valeur pleine)	**1 750 €**	**11 750 €**	Pas d'accord amiable
120 et 121	105 et 78	Tabac presse	AUGE Pierre	Sol carrelé, réserve avec linoléum, murs peints, faux-plafonds, alarme, vidéosurveillance, rideaux métalliques, en **bon état**	900 €/m²	(900 X 183 m²) X 70 %	**115 290 €**	**12 529 €**	**127 819 €**	Pas d'accord amiable
		Alimentation CASA								
122	50	Epicerie	FIX Michel	Magasin et arrière boutique avec évier, toilettes avec lavabo, plafond suspendu, alarme et rideau métallique, en **état moyen**	900 €/m²	(900 X 50 m²) X 70 %	**31 500 €**	**4 150 €**	**35 650 €**	Accord en cours sur cette base
124	69	Cabines téléphoniques	HORNICK/HEVER	Sol carrelé, murs en fibre de verre peinte, faux-plafond en **bon état**	900 €/m²	(900 X 138 m²) X 70 %	**86 940 €**	**9 694 €**	**96 634 €**	Accord en cours sur cette base
124	69	Lcx associatifs		Sol carrelé, murs en fibre de verre peinte, faux-plafond en **bon état**						

INDEMNITES DUES pour les FONDS de COMMERCE

4 pl de Haldenbourg : locaux à démolir

N° Lot	Destination envisagée	Exploitant	Indemnité principale	Remploi	Eviction commerciale	Total	Observations
27 et 28	Eviction	Brasserie et snack de la cité/Eurl ANTIBAD	52 380 €	6 707 €	1 438 €	60 525 €	Basé sur valeur droit au bail/hors ind. Déménagement et trouble commercial
29 et 39	Eviction	Magasin INTERMARKO/Consorts DEMIR	0 €	0 €	8 512 €	8 512 €	Propriétaire exploitant/pas de droit au bail
30 et 38	Eviction	Doner Kebab/Café Turc OZWATAN M. YESTLYAPRAK	26 055 €	2 758 €	4 786 €	33 599 €	Basé sur valeur droit au bail/hors ind. Déménagement et trouble commercial
32	Transfert	Ass. Emmaus				0 €	Indemnité de déménagement/trouble commercial à chiffrer
33	Transfert					0 €	
34 et 35	Transfert	Pharmacie/Consorts NIELSEN				0 €	Indemnité de déménagement/trouble commercial à chiffrer
36	Transfert	Labo Isorez-Pichoir				0 €	Indemnité de déménagement/trouble commercial à chiffrer

5-7-9 rue Einstein : locaux à réhabiliter

N° Lot	Destination envisagée	Exploitant	Indemnité principale	Remploi	Eviction		Observations
1	Transfert	Boul. DERVISOGLU/ M. Iyice				0 €	Indemnité de déménagement/trouble commercial à chiffrer
2	Eviction	EXPRESS MARKET	18 900 €	1 890 €		20 790 €	Basé sur valeur droit au bail/hors ind. Déménagement et trouble commercial//Pas d'indemnité d'évictionau vu du résultat fiscal déficitaire.
70 et 71	Plus exploité	Supermarché DESTAN	0 €	0 €		0 €	Fonds inexistant
72	Eviction	Snack CRO	13 500 €	1 350 €	635 €	15 485 €	Vérifier si bail commercial/Eviction calculée sur base résultats déposés, soit déficit en 2012 et bénéfice en 2013 et 2014//Hors ind de déménagement et trouble commercial.
120 et 121	Transfert ou éviction en 2ème phase	Tabac presse ROBERT	39 960 €	4 844 €		44 804 €	Basé sur valeur du droit au bail/ A revoir quand acquisitions programmées
120		Epicerie et taxiphone/OURAIS	9 450 €	945 €		10 395 €	
122		MAALA EXOTIC/ M. Tarmat	13 500 €	1 350 €		14 850 €	
124		MEDIA PHONE/ M. Sitmaze	18 630 €	1 863 €		20 493 €	
124	Transfert dans seconde phase	Ass mieux vivre ensemble				0 €	Indemnité de déménagement/trouble commercial à chiffrer
		TOTAL	**192 375 €**	**21 707 €**	**15 371 €**	**229 453 €**	

27

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Transactions amiables sur le territoire de la Ville de Strasbourg.

Cessions de deux parcelles situées rue Louis Loucheur et route de la Meinau

Du fait des divers réaménagements réalisés dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine de la Meinau-Canardière, et notamment aux démolitions – reconstructions de logements par les bailleurs, il s'est avéré nécessaire pour la société Electricité de Strasbourg de revoir la configuration des réseaux électriques.

Notamment, l'avenant n°5 de la convention ANRU du quartier de la Meinau-Canardière a acté la démolition de la tour située 1 rue Schulmeister, propriété de CUS Habitat. Un transformateur électrique de distribution publique de 40m² environ était présent en sous-sol de cette tour.

Pour les besoins desdites installations électriques, Electricité de Strasbourg doit implanter deux nouveaux transformateurs électriques sur des emprises actuellement propriété de la Ville de Strasbourg, respectivement de 0,23 are et 0,18 are.

Suite aux divers dévoiements de réseaux déjà opérés par Electricité de Strasbourg, les terrains seront cédés à l'€uro symbolique.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
Vu les avis de France Domaine,
sur proposition de la Commission Plénière,
après en avoir délibéré,
approuve

la cession par la ville de Strasbourg au profit de la Société Electricité de Strasbourg de des parcelles cadastrées :

**Commune de Strasbourg*
Banlieue de Strasbourg – Neudorf

Lieudit rue Louis Loucheur
Section EZ n°291/47, de 0,23 are

** Commune de Strasbourg*
Banlieue de Strasbourg – Neudorf
Lieudit Route de la Meinau
Section HA n°742/8 de 0,01 are
Section EX n°518/6 de 0,17 are ;

moyennant le prix de UN €uro (1,00 €) symbolique ;

décide

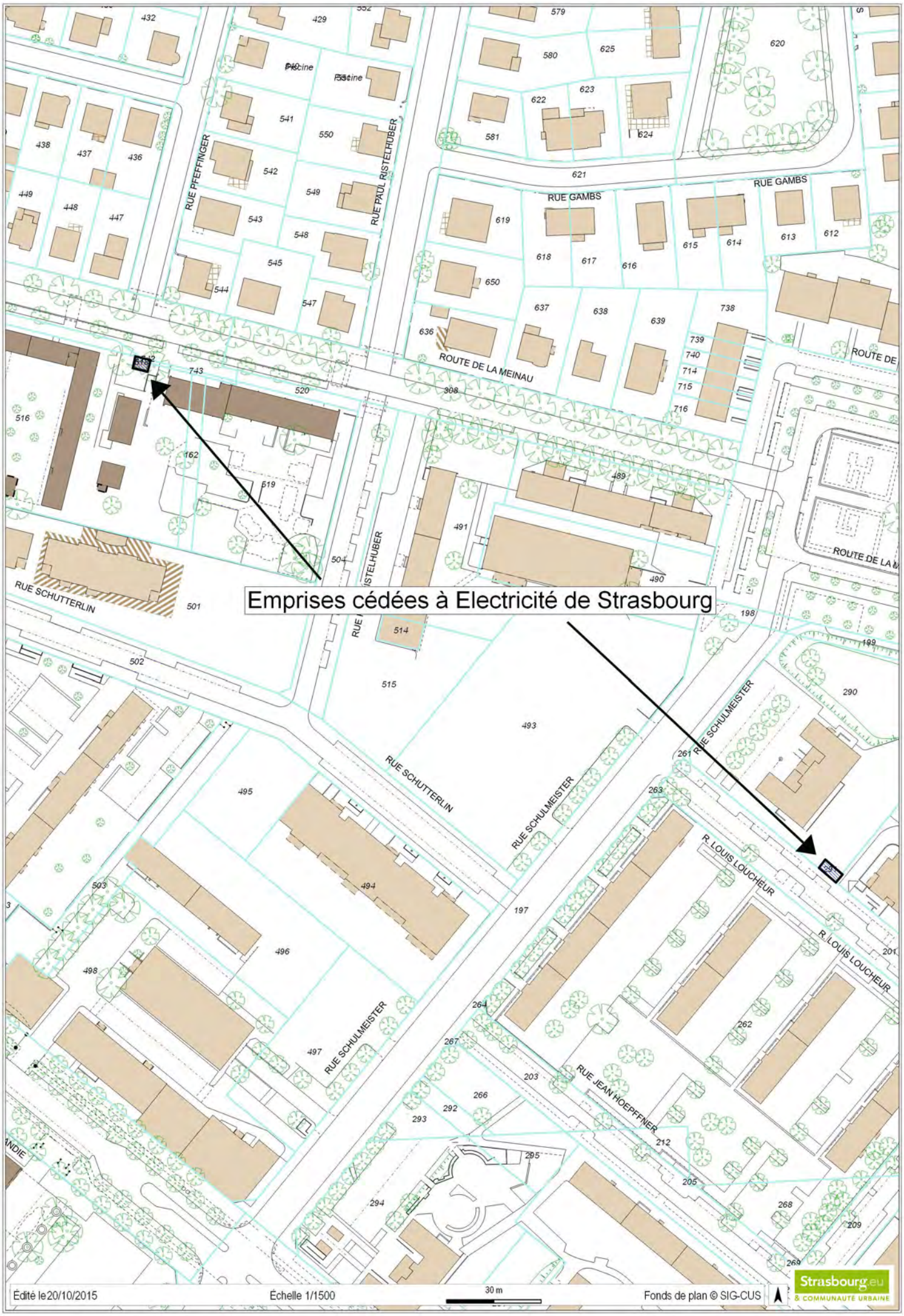
l'imputation de la recette de 1,00 € sur la ligne budgétaire 820 775 AD03 ;

autorise

le Maire ou son représentant à signer l'acte de vente à intervenir ainsi que tous les actes et documents nécessaires à la bonne exécution des présentes.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15


Emprises cédées à Electricité de Strasbourg
RUE PFEFFINGER
RUE PAUL RISTELHUBER
RUE GAMBS
ROUTE DE LA MEINAU
RUE SCHUTTERLIN
RUE SCHULMEISTER
R. LOUIS LOUCHEUR
RUE JEAN HOEPFFNER
Piscine
Piscine
Édité le 20/10/2015
Échelle 1/1500
30 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE ET DU DEPARTEMENT DU BAS RHIN

CONTRÔLE DES OPERATIONS IMMOBILIERES

France Domaine

Pôle Gestion Publique
France Domaine Bas-Rhin
4 Place de la République
CS 51022
67070 STRASBOURG cedex

AVIS DU DOMAINE
(valeur vénale)
(Décret n° 86-455 du 14 mars 1986 modifié)
Articles L 1211-1 et L 1211-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques

Pour nous joindre
Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 13
Télécopie : 03. 88. 10. 35. 01
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr

Avis n° 2015/879
Enquêteur : Patrick GOGUELY
Cession amiable

1. **Service consultant :** Ville de Strasbourg. Affaire suivie par **Mme Héléna KRZYSZOWSKI**
2. **Date de la consultation :** 27/07/2015 reçue le 30/07/2015
3. **Opération soumise au contrôle (objet et but)** : cession d'une parcelle de terrain à Electricité de Strasbourg en vue de l'implantation d'un transformateur.
4. **Propriétaire présumé** : Ville de Strasbourg
5. **Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :**

Commune de **Strasbourg-Meinau**

Références cadastrales :

Section	n°	Lieudit	Superficie parcelle (*)
HA	742/8	route de la meinau	0,01
EX	518/6	66, b route de la Meinau	0,17
		TOTAL	**0,18**

(*) Superficie exprimée en are

Descriptif sommaire :

Emprise de forme rectangulaire (de l'ordre de 4.50 mètres sur 4 mètres) située au contact de la route de la Meinau, prélevée sur une unité foncière « ville de Strasbourg » sur-bâtie de bâtiments scolaires.

Ville de Strasbourg
Conduite de la politique foncière et immobilière
1, parc de l'étoile
67076 STRASBOURG Cedex

6. **Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone de plan - C.O.S. - Servitudes - Etat du sous-sol - Eléments particuliers de plus-value et de moins-value - Voies et réseaux divers**

Au POS en vigueur de STRASBOURG l'emprise cédée est située en zone **MEI UB2** (emprise au sol maximale : 65 %, hauteur maximale : 18 mètres)

Elle reçoit la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 13-15-II du code de l'expropriation.

DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE :

Compte tenu des caractéristiques propres du bien à évaluer ainsi que des éléments d'appréciation recueillis sur le marché local, la valeur vénale actuelle du terrain considéré peut être fixée à 2 050 € HT.

Nota :

La présente estimation est donnée pour un terrain estimé à l'état nu et libre, hors incidence des éventuelles servitudes (pollution.....) qui viendraient affecter ses possibilités d'utilisation.

7. Observations particulières

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Elle est donnée pour une durée maximale d'un an.

A Strasbourg, le 04/08/2015

Pour le Directeur Régional des Finances
Publiques d'Alsace et du département du Bas-Rhin.

L'inspecteur du domaine
Patrick GOGUELY

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE ET DU DEPARTEMENT DU BAS RHIN

CONTROLE DES OPERATIONS IMMOBILIERES

France Domaine

Pôle Gestion Publique
France Domaine Bas-Rhin
4 Place de la République
CS 51022
67070 STRASBOURG cedex

AVIS DU DOMAINE
(valeur vénale)
(Décret n° 86-455 du 14 mars 1986 modifié)
Articles L 1211-1 et L 1211-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques

Pour nous joindre
Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 13
Télécopie : 03. 88. 10. 35. 01
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr

Avis n° 2015/882
Enquêteur : Patrick GOGUELY
Acquisition amiable

1. **Service consultant :** Ville de Strasbourg. Affaire suivie par **Mme Héléna KRZYSZOWSKI**
2. **Date de la consultation :** 27/07/2015 reçue le 30/07/2015
3. **Opération soumise au contrôle (objet et but)** : acquisition d'une parcelle destinée à être revendue à Electricité de Strasbourg en vue de l'implantation d'un transformateur.
4. **Propriétaire présumé** : CUS HABITAT
5. **Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :**

Commune de **Strasbourg-Meinau**

Références cadastrales :

Section	n°	Partie ou totalité	Lieudit	Superficie parcelle (*)
EZ	291/47	Totalité	Rue louis loucheur	0,23
			TOTAL	

(*) Superficie exprimée en are

Descriptif sommaire :

Parcelle de forme rectangulaire (de l'ordre de 7 mètres de large sur 3 mètres de profondeur) située au contact de la rue Louis Loucheur, prélevée sur une unité foncière « CUS habitat » sur-bâtie d'immeubles collectifs.

Ville de Strasbourg
Conduite de la politique foncière et immobilière
1, parc de l'étoile
67076 STRASBOURG Cedex

6. **Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone de plan - C.O.S. - Servitudes - Etat du sous-sol - Eléments particuliers de plus-value et de moins-value - Voies et réseaux divers**

Au POS en vigueur de STRASBOURG la parcelle est située en zone **MEI UB2** (emprise au sol maximale : 65 %, hauteur maximale : 18 mètres)

Elle reçoit la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 13-5-II du code de l'expropriation

DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE :

Compte tenu des caractéristiques propres du bien à évaluer ainsi que des éléments d'appréciation recueillis sur le marché local, la valeur vénale actuelle de la parcelle considérée peut être fixée à 2600 € HT.

Nota :

La présente estimation est donnée pour un terrain estimé à l'état nu et libre, hors incidence des éventuelles servitudes (pollution.....) qui viendraient affecter ses possibilités d'utilisation.

7. Observations particulières

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Elle est donnée pour une durée maximale d'un an.

A Strasbourg, le 04/08/2015

Pour le Directeur Régional des Finances
Publiques d'Alsace et du département du Bas-Rhin.

L'inspecteur du domaine
Patrick GOGUELY

28

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Plans patrimoine :
- Avis Chevènement : vente des immeubles propriété de l'Eurométropole sis 1 rue du Coudrier et 22, 24a route du Polygone à Strasbourg (article L 5211-57 du CGCT).

L'Eurométropole de Strasbourg dispose d'un important patrimoine immobilier bâti acquis depuis la création de la CUS, notamment par voie de préemption ou d'expropriation (à la différence du patrimoine de la Ville, majoritairement issu de l'histoire et des legs).

Un travail de recensement des biens propriétés de l'Eurométropole de Strasbourg issus du domaine privé a permis de sélectionner des immeubles cessibles pour leur absence d'intérêt stratégique ou leur état dégradé.

En conséquence, le plan patrimoine de cession qui en découle et qui se met en œuvre, a pour objectif de céder ces biens ne présentant plus d'intérêt pour la collectivité.

A) Vente de l'immeuble sis 1, rue du Coudrier

C'est dans ce cadre que l'Eurométropole a lancé une consultation portant vente de l'immeuble d'habitation situé 1 rue du Coudrier à Strasbourg-Neudorf.

Il s'agit d'un bien d'environ 161 m² composé de deux logements acquis à l'amiable par la CUS en 1989 dans le cadre de la ZAD du Heyritz. Ce bien, bâti sur une parcelle de 203 m² classée en zone UB2 au POS de Strasbourg, a été évalué par les services de France Domaine au prix de 265 000 € HT sans tenir compte de l'incidence des diagnostics immobiliers ni du coût des travaux financés par les locataires. Cette estimation ne tient pas compte de l'abattement normalement appliqué aux locaux occupés.

Le règlement de la consultation portait sur deux critères :
- le prix (75%)
- le projet envisagé (25%)

La consultation a été lancée le 25 août dernier, avec une date limite de remise des offres le 29 septembre. Elle a abouti, après trois visites, à la présentation d'une seule offre

d'acquisition, celle de M. Morad SERHANE. Celui-ci a formulé une offre au prix de 265 000 €, avec en sus un budget pour des travaux de réhabilitation à hauteur de 40 000 € et le maintien des locataires en place.

Les résultats de cette consultation ont été soumis à l'appréciation de la Commission patrimoine de l'Eurométropole dans sa séance du 8 octobre dernier. Celle-ci a retenu la candidature de M. SEHRANE au regard du respect des critères du règlement de consultation.

B) <u>Vente des immeubles sis 22 et 24a, route du Polygone</u>

Il est également proposé la vente de l'assiette foncière de l'immeuble sis 22 route du polygone après démolition d'une part, et la vente de l'immeuble d'habitation sis 24a route du polygone à Strasbourg/Neudorf, d'autre part.

<u>B.1) Immeuble sis 22 route du Polygone, (bâtiment A)</u>

<u>Présentation du bien et du projet</u>

Le bien en cause est propriété intégrale de l'Eurométropole de Strasbourg depuis 2011. Il est actuellement composé de 5 logements, d'un local commercial en rez-de-chaussée et de deux places de stationnement situées dans la cour. Les lots ont été acquis par voie de préemption afin de répondre à l'emplacement réservé NDR UB8 inscrit au Plan d'occupation des sols, dont est grevé l'immeuble, destiné à l'élargissement de la route du Polygone. Il est aujourd'hui libre de toute occupation, les locataires ont tous été relogés au sein du patrimoine bâti de l'Eurométropole. Il est voué à la démolition afin de permettre la réalisation de cet emplacement réservé. La parcelle sur laquelle porte le bâti est en copropriété avec 3 autres bâtiments.

Depuis plusieurs années la collectivité envisage la vente de l'emprise résiduelle après démolition et exécution de l'emplacement réservé, en englobant l'emprise des deux places de stationnement. Des négociations se sont engagées afin d'arrêter un projet immobilier répondant aux exigences urbaines du secteur d'une part, aux contraintes liées à la parcelle elle-même d'autre part.
Ce projet immobilier est à ce jour arrêté et les permis de construire et de démolir ont été déposés auprès du service compétent. Il prévoit la réalisation d'un immeuble de 6 logements collectifs, et d'un local commercial au rez-de-chaussée. L'immeuble comportera 5 étages au total. Il sera implanté dans l'alignement formé par les bâtiments voisins. L'accès principal au terrain se fait actuellement depuis la route du Polygone et restera inchangé.
Les futurs lots seront voués à la location.
Une partie privative de l'immeuble sera également démolie par les propriétaires actuels pour permettre la réalisation dudit projet.

<u>Les travaux de démolition</u>

Les travaux de démolition du bâtiment A comprennent l'établissement des différents diagnostics, le dévoiement des réseaux divers, le retrait des matériaux amiantés et/ou

contenant du plomb, le curage intérieur, la déconstruction du bâti, la mise en place d'une clôture en périphérie de la parcelle.
L'estimation du coût global de cette opération s'élève à 145 000 € TTC.
Les travaux interviendront au cours du deuxième trimestre 2016.

La conduite d'opération sera assurée par les services de la Direction de la Construction et du Patrimoine Bâti.

Proposition de vente

Le prix de vente est fixé au regard des droits à construire arrêtés sur l'emprise foncière en cause. Après démolition l'emprise au sol résiduelle sera d'environ 156 m², soit une surface de plancher de 397,84 m² au prix de 350 € m². Il en résulte un prix total de 139 244 €, taxes et droits éventuels en sus (cent trente neuf mille deux cent quarante quatre euros).
Dans ces conditions il est proposé de vendre de gré à gré, au prix ci-dessus convenu, à la Société ACTIS Immobilier ou toute autre personne morale qui s'y substituerait. Les services de France Domaine ont donné un avis en date 04 novembre 2015.

B.2) Immeuble sis 24 a route du Polygone

Présentation du bien et du projet

Cette maison d'habitation appartient à l'Eurométropole de Strasbourg depuis 2000. Elle a été acquise par voie de préemption en vue d'y réaliser un programme de logements sociaux. Compte tenu des contraintes du site et de la configuration de l'immeuble aucun bailleur n'a souhaité réaliser un projet.
Il s'agit d'un petit immeuble de rapport construit en fond de cour. Il se compose de deux appartements (1 T2 en rez-de-chaussée et un triplex) pour une surface d'environ 150 m², inoccupés depuis 2009.

M. Guy Beyler et Mme Véronique Thiel ont fait connaître leur souhait d'acquérir cette maison d'habitation.
Ils envisagent une complète réhabilitation du bien et la création d'une extension de leur actuel lieu de vie. En effet, M. Beyler est propriétaire d'un lot de copropriété dans le bâtiment B de la copropriété sise 22 route du Polygone. Cette extension fera la jonction entre les deux bâtiments.

L'actuel accès à cette maison se fait par l'entrée de l'immeuble privé voisin. Cela restera inchangé.

Proposition de vente.

Compte tenu de l'état général du bien et des valeurs actuelles du marché environnant, il est proposé de vendre cet immeuble au prix de 180.000 €.

Cette proposition a été acceptée par M. Beyler et Mme Thiel. Il est donc proposé de leur vendre cet immeuble en nom propre ou à toute personne morale qu'ils se substitueraient.

Conformément aux dispositions de l'article L5211-57 du Code des Collectivités Territoriales (article 43 de la loi 99-586 du 12 juillet 1999), le Conseil municipal est appelé à donner son avis sur ces projets de transactions immobilières envisagés par l'Eurométropole de Strasbourg sur le territoire de la ville de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les avis de France Domaine
vu l'article L5211-57 du Code des Collectivités Territoriales
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

donne un avis favorable aux projets de transactions immobilières de l'Eurométropole de Strasbourg ci-après :

1) la vente au profit de M. Morad SERHANE, ou toute personne morale qu'il se substituerait à titre gratuit, de l'immeuble sis 1, rue du Coudrier et cadastré :

Ban de Strasbourg
Section DZ parcelle 75 de 2.03 ares

au prix de 265 000 € (deux cent soixante cinq mille €uros), taxes et droits éventuels en sus à charge de l'acquéreur.

la vente sera assortie des conditions suivantes :

- *L'acquéreur s'interdit de revendre le bien dans un délai de cinq (5) ans à compter de la signature de l'acte de vente sans l'accord préalable de l'Eurométropole de Strasbourg.*

- *Un alignement légal est en cours de suppression au droit de l'immeuble mis en vente. Cependant, en cas de démolition de l'immeuble, l'acquéreur s'engage à rétrocéder à l'Eurométropole de Strasbourg, à l'euro symbolique, la part du terrain hachurée sur le plan ci-joint afin que la parcelle en cause puisse être incorporée au domaine public eurométropolitain.*

- *Déplacement de clôture : La clôture de l'immeuble cédé impacte le domaine public de voirie. L'acquéreur accepte de faire son affaire personnelle du déplacement de cette clôture sur la limite parcellaire actuelle de la parcelle ci-dessus désignée.*

2) la vente par l'Eurométropole au profit de la Société ACTIS Immobilier, représentée par M. Edouard SAUER ou toute personne morale qu'il se substituerait à titre gratuit, de l'assiette foncière après démolition du bâtiment A de l'immeuble sis 22, route du Polygone et provisoirement cadastrée :

Ban de Strasbourg/Neudorf :
Section DW (2)/162 d'une surface d'environ 1,56 ares

au prix de 139 244 € (cent trente neuf mille deux cent quarante quatre €uros), taxes et droits éventuels en sus

3) la vente par l'Eurométropole, au profit de M. Guy BEYLER et de Mme THIEL Véronique, ou toute personne morale qu'il se substituerait à titre gratuit, de la maison d'habitation sise 24a route du Polygone et cadastrée :

Ban de Strasbourg/Neudorf :
Section DW n° 535 de 2.28 ares
au prix de 180 000 € (cent quatre vingt mille euros),

4) les travaux de déconstruction à réaliser sur l'immeuble sis 22 route du Polygone à Strasbourg (partie avant), conformément au programme ci-avant exposé, pour un montant de 145 000 € TTC.

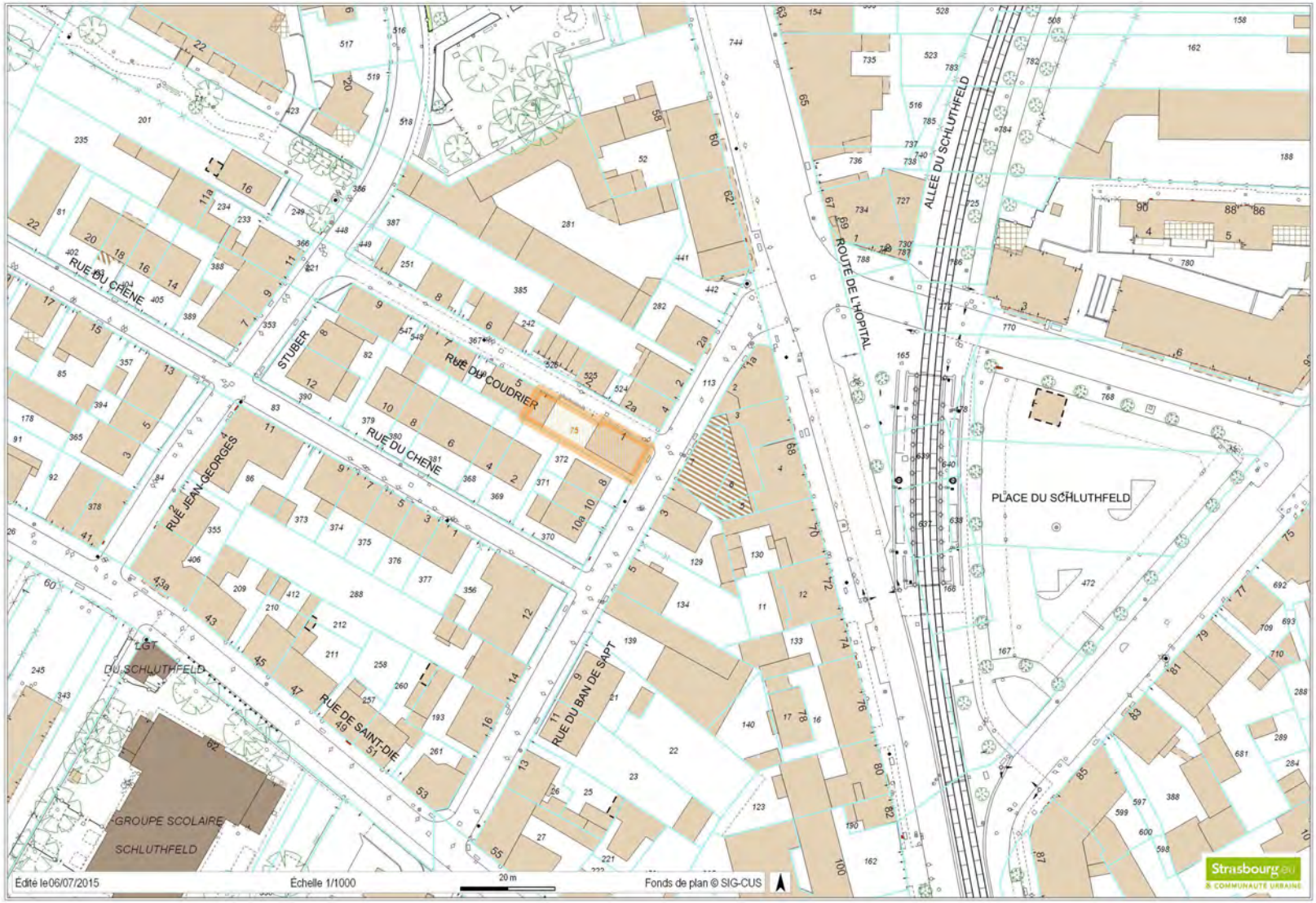
Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

Plan patrimoine Eurométropole - 1, rue du Coudrier à Strasbourg



Mise en vente de l'immeuble sis 1, rue du Coudrier à Strasbourg
Annexe 1 – Plan cadastral



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE ET DU DEPARTEMENT DU BAS RHIN

CONTRÔLE DES OPERATIONS IMMOBILIERES

France Domaine

Pôle Gestion Publique
France Domaine Bas-Rhin
4 Place de la République
CS 51022
67070 STRASBOURG cedex

AVIS DU DOMAINE
(valeur vénale)
(Décret n° 86-455 du 14 mars 1986 modifié)
Articles L 1211-1 et L 1211-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques

Pour nous joindre
Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 13
Télécopie : 03. 88. 10. 35. 01
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr

Avis n° 2015 - 213
ENQUETEUR Patrick GOGUELY
Cession amiable

1 **Service consultant :** Eurométropole de Strasbourg - affaire suivie par **Mme Yasmina NASSOUH.**
2 **Date de la consultation :** demande 24/02/2015 reçue le 02/03/2015
3 **Opération soumise au contrôle :** dans la perspective d'une rationalisation de sa gestion patrimoniale et de la mise en vente de certains de ses actifs, demande d'estimation de la valeur vénale d'un immeuble de rapport sis **1, rue du Coudrier** à Strasbourg.
4 **Propriétaire présumé :** Eurométropole de Strasbourg
5 **Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :**

Commune de STRASBOURG- NEUDORF

Références cadastrales :

Section	N°	Lieudit	Contenance (en are)
DZ	75	rue du Coudrier	2,03

Descriptif sommaire :

Petit immeuble du début des années 1900, édifié sur terrain de 2,03 ares (courette fermée par un portail électrique) composé d'un sous sol à usage de caves (sol en terre battue et faible hauteur sous plafond), d'un RDC composé d'un appartement de type III, d'un 1er étage droit et d'un 2ème étage mansardé aménagés en appartement duplex de type V, ainsi que de combles perdus.

Bâtiment annexe : garage indépendant construit en dur et couvert en shingle, édifiée en limite ouest de parcelle.

Surface Habitable (Loi carrez) : **161 m²** - *Surface Développée Pondérée Hors Œuvre* (SDPHO) : **253 m²**

Eurométropole de Strasbourg
Conduite de la politique foncière et immobilière
1, parc de l'étoile
67076 STRASBOURG Cedex

6. Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone de plan - C.O.S. - Servitudes - Etat du sous-sol - Eléments particuliers de plus-value et de moins-value - Voies et réseaux divers

Au POS en vigueur de STRASBOURG, la parcelle d'assise du bâtiment est située en zone **NDR UB2**

Etat d'Entretien

Le gros œuvre est en état moyen à correct (façades isolées par l'extérieur mais toiture non isolée et une gouttière manquante)

L'état de parties privatives est globalement moyen avec des rafraîchissements à prévoir et des problèmes de finition au niveau des sols et des plafonds.

Equipements

Chauffage électrique (un poêle à bois a été installé en appoint dans le salon du 1er étage), production d'eau chaude par cumulus, fenêtres bois double vitrage (1ère génération), volets roulants à lamelles horizontales.

Une partie au moins du réseau électrique n'est pas en conformité et selon les renseignements fournis par l'occupant de l'appartement duplex les radiateurs à accumulation ne fonctionnent plus correctement.

7. Etat locatif : : les deux appartements sont loués **9 373 € /an**. Le garage est vacant (source consultant 2011).

DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE :

Compte tenu des caractéristiques propres du bien à évaluer ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale actuelle de l'immeuble considéré peut être estimée à 265 000 € HT.

Nota :

- D'après les renseignements fournis par le consultant, la consistance et l'état de l'immeuble n'ont pas changé depuis la dernière visite. La présente évaluation est donc réalisée à partir des constats opérés à cette date.

- La valeur est donnée sans tenir compte de l'incidence des diagnostics et du coût des travaux éventuellement financés par les occupants, lesquels pourront être pris en compte sur justificatifs dans le cadre des négociations.

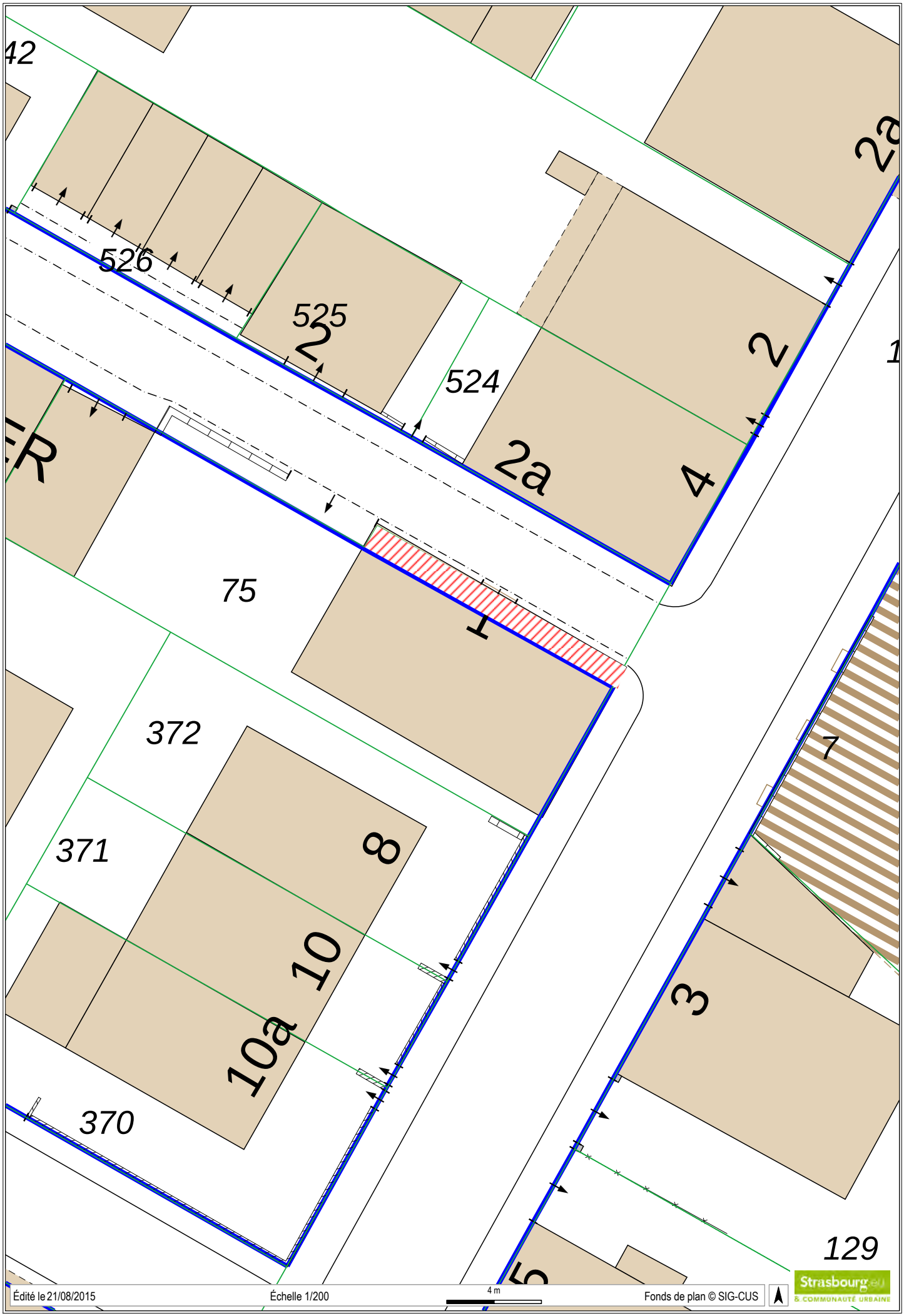
8 . Observations particulières

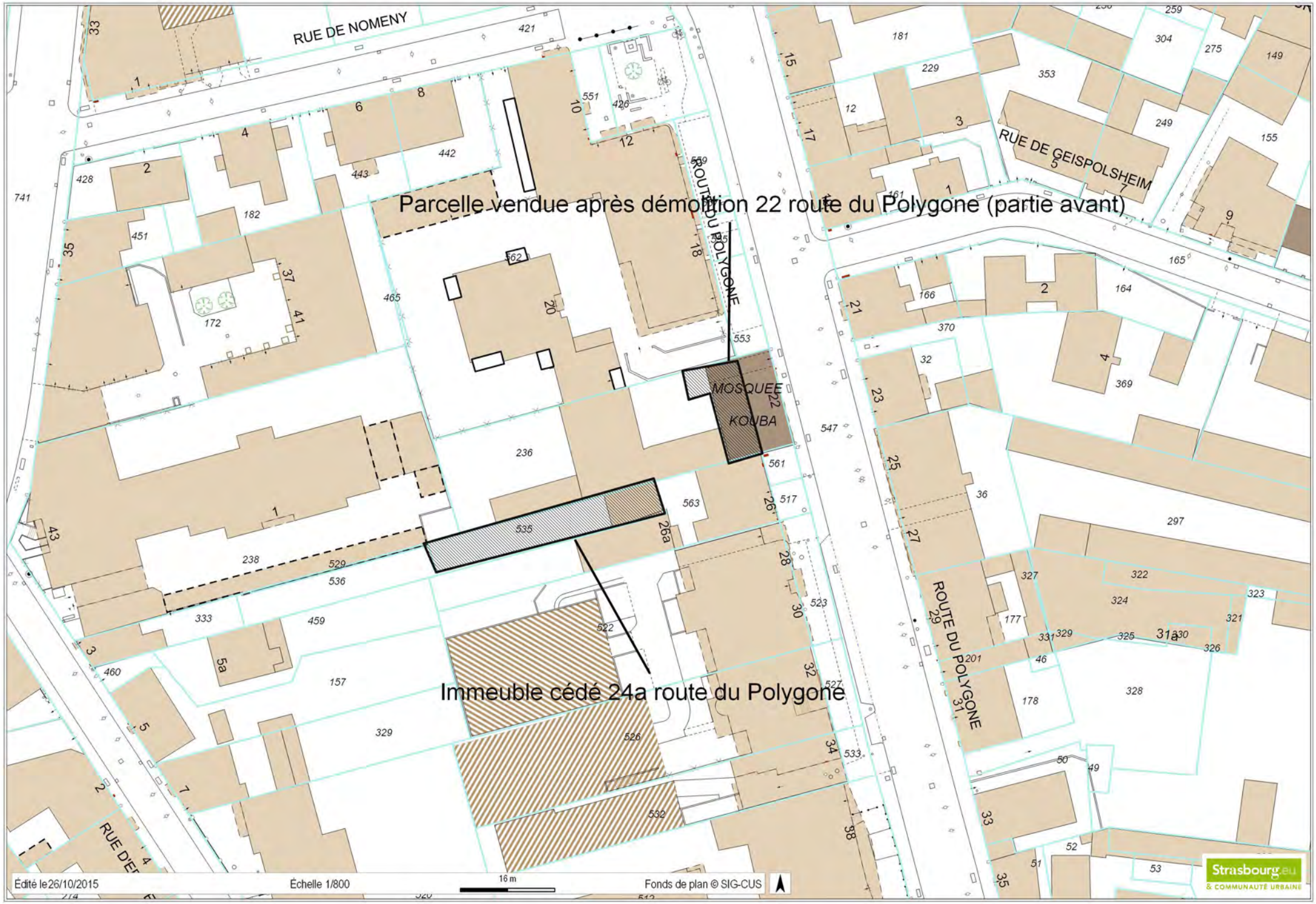
L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Elle est donnée pour une durée maximale d'un an.

A Strasbourg, le 16/03/2015

Pour le Directeur Régional des Finances Publiques
d'Alsace et du département du Bas-Rhin.

L'inspecteur du Domaine
Patrick GOGUELY


42
526
525
524
2a
2
4
75
1
372
371
8
10
10a
370
7
3
129
Édité le 21/08/2015
Échelle 1/200
4 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE


Parcelle vendue après démolition 22 route du Polygone (partie avant)
Immeuble cédé 24a route du Polygone
RUE DE NOMENY
ROUTE DU POLYGONE
RUE DE GEISPOLSHEIM
MOSQUEE KOUBA
Édité le 26/10/2015
Échelle 1/800
16 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

Plan patrimoine Eurométropole - 22 24a, route du Polygone









14 AOUT 2015
POLICE DU BATIMENT

REPERAGE



Construction et extension d' immeubles 22 Route du polygone 67100 Strasbourg	PC	N°06.1	BATIMENT A_ INSERTION PAYSAGERE	Indice: en cours Ech: - Date: AOUT 2015	Maître d'ouvrage / Maître d'oeuvre ABCD Architecture

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE ET DU DEPARTEMENT DU BAS RHIN

CONTROLE DES OPERATIONS IMMOBILIERES

France Domaine

Pôle Gestion Publique
France Domaine Bas-Rhin
4 Place de la République
CS 51022
67070 STRASBOURG cedex

AVIS DU DOMAINE
(valeur vénale)

Décret n° 86-455 du 14 mars 1986 modifié
Articles L 1211-1 et L 1211-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques

Pour nous joindre
Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 13
Télécopie : 03. 88. 10. 35. 01
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr

Avis n° 2015/1275
Enquêteur : Patrick GOGUELY
Cession amiable

1. **Service consultant :** Eurométropole de Strasbourg. Affaire suivie par **Mme Yasmina NASSOUH.**
2. **Date de la consultation :** 09/10/2015 reçue le 13/10/2015
3. **Opération soumise au contrôle :** cession d'une emprise de terrain de 1,56 ares, à distraire d'une parcelle située 22, route du Polygone à Strasbourg.
4. **Propriétaire présumé :** Eurométropole de Strasbourg
5. **Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :**

Commune de STRASBOURG – NEUDORF

Désignation cadastrale :

Section	n°	Lieudit	Superficie parcelle	Supercie cédée
DW	236	rue du polygone	9,82	1,56
		TOTAL	**9,82**	**1,56**

Descriptif sommaire :

Terrain d'environ 1,56 ares (arpentage non réalisé), à détacher d'une parcelle de 9,82 ares sur-bâtie d'un immeuble usage mixte (habitation/commerce)
Le terrain sera cédé à l'état nu (démolition du bâti au frais de la collectivité).

6. Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone de plan - C.O.S. - Servitudes - Etat du sous-sol - Eléments particuliers de plus-value et de moins-value - Voies et réseaux divers :

Au POS en vigueur de Strasbourg, la parcelle mère est située en zone **NDF UB5** (hauteur maximale des constructions : 15 mètres, emprise au sol maximale 60 %, COS non réglementé).

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Service Politique immobilière et Foncière
1, parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG Cedex

Le terrain est partiellement grevé au profit de la CUS de l'emplacement réservé **NDR B8**, destiné à l'élargissement de la route du polygone.

7. Etat locatif : /

DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE :

Compte tenu des caractéristiques propres du bien à évaluer ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur actuelle de l'emprise considérée estimée à l'état nu et libre, peut être fixée à 114 000 € HT.

8. Observations particulières

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Elle est donnée pour une durée maximale d'un an.

A Strasbourg le 04/11/2015

Pour l'administrateur général,
Directeur Régional des Finances Publiques
d'Alsace et du Bas-Rhin

L'inspecteur du Domaine
Patrick GOGUELY

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE ET DU DEPARTEMENT DU BAS RHIN

CONTROLE DES OPERATIONS IMMOBILIERES

France Domaine

Pôle Gestion Publique
France Domaine Bas-Rhin
4 Place de la République
CS 51022
67070 STRASBOURG cedex

AVIS DU DOMAINE
(valeur vénale)

Décret n° 86-455 du 14 mars 1986 modifié
Articles L 1211-1 et L 1211-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques

Pour nous joindre
Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 00
Télécopie : 03. 88. 10. 35. 11
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr

Avis n° 2015/1274
Enquêteur : Patrick GOGUELY
Cession amiable

Service consultant : Eurométropole de Strasbourg. Affaire suivie par **Mme Yasmina NASSOUH.**
Date de la consultation : demande du 09/10/2015, reçue le 13/10/2015
Opération soumise au contrôle : cession d'un immeuble sis 24 a, route du Polygone à Strasbourg.
Propriétaire présumé : Eurométropole de Strasbourg
Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :

Commune de STRASBOURG- NEUDORF

Références cadastrales :

Section	n°	Lieudit	contenance
DW	535/162	24, rue du Polygone	2,28
		TOTAL	**2,28**

Descriptif sommaire :

Petit immeuble de rapport des années 1900 édifié en fond de cour et en double mitoyenneté comportant un sous-sol complet à usage de caves (sol en terre battue, hauteur < à 1.80 mètres), un appartement de type II au RDC, composé d'une cuisine, d'une salle de bains borgne avec WC, d'un séjour et d'une chambre, un appartement triplex avec cuisine carrelée, grand séjour au 1er étage, salle de bains avec lavabo et baignoire, WC séparé et grande pièce de couchage au 2ème étage mansardé (chaque pièce est équipée d'une ou deux fenêtres de toit), petite pièce mansardée avec fenêtre de toit dans les combles.

Surface Développée Pondérée Hors Œuvre (SDPHO) : **156 m².**

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Conduite de la politique foncière et immobilière
1, parc de l'étoile
67076 STRASBOURG Cedex

6. Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone de plan - C.O.S. - Servitudes - Etat du sous-sol - Eléments particuliers de plus-value et de moins-value - Voies et réseaux divers

Au POS en vigueur de STRASBOURG, la parcelle d'assise du bâtiment est située en zone **UB5.**

Environnement : quartier en cours de réhabilitation, situation au calme en fond de cour avec petit terrain d'aisance à l'arrière, immeuble édifié en double mitoyenneté, absence de garage et/ou de place de stationnement.
Gros œuvre : façade et toiture en état globalement correct.
Parties privatives : inoccupées depuis un certain temps mais en état globalement correct.
Niveau de confort satisfaisant : fenêtres double vitrage, volets roulants, chauffage électrique.

7. Etat locatif : libre

DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE :

Compte tenu des caractéristiques propres du bien à évaluer ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale actuelle de l'immeuble considéré peut être fixée à 185 000 € HT.

Nota :

- Les caractéristiques prises en compte sont celles observées sur place en 2013, l'immeuble n'ayant pas subi de détérioration ou d'amélioration depuis cette date (source consultant).
- La présente évaluation ne tient pas compte des coûts liés à la présence éventuelle d'amiante.

8. Observations particulières

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Elle est donnée pour une durée maximale d'un an.

A Strasbourg, le 29/10/2015

Pour l'administrateur général,
Directeur Régional des Finances Publiques
d'Alsace et du Bas-Rhin

L'inspecteur du Domaine
Patrick GOGUELY

29

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Projets de transactions immobilières de l'Eurométropole de Strasbourg sur le territoire de la Ville de Strasbourg (avis du Conseil municipal - Article L 5211-57 du CGCT).

Conformément aux dispositions de l'article L5211-57 du Code Général des Collectivités Territoriales (art 43 de la loi 99-586 du 12 juillet 1999), le Conseil est appelé à donner son avis sur les projets de transactions immobilières prévus par l'Eurométropole de Strasbourg sur le territoire de la Ville de Strasbourg, à savoir la :

1. **Vente par l'Eurométropole d'une parcelle située rue Thomas Mann à Hautepierre**

Dans le cadre de l'avenant 14 à la concession d'aménagement de la ZAC de Hautepierre du 30 décembre 1967, l'Eurométropole de Strasbourg a acquis auprès de la SERS une parcelle de 3,30 ares située Rue Thomas Mann – Maille Athéna dans le quartier de Hautepierre.

Cette parcelle forme une bande de terrain séparant deux bâtiments (n°4 et n°6 rue Thomas Mann), sur laquelle empiète en partie le bâtiment se situant au n°4 rue Thomas mann. Les deux parcelles voisines (n°4 et n°6 rue Thomas Mann) appartiennent toutes deux à l'association DITIB.

Ladite parcelle, étant partiellement encombrée et ne présentant pas d'utilité pour la collectivité, il est proposé de la céder à l'Association DITIB. Cette vente permettra à l'association de posséder à cet endroit une unité foncière d'un seul tenant.

La parcelle, d'une superficie de 3,30 ares, a été estimée par les services fiscaux à la valeur vénale de 13 000,00 €, soit 4 000 € de l'are. Il est proposé de procéder à la cession moyennant le prix estimé par France Domaines.

2. **Acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg de deux parcelles situées Maille Catherine à Hautepierre**

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine (PRU) du quartier de Hautepierre engagé en 2009, Foncière Logement est l'un des partenaires signataire de la convention ANRU et

réalise à ce titre, des logements sur des terrains appelés « contreparties ». Ces contreparties lui sont cédées à l'euro symbolique par la collectivité et les bailleurs sociaux au titre de sa participation financière au projet de rénovation urbaine.

L'intervention de Foncière Logement dans le Projet de rénovation urbaine a vocation à contribuer à l'effort de diversification de l'habitat au sein du quartier en proposant une offre de logements locatifs libres positionnés en cœur des mailles.
Ces opérations contribuent au renouveau et à l'attractivité du quartier ainsi qu'à la possibilité de parcours résidentiels différentiés pour les habitants.

Les contreparties Foncière Logement sur le PRU de Hautepierre consistent en deux terrains situés maille Catherine :

- Le terrain C14-1 : d'une surface de 2824 m2, il est situé à l'angle des avenues Molière et Tolstoï, et permettra la réalisation d'une opération comprenant 21 logements collectifs et maisons en bande.
- Le terrain C14-2 : d'une surface de 1936 m2, il est situé à l'angle de l'avenue Molière et de la rue Marguerite Yourcenar, et permettra la réalisation d'une opération comprenant 18 logements collectifs et maisons de ville.

Afin de pouvoir engager ces projets, il revient à l'Eurométrople, en tant que pilote du PRU, de procéder à la réunification foncière des emprises puis dans un second temps, de les céder à l'euro symbolique aux opérateurs du 1% logement qui auront été désignés au terme des consultations d'opérateurs menées conjointement par l'UESL, l'ANRU et l'Eurométropole.

L'Eurométropole est en partie propriétaire des terrains d'assiette ciblés, mais doit également acquérir deux parcelles complémentaires qui sont la propriété de CUS-Habitat. Ces parcelles font respectivement 1,12 are et 0,58 are.

Ces acquisitions auprès du bailleur seront réalisées à l'euro symbolique conformément aux engagements pris dans le cadre de la convention ANRU.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de France Domaines
vu l'article L 5211-57 du CGCT
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
donne

un avis favorable aux projets de transactions immobilières de l'Eurométropole suivants :

1) la vente par l'Eurométropole de Strasbourg au profit de l'Association DITIB (ou toute autre personne morale qu'il lui plaira de se substituer avec l'agrément de

l'Eurométropole) de la parcelle située rue Thomas Mann – Maille Athéna dans le quartier de Hautepierre à Strasbourg, cadastrée :

Commune de Strasbourg
Banlieue de Cronenbourg – Koenigshoffen
Lieudit Spendersanwand
Section LS n°538/90 de 3,30 ares ;

moyennant le prix de TREIZE MILLE EUROS (13 000,00 €), frais éventuels à la charge de l'acquéreur.

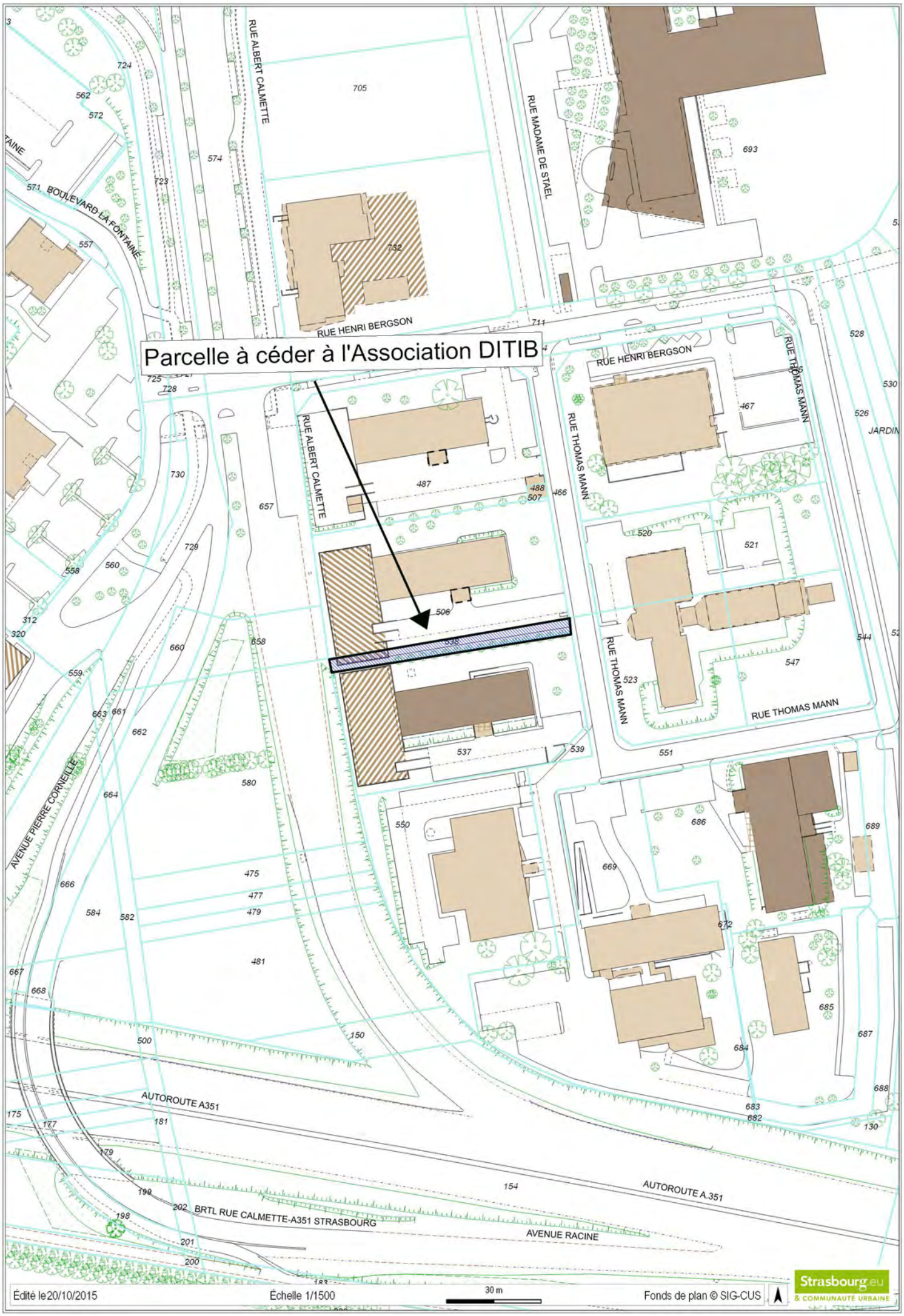
2) *l'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg auprès de CUS-Habitat de deux parcelles situées Maille Catherine dans le quartier de Hautepierre à Strasbourg, et provisoirement cadastrées :*

Commune de Strasbourg
Banlieue de Cronenbourg – Koenigshoffen
Lieudit Boulevard Balzac
- *Section LP n°(7)/69 de 1,12 are (issue de la parcelle cadastrée section LP n°502/69 de 94,82 ares) ;*
- *Section LP n°(8)/69 de 0,58 are (issue de la parcelle cadastrée section LP n°502/69 de 94,82 ares),*

moyennant le prix de vente total de UN EURO (1,00 €uros) symbolique, frais éventuels en sus à la charge de l'acquéreur.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15



Édité le 20/10/2015 | Échelle 1/1500 | 30 m | Fonds de plan © SIG-CUS | Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300

France Domaine
DIVISION DU DOMAINE
DU BAS-RHIN

4 place de la République
CS 51022
67070 STRASBOURG Cedex
☎ 03 88 10 35 00
🖷 03 88 10 35 01

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

CONTROLE DES OPÉRATIONS IMMOBILIERES

AVIS DU DOMAINE

(Valeur vénale)
(Décret n° 86-455 du 14 mars 1986 modifié)
Articles L1211-1 et L1211-2 du Code générale de la propriété des personnes publiques(

Enquêteur : Eliane BAEHR
☎ 03 88 10 35 14

Courriel : eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr

N° 2015/1126

Acquisition et cession amiables

1 -Service consultant : Ville et Eurométropole de Strasbourg. - Affaire suivie par Mme Héléna KRZYSZOWSKI (helena.krzyszowski@strasbourg.eu).
2 -Date de la consultation : Demande du 14/09/2015 reçue le 18/09/2015.
3 -Opération soumise au contrôle (objet et but) : Projet d'acquisition puis de cession d'un terrain sis lieu-dit Spendersanwand, Maille Athéna à Hautepierre. Actualisation de l'avis n° 2014/1221.
4 - Propriétaires présumés : SERS
5 - Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :

Ville de STRASBOURG – HAUTEPIERRE

Section	Parcelle	Superficie/ares	Zonage POS
LS	538	3,3	HAU UX1

L'emprise foncière de forme très allongée s'étend entre les immeubles de bureaux n° 4 et 6 rue Thomas Mann à Hautepierre. L'acquisition auprès de la SERS est destinée à la vente ultérieure aux propriétaires des immeubles situés de part et d'autre.

Ville et Eurométropole de Strasbourg

Service Politique foncière et immobilière

1 Parc de l'Etoile

67076 STRASBOURG Cedex

5a - Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone de plan - C.O.S. - Servitudes - État du sous-sol - Éléments particuliers de plus-value et de moins-value - Voies et réseaux divers :
Parcelle située en zone HAU UX1 du POS de Strasbourg suivant la dernière modification approuvée le 19/12/2014.
Y sont admis, les réhabilitations de logements non liés à une entreprise, les bureaux, les hôtels, les restaurants, les bâtiments de service aux entreprises.
Emprise au sol maximum de 75 %, hauteur maximum des constructions de 15 m.

Qualification du terrain :
La parcelle a la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 13-15§ II du Code de l'expropriation car située dans une zone déclarée constructible en l'état actuel du POS applicable et desservie par les réseaux.

6. Situation locative :./.

7. DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE :

Compte tenu de la nature de l'immeuble en cause, de sa situation, de ses caractéristiques ainsi que du marché local, la valeur vénale à l'état nu et libre est estimée à :

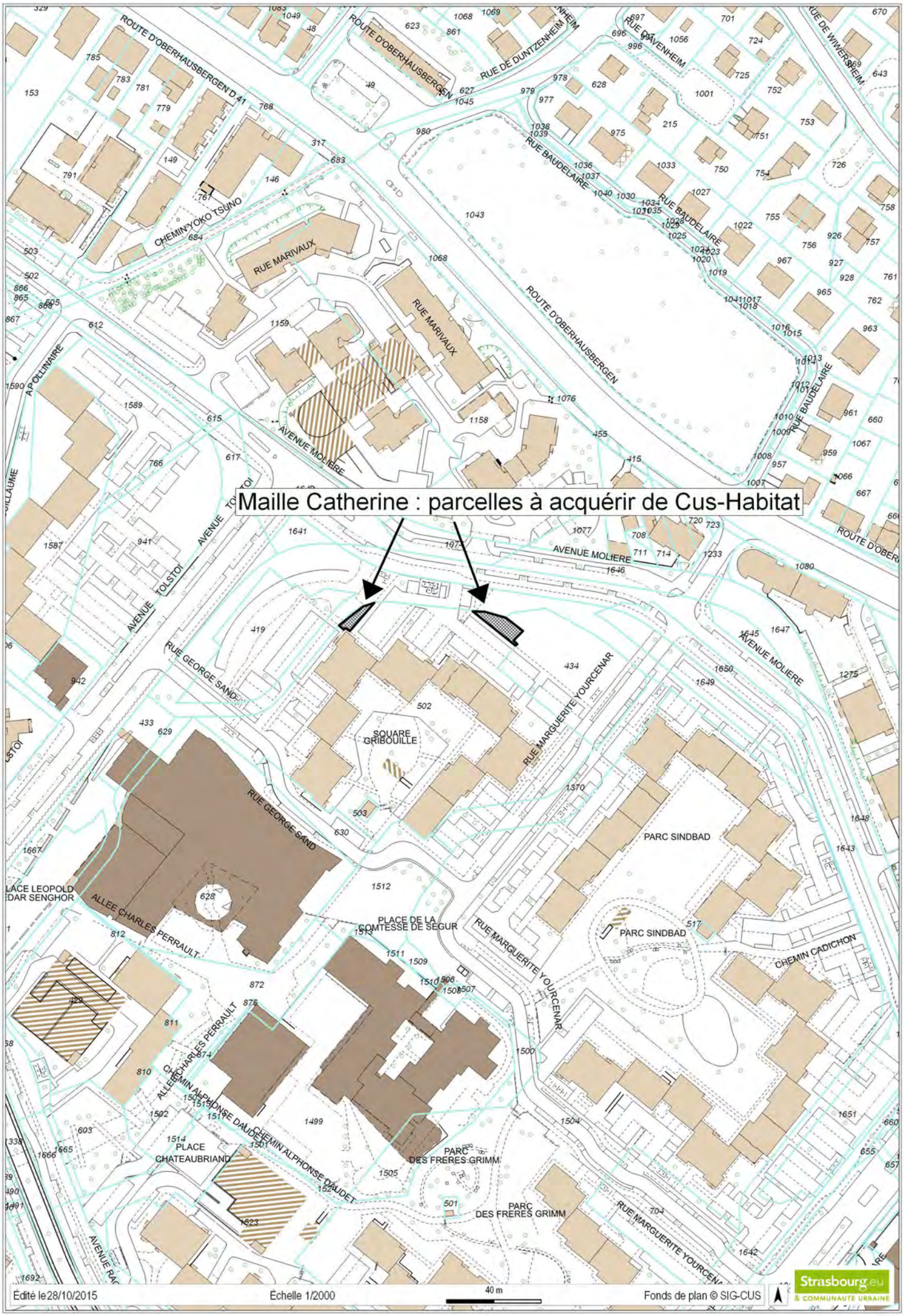
4 000 € HT/are,
Soit une valeur arrondie de 13 000 € HT pour 3,30 ares.

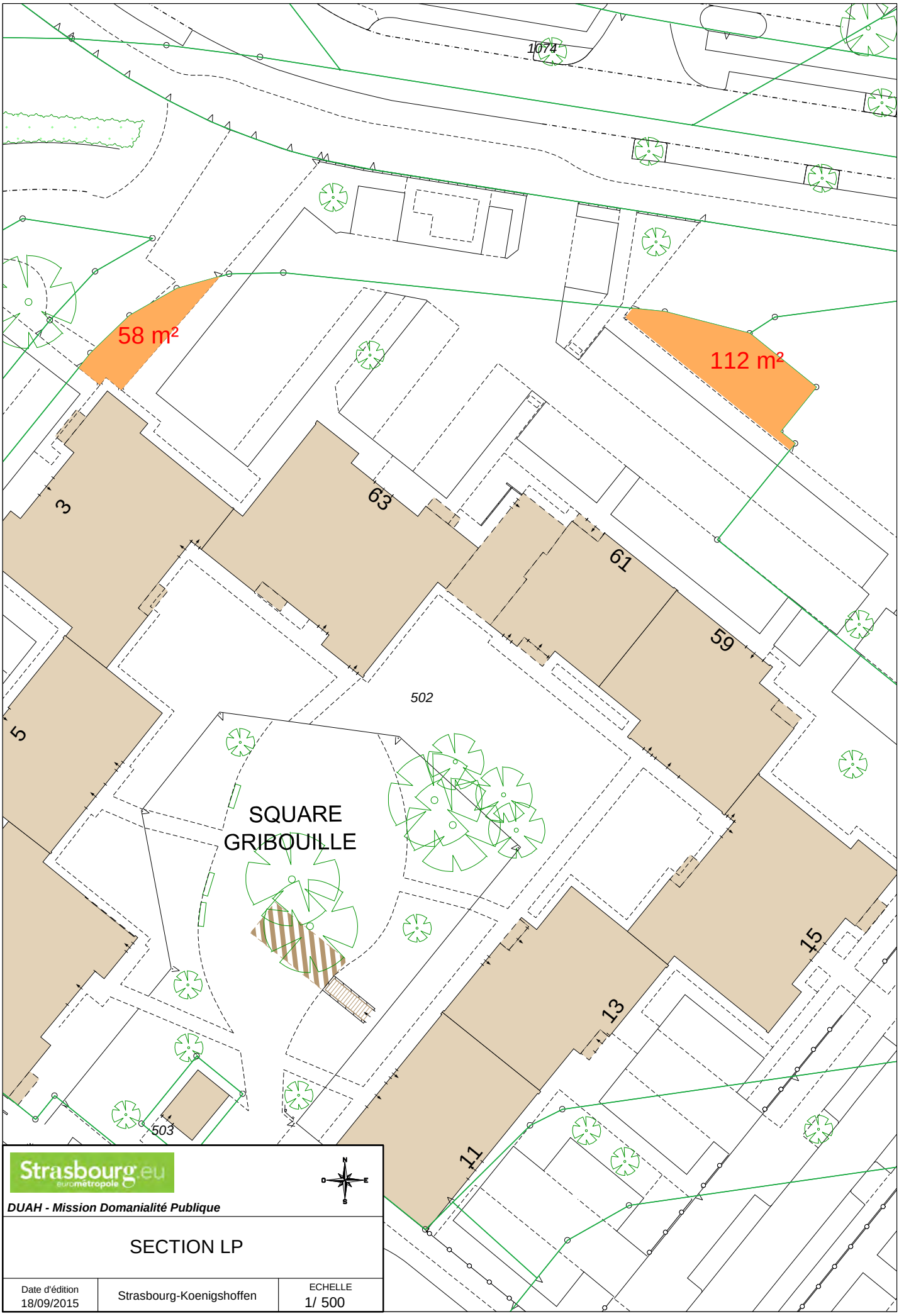
8. Observations particulières :
La présente évaluation est communiquée en vue d'une d'une acquisition puis d'une cession immobilière visées par la loi n° 95-127 du 08 février 1995 prévoyant une délibération obligatoire au vu d'un avis du Service du Domaine.
Cette évaluation correspond à la valeur vénale actuelle, une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai **d'un an**.
L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n°78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pièces jointes : ./.

A Strasbourg, le 21/09/2015
Pour le Directeur Régional par intérim,
L'Inspectrice des Finances Publiques,

Eliane BAEHR


Maille Catherine : parcelles à acquérir de Cus-Habitat
ROUTE D'OBERHAUSBERGEN D 41
ROUTE D'OBERHAUSBERGEN
RUE DE DUNTZENHEIM
RUE BAUDELAIRE
CHEMIN YOKO TSUNO
RUE MARIVAUX
ROUTE D'OBERHAUSBERGEN
AVENUE MOLIERE
APOLLINAIRE
AVENUE TOLSTOI
RUE GEORGE SAND
SQUARE GRIBOUILLE
RUE MARGUERITE YOURCENAR
PARC SINDBAD
ALLEE CHARLES PERRAULT
PLACE DE LA COMTESSE DE SEGUR
CHEMIN CADICHON
CHEMIN ALPHONSE DAUDET
PLACE CHATEAUBRIAND
PARC DES FRERES GRIMM
Édité le 28/10/2015
Échelle 1/2000
40 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE



Strasbourg.eu
eurométropole

N
O
E
S

DUAH - Mission Domanialité Publique

SECTION LP

Date d'édition		ECHELLE
18/09/2015	Strasbourg-Koenigshoffen	1/ 500

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300

France Domaine
DIVISION DU DOMAINE
DU BAS-RHIN

4 place de la République
CS 51022
67070 STRASBOURG Cedex
☎ 03 88 10 35 00
🖷 03 88 10 35 01

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

CONTROLE DES OPÉRATIONS IMMOBILIERES

AVIS DU DOMAINE

(Valeur vénale)
(Décret n° 86-455 du 14 mars 1986 modifié)
Articles L1211-1 et L1211-2 du Code générale de la propriété des personnes publiques

Enquêteur : Eliane BAEHR
☎ 03 88 10 35 14

Courriel : eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr

N° 2015/1298
Acquisition amiable

1 -Service consultant : Ville et Eurométropole de Strasbourg. Affaire suivie par Mme KRZYSZOWSKI (helena.krzyszowski@strasbourg.eu).
2 - Date de la consultation : Demande du 12/10/2015, reçue le 19/10/2015.
3 -Opération soumise au contrôle (objet et but) : Projet d'acquisition de deux emprises foncières, sis Maille Catherine à Strasbourg-Hautepierre.
4 - Propriétaires présumés : CUS Habitat.
5 - Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :

Ville de STRASBOURG - HAUTEPIERRE

Section	Parcelle	Superficie/ ares	Superficie à détacher/ares	Zonage POS
LP	502	94,82	1,70	HAU UB4

L'acquisition envisagée porte sur deux emprises de 1,12 et 0,58 are faisant partie des abords d'une parcelle totalement encombrée. L'opération s'inscrit dans le cadre de la poursuite du renouvellement urbain du quartier de Hautepierre.

Ville et Eurométropole de Strasbourg

Service Politique foncière et immobilière

1 Parc de l'Etoile

67076 STRASBOURG Cedex

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS

5a - Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone de plan - C.O.S. - Servitudes - État du sous-sol - Éléments particuliers de plus-value et de moins-value - Voies et réseaux divers :
Parcelles situées en zone HAU UB4 au POS de la Strasbourg suivant la modification approuvée le 19/12/2014.
Sont admises en zone UB, les constructions à usage d'habitation, de bureau, ainsi que les constructions à caractère commercial et de services.
Emprise au sol maximum de 75 %, hauteur maximum de 20 m, COS non réglementé.
Qualification des terrains :
Les parcelles ont la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 13-15§ II du Code de l'expropriation car situées dans une zone déclarée constructible en l'état actuel du POS applicable et desservies par les réseaux.

6. Situation locative : ./.

7. DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE :

Compte tenu de la nature de l'immeuble en cause, de sa situation, de ses caractéristiques ainsi que du marché local, la valeur vénale est estimée à :

11 500 € HT/are, soit une valeur de 19 550€ HT pour 1,70 ares.

8. Observations particulières :
La présente évaluation est communiquée en vue d'une acquisition immobilière visée par la loi n° 95-127 du 08 février 1995 prévoyant une délibération obligatoire au vu d'un avis du Service du Domaine.
Cette évaluation correspond à la valeur vénale actuelle, une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai **d'un an**.
L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n°78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pièces jointes : ./

A Strasbourg, le 05 novembre 2015
Pour l'Administrateur général,
Directeur régional des Finances publiques d'Alsace et du Bas-Rhin.
L'Inspectrice des Finances Publiques,

Eliane BAEHR

30

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Mise en place d'un marché public de diagnostics techniques immobiliers avant location, cession ou démolition de biens immobiliers.
Convention de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg pour la réalisation de diagnostics techniques immobiliers avant location, cession ou démolition de biens immobiliers.

Dans le cadre de la gestion de son patrimoine immobilier bâti, la Ville de Strasbourg est tenue de faire établir un certain nombre de diagnostics immobiliers avant location, cession ou démolition de biens immobiliers.

Depuis le 1er novembre 2007, les différents diagnostics techniques immobiliers obligatoires sont regroupés dans un dossier unique appelé dossier de diagnostic technique (DDT)**.**

Ce dossier doit obligatoirement être annexé à toute promesse de vente et à toute vente d'un immeuble, et être fourni par le propriétaire au locataire d'un local d'habitation ou d'un local à usage mixte d'habitation et professionnel.

Il doit être rédigé par un professionnel dont les compétences ont été certifiées par un organisme accrédité et qui a souscrit une assurance couvrant sa responsabilité (type AFAQ-AFNOR, Bureau VERITAS certification..).

Le marché a pour objet la réalisation de différents diagnostics obligataires à la charge du propriétaire lors d'une vente immobilière ou lors d'une mise en location d'un bien immobilier, à savoir :

Diagnostics le cas échéant à la charge du propriétaire vendeur :

- Le constat des risques d'exposition au PLOMB
- L'état mentionnant l'absence ou la présence d'AMIANTE
- L'état relatif à la présence de TERMITES
- L'état de l'installation intérieure de GAZ naturel
- L'état de l'installation intérieure d'ELECTRICITE
- L'état des RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

- Le diagnostic de PERFORMANCE ENERGETIQUE
- Le diagnostic ASSAINISSEMENT
- L'attestation de mesurage (Loi CARREZ)
- Le diagnostic technique de mise en copropriété
- Le diagnostic logement décent.

Diagnostics le cas échéant à la charge du propriétaire bailleur :

- Le constat des risques d'exposition au PLOMB
- L'état des RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES
- Le diagnostic de PERFORMANCE ENERGETIQUE
- Le diagnostic logement décent.

Diagnostic le cas échéant à la charge du propriétaire :

- Le diagnostic amiante avant travaux ou démolition.

S'agissant de missions ponctuelles en fonction des ventes d'éléments du patrimoine de la ville de Strasbourg, le principe du marché à bons de commandes sans montant minimum ni maximum prévu à l'article 77 du code des marchés publics est proposé pour une année reconductible trois fois.

Les prestations ci-dessus décrites présentant des caractéristiques similaires pour la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, il est proposé d'arrêter les bases d'un montage commun. Il s'inscrit dans la logique du groupement de commandes associant les deux collectivités sous la coordination de la ville de Strasbourg et a pour double objectif un allégement des formalités et des frais de gestion administrative liés au traitement d'une seule procédure ainsi que des économies d'échelle.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *la convention constitutive du groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, dont la Ville assurera la mission de coordonnateur,*

- *la passation du marché permettant la réalisation de différents diagnostics obligataires à la charge du propriétaire lors d'une vente d'un bien immobilier ou lors d'une mise en location d'un bien immobilier, ou la destruction d'un bien immobilier d'une durée d'un an reconductible 3 fois,*

à savoir :

Diagnostics le cas échéant à la charge du propriétaire vendeur :

- *Le constat des risques d'exposition au PLOMB*
- *L'état mentionnant l'absence ou la présence d'AMIANTE*
- *L'état relatif à la présence de TERMITES*
- *L'état de l'installation intérieure de GAZ naturel*
- *L'état de l'installation intérieure d'ELECTRICITE*
- *L'état des RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES*
- *Le diagnostic de PERFORMANCE ENERGETIQUE*
- *Le diagnostic ASSAINISSEMENT*
- *L'attestation de mesurage (Loi CARREZ)*
- *Le diagnostic technique de mise en copropriété*
- *Le diagnostic logement décent.*

Diagnostics le cas échéant à la charge du propriétaire bailleur :

- *Le constat des risques d'exposition au PLOMB*
- *L'état des RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES*
- *Le diagnostic de PERFORMANCE ENERGETIQUE*
- *Le diagnostic logement décent.*

Diagnostic le cas échéant à la charge du propriétaire :

- *Le diagnostic amiante avant travaux ou démolition.*

décide

sous réserve de l'inscription des crédits aux budgets, l'imputation de la dépense sur les crédits, fonction 824, Nature 6226, Service AD03A

autorise

le Maire ou son représentant :

- *à signer la convention de groupement de commandes ci-jointe ;*
- *à lancer la consultation, à prendre les décisions y relatives, à signer et à exécuter les marchés en résultant.*

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

Ville
de Strasbourg

Eurométropole
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Art. 8-VII second tiret du Code des marchés publics

DIAGNOSTICS TECHNIQUES IMMOBILIERS AVANT LOCATION, CESSION OU DEMOLITION DE BIENS IMMOBILIERS

Vu le titre II, article 8 du Code des marchés publics relatif à la coordination et aux groupements de commandes, il est constitué :

Entre

La Ville de Strasbourg, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2015

Et

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Monsieur Robert HERRMANN Président, agissant en application d'une délibération de la Commission Permanente du Conseil de l'Eurométropole du 17 décembre 2015

un groupement de commandes pour la conclusion d'un marché ayant l'objet suivant :

La réalisation de diagnostics techniques immobiliers avant location, cession ou démolition de biens immobiliers :

Ces missions seront divisées en un lot unique.

SOMMAIRE

Préambule **4**

Article 1 : Constitution du groupement **5**

Article 2 : Objet du groupement **5**

Article 3 : Organes du groupement **5**

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur **5**

Article 5 : Responsabilité **6**

Article 6 : Fin du groupement **6**

Article 7 : Règlement des différends entre les parties **7**

Préambule

Dans le cadre de la gestion de leurs patrimoine immobiliers bâti, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg sont tenues de faire établir, un certain nombre de diagnostics immobiliers avant location; cession ou démolition de biens immobiliers.

Depuis le 1er novembre 2007, les différents diagnostics techniques immobiliers obligatoires sont regroupés dans un dossier unique appelé dossier de diagnostic technique (DDT)**.**

Ce dossier doit obligatoirement être annexé à toute promesse de vente et à toute vente d'un logement et être fourni par le propriétaire au locataire d'un local d'habitation ou d'un local à usage mixte d'habitation et professionnel.

Il doit être rédigé par un professionnel, dont les compétences ont été certifiées par un organisme accrédité et qui a souscrit une assurance couvrant sa responsabilité (type AFAQ-AFNOR, Bureau VERITAS certification..).

Le marché a pour objet la réalisation de différents diagnostics obligataires à la charge du propriétaire lors d'une vente d'immobilière ou lors d'une mise en location d'un bien immobilier, à savoir :

Diagnostics le cas échéant à la charge du propriétaire vendeur :

- Le constant des risques d'exposition au PLOMB
- L'état mentionnant l'absence ou la présence d'AMIANTE
- L'état relatif à la présence des TERMITES
- L'état de l'installation intérieure de GAZ naturel
- L'état de l'installation intérieure d'ELECTRICITE
- L'état des RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES
- Le diagnostic de PERFORMANCE ENERGETIQUE
- Le diagnostic ASSAINISSEMENT
- L'attestation de mesurage (Loi CARREZ)
- Le diagnostic technique de mise en copropriété
- Le diagnostic logement décent.

Diagnostics le cas échéant à la charge du propriétaire bailleur :

- Le constant des risques d'exposition au PLOMB
- L'état des RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES
- Le diagnostic de PERFORMANCE ENERGETIQUE
- Le diagnostic logement décent.

Diagnostic le cas échéant à la charge du propriétaire :

- Le diagnostic amiante avant travaux ou démolition.

.

Ces missions seront divisées en un lot unique.

S’agissant de missions ponctuelles en fonction de l'avancement du travail d'identification des biens à céder et du contexte du marché immobilier, le principe du marché à bons de commande sans montant minimum et maximum prévu à l'article 77 du Code des marchés publics est proposé pour une année reconductible trois fois.

Dans la mesure où une démarche analogue est conduite par les deux collectivités, il est jugé préférable que les missions confiées soient effectuées de façon globale par un prestataire unique avec la même méthodologie et les mêmes objectifs. La désignation d'un tel prestataire est rendue possible par la constitution d'un groupement de commandes sous la coordination de la Ville de Strasbourg, conformément à l'article 8 VII second tiret du Code des marchés publics étant donné que le nombre d'immeubles municipaux est plus important que celui du patrimoine communautaire.

Ceci exposé, les parties sont convenues de ce qui suit :

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg un groupement de commandes régi par le Code des marchés publics, notamment son article 8.VII second tiret, et la présente convention.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement de l'article 8.VII second tiret du Code des marchés publics, ci-après désigné *«le groupement»* a pour objet la passation et l'exécution d'un marché public pour un prestataire expert de l'immobilier chargé de la vente d'actifs immobiliers du patrimoine privé.

Les prestations seront exécutées dans le cadre d'un marché à bons de commande sans montant minimum et maximum (par émission de bons de commande successifs), selon les besoins de la collectivité.

Un lot unique sera constitué:
- Lot n°1 : Diagnostics techniques immobiliers

Le délai d'exécution et la durée du marché sont définis comme suit :
- le marché est conclu pour une période initiale de 1 an débutant à compter de la notification,
- le marché peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de 3 ans.

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg ont convenu de désigner la Ville en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer, de notifier et d'exécuter le marché considéré, conformément aux termes de l'article 8.VII second tiret du Code des marchés publics.

Le marché sera passé selon le principe du marché à bons de commande sans montant minimum et maximum prévu à l'article 77 du Code des marchés publics.

En application de l'article 8.VII dernier alinéa du Code des marchés publics, la commission d'appels d'offres de la Ville, agissant en qualité de coordinateur du groupement, est désignée pour choisir le titulaire du marché. Elle est composée des membres suivants :

Titulaires	Suppléants
Michael SCHMIDT	Henri DREYFUS
Michèle SEILER	Abdelaziz MELIANI
Françoise BEY	Jean-Baptiste GERNET
Eric SCHULTZ	Françoise WERCKMANN
Thomas REMOND	Thierry ROOS

La Personne Responsable du Marché est Mme Chantal CUTAJAR.

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation du marché au nom des membres du groupement. Il tient à la disposition de l'Eurométropole de Strasbourg les informations relatives au déroulement du marché. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;

- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;

- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;

- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection du cocontractant (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultation des entreprises, réception des offres, analyse des offres, rapport de présentation, etc.) ;

- de communiquer, le cas échéant, à l'Eurométropole de Strasbourg les documents nécessaires du marché en ce qui la concerne ;

- de signer et de notifier le marché,

- de transmettre toutes les pièces nécessaires au contrôle de légalité.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informée l'Eurométropole de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure de dévolution du marché, et en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

En phase d'exécution du marché, le coordonnateur est chargé :

- de gérer les relations avec le titulaire du marché (émission des ordres de service et bons de commandes, résiliation du marché s'il y a lieu) et de veiller à la bonne exécution des prestations ;

- de procéder au contrôle des factures ;

- de transmettre à l'Eurométropole de Strasbourg., pour règlement, les factures concernant les prestations qui la concernent.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, l'Eurométropole de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur prennent fin au terme de l'exécution du marché.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant du marché par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution du marché.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 3 exemplaires originaux.

Fait à Strasbourg, le

Le Maire de Strasbourg

Roland RIES

Le Président de l'Eurométropole

Robert HERRMANN

Strasbourg.eu
eurométropole

31

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Avenant au bail emphytéotique du 4 mai 1970 consenti à la Société d'Aménagement et de Gestion du Marché d'Interêt National de Strasbourg - SAMINS -.

Contexte

Aux termes d'un acte du 4 mai 1970, la ville de Strasbourg a consenti un bail emphytéotique au profit de la Société d'Aménagement et de Gestion du Marché d'Intérêt National de Strasbourg (SAMINS).

Ce bail a pris rétroactivement effet le 1er janvier 1962, pour une durée de 30 ans, soit jusqu'au 31 octobre 1991. L'échéance a ensuite été prolongée, par avenants successifs, pour se terminer au 31 décembre 2040 (avenant n°4 du 30 septembre 1996).

L'emprise foncière mise à disposition par la ville de Strasbourg porte sur une surface d'environ 7,5 hectares conformément au plan ci-joint.

La SAMINS occupe également un ensemble de terrains d'une surface d'environ 7 hectares, mis à sa disposition par l'Etat par bail emphytéotique du 24 mars1969, ayant pris effet le 1 janvier 1962 et devant s'achever le 31 décembre 2060.

Conditions de l'avenant

La SAMINS vient de solliciter la ville de Strasbourg par courrier du 26 novembre 2015, afin que soit procédé à une régularisation foncière. En effet, iI apparaît que deux parcelles, à savoir les parcelles cadastrées section LD n°586 avec 2,24 ares et n°587 avec 2,25 ares n'ont pas été intégrées dans le bail emphytéotique conclu à l'origine, et par conséquent ne sont pas inscrites au Livre Foncier.

Néanmoins ces parcelles ont bien été répertoriées dans nos bases de données patrimoniales comme faisant partie de l'emprise de ce bail emphytéotique.

La SAMINS a fait savoir qu'elle avait négocié avec la société VINOTHERAPIE, grossiste en vins et produits spiritueux, en vue de la construction d'un bâtiment de 400 m² sur la parcelle section LD n°778 ainsi que sur les parcelles n°586 et 587, et qu'un permis

de construire avait été accordé le 9 octobre 2015. La société VINOTEHRAPIE a décidé d'avoir recours à un crédit-bail auprès d'ALSABAIL pour la réalisation de ce projet. Or, à l'occasion de l'inscription du droit réel du débit-preneur au Livre Foncier, le notaire en charge du dossier a découvert que les parcelles section LD n°586 et 587 n'étaient pas inscrites au nom de la SAMINS, qui croyaient légitiment disposer d'un bail emphytéotique sur ces emprises.

Afin de ne pas compromettre la poursuite du projet et de ne pas fragiliser la société VINOTHERAPIE qui a déjà engagé des fonds importants d'une part, et les dites parcelles situées en bordure de la rue du Marché-Gare formant clairement un ensemble cohérant avec les autres parcelles mises à disposition de la SAMINS au titre du bail emphytéotique d'autre part, il semble nécessaire de régulariser la situation foncière et d'intégrer les parcelles section LD n°586 et 587 dans l'emprise du bail emphytéotique.

Dans cette optique, il conviendrait de procéder à la signature d'un avenant au bail emphytéotique conclu entre la cille de Strasbourg et la SAMINS, et de soumettre la signature de cet avenant à l'approbation préalable du Conseil municipal. Ce n'est qu'à l'issue de ces formalités que les deux parcelles pourront être inscrites au Livre Foncier au titre du bail emphytéotique consenti au profit de la SAMINS et que le droit réel relatif au crédit-bail pourra ensuite être inscrit.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'avenant au bail emphytéotique du 4 mai 1970 consenti à la Société d'Aménagement et de Gestion du Marché d'Intérêt National de Strasbourg (SAMINS) portant adjonction des parcelles suivantes, le reste des conditions et dispositions reste inchangé :

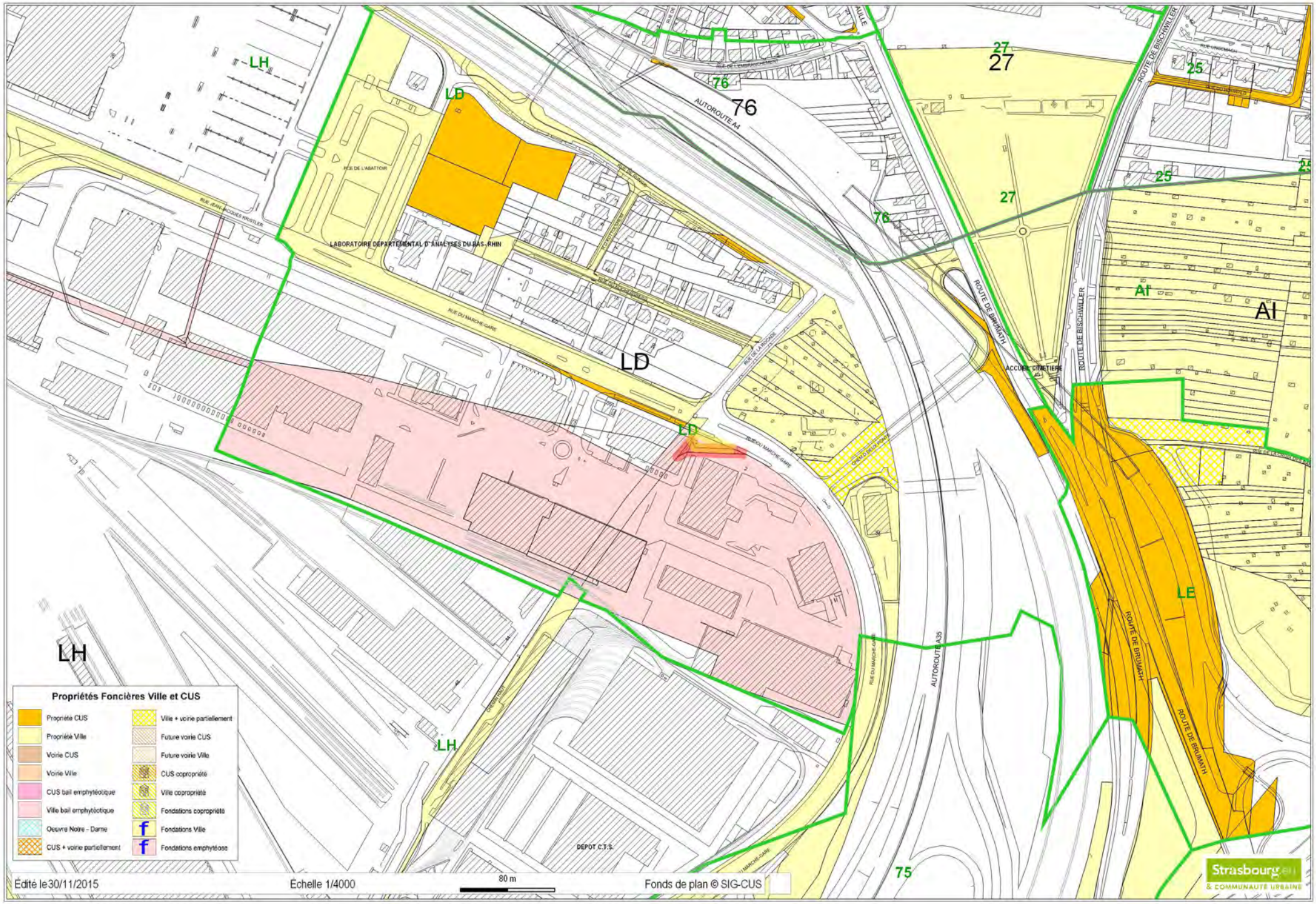
Ville de Strasbourg
Lieu dit : Unterweg
Rue du Marché Gare
Section LD n°586 de 2.24 ares
Section LD n°587 de 2,25 ares

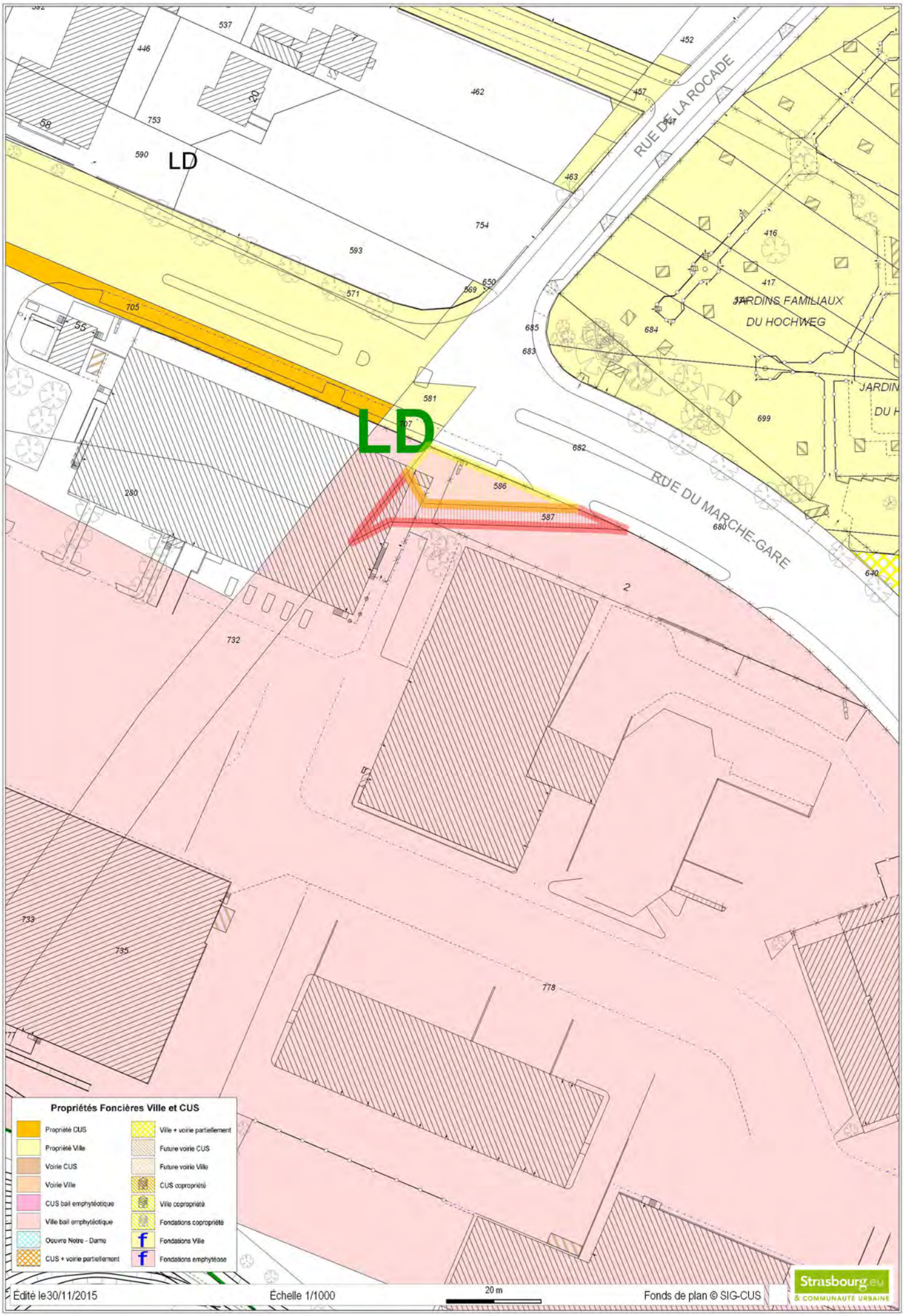
autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer l'avenant au bail emphytéotique, ainsi que tout acte ou document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15


LH
LD
76
AUTOROUTE A4
27
25
ROUTE DE BISCHWILLER
RUE DE L'ABATTOIR
RUE JEAN-JACQUES KRIEGLER
LABORATOIRE DEPARTEMENTAL D'ANALYSES DU BAS-RHIN
RUE DU MARCHE-GARE
AI
ACCUEIL CIMETIERE
ROUTE DE BRUMATH
LE
AUTOROUTE A35
DEPOT C.T.S.
75
Propriétés Foncières Ville et CUS
Propriété CUS
Propriété Ville
Voirie CUS
Voirie Ville
CUS bail emphytéotique
Ville bail emphytéotique
Oeuvre Notre - Dame
CUS + voirie partiellement
Ville + voirie partiellement
Future voirie CUS
Future voirie Ville
CUS copropriété
Ville copropriété
Fondations copropriété
Fondations Ville
Fondations emphytéose
Édité le30/11/2015
Échelle 1/4000
80 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE


LD
LD
RUE DE LA ROCADE
RUE DU MARCHE-GARE
JARDINS FAMILIAUX
DU HOCHWEG
Propriétés Foncières Ville et CUS
Propriété CUS
Propriété Ville
Voirie CUS
Voirie Ville
CUS bail emphytéotique
Ville bail emphytéotique
Oeuvre Notre - Dame
CUS + voirie partiellement
Ville + voirie partiellement
Future voirie CUS
Future voirie Ville
CUS copropriété
Ville copropriété
Fondations copropriété
Fondations Ville
Fondations emphytéose
Edité le30/11/2015
Échelle 1/1000
20 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

32

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Projet urbain des Halles : lancement de la première phase du projet concernant le devenir et la gestion des parkings.

En 2011, le groupe Hammerson a fait part de son souhait de réhabiliter en profondeur son centre commercial, en créant notamment de nouvelles surfaces afin de conforter l'attractivité de son équipement.
Avec 14 millions de visiteurs par an, représentant 200 millions de chiffre d'affaires annuel pour 1 400 emplois, le Centre commercial des Halles constitue, de fait, un des éléments majeurs de l'attractivité commerciale du centre-ville de Strasbourg.

A la même période, des opérations publiques et privées ont également été engagées : aménagement de l'Allée des Justes, réhabilitation de la Tour Esca, requalification de la gare routière, rénovation du magasin du Printemps, etc. Des réflexions sur le passage d'une nouvelle ligne de transport en commun ont émergé.

Elles ont démontré une convergence de volontés d'intervention pour améliorer la fonctionnalité et l'image de ce secteur, et ont également permis une prise de conscience collective sur la nécessité de fédérer ces projets et d'en garantir la cohérence au sein d'une vision urbaine globale et prospective. Elles ont par ailleurs fait émerger des attentes fortes de la part des riverains, des associations et du conseil de quartier en matière de qualité de vie.

Dans ce contexte, une étude urbaine a été confiée à une équipe pluridisciplinaire afin de réfléchir à l'évolution souhaitée du site. Une démarche de coproduction a alors été entamée avec les habitants, les forces vives et le conseil de quartier sous la forme d'ateliers de projets, pour nourrir une réflexion élargie sur le devenir du quartier.

Après de nombreuses réunions de travail et d'échanges, un diagnostic partagé, par l'ensemble des acteurs a été arrêté. Il s'est traduit par plusieurs orientations d'aménagement et de développement retranscrites fin 2012 dans un livret blanc qui a été présenté aux différents acteurs.

Fort des constats partagés et des objectifs communs, ce livre blanc a entraîné la signature en 2013 d'un protocole d'accord tripartite entre la ville de Strasbourg, l'Eurométropole et le groupe Hammerson, principal copropriétaire du centre commercial, qui a été approuvé

lors du Conseil municipal de Strasbourg du 21 janvier 2013 et lors du Conseil de communauté du 24 janvier 2013.

Ce protocole comprend plusieurs ambitions :
- élargir le centre-ville de Strasbourg,
- améliorer la qualité du cadre de vie de ses habitants,
- faciliter les accès et les mobilités,
- valoriser l'image du site pour développer son attractivité commerciale,
- améliorer l'intégration du Centre commercial dans la Ville.

Le projet de reconversion du site, initié dans le cadre de ces objectifs partagés, doit tenir compte de multiples et complexes enjeux et thématiques. C'est pourquoi, il fait l'objet d'études approfondies et est à ce jour toujours en cours de définition entre les différents partenaires.

En revanche, parallèlement à ces réflexions, le groupe Hammerson a pu procéder à d'importants travaux d'embellissement et de modernisation à l'intérieur du Centre commercial. Ils se sont achevés en 2014 et ce sont aujourd'hui des espaces de qualité qui sont proposés aux clients.

L'amélioration des accès, de l'attractivité et de l'image du secteur des Halles ont été identifiés comme des enjeux forts du projet des Halles.
Pour ce faire, un des points prioritaires concerne les parkings des Halles, qui, construits dans les années 70, doivent faire l'objet d'un programme de rénovation et d'embellissement. Celui-ci s'inscrit pleinement dans la continuité des travaux déjà menés dans le centre commercial, et la collectivité souhaite donc avancer rapidement sur ce point, celui-ci constituant par ailleurs un préalable à l'engagement des autres partenaires dans le projet.

Par conséquent, parallèlement à la poursuite des études urbaines pour la mise en œuvre du projet global de requalification du quartier, la collectivité souhaite entamer dès à présent les démarches permettant la rénovation, l'optimisation du statut ainsi que de la gestion des parkings des Halles dans un délai proche.

La première de ces démarches consiste à permettre à la ville de Strasbourg de poursuivre l'exploitation des parkings des Halles, comme c'est le cas depuis leur réalisation et leur mise en service.
En effet, historiquement, la Ville a engagé, par convention du 2 mai 1972 avec la Société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg (SERS), une vaste opération urbaine dite « opération des Halles » sur le site de l'ancienne Synagogue et du marché couvert.
Les parcs P1, P2 et P3 ont ainsi été construits dans le cadre de cette opération et ont été acquis par la Ville de Strasbourg à la Sers : le parking P3 en pleine propriété et des places de stationnement dans les parkings P1 et P2 sous forme de lots de copropriété détenus dans la Copropriété du Sous-sol des Halles.
Ces ouvrages constituent des éléments de l'opération d'ensemble conduite par la Ville.

En application de l'article 4 de la loi du 31 décembre 1966, la Communauté urbaine était alors compétente en matière de parcs publics de stationnement, compétence fixée désormais à l'article L 5217-2, du Code général des collectivités territoriales pour ce qui concerne les métropoles. Toutefois, des aménagements ont été portés, par différents textes successifs, à l'exercice de ces compétences par les communautés urbaines, puis les métropoles.

Ainsi, l'article 13 de la loi du 31 décembre 1966 permettait aux communautés urbaines de passer avec les communes de l'agglomération toute convention en vue de la réalisation d'un ou plusieurs objets entrant dans leurs compétences respectives.
C'est sur cette base, afin de faciliter la réalisation de l'opération des Halles, qu'il parut plus rationnel à la Communauté urbaine de Strasbourg de confier à la ville de Strasbourg, par une convention du 6 février 1980, la mission d'assurer le financement, la réalisation ainsi que la gestion des parkings de l'opération Place des Halles.

La ville de Strasbourg a, par la suite, confié à la société Parcus l'exploitation des trois parkings par un contrat de gérance.
Compte tenu de la forte implication de la Ville dans la création et la gestion de ces trois équipements depuis leur ouverture dans la fin des années 70, l'Eurométropole souhaite, dans une logique de continuité et de proximité, continuer de confier à la Ville la gestion des parkings des Halles et la définition d'un programme de rénovation et de ses modalités de mise en œuvre.

En effet, il demeure possible à l'Eurométropole dans le cadre des dispositions des articles L 5215-27 et L 5217-7 du Code général des collectivités territoriales, de confier par convention, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions, à des communes membres ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public.

Il est rappelé que ce mode opératoire a été retenu également pour le parking des Bateliers. L'Eurométropole a confié l'exploitation de ce parking à la Ville en 2011 ; celle-ci a choisi un exploitant, à la suite d'une procédure de mise en concurrence, et lui a confié un programme de rénovation et de mise aux normes. Aujourd'hui, le parking des Bateliers est rénové, moderne et répond mieux aux attentes des usagers en matière de qualité du service.

Dans le cadre de la présente délibération, il est donc proposé au Conseil de mettre fin à la convention de gestion du 6 février 1980 entre la Communauté urbaine de Strasbourg et la ville de Strasbourg, et d'approuver la nouvelle convention de transfert de la gestion des parkings des Halles à la Ville de Strasbourg, conformément à l'article L5217-7 du Code général des collectivités territoriales, dont le projet figure en annexe.

Sur les bases de la nouvelle convention, la ville de Strasbourg pourra assurer ou faire assurer l'exploitation et la rénovation des ouvrages (correspondant à l'ouvrage complet du P3 et aux lots lui appartenant dans la copropriété du sous-sol des Halles).

Cette nouvelle convention remplacera la convention de transfert de gestion de 1980 à compter de sa signature.

La Ville exercera ses missions en cohérence avec les politiques de mobilité de l'Eurométropole, autorité organisatrice de la mobilité sur son périmètre, le cas échéant, après consultation préalable de celle-ci (notamment sur les thématiques suivantes : amélioration ou développement des services offerts, tarification, programme de travaux de rénovation ou de modernisation, indicateurs de performance ou de qualité).

L'Eurométropole sera, quant à elle, amenée à approuver la nouvelle convention de transfert de gestion avec la Ville selon les mêmes termes, par une délibération de son Conseil du 18 décembre 2015.

Cette délibération marque également la détermination de la collectivité quant à l'avancement d'un projet essentiel s'agissant de la reconfiguration du quartier des Halles, pour la vitalité économique du centre-ville et l'amélioration du cadre de vie des riverains.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération ci-après

Le Conseil
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
approuve

la convention, dont le projet est ci-annexé, relative au transfert de la gestion des parcs publics de stationnement des Halles à la ville de Strasbourg, conformément à l'article L5217-7 du Code général des collectivités territoriales,

décide

de mettre fin à la convention de transfert de gestion signée le 6 février 1980 entre la Communauté urbaine de Strasbourg et la ville de Strasbourg, à compter de la signature de la présente convention relative au transfert de la gestion des parcs publics de stationnement des Halles,

autorise

le Maire ou son représentant, à signer la convention relative au transfert de la gestion des parcs publics de stationnement des Halles à la ville de Strasbourg, et tous les documents afférents à la mise en œuvre de la présente délibération, et à faire exécuter tous les actes en découlant.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015

et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

CONVENTION RELATIVE AU TRANSFERT DE LA GESTION DES PARCS PUBLICS DE STATIONNEMENT DES HALLES A LA VILLE DE STRASBOURG

ENTRE :

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par son Président, **M. Robert HERRMANN**, dûment habilité à cet effet par une délibération du Conseil communautaire en date du 18 décembre 2015,

ci-après dénommée l'Eurométropole d'une part,

ET

La **ville de Strasbourg,** représentée par son Maire **M. Roland RIES**, dûment habilité à cet effet par une délibération du Conseil municipal en date du 14 décembre 2015.

ci-après dénommée la Ville d'autre part,

EXPOSE

Aux termes de la Loi pour la Modernisation de l'action publique territoriale et l'affirmation des métropoles, l'Eurométropole de Strasbourg est compétente de plein droit en lieu et place des communes membres, en matière de parcs de stationnement, disposition déjà en vigueur pour la Communauté urbaine et reprise à l'article L5217-2 du Code général des collectivités territoriales concernant les métropoles.

Toutefois, le Code général des collectivités territoriales, dans son article L5217-7,reprenant les anciennes dispositions de l'article 13 de la loi du 31 décembre 1966 relative aux communautés urbaines, puis de l'article L 5215-27 du code précité, permet à la métropole de confier à une de ses communes membres, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions, par voie de convention.

La Ville a mené par l'intermédiaire de la Société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg (SERS) à compter de 1972, une vaste opération

d’aménagement urbain dite « opération des Halles » sur le site de l’ancienne Synagogue et du marché couvert. Selon l’article 4 de la loi du 31 décembre 1966, la Communauté urbaine était compétente pour la réalisation des parcs de stationnement. Toutefois, afin de faciliter la réalisation de cette opération, la Communauté urbaine avait ainsi confié à la ville de Strasbourg la construction des parcs en ouvrage par le biais d’une convention de gestion, signée le 6 février 1980 .

Les parcs P1, P2 et P3 ont été ainsi réalisés dans le cadre de cette opération et ont été acquis par la Ville de Strasbourg à la Sers : le parking P3 en pleine propriété et des places de stationnement dans les parkings P1 et P2 sous forme de lots de copropriété détenus dans la Copropriété du Sous-sol des Halles.

La ville de Strasbourg a par la suite confié à la société Parcus l’exploitation des trois parkings par un contrat de gérance.

Compte tenu de la forte implication de la Ville dans la création et la gestion de ces trois équipements depuis leur ouverture dans la fin des années 70, l’Eurométropole souhaite, dans une logique de continuité et de proximité, continuer de confier à la Ville la gestion des parkings des Halles et la définition d’un programme de rénovation et de ses modalités de mise en œuvre.

Ainsi, l’Eurométropole de Strasbourg, par une délibération en date du 18 décembre 2015, a décidé de confier à la ville de Strasbourg, conformément à l’article L5217-7 du Code général des collectivités territoriales, la gestion des parcs de stationnement des Halles, correspondant à l’ouvrage complet du P3 et aux lots lui appartenant dans la copropriété du sous-sol des Halles.

Sur ces bases, la ville de Strasbourg pourra assurer ou faire assurer l’exploitation et le cas échéant, la rénovation des ouvrages.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention, entre l'Eurométropole de Strasbourg et la ville de Strasbourg, a pour objet d'organiser les modalités de gestion des parcs publics des Halles, conformément aux dispositions de l'article L5217-7 du Code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 2 : DESIGNATION – CONSISTANCE DE L'OUVRAGE

Les trois ouvrages sont situés place des Halles à Strasbourg.

Les parkings P1 et P2, composés de 1 342 emplacements de stationnement au total, font partie de la Copropriété du Sous-sol des Halles. La ville de Strasbourg, copropriétaire, y détient notamment, 1 160 emplacements de stationnement.

L'ouvrage du P3 est détenu en pleine propriété par la ville de Strasbourg.

Le parking P1 comporte ainsi :

- 620 places réparties sur deux niveaux souterrains :
    - 396 places en premier sous-sol, dont 17 places réservées aux personnes à mobilité réduite,
    - 224 places en deuxième sous-sol,
- 2 bornes d'entrée et 3 bornes de sortie, 7 lecteurs piéton, 6 barrières
- un matériel de péage avec 3 caisses automatiques
- un local d'exploitation.
- système interphonie et vidéo protection

Le parking P2 comporte ainsi :

- 540 places réparties sur deux niveaux souterrains :

  - 255 places en premier sous-sol, dont 12 places réservées aux personnes à mobilité réduite,
  - 285 places en deuxième sous-sol,

- 2 bornes d'entrée et 3 bornes de sortie, 3 lecteurs piéton, 5 barrières
- un matériel de péage avec 6 caisses automatiques (3 CA tous paiements et 3 CA bancaire uniquement)
- un local d'exploitation.
- système interphonie et vidéo protection

Le parking P3 comporte :

- 1 272 places réparties sur 5 niveaux :
  - Niveau -1 : pas de stationnement. Voie d'entrée depuis la pénétrante fermée depuis plusieurs années
  - Niveau 0 : 99 places , dont 11 places réservées aux personnes à mobilité réduite,
  - Niveau 1 : 187 places
  - Niveau 2 : 197 places : dont 6 places réservées aux personnes à mobilité réduite,
  - Niveau 3 : 197 places : dont 6 places réservées aux personnes à mobilité réduite,
  - Niveau 4 : 201 places
  - Niveau 5 : 198 places : dont 3 places réservées aux personnes à mobilité réduite,
  - Niveau 6 : 193 places (terrasse)
- 5 bornes d'entrée et 5 bornes de sortie, 3 lecteurs piéton, 10 barrières
- 4 ascenseurs
- un matériel de péage avec 7 caisses automatiques (5 CA tous moyens de paiements et 2 CA cb uniquement)
- un local d'exploitation
- système interphonie et vidéo protection
- 3 passerelles (Niveau 1, 2 et 5)

ARTICLE 3 : DEFINITION DE LA CONVENTION

Par la présente, l'Eurométropole confie à la ville de Strasbourg, qui l'accepte, tous pouvoirs pour lui permettre l'exploitation optimale des parkings des Halles susmentionnés. La Ville pourra ainsi en déléguer la gestion dans le cadre des prescriptions législatives et réglementaires en vigueur.

La Ville exercera ses missions en cohérence avec les politiques de mobilité de l'Eurométropole, autorité organisatrice de la mobilité sur son périmètre, le cas échéant, après consultation préalable de celle-ci (notamment sur les thématiques suivantes : amélioration ou développement des services offerts, tarification, programme de travaux de rénovation ou de modernisation, indicateurs de performance ou de qualité).

La ville de Strasbourg ou le délégataire retenu feront leur affaire exclusive de la gestion des parcs publics de telle sorte que l'Eurométropole ne puisse en aucun cas être recherchée pour quelque motif que ce soit du fait de la gestion des ouvrages.

ARTICLE 4 : CONDITIONS PARTICULIERES

4.1. Engagements de la ville de Strasbourg

La Ville, propriétaire des ouvrages, prend en charge ou délègue à son exploitant, l'ensemble des travaux nécessaires (gros œuvre, entretien, réparation, rénovation, renouvellement des équipements, etc.).

La Ville prend en charge ou transfère à son exploitant, tous les impôts, taxes et droits divers susceptibles d'être dus au titre de l'ouvrage et rattachés à l'exploitation.

La Ville fera son affaire des résultats de l'exploitation du parking, y compris des redevances tirées de l'exploitation des ouvrages. Ainsi, la Ville ou son exploitant en percevra le bénéfice d'exploitation et s'engage à prendre en charge l'éventuel déficit d'exploitation, ainsi que l'ensemble des dépenses liés à la gestion et à l'exploitation des parkings des Halles.

4.2. Engagements de l'Eurométropole

L'Eurométropole facilite, en tant que de besoin, l'exécution de sa mission par la Ville, notamment en lui transmettant tout document utile.

ARTICLE 5 : ABSENCE DE REMUNERATION DE LA MISSION

La Ville assure à titre gratuit la mission qui lui est confiée par l'Eurométropole au titre de la présente convention.

ARTICLE 6 : DUREE

La présent convention est conclue pour une durée indéterminée et entrera en vigueur dès sa signature, après transmission au préfet de la délibération d'approbation correspondante.

Elle se substitue, à compter de sa signature, à la convention en date du 6 février 1980 entre la Communauté urbaine de Strasbourg et la ville de Strasbourg relative à la prise en charge des parkings de l'opération Place des Halles à Strasbourg.

ARTICLE 7 : RESPONSABILITES ET ASSURANCES

La Ville ou son exploitant feront leur affaire exclusive de tous les risques et litiges pouvant provenir du fait de leur exploitation. La Ville ou son exploitant souscrivent toutes assurances utiles leur permettant de se garantir contre tous dommages aux tiers et usagers et contre tous les risques.

La responsabilité de l'Eurométropole ne pourra être recherchée à l'occasion d'un litige ou d'un dommage causant un préjudice à un tiers ou aux usagers, provenant de la gestion par la Ville ou son exploitant.

ARTICLE 8 : RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée d'un commun accord ou par l'une ou l'autre des parties, pour tout motif d'intérêt général, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant le respect d'un préavis de six mois.

En cas de résiliation, l'Eurométropole sera subrogée dans l'ensemble des droits et obligations de la Ville pour la poursuite de l'exploitation des parcs de stationnement.

ARTICLE 9 : REGLEMENT DES LITIGES

Tous les litiges qui pourraient naître de l'application de la présente convention seront soumis à l'appréciation du tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg,

Le Président, Monsieur Robert HERRMANN

Pour la ville de Strasbourg,

Le Maire, Monsieur Roland RIES

33

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Ecoquartier Danube (article L5211-57 du CGCT)
- avis sur la conclusion d'un bail emphytéotique au bénéfice l'Eurométropole
- avis sur le lancement par l'Eurométropole d'une procédure de délégation de service public relative à l'exploitation des parkings.

Conformément aux dispositions de l'article L 5211-57 du Code Général des Collectivités Territoriales (article 43 de la loi 99-586 du 12 juillet 1999), le Conseil municipal est appelé à donner son avis sur la conclusion, dans le cadre de l'Ecoquartier Danube, d'un bail emphytéotique au profit de l'Eurométropole, et sur le lancement concomitant d'une procédure de délégation de service public pour l'exploitation des parkings du quartier.

Le Conseil de l'Eurométropole sera appelé à délibérer sur ce point lors de la séance du 18 décembre 2015, sur la base des éléments ci-après.

A. Contexte

L'opération « ZAC Danube » pour la réalisation d'un Ecoquartier situé au cœur de l'axe Deux Rives Strasbourg-Kehl, a été confiée à la SERS en 2010, selon un programme prévu en 3 tranches, s'échelonnant jusqu'en 2020.

L'aménagement de ce futur quartier répond à la démarche « Ecoquartier », qui conjugue les principes du développement durable avec une façon innovante de concevoir le projet urbain. L'ambition est de réaliser un nouveau morceau de ville répondant aux plus hautes exigences environnementales, résolument contemporain, mixte, ouvert, dense et agréable à vivre, tout en impliquant les forces vives et les habitants de Strasbourg dans sa conception.

C'est ainsi que l'Ecoquartier accueillera à terme, sur près de 6 hectares, 650 logements environ (dont 50% de logement social), 18 000 m² de bureaux et de commerces, un EHPAD (livré en 2011) ainsi qu'une résidence étudiante et une école maternelle de 6-8 classes. Il occupera une place centrale, en bordure de canal et accessible par tous les moyens de transport.

A ce titre, Danube a remporté en 2009 l'appel à projets national Ecoquartier dans la catégorie « Mobilités » et bénéficiera à terme de la labellisation « Ecoquartier » délivrée par l'Etat.

Le projet Danube est de fait reconnu comme un projet "pilote" à plusieurs égards :

- des ambitions environnementales et énergétiques élevées,
- une forte mixité fonctionnelle, résidentielle et générationnelle,
- une élaboration associant très largement les associations,
- la réduction de la place de la voiture au profit des modes collectifs et alternatifs.

L'un des enjeux prioritaires de l'Ecoquartier Danube concerne la mobilité des futurs résidants et actifs venant travailler dans le quartier.

B. Une politique de mobilité innovante

Des orientations spécifiques ont été retenues au fur et à mesure de l'élaboration du projet, pour promouvoir le développement des modes actifs de déplacement et rationaliser l'usage de la voiture individuelle. Idéalement situé à proximité du tramway, une politique de mobilité innovante et incitative a pu être mise en place en facilitant l'usage du vélo et de l'autopartage tout en proposant des solutions innovantes de stationnement.

Aussi, l'organisation du stationnement qui sera mise en œuvre se décline de la façon suivante :

- le stationnement en ouvrage est déconnecté des immeubles (« on n'habite plus au-dessus de sa voiture »), et il est concentré dans deux ouvrages positionnés aux deux entrées du quartier. Ces parkings accueillent l'ensemble des besoins de stationnement, y compris les visiteurs du quartier, afin d'éviter le report du stationnement des visiteurs sur les quartiers périphériques,
- le stationnement de surface est volontairement limité : la voirie de l'écoquartier est traitée en zone de rencontre pour laisser un maximum de place aux piétons et aux cyclistes. Le trafic de transit au sein du quartier est proscrit, et les possibilités de stationnement sur l'espace public se limitent à quelques places réservées à l'autopartage, aux personnes à mobilité réduite et aux livraisons,
- l'offre de stationnement est volontairement réduite avec l'application stricte de la norme minimale prévue par le POS, prévoyant une place de stationnement pour deux logements.

Pour accompagner les habitants et les visiteurs du quartier et pour optimiser les coûts, le stationnement a été conçu de façon mutualisée en s'appuyant au maximum sur les possibilités de foisonnement grâce à la complémentarité d'usage entre les différents programmes de construction. En effet, tous les besoins ne s'exprimant pas au même moment et étant, pour certains, complémentaires, une place de stationnement peut, par exemple, être occupée alternativement par un habitant, un salarié et un visiteur. Dans ce système, les places sont banalisées (aucune place n'étant privative) et accessibles via un abonnement. il permet donc d'éviter la construction de places surnuméraires et dispersées.

Dans un quartier dense, cette organisation permet en outre de réserver l'espace public pour des usages valorisant le cadre de vie des habitants (places, aires de jeux, jardins).
Ce sont ainsi deux ouvrages mutualisés, proposant respectivement 128 places et 340 places, qui seront construits pour l'ensemble du quartier.

Le montage recherché pour la réalisation et l'exploitation des parcs de stationnement devait, de fait, répondre aux objectifs suivants :

- maîtriser le taux de motorisation sur le quartier, donc disposer d'une gestion globale du système de mobilité intégrant un ensemble de solutions de déplacement à disposition sur le quartier via le Pass Mobilité (transport collectif, autopartage, vélo partagé, parkings du quartier et externalisés comme les P+R, etc.),
- assurer le foisonnement et garantir une place dans un des parkings aux résidants et aux visiteurs du quartier qui n'auront pas trouvé de solution adaptée parmi les options alternatives proposées,
- assurer la pérennité du système conçu dans le temps, c'est-à-dire maîtriser la commercialisation et les tarifs des abonnements, ainsi que le régime des places, tout en assurant l'équilibre financier des ouvrages,
- capter les automobilistes aux entrées du quartier, en évitant leur circulation à l'intérieur, avec des dispositifs d'affichage dynamique (nombre de places disponibles, fléchage jusqu'aux places de stationnement libres),
- mettre en place un dispositif d'accompagnement et de conseil en mobilités au moment de la commercialisation ou de la mise en location des logements, afin d'orienter les habitants utilisant occasionnellement leur voiture vers un abandon de leur voiture individuelle au profit du bouquet de services offert par le « Pass Mobilité ».

Au vu de ces enjeux et afin de permettre l'atteinte de ces objectifs, volontairement ambitieux et innovants, mais surtout, afin de pouvoir les garantir de façon pérenne, la maîtrise publique pour la gestion de ces deux ouvrages s'est avérée être la meilleure solution.

C. Montage juridique et financier

Un montage spécifique a été imaginé et vous est aujourd'hui proposé :

Concernant le financement et la réalisation des ouvrages :

- les constructeurs (promoteurs/bailleurs sociaux) sont membres de droit de l'Association Syndicale Libre (ASL) Danube, créée pour gérer les parties communes de la ZAC,
- l'ASL réalise les parkings, sous sa maîtrise d'ouvrage, selon les normes ERP afin de permettre l'accueil du public, et selon des principes constructifs garantissant, grâce à la banalisation des places, leur mutualisation et leur foisonnement.
- le financement des ouvrages est assuré par les constructeurs, ceux-ci participant également au financement des 70 places visiteurs identifiées comme indispensables pour permettre un bon fonctionnement et une accessibilité suffisante du quartier.

Les coûts pour la réalisation des deux ouvrages sont estimés à 2,7 M€ HT pour le parking de 128 places et à 7,2 M€ HT pour le parking de 340 places.

Concernant la propriété et la gestion des ouvrages :

- il est proposé que l'ASL mette les parkings à disposition de l'Eurométropole via deux baux emphytéotiques (BE) d'une durée de 50 ans, à l'euro symbolique. L'ASL conservera ainsi la propriété des ouvrages, la collectivité, quant à elle, garante du bon fonctionnement du système dans le temps, pourra gérer les ouvrages selon les modalités qui répondent aux objectifs de mobilité durable dans le quartier (notamment concernant la tarification et la gestion du foisonnement),
- l'Eurométropole, titulaire des baux emphytéotiques, pourra lancer une procédure de délégation de service public afin de confier à un exploitant professionnel la gestion des parkings, mais au-delà, à un exploitant capable de garantir, sous le contrôle de la collectivité, le fonctionnement voulu pour le quartier en matière de stationnement. Il est précisé que la redevance variable qui serait, le cas échéant, due à la collectivité par le délégataire au titre de l'exploitation des parcs, sera reversée à l'ASL.

Ce montage permet aux constructeurs de respecter leurs obligations vis-à-vis du POS en finançant la réalisation des parkings. Il ne nécessite pas de modifier le programme des équipements publics et donc l'économie générale de la ZAC, et il permet d'assurer le respect du planning opérationnel de réalisation des différents îlots. De plus, l'Eurométropole, via son délégataire, n'aura en charge que l'exploitation des parkings, leur entretien et leur maintenance.

La réalisation des deux ouvrages sera phasée : le premier parking de 128 places devrait être livré au 2ème trimestre 2016 et le second parking de 340 places au 4ème trimestre 2018. Afin d'accueillir, dans de bonnes conditions, les premiers résidants et entreprises du quartier, le premier parking sera mis en service au 2ème trimestre 2016 et exploité pendant quelques mois par l'ASL, avant d'être mis à disposition de l'Eurométropole au 1er trimestre 2017.

Il est ainsi proposé au Conseil d'émettre un avis favorable sur la conclusion d'une promesse de bail et d'un bail emphytéotique au bénéfice de l'Eurométropole, ainsi que sur le lancement, par l'Eurométropole, d'une procédure de délégation de service public relative à l'exploitation des parkings Danube.

1. Approbation d'une promesse de bail et d'un bail emphytéotique et au bénéfice de l'Eurométropole

Les baux emphytéotiques seront octroyés par l'ASL à l'Eurométropole pour une durée de 50 ans. Ils feront l'objet d'une redevance de un euro symbolique pour chaque parking. Le montant cumulé des redevances sera payé en un seul versement de 50,00 € pour chaque parking.

Afin de titrer, dans les meilleurs délais, la collectivité sur ces emprises, une promesse de bail emphytéotique sera signée et consentie par l'ASL à l'Eurométropole pour une durée devant expirer le 01 janvier 2020 à 18h. Les emphytéoses seront signées au fur et à mesure de la mise à disposition de chaque équipement à l'Eurométropole.

2. Lancement d'une délégation de service public relative à l'exploitation des parkings Danube

Le recours à la délégation de service public comme mode de gestion apparaît comme adapté aux exigences de la collectivité et présente un certain nombre d'avantages :

- la qualification, le savoir-faire et l'expérience requis pour l'exploitation du service, le délégataire étant choisi au vu de ses garanties professionnelles après mise en concurrence.

S'agissant d'un montage innovant, avec deux parkings devant couvrir les besoins de tout un quartier (logements, bureaux, commerces, visiteurs), nécessitant, pour cela d'être en capacité de gérer de façon optimale les possibilités de foisonnement entre les différents usagers, mais aussi de les accompagner vers la solution de mobilité la plus adaptée à leur besoin, il semble nécessaire de faire appel à l'expertise d'un exploitant qualifié.

- la rationalité économique du projet : parce qu'il exploite le service à ses risques et périls et que ses recettes proviennent des redevances versées par les usagers, le délégataire porte une attention particulière à la maîtrise de ses charges et à l'optimisation de ses recettes,

- la maîtrise du service et le contrôle fort de la collectivité à travers le cahier des charges, les contraintes de service inhérentes à la délégation de service public s'imposant au délégataire tout au long du contrat,

- la souplesse de gestion (en particulier application de la comptabilité et du droit du travail « privés »).

Le mode de gestion déléguée du service public permettra donc à la collectivité de bénéficier de l'expérience et de la compétence d'un délégataire, contribuant ainsi à garantir un service de qualité.

Dans le contrat d'affermage, les ouvrages sont mis à la disposition du fermier par la collectivité, celui-ci assure l'exploitation du service en se rémunérant sur l'usager, en assume le risque d'exploitation et prend en charge les investissements nécessaires à l'exploitation.

L'exploitant sera ainsi chargé de l'exploitation, de la gestion de l'entretien et de la maintenance des deux parkings en ouvrage, pour une durée de 9 ans (offre de base) ou de 10 ans (option obligatoire proposée par les candidats dans le cadre de leur offre), le premier parking devant être mis en service par le délégataire au premier trimestre 2017.

Le délégataire supportera l'ensemble des contraintes de service public que la collectivité serait amenée à lui imposer, notamment concernant les tarifs proposés dans les parkings. En contrepartie de ces contraintes de service public, le délégataire pourrait, le cas échéant, percevoir une subvention d'exploitation.

Il supportera les risques d'exploitation et les contraintes techniques et économiques liées à son activité. Il percevra l'ensemble des recettes d'exploitation des parcs.

L'ensemble des éléments de la délégation est détaillé dans le rapport présentant les caractéristiques du service délégué, joint en annexe à la présente délibération.

Il est donc proposé au Conseil de retenir la délégation de service public comme mode de gestion des parkings en ouvrage de l'Ecoquartier Danube, et d'émettre un avis favorable au lancement, par l'Eurométropole, de la procédure de délégation de service public y relative.

La délibération du Conseil de l'Eurométropole sera suivie d'un appel public à candidatures, puis d'une phase de recueil de propositions auprès des candidats qui auront été admis à présenter une offre. Les offres seront examinées par la Commission de délégation de service public. Le contrat fera ensuite l'objet d'une négociation libre avec une ou plusieurs entreprises admises à négocier. Au terme de cette procédure, il sera ensuite proposé au Conseil municipal d'émettre un avis sur le choix définitif du candidat retenu par l'Eurométropole et le contenu du contrat.

Il est précisé que l'Eurométropole ne pourra délibérer sur le choix du délégataire et le contenu du contrat, que si le bail emphytéotique concernant le premier parking de 128 places et la promesse de bail emphytéotique concernant le deuxième parking de 340 places sont signés à son profit.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'article L 5211-57 du Code Général des Collectivités Territoriales,
vu le rapport annexé présentant les caractéristiques du service délégué,
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
émet

- *un avis favorable sur la mise à disposition de l'Eurométropole de Strasbourg par l'Association syndicale libre des résidants du quartier Danube, des deux parkings mutualisés de la ZAC Danube, respectivement cadastrés :*

Ville de Strasbourg
Lieu dit : Route du Rhin
Section DL N° 205/2 de 42,76 ares
Volume AA
Ledit volume devant comprendre après achèvement environ 128 places de stationnement en sous-sol et correspondant au PARKING F

Ville de Strasbourg
Lieu dit : Route du Rhin
Section DL N° 201/2 de 51,33 ares

Un volume, en cours de définition, à détacher de la parcelle n° 201/2 et devant comprendre après achèvement environ 340 places de stationnement en sous-sol et superstructure et correspondant au PARKING I.

Ces mises à disposition au profit de l'Eurométropole de Strasbourg auront lieu au titre d'un bail emphytéotique, aux conditions suivantes :

- *une durée de 50 ans,*
- *une redevance annuelle de 1 € symbolique pour chaque parking, Ce montant sera versé par l'Eurométropole en un seul versement de 50,00 € pour chaque parking.*

L'emprise exacte du volume constituant le parking I ainsi que le nombre de places de parking définitivement arrêté sera précisé dans une délibération ultérieure.

Afin de titrer, dans les meilleurs délais, la collectivité sur ces emprises, une promesse de bail emphytéotique sera signée et consentie par l'ASL à l'Eurométropole pour une durée devant expirer le 01 janvier 2020 à 18h. Les emphytéoses définitives seront signées au fur et à mesure de la mise en exploitation de chaque parking.

- *un avis favorable au lancement, par l'Eurométropole, d'une procédure de délégation de service public relative à l'exploitation des parkings Danube, étant précisé que l'Eurométropole devra être titulaire du bail emphytéotique concernant le premier parking de 128 places, et titulaire de la promesse de bail emphytéotique concernant le deuxième parking de 340 places, préalablement à l'attribution du contrat.*

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION DE PRINCIPE RELATIVE A L'EXPLOITATION DES PARKINGS DE L'ECOQUARTIER DANUBE

RAPPORT PRESENTANT LES CARACTERISTIQUES GENERALES DU SERVICE DELEGUE

1. Choix du mode de gestion

Après analyse des différents modes de gestion envisageables pour ce service public, deux modes ont été retenus pour une comparaison plus détaillée : la régie et la délégation de service public par voie d'affermage.

- **En régie,** la collectivité supporte le coût des investissements nécessaires à l'exploitation et assurer en régie directe l'exploitation du service public. Elle équilibre ses recettes et dépenses grâce au paiement des abonnements et tickets horaires des usagers.
Ce mode de gestion permet un contrôle important du service public par la Collectivité et de maîtriser, quand la Collectivité dispose des compétences requises, la qualité du service rendu.
La régie implique cependant que la Collectivité supporte la totalité du risque financier ainsi que la responsabilité juridique de l'exploitation des équipements.

- **En délégation de service public** par voie d'affermage, le service ainsi que les équipements nécessaires sont confiés à un tiers exploitant, qui assure à ses risques et périls, la gestion des ouvrages, ainsi que leur entretien/maintenance.

Concernant la gestion des parkings Danube, le choix d'un mode de gestion délégué paraît plus pertinent, en particulier au regard des nombreux et complexes enjeux liés au fonctionnement du quartier en matière de stationnement.

La collectivité pourra ainsi bénéficier, grâce à ce mode de gestion, de l'expérience, du savoir-faire et de la compétence d'un exploitant, éléments nécessaires pour l'exploitation de ce service :
- un montage particulier et innovant a en effet été retenu pour la réalisation et le fonctionnement des parkings en ouvrage de l'Ecoquartier, puisque seuls deux parkings devront couvrir les besoins de tout un quartier (logements, bureaux, commerces, visiteurs). Ceux-ci devront donc être gérés de façon optimale dans le temps, notamment en terme de mutualisation et de foisonnement entre les différents usagers.
- la mise en place d'un accompagnement et de conseils aux usagers concernant la mobilité et les différentes possibilités de déplacement offertes sur le quartier est également attendue par la Collectivité.

L'expertise d'un exploitant qualifié contribuera ainsi à garantir un service de qualité, la Collectivité n'ayant pas développé toutes ces compétences spécifiques.

La procédure de délégation de service public permet en outre une mise en concurrence des gestionnaires pour une offre qualitative et financière la plus adaptée aux besoins des usagers et de la collectivité dans l'application de ses politiques de stationnement.

La Collectivité reste l'organisateur du service et en assure le contrôle :
- la collectivité confie le soin d'exploiter le service à un tiers qui assure le contact avec les usagers ; celui-ci est regardé comme agissant pour le compte de la collectivité,
- le contrôle/suivi général de la délégation est un élément fort du contrat (obligations concernant les comptes-rendus d'activité, tableaux de bord, indicateurs, pénalités),
- il permet d'imposer au délégataire des contraintes fortes de service public (horaires d'ouverture, tarifs, modalités de surveillance, places dédiées à l'autopartage, bornes électriques…) tout au long du contrat.

La Collectivité transfère le risque juridique et le risque d'exploitation au gestionnaire :

- l'exploitant assume la responsabilité du service,
- le risque financier de l'exploitation est supporté par le délégataire : parce qu'il exploite le service à ses risques et périls et que ses recettes proviennent des redevances versées par les usagers, le délégataire porte une attention particulière à la maîtrise de ses charges et à l'optimisation de ses recettes. Certains frais de gestion peuvent d'ailleurs être mutualisés par un exploitant (par exemple entre plusieurs parkings locaux, voire nationaux gérés par le délégataire) ce qui permet de limiter certains coûts.

2. Objet et étendue du service

La délégation de service public aura pour objet la gestion, l'exploitation, l'entretien et la maintenance dans les deux parkings de l'Ecoquartier Danube (cf. plan de situation joint). Ces parkings seront mis à disposition de l'Eurométropole par l'Association syndicale libre Danube, dans le cadre de deux baux emphytéotiques d'une durée de 50 ans.

Le montage pour la réalisation et l'exploitation des parcs de stationnement se doit de répondre aux objectifs globaux suivants :

- maîtriser le taux de motorisation sur le quartier, donc disposer d'une gestion globale du système de mobilité intégrant un ensemble de solutions de déplacements à disposition sur le quartier via le Pass mobilité (transport collectif, autopartage, vélo partagé, parkings du quartier et externalisés comme les P+R, etc.) ;
- assurer le foisonnement et garantir une place dans un des parkings aux résidants et aux visiteurs du quartier qui n'auront pas trouvé de solution adaptée parmi les options alternatives proposées ;
- assurer la pérennité du système conçu dans le temps, c'est-à-dire maîtriser la commercialisation et les tarifs des abonnements, ainsi que le régime des places, tout en assurant l'équilibre financier des ouvrages ;
- capter les automobilistes aux entrées du quartier, en évitant leur circulation à l'intérieur, avec des dispositifs d'affichage dynamique (nombre de places disponibles, fléchage jusqu'aux places de stationnement libres) ;
- mettre en place un dispositif d'accompagnement et de conseil en mobilités au moment de la commercialisation ou de la mise en location des logements, afin d'orienter les habitants utilisant occasionnellement leur voiture vers un abandon de leur voiture individuelle au profit du bouquet de services offert par le « Pass Mobilité ».

Ces objectifs se traduiront par des exigences et obligations en terme de fonctionnement des parkings, attendues par la collectivité, qui seront déterminées dans le futur cahier des charges, notamment :

- les ouvrages accueilleront principalement des usagers abonnés du quartier, selon une grille tarifaire fixée par la collectivité et conçue afin de rendre attractifs les abonnements prévus par le Pass Mobilité, en évitant des tarifs trop bas dans les parkings, notamment pour les abonnements 24h/24, mais en évitant également des coûts dissuasifs encourageant le report des voitures de Danube sur les voiries des quartiers périphériques ;
- 35 abonnements seront réservés aux locataires de la tour « Elithis » dans le 1er parking de 128 places, à un tarif convenu entre la collectivité et le propriétaire de la tour ;
- aucune place ne sera réservée aux usagers, le principe de fonctionnement étant la banalisation des tous les emplacements permettant le foisonnement des différents usages ;
- ils seront ouverts 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 ; les parkings pourront fonctionner avec présence humaine et/ou de télégestion afin d'en optimiser le fonctionnement ;
- le premier parking sera pré-équipé du matériel d'exploitation nécessaire à l'accès des premiers abonnés, l'exploitant aura à sa charge les caisses, les systèmes de

vidéosurveillance, d'interphonie, et de gestion à distance, ainsi que la peinture et la signalétique ;

- le second parking sera livré brut et nécessitera la mise en place du matériel d'exploitation (contrôle d'accès, caisses et barrières), et des systèmes de vidéosurveillance, d'interphonie et de gestion à distance, ainsi que de la peinture et de la signalétique ;
- des éléments complémentaires, notamment concernant la charte graphique, l'éclairage complémentaire, la signalétique, la signalisation, le guidage à la place, ou en termes de services offerts et de fonctionnement des parkings, pourront être proposés par les candidats dans le cadre de leur offre ;
- le délégataire sera responsable du fonctionnement du service et l'exploitera à ses risques et périls ; il sera tenu à des objectifs d'efficacité, de qualité et de transparence ;
- il devra souscrire toutes les assurances pour couvrir les risques liés à sa mission.

3. Exploitation

L'exploitant sera ainsi chargé de l'exploitation, de la gestion de l'entretien et de la maintenance des deux parkings en ouvrage, pour une durée de 9 ans (offre de base) ou de 10 ans (option obligatoire proposée par les candidats dans le cadre de leur offre).

La réalisation des deux ouvrages sera phasée : le premier parking de 128 places devrait être livré au 2ème trimestre 2016 et le second parking de 340 places au 4ème trimestre 2018. Afin d'accueillir, dans de bonnes conditions, les premiers résidants et entreprises du quartier, le premier parking sera mis en service au 2ème trimestre 2016 et exploité pendant quelques mois par l'Asl, avant d'être mis à disposition de l'Eurométropole puis confié au délégataire au 1er trimestre 2017.

Le délégataire sera responsable du bon fonctionnement du service. Il l'exploitera à ses risques et périls. Il garantira la continuité du service public et souscrira à toutes les assurances utiles. Il devra respecter la réglementation en vigueur et disposer de toutes les autorisations et attestations nécessaires à l'exécution de la mission qui lui a été confiée.

Afin de justifier de la bonne réalisation des missions à sa charge, le délégataire sera appelé à constituer des garanties financières (sous forme de garantie à première demande ou de caution) ; celles-ci seront prévues dans la convention de délégation de service public.

4. Travaux

La mise en service des deux équipements nécessitera la réalisation des investissements précités (matériel péager, systèmes de vidéosurveillance, d'interphonie et de gestion à distance, peinture et signalétique).

Le délégataire assurera l'entretien, la maintenance, le renouvellement et l'exploitation des équipements. Il soumettra pour accord à la collectivité son programme d'investissements.

5. Dispositions financières

Le délégataire percevra sa rémunération directement auprès des usagers. Les tarifs des abonnements et des tickets horaires sont fixés par l'Eurométropole de Strasbourg et révisés par décision de la Collectivité après consultation de l'exploitant.

En contrepartie des droits qui lui seront accordés, le délégataire devra verser à la collectivité une redevance fixe relative à la mise à disposition des équipements, tenant compte du coût d'amortissement des investissements réalisés et des frais de contrôle ainsi qu'éventuellement une redevance variable liée à l'activité du service.

En revanche, en fonction des contraintes de service public que la collectivité serait amenée à imposer notamment concernant les tarifs pratiqués dans les parkings, le délégataire pourrait, le cas échéant, percevoir une subvention d'exploitation.

Les bases de calcul des redevances seront définitivement arrêtées lors des négociations puis validées par le Conseil lorsque le contrat de délégation lui sera soumis pour approbation.

Tous les impôts et taxes liés à l'exploitation du service délégué, y compris ceux relatifs aux immeubles, sont à la charge du délégataire qui sera l'exploitant fiscal de la délégation à l'exception de la taxe foncière.

6. Personnel

S'agissant de la création de nouveaux parkings, le personnel affecté à la gestion de ce service sera le personnel mis en place par le délégataire retenu.

Aucun personnel de la collectivité ne sera employé ou mis à disposition pour l'exploitation du service.

7. Contrôle de la délégation

Information :

Le délégataire sera tenu de communiquer à la collectivité, au fil de l'exploitation, toutes les informations importantes relatives à l'activité des deux parkings en ouvrage.

Compte-rendu d'activité du délégataire :

Chaque année, le délégataire remettra à l'autorité délégante un rapport comprenant un volet « activité » et un volet « financier ». Le volet activité retracera l'activité de l'année échue et fournira une analyse de la qualité du service, des propositions d'amélioration de ce service, et tous documents qui permettront d'évaluer les conditions d'exécution du service. Le volet financier inclura les comptes de la délégation. Des rencontres informelles d'information seront organisées par l'autorité délégante et permettront à celle-ci de suivre l'évolution trimestre par trimestre.

Afin de mesurer l'évolution de l'activité du délégataire, la collectivité définira avec le délégataire un ensemble d'indicateurs que le compte-rendu du délégataire intègrera. Ces indicateurs permettront à la collectivité d'apprécier la qualité du service rendu et la performance de la gestion du délégataire.

Contrôle de la Collectivité :

Le délégant aura la possibilité de réaliser tous les contrôles qu'il estime nécessaires pour s'assurer de la qualité du service rendu aux usagers, et conformément à la réglementation en vigueur. Le délégataire facilitera cette démarche. Les conditions de ces contrôles seront précisées dans le cahier des charges de la convention de délégation.

8. Sanctions

La convention de délégation de service public déterminera des moyens de sanction en cas de non respect des obligations contractuelles ou légales par le délégataire. Ces sanctions seront d'ordre pécuniaire, coercitif voire résolutoire en fonction du degré de gravité et du manquement aux obligations de service public.

9. Fin de contrat

Toute cession du contrat devra être autorisée par la collectivité.

La collectivité pourra prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité du service public en fin de contrat.
A l'expiration de la convention de délégation, le délégant sera subrogé dans les droits du délégataire.

Par principe, le délégataire remettra gratuitement à la collectivité les biens de retour en fin de contrat. Le cas échéant, si tout ou partie des investissements réalisés par le délégataire ne pouvaient être amortis sur la durée du contrat (au vu des modalités d'amortissement prévues par les normes comptables), la collectivité et le délégataire se retrouveraient afin d'envisager les conditions financières du retour de ces biens non amortis dans le patrimoine de la collectivité.

1ERE TRANCHE
F1, F3 : VINCI (BIECHER, QUIROT) / 56 LOGEMENTS
F2 : HABITATION MODERNE / 35 LOGEMENTS (PLUS)
B2.2 : HABITAT DE L'ILL (DWPA) / 14 LOGEMENTS (ACCES. SOC.)
H1 : BATIGERE (URBAN KULTUR) / 36 LOGEMENTS (11 PLAI, 25 PLUS)
H2-H3 : ALTEXIA/NEXOFFICE (COLOMERT ET DUMONT) / 64 LOGEMENTS ETUDIANTS

AUTOPROMOTION
B2.1 : PHARIED (6 LOGEMENTS)
B2.3. : COLLECTIF E0 (4 LOGEMENTS)
H4 : TANGRAM (3 LOGEMENTS, 1200 m² ACTIVITES)
C3 : DUMP (10 LOGEMENTS)

2EME TRANCHE / ILOT A
A1, A3 : NOUVEAU LOGIS DE L'EST
A2 : TOUR ELITHIS (66 LOGEMENTS)
G : ECOLE + 40 LOGEMENTS
I, J : PROGRAMMATION MIXTE

ZAC DANUBE

22 janvier 2014

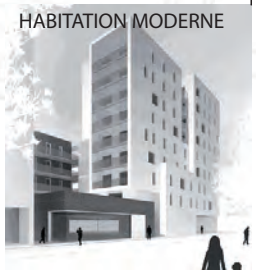




PARKINGS MUTUALISES



HABITATION MODERNE



HABITAT DE L'ILL



BATIGERE





34

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Poursuite de l'instruction du projet d'extension Ouest du réseau tramway de l'agglomération Strasbourgeoise : organisation d'une concertation depuis le centre ville de Strasbourg vers Koenigshoffen - Avis du Conseil Municipal de Strasbourg.

Suite aux différents temps de concertation menés respectivement en 2011 et 2013, une délibération confirmant le principe d'une desserte en tramway sur fer sur les corridors Ouest a été adoptée par le Conseil de communauté le 12 juillet 2013.

L'objet de la présente délibération du Conseil municipal est d'émettre un avis sur l'engagement d'une **procédure de concertation supplémentaire** portant sur la création d'une infrastructure tramway depuis le centre-ville de Strasbourg vers le quartier de Koenigshoffen.

La présente s'appuie sur les orientations de la délibération "Mise en œuvre du Schéma Directeur des Transports Collectifs 2025" qui sera soumise à l'approbation du Conseil de l'Eurométropole du 18 décembre prochain.

1. Rappel des décisions et procédures antérieures

La desserte du secteur Ouest de l'agglomération strasbourgeoise par le réseau tramway est conforme aux objectifs de maillage du réseau structurant des transports collectifs décrits au volet « Transports Collectifs » du SCOTERS (approuvé le 1er juin 2006) et au Schéma Directeur des Transports Collectifs à l'horizon 2025 (approuvé le 25 juin 2010).

Une délibération confirmant le principe d'une desserte en tramway sur fer sur les corridors ouest et nord a été adoptée par le Conseil communautaire le 12 juillet 2013.

2. Prise en compte des nouvelles orientations du PLUi

1. Evolution du projet

Le POA (Programme d'Orientations et d'Actions) – volet 3 du PLUi, dont le contenu a été arrêté en Conseil de l'Eurométropole du 27 novembre 2015, fixe les nouvelles orientations

de la feuille de route des investissements relatifs au réseau de transports en commun structurants.

Les premières mesures identifiées à cet effet sont :

- mailler le cœur métropolitain afin de faciliter l'accès au centre de l'agglomération ;
- optimiser les échanges entre les différents modes de transports.

Sur ces bases, la desserte en tramway du corridor ouest est identifiée comme prioritaire (réalisation avant 2020) au regard des enjeux de mutualisation et de maillage des infrastructures de transports urbaines et interurbaines à l'entrée ouest de l'agglomération (Tram, TSPO et maillage bus de centre ville).

A l'inverse, la création d'une nouvelle ligne structurante de transport reliant les communes de Bischheim, Schiltigheim et Strasbourg prévue au PLUi doit s'inscrire dans la dynamisation du réseau bus au même horizon. Celle-ci devra d'ailleurs utilement s'appuyer sur l'amélioration de l'articulation avec le réseau ferroviaire dans le cadre de l'intégration tarifaire (rabattement sur les gares)

Au regard de ce nouveau contexte distinguant les modalités de desserte des deux corridors nord et ouest, le raccordement initialement prévu à la gare doit être reconsidéré.

Plus précisément concernant la desserte tramway du corridor ouest, l'hypothèse du prolongement de la ligne C via les boulevards pose les difficultés suivantes :

– d'une part, la fréquentation des voyageurs SNCF gare va continuer à croître de manière significative dans les prochaines années. Les réserves de capacités actuelles sur la ligne C (aujourd'hui à 4 min en heure de pointe dans chaque sens) ne permettront pas d'absorber la desserte supplémentaire de Koenigshoffen ;
– d'autre part, la gestion actuelle de la plateforme intermodale devant la gare (bus/tram/train), limitée en espace, ne permet pas d'insérer une infrastructure tramway sans revoir complètement son organisation ;
– enfin, de nouveaux travaux sur la place de la gare (qui a fait l'objet de plusieurs mutations successives ces 20 dernières années) doivent dorénavant s'inscrire dans un périmètre élargit, prenant en compte l'évolution du secteur d'arrière gare dont la temporalité partagée avec les autorités organisatrices de mobilité concernées ne correspond pas à celle de la desserte du quartier de Koenigshoffen.

Pour ces raisons, et dans une logique d'optimisation des investissements à court terme, l'analyse du fonctionnement du réseau met en évidence, au regard des fréquentations et réserves de capacités dans les rames, l'opportunité de raccorder directement la desserte de Koenigshoffen à la plateforme tramway desservant actuellement les lignes B et F. En effet, le déplacement du terminus Elsau de la ligne F à Koenigshoffen (Allée des Comtes) pourrait être réalisé à fréquences et matériels roulants quasi constants sans pénaliser la desserte de l'Elsau. A cet effet, seule pourrait être nécessaire la mise en œuvre d'un renfort d'heure de pointe sur la ligne B au départ de l'Elsau pour maintenir la capacité de transport sur ce secteur, par ailleurs acceptable en termes d'exploitation au passage du nœud Homme de Fer.

2. Nouveau programme d'aménagement relatif à la desserte de l'axe Ouest

Sur la base des éléments décrits ci-avant, un nouveau programme de réalisation d'une infrastructure tramway jusqu'aux secteurs Hohberg/Poteries est établi sur l'axe Ouest selon le phasage suivant :

- opération 1 (2019/2020) : Création d'une infrastructure tramway depuis le centre ville de Strasbourg (via la plateforme des lignes F et B actuelles) jusqu'à l'Allée des Comtes en passant sur l'axe historique de la route des Romains,
- opération 2 (après 2020) : Création d'une infrastructure tramway depuis l'Allée des Comtes vers les secteurs Hohberg/Poteries.

Au-delà des secteurs Hohberg/Poteries, la poursuite de la desserte de l'axe ouest est prise en compte dans le cadre du PLU intercommunal par l'inscription dans le Programme d'Orientations et d'Actions ''déplacements'' d'un corridor, support d'une infrastructure de transport en commun structurant.

3. Organisation d'une concertation supplémentaire relative au projet d'extension Ouest du réseau tramway depuis le centre-ville de Strasbourg vers Koenigshoffen

L'article L. 300-2 du code de l'urbanisme pose le principe que les personnes publiques qui ont l'initiative d'opérations d'aménagement, notamment à l'occasion de la réalisation d'un projet d'infrastructure de transport guidé (tramway) sont tenues de mettre en place, avant d'arrêter un projet dans sa nature et ses options essentielles, ainsi que leur décision, ou, si elles le jugent opportun ou utile, en cas d'évolution significative d'une opération, une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

Partant, afin de prendre en compte les attentes de la population en termes d'amélioration du cadre de vie, et de vérifier la pertinence des objectifs, il apparaît nécessaire d'exposer et de partager les enjeux de ce projet. A cet effet, il est proposé une **concertation supplémentaire**.

La concertation portera notamment sur :

- le raccordement au centre ville ;
- les conditions d'insertion du tramway sur les axes empruntés ;
- la réorganisation du réseau bus associé ;
- les besoins et modalités de mise en œuvre du stationnement ainsi que les modes actifs.

Il appartient à l'assemblée délibérante de l'Eurométropole de fixer les modalités de concertation.

Cette concertation sur les principes fondamentaux du projet (hors le mode de transport par tram sur fer retenu pour cette liaison à la suite des précédents temps de concertation) doit permettre à la collectivité de poser en des termes clairs les objectifs à atteindre pour

la satisfaction des besoins de transport collectif de l'agglomération. Elle doit permettre de déterminer les engagements opérationnels quantitatifs et qualitatifs attachés au projet.

Le processus d'études déjà engagé a permis l'émergence d'un certain nombre d'hypothèses qui sont actuellement examinées (principe du raccordement, localisation des stations, principes d'intermodalité, niveau et étendue du service à assurer).

Le résultat de cette concertation devra également offrir à l'Eurométropole la possibilité de parachever le processus d'études destiné à évaluer les enjeux de la desserte des quartiers traversés ainsi que les contraintes d'insertion du tracé.

Les modalités retenues comportent, sur une durée d'un mois :

- une information diffusée dans la presse locale ainsi que dans le bulletin municipal de Strasbourg et dans le journal Strasbourg/Eurométropole Mag ;
- une lettre d'information présentant le projet, annonçant et expliquant la procédure de concertation ;
- au moins une réunion publique ;
- des réunions-ateliers avec les représentants des organismes et associations représentatifs des intérêts des quartiers desservis et des usagers du transport public ;
- des expositions accompagnées de registres d'expression du public ;
- l'édition d'une plaquette de présentation du projet, disponible dans les lieux d'exposition, sur internet et sur demande ;
- l'utilisation du site internet de l'Eurométropole et, le cas échéant, de la ville de Strasbourg ;
- la mise à disposition d'une ligne téléphonique d'information.

A l'issue de la concertation le bilan sera arrêté par le Conseil de l'Eurométropole qui approuvera également le programme de l'opération qui pourra faire l'objet d'études d'avant-projet approfondies.

Cette concertation se déroulera **au premier semestre 2016**.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

émet un avis favorable

- *à l'organisation d'une concertation supplémentaire portant sur la création d'une infrastructure tramway depuis le centre ville de Strasbourg vers le quartier de Koenigshoffen (1er semestre 2016);*

- *à la mise en œuvre de modalités énumérées ci-après :*

- *diffusion d'informations dans la presse locale et dans les bulletins de la collectivité concernée,*

- *diffusion d'une lettre d'information,*

- *organisation d'au moins une réunion publique, la date et le lieu seront portés à la connaissance du public par voie de presse.*

- *réunions-ateliers avec les représentants des organismes et associations représentatifs des intérêts des quartiers desservis et des usagers,*

- *expositions accompagnées de registres d'expressions du public,*

- *édition d'une plaquette de présentation,*

- *utilisation du site internet de l'Eurométropole de Strasbourg,*

- *mise à disposition d'une ligne téléphonique d'information.*

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

Strasbourg.eu
eurométropole

35

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Avis portant sur l'Avant-Projet de l'opération de prolongement « Nord » de la ligne E du réseau tramway à STRASBOURG/Robertsau.

1/ RAPPEL DES DECISIONS ET PROCEDURES ANTERIEURES

Le prolongement vers le Nord de la ligne "E" du tramway, selon un axe central Sud-Nord du quartier strasbourgeois de la Robertsau, au-delà de son terminus actuel de Robertsau/ Boecklin, est prévu au PDU de la CUS (approuvé le 07 juillet 2000), au volet "Transport Collectif" du scoters (approuvé le 1er juin 2006) et au Schéma Directeur des Transports Collectifs à l'horizon "2025" (approuvé le 25 juin 2010).

Il a fait l'objet des délibérations suivantes du Conseil de Communauté :

- La délibération du 6 février 2004 –prenant en compte une recommandation de la Commission d'Enquête chargée de l'enquête publique relative au projet d'extensions du réseau tramway à l'horizon 2006-2008–, a décidé de mettre à l'étude un prolongement de la ligne "E" du tramway vers le centre du quartier de la Robertsau, à l'issue dudit programme tramway.

- La délibération du 5 avril 2007 a approuvé la mise en place d'un marché d'études de définition des extensions du réseau tramway prévues au scoters, notamment l'étude du prolongement "Nord" de la ligne "E" à Strasbourg/Robertsau.

- La délibération du 27 novembre 2009 a approuvé l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre n° 2009-1307/lot 2 au groupement "GETAS-PETER" pour la réalisation des missions de maîtrise d'œuvre relatives aux diverses extensions du tramway envisagées à moyen et long termes, dont le prolongement "Nord" de la ligne "E" à Strasbourg/ Robertsau, au titre des tranches conditionnelles n° 6 (avant-projet) et n°7 (missions "Post Avant-Projet").

- La délibération du 25 juin 2010 approuvant le Schéma Directeur des Transports Collectifs de la CUS à l'horizon "2025", a également décidé de réaliser le prolongement "Nord" de la ligne/tram "E" dans le quartier strasbourgeois de la Robertsau dans le cadre de la 2ème phase de programmation "2016-2020".

- La délibération du 25 novembre 2011 a notamment, retenu le principe de l'engagement de la concertation sur l'extension de la ligne "E" du tramway à la Robertsau et a arrêté un périmètre de sauvegarde visant à préserver la faisabilité de l'infrastructure tram entre l'arrière-gare de la station Robertsau/Boecklin et la rue de la Papeterie (CSC "L'Escale").

- La délibération du 15 février 2013 a décidé le lancement de la procédure de concertation publique relative à cette opération dans les conditions prévues par l'article L 300-2 du Code de l'Urbanisme et a arrêté les modalités de cette concertation.

- La délibération du 28 juin 2013 a approuvé le bilan de la concertation publique organisée du 06 mars au 06 avril 2013, a arrêté un périmètre de sauvegarde visant à préserver la faisabilité du prolongement à terme d'une ligne TCSP entre le CSC "L'Escale" et la route *de la Wantzenau* et a approuvé la poursuite par la Communauté Urbaine de Strasbourg des études et des procédures afférentes à la mise en œuvre du projet d'extension « Nord » de la ligne "E" du tramway, en premier lieu à l'élaboration des études d'avant-projet.

2/ DOSSIER D'AVANT-PROJET D'EXTENSION "NORD" DE LA LIGNE DE TRAM "E"

Le dossier d'avant-projet d'extension "Nord" de la ligne "E" du réseau tramway est présenté dans le projet de délibération de l'Eurométropole de Strasbourg ci-annexée :

Les études d'avant-projet du prolongement "Nord" de la ligne "E" du réseau tramway dans le quartier strasbourgeois de la Robertsau ont été réalisées en 2014-2015 par le groupement de maîtrise d'œuvre "GETAS + A. PETER", sous la maîtrise d'ouvrage du service CUS/Conduite de Projets Transport, en exécution du contrat de maîtrise d'œuvre CUS/2009-1307 du 21 décembre 2009.

Le programme des études d'avant-projet a été arrêté par la délibération n° 46 du Conseil de Communauté du 28 juin 2013, qui a également approuvé le bilan de la concertation publique mise en œuvre du 6 mars au 6 avril 2013. Cette délibération a été votée suite à la délibération N°32 du Conseil municipal de STRASBOURG du 24 juin 2013 délivrant un avis favorable au bilan de la concertation publique.

Cet avant-projet a permis, notamment :

- de confirmer la faisabilité de l'opération de prolongement de l'infrastructure de la ligne "E" du tramway projetée, longue de 1,4 km et équipée de 3 stations nouvelles, y compris le nouveau terminus Papeterie/Niederau ;
- de préciser la solution retenue tant au niveau des caractéristiques techniques et d'insertion de la plate forme du tramway et de ses équipements d'exploitation, que de l'organisation du plan de circulation générale, de la restructuration du réseau urbain d'autobus associé, du développement du réseau cyclable et de la requalification des espaces publics ;

- de confirmer la cohérence de l'opération avec les orientations du schéma "Transports Collectifs" du SCOTERS (approuvé le 1er juin 2006) et du Schéma Directeur des Transports Collectifs à l'horizon "2025", approuvé par le Conseil/CUS du 25 juin 2010 et avec le POS de la Ville de Strasbourg ;
- de confirmer la cohérence de l'opération projetée avec les objectifs majeurs de la politique globale de déplacements retenue à l'échelle de l'agglomération, tels que traduits par le PDU/CUS approuvé par le Conseil CUS du 7 juillet 2000 (dont la révision a été arrêtée par le Conseil CUS le 27 janvier 2012) ;
- de s'inscrire dans les objectifs du PLU de la Robertsau en cours de révision ;
- d'identifier tous les biens et immeubles situés dans l'emprise du projet ;
- de déterminer le planning de réalisation de cette opération de développement du réseau tramway ;
- de réaliser une estimation détaillée des coûts d'investissement "travaux et équipements" (estimés à 19,4 M€ HT dans le cadre de cet avant-projet, en date de valeur janvier 2015), en vue de l'élaboration d'un plan de financement approprié par le maître d'ouvrage. Précision est faite que, par décision rendue publique le 26 avril 2015, l'Etat et la Région Alsace ont prévu d'allouer un concours financier de 7,6 millions d'euros à cette opération, dans le cadre du CONTRAT TRIENNAL "Strasbourg Capitale Européenne 2015 – 2017" (au titre de l'amélioration de la desserte des institutions européennes et du palais de la Musique et des Congrès depuis la gare et l'aéroport) ;
- de justifier le choix d'investissement public par une évaluation financière, économique et sociale approfondie. Il en ressort que le taux de rentabilité interne de ce projet (TRI) est évalué à 6,9 %, ce qui place ce projet au-dessus du taux d'actualisation de 4 % de l'instruction cadre du 27 mai 2005, fixant le seuil de rentabilité socio-économique des grands projets d'infrastructures. Le temps de retour sur investissement est d'environ 30 ans, alors que la durée de vie admise par un tel projet tramway est de 40 ans. Ce projet est donc globalement bénéficiaire.

2/1 Subventions du projet

L'investissement requis pour la réalisation du projet d'extension "Nord" de la ligne "E" du tramway est subventionné par :

- un concours financier de l'Etat, à hauteur de 4,0 M€, réservé au budget de l'Etat au titre du CONTRAT TRIENNAL "Strasbourg Capitale Européenne 2015 – 2017" ;
- une subvention de la Région Alsace au titre du CONTRAT TRIENNAL "Strasbourg Capitale Européenne 2015 – 2017", attendue à 3,6 M€.

2/2 Modalités de transfert de la Maîtrise d'ouvrage de l'opération au concessionnaire CTS : Avenant futur au contrat de concession EMS/CTS

A l'issue des études d'avant-projet et après approbation de principe du dossier d'avant projet produit par le maître d'ouvrage "EMS", la maîtrise d'ouvrage de l'opération d'extension "Nord" de la ligne de tram "E" sera transférée au concessionnaire CTS, par voie d'avenant au contrat de concession "EMS/CTS".

Cet avenant aura pour objet principal de confier à la CTS :

- la maîtrise d'ouvrage des études et des missions "POST AVANT-PROJET" ainsi que des travaux -y compris leur financement-, de l'opération de prolongement "Nord" de la ligne "E" du tramway dans le quartier strasbourgeois de la Robertsau, la ligne "E" ayant son terminus à "*Papeterie/Niederau*" ;
- l'exploitation de ce prolongement de la ligne de tram "E" et l'entretien des divers ouvrages, infrastructures et équipements réalisés.

Poursuite de l'opération

A la suite de l'approbation du dossier d'avant-projet par l'Eurométropole de Strasbourg, seront engagées les procédures suivantes :

- la saisine par l'EMS de l'autorité environnementale de l'Etat en vue de recueillir son avis sur l'étude d'impact du projet, incluant un dossier d'enquête, ainsi que la sollicitation du Préfet pour l'ouverture d'une enquête publique préalable à une Déclaration d'Utilité Publique des travaux et des acquisitions nécessaires à la réalisation de l'opération en application des articles L 11-1 à L 11-9 et R 11-1 et suivants du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ; cette enquête publique est envisagée au **premier semestre 2016**, lorsque l'expropriation est poursuivie au profit d'une collectivité, afin de décider de la déclaration d'utilité publique l'autorité compétente de l'Etat demande au terme de l'enquête à la collectivité de se prononcer dans un délai qui ne peut excéder 6 mois sur l'intérêt général du projet, dans les conditions de l'article L126-1 du code de l'environnement (Déclaration de projet) ;

- les acquisitions par voie amiable ou si nécessaire-après enquête parcellaire- par voie d'expropriation, des emprises nécessaires au projet, dont les travaux pourront être engagés fin 2016.

3/ OBJET DE LA PRÉSENTE DÉLIBÉRATION

La présente délibération s'appuie sur les orientations « Mise en œuvre du Schéma Directeur des Transports Collectifs 2025 » qui sera soumise à l'approbation du Conseil de L'Eurométropole du 18 décembre prochain.

L'objet de la présente délibération est d'apporter l'avis du Conseil Municipal de Strasbourg sur :

- les différentes composantes, tant techniques que financières, du dossier d'avant-projet du prolongement Nord de l'infrastructure de la ligne "E" du tramway vers son nouveau terminus Papeterie/Niederau ;

- les modalités de transfert de la Maîtrise d'Ouvrage de l'opération au concessionnaire CTS ;

- l’acquisition de l’ensemble des terrains nécessaires à la réalisation du prolongement "Nord" de la ligne "E" du tramway et de ses opérations d’accompagnement.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré,

émet un avis favorable

sur le projet de délibération de l’Eurométropole de Strasbourg ci-annexée visant à approuver :

- *les différentes composantes, tant techniques que financières, du dossier d'avant-projet d’extension "Nord" de la ligne "E" du tramway de l’Eurométropole de Strasbourg vers son terminus de "Papeterie/Niederau" ;*

- *l’acquisition des terrains nécessaires à la réalisation du projet d’extension "Nord" de la ligne "E" du tramway.*

demande

à l’Eurométropole de Strasbourg d'engager les procédures administratives visant à permettre la mise en œuvre de cette opération d’extension "Nord" de la ligne "E" du tramway, en premier lieu l'organisation d'une enquête publique au 1er semestre 2016.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

31

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 18 décembre 2015

Approbation de l'Avant-Projet de l'opération de prolongement 'Nord' de la ligne E du réseau tramway à Strasbourg/Robertsau à l'horizon 'début 2019'.

OBJET DE LA PRÉSENTE DÉLIBÉRATION

Le présent rapport a pour objet de présenter au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg, en vue de leur approbation :

- les différentes composantes, tant techniques que financières, du dossier d'avant-projet du prolongement Nord de l'infrastructure de la ligne "E" du tramway vers son nouveau terminus Papeterie/Niederau ;

- la réorganisation associée du réseau de transports collectifs et du plan de circulation générale ainsi que du stationnement automobile ;

- le schéma d'exploitation et le trafic prévisionnel du réseau de transport collectif (tram + bus) -après mise en service de cette extension-, et la qualité de service offerte à la clientèle.

1/ RAPPEL DES DECISIONS ET PROCEDURES ANTERIEURES

Le prolongement vers le Nord de la ligne "E" du tramway, selon un axe central Sud-Nord du quartier strasbourgeois de la Robertsau, au-delà de son terminus actuel de Robertsau/ Boecklin, est prévu au PDU de la CUS (approuvé le 07 juillet 2000), au volet "Transport Collectif" du scoters (approuvé le 1er juin 2006) et au Schéma Directeur des Transports Collectifs à l'horizon "2025" (approuvé le 25 juin 2010).

Il a fait l'objet des délibérations suivantes du Conseil de Communauté :

– La délibération du 6 février 2004 –prenant en compte une recommandation de la Commission d'Enquête chargée de l'enquête publique relative au projet d'extensions du réseau tramway à l'horizon 2006-2008–, a décidé de mettre à l'étude un prolongement

de la ligne "E" du tramway vers le centre du quartier de la Robertsau, à l'issue dudit programme tramway.

- La délibération du 05 avril 2007 a approuvé la mise en place d'un marché d'études de définition des extensions du réseau tramway prévues au scoters, notamment l'étude du prolongement "Nord" de la ligne "E" à Strasbourg/Robertsau.

- La délibération du 27 novembre 2009 a approuvé l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre n° 2009-1307/lot 2 au groupement "GETAS-PETER" pour la réalisation des missions de maîtrise d'œuvre relatives aux diverses extensions du tramway envisagées à moyen et long termes, dont le prolongement "Nord" de la ligne "E" à Strasbourg/ Robertsau, au titre des tranches conditionnelles n° 6 (avant-projet) et n° 7 (missions "Post Avant-Projet").

- La délibération du 25 juin 2010 approuvant le Schéma Directeur des Transports Collectifs de la CUS à l'horizon "2025", a également décidé de réaliser le prolongement "Nord" de la ligne/tram "E" dans le quartier strasbourgeois de la Robertsau dans le cadre de la 2ème phase de programmation "2016-2020".

- La délibération du 25 novembre 2011 a notamment, retenu le principe de l'engagement de la concertation sur l'extension de la ligne "E" du tramway à la Robertsau et a arrêté un périmètre de sauvegarde visant à préserver la faisabilité de l'infrastructure tram entre l'arrière-gare de la station Robertsau/Boecklin et la rue de la Papeterie (CSC "L'Escale").

- La délibération du 15 février 2013 a décidé le lancement de la procédure de concertation publique relative à cette opération dans les conditions prévues par l'article L 300-2 du Code de l'Urbanisme et a arrêté les modalités de cette concertation.

- La délibération du 28 juin 2013 a approuvé le bilan de la concertation publique organisée du 06 mars au 06 avril 2013, a arrêté un périmètre de sauvegarde visant à préserver la faisabilité du prolongement à terme d'une ligne TCSP entre le CSC "L'Escale" et la route *de la Wantzenau* et a approuvé la poursuite par la Communauté Urbaine de Strasbourg des études et des procédures afférentes à la mise en œuvre du projet d'extension « Nord » de la ligne "E" du tramway, en premier lieu à l'élaboration des études d'avant-projet.

2/ PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU DOSSIER D'AVANT-PROJET D'EXTENSION "NORD" DE LA LIGNE DE TRAM "E"

Les études d'avant-projet du prolongement "Nord" de la ligne "E" du réseau tramway dans le quartier strasbourgeois de la Robertsau ont été réalisées en 2014-2015 par le groupement de maîtrise d'œuvre "GETAS + A. PETER", sous la maîtrise d'ouvrage du service CUS/Conduite de Projets Transport, en exécution du contrat de maîtrise d'œuvre CUS/2009-1307 du 21 décembre 2009.

Le programme des études d'avant-projet a été arrêté par la délibération n° 46 du Conseil de Communauté du 28 juin 2013, qui a également approuvé le bilan de la concertation

publique mise en œuvre du 6 mars au 6 avril 2013. Cette délibération a été votée suite à la délibération conforme prise à ce sujet par le Conseil municipal de STRASBOURG le 24 juin 2013.

Cet avant-projet a permis, notamment :

- de confirmer la faisabilité de l'opération de prolongement de l'infrastructure de la ligne "E" du tramway projetée, longue de 1,4 km et équipée de 3 stations nouvelles, y compris le nouveau terminus Papeterie/Niederau ;
- de préciser la solution retenue tant au niveau des caractéristiques techniques et d'insertion de la plate forme du tramway et de ses équipements d'exploitation, que de l'organisation du plan de circulation générale, de la restructuration du réseau urbain d'autobus associé, du développement du réseau cyclable et de la requalification des espaces publics ;
- de confirmer la cohérence de l'opération avec les orientations du schéma "Transports Collectifs" du SCOTERS (approuvé le 1er juin 2006) et du Schéma Directeur des Transports Collectifs à l'horizon "2025", approuvé par le Conseil/CUS du 25 juin 2010 et avec le POS de la Ville de Strasbourg ;
- de confirmer la cohérence de l'opération projetée avec les objectifs majeurs de la politique globale de déplacements retenue à l'échelle de l'agglomération, tels que traduits par le PDU/CUS approuvé par le Conseil CUS du 7 juillet 2000 (dont la révision a été arrêtée par le Conseil CUS le 27 janvier 2012) ;
- de s'inscrire dans les objectifs du PLU de la Robertsau en cours de révision ;
- d'identifier tous les biens et immeubles situés dans l'emprise du projet ;
- de déterminer le planning de réalisation de cette opération de développement du réseau tramway ;
- de réaliser une estimation détaillée des coûts d'investissement "travaux et équipements" (estimés à 19,4 M€ HT dans le cadre de cet avant-projet, en date de valeur janvier 2015), en vue de l'élaboration d'un plan de financement approprié par le maître d'ouvrage. Précision est faite que, par décision rendue publique le 26 avril 2015, l'Etat et la Région Alsace ont prévu d'allouer un concours financier de 7,6 millions d'euros à cette opération, dans le cadre du CONTRAT TRIENNAL "Strasbourg Capitale Européenne 2015 – 2017" (au titre de l'amélioration de la desserte des institutions européennes et du palais de la Musique et des Congrès depuis la gare et l'aéroport) ;
- de justifier le choix d'investissement public par une évaluation financière, économique et sociale approfondie. Il en ressort que le taux de rentabilité interne de ce projet (TRI) est évalué à 6,9 %, ce qui place ce projet au-dessus du taux d'actualisation de 4 % de l'instruction cadre du 27 mai 2005, fixant le seuil de rentabilité socio-économique des grands projets d'infrastructures. Le temps de retour sur investissement est d'environ 30 ans, alors que la durée de vie admise par un tel projet tramway est de 40 ans. Ce projet est donc globalement bénéficiaire.

3/ CARACTÉRISTIQUES DU TRACÉ ET DE L'INFRASTRUCTURE DES EXTENSIONS TRAMWAY PROJETEES DANS LE QUARTIER STRASBOURGEOIS DE LA ROBERTSAU

Les études d'avant-projet menées en 2014/2015 intègrent au projet diverses thématiques, notamment en matière de positionnement des futures stations, d'implantation de la plate-

forme du tramway, d'aménagements paysagers de l'espace public, d'accessibilité locale, de stationnement, de réorganisation du réseau/bus associé.

3/1 Enjeux stratégiques et objectifs fonctionnels du projet d'extension "Nord" de la ligne "E" du tramway

Les rapports thématiques du dossier d'avant-projet du prolongement "Nord" du réseau tramway dans le quartier strasbourgeois de la Robertsau, de même que le Plan local des Déplacements (PLD) de STRASBOURG et environs, déclinent à l'échelle du secteur "Est" de l'Eurométropole de Strasbourg les orientations majeures du PDU dans la perspective de définir une organisation des déplacements répondant aux objectifs stratégiques suivants :

- favoriser le développement urbain et économique en améliorant et en diversifiant les systèmes de déplacements assurant l'accessibilité des zones d'activités du quartier strasbourgeois de la Robertsau et de ses équipements, en cohérence avec les orientations du SCOTERS (juin 2006) ;

- rénover et diversifier l'image de la zone de centralité de la Robertsau et renforcer la cohésion sociale et territoriale de ce quartier strasbourgeois dans une perspective de densification maitrisée de l'urbanisation – Ste Anne, Hôpital St François, Ecole Européenne, Consulat de Turquie, Consulat de Chine, Atelier EMS, Ile des Sports, Quartier d'Affaires International –, en mettant à la disposition du plus grand nombre des moyens de transports collectifs ainsi que des équipements d'intermodalité performants ;

- contribuer à la réhabilitation du cadre de vie dans les quartiers desservis par une requalification paysagère de qualité du corridor et des espaces-publics empruntés par le tramway, en contribuant également à l'amélioration des facteurs de l'environnement urbain, en cohérence avec le Plan "Climat" (2010) de la CUS, notamment en termes de qualité de l'air ;

- accompagner voire anticiper le développement urbain et territorial du quartier de la Robertsau, en concevant un concept de déplacements multimodal cohérent avec les documents de planification urbaine et avec les orientations de la démarche ÉCOCITÉS "STRASBOURG – Métropole des Deux Rives" (2011), validée par l'Etat, dont l'opération d'urbanisme "Agro-Eco-Quartier MELANIE" constitue l'un des projets-leviers. L'optimisation de l'offre de transport permettra de démultiplier les effets attendus des projets urbains en renforçant leur attractivité et en favorisant leur ouverture vers les quartiers voisins.

C'est au regard de ces enjeux cardinaux qu'ont été arrêtés les objectifs fonctionnels et techniques assignés au projet de prolongement "Nord" de la ligne "E" du tramway et à la réorganisation associée du réseau urbain d'autobus ainsi que du plan de circulation générale étudiés dans le cadre de cet avant-projet.

3/2 Caractéristiques géométriques et d'aménagement de la nouvelle infrastructure correspondant au prolongement « Nord » de la ligne "E" du tramway existante

Les caractéristiques géométriques et d'insertion urbaine du prolongement "Nord" de la ligne de tram "E", au-delà de son terminus existant "*Robertsau/Boecklin*" , ont été analysées en détail, au niveau d'approfondissement "avant-projet" et représentées sur des plans établis à l'échelle 1/500e.

La longueur d'infrastructure nouvelle à construire entre la station "*Robertsau/Boecklin*" et le nouveau terminus "*Papeterie/Niederau*" est de 1410 m et permettra une extension de 1 604 m du service commercial de la ligne "E" qui desservira la zone de centralité du quartier de la Robertsau par trois nouvelles stations : "*Jardiniers*", "*Mélanie/Binger*" et "*Papeterie/Niederau*".

- Le tracé s'inscrit tout d'abord dans le prolongement du terminus actuel "*Robertsau/ Boecklin*" et des voies de retournement existantes au droit du cimetière St Louis (près du carrefour des rues *Arthur Beyler* et *du Docteur Maurice Freysz*), puis se poursuit hors axes routiers, dans les emprises réservées à cet effet au POS de STRASBOURG sous référence "ROB-A5", en direction de la rue *des Jardiniers*, qu'il traverse avant de s'engager en parallèle du sentier *Christ*. Sur ce tronçon de 220 m de longueur, le profil en travers de l'aménagement comprend, outre l'infrastructure tramway :

- un aménagement paysager de largeur variable de 20 à 30 m, engazonné, pourvu de massifs arbustifs et d'arbres non alignés ;
- une *voie verte* bidirectionnelle de 4 m de largeur réservée aux piétons et aux cyclistes, prolongeant la voie existante le long des infrastructures de retournement actuelles du terminus "*Robertsau/Boecklin*" ;
- une traversée piétonne au doit de la rue *Maurice Freysz*.

La plateforme tramway est implantée le long de la rue *Arthur Beyler*, au droit du cimetière municipal, au niveau duquel 8 places de parking seront supprimées par l'emprise. Le long de l'aménagement, un parking (16 places) sera réalisé en compensation des emplacements supprimés. L'insertion de la plate forme tram ne nécessitera pas d'acquisition foncière de terrains privés dans cette section.

- Une première station « *Jardiniers* » est alors envisagée, directement au Sud de la rue éponyme. Des capacités de stationnement "vélos" seront implantées à proximité de cette station.

  La rue *Jardiniers*, en sens unique en direction de la rue *Boecklin,* sera franchie en priorité par le tramway. Cette « intersection tramway » sera régulée par feux. Après avoir traversé la rue *des Jardiniers* le tracé continue ensuite en contournant l'école de la Robertsau par le Sud-est en direction de la rue *Amélie de Berckheim*.

  Le passage de la plateforme tramway vers l'école de la Robertsau implique l'intégration au domaine public de 2 propriétés riveraines situées coté Sud de la rue *des Jardiniers* (respectivement les numéros 19 et 21 de la rue *des Jardiniers*). Les biens immobiliers n° 19 et n° 21 sont déjà propriété de l'EMS. Les pavillons qui y sont bâtis seront démolis.

Après avoir traversé la rue *des Jardiniers* le tracé continue ensuite en contournant l'école de la Robertsau par le Sud-est en direction de la rue *Amélie de Berckheim*. Sur ce tronçon de 528 m de longueur, le profil en travers de l'aménagement comprend, outre l'infrastructure tramway :

- un aménagement paysager, engazonné, pourvu de massifs arbustifs et d'arbres non alignés ;
- une *voie verte* bidirectionnelle de 4 m de largeur réservée aux piétons et aux cyclistes, prolongeant la voie existante le long des infrastructures nouvelles à proximité Ouest de la rue *Amélie de Berckheim* ;
- une traversée piétonne au niveau de la passerelle du Parc *de la petite orangerie* ;
- le déplacement d'une aire de jeux du Parc *de la petite orangerie*, traversée par la plateforme tramway.

Le passage de la plateforme tramway en contournement de l'école de la Robertsau implique l'acquisition et l'intégration au domaine public de 4 « fonds de jardins » riverains situés dans les emprises réservées à cet effet au POS de STRASBOURG sous référence "ROB-A4", à l'Est de l'école de la Robertsau.

Puis le tracé s'engage en parallèle de la rue *Amélie de Berckheim* en direction du Nord.

Le passage de la plateforme tramway au Sud de la rue *Mélanie* implique l'acquisition et l'intégration au domaine public de 2 « fonds de jardins » riverains situés dans les emprises réservées à cet effet au POS de STRASBOURG sous référence "ROB-A4". Il implique également l'intégration au domaine public de 2 propriétés riveraines situées coté Sud de la rue *Mélanie* (respectivement les numéros 14 et 16 de la rue *Mélanie*). Les biens immobiliers n° 14 et n° 16 sont déjà propriété de l'EMS. Les pavillons qui y sont bâtis seront démolis.

➢ Une seconde station « *Mélanie/Binger* » est alors envisagée au Sud de la rue *Mélanie* en correspondance avec les arrêts de bus desservant la placette *du Ploon*. Cette rue sera franchie en priorité par le tramway. Cette « intersection tramway » sera régulée par feux. A proximité de la station, un parking (26 places) sera réalisé.

Après avoir traversé la rue *Mélanie* le tracé continue ensuite vers le Nord en direction des rues *des Frères Stoeffler*, *du Docteur François* et *Médiane*. Sur ce tronçon de 663 m de longueur, le profil en travers de l'aménagement comprend, outre l'infrastructure tramway :

- un aménagement paysager de largeur variable de 20 à 30 m, engazonné, pourvu de massifs arbustifs et d'arbres non alignés ;
- une *voie verte* bidirectionnelle de 4 m de largeur réservée aux piétons et aux cyclistes, prolongeant la voie existante le long des infrastructures nouvelles en direction du Nord.

Entre la rue *Mélanie* et la rue *des Frères Stoeffler*, le passage de la plateforme tramway au Nord de la rue *Mélanie* implique l'intégration au domaine public d'une propriété riveraine située coté Nord de la rue *Mélanie* (au numéro 23). Le bien immobilier n

° 23 est déjà propriété de l'EMS. Le pavillon qui y est bâti sera démoli. Il implique également l'acquisition et l'intégration au domaine public de 7 « fonds de jardins » riverains situés dans les emprises réservées à cet effet au POS de STRASBOURG sous référence "ROB-A4".

Entre la rue *des Frères Stoeffler* et la rue *du Docteur François*, le passage de la plateforme tramway à l'Ouest de la rue *des Frères Stoeffler* implique l'acquisition et l'intégration au domaine public de 2 « fonds de jardins » riverains situés dans les emprises réservées à cet effet au POS de STRASBOURG sous référence "ROB-A4". Il implique également l'intégration au domaine public d'une propriété riveraine située coté Sud de la rue *du Docteur François* (au numéro 33). Le bien immobilier n° 33 est déjà propriété de l'EMS. Le pavillon qui y est bâti sera démoli.

Entre la rue *du Docteur François* et la rue *Médiane*, le passage de la plateforme tramway au Nord de la rue *du Docteur François* implique l'acquisition et l'intégration au domaine public d'une propriété riveraine située coté Nord de la rue *du Docteur François* (au numéro 30), dans les emprises réservées à cet effet au POS de STRASBOURG sous référence "ROB-A4". Le pavillon qui y est bâti sera démoli.

- Le terminus « *Papeterie/Niederau* » est alors envisagé au Nord de la rue *Médiane*. Cette rue sera franchie en priorité par le tramway. Cette « intersection tramway » sera régulée par feux.

  A proximité du terminus, un parking (28 places) et un dispositif de retournement bus seront réalisés, connectés avec la rue *de la Renaissance*. Ce dernier dispositif permettra la correspondance des bus desservant la rue *de la Renaissance* avec le terminus. Des capacités de stationnement "vélos" seront implantées à proximité du parking. Le retournement des rames au terminus se fera en avant-gare par un dispositif implanté entre la station tram et le Sud de la rue *Médiane*.

4/ COÛTS D'INVESTISSEMENT DU PROJET D'EXTENSION "NORD" DE LA LIGNE TRAM "E" ET PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL

4/1 Décomposition du coût d'investissement du projet

L'opération de construction du prolongement "Nord" de la ligne tram "E" recouvre l'ensemble des éléments nécessaires au bon fonctionnement du système "TRAM-BUS". Concrètement elle comprend tous les travaux et installations d'équipements, regroupés en groupes d'ouvrages, dont le coût d'avant-projet est précisé dans le tableau de décomposition ci-après. Ce chiffrage a été établi sur la base des plans d'avant-projet au 1/500e, en valorisation "janvier 2015".

Groupes d'ouvrages	***Types de travaux et équipements***	***Coûts (HT) en M€ valeur "janvier 2015"***
GO.01	Déviations / rénovation de réseaux	**1,450**
GO.02	Ouvrages d'art	

GO.03	Aménagements de surface (y compris les travaux de libération d'emprises, de déviations localisées de voirie, de reconstitution de places de stationnement…)	**3,400**
GO.04	Construction des quais de stations tram et installations des équipements (y compris reconstitution des arrêts/bus)	**1,200**
GO.05	Construction et équipements des locaux techniques	**0,200**
GO.06	Construction de la plate forme tram, des voies de débranchement et des communications	**5,00**
GO.07	Installation des lignes aériennes d'alimentation du tramway	**1,600**
GO.08	Acquisition et installation de tous équipements "énergie" liés à l'exploitation du tramway	**1,200**
GO.09	Acquisition et installation de tous les systèmes d'exploitation (transmissions, SAE, SAI…)	**2,100**
GO.10	Dépôt et matériel roulant	**0,150**
	COÛT TOTAL(HT) "TRAVAUX" :	**16 300 000 €**

Le coût total hors taxes des travaux de construction et d'équipements de l'infrastructure est fixé à 16 300 000 €.

Aux précédents coûts de construction et d'équipements de l'infrastructure tramway s'ajoutent différents coûts "connexes" qui sont détaillés ci-dessus. Il s'agit de l'ensemble des dépenses qui concernent les études, les missions de pilotage et de contrôle et tous types d'interventions concourant à la réalisation des travaux ainsi que les acquisitions foncières.

Types de coûts connexes	***Coûts (HT) en M€ valeur "janvier 2015"***
Frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre	**1,59**
Frais de communications et indemnités	**0,21**
Frais d'acquisitions foncières (budget EMS)	**1,300**
COÛT TOTAL (HT) "OPÉRATIONS CONNEXES" 3 100 000 €	

Le coût total hors taxes des opérations connexes au projet est fixé à 3 100 000 €.

Le montant total (HT) de l'investissement s'élève donc à 19,4 M€ en intégrant les coûts "travaux" et les dépenses connexes ci-dessus définis, hors prix d'acquisition des 2 rames supplémentaires que l'exploitant CTS devra mettre en ligne pour exploiter les extensions projetées dans le quartier strasbourgeois de la Robertsau de la ligne "E" vers le nouveau terminus "Papeterie/Niederau". Précision est faite que cette acquisition de rames supplémentaires sera opérée dans le cadre général d'un programme de renouvellement à moyen terme du parc du matériel roulant de la CTS. Pour le calcul des indicateurs de rentabilité socio-économique et financiers de l'opération a été retenu un coût de 3,5 M€ (HT) par rame.

4/2 Plan de financement prévisionnel du projet

L'investissement requis pour la réalisation du projet d'extension "Nord" de la ligne "E" du tramway est subventionné par :

- un concours financier de l'Etat, à hauteur de 4,0 M€, réservé au budget de l'Etat au titre du CONTRAT TRIENNAL "Strasbourg Capitale Européenne 2015 – 2017" ;
- une subvention de la Région Alsace au titre du CONTRAT TRIENNAL "Strasbourg Capitale Européenne 2015 – 2017", attendue à 3,6 M€ ;

5/ RÉORGANISATION ASSOCIÉE DU RÉSEAU DE TRANSPORTS COLLECTIFS ET DU PLAN DE CIRCULATION GÉNÉRALE

5/1 Réorganisation du réseau d'autobus associée au projet tramway

La réorganisation du réseau bus associée au projet d'extensions "Nord" de la ligne "E" est définie a été conçue au regard des principes suivants :

- assurer un maillage du secteur concerné par les extensions du tramway par des axes forts d'autobus offrant des correspondances attractives avec le tramway tout en veillant à éviter les ruptures de charge pénalisantes ;
- améliorer les performances globales du réseau de transport en commun ;
- renforcer le dispositif d'intermodalité ;
- maintenir les dessertes existantes dans la mesure où elles sont efficientes, tout en ménageant la possibilité d'en créer de nouvelles, notamment pour adapter le réseau aux besoins de l'évolution de l'urbanisation ;
- augmenter l'attractivité du réseau pour la clientèle potentielle, notamment en diversifiant les destinations proposées sur les liaisons directes ou en tirant le meilleur profit de la diversification des destinations qui sera proposée par le réseau tramway : à partir de la station "Campus d'Illkirch" les voyageurs auront, en effet en 2016, la possibilité d'atteindre, en trajet direct, l'ensemble des destinations desservies par la ligne tram "E" (Campus, Neudorf, Esplanade/Université, Wacken et futur parc des expositions, Robertsau) ;
- limiter l'évolution de la production kilométrique et par conséquent des coûts d'exploitation.

Cette réorganisation met en évidence plusieurs modifications, notamment fondée sur les principes majeurs suivants :

- Les lignes de bus provenant du Nord et de l'Est du quartier de la Robertsau seront rabattues vers le terminus "*Papeterie/Niederau* ;

- La ligne 15, futur Bus Express sera arrêtée au Nord au niveau du rond–point "*Lamproie* ". Une ligne de bus circulant depuis la portion Nord de la rue *Boecklin* desservira la rue *Mélanie* et la station "*Mélanie/Binger*". Cette ligne de bus sera connectée à l'arrêt "*Lamproie* " et poursuivra en direction du quartier *du conseil des XV*.

– La section « Sud » de la rue Boecklin (entre l'allée *Kastner* et la rue *Mélanie*) ne sera pas plus empruntée par les autobus en raison des proximités piétonnes avec les stations tramway "*Jardiniers*" et "*Mélanie/Binger*". Les autobus de la ligne 6 emprunteront la route *de la Wantzenau* en desservant l'école Européenne.

5/2 Pôles d'échanges multimodaux associés aux stations tramway de la Robertsau

La prise en compte des enjeux des liaisons avec le pôle de centralité de STRASBOURG et de l'EMS implique la démultiplication des chaînes intermodales de déplacements afin d'offrir des alternatives performantes à l'usage particulier de la voiture pour tous les usagers du quartier strasbourgeois de la Robertsau et de la 2ème couronne "Nord" de l'EMS. Dans cette perspective est créé le pôle intermodal du terminus "*Papeterie/ Niederau*" permettant d'assurer la continuité et la complémentarité entre les différents modes de déplacement : tram, bus, vélo, voiture. L'efficacité du dispositif de transfert modal mis en œuvre à la Robertsau depuis 2007 sera ainsi renforcée.

Ce terminus sera aménagé et équipé dans la perspective :

de faciliter l'approche des autobus, le cas échéant dans des couloirs réservés, et d'aménager des trajets de correspondances BUS « TRAM courts et commodes ;
- d'offrir aux cyclistes des conditions de rabattement sécurisées et lisibles vers les stations tramway ainsi que des capacités appropriées de stationnement des vélos ;
- d'améliorer l'information donnée aux usagers des transports collectifs ;
- d'optimiser la desserte piétonne des stations tram en améliorant la qualité d'intégration paysagère et le confort d'usage des cheminements-piétons, en sécurisant les traversées des voiries et en mettant en œuvre un jalonnement efficace ;
- de faciliter l'accès et l'usage des transports en commun aux personnes affectées d'un handicap à la marche.

➢ La station "*Mélanie/Binger*" sera desservie par la ligne tram "E". Elle sera en correspondance avec la ligne bus urbaine desservant la rue *Mélanie*. Le rabattement à vélo sera organisé par plusieurs pistes cyclables convergeant vers cette station.

➢ Le terminus "*Papeterie/Niederau*" de la ligne "E" sera desservi par les lignes bus desservant la rue *de la Renaissance*. Les conditions d'accès à cette station à vélo, par l'avenue seront améliorées, de même que les possibilités de stationnement des vélos. Un parking d'échange de 28 places sera aménagé.

5/3 Organisation associée du plan de circulation et de stationnement

Le plan de circulation générale associé à l'extension "Nord" de la ligne tram "E" correspond au plan de circulation actuel à deux dispositions près :
- la rue du *Docteur Woehrlin* sera mise en sens unique sortant sur la rue *des Maraîchers,* ou en impasse sur la Placette *du Ploon* ;
- l'accès au parking St Fiacre se fera exclusivement perpendiculairement à la rue éponyme.

Les différents projets d'urbanisme prévus à la Robertsau vont induire une augmentation des besoins de mobilité dans la zone de centralité de ce quartier strasbourgeois. Le réseau de transport collectif projeté répondra à une partie de cette demande et amplifiera le phénomène de report modal.

Sur les artères traversées par le tramway, les intersections seront gérées par feux en vue de la mise en œuvre de la priorité de circulation accordée au tramway.

Les capacités de stationnement qui seront restituées à l'issue des travaux du projet tramway seront équivalentes à l'offre actuelle et seront proposées sur des parkings d'échange. C'est ainsi que, sur les espaces publics intégrés dans le périmètre d'intervention, seront disponibles :

- 16 places sur le parking / rue *Freysz* (à proximité immédiate de la station tram "*Jardiniers*") ;
- 26 places sur le parking / rue *Mélanie*, du côté "Sud" de la rue éponyme (à proximité immédiate de la station "*Mélanie/Binger*") ;
- 30 emplacements sur le parking ST Fiacre, à 70 m de la station "*Mélanie/Binger*" ;
- 28 places sur le parking d'échange projeté au terminus "*Papeterie/Niederau*".

5/4 La densification du réseau cyclable

La réalisation du prolongement "Nord" de la ligne tram "E" offre l'opportunité de densifier le maillage du réseau cyclable sur la zone de centralité du quartier strasbourgeois de la Robertsau, en créant une « voie verte » bidirectionnelle de 4 m de large tout le long de la nouvelle infrastructure du Nord au Sud, en connectant les pistes de la rue *de la Renaissance* aux pistes cyclables de la rue *Arthur Beyler,* en optimisant les conditions du rabattement à vélo sur les stations tramway. Les travaux correspondant seront intégrés dans l'opération "tramway" proprement dite.

D'autres dispositions seront mises en œuvre pour promouvoir l'intermodalité "VÉLO / TRAM" notamment par l'installation systématique d'arceaux à vélos au plus près des quais de stations.

6/ TRAFIC PRÉVISIONNEL ET QUALITE DE SERVICE PROPOSÉS À L'HORIZON "2019"

6/1 Prévisions d'augmentation de l'offre et de la demande

Les simulations de clientèle prévisible du réseau de transports collectifs après la mise en service du prolongement "Nord" de la ligne de tram "E" sont présentées dans le présent rapport.

Il est rappelé que l'EMS dispose actuellement d'un réseau tramway maillé comportant 44, 2 km d'infrastructures en site propre sur lesquelles sont exploitées six lignes de tramway dont une ligne de BHNS de 5 km comportant 3,2 km d'infrastructures en site propre. L'offre commerciale cumulée tramway et BHNS étant de 65,4 km.

Le présent projet d'extension du réseau s'inscrit dans la poursuite des développements en cours, à savoir :

- Mise en service en 2016 du prolongement Sud de la ligne de tram « E » de Baggersee à Campus d'Illkirch (1,8 km) ;
- Mise en service en 2016 de l'extension de la ligne de tram « A » à Illkirch (1,9 km) ;
- Mise en service en 2017 de l'extension de la ligne de tram « D » vers Kehl (2,7 km à la gare de Kehl) ;

Sur la ligne tram "E", le trafic quotidien -avec extension "Nord"- est estimé à 56 800 voyageurs, soit une augmentation de + 15 % par rapport à la fréquentation prévue en 2019 - hors extension "Nord"- (soit quelques 49 600 voyageurs/jour).
L'extension des services de cette ligne transversale de "Robertsau/Boecklin" vers "Papeterie/Niederau" aura donc un impact significatif, l'ensemble des stations de la ligne "E" enregistrant une augmentation de leur fréquentation.

6/2 Amélioration de l'accessibilité aux TC

L'accessibilité immédiate aux 3 nouvelles stations qui seront construites à la Robertsau peut être traduite par le nombre d'opportunités accessibles à moins de 500 m de rayon de ces stations. Lors de la mise en service, fin 2019, ces opportunités sont évaluées à quelques 11 000 (dont 8 400 habitants, 1 800 emplois et 800 scolaires). A l'horizon 2025, compte tenu de l'urbanisation, ce potentiel pourrait atteindre 14 000.

7/ MODALITÉS DE TRANSFERT DE LA MAÎTRISE D'OUVRAGE DE L'OPÉRATION AU CONCESSIONNAIRE CTS : AVENANT FUTUR AU CONTRAT DE CONCESSION EMS/CTS

A l'issue des études d'avant-projet et après approbation de principe du dossier d'avant projet produit par le maître d'ouvrage "EMS", la maîtrise d'ouvrage de l'opération d'extension "Nord" de la ligne de tram "E" sera transférée au concessionnaire CTS, par voie d'avenant au contrat de concession "EMS/CTS".

Cet avenant aura pour objet principal de confier à la CTS :
- la maîtrise d'ouvrage des études et des missions "POST AVANT-PROJET" ainsi que des travaux -y compris leur financement-, de l'opération de prolongement "Nord" de la ligne "E" du tramway dans le quartier strasbourgeois de la Robertsau, la ligne "E" ayant son terminus à "*Papeterie/Niederau*" ;
- l'exploitation de ce prolongement de la ligne de tram "E" et l'entretien des divers ouvrages, infrastructures et équipements réalisés.

8/ POURSUITE DE L'OPERATION

A la suite de l'approbation du dossier d'avant-projet présenté dans la présente délibération, seront engagées les procédures suivantes :

- la saisine par l'EMS de l'autorité environnementale de l'Etat en vue de recueillir son avis sur l'étude d'impact du projet, incluant un dossier d'enquête, ainsi que la sollicitation du Préfet pour l'ouverture d'une enquête publique préalable à une Déclaration d'Utilité Publique des travaux et des acquisitions nécessaires à la réalisation de l'opération en application des articles L 11-1 à L 11-9 et R 11-1 et

suivants du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ; cette enquête publique est envisagée au **premier semestre 2016**, lorsque l'expropriation est poursuivie au profit d'une collectivité, afin de décider de la déclaration d'utilité publique l'autorité compétente de l'Etat demande au terme de l'enquête à la collectivité de se prononcer dans un délai qui ne peut excéder 6 mois sur l'intérêt général du projet, dans les conditions de l'article L126-1 du code de l'environnement (Déclaration de projet) ;

- les acquisitions par voie amiable ou si nécessaire-après enquête parcellaire- par voie d'expropriation, des emprises nécessaires au projet, dont les travaux pourront être engagés fin 2016.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
vu l'avis du Conseil municipal de Strasbourg du 14 décembre 2015
vu l'avis de la Commission thématique,
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré,
approuve

- *l'avant-projet de l'extension "Nord" de la ligne "E" du tramway de l'Eurométropole de Strasbourg vers son terminus de "Papeterie/Niederau", tel que décrit dans toutes ses composantes, tant techniques que financières, dans le dossier produit par le groupement de maîtrise d'œuvre "GETAS + A. PETER" et exposé dans le présent rapport au Conseil de L'Eurométropole de Strasbourg.*

- *la mise à l'enquête publique de l'opération d'extension "Nord" de la ligne "E" du tramway dans le quartier strasbourgeois de la Robertsau comprenant la construction, les équipements des infrastructures et aménagements tels que définis au présent rapport et correspondant au prolongement (1 410 m) de la ligne tram "E" au-delà de la station "Robertsau/Boecklin" jusqu'à son nouveau terminus "Papeterie/ Niederau" (soit 1 604 m de longueur commerciale supplémentaire).*

- *le principe de l'acquisition par voie amiable ou si nécessaire par voie d'expropriation , sous réserve d'arpentage, de tous les biens et immeubles situés dans le quartier strasbourgeois de la Robertsau, compris dans l'emprise de l'extension "Nord" de la ligne "E" du tramway de l'Eurométropole de Strasbourg, et nécessaires au projet, conformément aux avis rendus par FRANCE DOMAINE.*

arrête

le coût total, hors taxes et en valeur "janvier 2015", de cette opération à un montant de 19,4 M€ (hors matériel roulant) dont :

- *16,3 M€ de coûts "travaux" ;*

– *3,1 M€ de dépenses "connexes" ;*

Précision est faite que l'acquisition de 2 rames supplémentaires nécessaires à l'exploitation des extensions précitées sera faite par la CTS dans le cadre de son programme pluri-annuel de renouvellement du matériel roulant.

charge

le Président de solliciter la mise en place du concours financier alloué à ce projet par l'Etat (4,0 M€), dans le cadre du Contrat Triennal "Strasbourg Capitale Européenne 2015 - 2017" et de solliciter également la contribution financière de la région Alsace dans ce même cadre (3,6 M€).

décide

- *l'imputation des dépenses et recettes du projet sur les crédits ouverts au budget 2015 et ultérieurs ;*
- *en particulier l'AP 0223 ouverte au budget de la Direction de la Mobilité et des Transports ;*
- *l'inscription des crédits nécessaires dans les documents budgétaires ultérieurs ;*
- *la prise en charge par l'Eurométropole de Strasbourg d'indemnités complémentaires destinées à couvrir les frais inhérents aux transactions, tels que déménagement, rétablissement des murs, clôtures et accès aux propriétés, frais d'actes, frais d'arpentage, etc.*

- *l'imputation des dépenses correspondantes sur les crédits prévus aux budgets de 2015 et ultérieurs des acquisitions foncières de l'extension du tramway de l'agglomération strasbourgeoise sur l'AP0223 programme 977.*

autorise

le Président ou son représentant :

- *à signer l'acte authentique ainsi que tous actes qui en découleraient ;*

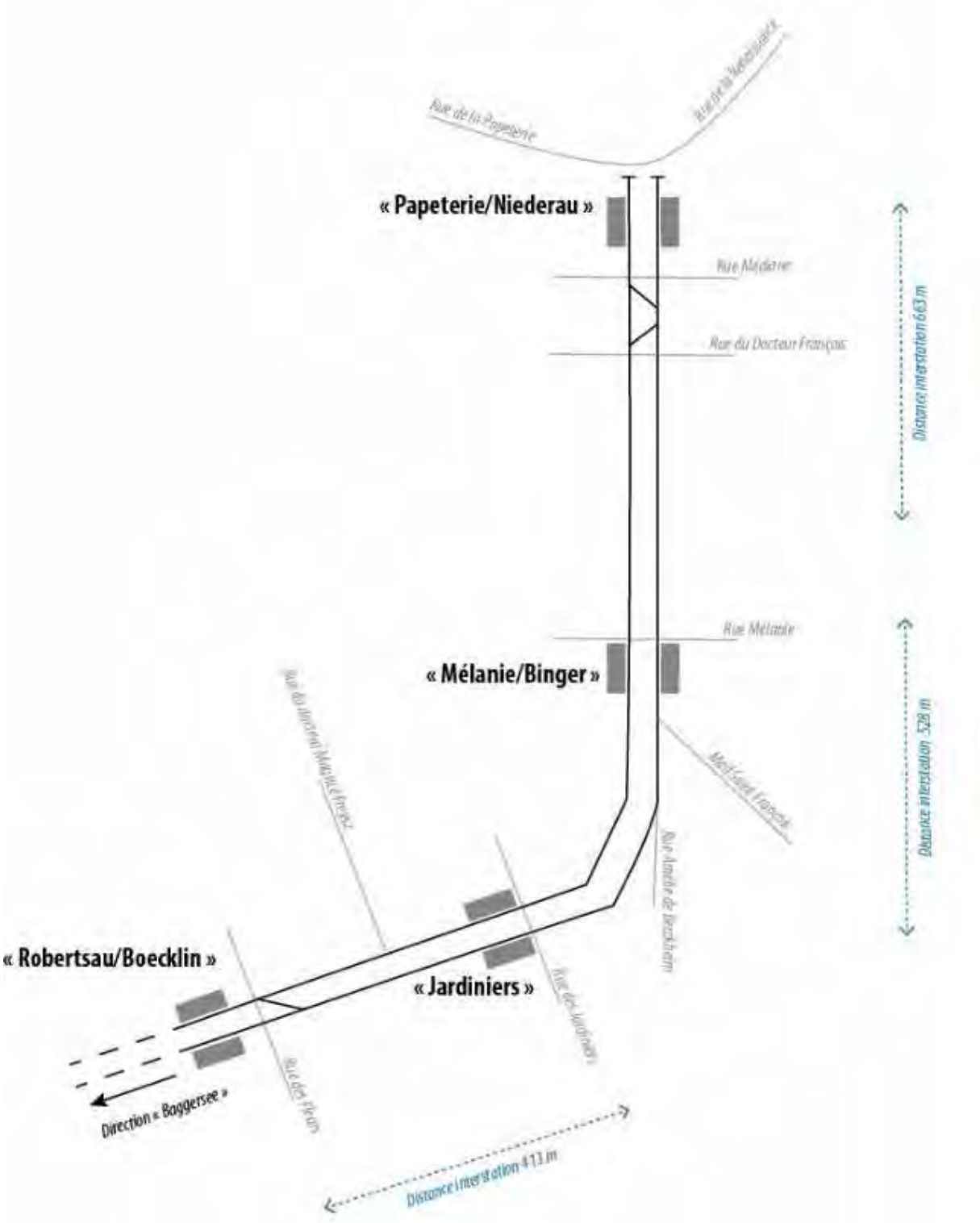
- *à saisir l'autorité environnementale de l'Etat en vue de recueillir son avis sur l'étude d'impact du projet ;*

- *à saisir l'ensemble des autorités compétentes en vue de la délivrance des autorisations administratives nécessaires à la réalisation du projet et notamment de requérir auprès du Préfet l'ouverture d'une enquête publique préalable à la Déclaration d'Utilité publique des travaux et acquisitions nécessaires au projet de prolongement « Nord » de la ligne E du réseau de tramway à Strasbourg/Robertsau vers son nouveau terminus Papeterie/Niederau y compris les aménagements connexes (pôle intermodal, pistes cyclables Voie verte bi-directionnelle et parkings),ainsi que le cas échéant une enquête parcellaire conformément aux articles R 11-19 et suivants du code de l'expropriation;*

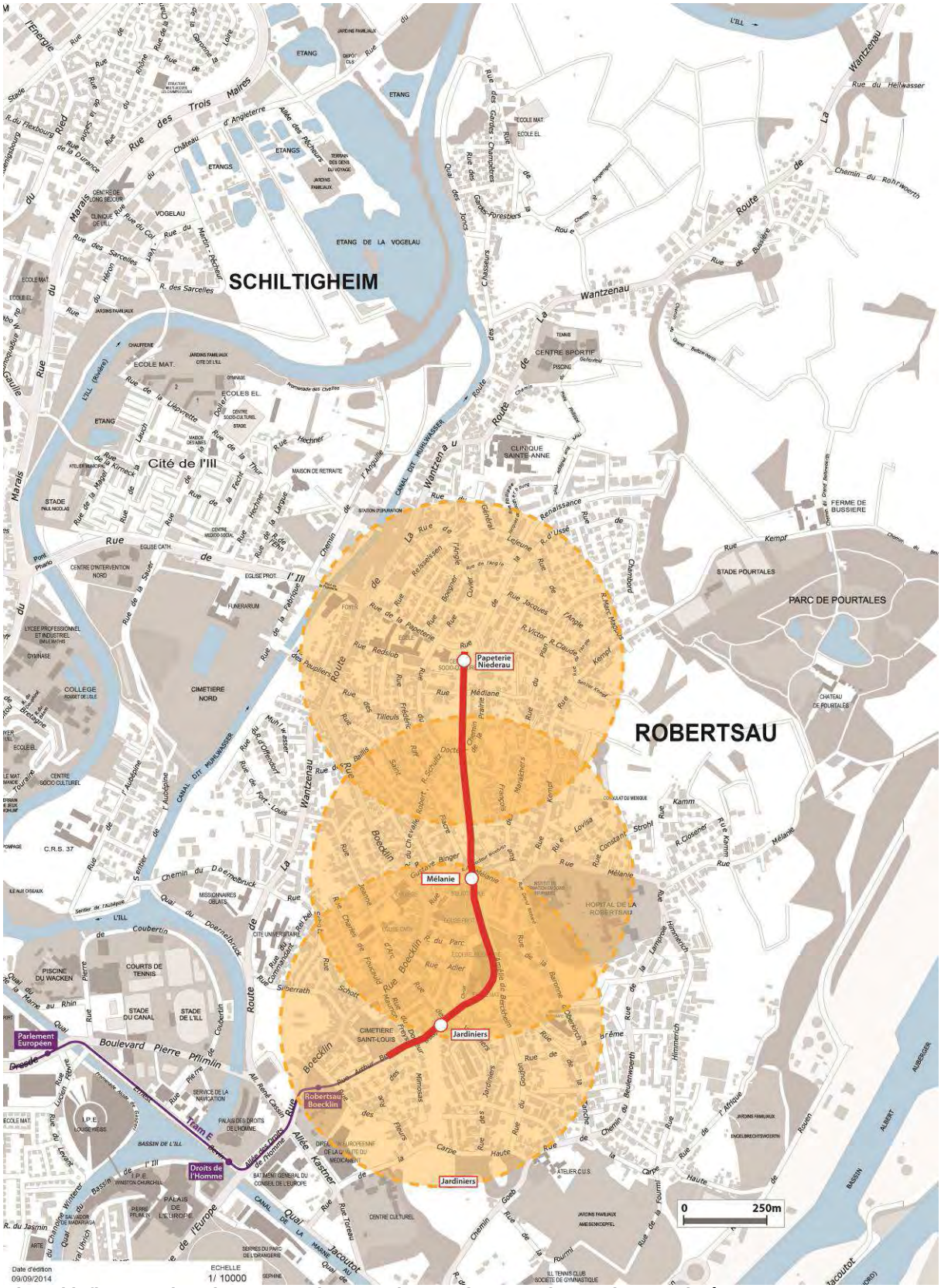
- *à signer tous documents et conventions de financement notamment de subventionnement, concourant à l'exécution de la présente délibération.*

Annexe à la délibération au Conseil de l'Eurométropole du vendredi 18 décembre 2015, concernant l'approbation de l'Avant-Projet de l'opération de prolongement « Nord » de la ligne E du réseau tramway à STRASBOURG/Robertsau à l'horizon début « 2019 »

1) Plan schématique des voies du projet (source GETAS / PETER)



2) Prolongement Tramway Robertsau : Aire d'influence des stations



Aires d'influences (cercles orange de 500m de rayon) autour des stations projetées

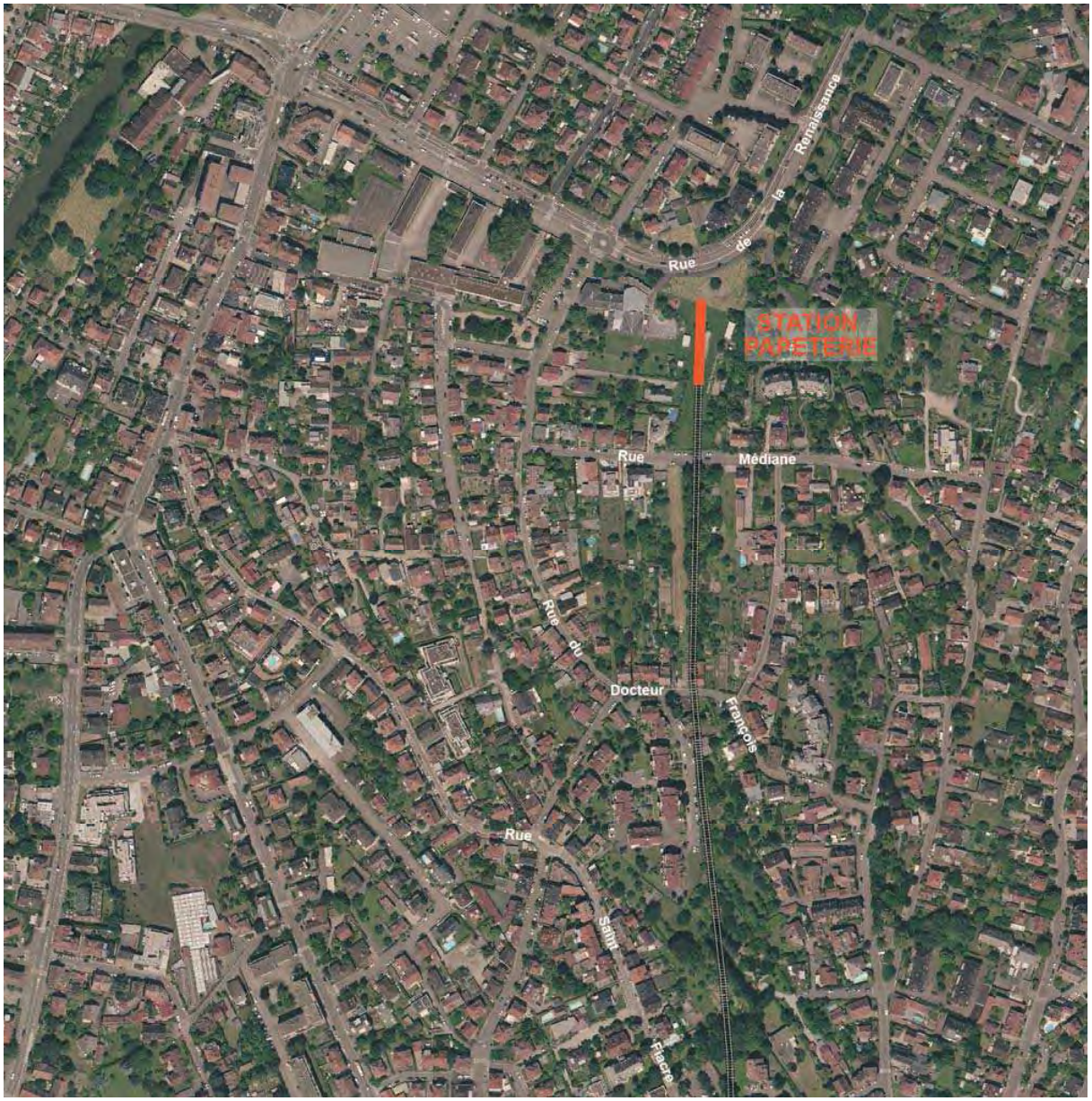
3) Implantation de la station « Jardiniers » :



4) Implantation de la station « Mélanie » :



5) Implantation de la station « Papeterie » :



36

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Versement de subventions au titre des relations européennes et internationales.

Cette délibération porte sur le soutien de la Ville aux associations strasbourgeoises qui œuvrent en faveur du rayonnement européen et international de Strasbourg. D'un montant total de 103 500 €**,** ces subventions visent à conforter le positionnement de Strasbourg en tant que capitale européenne de la démocratie et des droits de l'Homme.

Pôle coopération décentralisée et jumelages

Handicap International - Appel à solidarité pour Kobané, Syrie 20 000 €

Au cours de la 28ème session du Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux (CPLRE) du Conseil de l'Europe à Strasbourg du 25 mars 2015, un débat a été organisé sur « les villes contre le terrorisme ». A cette occasion, M. Mustapha Abdi, Maire de Kobané, ville syrienne à la frontière turque, invité par le CPLRE sur initiative de la Ville de Strasbourg, a décrit la situation dramatique qui prévaut sur ce territoire depuis les attaques de l'Etat islamique en 2014 : 80 % de la ville a été détruite lors des hostilités entre Daech et les forces kurdes qui ont repris officiellement la ville après quatre mois de combats en janvier 2015.

Sur les 525 000 citoyens du canton, près de 200 000 ont fui vers les villes frontalières de la Turquie, exerçant une pression énorme sur les ressources des autorités locales. Les habitants qui sont restés à Kobané font face à une situation humanitaire très critique.

Ce débat fut suivi de l'adoption et d'une large diffusion par le bureau du CPLRE d'une déclaration sur la nécessité de mises et place de corridors d'aide humanitaire permanents le long de la frontière pour permettre l'accès à la région de Kobané.

Le retour de la population de Kobané ainsi que la reprise d'une vie normale pour les habitants sont entravés par plusieurs obstacles et notamment par la présence de nombreuses mines et d'engins de guerre non explosés sur son territoire.

Selon l'ONG Handicap International, présente sur le terrain, on compte en moyenne dix munitions par mètre carré dans le centre-ville. Les engins non explosés et les pièges

mettent en danger les habitants et entravent l'aide humanitaire. Les experts ont découvert près de 1 000 cratères de bombes, dont certains de plus de 10 mètres de diamètre - résultat d'une vague de violence marquée par 700 frappes aériennes, avec des bombes de 250 kg à une tonne, et l'explosion de 40 voitures piégées dans le centre-ville.

Les engins non explosés sont une menace quotidienne : cette pollution due aux armes empêche les gens de reconstruire leur vie et rend impossible l'accès à plusieurs zones. Elle empêche aussi les organisations humanitaires de travailler en sécurité et d'apporter l'aide nécessaire à cette population vulnérable.

Handicap International organise depuis le printemps 2015 des campagnes de sensibilisation pour limiter les risques d'accident et a commencé des actions de dépollution des engins explosifs de guerre. Ces mesures sont vitales pour protéger les civils des effets mortels ou handicapants de ces armes et pour aider les blessés. Cette association met à profit son expertise pour répertorier les armes conventionnelles et les engins explosifs improvisés, les enlever et les détruire dans un endroit sécurisé.

Handicap International appelle la communauté internationale à reconnaître les terribles conséquences de l'usage des armes explosives dans des zones peuplées telles que Kobané. La Ville de Strasbourg, solidaire et soucieuse de la situation dramatique qui prévaut dans cette ville et dans la continuité de ses multiples actions en faveur du peuple syrien depuis le début du conflit, souhaite soutenir les actions de Handicap International et propose le versement d'une aide d'un montant de 20 000 € à cette association pour ses actions concrètes en soutien à la population de Kobané.

Ce don fait par ailleurs écho à l'appel à la mobilisation internationale pour la reconstruction de Kobané lancé le 1er juillet dernier par le Parlement Européen pour lequel déminer Kobané reste une condition essentielle pour mettre en œuvre les actions humanitaires et de reconstruction à tous les niveaux.

Service de Gestion des Centres Préscolaires de Jacmel (SGCPJ) 5 000 €

La ville de Strasbourg a développé des liens avec la commune de Jacmel en Haïti depuis 1991. C'est dans ce cadre que des échanges ont vu le jour avec le Service de Gestion des Centres Préscolaires de Jacmel (SGCPJ) à partir de 2004. Cette structure, créée en 1976, gère à ce jour 42 jardins d'enfants répartis sur trois communes du département du sud-est haïtien (dont Jacmel) et accueille 2100 enfants âgés de 3 à 5 ans. Elle emploie 95 salariés et dispose d'un budget annuel d'environ 5 millions de gourdes (soit 90 000 €).

Les échanges avec le SGCPJ, entrepris en étroit partenariat avec l'Institut Régional de Coopération Développement (IRCOD), se sont tout d'abord traduits par un appui matériel (appui et cofinancement de la construction de 2 jardins d'enfants). La situation a été particulièrement difficile pour le SGCPJ suite au séisme de janvier 2010 : 9 de ses établissements ont été sévèrement endommagés et l'Etat haïtien et les partenaires de l'urgence, considérant l'éducation préscolaire comme non prioritaire, ont recentré leurs actions vers les écoles primaires. Face à cette situation, la ville de Strasbourg et l'IRCOD ont décidé de renforcer leur appui au SGCPJ. Dans un premier temps, les fonds collectés après le séisme ont permis la construction de 3 salles de classe provisoires

(coût total : 12 000 €). Puis, une collaboration a été engagée avec l'ONG « Architectes sans frontières » pour la réalisation d'une étude de reconstruction selon des normes et techniques parasismiques et paracycloniques.

Deux missions d'ASF en 2011 ont permis d'établir un diagnostic précis sur 9 établissements ciblés, d'évaluer le coût des réhabilitations/reconstructions et au SGCPJ de formuler des priorités de reconstruction en fonction des moyens disponibles (soit 110 000 €). La réhabilitation du jardin d'enfants « le Soleil » dans la section communale de Lavaneau a ainsi été achevée début 2014, de même que la reconstruction de locaux administratifs fin 2015.

Parallèlement et dès 2012, le SGCPJ, la Ville de Strasbourg et l'IRCOD ont développé un axe de travail sur la petite enfance centré sur les échanges entre professionnels, le renforcement des capacités pédagogiques et l'organisation des ressources du SGCPJ. Ces échanges se poursuivent à ce jour, constituant désormais l'axe prioritaire de la coopération entre les deux villes.

Au cours de ces échanges, le développement d'un service de repas dans les jardins d'enfants a été identifié comme une action à la fois pertinente au regard des besoins des enfants et également comme un levier permettant la consolidation économique du SGCPJ. En effet, il est avéré que la distribution de repas équilibrés permet de fidéliser les parents qui maintiendront d'avantage leur enfant dans la structure dès lors qu'un repas quotidien y sera servi.

C'est pourquoi il vous est proposé le versement d'une subvention de 5 000 €, pour une première période d'expérimentation d'une année. Ce montant permettra de financer 5320 repas, soit 4 repas par semaine pour les 35 enfants inscrits au jardin d'enfants « Le Soleil », pour 38 semaines (hors vacances).

Il s'agira d'une opération « test », qui permettra de renforcer l'attractivité du « Soleil ». Si ce test s'avère concluant, le dispositif pourrait être étendu à d'autres centres, tout en encourageant la participation progressive des familles en fonction de leurs ressources.

<u>Pôle Europe</u>

Réseau express jeunes **40 000 €**

Le Réseau express jeunes est une association européenne de droit local qui regroupe 26 structures dans 22 pays différents. Elle œuvre en faveur de projets qui luttent contre l'exclusion sociale des jeunes en accompagnant leur insertion professionnelle et en participant à leur éducation à la citoyenneté.

Au-delà de son action européenne, l'association mène depuis de nombreuses années des actions locales qui favorisent l'accès aux programmes de mobilité européenne, promeuvent l'emploi frontalier et la mobilité européenne, soutiennent divers acteurs pour le montage de projets européens et assurent des formations interculturelles aux droits de l'Homme pour les publics strasbourgeois. Le Réseau express jeunes vise ainsi à inscrire

ses actions en cohérence avec les priorités fixées par la ville de Strasbourg en matière de cohésion sociale, de jeunesse, d'éducation et de relations internationales.

En 2016, l'association poursuivra son travail en ce sens et participera activement à la nouvelle édition du « European Youth Event » (EYE) organisé par le Parlement européen et le Forum européen de la Jeunesse en étroit partenariat avec la ville de Strasbourg.

L'activité du Réseau express jeunes est également très fortement soutenue par l'Union européenne, le Conseil de l'Europe, l'Etat et la Conférence du Rhin supérieur et contribue de façon significative au rayonnement européen de la Ville.

Collège d'Europe de Bruges **2 500 €**

Le Collège d'Europe de Bruges, fondation d'utilité publique, a été institué le 19 mai 1950. Sa création remonte au Congrès de La Haye de 1948, lorsque Salvador DE MADARIAGA, homme d'État espagnol, penseur et écrivain exilé, eut l'idée d'établir un Collège qui permettrait à des diplômés universitaires issus de différents pays d'étudier et de vivre ensemble. Institut d'études postuniversitaires reconnu internationalement, il a formé notamment des générations de fonctionnaires au sein des institutions européennes. Son réseau d'anciens élèves est particulièrement actif.

A l'occasion du voyage d'études organisé par le Collège d'Europe à Strasbourg du 1er au 4 février 2016, il est proposé que la Ville de Strasbourg soutienne, pour la troisième année consécutive, l'organisation de ce séjour. Le groupe est constitué de 105 étudiants et accompagnateurs, sous la responsabilité de M. le Professeur Olivier Costa, directeur des études.

Le but de ce voyage d'études est de visiter les institutions européennes présentes à Strasbourg et de mieux appréhender « Strasbourg, capitale européenne ». A cette fin, une présentation de la politique européenne et internationale de la Ville de Strasbourg sera proposée au groupe, suivie d'une réception à l'Hôtel de Ville. Un programme de visite de la Ville sera également organisé en lien avec les services de la collectivité, l'Office du tourisme et Batorama.

Scouts et guides de France **10 000 €**

Du 16 au 23 juillet dernier les Scouts et Guides de France ont organisé un rassemblement européen intitulé « You're Up ! » réunissant 15 000 jeunes venue de 29 pays dans un contexte multiconfessionnel prônant le respect de l'autre et les règles du vivre ensemble. Durant huit jours ces adolescents ont ainsi travaillé sur les différents aspects de leur citoyenneté, y compris européenne et adopté une résolution sur l'avenir de l'Europe. Conformément à l'esprit qui anime les Scouts et Guides de France, ce rassemblement s'est tenu dans un cadre à la fois très sobre et soucieux du respect de l'environnement, impliquant fortement les jeunes dans la construction et la gestion quotidienne de leur campement sur le site de Hautepierre. Une délégation de 800 jeunes a par ailleurs pu investir l'hémicycle du Parlement européen pour y travailler sur ses recommandations relatives aux principaux enjeux européens et l'engagement des scouts et guides en faveur d'une Europe solidaire, plus démocratique et respectueuse des droits de l'Homme.

L'accueil de jeunes Européens sur ces différents thèmes correspond à une orientation majeure de la politique européenne et internationale de la ville.

Les conditions météorologiques extrêmement difficiles, nécessitant l'évacuation du campement durant la nuit du 17 au 18 juillet ainsi qu'un repli vers le Zénith pour deux nuits consécutives, ont engendré un coût supplémentaire en matière de frais de location qui se chiffre à environ 55 000 €.

Pour la démocratie européenne **10 000 €**

L'association « Pour la démocratie européenne » œuvre en faveur de la promotion de l'engagement européen de Strasbourg ainsi que du siège du Parlement européen à Strasbourg. Ses activités se déclinent à l'échelle européenne à travers des partenariats avec des structures associatives en Italie, en Espagne, en Allemagne et en Irlande. A l'échelle locale, l'association organise une fois par an un événement convivial qui rassemble à la fois des députés européens et des Strasbourgeois pour favoriser les échanges et nouer des contacts.

La subvention accordée par la Ville de Strasbourg contribue au fonctionnement général de cette association.

<u>Pôle Lieu d'Europe</u>

Association La Chambre **16 000€**

Dans le cadre de EYE, le European Youth Event de mai 2016, l'association La Chambre souhaite réaliser un projet d'exposition de photographies pour les grilles du parc du Lieu d'Europe.

A l'instar de l'exposition « Making Peace » qui avait tant marqué les passants et visiteurs lors de l'inauguration du Lieu d'Europe, La Chambre propose sur les grilles du jardin de l'ancienne villa Kaysersguet une sélection de photographies grand format. Ces images seront présentées à l'occasion de la venue à Strasbourg de 8 000 jeunes invités par le Parlement à l'occasion du « European Youth Event » en mai 2016.

Une vingtaine d'images réparties sur les grilles, visibles depuis la rue et les nombreux axes de circulation, permettra au public de découvrir le travail de photographes se concentrant sur la notion de voyages au sein de l'Europe. La libre-circulation des personnes dans l'espace Schengen, la multiplication des programmes d'échanges universitaires et scolaires, la facilitation des déplacements par de nouvelles liaisons low-cost, les solutions d'hébergements alternatives… comment les jeunes d'aujourd'hui s'approprient-ils ces nouveaux instruments pour explorer leur continent ?

Via deux séries issues de projets très différents dans leurs contenus et objectifs mais proches dans leurs démarches, de jeunes photographes livreront leurs expériences du voyage.

S’appuyant sur son savoir-faire d’expositions hors les murs et dans l’espace public, La Chambre souhaite proposer aux visiteurs du Lieu d’Europe et aux passants un projet photographique marquant et significatif d’une vision de la jeunesse européenne.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

pour le Pôle coopération décentralisée et jumelages :

- *le versement d’une subvention de 20 000 € à Handicap International*
- *le versement d’une subvention de 5 000 € pour le SGCPJ*

pour le Pôle Europe :

- *le versement d’une subvention de 40 000 € à Réseau express jeunes*

- *le versement d’une subvention de 2 500 € au Collège d’Europe*

- *le versement d’une subvention de 10 000 € aux scouts et guides de France*

- *le versement d’une subvention de 10 000 € à l’association Pour la démocratie européenne*

pour le Pôle Lieu d’Europe :

- *le versement d’une subvention de 16 000 € à l’association La Chambre*

décide

- *d’imputer la dépense de 25 000 € du Pôle coopération décentralisée et jumelages sur les crédits de l’exercice 2015 sous la fonction 041, nature 6574, programme 8052, activité AD06C dont le disponible avant le présent conseil est de 25 000 €.*

- *d’imputer la dépense de 38 500 € du Pôle Europe sur les crédits de l’exercice 2015 sous la fonction 041, nature 6574, programme 8051, activité AD06B dont le disponible avant le présent conseil est de 53 548,04 €*

- *d'imputer la dépense de 40 000 € du Pôle Europe sur les crédits de l'exercice 2016 sous la fonction 041, nature 6574, programme 8051, activité AD06B (sous réserve du vote des crédits),*

autorise

le Maire ou son représentant à signer les arrêtés et conventions d'attribution y afférents.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

Attribution de subventions dans le cadre des relations européennes et internationales
Conseil Municipal du 14 décembre 2015

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Handicap International	Action en faveur des habitants de la ville de Kobané en Syrie et notamment ses campagnes de sensibilisation pour limiter les risques d'accident et ses actions de dépollution des engins explosifs de guerre.	20 000 €	20 000 €	/
Service de Gestion des Centres Préscolaires de Jacmel, Haïti	Mise en place d'un service de repas dans le jardin d'enfants « le Soleil »	5 000 €	5 000 €	-
Réseau express jeunes	Octroi d'une subvention de fonctionnement pour cette association qui œuvre contre l'exclusion sociale des jeunes à Strasbourg et en Europe	42 000 €	40 000 €	41 000 €
Collège d'Europe de Bruges	Soutien au voyage d'études organisé par le Collège d'Europe à Strasbourg du 1er au 4 février 2016	5 000 €	2 500 €	3 000 €
Scouts et guides de France	Soutien aux SGDF suite à l'évacuation du campement la nuit du 17 au 18 juillet 2015 vers le Zénith pour deux nuits consécutives et le surcoût en matière de frais de location qui se chiffre à environ 55 000 €	10 000 €	10 000 €	-
Pour la démocratie européenne	Soutien le développement d'une Europe décentralisée et polycentrique et mène plus particulièrement une action lobbying en faveur du maintien du siège du Parlement européen à Strasbourg	10 000 €	10 000 €	10 000 €
Association La Chambre	Projet d'exposition sur les grilles du Lieu d'Europe dans le cadre de EYE (European Youth Forum) qui aura lieu en mai 2016	16 000 €	16 000 €	-

Strasbourg.eu
eurométropole

37

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Soutien à l'association Forum européen de Bioéthique - 6° édition du forum annuel.

L'association Forum européen de bioéthique organise la sixième édition de l'événement éponyme, qui se tiendra à Strasbourg du 25 au 30 janvier 2016, sur le thème : "le normal et le pathologique ».

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg soutiennent l'association Forum européen de bioéthique depuis son origine, aux côtés de la Région Alsace, tant sa structure que les activités liées à la tenue du forum annuel. Présidé par le Professeur Israël NISAND, le Forum européen de bioéthique a pour vocation de rendre accessible à tous les questions de bioéthique. Il ambitionne de faire de Strasbourg et de l'Alsace un centre de référence en matière de réflexion bioéthique. La science et les techniques biomédicales transforment les relations entre l'homme et la nature, les rapports entre les individus et la société. Susceptibles de toucher à l'avenir de l'espèce humaine, les progrès de la médecine et de la biologie nous placent devant des interrogations inédites sur le sens de la vie, de la mort et sur le rôle de l'Etat et de la loi dans ces domaines qui touchent à l'intime de chacun. Le questionnement sur la portée morale et philosophique de ces progrès, objet de la bioéthique, concerne aussi le grand public qui témoigne un vif intérêt (particulièrement à Strasbourg) et doit pouvoir participer au débat d'idées après avoir été initié à la complexité des enjeux.

Le programme :

Le Forum européen de bioéthique n'est ni un colloque ni un congrès d'experts, mais une occasion de réunir chaque année des experts européens face au grand public à travers une programmation en 3 volets :

- des tables rondes et des rencontres-débats autour, entre autres, des thèmes suivants :
  - Ma tête, mon bourreau et mon guérisseur, la fabrique des maladies,
  - La fin de vie et la mort, les limites de la conscience,
  - L'acharnement procréatif, le dépistage génétique et la gestation pour autrui,
  - Ambiguité et identité sexuelle,
  - Manipuler la mémoire, le souvenir,
  - Les maladies mentales innées ou acquises ? la démence, la folie, l'Alzheimer,
  - Des maladies pour se guérir, les thérapies douces, connaitre ses gènes,

- Difformité, handicap, montruosité,,,,
- Les pathologies de l'excès, les psychopathologies, la vulnérabilité, l'ascendant sur autrui
- …

- le "Forum culture" qui combinera une production des lycéens alsaciens et du spectacle vivant.

- le "Forum jeune" (en partenariat avec la Délégation académique à l'action culturelle) auprès des lycéens, étudiants et enseignants, avec une animation mensuelle sur le terrain.

Bilan des quatre éditions précédentes:

Editions	2015	2014	2013	2012
Public	20 000	20 000	12 000	9 000
Public en direct sur site web	45 000+70 000 (site des DNA)	10 000	NC	NC
Visualisations sur les réseaux sociaux	2 685 740	700 000	NC	NC
Intervenants	135	130	145	130
Intervenants au conseil scientifique	/	60	50	50
Nombre d'événements	55	58	35	35
Nombre de partenaires	32	26	17	17
Nombre de scolaires participants	867	520	300	270
Retombées presse	1400	1 400	1 300	1 200

Le budget prévisionnel pour l'année 2016 est de l'ordre de 399 000 € et l'association sollicite le soutien des trois collectivités (Ville, EMS et Région Alsace) mais aussi des fonds FEDER.

L'événement annuel s'inscrit pleinement dans le cadre de l'excellence de la recherche strasbourgeoise dans le domaine des sciences de la vie, avec des instituts de renommée internationale comme l'IRCAD (Institut de recherche sur les cancers de l'appareil digestif), l'IGBMC (Institut de génétique et de biologie moléculaire et cellulaire) et bien d'autres. En outre, cet événement destiné au grand public contribue à la vocation singulière de Strasbourg, avec une thématique humaniste et novatrice.

Eu égard à l'importance et à l'enjeu de ce projet, qui a pour ambition de situer Strasbourg et sa région en centre de référence européen de réflexion sur la bioéthique, valorisant ainsi le rôle historique et pionnier du Conseil de l'Europe qui a été le premier à se doter d'instruments juridiques internationaux pour garantir la dignité et l'intégrité de l'être humain, il vous est proposé de reconduire le soutien de la ville de Strasbourg en faveur de l'association, au titre de 2016, pour un montant de **90 000 €**.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la commission plénière,
après en avoir délibéré

décide

- *d'attribuer une subvention de 90 000 € à l'association « Forum européen de bioéthique de Strasbourg» et à l'organisation du 6° forum annuel,*

- *d'imputer le montant ci-dessus sur la ligne budgétaire 23 – 6574 – DU03C programme 8042 dont les crédits sont inscrits au BP 2016,*

autorise

- *le Maire ou son-sa représentant-e à signer tout document lié à l'exécution de la présente.*

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

Attribution de subvention
Délibération du Conseil Municipal
du 14 décembre 2015

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montants sollicités	Montants octroyés	Montants octroyés N-1
Forum européen de bioéthique	Soutien à l'association au titre de 2016 et à la 6ème édition du Forum européen de bioéthique du 25 au 30 janvier 2016	130 000 €	90 000 €	90 000 €
TOTAL		**130 000 €**	**90 000 €**	**90 000 €**

38

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Prorogation de la date d'échéance du remboursement de l'avance sans intérêts accordée à l'Association fédérative générale des étudiants de Strasbourg/AFGES-les étudiants d'Alsace.

Par délibération en date du 15 décembre 2014, le Conseil municipal avait accordé à l'AFGES, aux côtés de la Région Alsace, une avance remboursable de 35 000 € afin de permettre à l'association de poursuivre ses activités au service de la cause étudiante dans un contexte financier fragile marqué par des négociations difficiles avec le CNOUS et le CROUS quant à son avenir. L'avance en question avait été consentie pour une durée d'un an, fixant l'échéance du remboursement au 31 décembre 2015 au plus tard.

La capacité de remboursement par l'AFGES était adossée et reste tributaire du rachat par le CROUS des actifs mobiliers et immobiliers liés à l'activité de restauration déployée dans le restaurant universitaire de la Gallia que le CROUS a décidé de reprendre en régie. Bien que les discussions à cet égard s'avèrent positives, elles ne sont toutefois pas encore totalement finalisées au regard des autres éléments constitutifs des termes de l'échange restant en débat, singulièrement la forme et la durée de mise à disposition des locaux à l'AFGES dans un cadre juridique et financier reconfiguré.

L'AFGES sollicite en conséquence la prorogation du délai conventionnel de remboursement.

Considérant l'importance que revêt l'AFGES, structure historique nonagénaire, dans l'animation de la vie étudiante du site, il vous est proposé –en accord avec la Région– de procéder au report d'un an de l'échéance de remboursement soit au 31 décembre 2016. Un avenant à la convention financière initiale est nécessaire à cet effet.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

- *d'accorder à l'AFGES la prorogation d'un an de la date d'échéance de l'avance remboursable sans intérêts de 35 000 € dès lors reportée au 31 décembre 2016*

- *de formaliser ce dispositif par un avenant n° 1 à la convention financière en cours, avenant ayant pour objet unique de modifier l'article 3 « Remboursement de l'avance » désormais ainsi rédigé :*

« l'AFGES remboursera le montant intégral de l'avance, en un seul ou plusieurs versements, pour le 31 décembre 2016 au plus tard ou par anticipation à toute date courant 2016 à la convenance de l'association en fonction de ses capacités contributives reconstituées »

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer ledit avenant.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

39

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

I - Passation de marchés publics de prestations de services relatifs : 1. aux prestations d'éclairage et de sonorisation évènementiels, ainsi qu'à la location d'équipements d'éclairage et de sonorisation ; 2. à la location d'écrans géants et d'équipements accessoires ; 3. à la location de chapiteaux, tentes et structures assimilées. II - Approbation d'une convention de groupement de commande à conclure entre la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg pour la passation des marchés publics précités.
III - Passation d'un marché relatif à la conception, à la production et à la réalisation technique d'un spectacle son et lumière mettant en valeur la Cathédrale en 2016.

Le service Evènements organise et coordonne des évènements grand public et des animations sur l'ensemble du territoire de la collectivité.

A ce titre, il a en charge directe, en lien avec divers services de la collectivité et organismes extérieurs (police nationale, pompiers, CTS…), des évènements sur l'espace public dont il assure la conception et l'organisation ex. le carnaval, la fête de la musique, le feu d'artifice de la fête nationale, les animations estivales, les animations de Capitale de Noël…
D'autres services de la collectivité sont amenés ponctuellement à organiser des animations sur l'espace public ou dans des salles municipales.

I. Passation de marchés publics de prestations de services

Pour mener à bien ces activités, les services ont recours à des marchés publics dont la durée d'exécution peut s'étendre sur plusieurs années.

Par conséquent, il est demandé au Conseil d'approuver le lancement de consultations pour :

- l'acquisition de prestations d'éclairage et de sonorisation évènementiels, ainsi que la location d'équipements d'éclairage et de sonorisation, comprenant l'allotissement qui suit :

  - lot n°1 : prestation d'éclairage et de sonorisation pour la salle de l'Aubette,

- lot n°2 : prestation d'éclairage et de sonorisation au sein d'un espace intérieur (municipal, eurométropolitain ou autre) ayant une capacité d'accueil inférieur ou égal à 1 000 personnes,
- lot n°3 : prestation d'éclairage et de sonorisation au sein d'un espace intérieur (municipal, eurométropolitain ou autre) ayant une capacité d'accueil supérieur à 1 000 personnes,
- lot n°4 : prestation d'éclairage et de sonorisation dans le cadre d'évènements organisés sur l'espace public,
- lot n°5 : Petite sonorisation, petit éclairage.

- la location d'écrans géants et d'équipements accessoires,
- la location de chapiteaux, tentes et structures assimilées.

Chaque marché public cité ci-dessus sera passé selon la procédure d'appel d'offres en application du code des marchés publics, sous la forme de marché fractionné à bon de commande dont la durée prévisionnelle est fixée à un an, reconductible 3 fois.

Les montants annuels de ces marchés seront les suivants :

Objet des marchés	**Montant minimum annuel**	**Montant maximum annuel**	**Montant minimum sur 4 ans**	**Montant maximum sur 4 ans**
Acquisition de prestations d'éclairage et de sonorisation évènementiels, ainsi que de la location d'équipements d'éclairage et de sonorisation pour la **ville de Strasbourg**.				
Lot n°1 : Prestation d'éclairage et de sonorisation pour la salle de l'Aubette.	30 000 € HT	150 000 € HT	120 000 € HT	600 000 € HT
Lot n°2 : Prestation d'éclairage et de sonorisation au sein d'un espace intérieur (municipal, eurométropolitain ou autre) ayant une capacité d'accueil inférieur ou égal à 1 000 personnes.	16 000 € HT	160 000 € HT	64 000 € HT	640 000 € HT
Lot n°3 : Prestation d'éclairage et de sonorisation au sein d'un espace intérieur (municipal, eurométropolitain ou autre) ayant une capacité d'accueil	16 000 € HT	200 000 € HT	64 000 € HT	800 000 € HT

supérieur à 1 000 personnes.				
Lot n°4 : Prestation d'éclairage et de sonorisation dans le cadre d'évènements organisés sur l'espace public.	50 000 € HT	400 000 € HT	200 000 € HT	1 600 000€ HT
Lot n°5 : Petite sonorisation, petit éclairage.	500 € HT	60 000 € HT	2 000 € HT	240 000 € HT
Location d'écrans géants et d'équipements accessoires	5 000 € HT	250 000 € HT	20 000 € HT	1 000 000 € HT
Location de chapiteaux, tentes et structures assimilées	8 000 € HT	150 000 € HT	32 000 € HT	600 000 € HT

II. Approbation d'une convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg

Pour faire des économies d'échelle, faciliter la gestion administrative aux différents services et obtenir un allègement des formalités et des frais de gestion liés au lancement et au traitement d'une seule procédure, la mise en place d'un groupement de commandes entre la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg est proposé pour les marchés publics suivants :

1) **l'acquisition de prestations d'éclairage et de sonorisation évènementiels, ainsi que la location d'équipements d'éclairage et de sonorisation, comprenant l'allotissement qui suit :**

- lot n°1 : prestation d'éclairage et de sonorisation pour la salle de l'Aubette,
- lot n°2 : prestation d'éclairage et de sonorisation au sein d'un espace intérieur (municipal, eurométropolitain ou autre) ayant une capacité d'accueil inférieur ou égal à 1 000 personnes,
- lot n°3 : prestation d'éclairage et de sonorisation au sein d'un espace intérieur (municipal, eurométropolitain ou autre) ayant une capacité d'accueil supérieur à 1 000 personnes,
- lot n°4 : prestation d'éclairage et de sonorisation dans le cadre d'évènements organisés sur l'espace public,
- lot n°5 : Petite sonorisation, petit éclairage.

2) **la location d'écrans géants et d'équipements accessoires,**

3) **la location de chapiteaux, tentes et structures assimilées.**

Une convention dans les mêmes termes est soumise aux instances délibérantes de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, les besoins précités pouvant relever de l'une ou l'autre de ces entités publiques.

La Ville de Strasbourg sera coordinatrice du groupement de commandes pour les marchés ci-dessous :

Objet des marchés	**Montant minimum annuel**	**Montant maximum annuel**	**Montant minimum sur 4 ans**	**Montant maximum sur 4 ans**
Acquisition de prestations d'éclairage et de sonorisation évènementiels, ainsi que de la location d'équipements d'éclairage et de sonorisation pour la **ville de Strasbourg**.				
Lot n°1 : Prestation d'éclairage et de sonorisation pour la salle de l'Aubette.	30 000 € HT	150 000 € HT	120 000 € HT	600 000 € HT
Lot n°2 : Prestation d'éclairage et de sonorisation au sein d'un espace intérieur (municipal, eurométropolitain ou autre) ayant une capacité d'accueil inférieur ou égal à 1 000 personnes.	16 000 € HT	160 000 € HT	64 000 € HT	640 000 € HT
Lot n°3 : Prestation d'éclairage et de sonorisation au sein d'un espace intérieur (municipal, eurométropolitain ou autre) ayant une capacité d'accueil supérieur à 1 000 personnes.	16 000 € HT	200 000 € HT	64 000 € HT	800 000 € HT
Lot n°4 : Prestation d'éclairage et de sonorisation dans le cadre d'évènements organisés sur l'espace public.	50 000 € HT	400 000 € HT	200 000 € HT	1 600 000€ HT
Lot n°5 : Petite sonorisation, petit éclairage.	500 € HT	60 000 € HT	2 000 € HT	240 000 € HT
Location d'écrans géants	5 000 € HT	250 000 € HT	20 000 € HT	1 000 000 € HT

et d'équipements accessoires				
Location de chapiteaux, tentes et structures assimilées	8 000 € HT	150 000 € HT	32 000 € HT	600 000 € HT
Acquisition de prestations d'éclairage et de sonorisation évènementiels, ainsi que de la location d'équipements d'éclairage et de sonorisation pour l'**Eurométropole de Strasbourg.**				
Lot n°1 : Prestation d'éclairage et de sonorisation pour la salle de l'Aubette.	500 € HT	50 000 € HT	2 000 € HT	200 000 € HT
Lot n°2 : Prestation d'éclairage et de sonorisation au sein d'un espace intérieur (municipal, eurométropolitain ou autre) ayant une capacité d'accueil inférieur ou égal à 1 000 personnes.	500 € HT	50 000 € HT	2 000€ HT	200 000 € HT
Lot n°3 : Prestation d'éclairage et de sonorisation au sein d'un espace intérieur (municipal, eurométropolitain ou autre) ayant une capacité d'accueil supérieur à 1 000 personnes.	500 € HT	50 000 € HT	2 000 € HT	200 000 € HT
Lot n°4 : Prestation d'éclairage et de sonorisation dans le cadre d'évènements organisés sur l'espace public.	500 € HT	70 000 € HT	2 000€ HT	280 000 € HT
Lot n°5 : Petite sonorisation, petit éclairage.	500 € HT	20 000 € HT	2 000 € HT	80 000 € HT
Location d'écrans géants	1 000 € HT	80 000 € HT	4 000 € HT	320 000 € HT

et d'équipements accessoires pour l'Eurométropole de Strasbourg.				
Location de chapiteaux, tentes et structures assimilées pour l'Eurométropole de Strasbourg.	1 000 € HT	20 000 € HT	4 000 € HT	80 000 € HT

III. Passation d'un marché relatif à la conception, production et réalisation technique d'un spectacle son et lumière mettant en valeur la Cathédrale en 2016

Depuis de nombreuses années, la Ville de Strasbourg propose aux strasbourgeois et nombreux visiteurs, un spectacle estival fondé sur la mise en valeur de l'exceptionnel patrimoine architectural de la Cathédrale de Strasbourg.

Afin de répondre aux enjeux d'attractivité et de rayonnement de la Ville de Strasbourg, un événement estival de qualité construit sur un traitement artistique de la Cathédrale et de son environnement proche sera développé à l'été 2016**.**

Cet évènement doit répondre aux objectifs suivants :

- Valoriser l'image d'une ville qui a célébré 1000 ans d'histoire et qui se projette dans les 1000 ans à venir ;

- Positionner Strasbourg comme haut lieu de créativité artistique au niveau national et mondial ;

- Mettre en valeur les atouts d'une ville bimillénaire, d'une métropole européenne, moderne et créative ;

- Développer la découverte, la connaissance et le partage d'un patrimoine riche ;

- Participer au développement de l'activité touristique en générant des retombées économiques sur le territoire.

Par conséquent, il est demandé au Conseil d'approuver le lancement des consultations pour la conception, production et réalisation d'un spectacle son, lumière et image mettant en valeur la Cathédrale de Strasbourg et son environnement dans le cadre des animations et festivités estivales 2016.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

1. *la passation d'un marché public relatif à l'acquisition de prestations d'éclairage et de sonorisation évènementiels, ainsi que la location d'équipements d'éclairage et de sonorisation pour la Ville de Strasbourg, d'une durée d'un an reconductible trois fois, décomposé comme suit :*

- *l'acquisition de prestations d'éclairage et de sonorisation* pour *la salle de l'Aubette, d'un montant minimum annuel de 30 000 € HT et un montant maximum annuel de 150 000 € HT ;*
- *l'acquisition de prestations d'éclairage et de sonorisation au sein d'un espace intérieur (municipal, eurométropolitain ou autre) ayant une capacité d'accueil inférieur ou égal à 1 000 personnes, d'un montant minimum annuel de 16 000 € HT et un montant maximum annuel de 160 000 € HT ;*
- *l'acquisition de prestation d'éclairage et de sonorisation au sein d'un espace intérieur (municipal, eurométropolitain ou autre) ayant une capacité d'accueil supérieur à 1 000 personnes, d'un montant minimum annuel de 16 000 € HT et un montant maximum annuel de 200 000 € HT ;*
- l'acquisition de prestation d'éclairage et de sonorisation dans le cadre d'évènements organisés sur l'espace public, *d'un montant minimum annuel de 50 000 € HT et un montant maximum annuel de 400 000 € HT ;*
- *l'acquisition de* prestations de petite sonorisation et de petit éclairage, *d'un montant minimum annuel de 500 € HT et un montant maximum annuel de 60 000 € HT ;*

2. *la passation d'un marché public relatif à la location d'écrans géants et d'équipements accessoires pour la Ville de Strasbourg d'un montant minimum annuel de 5 000 € HT et un montant maximum annuel de 250 000 € HT et d'une durée d'un an reconductible trois fois ;*

3. *la passation d'un marché public relatif à la location de chapiteaux, tentes et structures assimilées pour la Ville de Strasbourg, d'un montant minimum annuel de 8 000 € HT et un montant maximum annuel de 150 000 € HT et d'une durée d'un an reconductible trois fois ;*

4. *la signature d'une convention de groupement de commandes entre la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg pour les marchés précités, annexée à la présente délibération ;*

5. *la passation d'un marché public relatif à la conception, production et réalisation technique d'un spectacle son et lumière mettant en valeur la Cathédrale en 2016, d'un montant estimé de 670 000 € HT, d'une durée de 8 mois,*

s*ous réserve de l'inscription des crédits au budget prévisionnel de la Ville,*

autorise

le Maire ou son représentant :

- *à signer la convention de groupement de commandes jointe en annexe avec l'Eurométropole de Strasbourg,*
- *à lancer les consultations conformément au code des marchés publics,*
- *à prendre toutes les décisions y relatives selon les termes de la convention constitutive de groupement de commandes,*
- *à signer les marchés publics,*
- *à exécuter les marchés de la ville de Strasbourg en résultant.*

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

Convention constitutive
de groupement de commandes entre
la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg

Art. 8-VII du code des marchés publics

Lancement d'un appel d'offres en vue de procéder à la passation des marchés publics suivants :

l'acquisition de prestations d'éclairage et de sonorisation évènementiels, ainsi que la location d'équipements d'éclairage et de sonorisation, comprenant l'allotissement qui suit :

- lot n°1 : prestation d'éclairage et de sonorisation pour la salle de l'Aubette,
- lot n°2 : prestation d'éclairage et de sonorisation au sein d'un espace intérieur (municipal, eurométropolitain ou autre) ayant une capacité d'accueil inférieure ou égale à 1 000 personnes,
- lot n°3 : prestation d'éclairage et de sonorisation au sein d'un espace intérieur (municipal, eurométropolitain ou autre) ayant une capacité d'accueil supérieure à 1 000 personnes,
- lot n°4 : prestation d'éclairage et de sonorisation dans le cadre d'évènements organisés sur l'espace public,
- lot n°5 : Prestation de petite sonorisation et de petit éclairage.

la location d'écrans géants et d'équipements accessoires,
la location de chapiteaux, tentes et structures assimilées.

Vu le titre II, chapitre III, article 8 du code de marchés publics relatif à la coordination et aux groupements de commandes, il est constitué :

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Monsieur Robert HERRMANN,
Président agissant en application d'une délibération de l'Eurométropole de Strasbourg du 17 décembre 2015

et

La Ville de Strasbourg, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire agissant en application d'une délibération du Conseil municipal du 14 décembre 2015.

…/…

un groupement de commandes pour le lancement d'un appel d'offres en vue de procéder à la passation des marchés publics suivants :

- l'acquisition de prestations d'éclairage et de sonorisation évènementiels, ainsi que la location d'équipements d'éclairage et de sonorisation,
- location d'écrans géants et d'équipements accessoires,
- location de chapiteaux, tentes et structures assimilées.

Préambule

Le groupement de commandes couvrira les besoins à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Le groupement de commandes associe les deux collectivités sous la coordination de la Ville de Strasbourg et a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;

- des économies d'échelle.

Le Code de marchés publics institué par le décret n° 2006-975 du 1er août 2006, et plus particulièrement son article 8, encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Ainsi, en vertu de ce dispositif décrit à l'article 8.VII du code des marchés publics, le coordonnateur met en œuvre la procédure de passation, signe et notifie les marchés. Par la suite, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution.

Il est ainsi apparu opportun, d'un point de vue économique et fonctionnel de référer à cette demande.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par le code des marchés publics, notamment son article 8.VII, et la présente convention.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement de l'article 8.VII 1er alinéa du code des marchés publics, ci après désigné "*le groupement*" a pour objet la passation de marchés publics relatifs à :

- l'acquisition de prestations d'éclairage et de sonorisation évènementielles, ainsi que la location d'équipements d'éclairage et de sonorisation, comprenant l'allotissement qui

suit :

- lot n°1 : prestation d'éclairage et de sonorisation pour la salle de l'Aubette,
- lot n°2 : prestation d'éclairage et de sonorisation au sein d'un espace intérieur (municipal, eurométropolitain ou autre) ayant une capacité d'accueil inférieure ou égale à 1 000 personnes,
- lot n°3 : prestation d'éclairage et de sonorisation au sein d'un espace intérieur (municipal, eurométropolitain ou autre) ayant une capacité d'accueil supérieure à 1 000 personnes,
- lot n°4 : prestation d'éclairage et de sonorisation dans le cadre d'évènements organisés sur l'espace public,
- lot n°5 : Petite sonorisation, petit éclairage.

- la location d'écrans géants et d'équipements accessoires,
- la location de chapiteaux, tentes et structures assimilées.

Les marchés publics seront lancés selon la procédure d'appel d'offres, conformément aux articles 33 et 57 à 59 du code des marchés publics.

La durée des marchés publics sera de 1 an, reconductibles 3 fois.

Conformément aux dispositions de l'article 77, il s'agit de marchés à bons de commandes avec montant minimum et montant maximum.

Objet des marchés	Montant minimum annuel	Montant maximum annuel	Montant minimum sur 4 ans	Montant maximum sur 4 ans
Acquisition de prestations d'éclairage et de sonorisation évènementiels, ainsi que de la location d'équipements d'éclairage et de sonorisation pour la **ville de Strasbourg**.				
Lot n°1 : Prestation d'éclairage et de sonorisation pour la salle de l'Aubette.	30 000 € HT	150 000 € HT	120 000 € HT	600 000 € HT
Lot n°2 : Prestation d'éclairage et de sonorisation au sein d'un espace intérieur (municipal, eurométropolitain ou autre) ayant une capacité d'accueil inférieur ou égal à 1 000 personnes.	16 000 € HT	160 000 € HT	64 000 € HT	640 000 € HT
Lot n°3 : Prestation d'éclairage et de sonorisation au sein d'un espace intérieur (municipal, eurométropolitain ou autre) ayant une capacité d'accueil supérieur à 1 000 personnes.	16 000 € HT	200 000 € HT	64 000 € HT	800 000 € HT
Lot n°4 : Prestation d'éclairage et de sonorisation dans le cadre d'évènements organisés sur l'espace public.	50 000 € HT	400 000 € HT	200 000 € HT	1 600 000€ HT
Lot n°5 : Petite sonorisation, petit éclairage.	500 € HT	60 000 € HT	2 000 € HT	240 000 € HT
Location d'écrans géants et d'équipements accessoires	5 000 € HT	250 000 € HT	20 000 € HT	1 000 000 € HT
Location de chapiteaux, tentes et structures assimilées	8 000 € HT	150 000 € HT	32 000 € HT	600 000 € HT

Acquisition de prestations d'éclairage et de sonorisation évènementiels, ainsi que de la location d'équipements d'éclairage et de sonorisation pour l'**Eurométropole de Strasbourg.**				
Lot n°1 : Prestation d'éclairage et de sonorisation pour la salle de l'Aubette.	500 € HT	50 000 € HT	2 000 € HT	200 000 € HT
Lot n°2 : Prestation d'éclairage et de sonorisation au sein d'un espace intérieur (municipal, eurométropolitain ou autre) ayant une capacité d'accueil inférieur ou égal à 1 000 personnes.	500 € HT	50 000 € HT	2 000€ HT	200 000 € HT
Lot n°3 : Prestation d'éclairage et de sonorisation au sein d'un espace intérieur (municipal, eurométropolitain ou autre) ayant une capacité d'accueil supérieur à 1 000 personnes.	500 € HT	50 000 € HT	2 000 € HT	200 000 € HT
Lot n°4 : Prestation d'éclairage et de sonorisation dans le cadre d'évènements organisés sur l'espace public.	500 € HT	70 000 € HT	2 000€ HT	280 000 € HT
Lot n°5 : Petite sonorisation, petit éclairage.	500 € HT	20 000 € HT	2 000 € HT	80 000 € HT
Location d'écrans géants et d'équipements accessoires pour l'Eurométropole de Strasbourg.	1 000 € HT	80 000 € HT	4 000 € HT	320 000 € HT
Location de chapiteaux, tentes et structures assimilées pour l'Eurométropole de Strasbourg.	1 000 € HT	20 000 € HT	4 000 € HT	80 000 € HT

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg, ont convenu de désigner cette dernière en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés considérés, conformément aux termes de l'article 8.VII dernier alinéa du code de marchés publics.

En application de l'article 8.VII dernier alinéa du code de marchés publics, la commission d'appels d'offres de la Ville de Strasbourg agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour choisir les titulaires des marchés.

La représentante du coordonnateur et présidente de la commission d'appel d'offres est Madame Chantal CUTAJAR, adjointe, ou son représentant.

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de l'Eurométropole de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés.

Le coordonnateur se charge notamment :
- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultations des entreprises, réception des offres, analyses des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres...) ;
- de communiquer, le cas échéant, à l'Eurométropole de Strasbourg, les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne ;
- de signer et de notifier les marchés ;
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre en application du Code des marchés publics ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informée l'Eurométropole de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure d’évolution des marchés, en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, l'Eurométropole de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.

Inversement, le coordonnateur, la Ville de Strasbourg, pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par l'Eurométropole de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur, prennent fin suite à la notification des marchés publics, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 3 exemplaires originaux.

Strasbourg, le

Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg	Le Maire de Strasbourg
Robert HERRMANN	Roland RIES

40

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Attribution de subventions à divers organisateurs de manifestations à Strasbourg.

Il est proposé d'attribuer pour un montant total de 157 400 € les subventions suivantes :

Association de la Fondation Etudiante pour la Ville – AFEV	**15 000 €**

Organisation de l'intervention solidaire d'étudiants bénévoles dans les quartiers prioritaires.

Les Films du Spectre	**56 500 €**

9ème édition du festival européen du film fantastique à Strasbourg et de la Zombie Walk en septembre 2016.

Association Trois Sept et Art	**17 000 €**

Organisation d'animations culturelles au profit de jeunes publics issus des différents quartiers strasbourgeois.

Compagnie Mistral Est	**47 500 €**

Soutien à l'organisation de la 8ème édition du festival Universal Dancers qui aura lieu le 30 avril 2016 au Palais de la musique et des congrès de Strasbourg.

Association Nouvelle Ligne	**15 000 €**

Participation au frais d'organisation de l'édition 2016 du NL Contest.

Jazz d'Or Festival	**6 400 €**

Organisation en collaboration avec la Représentation Permanente du Luxembourg d'une soirée jazz aux couleurs luxembourgeoises avec la participation des artistes suivants :

- Pascal Schumacher, l'un des meilleurs vibraphonistes actuels en Europe. « Django d'Or Jeune Talent » en 2005, Prix « ECHO JAZZ » d'instrumentistes en 2012, il s'est déjà produit dans le monde entier.
- Michel Reis, pianiste, improvisateur, compositeur, arrangeur de grand talent. Il se produira avec son quartet.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement des subventions suivantes par le service Evénements en faveur de :

Association de la Fondation Etudiante pour la Ville – AFEV	*15 000 €*
Les Films du Spectre	*56 500 €*
Association Trois Sept et Art	*17 000 €*
Compagnie Mistral Est	*47 500 €*
Association Nouvelle Ligne	*15 000 €*
Jazz d'Or Festival	*6 400 €*

le crédit nécessaire pour le mandatement de ces subventions, soit 157 400 € est disponible sur le compte : "fonction : 33, nature : 6574, programme 8038, activité : PC02B", sur le budget 2015, dont le disponible avant le présent Conseil est de 157 756 €.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

Dénomination de l'association	*Nature de la sollicitation*	*Montant sollicité*	*Montant proposé*	*Montant alloué pour l'année n-1*
AFEVE	*Subvention affectée*	*15 000.00 €*	*15 000.00 €*	
LES FILMS DU SPECTRE	*Subvention affectée*	*56 500.00 €*	*56 500.00 €*	
TROIS SEPT ET ART	*Subvention affectée*	*17 000.00 €*	*17 000.00 €*	
MISTRAL EST	*Subvention affectée*	*50 000.00 €*	*47 500.00 €*	
NOUVELLE LIGNE	*Subvention affectée*	*15 000.00 €*	*15 000.00 €*	
JAZZ D'OR FESTIVAL	*Subvention affectée*	*6 400.00 €*	*6 400.00 €*	

41

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Expérimentation d'une salle de consommation à moindre risque à Strasbourg et convention de maîtrise d'ouvrage désignée entre les Hôpitaux universitaires de Strasbourg et la ville de Strasbourg.

La ville de Strasbourg s'est engagée dès 2011 à soutenir l'expérimentation sur son territoire d'une salle de consommation à moindre risque (SCMR), dès lors que l'évolution de la législation le permettrait. Les articles 8 et 9 du projet de loi de modernisation de notre système de santé, actuellement étudié par les assemblées parlementaires, créent les conditions juridiques de l'expérimentation d'un tel dispositif en France.
Plusieurs autres villes françaises se sont déclarées intéressées, Bordeaux et Paris ayant affiché, outre Strasbourg, leur intention de le mettre en place.

Cet engagement volontariste s'inscrit dans la continuité de l'implication historique de la municipalité strasbourgeoise depuis le début du XXe siècle en matière de santé publique, et spécifiquement dans le domaine de la réduction des risques, particulièrement depuis les années 1980 et le développement de la pandémie du VIH-SIDA.

L'expérimentation d'une SCMR fait partie des actions novatrices en matière de prévention (axe « Structurer et renforcer la réduction des risques ») inscrites dans le Contrat local de santé II de Strasbourg, voté par le conseil municipal le 18 mai 2015 et signé le 5 juin 2015 par la Ville et ses partenaires, parmi lesquels l'Agence régionale de santé, l'Etat, et les Hôpitaux universitaires de Strasbourg.

Le projet strasbourgeois de SCMR est porté par l'association ITHAQUE, acteur de longue date et reconnu dans la prévention en matière de toxicomanie, déjà gestionnaire de structures médico-sociales accueillant les usagers de drogues (un Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des risques pour Usagers de Drogues, ainsi qu'un Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention des Addictions).

La SCMR constituera un nouvel outil de santé publique à l'attention de personnes en grande difficulté et consommatrices de drogues. Elle aura pour objectif dans un premier temps de réduire les dommages liés à ces addictions (infection par le VIH et les

hépatites notamment), puis de les accompagner progressivement vers le soin. Elle traduit la reconnaissance par les pouvoirs publics de la nécessité, complémentaire aux dispositifs de prévention déjà existants, de mieux protéger et de prendre en charge les usagers de drogues injectables.

Cet équipement trouvera place dans l'ancien bâtiment de chirurgie thoracique, sur le site de l'hôpital civil des Hôpitaux universitaires de Strasbourg, directement accessible depuis le quai Pasteur.

Le fonctionnement et l'organisation de la SCMR seront fixés dans le respect d'un cahier des charges national arrêté par le ministère chargé de la santé. Le dispositif devra comporter différents espaces, dont une salle d'accueil, une salle de consommation supervisée, et une salle de repos. Les usagers y seront accueillis par une équipe pluridisciplinaire, composée de travailleurs sociaux, médecins, infirmiers, psychologues, agent de sécurité. Selon les termes du projet de loi actuellement en discussion parlementaire, la mission de ces professionnel–le–s de santé et du secteur médico-social sera d'assurer une supervision afin d'accompagner les usagers vers des pratiques moins dangereuses, sans participer aux gestes de consommation ni, bien sûr, fournir des produits psychotropes.

Le coût global d'un tel projet est estimé à 400 000 € TTC (travaux, honoraires et frais divers). La ville de Strasbourg contribuera à hauteur de 150 000 € TTC à son financement.

Compte-tenu de la spécificité des travaux, de la proximité d'un établissement de santé et de la forte implication de la ville de Strasbourg, les Hôpitaux universitaires de Strasbourg et la ville de Strasbourg ont convenu de recourir à l'organisation d'une maîtrise d'ouvrage unique *(maîtrise d'ouvrage désignée prévue à l'article 2.II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée)*.

Il est convenu à ce titre que la ville de Strasbourg est désignée maître d'ouvrage unique de l'opération.

La convention de maîtrise d'ouvrage désignée entre les Hôpitaux universitaires de Strasbourg et la ville de Strasbourg est annexée à la présente délibération pour approbation ; elle opère un transfert temporaire des attributions de la maîtrise d'ouvrage à la ville de Strasbourg, en organise les conditions et en fixe le terme.

La dotation de fonctionnement de la SCMR sera intégralement allouée par l'Agence régionale de santé, sur des crédits nationaux dédiés.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *les travaux d'aménagement d'une salle de consommation à moindre risque pour un montant de 400.000 € TTC conformément au programme ci-avant exposé ;*
- *la convention de maîtrise d'ouvrage désignée entre les Hôpitaux universitaires de Strasbourg (HUS) et la ville de Strasbourg, ci-jointe ;*

décide

- *d'imputer les dépenses d'investissement correspondantes sur l'AP CP22 Prog 1125 ;*

autorise

le Maire ou son représentant :

- *à signer et à exécuter les marchés d'études, de travaux et de fournitures, conformément au Code des Marchés Publics ;*
- *à signer les dossiers de demande de permis de démolition, de construction ou d'aménagement et toutes autres demandes d'autorisation ;*
- *à signer la convention de maîtrise d'ouvrage désignée entre les Hôpitaux universitaires de Strasbourg et la ville de Strasbourg ;*
- *à solliciter des concours financiers complémentaires.*

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

Ville de Strasbourg

Hôpitaux Universitaires de Strasbourg

CONVENTION DE MAITRISE D'OUVRAGE DESIGNEE ENTRE LES HOPITAUX UNIVERSITAIRES DE STRASBOURG ET LA VILLE DE STRASBOURG POUR LA CREATION D'UNE SALLE DE CONSOMMATION A MOINDRE RISQUE

ENTRE :

- d'une part, les Hôpitaux universitaires de Strasbourg domiciliés 1, place de l'Hôpital 67000 STRASBOURG, représentés par son Directeur Général, Monsieur Christophe GAUTIER, habilité à cette fin ;

- d'autre part, la ville de Strasbourg, domiciliée 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par son Maire, Monsieur Roland RIES, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 14 décembre 2015;

Préambule

La ville de Strasbourg s'est engagée depuis 2011 à soutenir l'expérimentation sur son territoire d'une salle de consommation à moindre risque (SCMR), lorsque les conditions juridiques en seraient réunies.

Cet engagement volontariste s'inscrit dans la continuité de l'implication historique de Strasbourg en matière de santé publique, et en l'occurrence dans le champ de la réduction des risques depuis les années 80 et l'épidémie du SIDA.

La SCMR, dont le projet est porté par l'association ITHAQUE, constituera un nouvel outil à destination des personnes en grande difficulté et consommatrices de drogues, afin de les accompagner progressivement vers le soin, et, dans un 1er temps de réduire les dommages liés à leurs addictions (infection par le VIH et les hépatites notamment) sous réserve du vote de la

loi de modernisation de notre système de santé, notamment ses articles 8 et 9 autorisant l'expérimentation en France de SCMR.

Le projet a été pensé, élaboré, abouti avec l'ensemble des acteurs institutionnels locaux concernés : la ville de Strasbourg, la Préfecture, les Hôpitaux universitaires de Strasbourg, l'Agence régionale de santé, la Direction départementale de la sécurité publique, le procureur de la République.

La salle de consommation à moindre risque sera aménagée dans l'ancien bâtiment de chirurgie thoracique des Hôpitaux universitaires de Strasbourg (HUS) sur le site de l'Hôpital civil.

Dans un souci d'optimisation, il a été convenu que soit mise en place une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre les Hôpitaux universitaires de Strasbourg et la ville de Strasbourg pour l'aménagement de locaux dédiés et que cette dernière assure toutes les prérogatives de la maîtrise d'ouvrage unique du projet, y compris la passation, l'attribution et l'exécution des marchés, ainsi que toutes les procédures administratives nécessaires à la réalisation de l'opération, par ses propres organes.

Considérant ainsi qu'il est d'un intérêt commun de réaliser l'ensemble des travaux sous la conduite d'un seul maître d'ouvrage, afin de garantir la cohérence des interventions et l'optimisation des coûts en application de l'article 2.II de la loi du 12 juillet 1985 modifiée.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention détermine :

- les conditions dans lesquelles les Hôpitaux universitaires de Strasbourg confient à la ville de Strasbourg la maîtrise d'ouvrage unique des travaux de création d'une salle de consommation à moindre risque, qu'elle accepte ;
- les modalités d'exercice de la mission de maîtrise d'ouvrage désignée, de participation financière et de contrôle technique de la ville de Strasbourg.

ARTICLE 2 – PROGRAMME et ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE :

Le programme de l'opération consiste à réaliser les travaux conformément à l'étude de faisabilité de juillet 2015 (cf. plan en annexe 1), qui comprendront :

- l'aménagement d'une rampe d'accès pour les personnes à mobilité réduite ;
- la création d'un accès façade Sud ;
- le désamiantage des zones touchées par les travaux ;
- la démolition de murs intérieurs et le re-cloisonnement des locaux ;
- la pose de faux-plafonds, la mise en peinture, la pose de sols souples/carrelage/faïence ;
- les menuiseries intérieures ;
- la révision des fenêtres ;
- la reprise de l'installation électrique et la mise en place d'un sous-comptage ;
- le remplacement des appareillages sanitaires et la mise en place d'un sous-comptage ;
- la mise en place d'une ventilation mécanique dans les salles recevant du public ;
- la révision du désenfumage de la cage d'escalier ;
- la distribution d'un réseau informatique et de courants faibles ;

- l'aménagement extérieur d'un accès depuis le quai Pasteur jusqu'à l'ancien bâtiment de la Chirurgie Thoracique pour les usagers de la SCMR ;
- tous travaux complémentaires validés par les parties.

Le montant prévisionnel de l'opération est fixé à **400 000€ TTC**

ARTICLE 3 – COFINANCEMENT DE L'OPERATION :

Le plan de financement conclu entre les différents partenaires est établi de la façon suivante :

Hôpitaux universitaires de Strasbourg :	50.000 € TTC
Ville de Strasbourg :	150.000 € TTC
Agence régionale de santé :	150.000 € TTC
Autres financeurs :	50.000 € TTC

L'Agence régionale de santé et les autres financeurs verseront directement aux Hôpitaux universitaires de Strasbourg leur quote-part respective.

Les Hôpitaux universitaires de Strasbourg verseront à la ville de Strasbourg, maître d'ouvrage désigné :

- 125 000€ TTC (correspondant à 50% des quotes-parts HUS, ARS et autres financeurs), sur présentation des ordres de service de commencement des travaux ;
- le versement du solde des quotes-parts HUS, ARS et autres financeurs, sur présentation des procès verbaux de réception des travaux et des décomptes généraux définitifs.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE DE STRASBOURG, MAITRE D'OUVRAGE DESIGNE

La ville de Strasbourg s'engage à réaliser, sous sa maîtrise d'ouvrage, les travaux de création d'une salle de consommation à moindre risque.

A ce titre, la ville de Strasbourg assurera les missions suivantes :

- réaliser l'opération dans son ensemble suivant le programme et les modalités financières définies à la présente convention ;
- exercer la maîtrise d'ouvrage pleine et entière de l'opération dans toutes ses composantes y compris celles relevant des Hôpitaux universitaires de Strasbourg ;
- demander les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- définir les modalités de consultation des entreprises ;
- préparer, passer, signer, exécuter les marchés ;
- définir en accord avec les HUS les conditions de stationnement et de livraison des entreprises sur le site ;
- effectuer toute autre mission nécessaire à la réalisation de l'opération ;
- procéder à la réception de l'ouvrage ;
- verser la rémunération aux entreprises et prestataires ;
- remettre aux Hôpitaux universitaires de Strasbourg un Dossier des Ouvrages Exécutés ;
- remettre aux Hôpitaux universitaires de Strasbourg un Dossier d'Intervention Ultérieure sur l'Ouvrage.

Le mandataire s'engage à réaliser l'opération dans le strict respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle définis aux articles 3 et 4, et qu'il accepte.

ARTICLE 5 – CONDITIONS DE TRANSFERT

1. La mission s'entend à compter de la signature de la convention jusqu'à la fin de garantie de parfait achèvement ;
2. Il n'y a pas de rémunération pour cette mission ;
3. Des pénalités pour non observation des obligations de la ville de Strasbourg ne sont pas prévues ;
4. La convention pourra être résiliée en cas de non respect par l'une ou l'autre des parties de ses obligations, sous réserve d'une procédure de mise en demeure préalable.

ARTICLE 6 – MODALITES DE CONTROLE TECHNIQUE, FINANCIER ET COMPTABLE

Les Hôpitaux universitaires de Strasbourg se réservent le droit de demander l'état comptable des opérations à la ville de Strasbourg, qui s'engage à le tenir à jour et à disposition. L'approbation du projet et la réception des travaux sont subordonnés à l'accord préalable des Hôpitaux universitaires de Strasbourg qui seront invités aux opérations préalables à la réception.

ARTICLE 7 – ASSURANCES

Il appartient à la ville de Strasbourg de contracter une assurance garantissant les conséquences pécuniaires des responsabilités qu'elle peut encourir, y compris celles résultant d'erreurs de fait ou de droit, omissions ou négligences commises dans l'exercice des missions exercées dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 8 – REMISE DES OUVRAGES

Après réception des travaux et aménagements, la remise des ouvrages fera l'objet d'un procès verbal contradictoire entre les parties. La ville de Strasbourg remettra à cette occasion un dossier complet comportant tous les plans et documents relatifs aux ouvrages réalisés.

ARTICLE 9 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention produira ses effets à compter de la date de sa signature par les deux parties et prendra fin à l'extinction de la période de garantie pour le parfait achèvement des travaux. En cas de recours fondé sur l'exécution des travaux, le contentieux sera géré par la ville de Strasbourg.

ARTICLE 10 – RESILIATION

En cas de résiliation par accord entre les parties, sous réserve des dispositions de l'article 5, et au cas où cette résiliation entraînerait la résiliation de marchés en cours, les éventuelles indemnités dues au titre du préjudice subi par les entreprises seront partagées entre les parties au prorata de leur quote-part respective et à concurrence des sommes indiquées à l'article 3 pour le financement de l'opération.

ARTICLE 11 – MODIFICATION

Toute modification de la convention devra faire l'objet d'un avenant écrit entre les parties.

ARTICLE 12 – DIFFEREND

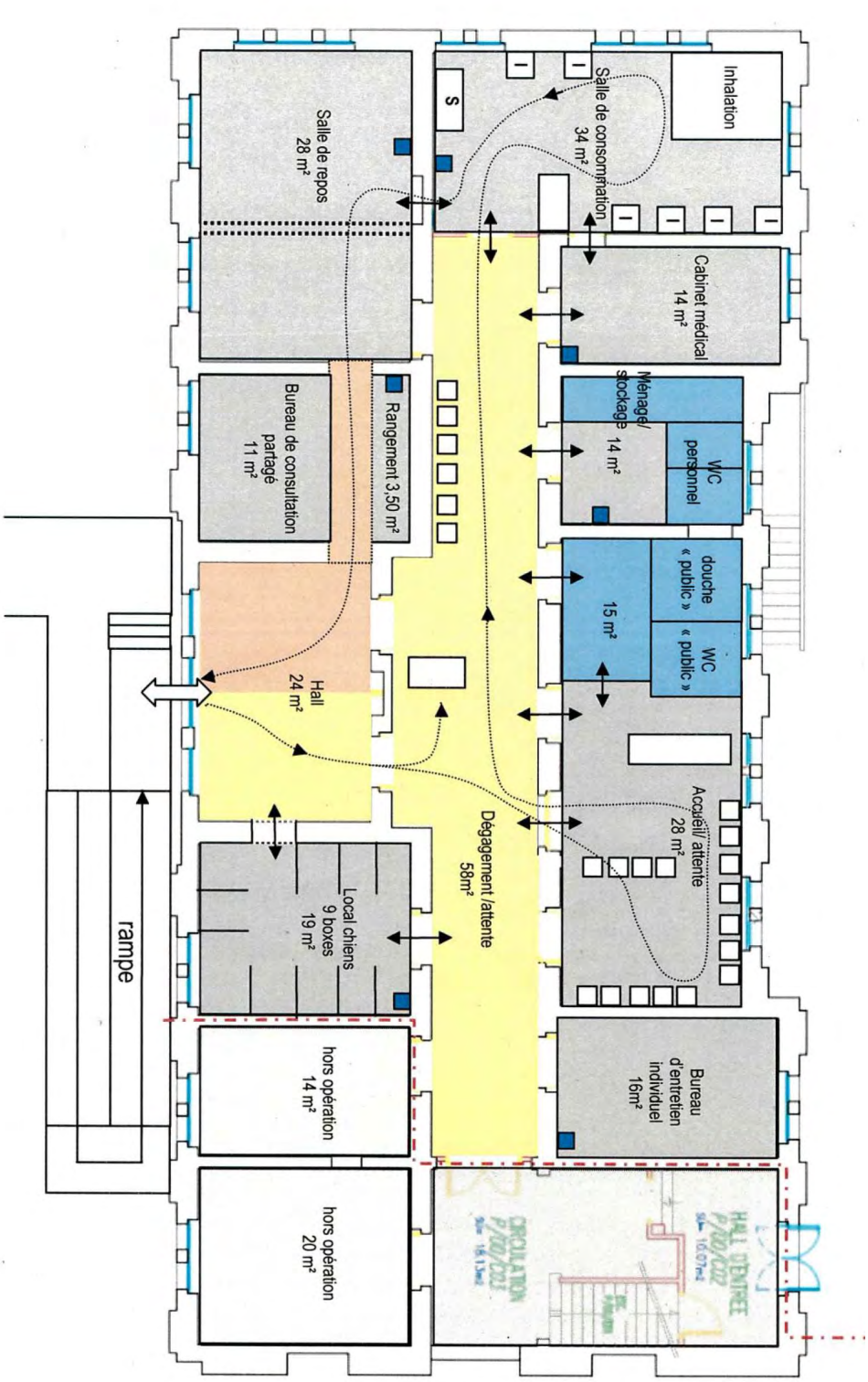
En cas de différend sur l'interprétation et l'application de ladite convention, les parties s'efforceront de rechercher un règlement amiable.

En cas de persistance du différend, le Tribunal Administratif de Strasbourg est compétent.

Fait à STRASBOURG en deux exemplaires, le

Le Maire de la ville de Strasbourg Le maître d'ouvrage désigné,	Le Directeur Général des Hôpitaux universitaires de Strasbourg,
Roland RIES	Christophe GAUTIER

Salle de Consommation à Moindre Risque



42

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Attribution de bourses aux idées dans le cadre du dispositif « Bourse aux idées - OUVRONS-LA ! Pour une expression libre et citoyenne des jeunes ».

La « Bourse aux idées » est un dispositif qui vise à soutenir et valoriser les idées des structures associatives qui encourageront l'expression libre et citoyenne des enfants et des jeunes âgés de 9 à 25 ans.

Les bourses allouées dans le cadre de ce dispositif encourageront des associations à accompagner des jeunes âgés de 9 à 25 ans dans :

- la création d'outils pour une expression citoyenne et collective
- la formation d'un regard, d'une oreille et d'un esprit critique
- la vérification des sources de l'information et l'analyse critique des médias et de la presse

Le jury relatif au dispositif « Bourse aux idées » s'est réuni le 1er décembre 2015 sous la présidence de Monsieur Mathieu CAHN, Adjoint au Maire, pour apprécier l'inventivité, l'originalité, la créativité et la capacité des structures à imaginer avec des jeunes une démarche éducative pertinente, audacieuse et innovante.

Parmi les 14 idées proposées par des associations, le jury en a retenu 4 dont 2 dans la catégorie « 9-15 ans » et 2 dans la catégorie « 16-25 ans ».

Le jury propose d'encourager les 4 structures associatives suivantes, à entrer en phase d'expérimentation de leurs idées, en leur allouant des bourses pour un montant total de 24 000 €, qui se détaille comme suit :

Dans la catégorie « 9/15 ans » :

Le petit journal du F13 **Idée présentée par le Centre Socio-Culturel du Fossé des Treize**	**5 000 €**

L'idée est de produire un mini journal vidéo

Le journal, mon outil pour dire le monde	**6 000 €**

Idée présentée par la Compagnie Les Gladiateurs	

L'idée est de décrypter des informations et les mettre en scène dans l'espace urbain

<u>Dans la catégorie « 16/25 ans » :</u>

La Fabrique de l'e-citoyenneté : un espace numérique et multimédia itinérant **Idée présentée par l'association AMSED** (Association Migration Solidarité et Echanges pour le Développement)	**6 000 €**

L'idée est de mettre en place un espace numérique de réflexion et d'expression citoyenne des jeunes

DEBLOK ou meDIYa pour (Do It Yourself media) **Idée présentée par l'association KAPTA**	**7 000 €**

L'idée est de créer une plateforme multimédia d'expression des quartiers populaires

Je vous prie de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

*d'attribuer aux associations lauréates, dans le cadre du dispositif : « Bourse aux idées - OUVRONS-LA ! Pour une expression libre et citoyenne des jeunes »**, les montants suivants :*

au titre du budget 2015

Le Centre Socio-Culturel du Fossé des Treize	*5 000 €*
La Compagnie Les Gladiateurs	*6 000 €*
L'association Migration Solidarité et Echanges pour le Développement	*6 000 €*
L'association KAPTA	*7 000 €*
TOTAL	***24 000 €***

Les crédits nécessaires sont disponibles sur la ligne DL08 fonction 422 nature 6714, dont le solde disponible avant le présent Conseil est de 56 600 euros.

autorise

le Maire à signer les notifications de subvention et arrêtés correspondants.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

43

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Attribution de subventions au titre de la prévention.

La délibération porte sur le soutien au dispositif Ville Vie Vacances, pour la période des vacances scolaires de Noël- Nouvel an 2015.

Les actions proposées s'adressent en premier lieu au public jeune exposé aux conduites à risques, qui ne part pas en vacances par ses propres moyens et ne fréquente pas naturellement les prestations de service des structures d'animation socioculturelles. Ces actions doivent contenir une valeur éducative ou des qualités pédagogiques suffisantes, contribuer utilement à atténuer les tensions locales et lutter contre le sentiment d'exclusion.

La cellule départementale du dispositif Ville Vie Vacances composée des financeurs (Services de l'Etat dans le cadre de l'A.C.S.E., Département, ville de Strasbourg) a examiné le 6 octobre 2015**,** les demandes répondant à un appel à projets départemental. Le contenu pédagogique de ces actions, leur opportunité et leur conformité aux obligations règlementaires ont été étudiés au regard des critères du dispositif et des moyens financiers disponibles. Pour celles qui sont retenues, elle propose une répartition de leur financement.

Il est proposé un cofinancement pour les 2 actions énoncées ci-après, portées par 2 associations, pour un montant total de 1 600 **€.**

Centre de Loisirs et de la Jeunesse **750 €**
« Sport en action » (n°VVV N1)
Programme d'activités physiques et sportives, fédératrices, essentiellement pratiquées en extérieur en direction d'un public mixte issu de l'agglomération et plus spécifiquement des territoires du Neuhof et de Hautepierre. Les animations ont lieu durant les deux semaines des vacances de fin d'année. Sensibilisation aux risques liés à l'usage des pétards.

Association du centre social et culturel du Neuhof **850 €**
«Un noël blanc » (n° VVV N2)
Durant les vacances de fin d'année, organisation d'un weekend et de sorties à la journée pour 28 jeunes du Neuhof. L'objectif est d'aller à la découverte du patrimoine naturel de proximité et d'y pratiquer des activités sportives extérieures.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

l'attribution, au titre du dispositif Ville Vie Vacances – Noël Nouvel an 2015, des subventions suivantes :

Centre de Loisirs et de la Jeunesse	*750 €*
Association du centre social et culturel du Neuhof	*850 €*

La dépense correspondante, soit 1 600 €, est à imputer sur l'activité AT02A – nature 6574 – fonction 110 – programme 8064 du BP 2015, dont le montant disponible est de 28 541,50 €

autorise

le Maire ou son représentant à signer les arrêtés relatifs à ces subventions.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

Attribution de subventions au titre de la prévention

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Total sollicité (V+Etat+CG)	Montant N-1	Montant octroyé (Ville)
Centre de Loisirs et de la Jeunesse	VVV Noël - Nouvel An 2015	1 500,00 €	-	750 €
Association du centre social et culturel du Neuhof	VVV Noël - Nouvel An 2015	2 609,00 €	-	850 €

44

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Attribution de subventions au titre des solidarités.

Dans le cadre du soutien aux associations, il est proposé d'allouer les subventions suivantes dont le montant total s'élève à 201 112 €.

1. Insertion

Association migration solidarité et échanges pour le développement – AMSED	**5 300 €**

- « Ecrivain public à vocation d'insertion sociale » 2 300 €
(CUCS N° 163)

Par cette action, l'AMSED propose son aide et soutient des personnes en situation sociale difficile. Elle permet de faciliter leurs démarches d'insertion sociale et professionnelle.
Le montant proposé vient en complément à la subvention déjà allouée par délibération du 20 avril 2015. Le montant total pour 2015 est de 4 600 €.

- « une couveuse numérique, un levier tremplin à l'apprentissage et insertion professionnelle » 3 000 €

Le projet de l'association vise à mettre en place des ateliers pérennes d'alphabétisation et de formation numériques à visée d'insertion sociale et professionnelle pour les demandeurs d'emplois défavorisés ou vivant en ZUS. L'action s'adresse plus particulièrement à des femmes. Sera notamment proposée, la création d'un espace d'apprentissage et d'appropriation des techniques de recherche d'emploi, de renforcement des connaissances et des capacités en informatique et internet. 90 personnes sont concernées.

Centre social et culturel du Neuhof	**6 600 €**

Parcours linguistique adulte à visée sociale et éducative au Neuhof.
Suite à la liquidation de l'ANEF Alsace, le centre social et culturel du Neuhof a repris les actions portées par cette dernière. L'action s'adresse à des adultes non francophones. Elle contribue à favoriser le lien avec les institutions éducatives et d'accès aux droits.

Contact et promotion	**1 000 €**

"cours de FLE à Koenigshoffen" (CUCS N°298).
Pour faire face à une demande croissante de cours de français l'association Contact et Promotion propose une offre supplémentaire de cours de français en soirée sur le quartier Koenigshoffen centre.

ESCAL	**4 000 €**

"Centre de positionnement linguistique". (CUCS N° 301)
L'association propose deux actions distinctes sur le territoire :
- la réalisation des positionnements linguistiques pour des publics en difficulté avec la langue française ;
- le suivi et la réorientation des personnes en difficulté avec la langue française.

Le montant proposé constitue un complément exceptionnel de la Collectivité. Le montant total pour 2015 est de 14 000 €

Formation continue insertion professionnelle Alsace	**1 500 €**

"Plaisir d'écrire" (CUCS N° 59)
Le plaisir d'écrire
L'action s'articule autour de 3 axes :
- L'animation du réseau des ateliers d'écriture et développement de projets favorisant les activités d'écriture et de lecture auprès de personnes en situation d'insertion.
- La professionnalisation des acteurs de terrain dans l'animation des ateliers d'écriture avec la mutualisation des pratiques et des ressources pédagogiques.
- La communication autour de l'accès à l'écrit en collaboration avec les stagiaires, les acteurs de terrain, les professionnels de la formation de la culture des institutionnels.

Une subvention de 1 500 € a été allouée par délibération du Conseil Municipal du 20 avril 2015. Ce montant vient en complément.

Lianes	**2 000 €**

le fonctionnement général.
L'association, dont le but est de recréer ou maintenir le lien social des personnes isolées et/ou fragilisées propose différents services aux particuliers-ères et structures (maisons de retraite notamment). Elle exerce 4 types d'activités : pensions ; services à domicile ; visites en établissement avec les animaux, auprès de maisons de retraite ; « Ateliers-Chiens » (activité utilisant la médiation de l'animal auprès de personnes hébergées).
Il est proposé d'allouer à Lianes un complément de subvention. Le montant total de la participation de la collectivité est de 6 800 €.

Par enchantement	**35 000 €**

Créée en 2007 l'association Par Enchantement a pour objet de soutenir les projets des habitants du quartier en les accompagnant dans leur engagement parental et citoyen à travers différentes rencontres et activités où participent parents et/ou enfants.
Elle intervient plus spécifiquement dans la partie est de Koenigshoffen. Elle compte de 170 à 200 familles membres. Les actions sont portées par 17 salariés (soit 11 équivalents temps plein). Par ailleurs, une quarantaine de bénévoles interviennent activement. Le développement de cette association s'est fait de façon rapide et créative.
Par Enchantement développe les activités suivantes :

- appui à la parentalité et à la scolarité,
- amélioration du cadre de vie et du vivre ensemble,
- activités sociales et culturelles,
- accueil de la petite enfance (micro crèche),
- solidarité,
- citoyenneté active.

Les différentes actions portées par l'association sont financées notamment dans le cadre du Contrat urbain de cohésion sociale. L'association connait actuellement des difficultés financières. Afin de lui permettre la pérennisation de son activité, il est proposé de lui allouer au titre de 2015, un complément de financement de 15 000 € ainsi qu'une avance de 20 000 € au titre de 2016.

Plurielles	**1 362 €**

L'association souhaite procéder à la mise en conformité de l'électricité, la remise en peinture et la pose de parquet dans ses locaux ainsi qu'à l'achat d'une vingtaine de chaises complémentaires. La subvention proposée correspond à 10 % du coût prévisionnel des travaux.

2. Mission Roms

Horizon amitié	**2 400 €**

Acquisition d'un mobile home destiné à l'accueil social d'un public Rom d'origine étrangère en vue d'une insertion/intégration durable. Le mobile home aura pour fonction d'offrir un cadre privé pour les entretiens individuels avec les usagers-ères et servira de salle de classe pour le soutien scolaire.

3. Protection des mineurs

Association la grande écluse - centre de ressources et de consultation familiale	**30 400 €**

- Action thérapeutique auprès des familles à l'épreuve du traumatisme ». 3 000 €

Cette action s'adresse à des familles et enfants en difficultés de faire face aux traumatismes (maltraitance, abus sexuel, blessures physiques, homicide…). Elle a pour objectif de permettre à ces familles un accès à un dispositif intégratif associant approches contextuelles, individuelles, familiales.

- Fonctionnement général 2016 27 400 €

L'association a pour mission de renforcer par l'accompagnement thérapeutique des familles, la cohérence de toutes les prestations en direction des enfants et adolescents en désinsertion scolaire ou sociale. Il vise à restaurer le lien social. Au sein de la famille, elle aide les parents à se réapproprier leur compétence auprès de leurs enfants et adolescents.
Le montant proposé correspond à un acompte de 60 % de la participation annuelle.

4. Soutien à l'autonomie

Association de parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis de Strasbourg et environs - AAPEI	**25 300 €**

Fonctionnement 2016 du Service d'Accueil et de Logistique. Ce dernier assure la coordination logistique et informatique des établissements et services ; participe aux études de besoins, à l'élaboration des projets, à la coordination du lancement de nouveaux projets ; à la mise en œuvre et à la coordination d'actions diverses de la vie associative (coordination des campagnes de vente de miel et de cartes postales, gestion bibliothèque/médiathèque, établissement et suivi de banques de données, accueil des familles, animation de groupes de paroles, suivi du site Internet, organisation des séminaires et des formation des cadres.
Le montant proposé correspond à un acompte de 60 % de la subvention allouée en 2015.

Association des familles de traumatises crâniens Alsace-Moselle - AFTC	**5 000 €**

Prise en charge des personnes cérébrolésées :
L'association œuvre à développer la prise en charge des cérébrolésés dans le Bas-Rhin. 50 familles strasbourgeoises sont aidées par l'association. En 2006 l'association a créé LUDICA, lieu d'accueil et d'accompagnement de personnes cérébrolésées dans le maintien de leurs acquis et de développement de leurs capacités et de leur autonomie. L'objectif est de proposer un lieu de rencontres, d'échanges, de partage d'expériences et de création de lien social.

5. Caritatifs

Association culturelle et sociale de la Meinau	**750 €**

L'association assure depuis plusieurs années la distribution de colis alimentaires. Elle assure également un accueil par des bénévoles (conseils sur la confection des repas, premiers contacts en vue d'un éventuel accompagnement social…).

Cimade service œcuménique d'entraide	**3 000 €**

L'association poursuit et développe ses actions d'accueil et d'accompagnement pour les étrangers en difficultés. Elle assure aussi la domiciliation postale pour 155 personnes. Son expertise juridique est reconnue par l'ensemble des partenaires qui la sollicitent de plus en plus, compte tenu des évolutions législatives et réglementaires actuelles. Après avoir réorganisé l'accueil, elle a ouvert une permanence supplémentaire, compte tenu de la demande croissante. La CIMADE développe une action collective en direction des femmes étrangères victimes de violence conjugale. Elle n'intervient plus dans le centre de rétention du Bas Rhin.
Le montant proposé correspond à un complément exceptionnel. Le montant total pour 2015 est de 18 000 €.

Collectif pour l'accueil des solliciteurs d'asile à Strasbourg - CASAS	**15 000 €**

CASAS a pour objectifs d'accueillir les demandeurs d'asile, leur permettre d'appréhender et de connaître le nouveau contexte culturel, social, linguistique où ils se trouvent, les informer,

les orienter et les accompagner dans leurs démarches (dossier OFPRA) et leur apporter une aide matérielle de première nécessité, ainsi que des activités conviviales.
Du fait de la conjoncture actuelle, et notamment de l'accroissement sensible des demandes, la situation de l'association reste fragile. La participation exceptionnelle proposée permet de conforter la poursuite des activités de l'association. La participation annuelle de la Ville de Casas s'élève à 45 000 €.

Club de jeunes l'Etage	**10 500 €**

- Lits de convalescence 6 500 €

Ce dispositif propose une solution minimale à des personnes sans domicile ou en situation de précarité et qui doivent mener une convalescence ou poursuivre un traitement ambulatoire. Le dispositif est financé par l'Agence régionale de santé (ARS). Le financement proposé vise à permettre à l'association d'acquérir des places hôtelières par défaut de solution dans le dispositif d'hébergement.

- L'organisation d'actions d'animation musique et écriture à la résidence Lausanne 4 000 €

Il s'agit d'un projet commun mené par l'Etage et ADOMA en faveur des résidents-es de la résidence sociale Lausanne. L'action vise à favoriser l'ouverture de ces derniers sur l'extérieur, leur permettre de reprendre confiance, se construire des repères dans le temps et l'espace. Cette action vient en soutien à l'accompagnement social réalisé par les professionnels de la résidence.

Fédération de charité Caritas Alsace	**10 000 €**

Les objectifs de la permanence de l'Arc-en-ciel sont basés sur 6 axes de fond, travaillés au sein de l'association au niveau régional. Ces axes sont :

- Renforcer notre soutien aux personnes et territoires les plus marginalisés ou isolés, par la mise en réseau et le partenariat
- S'associer avec les personnes rencontrées par un accompagnement fraternel et par l'action collective
- Agir sur les causes de la pauvreté en s'engageant avec les personnes qui la subissent
- Renforcer l'engagement international de tous les acteurs du réseau, en développant des collaborations concrètes entre les délégations et les Caritas
- Favoriser et soutenir l'engagement solidaire de tous en adaptant nos actions, nos formations et notre communication
- Oser vivre la fraternité avec les pauvres en Eglises et partager ensemble la recherche de sens.

Toutes les actions développées au sein de la permanence s'inscrivent dans ces axes de fond.

Home protestant	**42 000 €**

Le Home protestant assure la gestion d'un lieu d'accueil de jour sis 7 rue de l'Abbé Lemire. Cette structure s'adresse à des femmes seules en situation de grande précarité. L'association assure par ailleurs la gestion d'une structure d'hébergement d'urgence financée par l'Eurométropole de Strasbourg.

Il est proposé d'allouer au Home protestant pour 2016, un acompte correspondant à 60% du montant alloué en 2015.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

- *d'allouer les subventions suivantes*

1.	*Association migration solidarité et échanges pour le développement – AMSED* *Ecrivain public à vocation d'insertion sociale - Complément*	*2 300 €*
2.	*Association migration solidarité et échanges pour le développement – AMSED* *Couveuse numérique*	*3 000 €*
3.	*Centre social et culturel du Neuhof* *Parcours linguistiques*	*6 600 €*
4.	*Contact et promotion* *Cours de FLE à Koenigshoffen*	*1 000 €*
5.	*ESCAL* *Centre de positionnement linguistique - Complément*	*4 000 €*
6.	*Formation continue insertion professionnelle Alsace* *Plaisir d'écrire – complément*	*1 500 €*
7.	*Lianes* *Fonctionnement - complément*	*2 000 €*
8.	*Par enchantement* *Fonctionnement - complément*	*35 000 €*
9.	*Plurielles* *Investissement*	*1 362 €*
10.	*Horizon amitié* *Investissement*	*2 400 €*
11.	*Association la grande écluse - centre de ressources et de consultation familiale* *Action thérapeutique auprès des familles à l'épreuve du traumatisme*	*3 000 €*
12.	*Association la grande écluse - centre de ressources et de consultation familiale* *Fonctionnement 2016*	*27 400 €*
13.	*Association de parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis de Strasbourg et environs - AAPEI* *Fonctionnement 2016 du Service d'Accueil et de Logistique*	*25 300 €*

14.	*Association des familles de traumatises crâniens Alsace-Moselle – AFTC* *Fonctionnement*	*5 000 €*
15.	*Association culturelle et sociale de la Meinau* *Fonctionnement*	*750 €*
16.	*Cimade service œcuménique d'entraide* *Fonctionnement - complément*	*3 000 €*
17.	*Collectif pour l'accueil des solliciteurs d'asile a Strasbourg – CASAS* *Fonctionnement - complément*	*15 000 €*
18.	*Club de jeunes l'Etage* *Lits de convalescence*	*6 500 €*
19.	*Club de jeunes l'Etage* *Actions d'animation*	*4 000 €*
20.	*Fédération de charité Caritas Alsace* *Fonctionnement*	*10 000 €*
21.	*Home protestant* *Accueil de jour – acompte 2016*	*42 000 €*
	Total	*201 112 €*

- *d'imputer les subventions 1 à 8 d'un montant de 55 400 € au compte AS03N – 6574 – 523 – prog. 8003 dont le disponible avant le présent Conseil est de 55 800 €,*

- *d'imputer les subventions 9 et 10 d'un montant de 3 762 € au compte AS03 – 20421 – 524 – prog. 7002 dont le disponible avant le présent Conseil est de 220 295 €,*

- *d'imputer les subventions 11 et 12 d'un montant de 30 400 € au compte AS07B – 6574 – 522 – prog. 8079 dont le disponible avant le présent Conseil est de 30 400 €,*

- *d'imputer les subventions 13 et 14 d'un montant de 30 300 € au compte AS08B – 6574 – 61 – prog. 8010 dont le disponible avant le présent Conseil est de 30 300 €,*

- *d'imputer les subventions 16 à 21 d'un montant de 81 250 € au compte AS03C – 6574 – 523 – prog. 8078 dont le disponible avant le présent Conseil est de 81 250 €.*

autorise

le Maire ou son-a représentant-e à signer les conventions y afférentes.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015

et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

Attribution de subventions au titre des solidarités

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
ASSOCIATION MIGRATION SOLIDARITE ET ECHANGES POUR LE DEVELOPPEMENT	Ecrivain public à vocation d'insertion sociale Complément - Total 2015 : 4 600 €	5 000 €	2 300 €	2 300 €
ASSOCIATION MIGRATION SOLIDARITE ET ECHANGES POUR LE DEVELOPPEMENT	couveuse numérique, un levier tremplin à l'apprentissage et insertion professionnelle	6 000 €	3 000 €	
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF	Parcours linguistique adulte à visée sociale et éducative au Neuhof	6 600 €	6 600 €	
CONTACT ET PROMOTION	"cours de FLE à Koenigshoffen"	2 000 €	1 000 €	
ESCAL	Centre de positionnement linguistique Complément - Total 2015 : 14 000 €	30 000 €	4 000 €	10 000 €
FORMATION CONTINUE INSERTION PROFESSIONNELLE ALSACE	Plaisir d'écrire Complément - total 2015 : 3 000 €	3 000 €	1 500 €	1 500 €
LIANES	le fonctionnement général Complément - Total 2015 : 6 800 €	10 000 €	2 000 €	8 800 €
PAR ENCHANTEMENT	Subvention exceptionnelle		35 000 €	
PLURIELLES	travaux de mise aux normes et l'acquisition de mobilier	1 362 €	1 362 €	
HORIZON AMITIE	acquisition d'un mobile home	2 400 €	2 400 €	
ASSOCIATION LA GRANDE ECLUSE CENTRE DE RESSOURCES ET DE CONSULTATION FAMILIALE	Action thérapeutique auprès des familles à l'épreuve du traumatisme »	3 000 €	3 000 €	
ASSOCIATION LA GRANDE ECLUSE CENTRE DE RESSOURCES ET DE CONSULTATION FAMILIALE	fonctionnement général Avance 2016	45 700 €	27 400 €	45 700 €
ASSOCIATION DE PARENTS, DE PERSONNES HANDICAPEES MENTALES ET DE LEURS AMIS DE STRASBOURG ET ENVIRONS	fonctionnement du Service d'accueil et de logistique Avance 2016	42 280 €	25 300 €	42 280 €
ASSOCIATION DES FAMILLES DE TRAUMATISES CRANIENS ALSACE-MOSELLE	fonctionnement	6 500 €	5 000 €	5 000 €
ASSOCIATION CULTURELLE ET SOCIALE DE LA MEINAU	distribution de colis alimentaires aux familles défavorisées du quartier de la Meinau	1 000 €	750 €	750 €
CIMADE SERVICE OECUMENIQUE D'ENTRAIDE	fonctionnnement général de l'association. Complément - Total 2015 : 18 000 €	20 000 €	3 000 €	18 000 €
COLLECTIF POUR L'ACCUEIL DES SOLLICITEURS D'ASILE A STRASBOURG	fonctionnement général Complément - Total 2015 : 45 000 €	54 000 €	15 000 €	30 000 €
CLUB DE JEUNES L'ETAGE	Lits de convalescence	6 500 €	6 500 €	6 500 €
CLUB DE JEUNES L'ETAGE	actions d'animation musique et écriture à la résidence Lausanne	4 000 €	4 000 €	4 000 €
FEDERATION DE CHARITE CARITAS ALSACE	fonctionnement général		10 000 €	10 000 €
HOME PROTESTANT	fonctionnement d'un accueil de jour, sis au 7 rue de l'Abbé Lemire. Avance 2016	75 000 €	42 000 €	70 000 €

Strasbourg.eu
eurométropole

45

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Attribution de subventions au titre de la santé.

Dans le cadre du soutien aux associations, il est proposé d'allouer les subventions suivantes dont le montant total s'élève à 8 500 €.

Unis vers le sport **5 000 €**

L'association est un acteur du dispositif PRECOSS (Prise en charge coordonnée de l'obésité et du surpoids à Strasbourg). Ce dispositif offre gratuitement aux enfants et à leur famille, une prise en charge pluridisciplinaire par une infirmière coordinatrice, une diététicienne, une psychologue et un éducateur médico-sportif.
L'association Unis vers le sport participe à l'animation du volet activité physique de ce dispositif.

Rowing club de Strasbourg **1 500 €**

"Sport santé sur ordonnance"
Dans le cadre de l'opération « Sport Santé sur ordonnance » l'association propose de septembre 2015 à juin 2016, la pratique de l'ergomètre, de l'entretien physique et de la musculation. L'action s'adresse à des adultes sédentaires, souffrant de pathologies chroniques : maladies métaboliques (obésité, diabète de type II), maladies cardio-vasculaires (hypertension artérielle, AVC, infarctus), cancer du sein ou du colon en rémission depuis 6 mois.

Médecins du monde **2 000 €**

Il est proposé d'allouer à Médecins du monde Strasbourg, un complément de financement aux actions portées par l'association :

- Centre d'Accueil, de Soins et d'Orientation : l'action s'adresse à des personnes en précarité et/ou exclues du dispositif de prises en charge sociale
- actions en faveur des personnes sans abri : écoute, soutien psychologique et aide médico-sociale des personnes sans-abri (maraudes de nuit)
- actions en faveur des populations Roms vivant dans des campements dans Strasbourg et environs.

Ce montant vient en complément à la subvention de 10 100 € déjà allouée.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

- *d'allouer les subventions suivantes :*

1. Unis vers le sport *Participation au dispositif PRECOSS*	*5 000 €*
2. Rowing club de Strasbourg *Sport santé sur ordonnance*	*1 500 €*
3. Médecins du monde *Complément*	*2 000 €*
Total	*8 500 €*

- *d'imputer ces subventions au compte AS05D – 6574 – 512 – prog. 800, budget 2015, dont le disponible avant le présent Conseil est de 8 500 €*

autorise

le Maire ou son-a représentant-e à signer les conventions y afférentes.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

Attribution de subventions au titre de la santé

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
UNIS VERS LE SPORT	participation à la prise en charge du volet activité physique PRECCOSS	5 000 €	5 000 €	0 €
ROWING CLUB DE STRASBOURG	"Sport santé sur ordonnance"	1 500 €	1 500 €	0 €
MEDECINS DU MONDE	Centre d'accueil, de soins et d'orientation Actions en faveur des sans abri Actions en faveur des Roms Complément - total 2015 : 12 100 €	13 000 €	2 000 €	10 100 €

Strasbourg.eu
eurométropole

46

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Attribution de subventions aux associations socioculturelles - Budget 2016.

Le présent rapport porte sur l'attribution de subventions pour un montant total de 4 396 700 €.

I. Allocation d'une première tranche de subvention de fonctionnement :

Afin de permettre aux associations de conserver un niveau de trésorerie et de mener à bien leurs actions quotidiennes et dans l'attente d'un examen approfondi de leurs requêtes, notamment après réception des comptes clos 2015 (compte de résultat et bilan), il est proposé de verser une première tranche de subvention de fonctionnement, équivalente à 70 % du montant de la subvention versée en 2015.
Par ailleurs, et conformément à l'engagement pris dans le cadre des conventions pluriannuelles d'objectifs 2013-2016, des projets récurrents, dont l'intérêt local et l'utilité sociale ont été démontrés et qui faisaient l'objet de financements spécifiques, sont intégrés depuis 2013 à la subvention de fonctionnement.

A. Pour les centres socioculturels :

Association du centre socio-culturel de Neudorf	228 300 €
Association du centre social et culturel du Neuhof	523 600 €

Cette subvention est répartie comme suit :

- 362 600 € à titre de 1ère tranche pour le fonctionnement de l'espace Klebsau
- 161 000 € à titre de 1ère tranche pour le fonctionnement de l'espace Ziegelwasser

Association du centre socioculturel de la Meinau	59 700 €
Association du centre social et culturel Au-delà des Ponts	61 600 €
Association du centre social et culturel Victor Schœlcher	325 900 €
Association du centre social et culturel de Hautepierre – Le Galet	231 700 €
Association populaire Joie et santé Koenigshoffen	268 600 €

Association du centre social et culturel de la Montagne Verte	174 400 €
Association du centre social et culturel de l'Elsau	233 800 €
Association CARDEK centre socioculturel de la Krutenau	107 100 €
Association du centre social et culturel de la Robertsau – Escale	237 900 €
Association du centre socioculturel du Fossé des Treize	323 300 €
ARES - Association des résidents de l'Esplanade de Strasbourg	272 200 €

B. Pour les associations socio-éducatives :

Association de gestion de la Maison des Associations	180 900 €
Centre culturel et social Rotterdam	93 800 €
Association Porte Ouverte	66 100 €
ACRA - Association les Bateliers	74 200 €
Organisation populaire des activités de loisirs - OPAL	90 600 €
Association Lupovino	50 100 €
Association d'éducation populaire St Ignace	111 700 €
Maison des Potes de Strasbourg	17 300 €
Association l'Eveil Meinau	28 500 €
Association migration solidarité et échanges pour le Développement - AMSED	25 100 €
Garderie-Restaurant la Clé des Champs – centre de loisirs et d'animation éducatifs	116 800 €
Association les Disciples	19 600 €
Association Gospel Kids	27 000 €
ASTU – Actions Citoyennes Interculturelles	59 100 €
CEMEA Alsace	10 500 €
Association Maison des jeux de Strasbourg	15 800 €

II. Allocation de subventions de fonctionnement pour des associations socioculturelles :

Club de go de Strasbourg St Etienne **8 000 €**

Le club de go organise depuis 1982 des actions permettant la découverte et la pratique de ce jeu de réflexion. Cette subvention est destinée à la poursuite des actions permettant la pratique de ce jeu en milieu scolaire et en dehors, de pérenniser le tournoi international qui se déroule à Strasbourg au mois de mai, d'offrir des entraînements de qualité aux joueurs et de participer à leurs frais de compétition afin de rendre ces dernières accessibles.

Interassociation de la Cité de l'Ill **7 100 €**

L'interassociation regroupe les associations du quartier afin de coordonner et participer à l'animation globale de la Cité de l'Ill. La subvention a pour objet de permettre le fonctionnement des instances statutaires et le soutien aux associations locales. Les autres actions feront l'objet de demandes de subventions pour projet à l'instar des années précédentes.

Association culturelle des merveilles de la Montagne Verte **5 000 €**

Cette association, portée par des bénévoles, intervient sur les secteurs du Murhof et de Westhoffen à la Montagne Verte. Elle organise sur l'année des animations pour les enfants

et les jeunes les mercredis et petites vacances scolaires, des événements sportifs, des ateliers pour les adultes, ainsi que des sorties familiales et des évènements festifs en direction d'un public intergénérationnel.

Association Initiatives de la Montagne Verte - IMV **4 500 €**
Cette association, portée par des bénévoles, s'implique sur le quartier Henri Sellier et sur le secteur Molkenbronn. Elle organise tout au long de l'année des après-midi conviviales, des actions d'embellissement du cadre de vie en direction des enfants et des parents en lien avec le bailleur social, des animations diverses sur le quartier pour un public intergénérationnel, des sorties, des week-ends et des séjours familiaux.

Troc savoirs, réseau d'échanges réciproques de savoirs de Strasbourg **2 000 €**
Les "Réseaux d'Echanges Réciproques de Savoirs (R.E.R.S.)", groupes d'éducation populaire, ont pour but de permettre aux personnes de transmettre leurs savoirs et d'acquérir des savoirs dans un échange réciproque. Son originalité réside en l'absence d'échange de biens et en l'absence d'un système de monnaie virtuelle. La subvention vise à aider l'association à poursuivre l'animation, la promotion et le développement du réseau strasbourgeois.

III. Subventions dans le cadre du Contrat enfance Jeunesse

Le Contrat Enfance Jeunesse signé avec la Caisse d'Allocations Familiales du Bas-Rhin prévoit de soutenir le développement d'activités de loisirs nouvelles et/ou supplémentaires en faveur des enfants et adolescents entre 3 et 17 ans.

A. Attribution d'une première tranche de subvention :

Dans l'attente d'un examen approfondi des requêtes des associations sur la base des comptes clos 2015, il vous est proposé d'accorder aux associations suivantes une première tranche de subvention, équivalente à 70% du montant attribué en 2015 :

Association du centre social et culturel du Neuhof **24 900 €**
Le centre socioculturel accueille quotidiennement des enfants de 4 à 8 ans ainsi que les associations et partenaires locaux dans les locaux de la Ludothèque, dédiés au jeu et à l'éveil de l'enfant.

Association du centre socioculturel de la Meinau **121 100 €**
Le centre socioculturel propose quotidiennement un accueil de loisirs sans hébergement pour les enfants de 4 à 17 ans.

Association CARDEK centre socioculturel de la Krutenau **61 400 €**
La subvention est destinée à accompagner le développement de l'accueil de loisirs sans hébergement pour les enfants de 6 à 16 ans que propose le centre socioculturel de la Krutenau.

Association d'Education populaire St Ignace **24 500 €**

Cette association, implantée au Stockfeld, organise toute l'année un accueil périscolaire pour les 6 – 12 ans et un accueil de loisirs sans hébergement pour les adolescents de 12 à 17 ans.

Association du centre social et culturel Au-delà des Ponts 25 900 €
La subvention est destinée à soutenir les activités quotidiennes à destination des enfants que propose le centre socioculturel Au-delà des Ponts.

Association Je joue, je vis – Ludothèque de la Meinau 30 600 €
L'association développe des activités autour du jeu (accueil de groupes et de familles dans les locaux à la Meinau) et installe des espaces de jeux à l'occasion de nombreux évènements et fêtes de quartiers.

Association la Croisée des Chemins 14 000 €
La subvention est destinée à soutenir la mise en œuvre d'un accueil de loisirs sans hébergement ainsi qu'un accueil périscolaire (Croisillon et Kiddie-croisillon) dans le quartier Centre pour les enfants de 4 à 6 ans et de 6 à 12 ans.

Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques du Bas-Rhin 17 500 €
L'association propose un accueil de loisirs sans hébergement dans les locaux de l'école Marcelle CAHN aux Poteries (Les Toupidecs), tous les mercredis et pendant les périodes de vacances scolaires.

B. Attribution de la totalité du montant de la subvention pour l'année 2016 :

Ligue de l'enseignement Fédération départementale du Bas-Rhin – Fédération des œuvres laïques du Bas-Rhin 12 000 €
L'association organise un accueil de loisirs sans hébergement pour les enfants de 6 à 12 ans à l'école élémentaire Ste Aurélie, du lundi au vendredi en période scolaire, les matins de 7h45 à 8h20 et les soirs de 15h45 à 18h30.

Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques du Bas-Rhin 3 000 €
Cette subvention est destinée à soutenir l'Association Familiale Laïque dans l'organisation d'un accueil de loisirs périscolaire à l'école élémentaire du Stockfeld, pour les enfants de 6 à 12 ans du lundi au vendredi en période scolaire de 16h15 à 18h15.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
approuve

1. *l'allocation d'une première tranche de subvention de fonctionnement*

A. pour les centres socioculturels:

Association du centre socio-culturel de Neudorf	*228 300 €*
Association du centre social et culturel du Neuhof	*523 600 €*
Association du centre socioculturel de la Meinau	*59 700 €*
Association du centre social et culturel Au-delà des Ponts	*61 600 €*
Association du centre social et culturel Victor Schœlcher	*325 900 €*
Association du centre social et culturel de Hautepierre – Le Galet	*231 700 €*
Association populaire Joie et santé Koenigshoffen	*268 600 €*
Association du centre social et culturel de la Montagne Verte	*174 400 €*
Association du centre social et culturel de l'Elsau	*233 800 €*
Association CARDEK centre socioculturel de la Krutenau	*107 100 €*
Association du centre social et culturel de la Robertsau – Escale	*237 900 €*
Association du centre socioculturel du Fossé des Treize	*323 300 €*
ARES - Association des résidents de l'Esplanade de Strasbourg	*272 200 €*

B. pour les associations socio-éducatives :

Association de Gestion de la Maison des Associations	*180 900 €*
Centre culturel et social Rotterdam	*93 800 €*
Association Porte Ouverte	*66 100 €*
ACRA - Association les Bateliers	*74 200 €*
Organisation populaire des activités de loisirs - OPAL	*90 600 €*
Association Lupovino	*50 100 €*
Association d'éducation populaire St Ignace	*111 700 €*
Maison des Potes de Strasbourg	*17 300 €*
Association l'Eveil Meinau	*28 500 €*
Association migration solidarité et échanges pour le Développement - AMSED	*25 100 €*
Garderie-Restaurant la Clé des Champs – centre de loisirs et d'animation éducatifs	*116 800 €*
Association les Disciples	*19 600 €*
Association Gospel Kids	*27 000 €*
ASTU – Actions Citoyennes Interculturelles	*59 100 €*
CEMEA Alsace	*10 500 €*
Association Maison des jeux de Strasbourg	*15 800 €*

2. l'allocation de subventions de fonctionnement pour des associations socioculturelles :

Club de go de Strasbourg St Etienne	*8 000 €*
Interassociation de la Cité de l'Ill	*7 100 €*
Association culturelle des merveilles de la Montagne Verte	*5 000 €*
Association Initiatives de la Montagne Verte - IMV	*4 500 €*
Troc savoirs, réseau d'échanges réciproques de savoirs de Strasbourg	*2 000 €*

3. l'allocation de subventions dans le cadre du Contrat enfance Jeunesse

A Attribution d'une première tranche de subvention :

Association du centre social et culturel du Neuhof	*24 900 €*
Association du centre socioculturel de la Meinau	*121 100 €*
Association CARDEK centre socioculturel de la Krutenau	*61 400 €*
Association d'Education populaire St Ignace	*24 500 €*
Association du centre social et culturel Au-delà des Ponts	*25 900 €*
Association Je joue, je vis – Ludothèque de la Meinau	*30 600 €*
Association la Croisée des Chemins	*14 000 €*
Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques du Bas-Rhin	*17 500 €*

B. Attribution de la totalité du montant de la subvention pour l'année 2016 :

Ligue de l'enseignement Fédération départementale du Bas-Rhin – Fédération des œuvres laïques du Bas-Rhin	*12 000 €*
Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques du Bas-Rhin	*3 000 €*

Les crédits nécessaires, soit 4 396 700 € sont ouverts sous Activité DL03B – Nature 6574 - Fonction 422- Programme 8013 dont le disponible avant le présent Conseil est de 7 415 400 €.

autorise

le Maire ou son représentant à signer les conventions et les décisions attributives relatives aux subventions et à solliciter la participation de la Caisse d'allocations familiales dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

DIRECTION DE L'ANIMATION URBAINE

Service Vie associative

CREDITS 2016

Conseil Ville du 16 décembre 2015 **Elu : M. CAHN »**

association	Nature de la sollicitation	montant demandé	montant proposé	montant alloué pour l'année n-1
1. Allocation d'une première tranche de subvention de fonctionnement				
A. Pour les centres socioculturels				
CSC Neudorf	Fonctionnement	349 696	228 300	326 119
CSC Neuhof (Espace Klebsau)	Fonctionnement	532 760	362 600	518 000
CSC Neuhof (Espace Ziegelwasser)	Fonctionnement	233 450	161 000	230 000
CSC Meinau	Fonctionnement	115 973	59 700	85 279
CSC Au-delà des Ponts	Fonctionnement	89 500	61 600	88 000
CSC Cronenbourg Victor Schoelcher	Fonctionnement	471 600	325 900	465 500
CSC Hautepierre le Galet	Fonctionnement	338 900	231 700	330 900
CSC Koenigshoffen Camille Claus	Fonctionnement	389 354	268 600	383 600
CSC Montagne Verte	Fonctionnement	249 111	174 400	249 111
CSC Elsau	Fonctionnement	338 580	233 800	333 890
CSC Kutenau le Cardek	Fonctionnement	164 268	107 100	152 900
CSC Robertsau l'Escale	Fonctionnement	339 811	237 900	339 811
CSC Fossé des 13	Fonctionnement	461 000	323 300	461 763
CSC Esplanade l'Ares	Fonctionnement	388 800	272 200	388 800
SOUS-TOTAL		**4 462 803**	**3 048 100**	**4 353 673**
B. Pour les associations socio-éducatives:				
Association de gestion de la Maison des Associations	Fonctionnement	258 377	180 900	258 377
Centre culturel et social Rotterdam	Fonctionnement	150 000	93 800	134 000
Association Porte Ouverte	Fonctionnement	134 000	66 100	132 050
Association les Bateliers	Fonctionnement	108 500	74 200	106 000
Organisation Populaire des Activités de Loisirs - OPAL	Fonctionnement	119 760	90 600	129 400
Association Lupovino	Fonctionnement	101 900	50 100	71 560
Association d'Education populaire St Ignace	Fonctionnement	175 000	111 700	159 600
Maison des Potes de Strasbourg	Fonctionnement	25 000	17 300	24 760
Association l'Eveil Meinau	Fonctionnement	55 000	28 500	40 700
AMSED	Fonctionnement	40 000	25 100	35 750
Restaurant-garderie la Clé des Champs	Fonctionnement	170 000	116 800	166 830
Association les Disciples	Fonctionnement	27 900	19 600	27 900
Association Gospel Kids	Fonctionnement	42 000	27 000	38 500
ASTU - Actions citoyennes interculturelles	Fonctionnement	100 583	59 100	84 400
CEMEA	Fonctionnement	25 000	10 500	15 000
Maison des Jeux de Strasbourg	Fonctionnement	23 100	15 800	22 500
SOUS-TOTAL		**1 556 120**	**987 100**	**1 447 327**

DIRECTION DE L'ANIMATION URBAINE

Service Vie associative

2. Allocation d'une subvention de fonctionnement pour des associations socioculturelles:

Club de go de Strasbourg St Etienne	Fonctionnement	8 000	8 000	8 000
Interassociation de la cité de l'Ill	Fonctionnement	32 800	7 100	7 100
Association Culturelle des merveilles de la Montagne Verte	Fonctionnement	6 000	5 000	5 000
Initiatives de la Montagne Verte - IMV	Fonctionnement	4 500	4 500	4 500
Troc Savoirs, réseau d'échanges réciproques de savoirs de Strasbourg	Fonctionnement	2 000	2 000	2 000
SOUS-TOTAL		**53 300**	**26 600**	**26 600**

3. Allocation de subventions dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse

A. Attribution d'une première tranche de subvention (70%)

CSC Neuhof (Ludothèque)	Fonctionnement	40 000	24 900	35 500
CSC Meinau	Fonctionnement	176 511	121 100	173 050
CSC Krutenau le Cardek	Fonctionnement	89 700	61 400	87 700
Association d'Education Populaire St Ignace	Fonctionnement	35 000	24 500	35 000
CSC Au-delà des Ponts	Fonctionnement	39 500	25 900	37 000
Association je joue, je vis - Ludothèque de la Meinau	Fonctionnement	57 000	30 600	43 700
Association La Croisée des chemins (ALSH le Croisillon)	Fonctionnement	20 000	14 000	20 000
CDAFAL (ALSH les Toupidecs Poteries)	Fonctionnement	25 000	17 500	25 000
SOUS-TOTAL		**482 711**	**319 900**	**456 950**

B. Attribution de la totalité du montant de la subvention pour l'année 2016

Ligue de l'enseignement du Bas-Rhin (ALSH périscolaire école Ste Aurélie)	Fonctionnement	45 146	12 000	12 000
CDAFAL (ALSH périscolaire école Stockfeld)	Fonctionnement	3 000	3 000	3 000
SOUS-TOTAL		**48 146**	**15 000**	**15 000**

TOTAL FONCTIONNEMENT		**6 603 080**	**4 396 700**	**6 299 550**

Allocation d'une première tranche de subvention de fonctionnement aux centres socioculturels pour 2016

Association	Compte de résultat 2014 [1]	Budget prévisionnel 2016 [1]	Subvention versée en 2015	Subvention sollicitée en 2016	1ère tranche 2016 (70 %) arrondi à la centaine
CSC Neudorf	1 312 848 €	1 370 964 €	326 119 €	349 696 €	228 300 €
CSC Neuhof (projet Klebsau)	1 565 063 €	1 243 947 €	518 000 €	532 760 €	362 600 €
CSC Neuhof (Projet Ziegelwasser)		615 700 €	230 000 €	233 450 €	161 000 €
CSC Meinau	703 134 €	809 384 €	85 279 €	115 973 €	59 700 €
CSC Au-Delà des Ponts	417 369 €	501 560 €	88 000 €	89 500 €	61 600 €
CSC Cronenbourg Victor Schoelcher	1 496 243 €	1 454 842 €	465 500 €	471 600 €	325 900 €
CSC Hautepierre le Galet	1 111 735 €	1 111 838 €	330 900 €	338 900 €	231 700 €
CSC Koenigshoffen Camille Claus	1 437 000 €	1 451 328 €	383 600 €	389 354 €	268 600 €
CSC Montagne Verte	807 794 €	758 579 €	249 111 €	249 111 €	174 400 €
CSC Elsau	1 056 003 €	1 079 380 €	333 890 €	338 580 €	233 800 €
CSC Krutenau le Cardek	762 236 €	799 819 €	152 900 €	164 268 €	107 100 €
CSC Robertsau l'Escale	1 332 081 €	1 328 164 €	339 811 €	339 811 €	237 900 €
CSC Fossé des XIII	2 582 334 €	2 712 865 €	461 763 €	461 000 €	323 300 €
CSC Esplanade l'Ares	1 714 589 €	1 651 797 €	388 800 €	388 800 €	272 200 €
TOTAL	**16 298 429 €**	**16 890 167 €**	**4 353 673 €**	**4 462 803 €**	**3 048 100 €**

[1] Budgets hors valorisation des bâtiments mis à disposition

Allocation d'une première tranche de subvention de fonctionnement aux associations socio-éducatives pour 2016

Association	Compte de résultat 2014 [1]	Budget prévisionnel 2016 [1]	Subvention versée en 2015	Subventions sollicitée en 2016	1ère tranche 2016 (70 %) arrondi à la centaine
Maison des Associations	554 930 €	540 523 €	258 377 €	258 377 €	180 900 €
Centre Culturel et Social Rotterdam	792 691 €	512 135 €	134 000 €	150 000 €	93 800 €
Association Porte Ouverte	324 088 €	341 597 €	132 050 €	134 000 €	66 100 €
Association Les Bateliers	545 116 €	539 501 €	106 000 €	108 500 €	74 200 €
Organisation Populaire des Activités de loisirs - OPAL	178 565 €	155 170 €	129 400 €	119 760 €	90 600 €
Association Lupovino	407 576 €	415 984 €	71 560 €	101 900 €	50 100 €
Association d'éducation populaire St Ignace	475 000 €	418 900 €	159 600 €	175 000 €	111 700 €
Maison des Potes de Strasbourg	73 872 €	85 150 €	24 760 €	25 000 €	17 300 €
Association l'Eveil Meinau	117 335 €	153 161 €	40 700 €	55 000 €	28 500 €
Association migration solidarité et échanges pour le développement - Amsed	426 433 €	112 500 €	35 750 €	40 000 €	25 100 €
Restaurant-garderie la Clé des champs	275 188 €	267 245 €	166 830 €	170 000 €	116 800 €
Association les Disciples	440 856 €	504 450 €	27 900 €	27 900 €	19 600 €
Association Gospel Kids	159 496 €	137 220 €	38 500 €	42 000 €	27 000 €
ASTU - Actions citoyennes interculturelles	256 222 €	407 320 €	84 400 €	100 583 €	59 100 €
CEMEA	700 867 €	780 092 €	15 000 €	25 000 €	10 500 €
Maison des Jeux de Strasbourg	141 666 €	161 500 €	22 500 €	23 100 €	15 800 €
TOTAL	**5 869 901 €**	**5 532 448 €**	**1 447 327 €**	**1 556 120 €**	**987 100 €**

[1] Budgets hors valorisation des bâtiments mis à disposition

Allocation d'une première tranche de subvention dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse pour 2016

Association	Compte de résultat 2014 [1]	Budget prévisionnel 2016 [1]	Subvention versée en 2015	Subvention sollicitée en 2016	1ère tranche 2016 (70 %) arrondi à la centaine	Observations
CSC Neuhof (Ludothèque)	1 565 063 €	1 243 947 €	35 500 €	40 000 €	24 900 €	
CSC Meinau	703 134 €	809 384 €	173 050 €	176 511 €	121 100 €	
CSC Krutenau le Cardek	762 236 €	799 819 €	87 700 €	89 700 €	61 400 €	
AEP St Ignace	475 000 €	418 900 €	35 000 €	35 000 €	24 500 €	
CSC Au-delà des Ponts	417 369 €	501 560 €	37 000 €	39 500 €	25 900 €	
Association Je joue je vis - Ludothèque Meinau	127 660 €	94 930 €	43 700 €	57 000 €	30 600 €	
Association la Croisée des chemins (ALSH le Croisillon)	289 827 €	330 500 €	20 000 €	20 000 €	14 000 €	
CDAFAL (ALSH Les Toupidecs Poteries)	66 397 €	67 100 €	25 000 €	25 000 €	17 500 €	
Ligue de l'enseignement du Bas-Rhin (ALSH périscolaire école Ste Aurélie)	46 125 €	100 329 €	12 000 €	45 146 €	12 000 €	100% du montant alloué
CDAFAL (ALSH périscolaire école stockfeld)	11 736 €	12 927 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	100% du montant alloué
TOTAL	**4 464 547 €**	**4 379 396 €**	**471 950 €**	**530 857 €**	**334 900 €**	

[1] Budgets hors valorisation des bâtiments mis à disposition

47

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Création d'une école rue de Wallonie accueillant le cycle 3 de l'école élémentaire du Conseil des Quinze.

L'école élémentaire du Conseil des XV, sise 2 rue de Douai, a été mise en service en 1953. A l'issue des travaux d'extension en 1996, l'école a intégré des classes de sections internationales.

Ainsi, jusqu'à l'année scolaire 2014/2015, l'école accueillait 582 élèves répartis dans 23 classes (13 classes de secteur, 10 classes de section internationale) ainsi que de nombreuses activités périscolaires municipales et associatives.

L'exiguïté des locaux nécessaires sur les différents temps de l'enfant ont conduit à la pose d'un bâtiment modulaire dans la cour de l'école pour la rentrée de septembre 2014.

Néanmoins, le grand nombre de classes et la complexité de fonctionnement due aux deux cursus ordinaire et international, ainsi que les contraintes de mutualisation de certains locaux sur les temps scolaire, périscolaire et extrascolaire rendaient difficile le pilotage de cet équipement et la cohabitation des différents acteurs éducatifs dans cet ensemble.

A la faveur du déménagement, à la rentrée de septembre 2015, de l'Ecole européenne de Strasbourg dans ses nouveaux locaux du 2 rue Peter Schwarber, une réflexion conjointe s'est ouverte entre l'Education nationale et la Ville portant sur les possibilités d'amélioration de ce fonctionnement, par un redéploiement des 10 classes de CM1 et de CM2, rattachées au cycle III, dans les locaux devenus vacants situés 6 rue de Wallonie.

L'intérêt de cette relocalisation sur ce site portait également sur la proximité des classes de 6ème, désormais rattachées au cycle 3, qui fonctionnent au Collège Vauban.

A l'issue d'une large concertation menée avec les parents d'élèves, cette organisation a été mise en place à compter de la présente rentrée scolaire, l'Education nationale ayant à cet effet créée un demi-poste de décharge d'enseignant en aide au directeur d'école.

Ce nouveau fonctionnement donnant satisfaction, il est proposé, dans la perspective de la rentrée 2016, d'officialiser la création d'une nouvelle école accueillant les classes élémentaires du cycle 3 de l'école du Conseil des Quinze, sur la base du même secteur scolaire.

Cette nouvelle école serait dotée d'une nouvelle direction d'école déchargée à mi-temps, étant considéré que la direction de l'école élémentaire du Conseil des XV conserverait sa décharge complète telle qu'elle existe déjà.

Enfin, le Préfet du Bas-Rhin consulté conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, a délivré un avis favorable au projet.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la création d'une nouvelle école élémentaire destinée à permettre l'accueil du cycle 3 de l'école élémentaire du Conseil des Quinze sur la base du même secteur scolaire.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

Strasbourg.eu
eurométropole

48

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Forfait communal versé aux écoles privées de Strasbourg.

La Ville de Strasbourg contribue chaque année au fonctionnement des établissements d'enseignement privé, en raison des dispositions issues des lois n° 59-1557 du 31/12/1959 et n° 77-1285 du 25/11/1977 qui mettent à la charge des communes les dépenses de fonctionnement matériel des classes privées maternelles et élémentaires sous contrat d'association. De plus, les communes peuvent intervenir, de manière facultative, en faveur des classes sous contrat simple.

I. Rappel du cadre juridique et des obligations de la Ville

Le code de l'Education stipule en son article L.442-5 que *« les dépenses de fonctionnement des classes (de l'enseignement privé) sous contrat sont prises en charge dans les mêmes conditions que celles des classes correspondantes de l'enseignement public ».*
Ce texte fait obligation aux communes de verser aux écoles privées des participations financières calculées par parité avec les moyens qu'elles accordent aux écoles publiques. Cette obligation s'applique exclusivement pour les élèves résidant sur la commune.

Les positions de la Ville en matière de financement de ces dépenses ont été redéfinies au fil des évolutions juridiques et des délibérations successives adoptées par le Conseil Municipal en novembre 1980, janvier 1986, juin 1991, décembre 2007, décembre 2008, janvier et mai 2015.

Actuellement, douze établissements disposent de classes sous contrat d'association[1] et quatre établissements disposent de classes sous contrat simple[2], auxquels la Ville a versé, au titre de l'année scolaire 2014/2015, un montant global de 2 043 766 € pour un effectif total de 2921 élèves strasbourgeois.

II. Détermination des forfaits à verser aux écoles privées pour les élèves strasbourgeois

[1] Saint Etienne, Joie de vivre, Lucie Berger, Sainte Anne, Sainte Clotilde, Doctrine Chrétienne, Notre Dame, Notre Dame de Sion, La Providence, ABCM, Tachbar et Gan Chalom
[2] Aquiba, Michaël, Yehouda Halevi, Jeunesse Loubavitch (ecole Beth Hanna)

Les forfaits à verser à l'enseignement privé par la commune de résidence des élèves sont calculés par référence au coût moyen de l'enfant scolarisé dans le public, hors charges périscolaires.

La circulaire n° 2012-025 du 15 février 2012, qui abroge et remplace la précédente circulaire n° 2007-142 du 27 août 2007, vient préciser les obligations et modalités de financement, par les communes, des dépenses de fonctionnement des écoles privées sous contrat lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés dans ou hors de leur commune de résidence.
Elle comporte également en annexe la liste des dépenses obligatoires à prendre en compte dans le calcul des forfaits communaux.

Ainsi, sur la base du compte administratif 2014 et des effectifs constatés 2013/2014, les nouveaux montants des forfaits s'établissent comme suit :
- 554 € par élève de classe élémentaire,
- 1 019 € par élève de classe maternelle.

Sur la forme, ces aides financières représentent des contributions obligatoires pour les écoles sous contrat d'association qui sont nécessairement inscrites au budget de la Ville.

Pour les écoles sous contrat simple, elles constituent des participations facultatives obéissant au régime des subventions pour lesquelles le Conseil municipal est appelé à se prononcer chaque année.

Dans les deux cas, les participations versées prennent en compte les effectifs à la rentrée scolaire 2015/2016. Elles représentent 1 673 589 € pour les écoles privées sous contrat d'association et 296 394 € pour les classes sous contrat simple.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *la détermination des nouveaux forfaits communaux à hauteur de 554 € par élève strasbourgeois de classe élémentaire et à hauteur de 1 019 € par élève strasbourgeois de classe maternelle, applicables pour l'année scolaire 2015/2016,*

- *l'attribution des mêmes forfaits aux classes sous contrat simple,*

- *l'attribution des subventions suivantes pour les classes sous contrat simple à quatre écoles privées implantées sur le territoire de la Ville de Strasbourg, au titre de l'année scolaire 2015/2016 :*

Ecole AQUIBA : *188 918 €*

Ecole MICHAËL :		*29 362 €*
Ecole YÉHOUDA HALEVI :		*47 090 €*
Ecole BETH HANNA LOUBAVITCH :		*31 024 €*
	TOTAL :	***296 394 €***

décide

l'imputation de la dépense correspondante sur les crédits prévus au budget 2016 de la ville de Strasbourg, fonction 213, natures 6558 et 6574, activité DE01C,

autorise

le Maire ou son représentant à procéder au mandatement des contributions et subventions, et à signer les conventions financières correspondantes.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

Direction de l'enfance et de l'éducation
Département Finances

Annexe n° 1

PARTICIPATION VILLE 2015/16 AUX DEPENSES DE FONCTIONNEMENT MATERIEL ET DE FOURNITURES SCOLAIRES DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVE DU Ier DEGRE

CLASSES SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION

ETABLISSEMENTS	ELEVES STRASBOURGEOIS				MONTANT GLOBAL 2016	proposé pour 2016 (1)	alloué en 2015
	ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE		ENSEIGNEMENT MATERNEL				
	NOMBRE	554 €	NOMBRE	1 019 €			
COLLEGE St ETIENNE	252	139 608 €	0	0 €	139 608 €	**139 608 €**	140 666 €
FONDATION D'AUTEUIL (ECOLE JOIE DE VIVRE)	97	53 738 €	64	65 216 €	118 954 €	**118 954 €**	115 658 €
C.P.E.S. (ECOLE LUCIE BERGER)	292	161 768 €	63	64 197 €	225 965 €	**225 965 €**	232 389 €
ECOLE LIBRE SAINTE ANNE	291	161 214 €	148	150 812 €	312 026 €	**312 026 €**	326 419 €
FONDATION PROVIDENCE DE RIBEAUVILLE (INSTITUTION Ste CLOTILDE)	91	50 414 €	87	88 653 €	139 067 €	**139 067 €**	140 265 €
DOCTRINE CHRETIENNE	119	65 926 €	30	30 570 €	96 496 €	**96 496 €**	111 926 €
INSTITUTION NOTRE DAME	165	91 410 €	74	75 406 €	166 816 €	**166 816 €**	179 042 €
NOTRE DAME DE SION	165	91 410 €	75	76 425 €	167 835 €	**167 835 €**	184 342 €
FONDATION PROVIDENCE DE RIBEAUVILLE (INSTITUTION LA PROVIDENCE)	200	110 800 €	71	72 349 €	183 149 €	**183 149 €**	182 281 €
ABCM	0	0 €	48	48 912 €	48 912 €	**48 912 €**	57 057 €
A.D.E.T. (ECOLE TACHBAR)	100	55 400 €	0	0 €	55 400 €	**55 400 €**	42 540 €
ECOLE GAN CHALOM	0	0 €	19	19 361 €	19 361 €	**19 361 €**	25 935 €
TOTAL	**1772**	**981 688 €**	**679**	**691 901 €**	**1 673 589 €**	**1 673 589 €**	**1 738 520 €**

Effectifs recensés à la rentrée de septembre 2015

(1) Le versement s'effectuera en deux tranches au mois de janvier (acompte) et juin (solde)

PARTICIPATION VILLE 2015/2016 AUX DEPENSES DE FONCTIONNEMENT MATERIEL ET DE FOURNITURES SCOLAIRES DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVES DU Ier DEGRE

CLASSES SOUS CONTRAT SIMPLE

ETABLISSEMENTS	ELEVES STRASBOURGEOIS				MONTANT GLOBAL 2016	proposé pour 2016 (1)	alloué en 2015
	ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE		ENSEIGNEMENT MATERNEL				
	NOMBRE	554 €	NOMBRE	1 019 €			
AQUIBA	135	74 790 €	112	114 128 €	188 918 €	**188 918 €**	192 373 €
MICHAEL	53	29 362 €	0	0 €	29 362 €	**29 362 €**	32 331 €
YEHOUDA HALEVI	85	47 090 €	0	0 €	47 090 €	**47 090 €**	48 779 €
BETH HANNA	56	31 024 €	0	0 €	31 024 €	**31 024 €**	31 763 €
TOTAL	**329**	**182 266 €**	**112**	**114 128 €**	**296 394 €**	**296 394 €**	**305 246 €**

Effectifs recensés à la rentrée de septembre 2015

(1) Le versement s'effectuera en deux tranches au mois de janvier (acompte) et juin (solde)

Strasbourg.eu
eurométropole

49

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Attribution de subventions de fonctionnement aux établissements de la petite enfance pour l'exercice 2016.

Plus d'une centaine d'établissements de la petite enfance, crèches, multi-accueils, jardins d'enfants, haltes-garderies, accueils de loisirs, lieux d'accueil parents-enfants, proposent à Strasbourg une offre d'accueil diversifiée au service des familles et des jeunes enfants.

En complément des équipements gérés directement par la collectivité, 35 associations assurent la gestion de 60 établissements et sollicitent à ce titre des subventions.

1. Les modalités de financement des établissements de la petite enfance.

Le fonctionnement de ces établissements est financé par une participation des familles, de la Caisse d'allocations familiales du Bas-Rhin et de la Ville de Strasbourg.

La participation des familles est calculée sur la base d'un taux d'effort qui tient compte du revenu et de la composition familiale et représente environ 20 % du coût de la prestation.
La participation de la Caisse d'allocations familiales du Bas-Rhin s'effectue au titre de la prestation de service unique et représente environ 50 % du coût.
La participation de la Ville complète ce financement à hauteur d'environ 30 % du coût.

Pour les établissements inscrits au Contrat Enfance Jeunesse, la Caisse d'allocations familiales du Bas-Rhin rembourse la Ville à hauteur de 55 % des dépenses.

2. Les financements attribués par la Ville sur la base de prix plafonds.

La subvention de la Ville est calculée pour chaque établissement en fonction des prévisions du coût de fonctionnement et du volume d'activité (nombre d'heures par enfant).
Elle est cadrée par un prix plafond fixé annuellement.

La participation proposée dans la présente délibération, pour l'exercice 2016, fera l'objet d'un ajustement.
Celui-ci sera établi en fonction de l'activité réelle, après examen des comptes de résultats, des bilans, des rapports d'activités et de la participation effective de la Caisse d'allocations familiales du Bas-Rhin et des familles.

Cet ajustement peut entraîner soit un versement complémentaire, soit une récupération de subventions (remboursement de trop-perçus).

Pour 2016, les participations financières proposées sont établies dans la limite des prix plafonds suivants :

- 6,60 €/heure pour les crèches parentales,
- 6,95 €/heure (hors loyer) pour les crèches collectives, haltes-garderies et multi-accueils,
- 7,20 €/heure pour les crèches familiales.

Enfin, pour certains établissements n'offrant pas de possibilité de restauration ou disposant de locaux relativement exigus et d'une faible capacité d'accueil, il est proposé un prix plafond de 8 €, hors loyer : les trois établissements suivants sont concernés : halte-garderie Kageneck, multi-accueils Halt-jeux et Au rendez-vous des petits.

Les subventions pour le fonctionnement des maisons de l'enfance gérées dans le cadre d'une délégation de service public sont attribuées conformément aux contrats d'affermage y relatifs.

Ces délégations de service public concernent les quatre établissements suivants :

- maison de la petite enfance de Cronenbourg, 87, route de Hochfelden, gérée par l'Association Léo Lagrange Centre Est
- maison de la petite enfance de la Robertsau, 26, rue de la Baronne d'Oberkirch, gérée par l'Association Léo Lagrange Centre Est,
- maison de la petite enfance du Neuhof, 7, rue de Clairvivre, gérée par l'Association de gestion des équipements sociaux (AGES),
- maison de la petite enfance franco-allemande, 172, route du Rhin, gérée par l'Association d'action sociale du Bas-Rhin (AASBR).

Pour les lieux d'accueil parents-enfants et les accueils de loisirs, la participation proposée constitue une subvention destinée à soutenir le fonctionnement global de l'activité.

3. Les subventions proposées.

Il est proposé d'allouer les subventions aux établissements suivants :

Etablissements d'accueil collectif :

- Multi-accueils, crèches collectives, haltes-garderies :

Multi-accueil de la Montagne-Verte	314 100 €
Multi-accueil de l'Esplanade	278 900 €
Crèche collective St Gothard	327 700 €
Multi-accueil Conseil de l'Europe	76 000 €
Multi-accueil/Halte-garderie Boecklin	61 000 €
Halte-garderie Kageneck	71 200 €

Multi-accueil Belin	208 900 €
Multi-accueil Canardière	268 200 €
Multi-accueil Hautepierre	217 600 €
Multi-accueil Lovisa	222 700 €
Multi-accueil et halte-garderie Ill	200 200 €
Crèche collective de la Musau	294 900 €
Crèche collective de Neudorf	363 300 €
Multi-accueil/Halte-garderie Neudorf	139 800 €
Multi-accueil Poteries	441 500 €
Multi-accueil de l'Esplanade (ARES)	87 000 €
Crèche collective Douane	374 500 €
Multi-accueil Douane	127 100 €
Multi-accueil Liliane Oehler-Koenigshoffen Hohberg	101 900 €
Multi-accueil Balthazar	155 400 €
Multi-accueil Bon Pasteur	98 900 €
Multi-accueil Jeu des enfants	154 800 €
Multi-accueil de l'Elsau	84 900 €
Multi-accueil La galipette du Centre socioculturel du fossé des treize	188 800 €
Multi-accueil Les marmousets	168 600 €
Multi-accueil Haya Mouchka	62 000 €
Multi-accueil Au rendez-vous des petits	75 400 €
Multi-accueil Halt'jeux	109 600 €
Multi-accueil Les p'tits petons	194 000 €
Halte-garderie Association Rechit Hochma	36 000 €
TOTAL établissements multi-accueils, crèches collectives et haltes-garderies	**5 504 900 €**

- Accueil en horaires atypiques (dès 5h30 le matin, jusqu'à 22h le soir) :

Horaire atypique multi-accueil Canardière	7 900 €
Horaire atypique Balthazar	8 300 €
TOTAL horaires atypiques	**16 200 €**

- Accueil combiné (accueil familial rattaché au collectif) :

Accueil familial lié au collectif Poteries	74 500 €
Accueil familial lié au collectif Belin	36 400 €
Accueil familial Balthazar	19 500 €
TOTAL accueil combiné	**130 400 €**

- Crèches parentales :

Crèche parentale Baby boom	60 200 €
Crèche parentale La petite bulle	57 500 €

Crèche parentale La luciole	64 500 €
Crèche parentale La chenille	59 600 €
Crèche parentale La farandole	71 000 €
Crèche parentale Les pitchoun's	77 300 €
Crèche parentale La trottinette	64 000 €
Crèche parentale Les fripouilles	44 900 €
Crèche parentale Le petit prince	61 200 €
Crèche parentale La toupie	69 500 €
Crèche parentale Les loustics associés	63 800 €
Crèche parentale La flûte enchantée	71 400 €
Crèche parentale La petite jungle	68 600 €
Crèche parentale La souris verte	118 700 €
Crèche parentale La petite table ronde	70 700 €
Crèche parentale Le nid des géants	72 000 €
Crèche parentale Giving tree	105 300 €
TOTAL crèches parentales	**1 200 200 €**

Etablissements d'accueil familial / crèches familiales :

Crèche familiale de la Montagne-Verte	240 800 €
Crèche familiale sud (Neudorf/Meinau)	463 300 €
Crèche familiale centre-ville nord	404 500 €
Crèche familiale Hautepierre	624 600 €
Crèche familiale de l'Esplanade (ARES)	345 700 €
TOTAL crèches familiales	**2 078 900 €**

Lieux d'accueil parents-enfants (LAPE) et accueil de loisirs :

LAPE Poteries	62 700 €
LAPE Papothèque	132 500 €
Fonctionnement général Association contact et promotion	36 050 €
LAPE La maisonnée	67 000 €
LAPE La familière	78 400 €
LAPE Caritas de la maison d'arrêt	27 400 €
ALSH Poteries	78 500 €
TOTAL LAPE et accueil de loisirs	**482 550 €**

Soit, pour les associations suivantes :

Association de gestion des équipements sociaux (AGES) pour les établissements suivants :	**1 833 000 €**
Multi-accueil de la Montagne-Verte	314 100 €
Multi-accueil de l'Esplanade	278 900 €
Crèche collective St Gothard	327 700 €

Multi-accueil Conseil de l'Europe	76 000 €
Crèche familiale de la Montagne-Verte	240 800 €
Crèche familiale sud (Neudorf/Meinau)	463 300 €
Multi-accueil/Halte-garderie Boecklin	61 000 €
Halte-garderie Kageneck	71 200 €
Association d'action sociale du Bas-Rhin (AASBR) pour les établissements suivants :	**3 646 200 €**
Multi-accueil Belin	208 900 €
Multi-accueil Canardière	268 200 €
Multi-accueil Canardière - horaire atypique	7 900 €
Multi-accueil Hautepierre	217 600 €
Multi-accueil Lovisa	222 700 €
Multi-accueil et halte-garderie Ill	200 200 €
Crèche collective de la Musau	294 900 €
Crèche collective de Neudorf	363 300 €
Crèche familiale centre-ville nord	404 500 €
Crèche familiale Hautepierre	624 600 €
Multi-accueil/Halte-garderie Neudorf	139 800 €
Multi-accueil Poteries	441 500 €
LAPE Poteries	62 700 €
ALSH Poteries	78 500 €
Accueil familial lié au collectif Poteries	74 500 €
Accueil familial lié au collectif Belin	36 400 €
Crèches parentales :	**1 200 200 €**
Crèche parentale Baby boom	60 200 €
Crèche parentale La petite bulle	57 500 €
Crèche parentale La luciole	64 500 €
Crèche parentale La chenille	59 600 €
Crèche parentale La farandole	71 000 €
Crèche parentale Les pitchoun's	77 300 €
Crèche parentale La trottinette	64 000 €
Crèche parentale Les fripouilles	44 900 €
Crèche parentale Le petit prince	61 200 €
Crèche parentale La toupie	69 500 €
Crèche parentale Les loustics associés	63 800 €
Crèche parentale La flûte enchantée	71 400 €
Crèche parentale La petite jungle	68 600 €
Crèche parentale La souris verte	118 700 €
Crèche parentale La petite table ronde	70 700 €
Crèche parentale Le nid des géants	72 000 €
Crèche parentale Giving tree	105 300 €
Centre socioculturel de l'Esplanade (ARES) pour les établissements suivants :	**432 700 €**
Crèche familiale de l'Esplanade	345 700 €
Multi-accueil de l'Esplanade	87 000 €

Fondation Stenger-Bachmann pour les établissements suivants :	**603 500 €**
Crèche collective Douane	374 500 €
Multi-accueil Douane	127 100 €
Multi-accueil Liliane Oehler-Koenigshoffen Hohberg	101 900 €
Auteuil petite enfance pour les établissements suivants :	**183 200 €**
Multi-accueil Balthazar	155 400 €
Accueil familial Balthazar	19 500 €
Horaire atypique Balthazar	8 300 €
Association de loisirs éducatifs et de formation (ALEF) pour les établissements suivants :	**338 600 €**
Multi-accueil Bon Pasteur	98 900 €
Multi-accueil Jeu des enfants	154 800 €
Multi-accueil de l'Elsau	84 900 €
Centre socioculturel du fossé des treize	
Multi-accueil La galipette	**188 800 €**
Association de parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis (AAPEI)	
Multi-accueil Les marmousets	**168 600 €**
Jeunesse Loubavitch	
Multi-accueil Haya Mouchka	**62 000 €**
Association générale des familles du Bas-Rhin (AGF)	
Multi-accueil Au rendez-vous des petits	**75 400 €**
Halt'jeux	
Multi-accueil	**109 600 €**
Les p'tits petons	
Multi-accueil	**194 000 €**
Association Rechit Hochma	
Halte-garderie	**36 000 €**
Association contact et promotion pour :	**168 550 €**
Fonctionnement général	36 050 €
LAPE Papothèque	132 500 €
Association APEPS	
LAPE La maisonnée	**67 000 €**

Centre socioculturel de l'Elsau	
LAPE La familière	**78 400 €**
CARITAS	
LAPE maison d'arrêt	**27 400 €**
TOTAL GENERAL	**9 413 150 €**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

- *d'allouer les subventions suivantes :*

1	*Association de gestion des équipements sociaux (AGES)*	*1 833 000 €*
2	*Association d'action sociale du Bas-Rhin (AASBR)*	*3 646 200 €*
3	*Crèche parentale Baby boom*	*60 200 €*
4	*Crèche parentale La petite bulle*	*57 500 €*
5	*Crèche parentale La luciole*	*64 500 €*
6	*Crèche parentale La chenille*	*59 600 €*
7	*Crèche parentale La farandole*	*71 000 €*
8	*Crèche parentale Les pitchoun's*	*77 300 €*
9	*Crèche parentale La trottinette*	*64 000 €*
10	*Crèche parentale Les fripouilles*	*44 900 €*
11	*Crèche parentale Le petit prince*	*61 200 €*
12	*Crèche parentale La toupie*	*69 500 €*
13	*Crèche parentale Les loustics associés*	*63 800 €*
14	*Crèche parentale La flûte enchantée*	*71 400 €*
15	*Crèche parentale La petite jungle*	*68 600 €*
16	*Crèche parentale La souris verte*	*118 700 €*
17	*Crèche parentale La petite table ronde*	*70 700 €*
18	*Crèche parentale Le nid des géants*	*72 000 €*
19	*Crèche parentale Giving tree*	*105 300 €*
20	*Centre socioculturel de l'Esplanade (ARES)*	*432 700 €*
21	*Fondation Stenger-Bachmann*	*603 500 €*
22	*Auteuil petite enfance*	*183 200 €*
23	*Association de loisirs éducatifs et de formation (ALEF)*	*338 600 €*
24	*Centre socioculturel du fossé des treize*	*188 800 €*
25	*Association de parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis (AAPEI)*	*168 600 €*
26	*Jeunesse Loubavitch*	*62 000 €*

27	*Association générale des familles du Bas-Rhin (AGF)*	*75 400 €*
28	*Halt'jeux*	*109 600 €*
29	*Les p'tits petons*	*194 000 €*
30	*Association Rechit Hochma*	*36 000 €*
31	*Association contact et promotion*	*168 550 €*
32	*Association APEPS*	*67 000 €*
33	*Centre socioculturel de l'Elsau*	*78 400 €*
34	*CARITAS*	*27 400 €*

- *d'imputer ces subventions d'un montant de 9 413 150 € à la ligne DE04 G – 6574 64 dont le disponible avant le présent Conseil est de 12 827 000 €.*

autorise

- *le Maire ou son représentant à signer les conventions d'objectifs et de moyens relatives à ces subventions.*

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

Direction de l'Enfance et de l'éducation

Délibération du Conseil municipal du 14 décembre 2015

ANNEXE

ASSOCIATIONS	Montant sollicité par l'Association	Proposition 2016 Délibération du 14.12.2015	Montant alloué en 2015
ASSOCIATION DE GESTION DES EQUIPEMENTS SOCIAUX tous établiss **hors DSP**	2 085 800	1 833 000	1 901 700
ASSOCIATION D'ACTION SOCIALE DU BAS-RHIN tous établiss **hors DSP**	4 230 523	3 646 200	2 861 921
BABY-BOOM	68 157	60 200	68 400
LA PETITE BULLE	43 720	57 500	56 400
LA LUCIOLE	61 000	64 500	57 700
LA CHENILLE	36 204	59 600	56 100
LA FARANDOLE	56 853	71 000	68 400
LES PITCHOUN'S	80 149	77 300	75 500
LA TROTTINETTE	46 618	64 000	57 500
LES FRIPOUILLES	50 000	44 900	50 900
LE PETIT PRINCE	54 400	61 200	54 400
LA TOUPIE	66 000	69 500	67 600
LES LOUSTICS ASSOCIES	50 000	63 800	60 800
LA FLUTE ENCHANTEE	59 000	71 400	64 200
LA PETITE JUNGLE	64 505	68 600	65 700
LA SOURIS VERTE "DIE GRUNE MUSE"	118 678	118 700	92 400
LA PETITE TABLE RONDE	63 183	70 700	66 600
LE NID DES GEANTS	48 154	72 000	82 300
GIVING TREE	96 000	105 300	103 800
CENTRE SOCIO CULTUREL DE L'ESPLANADE (A.R.E.S)	463 068	432 700	456 000
FONDATION STENGER BACHMANN	614 280	603 500	693 800
AUTEUIL PETITE ENFANCE	196 581	183 200	200 200
ASSOCIATION DE LOISIRS EDUCATIFS ET DE FORMATION (ALEF)	337 690	338 600	341 100
CENTRE SOCIO CULTUREL DU FOSSE DES TREIZE	209 304	188 800	176 600
ASSOCIATION DE PARENTS, DE PERSONNES HANDICAPEES MENTALES ET DE LEURS AMIS DE STRASBOURG ET ENVIRONS	183 413	168 600	179 100
JEUNESSE LOUBAVITCH STRASBOURG	61 120	62 000	58 000
ASSOCIATION GENERALE DES FAMILLES DU BAS RHIN	98 579	75 400	75 500
HALT-JEUX	120 000	109 600	109 900
LES PTITS PETONS	219 857	194 000	202 900
LES P'TITS SCHTROUMPFS	1 000	0	1 000
RECHIT HOCHMA	42 000	36 000	32 300
ASSOCIATION CONTACT ET PROMOTION	169 500	168 550	167 500
LA MAISONNEE-APEPS	67 000	67 000	65 975
CENTRE SOCIO CULTUREL DE L'ELSAU - Lape Familière	92 884	78 400	77 240
FEDERATION DE LA CHARITE CARITAS - SECOURS CATHOLIQUE D'ALSACE	27 400	27 400	28 930
TOTAL	**10 282 620**	**9 413 150**	**8 778 366**

50

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Partenariat entre la médiathèque de Hautepierre et Pôle Emploi.

Les services de la médiathèque de Hautepierre ont sollicité le Pôle emploi pour mettre en commun leurs compétences et leurs moyens. Il est proposé de créer un partenariat visant à offrir un service de proximité. Celui-ci a pour vocation de permettre :

- à toute personne en recherche d'emploi et résidente du territoire d'avoir accès au sein de la médiathèque à un conseil personnalisé sur les offres et services proposés par Pôle emploi et notamment son offre digitale,
- à toute entreprise implantée sur le territoire d'être mise en relation avec l'équipe entreprise du Pôle emploi de Hautepierre dans le cadre de ses recrutements.

Le partenariat est principalement axé :

- sur la mise à disposition partagée des informations liées à la recherche d'emploi,
- sur la formation d'un ou plusieurs agent(s) au sein de la médiathèque, désigné(s) comme ambassadeur(s), chargé de relayer les informations ou d'orienter vers l'agence de proximité si nécessaire,
- sur la mise à disposition à titre gracieux d'une salle et de postes informatiques, en vue de l'animation d'atelier par Pôle emploi.

Les modalités du partenariat entre la médiathèque de Hautepierre et le Pôle emploi sont définies dans la convention en annexe du projet de délibération qu'il vous est proposé d'approuver.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
sur proposition de la commission plénière
après en avoir délibéré,
approuve

le partenariat entre la médiathèque d'Hautepierre et Pôle emploi,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer la convention correspondante.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

Convention de coopération locale

Entre

La Ville de Strasbourg pour la Médiathèque de HAUTEPIERRE

Représentée par M. Roland RIES, Maire, lui-même représenté par Mme Souad El Maysour, Adjointe au Maire

Désignée ci-après **" le partenaire "**

Et

Pôle emploi, Etablissement public national dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, dont le siège est Paris 20ème, 1-5 Avenue du Docteur Gley

Agence de Hautepierre – 9 rue Alfred de Vigny CS4002 67087 Strasbourg Cedex
Désigné ci-après **" Pôle emploi ".**

VU la loi n° 2008-126 du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi,

VU l'article 8 alinéa 1 de la loi précitée du 13 février 2008, aux termes de laquelle l'ensemble des droits et obligations, créances et dettes de l'ANPE sont transférés de plein droit à Pôle Emploi à compter de sa date de création,

VU l'article 9 de la même loi, aux termes de laquelle l'institution prévue à l'article L. 5312-1 du code du travail est réputée créée à la date de la première réunion de son conseil d'administration,

VU la réunion du conseil d'administration en date du 19 décembre 2008 portant création de Pôle Emploi,

VU le décret n° 2008-1010 du 29 septembre 2008 relatif à l'organisation du service public de l'emploi, et notamment l'article R. 5312-25,

VU la délibération du conseil municipal du 14/12/15

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : L'objet de la convention

Le pôle emploi de Hautepierre et la médiathèque de Hautepierre souhaitent formaliser la mise en commun de leurs compétences et de leurs moyens afin d'offrir, dans le cadre de l'optimisation du maillage territorial, un premier niveau de service aux actifs et aux entreprises du territoire.

Article 2 : Objectif

Pour le partenaire, l'objectif de cette convention est de disposer des informations nécessaires pour délivrer un premier niveau d'information sur les services de Pôle emploi, notamment sur les services à distance et l'offre digitale proposée par Pôle emploi.

Pour Pôle emploi, l'objectif de cette convention est d'offrir un service de proximité aux personnes en recherche d'emploi en proposant l'accès à de la documentation et à des informations sur le marché local du travail à la médiathèque de Hautepierre.

Pour cela, le partenaire nomme un ambassadeur au sein de la médiathèque chargé de relayer ces informations, ou d'orienter vers l'agence de proximité, le cas échéant.

Par cette convention, il s'agit de permettre :

- à toute personne en recherche d'emploi et résidente du territoire d'avoir accès, par le biais d'un conseil personnalisé, par l'affichage ou par Internet, aux offres de Pôle emploi et aux informations dont elle peut bénéficier auprès de son pôle emploi, dont l'offre digitale de Pôle emploi.

- à toute entreprise implantée sur le territoire d'être mise en relation avec l'équipe entreprise du pôle emploi de Hautepierre dans le cadre de ses recrutements.

Article 3 : Les publics concernés par la convention

Les publics visés par la présente convention sont :

- les demandeurs d'emploi et les actifs du territoire, et plus particulièrement les personnes pour qui la mise en place d'un service de proximité facilite la recherche d'emploi active,

- les entreprises du territoire.

Article 4 : Les engagements de Pôle emploi et du partenaire

4.1 : Les actions à mettre en œuvre

Pôle emploi s'engage à :

- présenter l'offre de service de Pôle emploi au partenaire,
- former un ou deux ambassadeurs,
- animer des ateliers, notamment sur l'offre digitale, l'abonnement aux offres d'emploi, l'emploi store, etc. au sein de la médiathèque,
- mettre à disposition les offres d'emploi qu'il détient par le biais du site pole-emploi.fr,
- fournir de la documentation sur les services de Pôle emploi,
- informer sur le marché du travail,
- informer les demandeurs d'emploi / actifs des services délivrés par le partenaire,
- participer à des actions de communication et de rencontres des publics, demandeurs d'emploi ou entreprises.

Le partenaire s'engage à :

- délivrer une information de premier niveau sur les services de Pôle emploi,
- mettre à disposition les offres d'emploi de Pôle emploi,
- apporter une aide de premier niveau à l'utilisation de pôle-emploi.fr,
- transmettre à Pôle emploi les demandes d'information ou de recrutement émanant d'entreprises avec lesquelles il est en contact,
- communiquer à Pôle emploi les projets de recrutement et d'implantation d'entreprises dont il a connaissance,
- mettre à disposition de Pôle emploi une salle et des postes informatiques notamment pour le club jeunes, sur demande préalable et selon un planning pré défini.

4.2 : Les moyens mis en œuvre

4.2.1 Les moyens humains :

Le partenaire désigne l'ambassadeur / l'agent habilité à mettre en œuvre les actions décrites ci-dessus.

A l'issue de la signature de la convention, le partenaire s'engage à désigner l'ambassadeur / l'agent habilité à mettre en œuvre les actions décrites ci-dessus, pour le suivi opérationnel de ce partenariat.

Le partenaire peut, s'il le souhaite, bénéficier pour l'ambassadeur / l'agent habilité d'une information sur les services de Pôle emploi et leur mode de délivrance, en particulier pole-emploi.fr, par le biais d'une immersion d'une à deux journées dans les services de Pôle emploi.

Pôle emploi s'engage à mettre à disposition de l'ambassadeur / l'agent habilité une hot-line et / ou les coordonnées d'un agent, afin de l'assister en cas de difficulté.

Pôle emploi s'engage à fournir à l'ambassadeur / agent habilité une information régulière sur l'évolution de ses services.

A l'issue de la signature de la convention, Pôle emploi s'engage à désigner un conseiller à l'emploi, pour le suivi opérationnel de ce partenariat

4.2.1 Les moyens matériels :

Le partenaire met à disposition des demandeurs d'emploi et / ou actifs un ou plusieurs postes informatiques, selon la charte d'utilisation des postes en médiathèque.

Article 5 : Déontologie et Communication

5.1 : Déontologie

Pôle emploi et le partenaire s'engagent à respecter les valeurs et principes d'action liés au Service Public, et notamment, les principes de confidentialité, d'égalité, de gratuité, de neutralité et de continuité.

Le partenaire s'engage à ne pas créer de fichiers de demandeurs d'emploi ou d'entreprises et à ne communiquer aucune information nominative concernant les demandeurs d'emploi et les entreprises à des tiers.

5.2 : Communication

Pôle emploi et le partenaire s'engagent à s'informer mutuellement avant de communiquer à l'externe au sujet des actions de la présente convention.

Pôle emploi et le partenaire s'engagent aussi à informer à l'interne de leur propre structure du contenu de la présente convention.

Article 6 : Suivi et évaluation de la convention

Une réunion semestrielle permettra de faire le point sur la convention et d'en évaluer sa pertinence.

Les éléments qui permettront d'évaluer le résultat de cette coopération sont :

- le nombre de demandeurs et d'actifs reçus et la nature de leurs demandes
- le nombre d'employeurs reçus et la nature de leurs demandes ou le cas échéant de recrutements transmis à Pôle emploi
- le nombre d'ateliers
- la satisfaction des usagers

Un point semestriel est convenu entre les deux parties.

Article 7 : Durée de la convention - Résiliation

La présente convention prend effet à compter de sa signature et prendra fin au 31 décembre 2016.

Elle pourra être reconduite tacitement trois fois pour une durée d'un an, sans pouvoir dépasser la date du 31 décembre 2019.

Elle pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties moyennant un préavis de 3 mois.

Fait à Hautepierre, le

Pour le pôle emploi de Hautepierre
La directrice
Valérie COLELLA

Pour la Ville de Strasbourg
L'Adjointe au Maire
Mme Souad EL MAYSOUR

51

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Règlement intérieur des médiathèques de la Ville de Strasbourg.

Le règlement intérieur des médiathèques de la ville de Strasbourg a été approuvé par le Conseil municipal lors de sa séance du 8 décembre 2011.

La mise à jour du règlement intérieur des médiathèques de la Ville de Strasbourg permettrait :

- d'y inscrire l'interdiction de consommation d'alcool dans les locaux des médiathèques (article 7 du règlement intérieur)

- d'y préciser les conditions de reproduction des documents par les usagers : soit pour un usage privé, soit dans le cadre de l'exception d'enseignement, soit concernant des documents tombés dans le domaine public (article 12 et 12 bis du règlement intérieur).

- de se conformer à la réglementation dans le cadre des pénalités qui sont appliquées aux usagers en situation de retard prolongé. En effet, la réglementation proscrit l'annulation ou la suppression de titres de recettes (hors cas d'erreur de l'administration et recours gracieux). Or, jusqu'à présent, les titres étaient annulés ou partiellement modifiés ou lorsque l'usager restituait (partiellement ou totalement) les documents empruntés. Désormais, l'usager ne pourra, après émission du titre, se soustraire au paiement des sommes dues (article 25 du règlement intérieur).

Un projet de nouveau règlement intérieur intégrant ces éléments est donc soumis à votre approbation.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
sur proposition de la commission plénière
après en avoir délibéré,
approuve

le texte du règlement intérieur des médiathèques municipales de Strasbourg annexé à la présente délibération,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à appliquer ce règlement.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

Règlement intérieur des médiathèques municipales de Strasbourg

Vu le Code général des collectivités locales

Vu le Code de la propriété intellectuelle

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 24 septembre 2007 approuvant la mise en place du Pass bibliothèques

Vu la convention passée entre la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg fixant les conditions de mise en œuvre du Pass Bibliothèques

Vu la délibération du 7 décembre 2009 portant création de l'Artothèque

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 8 décembre 2011 relative à l'approbation du règlement intérieur applicable au public des médiathèques municipales de Strasbourg

Vu l'arrêté tarifaire fixant les tarifs annuels d'abonnement du Pass Bibliothèques et la liste des institutions pouvant bénéficier d'une carte Collectivité

Vu l'arrêté tarifaire en vigueur fixant les forfaits dus en cas de perte, de détérioration, de retard dans la restitution des ouvrages, des boîtiers, liseuses et accessoires ainsi que des œuvres de l'Artothèque

Préambule

Les médiathèques municipales sont un service public en régie de la Ville de Strasbourg.

Leur mission est de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à la formation et à l'activité culturelle des habitants.

L'accès aux médiathèques et la consultation sur place des documents sont libres, gratuits et ouverts à tous.

Le personnel des médiathèques est à la disposition des usagers pour les aider à utiliser les ressources des médiathèques.

Le règlement intérieur fixe les droits et devoirs des usagers utilisateurs des services et locaux des médiathèques. Tout usager est soumis au présent règlement auquel il s'engage à se conformer. Le personnel des Médiathèques et la Direction du Service sont chargés de l'exécution du présent règlement.

Le présent règlement et les documents qui le complètent (Charte d'utilisation des postes informatiques, conditions générales d'utilisation du service Wifi) sont consultables dans les locaux des médiathèques et sur le site Internet des médiathèques de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg à l'adresse suivante : http://www.mediatheques.strasbourg.eu.

Les médiathèques mettent à disposition du public les outils nécessaires à la formulation de suggestions ou d'observations relatives aux collections et au fonctionnement des établissements. Les médiathèques restent juges de la suite donnée à ces suggestions et observations.

Des fermetures exceptionnelles des médiathèques peuvent avoir lieu, sans qu'elles puissent donner droit aux usagers à des mesures compensatoires. Ces fermetures sont annoncées dès que possible sur le site des médiathèques, sur le site de l'Eurométropole, par les réseaux sociaux et par voie d'affichage dans les médiathèques.

Obligations des usagers vis-à-vis du personnel, du public, des locaux et des collections

Art. 1 - Les usagers sont tenus de respecter les principes républicains de neutralité et de laïcité du service public. Il est interdit dans l'enceinte des médiathèques de faire œuvre de prosélytisme politique ou religieux, de s'adonner à des pratiques religieuses à la vue de tous ou de tenir des discours et/ou de diffuser des écrits contraires à l'ordre public, ou incitant à la haine et à la violence.

Le dépôt et la distribution de tracts, brochures ou autres sont interdits sauf autorisation du responsable de la médiathèque concernée.

Les conversations à voix haute, ainsi que l'utilisation bruyante d'appareils sonores (baladeurs, téléphones portables, etc.) sont interdites.

Les actes de commerce, de publicité et de mendicité sont interdits sauf autorisation préalable du responsable de la médiathèque concernée.

Art. 2 - Pendant les heures d'ouverture, les médiathèques sont ouvertes à tous. Les horaires et jours d'ouvertures des musées sont disponibles sur le portail des médiathèques (http://www.mediatheques.strasbourg.eu) et peuvent varier en fonction des activités du moment et/ou de circonstances exceptionnelles.

Sous l'autorité du Directeur des médiathèques ou du responsable de chacune des médiathèques, le personnel des médiathèques et le personnel de surveillance peuvent cependant :
- être amenés à refuser l'accès à l'établissement en cas d'affluence et de danger pour l'ordre ou la sécurité des personnes et des biens,
- être amenés à refuser l'accès à l'établissement et la circulation dans les locaux aux personnes sous l'emprise d'alcool ou de stupéfiants,
- demander aux usagers de présenter leur carte d'abonné (de lecteur ou internet) dans le cas d'un constat d'infraction, notamment en cas de disparition de document(s) et/ou de non-respect de la charte d'utilisation des postes informatiques et/ou dans le cas de l'application de plans de sécurité,
- demander aux usagers de se conformer aux vérifications autorisées par la Loi en cas de déclenchement du système antivol. Le personnel des sociétés de surveillance est autorisé à procéder à l'inspection visuelle des bagages à main et, avec le consentement de leur propriétaire, à leur fouille.

Il est interdit au public :

- d’emprunter les accès non autorisés et signalés comme tels,
- de pénétrer dans les espaces réservés au personnel et d’entraver la circulation et l’accès aux issues de secours,
- de se livrer à des courses, bousculades ou glissades et d’utiliser les espaces comme terrains de jeux,
- d’accéder aux médiathèques avec des objets dangereux ou encombrants,
- de se déplacer en rollers ou trottinettes et autres engins d’agrément à l’intérieur des locaux,
- d’accéder aux médiathèques, accompagné d’animaux, à l’exception des chiens-guides accompagnant les personnes handicapées,

Art. 3 - Les usagers doivent faire preuve de discrétion et de respect envers le personnel et le public. Les rassemblements et attroupements sont interdits dans l’enceinte de la médiathèque.
Sur demande, les groupes préalablement constitués peuvent être accueillis pour une présentation des fonds et du fonctionnement des médiathèques. La plupart des médiathèques proposent notamment des plages horaires entièrement consacrées à l’accueil de classes accompagnées de l’enseignant. Les renseignements sont à prendre auprès de chaque médiathèque.

Art. 4 - Les mineurs, accompagnés ou non, sont sous la responsabilité de leurs parents ou de leurs tuteurs légaux.

Art. 5 - La responsabilité de l’établissement ne saurait être engagée en cas de perte, de vol, de détérioration des effets personnels ou de préjudice lié à des litiges entre usagers.

Art. 6 - Chacun est tenu de respecter à la fois le personnel, les autres usagers, les locaux, les collections ainsi que le matériel mis à disposition dans le cadre fixé par le présent règlement.
Toute personne qui, par son comportement (violence physique ou verbale, ivresse, acte délictueux, manifestation de prosélytisme, etc.) est une cause de nuisance pour le public ou le personnel, perturbe l’organisation des diverses activités, ou nuit à l’hygiène, à la civilité et à la sécurité, pourra être exclue immédiatement et/ou pour une durée limitée dans le temps dans les conditions précisées ci-dessous.
Pour toute exclusion supérieure à la journée, l’usager sera informé de la décision envisagée à son encontre et des motifs de celle-ci, ainsi que de la possibilité qui lui est offerte de s’expliquer sur les faits qui lui sont reprochés.
Le Maire ou son représentant prononce l’exclusion dont la durée est fonction de la gravité du comportement incriminé.
Les personnes sanctionnées ne pourront pas prétendre au remboursement de tout ou partie de leur abonnement.
L’expulsion d’un mineur qui refuse de se conformer au présent règlement doit s’accompagner d’une remise aux parents ou à défaut aux forces de l’ordre. Lorsque ni les parents ni la police ne peuvent se déplacer, le mineur peut alors être expulsé de l’établissement.
La responsabilité de la Ville de Strasbourg n’est engagée que pendant les heures d’ouverture au public, et vis-à-vis des seuls usagers en conformité avec le présent règlement et avec les instructions complémentaires données par le personnel du service et des sociétés de surveillance.

Art. 7 – Il est possible de se restaurer uniquement dans les espaces autorisés à cet effet et signalés comme tels. Toutes les boissons non alcoolisées sont autorisées en tous points. La consommation d’alcool est interdite dans l’ensemble des locaux des médiathèques. La seule exception concerne les boissons servies dans le cadre des buffets organisés à l’initiative des

médiathèques (par exemple en cas de vernissage) ou sur leur autorisation en cas de prêt de salle.

Art. 8 - Les médiathèques mettent à la disposition des usagers des postes informatiques.
Pour pouvoir utiliser un poste, les usagers doivent accepter le contenu de la charte d'utilisation des postes informatiques qui leur est soumis lors de la première utilisation.
L'utilisation d'un ordinateur portable personnel est autorisée dans le respect du code de la propriété intellectuelle et des principes énoncés dans le présent règlement.
Tout accès à Internet dans les locaux des médiathèques, par le biais ou non des moyens techniques (poste informatique, borne WiFi, etc.) mis à disposition par la Ville de Strasbourg, doit se faire dans le respect des interdictions suivantes :
- consulter des sites ou des documents de nature pornographique ou sexuellement explicite, ou incitant à la violence, à la discrimination, à la haine raciale ou contraires à la Loi,
- s'introduire ou tenter de s'introduire frauduleusement sur un autre ordinateur distant, que ce soit dans le but ou non de nuire à autrui,
- télécharger ou transférer des fichiers illégaux, notamment d'œuvres non libres de droit.

Un accès Internet avec contrôle de site a été mis en place pour les postes dédiés aux enfants. La consultation d'Internet qui est faite par les mineurs dans la médiathèque reste néanmoins sous la responsabilité des parents.

Art. 9 - Le plus grand soin doit être apporté par le public aux documents mis à sa disposition ainsi qu'au respect et à l'équité d'utilisation des équipements mis à la disposition du public.

Art. 10 - La photocopie des documents est autorisée pour un usage privé dans le respect de la loi en vigueur. Elle est payante. Le tarif en est fixé par arrêté du Maire de la Ville de Strasbourg.

Sont cependant exclus de la photocopie les partitions musicales et, pour des raisons de conservation, les documents dont l'état risquerait d'être dégradé par le passage à la photocopieuse.

Art. 11 - Les prises de photographies, films, les enregistrements, reportages, interviews, enquêtes sont interdits sauf autorisation préalable à solliciter par écrit auprès de la Ville de Strasbourg, hors prises de vues réalisées dans un but d'information immédiat.

Dans tous les cas, la personne individuelle ou morale procédant à un tournage ou à des prises de vues devra garantir la Ville contre toute revendication ultérieure d'un droit à l'image ou d'une propriété intellectuelle.

Art. 12 - La reproduction des documents est envisageable dans certains cas et sous certaines conditions :

- Elle est possible lorsqu'il s'agit de documents non tombés dans le domaine public :
    - en vue d'un usage privé (à l'exception des thèses non publiées, des logiciels, bases de données et documents en dépôt et tout autre document imposant l'autorisation des ayants-droit) à condition qu'elle soit réalisée avec un appareil dont l'usager est propriétaire.

- si elle relève de l'exception d'enseignement et de recherche lorsqu'il s'agit de documents non tombés dans le domaine public. L'usager n'a pas alors à être propriétaire du moyen de reproduction.

- Elle est possible concernant des documents tombés dans le domaine public conservés par les médiathèques.

Dans ces cas où la reproduction est possible, elle est soumise à une autorisation préalable qui doit être impérativement obtenue auprès de la Ville ou de l'Eurométropole de Strasbourg

Concernant la photographie, l'usager peut être autorisé à effectuer lui-même le cliché, à la condition que celui-ci se fasse sans flash, sans contact direct de l'appareil avec le document et selon les recommandations du responsable de salle. Pour les films, la prise de vue se fera exclusivement avec une caméra sans apport d'éclairage supplémentaire. La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg se réservent le droit de refuser la publication d'une reproduction.

Art. 12 bis - La reproduction de documents est interdite, sous quelle que forme que ce soit (numérique, photographique, cinématographique, vidéo) concernant les thèses non publiées, les documents auto-édités, les logiciels, les bases de données, les documents en dépôt et tout autre document imposant l'autorisation des ayants-droit.

Abonnements ou Inscriptions

Art. 13 - La consultation sur place est libre et gratuite mais l'emprunt de documents nécessite :
- la délivrance préalable d'une carte nominative unique, dénommée « Pass'relle », valable un an de date à date,
- l'inscription nominative de l'emprunteur dans la base de données des médiathèques.
Les modalités de délivrance de la carte «Pass'relle» sont consultables dans le mode d'emploi de la «Carte Pass'relle» et en médiathèque. Les tarifs en sont fixés par arrêté du Président de l'Eurométropole de Strasbourg. La date de fin de validité de l'inscription en médiathèque correspond à la date de fin de validité enregistrée sur la carte «Pass'relle». Les usagers de plus de 16 ans souhaitant utiliser des postes informatiques mais qui ne souhaitent pas emprunter des documents peuvent se faire délivrer gratuitement sur présentation d'une pièce d'identité une carte internet.

Art. 14 - Le lecteur peut s'inscrire auprès d'une des médiathèques du réseau Pass'relle, en présentant les pièces suivantes :

- une pièce d'identité comportant date et lieu de naissance : carte nationale d'identité, passeport, permis de conduire, livret de famille, extrait d'acte de naissance
- les pièces justificatives ouvrant droit au demi-tarif (carte d'étudiant, carte Culture, carte Ircos-Sésame, carte Alsace-CE, carte de bénéficiaire du RSA, carte délivrée par le CCAS, attestation de demandeur d'emploi) ou à gratuité (carte Saphir).

Pour les mineurs, il convient de présenter les documents suivants :
- une pièce d'identité du responsable légal comportant date et lieu de naissance : carte nationale d'identité, passeport, permis de conduire, livret de famille, extrait d'acte de naissance

- un document comportant la date de naissance de l'enfant (pièce d'identité, livret de famille, carte de famille nombreuse, carte de Mutuelle, carte CPAM, carnet de correspondance, carnet de santé)
- un formulaire d'autorisation d'inscription d'un mineur signé d'un ascendant ou du tuteur légal.

Les photocopies des documents demandés, lisibles, datées et signées sont admises. L'inscription est annuelle, de date à date.
Tout renouvellement nécessite :
- la présentation de la carte "Pass'relle" déjà délivrée,
- la présentation de l'ensemble des documents nécessaires à l'inscription,
- le cas échéant, le paiement des droits prévus par le conseil eurométropolitain

Art. 15 - Le paiement des cartes « Pass'relle » et autres prestations rendues par les médiathèques donnant lieu à facturation peut être effectué en espèces, par chèque à l'ordre du Trésor public ou par carte bancaire. Les billets d'un montant supérieur à 100,00 euros ne peuvent être acceptés.
Les remboursements, totaux ou partiels, ne sont pas permis.

Art. 16 - Une inscription peut être effectuée par un tiers en présentant les pièces nécessaires listées dans ce document.

Art. 17 - L'abonné est tenu de signaler tout changement d'adresse ou de patronyme, ainsi que la perte ou le vol de sa carte «Pass'relle».
Le coût de remplacement d'une carte volée ou perdue est fixé par arrêté du Président de l'Eurométropole de Strasbourg.

Art. 18 - L'abonné est personnellement responsable de sa carte et des documents empruntés avec celle-ci, même en cas d'utilisation illicite de celle-ci. Les parents ou tuteurs légaux sont responsables des documents empruntés par leurs enfants mineurs et devront assurer leur remboursement ou leur remplacement le cas échéant.

Art. 19 - Les données recueillies lors de l'établissement de la carte
«Pass'relle» et lors de l'inscription servent exclusivement à la gestion des prêts, à l'évaluation et à l'analyse des services ainsi que, avec l'accord du titulaire de la carte, à l'information sur les manifestations culturelles proposées par les médiathèques ; elles font l'objet de traitements informatiques déclarés à la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) ; conformément à la loi du 6 janvier 1978, chacun a le droit de prendre connaissance, sur demande écrite, des informations qui le concernent et d'en demander la rectification si nécessaire.

Art. 20 - Cartes collectivités : la liste des collectivités concernées est précisée dans l'arrêté du Président fixant les tarifs de la «carte Pass'relle». L'inscription des personnes morales se fait sur demande écrite. Dans le cadre de cette demande, une personne physique responsable de l'inscription et des documents empruntés est nommément désignée. La Ville de Strasbourg se retournera vers cette personne pour demander le remplacement ou le remboursement des documents abimés ou perdus.

Emprunts

Art. 21 - Le prêt est consenti à titre individuel aux personnes inscrites dans les médiathèques à jour de leur inscription et de leurs retours de documents. La carte «Pass'relle» doit être présentée à chaque emprunt. Les emprunts de documents par les mineurs se font sous la responsabilité de leurs parents.

Art. 22 - Les conditions d'emprunt des documents (quotas, prolongation, réservation) applicables à chaque catégorie d'emprunteur (abonnement individuel livres ou multimédia ou abonnement collectivité) sont fixées par le Directeur des médiathèques.
Tout document emprunté dans une médiathèque municipale doit être rendu dans les médiathèques en mesure d'enregistrer son retour.

Art. 23 - Certains documents expressément signalés (encyclopédies, ouvrages de référence, films sans les droits de prêt, revues dans certains établissements) sont exclus du prêt mais peuvent être consultés sur place.

Art. 24 – En cas de perte ou de détérioration d'un document, ou de boîtiers des documents audiovisuels et multimédias, l'emprunteur doit assurer son remplacement ou, pour les documents acquis avec des droits de prêt, son remboursement.

Le remboursement des documents se fait en appliquant les forfaits fixés par arrêté du Maire de Strasbourg. Le document ou boîtier détérioré peut être conservé par l'usager.

La perte ou la détérioration d'une partie d'un document ou d'un document d'accompagnement fait l'objet du remplacement ou du remboursement de l'intégralité du document. En aucun cas, les usagers ne doivent réparer, même de façon minime, un document détérioré. Ils doivent en informer les agents de la bibliothèque au moment du retour.

Art. 25 – En cas de retard dans la restitution de documents empruntés, aucun nouvel emprunt n'est possible tant que l'ensemble des documents n'est pas restitué. Au terme de la procédure de relance, le ou les ouvrages seront facturés selon une pénalité financière déterminée par le Maire de la ville de Strasbourg. Le Receveur des finances est alors chargé de récupérer la somme due.

Il n'est pas possible pour l'usager de se soustraire au paiement de cette somme en restituant de façon partielle ou complète les documents empruntés. Les documents ainsi restitués restent propriété du réseau des médiathèques. Seuls les cas de recours gracieux ou d'erreur de l'administration peuvent déboucher sur une modification ou une annulation de cette pénalité.

Art. 26 - En cas de perte ou de détérioration d'une liseuse ou des accessoires, il n'est pas possible pour l'emprunteur d'assurer son remplacement. Celui-ci doit le rembourser en application des forfaits fixés par arrêté du Maire de Strasbourg.
La liseuse ou l'accessoire détérioré peut être conservé par l'usager.

Art. 27 - En cas de retard dans la restitution d'une liseuse ou d'un accessoire, aucun nouvel emprunt n'est possible tant que l'ensemble des documents n'est pas restitué. Au terme de la procédure de relance, la liseuse ou l'accessoire sera facturé selon une pénalité financière déterminée par le Maire de la ville de Strasbourg. Le Receveur des finances est alors chargé de récupérer la somme due.

Il n'est pas possible pour l'usager de se soustraire au paiement de cette somme en restituant la liseuse ou les accessoires. Ces derniers ainsi restitués restent propriété du réseau des médiathèques. Seuls les cas de recours gracieux ou d'erreur de l'administration peuvent déboucher sur une modification ou une annulation de cette pénalité.

Art. 28 - Toutes les dispositions prévues pour le retour des documents s'appliquent également à ceux qui ont été déposés dans les «boîtes de retour» de documents pour les médiathèques qui en sont équipées.

Art. 29 - Conformément au Code de la propriété intellectuelle, les documents audiovisuels et multimédias ne peuvent être utilisés que pour des auditions et/ou projections à caractère individuel ou familial. La reproduction ou la diffusion publique de ces documents est formellement interdite. L'abonné est seul responsable des conséquences d'une utilisation illégale des documents qu'il emprunte.

Art. 30 - L'écoute et le visionnement des documents audiovisuels empruntés se font sous l'entière responsabilité de l'emprunteur. En aucun cas, la Ville de Strasbourg ne pourra être tenue pour responsable du dysfonctionnement d'un appareil de lecture survenu lors de l'utilisation d'un document emprunté.

Artothèque

L'artothèque de la Ville de Strasbourg, située au sein de la Médiathèque Neudorf, est un service public, culturel et municipal, ayant pour objectif de permettre à chacun de faire l'expérience de l'art contemporain.

Le fonds d'œuvres de l'artothèque est constitué de multiples destinés au prêt. La mise à disposition de ces œuvres, propriétés de la Ville de Strasbourg, aux emprunteurs ainsi que l'utilisation des services de l'artothèque se fait selon le règlement des médiathèques municipales et des dispositions spécifiques ci-dessous.

Le présent règlement intérieur fixe les droits et devoirs des usagers. Tout usager par le fait de son inscription ou de l'utilisation des services de l'artothèque est soumis au présent règlement auquel il s'engage à se conformer.

Art. 31 - Pendant les heures d'ouverture de la Médiathèque Neudorf, l'accès à l'artothèque et la consultation sur place des œuvres et documents sont libres, gratuits et ouverts à tous.

Art. 32 - Les modalités d'emprunt sont les suivantes :
- pour les particuliers, l'emprunt d'œuvres à domicile nécessite l'acquisition d'une carte nominative, dénommée «Pass'relle» et l'inscription au réseau des médiathèques municipales. Seule la souscription à l'option «Pass'relle multimédia» permet d'emprunter les œuvres de l'artothèque. Une copie de l'attestation d'assurance responsabilité civile à jour, indispensable à l'emprunt d'œuvres, est à fournir à l'artothèque lors du premier emprunt. La carte «Pass'relle» doit être présentée à chaque emprunt.
- pour les collectivités dont la liste est fixée par arrêté du Président de l'Eurométropole de Strasbourg fixant les tarifs de la «carte Pass'relle», l'emprunt d'œuvres nécessite la délivrance d'une carte gratuite «Pass'relle collectivité». L'emprunteur doit souscrire une assurance

couvrant le prêt d'œuvres. Une copie de l'attestation d'assurance, à jour, indispensable à l'emprunt d'œuvres, est à fournir à l'artothèque lors du premier emprunt. La Ville de Strasbourg se retournera vers la collectivité pour demander le remplacement ou le remboursement des œuvres abîmées ou perdues.
Pour les collectivités, le nombre d'œuvres empruntables, le prolongement de la durée initiale de l'emprunt, le prêt d'œuvres pour des expositions sont fixés en fonction du projet proposé. Ces demandes doivent être adressées directement au responsable de l'artothèque. La carte «Pass'relle» doit être présentée à chaque emprunt.
- pour les personnes morales de droit privé, l'emprunt d'œuvres se fera dans les conditions et tarifs définis par arrêté du Maire. L'emprunteur doit souscrire une assurance couvrant le prêt d'œuvres. Une copie de l'attestation d'assurance, à jour, indispensable à l'emprunt d'œuvres, est à fournir à l'artothèque lors du premier emprunt. La Ville de Strasbourg se retournera vers l'emprunteur pour demander le remplacement ou le remboursement des œuvres abîmées ou perdues.

Art. 33 - L'œuvre est sous la responsabilité de l'emprunteur. L'emprunteur s'engage à exposer l'œuvre empruntée uniquement à l'adresse enregistrée lors de l'emprunt ou dans ses locaux. L'emprunteur ne peut tirer aucun bénéfice inhérent à l'exposition des œuvres à cette même adresse.

Art. 34 - La mention «Artothèque-Médiathèque Neudorf, Service des médiathèques de la Ville de Strasbourg» est exigée pour toute communication concernant des actions et projets impliquant des œuvres de l'artothèque.

Art. 35 - Lors de l'emprunt, une convention est établie par le responsable de l'artothèque ou son représentant et signée par l'emprunteur. Cette convention décrit l'œuvre prêtée et son état. Elle mentionne également le forfait qui servira de base à l'indemnisation de la ville de Strasbourg, le cas échéant.
L'œuvre est fournie emballée et doit absolument être retournée emballée. Le transport et l'installation sont à la charge de l'emprunteur.

Art. 36 - En cas de perte d'une œuvre, le remboursement se fera par application du forfait fixé par arrêté du maire.

Art. 37 - En cas de retard dans la restitution d'œuvre empruntée, aucun nouvel emprunt n'est possible tant que l'ensemble des documents n'est pas restitué. Au terme de la procédure de rappel, le ou les œuvres seront facturées selon une pénalité financière déterminée par le Maire de la ville de Strasbourg. Le Receveur des finances est alors chargé de récupérer la somme due.
Il n'est pas possible pour l'usager de se soustraire au paiement de cette somme en restituant l'œuvre. Le ou les œuvres ainsi restituées restent propriété du réseau des médiathèques. Seuls les cas de recours gracieux ou d'erreur de l'administration peuvent déboucher sur une modification ou une annulation de cette pénalité.

Art. 38 - En cas de détérioration de l'œuvre, de son encadrement, de son verre, le remboursement se fait en appliquant les forfaits fixés par arrêté du Maire de Strasbourg.
En aucun cas, les usagers ne doivent réparer, même de façon minime, un cadre, un verre ou une œuvre détériorée. Ils doivent informer les agents de l'artothèque du constat de tout dommage.

Art. 39 - L'artothèque se réserve le droit d'écourter ou de suspendre momentanément l'emprunt d'une œuvre.

Art. 40 - L'emprunteur devra porter le plus grand soin à l'œuvre empruntée lors de son installation et veiller notamment à :
- ne pas laisser l'œuvre empruntée dans sa voiture pendant plusieurs heures (humidité, chaleur, soleil, etc.) et sans surveillance,
- ne pas accrocher l'œuvre à côté d'une source de chaleur ou d'humidité,
- ne pas l'exposer aux rayons du soleil,
- ne pas nettoyer le cadre ou la vitre avec des produits détergents mais avec un chiffon humide,
- ne pas changer le système d'accrochage,
- ne pas désencadrer l'œuvre : en cas de cadre ou de verre cassé ou abîmé, contacter l'artothèque et ramener l'œuvre.

Art. 41 - Toute reproduction des œuvres de l'artothèque est soumise à l'autorisation du responsable de l'artothèque. Des photographies peuvent être obtenues sur demande. Les reproductions d'œuvres sont soumises à la législation existante sur la propriété littéraire et artistique.
La mention «Artothèque-Médiathèque Neudorf, Service des médiathèques de la Ville de Strasbourg» est exigée.
Les reproductions d'œuvres réservées à l'usage personnel du demandeur sont interdites.

Art. 42 - Le présent règlement est porté à la connaissance du public sur demande à l'accueil dans chaque médiathèque de la Ville de Strasbourg et sur le site internet des médiathèques.

Strasbourg.eu
eurométropole

52

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Passation de deux conventions transactionnelles pour le Service des Musées.

Le service éditions des musées est parfois confronté à une difficulté de délais pour le lancement des marchés de photogravure et d'impression, lorsqu'il s'agit de catalogues d'exposition, la date du vernissage apparaissant comme celle visée pour la livraison des catalogues.
Au moment du lancement de la consultation, soit quatre mois avant le vernissage d'une exposition, le service ne dispose pas en effet toujours d'éléments en tous points précis (œuvres, format, caractéristiques, etc …) pour rédiger un cahier des charges adapté. Il peut ainsi arriver que le marché proprement dit soit lancé tardivement, une fois le projet d'ouvrage suffisamment arrêté pour pouvoir rédiger un cahier des charges cohérent.

Pour pallier cette difficulté, les musées ont mis en œuvre plusieurs solutions :

- lancer les procédures plus en amont, avec des cahiers des charges plus complexes et de nombreuses variantes pour répondre à différents scenarii possibles. Cette façon de faire a néanmoins été abandonnée tant elle était inopérante et conduisait même à déclarer les marchés infructueux.
- depuis le mois de septembre 2015, le service s'est doté d'un accord-cadre pour l'impression et la photogravure des catalogues, ce qui permet de réduire les délais tout en sécurisant la procédure d'attribution des marchés subséquents.

Cette dernière solution paraît en effet la plus à même de résoudre cette difficulté opérationnelle. Celle relative à l'exposition « Tristan Tzara », qui fait l'objet des présentes conventions transactionnelles, ne devrait ainsi plus se reproduire.

Concernant l'exposition « Tristan Tzara », inaugurée le 23 septembre 2015, le service a mené tardivement le processus de marché public pour l'impression du catalogue, en le publiant le 24 juillet 2015. Le service n'a pas attendu sa notification pour ordonner le démarrage de la prestation.

Afin de pouvoir payer les prestations, le service a conclu une convention transactionnelle avec chacune des sociétés retenues pour être attributaires des marchés : avec la société OTT pour les prestations d'impression pour un montant de 28 500 € HT soit 30 067,50 € TTC et avec la société RVB éditions, pour les prestations de photogravure pour un montant de 6 945 € HT soit 7 326,98 € TTC.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *le principe de résolution transactionnelle permettant de régler les sommes des prestations dues par la Ville de Strasbourg à la Société OTT de 28 500 € HT pour les prestations d'impression et à la Société RVB éditions de 6 945 € HT pour les prestations de photogravure du catalogue de l'exposition « Tristan Tzara »;*

- *la conclusion des conventions transactionnelles selon les projets joints à la présente délibération de verser la totalité des sommes dues s'élevant à 28 500 € HT soit 30 067,50 € TTC à la Société OTT et 6 945 € HT soit 7 326,98 € TTC à la Société RVB éditions,*

- *l'engagement des parties à renoncer à tout recours l'une envers l'autre, à toute instance et/ou action portant sur les faits entrant dans le champ de la présente transaction et tendant à obtenir, à quelque titre que ce soit, le versement d'une somme d'argent ;*

décide

d'imputer la dépense relative à ces transactions sur le budget suivant : 322/6236/AU12 D pour l'impression et 322/6226/AU12D pour la photogravure

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer lesdites conventions transactionnelles en résultant.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

CONVENTION TRANSACTIONNELLE

Entre

La **Ville de Strasbourg**,
Sise 1, Parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG Cedex,
Représentée par son Maire, M. Roland RIES agissant en exécution d'une délibération de son Conseil municipal du 22 septembre 2014, rendue exécutoire en vertu de sa transmission au contrôle de légalité.

Ci-après dénommée « **la Ville** », d'une part,

Et

La **Société Ott imprimeurs**,
Sise Parc d'Activités "Les Pins"
67319 Wasselonne Cedex
Représentée par M. Denis BENDELE, directeur administratif et commercial

Ci-après dénommée « **la société** », d'autre part,

Vu le Code civil, et notamment ses articles 2044 et suivants,

Vu l'Avis du Conseil d'Etat du 6/12/2002, *Syndicat Intercommunal des Etablissements du Second Degré du district d'Haÿ-Les-Roses* (n° 249153) qui dispose que « *le contrat de transaction, par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître, a entre ces parties l'autorité de la chose jugée en dernier ressort.*
Il est exécutoire de plein droit, sans qu'y fassent obstacle, notamment, les règles de la comptabilité publique »,

PREAMBULE :

La Ville de Strasbourg a conclu un marché d'impression avec la société OTT pour un montant de 28 500 € HT. Le marché avait pour objet l'impression du catalogue d'exposition TRISTAN TZARA.
Une difficulté opérationnelle récurrente n'a pas permis de procéder à une dévolution dudit contrat dans des conditions optimales.

En effet, s'agissant de l'exposition TRISTAN TZARA, inaugurée le 23 septembre 2015, le service édition a mené tardivement le processus de marché public pour l'impression du catalogue, en le publiant le 24 juillet 2015, étant seulement à cette date en possession d'éléments suffisants pour concevoir un cahier des charges cohérent. Les offres ont été réceptionnées le 19 août.. Le service n'a pas attendu sa notification pour ordonner le démarrage de la prestation afin de respecter les délais de livraison.

Cela exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1er – Objet de la présente convention et concession réciproque

La présente convention a pour objet de permettre le paiement de prestations engagées par la société OTT, du fait de la commande passée par la Ville de Strasbourg.
Bien que ces prestations n'aient fait l'objet d'une notification formelle de la part du pouvoir adjudicateur, elles correspondent néanmoins à une demande exprimée par celui-ci et le service fait est certifié. Les prestations ont été utiles à la réalisation du service de sorte que la société doit être indemnisée sur le fondement de l'enrichissement sans cause à hauteur de 28 500,00 € HT soit 30 067,50 € TTC.

La procédure de convention transactionnelle vise à régler de manière amiable les prestations dues à la société OTT et conduit ladite société à renoncer à tout recours ultérieur portant sur les prestations objet de la présente convention, quelque soit sa nature.
La société renonce à toute demande complémentaire visant la compensation notamment de frais financiers.

ARTICLE 2 – Montant du règlement amiable à verser par la Ville à la société :

La Ville s'engage à verser à la Société OTT, sur le fondement de l'enrichissement sans cause, la somme de 30 067,50 € TTC, EN TOUTES LETTRES : TRENTE MILLE SOIXANTE SEPT EUROS CINQUANTE CENTIMES TOUTES TAXES COMPRISES (soit 28 500,00 € HT).

ARTICLE 3 – Modalités de règlement financier :

Le paiement par la Ville de la somme définie à l'article 2 de la présente convention s'effectuera selon les règles de la comptabilité publique, par mandatement administratif, dans un délai de 30 (trente) jours maximum à compter de sa transmission au contrôle de légalité, en application de l'article L. 441-6 du Code de commerce.

Le paiement se fera, par virement bancaire et sur le compte :

FR76 14707000 0900 9213 8713 037

ARTICLE 4 – Engagement de non-recours :

La Ville et la société OTT renoncent à tous recours, instance, et/ou action portant sur les éléments entrant dans le champ de la présente transaction, et tendant à obtenir, à quelque titre que ce soit, le versement d'une somme d'argent.

ARTICLE 5 – Portée et entrée en vigueur de la présente convention :

La présente convention vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code Civil, avec toutes les conséquences de droit qui s'y attachent.

A ce titre, elle règle définitivement, entre les parties, tout litige passé, présent et futur relatif à son objet, tel que défini au préambule ci-dessus, et emporte, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents.

La présente convention ne sera exécutoire qu'à compter de sa transmission au Préfet au titre du contrôle de légalité conformément aux articles L. 2131-1 à L. 2131-13, L. 2541-1 et L. 5211-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 6 – Compétence d'attribution en cas de litige :

Tout litige relatif à l'exécution et/ou l'interprétation de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en double exemplaire original.

Strasbourg, le

Pour la Société **Pour la Ville de Strasbourg,**

CONVENTION TRANSACTIONNELLE

Entre

La **Ville de Strasbourg**,
Sise 1, Parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG Cedex,
Représentée par son Maire, M. Roland RIES agissant en exécution d'une délibération de son Conseil municipal du 22 septembre 2014, rendue exécutoire en vertu de sa transmission au contrôle de légalité.

Ci-après dénommée « **la Ville** », d'une part,

Et

La **Société RVB éditions**,
Sise 5 rue Descartes, 92120 Montrouge
Représentée par M. Eric PEYRE, gérant

Ci-après dénommée « **la société** », d'autre part,

Vu le Code civil, et notamment ses articles 2044 et suivants,

Vu l'Avis du Conseil d'Etat du 6/12/2002, *Syndicat Intercommunal des Etablissements du Second Degré du district d'Haÿ-Les-Roses* (n° 249153) qui dispose que « *le contrat de transaction, par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître, a entre ces parties l'autorité de la chose jugée en dernier ressort.*
Il est exécutoire de plein droit, sans qu'y fassent obstacle, notamment, les règles de la comptabilité publique »,

PREAMBULE :

La Ville de Strasbourg a conclu un marché de prestations de photogravure avec la société RVB éditions pour un montant de 6 945 € HT. Le marché avait pour objet la photogravure du catalogue d'exposition TRISTAN TZARA.
Une difficulté opérationnelle récurrente n'a pas permis de procéder à une dévolution dudit contrat dans des conditions optimales.

En effet, s'agissant de l'exposition TRISTAN TZARA, inaugurée le 23 septembre 2015, le service édition a mené tardivement le processus de marché public pour l'impression du catalogue, en le publiant le 24 juillet 2015, étant seulement à cette date en possession d'éléments suffisants pour concevoir un cahier des charges cohérent. Les offres ont été réceptionnées le 19 août. Le service n'a pas attendu sa notification pour ordonner le démarrage de la prestation afin de respecter les délais de livraison.

Cela exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1er – Objet de la présente convention et concession réciproque

La présente convention a pour objet de permettre le paiement de prestations engagées par la société RVB éditions, du fait de la commande passée par la Ville de Strasbourg.
Bien que ces prestations n'aient fait l'objet d'une notification formelle de la part du pouvoir adjudicateur, elles correspondent néanmoins à une demande exprimée par celui-ci et le service fait est certifié. Les prestations ont été utiles à la réalisation du service de sorte que la société doit être indemnisée sur le fondement de l'enrichissement sans cause à hauteur de 6 945 € HT soit 7 326,98 € TTC.

La procédure de convention transactionnelle vise à régler de manière amiable les prestations dues à la société RVB éditions et conduit ladite société à renoncer à tout recours ultérieur portant sur les prestations objet de la présente convention, quelque soit sa nature.
La société renonce à toute demande complémentaire visant la compensation notamment de frais financiers.

ARTICLE 2 – Montant du règlement amiable à verser par la Ville à la société :

La Ville s'engage à verser à la Société RVB éditions, sur le fondement de l'enrichissement sans cause, la somme de 7 326,98 € TTC, EN TOUTES LETTRES : SEPT MILLE TROIS CENT VINGT SIX EUROS ET QUATRE VINGT DIX HUIT CENTIMES TOUTES TAXES COMPRISES (soit 6 945 € HT).

ARTICLE 3 – Modalités de règlement financier :

Le paiement par la Ville de la somme définie à l'article 2 de la présente convention s'effectuera selon les règles de la comptabilité publique, par mandatement administratif, dans un délai de 30 (trente) jours maximum à compter de sa transmission au contrôle de légalité, en application de l'article L. 441-6 du Code de commerce.

Le paiement se fera, par virement bancaire et sur le compte :

FR76 1020 7000 1404 0140 2929 101

ARTICLE 4 – Engagement de non-recours :

La Ville et la société RVB éditions renoncent à tous recours, instance, et/ou action portant sur les éléments entrant dans le champ de la présente transaction, et tendant à obtenir, à quelque titre que ce soit, le versement d'une somme d'argent.

ARTICLE 5 – Portée et entrée en vigueur de la présente convention :

La présente convention vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code Civil, avec toutes les conséquences de droit qui s'y attachent.

A ce titre, elle règle définitivement, entre les parties, tout litige passé, présent et futur relatif à son objet, tel que défini au préambule ci-dessus, et emporte, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents.

La présente convention ne sera exécutoire qu'à compter de sa transmission au Préfet au titre du contrôle de légalité conformément aux articles L. 2131-1 à L. 2131-13, L. 2541-1 et L. 5211-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 6 – Compétence d'attribution en cas de litige :

Tout litige relatif à l'exécution et/ou l'interprétation de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en double exemplaire original.

Strasbourg, le

Pour la Société **Pour la Ville de Strasbourg,**

Strasbourg.eu
eurométropole

53

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Versement d'un acompte sur la subvention 2016 aux écoles de musique associatives de Strasbourg.

La pratique musicale amateur tient une place importante à Strasbourg et fait partie du quotidien de nombreux concitoyens qui partagent leur passion avec leur entourage ou avec leurs proches. Le réseau associatif des écoles de musique y contribue fortement en offrant un cadre d'exercice de la pratique amateur, centré sur l'apprentissage et sur l'épanouissement des élèves dans une pratique loisir et participant à la dynamique culturelle de la Ville, et de ses quartiers. En 2015, les écoles de musique de Strasbourg enseignent l'art à près de 4000 élèves.

Depuis plus de 40 ans, la Ville de Strasbourg apporte son soutien aux écoles de musique notamment par une politique de subventionnement et d'accompagnement avec le souci de qualité de l'enseignement et des nouvelles formes d'apprentissages (oralité, nouvelles technologies, public handicapé…).

La charte des écoles de musique adoptée lors de la séance du 26 novembre 2012, définit ainsi les orientations de la collectivité à l'égard des écoles de musique, précise les conditions dans lesquelles elle souhaite construire ce partenariat et les modalités pratiques de celui-ci. La Ville de Strasbourg attache une importance particulière aux objectifs centrés sur l'élève, l'enseignant et l'animation, mais aussi, au développement de projets inter-écoles et leur rayonnement dans la Ville en participant à la vie du quartier.

Le soutien financier de la collectivité au profit de ces associations est alloué selon les critères suivants :

1. Aide pour le fonctionnement administratif et pédagogique
   Cette part constitue une aide pour le financement du poste de directeur, dont le rôle est de garantir le fonctionnement administratif et l'animation pédagogique de l'école de musique. Cette aide est plafonnée à 30 620 € annuels.

2. Aide destinée au financement des cours individuels, collectifs et des ateliers pédagogiques.

3. Aides financières pour les élèves les plus défavorisés et dont les familles sont domiciliées à Strasbourg.

   Les aides financières sont attribuées en fonction du quotient familial, pour un montant maximum de 250 €.

   Elles ne peuvent concerner que des élèves résidants à Strasbourg et sont calculées sur la base de 90 % de l'écolage versé plafonné à 250 €.

   QF CAF inférieur à 350 : montant de l'aide financière : 250 €
   QF CAF compris entre 351 et 550 : montant de l'aide financière : 210 €.
   QF CAF compris entre 551 et 750 : montant de l'aide financière : 190 €

   En 2015, 590 élèves ont bénéficié d'une aide financière pour un montant total de 120 464 €.

4. Aide aux projets thématiques ponctuels en cohérence avec les orientations prises au sein du réseau des écoles de musique de la Ville.

Ces quatre formes d'aide représentaient, dans l'exercice 2015, par rapport au montant total de la subvention les parts suivantes :

Direction et animation pédagogique	Enseignement	Bourses	Aide aux projets
29,33 %	57,82 %	9,72 %	3,13 %

Dans le cadre des crédits inscrits au budget 2016 de la Ville, il est proposé d'allouer le versement d'une avance équivalent à 60 % du montant global de la subvention versée en 2015 aux écoles de musique associatives. Cette décision permettra aux associations écoles de musique de conserver un niveau de trésorerie et de mener à bien leurs actions quotidiennes et dans l'attente d'un examen approfondi de leurs requêtes.

Le montant de l'avance est réparti entre les différentes structures comme suit :

Structure	Pour mémoire, montant total des subventions 2015	Acompte 60 % 2016
A.R.E.S	119 589 €	71 753 €
AMC.CRONENBOURG	106 739 €	64 043 €
C.S.C ELSAU	38 378 €	23 027 €
C.S.C HAUTEPIERRE	47 218 €	28 331 €
C.S.C KOENIGSHOFFEN	70 752 €	42 451 €

C.S.C MONTAGNE VERTE	40 372 €	24 223 €
C.S.C NEUDORF	78 929 €	47 357 €
ADEMSC	93 101 €	55 861 €
CEMC.ROBERTSAU	43 791 €	26 275 €
CSC NEUHOF	90 800 €	54 480 €
HARMONIE CAECILIA	25 080 €	15 048 €
KRUTENAU	149 721 €	89 833 €
FOSSE DES 13	48 926 €	29 356 €
PELICAN MUSICIEN	61 329 €	36 797 €
POLE SUD	52 767 €	31 660 €
SAINT-THOMAS	137 866 €	82 720 €
STOCKFELD	33 674 €	20 204 €
TOTAUX	**1 239 032 €**	**743 419 €**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'attribution des subventions ci-après

Au titre de l'exercice 2016

Structure	*Pour mémoire, montant total des subventions 2015*	*Acompte 60 % 2016*
A.R.E.S	*119 589 €*	*71 753 €*
AMC.CRONENBOURG	*106 739 €*	*64 043 €*
C.S.C ELSAU	*38 378 €*	*23 027 €*
C.S.C HAUTEPIERRE	*47 218 €*	*28 331 €*
C.S.C KOENIGSHOFFEN	*70 752 €*	*42 451 €*
C.S.C MONTAGNE VERTE	*40 372 €*	*24 223 €*
C.S.C NEUDORF	*78 929 €*	*47 357 €*
ADEMSC	*93 101 €*	*55 861 €*
CEMC.ROBERTSAU	*43 791 €*	*26 275 €*

CSC NEUHOF	*90 800 €*	*54 480 €*
HARMONIE CAECILIA	*25 080 €*	*15 048 €*
KRUTENAU	*149 721 €*	*89 833 €*
FOSSE DES 13	*48 926 €*	*29 356 €*
PELICAN MUSICIEN	*61 329 €*	*36 797 €*
POLE SUD	*52 767 €*	*31 660 €*
SAINT-THOMAS	*137 866 €*	*82 720 €*
STOCKFELD	*33 674 €*	*20 204 €*
TOTAUX	***1 239 032 €***	***743 419 €***

Les crédits nécessaires, sont inscrits au budget primitif de la Ville de Strasbourg sous la fonction 311, nature 6574, activité CU01B au titre de l'exercice 2016, dont le disponible avant le présent Conseil est de 1 267 000 €

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières relatives à ces subventions.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

54

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Attribution de subventions pour des projets culturels.

Dans le cadre des crédits inscrits au budget primitif 2015 de la Ville, il est proposé d'allouer les aides suivantes :

OLCA Financement d'une série d'épisodes courts réalisés par la société de production SEPPIA. Il s'agit d'une comédie en français et en dialecte racontant l'histoire d'une famille qui déménage à Strasbourg, avec le retour du père dans sa ville natale, et de l'intégration de la mère et du fils qui arrivent de Paris en province.	**8 500 €**
Institut des arts et traditions populaires L'Institut des arts et traditions populaires d'Alsace a été fondé en 1976 pour assurer la sauvegarde du patrimoine alsacien. Il organise chaque année une cérémonie de remise de prix pour récompenser les talents alsaciens dans le domaine des arts mineurs. Palmarès de la promotion 2015 Henri Meck : - Grand bretzel d'or - Ferronnerie d'art : Jean-Marc Schaffner (67) (a réalisé l'escalier central de la BNU) - La remise des prix a eu lieu le 3 octobre 2015.	**800 €**
Musiques en balade La compagnie accompagne l'activité de Fawzy el Aiedi, musicien oudiste et chanteur français d'origine irakienne qui se produit en France depuis 20 ans et s'est installé en Alsace il y a six ans. Il développe un répertoire inspiré du Proche-Orient, entre tradition et modernité dans un dialogue avec la musique occidentale. L'activité de la compagnie se déploie dans toute sa diversité : concerts tout public, spectacles jeune public, actions culturelles de proximité avec les écoles et les centres de loisirs.	**15 000 €**
Chœur de chambre de Strasbourg/Voix de Strass	**15 000 €**

Ce chœur professionnel a passé avec la ville de Strasbourg une convention de développement et d'autonomisation pour la période 2014-2016 avec pour objectifs : le soutien aux projets de création et d'action culturelle, le développement du réseau de diffusion et le renforcement de sa structuration administrative. Le projet de l'ensemble, pour 2016, porte sur la création et la diffusion de plusieurs programmes tournés notamment vers la création contemporaine et sur diverses actions culturelles en direction de publics scolaires, d'étudiants en musique et de choristes adultes amateurs	
Fil rouge théâtre La compagnie Le Fil rouge, créée en 2003, est orientée vers le jeune public. Conventionnée avec la DRAC, elle a également signé avec la ville de Strasbourg une convention de développement et d'autonomisation pour la période 2014-2016 pour soutenir ses projets de création et d'action culturelle et pour développer son réseau de diffusion et sa structuration administrative.	**17 000 €**
Le Talon rouge La compagnie, créée en 2003, est orientée vers le théâtre contemporain, avec une prédilection pour les textes interrogeant le fonctionnement de la société. Ses créations sont diffusées en France. Elle réalise par ailleurs un important travail d'actions culturelles auprès du jeune public. Elle a passé avec la ville de Strasbourg une convention de développement et d'autonomisation pour la période 2014-2016 pour soutenir ses projets de création et d'action culturelle et pour développer son réseau de diffusion et sa structuration administrative.	**15 000 €**
Hors Champs / Fuera de Campo La compagnie Hors Champ approfondit son travail de croisement entre la danse contemporaine et les arts plastiques. En 2016, elle poursuivra son travail autour du projet "Carmen/Shakespeare", de laboratoires de création pluridisciplinaires et d'actions de transmission. Les partenariats se poursuivront avec la Haute école des arts du Rhin et avec plusieurs scènes et festivals en France (dont Pôle Sud) mais aussi à l'étranger (Espagne, Chili et Brésil). Elle a signé avec la ville de Strasbourg une convention de développement et d'autonomisation pour la période 2014-2016.	**15 000 €**
La Compagnie s'appelle reviens Créée en 2002, cette compagnie croise marionnettes, objets, machines et acteurs pour créer des spectacles tout public, essentiellement visuels et sonores. Elle a obtenu, en 2009, le Molière du meilleur spectacle jeune public pour "86 cm" et a passé une convention avec la DRAC. Elle a créé, en janvier 2015, « Sous ma peau/Sfu.ma.to », spectacle qu'elle a pu présenter dans plusieurs théâtres en France et pour lequel la Ville avait	**3 000 €**

accordé un soutien. Il s'agit de la seconde partie de l'aide destinée à renforcer la diffusion.	
Théâtre Lumière Créée en 1991, cette compagnie explore le répertoire théâtral des XXe et XXIe siècles et met en scène des textes non théâtraux de poètes, humoristes et chanteurs. Ses créations sont diffusées en France, principalement en Alsace. La compagnie a créé, en mars 2015, « Anachronique » sur des textes de René de Obaldia en coproduction avec l'Illiade. Il s'agit de la seconde partie de l'aide, destinée à renforcer la diffusion.	**5 000 €**
Flash Marionnette Cette compagnie de marionnettes, implantée à Strasbourg depuis 1981, a créé de nombreux spectacles pour tous les publics, qui ont été largement diffusés en France et à l'étranger. Elle a développé un riche partenariat avec le TJP de 1987 à 2012. Elle a décidé de cesser son activité de création après une dernière production, "Animal", présentée en octobre 2015 au TAPS. Ce spectacle aborde, sous forme de fable, l'évolution du monde animal avec un regard sur les menaces sur la biodiversité. Il s'agit de la seconde partie de l'aide, destinée à renforcer la diffusion.	**10 000 €**
La Mesnie H. Cette compagnie est essentiellement orientée vers la reprise de textes classiques et se produit durant un mois au Cube Noir à Strasbourg, ainsi que sur d'autres scènes de l'Eurométropole. Elle crée, en novembre 2015, au Point d'Eau à Ostwald, "L'Ile au trésor," spectacle jeune public.	**5 000 €**
Compagnie Ailleurs/Les Imaginoires La compagnie de marionnettes "Les Imaginoires" créera en novembre 2016 au Point d'Eau à Ostwald "Sur le fil, l'espace d'un instant", méditation sur le côté éphémère de la destinée humaine. Coproduction Point d'Eau et CREA (Kingersheim.). Trois lieux de diffusion sont déjà engagés en Alsace, la recherche d'autres lieux est en cours.	**6 000 €**
Babel l'Héritage Aide complémentaire au titre de la dimension pédagogique de la comédie musicale Babel l'Héritage. Des artistes et musiciens reconnus de la scène régionale se sont engagés dans ce projet ambitieux qui porte un message de paix. Font partie de la distribution de cette comédie musicale : directions musicale et artistique : Michel Ott et Lionel Courtot - chanteurs : Aurélien Boileau (du groupe Cary T Brown), Julie Claden (du groupe Jewly) et Virginie Schaeffer - musiciens : Frank Bedez, Franck Wolf.	**6 000 €**
La Chambre	**30 000 €**

La Chambre développe un projet ambitieux autour de la photographie. Elle met l'accent en priorité sur la création contemporaine à travers une activité d'exposition régulière dans sa galerie à Strasbourg mais aussi hors les murs. Sont présentés des artistes d'envergure internationale tout comme la jeune création notamment strasbourgeoise. Elle développe également un travail de médiation et propose une offre de formation pour accompagner un large public vers la création d'aujourd'hui. Le soutien s'inscrit dans le cadre d'une convention d'objectifs signée avec l'association et la Région Alsace.	
Accroche Note L'ensemble Accroche Note est orienté vers la création, la diffusion et la médiation de la musique de chambre contemporaine. Sa programmation, qui soutient activement la création contemporaine, fait découvrir un répertoire souvent inédit et explore le croisement des disciplines. Il privilégie les liens directs avec les compositeurs. Afin d'élargir son public, il s'attache à décloisonner les répertoires et développe une importante activité pédagogique. En 2016, il donnera de nombreux concerts en France et à l'étranger. Convention de partenariat avec l'Etat et la ville de Strasbourg pour la période 2014/2017.	**20 000 €**
APCA - La Choucrouterie La Choucrouterie devra faire l'objet d'une évaluation en vue d'un renouvellement de convention pour la période 2017-2019 avec la Région Alsace, le Département du Bas-Rhin et la ville de Strasbourg. La convention actuelle couvre la période 2013 à 2016. L'association propose à son public plusieurs créations ainsi qu'une nouvelle édition de la revue. La Choucrouterie reprendra la route pour sa tournée d'été 2016. Elle investit également dans l'accueil et la formation de jeunes artistes locaux.	**93 000 €**
Archi Strasbourg L'association Archi-Strasbourg recense le patrimoine strasbourgeois et le met gratuitement à disposition sur le site internet Archi-Wiki et via une application mobile. Le site présente plus de 10 000 bâtiments, un millier de biographies d'architectes et personnalités et propose des parcours urbains à Strasbourg. Le projet présenté vise à développer le site Archi-Wiki par la migration sous mediawiki, le moteur de wikipedia, pour améliorer les outils collaboratifs, notamment par la mise en place de traductions, la refonte visuelle du site, et la formation des contributeurs et utilisateurs du site.	**5 000 €**
Association PELPASS L'association Pelpass propose tout au long de l'année une série d'évènements et de manifestations qui ont pour objet de dynamiser la vie culturelle sur la base d'une programmation qui mêlent artistes en découverte et artistes plus renommés avec une volonté d'enrichir	**20 000 €**

les formes de culture alternative dans tous les secteurs artistiques. La saison 2015/2016 sera marquée par plusieurs temps forts. A ce titre une subvention de 20 000 € est proposée.	
Europartvision Subvention complémentaire pour Europartvision qui organise, dans le cadre de ST-ART sa seconde exposition STR'OFF sur le thème « L'Europe dans tous les sens ». Un projet incitant au partage, au questionnement, à la diversité des goûts, des odeurs, des visuels, des sons, des sensations tactiles. Un projet ouvert sur les différents pays de l'Europe. Chaque créateur doit travailler sur deux sens.	**3 000 €**
Makers For Change Makers For Change est une organisation de solidarité internationale à but non lucratif dont l'objet est de favoriser l'accès aux innovations et aux nouvelles technologies, ainsi qu'au développement d'une utilisation humaniste et progressiste de celles-ci. Le projet, objet de la demande de subvention, est de développer des ateliers de fabrication numérique afin de permettre aux réfugiés et demandeurs d'asile présents sur le territoire alsacien de fabriquer, par eux-mêmes et à titre gratuit, des objets pouvant leur être utiles.	**3 700 €**
Haute Ecole des Arts du Rhin La Haute école des Arts du Rhin, EPCC né en 2011 de la fusion de deux écoles d'art, les Arts Décoratifs de Strasbourg et Le Quai Mulhouse et des enseignements supérieurs de la musique dispensés par le Conservatoire de Strasbourg regroupe des enseignements supérieurs dans les champs des arts plastiques, de la musique, de la communication visuelle et du design. La HEAR bénéficie d'un conventionnement pour 2015-2018 associant la ville et l'Eurométropole de Strasbourg, l'Etat et la Région Alsace. Il s'agit ici de la subvention d'équipement annuelle au titre de l'investissement	**190 500 €**

Dans le cadre des crédits inscrits au budget primitif 2016 de la Ville, il est proposé d'allouer les aides suivantes :

La Chapelle Rhénane Après une ascension rapide entre 2004 et 2009, La Chapelle Rhénane a connu une baisse d'activité et une dégradation de sa situation financière qui est aujourd'hui en voie de résorption. Depuis 2014, l'ensemble a revu sa gestion et mis en place un plan de redressement réaliste. La reprise d'activité amorcée en 2014 se confirme en 2015. Le projet artistique 2015-2018 est pertinent et vise à une présence plus marquée à Strasbourg pour renforcer l'ancrage territorial de l'ensemble musicale. Par ailleurs, la Chapelle Rhénane développe sa diffusion	**20 000 €**

au niveau national contribuant ainsi au rayonnement artistique de l'ensemble.	
Les Zygomaniacs L'association organise depuis 2003 le festival d'humour « Drôles de zèbres » invitant des humoristes professionnels, d'horizons divers et proposant des formes variées d'humour avec une place prépondérante pour le one man show. Par ailleurs, le festival veut se différencier de l'offre humoristique dominante fortement influencée par l'audiovisuel en donnant à découvrir des artistes confirmés mais peu connus dans la région ainsi que des artistes en début de carrière à qui il sert de tremplin. Suite aux travaux, le festival a quitté en 2014 le Palais des Fêtes pour l'auditorium de la CMD où il se déroulera en avril 2016.	**22 000 €**
Association WIZO L'association Wizo organise chaque année à Strasbourg une journée du livre et du cadeau, occasion de rencontres riches entre le public et les nombreux auteurs invités. La subvention proposée vise à soutenir la prochaine édition de cette manifestation.	**500 €**
C.E.A.A.C. Le Centre européen d'actions artistiques contemporaines est le centre d'art labellisé du Bas-Rhin. Lieu phare de l'écosystème des arts visuels à Strasbourg, c'est un espace de légitimation pour les artistes confirmés et un soutien aux jeunes créateurs. Il s'inscrit dans l'espace international à travers ses résidences et il initie et accompagne des projets de commandes artistiques dans l'espace public strasbourgeois et régional. C'est à ce titre qu'un conventionnement a été mis en place depuis 2005 associant les collectivités et l'Etat. Il est renouvelé depuis régulièrement. Actuellement le conventionnement concerne la période 2013-2016.	**144 000 €**
Fauteuil Vapeur L'association Fauteuil Vapeur développe un projet très ambitieux, soutenu de façon déterminée par notre collectivité autour de l'illustration en exploitant les ressources importantes de Strasbourg en la matière : enseignement de qualité à la HEAR formant des illustrateurs récompensés, institutions spécialisées, Centre Tomi Ungerer, Centre de l'illustration, Cabinet des estampes. Son festival annuel "Central Vapeur" réalisé en partenariat avec ces acteurs, présente la création graphique locale confrontée à des auteurs de niveau national et international.	**33 000 €**
Apaca – Graine de Cirque Graine de cirque est une école de cirque de loisirs proposant au long de l'année des ateliers et stages de pratique à tous les publics : adultes, enfants (dont scolaires), personnes en situation de handicap et publics empêchés. L'école proposera pour la première fois cette année des ateliers en milieu carcéral (maison d'arrêt de l'Elsau). Implantée au Jardin	**50 000 €**

des 2 Rives, elle a acquis récemment trois nouveaux chapiteaux, avec l'aide notamment de la Ville. Soutien demandé au titre du fonctionnement pour la saison 2015-2016.	
Les Migrateurs Dans un contexte national de réforme territoriale, le Ministère de la Culture et de la Communication attribue le label de pôle national des arts du cirque (PNAC) de la future grande région Alsace-Lorraine-Champagne/Ardenne au Centre National des Arts du Cirque (CNAC) et au festival Furie situés à Châlon en Champagne. Par conséquent, la convention de préfiguration d'un PNAC en Alsace associant les Migrateurs et l'espace Athic ne sera pas reconduite au terme de la période 2013-2015. De nouvelles perspectives s'ouvrent aux Migrateurs, opérateur cirque au Théâtre de Hautepierre et aux financeurs publics pour réfléchir à un autre type de conventionnement à compter de 2016.	**155 000 €**
Pôle Sud Pôle Sud, dont la labellisation Centre de développement chorégraphique par le Ministère de la culture est confirmée, est une des scènes repérées pour la danse en Alsace comme au niveau national pour la qualité de son travail d'accompagnement des artistes. Des actions nombreuses fondées sur des partenariats multiples sont menées tout au long de l'année en vue d'élargir les publics de la danse.	**1 075 000 €**
Musica En 2016, le festival Musica poursuivra ses objectifs : soutenir la création, aider à la circulation en Europe des artistes et de leurs œuvres (réseau Varèse), favoriser l'insertion professionnelle des jeunes artistes, démocratiser l'accès à la création musicale. La programmation 2016 est en cours d'élaboration. Musica bénéficie d'une convention de partenariat avec l'Etat, la Région Alsace, le Département du Bas-Rhin et la ville de Strasbourg pour la période 2013-2015 ; une nouvelle convention pour la période 2016-2018 est présentée au Conseil municipal du 14 décembre 2015.	**451 250 €**
Artefact Artefact, gestionnaire de La Laiterie, assure depuis 21 ans ses missions de diffusion des musiques actuelles et d'accompagnement de musiciens en voie de professionnalisation par le biais de son centre de ressources des musiques actuelles. L'association programme dans les deux salles de La Laiterie des artistes confirmés et en devenir de la scène nationale et internationale. Elle gère également la "Plateforme des labels" qui met à disposition de labels régionaux des bureaux. Des travaux de mise aux normes et d'amélioration de l'acoustique de la grande salle ont été récemment réalisés par la Ville.	**610 000 €**

Jazzdor Jazz d'Or, labellisé Scène de musiques actuelles (SMAC), se consacre à la diffusion du jazz et des musiques improvisées. L'association programme le festival portant son nom, en divers lieux de l'Eurométropole et du Bas-Rhin, ainsi qu'à Berlin. Elle organise par ailleurs une saison à Strasbourg, principalement à Pôle Sud, scène partagée, ainsi qu'à la Cité de la Musique et au Musée d'Art Moderne. Subvention de 180 000 € au titre de la SMAC Jazzdor à vocation internationale pour l'ensemble de sa programmation et subvention de 15 000 € au titre de la production déléguée pour le Bernard Struber Jazztett	**195 000 €**
Quatre.4.0 Quatre 4.0 organise le festival des Artefacts et de l'Ososphère, deux temps forts dans la programmation qui font la part belle aux musiques actuelles et électroniques et à la création numérique. Le festival des Artefacts se déroule au Zénith et à la Laiterie, il occupe le 5ème rang des festivals en France eu égard à son succès transfrontalier et national. (30 000 spectateurs) L'Ososphère est un événement pluridisciplinaire qui se déploie dans l'espace urbain en interrogeant les pratiques artistiques et culturelles nées du fait du numérique, avec des concerts et Dj-set ainsi que des expositions et installations/performances impliquant les publics (écoles d'art, scolaires et des publics spécifiques…)	**740 000 €**
Molodoï L'association Molodoï dispose d'une salle mise à disposition par la Ville depuis 1992. Elle ne programme pas elle-même mais met cette salle à disposition de tiers qui répondent à l'objectif associatif : promouvoir les artistes locaux professionnels et amateurs, les projets d'éducation populaire et l'économie solidaire par le biais d'AMAP, pour faire vivre un lieu de culture solidaire dans le quartier. Aide demandée pour participation aux charges liées au local.	**23 000 €**
Le Kafteur L'association Le Kafteur développera, à partir de janvier 2016, un nouveau projet dans les locaux du Hall des Chars, rebaptisés « Espace K ». Ce projet vise à élargir le public par la programmation de spectacles diversifiant les disciplines et esthétiques, développer les propositions artistiques impliquant le public, soutenir la diffusion des créations portées par des équipes artistiques locales, développer les activités de pratique théâtrale amateur et ouvrir le lieu au quartier.	**85 000 €**
Le Maillon Le Maillon propose chaque saison une programmation orientée vers la création contemporaine européenne en danse, théâtre et cirque. Avec	**2 400 000 €**

plus de 85 % de taux de fréquentation, le Maillon occupe une place particulière dans le paysage culturel strasbourgeois. L'arrivée à sa tête d'un nouveau directeur devrait conforter cette orientation dans la programmation, tout en ouvrant de nouvelles perspectives, en particulier dans le projet de développement des publics.	
TJP Le TJP, Centre dramatique national, développe un projet autour du théâtre d'objet et de la marionnette en direction du jeune public, avec une offre de spectacles importante, et du tout public. En parallèle de la programmation, le TJP mène un travail d'élargissement des publics en proposant des ateliers, des rencontres, des classes à option théâtre. L'action du TJP s'inscrit dans le cadre d'une convention d'objectifs et de moyens quadripartite (ville de Strasbourg, Drac, Région Alsace et Département) pour la période 2016-2018.	**1 170 000 €**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'attribution de la subvention ci-après :

Au titre de l'exercice 2015 :

OLCA	*8 500 €*
Institut des arts et traditions populaires	*800 €*
Musiques en balade	*15 000 €*
Chœur de chambre de Strasbourg/Voix de Strasss	*15 000 €*
Fil rouge théâtre	*17 000 €*
Le Talon rouge	*15 000 €*
Hors Champs / Fuera de Campo	*15 000 €*
La Compagnie s'appelle reviens	*3 000 €*
Théâtre Lumière	*5 000 €*
Flash Marionnette	*10 000 €*
La Mesnie H.	*5 000 €*
Compagnie Ailleurs/Les Imaginoires	*6 000 €*

Babel l'Héritage	*6 000 €*
La Chambre	*30 000 €*
Accroche Note	*20 000 €*
APCA – La Choucrouterie	*93 000 €*
Archi Strasbourg	*5 000 €*
Pelpass	*20 000 €*
Europartvision	*3 000 €*

Les propositions ci-dessus représentent une somme de 292 300 € à imputer sur les crédits ouverts sous la fonction 33. nature AU10C activité 657 du budget 2015 dont le disponible avant le présent Conseil est de 472 278 €

Makers for change	*3 700 €*

La somme de 3 700 € est à imputer sur les crédits ouverts sous la fonction 33, nature 6574, activité AU10 L du budget 2015 dont le disponible avant le présent Conseil est de 3 700 €

Haute Ecole des Arts du Rhin	*190 500 €*

La somme de 190 500 € est à imputer sur les crédits ouverts sous la nature 204181, programme 7034, activité AU21 du budget 2015 dont le disponible avant le présent Conseil est de 190 500 €

Au titre de l'exercice 2016 :

La Chapelle Rhénane	*20 000 €*
Les Zygomaniacs	*22 000 €*
Wizo	*500 €*
CEAAC	*144 000 €*
Fauteuil Vapeur	*33 000 €*
Apaca – Graine de Cirque	*50 000 €*
Les Migrateurs	*155 000 €*
Pôle Sud	*1 075 000 €*
Musica	*451 250 €*
Artefact	*610 000 €*
Jazzdor	*195 000 €*
Quatre.4.0	*740 000 €*

Molodoï	*23 000 €*
Le Kafteur	*85 000 €*
Le Maillon	*2 400 000 €*
TJP	*1 170 000 €*

Les propositions ci-dessus représentent une somme 7 173 750 € à imputer sur les crédits ouverts sous la fonction 33 nature 6574, activité AU10C du budget 2016 dont le disponible est de 9 496 437 €.

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions relatives à ces subventions.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

Dénomination de l’association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l’année n-1
OLCA	projet culturel	10 000	8 500	0
Institut des arts et traditions populaires	projet culturel	1 500	800	800
Musiques en balade	projet culturel	15 000	15 000	15 000
Chœur de chambre de Strasbourg - Voix de Stras	projet culturel	15 000	15 000	15 000
Le Fil Rouge Théâtre	projet culturel	17 000	17 000	17 000
Le Talon Rouge	projet culturel	15 000	15 000	15 000
Hors Champ-Fuera de campo	projet culturel	15 000	15 000	15 000
La compagnie s'appelle reviens	projet culturel	3 000	3 000	15 000
Théâtre Lumière	projet culturel	8 000	5 000	12 000
Flash Marionnettes	projet culturel	10 000	10 000	10 000
La Mesnie H	projet culturel	6 000	5 000	7 000
Ailleurs-Les Imaginoires	projet culturel	8 000	6 000	0
Babel l'Héritage	projet culturel	14 000	6 000	0
La Chambre	projet culturel	30 000	30 000	30 000
Accroche Note	projet culturel	20 000	20 000	20 000
APCA-Choucrouterie	projet culturel	93 000	93 000	93 000
Archi Strasbourg	projet culturel	5 000	5 000	0
Pelpass	projet culturel	20 000	20 000	8 000
Europartvision	projet culturel	15 000	3 000	1 500
Makers for a change	projet culturel	3 700	3 700	0
Haute école des arts du Rhin	projet culturel	190 500	190 500	190 500
La Chapelle rhénane	projet culturel	20 000	20 000	20 000

Les Zygomaniacs	projet culturel	22 000	22 000	22 000
WIZO	Projet culturel	500	500	1000
CEAAC	projet culturel	144 000	144 000	144 000
Fauteuil Vapeur	projet culturel	44 500	33 000	27 000
Graine de cirque	projet culturel	55 000	50 000	55 000
Les Migrateurs	projet culturel	209 000	155 000	155 000
Pôle Sud	projet culturel	1 075 000	1 075 000	1 075 000
Musica	projet culturel	451 250	451 250	421 500
Artefacts	projet culturel	666 300	610 000	610 000
Jazz d'or	Projet culturel	195 000	195 000	195 000
Quatre.4.0	projet culturel	740 000	740 000	740 000
Molodoï	projet culturel	23 000	23 000	23 000
Le Kafteur	projet culturel	90 000	85 000	25 000
Le Maillon	projet culturel	2 415 000	2 400 000	2 400 000
TJP	projet culturel	1 170 000	1 170 000	1 170 000

Strasbourg.eu
eurométropole

55

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Attribution d'une subvention d'équipement à l'association Pôle Sud.

Dans le cadre des crédits inscrits au budget 2015, il est proposé d'attribuer la subvention suivante pour l'équipement d'une structure culturelle.

Association Pôle Sud	**130 000 €**

Pôle Sud, scène conventionnée danse et musique, vient d'obtenir le label Centre de Développement Chorégraphique (CDC) accordé par l'Etat. Ce label national reconnait l'engagement important en faveur de la danse et affirme l'inscription de Pôle Sud dans les réseaux de diffusion du spectacle vivant. Ce lieu fait en effet du soutien aux équipes de danse indépendantes une priorité au travers d'accueils en résidences, d'une programmation annuelle et de deux festivals.

Une grande partie de l'équipement de Pôle Sud a aujourd'hui 25 ans. Malgré une maintenance régulière, cet équipement est aujourd'hui vieillissant, posant notamment des problèmes de sécurité et de confort. Des travaux de rénovation apparaissent donc nécessaires.

Conçus dans le cadre de l'évolution de Pôle Sud en CDC, ces travaux visent à améliorer les conditions d'accueil du public et des artistes, notamment par le remplacement des fauteuils, et concernent la grande salle de spectacle, les espaces d'accueil du public et la petite scène (studio). Ils sont évalués à 360 000 € TTC.

Il est proposé de soutenir la réalisation de ces travaux, qui font l'objet d'une demande de cofinancement auprès de la DRAC, de la Région et des fonds européens FEDER.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

l'attribution de la subvention ci-après :

Association Pôle Sud	*130 000 €*

La proposition ci –dessus représente une somme de 130 000 € à imputer sur les crédits ouverts sous la nature 20421, activité AU10, programme 7009 du budget 2015 dont le disponible avant le présent Conseil est de 130 000 €.

autorise

le Maire ou son-sa représentant-te à signer la convention relative à cette subvention.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

Strasbourg.eu
eurométropole

56

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Signature de la convention de partenariat pluriannuel entre l'Etat, la Ville de Strasbourg et l'association Compagnie Tangram pour la période 2015-2017.

La Compagnie Tangram est une association qui a pour objet d'accompagner la promotion et la diffusion des projets artistiques et pluridisciplinaires du groupe Ozma, formation strasbourgeoise composée de musiciens diplômés du Conservatoire de Strasbourg.

Très vite repéré par les professionnels du jazz, Ozma a remporté le grand prix « Jazz à la Défense » en 2006 et a bénéficié du dispositif d'accompagnement à la diffusion « Jazz Migration » en 2009. Cet ensemble bénéficie actuellement d'un rayonnement important au niveau national et international (Inde, Europe du Nord, Afrique du sud, Canada et Royaume Uni) et du soutien de l'Institut Français, de la Région Alsace et de la Ville de Strasbourg dans le cadre d'une convention tripartite pour la mobilité des artistes français à l'étranger.

Pour pérenniser sa structuration et poursuivre le développement du groupe Ozma, la Compagnie Tangram a présenté son projet artistique à la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Alsace (Drac) et à la Ville de Strasbourg dans la perspective d'un conventionnement pluriannuel.

Le projet, initié et conçu par l'ensemble Ozma, répond à l'engagement fort du Ministère de la culture et de la communication en faveur de la création artistique et notamment en ce qui concerne les ensembles de musique professionnels porteurs de création et d'innovation.
La Drac, au regard de la régularité professionnelle de l'ensemble Ozma dans les domaines de l'innovation, de la création et de la diffusion a validé le conventionnement de la Compagnie Tangram pour la période 2015-2017.

La Ville de Strasbourg, dans le cadre des orientations de sa politique culturelle, est attentive aux projets des équipes artistiques qui favorisent les passerelles entre les compagnies et les structures associatives, éducatives et culturelles pour développer des actions pédagogiques concertées sur l'ensemble du territoire urbain, confirme son intérêt pour le projet artistique de la Compagnie Tangram notamment celui relatif au projet d'actions culturelles co-construit avec les structures associatives et culturelles du quartier Gare.

Afin de garantir leur soutien à l'ensemble Ozma, l'Etat et la Ville de Strasbourg ont souhaité conclure avec l'association Compagnie Tangram, une convention sur la période de 2015 à 2017.
La répartition de la charge financière proposée est la suivante :

Année	**Etat**	**Ville**
2015	40 000 €	13 000 €
2016	50 000 €	15 000 €
2017	50 000 €	15 000 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
approuve

la signature d'une convention de partenariat avec l'Etat et la Compagnie Tangram ;

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer cette convention.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

ASSOCIATION COMPAGNIE TANGRAM

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS 2015 – 2017

Entre

L'État (Ministère de la culture et de la communication – Direction régionale des affaires culturelles d'Alsace), représenté par M. Stéphane FRATACCI, Préfet de la région Alsace, Préfet du Bas-Rhin, ci-après désigné sous le terme « l'État »,

La Ville de Strasbourg, représentée par son Maire, M. Roland RIES, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2015, ci-après désignée sous le terme « la Ville »,

d'une part,

Et

l'association dénommée **Compagnie Tangram**
représentée par son Président, M. Maxime DAUMAS
ayant son siège social sis 34 rue du Faubourg de Pierre – 67000 STRASBOURG
Licences d'entrepreneur de spectacles : N°2-1042752 et n°3-1042753
N° SIRET : 528 506 017 00029 Code APE : 9002 Z
désignée ci-après sous le terme « l'association »,

d'autre part,

VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU la loi organique n°2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances modifiée par la loi organique n°2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n° 2014-1659 du 29 décembre 2014 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances pour 2015 ;

VU le décret n° 2015-641 du 08 juin 2015 relatif à l'attribution des aides déconcentrées au spectacle vivant ;

VU l'arrêté du 13 octobre 2005 relatif à la procédure d'aide aux ensembles de musiques professionnels porteurs de création et d'innovation ;

VU l'arrêté du 29 décembre 2005 relatif au contrôle financier des programmes et des services du ministère de la culture et de la communication ;

VU l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 susvisée ;

VU la circulaire du Premier ministre du 24 décembre 2002 relative aux subventions de l'État aux associations ;

VU la circulaire du 09 décembre 2005 relative à la procédure d'aide aux ensembles de musique professionnels porteurs de création et d'innovation ;

VU la circulaire n° 5193/SG du 16 janvier 2007 relative aux subventions de l'État aux associations et aux conventions pluriannuelles d'objectifs ;

VU la circulaire n° 2007-6 du 5 mars 2007 relative au financement public et à l'emploi dans le spectacle vivant ;

VU la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations : conventions d'objectifs et simplification des démarches relatives aux procédures d'agrément et la circulaire n° 611/10 du 31 mai 2011 du secrétariat général du Ministère de la Culture et de la Communication ;

VU la Directive nationale d'orientation 2013-2015 du ministère de la culture et de la communication en date du 26 septembre 2012 ;

VU la Charte des missions de service public pour le spectacle vivant élaborée par le Ministère de la culture et de la communication en 1998 ;

VU l'avis favorable définitif sur le budget opérationnel du programme n° 131 – Création - de la Mission Culture du contrôleur financier en région en date du 24 février 2015 ;

VU l'avis consultatif rendu par la commission d'experts musique réunie par l'Etat (Drac Alsace) des 14 et 15 janvier 2014 ;

VU le projet artistique 2015-2017 du groupe OZMA présenté par l'association Compagnie Tangram

VU les statuts de l’association Compagnie Tangram en date du 28 août 2010 ;

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule

Considérant le projet initié et conçu par le groupe Ozma et présenté par l’association Compagnie Tangram (production et diffusion de spectacles vivants) conforme à son objet statutaire et répondant à une finalité d'intérêt général en faveur de la création et de la diffusion du spectacle vivant ;

Considérant la politique culturelle de l’État
La charte des missions de service public pour le spectacle vivant du 23 octobre 1998 réaffirme l’engagement fort du Ministère de la Culture et de la Communication en faveur de la création artistique. Elle précise la responsabilité artistique, territoriale, sociale et professionnelle des équipes subventionnées et conventionnées.

L'arrêté en date du 13 octobre 2005 précisé par la circulaire du 9 décembre 2005 définit les conditions dans lesquelles l'État apporte son soutien aux ensembles de musique professionnels porteurs de création et d'innovation.
Cette procédure vise prioritairement l'accompagnement des équipes artistiques professionnelles agissant dans le domaine musical engagées dans des démarches de recherche de nouveaux répertoires, d'innovation dans l'approche et l'interprétation des répertoires, de rencontres entre genres musicaux nécessitant une mise en œuvre particulière, de travail en direction de nouvelles formes de concerts et de relation avec les publics, de croisement entres disciplines artistiques (lyrique, théâtre musical, etc.).

La procédure prévoit le conventionnement pluriannuel des ensembles musicaux dont le rayonnement national, la régularité professionnelle et les capacités de recherche, d'innovation, de création et de diffusion sont soulignés par les commissions consultatives d'experts.
Il est attendu des équipes conventionnées un projet caractérisé par une ligne artistique claire, la recherche d'un équilibre entre de nouveaux programmes et la reprise d'œuvres antérieurement présentées, un rapport au public construit, que ce soit à travers un programme de diffusion ou par un partenariat avec une ou plusieurs institutions, un rayonnement et une activité régulière portés par la stabilisation de moyens artistiques, mais aussi d'emplois techniques et administratifs, ainsi qu'un partenariat avec les collectivités territoriales.
Le soutien apporté par l'État s'inscrit dans les orientations nationales relatives au financement public et à l'emploi dans le spectacle vivant.

Considérant la politique culturelle de la Ville de Strasbourg

Dans le cadre de ses orientations de politique culturelle, la Ville de Strasbourg a pour objectif de soutenir les ensembles de musique innovants et de favoriser les passerelles ainsi que la mise en place de réseaux entre ces ensembles et les structures associatives, éducatives et culturelles de la Ville pour développer des actions pédagogiques concertées et renforcer la transmission des savoirs entre musiciens professionnels et amateurs sur l'ensemble du territoire urbain.

Ainsi, le projet culturel et artistique de la Compagnie Tangram devra répondre aux engagements suivants :

Du point de vue du projet artistique et de son rayonnement

- promouvoir les créations innovantes
- contribuer au rayonnement et à l'attractivité de Strasbourg
- favoriser la mobilité des artistes, ainsi que la circulation des oeuvres pour garantir l'inscription des équipes et des projets dans les réseaux professionnels nationaux et internationaux.
- développer la structuration de la compagnie.

Du point de vue des publics

- contribuer à l'éducation artistique et à la sensibilisation des publics, notamment en direction du jeune public et développer des partenariats avec les établissements d'enseignement artistique : Université, Conservatoire, écoles de musique, pour la mise en oeuvre de programmes de représentations, de rencontres avec les artistes, de pratiques, …
- favoriser l'accessibilité des publics par le développement de partenariats avec des équipements sociaux et culturels de la ville.

Considérant que le programme d'actions ci-après, présenté par l'association et faisant partie intégrante de son projet global, participe de ces politiques, le Ministère de la culture et de la communication - Direction régionale des affaires culturelles d'Alsace – et la Ville de Strasbourg décident de mettre en place un partenariat contractuel avec la Compagnie Tangram avec une période triennale couvrant les années 2015, 2016 et 2017 dans les termes définis ci-dessous.

* * *

Article 1 - Objet de la convention

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique et dans le cadre de son projet global mentionné au préambule, le programme d'actions participant à la réalisation de missions culturelles d'intérêt général :

- conforter l'inscription du projet artistique et culturel de l'ensemble OZMA,
- assurer un rayonnement régional, national et international ;
- pratiquer une activité régulière incluant la création et la diffusion de spectacles et la production de disques ;
- poursuivre le rapprochement aux publics en s'impliquant dans des projets d'éducation artistique ou bien par une démarche d'implantation, de résidence ou d'association avec une ou plusieurs institutions.
- structurer administrativement la compagnie et respecter les obligations sociales et fiscales.

Ce projet porte sur les axes suivants :

- Développement d'une musique personnelle et originale du Quartet
- Travail sur la relation de la musique à l'image
- Echanges artistiques interculturels et présence à l'étranger

Pour la mise en œuvre de ce programme d'actions, l'association est soumise aux obligations mentionnées aux annexes I (Projet artistique et culturel 2015-2017) et III (Actions culturelles 2015-2017), lesquelles font partie intégrante de la convention.

Dans ce cadre, l'État (DRAC Alsace) et la Ville de Strasbourg contribuent financièrement à la réalisation de ce programme d'actions. Ils n'attendent aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 - **Durée de la convention**

La convention est conclue pour une durée de trois ans, à compter du 1er janvier 2015 jusqu'au 31 décembre 2017.
La conclusion d'une éventuelle convention, ou d'un avenant prolongeant la présente convention, est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 10 de la présente convention et au contrôle prévu à son article 11.

Article 3 – Résidence permanente à Strasbourg

La compagnie Tangram développe son activité de production dans le cadre d'une résidence permanente à Strasbourg par son bureau administratif situé au 21 boulevard de Nancy à Strasbourg.

Article 4 - Conditions de détermination du coût de l'action

4.1. Le coût total estimé éligible du programme d'actions sur la durée de la convention est évalué à 408 400 € (quatre cent huit mille quatre cent euros), conformément aux budgets prévisionnels figurant à l'annexe II.

4.2. Le besoin de financement public exprimé par l'association est calculé en prenant en compte les coûts totaux retenus estimés du programme d'actions, ainsi que tous les produits qui y sont affectés. L'annexe II présente les budgets prévisionnels du programme d'actions en détaillant ces coûts éligibles à la contribution financière de chacun des partenaires financiers (l'Etat/DRAC Alsace et la Ville de Strasbourg) et l'ensemble des produits affectés, ainsi que les règles retenues par l'association pour leur estimation.

4.3. Lors de la mise en œuvre du programme d'actions, l'association peut procéder à une adaptation de ses budgets prévisionnels par des transferts entre natures de charges éligibles. Cette adaptation des dépenses, réalisée dans le respect du montant total des coûts éligibles mentionné au 4.1 ne doit pas affecter la réalisation du programme d'actions et ne doit pas être substantielle.
Lors de la mise en œuvre du programme d'actions, l'association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de ses budgets prévisionnels à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du programme d'actions et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé au 4.1.
L'association notifie ces modifications par écrit aux partenaires financiers (l'État/DRAC Alsace et la Ville de Strasbourg) dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours. En cas d'avance versée dans les conditions prévues à l'article 6, le versement du solde annuel ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'État (DRAC Alsace) de ces modifications éventuelles.

Article 5 - Conditions de détermination de la contribution financière

a) Pour l'Etat (DRAC Alsace)

5.1. L'État (DRAC Alsace) contribue financièrement pour un montant prévisionnel de 140 000 € (cent quarante mille euros), équivalent à 34,28 % du montant total estimé des coûts éligibles sur la durée d'exécution de la convention, établis à la signature de la présente convention, tels que mentionnés à l'article 4.1.

5.2. Pour l'année 2015, l'État (DRAC Alsace) contribue financièrement pour un montant de 40 000 € (quarante mille euros), équivalent à 30,91 % du montant total annuel estimé des coûts éligibles.

5.3. Pour les deuxième et troisième années d'exécution de la présente convention, les montants prévisionnels des contributions financières de l'État (DRAC Alsace) s'élèvent à :

- pour l'année 2016 : 50 000 € (cinquante mille euros), soit 35,97 % du montant total annuel estimé des coûts éligibles,

- pour l'année 2017 : 50 000 € (cinquante mille euros), soit 35,71 % du montant total annuel estimé des coûts éligibles.

Les montants annuels 2016 et 2017 sont mentionnés à titre indicatif et pourront atteindre la somme maximale de 120 000 € au titre du budget opérationnel de programme 131 « Création ».

5.4. Les contributions financières de l'État (DRAC Alsace) mentionnées aux paragraphes 5.2. et 5.3 ne sont applicables que sous réserve des conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits en AE et en CP en loi de finances, de la délégation des crédits correspondants et de la levée de la réserve de précaution appliquée conformément aux dispositions de la Lolf ;
- le respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 1er, 7, 8 et 9 de la présente convention, sans préjudice de l'application de l'article 13 ;
- le contrôle par l'État (DRAC Alsace) en fin d'exercice, conformément à l'article 11, que le montant annuel de la contribution n'excède pas le coût annuel de l'action.

b) Pour la Ville de Strasbourg

5.5 Une subvention globale de 43 000 € (quarante-trois mille euros) est accordée par la Ville au titre de sa participation au financement de l'activité de l'association pour la période 2015-2017, sous réserve de l'inscription des crédits correspondants aux budgets primitifs de la Ville au titre des exercices 2015, 2016 et 2017.

Cette somme est répartie comme suit :
- pour l'année 2015 : 13 000 € (treize mille euros)
- pour l'année 2016 : 15 000 € (quinze mille euros)
- pour l'année 2017 : 15 000 € (quinze mille euros).

Article 6 - Modalités de versement de la contribution financière

Les contributions financières seront créditées au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

IBAN	BIC/Swift	Titulaire
FR 76 1027 8010 8800 0203 2270 127	CMCIFR2A	Association Tangram

a) Pour l'État

6.1. Selon les dispositions de l'article 5.4, l'État (Drac Alsace) a versé en 2015 une subvention de 40 000 € (quarante mille euros) : d'une part, par avance de 50 % par arrêté F- N°24-2015 en date du 10 avril 2015 ; d'autre part, le solde en date du 07 juillet 2015.

6.2. Pour les deuxième et troisième années d'exécution de la présente convention, la contribution financière annuelle, sous réserve des dispositions de l'article 5.4 de la présente convention, sera versée sur la base du dossier de demande de subvention – Formulaire Cerfa n° 12156*03 – présenté par l'association et d'un avenant financier à la présente convention, selon les modalités suivantes :

- sur demande de l'association, une avance est faite avant le 31 mars de chaque année, sans préjudice du contrôle de l'État (DRAC Alsace) conformément à l'article 11, dans la limite de 50 % du montant prévisionnel annuel de la contribution mentionnée à l'article 5.3 pour cette même année ; le solde annuel est versé sous réserve du respect des conditions susmentionnées à l'article 5.4 et, le cas échéant, l'acceptation de la notification prévue à l'article 5.3.

La subvention est imputée sur les crédits ouverts au budget opérationnel de programme de l'État (DRAC Alsace) :

- Programme 131 « Création » – Action 01 « Soutien à la création, à la production et à la diffusion du spectacle vivant » – Sous-action 04 « Aide aux ensembles musicaux et vocaux conventionnés ».

L'ordonnateur secondaire délégué de la dépense est le Directeur Régional des Affaires Culturelles d'Alsace.

Le comptable assignataire est le Directeur régional des finances publiques d'Alsace et du département du Bas-Rhin.

b) Pour la Ville de Strasbourg

6.3 La subvention annuelle sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Pour la Ville, le comptable assignataire de la dépense est le Receveur des Finances de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 7 - Justificatifs

Dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice, l'association s'engage à fournir :

- le compte rendu financier des actions = formulaire Cerfa n° 15059*01= qui retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues à la présente convention, notamment à son article 1er. Ce compte rendu doit être conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec leurs administrations. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du programme d'actions ou de l'action comprenant les éléments mentionnés à l'annexe IV (Indicateurs) et définis d'un commun accord entre l'État (DRAC Alsace), la Ville et l'association. Ce compte rendu financier et ce compte rendu quantitatif et qualitatif sont signés par le président de l'association ou toute personne habilitée ;

- le rapport annuel d'activité de l'association ;

- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par les articles L612-4 et D612-5 du code du commerce lorsque l'association reçoit des financements de la part des autorités administratives pour un montant annuel cumulé supérieur ou égal à 153 000 €.

Article 8 - Autres engagements

8.1. Si une modification intervient dans l'administration ou les statuts de l'association durant l'exécution de la présente convention, ou si l'association est dissoute, l'association s'engage sans délai auprès des partenaires financiers :

- soit à leur communiquer la copie des déclarations faites à l'occasion de ces modifications,
- soit à les informer de toute nouvelle déclaration enregistrée dans le répertoire national des associations (RNA).

Dans les deux cas, elle fournit si nécessaire la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

8.2. L'association s'engage à faire figurer de manière lisible la mention in extenso « Ensemble musical conventionné par le Ministère de la culture et de la communication – DRAC Alsace et par la Ville de Strasbourg », ainsi que les logos de la Préfecture de Région Alsace et de la Ville de Strasbourg dans tous les documents produits dans le cadre de la convention.

8.3 Le recours à des emplois non permanents, fonctionnellement et artistiquement justifiés, s'inscrit dans le respect rigoureux de la législation du travail et des contrôles qui peuvent s'exercer dans ce cadre. L'association s'engage au strict respect de cette législation, notamment s'agissant de la prise en charge des temps de répétitions.

Article 9 – Procédures et sanctions en cas de retard ou d'inexécution

En cas d'inexécution, de modification des conditions d'exécution, ou de retard pris dans l'exécution de la présente convention, quelle qu'en soit la raison, l'association doit en informer les partenaires financiers sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas d'inexécution, partielle ou totale, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention, ou en cas de retard substantiel dans l'exécution par l'association, sans l'accord écrit de l'administration, celle-ci peut soit exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, soit diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après avoir examiné les justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. L'administration en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 10 – Évaluation et comité de suivi

10.1 L'association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du programme d'actions.

Les partenaires financiers procèdent, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions auquel il a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1er, sur l'impact du programme d'actions au regard de l'intérêt général.

10.2 Il est créé un comité de suivi, composé des partenaires signataires à la présente convention, qui se réunit une fois par an à l'initiative de l'association. Le comité de suivi peut également se réunir à l'initiative de l'un des partenaires signataires de la présente convention.

Le comité de suivi est une instance technique qui a pour vocation de suivre l'exécution de la présente convention. Il permet de mener des débats contradictoires et éventuellement de proposer des réajustements ou des orientations nécessaires.

Le comité de suivi est informé de l'évolution du projet artistique et culturel, de l'état financier de l'association ainsi que de la situation de l'emploi. Il pourra en tant que de besoin, et sous réserve de l'accord de tous les partenaires, associer des personnalités extérieures.

Article 11 – Contrôle des partenaires financiers

L'État (DRAC Alsace) et la Ville de Strasbourg contrôlent annuellement, ainsi qu'à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du programme d'actions au titre duquel cette contribution est accordée.

Ils peuvent exiger le remboursement de la quote-part excédentaire de la contribution financière.

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'État (DRAC Alsace) et la Ville de Strasbourg, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 10 ou dans le cadre du contrôle financier annuel. L'association s'engage à faciliter l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Article 12 – Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par l'ensemble des partenaires financiers et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception. Un avenant est alors conclu par les parties pour formaliser cet accord.

Article 13 - Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tout autre droit qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 14 – Litige - Recours

En cas de litige portant sur l'interprétation de l'exécution de la présente convention, le tribunal administratif de Strasbourg est seul compétent.

Fait à Strasbourg, le
(en deux exemplaires originaux)

Pour la Compagnie Tangram
Le Président

Maxime DAUMAS

Pour l'État
Le Préfet de Région,

Stéphane FRATACCI

Pour la Ville de Strasbourg,
Le Maire,

Roland RIES

ANNEXES

ANNEXE I

Projet artistique et culturel 2015-2017

- - - - - -

ANNEXE II

Budgets prévisionnels 2015-2016 - 2017

- - - - - -

ANNEXE III

Actions culturelles 2015-2017

- - - - - -

ANNEXE IV

Indicateurs d'évaluation

CONVENTION 2015 – 2016 – 2017

ANNEXE 1

PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL 2015 – 2017

La responsabilité artistique du développement des projets de la Compagnie et de ses activités est assurée collégialement par Stéphane Scharlé et Edouard Séro-Guillaume, respectivement batteur et bassiste de l'ensemble OZMA.

OZMA est une entité porteuse de projets créatifs, engagée dans la découverte et pour l'expression scénique.

Les artistes créent une musique narrative, imagée, ouvrant de nouvelles perspectives de spectacles incluant l'improvisation.

OZMA travaille principalement sur trois axes artistiques :

- Une musique personnelle et originale aux influences multiples.

Explorant les techniques instrumentales et compositionnelles, le groupe a, pendant ses premières années, effectué une recherche sonore cosmopolite, long cheminement nécessaire à la délimitation de son langage propre. Même si leurs influences sont plutôt contemporaines, musiques improvisées, jazz moderne, ou musique minimaliste répétitive, OZMA fond l'improvisation dans la pop instrumentale, le rock expérimental et la musique de transe, et utilise des références plus ou moins perceptibles pour servir ses compositions et générer ainsi des univers évocateurs pour tous les publics, souvent décrits comme des road-movies sonores.

- La musique à l'image.

Convaincu que les disciplines artistiques s'enrichissent mutuellement au contact les unes des autres, OZMA met l'accent sur le décloisonnement des champs artistiques et des influences stylistiques. Le groupe explore particulièrement les passerelles entre musique et image à travers la création de spectacles transdisciplinaires mêlant le son et le visuel (ciné-concerts, photo-concerts, collaboration avec un VJ). Ces projets de création se placent dans une continuité logique pour le groupe dont l'une des particularités est de produire des imaginaires musicaux suggestifs souvent qualifiés de « jazz cinématique » L'union des formes artistiques fait également partie d'une démarche qui vise à accroître l'audience de la musique d'OZMA d'une part, et des univers créatifs auxquels elle s'associe d'autre part, en leur donnant d'avantage de visibilité.

- Echanges artistiques interculturels.

Rythmé par des tournées internationales aux sources de la musique (Inde, Afrique, Amérique du Nord etc), soutenu par un processus de composition permanent (mélange de musiques acoustique, électrique et musique électronique), OZMA évolue, mûrit, s'ouvre. La musique traditionnelle basée sur la transe et le rythme a influencé l'esthétique musicale du groupe qui intègre ces préceptes à sa recherche sur la perméabilité des arts musicaux. Les musiciens ont une démarche de composition collective à long terme et mobilisent leur énergie pour mener à bien leurs projets de rencontre et de création musicale, partout sur la planète, de Strasbourg à Ahmedabad, en passant par Montréal, Ouagadougou et Johannesburg.

Projets 2015

Recréation du ciné-concert *Les trois âges* de Buster Keaton

En mars 2015, OZMA retravaillera un des piliers de son répertoire de musique à l'image : *Les trois âges* de Buster Keaton. Le Fossé des Treize à Strasbourg accueillera OZMA pour une résidence de travail d'une semaine. Pour l'occasion, les musiciens proposeront une action culturelle auprès des enfants et des jeunes du quartier.

Création d'un ciné-concert sur des films de Georges Méliès au Royaume-Uni

En Octobre 2013, OZMA avait présenté avec succès le ciné-concert *Les trois âges* de Buster Keaton au théâtre The Maltings à Berwick (Angleterre). A la suite de ce concert très positif, la salle britannique a invité le quartet OZMA à créer un ciné-concert sur des films de Georges Méliès en septembre 2015.

Festival d'Avignon off

Dans le but de toucher de nouveaux réseaux de diffusion, OZMA a fait le choix en 2015 de présenter son photo-concert *1914-1918, D'autres Regards* au Festival Off d'Avignon. OZMA sera programmé dans le cadre des Têtes de Jazz organisés par l'AJMI/La Manutention du 07 au 14 juillet 2015.

Tournée en Europe centrale

A l'automne 2015, le groupe partira en tournée européenne. Ce sera l'occasion pour l'ensemble OZMA de tester les nouveaux morceaux du répertoire en préparation, qui fera l'objet d'un enregistrement en 2016. Ces nouveaux morceaux seront présentés avec des titres phares des précédents albums *Peacemaker* et *New Tales*. Cette tournée permettra par ailleurs de présenter au public européen la nouvelle version du ciné-concert *Les trois âges* de Buster Keaton.

Le groupe OZMA sillonne depuis dix ans les routes d'Europe et chacune de leurs tournées est l'occasion d'un enrichissement humain et artistique. Au fil des ans certains organisateurs curieux de suivre l'évolution de l'ensemble ont reprogrammé OZMA à de nombreuses reprises. Cette tournée réunit des lieux connaissant déjà bien OZMA et assurent par leur programmation un partenariat dans la durée, mais elle inclut également des dates au sein de nouveaux lieux ou festivals, permettant à OZMA de renouveler son réseau et de rencontrer de nouveaux publics. OZMA parcourra l'Europe centrale sur plus de 4500km et s'arrêtera en Allemagne, en République Tchèque, en Autriche, en Slovaquie, en Hongrie et en Pologne.

Projets 2016

Nouveau répertoire en quartet et enregistrement et production du nouvel opus jazz d'OZMA

La compagnie Tangram est producteur des disques d'OZMA depuis 2011. En 2015 OZMA réalisera son 5eme album, dont le travail de composition et d'arrangement des pièces aura commencé dès octobre 2015. La sortie du disque est prévue en automne 2016.

Après un dernier album (*New Tales*) tourné vers le rock progressif qui avait permis à OZMA d'expérimenter des incursions électroniques, palette sonore que le groupe compte bien garder dans son nuancier, OZMA revient à la musique qui l'a réuni à l'origine : une forme de jazz moderne laissant une grande place à l'improvisation.
Le prochain répertoire du groupe en quartet (saxophone, guitare, basse et batterie) s'inscrira d'avantage dans la lignée du troisième opus du groupe sorti en 2012 (*Peacemaker*). Ce nouveau répertoire de compositions originales se caractérisera par des écritures riches, parfois complexes, mais aussi une fougue et une spontanéité, permettant à chacun d'exprimer son individualité et ouvrant sur des espaces dédiés à l'interplay, l'interaction, l'improvisation collective.

Recréation d'un ciné-concert sur des courts-métrages primés au Festival d'Annecy

En novembre 2014, OZMA avait présenté *Annecy Court(s) Toujours* à Wissembourg à l'occasion des Rencontres Internationales du Cinéma d'Animation. Après cette première ébauche, OZMA retravaillera en 2016 ce ciné-concert afin de pouvoir l'intégrer au catalogue de l'ensemble.

Festival d'Avignon Off

Dans le but de toucher de nouveaux réseaux de diffusion, OZMA partira à nouveau en 2016 à Avignon afin de présenter le ciné-concert *Les Trois âges* de Buster Keaton au Festival Off d'Avignon. Le groupe de Jazz envisage d'augmenter son temps de présence à Avignon pour se donner la possibilité d'avoir de meilleures retombées en termes fréquentation, de diffusion et de presse.

Tournée en Europe

A l'automne 2016, le groupe partira en tournée européenne. Il s'agira de la tournée de sortie du nouvel album d'OZMA. Cette tournée permettra par ailleurs de présenter au public européen des spectacles de musique à l'image faisant partie du catalogue de la compagnie.

Action Culturelle – Harmonie Municipale de Geispolsheim

Amorcée en 2015, cette action culturelle se déroulera de février à juin 2016 en partenariat avec l'ADIAM et l'Espace Malraux de Geispolsheim. Il s'agira de réaliser, avec l'Harmonie Municipale de Geispolsheim, la bande originale de deux courts-métrages d'animations issus du ciné-concert d'OZMA « Annecy Court(s) Toujours ». La création sera présentée à l'Espace Malraux de Geispolsheim.

Action Culturelle – Conservatoire de Strasbourg

Edouard Séro-Guillaume et Stéphane Scharlé interviendront auprès des élèves du conservatoire de Strasbourg pour une conférence intitulée « Aide à la professionnalisation ». Cette intervention aura pour but de sensibiliser les futurs musiciens professionnels aux réalités du métier et d'exposer les clés du développement de carrière d'artiste musicien de jazz.

Projets 2017

Création pluridisciplinaire

Au premier semestre 2017, OZMA envisage de travailler sur un spectacle mêlant musique d'OZMA, danse et un autre média artistique (vidéo, lecture, comédie etc...). Plusieurs livres, contes et poèmes sont envisagés afin de servir de trame narrative à la future création. De même, plusieurs partenaires artistiques potentiels (chorégraphes, vidéastes, metteurs en scène…) seront approchés à l'automne 2015 afin de poser les bases du projet.

Création d'un ciné-concert

Dans la lignée de son travail sur la musique à l'image, OZMA choisira un nouveau ou des nouveaux film(s) pour créer un nouveau ciné-concert qui viendra agrandir le catalogue de la compagnie.

Festival d'Avignon Off

Toujours dans le but de toucher de nouveaux réseaux de diffusion, OZMA envisage à nouveau de partir à Avignon en 2017. Le spectacle à présenter reste encore à définir.

Tournée en Europe

A l'automne 2017, le groupe partira pour une tournée européenne à travers l'Allemagne, la Pologne, la République Tchèque et l'Autriche, pays qui sont chers à OZMA car le groupe commence à y être connu et reconnu par les diffuseurs et le grand public. OZMA a également la volonté d'élargir son réseau de diffusion et d'être plus présents dans d'autres pays européens.

Action Culturelle – Quartier Gare

Edouard Séro-Guillaume et Stéphane Scharlé interviendront dans le « quartier gare » de Strasbourg pour développer des actions culturelles auprès de la population. Avec en partenaires potentiels la médiathèque Olympe de Gouge, Stimultania, ou encore l'association d'habitants AHQG.

CONVENTION 2015 – 2016 – 2017

ANNEXE 2

BUDGET 2015-2017 PREVISIONNEL

CHARGES	2015	2016	2017
ACHATS	4 600,00 €	2 900,00 €	4 700,00 €
Achats de Fournitures	4 600,00 €	2 900,00 €	4 700,00 €
SERVICES EXTERIEURS	7 300,00 €	14 640,00 €	9 900,00 €
Locations mobilière et immobilière	7 000,00 €	12 640,00 €	9 400,00 €
Assurances	200,00 €	200,00 €	200,00 €
Documentation	100,00 €	300,00 €	300,00 €
Divers	- €	1 500,00 €	- €
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	16 100,00 €	30 960,00 €	25 850,00 €
Honoraire	200,00 €	4 100,00 €	4 100,00 €
Publicité, publication	1 000,00 €	7 900,00 €	5 400,00 €
Déplacements, missions	13 500,00 €	15 620,00 €	15 000,00 €
Poste, télécommunication	1 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €
Frais bancaires, sociétés civiles	400,00 €	2 340,00 €	350,00 €
CHARGES DE PERSONNEL	101 400,00 €	90 500,00 €	99 550,00 €
Rémunération des personnels	67 000,00 €	58 500,00 €	64 342,00 €
Charges patronales des personnels	34 400,00 €	32 000,00 €	35 208,00 €
TOTAL DES CHARGES	129 400,00 €	139 000,00 €	140 000,00 €

PRODUITS	2015	2016	2017
VENTES DE PRODUITS FINIS, PRESTATIONS DE SERVICES	25 950,00 €	34 000,00 €	42 000,00 €
Ventes de Spectacles / Coprod / presta etc	25 950,00 €	34 000,00 €	42 000,00 €
SUBVENTIONS	103 450,00 €	105 000,00 €	98 000,00 €
Ministère de la Culture / DRAC Alsace	40 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €
Région Alsace	21 650,00 €	15 000,00 €	15 000,00 €
Conseil Général du Bas-Rhin	1 800,00 €	- €	- €
Ville de Strasbourg	13 000,00 €	15 000,00 €	15 000,00 €
Sociétés civiles et organismes professionnels	27 000,00 €	25 000,00 €	18 000,00 €
TOTAL DES PRODUITS	129 400,00 €	139 000,00 €	140 000,00 €

CONVENTION 2015 – 2016 – 2017

ANNEXE 3

ACTIONS CULTURELLES 2015 – 2017

Dans le but de développer des actions culturelles et de sensibilisation artistique auprès de la population du territoire, la Compagnie Tangram a approché diverses institutions et structures strasbourgeoises et alsaciennes pour la mise en place de ces actions sur les années 2015, 2016 et 2017.

RÉSIDENCE DE CINÉ CONCERT AU FOSSE DES TREIZE ET ACTION CULTURELLES

Institution : Centre Socio-Culturel du Fossé des Treize
Contact : Pauline Meyer
Qualité : Chargé de mission Musique

Proposition : A l'occasion d'une résidence au Fossé des Treize, OZMA propose un atelier autour du Ciné concert *Les trois Ages* de Buster Keaton.
Il s'agira d'intervenir auprès des enfants et des jeunes du quartier (de 6 à 15 ans) afin de présenter les instruments de l'ensemble, la musique d'OZMA et de les initier à la méthode de composition du groupe. Cet atelier sera accompagné d'une représentation privée pour le centre de loisir le 6 mars 2015. Un concert public aura lieu en novembre 2015.

INTERVENTION SUR LA PROFESSIONNALISATION DU MUSICIEN DE JAZZ AU CONSERVATOIRE

Institution : Conservatoire de musique de Strasbourg
Contact : Michael Alizon
Qualité : Coordinateur du Département Jazz et Musiques Improvisées

Proposition : OZMA est ensemble issu du conservatoire de Strasbourg. L'ensemble pourra exposer les clés de son développement (structuration, diffusion, enregistrements, présence dans les média, les réseaux sociaux, la gestion d'image…) lors d'un atelier d'une après-midi.
La date d'intervention reste à être déterminée. Elle se tiendra au premier trimestre 2016.

SOUND-PAINTING ET CINÉ CONCERT AVEC L'HARMONIE MUNICIPALE DE GEISPOLSHEIM

Institution : Harmonie de Geispolsheim
Contact : Ludivine Schaal
Qualité : Membre et représentante de l'harmonie

Institution : Espace Malraux de Geispolsheim
Contact : Laura Mahé
Qualité : Directrice de l'espace Culturel André Malraux à Geispolsheim

Institution : ADIAM67
Contact : Maxime Meunier
Qualité : Chargé de mission Musique

Institution : FSMA
Contact : Sylvain Marchal
Qualité : Conseiller artistique de la FSMA

Proposition : Il s'agira de réaliser avec les musiciens de l'Harmonie Municipale de Geispolsheim la bande originale de deux courts métrages d'animation primés au festival d'Annecy, films sur lesquels le groupe OZMA avait réalisé un ciné-concert intitulé *Annecy Court(s) Toujours* en 2014
Pour ce faire, l'harmonie sera séparée en deux groupes d'instrumentariums cohérents, en fonction des besoins de la musique.
Chacun des groupes travaillera sur un film.
Une partie de la musique aura été écrite en amont par les intervenants, une autre partie sera improvisée par l'ensemble, à l'aide de sound-painting (procédé de direction sur signe de grands ensembles, qui permets de la composition instantanée et une excellente synchronisation avec l'image, dans le cadre de ciné-concerts)
Cette création originale sera présentée à l'Espace Malraux de Geispolsheim en juin 2016, et cette prestation sera suivi d'une jam session, réunissant les intervenants, le pianiste Erwin Siffer et les membres de l'harmonie.

PROJET QUARTIER GARE

Proposition Globale : OZMA prévoie un projet d'envergure pour l'année 2017 sur tout le territoire du quartier gare. Des ateliers et rencontres permettront à des publics variés d'appréhender les techniques de musique à l'image qu'emploie OZMA. Ces actions iront de la représentation (milieu médicaux, écoles..) à une possibilité de création interactive.
Les projets sont en cours de montage et en cours de discussion avec les différents partenaires.

Institution : DRAC Alsace
Contact : Catherine Zimmermann
Qualité : Coordinatrice du service des publics et des territoires
En tant que personne ressource, Catherine Zimmermann a pu donner beaucoup de contacts à l'ensemble OZMA dont :
- L'association d'habitants AHQG
- écoles de musique (dont FD13)
- centre médico-social
- Association Tôt ou t'Art
- Mamcs
- Les TAPS
- CEMEA

Institution : Médiathèque Olympe de Gouges
Contact : Yves Hecht
Qualité : responsable Service musique
Proposition : Il s'agira de s'inscrire dans le cadre des diverses actions culturelles déjà menées par la médiathèque et proposer un atelier de musique à l'image pour tout public.

Institution : Stimultania
Contact : Barbara Hyvert
Qualité : Chargée des publics et de la presse
Proposition : Stimultania pourra être un partenaire des actions menées conjointement avec la médiathèque voisine, forme du partenariat à définir à l'automne 2015.

Convention 2015-2017
Annexe IV : Indicateurs

1. Création

Année	Titre spectacle	Date de création	Lieu de création

2. Diffusion

Année	Nombre de représentations			Fréquentation totale
	France	Etranger	Total	

3. Production de disque

Année	Titre du disque	Date de sortie du disque

4. Actions artistiques

Année	Type action	Bénéficiaires (jeunes artistes, enfants, adultes,…)	Nom des structures partenaires	Nombre de pers. touchées	Durée

5. Structuration

	Fonction	Temps de travail	Formation
2015			
2016			
2017			

6. Part d'autofinancement (recettes hors subventions publiques) dans le budget réalisé

2015 :
2016 :
2017 :

Strasbourg.eu
eurométropole

57

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Signature d'une convention d'objectifs pluriannuelle 2015/2018 avec l'association Apollonia.

Créée à Strasbourg en 1998, Apollonia, échanges artistiques européens, association à but non lucratif, se définit comme une plate-forme de coopération internationale dans le domaine des arts visuels. La grande majorité des manifestations qu'elle propose sont itinérantes et touchent un public européen et extra-européen.

Depuis 2014, Apollonia est le chef de file d'un projet de coopération internationale « Artecitya » soutenu par le programme Europe Créative de l'Union Européenne. Artecitya est basé sur un réseau fixe de huit structures mais implique par ailleurs de multiples partenariats. Son objectif est de mettre le citoyen au cœur de ses actions artistiques auxquelles il est amené à collaborer activement, grâce à des Citizen-Lab, pour réinventer en se l'appropriant mieux, la Ville, son espace, son urbanisme, son environnement.
Artecitya vise également à intégrer les habitants dans des processus participatifs et de professionnalisation et à contribuer à la création d'emplois à travers les réalisations artistiques. Le projet s'engage à mettre en place des dispositifs de formations aux savoir-faire techniques et artistiques, notamment à destination des jeunes ayant des difficultés d'insertion professionnelle.

A Strasbourg, c'est à travers le projet « e.cité » proposé par Apollonia que cette démarche s'incarne.
Afin de faciliter la mise en place et la diffusion de ses activités à Strasbourg, l'association s'est dotée en 2015 d'un nouvel espace d'exposition situé au 23 rue Boecklin à l'entrée de la Robertsau, vitrine permanente au cœur du quartier européen qui donnera à voir la création contemporaine d'une Europe multiple et complexe, favorisera la rencontre avec le public, ainsi que des collaborations et des partenariats locaux.

Les priorités de la Ville en matière d'arts visuels quant à elle, sont les suivantes :

- soutien aux créateurs :
  - en favorisant l'émergence de nouvelles expressions ou projets,
  - en consolidant les parcours artistiques professionnels des créateurs formés et actifs à Strasbourg.

- développement des publics :
  - en favorisant l'ouverture et la pérennité d'espaces de diffusion dédiés permettant la rencontre avec les expressions artistiques contemporaines grâce à des formes de médiation adaptées à des publics divers et notamment la mise à disposition d'outils pour accéder de façon autonome et consciente à une compréhension des processus de création et à une approche plus critique des images environnantes.

- rayonnement :
  - en facilitant la mobilité artistique,
  - en promouvant la diffusion des acteurs strasbourgeois, l'invitation de créateurs étrangers à Strasbourg,
  - en s'inscrivant ainsi au sein des réseaux artistiques et culturels.

Compte tenu de ces données, il est proposé de signer une convention définissant des objectifs partagés entre les parties et la mise en œuvre des moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Celle-ci est proposée pour approbation au Conseil municipal de Strasbourg.

Son objectif est d'accompagner le projet artistique et culturel de l'association et de confirmer le soutien financier de la collectivité.

L'approbation de cette convention quadriennale par l'instance délibérante se fait bien entendu sous réserve, dans le cadre de l'annualité du budget, de l'approbation annuelle des montants cités :

Année 2015 : 50 000 €
Année 2016 : 50 000 €
Année 2017 : 50 000 €
Année 2018 : 50 000 €

L'approbation de cette convention tient compte :

- du soutien régulier apporté par la Ville de Strasbourg à la poursuite des activités d'Apollonia depuis plusieurs années,
- de la pertinence des projets menés par cette structure pour accompagner le projet culturel de la Ville de Strasbourg,

L'association Apollonia s'étant vu attribuer lors du Conseil municipal du 17 février 2015 une subvention s'élevant à 50 000 €, il est proposé de lui attribuer dans le cadre de la présente délibération, la subvention de 50 000 € prévue pour 2016.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *la signature d'une convention d'objectifs avec l'association Apollonia,*
- *l'attribution dans ce cadre d'une subvention de 50 000 € pour 2016,*

décide

l'imputation de la subvention sur les crédits ouverts sur la fonction 33, nature 6574, activité AU10C du budget 2016 dont le disponible avant le présent Conseil est de 9 496 437 €,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions correspondantes.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

Association Apollonia

Convention d'objectifs
2015-2018

Entre, d'une part,

- la Ville de Strasbourg, représentée par son Maire, Monsieur Roland Ries, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2015, ci-après dénommée la Ville,

Et, d'autre part,

l'association «Apollonia», inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le numéro Vol. LXXVII Folio N) 217 le 30/07/1999 dont le siège statutaire est chez Monsieur Jean-Yves Bainier 26, rue Kageneck 67000 Strasbourg, représentée par son Président, Monsieur Jean-Yves Bainier ci-après dénommée l'association,

Vu,
les articles L1611-4, L2121-29 et L4221-1 du Code général des collectivités territoriales,
la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
le règlement (UE) N° 651/2014,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Les priorités de la Ville en matière d'arts visuels sont les suivantes :

- Soutenir la création contemporaine dans les arts visuels et favoriser un dialogue entre les expressions artistiques et un large public,
- Soutenir l'émergence de nouvelles expressions ou projets dans le domaine des arts visuels et consolider les parcours artistiques professionnels des créateurs actifs à Strasbourg,
- Encourager l'ouverture et la pérennité d'espaces de diffusion dédiés aux arts visuels,
- Attirer de nouveaux publics au travers de manifestations significatives dans le domaine des arts visuels contribuant ainsi à renforcer l'image de Strasbourg comme ville d'art et de culture,
- Faciliter la mobilité artistique et promouvoir les arts visuels strasbourgeois à l'extérieur de la région et en particulier dans les lieux de diffusion de référence, ainsi qu'au sein de réseaux artistiques et culturels, en France et à l'étranger,
- Favoriser la compréhension des processus de création en encourageant les démarches impliquant plus activement le public ;

L'association Apollonia, a les objectifs généraux suivants « promouvoir les échanges artistiques avec l'ensemble des pays européens et notamment avec les pays d'Europe centrale et orientale, baltique et balkanique ». Par ses actions concrètes, notamment « Artecitya » et « e.cité » détaillées dans l'article 3, elle participe à la politique culturelle de la Ville.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'approuver :
. le projet artistique et culturel d'Apollonia pour la période 2015-2018 (annexe I),
. les budgets prévisionnels 2015-2018 (annexe II),
. les modalités d'évaluation du partenariat (annexe III).

La présente convention se substitue à toute convention en cours ayant le même objet entre Apollonia et la Ville.

Par la présente convention, la Ville et l'association définissent des objectifs partagés et s'engagent à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Article 2 : Durée de la convention

La convention est établie pour une durée de quatre ans, du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2018. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville d'un exemplaire signé par le-Président de l'association.

Cette convention demeurera en vigueur jusqu'à l'extinction complète des obligations respectives des parties.

En revanche, elle ne pourra faire l'objet d'aucune reconduction tacite.

La conclusion d'une éventuelle convention, ou d'un avenant prolongeant la présente convention, est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 8 de la présente convention et au contrôle prévu à son article 6.

Article 3 : Projet associatif

Créée à Strasbourg en 1998, Apollonia, échanges artistiques européens, association à but non lucratif, se définit comme une plate-forme de coopération internationale dans le domaine des arts visuels. Apollonia est une structure autonome dont le fonctionnement, ainsi que la conception et la réalisation des projets, repose sur une coopération étroite avec d'autres partenaires. La grande majorité des manifestations sont itinérantes touchant un large public européen et extra-européen.

Depuis 2014, Apollonia est le chef de file d'un projet de coopération internationale « Artecitya » soutenu par le programme Europe Créative de l'Union Européenne. Artecitya, basé sur un réseau fixe de 8 structures mais impliquant de multiples partenariats, met le citoyen au cœur de ses actions artistiques grâce à des Citizen-Lab, dans sa relation avec la ville, son espace, son urbanisme, son environnement. Artecitya vise également à intégrer les habitants dans des processus participatifs et de professionnalisation et à contribuer à la création d'emplois à travers les réalisations artistiques.

Artecitya s'engage à mettre en place des dispositifs de formations aux savoir-faire techniques et artistiques, notamment à destination des jeunes ayant des difficultés d'insertion professionnelle.

Il s'agit de réinventer nos cités, avec des méthodes actives d'implication citoyenne, en s'appuyant en même temps sur les tissus locaux et les partenaires européens. Artecitya et les Citizen-Lab soutiennent une nouvelle manière de s'approprier l'espace public grâce à une collaboration active entre les habitants et les artistes dans le réaménagement de leur

quartier.
Pendant quatre ans, entre 2014 et 2018, les initiatives dans le cadre d'Artecitya bénéficient d'un co-financement européen à hauteur de 2 000 000 d'euros.

A Strasbourg, c'est à travers le projet « e.cité » proposé par Apollonia que cette démarche s'incarne.
Afin de faciliter la mise en place et la diffusion de ses activités à Strasbourg, l'association s'est dotée en 2015 d'un nouvel espace d'exposition situé au 23 rue Boecklin à l'entrée de la Robertsau, au cœur du quartier européen. Cet outil permet à Apollonia d'avoir à nouveau une vitrine permanente pour la promotion de la création contemporaine d'une Europe multiple et complexe, de favoriser la rencontre avec le public, ainsi que des collaborations et des partenariats locaux.

Article 4 : Objectifs partagés

Compte tenu de son orientation en matière de politique culturelle et au vu du projet artistique et culturel d'Apollonia (cf. annexe I) la Ville a identifié Apollonia comme un acteur significatif de la scène des arts visuels à Strasbourg.

Objectifs d'Apollonia soutenus par la Ville

- Soutenir et diffuser la création contemporaine ;

- Sensibiliser le public large par une offre artistique de qualité et la mise en place de Citizen-Lab ;

- Impliquer concrètement les jeunes à la vie de la cité et pérenniser l'intégration des personnes en recherche d'emploi ;

- Contribuer au rayonnement de Strasbourg et soutenir son image de capitale européenne grâce à l'invitation d'autres villes européennes à travers de projets artistiques et à la participation d'Apollonia, une structure strasbourgeoise, dans les réseaux européens ;

- Intégrer les artistes locaux dans des projets d'envergure internationale ;

- Mobiliser et associer les partenaires locaux ;

- Approfondir les questions théoriques liées à l'art contemporain et solliciter la réflexion artistique par rapport à des questions de société ;

- Promouvoir la mobilité des artistes, des opérateurs culturels, des critiques d'art, des commissaires d'exposition ;

Objectifs également soutenus par la Ville

- soutien à la création dans le domaine des arts visuels ;
- développement d'actions dans un espace culturel international participant au rayonnement culturel de Strasbourg, accompagnement des artistes strasbourgeois dans cet espace ;
- association des citoyens ;
- les synergies et les collaborations avec les acteurs culturels et autres acteurs strasbourgeois, régionaux et nationaux ;
- l'animation d'un lieu vitrine à la Robertsau permettant la diffusion auprès du public et participant à l'animation du calendrier culturel à Strasbourg.

Article 5 : Détermination des contributions financières et modalités de versement

Pendant la durée de la convention, la Ville s'engage à soutenir financièrement les objectifs prévus à l'article 4, que l'association s'engage à réaliser en partenariat avec elle.

Le montant prévisionnel total de la subvention de la Ville s'élève à la somme de 200 000 €.
Pour la première année, le montant de la subvention s'établit à : 50 000 €.
Pour la deuxième année, le montant prévisionnel de la subvention s'élève à : 50 000 €.
Pour la troisième année, le montant prévisionnel de la subvention s'élève à : 50 000 €.
Pour la quatrième et dernière année, le montant prévisionnel de la subvention s'élève à : 50 000 €.
Ces versements auront lieu sous réserve de l'approbation annuelle des crédits par le Conseil municipal.
La présente convention d'objectifs se traduit par une convention financière annuelle spécifique définissant les modalités de l'intervention financière de la Ville.
Le comptable assignataire de la dépense est le Receveur des Finances de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole 1, parc de l'Etoile 67070 STRASBOURG CEDEX.

Article 6 : Justificatifs et contrôle

Dans les six mois suivant la clôture de l'exercice, l'association s'engage à fournir à la Ville :

- les comptes rendus financiers des programmes d'actions, présentés selon la même structure que les budgets prévisionnels figurant en annexe II, signés par le président de l'association ou toute personne habilitée,
- le compte rendu quantitatif et qualitatif du programme d'actions comprenant les éléments mentionnés à l'annexe III, signé par le président de l'association ou toute personne habilitée,
- le rapport annuel d'activité de l'association,
- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par les articles L612-4 et D612-5 du code du commerce, lorsque l'association reçoit des financements de la part des autorités administratives pour un montant annuel cumulé supérieur ou égal à 153 000 € ;
- un exemplaire des supports de communication mentionnant le soutien de la Ville conformément à l'article 9 et le plan de communication de l'année en cours ;
- le cas échéant, les annexes I et II de la présente convention réactualisées.

Si le montant des dépenses réelles attestées par l'association est inférieur au montant des dépenses prévisionnelles figurant à l'annexe I, les subventions versées pourront être réduites à due concurrence par décision de la Ville, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant à la présente convention. De même, les subventions pourront être réduites de 5% si les obligations de communication prévues à l'article 9 ne sont pas respectées. Enfin, les subventions pourront être réduites si le montant des aides publiques allouées à l'association excède 80% des dépenses de l'année ou un montant permettant de couvrir les pertes d'exploitation et un bénéfice raisonnable.

Dans l'hypothèse d'une réduction des subventions pour l'un de ces motifs, le montant définitif des subventions sera notifié à l'association par courrier. L'association devra alors se conformer, le cas échéant, à la demande de remboursement du trop-perçu de la subvention qui lui parviendra via l'émission de titres de recettes.

Les modalités de contrôle des subventions se feront conformément aux règlements financiers des partenaires et, le cas échéant, aux dispositions législatives et réglementaires concernant les organismes subventionnés par des fonds publics.

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Ville, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 8 ou dans le cadre du contrôle financier annuel. L'association s'engage à faciliter l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Article 7 : Suivi

L'évaluation de l'atteinte des objectifs opérationnels prévus dans la présente convention s'opère selon le cadre défini à l'annexe III.

Un Comité de suivi de la convention d'objectifs est mis en place. Il constitue une instance de dialogue entre les partenaires, dans le cadre du suivi de la convention. Il a pour missions :

- d'évaluer l'atteinte des objectifs selon le cadre figurant en annexe III de la présente convention ;
- le cas échéant, d'analyser les causes des écarts et prendre les décisions d'ajustement ;
- la dernière année de la convention, de se prononcer sur une éventuelle reconduction de la convention et sur ses modalités.

Le Comité de suivi est co-présidé par le Président de l'association et le Maire ou son représentant.

Il se compose des membres suivants :

- Le-Président de l'association (obligatoire),
- le Directeur de l'association (le cas échéant),
- le Maire ou son-sa représentant-e,
- les référents-es de la direction et/ou du service de la Ville,
- un-e représentant-e du service du Contrôle de gestion et évaluation des politiques publiques de la Ville (le cas échéant).

Le Comité de suivi se réunit au moins une fois par an après la transmission des documents prévus à l'article 6, à l'initiative d'Apollonia. Des réunions supplémentaires pourront être organisées à la demande de l'une ou l'autre des parties.

La date de rencontre est fixée conjointement par l'association et la Ville.

Le Comité de suivi fait l'objet d'un compte-rendu.

Article 8: Evaluation finale

L'association s'engage à fournir, six mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du programme d'actions fixé par l'annexe I, selon le cadre fixé en annexe III de la présente convention.

La Ville, procède, ou désigne un intervenant extérieur qui procèdera, conjointement avec l'association, à l'évaluation de l'ensemble des résultats obtenus par l'association durant toute la durée de la convention.

Cette évaluation fera l'objet d'un rapport dont les conclusions seront portées à la connaissance du conseil d'administration de l'association et des assemblées délibérantes de la Ville.

Article 9 : Communication

La Ville apparaîtra comme le partenaire de l'association dans toute action de communication de l'association en direction des médias et du grand public, et sur tous les supports de communication imprimés et numériques (tracts, affiches, dépliants, sites internet et réseaux sociaux…) relatifs aux actions soutenues par la Ville, sauf demande expresse spécifique de cette dernière.

Article 10 : Responsabilité

L'association conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles visées par les stipulations de la présente convention, sans que la responsabilité de la Ville puisse être recherchée.

Article 11 : Avenant

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie dans le cadre du Comité de suivi, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs généraux définis par la présente convention.

Article 12 : Résiliation

La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'association d'achever sa mission.
Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Le cas échéant, il sera procédé, par l'association, au reversement en totalité ou partie des montants versés par la Ville en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article.

Article 13 : Litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, notamment dans le cadre du Comité de suivi, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le

Pour Apollonia
Le Président

Pour la Ville de Strasbourg
Le Maire

ANNEXE I : PROJET CULTUREL ET ARTISTIQUE

APOLLONIA
E.CITÉ
Imaginer la Ville de Demain (2015 - 2018)

E.cité depuis 2008 :

Proposé à la ville de Strasbourg depuis 2008, le projet « **e.cité** » consiste à inviter et présenter, chaque année, à Strasbourg, une ville européenne à travers les aspects les plus dynamiques et les plus singuliers de sa culture, mais pas seulement.

Tous les ans l'équipe d'Apollonia organise de multiples missions de prospection afin de chercher la matière pour concevoir des projets artistiques d'envergure pouvant toucher un public très large, à travers des expositions, des projections vidéo et cinéma, des résidences d'artistes, des workshops, des éditions…

C'est ainsi qu'Istanbul, Bucarest, Budapest, Gdansk, Réthymno et Almaty ont dévoilées au public Strasbourgeois la spécificité de leur scène artistique et la richesse de leur culture, de manière plus générale.

En 2015, **Prague** dévoilera ses photographes talentueux mais aussi ses avancées en matière de nouvelles technologies dans l'art contemporain. Les rendez-vous avec **Berlin**, **Ljubljana** sont pris pour les années à venir, ainsi qu'une synthèse des expérimentations d'Artecitya « e.cité – bilan et perspectives » en 2018.

Si l'exploration de démarches inédites et originales d'artistes contemporains demeure le fondement constant du projet « **e.cité »** porté par Apollonia, les formes de nos actions, elles, s'adaptent et évoluent inlassablement.

En 2013, une édition spéciale intitulée « e.cité – Europe » a été consacrée au rôle des artistes dans les processus de transformations urbaines. Afin de continuer dans cette direction, nous souhaitons que « e.cité » sorte désormais des espaces d'exposition et contribue à l'engagement urbain et citoyen d'Apollonia.

A partir de 2015 :

Nous souhaitons réunir artistes, architectes, urbanistes, opérateurs culturels et citoyens afin d'appuyer le rôle de la création dans les processus de transformations de nos villes européennes.

Plonger au cœur de la cité, à la rencontre de ses populations et problématiques, apporter un regard sensible, intérieur, alternatif est possible de par l'intervention artistique. Une intervention non pas centrée sur le principe d'une création matérielle dans le classique schéma – conception, production, exposition – mais dans une réelle démarche participative, où le processus, le cheminement intellectuel en réponse à une problématique urbaine impliquant la population locale, devient l'essence même du projet, un enjeu citoyen du monde dans lequel nous évoluons**.**

Apollonia devient ainsi, avec son réseau européen Artecitya*, un outil au service de l'Europe et de ses cités permettant de mêler la sphère artistique et culturelle aux populations qui composent nos territoires dans une démarche participative de reconnaissance et d'amélioration des lieux avec lesquels nous composons quotidiennement.

* Le projet Artecitya est soutenu par la Commission Européenne dans le cadre du programme Europe Créative.

Objectifs généraux

Soutenir et appliquer le principe de l'art comme vecteur social.

Renforcer la mobilité, l'échange, la coopération, le partenariat, la co-production entre artistes, opérateurs culturels, étudiants, enseignants en collaboration active avec le grand public.

Sensibiliser de nouveaux publics par le biais du développement des nouvelles technologies, de l'art participatif et de l'interdisciplinarité afin de susciter la curiosité et engendrer une fidélisation à long terme.

Initier et favoriser de meilleures collaborations entre les arts visuels, les technologies nouvelles, l'architecture, l'urbanisme, le paysagisme, la sociologie ainsi qu'avec le monde scientifique et social.

Objectifs spécifiques au réseau Artécitya

Apollonia *(FR) – chef de file*
ARTos Foundation *(CY)*
Bellastock *(FR)*
CIANT *(CZ)*
Goethe Institut Thessaloniki *(GR/DE)*
KUNSTrePUBLIK *(DE)*
Laznia CCA *(PL)*
MoTA *(SI)*

Soutenir, approfondir, coordonner, publier et diffuser des réflexions, analyses, études, débats et toutes sortes d'écrits, sur les thématiques soutenues par notre réseau, afin d'asseoir les théories et la philosophie du projet Artecitya.

Décentraliser nos activités en étendant notre champ d'actions au patrimoine architectural industriel, aux zones urbaines et péri-urbaines.

Impliquer les citoyens dans les projets artistiques en milieu urbain, par la mise en place de « laboratoires » visant à les rendre acteurs des projets développés dans leur environnement.

Favoriser la formation et la professionnalisation des jeunes dans le cadre des réalisations artistiques et de contribuer ainsi à l'accès à l'emploi.

Développer et mettre en place les outils économiques et administratifs afin de pérenniser ce type d'actions.

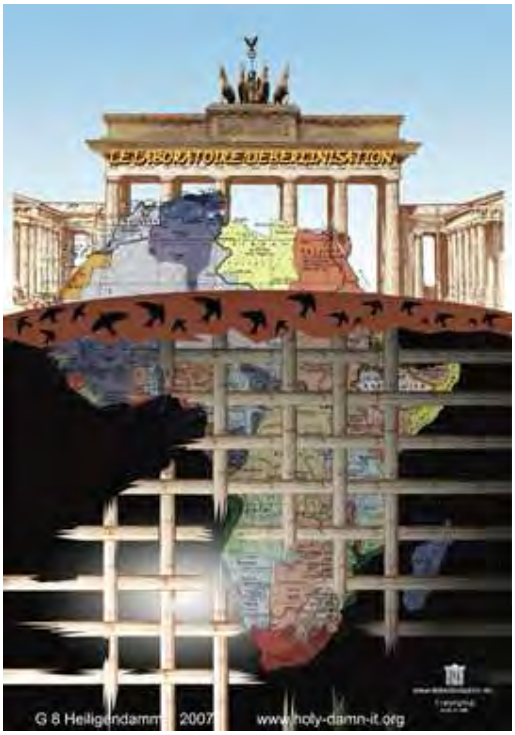
<u>e.cité – Berlin</u>
2016
Septembre – Décembre

expositions – projections – workshops – interventions urbaines – débat

Aucune autre ville européenne n'a subi une telle transformation lors de ces dernières décennies comme Berlin après la Seconde Guerre et surtout après la chute du Mur.

Berlin, capitale culturelle du premier rang, ville qui abrite le plus grand nombre de musées, plus de 20 000 artistes…

En commençant le travail sur « e.cité – Berlin », l'équipe d'Apollonia se trouvait face à la nécessité de trouver une approche innovante pour aborder cette scène artistique prolifique en ébullition constante.



Conformément aux objectifs du projet Artecitya, nous souhaitons présenter à Strasbourg diverses facettes de la transition urbaine de Berlin grâce à l'intervention artistique, ses réussites et ses échecs, les projets marquants, les personnalités impliquées, à travers 3 manifestations principales :

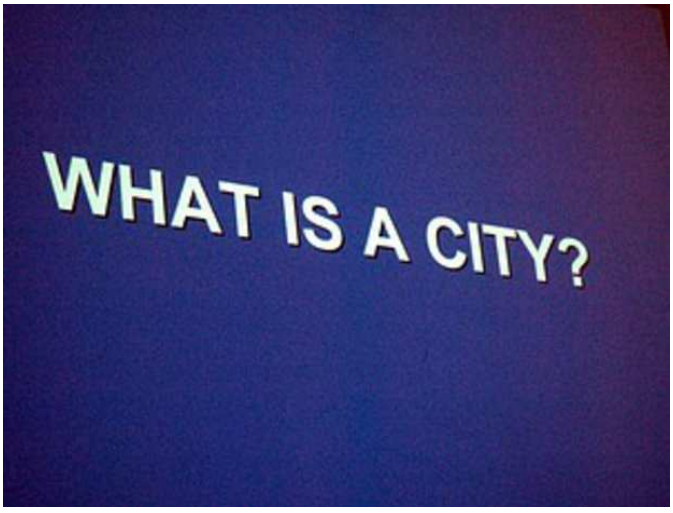
1. Situations

Présentation des artistes, des collectifs d'artistes, des urbanistes qui prennent part dans la mutation urbaine et dans la formation du nouveau visage de la ville.



2. Citizen-Lab, expérience de Berlin

Implication de ces artistes dans le travail avec les habitants de Strasbourg.



3. Débat

Une tentative de comprendre, avec des artistes, des urbanistes, des sociologues, l'échec de certains projets urbanistiques utopistes (quartier de Marzahn)…
Avec KUNSTrePUBLIK, ZK/U, Barouch Gottelieb…

e.cité – Ljubljana
2017

expositions – projections – workshops – installations sonores

Expérience particulière d'interventions artistiques basées sur le son et le son urbain. Les artistes de Ljubljana interviendront dans différents quartiers de Strasbourg.

e.cité – bilan et perspectives
2018

expositions – colloque – workshops – édition

Bilan des expériences artistiques urbaines et citoyennes à travers le monde (Nicosie, Thessalonique, Gdansk, Sharjah) d'Apollonia et ses partenaires européens.

Evaluation du modèle d'aménagement urbain avec l'implication artistique et participation citoyenne.

Apollonia
Budget prévisionnel 2015

CHARGES		PRODUITS	
Achats	*24 500*	Ministère de la Culture / DRAC A	30 000
Prestations de service	8 000		
Achats matières et fournitures	12 000	Ville de Strasbourg	60 000
Fournitures non stockables	4 000		
Fournitures d'entretien	500	Partenaires Culturels	9 000
Services extérieurs	*34 800*	Aides privées / mécénat	6 500
Sous-traitance générale	12 000		
Locations	6 000	Ville de Schiltigheim	5 000
Entretien et reparation	1 300		
Assurance	3 000	Conseil Europe	8 000
Documentation	500		
Production artistes Prague	12 000	Mission locale Colmar	20 000
Autres services extérieurs	*42 000*	Reseau Centres Socio culturels	20 000
Remunérations intermédiaires et hor	16 000		
Publicité, publication	11 000	Commission Europeenne	150 000
Déplacements, Missions	6 000		
Frais postaux et de télécommunicati	4 000		
Services bancaires, autres	5 000		
Impôts et taxes	*3 000*		
Taxe sur les salaires	3 000		
Charges de personnel	*202 000*		
Rémunérations du personnel	130 000		
Charges sociales	68 000		
Autres charges du personnel	1 500		
Gratifications stagiaires	2 500		
Autres charges de gestion courante	*2 200*		
Total	**308 500**	**Total**	**308 500**

Apollonia
Budget prévisionnel 2016

CHARGES		PRODUITS	
Achats	*26 500*	Ministère de la Culture / DRAC Alsace	34 000
Prestations de service	10 000		
Achats matières et fournitures	12 000	Ville de Strasbourg	60 000
Fournitures non stockables	4 000		
Fournitures d'entretien	500	Partenaires Culturels	6 000
Services extérieurs	*38 300*	Aides privées / mécénat	17 000
Sous-traitance générale	12 000		
Locations	6 000	Ville de Schiltigheim	5 000
Entretien et reparation	2 800		
Assurance	2 000	Commission Europeenne	400 000
Documentation	500		
Production artistiques	15 000	Réseau Centres socio-culturels	28 000
Autres services extérieurs	*263 000*		
Remunérations intermédiaires et honoraire	10 000		
Publicité, publication	15 000		
Déplacements, Missions	10 000		
Frais postaux et de télécommunications	4 000		
Services bancaires, autres	2 000		
Partenariat Artécitya	222 000		
Impôts et taxes	*6 000*		
Taxe sur les salaires	6 000		
Charges de personnel	*214 000*		
Rémunérations du personnel	114 000		
Charges sociales	96 000		
Autres charges du personnel	1 500		
Gratifications stagiaires	2 500		
Autres charges de gestion courante	*2 200*		
Total	**550 000**	**Total**	**550 000**

Apollonia
Budget prévisionnel 2017

CHARGES		PRODUITS	
Achats	*46 500*	Ministère de la Culture / DRAC Alsace	30 000
Prestations de service	28 000		
Achats matières et fournitures	14 000	Ville de Strasbourg	50 000
Fournitures non stockables	4 000		
Fournitures d'entretien	500	Partenaires Culturels	60 000
Services extérieurs	*39 300*	Aides privées / mécénat	30 000
Sous-traitance générale	12 000		
Locations	6 000	Ville de Schiltigheim	10 000
Entretien et reparation	2 800		
Assurance	3 000	Commission Europeenne	178 000
Documentation	500		
Production artistiques	15 000		
Autres services extérieurs	*50 000*		
Remunérations intermédiaires et honoraire	16 000		
Publicité, publication	15 000		
Déplacements, Missions	10 000		
Frais postaux et de télécommunications	4 000		
Services bancaires, autres	5 000		
Impôts et taxes	*6 000*		
Taxe sur les salaires	6 000		
Charges de personnel	*214 000*		
Rémunérations du personnel	114 000		
Charges sociales	96 000		
Autres charges du personnel	1 500		
Gratifications stagiaires	2 500		
Autres charges de gestion courante	*2 200*		
Total	**358 000**	**Total**	**358 000**

Apollonia
Budget prévisionnel 2018

CHARGES		PRODUITS	
Achats	*46 500*	Ministère de la Culture / DRAC Alsace	30 000
Prestations de service	28 000		
Achats matières et fournitures	14 000	Ville de Strasbourg	50 000
Fournitures non stockables	4 000		
Fournitures d'entretien	500	Partenaires Culturels	60 000
Services extérieurs	*39 300*	Aides privées / mécénat	30 000
Sous-traitance générale	12 000		
Locations	6 000	Ville de Schiltigheim	10 000
Entretien et reparation	2 800		
Assurance	3 000	Commission Europeenne	178 000
Documentation	500		
Production artistiques	15 000		
Autres services extérieurs	*50 000*		
Remunérations intermédiaires et honoraire	16 000		
Publicité, publication	15 000		
Déplacements, Missions	10 000		
Frais postaux et de télécommunications	4 000		
Services bancaires, autres	5 000		
Impôts et taxes	*6 000*		
Taxe sur les salaires	6 000		
Charges de personnel	*214 000*		
Rémunérations du personnel	114 000		
Charges sociales	96 000		
Autres charges du personnel	1 500		
Gratifications stagiaires	2 500		
Autres charges de gestion courante	*2 200*		
Total	**358 000**	**Total**	**358 000**

ANNEXE III : SUIVI ET ÉVALUATION

1 PROJET ARTISTIQUE

Indicateurs	Objectifs chiffrés 2015	Objectifs chiffrés 2016	Objectifs chiffrés 2017	Objectifs chiffrés 2018
Projet **e.cité** : nombre d'expositions	3	4	4	5
Projet **e.cité** : nombre de rencontres	3	3	3	3
Autres événements (hors **e.cité**)	3	4	4	5
Animations scolaires	5	15	20	30
Groupes de « nouveaux publics » cibles	1	2-3	2-3	3
Nombre de visiteurs hors scolaires	2000	6000	9000	10000

Compte-rendu qualitatif :
Détail des expositions organisées dans le cadre d'e.cité : intitulé, intention / artistes présentés, partenariats mobilisés et notamment à Strasbourg, périodes et lieux d'ouverture, provenance des visiteurs, actions de médiation proposées, retours évaluatifs des visiteurs.
Détail des autres événements organisés : intitulé, intention / intervenants, partenariats mobilisés et notamment à Strasbourg, dates et lieux, nombre et provenance des participants, retours évaluatifs des participants.
Préciser la qualité des nouveaux publics touchés.

2 INSCRIPTION PAR LES PROJETS DANS UN ESPACE CULTUREL TRANSFRONTALIER, INTERNATIONAL PARTICIPANT DU RAYONNEMENT CULTUREL DE STRASBOURG ET ACCOMPAGNEMENT DES ARTISTES STRASBOURGEOIS DANS CET ESPACE

Indicateurs	Objectifs chiffrés 2015	Objectifs chiffrés 2016	Objectifs chiffrés 2017	Objectifs chiffrés 2018
Nombre de projets hors de Strasbourg	1	2	3	4
Nombre de projets hors de Strasbourg ayant un ou plusieurs créateurs strasbourgeois associés	1	2	3	4
Nombre total de créateurs strasbourgeois associés/an	2	4	4	6
Nombre total d'autres intervenants (critiques d'art, chercheurs, fonctionnaires, etc) strasbourgeois associés/an	10	12	15	20
Nombre de membres des réseaux (culturels et autres) d'Apollonia	35	40	50	60

Compte-rendu qualitatif :
Détail des partenariats noués : type de partenaire, objet de la coopération, intensité des échanges, valeur ajoutée, détail des réseaux auxquels l'association est affiliée

3 CITIZEN-LAB : L'ASSOCIATION DES CITOYENS AU PROJET

Indicateurs	Objectifs chiffrés 2015	Objectifs chiffrés 2016	Objectifs chiffrés 2017	Objectifs chiffrés 2018
Plate-forme interactive (nombre de consultations)	Mise en place et expérimentation 2000	20000	30000-40000	60000-80000
Partenariats médiatiques locaux	4	4	6	7
Autres propositions de mise en relation hors expositions (à détailler)	Laboratoires citoyens (information, concertation, formation)	Laboratoires citoyens	Laboratoires citoyens	Laboratoires citoyens
Projets associant les habitants dans les processus de formation et de professionnalisation artistiques (Citizen-Lab)	3 Citizen-Lab	3 Citizen-Lab	2 Citizen-Lab	1 Citizen-Lab
Participants aux ateliers de sensibilisation	Entre 30 et 120 participants chaque	Entre 50 et 200 participants chaque	Entre 200 et 350 participants	300 participants
Participants aux ateliers professionnels	10-20 participants	30-50 participants	30-50 participants	30 participants
Jeunes s'étant insérés par l'emploi	5	8	10	10

Compte-rendu qualitatif :
Détailler les formes de participation active des citoyens, évaluation par les citoyens

4 RECHERCHE DES SYNERGIES ET DES COLLABORATIONS AVEC D'AUTRES ACTEURS NOTAMMENT CULTURELS STRASBOURGEOIS, REGIONAUX, NATIONAUX

Indicateurs	Objectifs chiffrés 2015	Objectifs chiffrés 2016	Objectifs chiffrés 2017	Objectifs chiffrés 2018
Nombre des projets réalisés en partenariat	9	12	14	16
Dont partenaires strasbourgeois	6	8	9	12
Dont partenaires régionaux	2	3	3	4
Dont partenaires nationaux	1	1	2	3

Préciser champ d'intervention des partenaires quand il n'est pas culturel	Insertion - formation (4)	Insertion - formation (6)	Insertion - formation (8)	Insertion - formation (10)

Compte-rendu qualitatif :
Détail des partenariats noués : type de partenaire, objet de la coopération, intensité des échanges, valeur ajoutée.

5 UN LIEU VITRINE A LA ROBERTSAU

Indicateurs	Objectifs chiffrés 2015	Objectifs chiffrés 2016	Objectifs chiffrés 2017	Objectifs chiffrés 2018
Nombre de jours d'ouverture au public/an	200	220	220	220
Amplitude horaires	Lu-Ve 9h-12h / 14h-18h et en fonction des projets	Lu-Ve 9h-12h / 14h-18h et en fonction des projets	Lu-Ve 9h-12h / 14h-18h et en fonction des projets	Lu-Ve 9h-12h / 14h-18h et en fonction des projets
Supports d'information papier	2	3	3	4
Supports d'information numériques	4	8	8	10

6 STRUCTURATION DE L'ASSOCIATION

Indicateurs	Situation 2015	Objectifs chiffrés 2016	Objectifs chiffrés 2017	Objectifs chiffrés 2018
Nombre d'E.T.P.	4	4	4	4

58

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Percussions de Strasbourg - Renouvellement de la convention de partenariat avec l'Etat et la Ville de Strasbourg pour la période 2015/2017.

Créées en 1961 par six musiciens issus des deux orchestres strasbourgeois de l'époque, les Percussions de Strasbourg se sont données pour mission de faire connaître et stimuler la création contemporaine et de mettre en valeur les instruments de percussion.

Depuis sa création, l'ensemble a ainsi donné plus de 1600 concerts dans 70 pays, a enregistré plus de 30 disques et a obtenu de nombreux prix internationaux. Il dispose aujourd'hui d'un répertoire de plus de 320 œuvres écrites pour lui et créées par lui. Il a par ailleurs développé une importante activité pédagogique en direction des jeunes et des musiciens professionnels qui s'est notamment traduite par de nombreux ateliers et master-classes.

Soutenu par l'Etat, la Ville et les autres collectivités locales, il a fait l'objet de plusieurs conventions pluriannuelles et tripartites avec l'Etat et la ville de Strasbourg depuis 1999, la dernière ayant concerné la période 2011-2014.

Suite aux conclusions de l'inspection menée par le Ministère de la Culture et de la Communication et à une analyse rigoureuse des causes des difficultés financières rencontrées entre 2012 et 2014, l'ensemble a fait évoluer son projet et son fonctionnement pour les adapter à l'évolution du contexte artistique et économique international.

Le nouveau projet artistique porte sur la création, la diffusion, la transmission et la médiation culturelle, la production discographique et l'évolution du fonctionnement du groupe.

Au delà du soutien à la création contemporaine, de la mise en valeur du patrimoine musical et instrumental du groupe et du développement du rayonnement international de l'ensemble, qui restent au cœur de ses objectifs, ce projet se traduit notamment par les évolutions suivantes :

- un élargissement de l'équipe artistique avec l'intégration progressive de la quatrième de génération de musiciens et la création d'un poste de directeur artistique,

- la diversification des propositions artistiques avec des formats de spectacle à géométrie variable et le croisement des modes d'expression,
- le développement des coproductions,
- l'intensification des actions de médiation culturelle, notamment sur son lieu d'implantation à Strasbourg, le quartier de Hautepierre,
- un ancrage plus marqué sur la région et plus particulièrement la ville de Strasbourg,
- le développement et la modernisation de ses outils de communication,
- la recherche d'un équilibre économique pour chaque activité.

Afin de garantir la pérennité de l'action des Percussions de Strasbourg, l'Etat et la Ville de Strasbourg se proposent de formaliser avec les Percussions de Strasbourg une nouvelle convention pour les années 2015 à 2017, jointe à la présente délibération.

Le budget prévisionnel pour cette période s'élève au total à 1 686 546 €. Les signataires de la présente convention proposent de s'engager sur les participations suivantes :

Année	Etat	Ville
2015	180 000 €	92 000 €
2016	180 000 €	92 000 €
2017	180 000 €	92 000 €

Compte tenu :

- du soutien régulier apporté par la Ville à l'ensemble depuis de longues années,
- de la qualité du travail mené jusqu'ici,
- de la capacité montrée par l'ensemble à s'adapter à l'évolution du paysage musical mondial,
- de la pertinence de son nouveau projet artistique,
- de l'intérêt pour la collectivité d'inscrire son action dans un partenariat aux objectifs partagés avec l'Etat.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la signature d'une convention de partenariat avec l'Etat et l'ensemble « Les Percussions de Strasbourg » pour les années 2015 à 2017

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer cette convention.

Adopté le 14 décembre 2015

par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

ASSOCIATION LES PERCUSSIONS DE STRASBOURG

Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens 2015-2017

Entre

L'État (Ministère de la culture et de la communication – Direction régionale des affaires culturelles d'Alsace), représenté par Monsieur Stéphane FRATACCI, Préfet de la Région Alsace, Préfet du Bas-Rhin, et désigné ci-après sous le terme " l'État ",

La Ville de Strasbourg, représentée par son Maire, Monsieur Roland RIES, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2015, et désignée ci-après sous le terme " la Ville " ;

d'une part,

Et

L'association **Les Percussions de Strasbourg**, représentée par son Président, Monsieur Jean-Yves BAINIER, dont le siège social est situé 15 Place André Maurois – 67200 Strasbourg
Licences d'entrepreneur de spectacles N° 2-1063485 et N° 3-1063483
N° SIRET : 303 587 372 00028 Code APE : 9001Z
désignée ci-après sous le terme " l'association ",

d'autre part,

VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU la loi organique n°2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances modifiée par la loi organique n°2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n° 2014-1659 du 29 décembre 2014 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 ;

VU l'arrêté du 13 octobre 2005 relatif à la procédure d'aide aux ensembles de musique professionnels porteurs de création et d'innovation ;

VU l'arrêté du 29 décembre 2005 relatif au contrôle financier des programmes et des services du ministère de la culture et de la communication ;

VU l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 susvisée ;

VU la circulaire du Premier ministre du 24 décembre 2002 relative aux subventions de l'État aux associations ;

VU la circulaire du 9 décembre 2005 relative à la procédure d'aide aux ensembles de musique professionnels porteurs de création et d'innovation ;

VU la circulaire n°5193/SG du 16 janvier 2007 relative aux subventions de l'État aux associations et aux conventions pluriannuelles d'objectifs ;

VU la circulaire n°2007-6 du 5 mars 2007 relative au financement public et à l'emploi dans le spectacle vivant ;

VU la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations : conventions d'objectifs et simplification des démarches relatives aux procédures d'agrément et la circulaire n° 611/10 du 31 mai 2011 du secrétariat général du Ministère de la Culture et de la Communication ;

VU la Directive nationale d'orientation 2013-2015 du ministère de la culture et de la communication en date du 26 septembre 2012 ;

VU la Charte des missions de service public pour le spectacle vivant élaborée par le Ministère de la culture et de la communication en 1998 ;

VU l'avis favorable définitif sur le budget opérationnel de programme n° 131 – Création – de la Mission Culture du contrôleur financier en région du 24 février 2015 ;

VU l'avis favorable consultatif rendu par la commission consultative d'experts musique réunie par l'État (Drac Alsace) les 13 et 14 janvier 2015 ;

VU le projet artistique et culturel 2015-2017 de l'ensemble Percussions de Strasbourg placé sous la responsabilité artistique de Jean Geoffroy ;

VU les règlements financiers de la Ville de Strasbourg ;

VU les statuts de l'association Les Percussions de Strasbourg en date du 27 avril 1967, modifiés le 28 juin 2010

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Considérant le projet initié et conçu par l'association Les Percussions de Strasbourg (production et diffusion de spectacles vivants) conforme à son objet statutaire,

Considérant la charte des missions de service public pour le spectacle vivant du 23 octobre 1998 qui réaffirme l'engagement fort du Ministère de la Culture et de la Communication en faveur de la création artistique et précise la responsabilité artistique, territoriale, sociale et professionnelle des équipes subventionnées et conventionnées.
Considérant l'arrêté en date du 13 octobre 2005 précisé par la circulaire du 9 décembre 2005 qui définit les conditions dans lesquelles l'État apporte son soutien aux ensembles de musique professionnels porteurs de création et d'innovation.

Cette procédure vise prioritairement l'accompagnement des équipes artistiques professionnelles agissant

dans le domaine musical engagées dans des démarches de recherche de nouveaux répertoires, d'innovation dans l'approche et l'interprétation des répertoires, de rencontres entre genres musicaux nécessitant une mise en œuvre particulière, de travail en direction de nouvelles formes de concerts et de relation avec les publics, de croisement entres disciplines artistiques (lyrique, théâtre musical, etc.).

La procédure prévoit le conventionnement pluriannuel des ensembles musicaux dont le rayonnement national, la régularité professionnelle et les capacités de recherche, d'innovation, de création et de diffusion sont soulignés par les commissions consultatives d'experts.

Il est attendu des équipes conventionnées un projet caractérisé par une ligne artistique claire, la recherche d'un équilibre entre de nouveaux programmes et la reprise d'œuvres antérieurement présentées, un rapport au public construit, que ce soit à travers un programme de diffusion ou par un partenariat avec une on plusieurs institutions, un rayonnement et une activité régulière portés par la stabilisation de moyens artistiques, mais aussi d'emplois techniques et administratifs, ainsi qu'un partenariat avec les collectivités territoriales.
Le soutien apporté par l'État s'inscrit dans les orientations nationales relatives au financement public et à l'emploi dans le spectacle vivant.

Considérant les orientations de la politique culturelle de la Ville de Strasbourg en ce qui concerne la valorisation des énergies culturelles à l'œuvre sur son territoire, le soutien à la création artistique et à son rayonnement, le développement de l'accès à la culture pour tous les publics et l'appui à l'éducation artistique et culturelle du jeune public.

Dans le prolongement du soutien régulier apporté par l'État et la Ville de Strasbourg à l'association Les Percussions de Strasbourg, les partenaires publics décident de renouveler le partenariat contractuel avec l'ensemble Les Percussions de Strasbourg pour une nouvelle période triennale 2015-2017 dans les termes définis ci-dessous.

* * *

Article 1 - Objet de la convention

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique et dans le cadre de son projet global mentionné au préambule, le programme d'actions participant à la réalisation de missions culturelles d'intérêt général :

Ce projet comporte les objectifs prioritaires suivants :

1. Objectifs artistiques :

- Définir une politique de création et de travail en lien direct avec les compositeurs
- Multiplier les reprises des œuvres créées par l'ensemble
- Proposer des programmes mixtes
- Développer et accroître la visibilité des productions des Percussions de Strasbourg et poursuivre la production discographique
- Développer le pluridisciplinarité de la création musicale

2. Objectifs administratifs :

- Consolider la structuration administrative de l'ensemble
- Diversifier les partenariats et mieux équilibrer les participations de chaque partenaire

3. Objectifs pédagogiques :

- Proposer des ateliers de sensibilisation à l'occasion des concerts

Pour la mise en œuvre de ce programme d'actions, l'association est soumise aux obligations mentionnées à l'annexe I, laquelle fait partie intégrante de la convention.

Dans ce cadre, l'État et la Ville contribuent financièrement à ce programme d'actions. Ils n'attendent aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 - **Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter du 1er janvier 2015 jusqu'au 31 décembre 2017.

La conclusion d'une éventuelle nouvelle convention, ou d'un avenant prolongeant la présente convention, est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 9 de la présente convention et au contrôle prévu à son article 10.

Article 3 - Conditions de détermination du coût de l'action

3.1. Le coût total estimé éligible du programme d'actions sur la durée de la convention est évalué à 1 686 546 € (un million cinq cent quatre vingt six mille cinq cent quarante six euros), conformément aux budgets prévisionnels figurant à l'annexe II.

3.2. Le besoin de financement public exprimé par l'association est calculé en prenant en compte les coûts totaux retenus estimés du programme d'actions, ainsi que tous les produits qui y sont affectés. L'annexe II présente les budgets prévisionnels du programme d'actions en détaillant ces coûts éligibles à la contribution financière de chacun des partenaires financiers (l'État /DRAC Alsace et la Ville de Strasbourg) et l'ensemble des produits affectés, ainsi que les règles retenues par l'association pour leur estimation.

3.3. Lors de la mise en œuvre du programme d'actions, l'association peut procéder à une adaptation de son budget prévisionnel par des transferts entre natures de charges éligibles. Cette adaptation des dépenses, réalisée dans le respect du montant total des coûts éligibles mentionné au 3.1 ne doit pas affecter la réalisation du programme d'actions et ne doit pas être substantielle.
Lors de la mise en œuvre du programme d'actions, l'association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du programme d'actions et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé au 3.1.
L'association notifie ces modifications par écrit à chacun des partenaires financiers (l'État/DRAC Alsace et la Ville de Strasbourg) dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours. Une copie sera transmise aux partenaires financiers.

En cas d'avance versée dans les conditions prévues à l'article 5, le versement du solde annuel ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse de l'État (DRAC Alsace) et de la Ville de Strasbourg de ces modifications éventuelles.

Article 4 - Conditions de détermination de la contribution financière

A) Pour l'État

4.1. L'État contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 540 000 € (cinq cent quarante mille euros), équivalent à 34,03 % du montant total estimé des coûts éligibles sur la durée d'exécution de la convention, établis à la signature de la présente convention, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2. Pour l'année 2015, l'État contribue financièrement pour un montant de 180 000 € (cent quatre vingt mille euros), équivalent à 36,03 % du montant total annuel estimé des coûts éligibles.

4.3. Pour les deuxième et troisième années d'exécution de la présente convention, les montants prévisionnels des contributions financières de l'État s'élèvent à :

- pour l'année 2016 : 180 000 € (cent quatre vingt mille euros), soit 31,46 % du montant total annuel estimé des coûts éligibles ;
- pour l'année 2017 : 180 000 € (cent quatre vingt mille euros), soit 34,95 % du montant total annuel estimé des coûts éligibles ;

4.4. Les contributions financières de l'État mentionnées aux paragraphes 4.2 et 4.3. ne sont applicables que sous réserve des trois conditions suivantes :
- l'inscription des crédits de paiement en loi de finances ;
- le respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 1, 6, 7 et 8, sans préjudice de l'application de l'article 12 ;
- la vérification par l'État que le montant de la contribution n'excède pas le coût de l'action, conformément à l'article 10.

B) Pour la Ville

4.5. Une subvention globale de 276 000 € (deux cent soixante seize mille euros) est accordée par la Ville au titre de sa participation au financement de l'activité de l'association pour la période 2015-2017, sous réserve de l'inscription des crédits correspondants aux budgets primitifs de la Ville au titre des exercices 2015, 2016 et 2017.

Cette somme est répartie comme suit :
- pour l'année 2015 : 92 000 € (quatre vingt douze mille euros),
- pour l'année 2016 : 92 000 € (quatre vingt douze mille euros),
- pour l'année 2017 : 92 000 € (quatre vingt douze mille euros).

Article 5 - Modalités de versement de la contribution financière

Les contributions financières des partenaires financiers seront créditées au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Code IBAN	BIC / Code Swift	Titulaire
FR 76 1670 5090 1708 7722 7188 933	CEPAFRPP670	Association Les Percussions de Strasbourg

A) Pour l'État

5.1. Selon les dispositions de l'article 4.4, l'Etat (Drac Alsace) a versé en 2015 la somme de 180 000 € (cent quatre-vingt mille euros) : d'une part, par l'avance de 50 % par convention cadre en date du 10 avril 2015 et d'autre part, le solde par convention financière le 24 juillet 2015.

5.2. Pour les deuxième et troisième années d'exécution de la présente convention, la contribution financière annuelle, sous réserve des dispositions de l'article 4.4 de la présente convention, est versée sur la base du dossier de demande de subvention – Formulaire Cerfa n° 12156*03 – présenté par l'association et d'un avenant financier à la présente convention, selon les modalités suivantes :

- sur demande de l'association, une avance avant le 31 mars de chaque année, sans préjudice du contrôle de l'État (Drac Alsace) conformément à l'article 10, dans la limite de 50% du montant prévisionnel annuel de la contribution mentionnée à l'article 4.3 ; le solde annuel sous réserve du respect des conditions susmentionnées à l'article 4.4.

La subvention est imputée sur les crédits ouverts au budget opérationnel de l'État (Drac Alsace) : Programme 131 « Création » – Action 01 « Soutien à la création, à la production et à la diffusion du spectacle vivant » – Sous-action 04 « Soutien aux artistes et équipes artistiques ».

L'ordonnateur secondaire délégué de la dépense est le Directeur Régional des Affaires Culturelles

Le comptable assignataire est le Directeur régional des finances publiques d'Alsace et du département du Bas-Rhin.

B) Pour la Ville

5.3. La subvention annuelle sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Pour la Ville, le comptable assignataire de la dépense est le Receveur des Finances de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole.

Article 6 - Justificatifs

Dans les six mois suivant la clôture de l'exercice, l'association s'engage à fournir :

- le compte rendu financier des actions - Formulaire Cerfa 15059*01 - qui retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues à la présente convention, notamment à son article 1er. Ce compte rendu doit être conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec leurs administrations. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du programme d'actions ou de l'action comprenant les éléments mentionnés à l'annexe III et définis d'un commun accord entre les partenaires financiers et l'association. Ce compte rendu financier et ce compte rendu quantitatif et qualitatif sont signés par le président de l'association ou toute personne habilitée ;

- le rapport annuel d'activité de l'association ;

- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par les articles L612-4 et D612-5 du code du commerce, lorsque l'association reçoit des financements de la part des autorités administratives pour un montant annuel cumulé supérieur ou égal à 153 000 €.

Article 7 - Autres engagements

7.1 Si une modification intervient dans l'administration ou les statuts de l'association durant l'exécution de la présente convention, ou si l'association est dissoute, celle-ci s'engage sans délai auprès des partenaires financiers :

- soit à leur communiquer la copie des déclarations faites à l'occasion de ces modifications,
- soit à les informer de toute nouvelle déclaration enregistrée dans le répertoire national des associations (RNA).

Dans les deux cas, elle fournit si nécessaire la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 L'association s'engage à faire figurer de manière lisible les logos de la Préfecture de Région Alsace et de la Ville de Strasbourg ainsi que la mention in extenso « ensemble conventionné par le Ministère de la culture et de la communication – DRAC Alsace et la Ville de Strasbourg », sur l'ensemble de ses supports de communication.

Article 8 – Procédures et sanctions en cas de retard ou d'inexécution

En cas d'inexécution, de modification des conditions d'exécution, ou de retard pris dans l'exécution de la présente convention, quelle qu'en soit la raison, l'association doit en informer les partenaires financiers sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas d'inexécution, partielle ou totale, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention, ou en cas de retard substantiel dans l'exécution par l'association, sans l'accord écrit des partenaires financiers, ceux-ci peuvent soit exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, soit diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après avoir examiné les justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. Les partenaires financiers en informent l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 – Comité de suivi et évaluation

9.1 Il est créé un comité de suivi pour la durée de la présente convention. Ce comité a pour vocation de suivre l'exécution de la présente convention, et éventuellement de proposer des réajustements ou des réorientations nécessaires. Il est informé de l'évolution du projet artistique et culturel, de l'état financier de l'association, ainsi que de la situation de l'emploi. Il se réunit au moins une fois par an à l'initiative de l'association et en tout état de cause dans une période de 1 à 2 mois avant l'Assemblée générale statutaire. Son ordre du jour comporte nécessairement les points qui seront soumis à l'Assemblée générale qui suivra. Un compte rendu sera établi, qui sera porté à la connaissance des membres de cette assemblée.

Ce comité est composé de représentants des signataires de la présente convention. Un représentant du service de l'inspection de la Direction générale de la création artistique (DGCA) du Ministère de la culture assiste aux réunions. Ce comité pourra en tant que de besoin, et sous réserve de l'accord des parties, associer des personnalités qualifiées. Il pourra être élargi aux autres partenaires publics de l'association, non signataires de la convention.

Le comité de suivi est un comité technique qui permet aux différents partenaires de mener des débats contradictoires, et d'apporter des éclaircissements techniques aux autorités des collectivités territoriales concernées, à l'État, ainsi qu'au Conseil d'administration de l'association concernant la mise en œuvre de la présente convention et les orientations du projet.

9.2 L'association s'engage à fournir, six mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du programme d'actions fixé par l'annexe I, dans les conditions précitées en annexe III (Critères d'évaluation) de la présente convention.

Les partenaires financiers procèdent, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions auquel ils ont apporté leur concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

Article 10 – Contrôle des partenaires financiers

L'État (DRAC Alsace) et la Ville contrôlent à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du programme d'actions au titre duquel cette contribution est accordée.

Ils peuvent exiger le remboursement de la quote-part excédentaire de la contribution financière.

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par les partenaires financiers, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 9 ou dans le cadre du contrôle financier annuel. L'association s'engage à faciliter l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Article 11 – Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par l'ensemble des partenaires financiers et l'association. Ces avenants feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant la réception de cette demande, les autres parties peuvent y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception. Un avenant est alors conclu par les parties pour formaliser cet accord.

Article 12 - Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une des autres parties, sans préjudice de tout autre droit qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 13 – Litige - recours

En cas de litige portant sur l'interprétation de l'exécution de la présente convention, les parties conviennent, après épuisement des voies amiables et en cas de désaccord persistant, de régler le différend auprès du tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le .....
(en 3 exemplaires originaux)

Pour l'association Les Percussions de Strasbourg,
Le Président

Jean-Yves BAINIER

Pour la Ville de Strasbourg,
Le Maire

Roland RIES

Pour l'État,
Le Préfet de la Région Alsace

Stéphane FRATACCI

ANNEXES

ANNEXE I

Projet artistique et culturel 2015-2017

- - - - - -

ANNEXE II

Budgets prévisionnels 2015-2017

- - - - - -

ANNEXE III
Critères d'évaluation 2015-2017

PERCUSSIONS DE STRASBOURG

CONVENTIONNEMENT 2015-2016-2017

SOMMAIRE

1. Présentation de l'ensemble et de son itinéraire
2. Présentation de l'équipe artistique, administrative et technique
3. Projet artistique de l'ensemble 2015-2017
4. Calendrier des activités

1. Présentation de l'ensemble et de son itinéraire

Tout a commencé en **1959**, lorsque Pierre Boulez fut invité à diriger son œuvre Le *Visage nuptial* à Strasbourg. Pour former le vaste pupitre de percussions dont il avait besoin, on réunit les musiciens des deux formations locales - l'Orchestre municipal et celui de l'ORTF. Les six jeunes musiciens - Bernard Balet, Jean Batigne, Lucien Droeller, Jean-Paul Finkbeiner, Claude Ricou et Georges Van Gucht – animés par une même énergie novatrice et audacieuse et soudés par une forte amitié, décident alors de fonder ensemble une formation de percussions : répertoire, choix des instruments, tout était à inventer… Jean Batigne présente le projet à Pierre Boulez pour qu'il l'aide à en trouver le nom : le « Groupe Instrumental à Percussion » deviendra par la suite « Les Percussions de Strasbourg ».

Le premier concert se donne à l'ORTF le 17 janvier **1962**, en présence du Français Serge Nigg. Très vite, la formation inspire l'écriture d'un nouveau répertoire par des compositeurs tels que Messiaen, Stockhausen, Serocki, Kabelac, Ohana, Xenakis, Mâche ou Dufourt... Comme le dira Pierre Boulez par la suite : « Un répertoire était nécessaire pour le Groupe mais le Groupe a rendu le répertoire nécessaire. »

En **1967**, les six percussionnistes interprètent *Ionisation* de Varèse, avec l'accord du compositeur et grâce à l'intervention de Boulez auprès de lui, alors que la partition exige la participation de ... treize percussionnistes. Là où l'on aurait pu voir la relève d'un défi, c'est la maîtrise musicale et le brio scénique qui s'imposent : l'interprétation est un succès et ouvre sa voie à un « groupe de genre » qui n'eut jamais de précédent.

Dès lors, les Percussions de Strasbourg ne cesseront de créer et d'innover sans relâche et tourneront dans le monde entier, participant aux plus grands festivals internationaux, de Berlin à Osaka, de Persépolis à Sydney, en passant par Royan, Donaueschingen, Edimbourg, Athènes, Israël, Sao Paulo, New York, Montréal, etc.
Grâce à leurs nombreux voyages et une forte complicité avec les compositeurs, ils contribuent activement à la recherche sonore et à l'invention de nouveaux instruments, tel le sixxen imaginé par Xénakis.

Cinquante ans après, le groupe continue à innover. Cinquante ans après, le groupe continue à innover. En **2015**, Jean Geoffroy devient directeur artistique, l'équipe s'élargit et intègre peu à peu la quatrième génération des Percussions de Strasbourg. Faire vivre un patrimoine contemporain en le revisitant sans cesse, innover sans relâche au rythme de l'évolution des nouvelles technologies et de l'élargissement des pratiques et expressions scéniques : tel est le défi à relever pour inventer et explorer ensemble l'immensité du champ de la percussion mondiale au XXIème siècle.

Les Percussions de Strasbourg ont donné plus de 1600 concerts dans 70 pays depuis leurs débuts. A leur actif : un répertoire de plus de 320 œuvres, un instrumentarium unique au monde avec plus de 500 instruments, plus de 30 disques et de nombreux autres enregistrements, une trentaine de prix internationaux…

Le groupe est par ailleurs très actif en matière de pédagogie et développe de nombreuses activités pour tous les publics : masterclasses, ateliers concerts, concerts éducatifs ou scolaires, ateliers de création collective Percustra, formation de formateurs…



Leur **répertoire** de plus de 350 œuvres originales (dont près de 80% ont été écrites pour eux) a été composé par les plus grands compositeurs contemporains du monde entier :

Adamek, Adamo, Agobet, Albin, Alsina, Amy, André, Antheil, Aperghis, Ba, Bach, Bakshi, Ballif, Barraqué, Bartok, Battistelli, Baumgartner, Bayer, Bianchi, Birtwistle, Bœuf, Boivin, Bonnet, Boone, Boucourechliev, Boulez, Cacciopo, Cage, Campion, Carcano, Carmona, Castaneda, Cecconi, Cendo, Charpentier, Chavez, Chotard, Chouvel, Cohn, Corghi, Courtioux, Cumminghan, Dalbavie, Dallapiccola, Darasse, Dazzi, Denis, Denisov, Dillon, Donatoni, Downes, Drouet, Dufourt, Emler, Essyad, Estrada, Faber, Farr, Fedele, Filidei, Fineberg, Fourès, Fraikin, Frize, Fuente (de la), Furrer, Gaigne, Garcia, Garcin, Gaussin, Gehlmar, Gervasoni, Ghezzo, Ginastera, Giraud, Glandien, Goebbels, Gougeon, Grisey, Gubaidulina, Guerinel, Guerrero, Guinjoan, Haas, Hamouy, Hansen, Harrison, Hervé, Holliger, Holt, Hung, Hurel, Ibarrondo, Ingolfsson, Ishii, Jarrell, Jolivet, Kabalevski, Kabelac, Kayn, Kieffer, Kling, Koblenz, Koering, Kollert, Kopelent, Kounadis, Kouzan, Krauze, Kremsky, Lanza, Lauba, Leroux, Levinas, Lima, Longtin, Looten, Lopez Lopez, Lorenzi, Louvier, Lubat, Machado, Mâche, Mack, Maderna, Maida, Maiguashca, Malec, Malherbe, Manoury, Mantovani, Marcland, Marco, Maresz, Marietan, Markeas, Mason, Massias, Matalon, Meadowcroft, Méfano, Messiaen, Mincek, Mirogilo, Monnet, Nigg, Nono, Nunes, Nurulla Khoja, Oehring, Oesterlé, Ohana, Oliveira, Orff, Ortiz, Ourgandjian, Pablo, Pampin, Paris, Pesson, Prin, Puig, Racot, Ramirez, Reibel, Reich, Rihm, Rivas, Rojko, Roldan, Romitelli, Ros, Rosse, Rotaru, Sadowsky, Sahbaì, Salinas, Schaeffer, Schat, Scherchen, Schlünz, Schneller, Schoeller, Schöllhorn, Sculthorpe, Seco de Arpe, Serksnyte, Serocki, Shinohara, Sighicelli, Sigman, Singier, Sinopoli, Skersnyte, Solal, Starke, Staude, Stibilj, Stockhausen, Strasnoy, Stravinsky, Suzuki, Taira, Takemitsu, Teodorakis, Tisné, Tokunaga, Tôn-Thât Tiêt, Tosi, Varèse, Vassena, Verrando, Weber, Wen, Willcock, Wood, Xenakis, Yamane, Zapf, Zappa… et de nombreux autres en cours ou à venir.

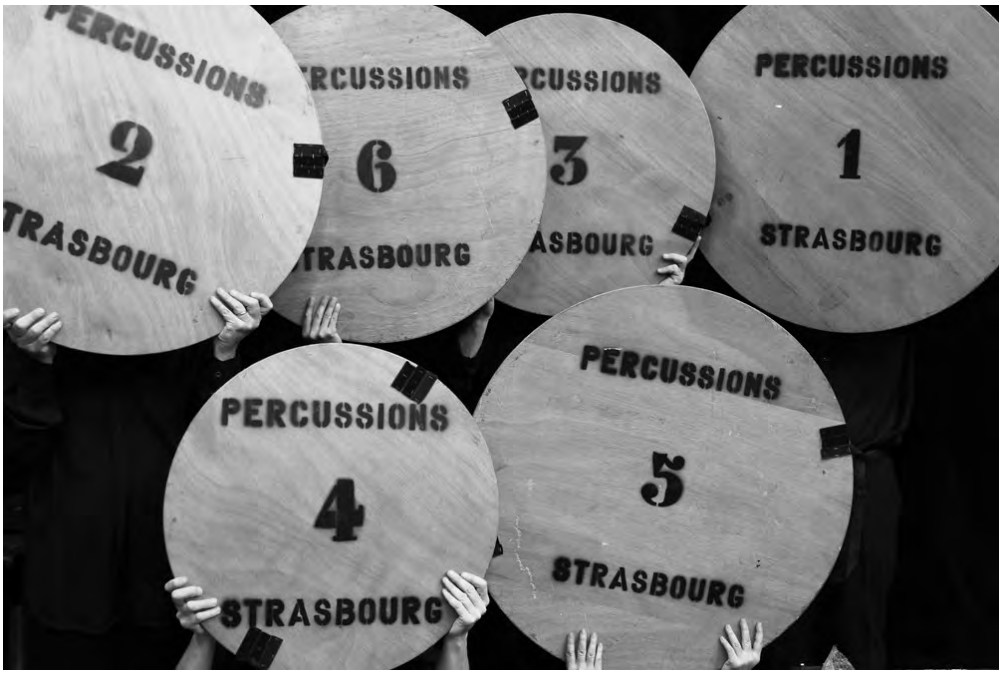
La dernière sortie discographique est un coffret de 15 cds couvrant 50 ans d'histoire musicale et rassemblant les plus belles œuvres composées pour eux, paru en 2012 chez Universal Music :

Les Percussions de Strasbourg – 50ème Anniversaire
Prix in Honorem de l'Académie Charles Cros
2012, Classics Jazz France / Universal Music



Pour plus d'informations et de détails sur l'ensemble, son répertoire, sa discographie, nous vous invitons à découvrir notre nouveau site web :
www.percussionsdestrasbourg.com

2. Présentation de l'équipe



Crédit photo : Charlotte Michaillard

Directeur artistique : Jean Geoffroy

Directeur artistique des Percussions de Strasbourg depuis février 2015. Premier prix en percussion au Conservatoire national supérieur de musique de Paris en 1982. Timbalier solo de l'Ensemble Orchestral de Paris de 1985 à 2000. Professeur de percussion au Conservatoire National Supérieur de Musique de Paris (1993-98), à la Haute Ecole de Musique de Genève (1998-2007) et depuis 1999 au Conservatoire National Supérieur de Musique et de Danse de Lyon. Il enseigne également la didactique au CNSMDP. Directeur de collection aux éditions Lemoine et aux éditions Alfonce. Auteur d'ouvrages pédagogiques et soliste international invité depuis plus de 30 ans dans les plus grands festivals à travers le monde. Dédicataire de très nombreuses oeuvres solos Jean Geoffroy a su créer un parcours de « musicien chercheur », en enregistrant notamment plus d'une trentaine de CD's dédiés à la musique contemporaine et à J.S Bach. En 2004 il créé « Light Music » de Thierry de Mey (pour « chef solo ») et, depuis, ne cesse d'approfondir la relation geste-son et plus généralement la question de la place de l'interprète aujourd'hui. Jean Geoffroy est membre du comité de lecture de l'IRCAM.

Huit musiciens en 2015 :

Raphaël AGGERY. Soliste aux Percussions de Strasbourg depuis 2015.

Né en 1980 dans une famille de musiciens, Raphaël Aggery obtient son diplôme au CNSMD de Lyon dans la classe de Jean Geoffroy en 2004. Membre des Percussions Claviers de Lyon depuis 2001, cofondateur du Trio Yarn (premier prix – IPCL 2002) et de l'Ensemble TaCTuS, il est également le batteur du 7th Art Orchestra. Passionné d'arrangement, Raphaël a effectué de multiples transcriptions qui ont fait l'objet d'enregistrements dont Sports et Divertissements consacré à la musique d'Erik Satie et les Variations Goldberg de J.S. Bach. Graveur musical pour plusieurs compositeurs (T. de Mey, T. Pecou, F. Narboni, M. Moulin…), Raphaël cosigne également deux

ouvrages pédagogiques traitant de la création musicale par le biais des nouvelles technologies aux éditions Lugdivine.

Claude FERRIER. Soliste aux Percussions de Strasbourg depuis 1992.

Né en 1964 à Avignon. Médaille d'Or de percussion à l'Ecole Nationale de Musique d'Avignon (1983). Diplôme National d'Etudes Supérieures de Musique au Conservatoire National Supérieur de Musique de Lyon - classe de G. Van Gucht et F. Dupin (1989). Diplôme d'Etat (1989).Crée diverses formations de chambres (avec instrumentistes et comédiens). Percussionniste supplémentaire au sein de divers orchestres nationaux (Orchestre de Paris, Opéra de Lyon) de 1987 à 1994. Professeur au Conservatoire de Mulhouse depuis 2005.

Bernard LESAGE. Soliste aux Percussions de Strasbourg depuis 1992.

Né en 1968 à St Maur des Fossés. Débute la percussion avec Alain Jacquet. Diplôme d'Etat de percussion (1989). Diplôme national d'Etudes Supérieures de Musique au Conservatoire National Supérieur de Musique de Lyon, classe de G. Van Gucht et F. Dupin (1990). Il a également suivi des études de piano. Solistes aux Percussions Claviers de Lyon de 1989 à 1992. Se produit régulièrement avec divers orchestres nationaux. Depuis 2010, il est professeur de percussion au Conservatoire de musique de Mulhouse.

Olivier MAUREL. Soliste aux Percussions de Strasbourg depuis 2015

Né à Paris en 1983, Olivier Maurel étudie le violon dès 4 ans, puis les percussions. Diplômé dans plusieurs disciplines des Conservatoires de Rennes et St Malo, il obtient le Prix Supérieur Inter Régional avec « mention du Jury » au Conservatoire de Strasbourg, étudiant avec Olivier Fiard, Bruno Lemaître, Emmanuel Séjourné, Stéphane Fougeroux et Denis Riedinger. Membre de l'ensemble Linéa, de l'ensemble Imaginaire, il est aussi co-fondateur de Ork. En 2008, il fonde Hanatsu Miroir (avec la flûtiste Ayako Okubo), premier ensemble strasbourgeois à intégrer d'autres arts à la musique contemporaine.

Keiko NAKAMURA. Soliste aux Percussions de Strasbourg depuis 1981.

Née en 1955 à Fukuoka au Japon. Diplôme de piano et de percussion à l'Université d'Art d'Osaka - Japon (1978). 1er prix de Percussion au Conservatoire National de Région de Strasbourg (1979). Médaille de bronze au concours international de Genève (1981). Palme d'argent de « L'encouragement public international ». Timbalière solo de l'Orchestre Philharmonique de Strasbourg (1981 - 1982). Se produit en soliste et au sein de divers ensembles et orchestres (Ensemble Moderne, Ensemble Intercontemporain …). Directrice de l'Ecole des Percussions de Strasbourg de 2005 à 2010.

Minh-Tam NGUYEN. Soliste aux Percussions de Strasbourg depuis 2013. **Coordinateur artistique depuis 2015.**

Né en 1980 à Villeneuve sur Lot. Conservatoire National Supérieur de Musique et de Danse de Lyon dans la classe de Jean Geoffroy après avoir obtenu le prix de percussions du Conservatoire National de Région de Nice. Premier prix du concours international de percussions du Luxembourg avec le trio Yarn. Second prix au concours international de Vibraphone à Clermont-Ferrand en septembre 2002. En Janvier 2003, il intègre la compagnie Arcosm pour le spectacle ECHOA.
Professeur de percussions au sein du Conservatoire à Rayonnement Régional de Toulon Provence Méditerranée, ainsi qu'à l'académie internationale de musique de La Seyne sur Mer.

François PAPIRER. Soliste aux Percussions de Strasbourg depuis 1996.

Né en 1970 à Mulhouse. 1er prix Médaille d'or, 1er prix Accessit et Prix Interrégional à l'Ecole Nationale de Musique de Mulhouse (1990 – 1991). Diplômé de la « Staatliche Hochschule für Musik »

de Freiburg/Breigsau (1996). Se passionne pour les percussions indiennes (tablas). A été professeur de percussion au Conservatoire de Délémont (Suisse) de 1997 à 2001.
Lauréat du programme Villa Médicis Hors les Murs en 2004.

Olaf TZSCHOPPE. Soliste des Percussions de Strasbourg depuis 1992.

Né en 1962 à Kiel en Allemagne. Diplômé de la ''Staatliche Hochschule für Musik'' de Freibourg/Breisgau. Boursier de la DAAD à l'Université du Michigan (Ann Arbor – Etats-Unis).
Membre du groupe de musique contemporaine SurPLus (Freibourg/Breisgau). Se produit en soliste (récitals) en Allemagne et à l'étranger. Percussionniste au sein de divers ensembles (Ensemble Modern, Ensemble Musik Fabrik). Professeur de percussion à la Staatliche Hochschule. für Musik de Freibourg/Breisgau de 1991 à 1995. Depuis 2005, il est professeur de percussions à la Hochschule für Künste de Bremen.

Le président :

Jean-Yves BAINIER. Président des Percussions de Strasbourg depuis septembre 2012.

Né en 1946 à Montbéliard, France. Conservateur en chef du patrimoine. Ancien conseiller auprès du Ministère de la culture chargé des arts plastiques pour les régions Alsace et Lorraine, président fondateur de l'association nationale des conseillers aux arts plastiques : ANCAP. Conseiller aux relations internationales puis responsable du Pôle création de la Direction régionale des affaires culturelles d'Alsace jusqu'en 2011. A contribué à la création du FRAC Alsace, de nombreuses opérations de commandes d'art public. Il est membre fondateur du Centre européen d'actions artistiques contemporaines. Président d'Apollonia – échanges artistiques européens.

L'équipe administrative et technique:

Séverine CAPPIELLO. Administratrice des Percussions de Strasbourg depuis septembre 2013 (CDI plein temps).

Née en 1976 à Paris. Diplômée de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris en 1999. De 1999 à 2003, parcours international entre Amérique latine et ONGs en France. Responsable des relations internationales de la Friche Belle de Mai à Marseille de 2003 à 2007. Directrice de production de l'association Saba de 2007 à 2012 (musiques actuelles, expérimentales, world).

Charlotte MICHAILLARD. Chargée de production des Percussions de Strasbourg depuis octobre 2013 (CDI 20h hebdomadaires puis plein temps depuis juin 2014).

Née en 1986 à Belfort. Master de conception et gestion de projets culturels et artistiques à l'Université de Strasbourg en 2009. Attachée de presse de Musica de 2010 à 2013. Attachée aux relations publiques de Pôle Sud en 2012. Présidente de l'association musicale On the Road depuis 2013.

Marie-Thérèse KOESTEL. Comptable des Percussions de Strasbourg de 2003 à 2015 (CDI 4/5è). Départ à la retraite en février 2015.

Claude MATHIA. Régisseur des Percussions de Strasbourg depuis 2000. Intermittent.

Laurent FOURNAISE. Régisseur des Percussions de Strasbourg depuis 2002. Intermittent.

L'équipe technique est renforcée, selon les productions, par d'autres régisseurs plateau, son, lumière, ingénieurs du son

3. Projet artistique de l'ensemble 2015-2017

Ensemble professionnel de création musicale le plus ancien en France, au format unique et riche d'un répertoire exceptionnel, les Percussions de Strasbourg sont des ambassadeurs mondialement reconnus et respectés pour la qualité de leurs interprétations et leur capacité de création et d'innovation.
Les Percussions de Strasbourg ont effectué de 2013 à 2014 une restructuration administrative, financière et de production qui a aboutit au recrutement d'un nouveau directeur artistique en février 2015, Jean Geoffroy.

Après plus de 50 ans d'existence et compte tenu de l'évolution du monde et des sociétés, des mutations économiques et technologiques et de l'évolution des pratiques des publics, les Percussions de Strasbourg se réinventent pour s'inscrire pleinement dans l'avenir : **le projet 2015-2017 constitue un tournant majeur dans la direction artistique, assumant et intégrant toutes les formes actuelles de la percussion mondiale autant que l'immense champ des pratiques scéniques et des nouvelles technologies. Un passage vers de nouveaux espaces à explorer, imaginer, inventer.**
Outre l'élargissement de l'équipe artistique à une dizaine de membres avec l'ouverture à une quatrième génération de musiciens, il s'agit aussi de procéder à une refonte des propositions artistiques, des modalités de production et d'exploitation des projets, en inventant de **nouveaux rapports avec les publics** (nouveaux formats, proximité, interaction et nouvelles technologies), permettant leur renouvellement, leur élargissement, leur participation active au projet.
Les Percussions de Strasbourg restent précurseurs en tant qu'ensemble et se positionnent désormais comme **« label », un producteur, un opérateur** créant peu à peu un carrefour – lieu de passages, de rencontres et d'échanges avec tous les acteurs et publics de la percussion européenne et mondiale.

Ce projet intègre les recommandations de nos partenaires institutionnels, suite à la dernière inspection et aux comités de suivis, qui portaient sur les points suivants :

1. **Redéfinition du projet artistique** : a) vaste diffusion du répertoire existant ; b) création d'un nouveau répertoire dynamique pensé auprès de publics diversifiés et dans une économie équilibrée ; c) transmission et actions culturelles systématiques ; d) direction artistique renouvelée.
2. **Restructuration et relance d'une dynamique d'activités**, à travers un fonctionnement stable et équilibré, avec : a) prospection dynamique en diffusion (« booking ») ; b) développement systématique d'actions culturelles et de sensibilisation ; c) renforcement des partenariats ; d) affirmation d'un ancrage local ; e) équilibre économique à repenser ; f) concertation régulière avec les financeurs publics.

A/ Présentation générale

	2015	2016	2017
Créations PDS* (1ères)	**3**	**3 + 3 pour Percustra**	**3 + 3 pour Percustra**
Résidences	**10 jours**	**20 jours**	**30 jours**
Concerts	**30**	**35**	**40**
Dont productions PDS	4	4	4
Dont coproductions CG 67	3	4	5
Total Alsace	20	20	20
Total Jeunes publics	12	13	14
Ateliers & masterclasses	**5**	**6**	**8**
Autres rencontres publiques	**6**	**8**	**10**
Bénéficiaires directs**	**7 200**	**8 500**	**9 700**

* Ne sont pas comptabilisées les créations qui sont produites par nos partenaires et entrent dans le cadre de la diffusion (en moyenne 3 par an).
** Estimation sur la base de 200 personnes en moyenne par concert, 20 participants par atelier, 20 professionnels par action (artistes, compositeurs, techniciens, salles et partenaires), 50 personnes par rencontre (conférences, apéro-rencontres, portes ouvertes, interventions, etc.)

L'activité 2015-17 sera structurée autour des chantiers suivants :

- relance des activités avec stabilisation et régularité ;
- diffusion du répertoire existant et ouverture à de nouvelles formes et approches artistiques ;
- affirmation de l'ancrage local, avec 50% de la diffusion, 100% de la production de spectacles, 80% des ateliers et rencontres publiques se déroulant en Alsace ;
- la construction du rapport au public, avec la production de nombreux événements (concerts, cartes blanches) et ateliers, faisant l'objet en amont de rencontres publiques, et le développement de tous les outils de communication ;
- un équilibre économique pour chaque activité, avec la prise en compte de la production et de l'exploitation dès les phases de conception et création ;
- le (re)développement des partenariats locaux, régionaux, nationaux et européens pour chaque activité, à partir de l'ample réseau historique et actuel des PDS.

B/ Création

Près de **10 œuvres originales** seront créées en moyenne chaque année, de compositeurs différents :

- environ 3 créations par an produites par les Percussions de Strasbourg (commandes), définissant sa ligne artistique ;
- environ 3 autres créations par an, produites par nos partenaires et pour lesquelles nous sommes sollicités, entrant dans notre activité de diffusion (ex : en 2015, *Surchauffe* de Dominique Delahoche, avec l'Orchestre national de Lorraine, ou encore *Das Brot des Todes und das Brot des Lebens*, de Klaus Lang, au festival Imago Dei en Autriche; une création de François Meïmoun en 2016 produite par l'IRCAM ; etc.)
- 3 créations « Percustra » par an, interprétées par nos élèves, et faisant l'objet de commande spécifique (de notre part ou de Musica) à des compositeurs.

Le tableau ci-dessous présente les créations produites par les Percussions de Strasbourg et faisant l'objet de commandes.

NOM			DUREE	CREATION	COMMENTAIRES
Cattaneo Aureliano	IT	1974	15'	2015	Commande d'Etat 2011. Acoustique. L'eau et les matières.
Elipe Javier	ESP	1980	27'	2015	Commande d'Etat 2014. Ciné-concert electro-acoustique.
Blondeau Julia	FR	1986	15'	2015	Carte blanche à Philippe Manoury.
Kishino Malika	JP	1971	15'	2016	Acoustique. 10ème anniversaire de la mort de Taïra.
Menezes Flo	BR	1962	23'	2016	Electro-acoustique. Mise en espace.
eRikm	FR	1970	60'	2016	Dj musiques actuelles. De l'improvisation contemporaine...
Sarhan François	FR	1972	15'	2017	Percussion corporelle.
Jodlowski Pierre	FR	1971	60'	2017	Electro-acoustique et multimédias.
Stéphane Magnin	FR	1970	15'	2017	Acoustique.

La scène : de l'espace à la présence

La scène, non pas uniquement en tant qu'espace de représentation, mais espace vivant, ouvert, sonore et visuel, intégrant les nouvelles technologies, le geste et sa captation, le corps-instrument, la vidéo avec ses différentes formes d'interactions possibles… Re-créer avec les outils du XXIème siècle, un concert à voir, un spectacle à entendre.

> *Passer d'une forme traditionnelle de concert …* : l'essentiel du répertoire est constitué de pièces courtes ayant chacune son instrumentarium, qui envahit le plateau (un programme comporte 3 à 5 pièces courtes) et imposent une équipe technique lourde, ce qui augmente le prix de vente et freine

l'exploitation et la diffusion de spectacle (les moyens des diffuseurs s'étant considérablement réduits depuis la crise de 2008 et la baisse drastique des subventions aux diffuseurs) ; nombreuses créations courtes avec une faible diffusion ; pas de résidences et peu de partenaires associés ; équipe artistique et technique fixe quelque soit le projet.

> … *A une forme actuelle de spectacle* : priorité à la présence et à l'interprétation de l'artiste plutôt qu'à la quantité d'instruments sur scène, scénographie et mise en scène de la musique, créations de spectacles d'une heure, cahier des charges artistique en fonction de contraintes économiques ; moins de créations par an, mais exploitées plus longtemps auprès de nombreux partenaires ; longues périodes de résidences et co-productions ; équipe artistique et technique à géométrie variable selon le projet. Chaque création « phare » est en tournée pendant deux à trois ans (puis ponctuellement).

La création ou l'art de la rencontre…

Nouvelles programmations, avec des compositeurs confirmés et de jeunes créateurs, inspirés par les musiques actuelles, mais aussi des artistes plasticiens, circassiens, danseurs, acteurs… S'ouvrir, c'est alimenter ce nécessaire échange entre les différentes approches artistiques et culturelles.

Une ouverture à:

- des **compositeurs du monde entier** (du Brésil au Japon)
- de **« jeunes » compositeurs à révéler** (repérés grâce aux partenariats avec les universités, les deux conservatoires Nationaux Supérieurs, les Pôles d'enseignement artistique, les partenaires...)
- des invitations de **compositeurs reconnus**
- des **croisements musicaux** (notamment électro-acoustique, musiques actuelles, avec eRikm, Flo Menezes, Ork, etc.) **ou pluridisciplinaires permettant l'exploration de nouvelles formes d'expression musicale** (percussion corporelle avec F. Sarhan, multimédia avec P. Jodlowsky et eRikm, jonglage avec Thomas Guérineau, l'eau comme matière musicale avec K. Nagaelen en 2018, mots et textes avec J. Rebotier en 2018...).

Evénements : une scène, des passages

Les Percussions de Strasbourg ont initié en 2014 une série d'événements publics (trois par an), qu'ils organisent et produisent eux-mêmes, au **Théâtre de Hautepierre** à Strasbourg (jauge : 335 places ; nos locaux depuis 30 ans étant attenant à ce théâtre), en partenariat avec FIP et Accent 4. Cette activité de production de spectacles et d'opérateur culturel permet de créer un carrefour, lieu de passages et de rencontres, entre publics, artistes et professionnels. C'est aussi un **véritable laboratoire de recherche artistique ouvert au public**, qui se développera pleinement de 2015 à 2017.
D'une part, nous répondons à l'attente du public en reprenant des œuvres majeures du répertoire qui ne sont plus jouées depuis longtemps à Strasbourg - il s'agit généralement de véritable recréation. D'autre part, nous y réalisons des premières françaises ou mondiales, qui permettent aussi d'initier les publics aux formes les plus contemporaines, d'entrevoir l'histoire et le fil artistique qui s'écrivent entre répertoire et création. Enfin, c'est le lieu et l'instant de tous les possibles, de toutes les explorations, de notre recherche qui ouvrira la porte à nos créations futures : le format peut être sans cesse revisité, un ou plusieurs artistes d'autres groupes ou disciplines peuvent être invités à créer avec nous, pour une performance autant que pour un spectacle entier.
En 2016 par exemple nous réaliserons un concert avec le duo « Ork » électro-acoustique (constitué du batteur Samuel Klein et du percussionniste Olivier Maurel), nous accueillerons aussi le jongleur Thomas Guérineau, artiste par ailleurs invité en amont par Les Migrateurs, etc.
Ces événements permettent de développer d'autres formats comme des apéros-rencontres entre publics et artistes, des masterclasses publiques, des mini-conférences d'introduction aux œuvres, etc.

C/ Diffusion

L'objectif est une progression stable et continue du nombre de concerts, et le développement des partenariats. La diffusion respecte un équilibre entre répertoire (plus de 350 œuvres, représentant 50 à 80% des œuvres diffusées selon les années) et des créations (20 à 50% des œuvres diffusées selon les années ; une création a, *comme telle*, une durée de vie d'environ 3 ans). Pour cela, plusieurs leviers sont mis en place :

- **Co-productions** :
  Co-production avec Musica des ateliers-concerts à destination des scolaires, avec le Conseil départemental pour les concerts éducatifs, avec d'autres diffuseurs en France ou à l'étranger pour des concerts spécifiques ou des créations (IGNM de Bâle en Suisse, Gaida festival à Vilnius, IRCAM, La Muse en Circuit, éOle, le GMEM, le Shadok à Strasbourg, etc.).

- **Exploitation des créations** :
  La diffusion est dorénavant pensée en amont de la création, dès la première rencontre avec le compositeur. Cette démarche est radicalement nouvelle pour Les Percussions de Strasbourg. Elle permet non seulement d'enclencher une économie viable autour d'un projet (nomenclature instrumentale et impact sur le coût de la régie ; modalités et durée de création ; thématiques ou axes de travail en fonction d'un « plateau-programme » ; équipe artistique et coût plateau…) mais aussi de travailler la diffusion dès la conception, avec des partenaires associés qui deviennent coproducteurs.

- **Booking** :
  Au-delà du réseau des partenaires les plus proches, un démarchage commercial systématique sera effectué dès l'automne 2015 avec le recrutement d'un « booker » à temps partiel (généralement rémunéré sur une base fixe + % par concert vendu). Cette méthodologie permet de vendre des programmes « clés en main », des créations dans la phase d'exploitation. L'objectif est de proposer un spectacle au prix le plus bas possible pour vendre le maximum de dates sur une courte période ou dans une zone géographique spécifique (tournées).

D/ Transmission

Des activités de transmission sont réalisées en permanence depuis 50 ans, dans tous les pays et avec tout type de partenaires : masterclasses, ateliers, partenariats avec des universités, des conservatoires, des écoles de musique, des institutions…

- **Ateliers-concerts pour les scolaires :**
  12 ateliers concerts de 2h seront réalisés chaque année en 2016-2018 avec Musica, pour 400 scolaires, en une semaine en novembre au Théâtre de Hautepierre. Déroulé : concert de 30 minutes par nos musiciens, suivi d'1h15 d'atelier Percustra d'interprétation, puis des enfants sont choisis pour interpréter une œuvre travaillée dans l'atelier, sur scène (15 minutes). Il s'agit donc d'une véritable école du spectateur / acteur.
  En partenariat avec le CFMI de Sélestat et les écoles de Strasbourg.

- **Concerts « éducatifs » décentralisés** :
  En coproduction avec le **Conseil départemental du Bas-Rhin** et les salles partenaires, 3 concerts « jeune public / tout public » sont produits chaque année à l'automne depuis 2014. L'entrée est gratuite. En 2015, le thème est « Tour du monde en percussions » : le public est initié à la musique contemporaine à travers un parallèle entre musiques contemporaines et « musiques du monde ». Un **kit pédagogique** est mis à disposition des enseignants en milieu scolaire et des écoles de musique du département pour étudier les œuvres qui seront jouées. Les parents sont invités à assister aux concerts. Action en partenariat avec **l'ADIAM 67**.
  Des concerts jeune public en duo sont aussi réalisés dans le cadre des tournées régionales du CCAS en 2015 et 2016, avec la même ligne artistique mais un programme différent, intégrant les nouvelles technologies (exemple : des pads remplacent les marimbas, usage de manettes de wii pour déclencher des sons...).

- **Percustra à Hautepierre** :
  Projet pluriannuel d'**ateliers créatifs de percussion**, à destination des habitants du quartier de Hautepierre / Cronenbourg, scolaires (Collège Erasme et Ecole Jacqueline) ou tout public. **4 ateliers par an de 30h** chacun (de décembre à mai) seront animés par des artistes des PDS. Il s'agit d'ateliers créatifs collectifs, s'adressant à des non initiés, utilisant la pédagogie Percustra. Une **commande** à un compositeur est passée chaque année dès 2015 pour deux à trois ateliers (Aurélien Marion Gallois et Thierry Blondeau en 2015, François Sarhan en 2016, Karl Nagaelen en 2017) ; un atelier électro-acoustique est proposé chaque année à partir de 2016 ; une reprise d'une création Percustra antérieure sera réalisée à partir de 2016. Un concert final des élèves clôture les ateliers (fin mai, au Théâtre de Hautepierre). Les créations sont finalisées et interprétées à Musica à partir de 2016. Ateliers gratuits, en partenariat avec tout le **tissu associatif local**. Développement national possible à moyen terme (réflexion en cours avec la Cité de la Musique à Paris, projet DEMOS).

E/ Production discographique : création du label PDS

Reprise de la production discographique, avec l'enregistrement de *Burning Bright* d'Hugues Dufourt en 2016 pour une sortie en fin d'année. Le label discographique des Percussions de Strasbourg sera créé à cette occasion en 2016, afin de répondre à l'évolution (l'effondrement...) de l'industrie musicale. En effet, après étude du dossier avec une juriste spécialisée, il s'avère que nous ne possédons aucun master des disques produits depuis 1969, qu'ils sont tous déréférencés en magasin ou en rupture de stock, qu'ils sont mal vendus dans le monde (par exemple, Universal ne vend le coffret des 50 ans, constitué de 15 cds, qu'en France, Belgique, Italie et Japon... de nombreuses personnes dans le monde nous appelle pour nous l'acheter directement...), que nous ne recevons que 100 € par an de royalties pour l'ensemble de notre catalogue (!), alors même que nous avons coproduit à hauteur d'au moins 50% du budget toutes les productions discographiques des PDS après l'époque Philips (!!!)...
La création de notre label discographique en 2016 permettra de rendre accessible au monde entier, en permanence (notamment via le format numérique), notre catalogue.
Rachat de catalogue, rééditions... un chantier considérable est à lancer.

F/ Structuration

- **Evolution de l'équipe :**
  Comptabilité : départ à la retraite de Marie-Thérèse Koestel, en février 2015. Externalisation de la comptabilité depuis. La comptabilité sociale est reprise par la chargée de production, Charlotte Michaillard.
  Directeur artistique : Jean Geoffroy depuis février 2015. 10h hebdomadaire de février à août 2015, 20h hebdomadaire à partir de septembre 2015.
  Coordinateur artistique : Tam N'Guyen, musicien de l'ensemble est coordinateur depuis février 2015 (10h hebdomadaire). Il s'occupe de la gestion des planning artistiques et techniques, de l'instrumentarium (renouvellement et maintenance), il assiste le directeur artistique toutes les fois que nécessaire, il représente aussi l'ensemble auprès des tiers, il coordonne les productions avec le reste de l'équipe.
  Assistant de diffusion / booker : recrutement à temps partiel (20h) à l'automne 2015.
  Volontaires du service civique : recrutement en novembre 2015 de deux jeunes volontaires, pour huit mois (à renouveler chaque année), développant les relations aux habitants de Hautepierre et au tissu social dans le cadre du projet Percustra ; ils visent à faire connaître la musique contemporaine auprès des publics éloignés de la culture ou ni ayant pas accès.
  Stagiaires : accueil de stagiaires en musicologie, afin de créer un contenu complet accessible sur le site internet pour chaque œuvre du répertoire (texte de présentation, crédits, photos, vidéos, son…). 5 mois répartis sur 3 ans.

- **Communication** :
  Les PDS n'ont que très peu développé leurs outils de communication ces 20 dernières années. Après la refonte intégrale du site web (lancé en septembre 2014), de l'identité visuelle et des outils sociaux en 2014, développement de tous les autres outils de communication (plaquettes, affiches, flyers, encarts…) et notamment réalisation de vidéos de

qualité pour chaque spectacle, œuvre du répertoire, création. L'absence de vidéos à ce jour (à peine une dizaine pour un répertoire de 350 œuvres) est un obstacle majeur à la sensibilisation des jeunes et nouveaux publics, à la transmission du répertoire dans le monde.

- **Gestion et finance :**
  Gestion financière saine, budget annuel équilibré, économie maîtrisée. Cette gestion est en place depuis fin 2013 et sera poursuivie.

- **Partenariats** :
  Les PDS ont de très nombreux partenaires en France et dans le monde. Il s'agit d'associer nos partenaires sur des projets spécifiques dès la conception du projet, de leur offrir la visibilité nécessaire à travers les nouveaux outils de communication, d'être en lien permanent avec eux pour développer ou exploiter les projets sur la durée. La priorité sera mise sur les partenaires régionaux, les coproducteurs (pour les créations), les partenaires européens (par projet), des mécènes et des fondations (fonctionnement ou projet spécifique).

  Mécénat Société Générale : les Percussions de Strasbourg ont obtenu le soutien du Mécénat Société Générale et viennent de signer une convention de financement à hauteur de 20 000€ par an pendant trois ans, en 2016-2017-2018. Ce soutien sera potentiellement renouvelable pour deux ans de plus. Ce mécénat nous permettra notamment de financer en partie la production discographique, constituant un effet levier (« fonds mobilisateurs »). Des concerts et diverses actions de communication s'ajouteront aussi à ce soutien financier dans le cadre du partenariat. C'est la première fois que la Société générale soutient un ensemble de musique contemporaine.

  D'autres mécènes sont actuellement démarchés par projet (Ernst von Siemens Foundation, Art Mentor Foundation, Kronenbourg, etc.).

Les Percussions de Strasbourg

BUDGETS PREVISIONNELS 2015-2017

Sept 15

CHARGES HT	2015	2 016	2 017
ARTISTIQUE	**238 690**	**287 326**	**322 000**
I. Projets pédagogiques et culturels	**19 250**	**25 000**	**30 000**
Percustra / Hautepierre	17 250	20 000	20 000
Masterclasses, autres activités	2 000	5 000	10 000
II. Création	**15 400**	**41 326**	**61 000**
Commandes	3 400	10 000	21 000
Résidences	12 000	31 326	40 000
III. Concerts	**198 040**	**200 000**	**210 000**
IV. Discographie	**0**	**15 000**	**15 000**
V. Instrumentarium (achats et maintenance)	**6 000**	**6 000**	**6 000**
COMMUNICATION	**13 500**	**22 000**	**25 500**
Graphisme	3 500	3 000	3 500
Vidéos	3 000	7 000	10 000
Impression, encarts presse, mailing	7 000	7 000	7 000
Attachée de presse	0	5 000	5 000
FONCTIONNEMENT	**247 300**	**262 714**	**267 516**
I. Charges et services externes	**59 252**	**60 039**	**59 000**
Fournitures administratives	4 000	4 539	5 000
Sous-traitance (ménage)	2 500	2 500	2 500
Locations de matériel de bureau	4 608	2 000	2 000
Entretien et réparations (camion)	5 000	5 000	3 000
Primes d'assurance	4 553	4 700	5 000
Documentation générale	1 091	800	1 000
Honoraires (commissaire, comptable, avocat, juriste)	20 000	20 000	20 000
Déplacements, missions	12 000	15 000	15 000
Frais postaux et communication	3 000	3 000	3 000
Autres charges de gestion courante	2 500	2 500	2 500
II. Impôts, taxes et versements assimilés	**2 315**	**2 601**	**2 716**
FPC AFDAS	1 612	1 801	1 853
Taxe d'apprentissage (salariés permanents)	403	450	463
Autres impôts et taxes	300	350	400
Impôts sur les bénéfices	0	0	0
III. Salaires permanents (chargés)	**161 238**	**180 074**	**185 300**
Administrateur	69 650	70 520	74 000
Stagiaires (com, musicologue…)	1 000	1 000	1 500
Directeur artistique	30 000	48 000	48 000
Coordinateur artistique (10h hebdo)	14 400	14 400	14 400
Comptable 80% (dont indemnités retraite)	12 788	0	0
Chargé production	31 000	31 754	33 000
Chargé de diffusion (booker) 20h	2 400	14 400	14 400
IV. Charges financières	**1 500**	**1 500**	**1 500**
Charges d'intérêts	1 500	1 500	1 500
V. Charges exceptionnelles	**7 994**	**3 500**	**4 000**
Sur opération de gestion	5 300	1 500	1 500
Autres charges exceptionnelles	2 694	2 000	2 500
VI. Dotations aux amortissements et aux provisions	**15 000**	**15 000**	**15 000**
Immobilisation corporelles	5 000	10 000	10 000
Dotations aux provisions & fonds dédiés	10 000	5 000	5 000
TOTAL CHARGES HT	**499 490**	**572 040**	**615 016**

RECETTES HT	2015	2016	2017
PRESTATIONS	**123 100**	**174 000**	**209 700**
Marchandises (cds, bar…)	500	1 000	1 500
Ventes de spectacles	120 000	150 000	170 000
Coproductions	0	15 000	25 000
Billetterie	2 300	2 500	2 500
Masterclasses et stages	0	5 000	10 000
Locations diverses	300	500	700
SUBVENTIONS	**314 090**	**321 040**	**327 040**
DRAC Culture (convention)	180 000	180 000	180 000
DRAC Educatif / CUCS (hors convention)	2 000	3 750	3 750
Ville de Strasbourg Culture	92 000	92 000	92 000
Ville de Strasbourg CUCS	10 000	10 000	10 000
Conseil Régional Alsace	15 000	15 000	20 000
Conseil Général 67	9 000	9 000	10 000
Aides à l'emploi	840	5 040	5 040
ACSE	4000	5 000	5 000
ACMISA	1250	1 250	1 250
AUTRES PRODUITS	**62 300**	**77 000**	**78 276**
SACEM	12 000	12 000	12 000
SPEDIDAM	15 000	17 000	17 000
ADAMI	0	7 000	7 000
Institut Français	5 000	5 000	5 000
Bureau export	1 000	1 000	1 000
Société Générale	0	20 000	20 000
Autres partenariats & mécènes	0	3 000	9 000
Autres produits de gestion	1 700	2 000	2 276
Reprises sur fonds dédiés & provisions	27 600	10 000	5 000
TOTAL RECETTES HT	**499 490**	**572 040**	**615 016**

Convention Percussions de Strasbourg – DRAC - Ville de Strasbourg 2015-2017
Annexe III. Indicateurs

Programmation artistique

	2015	2016	2017
Créations PDS			
dont coproductions			
Reprises			
Résidences			

Concerts

	2015	2016	2017
Production PDS			
Autre production			
Alsace			
dont Strasbourg			
France hors Alsace			
Etranger			
Total			
Fréquentation totale			

Transmission- Médiation

	2015			2016			2017		
	Nbres	Nb Bénéf.	Lieux	Nbres	Nb Bénéf.	Lieux	Nbres	Nb Bénéf.	Lieux
Ateliers - concerts scolaires									
Ateliers Percustra									
Master classes									
Concerts décentralisés coprod CD67									

Label discographique PDS (format numérique)

	2015	2016	2017
Nombre œuvres au catalogue			

Evolution des recettes

	2015	2016	2017
Part d'autofinancement			
Part mécénat			

59

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Musica - Renouvellement de la convention avec l'Etat, la Région Alsace, le Département du Bas-Rhin et la Ville de Strasbourg pour la période 2016/2018.

Créé en 1983 à l'initiative du ministère de la Culture et de la Communication et de la Ville de Strasbourg, MUSICA, festival international des musiques d'aujourd'hui, s'est progressivement affirmé au cours des années comme l'un des principaux acteurs à l'échelle nationale et internationale de la diffusion du répertoire et de la création de la musique contemporaine, dans la diversité de ses courants et de ses esthétiques.

MUSICA invite chaque année aussi bien les grands compositeurs et interprètes de notre temps que les jeunes talents, dans le but de favoriser la rencontre sous des formes multiples entre les publics et les œuvres contemporaines.

En 33 éditions, plus de 3200 artistes ont été accueillis et plus de 3400 œuvres présentées, les créations et premières mondiales et françaises ayant représenté plus du tiers des œuvres jouées.

Impliqué dans un réseau de collaborations artistiques tant national qu'international, MUSICA inscrit son action dans la pérennité d'un projet de diffusion et de création s'appuyant sur un travail de préparation réalisé tout au long de l'année, au sein de l'association, par une équipe de sept permanents.

Ayant vocation à se situer parmi les plus grands festivals en Europe, il bénéficie depuis sa fondation du soutien régulier de l'État, de la ville de Strasbourg, de la Région Alsace et du Département du Bas-Rhin.

Le projet artistique et culturel de MUSICA porte sur la création et la diffusion du répertoire musical des XXème et XXIème siècles, le développement des partenariats, l'accroissement du rayonnement du festival, l'élargissement du public, ainsi que la sensibilisation au répertoire contemporain par des actions pédagogiques.

La dernière convention pluriannuelle liant MUSICA avec l'Etat, la ville de Strasbourg, la Région Alsace et le Département du Bas-Rhin porte sur la période 2013-2015.

Afin de garantir la pérennité de son action, les mêmes partenaires se proposent de formaliser avec MUSICA une nouvelle convention pour les années 2016 à 2018, jointe à la présente délibération.

Le budget prévisionnel pour cette période s'élève au total à 6 246 000 €. Les signataires de la présente convention proposent de s'engager sur les participations suivantes :

Année	Etat	Ville	Région	Département
2016	832 750 €	451 250 €	362 000 €	56 000 €
2017	832 750 €	451 250 €	362 000 €	56 000 €
2018	832 750 €	451 250 €	362 000 €	56 000 €

Compte tenu :

- du soutien régulier apporté par la Ville depuis sa création à ce festival,
- de la qualité des actions menées jusqu'à présent,
- de la pertinence de son projet artistique,
- de l'intérêt pour la collectivité d'inscrire son action dans un partenariat aux objectifs, partagés avec l'Etat, la Région Alsace et le Département du Bas-Rhin.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la signature d'une convention de partenariat avec l'Etat, la Région Alsace, le Département du Bas-Rhin, et l'association MUSICA pour les années 2016 à 2018

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer cette convention.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

1 3 5 3 7 5 0 0 0 / 6 2 4 6

– CONVENTION PLURIANNUELLE –
SUBVENTION ACCORDÉE SUR DES CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT

ANNÉES 2016 – 2017 – 2018

Entre, d'une part,

Le ministère de la Culture et de la Communication,
représenté par Monsieur Michel ORIER, Directeur général de la création artistique,
ci-après désigné « l'État » ;

La Ville de Strasbourg,
représentée par son Maire, Monsieur Roland RIES, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal du 14 décembre 2015
ci-après désignée « la Ville » ;

La Région Alsace,
représentée par son Président, Monsieur Philippe RICHERT, agissant en vertu de la délibération du XXXXXX,
ci-après désignée « la Région » ;

Le Conseil Départemental du Bas-Rhin,
représenté par son Président, Monsieur Frédéric BIERRY, agissant en vertu de la délibération du XXXXXX,
ci-après désigné « le Département » ;

et, d'autre part

Le Festival international des musiques d'aujourd'hui de Strasbourg (Musica)
association de droit local d'Alsace Moselle (Loi de 1924, art. 6)
siège social : 1, place Dauphine – BP 90048, 67065 STRASBOURG CEDEX
N° SIRET : 326 118 114 00049
représenté par son Président, Monsieur Rémy PFLIMLIN, autorisé à signer par une décision du conseil d'administration du 31 mai 2001,
ci-après désigné sous le terme « l'association »,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Considérant le projet initié et conçu par l'association :

« L'association a pour but de prendre en charge l'organisation, la réalisation matérielle et artistique et la gestion du festival annuel international consacré aux musiques d'aujourd'hui, implanté à Strasbourg et intitulé Musica, ainsi que toute opération de promotion en Alsace qu'elle estimera nécessaire pour sensibiliser le public le plus large aux expressions musicales contemporaines européennes. »
(Art. 2 « But » des statuts de l'association, 6 juillet 1994)

Considérant que les objectifs généraux de la politique conduite par le ministère de la Culture et de la Communication visent notamment, dans le domaine du spectacle vivant musical, à soutenir la création artistique et son renouvellement, à favoriser la diffusion des œuvres et l'accès du plus grand nombre aux productions artistiques, à mener une politique de conservation du patrimoine, à veiller à la sensibilisation, au développement et à la satisfaction des publics et plus généralement à la démocratisation culturelle, au développement de l'éducation artistique et culturelle et des pratiques amateurs, ainsi qu'au développement de l'action européenne et internationale (réf. article 4 du décret 2009-1393 du 11 novembre 2009),

Considérant que l'action ci-après présentée par l'association et faisant partie intégrante de son projet global, participe de ces politiques,

Article 1er
Objet de la convention

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique de l'État et des trois collectivités locales signataires et dans le cadre de son projet global mentionné au préambule, l'action suivante participant à la réalisation de missions culturelles d'intérêt général :

« L'association a pour but de prendre en charge l'organisation, la réalisation matérielle et artistique et la gestion du festival annuel international consacré aux musiques d'aujourd'hui, implanté à Strasbourg et intitulé Musica, ainsi que toute opération de promotion en Alsace qu'elle estimera nécessaire pour sensibiliser le public le plus large aux expressions musicales contemporaines européennes. »
(Art. 2 « But » des statuts de l'association, 6 juillet 1994)

Pour la mise en œuvre de cette action, l'association est soumise aux obligations mentionnées à l'annexe I, laquelle fait partie intégrante de la convention.

Dans ce cadre, l'État, la Ville, la Région et le Département contribuent financièrement à la réalisation de cette action. Ils n'attendent aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2
Durée de la convention

La convention est conclue pour une durée de 3 ans.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention, ou d'un avenant prolongeant la présente convention, est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 12 de la présente convention et au contrôle prévu à l'article 13.

Article 3
Conditions de détermination du coût de l'action

3.1. Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué **à 6 246 000 €,** conformément aux budgets prévisionnels figurant à l'annexe II.

3.2. Le besoin de financement public exprimé par l'association est calculé en prenant en compte les coûts totaux retenus estimés de l'action, ainsi que tous les produits qui y sont affectés. L'annexe II présente les budgets prévisionnels de l'action en détaillant ces coûts éligibles à la contribution financière de l'État, de la Ville, de la Région et du Département et l'ensemble des produits affectés, ainsi que les règles retenues par l'association pour leur estimation.

3.3. Lors de la mise en œuvre de l'action, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de ses budgets prévisionnels à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du programme de l'action et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé à l'article 3.1. L'association notifie ces modifications à l'administration par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours. En cas d'avance versée dans les conditions prévues à l'article 5, le versement du solde annuel ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'administration de ces modifications éventuelles.

Article 4
Conditions de détermination de la contribution financière de l'État

4.1. L'administration contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal **de 2 498 250 €,** équivalent à **40,00 %** du montant total estimé des coûts éligibles sur la durée d'exécution de la convention, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2. Cette somme est répartie comme suit :

- pour l'année 2016**,** un montant de **832 750 €**
- pour l'année 2017, un montant de **832 750 €**
- pour l'année 2018, un montant de **832 750 €**

4.3. Les contributions financières de l'administration mentionnées à l'article 4.2 ne sont applicables que sous réserve des conditions cumulatives suivantes :

– L'inscription des crédits de paiement en loi de finances ;
– le respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 1er, 6, 7 et 11de la présente convention ;
– le contrôle par l'administration en fin d'exercice, conformément à l'article 13, que le montant annuel de la contribution n'excède pas le coût annuel de l'action.

Article 5
Modalités de versement de la contribution financière

5.1. L'administration verse **832 750 €** à la signature de la présente convention et au titre de l'année **2016**.

5.2. Pour les deuxième et troisième années d'exécution de la présente convention, la contribution financière annuelle, sous réserve de l'inscription des crédits de paiement en loi de finances, est versée selon les modalités suivantes :

– soit, sur demande de l'association, une avance avant le 31 mars de chaque année, sans préjudice du contrôle de l'administration conformément à l'article 13, dans la limite de 50 % du montant prévisionnel annuel de la contribution mentionnée à l'article 4.2 pour cette même année ; le solde annuel sous réserve du respect des conditions susmentionnées à l'article 4.3 et, le cas échéant, l'acceptation de la notification prévue à l'article 3.3.
– soit, la totalité de la subvention après le 31 mars de chaque année, après vérification réalisée par l'administration conformément à l'article 6.

La subvention est imputée sur les crédits du programme 131, action 1, sous-action 08, catégorie 64.

5.3. La contribution financière sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements seront effectués à :

Tiers titulaire du compte **:** **MUSICA, festival international des musiques d'aujourd'hui**
Établissement bancaire **:** **Société Générale Strasbourg Entreprises**
Code établissement : **30003** Code guichet : **02360**
Numéro de compte **:** **00050019240** Clé RIB : **70**

L'ordonnateur de la dépense est le ministère de la Culture et de la Communication.

Le comptable assignataire est le contrôleur budgétaire et comptable ministériel du ministère de la Culture et de la Communication.

Article 6
Justificatifs

Dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice, l'association s'engage à fournir :

- le compte rendu financier de l'action qui retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues à la présente convention, notamment à son article 1er. Ce compte rendu doit être conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif de l'action comprenant les éléments mentionnés à l'annexe III et définis d'un commun accord entre l'administration et l'association. Ce compte rendu financier et ce compte rendu quantitatif et qualitatif sont signés par le président de l'association ou toute personne habilitée ;
- le rapport annuel d'activité de l'association ;
- lorsque l'association reçoit des financements de la part des autorités administratives pour un montant annuel cumulé supérieur ou égal à 153 000 €, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par les articles L612-4 et D612-5 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;

Article 7
Autres engagements

Si une modification intervient dans l'administration ou les statuts de l'association durant l'exécution de la présente convention, ou si l'association est dissoute, l'association s'engage sans délai auprès de l'administration :

- soit à lui communiquer la copie des déclarations faites à l'occasion de ces modifications conformément aux articles 3, 6 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;
- soit à l'informer de toute nouvelle déclaration enregistrée dans le répertoire national des associations (RNA).

Dans les deux cas, elle fournit si nécessaire la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

L'association s'engage à faire figurer de manière lisible le nom du ministère de la Culture et de la Communication dans tous les documents produits dans le cadre de la convention.

Article 8
Conditions de détermination de la contribution financière de la Ville de Strasbourg

L'action de Musica s'inscrit dans les orientations de la politique culturelle de la Ville de Strasbourg en ce qui concerne notamment le rayonnement de la création artistique, le soutien à la mobilité des créateurs, le développement de l'accès à la culture pour tous les publics et la participation à l'éducation artistique et culturelle du jeune public. La Ville de Strasbourg attend par ailleurs que Musica apporte son expérience à la démarche qu'elle mène avec les divers acteurs culturels concernés en vue d'enrichir l'offre culturelle en matière de musique contemporaine sur son territoire tout au long de l'année.

Une subvention globale de **1 353 750 €** est accordée par la Ville au titre de sa participation au financement de Musica pour la période 2016-2018, soit **21,67 %** du montant total estimé des coûts éligibles sur la durée d'exécution de la convention, sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au titre des exercices 2016, 2017 et 2018.

Cette somme est répartie comme suit :

- pour l'année **2016**, un montant de **451 250 €**,
- pour l'année **2017**, un montant de **451 250 €**,
- pour l'année **2018**, un montant de **451 250 €**.

La subvention annuelle sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Pour la Ville de Strasbourg, le comptable assignataire de la dépense est le Receveur des Finances de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole.

Par ailleurs, la Ville met à disposition de Musica, à titre gracieux, l'auditorium de la Cité de la musique et de la danse pendant la période du festival ainsi que certaines autres salles en gestion municipale suivant les besoins de la programmation (salle de la Bourse, etc).

L'association s'engage à faire figurer de manière lisible le nom de la Ville de Strasbourg dans tous les documents produits dans le cadre de la convention.

Article 9
Conditions de détermination de la contribution financière de la Région

Une subvention globale de **1 086 000 €** est accordée par la Région au titre de sa participation au financement de Musica au titre des années **2016, 2017** et **2018,** soit **17,39 %** du montant total estimé des coûts éligibles sur la durée d'exécution de la convention.

Cette somme est répartie comme suit :

- pour l'année **2016**, un montant de **362 000 €**,
- pour l'année **2017**, un montant de **362 000 €**.
- pour l'année **2018**, un montant de **362 000 €.**

Pour les 3 exercices, le versement s'effectuera de la manière suivante, par dérogation à l'article 20d du règlement financier de la Région Alsace :

- un acompte de 50 % en début d'exercice, - et pour l'année 2016, après notification de la présente convention -, après transmission d'une demande de versement signée par le représentant légal de l'association, accompagnée d'un relevé d'identité bancaire ;
- le solde après transmission d'une demande de versement signée par le représentant légal de l'association, accompagnée des comptes annuels et de l'annexe comptable (comportant le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public) de l'exercice N-1, du rapport du commissaire aux comptes, du procès verbal, signé par le représentant légal, de l'Assemblée Générale approuvant lesdits comptes, du bilan financier de l'année N-1 présenté dans la même forme que le budget prévisionnel de l'année N-1, et du bilan artistique et culturel de l'année N-1.

Dans l'idéal, l'ensemble des pièces nécessaires pour une même demande, sera transmis en un seul envoi.

Le comptable assignataire de la dépense est le Payeur Régional d'Alsace.

L'association s'engage à faire figurer de manière lisible le nom de la Région Alsace dans tous les documents produits dans le cadre de la convention.

Article 10
Conditions de détermination de la contribution financière du Conseil Départemental

L'action de Musica devra se conformer à la Charte des festivals du Bas-Rhin qui rappelle les priorités du Département en termes de publics, de diversité culturelle et d'équité des territoires.

Une subvention globale de **168 000 €** est accordée par la Région au titre de sa participation au financement de Musica pour les exercices **2016, 2017** et **2018,** soit **2,69 %** du montant total estimé des coûts éligibles sur la durée d'exécution de la convention.

Cette somme est répartie comme suit :

- pour l'année **2016**, un montant de **56 000 €**,
- pour l'année **2017**, un montant de **56 000 €**.
- pour l'année **2018**, un montant de **56 000 €**.

Pour l'exercice **2016**, un acompte de 50 % sera versé après signature du présent document. Le solde de 50 % sera versé au cours du second semestre sur présentation du bilan et du compte de résultat de l'exercice 2015 approuvés par l'Assemblée générale et certifiés par le commissaire aux comptes.

Pour les exercices 2017 et 2018, un acompte de 50 % sera versé après présentation d'une demande accompagnée du budget prévisionnel de Musica pour l'année N, équilibré en recettes et dépenses et signé par le représentant légal de l'association. Le solde de 50 % sera versé au cours du second semestre sur présentation du bilan et du compte de résultat de l'exercice N-1, approuvés par l'Assemblée générale et certifiés par le commissaire aux comptes.

Le comptable assignataire de la dépense est le Payeur Départemental du Bas-Rhin.

L'association s'engage à faire figurer de manière lisible le nom du Conseil Départemental dans tous les documents produits dans le cadre de la convention.

Article 11
Procédures et sanctions en cas de retard ou d'inexécution

En cas d'inexécution, de modification des conditions d'exécution, ou de retard pris dans l'exécution de la présente convention, quelle qu'en soit la raison, l'association doit en informer l'administration sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas d'inexécution, partielle ou totale, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention, ou en cas de retard substantiel dans l'exécution par l'association, sans l'accord écrit de l'administration, celle-ci peut soit exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, soit diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après avoir examiné les justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. L'administration en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 12
Évaluation

L'association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre de l'action dans les conditions précisées en annexe III de la présente convention.

Les signataires procèdent, conjointement avec l'association Musica, à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle ils ont apporté leur concours sur un plan tant quantitatif que qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1er et sur l'impact de l'action au regard de l'intérêt général.

Article 13
Contrôle de l'administration

L'État, la Ville, la Région et le Conseil Départemental contrôlent annuellement, ainsi qu'à l'issue de la convention, que leur contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre de l'action au titre de laquelle cette contribution est accordée.

Ces signataires peuvent exiger le remboursement de la quote-part excédentaire de la contribution financière.

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par eux, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 12 ou dans le cadre du contrôle financier annuel. L'association s'engage à faciliter l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Article 14
Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par un avenant signé, d'une part, par l'État, la Ville, la Région et le Département et, d'autre part, par l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception. Un avenant est alors conclu par les parties pour formaliser cet accord.

Article 15
Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tout autre droit qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 16
Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Cette convention de 16 pages est établie en sept exemplaires originaux.

Fait à Strasbourg, le

Pour l'État :

Pour la Ville de Strasbourg :
Le Maire, Roland Ries

Pour la Région Alsace :
Le Président, Philippe Richert

Pour le Conseil Départemental :
Le Président, Philippe Bierry

Pour l'association :

N°EJ

– ANNEXE I –

Description du programme d'actions ou de l'action

L'association s'engage à mettre en œuvre l'action ci-dessous comportant les obligations suivantes pour la réalisation des missions culturelles d'intérêt général afférentes :

- *« L'association a pour but de prendre en charge l'organisation, la réalisation matérielle et artistique et la gestion du festival annuel international consacré aux musiques d'aujourd'hui, implanté à Strasbourg et intitulé Musica, ainsi que toute opération de promotion en Alsace qu'elle estimera nécessaire pour sensibiliser le public le plus large aux expressions musicales contemporaines européennes. »*
  (Art. 2 « But » des statuts de l'association, 6 juillet 1994)

1. Action Festival

Coût de l'action		**SUBVENTIONS de**								**ASSO**
	2016	**MCC – DGCA**		**Ville de Strasbourg**		**Région Alsace**		**Dépt. Bas-Rhin**		**Musica**
	Budget	Montant	*% du budget*	Montant	*% du budget*	Montant	*% du budget*	Montant	*% du budget*	*Auto-financ.*
Total	2 082 000€	832 750€	*40,00%*	439 500€	*21,11%*	362 000€	*17,39%*	56 000€	*2,69%*	*18,82%*
Charges les plus importantes :										
Achats	764 000€									
Services extérieurs	219 000€									
Autres services extérieurs	235 000€									
Impôts et taxes	36 000€									
Salaires et charges sociales	750 000€									
Autres charges de gestion courante	69 000€									
Charges financières										
Charges exceptionnelles										
Dotation aux amortissements	9 000€									

a) Objectifs :

Organisation des 34e, 35e et 36e éditions du festival international des musiques d'aujourd'hui de Strasbourg afin, d'une part, d'offrir aux artistes – compositeurs et interprètes - une plateforme professionnelle leur permettant de confronter leurs expérimentations musicales aux grandes œuvres du répertoire du XXe et du XXIe siècles devant un public nombreux et curieux et, d'autre part, de sensibiliser le plus largement possible de nouveaux publics à ces expressions contemporaines « dites savantes ». Le festival s'appuie notamment dans sa mission artistique sur les réseaux d'excellence de création et de diffusion artistiques locaux, nationaux et internationaux en développant de nombreuses collaborations avec eux. Lors de chaque édition, Musica présentera une trentaine de manifestations comportant des œuvres en création française ou mondiale.

Les objectifs de l'association s'organisent autour de deux axes principaux :

- poursuivre le travail qui a construit la renommée internationale du festival, particulièrement :
  - une politique de commandes aux compositeurs, de créations d'œuvres et de coproductions ;
  - la diffusion du répertoire de la musique contemporaine ;
  - son ancrage sur le territoire, au cœur du bassin rhénan et de l'Europe à travers ses réseaux transfrontaliers et ses multiples collaborations ;
- fidéliser et diversifier son public tout en poursuivant son action pour son rajeunissement et son renouvellement.

b) Publics visés :

- Entre 14 000 et 16 000 entrées selon les programmations
- Entre 800 et 1000 artistes accueillis chaque année (professionnels, artistes en formation et musiciens amateurs)
- Mélomanes confirmés, milieux spécialisés de la musique et du spectacle vivant, public généraliste, public jeune à initier.

c) Localisation :

Divers lieux dans la Ville de Strasbourg, de l'Eurométropole et de la région Alsace.

- À Strasbourg : auditorium de France 3 et de la Cité de la musique et de la danse, Palais de la musique et des congrès, salle de la Bourse, Palais du Rhin, TNS, Théâtre de Hautepierre, BNU, Palais U, salle des fêtes de Schiltigheim, La Coop…
- En Alsace: La Filature - scène nationale de Mulhouse, des Relais culturels du Bas-Rhin et à l'étranger, Theatre Basel…

d) Moyens mis en œuvre : démarche et outils

- <u>Démarche artistique</u>

Dans la continuité du travail développé ces dernières années, les trois prochaines éditions de Musica s'attacheront à présenter un large éventail de la création sous toutes ses formes (récitals, concerts de musique de chambre, ensembles et orchestres, spectacles musicaux). Le festival s'intéressera aux relations possibles entre ces musiques et les autres arts (théâtre, danse, littérature, arts plastiques, images numériques, multimédia, cinéma…).

Le festival développera également le concept de concert mixte confrontant des œuvres contemporaines à des œuvres classiques interprétées par des artistes confirmés dans les deux styles de manière à éclairer l'un par rapport à l'autre comme par exemple Pierre-Laurent Aimard dans un programme Boulez, Beethoven et Ligeti en 2015.

Une attention particulière sera portée sur de jeunes artistes émergents, compositeurs et interprètes et sur les musiques électroniques en liaison avec des Centres nationaux de création musicale.

Par ailleurs, de nouvelles initiatives diversifieront l'offre artistique et permettront de créer des ponts possibles entre la musique contemporaine et d'autres expressions musicales. Ainsi, dès 2016, une collaboration, au sein du projet Coop, sera développée avec Ososphère/Artefact autour des personnalités emblématiques des musiques électroniques, Pierre Henry et Karlheinz Stockhausen en partenariat avec le centre INA/GRM et à laquelle s'associeront les Percussions de Strasbourg en lien avec le DJ eRikm ainsi que d'autres artistes.

La problématique de l'insertion professionnelle des jeunes artistes reste au cœur du projet Musica au travers de ses collaborations avec le Conservatoire de Strasbourg et la HEAR. Les focus jeunes interprètes et compositeurs seront poursuivis en liaison avec les professeurs de composition Philippe Manoury et Daniel D'Adamo ainsi qu'avec d'autres professeurs d'instruments. Ainsi, en 2016, Musica développera une collaboration avec la classe de musique électronique de Tom Mays et avec les jeunes quatuors du Conservatoire.

Le succès de la première académie de composition encourage Musica à poursuivre dans cette voie en collaboration avec la HEAR, le Conservatoire et l'Université de Strasbourg. Ainsi, après Hanspeter Kyburz en 2015, ce sera Alberto Posadas qui développera aux côtés de Philippe Manoury le projet 2016 autour de la musique pour quatuor à cordes et voix ainsi que pour la formation originale *deux pianos-deux percussions*. Les artistes d'encadrement pédagogique sont le Quatuor Diotima, la soprano Sarah Maria Sun, Jean Geoffroy, Brian Archinal, Jean-Frédéric Neuburger et Jean-François Heisser.

Par ailleurs, la volonté de continuer à initier des musiciens amateurs aux esthétiques contemporaines restera toujours d'actualité dans les prochaines années. Après la collaboration avec la FSMA, Musica développera un projet avec les Percussions de Strasbourg autour de la méthode Percustra. Il s'agira de réunir un nombre important de jeunes ne connaissant pas forcément la musique, de les encadrer par des musiciens professionnels (basse, percussion, claviers ou guitare) pour qu'ils interprètent une œuvre musicale écrite selon les codes Percustra afin qu'elle leur soit accessible. Ces jeunes seront recrutés en passant par des écoles de musique et des associations de quartier capables de participer au projet en les encadrant et en les suivant.

Dans le cadre de la création de la nouvelle région Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne, Musica étudiera les possibilités de rapprochement et de collaboration avec des structures de ce territoire, notamment avec le Centre de Création musicale de Bétheny (Césaré), l'Arsenal de Metz ou encore l'Opéra national de Nancy. Musica tentera de délocaliser certains de ses concerts dans des villes de la grande région à condition de trouver des partenaires capables de prendre en charge ces manifestations sous le label *Musica Grande Région.*

Quelques éléments de programmation 2016 (susceptibles de modifications):

- Création d'un opéra d'Ahmed Essyad *La Reine et l'Étranger* en coproduction avec l'Opéra du Rhin, le Conservatoire et la HEAR. Cet opéra est le point d'orgue d'une série d'ateliers-rencontres entre le compositeur, le metteur en scène Olivier Achard et des femmes de la Cité de l'Ill à la Robertsau par l'intermédiaire du Centre socio-culturel de ce quartier.
- Concert d'ouverture à la Cathédrale de Strasbourg avec le RIAS Kammerchor / Münchener Kammerorchester : *Disputatio,* œuvre de Pascal Dusapin.
- Nouvelle production de l'opéra de Stockhausen *Donnerstag aus Licht* au Theater Basel mis en scène par Lydia Steier.
- Orchestre National des Pays de la Loire : direction Pascal Rophé avec Tabea Zimermann dans la création mondiale d'un concerto pour alto et orchestre de Michaël Jarrell.
- Les Siècles : direction François Xavier Roth avec *Tehillim* de Steve Reich confronté au *Magnificat* en ré majeur de J.S Bach.
- Pierre Henry : *Ultime portrait,* création mondiale pour son 90e anniversaire.
- Concert pour le temps présent, spectacle hommage à Pierre Henry de Thierry Balasse
- Résidence de l'INA/GRM avec son Acousmonium pour des œuvres « historiques » emblématiques et des compositions de jeunes artistes comme eRikm.
- *Drum-Machines,* œuvre mixte pour percussion et électronique en temps réel avec les Percussions de Strasbourg et le DJ eRikm sur l'Acousmonium de l'INA/GRM.
- Le quatuor autrement : série de concerts de quatuors à cordes auxquels s'adjoignent d'autres artistes musiciens, chanteurs, comédiens ou plasticiens
- Portraits de Jacques Rebotier, compositeur et comédien, d'Alberto Posadas et d'Ahmed Essyad.
- Ciné-concert avec *La Princesse aux huitres* de Ernst Lubitsch, musique Martin Matalon avec l'Ensemble Ars Nova. Autre projet : *L'Aurore* de Murnau, musique de Helmut Oehring avec le quatuor Sine-Nomine et David Moss au chant.
- Récitals de piano : François-Frédéric Guy, Jean-Frédéric Neuburger et Jean-François Heisser, Vanessa Benelli Mosell. Récital d'alto avec Tabea Zimmermann.
- Kl4NG : concert décalé avec Armand Angster et Françoise Kubler, le DJ Pablo Valentino et Yeri-Gaspar Hummel.
- *Mille Plateaux* : installation numérique interactive de Pascal Dusapin.
- Concerts jeunes talents autour du quatuor à cordes, des élèves en classe de composition et de la classe électroacoustique de Tom Mays.

Eléments de programmation 2017-2018 :

- Création en coproduction avec la Ruhr Triennale, l'Opéra Comique et le TNS de l'opéra de Philippe Manoury *Kein Licht* d'après Elfriede Jelinek et mis en scène par Nicolas Stemann.
- Orchestre de Stuttgart, Orchestre et chœur de la Radio Néerlandaise, orchestre de Francfort, Orchestre philharmonique de Strasbourg, orchestre symphonique de Mulhouse.
- Créer en France en partenariat avec la Philharmonie de Paris et T&M le mythique concert de *Two Hundred Motels*, film de Frank Zappa avec Ringo Star.
- Collaboration avec la Filature de Mulhouse autour du spectacle *Refuse the Hour* de William Kentridge et Quaternaire

- <u>Démarche pédagogique</u>

Partenariats avec les établissements d'enseignement supérieur et de formation musicale

- L'Université de Strasbourg : colloques et rencontres, accueil d'étudiants pour des stages ou emplois saisonniers, dispositif d'étudiants-ambassadeurs, manifestations au Palais U ou ailleurs sur le campus, tarification spécifique ;
- Le Conservatoire de Strasbourg et la HEAR : concerts « Jeunes Talents » mettant en valeur le travail des classes de composition pilotées par Philippe Manoury et Daniel D'Adamo et d'autres enseignements (musique de chambre). Intégration d'étudiants dans l'équipe du festival, invitations et tarification spécifique ;

- Les écoles de musique et de danse de la Ville, de l'Eurométropole et du Bas-Rhin en collaboration avec l'ADIAM : rencontres, invitations et tarification spécifique ;
- Le CFMI : intégration d'étudiants diplômés dans l'équipe de musiciens intervenants, ateliers et tarification spécifique ;

L'Académie de composition de Musica

Créée en 2015, cette Académie poursuivra son action destinée à permettre à de jeunes compositeurs sélectionnés sur appel d'offre international de venir se perfectionner à Strasbourg pendant quinze jours encadrés par deux compositeurs de notoriété et des musiciens de haut niveau. En 2016, ce seront Philippe Manoury et Alberto Posadas qui encadreront et animeront cette académie qui participe à l'insertion professionnelle de ces jeunes artistes dans la mesure où leurs œuvres seront interprétées dans le cadre du festival Musica par des artistes de premier plan et dans des conditions professionnelles.

Recherche et initiation à la création musicale de nouveaux publics

- Possibilité de tournées dans le Bas-Rhin de concerts gratuits pris en charge par le Conseil Départemental avec un programme spécifiquement conçu pour un public non initié.
- École du spectateur : un dispositif d'accompagnement de groupes scolaires autour d'une manifestation du festival à laquelle ils assistent en partenariat avec le Rectorat. Il se compose de :

  1) Ateliers d'analyse des œuvres entendues dans le festival mais aussi et selon les projets, de pratique de la musique sur l'année (entre 5 et 20h) encadrée par des intervenants musiciens sélectionnés par Musica. Le festival transmet également le matériel pédagogique et organise des rencontres avec les artistes.

  2) Résidence d'artistes en milieu scolaire, avec des interventions des musiciens des Percussions de Strasbourg durant une année à partir de la méthode Percustra, pratique des percussions, commande d'écriture à un compositeur, présentation du travail intégré à la programmation du festival.

  3) De manifestations jeunes publics, avec une programmation dédiée aux plus jeunes (concert, installation…).

Actions favorisant la venue de publics « empêchés »

- Avec la Ville et l'Eurométropole : invitations pour le Conseil des résidents étrangers, le centre socio-culturel de l'Escale, et participation au dispositif « Strasbourg aime ses étudiants »
- Collaboration avec l'association Tôt ou t'Art : invitations, tarification spécifique, rencontres-ateliers avec un musicien intervenant.

- <u>Communication</u>

Pour accompagner les actions de développement des publics, le festival développe ses nouveaux outils tel que son blog et accroît sa présence sur Internet à travers des actions avec de nouveaux médias ainsi qu'une présence sur les réseaux sociaux.

- <u>Ressources humaines</u>

Outre les 6 collaborateurs à l'année, l'équipe est renforcée au moment du festival par des stagiaires, vacataires (emplois saisonniers) et des techniciens intermittents du spectacle pour un effectif total (hors artistes) compris entre 90 et 110 personnes.

- <u>Budget</u>

Le budget de l'association pour **2016** (entièrement consacré à la réalisation de l'action "festival") s'élève à **2 082 000 euros** hors taxes.

– ANNEXE II –

BUDGET GLOBAL DU PROGRAMME D'ACTIONS OU DE L'ACTION

Cette annexe présente les coûts et recettes affectées pris en compte pour le calcul de la contribution publique. Les coûts occasionnés par la mise en œuvre de l'action conformément au dossier de demande de subvention présenté par l'association comprennent notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre de l'action :
  - liés à l'objet de l'action **;**
  - nécessaires à la réalisation de l'action ;
  - raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
  - engendrés pendant le temps de la réalisation de l'action ;
  - dépensés par l'association ;
  - identifiables et contrôlables ;

BUDGET DE L'ACTION - 2016

▪ CHARGES	*Montant (arrondi à l'euro)*	▪ PRODUITS	*Montant (arrondi à l'euro)*
60 – Achats	**764 000**	**70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	**70 000**
Prestations de services	668 000		
Achats matières et fournitures	20 000	**74 – Subventions d'exploitation[1]**	**2 074 488**
Autres fournitures	76 000	État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 – Services extérieurs	**219 000**	- MCC DGCA	832 750
Locations mobilières et immobilières, charges	200 000		
Entretien et réparation	10 000	- SACEM	80 000
Assurance	5 000	- SACD	10 000
Documentation	4 000	- Département(s) : Bas-Rhin	56 000
62 – Autres services extérieurs	**235 000**	- Région Alsace	362 000
Rémunérations intermédiaires et honoraires	40 000	- Commune(s) : Strasbourg	451 250
Publicité, publication	60 000		
Déplacements, missions	110 000	Organismes sociaux (détailler) :	
Services bancaires, autres	25 000	-	
63 – Impôts et taxes	**36 000**	-	
Impôts et taxes sur rémunération,	25 000		
Autres impôts et taxes	11 000	- Fonds européens	
64 – Charges de personnel	**750 000**		
Rémunération des personnels	515 000	Agence de services et de paiement (ex-CNASEA - emplois aidés)	
Charges sociales	225 000	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	10 000	Aides privées	214 800
65 – Autres charges de gestion courante	**69 000**	**75 – Autres produits de gestion courante**	**500**
66 – Charges financières	**-**	Fonds associatif	
67 – Charges exceptionnelles	**-**	**76 – Produits financiers**	**5 500**
68 – Dotation aux amortissements	**9 000**	**78 – Reprises sur amortissements et provisions**	
▪ CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	**2 082 000**	**TOTAL DES PRODUITS**	**2 082 000**

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES[2]			
86 – Emplois des contributions volontaires en nature		**87 – Contributions volontaires en nature**	
Secours en nature		**Bénévolat**	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		**Prestations en nature**	
Personnel bénévole		**Dons en nature**	
TOTAL		**TOTAL**	

L'association sollicite les subventions suivantes :

- **de l'État (DGCA), 832 750 €** soit **40,00 %**
- **de la Ville de Strasbourg, 451 250 €** soit **21,67 %**
- **de la Région Alsace, 362 000 €** soit **17,39 %**
- **du Département du Bas-Rhin, 56 000 €** soit **2,69 %**

} du total de **2 082 000 €**

1. L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et qu'elles tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.
2. Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-0 l, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et la possibilité d'inscription en comptabilité mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

BUDGET DE L'ACTION - 2017

▪ CHARGES	*Montant (arrondi à l'euro)*	▪ PRODUITS	*Montant (arrondi à l'euro)*
60 – Achats	**764 000**	**70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	**70 000**
Prestations de services	668 000		
Achats matières et fournitures	20 000	**74 – Subventions d'exploitation[1]**	**2 074 488**
Autres fournitures	76 000	État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 – Services extérieurs	**219 000**	- MCC DGCA	832 750
Locations mobilières et immobilières, charges	200 000		
Entretien et réparation	10 000	- SACEM	80 000
Assurance	5 000	- SACD	10 000
Documentation	4 000	- Département(s) : Bas-Rhin	56 000
62 – Autres services extérieurs	**235 000**	- Région Alsace	362 000
Rémunérations intermédiaires et honoraires	40 000	- Commune(s) : Strasbourg	451 250
Publicité, publication	60 000		
Déplacements, missions	110 000	Organismes sociaux (détailler) :	
Services bancaires, autres	25 000	-	
63 – Impôts et taxes	**36 000**	-	
Impôts et taxes sur rémunération,	25 000		
Autres impôts et taxes	11 000	- Fonds européens	
64 – Charges de personnel	**750 000**		
Rémunération des personnels	515 000	Agence de services et de paiement (ex-CNASEA - emplois aidés)	
Charges sociales	225 000	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	10 000	Aides privées	214 800
65 – Autres charges de gestion courante	**69 000**	**75 – Autres produits de gestion courante**	**500**
66 – Charges financières	-	Fonds associatif	
67 – Charges exceptionnelles	-	**76 – Produits financiers**	**5 500**
68 – Dotation aux amortissements	**9 000**	**78 – Reprises sur amortissements et provisions**	
▪ **CHARGES INDIRECTES**			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	**2 082 000**	**TOTAL DES PRODUITS**	**2 082 000**

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES[2]			
86 – Emplois des contributions volontaires en nature		**87 – Contributions volontaires en nature**	
Secours en nature		**Bénévolat**	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		**Prestations en nature**	
Personnel bénévole		**Dons en nature**	
TOTAL		**TOTAL**	

L'association sollicite les subventions suivantes :

- **de l'État (DGCA), 832 750 €** soit **40,00 %**
- **de la Ville de Strasbourg, 451 250 €** soit **21,67 %**
- **de la Région Alsace, 362 000 €** soit **17,39 %**
- **du Département du Bas-Rhin, 56 000 €** soit **2,69 %**

} du total de **2 082 000 €**

1. L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et qu'elles tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.
2. Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-0 l, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et la possibilité d'inscription en comptabilité mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

BUDGET DE L'ACTION - 2018

▪ CHARGES	*Montant (arrondi à l'euro)*	▪ PRODUITS	*Montant (arrondi à l'euro)*
60 – Achats	**764 000**	**70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	**70 000**
Prestations de services	668 000		
Achats matières et fournitures	20 000	**74 – Subventions d'exploitation[1]**	**2 074 488**
Autres fournitures	76 000	État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 – Services extérieurs	**219 000**	- MCC DGCA	832 750
Locations mobilières et immobilières, charges	200 000		
Entretien et réparation	10 000	- SACEM	80 000
Assurance	5 000	- SACD	10 000
Documentation	4 000	- Département(s) : Bas-Rhin	56 000
62 – Autres services extérieurs	**235 000**	- Région Alsace	362 000
Rémunérations intermédiaires et honoraires	40 000	- Commune(s) : Strasbourg	451 250
Publicité, publication	60 000		
Déplacements, missions	110 000	Organismes sociaux (détailler) :	
Services bancaires, autres	25 000	-	
63 – Impôts et taxes	**36 000**	-	
Impôts et taxes sur rémunération,	25 000		
Autres impôts et taxes	11 000	- Fonds européens	
64 – Charges de personnel	**750 000**		
Rémunération des personnels	515 000	Agence de services et de paiement (ex-CNASEA - emplois aidés)	
Charges sociales	225 000	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	10 000	Aides privées	214 800
65 – Autres charges de gestion courante	**69 000**	**75 – Autres produits de gestion courante**	**500**
66 – Charges financières	-	Fonds associatif	
67 – Charges exceptionnelles	-	**76 – Produits financiers**	**5 500**
68 – Dotation aux amortissements	**9 000**	**78 – Reprises sur amortissements et provisions**	
▪ **CHARGES INDIRECTES**			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	**2 082 000**	**TOTAL DES PRODUITS**	**2 082 000**

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES[2]			
86 – Emplois des contributions volontaires en nature		**87 – Contributions volontaires en nature**	
Secours en nature		**Bénévolat**	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		**Prestations en nature**	
Personnel bénévole		**Dons en nature**	
TOTAL		**TOTAL**	

L'association sollicite les subventions suivantes :

- **de l'État (DGCA), 832 750 €** soit **40,00 %**
- **de la Ville de Strasbourg, 451 250 €** soit **21,67 %**
- **de la Région Alsace, 362 000 €** soit **17,39 %**
- **du Département du Bas-Rhin, 56 000 €** soit **2,69 %**

} du total de **2 082 000 €**

1. L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et qu'elles tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.
2. Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-0 l, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et la possibilité d'inscription en comptabilité mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

– ANNEXE III –
INDICATEURS D'ÉVALUATION ET CONDITIONS DE L'ÉVALUATION

[Dans le cadre d'un programme d'actions, il sera présenté autant d'indicateurs différents que d'actions]

I. Indicateurs

1. Action n°1 [préciser]

a. *Indicateurs quantitatifs :*

INDICATEURS	Objectifs chiffrés (estimation)		
	2016	2017	2018
Nombre de manifestations présentées	30	30	30
Nombre de compositeurs joués	45	45	45
Nombre d'œuvres jouées	70	70	70
Nombre de créations mondiales et françaises	25	25	25
Nombre d'interprètes invités	Entre 600 et 1000	Entre 600 et 1000	Entre 600 et 1000
Nombre total d'entrées *(taux de remplissage)*	14 000 *(90 %)*	14 000 *(90 %)*	14 000 *(90 %)*
Fréquentation des outils Web *(fréq° visites uniques)*	15 000	15 200	15 500

b. *Indicateurs qualitatifs :*

- Nature des partenaires culturels, institutionnels et autres : coproducteurs, coréalisateurs et partenaires culturels, locaux, nationaux et internationaux ;
- Partenariats mis en œuvre avec les établissements de l'enseignement général et spécialisé ; description des projets pédagogiques et nature des actions mises en œuvre ; nombre de participants ;
- Couverture médiatique par la presse ;
- Diversité des nationalités des artistes (compositeurs et interprètes) et prise en compte de la diversité des sensibilités esthétiques des autres pays (compositeurs et interprètes).

II. Conditions de l'évaluation

1. Évaluation au cours de la convention

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus. Ce compte-rendu est établi comme suit :

Musica présente un bilan annuel de son action. Ce document mentionne les indicateurs annuels définis ci-dessus.

2. Évaluation au terme de la convention

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 12 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés. Ce bilan est établi comme suit :

Dans le cadre de l'évaluation conjointe prévue par l'article 12 des présentes et subséquente à la communication du bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif susmentionné, le président et le directeur proposent à l'association, au cours du quatrième trimestre de la troisième année, de valider une évaluation de l'activité pour la période concernée. Cette évaluation est présentée à l'administration qui peut, le cas échéant, entendre le président et le directeur de l'association pour commenter les documents remis. L'État valide l'évaluation avant la fin de la troisième année de la convention triennale.

Strasbourg.eu
eurométropole

60

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Renouvellement de la convention pluriannuelle du TJP.

Il est proposé de renouveler la convention pluriannuelle conclue avec le TJP, Centre dramatique national (CDN), label du Ministère de la Culture, dirigé depuis 2012 par Renaud HERBIN, artiste marionnettiste.

En tant que Centre dramatique national, la mission première du TJP est la création, l'accompagnement des artistes régionaux, nationaux et internationaux avec un souci constant de partage de l'outil. Le projet artistique mis en œuvre par Renaud Herbin se veut ouvert à tous les publics et consacre une part importante au jeune public. En parallèle des propositions artistiques, le CDN a, en effet, aussi pour mission de développer un travail essentiel d'éducation artistique et culturelle sous des formes diverses (ateliers, lectures, rencontres, parcours de découverte…).

Le CDN présente tous les deux ans les Giboulées de la Marionnette, festival international, fréquenté par les professionnels du monde entier, par la presse nationale et par un large public. Cet événement – par son histoire et sa notoriété – contribue au rayonnement de la Ville de Strasbourg.

Dans le cadre de la politique de soutien au développement et à la décentralisation de l'art du théâtre, le Ministère de la culture avait proposé en 2013 aux collectivités locales de conclure une convention pluriannuelle visant à confier, pour une période de trois ans, au TJP, une mission principale de création et de production dramatique.

Les cosignataires étaient : l'Etat, la Région Alsace, la Ville de Strasbourg, le Département du Bas-Rhin et le TJP.

Il s'agit aujourd'hui de renouveler cette convention pour la période 2016-2018, laquelle correspond aussi au second mandat du directeur à la tête de cette institution. Comme la précédente convention, elle a pour objet d'approuver le projet artistique et culturel du directeur et précise le soutien que chacune des collectivités apportera pour sa réalisation, sous réserve, bien entendu, dans le cadre de l'annualité du budget, de l'approbation annuelle par l'assemblée délibérante des montants cités.

La répartition de la charge financière proposée est la suivante :

Années	Ville	Région	Drac	Département
2016	1 170 000 €	465 000 €	567 500 €	à déterminer
2017	1 170 000 €	465 000 €	567 500 €	à déterminer
2018	1 170 000 €	465 000 €	567 500 €	à déterminer

Compte tenu :

- de la place structurante du TJP dans le paysage culturel de la Ville,
- du soutien régulier apporté par la Ville au TJP depuis des années,
- de la qualité des activités proposées par cette structure,
- de l'intérêt pour la collectivité d'inscrire dans un partenariat aux objectifs partagés ses relations avec le Ministère de la culture et les collectivités locales.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
approuve

la signature d'une convention, jointe en annexe, de partenariat avec l'Etat, la Région Alsace, le Département du Bas-Rhin, et l'association TJP pour la période 2016 à 2018,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer cette convention.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

ASSOCIATION TJP,
Centre dramatique national

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
2016-2018

Entre :

L'État (Ministère de la Culture et de la Communication – Direction régionale des affaires culturelles d'Alsace), ci-après désigné « L'État », représenté par le Préfet de la région Alsace, Préfet du Bas-Rhin, M. Stéphane FRATACCI ;

La Région Alsace, ci-après désignée « la Région », représentée par son Président, Monsieur Philippe RICHERT, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du 13 novembre 2015 ;

Le Département du Bas-Rhin, ci-après dénommé « le Département », représenté par son Président, Monsieur Frédéric BIERRY, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du 02 novembre 2015 ;

La Ville de Strasbourg, ci-après dénommée « la Ville », représentée par son Sénateur-Maire, Monsieur Roland RIES, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du _14 décembre 2015;

ci-après collectivement dénommées « les partenaires financiers »

d'une part,

Et :

l'association « TJP », ci-après dénommée « l'association ou le TJP », représentée par son Président Stéphane BOSSUET et son Directeur Renaud HERBIN,

d'autre part,

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU le régime d'aide exempté n° SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances modifiée par la loi organique n°2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi de finances pour 2016 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU l'arrêté du 29 décembre 2005 relatif au contrôle financier des programmes et des services du ministère de la culture et de la communication ;

VU l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 susvisée ;

VU la circulaire du Premier ministre du 24 décembre 2002 relative aux subventions de l'État aux associations ;

VU la circulaire n° 5193/SG du 16 janvier 2007 relative aux subventions de l'État aux associations et aux conventions pluriannuelles d'objectifs ;

VU la circulaire n° 2007-6 du 5 mars 2007 relative au financement public et à l'emploi dans le spectacle vivant ;

VU la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations : conventions d'objectifs et simplification des démarches relatives aux procédures d'agrément et la circulaire n° 611/10 du 31 mai 2011 du secrétariat général du Ministère de la Culture et de la Communication ;

VU la directive nationale d'orientation (DNO) 2016-2017 de la Ministre de la Culture et de la Communication du 07 octobre 2015 ;

VU le contrat de décentralisation conclu pour trois ans (2016-2018) entre le Ministre de la Culture et de la Communication et Renaud HERBIN, Directeur du TJP, Centre dramatique national de Strasbourg – Alsace,

VU la Charte des missions de service public pour le spectacle vivant élaborée par le Ministère de la culture et de la communication en 1998 ;

VU les avis favorables définitifs sur les budgets opérationnels des programmes n° 131 – Création - et n° 224 – Transmission des Savoirs et démocratisation de la culture – du contrôleur financier en région pour l'année 2016,

VU la politique régionale en faveur de la culture adoptée lors de la Séance Plénière des 16 et 17 décembre 2010 ;

VU la délibération de la Commission permanente du Conseil Régional d'Alsace en date du 13 novembre 2015 approuvant la présente convention de partenariat ;

VU les orientations du Conseil Départemental du Bas-Rhin pour la culture et le patrimoine ;

VU la délibération de la Commission permanente du Conseil Départemental du Bas-Rhin en date du 02 novembre 2015 approuvant la présente convention de partenariat ;

VU le projet artistique 2016-2018 de l'association TJP placé sous la responsabilité artistique de Renaud HERBIN ;

VU les statuts de l'association TJP en date du 10 avril 2012 ;

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule

Considérant le projet artistique et culturel initié et conçu par l'association TJP conforme à son objet statutaire,

Considérant que les missions développées par l'association répondent aux critères définis dans la circulaire du 31 août 2010, modifiée par la note circulaire du 22 février 2013, portant sur les labels et réseaux nationaux du spectacle vivant et notamment le cahier des missions et des charges des centres dramatiques nationaux,

Considérant la charte des missions de service public pour le spectacle vivant, diffusée en octobre 1998, qui réaffirme l'engagement fort du Ministère de la culture et de la communication en faveur de la création artistique et du développement culturel dans le domaine du spectacle vivant, et redéfinit les responsabilités de service public dans le spectacle vivant tant du côté de l'État (DRAC) que des organismes subventionnés.

Le Ministère de la culture et de la communication soutient directement la création et la diffusion, les organismes subventionnés se voyant confier la responsabilité artistique de la création et la responsabilité sociale et territoriale de la diffusion, ainsi que des responsabilités en matière de formation et de sensibilisation de publics nouveaux.

Dans le cadre de la politique de soutien au développement et à la décentralisation de l'art du théâtre, le Ministère de la culture et de la communication a suscité et accompagné, sur l'ensemble du territoire de nombreuses initiatives qui ont revêtu notamment la forme de centres dramatiques.

Les centres dramatiques se sont vus confier, de fait, une responsabilité globale d'animation de la vie théâtrale dans leur région. Leurs activités, articulées autour de la mission fondamentale d'un projet de création proposé par un directeur, portent également sur la diffusion, la formation et la promotion de l'art dramatique.

La singularité d'un centre dramatique tient au fait qu'il est dirigé par un artiste directement concerné par la scène, qu'il soit acteur, metteur en scène, auteur, dramaturge ou scénographe. Le TJP Centre Dramatique National d'Alsace – Strasbourg porte son projet autour des arts de la marionnette contemporaine. Cette spécificité lui confère une singularité au sein des Centres Dramatiques Nationaux.

L'installation du centre dramatique dans un lieu doté des moyens indispensables à son fonctionnement est un préalable à l'exécution de ses missions.

Considérant que le projet artistique et culturel du TJP participe de cette politique et répond aux orientations culturelles de ses partenaires, l'État (DRAC Alsace), la Ville de Strasbourg, la Région Alsace, le Département du Bas-Rhin décident de renouveler leur partenariat contractuel avec l'association TJP pour les années 2016-2018 dans les termes définis ci-dessous.

* * *

Article 1 - Objet de la convention

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique et dans le cadre de son projet global mentionné au préambule, le programme d'actions participant à la réalisation de missions culturelles d'intérêt général et comportant les objectifs suivants :

- réaliser sur les trois ans au moins six créations dramatiques produites (ou majoritairement coproduites) par lui. En cas de coproduction avec le théâtre privé, le contrat y afférent sera communiqué pour avis à l'État et pour information préalable aux autres partenaires institutionnels avant signature. Tout contrat de vente ou de coréalisation ne pourra être négocié à un coût inférieur au coût d'exploitation du spectacle ; le nombre de représentations pour les créations y compris les reprises ne pourra être inférieur sur la durée de la présente convention à 120 représentations. Ce quota comprend l'ensemble de la programmation annuelle quel que soit le lieu de représentation dans la zone prioritaire définie à l'article 4 ;

- faire appel à un ou plusieurs metteurs en scène pour assurer la réalisation d'au moins deux des productions dramatiques prévues ci-dessus. Le montage et l'exploitation de ces spectacles devront bénéficier d'un budget significatif pour être pris en compte dans l'évaluation des productions, c'est-à-dire que le centre dramatique national apporte une part représentant la majorité du budget de la production par rapport aux autres partenaires et sans que cet apport soit inférieur à 1/3. Dans le souci d'une utilisation optimale des subventions qui lui sont accordées, il est demandé au directeur de ne s'engager dans le montage de ses deux productions que lorsqu'il est assuré d'un nombre suffisant de représentations, au siège et en tournée, en regard de l'importance de la production. Compte tenu de la spécificité des productions des arts de la marionnette et des chiffres de fréquentation attendus, ces productions constituent au plus 40 % du budget artistique ;

- favoriser une diversité des formes artistiques et des formats de spectacles (notamment pour ce qui concerne le nombre d'interprètes sur le plateau) ;

- assurer de manière régulière une aide à la création et à la diffusion de spectacles ouverts au jeune public ;

- accorder une attention à l'éducation artistique et culturelle et à l'initiation au théâtre en menant des actions conjointes avec les établissements scolaires et universitaires de sa zone d'activité. Le directeur sera attentif à la formation des artistes et des techniciens en complémentarité avec les autres structures régionales assurant des formations ;

- concourir à la diversification sociale et géographique des publics : en développant toute forme d'action artistique permettant une sensibilisation de la population qui ne fréquente pas les lieux de spectacles, qu'elle en soit éloignée pour des raisons sociales, géographiques, culturelles ou économiques ; en expérimentant des voies et formats nouveaux, renforçant les liens entre les œuvres et les publics, notamment en faveur des publics prioritaires (spécifiques, empêchés..) ; en proposant une politique tarifaire et d'information adaptée

- présenter, dans la zone définie à l'article 4, des spectacles dramatiques accueillis selon la procédure du minimum garanti ou de l'achat. Sur ces spectacles accueillis, au moins cinq spectacles dramatiques "invités" par saison, seront produits par des compagnies ou des établissements culturels nationaux dans un esprit d'exigence artistique et de solidarité ;

- ne pas consacrer plus de 50 % du budget total, aux charges administratives, techniques et de communication ;

- tendre à constituer 20 % de recettes propres sur l'ensemble des produits.

Pour la Région,

Outre les objectifs énoncés ci-dessus, l'association devra veiller à :

- soutenir l'économie culturelle et favoriser le rayonnement des artistes régionaux, en accompagnant au moins six compagnies régionales sur la période de la convention, dont au moins trois par un apport financier significatif, en proposant des temps de formation aux

artistes de la région, et en favorisant la circulation des projets régionaux soutenus dans les réseaux professionnels ;

- s'inscrire dans le grand Est et l'espace transfrontalier en formalisant des partenariats avec les écoles supérieures d'art de ce grand territoire, en coproduisant au moins trois créations issues de l'espace transfrontalier sur la période de la convention et en proposant au moins une représentation en langue allemande par saison ;

- contribuer à l'irrigation culturelle et à l'accès du plus grand nombre à la culture par une programmation en milieu rural et dans les quartiers prioritaires, par des formes proposées dans l'espace public, et par le développement de partenariats territoriaux pour l'action artistique.

Pour le Département,

Conformément aux annexes I (projet artistique et culturel) et II (budgets prévisionnels) de la présente convention, l'aide départementale est destinée à soutenir les activités du TJP, en cohérence avec les objectifs du Département du Bas-Rhin pour une culture diversifiée et de proximité, au plus près des acteurs comme des populations des territoires, avec une attente particulière portée aux publics relevant des compétences départementales, notamment les plus fragiles d'entre eux.

Le Département sera particulièrement attentif aux actions que le TJP s'engage à réaliser durant la période 2016-2018 :

- la création et la diffusion de spectacles sur le territoire en lien avec les structures du réseau de la Bibliothèque Départementale du Bas-Rhin et/ou les relais culturels ;
- les actions de sensibilisation auprès de différents publics (collégiens, amateurs, publics fragiles socialement,…) ;
- les formations dans le domaine du théâtre et des arts de la marionnette ;
- l'accompagnement des compagnies du Bas-Rhin ;
- l'accueil d'artistes en résidence, notamment des artistes ou compagnies du Bas-Rhin ;
- le développement de partenariats avec d'autres structures du département autour de projets artistiques dans les territoires.

Pour la Ville de Strasbourg, l'association devra également veiller à :

- développer des ateliers de pratiques artistiques, en particulier auprès des jeunes, en conservant un volume horaire équivalent à l'année 2015. Une attention particulière sera également portée sur certains publics en difficulté (handicap, santé, éloignement de l'offre culturelle, …) ;

- nouer une relation privilégiée avec un groupe scolaire et s'intégrant dans le projet d'établissement, impliquant plusieurs classes et engageant un travail approfondi sur les trois aspects de l'éducation artistique : le rapport aux œuvres et à la création, la pratique et la création, culture et l'histoire des esthétiques ;

- développer des partenariats avec d'autres équipements culturels, socioculturels, d'éducation populaire de la ville et de la Métropole et des établissements sociaux, en lien avec la politique culturelle de territoire de la Ville. Accentuer la présence dans la ville, dans l'espace public, dans les quartiers, (processus de création, de pratiques, représentations, …) ;

- favoriser les actions intergénérationnelles, les pratiques en famille ;

- accompagner dans la longue durée deux équipes artistiques, en particulier émergentes, implantées dans l'Eurométropole dans leur développement et leur structuration tant au plan artistique qu'administratif. Accueillir des résidences de création favorisant les échanges, les rencontres et la mobilité.

Pour la mise en œuvre de ce programme d'actions, l'association est soumise aux obligations mentionnées à l'annexe I (Projet artistique et culturel), laquelle fait partie intégrante de la convention.

Dans ce cadre, l'État (DRAC Alsace), la Ville de Strasbourg, la Région Alsace et le Département du Bas-Rhin contribuent financièrement à la réalisation de ce programme d'actions. Ils n'attendent aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 - **Durée de la convention**

La convention est conclue pour une durée de trois années, à compter du 1er janvier 2016 jusqu'au 31 décembre 2018.
La conclusion d'une éventuelle convention, ou d'un avenant prolongeant la présente convention, est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 12 de la présente convention et au contrôle prévu à son article 13.

Article 3 – L'association TJP

Selon ses statuts, l'association a pour but de soutenir la mise en œuvre et la réalisation du projet artistique tel qu'il a été établi par le directeur dans un esprit de service public.

Le siège social et professionnel du TJP est situé dans les locaux de la « Petite Scène » sis 1 rue du Pont Saint-Martin à Strasbourg (67000).

L'association assurera un traitement mensuel au directeur rémunérant l'intégralité de ses activités administratives et artistiques au TJP. L'association s'engage à verser au directeur pour ses fonctions une rémunération globale approuvée par le Conseil d'administration.

Le TJP évitera que le directeur ait des charges extérieures qui seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement de sa mission et veillera également à ce qu'il s'abstienne de toute absence prolongée et qu'il réside dans la zone d'implantation du TJP.

Hors droits d'auteur, lorsque le total des rémunérations tirées d'activités extérieures représentera plus de 50 % de sa rémunération annuelle au TJP, le montant de ce traitement devra être approuvé par le Conseil d'administration.

Le TJP remplira toutes ses obligations à l'égard des organismes fiscaux et sociaux, ainsi que les obligations comptables définies ci-après.

Le TJP s'engage à transmettre aux partenaires signataires de la présente convention les comptes rendus des Conseils d'administration.

Article 4 - Cadre géographique de la mission

Le cadre géographique comprend en priorité la ville de Strasbourg et son agglomération, le département du Bas-Rhin, la région Alsace et les régions limitrophes en France, en Allemagne et en Suisse. Il est entendu que les tournées du TJP l'amènent à exercer une activité en France et à l'étranger.

Article 5 - Le directeur

L'activité artistique du directeur s'exercera en priorité dans le cadre de la présente convention et des statuts et textes qui régissent le fonctionnement du TJP.

Le directeur est mandaté sur son projet artistique et culturel. Ce projet fait l'objet d'un réexamen et d'une reconduction formalisée tous les trois ans.

Le directeur est nommé par le Président du TJP sur proposition d'un comité de sélection qui peut être composé de représentants de l'État, de la Région, de la Ville et du Département. Sa nomination fait l'objet d'un agrément du (de la) Ministre de la Culture et de la Communication.

Outre la mission fondamentale de création, le directeur s'engage à définir notamment les orientations en matière de diffusion, de programmation de spectacles invités, d'articulation avec les centres dramatiques nationaux et régionaux, scènes nationales et compagnies, ainsi qu'en matière de formation.

Chaque année, le directeur élabore et exécute le programme d'activités annuel qui constitue la mise en application de son projet artistique et culturel. A cet effet, il établit un projet de budget prévisionnel soumis à l'approbation du Conseil d'administration du TJP et l'exécute dans le respect des règles et procédures qui régissent son fonctionnement.

La résiliation éventuelle de son contrat par le TJP, son employeur, pour des motifs ayant trait à la réalisation du projet artistique et culturel ou pour toute cause relevant du non-respect du droit du travail, du règlement interne, des règles de fonctionnement du TJP, fait l'objet d'une consultation préalable des partenaires. A défaut d'accord des partenaires dans un délai de 6 mois à compter de la première réunion de consultation, le TJP reprend sa liberté d'employeur.

En cas de départ volontaire du directeur, avant son terme, la convention serait automatiquement caduque. Dans cette situation, les partenaires financiers s'engagent à maintenir la pérennité des activités et conviennent de se réunir afin d'envisager les conditions du recrutement d'un nouveau directeur/directrice.

Article 6 - Conditions de détermination du coût de l'action

6.1. Le coût total estimé éligible du programme d'actions sur la durée de la convention est évalué à 8 277 049 € (huit millions deux cent soixante dix sept mille quarante neuf euros), conformément aux budgets prévisionnels figurant à l'annexe II.

6.2. Le besoin de financement public exprimé par l'association est calculé en prenant en compte les coûts totaux retenus estimés du programme d'actions, ainsi que tous les produits qui y sont affectés. L'annexe II présente le budget prévisionnel du programme d'actions en détaillant ces coûts éligibles à la contribution financière de chacun des partenaires financier (l'État /DRAC Alsace, la Ville, la Région et le Département) et l'ensemble des produits affectés, ainsi que les règles retenues par l'association pour leur estimation.

6.3. Lors de la mise en œuvre du programme d'actions, l'association peut procéder à une adaptation de son budget prévisionnel par des transferts entre natures de charges éligibles. Cette adaptation des dépenses, réalisée dans le respect du montant total des coûts éligibles mentionné au 6.1 ne doit pas affecter la réalisation du programme d'actions et ne doit pas être substantielle.
Lors de la mise en œuvre du programme d'actions, l'association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du programme d'actions et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé au 6.1.
L'association notifie ces modifications à chacun des partenaires financiers (l'État /DRAC Alsace, la Ville, la Région et le Département) par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.
En cas d'avance versée dans les conditions prévues à l'article 8, le versement du solde annuel ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse des partenaires financiers de ces modifications éventuelles.

Article 7 - Conditions de détermination de la contribution financière

7.1 Sur la durée de la convention, les recettes commerciales de l'activité de présentation de spectacles et des actions d'accompagnement vers le public sont estimées à 671 800 € compte tenu d'un prix moyen du billet de 6,10 € et d'une fréquentation prévisionnelle totale de 59 140 spectateurs .

Sur cette base et afin de compenser l'insuffisance de prix résultant des objectifs visant à favoriser l'accès du plus grand nombre et permettant la mise en œuvre du projet artistique et culturel, les partenaires accordent à l'association une subvention de 120,67 € par billet, soit un montant total de 7 137 000 €.

Cette subvention « complément de prix » est spécialement versée en contrepartie de la réalisation des activités et des actions précitées et est destinée à compléter le prix de vente des billets.

a) Pour l'État (DRAC Alsace)

7.2. L'État (DRAC Alsace) contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 1 695 000 € (un million six cent quatre vingt quinze mille euros), équivalent à 20,47 % du montant total annuel estimé des coûts éligibles sur la durée d'exécution de la convention, établis à la signature de la présente convention, tels que mentionnés à l'article 6.1.

7.3 Pour l'année 2016, l'État (Drac Alsace) contribue financièrement pour un montant de 565 000 € (cinq cent soixante-cinq mille euros), équivalent à 20,92 % du montant total annuel estimé des coûts éligibles.

La subvention de l'État se répartit comme suit :
- 540 000 € pour le fonctionnement du centre dramatique national,
- 20 000 € pour la permanence artistique et technique,
- 5 000 € pour les actions éducatives.

7.4 Pour les deuxième et troisième années d'exécution de la présente convention, les montants prévisionnels des contributions financières de l'Etat (Drac Alsace) correspondent à la même répartition qu'en 2016 et s'élèvent à :

Pour l'année 2017 : 565 000 € (cinq cent soixante cinq mille euros), équivalent à 20,38 % du montant total annuel estimé des coûts éligibles ;

Pour l'année 2018 : 565 000 € (cinq cent soixante cinq mille euros), équivalent à 20,14 % du montant total annuel estimé des coûts éligibles ;

7.5. Ces montants prévisionnels de subventions de l'État n'excluent pas la possibilité pour l'association d'adresser des demandes de subventions supplémentaires liées à des projets spécifiques ou nouveaux

développés par le TJP et n'entrant pas dans le cadre du champ d'application de la présente convention.

7.6. La contribution financière de l'État (DRAC Alsace) mentionnée au paragraphe 7.2 n'est applicable que sous réserve des conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits en AE et en CP en loi de finances, la délégation des crédits correspondants et la levée de la réserve de précaution appliquée conformément aux dispositions de la Lolf ;
- le respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 1, 9, 10 et 11 de la présente convention, sans préjudice de l'application de l'article 15 ;
- le contrôle par l'État (DRAC Alsace) en fin d'exercice, conformément à l'article 13, que le montant annuel de la contribution n'excède pas le coût annuel de l'action.

b) Pour la Région

7.7. Pour l'année 2016, une subvention globale maximale de 465 000 € (quatre cent soixante cinq mille euros) est accordée par la Région Alsace au titre de sa participation au projet artistique et culturel du TJP.
Cette somme est répartie comme suit :

- 425 000 € pour le projet artistique et culturel,
  - *40 000 € affectés au soutien financier des compagnies régionales (coproductions, résidences de recherche, résidences de création), dont au moins une coproduction aboutissant à la création au TJP d'un spectacle intégré dans la programmation de l'année civile 2016.*

7.8. Pour les années 2017 et 2018, le montant de la subvention annuelle sera déterminé au vu des documents prévus par l'article 9 et des éléments fournis au comité de suivi prévu à l'article 12, sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au budget de la Région. Ces subventions annuelles feront l'objet de conventions bilatérales, qui lieront uniquement la Région Alsace et le TJP. Une copie desdites conventions sera transmise chaque année pour information aux partenaires.

7.9. Les aides de la Région Alsace sont allouées sur la base du régime d'aide exempté n° SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

c) Pour le Département

7.10. Le montant de la participation financière du Département aux activités du TJP est défini au regard du projet culturel et artistique présenté.

Pour les années 2016 à 2018, le Département du Bas-Rhin proposera son concours financier sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au budget du Département.

Le montant de la subvention annuelle sera fixé dans le cadre d'une convention financière annuelle, qui liera uniquement le Département du Bas-Rhin et le TJP. Une copie des conventions financières sera transmise chaque année pour information aux collectivités territoriales partenaires.

d) Pour la Ville de Strasbourg

7.11. Le montant prévisionnel total de la subvention d'exploitation s'élève à la somme de 3 510 000 € (trois millions cinq cent dix mille euros).

Pour l'année 2016, le montant de la subvention est arrêté à la somme de 1 170 000 € (un million cent soixante dix mille euros). L'engagement définitif des dépenses de la Ville a fait l'objet d'un vote du

Conseil municipal approuvant l'inscription d'un crédit spécifique imputé au budget primitif de la ville, exercice 2016.

Pour les années 2017 et 2018, la Ville de Strasbourg envisage de renouveler son concours financier sous réserve, d'une part de l'inscription des crédits au budget correspondant, d'autre part de l'application des dispositions de la présente convention.

Les montants prévisionnels s'élèvent à :

- pour l'année 2017 : 1 170 000 € (un million cent soixante dix mille euros)
- pour l'année 2018 : 1 170 000 € (un million cent soixante dix mille euros)

Article 8 - Modalités de versement de la contribution financière

Les contributions des partenaires financiers seront créditées au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Titulaire du compte	IBAN (International Bank Account Number)	Code BIC (Bank Identification Code) / Code Swift
TJP	FR76 1670 5090 1708 7708 9823 062	CEPAFRPP670

a) Pour l'État (Drac Alsace)

8.1 Sous réserve des dispositions de l'article 7.6, l'État (DRAC Alsace) verse en 2016 la somme de 565 000 €, sur la base du dossier de demande de subvention – Formulaire Cerfa n° 12156*03 – présenté par l'association.

8.2 Pour les deuxième et troisième années d'exécution de la présente convention, la contribution financière annuelle, sous réserve des dispositions de l'article 7.6 de la présente convention, est versée sur la base du dossier de demande de subvention – Formulaire Cerfa n° 12156*03 – présenté par l'association et d'un avenant financier à la présente convention, selon les modalités suivantes :

- sur demande de l'association, une avance est faite avant le 31 mars de chaque année, sans préjudice du contrôle de l'Etat (DRAC Alsace) conformément à l'article 10, dans la limite de 50 % du montant prévisionnel annuel de la contribution mentionnée aux articles 7.3 et 7.4 ; le solde annuel est versé sous réserve du respect des conditions susmentionnées à l'article 7.6.

Les subventions sont imputées sur les crédits ouverts au budget opérationnel de programme de l'État (DRAC Alsace) selon la répartition suivante :

- 540 000 € et 20 000 € : Programme 131 « Création » – Action 01 « Soutien à la création, à la production et à la diffusion du spectacle vivant » – Sous-action 23 « Centres dramatiques nationaux et régionaux »
- 5 000 € : Programme 224 « Transmission des savoirs » - Action 02 « Soutien à l'éducation artistique et culturelle » – Sous-action 05 « Projets fédérateurs ».

L'ordonnateur secondaire délégué de la dépense est le Directeur Régional des Affaires Culturelles d'Alsace.

Le comptable assignataire est le Directeur régional des finances publiques d'Alsace et du département du Bas-Rhin.

b) Pour la Région

8.3 Pour l'exercice 2016, le versement de la subvention régionale s'effectuera de la manière suivante, par dérogation à l'article 20d du règlement financier de la Région Alsace :

Pour le projet artistique et culturel :

- avance de 90 % en début d'exercice, sur présentation d'une demande écrite signée par le représentant légal de la structure bénéficiaire, accompagné le cas échéant du projet et du budget pluriannuels actualisés ;
- solde annuel sur présentation d'un bilan qualitatif et financier provisoire de l'année écoulée, ainsi que des copies des documents de communication faisant apparaître le logo de la Région et la mention de son soutien. Si la communication ne mentionne pas le soutien régional ou ne respecte pas la charte d'utilisation du logo de la Région, l'aide régionale sera réduite de 5 %.

Les demandes de versement devront être envoyées par courrier électronique, à l'adresse suivante : versements-dcts@region-alsace.eu.
L'objet du courrier électronique devra mentionner le numéro de dossier notifié à l'association. Le courrier de demande signé par le représentant légal, le RIB et les pièces justificatives prévues par la convention devront être joints au courrier électronique de façon individualisée au format PDF.

Pour le soutien financier aux compagnies régionales : la somme annuelle de 40 000 € telle que prévue à l'article 7.7 sera versée sur présentation d'une demande de versement signée par le représentant légal du TJP, accompagnée du(des) contrat(s) de coproduction, du(des) contrat(s) de cession et des éventuels autres contrats afférents).

Le comptable assignataire de la dépense est le Payeur Régional d'Alsace.

c) Pour le Département

8.4 Conformément au règlement financier du Département du Bas-Rhin, la participation financière au titre des exercices 2016, 2017 et 2018 fera l'objet d'un versement selon les modalités précisées dans la convention financière :

- un acompte de 50 % à l'issue de la validation de la présente convention par le Conseil Départemental du Bas-Rhin ;
- le versement du solde de 50 % au vu de la présentation du bilan comptable, du compte de résultat et du bilan d'activités de l'exercice N-1.

Le comptable assignataire de la dépense est le Payeur Départemental du Bas-Rhin.

d) Pour la Ville de Strasbourg

8.5 La subvention annuelle sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Pour la Ville de Strasbourg, le comptable assignataire de la dépense est le Receveur des Finances de Strasbourg municipal et de l'Eurométropole.

Article 9 - Justificatifs

Dans les six mois suivant la clôture de l'exercice, l'association s'engage à fournir :

- le compte rendu financier des actions - Formulaire Cerfa 15059*01 - qui retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues à la présente convention, notamment à son article 1er. Ce compte rendu doit être conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec leurs administrations. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du programme d'actions ou de l'action

comprenant les éléments mentionnés à l'annexe III et définis d'un commun accord entre les partenaires financiers et l'association. Ce compte rendu financier et ce compte rendu quantitatif et qualitatif sont signés par le président de l'association ou toute personne habilitée ;

- le rapport annuel d'activité de l'association ;

- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par les articles L612-4 et D612-5 du code du commerce, lorsque l'association reçoit des financements de la part des autorités administratives pour un montant annuel cumulé supérieur ou égal à 153 000 €.

Article 10 - Autres engagements

Si une modification intervient dans l'administration ou les statuts de l'association durant l'exécution de la présente convention, ou si l'association est dissoute, celle-ci s'engage sans délai auprès des partenaires financiers :

- soit à leur communiquer la copie des déclarations faites à l'occasion de ces modifications,
- soit à les informer de toute nouvelle déclaration enregistrée dans le répertoire national des associations (RNA).

Dans les deux cas, elle fournit si nécessaire la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

L'association s'engage à faire figurer de manière lisible les logos de la Préfecture de Région Alsace, la Région Alsace, la Ville de Strasbourg, le Département du Bas-Rhin ainsi que la mention in extenso « avec le soutien du Ministère de la culture et de la communication – DRAC Alsace, la Région Alsace, la Ville de Strasbourg et le Département du Bas-Rhin », dans tous les documents produits dans le cadre de la convention.

Le recours à des emplois non permanents, fonctionnellement et artistiquement justifiés, s'inscrit dans le respect rigoureux de la législation du travail et des contrôles qui peuvent s'exercer dans ce cadre. L'association s'engage au strict respect de cette législation, notamment s'agissant de la prise en charge des temps de répétitions.

Article 11 – Procédures et sanctions en cas de retard ou d'inexécution

En cas d'inexécution, de modification des conditions d'exécution, ou de retard pris dans l'exécution de la présente convention, quelle qu'en soit la raison, l'association doit en informer les partenaires financiers sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas d'inexécution, partielle ou totale, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention, ou en cas de retard substantiel dans l'exécution par l'association, sans l'accord écrit des partenaires financiers, ceux-ci peuvent soit exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, soit diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après avoir examiné les justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. Les partenaires financiers en informent l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 12 – Comité de suivi et évaluation

12.1 Comité de suivi

Il est créé un comité de suivi pour la durée de la présente convention composé des partenaires publics signataires et de l'association TJP. Ce comité pourra en tant que de besoin, et sous réserve de l'accord des parties, associer des personnalités extérieures qualifiées, notamment les services de la Direction

Générale de la Création Artistique. Il pourra être élargi aux autres partenaires publics de l'association non signataires de la convention.

Le comité est chargé de l'examen et du suivi des missions et objectifs inscrits au titre de la présente convention. Il est informé de l'évolution du projet artistique et culturel, de l'état financier de l'association, ainsi que de la situation de l'emploi. Il peut être amené à proposer des réajustements ou des réorientations nécessaires.

Le comité de suivi permet aux partenaires de mener des débats contradictoires, et d'apporter si nécessaire des éclaircissements aux autorités des collectivités territoriales concernées, à l'État, ainsi qu'au Conseil d'administration de l'association concernant la mise en œuvre du projet joint en annexe.

Il se réunit au moins une fois par an à l'initiative du directeur du TJP ou sur demande de l'un des partenaires.

12.2 Procédure d'évaluation

L'association s'engage à fournir, six mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du programme d'actions fixé par l'annexe I, dans les conditions précitées en annexe III (Indicateurs d'évaluation et conditions de l'évaluation) de la présente convention.

Les partenaires financiers procèdent, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions auquel ils ont apporté leur concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

Un rapport d'inspection sera rédigé par les services de l'Etat, Drac Alsace ou Direction Générale de la Création Artistique.

Article 13 – Contrôle des partenaires financiers

L'État (DRAC Alsace), la Région Alsace, la Ville de Strasbourg et le Département du Bas-Rhin contrôlent à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du programme d'actions au titre duquel cette contribution est accordée.

Ils peuvent exiger le remboursement de la quote-part excédentaire de la contribution financière.

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par les partenaires financiers, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 12 ou dans le cadre du contrôle financier annuel. L'association s'engage à faciliter l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Article 14 – Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les partenaires financiers et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception. Un avenant est alors conclu par les parties pour formaliser cet accord.

Article 15 - Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tout autre droit qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 16 – Litige - recours

En cas de litige portant sur l'interprétation de l'exécution de la présente convention, les parties conviennent, après épuisement des voies amiables et en cas de désaccord persistant, de régler le différend auprès du tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le .....
(en 5 exemplaires originaux)

Pour l'association TJP,
Le Président

Stéphane BOSSUET

Pour l'État
Le Préfet de Région,

Stéphane FRATACCI

Pour la Région,
Le Président

Philippe RICHERT

Pour la Ville de Strasbourg,
Le Maire,

Roland RIES

Pour le Département du Bas-Rhin,
Le Président

Frédéric BIERRY

ANNEXES

ANNEXE I

Projet artistique et culturel 2016-2018

- - - - - -

ANNEXE II

Budgets prévisionnels 2016-2018

- - - - - -

ANNEXE III

Indicateurs d'évaluation et conditions de l'évaluation

Annexe I

TJP – Centre dramatique national

Projet artistique
2016-2018

TJP – Centre Dramatique National d'Alsace Strasbourg
Direction : Renaud Herbin

Projet 2016/2018

LE TJP, TERRAIN DE JEU PROTEIFORME **2**

Le projet Corps-Objet-Image
Fiche synthétique : bilan 2013/2015 & objectifs 2016/2018

A. LE TJP, UN LIEU DE PRODUCTION AU SERVICE DE LA CREATION **5**

1. Les productions du TJP 5
La programmation Hors-les-murs du TJP

2. Le partage de l'outil de production 7
Les artistes associés au projet : la plateforme COI
Les principaux modes d'accompagnement
Déploiement des résidences sur le territoire
Le conseil aux artistes sur l'ingénierie de leurs projets

3. La présence dynamique des artistes au sein du projet TJP 11
Veille spécifique sur les artistes et compagnies de la région
Les Week-End TJP au cœur du projet
Le TJP et l'émergence : les Rencontres Internationales Corps-Objet-Image
Le Pôle Ressource COI

4. Le TJP, au cœur des réseaux professionnels 13

B. LE TJP, UN LIEU DE DIFFUSION AU SERVICE DU PUBLIC **15**

1. Une programmation riche et diversifiée 15
Le TJP s'adresse à toutes les générations
Les Giboulées – Biennale internationnale Corps-Objet-Image
La programmation en lien avec d'autres structures culturelles
La programmation en langue allemande
La programmation Hors-les-murs du TJP en partenariat

2. Le TJP, un théâtre ouvert 17
L'élargissement du public
Une politique pour une accessibilité plus grande
La politique de communication et de partenariat presse

3. Le TJP, un projet d'expérimentation partagée 20
L'action artistique : l'artiste au cœur du territoire
Les Chantiers COI, faire l'expérience du théâtre autrement
Les actions d'accompagnement

C. PRENDRE SOIN DE L'INSTITUTION **22**

Les Clubs et le Conseil des orientations du TJP
La question des espaces du projet
L'organisation du CDN et la question du temps
Les orientations budgétaires

LE TJP, TERRAIN DE JEU PROTEIFORME

« Ce que la marionnette nous enseigne, c'est l'art de l'articulation. Espace vacant qui rend possible le mouvement : les membres se mettent à jouer entre eux, se coordonnent, des trajectoires se dessinent. L'impulsion initiale est relayée et développée à l'infini par les aléas et les désirs de chacun des segments. »

Renaud Herbin

Le projet du TJP - Centre Dramatique National d'Alsace Strasbourg a l'ambition de se définir comme :

- **un lieu de désir et de vitalité artistique**, abordant les questions d'aujourd'hui, affirmant sa dimension contemporaine, encourageant l'invention et les initiatives transversales ;

- **un lieu porté et brassé par les artistes** qui, à partir de la puissance de leurs imaginaires, proposent des alternatives aux modes usuels de pensées et d'actions ;

- **un lieu qui s'adresse à tous les publics** quels que soient l'âge et l'origine sociale ou géographique, avec qui s'inventent de nombreuses formes d'approche et de partage de l'œuvre artistique ;

- **un lieu qui s'appuie sur un tissu de partenariats** autour de projets d'artistes, posant le socle d'une inscription territoriale forte et durable.

QUALIFIER LES ARTS DE LA MARIONNETTE CONTEMPORAINE : LE PROJET CORPS–OBJET–IMAGE

Définir aujourd'hui le TJP - CDN d'Alsace Strasbourg comme **un pôle européen de création artistique pour les arts de la marionnette** marque la volonté d'en faire un acteur incontournable dans le paysage culturel actuel au niveau du territoire local, national et international. Il s'agit d'un projet au service de la profession et du public.

Les arts de la marionnette contemporaine questionnent les **écritures d'aujourd'hui** et proposent de nouvelles modalités de représentation, déploient une richesse infinie de formes qui, tout en s'appuyant sur des histoires et des techniques souvent ancestrales, s'actualisent, se renouvellent et nous surprennent.

Le projet du TJP - CDN d'Alsace Strasbourg vise à reconsidérer les pratiques artistiques engageant l'**objet** par jeux d'éclairages mutuels avec celles du **corps** et du mouvement, des arts visuels et de l'**image**. Il s'agit d'élaborer des articulations inattendues, de proposer des variations à nos façons de percevoir, à partir de cette triangulaire *Corps-Objet-Image*.

Formulées ainsi, loin d'une approche strictement disciplinaire, ces problématiques artistiques déplacent les repères habituels et invitent largement artistes et public de tous horizons à s'engager dans un champ esthétique riche par sa multiplicité.

La légitimité et la visibilité de ces pratiques liées de près ou de loin aux arts de la marionnette seront renforcées en affirmant le TJP - CDN d'Alsace Strasbourg comme :

- Un outil de travail et d'accompagnement partagé
pour les artistes confirmés comme pour les démarches émergentes :
politique de production ;

- Un espace de création et de présentation des œuvres majeures
qui nous touchent et nous déplacent :
politique de diffusion ;

- Un lieu ressource et un espace d'expérimentation, de confrontation et d'échanges,
stimulant et engageant pour le public et pour les artistes :
politique de recherche et de développement.

Les artistes créent au TJP et posent des actes fondateurs. Certains d'entre eux n'hésitent pas à inscrire leur démarche au contact de partenaires et de personnes croisés à Strasbourg et en Alsace, et contribuent à donner sa forme au projet du TJP.

De l'échelle du quartier à celle de l'Europe, des arts de la marionnette à l'ensemble des écritures contemporaines, des plus petits aux plus grands, le TJP est le carrefour d'histoires et de géographies en mouvement, un lieu de vie effervescent traversé par tous.

FICHE SYNTHETIQUE : BILAN 2013/2015 & OBJECTIFS 2016/2018

Retour sur les résultats du premier mandat :

- Le repositionnement du CDN réussi
des spectacles en phase avec les esthétiques d'aujourd'hui

- La réorganisation profonde nécessaire en interne
une équipe stabilisée au service du projet

- La politique envers le public porte ses fruits
un taux de fréquentation en constante augmentation

- Le TJP, un outil partagé et stimulant pour la création régionale et pour la profession
l'accompagnement du paysage artistique

- La reconnaissance nationale et internationale du projet du TJP
les missions de recherche et de production placent le CDN en chef de file dans le secteur des arts de la marionnette

OBJECTIFS 2016-2018

- Renforcer la capacité de production et de visibilité du CDN, par notamment l'affirmation de la démarche de création de Renaud Herbin ;

- Poursuivre le mouvement entamé de compréhension et de reconnaissance publique du projet artistique du TJP ;

- Continuer à affirmer le rôle structurant du TJP tant au sein des artistes à travers la plateforme COI, que des réseaux professionnels (lieux et festivals) par un positionnement stratégique choisi.

A. LE TJP, UN LIEU DE PRODUCTION AU SERVICE DE LA CREATION

La production est une des premières missions d'un centre dramatique national. Le projet de Renaud Herbin a montré que l'outil CDN est réellement partagé. Il compte poursuivre et intensifier cet engagement auprès des artistes et de la profession.

1. Les productions du TJP

Après avoir réalisé la série de trois spectacles autour des Métamorphoses d'Ovide (*Pygmalion miniature* en 2011, *Actéon* en 2013, *Profils* en 2015), Renaud Herbin poursuit à travers ses deux prochaines créations sa recherche personnelle autour de la marionnette contemporaine, qu'elle soit figurative ou non.

Renforcer la production et la diffusion de ses spectacles constitue l'objectif principal du second mandat. Il apparaît indispensable d'affirmer sa présence au sein des circuits de diffusion dès la prochaine création afin de dynamiser les partenaires potentiels des productions à venir.

Ainsi Renaud Herbin souhaite créer un spectacle tout public à partir de 3 ans en 2016. Avant tout considérée comme une expérience artistique ambitieuse et nouvelle pour lui, cette création permettra d'activer des partenariats avec les festivals nationaux dits « jeune public », mais aussi avec les scènes nationales, les CDN et les autres salles de spectacles labellisées, traçant ainsi le chemin de la production pour la création « grand format » de la saison 17/18.

Création 3+ (titre en cours)
Spectacle tout public à partir de 3 ans / 40 minutes
Création automne 2016

Conception : Renaud Herbin
Avec Justine Macadoux
Espace & Matières : Mathias Baudry
Accompagnement : Alice Laloy
Collaboration artistique : Christophe Le Blay, Anne Ayçoberry

Le plaisir du jeu rythmé, soutenu par des enjeux dramatiques simples et efficaces : Où se situe la limite de mon corps ? Celle du corps de l'autre ? Il s'agira d'explorer les surprises de la matière et d'arpenter les étendues du corps et des espaces qui peuvent le contenir.

Création 2017/18 (titre en cours)
Spectacle grand format à partir de 8 ans / 60 minutes
Conception : Renaud Herbin

2 interprètes marionnettistes
2 interprètes danseurs ou circassiens
2 interprètes musiciens-chanteurs

Marionnettes à fils et mannequins : Paulo Duarte
Espace : Mathias Baudry
Collaboration artistique : Christophe Le Blay
Lumière : Fabien Bossard

La création 2017/18 engagera sur un grand plateau une équipe élargie d'interprètes. Au service d'une écriture visuelle et sonore, Renaud Herbin compte poursuivre ses préoccupations autour de la fabrique de l'image : représentation du corps vivant au regard d'un corps modifié par des formes inertes.

Evolution de la stratégie de production du TJP

La constitution du *Répertoire TJP* en 2012 a marqué la volonté d'affirmer une identité artistique forte basée sur les productions de son directeur et celles d'artistes dont le travail représente l'exigence de qualité du TJP.
Le choix des spectacles entrés au répertoire, notamment ceux d'Uta Gebert (Berlin) et de Julika Mayer (Stuttgart) a été synonyme d'une ouverture significative sur l'espace européen. Enfin, l'accompagnement de Marie-Pan Nappey et Joseph Kieffer (Strasbourg) au sein du répertoire leur aura permis d'engager leur processus de professionnalisation.

Dès la saison 2015/16, le TJP souhaite se concentrer sur les productions de son directeur. Les autres productions majoritaires ou les productions déléguées permettront d'abonder dans le sens du rayonnement du CDN et de son équilibre budgétaire interne.

Les créations de Renaud Herbin, et celles que le TJP portera en production déléguée, devront avoir des partenaires conséquents, tels des scènes nationales importantes, des centres dramatiques nationaux et festivals d'audience nationale et internationale.

L'objectif majeur des années 2016/2018 est de développer ces partenariats financiers ainsi que la diffusion des productions TJP dans des lieux, permettant ainsi une réelle visibilité. Il s'agit conjointement de renforcer les ressources propres du TJP et ce n'est qu'à cette condition que le TJP - Centre Dramatique National d'Alsace Strasbourg pourra vraiment se situer à la hauteur de ses ambitions.

Pour ce faire, le service production doit prendre une ampleur nouvelle. A ce jour, 1,5 permanent compose ce service. Au vu de l'activité d'accompagnement des artistes à travers tous les dispositifs mis en place, et de l'ambition de ce second mandat, il apparaît indispensable de renforcer le service par la création d'un poste à temps plein de chargé(e) de production et de diffusion.

2. Le partage de l'outil de production

Les premiers acteurs du projet du TJP sont les artistes. Leur rôle et leur responsabilité dans l'institution sont interrogés en profondeur, en précisant les modalités de leur présence et de leur implication. Etre à l'écoute de leurs nécessités et inventer les façons les plus justes d'y répondre est indispensable pour que, de cette présence agissante, naissent des interactions durables avec le projet du théâtre, son équipe, le public et ses partenaires sur le territoire.

Le TJP est le témoin d'un paysage artistique qui puise dans la relation à la matière, à l'objet ou à la marionnette les fondements de sa démarche. Unique CDN sur le territoire national dirigé par un marionnettiste, il impulse une profonde dynamique à l'ensemble de la profession des arts de la marionnette.

Une plateforme artistique autour des problématiques Corps-Objet-Image se dessine et assure la clarté du projet du TJP.

La plateforme Corps-Objet-Image, au centre de la création contemporaine :
réinventer l'imaginaire de la profession des arts de la marionnette

La représentation symbolique liée aux arts de la marionnette est en profonde mutation. La pleine reconnaissance professionnelle des arts de la marionnette s'affirmera par la capacité, en premier lieu des artistes eux-mêmes, à ré-envisager leurs propres références et méthodes de création. Il est nécessaire et urgent d'accompagner et de stimuler les artistes, afin qu'ils saisissent les enjeux de ces évolutions.

Les pratiques des arts de la marionnette ne se cantonnent pas aux approches et dénominations disciplinaires. Bien au contraire, arts du croisement et de l'hybridation par essence, elles puisent leur force dans une posture de l'interaction entre les arts. Le TJP doit permettre la plus grande ouverture et interférence avec les champs du corps et du mouvement, de l'image, du son, de la performance, porteurs d'autres modes de pensées, d'autres processus et d'autres esthétiques.

Le TJP accompagne les artistes qui font la marionnette contemporaine. Mais il leur permet de côtoyer des artistes d'horizons différents. La plateforme pourrait être schématiquement décrite comme suit :

- des artistes qui ont déjà accès aux réseaux nationaux et internationaux tels que Bérangère Vantusso, Gisèle Vienne, Ezéchiel Garcia-Romeu, Nicole Mossoux, Jean-Pierre Larroche, David Girondin Moab, Alice Laloy, Patrick Sims, Amit Drori, Uta Gebert et bien d'autres ;

- des artistes aux démarches en train de s'affirmer : Elise Vigneron, Simon Delattre, Tim Spooner, Aurélie Morin, Cristina Iosif, Carine Gualdaroni, Paulo Duarte, Ingvild Aspeli, Pierre Tual, Michael Cros, Julika Mayer, et bien d'autres ;

- des artistes aux démarches affirmées qui stimulent la profession des arts de la marionnette : Pierre Meunier, Aurélien Bory, Phia Ménard, Miet Warlop, Adrien Mondot, Etienne Saglio, et bien d'autres.

Le TJP constitue un élément essentiel pour permettre à ces artistes de poser des gestes marquants et d'accéder aux réseaux labellisés nationaux.

La plateforme COI au centre de l'institution :

La force et la responsabilité d'une institution telle que le TJP est d'engager une conscience collective des artistes de la plateforme COI par des jeux d'interactions.

La notion de parcours d'artistes au sein du TJP est privilégiée. Certains artistes présentent plusieurs formes pendant une saison ou bien d'une saison à l'autre. Ils participent aux espaces de recherche, de ressource et de formation professionnelle (cf partie A.3 La présence dynamique des artistes au sein du projet TJP) et déclinent leur présences autour d'actions artistiques (cf partie B.3 Le TJP, un projet d'expérimentation partagée).

La fidélité des collaborations avec les artistes de la plateforme permet une meilleure connaissance mutuelle au service de la qualité de leur implication dans la vie du CDN. Le public se familiarise avec ces démarches et les partenariats spécifiques sur le territoire s'inventent et se précisent au fil des projets.

Complémentairement, le TJP s'engage à soutenir certaines démarches de manière plus significative (productions majoritaires, fortes coproductions) parce qu'elles arrivent à maturité et qu'elles demandent à se déployer. Ces engagements s'organisent sur plusieurs saisons pour un même artiste.

Enfin, les artistes de la plateforme COI portent régulièrement un regard sur l'institution TJP au sein du Conseil des orientations. Ils s'approprient ainsi les problématiques de gouvernance (cf partie C. Prendre soin de l'institution).

Les principaux modes d'accompagnement

Le TJP déploie différents modes d'accompagnements des artistes : production majoritaire ou coproduction, résidences de création, accueil en diffusion dans la saison ou lors de la Biennale Les *Giboulées* (au TJP ou hors-les-murs).

Pour être au plus près de leurs nécessités, le TJP leur propose, en complément, d'autres espaces comme la résidence de recherche (pour les débuts de projet), la présentation de projets en cours d'élaboration (notamment pendant les *Week-End TJP)*, l'invitation à des temps de rencontres inter-artistes (par exemple les *Parcours Pros*), et des temps de formations professionnelles (par exemple le stage AFDAS).

Chacun de ces modes d'accompagnements implique un réel investissement financier de la part du TJP avec a minima la prise en charge de salaires, frais de transport, d'hébergement et de restauration des équipes artistiques.

Les projets et artistes accompagnés en production, sont les choix de Renaud Herbin, en fonction de la manière dont ces artistes questionnent la place de la marionnette contemporaine dans leurs projets, à travers la relation Corps-Objet-Image.

Les **productions majoritaires** sont des productions sur lesquelles le CDN intervient comme co-producteur le plus important financièrement. Elles comptent à ce jour pour la période 2016-2018 les deux créations de Renaud Herbin :

> Spectacle 3+ / Création automne 2016
> Spectacle grand format / Création saison 2017/18

La liste des projets d'artistes accompagnés en production majoritaire sur ce nouveau mandat ne sera connue qu'une fois les budgets de production bouclés.

Les **coproductions** de spectacles engagent le TJP à accompagner des projets auprès d'autres structures de production. Le montant minimum d'une coproduction se situe autour de 8000 euros. En relation à l'échelle des projets accompagnés, il apparaît que la majorité des coproductions s'élève à un niveau de 10000 à 15000 euros. Pour les saisons à venir, le TJP s'est d'ores et déjà engagé auprès de :

> Poudre noire / Simon Delattre / Création 2016
> Achivolte / David Séchaud (Alsace) / Création 2016
> L'institut Benjamenta / Bérangère Vantusso (Lorraine) / Création 2017
> Uber Spectator Machine / Michael Cros / Création 2017
> Tilt / Patrick Sims / Création 2017
> Novo / Paulo Duarte / Création 2017
> Projet Monkeys / Amit Drori (Israel)/ Création saison 2017/18

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les **présentations de projets en cours** (pendant les Week-End TJP et la Biennale) permettent la rencontre avec le public pendant le processus de création. Le TJP propose à une dizaine de projets par saison, issus de compagnies parfois moins repérées, des moments de visibilité et de prise de connaissance du monde professionnel. Par exemple, les projets concernés sont en 2015/2016 :

> Damien Briançon et Etienne Fanteguzzi (Alsace)
> Christine Kolmer (Alsace)
> Itzel Palomo (Alsace)
> Cie Somebody (Alsace)
> Tim Spooner (Grande-Bretagne)
> Amit Drori (Israel)

...

Les **résidences de recherche** sont des temps de travail préparatoires aux créations. Les artistes posent des hypothèses artistiques en dehors de la nécessité directe de production. Le coût moyen d'une résidence de recherche s'élève à 5000 euros (salaires, transport, hébergement, restauration des équipes). En 2016, plusieurs artistes seront accueillis sur des résidences de recherche :

> Itzel Palomo (Alsace)

> Tim Spooner (Grande-Bretagne)
> Amit Drori (Israel)
> Justine Macadoux
Cette liste n'est pas exhaustive.

Les **résidences de création** correspondent à l'accueil d'une équipe artistique pendant le temps des répétitions d'un projet. Le spectacle, une fois abouti, est accueilli en diffusion. La durée des résidences varie en fonction de la nécessité des compagnies. En général, elle est supérieure à deux semaines, et s'étend jusqu'à environ cinq semaines.
Le TJP met à disposition l'outil, tant sur les plans logistiques (hébergements), techniques (montage et recherche), humains (soutiens et conseils) et financiers (frais de production, salaires et transports). Le coût d'une résidence de création est parfois complété par un apport en coproduction.

L'occupation des espaces du TJP par des artistes en recherche ou en création est très soutenue (pour mémoire, plus de 200 jours en 2014). Elle garantit la vitalité du lieu et permet de nombreuses interactions avec le public et le territoire.

En 2015/2016, les projets suivants bénéficieront de résidences de création :
> Poudre noir de Simon Delattre
> Paysages de nos larmes d'Eric Deniaud
> Novo de Paulo Duarte
> Je te regarde de Jarg Pataki
> Anywhere d'Elise Vigneron
> Tilt de Patrick Sims
> Archivolte de David Séchaud (Alsace)
Les projets pour les saisons suivantes ne sont pas encore déterminés.

Déploiement des résidences sur le territoire

Le TJP souhaite poursuivre son inscription sur le territoire départemental et régional. Quand les formes et les projets artistiques le nécessitent, des résidences sont proposées aux structures partenaires implantées sur le territoire.

Ces projets prennent appui sur les réalités des partenaires et visent à impulser et à créer les conditions de développement durable sur le territoire.

A ce jour, nous distinguons :

> Des résidences en concertation avec des équipements culturels
En fonction de l'avancée et de la nécessité des projets artistiques, des partenariats peuvent s'établir avec des structures culturelles tant sur l'Eurométropole qu'en région.
Le parcours d'un artiste au sein de plusieurs lieux peut lui permettre d'asseoir sa démarche et/ou d'enclencher de nouvelles collaborations.
Ces résidences en concertation ne sont pas modélisables car elles dépendent du projet de l'artiste, de ses besoins et des moyens de chaque structure concernée.

Des liens sont actifs avec Pôle Sud, Le Shadock et Les Migrateurs à Strasbourg, le Point d'eau à Ostwald, le Relais eulturel d'Obernai ou de Thann, ...

> Des résidences hors les murs, en zone rurale avec des acteurs locaux

Une première phase a été lancée dans la vallée de Schirmeck en lien avec l'ADIAM67 et la Compagnie Dégadézo, ainsi qu'avec la BdBR et le projet Kelécetectoplasme d'Anne Ayçoberry.

L'implication du TJP sur ces territoires favorise le parcours des artistes par leur inscription dans des contextes spécifiques. Elle engage aussi le parcours du spectateur, souvent éloigné des structures culturelles pour des raisons sociologiques ou géographiques.

Ces résidences constituent des occasions de rencontrer les artistes autrement, dans une plus grande proximité. Il est souhaitable que ce travail de terrain, concerté avec les acteurs locaux débouche sur des dispositifs pérennes qui pourraient profiter à d'autres projets.

Des conventions sont signées avec les lieux d'accueils, car si, à l'heure actuelle, le TJP porte financièrement ces résidences, il est important que les lieux partenaires s'engagent à bien prendre en charge l'aceueil des artistes.

> Des accueils Hors-les-murs (cf partie B. La programmation Hors-les-murs du TJP). Envisagés en concertation avec des réseaux déjà en place, tels que ceux de la Bibliothèque Départementale du Bas-Rhin (BDBR), le TJP propose à des structures partenaires (bibliothèques, collèges, lycées, CFA, hôpitaux...) l'accueil de spectacles sur des territoires géographiquement éloignés du TJP ou vers des publics dits empêchés.

A l'heure actuelle, le TJP porte seul le budget de ces accueils et les représentations sont la plupart du temps sans billetterie. Il conviendra à terme de demander une participation financière aux partenaires, même a minima, afin de pérenniser ces accueils. Là encore, des conventions sont signées avec les partenaires.

Le conseil aux artistes sur l'ingénierie de leurs projets

Un engagement fort du TJP porte sur le conseil aux artistes sur le développement de leurs projets : choix artistiques et stratégiques, mise en réseau, structuration de compagnies. Ce conseil sur l'ingénierie des projets est conséquent par l'attention qu'il demande à chacun des artistes, par le temps consacré à l'expertise de chacune des situations et aux discussions nécessaires aux prises de conscience et de décision.

3. La présence dynamique des artistes au sein du projet TJP

Le projet du TJP – Centre Dramatique National d'Alsace Strasbourg compte créer une dynamique de travail durable pour les artistes concernés par la relation du corps, des objets et des images. Le CDN devient **un espace de gravitation et de confrontation** : les artistes y trouvent les moyens de leur propre travail, mais aussi la possibilité de se rencontrer et d'interagir. Plusieurs cereles d'artistes se croisent sur des temporalités singulières, viennent nourrir le projet, et plus largement constituer les conditions décisives de l'évolution qualitative de la profession.

La formation continue et la veille spécifique sur les artistes de la région

En partenariat avec l'Agence Culturelle d'Alsace, le TJP propose aux artistes de la région quatre ***Parcours Pro*** par saison. La rencontre avec un artiste confirmé (*workshop* de deux jours), est suivie d'un temps de confrontation entre participants (*Labo de quatre jours* sans l'intervenant), et se finalise par un retour d'expérience pendant les *Week-End TJP* (en présence de l'artiste intervenant). Ces *Parcours Pros* visent à générer une dynamique artistique régionale par la connaissance mutuelle des équipes, par la possibilité pour elles de rencontrer les réseaux professionnels.

De plus, le TJP a mis en place la **pratique hebdomadaire Corps-Objet** chaque vendredi matin, destinée aux artistes de la région souhaitant entretenir leur outil de travail. Ces pratiques sont devenues des espaces d'interactions entre artistes.

Enfin chaque saison, d'autres **temps de formation continue** sont proposés en partenariat avec des organismes comme l'AFDAS, ou d'autres structures de formation comme le CIRA, le Shadock…

Soucieux de créer un climat de travail et d'échange, Renaud Herbin s'engage parallèlement à rencontrer toute compagnie de la région qui le souhaite. Véronique Ejnès est chargée de mission pour veiller sur l'actualité des artistes de la région. Une réunion mensuelle en présence de Virginie Longchamp de l'Agence Culturelle d'Alsace permet l'échange d'informations sur les actualités des équipes artistiques régionales.

Les *Week-End TJP* au cœur du projet

Trois ou quatre fois par saison, les *Week-End TJP* permettent au public d'accéder aux coulisses du projet du CDN : l'opportunité de découvrir et de rencontrer des artistes autrement, **au cœur de leur processus de création** : ouverture de résidences de création, projets en cours, retours d'expérience de *Chantiers COI* et de *Parcours Pro*, *Clubs* ouverts au public, temps de réflexion…

Les Week-End rendent visible, sur des temps concentrés, la dimension de recherche et de création du CDN. C'est l'occasion pour les professionnels d'échanger et d'apprendre à se connaître. L'objectif est de fidéliser les responsables de structures artistiques et culturelles, ainsi que les artistes d'ici et d'ailleurs à venir se côtoyer autour des propositions des Week-End.

Le TJP et l'émergence : les *Rencontres Internationales Corps-Objet-Image*

Le TJP – Centre Dramatique National d'Alsace Strasbourg est soucieux de l'intégration des artistes émergents dans les réseaux professionnels. Les élèves actuels et les jeunes diplômés des Ecoles d'Art constituent le vivier du paysage artistique de demain. Il apparaît essentiel de leur proposer un espace de rencontre avec le projet artistique du TJP, décloisonnant ainsi les approches disciplinaires.

En juin 2015, la deuxième édition des "*Rencontres Internationales Corps-Objet-Image* " a

rassemblé : l'Ecole Supérieure Nationale des Arts de la Marionnette de Charleville-Mézières, la Staatliche Hochschule für Musik und Darstellende Kunst (Studiengang Figurentheater) de Stuttgart, l'Ecole Supérieure d'Art Dramatique du Théâtre National de Strasbourg, la Haute Ecole des Arts du Rhin, l'Université de Strasbourg, le Centre National des Arts du Cirque de Chalons en Champagne ainsi que l'Ecole du théâtre visuel de Jérusalem.

Pendant une semaine, 70 participants se rencontrent sous forme de laboratoires, temps de confrontations et d'éclairages mutuels. Un événement placé sous le signe de la découverte et de l'échange, ouvert au public et aux professionnels.

Les Rencontres Internationales s'inscrivent sur le territoire grâce à des collaborations avec les structures participantes telles que le Théâtre National de Strasbourg, la Haute Ecole des Arts du Rhin, l'Université de Strasbourg, mais aussi le Shadock, fabrique du numérique.

En 2017, les troisièmes Rencontres Internationales Corps-Objet-Image seront l'occasion de développer les partenariats institutionnels, et d'étendre la mise en réseau des jeunes artistes. Le concept de la manifestation a fait ses preuves. L'objectif affiché sera celui d'une meilleure répartition des charges.

Dans le domaine de l'émergence des jeunes artistes, le TJP sera également partenaire de l'« Académie d'été des établissements d'enseignement supérieur culture strasbourgeois (ENSAS, HEAR, TNS) » qui pourrait voir le jour en 2016.

Le Pôle Ressource COI

La constitution du Pôle Ressource Corps-Objet-Image du TJP accompagne la dynamique artistique du CDN. Elle contribue à la lisibilité et au rayonnement durable du projet. Le pôle ressource s'articule autour du site ressource et de la Revue COI :

Le site ressource *www.corps-objet-image.com* héberge le fond documentaire du TJP. Il constitue un espace de dépôt, d'observation des richesses du projet : traces artistiques des projets, (notamment les Chantiers COI), textes, images et sons directement liés à l'activité de recherche et de création du CDN (vignettes vidéo, productions, labos, chantiers et clubs). Le site ressource du TJP permet une plus grande visibilité de la plateforme des artistes COI.

La *Revue Corps-Objet-Image* encourage l'appropriation de ces données par des artistes et des chercheurs, en capacité de produire la matière critique et réflexive du projet du TJP, véritable observatoire des pratiques engageant la relation Corps-Objet-Image. La revue est annuelle et thématisée.
Revue COI 01/2015 : Infra, l'en deçà du visible
Revue COI 02/2016 : Alter, l'autre de la matière (sortie à la Biennale 2016)
Revue COI 03/2017 : Infans, d'un art sans mot

4. Le TJP, au cœur des réseaux professionnels

Le TJP et le réseau « arts de la marionnette »

Le TJP est un centre dramatique national unique en France. La responsabilité qu'il porte vis à vis du monde des arts de la marionnette le positionne comme un acteur essentiel de la profession.

Partenaire indispensable de l'Ecole Supérieure Nationale des Arts de la Marionnette de Charleville-Mézières, le TJP accompagne de nombreux diplômés, grâce aux résidences de recherche (pour initier et fortifier de nouvelles démarches), à de nombreux contrats de coproductions et d'accueils (pour professionnaliser les compagnies), aux Rencontres internationales COI (pour faire interagir les diplômés avec ceux d'autres écoles d'art)

De façon complémentaire, les missions liées à la recherche de l'Institut International de la Marionnette s'articulent pleinement avec les problématiques du pôle ressource du TJP.

Par ailleurs, le TJP est très impliqué dans la vie de l'association THEMAA qui représente les artistes marionnettistes français, ainsi que dans l'association Latitude Marionnette qui regroupe l'ensemble des lieux et festivals sur le territoire national (notamment les scènes conventionnées marionnette).

Le TJP est un maillon essentiel dans la chaine d'accompagnement des artistes des arts de la marionnette. Il est le seul lieux disposant de réels moyens de production. Le TJP irrigue donc le paysage et tisse avec le réseau des liens stimulants pour les artistes et pour les lieux. L'enjeu à venir pour le TJP est d'intensifier les relations à l'intérieur du réseau spécialisé « arts de la marionnette » pour l'accompagner et participer à sa structuration.

L'objectif du second mandat est aussi de formaliser le réseau constitué des scènes marionnettes européennes qui sont en capacités de production équivalentes au TJP, particulièrement avec l'Allemagne (Erlangen, Halle, Berlin, Stuttgart, Bochum, Magdeburg), la Suisse (Baden, Neuchâtel), la Slovènie (Ljubljana).

Le TJP acteur décisif de la région Alsace-Lorraine-Champagne-Ardennes

De façon unique en France, la grande région Alsace-Lorraine-Champagne-Ardennes bénéficie d'un puissant regroupement d'acteurs importants de la filière des arts de la marionnette. Leurs missions complémentaires sont :
- Le TJP - CDN d'Alsace Strasbourg (mission production et diffusion)
- L'IIM et l'ESNAM à Charleville-Mézières (mission recherche et formation)
- Le FMTM de Charleville-Mézières (mission diffusion à l'échelle mondiale)
- Le TGP – scène conventionnée marionnette à Frouard (mission production et diffusion)
- Le Jardin parallèle à Reims – lieu de fabrique (mission création et compagnonnage)

L'objectif immédiat est d'affirmer cet axe Strasbourg-Frouard-Reims-Charleville-Mézières par la capacité à dialoguer et à formaliser les partenariats déjà à l'œuvre.

Le TJP est aussi très attentif aux créations de l'espace transfrontalier des voisins belges, suisses, allemands et luxembourgeois, tant sur le volet production que sur celui de la diffusion.

Le TJP et les réseaux nationaux

Les ressources spécifiques de production et d'accompagnement de la création permettent au TJP de tisser des liens avec le réseau national, notamment celui des scènes nationales et des centres dramatiques nationaux. Il s'agit de multiplier les opportunités d'affirmer les pratiques des arts de la marionnette au sein des réseaux généralistes. Il en va de la notoriété du TJP et de toute une profession.

Par exemple, lors des Giboulées 2016, le TJP accueille une des rencontres nationales de l'ONDA. Ce sera l'occasion de réunir et de sensibiliser différents responsables de lieux et de festivals autour des problématiques Corps-Objet-Image.

Parallèlement, le TJP s'investit dans l'association Quint'est en tant que membre du conseil d'administration, ce qui lui permet d'entretenir le lien avec le réseau du grand est.

De la même façon, le TJP s'inscrit dans le réseau dit « jeune public », notamment en tissant des liens avec les structures comme Momix à Kingersheim, les festivals de Quimper, de Nantes et de Rennes, le TNG à Lyon, le Théâtre Paris Villette et le théâtre Dunois à Paris. Le TJP est membre de l'Assitej France et de Scènes d'Enfance et d'Ailleurs, associations qui fédèrent les lieux et acteurs du réseau.

Le TJP est aussi très présent à l'ACDN et au Syndéac sur la réflexion liée aux modes de gouvernance des institutions.

Ces nombreuses connexions œuvrent à la visibilité et au rayonnement du CDN, à sa reconnaissance en tant que **Pôle européen de création pour les arts de la marionnette**, lieu de référence à l'échelle locale, nationale et internationale.

B. LE TJP, UN LIEU DE DIFFUSION AU SERVICE DU PUBLIC

1. Une programmation riche et diversifiée

Le TJP, pôle européen de création artistique, est le lieu de fabrique et d'exposition de la création contemporaine. Autour d'une programmation internationale engageante, sont invités des artistes qui ont un point de vue, une approche et une implication tant poétique que politique, avec la même exigeante quels que soient les publics auxquels ils s'adressent.

Sont accueillies les œuvres, issues des écritures contemporaines, qui « prennent position », dans le sens où elles questionnent et surprennent, tant par leurs contenus que par leurs formats. Ces artistes, confirmés ou débutants, qui renouvellent la marionnette en questionnant les relations des corps, des objets et des images, peuvent être issus des circuits conventionnels des arts de la marionnette, ou d'autres horizons artistiques.

> **Les incontournables des arts de la marionnette.** Le TJP doit être un lieu traversé par les figures internationales majeures des arts de la marionnette. *Sont accueillis :*
- des artistes inscrits dans des démarches classiques ou traditionnelles de haute qualité, à titre de balises, de points de repère anthropologiques et historiques ;
- les histoires de « doyens », détenteurs d'héritages à transmettre, sous forme de rétrospectives et d'hommages.
- les spectacles de marionnettistes aux démarches confirmées sont essentielles
- des artistes chercheurs contemporains laissant place à l'expérimentation et l'affirmation de nouvelles esthétiques
- des démarches naissantes de compagnies en devenir, encouragées et accompagnées de façon bienveillante par le TJP, avec une attention particulière donnée aux artistes de la région Alsace.

> **Ramifications et porosité vers d'autres pratiques** (arts dramatiques et chorégraphiques, arts du cirque, arts visuels, numériques ou musicaux) : en questionnant la place de la marionnette contemporaine, le TJP s'ouvre à des artistes qui ne se disent pas marionnettistes mais dont la démarche peut enrichir, stimuler, interpeller et développer les arts de la marionnette, dans la triangulaire Corps-Objet-Image.

Le TJP s'attache à accompagner en diffusion les artistes de la région dont le projet artistique rencontre celui du CDN. Le nombre de ces accueils fluctue suivant l'actualité des compagnies, il se situe en moyenne à un ou deux par saison.

Le TJP s'adresse à toutes les générations

Une attention particulière est accordée aux démarches artistiques qui s'adressent à un spectre large de spectateurs : propositions accessibles aux plus jeunes, spectacles et formes transgénérationnels et familiaux. Le TJP continue à affirmer son engagement auprès des artistes qui envisagent le jeune spectateur, et marque sa volonté de décloisonner les secteurs dits « tout public » et « jeune public ».

L'atout des formes sensibles à l'objet, la matière ou la marionnette réside en ce qu'elles sont souvent ludiques et surprenantes, qu'elles invitent, donnent envie et proposent une scène engageante. Tous les spectacles accueillis au TJP sont annoncés **« tout public »**, car ils portent une parole entière sans concession sur le contenu, s'attachant à ne rien retrancher au sens sous prétexte d'une adresse à l'enfant. Les spectacles accessibles à partir du plus jeune âge, qui puisent souvent leur répertoire de formes dans les arts de la marionnette, sont de formidables lieux d'inventivité. Leur adresse au public est remarquable car fulgurante et sans détour. Le TJP continuera à les accueillir de façon significative.

Les *Giboulées* – Biennale Internationale Corps-Objet-Image :

La Biennale est attendue par le public et repérée dans la profession. Avec le souci de la plus grande exigence de qualité artistique, le temps du festival est toujours intense et ramassé. Il offre un panorama sur l'actualité artistique internationale des arts de la marionnette, en proposant une diversité de formes, en provocant des rencontres stimulantes. La Biennale est un moment privilégié du calendrier pour une **visibilité nationale et internationale du TJP.**

Dans cet esprit, la politique de production et d'accueil de créations récentes s'intensifie sur l'édition 2016.

La Biennale donne l'opportunité au TJP de tisser des collaborations avec d'autres lieux, tels que par exemple pour l'édition 2016, Le PréO à Oberhausbergen, le Théâtre National de Strasbourg, le Maillon et Pôle Sud, mais aussi des lieux non exclusivement culturels tels que le Shadock - fabrique du numérique, le CSC Fossé des Treize ou la Résidence Mathis. Enfin, la Biennale ouvre le TJP à d'autres soutiens d'acteurs du territoire sous forme de mécénat comme la Caisse d'Epargne, ce qui participe à son développement notamment en terme de public.

La prochaine édition des Giboulées – biennale internationale Corps-Objet-Image aura lieu en mars 2018.

La programmation en lien avec d'autres structures culturelles

L'articulation du projet du TJP avec ceux des autres institutions culturelles de Strasbourg est essentielle. Le paysage des salles est très complémentaire. Le TJP bénéficie de deux salles en plein centre ville, l'une de 120 places, l'autre de 220. Les échelles de projets nécessitent parfois la mutualisation des moyens tant techniques que financiers.
Des relations de coproduction et/ou de coréalisation tissent chaque saison des liens avec d'autres structures telles que Le Maillon, Pôle Sud, Les Migrateurs ou Musica et permettent à chacun de se situer et d'affirmer l'endroit de son projet. Les discours artistiques s'affinent. L'arrivée récente de nouvelles directions au Maillon et au TNS doivent permettre d'accentuer ce mouvement. Le public strasbourgeois trouvera ainsi progressivement de nouveaux points de repères à travers ces partenariats.

Pour la saison 2015/2016, un parcours est proposé aux groupes scolaires entre le TJP, le Maillon et le TNS. Sur la base du volontariat, il permettra à des élèves de voir des spectacles dans les différentes structures à travers la cohérence des propositions artistiques.
Une réflexion sur un abonnement commun aux structures strasbourgeoises est en cours (TNS, Maillon, Pole Sud et TJP).

La programmation en langue allemande

Une attention est aussi portée aux démarches impliquant le décloisonnement des langues et des cultures régionales. Au minimum un spectacle en langue allemande est proposé chaque saison. Par exemple, le projet Je te regarde de Jarg Pataki affirme en 2015/16 la volonté de porter une production franco-allemande (Staattheater Freiburg / La Filature Mulhouse / TJP Strasbourg). Ce spectacle en allemand surtitré en français sera présenté lors de la Biennale 2016.

La programmation Hors-les-murs du TJP

Dans cet esprit de décloisonnement, certaines propositions débordent les murs du théâtre : des façons d'interroger l'espace public (interventions dans la ville), mais aussi par la diffusion d'œuvres dans des lieux non théâtraux hors TJP (par exemple dans le réseau de la

Bibliothèque Départementale du Bas-Rhin - BdBR, les collèges et les lycées de la Région).

Suite aux résidences sur le territoire, le TJP propose en 2015/2016 le spectacle Kelécetectoplasme d'Anne Ayçoberry en partenariat avec la BdBR sur le territoire du pays Rhénan, ainsi que le spectacle Contact Full de la compagnie Dégadézo sur le territoire de la Haute Bruche (en partenariat avec l'ADIAM 67) et dans des lycées et des collèges de l'Eurométropole.

Une réflexion est entamée à propos de la formation des personnels d'accueil dans les structures non théâtrales, type bibliothèques. En 2015/2016, le TJP proposera aux bibliothèques ou points lecture du réseau de la BdBR qui accueilleront Kelécetectoplasme, un temps de formation autour de l'accueil de spectacles et de spectateurs : comment parler d'un spectacle et susciter l'envie ? Comment prépare-t-on la venue d'artiste dans sa commune ? Comment accueille-t-on le public ?

2. Le TJP, un théâtre ouvert

L'élargissement du public

S'adresser aux publics, à tous les publics, ceux d'aujourd'hui et ceux de demain, c'est le pari que le TJP tient déjà, inscrit dans des réseaux solides liés non seulement à l'enfance et à l'adolescence, mais aussi à un public familial et trans-générationnel. La mission du TJP est aussi d'oser déplacer les habitudes et les idées reçues, de surprendre et de créer le désir de venir découvrir d'autres formes.

L'objectif reste de continuer à renouveler et diversifier le public du TJP. Les propositions à partir du plus jeune âge gardent une place importante, et ce, à tous les moments de la programmation. Elles trouvent leur écho auprès du public strasbourgeois et des alentours.

Une grande partie des efforts est à concentrer sur le public adolescent et jeune adulte, par un travail de terrain au sein des établissements scolaires et universitaires. Les partenariats sont, à ce titre, fondateurs d'une relation durable, favorisant le parcours de spectateurs et la fabrique d'un regard critique.

Il s'agit aussi, pour le TJP, de faire venir ce même public en soirée hors d'un groupe, ce qui n'a pas d'évidence chez un adolescent dont les habitudes culturelles initiées dans l'enfance ont tendance à s'amoindrir. Le parcours commun Maillon/TNS/TJP proposé à des adolescents sur la base du volontariat est relayé, entre autre, par des enseignants qui restent des partenaires privilégiés pour atteindre ce public.

Par ailleurs, concernant le public adulte, un travail de terrain est engagé auprès des comités d'entreprises et des associations.

Le pari de cette lente mutation, qui touche en réalité à la représentation que l'on se fait du « jeune public », des « arts de la marionnette » et des « arts contemporains », permettra de reconsidérer et de redistribuer la place des spectacles adressés aux jeunes dans le paysage alsacien, en partageant progressivement cette offre avec l'ensemble des structures culturelles de l'Eurométropole.

Une politique pour une accessibilité plus grande

La simplification de la grille des tarifs permet une meilleure lisibilité et une plus grande liberté. (Diminution du nombre de catégorie, abonnement à un nombre de spectacles illimités). Toutes les séances sont ouvertes à tous les publics.

Cette nouvelle politique tarifaire est accompagnée d'actions de relation publique envers des publics âgés et des personnes sans emploi. Maison de retraite, foyer de jeunes adultes, association du Temps Libre, association de réinsertion sont autant de relais pour enrichir le public de ces séances.

Fort du constat qu'une part grandissante du public choisit de plus en plus au dernier moment ses sorties culturelles, le TJP propose de nouveaux tarifs tels que le « Pass Pass » et le « Carnet Libre Cours ». Ces tarifs sont conçus pour les spectateurs qui ne souhaitent pas s'engager sur un abonnement mais qui veulent néanmoins bénéficier d'un tarif privilégié.
De même, afin de favoriser la découverte, et d'éviter que les coûts des places soient un frein à la curiosité, le TJP a créé pour la saison 2015/2016 le tarif « Duo », qui permet à un adulte et un enfant de moins de 16 ans de bénéficier d'un prix de place réduit.
Concernant le public scolaire, un nouvel abonnement a été créé à partir de deux spectacles afin de privilégier la notion de parcours de découverte.

Le TJP a pour politique de travailler sur les freins empêchant le citoyen de devenir spectateur. L'équipe des relations avec le public axe notamment ses efforts sur les publics dits « empêchés » tant par des actions directes qu'en s'appuyant sur des acteurs locaux comme l'association Tôt ou t'art, dont le TJP est adhérent.

Les séances « Premières fois »
Les séances « *Premières fois* » qui ont déjà fait leurs preuves, permettent à des publics ciblés d'oser franchir le seuil du théâtre et de participer à un parcours artistique (la présentation d'un spectacle, l'expérience d'un *Chantier COI*, un temps convivial engageant l'échange). Il s'agit de brasser le public habituel du TJP et un public plus défavorisé.

Politique de communication et de partenariat presse

La saison 2015/16 marque une évolution significative de la communication du TJP. La matière du projet artistique (images des chantiers, des rencontres, des représentations, des créations, des installations) a déjà pris progressivement sa place au fil des publications. Des artistes plasticiens et designers sont associés à ce jeu de perception.

Le jeu des formes et des couleurs (y compris sur les couvertures des programmes) doit être à la mesure de la générosité du projet envers le public : grande diversité de propositions artistiques, multiplicité des façons de faire l'expérience du projet.

Le budget communication du CDN est structuré de la façon suivante :

> La communication de saison (brochure de saison, bimestriel, remise à jour du site internet, affiches, insertion…)
> La communication accompagnant les productions du TJP, visant à accompagner les créations et les coproductions dans leur visibilité envers les professionnels (tract, affiches, insertion, newsletter…)
> La communication pour les chantiers (programme de lancement, affiches, tracts, insertion au niveau local ou transfrontalier, newsletter…)
> La communication des *Giboulées* – Biennale Internationale Corps-Objet-Image *(programme, affiches, insertion, newsletter...)*

La couverture médiatique du CDN est essentielle à son développement. Elle décline grâce à nombreux partenariats avec la presse et les médias, tant régionaux tels que France 3 Alsace, FIP, France Bleu Alsace, Szenick, les magazines Novo et Poly, que nationaux tels que les revues Mouvement, Artpress, Les inrockuptibles…

Le TJP compte développer le travail avec un attaché de presse parisien, afin de renforcer sa visibilité nationale, notamment lors de la biennale Les Giboulées, des Rencontres internationales et de l'actualité des créations de Renaud Herbin et des productions majoritaires.

3. Le TJP, un projet d'expérimentation partagée

(Education Artistique et Culturelle)

L'action artistique : l'artiste au cœur du territoire

Certains artistes puisent dans la relation avec le territoire leur matière première de création, d'autres n'hésitent pas à prolonger de multiples façons leur présence au TJP. La dimension d'actions artistiques auprès du public est constamment régénérée par le regard et l'implication des artistes eux-mêmes, à l'échelle de la ville de Strasbourg, et de ses différents quartiers, de l'Eurométropole, du département, de la région ou de l'Eurodistrict. De nombreux partenariats fédèrent les acteurs du territoire (culturels, scolaires, universitaires, comités d'entreprises, associations, hôpitaux, ...) autour de projets singuliers d'artistes.

Par exemple, lors des Giboulées, Biennale internationale Corps-Objet-Image, 2016, le TJP propose à un public amateur de s'immerger dans la création à travers les Padox portés par la compagnie Houdart-Heuclin. Des interventions seront prévues dans l'espace public (centre ville et quartiers périphériques).

L'action artistique et la formation sont intimement liées au sein du Centre Dramatique National d'Alsace, c'est pourquoi de nombreux temps sont proposés au public autour de la pratique artistique. L'action artistique fait bouger les frontières, les représentations, les points de vue. Elle ouvre les horizons et suscite la curiosité.

Les Chantiers Corps-Objet-Image, faire l'expérience du théâtre autrement

En tant que CDN, le TJP entend poursuivre sa mission de démocratisation culturelle par des actions de sensibilisation et de formation artistique. Ces temps de transmissions s'articulent

directement à la création et permettent à chacun à travers les multiples rencontres proposées d'exprimer sa propre identité. Les artistes présents pendant les saisons et ceux proches du TJP se placent au cœur de leurs démarches artistiques en rencontrant, échangeant, expérimentant avec le public : les ***Chantiers Corps-Objet-Image.***

Riche d'une longue histoire auprès des publics jeunes et de partenariats avec les établissements scolaires, le TJP développe son activité par un élargissement des propositions (accessible dès 4 ans, ouvert à un public intergénérationnel, augmentation du nombre d'artistes intervenants, nombre de participants étendu).

Les *Chantiers COI* réguliers et les Chantiers COI découvrir pour enfants, adolescents et adultes

Dispensés par les artistes proches du projet du TJP, ces chantiers ouverts à tous permettent de découvrir des démarches singulières. Les approches sont multiples et variées à l'image de la programmation du TJP. Les *Chantiers* sont repérés par une double entrée : une indication d'âge (à partir de), une temporalité proposée (rythme d'intervention hebdomadaire, bimensuel, pendant les vacances scolaires, etc). Les *Chantiers* donnent l'opportunité aux participants de pratiquer intimement le lieu, d'en saisir les enjeux et de suivre la saison de très près.

A titre d'exemple en 2015/16, les *Chantiers « Dans COI je me jette »* proposent à un groupe d'amateurs de 10 ans et plus de traverser chaque mercredi l'univers de 2 artistes.

Certains artistes des *Chantiers COI* proposent au public amateur de participer à leur création. C'est le cas de Dominique Houdart qui intègre ces « complices » lors des représentations des *Padox.*

Des *Chantiers* sont également organisés pendant les congés scolaires, certains en lien avec des partenaires comme le cinéma Star, l'Institut Culturel Italien, le Jardin Botanique ou le Centre Socio Culturel de L'Elsau.

Ces partenariats varient de saison en saison en fonction des projets artistiques et visent à être développés notamment avec des structures transfrontalières.
La richesse du projet du TJP autour de la relation du Corps, de l'Objet et de l'Image est de proposer de nombreuses formes artistiques qui ne nécessitent pas la maîtrise d'une langue ce qui permet vraiment d'œuvrer vers tous les publics et toutes les nationalités.

L'ensemble des Chantiers « COI réguliers » et « COI découvrir » permet une meilleure circulation des publics. Ils sont une véritable richesse pour faire connaître largement le projet du TJP.

Les *Chantiers COI* en partenariat avec des écoles, l'université, des associations, des établissements de santé.

Depuis de nombreuses années, les artistes du TJP interviennent sur des temps scolaires, au sein de cursus universitaires, ou auprès de publics adolescents en EPSM (Etablissement Public de Santé Mentale).

Chaque année une quinzaine de projets dans ces structures sont développés. En fonction des projets artistiques, le TJP met en relation les artistes et les personnes relais.
Une partie du financement est apportée par les structures (Acmisa, PAC, Participation des parents...), l'autre partie est prise en charge par le TJP notamment toute la rémunération des temps de recherche et d'élaboration.

Depuis plusieurs années, le Centre Dramatique National collabore avec la Faculté des Arts de l'Université de Strasbourg, en proposant des actions de pratique artistique en lien avec les créations, des cours théoriques autour des pratiques professionnelles et en accueillant des stagiaires. Le TJP collabore avec les services culturels de l'Université et des associations étudiantes.

Le TJP tisse d'étroites relations avec la Haute Ecole des Arts du Rhin, proposant des rencontres, des *Chantiers COI* et des actions de découverte du milieu professionnel aux étudiants, ainsi que des stages auprès d'équipes artistiques.

Le TJP est également partenaire de formation du Rectorat de Strasbourg, « Accompagner le spectateur ».

Le TJP porte une attention particulière à diversifier ces partenariats chaque saison en fonction des projets artistiques et veille à toucher un public varié des plus jeunes aux plus âgés. Le projet du TJP ne se décline pas à travers ces actions, il s'y construit. Chacun y est acteur dans une relation d'écoute et de découverte mutuelle. Il s'agit bien de considérer les cultures individuelles comme richesse pour le projet.

Pour ce deuxième mandat, le TJP poursuivra ces actions de transmission à destination des amateurs, comme autant espaces d'invention et d'expérimentation artistique partagée entre amateurs et artistes.

La Classe à horaires aménagés théâtre

Depuis 2011/12, le TJP coordonne à la demande de l'Education Nationale une classe expérimentale théâtre. Cette classe est devenue Classe à Horaire Aménagée Théâtre lors de la saison 2014/15. Ce dispositif concerne, une classe de CM2 de l'Ecole Martin Schongauer et quatre classes, de la 6ème à la 3ème du Collège Hans Arp, établissements situés dans le quartier de l'Elsau.
Ces élèves ont 76h de pratique artistique, réparties sur l'année, ainsi que 60h d'Ecole du Spectateur. Les heures de pratique sont proposées en collaboration avec le Conservatoire de Strasbourg.

Le projet artistique est confié à Gilbert Meyer pour les années 2014/2015 et 2015/2016, qui fédère une équipe d'une dizaine d'artistes intervenants.

Les établissements concernés font partie du Réseau d'Education Prioritaire +. Autour de cette approche innovante et singulière, le TJP mène de nombreuses actions avec les autres institutions du quartier : Centre Socio Culturel, Médiathèque... afin de créer une dynamique d'accès à ces pratiques artistiques.

La découverte du champ artistique est un moyen de valoriser les savoirs, d'éveiller la

curiosité, de favoriser les échanges et de construire des liens entre les acteurs d'un même territoire.

Le TJP a redoublé d'efforts, notamment humains et financiers, afin que le projet de CHAT à l'Elsau prenne toute son ampleur. Le pari est grand, les enjeux importants et parfois les réalités de terrain inattendues. Le CDN souhaite poursuivre dans cette direction. Il se réserve toutefois le droit de réorienter son désir d'action artistique.
La CHAT, si elle fait partie intégrante du projet du TJP, s'inscrit dans un dispositif porté par l'Education Nationale.

Les actions d'accompagnement

Parallèlement aux programmations et aux chantiers, les publics accueillis au théâtre bénéficient d'autres actions d'accompagnement : visite du théâtre, action de médiation avant ou après la venue au spectacle, rencontres avec l'équipe artistique.

Toutes ces actions permettent de créer des relations durables avec les habitants du territoire, qu'ils soient déjà familiers des pratiques artistiques ou des structures culturelles ou qu'ils en soient éloignés. La politique d'ouverture du projet au plus grand nombre se décline à de nombreux endroits du projet.

C. PRENDRE SOIN DE L'INSTITUTION

Faire en sorte que l'institution soit la mieux adaptée au projet et au territoire est primordial. Il s'agit de penser la gouvernance et les différentes assemblées (consultatives ou décisionnelles), afin de dégager des temps de travail collectifs qui permettent à chacun - salariés, personnes ressources, membres de l'association - de s'investir dans le projet et d'en prendre la pleine mesure.

Les Clubs et le Conseil des orientations du TJP

Les *Clubs* sont des espaces de réflexion sur le projet et ses outils. Ils n'ont pas pouvoir décisionnel mais permettent d'engager des débats et d'élaborer des propositions sur des sujets inhérents aux missions, au fonctionnement et au développement du CDN. Ces assemblées sont composées de personnes invitées (acteurs et usagers du projet, personnes ressources). Elles se réunissent régulièrement mais ne se situent jamais dans l'urgence de la mise en œuvre du projet. Elles en constituent la veille.

Le « *Club P* » : Public, Professionnel, quelles Postures d'usagers ?
Le « *Club des Organisations* » : Comment s'exercent le pouvoir et les responsabilités ?
Le « *Club de l'Espace* » : Comment les espaces rencontrent-ils le projet ?
Le « *Club R* » *: Richesses, Ressources*, de quoi sommes-nous riches ?
Le « Club T » : Quelle relation entre Temps et Travail ?

Le Conseil des orientations rassemble les artistes de la Plateforme Corps-Objet-Image. En moyenne deux fois par saison, cette assemblée porte un regard sur les orientations de l'institution. Elle permet d'entendre le point de vue des artistes sur les actions du CDN et leur organisation. Elle sensibilise chacun sur les enjeux du projet Corps-Objet-Image et sa mise en œuvre. Le Conseil des orientations stimule le paysage artistique et permet au TJP de rester en phase avec la réalité des artistes.

La question des espaces du projet

Le TJP – Centre Dramatique National dispose de trois bâtiments, la Petite Scène, la Grande Scène et le hangar du Port du Rhin, qui appartiennent tout trois à la Ville de Strasbourg. Au vu de l'ambition du projet, il apparaît que la question des espaces est déterminante pour son développement. Une réflexion est engagée à travers le Club de l'Espace depuis 2012 afin d'optimiser les ressources existantes.

Le Club de l'Espace a dégagé trois grandes problématiques :

> Les espaces d'aceueil du public
Un travail a été engagé afin d'améliorer le confort de l'aecueil du public (billetterie, bar, espace d'attentes et de cireulation, vestiaires, sanitaires, qualité générale des espaces et des matières, signalétique interne). Il donne aussi le signe efficace au public de l'évolution du projet et de sa dimension contemporaine. La philosophie de ce chantier vise à transformer à moindre coût les espaces dans une logique de projet artistique. Chaque intervention est confiée à un ou des artistes. La cohérence de l'ensemble est assurée par l'équipe des Ateliers BAH (Strasbourg).

> Les espaces de création à l'usage des artistes
Les deux salles du TJP sont en ordre de marche. Les efforts doivent se porter sur le rafraichissement des plateaux de travail et des loges (notamment à la Grande Scène).
Une étude sera aussi réalisée concernant la réhabilitation et l'extension des espaces d'hébergement de la Grande Scène. Il s'agit d'une part d'offrir des conditions d'accueil acceptables pour les artistes en résidence ou en accueil, d'autre part de réduire de façon non négligeable les coûts logistiques du TJP.

> Les espaces de travail de l'équipe du théâtre
La réflexion sur les espaces de travail de l'équipe (bureaux, stations de travail, serveurs,..) est régulièrement menée avec l'ensemble des salariés du TJP. Le Club de l'Espace constitue alors un outil puissant de prise de conscience des fonctionnements de l'équipe (organisation, relations interpersonnelles, capacités de mobilité). Pour accompagner ces actions, l'accent sera notamment mis sur l'évolution des outils numériques (parc informatique, bornes wifi, ...).

Les Clubs constituent des espaces de recherche et d'expérimentation. Ils sont aussi, comme le Club de l'Espace, des endroits de production de projets artistiques.
En effet, la mise en réflexion et la réfection des espaces d'accueil du public par le Club de l'Espace, produira des éléments d'aménagements qui entreront dans la partie investissement (structure) du TJP. La partie artistique sera quant à elle fléchée sur le volet « recherche et expérimentation » dépendant de la production.

L'organisation de l'équipe

Les quatre années du premier mandat de Renaud Herbin (2012/2015) ont été celles d'une profonde réorganisation visant à créer dans l'équipe les conditions d'une dynamique au service du nouveau projet artistique.

Clarifier les niveaux de responsabilité et mise en place de nouveaux outils

Des mouvements de personnel au sein de l'équipe ont permis son redéploiement : départs volontaires par rupture conventionnelle, retraite ou démission, départs involontaires par licenciement, ou pour cause de décès.

Ces mouvements ont permis d'articuler une nouvelle équipe autour des compétences attendues pour répondre aux missions du TJP Centre Dramatique National d'Alsace – Strasbourg. Les évolutions de responsabilité en interne ont été privilégiées.

Le souci de la circulation de l'information a conduit la direction, au cours de son premier mandat, à préciser l'ensemble des assemblées au sein desquelles chacun est informé, consulté ou peut s'exprimer sur l'organisation et les orientations du CDN. Le climat de travail au TJP est aujourd'hui sain et les zones de déperdition n'existent plus.

Le soin apporté à la structuration en interne

L'organigramme précise comment sont constitués les services et qui les composent.
Ils sont aujourd'hui sept :
Direction 4,5 permanents, Communication 1 permanent, Billetterie 2 permanents, Relations Publiques et Actions artistiques 5 permanentes, Production 1,5 permanentes, Technique 5 permanents, Administration 3 permanents.

Soit 22 permanents auxquels il faut ajouter l'équipe d'hôtes d'accueil du public, ainsi que les techniciens intermittents (28 ETP en 2014, hors artistes)

Aujourd'hui, cette équipe stabilisée est pleinement impliquée dans la réalisation du projet du TJP. La page de l'évolution écrite au cours du premier mandat va se poursuivre durant les trois années à venir.

Une organisation au service du projet et de ses objectifs

Objectif 2013/2015 : remplir les salles, développer le public
En termes de compétences attendues, l'accent a été porté au cours du premier mandat de Renaud Herbin sur le développement du service des relations avec le public et de l'action artistique. Fort de 2 co-responsables et de 3 chargées des relations avec le public, ce service est totalement engagé dans la rencontre du projet des artistes et du public à travers une multitude d'actions dirigées vers l'ensemble des spectateurs potentiels du grand territoire d'implantation du TJP. Ce travail porte largement ses fruits.
Sans relâcher les efforts et la vigilance, à partir du second mandat, le renfort nécessaire sur les premières années du service des relations avec le public pourra s'atténuer. Les prochains mouvements de personnels (à minima un départ à la retraite, horizon 2019) permettront de revoir l'organisation du service.

Nouvel objectif 2016/2018 : renforcer la production
L'enjeu prioritaire du mandat 2016/2018 est la diffusion des pièces produites par le CDN. L'équipe permanente actuelle étant totalement mobilisée par les activités générales de production, de programmation et de développement des publics, il s'avère nécessaire d'embaucher dès 2016 un(e) chargé(e) de diffusion qui intégrera le service production.

Le travail du service, axé principalement en 2016 autour de la création 3+ de Renaud Herbin (création à l'automne 2016), portera financièrement ses fruits sur l'exercice 2017 et l'exercice 2018.
Parallèlement, le service aura pour objectif de construire un tissu de coproduction et de pré-achat à hauteur de 40% du budget de production de la création 2017/2018, mise en scène par Renaud Herbin.

Une part des résultats financiers des quatre exercices du premier mandat de Renaud Herbin (+ 100 000 €) permettent de créer ce poste en CDI dès 2016. Le profil du poste n'est pas encore arrêté mais il apparaît indispensable d'embaucher une personne ayant déjà une certaine expérience de ce métier de diffusion/production.

Une attention particulière portée à la vie des services

La responsabilité de la direction reste de veiller à garder une équipe opérationnelle et en bonne santé. Nous sommes très attentif au service communication qui devra être accompagné et renforcé (actuellement 1 permanent).

Conscients d'évoluer dans un contexte économique contraint, les mouvements à venir, notamment des départs à la retraite, permettront d'ajuster et de faire de nouveaux choix en matière de gestion d'équipe.

Les orientations budgétaires

La gestion du CDN est tenue, les réalités et les objectifs clairement énoncés :

Evolution mécanique de la masse salariale. Concernant les charges de fonctionnement, les évolutions menées à ce jour depuis 2012 ont vu la masse salariale diminuer légèrement passant de 1 273 000 € en 2012 à 1 182 000 € en 2015.

Pour autant, pour les trois années à venir, l'application de la Convention Collective Nationale des Entreprises Artistiques et Culturelles (CCNEAC) amènera le TJP à voir augmenter le poids de cette masse salariale. Budget attendu de la masse salariale des permanents : 1 237 000 € en 2018.

Les charges de structure (intégrant la masse salariale) s'inscrivent dans la logique budgétaire portée par le TJP depuis 2012 et restent contenues (1 643 000 € en 2018)

L'augmentation des recettes propres. La conséquence attendue du développement des tournées des productions maisons est l'augmentation de la part des fonds propres dans le budget général par rapport aux subventions. Elle passera de 13,35 % en 2016 à 16,66 % en 2018.

Singularité d'un paysage. Le paysage artistique de la marionnette contemporaine est singulier, cela se vérifie dès que l'on regarde dans leur ensemble les productions des centres dramatiques. Le montant des budgets des spectacles du TJP n'est pas le même que celui des budgets de l'art dramatique porté par les acteurs de plateau. Au TJP, le montant des budgets de production, à l'exception de quelques rares projets, sont nettement moindres que ceux gérés dans la plupart des autres Centre Dramatique Nationaux.

Le TJP a donc besoin de multiplier ses contrats de production et/ou de co-productions majoritaires. Pour les mêmes raisons, les apports en direction des productions minoritaires sont plus nombreux que dans l'ensemble des centres dramatiques.

La profession des arts de la marionnette propose plus de projets que le TJP peut financièrement en soutenir. Le TJP les choisit avec l'exigence artistique développée au cœur de son projet ; cela participe de la responsabilité qu'il endosse vis à vis de la profession. Tant que faire se peut, il montera des Sociétés en participation (SEP) avec des artistes d'une certaine renommée (Bérangère Vantusso, Pierre Meunier, ...) en escomptant dégager des recettes lors de l'exploitation de ces productions.

Mécénat. En complément de ces augmentations de recettes propres, fruit des tournées, le développement de l'apport en mécénat est inscrit au programme du mandat 2016/2018. Des relations sont déjà très engagés sur ce sujet avec la Caisse d'Epargne d'Alsace. D'autres verront le jour pour 2017 et 2018. Ce travail, en cours, est porté par la Direction et le service administratif.

Billetterie. En revanche, l'augmentation des recettes de billetteries est attendue. Réaliste, elle correspond à l'évolution positive en cours depuis 2014. Le pourcentage de fréquentation pensé en augmentation au fil des trois années 2016/2018, passant de 80 à 86% des places vendues par rapport à la jauge proposées générera une augmentation de recette de billetterie.

Alternance année Biennale Les Giboulées, année RI COI. Autre spécificité des trois exercices budgétaires à venir, l'alternance des exercices avec Biennales Les Giboulées et des exercices avec Rencontres Internationales Corps-Objet-Image (RICOI). Les années 2016 et 2018 (années avec Biennale) le budget général des productions propres sera moindre qu'en 2017.

Le budget de l'année 2017 sera celui des troisièmes Rencontres Internationales Corps Objet Image (RICOI) qui verra augmenter la participation financière des écoles d'art impliquées.

Annexe II

TJP – Centre dramatique national

Budgets prévisionnels 2016-2017-2018

CHARGES 2017		PRODUITS 2017			
	HT		TTC	HT	%
STRUCTURE		***SUBVENTION***			
Achats	89 100	- MINISTERE CULTURE			
Services extérieurs	93 100	- exploitation	540 000	528 893	19,08
Autres services extérieurs	94 720	- permanence artistique+technique	20 000	19 589	0,71
Impôts et taxes	20 550	- service éducatif	5 000	4 897	0,18
Autres charges de gestion courante	5 900				
		- REGION	465 000	455 436	16,43
Masse salariale permanents (admin.)	922 771				
Masse salariale permanents (tec.)	305 621	- DEPARTEMENT	105 000	102 840	3,71
Dotations aux amortissements	94 000	- VILLE DE STRASBOURG	1 170 000	1 145 935	41,33
Charges exceptionnelles	5 191				
		- CUS	79 000	77 375	2,79
S/TOTAL 1	**1 630 953**	**S/TOTAL 1**	**2 384 000**	**2 334 966**	**84,22**
COMMUNICATION SAISON	80 000	***AUTRES PRODUITS (hors billetterie)***		80 200	
		(bar, ventes diverses, quote part sub invest)			
		Reprise fonds propres		23 937	
S/TOTAL 2	**80 000**	**S/TOTAL 2**		**104 137**	**3,76**
PRODUCTION & CO-PRODUCTION		***PRODUCTION & CO-PRODUCTION***			
- Création Renaud Herbin :	140 000	- Création : Renaud Herbin		30 000	
montage		*co-productions*			
- Coproductions majoritaires	100 000	- Coproductions majoritaires			
- Coproductions minoritaires	116 000	- Coproductions minoritaires			
- Résidences	24 300	- Résidences			
- Tournées	55 000	- Tournées		70 000	
- Accompagnement des artistes		-Accompagnement des artistes			
Soirée TJP, 2WE, Présentations de projets	15 000	Soirée TJP, 2WE, Présentations de projets			
Pacours Pro C.O.I	50 000	Pacours Pro C.O.I		12 000	
Workshop (stage AFDAS)	19 500	Workshop (stage AFDAS)		21 400	
Pratiques	9 500	Pratiques		1 700	
Rencontre Internationale Corps Objet Image	40 000				
Bord de plateau	1 000	Rencontre Internationale Corps Objet Image		6 000	
- Recherche et expérimentations		- Recherche et expérimentations			
Pole ressource COI	25 000	Pole ressource COI		2 000	
Clubs	17 000	Clubs		30 000	
Conseil des orientations/Plateforme COI	15 000				
S/TOTAL 3	**627 300**	**S/TOTAL 3**		**173 100**	**6,24**
ACCUEIL		***ACCUEIL***			
- Janvier à juin 17	176 000	- Janvier à juin 17 (billetterie + Onda)		47 000	
- Sept. à déc. 17	137 960	- Sept. à déc. 17 (Billetterie + Onda)		42 000	
- Tournées décentralisation	10 000	- Tournées décentralisation		1 000	
		- Mécenat		15 000	
S/TOTAL 4	**323 960**	**S/TOTAL 4**		**105 000**	**3,79**
AUTRES ACTIVITES ARTISTIQUES		***AUTRES ACTIVITES ARTISTIQUES***			
- Actions Artistiques : EAC		- Actions Artistiques : EAC			
Classe à horaires aménagés Théâtre Elsau	39 500	Classe à horaires aménagés Elsau (dont contrat de ville)		20 310	
Chantiers C.O.I amateurs	36 000	Chantiers C.O.I amateurs		20 800	
Chantiers C.O.I scolaires	24 000	Chantiers C.O.I scolaires		14 000	
Traces restitutions	10 000				
Premières fois	600				
S/TOTAL 5	**110 100**	**S/TOTAL 5**		**55 110**	**1,99**
TOTAL GENERAL	**2 772 313**	**TOTAL GENERAL**		**2 772 313**	**100,00**
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**0**	**RESULTAT NET DE L'EXERCICE**		**0**	

CHARGES 2016		PRODUITS 2016			
	HT		TTC	HT	%
STRUCTURE		***SUBVENTION***			
Achats	89 100	- MINISTERE CULTURE			
Services extérieurs	93 100	- exploitation	540 000	528 893	19,59
Autres services extérieurs	94 720	- permanence artistique+technique	20 000	19 589	0,73
Impôts et taxes	20 550	- service éducatif	5 000	4 897	0,18
Autres charges de gestion courante	5 900				
		- REGION	465 000	455 436	16,87
Masse salariale permanents (admin.)	910 933				
Masse salariale permanents (tec.)	301 307	- DEPARTEMENT	105 000	102 840	3,81
Dotations aux amortissements	88 000	- VILLE DE STRASBOURG	1 170 000	1 145 935	42,44
Charges exceptionnelles	5 803				
		- CUS	79 000	77 375	2,87
S/TOTAL 1	**1 609 413**	**S/TOTAL 1**	**2 384 000**	**2 334 966**	**86,47**
COMMUNICATION SAISON	80 000	***AUTRES PRODUITS (hors billetterie)***		80 200	
		(bar, ventes diverses, quote part sub invest)			
		reprise fonds propres		29 897	
S/TOTAL 2	**80 000**	**S/TOTAL 2**		**110 097**	**4,08**
PRODUCTION & CO-PRODUCTION		***PRODUCTION & CO-PRODUCTION***			
-Création Renaud Herbin : 1	36 500	- Créations Renaud Herbin : 1		7 000	
- Coproductions majoritaires		- Coproductions majoritaires			
- Coproductions minoritaires : 9	115 800	- Coproductions minoritaires			
- Résidences : 4	22 500	- Résidences			
- Reprise : 1	8 000	- Reprises			
- Tournées	20 000	- Tournées		31 000	
- Accompagnement des artistes		-Accompagnement des artistes			
Soirée TJP, 2WE, Présentations de projets	15 000	Soirée TJP, 2WE, Présentations de projets			
Pacours Pro C.O.I	50 000	Pacours Pro C.O.I		12 000	
Workshop (stage AFDAS)	19 500	Workshop (stage AFDAS)		21 400	
Pratiques	9 500	Pratiques		1 700	
Bord de plateau	1 000				
- recherche et expérimentations		- recherche et expérimentations			
Pole ressource COI	25 000	Pole ressource COI		2 000	
Clubs	19 000	Clubs		26 000	
Conseil des orientations/Plateforme COI	15 000				
S/TOTAL 3	**356 800**	**S/TOTAL 3**		**101 100**	**3,74**
ACCUEIL		***ACCUEIL***			
- Janvier à juin 16	176 000	- Janvier à juin 16 (billetterie + Onda)		35 000	
- Sept. à déc. 16	137 960	- Sept. à déc. 16 (Billetterie + Onda)		35 000	
- Festival Biennale Internationale	220 000	- Festival Biennale Internationale		20 000	
- Tournées décentralisation	10 000	- Tournées décentralisation		1 000	
		- Mécénat		8 000	
S/TOTAL 4	**543 960**	**S/TOTAL 4**		**99 000**	**3,67**
AUTRES ACTIVITES ARTISTIQUES		***AUTRES ACTIVITES ARTISTIQUES***			
- Actions Artistiques : EAC		- Actions Artistiques : EAC			
Classe Horaires Aménagés Théâtre Elsau	39 500	Classe Horaires Aménagés Théâtre (dont contrat ville)		20 310	
Chantiers C.O.I amateurs	36 000	Chantiers C.O.I amateurs		20 800	
Chantiers C.O.I scolaires	24 000	Chantiers C.O.I scolaires		14 000	
Traces restitutions	10 000				
Premières fois	600				
S/TOTAL 5	**110 100**	**S/TOTAL 5**		**55 110**	**2,04**
TOTAL GENERAL	**2 700 273**	**TOTAL GENERAL**		**2 700 273**	
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**0**	**RESULTAT NET DE L'EXERCICE**		**0**	

CHARGES 2018	HT	PRODUITS 2018	TTC	HT	%
STRUCTURE		***SUBVENTION***			
Achats	89 100	- MINISTERE CULTURE			
Services extérieurs	93 100	- exploitation	540 000	528 893	18,86
Autres services extérieurs	94 720	- permanence artistique+technique	20 000	19 589	0,70
Impôts et taxes	20 550	- service éducatif	5 000	4 897	0,17
Autres charges de gestion courante	5 900				
		- REGION	465 000	455 436	16,24
Masse salariale permanents (admin.)	931 092				
Masse salariale permanents (tec.)	306 483	- DEPARTEMENT	105 000	102 840	3,67
Dotations aux amortissements	94 000	- VILLE DE STRASBOURG	1 170 000	1 145 935	40,86
Charges exceptionnelles	5 358				0,00
		- CUS	79 000	77 375	2,76
S/TOTAL 1	**1 640 303**	**S/TOTAL 1**	**2 384 000**	**2 334 966**	**83,26**
COMMUNICATION SAISON	80 000	***AUTRES PRODUITS (hors billetterie)*** (bar, ventes diverses, quote part sub invest)		82 097	
S/TOTAL 2	**80 000**	**S/TOTAL 2**		**82 097**	**2,93**
PRODUCTION & CO-PRODUCTION		***PRODUCTION & CO-PRODUCTION***			
-Création Renaud Herbin : 1	70 000	- Créations Renaud Herbin : pré-achats		45 120	
dont montage et charges d'exploitation					
- Coproductions majoritaires	20 600	- Coproductions majoritaires		14 880	
- Coproductions minoritaires	96 000	- Coproductions minoritaires			
- Résidences	29 000	- Résidences			
- Reprises		- Reprises			
- Tournées	69 500	- Tournées		100 000	
- Accompagnement des artistes		-Accompagnement des artistes			
Soirée TJP, 2WE, Prsentations de projets	15 000	Soirée TJP, 2WE, Prsentations de projets			
Pacours Pro C.O.I	50 000	Pacours Pro C.O.I		12 000	
Workshop (stage AFDAS)	19 500	Workshop (stage AFDAS)		21 400	
Pratiques	9 500	Pratiques		1 700	
Bord de plateau	1 000				
- Recherche et expérimentations		- Recherche et expérimentations			
Pole ressource COI	25 000	Pole ressource COI		3 500	
Clubs	10 000	Clubs		21 000	
Conseil des orientations/Plateforme	15 000				
S/TOTAL 3	**430 100**	**S/TOTAL 3**		**219 600**	**7,83**
ACCUEIL		***ACCUEIL***			
- Janvier à juin 18	176 000	- Janvier à juin 18(billetterie + Onda)		38 000	
- Sept. à déc. 18	137 960	- Sept. à déc. 18 (Billetterie + Onda)		38 000	
- Festival Biennale Internationale 18	220 000	- Festival Biennale Internationale 18		20 000	
Tournées décentralisation	10 000	Tournées décentralisation		1 000	
		- Mécénat		16 000	
S/TOTAL 4	**543 960**	**S/TOTAL 4**		**113 000**	**4,03**
AUTRES ACTIVITES ARTISTIQUES		***AUTRES ACTIVITES ARTISTIQUES***			
- Actions Artistiques : EAC		- Actions Artistiques : EAC			
Classe à horaires aménagés théâtre Elsau	39 500	Classe à horaires aménagés théâtre(dont contrat de ville)		20 000	
Chantiers C.O.I amateurs	36 000	Chantiers C.O.I amateurs		20 800	
Chantiers C.O.I scolaires	24 000	Chantiers C.O.I scolaires		14 000	
Traces restitutions	10 000				
Premières fois	600				
S/TOTAL 5	**110 100**	**S/TOTAL 5**		**54 800**	**1,95**
TOTAL GENERAL	**2 804 463**	**TOTAL GENERAL**		**2 804 463**	100,00
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**0**	**RESULTAT NET DE L'EXERCICE**		**0**	

Annexe III

Tjp, Centre dramatique national

Indicateurs d'évaluation et conditions de l'évaluation

Sur la base de l'article 12.2 de la présente convention, l'évaluation visera à confronter les objectifs et les résultats, selon une procédure et des dispositions conjointement arrêtées par les partenaires, notamment selon les modalités précisées ci-après.

I. Indicateurs

1. Responsabilité artistique

	Objectifs	Indicateurs
Production artistique	Assurer 6 productions majoritaires minimum sur la durée de la convention	Nb de productions majoritaires
	Consacrer au moins 10 % du budget artistique aux productions majoritaires par exercice. Tendre vers 20 % dans l'hypothèse d'une augmentation des subventions en cours de mandat.	Part du budget artistique consacrée aux productions majoritaires
	Associer sur plus d'une saison au moins un metteur en scène de productions majoritaires	Nb de metteurs en scène associés
	Coproduire au moins 3 compagnies régionales[1] sur la période de la convention	Nb de compagnies
	Coproduire au moins 3 compagnies de l'espace transfrontalier (Suisse, Allemagne, Luxembourg, Belgique) sur la période de la convention	Nb de compagnies
	Proposer au moins 100 jours d'accueil en résidence de création et de recherche au Tjp et hors les murs par saison, hors productions du directeur	Nb de jours de résidences

Une attention particulière devra être portée aux questions d'égalité homme/femme dans la programmation, l'accueil en résidence et la coproduction.

	Objectifs	Indicateurs
Diffusion	Assurer au moins de 10 représentations dans la Ville siège ou l'agglomération pour chaque production majoritaire par saison.	Nb de représentations
	S'attacher à présenter des séries des spectacles co-produits ou pré-achetés (3 représentations minimum) par saison	Nb de représentations en moyenne par rapport à nombre de spectacles
	Proposer au moins une représentation en langue allemande par saison	Nb de représentations

Une attention particulière devra être portée à l'équilibre entre les formats programmés et entre les tranches d'âge auxquels les spectacles sont destinés.

1 Région = Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine

2. Responsabilité territoriale et envers les publics

	Objectifs	Indicateurs
Public	Indicateurs de fréquentation (cf tableau ci-dessous)	
	Porter une attention pour des formes qui s'inscrivent dans l'espace public.	Nb de spectateurs non payants par saison.
	Développer des partenariats à destination des publics empêchés.	Nb de spectateurs touchés par saison
	Proposer au moins 5 représentations hors les murs (notamment en milieu rural ou dans les quartiers prioritaires) par saison	Nb de représentations
	S'associer à au moins 3 équipements sociaux ou culturels pour l'action artistique par saison	Nb de conventions
	Toucher au moins 200 personnes (hors public scolaire) dans le cadre de l'action artistique par saison	Nb de participants
	S'associer à au moins 12 établissements scolaires pour l'action artistique par saison	Nb de conventions

3. Fréquentation

Indicateurs	**Objectifs chiffrés**		
	2016	**2017**	**2018**
Nombre de représentations des créations au siège	30	20	20
Nombre de représentations des créations hors siège	20	20	20
Nombre de représentations totales au siège	100	100	100
Fréquentation payante au siège	20 000	22 680	24 940
Nombre de places mises en vente	25 000	27 000	29 000
Taux de places vendues par rapport à la jauge mise en vente	80 %	84 %	86 %
Nombre de places proposées au jeune public	13 750	14 850	15 950
Part du jeune public dans le nombre de places mises en vente	55 %	55 %	55 %

4. Responsabilités professionnelles

	Objectifs	Indicateurs
Accompagnement	Accueillir sur la durée / Fidéliser / Impliquer, dans la plateforme COI, 20 équipes artistiques professionnelles sur la durée de la convention	Nb de compagnies artistiques professionnelles
	Accompagner au moins 2 compagnies implantées en région par saison (conseil / mise en réseau / présentation de projet)	Nb de compagnies implantées en région
	Présenter aux diffuseurs au moins 3 avant-projets ou projets de compagnies émergentes / jeunes diplômés par saison	Nb de projets
	S'impliquer dans les réseaux professionnels, et inciter la circulation des artistes dans ces réseaux (Quint'Est, Rida, réseau marionnette grand Est) sur la durée du mandat	Nb de réseaux Nb d'artistes Nb de structures Carte de collaborations régionales

	Objectifs	Indicateurs
Formation continue	Impliquer au moins 15 artistes en formation ou professionnels dans les rencontres professionnelles (Club R, rencontres internationales COI, week-end…) par saison	Nb d'artistes et provenance
	dont au moins 8 artistes de la région	Nb d'artistes et provenance
	Former au moins 30 artistes (formations AFDAS, parcours professionnels en partenariat avec l'agence culturelle d'Alsace) par saison	Nb de participants
	dont au moins 10 artistes de la région	Nb de participants et provenance
	Formaliser des partenariats avec au moins 5 écoles supérieures d'art nationales ou internationales (TNS, HEAR, ESNAM, autres) lors des années des Rencontres Internationales COI	Nb d'établissements

5. Moyens

	Objectifs	Indicateurs
Moyens	S'attacher à limiter la croissance de la masse salariale (hors intermittents) par an. Dans le respect du droit du travail et de la convention collective.	
	Poursuivre le ré-équilibrage des charges artistiques et structure (pour mémoire en 2012 : 36,48 % du budget était consacré à l'artistique)	
	Atteindre 20 % de recettes propres dans le budget général.	

II. Conditions de l'évaluation

Au moins six mois avant le terme de la convention, l'évaluation de la convention s'effectuera à partir du bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif établi par l'association. Un rapport d'inspection sera rédigé par les services de l'État (DRAC Alsace ou Direction Générale de la Création Artistique).

61

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Association DACM Gisèle Vienne - Avenant à la convention et attribution d'une subvention.

L'association De l'Autre Côté du Miroir (DACM) Compagnie Gisèle Vienne implantée à Strasbourg bénéficie d'une convention pluriannuelle d'objectifs pour la période 2014-2016 conclue avec l'Etat, la Région Alsace et la Ville de Strasbourg.

Aux termes de cette convention, l'association s'engage à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique et dans le cadre de son projet global, un programme d'actions participant à la réalisation de missions culturelles d'intérêt général suivantes :

- Recherche artistique : renforcer et étendre ses partenariats avec les établissements d'enseignement supérieur et les organismes de recherche d'Alsace et des régions, cantons et Länder voisins ;

- Création artistique : garantir que la responsabilité artistique de la compagnie soit assurée par Gisèle Vienne ; assurer sur la durée de la convention deux créations en production ou coproduction, en partie conçues sur le territoire alsacien ; renforcer et étendre ses partenariats avec des lieux de création d'Alsace et des régions, cantons et Länder voisins ;

- Diffusion artistique : assurer sur la durée de la convention un minimum de cent vingt représentations faisant l'objet d'un contrat de cession à titre onéreux, soit des créations, soit des réalisations inscrites au répertoire de la compagnie, en partie ancrées sur le territoire alsacien ; renforcer et étendre ses partenariats avec des lieux de diffusion d'Alsace et des régions, cantons et Länder voisins ; poursuivre et développer son rayonnement national et international ;

- Responsabilité sociale et territoriale : poursuivre le développement de son rapport aux publics et aux artistes, notamment alsaciens, que ce soit à travers une démarche d'implantation, de résidence ou d'association avec une ou plusieurs institutions.

Dans l'intention de renforcer la coopération culturelle transfrontalière et en conséquence, notamment, le spectacle vivant contemporain dans la région du Rhin supérieur, la vVille

de Strasbourg, la Région Alsace, l'Etat, et le canton de Bâle-Ville souhaitent élargir le soutien partenarial à l'association « DACM Gisèle Vienne » par l'adhésion du canton de Bâle-Ville à la convention pour la période 2016.
Le canton de Bâle-Ville participera au financement à hauteur de 20 000 CHF en 2016.
Afin de formaliser ce partenariat, il convient de conclure un avenant à la convention. Ce partenariat original, innovant et ambitieux, témoigne du souhait partagé des signataires de donner corps au concept de « compagnie transfrontalière et européenne » défendu par l'association DACM Gisèle Vienne.

Il est proposé qu'en tant que capitale européenne, la Ville de Strasbourg s'inscrive dans et soutienne pleinement cette démarche.

Par ailleurs, dans le cadre des crédits inscrits au budget, il est proposé d'attribuer une subvention de 20 000 € au titre de l'année 2016 dans le cadre de la convention 2014/2016.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré

décide

- *l'attribution d'une subvention de 20 000 € pour la mise en œuvre de projets culturels à imputer sur les crédits ouverts sous la fonction 33, nature 6574, activité AU10C du budget 2016 dont le disponible est de 9 496 437 €.*

approuve

- *la signature d'un avenant à la convention de partenariat pluriannuelle 2014-2016 avec l'Etat, la Région Alsace, le Département du Bas-Rhin, le canton de Bâle-Ville et l'association De l'Autre Côté du Miroir / Compagnie Gisèle Vienne,*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer cet avenant et la convention relative à la subvention.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après

transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

ASSOCIATION De l'Autre Côté du Miroir (DACM)
Avenant n°1 à la Convention pluriannuelle d'objectifs 2014 – 2016

Entre les partenaires financeurs :

L'État français (Ministère de la culture et de la communication – Direction régionale des affaires culturelles d'Alsace), représenté par Monsieur Stéphane FRATACCI, Préfet de la région Alsace, Préfet du Bas-Rhin ;

La Région Alsace**,** ci-après désignée « la Région », représentée par son Président, Monsieur Philippe RICHERT, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du 11 juillet 2014 ;

La Ville de Strasbourg, représentée par son Sénateur-Maire, Monsieur Roland RIES, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 17 février 2014 ;

Le Service de la Culture du Canton de Bâle-Ville, représenté par son directeur, Monsieur Philippe BISCHOF,

désignés ci-après sous le terme «les partenaires», d'une part,

et

l'Association De l'Autre Côté du Miroir / Compagnie Gisèle Vienne, représentée par son Président, Thomas VASSEUR,

désignée ci-après sous le terme «l'association», d'autre part.

Préambule

Dans l'intention de renforcer la coopération culturelle transfrontalière et en conséquence, notamment, le spectacle vivant contemporain dans la région du Rhin supérieur, le Service de la culture du Canton de Bâle-Ville a décidé de soutenir le concept d'une « compagnie transfrontalière » de l'Association DACM / Gisèle Vienne et d'adhérer à la « Convention pluriannuelle d'objectifs 2014 – 2016 » existante entre les partenaires français susmentionnés pour l'année pilote 2016.

Le Service de la culture du Canton de Bâle-Ville reconnaît le contenu de la convention, celle-ci étant toutefois modifiée et complétée, d'entente avec les partenaires et l'association, sur les points suivants, les autres articles restant inchangés :

Art. 1 Objet de la convention

Les deux derniers alinéas sont modifiés comme suit :

« Ce programme d'actions est constitué par l'annexe I (Projet artistique et culturel) qui fait partie intégrante de la convention, ainsi que par l'annexe I bis (Plan d'action supplémentaire pour la ville de Bâle pour l'année 2016).

Dans ce cadre, les partenaires contribuent financièrement à la réalisation de ce programme d'actions. Ils n'attendent aucune contrepartie directe de cette contribution ».

Art. 2 Durée de la convention

L'article est modifié et complété comme suit :

« La convention est conclue pour une durée de trois ans, à compter du 1er janvier 2014 jusqu'au 31 décembre 2016.
L'avenant n° 1, relatif à la participation du Service de la culture du Canton de Bâle-Ville, existera exclusivement pour la durée du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016, et n'a pas de validité rétroactive. Au plus tôt en automne 2016, le Service de la culture du Canton de Bâle-Ville décidera, sur la base de l'évaluation de la présente convention (comme prévue à l'article 9), de la participation à une éventuelle prolongation de la convention à partir de 2017.
La conclusion d'une éventuelle convention, ou d'un avenant prolongeant la présente convention, est subordonnée à la présentation d'un nouveau projet artistique et culturel, à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 9 de la présente convention et au contrôle prévu à son article 10.»

Art. 3 Conditions de détermination du coût de l'action

L'article est modifié et complété comme suit :

« 3.1. Le coût total estimé éligible du programme d'actions sur la durée de la convention est évalué à … € (… euros) conformément aux budgets prévisionnels figurant à l'annexe II et à l'annexe II bis remplaçant le budget établi initialement pour l'année 2016.

3.2. Le besoin de financement public exprimé par l'association est calculé en prenant en compte les coûts totaux retenus estimés du programme d'actions, ainsi que tous les produits qui y sont affectés. Les annexes II et II bis présentent les budgets prévisionnels du programme d'actions en détaillant les coûts éligibles à la contribution financière des partenaires, et l'ensemble des produits affectés, ainsi que les règles retenues par l'association pour leur estimation.

3.3. (sans changement)

3.4. Une éventuelle réduction des contributions pour l'année 2016 par les autres partenaires entraîne une réduction proportionnelle de la contribution du Service de la culture du Canton de Bâle-Ville. »

Art. 4 Conditions de détermination de la contribution financière

L'article est complété comme suit :

« d) Pour le Service de la culture du Canton de Bâle-Ville

4.11. Le Canton de Bâle-Ville contribue financièrement pour un montant de 20 000.- CHF (vingt mille francs suisses) pour l'année 2016.

4.12. Cette contribution est versée sous la réserve que le Grand Conseil du Canton de Bâle-Ville approuve le budget du Service de la culture pour l'année 2016 tel qu'il a été proposé.

4.13. En outre, la participation financière du Service de la culture du Canton de Bâle-Ville a lieu sous la réserve que le plan d'action pour la ville de Bâle défini à l'annexe I bis soit réalisé. Si celui-ci n'est pas réalisé, ou seulement partiellement, le Service de la culture du Canton de Bâle-Ville se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de sa contribution financière.

4.14. Le montant est payé en francs suisses, une adaptation de la contribution en raison des fluctuations de cours étant exclue. »

Art. 5 Modalités de versement de la contribution financière

L'article est complété comme suit :
« d) Pour le Service de la culture du Canton de Bâle-Ville :

5.5. Le paiement de la contribution a lieu après la facturation par l'Association à l'adresse ci-dessous, au plus tôt à partir du 1er mars 2016.

Le comptable assignataire de la dépense est le Service de la culture du Canton de Bâle-Ville : Präsidialdepartement Basel-Stadt, Abteilung Kultur, Marktplatz 30a, CH-4001 Basel. »

Art. 7 Autres engagements

L'article est modifié et complété comme suit :

« 7.3. L'association, dans le cadre de ses actions habituelles de communication et dans ses rapports avec les différents médias, s'engage à informer du soutien des partenaires financeurs.

L'association s'engage à faire figurer de manière lisible la mention extenso « compagnie conventionnée par le Ministère de la culture et de la communication – DRAC Alsace, la Région Alsace, la Ville de Strasbourg et le Service de la culture du Canton de Bâle-Ville* », ainsi que les logos de la Préfecture de Région Alsace, la Région Alsace, la Ville de Strasbourg et du Service de la culture du Canton de Bâle-Ville, dans tous les supports utilisés dans le cadre de la convention.

* Dans la version allemande la mention à faire figurer est « Abteilung Kultur des Kantons Basel-Stadt ».

7.4. (inchangé)

7.5. Il est expressément signalé à l'association que, lors de l'exercice d'activités professionnelles en Suisse, selon la situation, des permis de travail devront être demandés, et des cotisations aux assurances sociales suisses ainsi que des impôts à la source devront être acquittés. L'association est seule responsable de l'exécution correcte conformément au droit suisse du travail. En outre, il est prévu que, lors du calcul des cachets pour les prestations de travail en Suisse, les recommandations des associations professionnelles ACT et Dance Suisse, soient prises en considération. »

Art. 8 Procédures et sanctions en cas de retard ou d'inexécution

La parenthèse « (Etat / Drac Alsace, Région Alsace, Ville de Strasbourg) » est supprimée dans les deux alinéas.

Art. 9 Comité de suivi et évaluation

L'article 9.2 est modifié comme suit :

« 9.2 L'association s'engage à fournir, au moins six mois avant le terme de la convention, un bilan provisoire, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du programme d'actions, dans les conditions précitées en annexe III de la présente convention.

Les partenaires financeurs procèdent, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions auquel ils ont apporté leur concours sur un plan quantitatif comme qualitatif. Un comité de suivi se réunit à cette fin au moins une fois par an, à l'initiative de l'association.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1er, sur l'impact du programme d'actions au regard de l'intérêt général, régional et local.

Elle se compose :

- d'un bilan définitif dressé par l'association en auto-évaluation ;
- d'un rapport d'évaluation de fin de convention effectuée par les services de l'État (DRAC Alsace ou Service de l'inspection de la Direction Générale de la Création Artistique) ;
- des avis des services des partenaires. »

Fait à XXXXX, le *en cinq exemplaires originaux*

Pour l'association DACM,
Le Président

Thomas VASSEUR

Pour l'État,
Le Préfet de Région

Stéphane FRATACCI

Pour la Région Alsace,
Le Président

Philippe RICHERT

Pour la Ville de Strasbourg,
Le Maire

Roland RIES

Pour le Service de la culture du Canton de Bâle-Ville
Le Directeur

Philippe BISCHOF

Annexe I bis : Programme d'actions bâloises 2016

Le programme d'actions développées par l'association DACM / compagnie Gisèle Vienne à Bâle en 2016 se déploie autour de :

- un workshop de recherche animé par Gisèle Vienne et 3 collaborateurs réunira 10 à 12 danseurs professionnels sur une période prévisionnelle de 10 jours pour travailler sur les matériaux de la nouvelle création de la compagnie prévue en 2017

- une collaboration entre Gisèle Vienne et un(e) artiste de la scène bâloise ou un(e) étudiant(e) en formation à Bâle dans les domaines des arts du spectacle, ou de manière plus générale un assistanat auprès des activités de la compagnie

- la diffusion du répertoire de la compagnie Gisèle Vienne à Bâle, notamment avec la Kaserne Basel ou d'autres partenaires, et l'organisation d'actions culturelles de médiation autour des spectacles (rencontre publique, visite de plateau, etc.)

- un volet pédagogique pourrait aussi être développé en parallèle de l'accueil des spectacles de la compagnie de Gisèle Vienne à Bâle ou lors des temps de workshop ou de résidence prévus en 2016

Ce programme d'actions prévisionnel pourra se développer par la suite, au-delà de 2016, en fonction des sollicitations nouvelles de la part des partenaires bâlois (théâtre, opéra, école, etc.) et transfrontaliers, dans un souci de mise en réseau des acteurs, territoires et des publics strasbourgeois, alsaciens et bâlois, y compris la coproduction des spectacles de la compagnie, avec la Kaserne Basel notamment.

La compagnie Gisèle Vienne s'engage par ailleurs à valoriser les actions développées spécifiquement à Bâle pour le cadre de la présente annexe à la convention pluriannuelle d'objectifs 2014-2016, et plus largement toutes actions de création, de diffusion et de médiation, prenant place sur ou en lien avec le territoire transfrontalier, à Strasbourg, en Alsace et à Bâle, pour tous les moyens de communication à sa disposition.

Avenant Convention DACM- Etat-Région Alsace-Ville Stbg 2014-2016 Annexe II bis BP 2016

Budget global 2016 DACM € HT	TOTAL	RATIO
Achats pour activités photos/vitrines	4 000	0%
Fournitures administratives	1 500	0%
Décors	62 700	7%
Costumes et accessoires	13 350	1%
Frais de régie / fournitures techniques	12 550	1%
60- ACHATS	**90 100**	**10%**
Comptable Art Rythm Ethic	10 000	1%
Production Alma Office	24 000	3%
Locations immobiliaires bureaux	9 360	1%
Locations immobiliaires stockages	10 200	1%
Locations véhicule & matériel	2 500	0%
Entretien & réparation	950	0%
Assurance MAIF	4 280	0%
Documentation, frais colloques	700	0%
61- SERVICES EXTERIEURS	**61 990**	**7%**
Artistes indépendants	48 910	5%
Techniciens indépendants	24 250	3%
Puppentheater Halle	102 000	11%
Expert comptable SECA	1 600	0%
Publicité, publication, édition, impression	11 000	1%
Transports décors	23 200	2%
Roadies décors	1 792	0%
Voyages et déplacements	72 500	8%
Restauration	400	0%
Hébergements	102 355	11%
Missions	3 800	0%
Frais postaux	700	0%
Télécommunication	2 220	0%
Frais & services bancaires	400	0%
Adhésion & cotisations	500	0%
Services informatiques	1 000	0%
62- AUTRES SERVICES EXTERIEURS	**396 627**	**42%**
Taxe apprentissage	-	-
CFE (ex taxe professionel)	150	0%
Droits d'enregistrement (VISA, carnet ATA...)	500	0%
Taxe divers	-	-
63- IMPOTS ET TAXES	**650**	**0%**
Brut administration permanent	44 360	5%
Brut production intermittent	32 480	3%
Brut technique	23 760	3%
Brut artistes	96 240	10%
Charges sociales	117 664	12%
Indemnités stagiaire	-	-
Médecine du travail perma AST67	250	0%
Frais médicaux & pharmacie	-	-
Cotisations Agessa & Maison des artistes	-	-
Défraiements	50 479	5%
64- CHARGES DE PERSONNEL	**365 233**	**39%**
Note de droits d'auteur	16 500	2%
SACEM SACD	-	-
Charges div gestion courante	10 600	1%
Retenue à la source	-	-
65- AUTRES CHARGES DE GEST COURAN	**27 100**	**3%**
Dot. Ammortissement immo corpo	6 500	1%
TOTAL CHARGES (A)	**948 200**	**100%**
Vente de livres et photos	-	-
Cessions de spectacle	290 227	31%

ASSOCIATION De l'Autre Côté du Miroir (DACM)

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS
2014 - 2016

Entre les partenaires financeurs :

L'État (Ministère de la culture et de la communication – Direction régionale des affaires culturelles d'Alsace), représenté par Monsieur Stéphane BOUILLON, Préfet de la région Alsace, Préfet du Bas-Rhin, ci-après désigné sous le terme « l'État »,

La **Région Alsace,** ci-après désignée « la Région », représentée par son Président, Monsieur Philippe RICHERT, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du 11 juillet 2014 ;

La **Ville de Strasbourg**, représentée par son Sénateur-Maire, Monsieur Roland RIES, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 17 février 2014 ;

d'une part,

Et
l'association dénommée **De l'Autre Côté du Miroir (DACM)**
représentée par son Président, Monsieur Thomas VASSEUR
ayant son siège social sis La Maison des Associations, 1a place des orphelins, 67000 Strasbourg
Licences d'entrepreneur de spectacles : 2-1064107 et 3-1064108
N° SIRET : 433 615 549 000 30 Code APE : 9001 Z
désignée ci-après sous le terme « l'association »,

d'autre part,

VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU la loi organique n°2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances modifiée par la loi organique n°2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n°2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n° 2013-1283 du 29 décembre 2013 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances pour 2014 ;

VU l'arrêté du 29 décembre 2005 relatif au contrôle financier des programmes et des services du ministère de la culture et de la communication ;

VU l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 susvisée ;

VU la circulaire du Premier ministre du 24 décembre 2002 relative aux subventions de l'État aux associations ;

VU la circulaire n°168350 du 12 mai 1999 relative à l'aide aux compagnies dramatiques professionnelles pour leurs activités de création et de diffusion ;

VU la circulaire n° 5193/SG du 16 janvier 2007 relative aux subventions de l'État aux associations et aux conventions pluriannuelles d'objectifs ;

VU la circulaire n° 2007-6 du 5 mars 2007 relative au financement public et à l'emploi dans le spectacle vivant ;

VU la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations : conventions d'objectifs et simplification des démarches relatives aux procédures d'agrément et la circulaire n° 611/10 du 31 mai 2011 du secrétariat général du Ministère de la Culture et de la Communication ;

VU la directive nationale d'orientation (DNO) 2014-2016 de la Ministre de la Culture et de la Communication datée du 26 septembre 2012 ;

VU la Charte des missions de service public pour le spectacle vivant élaborée par le Ministère de la culture et de la communication en 1998 ;

VU l'avis favorable définitif sur le budget opérationnel de programme n° 131 – Création - de la Mission Culture du contrôleur financier en région en date du 29 janvier 2014 ;

VU le projet artistique pour les années 2014-2016 de l'association DACM placé sous la responsabilité artistique de Gisèle Vienne ;

VU les statuts de l'association DACM en date du 9 juillet 2013 ;

VU les avis consultatifs rendus par les experts théâtre de la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Rhône-Alpes en juin 2013, de l'Inspection de la Direction Générale de la Création Artistique et du Conseiller pour le théâtre, le cirque et les arts de la rue ;

VU la délibération du Conseil Régional d'Alsace n° 07-11 du 24/06/11 approuvant les dispositifs d'aide au spectacle vivant ;

VU la délibération du Conseil Régional d'Alsace approuvant le règlement financier ;

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional d'Alsace n° 607-14 du 11 juillet 2014 ;

VU la délibération du Conseil Municipal de Strasbourg du 17 février 2014 ;

Préambule

Considérant le projet initié et conçu par l'association De l'Autre Côté du Miroir - DACM (production et diffusion de spectacles vivants) conforme à son objet statutaire et répondant à une finalité d'intérêt général en faveur de la création et de la diffusion du spectacle vivant ;

Considérant la charte des missions de service public pour le spectacle vivant, diffusée en octobre 1998, qui réaffirme l'engagement fort du Ministère de la culture et de la communication en faveur de la création artistique et du développement culturel dans le domaine du spectacle vivant, et redéfinit les responsabilités de service public dans le spectacle vivant tant du côté de l'État (DRAC Alsace) que des organismes subventionnés.

Considérant que le Ministère de la culture et de la communication soutient directement la création et la diffusion, les organismes subventionnés se voyant confier la responsabilité artistique de la création et la responsabilité sociale et territoriale de la diffusion, ainsi que des responsabilités en matière de formation et de sensibilisation de publics nouveaux.

Considérant que les compagnies théâtrales sont des éléments clés de l'engagement du Ministère de la culture et de la communication en faveur de l'art et de la culture. Elles constituent le vivier de la création théâtrale. L'aide apportée aux compagnies est le garant de la vitalité et de la diversité de ce secteur.

Considérant la circulaire n°168350 du 12 mai 1999 relative à l'aide aux compagnies dramatiques professionnelles pour leurs activités de création et de diffusion qui vise à définir une démarche homogène et équitable au plan national, dans ses critères comme dans ses modes d'appréciation et ses volumes de financement, afin d'accompagner le développement de l'art théâtral dans ses trois composantes primordiales : recherche, création, diffusion.
La procédure prévoit notamment la possibilité pour l'État (DRAC Alsace) d'établir un rapport contractuel avec les compagnies dont le rayonnement national, la régularité professionnelle et les capacités de recherche, de création et de diffusion sont soulignées par les experts théâtre. L'évaluation est, le cas échéant, menée conjointement par la Direction régionale des affaires culturelles et le Service de l'inspection de la Direction générale de la création artistique. Une attention est portée au volume d'activité, au rayonnement territorial, à la dynamique en faveur de l'emploi ainsi qu'au soutien aux jeunes artistes.

Considérant que la Région Alsace soutient la création artistique en Alsace, l'animation culturelle du territoire alsacien par les artistes professionnels et la diffusion des œuvres et spectacles créés en Alsace sur le territoire régional, national et international.

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté par l'association et faisant partie intégrante de son projet global, participe de ces politiques, le Ministère de la culture et de la communication - Direction régionale des affaires culturelles d'Alsace -, la Région Alsace et la Ville de Strasbourg décident de mettre en place un partenariat contractuel avec l'association DACM avec une période triennale couvrant les années 2014, 2015 et 2016 dans les termes définis ci-dessous.

* * *

Article 1 - Objet de la convention

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique et dans le cadre de son projet global mentionné au préambule, le programme d'actions participant à la réalisation de missions culturelles d'intérêt général :

- justifier d'une activité régulière et mettre en œuvre les actions détaillées dans le projet artistique annexé à la présente convention ;
- garantir que la responsabilité artistique de la compagnie soit assurée par Gisèle Vienne ;
- assurer sur la durée de la convention deux créations en production ou coproduction, en partie conçues sur le territoire alsacien ;
- assurer sur la durée de la convention un minimum de cent vingt représentations faisant l'objet d'un contrat de cession à titre onéreux, soit des créations, soit des réalisations inscrites au répertoire de la compagnie, en partie ancrées sur le territoire alsacien ;

- poursuivre le développement de son rapport aux publics et aux artistes (notamment alsaciens), que ce soit à travers d'une démarche d'implantation, de résidence ou d'association avec une ou plusieurs institutions ;

- poursuivre et développer son rayonnement régional, national et international ;

- renforcer et étendre ses partenariats avec les lieux de création et les établissements d'enseignement supérieur et les organismes de recherche d'Alsace et des régions, cantons et Länder voisins ;

- participer d'un dynamisme en faveur de l'emploi, notamment alsacien ;

- structurer administrativement la compagnie et respecter les obligations sociales et fiscales selon l'article 7 de la présente convention et les obligations comptables selon l'article 6.

Pour la mise en œuvre de ce programme d'actions, l'association est soumise aux obligations mentionnées à l'annexe I, laquelle fait partie intégrante de la convention.

Dans ce cadre, l'État (DRAC Alsace), la Région Alsace et la Ville de Strasbourg contribuent financièrement à la réalisation de ce programme d'actions. Ils n'attendent aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 - Durée de la convention

La convention est conclue pour une durée de trois ans, à compter du 1er janvier 2014 jusqu'au 31 décembre 2016.
La conclusion d'une éventuelle convention, ou d'un avenant prolongeant la présente convention, est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 9 de la présente convention et au contrôle prévu à son article 10.

Article 3 - Conditions de détermination du coût de l'action

3.1. Le coût total estimé éligible du programme d'actions sur la durée de la convention est évalué à 2 402 389 € (deux millions quatre cent deux mille trois cent quatre vingt neuf euros), conformément aux budgets prévisionnels figurant à l'annexe II.

3.2. Le besoin de financement public exprimé par l'association est calculé en prenant en compte les coûts totaux retenus estimés du programme d'actions, ainsi que tous les produits qui y sont affectés. L'annexe II présente les budgets prévisionnels du programme d'actions en détaillant les coûts éligibles à la contribution financière de l'État (DRAC Alsace), de la Région et de la Ville de Strasbourg, et l'ensemble des produits affectés, ainsi que les règles retenues par l'association pour leur estimation.

3.3. Lors de la mise en œuvre du programme d'actions, l'association peut procéder à une adaptation de ses budgets prévisionnels par des transferts entre natures de charges éligibles. Cette adaptation des dépenses, réalisée dans le respect du montant total des coûts éligibles mentionné au 3.1 ne doit pas affecter la réalisation du programme d'actions et ne doit pas être substantielle.
Lors de la mise en œuvre du programme d'actions, l'association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de ses budgets prévisionnels à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du programme d'actions et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé au 3.1.
L'association notifie ces modifications aux partenaires financeurs par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours. En cas d'avance versée dans les conditions prévues à l'article 5, le versement du solde annuel ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse de ces modifications éventuelles par les partenaires financeurs.

Article 4 - Conditions de détermination de la contribution financière

a) Pour l'État :

4.1. L'État (DRAC Alsace) contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 212 000 € (deux cent douze mille euros), équivalent à 8,82 % du montant total estimé des coûts éligibles sur la durée d'exécution de la convention, établis à la signature de la présente convention, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2. Pour l'année 2014, l'État (DRAC Alsace) contribue financièrement pour un montant prévisionnel de 62 000 € (soixante deux mille euros), équivalent à 9,40 % du montant total annuel estimé des coûts éligibles.

4.3. Pour les deuxième et troisième années d'exécution de la présente convention, les montants prévisionnels des contributions financières de l'État (DRAC Alsace), s'élèvent à :

- pour l'année 2015 : 70 000 € (soixante dix mille euros), soit 8,37 % du montant total annuel estimé des coûts éligibles.

- pour l'année 2016 : 80 000 € (quatre vingt mille euros) soit 8,81 % du montant total annuel estimé des coûts éligibles.

Les montants 2015 et 2016 sont mentionnés à titre indicatif et pourront atteindre la somme maximale de 160 000 € dans le cadre du programme d'actions de la présente convention.

4.4. Les contributions financières de l'État (DRAC Alsace) mentionnées aux paragraphes 4.2 et 4.3. ne sont applicables que sous réserve des conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits en AE et en CP en loi de finances, de la délégation des crédits correspondants et de la levée de la réserve de précaution appliquée conformément aux dispositions de la Lolf
- le respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 1er, 6, 7 et 8 de la présente convention, sans préjudice de l'application de l'article 12 ;
- le contrôle par l'État (DRAC Alsace) en fin d'exercice, conformément à l'article 10, que le montant annuel de la contribution n'excède pas le coût annuel de l'action.

b) Pour la Région Alsace

4.5. La Région Alsace contribue financièrement pour un montant prévisionnel de 50 000 € (cinquante mille euros) sur la durée de la présente convention. Ce montant pourra être révisé à la hausse par décision de la commission permanente du Conseil Régional, dans la limite de 58 000 € (cinquante huit mille euros).

4.6. Pour l'année 2014, la Région Alsace contribue financièrement pour un montant prévisionnel de 18 000 € (dix-huit mille euros).

4.7. Pour les années 2015 et 2016, les montants prévisionnels annuels des contributions financières de la Région Alsace, sous réserve de l'inscription des crédits au budget, s'élèvent à 16 000 € (seize mille euros). Par décision de la commission permanente du Conseil Régional, donnant lieu à la signature d'un avenant bilatéral entre la Région Alsace et l'association, les montants alloués au titre des années 2015 et 2016 pourront être révisés à la hausse, dans la limite de 4 000 € par an, en fonction de l'intérêt

régional des actions menées en 2014 et 2015, évalué au regard des critères fixés à l'annexe III de la convention. La Région Alsace informe les partenaires financeurs des montants alloués.

c) Pour la Ville de Strasbourg

4.8. La Ville de Strasbourg contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 54 000 € (cinquante quatre mille euros) sur la durée de la présente convention.

4.9. Pour l'année 2014, la Ville de Strasbourg contribue financièrement pour un montant prévisionnel de 18 000 € (dix huit mille euros).

4.10. Pour les deuxième et troisième années d'exécution de la présente convention, les montants prévisionnels des contributions financières de la Ville de Strasbourg s'élèvent à :

- pour l'année 2015 : 18 000 € (dix huit mille euros),
- pour l'année 2016 : 18 000 € (dix huit mille euros).

Article 5 - Modalités de versement de la contribution financière

Les contributions financières des partenaires financiers de l'association seront créditées au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Domiciliation	Code établissement	Code guichet	N° compte	Clé RIP	Titulaire
CCM Saint Martin d'Heres	10278	08923	00047898240	93	D A C M

a) Pour l'État :

5.1. Sous réserve des dispositions de l'article 4.4, l'État (Drac Alsace) a versé en 2014 la somme de 62 000 € : une avance de 50 % par convention cadre n° 2014/38 et le solde par convention financière n° 2014/24.

La subvention est imputée sur les crédits ouverts au budget opérationnel de programme de l'État (DRAC Alsace) :

- Programme 131 « Création » – Action 01 « Soutien à la création, à la production et à la diffusion du spectacle vivant » – Sous-action 04 « Soutien aux artistes et équipes artistiques »

5.2. Pour les deuxième et troisième années d'exécution de la présente convention, la contribution financière annuelle, sous réserve des dispositions de l'article 4.4 de la présente convention, est versée sur la base du dossier de demande de subvention – Formulaire Cerfa n° 12156*03 – présenté par l'association et d'un avenant financier à la présente convention, selon les modalités suivantes :

- sur demande de l'association, une avance est faite avant le 31 mars de chaque année, sans préjudice du contrôle de l'État (DRAC Alsace) conformément à l'article 10, dans la limite de 50 % du montant prévisionnel annuel de la contribution mentionnée à l'article 4.3 pour cette même année ; le solde annuel est versé sous réserve du respect des conditions susmentionnées à l'article 4.4 et, le cas échéant, l'acceptation de la notification prévue à l'article 3.3.

L'ordonnateur secondaire délégué de la dépense est le Directeur Régional des Affaires Culturelles d'Alsace.

Le comptable assignataire est le Directeur régional des finances publiques d'Alsace et du département du Bas-Rhin.

b) Pour la Région Alsace

5.3. Par dérogation à son règlement financier, la Région verse, sur demande de l'association accompagnée du programme et du budget prévisionnels actualisés, une avance de 9 000 € au début de chaque exercice, après le vote du budget et après notification de la convention pour l'année 2014 et du montant annuel alloué pour les années suivantes.

Le solde annuel est versé sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 1er, 6, 7 et 8 de la présente convention, sans préjudice de l'application de l'article 12 et du contrôle en fin d'exercice, conformément à l'article 10, que le montant annuel de la contribution financière n'excède pas le coût annuel de l'action.

La subvention est imputée sur les crédits de l'autorisation d'engagement _____.

Le comptable assignataire de la dépense est le Payeur Régional d'Alsace - Maison de la Région, 1 place Adrien Zeller, BP 91006, 67070 STRASBOURG Cedex.

c) Pour la Ville de Strasbourg

5.4. La subvention annuelle sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Le comptable assignataire de la dépense est le Receveur des Finances de Strasbourg municipal et de la communauté urbaine.

Article 6 - Justificatifs

Dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice, l'association s'engage à fournir aux partenaires financeurs :

- le compte rendu financier des actions qui retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués. Ce compte rendu doit être conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec leurs administrations. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du programme d'actions ou de l'action comprenant les éléments mentionnés à l'annexe III et définis d'un commun accord entre les partenaires financeurs et l'association. Le compte rendu financier est signé par le trésorier et le compte rendu quantitatif et qualitatif par le président de l'association ou toute personne habilitée ;

- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par les articles L612-4 et D612-5 du code du commerce lorsque l'association reçoit des financements de la part des autorités administratives pour un montant annuel cumulé supérieur ou égal à 153 000 € ;

- le rapport annuel d'activité de l'association ;

- un exemplaire des supports de communication et un dossier de presse.

Article 7 – Autres engagements

7.1. Si une modification intervient dans l'administration ou les statuts de l'association durant l'exécution de la présente convention, ou si l'association est dissoute, l'association s'engage sans délai auprès des partenaires financeurs :

- soit à leur communiquer la copie des déclarations faites à l'occasion de ces modifications conformément aux articles 3, 6 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association,
- soit à leur informer de toute nouvelle déclaration enregistrée dans le répertoire national des associations (RNA).

Dans les deux cas, elle fournit si nécessaire la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2. L'association informe les partenaires financeurs de toute manifestation publique organisée dans le cadre du programme d'actions soutenu.

7.3. L'association, dans le cadre de ses actions habituelles de communication et dans ses rapports avec les différents médias, s'engage à informer du soutien des partenaires financeurs.

L'association s'engage à faire figurer de manière lisible la mention in extenso « compagnie conventionnée par le Ministère de la culture et de la communication – DRAC Alsace, la Région Alsace et la Ville de Strasbourg», ainsi que les logos de la Préfecture de Région Alsace, la Région Alsace et la Ville de Strasbourg dans tous les supports utilisés dans le cadre de la convention.

L'association peut également recourir à tout autre moyen de communication adapté à la circonstance (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, etc.).

7.4. Le recours à des emplois non permanents, fonctionnellement et artistiquement justifiés, s'inscrit dans le respect rigoureux de la législation du travail et des contrôles qui peuvent s'exercer dans ce cadre. L'association s'engage au strict respect de cette législation, notamment s'agissant de la prise en charge des temps de répétitions.

Article 8 – Procédures et sanctions en cas de retard ou d'inexécution

En cas d'inexécution, de modification des conditions d'exécution, ou de retard pris dans l'exécution de la présente convention, quelle qu'en soit la raison, l'association doit en informer les partenaires signataires (Etat / Drac Alsace, Région Alsace, Ville de Strasbourg) sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas d'inexécution, partielle ou totale, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention, ou en cas de retard substantiel dans l'exécution par l'association, sans l'accord écrit des partenaires signataires (Etat / Drac Alsace, Région Alsace, Ville de Strasbourg), ceux-ci peuvent soit exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, soit diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après avoir examiné les justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. Les partenaires signataires en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 – Comité de suivi et évaluation

9.1 Il est créé un comité de suivi, composé des partenaires signataires de la présente convention, pour la durée de l'accord.

Le comité de suivi est une instance technique qui a pour vocation de suivre l'exécution de la présente convention. Il permet de mener des débats contradictoires et éventuellement de proposer les réajustements ou les orientations nécessaires.

Le comité de suivi est informé de l'évolution du projet artistique et culturel, de l'état financier de l'association ainsi que de la situation de l'emploi. Il se réunit au moins une fois par an à l'initiative de l'association ou de l'un des partenaires de la présente convention. Il pourra en tant que de besoin, et sous réserve de l'accord de tous les partenaires, associer des personnalités extérieures qualifiées.

9.2 L'association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan provisoire, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du programme d'actions, dans les conditions précitées en annexe III de la présente convention.

Les partenaires financeurs procèdent, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions auquel ils ont apporté leur concours sur un plan quantitatif comme qualitatif. Un comité de suivi se réunit à cette fin au moins une fois par an.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1er, sur l'impact du programme d'actions au regard de l'intérêt général, régional et local.

Elle se compose :

- d'un bilan définitif dressé par l'association en auto-évaluation ;
- d'un rapport d'évaluation de fin de convention effectuée par les services de l'État (DRAC Alsace ou Service de l'inspection de la Direction Générale de la Création Artistique) ;
- des avis des services de la Région Alsace.

Article 10 – Contrôle des partenaires financeurs

Les partenaires financeurs contrôlent annuellement, ainsi qu'à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du programme d'actions au titre duquel cette contribution est accordée.

Ils peuvent exiger le remboursement de la quote-part excédentaire de la contribution financière.

Le contrôle annuel porte également sur l'intérêt général, régional et local des actions menées et sur le respect des engagements prévus à l'article 7.

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par les partenaires signataires, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 11 ou dans le cadre du contrôle annuel. L'association s'engage à faciliter l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Article 11 – Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les partenaires financeurs et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception. Un avenant est alors conclu par les parties pour formaliser cet accord.

Article 12 - Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tout autre droit qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 13 – Litige - Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le - 3 DEC. 2014
(en quatre exemplaires originaux)

Pour l'association DACM,
Le Président

Thomas VASSEUR

Pour l'État
Le Préfet de Région,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales et Européennes
Jacques GARAU

Pour la Région,
Le Président

Philippe RICHERT

Pour le Président du Conseil Régional d'Alsace
Par délégation
Le Directeur Général des Services

François BOUCHARD

Pour la Ville de Strasbourg,
le Maire

Roland RIES

ANNEXES

Annexe I

Projet artistique et culturel 2014-2016

- - - - - -

Annexe II

Budgets prévisionnels 2014 - 2015 - 2016

- - - - - -

Annexe III

Indicateurs d'évaluation et conditions de l'évaluation

Annexe I

DACM / Gisèle Vienne

PROJET ARTISTIQUE AU 28/10/2013

2014/2016 & 2017

DACM / Gisèle Vienne
Siège social : 1a Place des Orphelins, 67 000 Strasbourg

Production, diffusion et administration - PLATÔ
25 rue du Château Landon – 75011 Paris – France
+ 33/ (0)1 43 38 56 63 / production@bureauplato.com

International Production and Distribution / Alma Office (Bruxelles)
Boulevard de l'Abattoir, 29 B-1000 Bruxelles
T +32 484 385 925 - alix@alma-office.org

www.g-v.fr

En mai 2013, Gisèle Vienne crée au Centre Georges Pompidou à Paris dans le cadre du Festival Manifeste «The Pyre», une pièce d'une ampleur artistique et technique toute particulière qui a impliqué de nombreux collaborateurs.
La compagnie compte donc maintenant 7 pièces à son répertoire (+ *Jerk* de façon exceptionnelle) et réussit le difficile pari de continuer à faire exister chacune de ses pièces avec pas moins de 150 dates sur les 3 dernières années.
La diffusion à venir est tout aussi importante. La compagnie continue de travailler étroitement avec ses partenaires historiques, tout en poursuivant le travail de mise en place de nouveaux partenariats en France et à l'étranger.

En 2014-2016, l'activité de création de la compagnie se concentrera notamment autour de deux nouveaux projets au croisement du spectacle vivant et de la ventriloquie/marionnettiste – et du spectacle vivant et des arts plastiques :
- *The Ventriloquy convention project* (titre en cours) - création 2015,
- Performance – installation avec la danseuse Anja Röttgerkamp (titre en cours), création 2016.
La compagnie va également travailler à la mise en œuvre de deux nouvelles pièces qui seront créés en juin 2017 à l'Opéra de Munich : *Le Sacre du Printemps* sur la musique de Stravinsky et *Le Château de Barbe-Bleue* sur la musique de Bélà Bartók. Gisèle Vienne envisage également de créer une version du *Sacre du Printemps* et du *Château de Barbe-Bleue* sans orchestre réel, mais avec un orchestre fantôme, créé par l'Ircam et réalisé en collaboration avec L'Opéra de Lille. Cette version plus légère nous permettra de diffuser ces 2 pièces au sein de notre réseau de partenaires en Alsace et aussi au niveau national et international.
Par ailleurs, la compagnie va poursuivre la diffusion des pièces au répertoire.

Le volume d'activité de la compagnie n'a cessé de croître depuis sa création en 1999. Un cap a été franchi en 2008, qui s'est accentué en 2010 et en 2013, et se traduit par un nombre important de pièces en tournée et de représentations, des emplois directs et indirects significatifs, un chiffre d'affaires conséquent et une renommée nationale et internationale.
Cette audace, cette ambition et ce risque que nous avons su prendre à travers toutes ces années ont su générer un profond respect, mais il est important aujourd'hui, si nous voulons maintenir et développer cet épanouissement, que la compagnie soit soutenue de façon pérenne et conséquente, afin de pouvoir lui permettre le développement prometteur qu'ont peut décemment lui envisager. Il s'agit toujours d'un enjeu important pour la compagnie dans les 3 années à venir.

Installation de la compagnie DACM en Alsace et projet de création d'une compagnie-pilote européenne

Dans le cadre de son installation en Alsace, la compagnie développe actuellement des liens avec les structures et partenaires locaux et travaille parallèlement à la mise en place d'un projet de compagnie-pilote européenne.

« En 2013, de nombreuses compagnies artistiques sont européennes dans les faits, particulièrement dans le champ de la danse contemporaine.
Il nous semble important à tout point de vue, tant culturel, que politique, qu'artistique, de pouvoir non seulement, travailler au développement de ma compagnie en France, mais aussi au déploiement d'une compagnie européenne, d'envisager la possibilité d'une autre mobilité mentale et physique, d'inventer de nouvelles modalités d'ancrage, de partenariats et de soutiens transnationaux, et d'élaborer ensemble les prémices de cette compagnie-pilote européenne.

Etant moi-même franco-autrichienne, d'éducation bilingue pour avoir partagé ma scolarité entre la France (Grenoble et Paris) et l'Allemagne (Fribourg en Brisgau et Berlin), j'ai été fortement influencée, entre autres, par les cultures germaniques et françaises.

Cette nécessité d'identité européenne, qui est profondément la mienne, joue évidemment sur la manière dont je souhaite penser nos comportements et de ce fait, ma compagnie et ses activités.
Je travaille depuis toujours avec des artistes venant des quatre coins d'Europe, mais aussi du reste du monde. Nous nous produisons dans différentes régions et nos œuvres sont soutenues intellectuellement et financièrement par différents partenaires, principalement européens, mais aussi japonais et américains.
Tout le spectre de nos projets se déploie largement en France et en Europe à travers les nombreuses tournées de nos créations/spectacles, le travail de recherche, les répétitions et résidences, les expositions, les actions pédagogiques, les conférences ou encore le cinéma.
Il nous apparaît donc évident et essentiel de revendiquer une identité européenne forte en s'appuyant sur des partenaires régionaux dont les intentions incarnent cette identité tant par leur situation géographique, qu'au travers de leurs activités communes. C'est l'espace spécifique où la créativité de ma compagnie pourrait s'épanouir de la manière la plus pertinente et la plus riche.

Pour la réalisation d'un tel projet, la région Alsace, mais aussi les territoires transfrontaliers, génèrent un espace stimulant et juste, où nos préoccupations se mêlent et où la richesse et le potentiel sont tout particulièrement liés à cette situation géographique qui correspond à mon identité pluriculturelle, fruit de mon éducation.

Ce projet est d'autant plus stimulant et réaliste qu'il s'appuie sur un désir fort, exprimé par les divers acteurs culturels locaux d'accueillir et d'accompagner mon travail.
Nous développons aussi notre activité en collaboration étroite avec des structures strasbourgeoises comme Le Maillon, Pôle Sud, le TJP de Strasbourg, le FRAC d'Alsace et le Musée d'Art Moderne et Contemporain de Strasbourg. *This how you will disappear* (création 2010) sera programmé à la Filature de Mulhouse en mai prochain.
Nous développons aussi une association avec la Kaserne de Bâle et le Théâtre de Freiburg. Nous avons rencontré à plusieurs reprises Philippe Bischof délégué aux affaires culturelles du Canton de Bâle-Ville qui a fortement signifié son intention de soutenir la compagnie à compter de 2014. Nous cherchons également à prendre contact avec le canton du Bade-Wurtemberg.

Nous créons également des liens avec le département musique du ZKM de Karlsruhe et nos rapports sont également forts avec des structures des régions avoisinantes comme le Figurentheater de Halle, l'Opéra de Munich, les Ballets de Lorraine, la Gessnerallee/Zurich, le Fri-Art / Centre d'Art de Fribourg.

Nous voulons espérer qu'à travers ce projet, c'est la réalité de l'identité européenne qui pourra se révéler et être encore renforcée, et qu'il participera au développement des projets transnationaux qui font aussi la richesse de l'Europe.

Il s'agira enfin de poursuivre le développement et la dynamique de la compagnie sur le plan national et international et cela en collaboration avec les structures qui soutiennent notre travail à travers la France, l'Europe et le monde.

II- PROJETS ARTISTIQUES GLOBALE 2014-2017

⇨ Création 2015 - *The Ventriloquy convention project* (titre en cours)
⇨ Création 2016 – Performance/installation, pièce avec la danseuse Anja Röttgerkamp (titre en cours)
⇨ Préparation et répétitions du *Château de Barbe bleue* et du *Sacre du Printemps* pour 2017
⇨ Diffusion de la nouvelle création *The Pyre et des pièces du répertoire : Showroomdummies # 3 (2013), Last Spring A Prequel (2011) – mise en scène installation pour une poupée robotisée, This is how you will disappear* (2010), *Eternelle idole (2009), Jerk (2008 – lors d'occasions exceptionnelles), Kindertotenlieder (2007), I Apologize (2013)*
⇨ Autres projets de création / activités : expositions, cinéma, etc

1 / LES CRÉATIONS

⇨ Création 2015 *The Ventriloquy convention project* (titre en cours) – Mai / juillet 2015 ou automne 2015
Conception, mise en scène, chorégraphie : Gisèle Vienne – Texte : Dennis Cooper – Lumière : Patrick Riou - Constitution équipe en en cours. Interprétation : L'ensemble du Figurentheater Halle/Allemange, Jonathan Capdevielle et Uta Gebert (en cours de construction). Coproduction DACM/Puppentheater Halle

Travail avec les comédiens marionnettistes du Figurentheater Halle/Allemange, Jonathan Capdevielle et Uta Gebert. Il s'agit d'un projet qui s'intéresse tout particulièrement à la figure du marionnettiste et du ventriloque, en interrogeant la manière dont elle est traitée à travers l'imaginaire populaire, l'histoire du théâtre, du cinéma et de la littérature.
Ce travail se développe à partir de diverses sources d'informations, comme des séries de témoignages issus de documentaires autour de ventriloques américains, du musée de la ventriloquie Vent Haven (Kentucky - Etats-Unis) et de sa grande rencontre annuelle.
Première phase de répétitions dès mars/avril 2014.

⇨ Création 2016 – Performance/installation, pièce avec Anja Röttgerkamp et un ensemble de poupées de taille humaine (titre en cours).
Conception : Gisèle Vienne – Interprétation : Anja Röttgerkamp.

A travers une pièce qui interroge le rapport du temps et de l'incarnation à l'immobilité d'une sculpture et une chorégraphie, Gisèle Vienne souhaite développer un projet interrogeant ces aspects fondamentaux dans son travail. En se focalisant sur la vibration générée par ces rapports, il s'agit là de permettre d'observer le plus précisément possible ces phénomènes. La pièce représente d'abord une sculpture composée de mannequins de taille humaine représentants une situation ambivalente: une scène animée qui n'engendre toutefois aucun mouvement, une scène représentant un mouvement en suspension rappelant un évènement marquant dont le souvenir aurait dilaté la sensation de sa temporalité à travers une attention particulière qui lui aurait été portée à ce moment, et une scène figée, qui cristallise ce même moment. Cette ambivalence temporelle est possible à travers les différentes qualités d'immobilités que cette sculpture peut incarner et l'interaction qui va exister par moment, entre cette sculpture et la chorégraphie interprétée par Anja Röttgerkamp. Pour développer un rapport à la fois très intimiste à la sculpture et la chorégraphie, et aléatoire dans son expérience temporelle, cette pièce sera présentée sur une longue durée. Ce travail s'inscrit donc dans une logique d'exposition quant à son rapport au spectateur et sera présentée en musée, et/ou dans le cadre de festivals.
Première phase de répétitions dès septembre 2014.

⇨ Préparation et répétitions du *Château de Barbe bleue* et du *Sacre du Printemps* – création juin 2017 à l'Opéra de Munich. Premières phases de répétitions dès 2014. Création et coproduction Opéra de Munich et Opéras de La Monnaie / Bruxelles / Production délégué DACM et Opéra de Munich.
Ces deux projets sont pensés de manière autonome et seront présentés dans un même programme au moment de leur création. Comme les différentes pièces de Gisèle Vienne s'articulent toujours entre elles, ces deux pièces seront nécessairement liées par les problématiques communes qui animent son travail.

Le Sacre du Printemps sur la musique de Stravinsky

Conception, mise en scène, chorégraphie, scénographie et costumes : Gisèle Vienne – Lumière : Patrick Riou – constitution équipe en en cours. Interprétation : Anne Mousselet, Margret Sara Gujonsdottir, Jean-Luc Verna, Jonathan Capdevielle, Nuria Guiu Sagarra, Anja Röttgerkamp, Alma Chaumeille (distribution en cours).

« Le Sacre du Printemps sera créé avec une quinzaine de danseurs environ, sur la musique de Stravinsky, avec un prélude en silence. Je vais créer la chorégraphie et la scénographie de la pièce en me souciant tout particulièrement des réflexions autour du sacrifice élaborées par H. Hubert et M. Mauss, ainsi que la notion de dépense improductive, la réflexion autour du rituel et de l'art développé dans le travail de George Bataille. Il m'importe de considérer le projet original de 1913, en m'intéressant tout particulièrement à son importance aussi d'un point de vue sociologique, ce qu'il signifie dans son rapport à l'histoire de l'art et des religions, ainsi que la pensée philosophique, sociologique et économique de cette période et la notre. Cette pièce s'inscrit également dans le développement de mon travail plastique autour de la mise en scène du paysage».

Le Château de Barbe-Bleue sur la musique de Béla Bartók
Conception, mise en scène, chorégraphie, scénographie et costumes - Lumière : Patrick Riou - Constitution équipe en en cours - Interprétation : Jonathan Capdevielle / Figurants (en cours).

« Et ce travail plastique autour du paysage trouvera également son prolongement avec Le Château de Barbe-Bleue que je vais mettre en scène, et dont je créerai également la scénographie, sur la musique de Bélà Bartók. Dans cette seconde pièce, il s'agira d'une mise en scène écrite dans un lien étroit avec la musique. Un seul homme, interprété par le comédien Jonathan Capdevielle, mon collaborateur de longue date, sera traversé par les deux voix interprétées par deux chanteurs qui se trouveront en dehors du plateau et de la mise en scène. Ce travail autour de la voix dissociée et des voix multiples s'inscrit dans un travail que nous développons depuis de nombreuses années, inspiré du rapport du texte à la marionnette. Ces deux voix reflèteront les voix d'un conflit intérieur qui anime cet homme que nous verrons marcher et évoluer à travers de grands paysages vides et enneigés, troublé et hanté par ses visions intérieurs et ses hallucinations ».

Gisèle Vienne envisage également de créer une version du *Sacre du Printemps* et du *Château de Barbe-Bleue* sans orchestre réel, mais avec un orchestre fantôme, créé par l'Ircam et réalisé en collaboration avec L'Opéra de Lille.
Cette version plus légère nous permettra de diffuser ces 2 pièces au sein de notre réseau de partenaires en Alsace et aussi au niveau national et international.

2 / TOURNÉES DES PIECES AU RÉPERTOIRE

⇨ ***The Pyre*** **(création 2013)**
Représentations (calendrier en cours de construction) :
Le Théâtre de Freiburg : les 9 et 10 janvier 2014
Le Maillon Strasbourg, les 16 et 17 janvier 2014
La Kazerne, Bâle : les 24 et 25 janvier 2014
Le TNT, Toulouse : les 30 et 31 janvier 2014
Le Parvis, scène nationale de Tarbes : le 4 février 2014
Scène nationale d'Orléans : les 19 et 20 février 2014 + 1 option le 21 février 2014
Inferno/Lausanne : 1 date entre le 24 et 26 avril 2014 (en cours)
Mousonturm, Frankfurt : les 14 et 15 mai 2014
En projet:
Inferno Lausanne : juillet 2014
Impulstanz Vienne: juillet/août 2014
Le Dublin Teater Festival : 2 dates en septembre 2014
CDDB – Lorient : 2 dates à l'automne 2014
Euroscène Leipzig : 2 dates en novembre 2014 ou 2015
CDN Caen : 2 dates en décembre 2014
Erlangen : mai 2015

⇨ **Showroomdummies 3**
En projet :
Strasbourg : saison 2014/2015

⇨ ***This is how you will disappear***
Représentation (calendrier en cours de construction) :

La Filature Mulhouse : 1 représentation le 31 mai 2014
Scène nationale de Tarbes : 1 représentation (date à définir)
En projet:
La Ruhrtriennale/All : septembre 2014 (en cours) (ou The Pyre)
La Kaserne, Bâle dans le cadre de Art Basel (2014)

⇨ ***Kindertotenlieder***
En cours de discussion/ en projet:
Osterfestival Autriche : avril 2014
Mousonturm, Frankfurt : mai 2014
Actoral Montréal Usine C : septembre/octobre 2014
La Kaserne Bâle : saison 2014/2015

⇨ ***I Apologize***
En cours de discussion/ en projet:
La chapelle Montréal : septembre 2014
Strasbourg : saison 2014/2015
La Kaserne Bâle : saison 2014/2015

⇨ ***Jerk***
Reprise pour des temps de présentation exceptionnels, comme le temps fort autour du répertoire.
Tournée au Japon à l'automne 2014.

⇨ ***[KTL] concert***
En lien avec la Haute Ecole des Arts du Rhin de Mulhouse en 2014 (date à définir)

⇨ ***Temps fort autour du répertoire saison 2014/2015***
Bâle – Automne 2014
Intégrale Paris – saison 2014/2015

Le calendrier de diffusion pour 2014/2017 est en cours de construction.

3 / AUTRES ACTIVITÉS / AUTRES PROJETS DE CRÉATION

Le travail de Gisèle Vienne se déploie principalement sous une forme théâtrale et chorégraphique mais également dans le champ des arts plastiques et dans celui du cinéma, en projet pour la première fois, en tant que réalisatrice.

- **2014/2016 – Arts plastiques, mise en scène et performances en musées / expositions**

Projets en discutions :

⇨ **Zabrisky Point – Geneva (CH)** / (titre en cours) – création 2014

⇨**Galerie Rüdiger Schöttle - Munich – Allemagne** / (titre en cours) – création 2014
Un projet qui se développe dans un espace de galerie, une articulation entre une pièce de théâtre mécanique au sein d'une installation, une sorte de parcours dont la durée se développe de manière aléatoire, selon la sensibilité du visiteur. Il s'agit d'une exploration plurielle des préoccupations communes de Dennis Cooper et Gisèle Vienne dans la représentation d'adolescents confus à la recherche de sensations fortes, enclins à l'autodestruction, et d'adultes qui romantisent leur part obscure, stylisent leur tristesse et leur mal-être, et prennent en charge leur anéantissement.

⇨ **Museum Erlangen (DE)** / (titre en cours) – création 2015

⇨ **FRAC Alsace** / (titre en cours) – création 1er semestre 2016

En tournée :
⇨ ***Last Spring A Prequel*** *(2011) – mise en scène installation pour une poupée robotisée*
- Puppentheater Halle / Allemange / Mai 2014
- Lacma / LA / 2015

⇨ **"A travers leurs larmes**" : Galerie Oulan Bator - Orléans (FR) en lien avec le Théâtre d'Orléans – février 2014

- **Projets de recherche**

Recherche avec des anthropologistes, sociologues, philosophes et historiens de l'art autour du *Sacre du printemps*.

Projet Kantor - Développement d'un projet avec l'Institut Kantor à Cracovie et Performa NY pour l'anniversaire de la naissance de Kantor.

- **2014/2017 - Cinéma**

⇨ ***Portrait de Catherine Robbe-Grillet Jeanne de Berg*** **(titre de travail)**
Réalisé en collaboration avec Dominique Gonzales Foester
Dominique Gonzales Foester, Catherine Robbe-Grillet et Gisèle Vienne sont trois artistes qui échangent depuis longtemps un grand nombre de problématiques artistiques communes.
Catherine Robbe-Grillet et Gisèle Vienne ont déjà collaboré en 2005 pour la pièce *Une Belle Enfant Blonde*, créée au Festival d'Avignon.
Il s'agit, avec ce film, de créer un portrait documentaire de la figure fascinante qu'est Catherine Robbe-Grillet, écrivain, comédienne, intellectuelle, figure hors du commun et veuve de l'écrivain Alain Robbe-Grillet. Catherine Robbe-Grillet mène une vie double en tant qu'écrivain et maitresse de cérémonie, également sous le nom de Jean de Berg et Jeanne de Berg. Il semble nécessaire de faire connaitre la vie tout à fait passionnante de cette femme et son regard sur le monde, d'une intelligence et d'une ouverture d'esprit rare.

⇨ ***Film (titre en cours)***
D'après un scénario de Dennis Cooper et Gisèle Vienne
Réalisation, Gisèle Vienne.

Un jeune français, ventriloque marionnettiste rejoint son cousin franco-américain à Los Angeles. Les deux hommes sont passionnés par les maisons hantées construites pour Halloween et forgent le projet de créer la leur. Le jeune français gagne sa vie en travaillant dans des ateliers de construction de masques en latex de déguisement et essaie de faire carrière avec son numéro de ventriloque. Son cousin travaille dans une entreprise de brumisation agricole et passe son temps libre à créer des "sculptures de brumes", à partir des buses qu'il récupère. Ils vont finalement aboutir à la réalisation d'un bâtiment singulier. La construction puis l'exploitation dangereuse de la maison hantée va permettre aux deux hommes de mettre en scène les scénarios meurtriers qu'ils imaginaient à travers une architecture complexe, reflet de leurs structures mentales dans laquelle ils se perdront comme dans un labyrinthe qu'ils ont eux-mêmes bâti.
Le film sera tourné en décors réels à Los Angeles et pour la moitié en studio ou sur plateau en Europe.

⇨ ***La Reprise***
Scénario d'après un roman d'Alain Robbe-Grillet
Réalisation, Gisèle Vienne.

Nous sommes à Berlin, en novembre 1949. H. R., agent subalterne d'un service français de renseignement et d'interventions hors normes, arrive dans l'ancienne capitale en ruine à laquelle il se croit lié par un souvenir confus, remontant par bouffées de sa très jeune enfance. Il y est aujourd'hui chargé d'une mission dont ses chefs n'ont pas cru bon de lui dévoiler la signification réelle, préférant n'en fournir que les éléments indispensables pour l'action qu'on attend de son aveugle fidélité. Mais les choses ne se passent pas comme prévu.
Le film sera tourné en décors réels à Berlin et en studios.

- **Publication**

Chez Actes Sud – Texte de Bernard Vouilloux – Photos Estelle Hanania / Sur l'œuvre de Gisèle Vienne

4) ACTIONS ARTISTIQUES / TRANSMISSION

Les équipes artistiques liées aux différents projets dirigent régulièrement des stages/Workshops/ateliers autour du répertoire et des activités de la compagnie. Gisèle Vienne est également régulièrement invitée à participer à des colloques ou à donner des conférences autour de divers sujets / artistes qui traversent le travail :

- Atelier animé par Anja Röttgerkamp en janvier 2014 au Maillon à Strasbourg (en cours - option)
- Conférence de Gisèle Vienne à la Haute Ecole des Arts du Rhin de Mulhouse le 29 mai 2014 (date à confirmer)
- Workshop à la Kazerne de Bâle en janvier 2014 – public jeunes professionnels et étudiants
- En février ou mars 2014, un atelier sera réalisé avec des personnes handicapées en collaboration avec la Scène Nationale d'Orléans,
- Intervention aux Beaux Arts de Grenoble faisant écho aux séminaires organisés à Los Angeles à l'automne 2013.
- Etc.

Dans le cadre des tournées, de multiples actions, rencontres, débats publics ou encore lectures, expositions voient le jour autour des représentations en France et à l'étranger.

- **Parallèlement, un travail pédagogique à long terme autour des pièces du répertoire et de *Showroomdummies 3* avec un groupe de jeunes filles sera mis en œuvre.** Un interprète, accompagné de Gisèle Vienne et Etienne Bideau-Rey, mènera ce projet sur une saison, pour coller à la réalité d'une année scolaire, et permettre d'organiser au moins les 5 à 6 semaines de travail nécessaires à la bonne réalisation du projet. Ce travail devrait se faire en lien avec la Kaserne de Bâle, Le Maillon et le Théâtre de Freiburg (à confirmer).

Gisèle Vienne interviendra également au sein de différentes écoles (en cours):
- avec les étudiants du TNS à Strasbourg,
- avec les étudiants de PARTS à Bruxelles,

Accompagnement de Charles Chauvet, élève au TNS en scénographie (en relation avec l'école du TNS) – Regard extérieur porté par Gisèle Vienne sur l'élaboration du spectacle *Stunt Action Show* projet : assister à des répétitions, faire des retours sur la dramaturgie, la mise en scène/chorégraphie ou encore la scénographie…

Annexe II

Association
De l'Autre Côté du Miroir (DACM)

Budgets prévisionnels
2014-2015-2016

2. Budget prévisionnel de l'association

Si l'exercice de l'association est différent de l'année civile, préciser les dates de début et de fin d'exercice.
Le total des charges doit être égal au total des produits.

Exercice 20 14 ou date de début :01/01/14 date de fin :31/12/14

CHARGES	Montant[4]	PRODUITS	Montant
60 – Achats	43288	**70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	505017
Prestations de services			
Achats matières et fournitures	38788	**74 - Subventions d'exploitation[5]**	154000
Autres fournitures	4500	Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs	18750	-DRAC Alsace	65000
Locations	11450	-	
Entretien et réparation	1500	Région(s) : Alsace	20000
Assurance	4500	-	
Documentation	1300	Département(s) : Bas Rhin	4000
62 - Autres services extérieurs	215901	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	23073	Intercommunalité(s) : EPCI[7]	
Publicité, publication	6200	-	
Déplacements, missions	185628	Commune(s) : Ville Strasbourg	18000
Services bancaires, autres	1000	Canton VilleBâle/Bade Wurtemberg	40000
63 - Impôts et taxes	0	Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		Fonds européens	
64 - Charges de personnel	347210	-	
Rémunération des personnels	136680	L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)	
Charges sociales	84530	Autres établissements publics	7000
Autres charges de personnel	126000	Aides privées	
65 - Autres charges de gestion courante	19300	**75 - Autres produits de gestion courante**	
66 - Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67 - Charges exceptionnelles	6568	**76 - Produits financiers**	
68 - Dotation aux amortissements	8000	**78 - Reprises sur amortissements et provisions**	
TOTAL DES CHARGES	659017	TOTAL DES PRODUITS	659017
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES[6]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	0	**87 - Contributions volontaires en nature**	0
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	659017	TOTAL	659017

[5] Ne pas indiquer les centimes d'euros.
[6] L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.
[7] Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.
[8] Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais « au pied » du compte de résultat.

Compagnie DACM- Budget Global Prévisionnel 2015
(création/diffusion/frais fonctionnement)

DÉTAIL DES CHARGES	Total global
(Montants hors taxes)	
Achats	
Achat pr activité photographique	2 500
Matériel Décors/accessoires/Marionnettes/son/lumière	68 000
Matériel Costumes et Maquillage	11 700
Fanzymes	6 000
Frais de régie et frais techniques divers	12 411
Total achats	**100 611**
Services extérieurs	
Location entrepôt/studio	9 750
Location matériel	2 700
Entretien et réparation	1 500
Assurances	5 000
Documentation générale, frais de colloque	1 900
Total Services Extérieurs	**20 850**
Autres services extérieurs	
Honoraires administratifs comptabilité dt expert	10 500
Prestation administration, production et diffusion France	54 000
Prestation production et diffusion étranger	30 000
Prestation technique	3 500
Transport décor (location, gazoil et péages)	92 700
Honoraires artistiques	21 200
Frais de communication / cartes postales & site web	3 500
Frais de communication / captations & photos	9 700
Frais de traduction et sous-titres	3 500
Frais de déplacement du personnel	61 800
Hôtel, repas, défraiements, etc	34 101
Frais postaux et téléphone	4 700
Services bancaires	1 350
Autres divers	5 900
Total Autres Serv. Extérieurs	**336 451**
Charges de personnel	
Salaires bruts pers. Artistique	101 810
Salaires bruts pers. technique	89 220
Charges sociales	117 950
Logistique France et Etranger (sal+charges)	42 000
Total charges de personnel	**350 980**
Autres charges	
Droits d'auteur et d'utilisation musique	14 000
SYNDEAC et autres cotisations	300
Total autres charges	**14 300**
Amortissements et Provisions	
Dotations aux amortissements	8 000
Total Amortissements et Provisions	**8 000**
Charges exceptionnelles / imprévus	4 500
TOTAL CHARGES	**835 692**

DÉTAIL DES PRODUITS	Total global
(Montants hors taxes)	
Ventes, coproductions & partenaires	
Cessions	281 500
Coproductions	221 417
Frais annexes	148 775
Total ventes et coproductions	**651 692**
Subventions	
DRAC Alsace	75 000
Conseil Régional Alsace	25 000
Conseil Général Bas Rhin	4 000
Ville de Strasbourg	18 000
Canton-Ville de Bâle / Bade-Wurtemberg/etc.	40 000
Decream et autres aides au projet	15 000
Institut français	7 000
Total subventions	**184 000**
TOTAL PRODUITS	**835 692**
RESULTAT 2015	**0**

Compagnie DACM- Budget Global Prévisionnel 2016
(création/diffusion /frais fonctionnement/Autres activités)

DÉTAIL DES CHARGES	Total global
(Montants hors taxes)	
Achats	
Achat pr activité photographique	3 500
Matériel Décors/accessoires/Poupées/son/lumière	130 000
Matériel Costumes et Maquillage	5 500
Fanzymes	6 000
Frais de régie et frais techniques divers	11 845
Total achats	**156 845**
Services extérieurs	
Location entrepôt/studio	8 750
Location matériel	2 700
Entretien et réparation	1 500
Assurances	5 500
Documentation générale, frais de colloque	1 900
Total Services Extérieurs	**20 350**
Autres services extérieurs	
Honoraires administratifs comptabilité dt expert	11 500
Prestation administration, production et diffusion France	54 000
Prestation production et diffusion étranger	30 000
Prestation technique	2 000
Transport décor (location, gazoil et péages)	94 700
Honoraires artistiques	21 200
Frais de communication / cartes postales & site web	3 500
Frais de communication / captations & photos	9 700
Frais de déplacement du personnel	63 100
Hôtel, repas, défraiements, etc	35 401
Frais postaux et téléphone	4 700
Services bancaires	1 350
Autres divers	5 900
Total Autres Serv. Extérieurs	**337 051**
Charges de personnel	
Salaires bruts pers. Artistique	112 450
Salaires bruts pers. technique	91 140
Charges sociales	126 043
Logistique France et Etranger (sal+charges)	42 000
Total charges de personnel	**371 633**
Autres charges	
Droits d'auteur et d'utilisation musique	9 000
SYNDEAC et autres cotisations	300
Total autres charges	**9 300**
Amortissements et Provisions	
Dotations aux amortissements	8 000
Total Amortissements et Provisions	**8 000**
Charges exceptionnelles / imprévus	4 500
TOTAL CHARGES	**907 680**

DÉTAIL DES PRODUITS	Total global
(Montants hors taxes)	
Ventes, coproductions & partenaires	
Cessions/Prestations	282 500
Coproductions	265 305
Frais annexes	170 875
Total ventes et coproductions	**718 680**
Subventions	
DRAC Alsace	80 000
Conseil Régional Alsace	25 000
Conseil Général Bas Rhin	4 000
Ville de Starsbourg	18 000
Canton-Ville de Bâle / Bade-Wurtemberg/etc.	40 000
Autres aides au projet spécifiques	15 000
Institut français	7 000
Total subventions	**189 000**
TOTAL PRODUITS	**907 680**
RESULTAT 2016	**0**

Annexe III

Association Compagnie DACM / Gisèle Vienne

Indicateurs d'évaluation et conditions de l'évaluation

Sur la base de l'article 9 de la présente convention, l'évaluation visera à confronter les objectifs et les résultats, selon une procédure et des dispositions conjointement arrêtées par les partenaires, notamment selon les modalités précisées ci-après.

I. Indicateurs

1. Indicateurs quantitatifs

Indicateurs	Objectifs chiffrés à atteindre		
	2014	2015	2016
Nombre de créations	2		
Nombre de représentations	120		

2. Indicateurs qualitatifs

- Rayonnement national et international (attesté notamment par une revue des critiques) ;
- Intérêt régional : nouveaux partenariats de recherche, création et diffusion en Alsace et dans les régions limitrophes françaises, allemandes et suisses ; ancrage régional des créations ; part consacrée au territoire alsacien dans les diffusions ; actions menées à destination des publics et artistes alsaciens ; mention des soutiens des collectivités alsaciennes dans la communication ; dynamisme en faveur de l'emploi régional ;
- Projet caractérisé par une ligne artistique claire ;
- Respect du cadre éthique et professionnel de la Charte des missions de service public pour le spectacle vivant.

II. Conditions de l'évaluation

1. Évaluation au cours de la convention

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 de la présente convention sera accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions.

2. Évaluation au terme de la convention

Au moins trois mois avant le terme de la convention, l'évaluation de la convention s'effectuera à partir des éléments suivants :

- le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif établi par l'association,
- le rapport d'évaluation établi par les services de l'État (Drac Alsace ou le service de l'Inspection de la DGCA),
- les avis des services de la Région Alsace.

Strasbourg.eu
eurométropole

62

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Mise à disposition de locaux, sis 10 rue du Hohwald à Strasbourg, à l'association Le Kafteur et adoption d'une convention d'objectifs et de moyens pour le développement d'un projet artistique et culturel dans l'Espace K.

L'association Le Kafteur, installée à Strasbourg depuis plus de 20 ans dans un local situé rue Thiergarten aménagé en café-théâtre, est à la fois un lieu de diffusion programmant des spectacles d'humour et une compagnie créant ses propres spectacles. L'association anime par ailleurs des ateliers de pratique théâtrale pour enfants et adultes.

La Ville de Strasbourg a pour sa part décidé, en cohérence avec les orientations de sa politique culturelle, de réorienter l'usage des locaux dits du « Hall des Chars » situés sur le site Laiterie, 10 rue du Hohwald, afin d'y diversifier les propositions culturelles, de l'ouvrir à un public plus large et de l'ancrer sur le quartier.

L'association Le Kafteur, souhaitant faire évoluer son activité, a déposé à la Ville un projet artistique et culturel nouveau pour ce lieu, intitulé « L'Espace K ».

Ce projet, qui s'appuie toujours sur le théâtre d'humour, vise à élargir le public par la programmation de spectacles diversifiant les disciplines et esthétiques, à développer les propositions artistiques impliquant le public, à soutenir la diffusion des créations portées par des équipes artistiques locales et susciter les échanges entre celles-ci, à développer les activités de pratique théâtrale amateur et à ouvrir le lieu au quartier, à ses associations, et à ses habitants, notamment en s'associant à des projets portés par des acteurs socioculturels.

Au vu des missions d'intérêt général de l'association décrites dans ce projet, de la contribution de ladite association au développement du projet culturel de la Ville en direction des publics, des liens qu'elle entend développer avec les associations et les habitants du quartier gare, et de sa contribution au rayonnement de notre collectivité, ce projet a été retenu par la Ville de Strasbourg.

Pour soutenir la mise en œuvre de ce projet, la Ville s'engage à :

- subventionner l'association à hauteur de 85 000 € annuels durant 3 ans, sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au budget de la Ville au titre des exercices 2016, 2017 et 2018,
- mettre à disposition gratuitement les locaux suivants sis 10 rue du Hohwald :

    - l'actuel « Hall des Chars », d'une surface d'environ 900 m², comprenant une salle de spectacle, une salle d'exposition et des locaux annexes,
    - des locaux de bureaux et un appartement destiné à l'hébergement des artistes accueillis, d'une surface globale d'environ 150 m2

Cette gratuité d'occupation s'inscrit dans le cadre de l'article L2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP) selon lequel « l'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public peut être délivrée gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général. »

Le partenariat entre la Ville de Strasbourg et le Kafteur pour la mise en œuvre de ce projet a été formalisé par une convention d'objectifs et de moyens ainsi qu'une convention d'occupation temporaire du domaine public relatif aux locaux concernés, situés 10 rue du Hohwald, conventions qui couvriront toutes deux une période de 3 ans courant du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2018, qu'il est proposé au Conseil d'approuver.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission Plénière,
après en avoir délibéré,

approuve

- *la signature d'une convention d'objectifs et de moyens courant du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2018, liant l'association Le Kafteur et la Ville de Strasbourg pour la réalisation du projet artistique et culturel relatif intitulé « L'Espace K »*

- *la mise à disposition à titre gratuit, pour la réalisation de ce projet, des locaux dits du « Hall des Chars » comprenant une salle de spectacle, une salle d'exposition et des locaux annexes ainsi que de bureaux et d'un appartement destiné à l'hébergement des artistes accueillis, l'ensemble étant situé au 10 rue du Hohwald à Strasbourg,*

- *la signature d'une convention d'occupation temporaire du domaine public relative aux dits-locaux durant la même période.*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e

- *à signer la convention d'objectifs et de moyens pour la mise en œuvre du projet artistique et culturel intitulé « L'Espace K », jointe à la présente délibération*

- *à signer la convention d'occupation temporaire du domaine public par l'association Le Kafteur relative aux locaux situés 10 rue du Hohwald à Strasbourg, jointe à la présente délibération*

- *à prendre tout acte, convention ou mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération.*

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS

ENTRE

LA VILLE DE STRASBOURG, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire de la Ville de Strasbourg

ET
l'association bénéficiaire dénommée « Le KAFTEUR »

dont le siège est sis 3, rue Thiergarten — 67000 STRASBOURG
et dont l'objet est la création et la diffusion de spectacles vivants, l'organisation de festivals, l'animations d'ateliers et de stages ouverts aux amateurs et aux professionnels du spectacle.
représentée par son Président, Monsieur Frédéric Reiss

Ci-après dénommée « l'Association »,

VU LA DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL du 14 décembre 2015
IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er : Objet de la convention
La Ville de Strasbourg met à la disposition de l'association le bâtiment dit « Hall des chars », comprenant une salle de spectacle, une salle d'exposition et des locaux annexes (hall d'accueil, loges, locaux de stockage sanitaires), dont elle est propriétaire, sis 10 rue du Hohwald à Strasbourg, ainsi que des bureaux et un logement sis également 10 rue du Hohwald.

Article 2 : Conditions générales d'occupation
La présente autorisation est consentie aux clauses et conditions générales que l'occupant accepte expressément.
L'occupant devra occuper les locaux paisiblement et en faire un usage raisonnable. Il n'est pas autorisé à l'occupant de porter atteinte à la normale quiétude des lieux et des occupants, à quelque titre que ce soit, ni de troubler, en aucune façon la quiétude des voisins.
L'occupant devra fournir, à la première demande du propriétaire, toutes les justifications qui pourraient être demandées concernant la bonne exécution de la convention.

L'occupant déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les biens immobiliers, notamment agréments, autorisations de travaux au titre des établissements recevant du public et autres. Il s'oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée de la convention, tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes autres modifications le concernant, le tout de manière à ce que le propriétaire ne puisse pas être inquiété à ce sujet ni sa responsabilité être recherchée.

L'occupant s'engage à respecter les règles de sécurité des personnes et des biens, notamment en matière de sécurité incendie et d'accessibilité aux personnes handicapées, telles qu'elles sont établies par les dispositions réglementaires du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que les prescriptions particulières de la Commission de sécurité.

ARTICLE 3 : Conditions de la mise à disposition :
Cette mise à disposition est réalisée dans les conditions suivantes :
L'ensemble des locaux (salles, bureaux, logement) et le matériel scénique en place sont mis à disposition à titre gratuit; les frais de chauffage d'eau et d'électricité sont pris en charge par la Ville.
Une estimation de ces apports figurera annuellement sur la liste des concours attribués sous forme de prestations en nature.
Tous les autres abonnements et consommations sont à la charge de l'association.

Un inventaire sera établi une fois effectués l'ensemble des travaux et mises aux normes prévus par la Ville pour la remise des clés.
Y seront consignés les biens et équipements appartenant à l'association au moment de la signature et mis notamment à disposition des bénéficiaires des « journées réservés » *(article 5).*
Une estimation de cet apport figurera dans les charges de l'association.
Ces biens et équipements resteront propriété de l'association à l'expiration de la présente convention.

ARTICLE 4 : Affectation des locaux
L'association s'engage à affecter les locaux à l'objet exclusif énoncé dans son objet social et plus particulièrement à la réalisation des activités ou actions suivantes :
création, préparation et représentations de spectacles vivants et ateliers de pratiques, accueil de résidences et diffusion de projets artistiques.
Les relations entre la Ville et l'association seront en outre régies par une convention d'objectifs et de moyens intégrant le projet artistique et culturel de l'association.

La Ville autorise l'association a renommer le « hall des chars » : « ESPACE K » afin d'être en adéquation avec son projet artistique.

ARTICLE 5 : Journées dédiées
49 journées par année civile seront dédiées à des projets artistiques identifiés, soutenus ou développés par La Ville de Strasbourg dont, identifiés au moment de la signature de la présente convention, les manifestations culturelles portées notamment par les équipements et associations suivants : TJP, Central Vapeur, La Friche, Hanatsu Miroir, Poussières de Rose.

Les journées sont décomptées par période de 24 heures à compter de l'heure de prise de possession des lieux.

Le droit d'usage réservé au profit de la Ville stipulé ci-dessus s'exercera comme suit :

- la direction de la Culture de la Ville est seule habilitée à mettre en œuvre le droit d'usage réservé au profit de la Ville,
- la demande relative aux journées dédiées tient compte des dispositions prévisionnelles dûment justifiées du planning d'activité N+1 de l'association établi par le responsable artistique de l'association.
- l'exercice par la Ville de son droit d'usage réservé, en conformité avec les conditions ci-dessus, ne modifie pas les droits et les obligations de l'association.
- La manifestation envisagée par la Ville devra être en cohérence avec l'activité habituelle et la programmation de la salle.

Un comité de suivi, constitué notamment de représentants de la Ville et de représentants de l'association, est mis en place pour permettre le suivi partagé de la présente convention et en particulier de la programmation de ces journées. Il se réunit au minimum deux fois par an pour examiner notamment les demandes d'utilisation de l'Espace K par les acteurs artistiques locaux, dans le cadre des 49 jours annuels réservés à la Ville au cours de la saison, et les coordonner avec la saison artistique N+1 de l'association.

ARTICLE 6 : Engagements de l'association

L'association s'engage à :

- Préserver le patrimoine municipal en assurant la surveillance et l'entretien des locaux et du matériel et en veillant à leur utilisation rationnelle, afin d'éviter toute dégradation ou toute usure anormale des équipements. Dans ce cadre :
    - ♦ L'association entretiendra les lieux mis à disposition de façon constante en parfait état de marche et prendra à sa charge les réparations locatives et de menu entretien telles que définies par le décret n 87-712 du 26/08/87, la Ville s'engageant à assumer les grandes réparations telles qu'elles sont définies à l'article 1720 du Code civil et suivants.
    - ♦ L'association sera tenue responsable de toutes les détériorations survenues dans les lieux quel qu'en soit l'auteur. Il en sera de même concernant les biens meubles figurant à l'inventaire. L'association devra informer immédiatement la Ville de toute atteinte qui serait portée à la propriété, de toutes dégradations ou détériorations qui viendraient à se produire sur les biens.
    - ♦ De manière générale, les représentants de la Ville doivent avoir accès â tout moment aux lieux.
- Prendre toutes les mesures de sécurité prévues par la réglementation en vigueur afin de garantir la sécurité des personnes et des équipements.
- L'association s'engage à prendre en charge l'entretien et la sécurité des événements diffusés dans le cadre des 49 journées dédiées aux projets de la Ville. Les frais liés à ces postes seront pris en compte dans le montant de la subvention définie par la convention d'objectif et de moyens.
- Le directeur technique ou, à défaut, le directeur administratif de l'association, est tenu d'assister aux visites de la salle et de ses dépendances par la Commission de Sécurité compétente et de faire respecter les dispositions édictées par celle-ci.
- Sauf autorisation spéciale de la Ville, l'accès des animaux est interdit dans les salles.

- Le registre de sécurité devra être tenu à jour.
- Un service d'ordre, adapté aux problèmes spécifiques que pose chaque spectacle, sera mis en place. En cas de problèmes graves, les organisateurs appelleront eux-mêmes en renfort les forces de police. Il y aura également lieu de prendre toutes les mesures qui s'imposent, afin que les sorties de spectacles ne perturbent pas la quiétude du voisinage.
- Instruire les personnels, placés sous son autorité et travaillant dans les locaux, des précautions à prendre pour assurer leur propre sécurité et celle des autres personnes présentes dans les locaux concernés par la convention; à cet effet, les informations et instructions leur seront données en ce qui concerne notamment les conditions de circulation dans l'établissement et les dispositions à prendre en cas d'accident et de sinistre
- Assurer une permanence dans le hall d'entrée durant les manifestations publiques
- Ne pas troubler l'ordre public
- Prendre un règlement intérieur, précisant entre autres les conditions d'accès et de sécurité.

ARTICLE 7 : Assurance

L'association est seule responsable des dommages subis dans les lieux tant par les tiers que par les usagers, spectateurs et/ou participants. Elle garantit la Ville contre tout recours ou toute condamnation de ce chef. Elle est tenue de souscrire une assurance de responsabilité de nature à couvrir ce risque, et comportant une clause de renonciation à recours de l'assureur contre la Ville.

Elle souscrit également une assurance de dommages couvrant notamment les risques de vol, d'incendie, de dégât des eaux et d'actes de dégradation, volontaires ou non, et quels qu'en soient les auteurs. Cette assurance comporte également une clause de renonciation à recours de l'assureur contre la Ville.

Elle est tenue de justifier, annuellement, et sans qu'il y ait lieu à une demande expresse de la Ville, du respect de ces obligations d'assurance par la production d'attestations d'assurances précisant les risques couverts, les capitaux assurés, le montant des éventuelles franchises et l'existence des clauses de renonciation à recours stipulées supra.

ARTICLE 8 : Etablissement des documents comptables et financiers :

L'association s'engage à fournir, avant le 1er mai de l'année suivante, un bilan et un compte de résultat de l'année écoulée, conforme au plan comptable général révisé, certifiés conformes par le Président.

En vertu des dispositions de la loi 93 122 du 29 janvier 1993 et du décret 93 562 du 27 mars 1997, une certification par un Commissaire aux Comptes est par ailleurs obligatoire dans le cas où le montant de l'aide publique enregistrée au cours de l'exercice atteindrait 153 000 € (total des subventions perçues par l'association provenant de l'Etat, des Collectivités locales ou Etablissements publics).

ARTICLES 9 : Information de la collectivité

L'association s'engage à informer la collectivité de tous les problèmes pouvant survenir dans l'exercice de la présente convention, ainsi qu'à autoriser le contrôle de ses actions et l'examen de ses comptes par les services de la Ville de Strasbourg, notamment par l'accès aux locaux et aux documents administratifs et comptables.

Tous les changements qui pourraient intervenir dans le fonctionnement ou dans les statuts de l'association devront être signalés à la collectivité dans les 30 jours de leur intervention et

pourront donner lieu à une révision de la présente convention, par voie d'avenant, ou à sa résiliation dans les conditions prévues à l'article 11 ci-après.

ARTICLE 10. Travaux et aménagements

L'association ne pourra procéder à aucun aménagement ni modification des locaux mis à disposition sans en avoir préalablement sollicité l'autorisation écrite auprès de la Ville, qui se réserve le droit de refuser.

L'association ne modifiera en aucun cas les installations électriques installées à demeure.

Tous ajouts, embellissements ou amélioration des locaux mis à disposition, réa1isés par l'association ou à sa demande, pendant la durée de la convention resteront, à l'expiration de la présente, propriété de la Ville, hormis les biens et équipements acquis par l'association sur ses fonds propres, sans que la Ville soit tenue au versement d'une quelconque indemnité.

La collectivité s'engage à réaliser les travaux qui sont normalement à la charge du propriétaire, au sens de l'article 606 du Code civil. L'association informera la collectivité des travaux qu'elle estime nécessaires à la bonne utilisation ou à la conformité des locaux.

ARTICLE 11 : Résiliation

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trente jours suivant la réception d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure. Il sera alors procédé à un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 12 : Fermeture des locaux par la collectivité

En cas d'atteinte à l'ordre public ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité, la collectivité se réserve le droit de procéder à la fermeture des locaux sans préavis, sur arrêté pris par son exécutif.

ARTICLE 13 : Durée de la convention

La présente convention est établie pour une période de trois ans à compter du 1er janvier 2016. Elle ne peut être reconduite que de façon expresse. Au moins trois mois avant le terme de la convention, si elle le souhaite, l'association sollicitera son renouvellement.

Les parties se réservent le droit de l'interrompre à tout moment, sur préavis de trois mois, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 14 : Restitution des locaux

A l'expiration de la période, l'association s'engage à rendre les locaux et les équipements en parfait état, dans la limite de leur usure normale. La collectivité se réserve le droit de demander à l'association la prise en charge des frais de remise en état qui résulteraient d'une mauvaise gestion, d'une insuffisance d'entretien ou d'une affectation non conforme au présent contrat.

ARTICLE 15: Litiges
Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg

Fait a Strasbourg, le

POUR LA VILLE DE STRASBOURG

Roland RIES
Maire

POUR L'ASSOCIATION

Frédéric REISS
Président

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
exercices 2016-2018

Entre :

- la Ville de Strasbourg, représentée par son Maire, Roland RIES, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2015,
  ci après désignée « la Ville »
- l'association Le KAFTEUR inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le numéro : Volume 77 folio 216, et dont le siège est situé 3 rue Thiergarten 67000 Strasbourg représentée par son Président en exercice, Monsieur Frédéric REISS
  ci après désignée sous le terme « l'association »,

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil municipal du 14 décembre 2015,

Préambule

Considérant le projet artistique et culturel conçu par l'association le Kafteur conforme à son objet statutaire,

Considérant que les missions développées par l'association répondent aux objectifs que se fixe la Ville dans le cadre de sa politique culturelle en termes de diffusion, de soutien à la création locale, de relations aux associations, aux publics et aux habitants du quartier gare.

Considérant que le projet artistique et culturel du Kafteur participe de cette politique et répond aux orientations culturelles la Ville, celle-ci décide d'organiser un partenariat contractuel avec l'association le Kafteur pour les années 2016-2018 dans les termes définis ci-dessous.

Objet et vie de la convention

Article 1 : objet de la convention

Par la présente convention, la Ville de Strasbourg et l'association Le Kafteur définissent des objectifs partagés et s'engagent à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Ville et Communauté urbaine
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France
Téléphone : +33 (0)3 88 60 90 90
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Article 2 : vie de la convention

La convention est établie pour une durée de 3 ans à compter du 1er janvier 2016. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville d'un exemplaire signé par le Président de l'association.

Au terme de la présente convention, une nouvelle convention d'objectifs pourra être proposée à l'ordre du jour du Conseil municipal, sur proposition du Comité de suivi (cf. article 14).

1ère partie : les objectifs

Article 3 : les priorités de la Ville de Strasbourg

La politique culturelle de la Ville de Strasbourg vise à offrir au public strasbourgeois une offre large et de qualité en matière artistique, en ce qui concerne tant la pratique que la fréquentation des œuvres.

Considérant que la culture participe au vivre-ensemble, cette politique s'attache à développer l'accessibilité aux diverses formes d'art à tous les publics, notamment ceux qui en sont le plus éloignés. Elle privilégie par ailleurs l'intégration de l'action culturelle dans les projets menés avec les habitant et leurs représentants dans les quartiers.

Elle est également tournée vers le soutien à la création sous toutes ses formes, et s'attache particulièrement à encourager dans ce sens les équipes artistique locales.

Article 4 : le projet associatif

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre dans les locaux mis à sa disposition par la Ville de Strasbourg le projet artistique figurant en annexe I, qui fait partie intégrante de la présente convention.

Ce projet, concrétisé par l'évolution de la dénomination du Hall des Chars qui deviendra « L'Espace K », vise à ouvrir le champ d'action du Kafteur, à rendre le spectacle vivant plus facilement accessible au grand public par la pratique artistique et la fréquentation de spectacles, à faire de cet espace un lieu de convergence entre des courants artistiques divers et à participer activement à la dynamique du quartier.

Article 5 : les objectifs partagés

- Objectifs généraux :
  - Donner au Hall des Chars une nouvelle identité s'articulant avec les autres lieux culturels composant le site de la Laiterie
  - Elargir la fréquentation de ce lieu et le brassage des publics par une programmation diversifiée et croisant les disciplines
  - Participer à la vie du quartier en faisant de l'Espace K un lieu de vie pour les habitants

- Objectifs opérationnels :
  - Elargir la programmation spécifique du Kafteur, centrée sur l'humour, à d'autres registres et formes artistiques
  - Accueillir en résidence des équipes artistiques de la région et d'ailleurs
  - Mettre en place une collaboration avec des équipes artistiques identifiées par la Ville de Strasbourg par le biais de 49 journées réservées à cet effet, réparties sur l'année.
  - Proposer une offre d'ateliers de pratique théâtrale pour tous les publics
  - S'intégrer à des projets menés en partenariats avec les habitants et associations du quartier, notamment les acteurs socioculturels et éducatifs .

2ème partie : les moyens

Article 6 - Détermination du coût de l'action

Le coût total estimé du projet sur la durée de la convention est évalué à 1 453 000 € conformément au budget prévisionnel figurant à l'annexe II, celle-ci faisant partie intégrante de la convention.

Le besoin de financement public exprimé par l'association est calculé en prenant en compte les coûts totaux retenus estimés du programme d'actions, ainsi que tous les produits qui y sont affectés. L'annexe II présente le budget prévisionnel du programme d'actions en détaillant ces coûts et l'ensemble des produits affectés.

Lors de la mise en œuvre du programme d'actions, l'association peut procéder à une adaptation de son budget prévisionnel par des transferts entre natures de charges éligibles. Cette adaptation des dépenses, réalisée dans le respect du montant total des coûts éligibles, ne doit pas affecter la réalisation du programme d'actions et ne doit pas être substantielle.

Lors de la mise en œuvre du programme d'actions, l'association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du programme d'actions et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total.

L'association notifie ces modifications à la Ville par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Article 7 : la subvention versée par la Ville à l'association

Pendant la durée de la convention, la collectivité s'engage à soutenir financièrement les objectifs prévus à l'article 5, que l'association s'engage à réaliser en partenariat avec elle.

Le montant prévisionnel total de la subvention s'élève à la somme de 255 000 € :

- Pour la première année, le montant prévisionnel s'élève à : 85 000 € .
- Pour la deuxième année, le montant prévisionnel s'élève à : 85 000 €
- Pour la troisième année, le montant prévisionnel s'élève à : 85 000 € .

Le montant de 85 000€ annuels se décompose en 55 000€ pour la programmation du Kafteur et 30 000 € pour l'accueil de manifestations culturelles dans le cadre des journées réservées par la Ville de Strasbourg. (voir article 9).

Ces subventions seront accordées sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au titre des exercices 2016, 2017 et 2018.

La présente convention d'objectifs se traduit par une convention financière annuelle spécifique définissant les modalités de l'intervention financière de la Ville.

Article 8 - modalités de versement de la contribution financière

La contribution financière de la Ville sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Pour la Ville de Strasbourg, le comptable assignataire de la dépense est le Receveur des Finances de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole.

Article 9 : les locaux

Pour permettre à l'association de réaliser son projet, la Ville met à sa disposition à titre gracieux le bâtiment dit « Hall des chars », comprenant une salle de spectacle, une salle d'exposition et des locaux annexes (hall d'accueil, loges, locaux de stockage sanitaires), dont elle est propriétaire, sis 10 rue du Hohwald à Strasbourg, ainsi que des bureaux et un logement sis également 10 rue du Hohwald.

Cette mise à disposition est formalisée par une convention de mise à disposition d'équipement courant sur la même période que la présente convention.

La valeur locative des biens mis à disposition et les frais annexes pris en charge seront valorisés annuellement dans la notification des apports de la Ville à l'association.

En tenant compte des dispositions prévisionnelles dûment justifiées du planning d'activité N+1 de l'association établi par le responsable artistique de l'association et en cohérence avec l'activité habituelle et la programmation de la salle, La Ville de Strasbourg se réserve le droit d'utiliser les biens mis à disposition de l'association, à concurrence de quarante neuf journées par année civile, pour l'accueil de manifestations culturelles portées notamment, au moment de la signature de la présente convention, par les équipements et associations suivants : TJP, Central Vapeur, La Friche, Hanatsu Miroir, Poussières de Roses.

3ème partie : le dispositif de suivi et d'évaluation de l'atteinte des objectifs

L'évaluation de l'atteinte des objectifs opérationnels prévus dans la présente convention s'opère au moyen des indicateurs joints en annexe III, celle-ci faisant partie intégrante de la convention.

Un comité de suivi et un comité technique sont mis en place pour le suivi de l'action et l'évaluation de l'atteinte des objectifs.

Article 10 : la composition du comité de suivi

Un Comité de suivi de la convention d'objectifs est mis en place. Il constitue une instance de dialogue entre les partenaires, dans le cadre du suivi de la convention.

Le Comité de suivi est co-présidé par le Président de l'association et le Maire ou son représentant. Il se compose des membres suivants :

- Le-La Président(e) de l'association, *(obligatoire)*
- Le-la responsable artistique de l'association, et son administrateur(trice) (*obligatoire)*
- le Maire ou son/sa représentant-e
- la Directrice de la Culture ou son/sa représentant-e
- les référents-es de la direction de la culture de la Ville concerné-es
- un-e représentant-e du service du Contrôle de gestion et évaluation des politiques publiques. (*le cas échéant)*

Ce comité pourra en tant que de besoin, et sous réserve de l'accord des parties, associer des personnalités extérieures.

Article 11 : les missions du Comité de suivi

- évaluer l'atteinte des objectifs sur la base des indicateurs figurant en annexe de la présente convention ;
- le cas échéant, analyser les causes des écarts et proposer les réajustements ou réorientations jugés nécessaires.
- la dernière année de la convention, se prononcer sur le bilan global de la convention et sur une éventuelle reconduction de la convention.

Article 12 : l'organisation du Comité de suivi

Le Comité de suivi se réunit au moins une fois par an à l'initiative de l'association. Des réunions supplémentaires pourront être organisées à la demande de l'une ou l'autre des parties.

L'association communique à la Ville, un mois calendaire au plus tard avant la tenue du Comité de suivi, l'ensemble des indicateurs prévus à l'annexe III complétés pour la période annuelle révolue.

Lors du Comité de suivi, les partenaires passent en revue l'ensemble des indicateurs et formulent sur chacune d'eux un avis cosigné par les présidents de séance.

Article 13 : le Comité technique

Le Comité technique, constitué de représentants de la Ville et de l'association, a pour tâche de préparer les Comités de suivi et d'assurer la coordination de la programmation de l'association avec les propositions faites par la Ville dans le cadre des journées qui lui sont réservées.

Le Comité technique apporte si nécessaire des éclaircissements techniques aux Elus de la Ville ainsi qu'au Conseil d'administration de l'association.

Il se réunit au moins deux fois par an.

Article 14 : l'évaluation finale

Six mois avant le terme de la convention, l'association s'engage à fournir un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du programme d'actions fixé par l'annexe I, à partir de l'ensemble des indicateurs concernant la période de la convention, indicateurs prévus à l'annexe III.

Au terme de la présente convention, sur proposition du Comité de suivi, une nouvelle convention pourra être proposée à l'ordre du jour du Conseil municipal.

Elle tiendra compte de l'évolution du contexte général et de l'évaluation réalisée conjointement en Comité de suivi de l'atteinte des objectifs définis dans la présente convention.

4ème partie : les dispositions diverses concernant les modalités d'application de la convention

Article 15 : Justificatifs

Dans les six mois suivant la clôture de l'exercice, l'association s'engage à fournir :

- les comptes annuels et le compte rendu financier des actions qui retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues à la présente convention.
- le rapport annuel d'activité de l'association comprenant les éléments mentionnés à l'annexe III et définis d'un commun accord entre les partenaires.

Ce compte rendu financier et ce compte rendu quantitatif et qualitatif sont signés par le président de l'association ou toute personne habilitée.

Article 16 : communication

L'association s'engage à faire figurer de manière lisible les logos de la Ville de Strasbourg, ainsi que la mention in extenso « avec le soutien de la Ville de Strasbourg» dans toute action de communication de l'association en direction des médias et du grand public, et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants, sites internet…) relatifs aux actions soutenues par la Ville de Strasbourg.

Article 17 : responsabilité

L'association conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles visées par les stipulations de la présente convention, sans que la responsabilité de la Ville de Strasbourg ne puisse être recherchée.

Article 18 : avenant

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie dans le cadre du Comité de suivi, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs généraux définis dans la première partie de la convention.

Article 19 – Modification de l'administration ou de la vie sociale de l'association

Si une modification intervient dans l'administration ou les statuts de l'association durant l'exécution de la présente convention, ou si l'association est dissoute, celle-ci s'engage sans délai à communiquer à la Ville la copie des déclarations faites à l'occasion de ces modifications, enregistrées par le Tribunal d'Instance de Strasbourg.

Article 20 – Procédures et sanctions en cas de retard ou d'inexécution

En cas d'inexécution, partielle ou totale, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention, ou en cas de retard substantiel dans l'exécution par l'association, sans l'accord écrit la Ville de Strasbourg, celle-ci peuvent soit exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, soit diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après avoir examiné les justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. La Ville de Strasbourg en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception

Article 21 : résiliation

La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'association d'achever sa mission.

Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Le cas échéant, il sera procédé, par l'association, au reversement en totalité ou partie des montants versés par la Ville, en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article.

Article 22 : litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement, notamment dans le cadre du Comité de suivi, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le .....…….. 20..

Pour la Ville de Strasbourg	Pour l’association
Le Maire	Le Président
Roland RIES	Frédéric REISS

Convention d’objectifs et de moyens entre la Ville de Strasbourg et l’association Le Kafteur 2016-2018

ANNEXES

Annexe I

Projet artistique et culturel 2016-2018

Annexe II

Budget prévisionnel 2016-2018

Annexe III

Indicateurs d'évaluation

Théâtre d'humour
LE KAFTEUR

ESPACE K
HUMOUR ET AUTRES CURIOSITÉS

Le Kafteur > L'Espace K

Projet artistique

Objectifs et moyens
2016 > 2018

I. Les activités à l'Espace K.
II. Le développement des publics et l'inscription dans son environnement : un quartier prioritaire de la Ville.
III. Le lieu.
IV. L'Organisation et le fonctionnement de la structure.
V. Le budget.

I. Les activités à l'Espace K

A. Le projet artistique
B. La programmation
C. la création / Les résidences
D. Les ateliers de formation : amateurs / professionnels
E. Les expositions

A. Le projet artistique

Créer une nouvelle identité. Donner une âme à un lieu. Dynamiser autrement un pôle culturel. Gérer la rythmique d'une programmation lisible par tous les publics.
Voilà ce que propose de mettre en œuvre le Kafteur, tout restant attentif aux besoins et attentes des professionnels du spectacle vivant dans leur démarche de création et de production.
Le savoir faire du Kafteur dans la gestion d'une salle, du public, du personnel permanent et intermittent, mais aussi en tant que porteur de projets (création théâtrale, festivals, ateliers) n'est plus à prouver. Voilà plus de 22 ans que le Kafteur a su exister sans aucune aide au fonctionnement dans un contexte de plus en plus contraignant et ce malgré quelques saisons très difficiles.

Il s'agit maintenant de transférer ce savoir faire dans un nouveau cadre, avec de nouveaux outils et de nouveaux objectifs.

Le projet que le Kafteur souhaite développer sur l'ensemble du Hall des Chars (salle de spectacle et salle d'exposition), consiste à imaginer cet espace comme un lieu de convergence possible de courants artistiques divers, à établir une saison culturelle équilibrée, bien rythmée et réfléchie pour que différentes formes d'expressions artistiques puissent cohabiter sous une seule enseigne et ce, sans perdre de vue un objectif simple : attirer le public, tous les publics.

Le réaménagement du Hall des Chars doit passer par la création d'un nouveau nom, d'une nouvelle image.
Évidemment l'identité et l'esprit «Kafteur» doivent être présents et immédiatement perceptibles. C'est une volonté de changement dans la continuité.
La réflexion nous a amené à choisir de rebaptiser le hall des Chars : **ESPACE K / Humour et autres curiosités.**

Les saisons culturelles qui vont se développer à travers l'Espace K vont permettre de faire cohabiter la recherche de formes humoristiques originales ou émergentes, le spectacle jeune public, avec la création contemporaine, dans des domaines aussi variés que le théâtre, la danse, la marionnette, la musique, le cabaret.

La programmation de l'Espace K s'ouvrira également à des formes de spectacles d'humour que la salle du Kafteur ne permettait pas de recevoir jusqu'à présent. En effet, certains spectacles très originaux ont une scénographie imposante ou nécessitent une infrastructure technique particulière: hauteur sous plafond, ouverture et profondeur de scène, accroches pour des agrès…
Avec l'Espace K, il sera possible d'accueillir ce type de spectacle qui ne trouve pas de réels lieux de diffusion au cœur de Strasbourg.

> Objectifs et moyens

- Conquérir et croiser de nouveaux publics par l'apport de formes et de disciplines nouvelles dans une programmation jusque là essentiellement centrée sur l'humour.
- Mettre en place des collaborations avec des équipes artistiques identifiées et soutenues par la Ville de Strasbourg comme étant « incontournables » sur ce site pour un total de 7 semaines dans la saison.
- Etre attentif aux projets portés par des compagnies professionnelles locales.
- Devenir un point d'encrage et de soutien pour des projets émergents et développés par des acteurs socio-culturels et éducatifs du quartier en s'inscrivant dans des dispositifs de financements spécifiques liés, entre autre, au QPV.

B. La programmation

Un choix «transversal» des projets.

L'Espace K doit devenir un lieu de soutien à des créations ou des festivals qui ne seront pas exclusivement ceux portés par la compagnie du Kafteur. Un certain nombre de créneaux seront disponibles et ouverts aux propositions des compagnies de théâtre ou de danse qui travaillent sur Strasbourg et la Région comme par exemple la Friche.
Il s'agira de faire des choix dans un soucis d'équilibre entre les différents styles et disciplines.

La rythmique d'une saison pluridisciplinaire.

De septembre à juillet, 11 mois pendant lesquels il s'agit de proposer au public de se balader entre les découvertes humoristiques, qui ont fait la réputation du Kafteur et les projets radicalement différents, qui vont du théâtre à la danse, en passant par des expériences spectaculaires et des festivals.
Si l'on se base sur le calendrier habituel d'une saison, en tenant compte des périodes de vacances scolaires et de jours fériés, il devient possible de programmer chaque mois un spectacle d'humour, à l'affiche 5 ou 8 soirs et en plus, un projet "alternatif".
Se rajoute à cela, chaque trimestre un spectacle jeune public, diffusé pendant une semaine, deux fois par jours. Certains de ces spectacles s'adressent à un public à partir de 18 mois, d'autres à partir de 4 ans ou 7 ans. Ces tranches d'âges se voient offrir peu de propositions dans d'autres lieux culturels et depuis toujours le Kafteur a occupé avec succès ce créneau.

Enfin des manifestations particulières vont se tenir en même temps dans l'espace exposition (stages, expositions, débats, soirées « Bring »...) qui sera rebaptisé « Espace des curiosités ».

Saison 2015-2016

Il s'agit d'une « demi saison ».
La saison du Kafteur aura déjà débuté dans ses locaux « historiques » en septembre pour s'interrompre fin novembre 2015 et reprendra en janvier 2016 pour l'inauguration de l'Espace K.

Humour : 3 spectacles au Kafteur et 3 spectacles à l'Espace K en coréalisation.
Théâtre d'humour : 2 spectacles à l'Espace K en coréalisation.
Jeune public : 1 spectacle au Kafteur et 2 à l'Espace K en coréalisation avec des compagnies locales.
Spectacle visuel : 1 spectacle à l'Espace K en coréalisation.
Musique : 2 concerts spectacles à l'Espace K en accueil.
Festival : 1 festival de la marionnette avec le TJP, les Giboulés 2016, en accueil.
Résidence de création : 1 résidence pluridisciplinaire avec la Compagnie « Accès soir ».
Evénement festif : 1 Kabaret produit par la Cie du Kafteur.

Soit pour 6 mois d'exploitation, un total de 8 spectacles en coréalisation, 1 résidence, 1 production et 3 événements en accueil (technique, logistique, communication) à l'espace K.
Cela représente dans la nouvelle salle : 53 représentations tout public et 18 séances jeune public
A cela se rajoutent les représentations de nos élèves d'ateliers (environ 13 séances).

Saison 2016-2017

Ce sera la première saison complète de l'Espace K. Elle reprendra les grandes lignes posées dès la saison précédente et développera d'autres axes et partenariats notamment avec le collectif « Central Vapeur » pour un événement autour de l'illustration ou encore la Cie « Poussières de roses » pour un festival consacré à la danse Butô. Ce sera aussi l'occasion d'accueillir le collectif de « La Friche » pour 2 événements autour de la création théâtrale contemporaine.
Une à deux résidences de création auront lieu avec des compagnies professionnelles installées à Strasbourg.

Sur la saison complète cela représentera 64 séances de spectacles d'humour en coréalisation, 7 semaines consacrées à des projets en accueil, 45 séances de spectacles jeune public en coréalisation avec des compagnies locales, 2 semaines consacrée à de la résidence et 10 représentations liées à ces résidences.
On peut estimer au moins à 140 le nombre de représentations ouvertes au public.

Saison 2017-2018

Cette troisième saison devra permettre de comprendre et d'ajuster le bon équilibre entre diffusion, création et accueil de projets, tout en maintenant un volume de représentations suffisants pour l'équilibre budgétaire (coréalisation, achats, mises à dispositions …).

Elle sera aussi marquée par un nouveau projet de création porté par la compagnie du Kafteur et par la mise en place d'un rendez vous important pour le soutien à la création locale : l'ECTA (*voir page 6*).

Les rendez vous spécifiques :

Ils seront développés sur l'ensemble des saisons et permettent d'apporter « la petite touche spéciale Kafteur » qui a fait sa réputation au cours des 20 années précédentes.

- Les soirées « Bring » : Les spectateurs qui le souhaitent, apportent un petit quelque chose à manger pour le partager à l'issue de la représentation avec les artistes et les autres spectateurs. C'est un vrai moment d'échange simple et convivial que le Kafteur a testé depuis 2002 et qui a toujours été très apprécié. Il y a en générale une soirée Bring par mois.

- Le Kabaret barré ! Un rendez vous festif le premier week-end de juin pour permettre à des artistes de toutes disciplines de montrer un numéro, une performance, une chanson, une chorégraphie, un texte, un sketch, préparé pour l'occasion mais qui ne fait pas forcément partie de leur répertoire ou discipline habituelle. Les artistes sont sélectionnés en septembre et ont toute la saison pour peaufiner leur proposition. Le rendu se fait sous forme de cabaret dans la salle « Espace des curiosités » aménagée pour l'occasion. Ce rendez vous est appelé à devenir récurent sur cette période.

- les Labos du mardi : Proposé depuis 2010 au Kafteur, il s'agit de soirées ou les spectateurs assistent gratuitement à des expérimentations plus ou moins humoristiques, à des ébauches de spectacles, des lectures de textes, des étapes de travail, des improvisations… Ce sont des créneaux qui peuvent se fixer en cours de saison.

> Objectifs et moyens

- Développer un équilibre dans la programmation pour que les styles et les publics qui peuvent être touchés ne soient pas sollicités sur des périodes trop proches. L'humour doit servir de fil conducteur, ou d'articulation entre les différentes propositions.
- Poursuivre la programmation en coréalisation, mais également développer la possibilité de mettre en place une politique d'achat de certains spectacles en accédant à des aides spécifiques (subventions, convention DRAC…) et développer les moyens d'accueil en résidence des compagnies locales (jeune public et tout public). Les moyens affectés à la programmation doivent pouvoir être réévalués dès 2017 afin de consolider la qualité de la programmation.
- Imaginer la programmation en bonne intelligence avec celle des Taps voisins et veiller également aux contraintes techniques propres à chaque projet, pour que les équipes puissent travailler dans de bonnes conditions.
- Réfléchir sur les méthodes et outils de communication pour que l'ensemble du projet soit indentifiable par le grand public et que la spécificité de chaque proposition soit lisible et apporte sa couleur à la palette proposée sur une saison. Des moyens spécifiques doivent être trouvés pour cela : partenariats, aide spécifique de la Ville (services internes, subventions.) ?

C. la création / Les résidences

Un lieu de création pour la compagnie du Kafteur.

Pour la Compagnie du Kafteur, la perspective de pouvoir à nouveau imaginer des spectacles dans un espace moins contraignant sera un moteur puissant. Nous avons en effet « fait le tour » des possibilités qu'offrait la salle dont nous disposions et certains projets restaient dans les cartons.

La création artistique

Elle a été notre premier objectif dès 1993, date de la création de la compagnie.
C'est ainsi que chaque saison a vu fleurir avec succès un nouveau spectacle, chaque fois dans un registre différent, afin de surprendre le public.

- *Le Capitaine Sprütz* de Jean-Luc Falbriard (1993-2005),
- *Les aventures de Rosalie Hoquet* de Aude Koegler et Jean-Luc Falbriard (jeune public – 1996)
- *Batailles*, de Ribes et Topor (1995-1997),
- *Salle d'attente* (spectacle visuel) création collective (1996),
- *La Double Inconstance* de Marivaux (1997),
- *Mon petit paddock* de Aude Koegler et Jean-Luc Falbriard (jeune public – 1998),
- *Les Fourberies de Scapin*, de Molière (1998),
- *Une envie de tuer sur le bout de la langue*, de Xavier Durringer (1999),
- *Sous mon nombril* de Aude Koegler (Jeune public – 2000),
- *Petit Boulot pour vieux clown* de Matéï Visniec, (2002),
- *Les Koquineries* (montage de textes érotiques), (2002),
- *Les Brèves de comptoir* de Jean-Marie Gourio (2003),
- *Les Jumeaux Vénitiens* de Goldoni (2004-2005).
- *Cadavres Exquis* de Jean-Luc Falbriard et Etienne Bayart , duo visuel burlesque (2007)
- *Eaux les Bains*, création collective, théâtre visuel (2008)
- *L'Envers du dessous*, de Jean-Luc Falbriard et Denis Germain théâtre musical burlesque (2014)

Nos créations ont su toucher de nombreux professionnels qui les soutiennent et les accueillent en région comme ailleurs. La compagnie a en effet participé plusieurs fois au festival Off d'Avignon (1999, 2000, 2008, 2010) et a ainsi été programmé dans de nombreux théâtre en France, dans les DOM-TOM, en Belgique, en Suisse et en Allemagne. Le spectacle « Eaux les bains » par exemple, avec son équipe de 11 personnes, été joué 110 fois entre 2008 et 2013.

L'espace K va permettre de repenser encore autrement les créations, leur modèle de production et les partenariats qui peuvent en découler.
Il va surtout offrir un outil de travail beaucoup plus performant et surtout plus « inspirant ».

Le Kafteur pourra de nouveau surprendre par ses choix de textes et ses mises en scènes : Shakespeare, Brecht mais aussi d'autres projets, notamment de comédie musicale, vont pouvoir être abordés dans les saisons à venir grâce à l'Espace K.

Un exemple de projet : L'E.C.T.A *(L'Exposition de la Création Théâtrale en Alsace)*

Avec un soutien spécifique et en voisin de la Fabrique de Théâtre, il sera envisageable de devenir un véritable outil d'accompagnement de la création théâtrale locale.
L'Espace K peu devenir un lieu de présentation des projets en devenir. Une vitrine pour les créations locales, une interface avec les diffuseurs d'ici et d'ailleurs.

Un constat simple: Les diffuseurs de la région se déplacent peu pour voir les créations proposées par les compagnies locales.
Les compagnies créent souvent un spectacle pour 5 représentations en moyenne puis «rangent» le spectacle et se lancent dans une nouvelle création. Sortir de la région sans passer par la case, ruineuse et risquée, « d'Avignon Off » relève du parcours du combattant.
Alors comment donner plus de visibilité à une large palette de spectacles?

En sélectionnant une dizaine de projets de création dans une version proche du rendu final et en invitant un maximum de diffuseurs à assister, en public, à plusieurs représentations.
Le principe d'une multidiffusion de chaque spectacle sera possible grâce aux salles voisines (Taps Laiterie + Espace K et pour certaines formes la Salle des colonnes) et doit permettre à chaque projet d'avoir une chance d'être vu par le plus grand nombre à des horaires différents.

Il s'agit aussi d'organiser des temps de rencontre et d'échange, de développer un système d'accueil et d'animation pour les diffuseurs qui viennent de loin: hébergement, restauration, tourisme, séminaire...
L'objectif est de créer un rendez vous incontournable, véritable outil de promotion du savoir faire des artistes de la région.
Exemple :
Chaque spectacle est joué 2 fois sur 2 jours à 2 horaires différents.
Soit 4 spectacles par jours / 10 spectacles en 5 jours / 1 journée de rencontre entre professionnels / 2 spectacles de clôture.

Jour 1	Kafteur	Taps	*Jour 2*	Kafteur	Taps
19h30	Spectacle A	Spectacle B		Spectacle C	Spectacle D
21h15	Spectacle C	Spectacle D		Spectacle A	Spectacle B

20h à 21h tous les soirs dans l'Espace des curiosités: Rencontres - débats - discussions avec les compagnies programmées.

Pour résumer :
Attirer les diffuseurs de la région mais aussi d'autres régions et ne pas être dépendant d'Avignon off, qui n'est qu'un salon pour professionnels et qui n'a de festival que le nom.
Offrir l'opportunité aux diffuseurs de voir plusieurs spectacles dans un laps de temps très court et à une période ou leur prochaine saison n'est pas encore bouclée.
Multi diffuser les spectacles
Créer des temps de rencontre entre les diffuseurs et les compagnies.
Installer durablement un rendez vous annuel indispensable pour la création en Alsace.

Un lieu de résidence pour les compagnies locales.

L'Espace K, tout comme l'étaient le Hall des Chars et le Théâtre des lisières avant lui, doit continuer d'être un outil qui permet à des compagnies Strasbourgeoises, mais pourquoi pas plus largement de la région, de créer dans des conditions professionnelles.

> Mise à disposition des salles pour y répéter, créer les lumières, élaborer la finition d'une scénographie, donner à voir une étape de travail ou un rendu final.

> Objectifs et moyens

- Renforcer un outil de travail pour le rendre encore plus performant et le mettre au service des professionnels du spectacle pour les soutenir dans leurs démarches de création.
- Renforcer les moyens de la compagnie pour élever le niveau d'exigence des créations. Le Kafteur doit pouvoir faire des demandes d'aide au projet indépendamment des aides au fonctionnement.
- Développer des partenariats avec les Taps ou le Molodoï pour que le site devienne une zone de festival.
- Mettre en place des financements spécifiques pour des résidences ou des festivals afin de hisser certains rendez-vous aux rangs des événements récurrents qui font la réputation de la Ville.

D. Les ateliers de formation : amateurs / professionnels.

Pour les amateurs :

Nos ateliers théâtre hebdomadaires pour jeunes et adultes trouveront avec l'Espace K, un lieu adéquat et modulaire pour améliorer et développer l'offre de formation proposé par le Kafteur.
Cet espace permettra, en outre, de mettre en place des formations courtes, pour différentes structures qui nous sollicitent régulièrement : entreprises de formation, écoles, association de théâtre amateur, stages de compagnies.

Afin de diriger le développement des projets de formation, le Kafteur fera appel à Aude Koegler, comédienne, auteure, metteur en scène, artiste associée au Taps (2015 à 2017).

> Les « ateliers spectacles »

Les ateliers du Kafteur existent depuis la création du Kafteur, il y a 22 ans.
Ils s'y sont développés d'année en année. De plus en plus nombreux. De plus en plus ambitieux.
On y a travaillé un répertoire de comédie varié: d'Aristophane à Léonore Confino.
Quelques drames contemporains ont aussi été support de travail mais dans une moindre mesure, puisque la particularité du Kafteur était de mettre en avant la convivialité et l'humour.
S'y sont succédés à l'accompagnement pédagogique: Bruno Amnar, Céline Bernhard, Bruno Dreyfürst, Jean Luc Falbriard, Caroline Ferry, Cécile Gheerbrandt, Marion Grandjean, Violaine Helmbold, Pascale Jaeggy, Aude Koegler, Sabine Lemler, David Lopez, Jenny Macquart, Fausto Olivares, Bénédicte Simon, Anne Somot, Chiara Villa, Jannick Voirin, Laure Werckmann : comédiens pédagogues mais aussi chanteurs, metteurs en scène, marionnettistes, vidéastes, danseurs.
Le lieu, avec ses commodités, puis ses contraintes au fil des années, a permis à chacun de nos groupes de créer en fin de saison un spectacle d'atelier diffusé 2 soirs pour les plus jeunes et jusqu'à 8 soirs pour les adultes. Tous nos anciens élèves – parfois devenus adultes depuis- témoignent d'un lieu et d'un espace-temps de liberté et de créativité qui les a intelligemment accompagné dans leur développement personnel. En moyenne ils sont restés 3 ou 4 ans chez nous.

Des ateliers encadrés par des binômes.

L'idée forte de cette évolution des ateliers tourne autour de la mixité des arts et des savoirs.
Aude Koegler va mettre en place des binômes d'artistes, chacun ayant une spécialité à enseigner et souhaitant partager l'aventure d'un atelier spectacle avec un autre professionnel.
Ainsi naîtront chaque année des projets théâtre/chant ou théâtre/improvisation ou théâtre/marionnette ou théâtre/ vidéo ou théâtre/mouvement ou théâtre/cirque, etc.
Aux artistes de s'organiser pour se relayer dans l'accompagnement de la création du groupe. A eux aussi de choisir la durée de leur travail d'exploration, durée soumise aux exigences du projet: un atelier théâtre/écriture pourrait s'imaginer dans un parcours de 2 années, la première dédiée aux improvisations et à l'écriture, la seconde dédiée à la mise en scène de la pièce... Alors qu'un atelier théâtre/ improvisation pourrait au contraire se

rêver avec des interventions spectaculaires sur le parvis du théâtre avant ou après une représentation, dans des petites formes multiples et éphémères ou égrenées sur plusieurs années pour que le groupe acquière une grande efficacité dans ses interventions impromptues et spectaculaire... A chaque binôme d'artiste de rêver son projet.

Enfin nous sommes persuadés qu'avec les soutiens adéquats, il sera possible d'ouvrir de nouveaux créneaux d'ateliers théâtre, plus accessibles financièrement, destinés en priorité aux jeunes et aux écoles du quartier.

> Les ateliers fonctionneront sur une base de 2 heures hebdomadaires (hors congés scolaires) les lundi soirs et les mercredi en journée. Une réflexion pour développer d'autres créneaux d'occupation sera menée au fur et à mesure. La demande est forte chaque année et les places limitées (15 élèves par groupe maximum).

> Les compagnies amateurs

Pour soutenir les compagnies amateurs, nombreuses sur Strasbourg, nous allons imaginer que l'une d'entres-elles soit accueillie chaque année en résidence et profite d'une mise à disposition du lieu pour un certain volume d'heure et d'un accompagnement artistique. Cela permettra à ces compagnies de travailler pendant une saison dans des conditions quasi professionnelles. La compagnie sera choisie à la suite d'un appel à projets.

Pour les professionnels :

> La mutualisation des savoirs :

Il nous semble pertinent en ces temps de grande solitude et d'aridité financière de mettre en place aussi pour les professionnels des espaces /temps d'échange de savoirs.
Aude Koegler se propose donc de relancer les « bourses aux exercices de théâtre » qui ont existé il y a quelques années au Kafteur. Le principe est de convier régulièrement des artistes qui sont impliqués dans la pédagogie du jeu et de mettre en commun les savoirs dans des séances dédiées à un thème particulier. A l'un ou l'autre de partager un chemin d'exercices, aux autres de les traverser et d'en tirer des outils nouveaux pour leurs ateliers ou la direction d'acteur...

Sur ce principe de mutualisation des savoirs, nous souhaiterions aussi mettre en place une heure et demie de training dédiée aux professionnels en début de matinée, une fois par semaine. Encore une fois, à chacun d'accepter de prendre en charge les séances pendant un mois de façon bénévole afin d'avoir accès ensuite aux séances encadrées par d'autres artistes en recherche dans le mouvement et la voix.

> La mutualisation d'espace et de services

Le Kafteur dispose actuellement dans ses sous-sols d'un fond de costumes et d'accessoires assez important.
Ce stock, rassemblés en 22 ans, est régulièrement utilisé par nos élèves ou par nos productions. Nous faisons également souvent du prêt à d'autres compagnies de manière totalement informelle et gratuite.

Nous savons aussi que bon nombre d'équipes professionnelles disposent d'un petit stock mais ne savent plus où l'entreposer.
L'idée d'une « costumerie mutualisée", ouverte aux professionnels et pourquoi pas aux amateurs, est a étudier. Il y aurait là de quoi apporter une aide concrète aux projets de créations tout en offrant un petit plus au site et aux équipes travaillant par exemple à la Fabrique.

> Objectifs et moyens

- Augmenter le nombre de groupe qu'il est possible d'accueillir.
- Développer des ateliers accessibles aux habitants du quartier (enfants et adultes).
- Mettre en place des partenariats avec des écoles du quartier et des compagnies amateurs locales.
- Obtenir des aides spécifiques pour mener a bien des projets de formation ou d'accompagnement tournés vers le quartier.
- Structurer la gestion de la mise à disposition de matériel (costumes, accessoires, projecteurs).

E. Les expositions.

L'Espace K se divise en 3 espaces : Un hall d'entrée, un espace spectacle et un espace modulable.
Ce dernier, jusqu'à présent défini comme une salle d'exposition, sera rebaptisé :
> ESPACE DES CURIOSITES ».

Il continuera à accueillir des expositions variées ou des manifestations portants sur les arts graphiques ou plastiques comme par exemple le festival « Central Vapeur » qui concerne l'illustration, la bande dessinée et le dessin.

Sa modularité doit également permettre d'y produire des formes de spectacles ou le rapport frontal traditionnel n'est pas nécessaire.

Les expositions portées par des structures externes au Kafteur seront bien entendu ouvertes au public en journée, mais surtout les soirs de représentations, afin de leur offrir une plus grande visibilité.
Le public accédera donc à une forme de culture pour laquelle il ne ce serait peut-être pas instinctivement déplacé sans la proximité avec la salle de spectacle.

Sans que ce soit une condition sine qua non, il sera toutefois pertinent de créer des passerelles thématiques entre certaines des expositions et quelques spectacles diffusés.

Les demandes seront gérées et intégrées dans la saison par le Kafteur, mais un rapprochement avec certains acteurs institutionnels ou associatifs spécialisés dans ce domaine doit permettre une réflexion continue sur l'évolution du site et ses besoins, et sur la pertinence de certains choix : genre, thème, discipline…

> Objectifs et moyens

- Développer des partenariats avec des responsables de galeries (Stimultania), d'écoles (HEAR) ou de collectifs d'artistes comme par exemple « la Semencerie » toute proche.
- Obtenir des aides spécifiques (financières, logistiques, de communication) pour mener a bien ces projets qui ne sont pas le cœur de métier du Kafteur

II. Le développement des publics et l'inscription dans son environnement : un QPV.

Une «complémentarité» dans l'offre culturelle sur un même site.

A côté du Taps Gare et sa programmation théâtre tout public dans des registres contemporains et classiques, du Molodoï et de La Laiterie/ Artefact, l'Espace K offre d'autres alternatives au public:

- Le théâtre d'humour.
- Le spectacle jeune public.
- Des festivals et de la création.
- Des expositions.

La proximité de tous ces genres permettra sans doute un croisement des spectateurs qui pourront, pour bon nombre d'entres eux, se familiariser avec les programmes des divers lieux voisins.

Le théâtre d'humour va fidéliser les habitués du Kafteur avec le nouveau lieu, les rassurer sur son esprit et les mettre en confiance pour qu'ils osent être curieux et puissent s'ouvrir à d'autres formes proposées dans ce même espace qu'ils ce seront approprié.

La programmation «jeune public» va contribuer à familiariser les plus jeunes et les scolaires (maternelles, primaires) avec le site.

Les publics ciblés par des manifestations plus « pointues » : danse Butô, expositions, musique contemporaine, vont eux aussi pouvoir mettre au défi leur curiosité pour revoir leur perception des formes humoristiques dans le spectacle vivant.

Un travail spécifique en collaboration avec les structures sociales travaillant sur le quartier ou les services de la Ville concernés va permettre d'imaginer des dispositifs particuliers réservés aux habitants les plus défavorisés du quartier, comme par exemple :
> *Une « carte culture des résidants »* qui offrirait un tarif vraiment préférentiel aux habitants du quartier (zone géographique et conditions d'obtention de la carte à réfléchir).

Mais pourquoi pas étendre la réflexion avec les autres salles de spectacle du site.
> *Un système de tarif spécial pour les usagés/abonnés des différents lieux.*
> *Un « pass multi salle ».*

Enfin il y a aussi cet outil original mis à la disposition des artistes par la Ville de Strasbourg qu'est « la Fabrique de théâtre ».
Il faut en informer le grand public, le rendre curieux, lui donner accès à cette fourmilière.

Quelques journées « portes ouvertes » de l'ensemble des équipements, avec spectacles, animations et restauration pourraient par exemple être bénéfiques au développement du site et à la compréhension par le grand public et surtout les habitants du quartier, de l'intérêt de développer l'Espace K à la Laiterie.

Une présence dans le quartier, une ouverture sur la ville.

La configuration du site doit permettre au Kafteur d'avoir des espaces de travail « pignon sur rue », dans cette zone ou les équipements sont actuellement plutôt en retraits, voire cachés, depuis la rue.
Il s'agira donc d'occuper les locaux au bord de la rue du Howald à côté du pont SNCF, pour offrir une meilleure visibilité à L'Espace K et à son pôle administratif.
Cela doit permettre de mieux accueillir le public en journée pour tenir une billetterie, le renseigner sur l'ensemble des offres (inscriptions aux ateliers, aux stages, prise d'abonnements, spectacles ou événements dans les autres lieux : Taps, salle des colonnes, Fabrique)

> Objectifs et moyens

- Créer un poste à plein temps de médiation culturelle.
- Développer des actions en direction des habitants, des écoles, des associations du quartier.
- Obtenir des aides spécifiques pour mener a bien ces initiatives.

III. Le lieu

Pour marquer le paysage culturel, rendre l'espace K visible, clairement identifiable et lui donner tout simplement une âme, le lieu nécessite des aménagements, des travaux, des investissements pour son équipement technique, son confort et sa convivialité.

Pour que le public soit conquis par un spectacle, il faut qu'il le soit aussi par le lieu qui l'accueille, qu'il s'y sente à l'aise avant pendant et après la représentation.
Pour cela il faut repenser les espaces, rénover, décorer, relooker, scénographier la salle et ses abords pour transformer l'Espace K en un point de rencontre et d'échange, chaleureux et « culturel ».

> Il y a là plusieurs défis majeurs pour réussir le déménagement.

L'extérieur du théâtre

- Revoir l'éclairage nocturne de la façade et des abords, créer des espaces d'affichages : Bâche de saison 4X4, vitrines éclairées (affichage pour spectacle en cours ou à venir, photos, presse…)
- Créer une zone abritée et accueillante pour les spectateurs (auvent)
- Développer la signalétique externe sur la rue et le quartier.

Le hall d'entrée

- Repenser les couleurs, l'éclairage, la signalétique interne
- Modifier les portes d'entrée pour les spectateurs courant 2016.
- Créer un espace de convivialité dès l'ouverture du lieu: buvette en gestion associative. Pour bon nombre de spectateurs, l'avant et l'après spectacle font partie de la sortie culturelle. Or il n'est pas difficile de constater que rien n'existe sur le site de la Laiterie. Il faut donc développer un petit espace bar pour répondre à cette demande réelle et pour participer même modestement au financement de l'association.

L'espace spectacle

- Réduire la sensation de hangar pour apporter un rapport scène salle plus intime. Le Kafteur a toujours été apprécié pour sa chaleur et la sensation de proximité entre les artistes et le public.

L'espace des curiosités

- Installer des possibilités de cloisonnements rapides pour moduler l'espace.
- Repenser les zones d'exposition.

Le parc de matériel, l'équipement scénique.

- Il faut doter l'espace K d'un parc de matériel lumière et son suffisamment étoffé et adapté, pour accueillir la majorité des spectacles programmés.
- Le lieu doit aussi pouvoir disposer d'équipements scénographique mobiles : rideaux, pendrions supplémentaires, praticables. Afin d'améliorer les conditions de travail du personnel technique, soulager la pénibilité, sécuriser le travail en hauteur, engendrer des économies de temps et de moyens, il est à envisager après étude, de motoriser complétement le gril.

> Objectifs et moyens

- Développer la visibilité de la salle sur le site. Revoir et développer la signalétique de l'ensemble du site.
- Développer les capacités techniques des différents espaces.
- Présenter dès 2016, à différents partenaires financiers ainsi qu'auprès des services de Strasbourg Eurométropole et de la Région (ALCA) un projet d'investissement en équipement scénique et en amélioration/réfection du bâtiment (isolation, façade extérieur, abords) et de son fléchage.

IV. L'organisation et le fonctionnement de la structure.

> L'association du Kafteur

Une structure administrative forte de plus de 22 ans d'expérience.
Des artistes professionnels, deux salariés, et une équipe de bénévoles pour aider à l'accueil du public et des artistes.

Historique

A la fois compagnie théâtrale, espace artistique de diffusion, d'expérimentation et de recherche sur les formes humoristiques à travers la création de spectacles vivants, lieu de formation… Tout un programme !

C'est sur le terrain parfois glissant du spectacle d'humour, que s'est engagé le Kafteur depuis sa fondation en 1993.
Afin d'ancrer son travail dans le paysage culturel Alsacien, l'association s'est dotée, en 1994, d'une salle de spectacle aux exigences professionnelles, Le KAFTEUR rue Thiergarten dans le quartier de la gare, permettant à des activités diverses de voir le jour : création de spectacles, résidence de compagnies animation d'ateliers théâtre, programmation de spectacles pour enfants, organisation d'un festival (le Marathon de l'humour qui a connu 14 éditions).
> le Kafteur propose ainsi depuis plus de 22 ans des spectacles professionnels de qualité, en défendant des formes d'humour variées, pour la plus grande satisfaction d'un public qui a trouvé dans ce lieu et avec cette compagnie ce qui ne lui était jusqu'alors proposé nulle part à Strasbourg.

Aujourd'hui, le Kafteur est un outil de travail à part entière une structure toujours en évolution qui, grâce au soutien du public a pris une place importante dans le paysage culturel local.

Quelle politique artistique ?

Le Kafteur a toujours cherché à présenter de multiples formes originales d'humour, à favoriser une nouvelle convivialité dans le rapport scène / salle, à aider les projets de jeunes artistes en quête de références, à être à l'écoute pour s'ouvrir à des formes de création inattendues.
Un refrain : le désir de proposer une forme de « divertissement » culturel, des spectacles populaires dans le bon sens du terme.

Le Kafteur et l'humour !

Souvent jugé comme n'étant que du pur divertissement et de ce fait n'ayant pas de portée culturelle, l'humour comme thème fédérateur d'une programmation et d'une optique de création, n'a pas toujours été facile à défendre. Tout au moins auprès des partenaires institutionnels. De ce fait, la pratique de l'humour dans des conditions d'autofinancement n'est pas un exercice de tout repos.

Il y a donc de réels enjeux à vouloir créer des spectacles humoristiques : recherche sur la forme et le fond pour sortir des clichés, travail sur les limites entre humour et

divertissement, exploration des genres (surréalisme, absurde, humour noir, musical, visuel, humour poétique).
Toutes ces pistes nécessitent beaucoup de vigilance, et impliquent une remise en question régulière, un refus de rester sur des acquis, ainsi que la recherche d'artistes qui ont une vraie réflexion sur leur métier.

Le public lui ne s'y est pas trompé. Il a très vite compris que l'humour proposé par le Kafteur n'avait rien de péjoratif, ni de restrictif, de vulgaire, ou de futile mais était une ouverture vers des formes originales de spectacles, une voie d'accès à des registres artistiques très variés en phase avec une époque et l'évolution d'une société.
C'est ce miroir qui séduit nos spectateurs.

> Une équipe pluridisciplinaire pour l'Espace K

- Un artiste associé: Jean-Luc Falbriard
Comédien, metteur en scène, responsable de la programmation artistique et du suivi de l'ensemble des événements qui s'y tiendront. Il assure le bon déroulement du projet artistique, veille à son évolution, impulse les dynamiques nécessaires au développement du lieu.

- Des permanents:
> Le personnel administratif : Un(e) administrateur(trice) à mi temps, poste créé pour janvier 2016, une chargée de communication, poste existant depuis 1995 qui passera à plein temps dès janvier 2016, un(e) médiateur(trice) culturel à mi temps, poste créé pour janvier 2016. Ils assurent la gestion quotidienne, l'accueil du public en journée et accompagnent les projets développés sur le quartier et la Ville. Ils font également le lien avec les artistes programmés.
> Le personnel technique : Un technicien, régisseur général à plein temps poste existant depuis 1996. Il assure l'accueil technique des équipes programmées, la régie de certains spectacles, la gestion et l'entretien du parc de matériel et des équipements techniques, le respect des règles de sécurité.

- Du personnel intermittent du spectacle : Des techniciens pour assister le régisseur permanent sur les montages et démontages de spectacles. Des comédiens pour encadrer les groupes d'ateliers ou pour participer aux créations de la compagnie.

- Des bénévoles: Issus de différents secteurs socio-professionnels ils sont les représentants du grand public et les animateurs du lieu en soirée. Ils gèrent la buvette et proposent des activités aux membres de l'association : un atelier théâtre spécifique, des sorties culturelles…
Comme pour toute association qui soutient une compagnie, un certain nombre de ces bénévoles sont élus comme membres du bureau (5 membres minimum). Celui-ci agit comme un conseil d'administration. Il est responsable du personnel salarié, il se réunit une fois toutes les six semaines et délibère sur les orientations budgétaires, les actions proposées par l'artiste associé et les initiatives à prendre concernant les autres bénévoles.
Ce modèle de fonctionnement, qui a permis au Kafteur de se maintenir en place pendant 22 ans, servira de base pour la gestion de l'Espace K avec l'appui supplémentaire d'un(e) nouvel(le) administrateur(trice) aux responsabilités de co-direction.

V. Le budget.

Le Budget de fonctionnement 2016 est de 392 565€ soit un budget équivalent, en moyenne, aux précédentes saisons du Kafteur, mais avec des postes salariés (1,5 EPT) en plus et des frais de gestions (sécurité, entretien, accueil) et de communication supplémentaires.
Les frais de location que le Kafteur n'a plus à financer, du fait de la mise à disposition des locaux par la Ville, tout comme la prise en charge des fluides ne suffisent pas à supporter le surcoût de ces postes supplémentaires.
De plus la mise à disposition du lieu pendant 7 semaines pour soutenir les projets identifiés comme « incontournables » par la Ville génère des frais mais pas de recettes et se présente même comme une activité légèrement déficitaire (-1000€).

Par conséquence, seule une subvention de fonctionnement permet d'équilibrer le budget.

> Pour 2016 la demande à la Ville de Strasbourg sera de 90000€. La Région sera sollicitée pour une aide aux emplois créés à hauteur de 10000€.

Une demi-saison de fonctionnement devrait permettre d'évaluer la justesse de ce montant et de redéfinir celui de la subvention de la Ville pour 2017 et 2018.

- Les dépenses :
Sur ce budget prévisionnel, la programmation représente 31% (dont la moitié pour l'artistique). Les salaires représentent 49% du budget (dont 26% pour les salaires des artistes et techniciens). Les frais d'exploitation représentent 42% du budget global. La communication représente à peine 8%.

- Les recettes :
La billetterie représente 42% des recettes, les subventions 29%.
Les 29% de recettes restantes sont générés par les marges que le Kafteur arrive à dégager sur les ventes de spectacles de la compagnie et la buvette (18%), par les ateliers (9%), et par des produits divers : cartes de membres, DVD, dons… (3%).

> Objectifs et moyens

- Développer la fréquentation avec la conquête d'un nouveau public, et assurer la fidélisation en augmentant le nombre d'abonnés. Passer de 300 abonnés en 2015 à 400 en 2017 semble possible.
- Augmenter la part du budget, consacré à la communication, toujours pour conquérir du public.
- Proposer à la Ville de prévoir une possibilité d'ajustement à la hausse des aides, pour la prise en charge des frais de fonctionnement et d'investissement.

CHARGES	2016	2017	2018	PRODUITS	2016	2017	2018
CHARGES DIRECTES				RESSOURCES DIRECTES			
60 - Achats	**83 600 €**	**83 000 €**	**74 000 €**	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations**	**274 250 €**	**278 000 €**	**336 000 €**
Prestations de services	65 500 €	66 000 €	67 000 €				
Achats matières et fournitures	18 100 €	17 000 €	7 000 €	**74 - Subventions d'exploitation**	**95 000 €**	**92 000 €**	**138 000 €**
Autres fournitures				Etat : précisez le(s) ministère(s) sollicité(s)			20 000 €
61 - Services extérieurs	**9 700 €**	**7 500 €**	**8 500 €**	-			
Locations	2 800 €	400 €	1 000 €	-			
Entretien et réparation	2 000 €	2 100 €	2 300 €	Région(s) :			15 000 €
Assurance	4 500 €	4 550 €	4 700 €	-			
Documentation	400 €	450 €	500 €	Département(s) :			5 000 €
62 - Autres services extérieurs	**70 200 €**	**72 000 €**	**80 500 €**	-			
Rémunérations intermédiaires et honoraires	5 400 €	5 500 €	8 500 €	Intercommunalité(s) : EPCI			
Publicité, publication	25 800 €	26 000 €	27 000 €	-			
Déplacements, missions	34 300 €	35 700 €	40 000 €	Ville de Strasbourg - Programmation et Fonctionnement	55 000 €	55 000 €	55 000 €
Services bancaires, autres	4 700 €	4 800 €	5 000 €	Ville de Strasbourg - Accueil manifestations Ville	30 000 €	30 000 €	30 000 €
63 - Impôts et taxes	**4 000 €**	**4 000 €**	**6 000 €**				
Impôts et taxes sur rémunération,				Organismes sociaux (détailler) :			
Autres impôts et taxes	4 000 €	4 000 €	6 000 €	-			
64 - Charges de personnel	**192 100 €**	**193 500 €**	**295 000 €**	Fonds européens			
Rémunération des personnels,	128 500 €	129 000 €	190 000 €	Agence de services et de paiement (CNASEA, emploi aidés)	10 000 €	7 000 €	5 000 €
Charges sociales,	63 600 €	64 500 €	105 000 €	Autres établissements publics			
Autres charges de personnel				Autres privées			8 000 €
65 - Autres charges de gestion courante	**12 400 €**	**14 000 €**	**14 000 €**	**75 - Autres produits de gestion courante**	**8 750 €**	**9 000 €**	**9 000 €**
66 - Charges financières				Dont cotisations, dons manuels ou legs			
67 - Charges exceptionnelles				**76 - Produits financiers**			
68 - Dotation aux amortissements	**16 000 €**	**30 000 €**	**30 000 €**	**78 - Reprises sur amortissements et provisions**			
CHARGES INDIRECTES							
Charges fixes de fonctionnement				**quote part subventions investissements**	10 000 €	25 000 €	25 000 €
Frais financiers							
Autres							
TOTAL DES CHARGES	**388 000 €**	**404 000 €**	**508 000 €**	**TOTAL DES PRODUITS**	**388 000 €**	**404 000 €**	**508 000 €**
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES							
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	**50 000 €**	**51 000 €**	**52 000 €**	**87 - Contributions volontaires en nature**	**50 000 €**	**51 000 €**	**52 000 €**
Secours en nature				Bénévolat	20 000 €	21 000 €	22 000 €
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	30 000 €	30 000 €	30 000 €	Prestations en nature	30 000 €	30 000 €	30 000 €
Personnel bénévole	20 000 €	21 000 €	22 000 €	Dons en nature			
TOTAL	**438 000 €**	**455 000 €**	**560 000 €**	**TOTAL**	**438 000 €**	**455 000 €**	**560 000 €**

Indicateurs pour l'ESPACE K
Convention d'objectifs et de moyens 2016 –2017 –2018

1. Responsabilité artistique :

	Objectifs	Indicateurs
Production artistique		
	Assurer 1 production minimum de la Cie le Kafteur sur la durée de la convention	Nb de productions : Nb de représentations :
	Pouvoir participer à 1 coproduction dans l'hypothèse d'une augmentation de la subvention en cours de mandat	Nb de coproduction : Nb de représentations :
Résidences de création		
	Accompagner au moins 3 compagnies régionales sur la période de la convention	Nb de compagnies Nb de représentations
Diffusion		
	Réserver 49 jours d'accueil et de diffusion pour des projets culturels identifiés par la Ville.	Nb de jours d'accueil : Nb de jours de diffusion : Nb de structures concernées :
	Créer une dynamique de programmation dans le dosage des formats programmés	Nb de spectacles d'humour : Nb de représentations : Nb de spectacle hors humour : Nb de représentations : Nb de spectacles jeune public : Nb de représentations :
	Parvenir à s'engager sur des achats de spectacles dans l'hypothèse d'une augmentation de la subvention en cours de mandat en complément des coréalisations.	Nb de spectacles en coréalisation : Nb de spectacles acheté :

2. Responsabilité territoriale et envers les publics

Public	Objectifs	Indicateurs
	Attirer un large public, renforcer les abonnements et permettre un croisement des publics	Indicateurs de fréquentation : cf tableau ci-dessous
	Développer des partenariats à destinations des publics empêchés	Nb de spectateurs touchés par saison
	S'associer par saison à au moins 2 structures sociales ou culturelles du quartier pour des actions artistiques spécifiques	Nb de structures : Nb d'actions Nb de participants
	S'associer à au moins 1 établissement scolaire pour des actions spécifiques	Nb de conventions

Fréquentation :

Indicateurs	Objectifs chiffrés		
	2016	2017	2018
Nombre de places mises en vente			
Tout public			
Jeune public			
Taux de fréquentation payante			
Nombre d'abonnements			
Nombre de spectateurs « hors humour »			

3. Responsabilités professionnelles

Accompagnement	Objectifs	Indicateurs
	Accompagner au moins 1 compagnie amateur implantée en région par saison (conseil /mise en réseau/présentation de projet)	Nb de compagnies implantées en région :
	S'impliquer dans les réseaux professionnels locaux, et inciter la circulation des artistes dans ces réseaux	Nb de réseaux Nb d'artistes Nb de structures

Formation	Objectifs	Indicateurs
	Ouvrir les ateliers de pratique à au moins 10 habitants du QPV.	Nb de participants
	Formaliser des partenariats avec des structures associatives ou scolaires du QPV	Nombre de structures ou d'établissements

4. Moyens

Moyens	Objectifs	Indicateurs
	Développer 2 postes salariés à mi temps, pour passer de 3 ETP à 4 ETP	Nb de postes à mi-temps : Nb de postes à plein temps : Nd d'embauche dintermittents :
	Maintenir à 60% les recettes propres dans le budget général.	Pourcentage de recettes propres :

63

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Signature d'une convention de mise à disposition des locaux et attribution d'une subvention à l'association Becoze au titre de l'année 2016 pour la mise en oeuvre du nouveau projet relatif à la salle Django Reinhardt.

Considérant la culture comme un facteur d'épanouissement individuel et un ferment du vivre-ensemble ainsi que les enjeux du secteur des musiques actuelles, la ville de Strasbourg propose de soutenir un projet d'aide à la création et de diffusion musicale de référence à travers la mise à disposition de la salle de spectacle de l'Espace Culturel Django Reinhardt.

Le projet proposé par l'association Becoze a été retenu à l'unanimité par un jury, suite à un appel à projets lancé en juillet 2015. Dans ce cadre, il a été apprécié à la lumière de ses facultés à s'insérer dans un plan d'ensemble de valorisation des musiques actuelles et de dynamisation culturelle du quartier du Neuhof, dont la vocation artistique et culturelle portera sur un ou plusieurs domaines du secteur des musiques actuelles, au sens défini par le Ministère de la Culture et de la Communication depuis 1998, à savoir variété et chansons, musiques amplifiées, musiques du monde et traditionnelles, jazz et musiques improvisées.

Ainsi, au vu des missions d'intérêt général de l'association décrites dans ce projet, de la contribution de ladite association au développement du projet culturel de la Ville en direction des publics, des liens qu'elle entend développer avec les associations et les habitants, et de sa contribution au rayonnement de notre collectivité, ce projet a été retenu par la ville de Strasbourg.
Pour soutenir la mise en œuvre de ce projet, la Ville s'engage à :

- mettre à disposition les locaux suivants sis 4 impasse Kiefer à Strasbourg:
- l'actuelle salle de spectacle, d'une surface d'environ de 445 m²,
- des locaux annexes (loges, locaux de stockage) et des locaux de bureaux représentant une surface totale d'environ 135 m²,
- d'un patio extérieur d'une surface totale d'environ 190 m².
- proposer une convention d'objectifs et de moyens en assemblée délibérante courant du premier semestre 2016.

Cette gratuité d'occupation s'inscrit dans le cadre de l'article L2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP) selon lequel « l'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public peut être délivrée gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général. »

Le partenariat entre la Ville de Strasbourg et l'association Becoze pour la mise en œuvre de ce projet sera formalisé par une convention de mise à disposition d'équipement relatif aux locaux concernés, situés 4 impasse Kiefer, convention qui couvrira une période de trois saisons courant du 1er janvier 2016 au 31 août 2019.

Par ailleurs, dans le cadre des crédits inscrits au budget 2015, il est proposé d'attribuer une subvention à hauteur de 150 000 € pour le démarrage de l'activité de l'association Becoze.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *la mise à disposition à titre gratuit, pour la réalisation de ce projet, des locaux comprenant une salle de spectacle, des locaux annexes, des bureaux et le patio extérieur, l'ensemble étant situé au 4 impasse Kiefer à Strasbourg*

- *l'attribution d'une subvention à hauteur de 150 000 euros pour le démarrage de l'activité de l'association.*

- *L'imputation de la dépense sur les crédits ouverts sous la fonction 33, nature 6574, activité AU10C dont le disponible avant le présent Conseil est de 472 278 €.*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e :

- *à signer la convention de mise à disposition d'équipement à l'association Becoze relative aux locaux situés 4 impasse Kiefer à Strasbourg, jointe à la présente délibération*

- *à signer la convention relative à cette subvention*

- *à prendre tout acte, convention ou mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération.*

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS

ENTRE

LA VILLE DE STRASBOURG, représentée par Monsieur Alain Fontanel,
Premier Adjoint au Maire chargé de la culture et du patrimoine

ET
l'association bénéficiaire dénommée « Becoze »

dont le siège est 8 quai Zorn — 67000 Strasbourg
et dont l'objet est la promotion, la diffusion et le développement des arts et des cultures sur le territoire alsacien
représentée par son Président, Christopher Keo Praseth

Ci-après dénommée « l'Association »,

VU LA DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL du 14 décembre 2015
IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er : Objet de la convention
La Ville de Strasbourg est propriétaire de l'Espace culturel Django Reinhardt, sis 4 impasse Kiefer à Strasbourg. Par la présente convention, elle convient de mettre à la disposition de l'association les locaux suivants :

- une salle de spectacle,
- une salle multi-activités
- 2 bureaux,
- un espace patio, espace de convivialité
- et des locaux annexes (loges, locaux de stockage),

Ces locaux représentent une surface totale d'environ 770 m2.

Article 2 : Conditions générales d'occupation
La présente autorisation est consentie aux clauses et conditions générales que l'occupant accepte expressément.

L'occupant devra occuper les locaux paisiblement et en faire un usage raisonnable. Il n'est pas autorisé à l'occupant de porter atteinte à la normale quiétude des lieux et des occupants, à quelque titre que ce soit, ni de troubler, en aucune façon la quiétude des voisins.
L'occupant devra fournir, à la première demande du propriétaire, toutes les justifications qui pourraient être demandées concernant la bonne exécution de la convention.

L'occupant déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les biens immobiliers, notamment agréments, autorisations de travaux au titre des établissements recevant du public et autres. Il s'oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée de la convention, tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes autres modifications le concernant, le tout de manière à ce que le propriétaire ne puisse pas être inquiété à ce sujet ni sa responsabilité être recherchée.

L'occupant s'engage à respecter les règles de sécurité des personnes et des biens, notamment en matière de sécurité incendie et d'accessibilité aux personnes handicapées, telles qu'elles sont établies par les dispositions réglementaires du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que les prescriptions particulières de la Commission de sécurité.

ARTICLE 3 : Conditions de la mise à disposition :
Cette mise à disposition est réalisée dans les conditions suivantes :
L'ensemble des locaux (salle, bureaux, locaux de stockage, patio-espace de convivialité) et le matériel scénique en place sont mis à disposition à titre gratuit ; les frais de chauffage, d'eau et d'électricité sont pris en charge par la Ville.
Une estimation de ces apports figurera annuellement sur la liste des concours attribués sous forme de prestations en nature.
Tous les autres abonnements et consommations sont à la charge de l'association.

Un inventaire sera établi par la Ville pour la remise des clés.
Y seront consignés les biens et équipements appartenant à l'association au moment de la signature et mis notamment à disposition des bénéficiaires des « journées réservés » *(article 5).*
Une estimation de cet apport figurera dans les charges de l'association.
Ces biens et équipements resteront propriété de l'association à l'expiration de la présente convention.

ARTICLE 4 : Affectation des locaux
L'association s'engage à affecter les locaux à l'objet exclusif énoncé dans son objet social et plus particulièrement à la réalisation des activités ou actions suivantes :
création, préparation et représentations de spectacles vivants et ateliers de pratiques, accueil de résidences et diffusion de projets artistiques.
Les relations entre la Ville et l'association seront en outre régies par une convention d'objectifs et de moyens intégrant le projet artistique et culturel de l'association.

ARTICLE 5 : Journées dédiées
40 journées par année civile seront dédiées à la médiathèque et l'école de musique qui se partageront à raison de 20 journées chacune l'utilisation de la salle de spectacle.
10 jours par année civile seront dédiés à l'accueil de projets soutenus ou développés par la Ville de Strasbourg, les manifestations culturelles portées notamment par les équipements et associations suivants : Association Compagnie Mémoires Vives, Festival biannuel

Strasbourg-Méditerranée, Semaine de l'Egalite et de lutte contre les Discriminations. Réunions publiques…

Les journées sont décomptées par période de 24 heures à compter de l'heure de prise de possession des lieux.

Le droit d'usage réservé au profit de la Ville stipulé ci-dessus s'exercera comme suit :

- la direction de la Culture de la Ville est seule habilitée à mettre en œuvre le droit d'usage réservé au profit de la Ville,
- la demande relative aux journées dédiées tient compte des dispositions prévisionnelles dûment justifiées du planning d'activité N+1 de l'association établi par le responsable artistique de l'association.
- l'exercice par la Ville de son droit d'usage réservé, en conformité avec les conditions ci-dessus, ne modifie pas les droits et les obligations de l'association.
- La manifestation envisagée par la Ville devra être en cohérence, dans toute la mesure du possible, avec l'activité habituelle et la programmation de la salle.
- L'usage réservé à la Ville s'exercera sans qu'une contribution quelconque puisse être demandée à la Ville.

Un comité de suivi, constitué notamment de représentants de la Ville et de représentants de l'association, est mis en place pour permettre le suivi partagé de la présente convention et en particulier de la programmation de ces journées. Il se réunit au minimum deux fois par an pour examiner notamment les demandes d'utilisation de la salle. Par les acteurs artistiques locaux, dans le cadre des 50 jours annuels réservés à la Ville, et à l'école de musique au cours de la saison, et les coordonner avec la saison artistique N+1 de l'association.

ARTICLE 6 : Engagements de l'association

L'association s'engage à :

- Préserver le patrimoine municipal en assurant la surveillance et l'entretien des locaux et du matériel et en veillant à leur utilisation rationnelle, afin d'éviter toute dégradation ou toute usure anormale des équipements :

  L'association entretiendra les lieux mis à disposition de façon constante en parfait état de marche et prendra à sa charge les réparations locatives et de menu entretien telles que définies par le décret n 87-712 du 26/08/87, la Ville s'engageant à assumer les grandes réparations telles qu'elles sont définies à l'article 1720 du Code civil et suivants.

  L'association sera tenue pour responsable de toutes les détériorations survenues dans les lieux quel qu'en soit l'auteur. Il en sera de même concernant les biens meubles figurant à l'inventaire. L'association devra informer immédiatement la Ville de toute atteinte qui serait portée à la propriété, de toutes dégradations ou détériorations qui viendraient à se produire sur les biens.

  De manière générale, les représentants de la Ville doivent avoir accès à tout moment aux lieux.
- Prendre toutes les mesures de sécurité prévues par la réglementation en vigueur afin de garantir la sécurité des personnes et des équipements.
- L'association s'engage à prendre en charge l'entretien et la sécurité des événements diffusés dans le cadre des 50 journées dédiées aux projets de la Ville et de l'école de musique. Les frais liés à ces postes seront pris en compte dans le montant de la subvention définie par la convention d'objectifs et de moyens.

Le directeur technique ou, à défaut, le directeur administratif de l'association, est tenu d'assister aux visites de la salle et de ses dépendances par la Commission de Sécurité compétente et de faire respecter les dispositions édictées par celle-ci.
Sauf autorisation spéciale de la Ville, l'accès des animaux est interdit dans les salles.

- du fait du classement ERP de la salle de spectacle et de l'importance de l'activité au regard des autres occupants, le responsable de l'association sera également Responsable Unique de Sécurité de l'établissement.

Le registre de sécurité devra être tenu à jour.
Un service d'ordre, adapté aux problèmes spécifiques que pose chaque spectacle, sera mis en place.
En cas de problèmes graves, les organisateurs appelleront eux-mêmes en renfort les forces de police.
Il y aura également lieu de prendre toutes les mesures qui s'imposent, afin que les sorties de spectacles ne perturbent pas la quiétude du voisinage.

- Instruire les personnels, placés sous son autorité et travaillant dans les locaux, des précautions à prendre pour assurer leur propre sécurité et celle des autres personnes présentes dans les locaux concernés par la convention; à cet effet, les informations et instructions leur seront données en ce qui concerne notamment les conditions de circulation dans l'établissement et les dispositions à prendre en cas d'accident et de sinistre
- Assurer une permanence dans le hall d'entrée durant les manifestations publiques
- Ne pas troubler l'ordre public
- Prendre un règlement intérieur, précisant entre autres les conditions d'accès et de sécurité.

ARTICLE 7 : Assurance
L'association est seule responsable des dommages subis dans les lieux tant par les tiers que par les usagers, spectateurs et/ou participants. Elle garantit la Ville contre tout recours ou toute condamnation de ce chef. Elle est tenue de souscrire une assurance de responsabilité de nature à couvrir ce risque, et comportant une clause de renonciation à recours de l'assureur contre la Ville.
Elle souscrit également une assurance de dommages couvrant notamment les risques de vol, d'incendie, de dégât des eaux et d'actes de dégradation, volontaires ou non, et quels qu'en soient les auteurs. Cette assurance comporte également une clause de renonciation à recours de l'assureur contre la Ville.
Elle est tenue de justifier, annuellement, et sans qu'il y ait lieu à une demande expresse de la Ville, du respect de ces obligations d'assurance par la production d'attestations d'assurances précisant les risques couverts, les capitaux assurés, le montant des éventuelles franchises et l'existence des clauses de renonciation à recours stipulées supra.

ARTICLE 8 : Etablissement des documents comptables et financiers :
L'association s'engage à fournir, avant le 1er mai de l'année suivante, un bilan et un compte de résultat de l'année écoulée, conforme au plan comptable général révisé, certifiés conformes par le Président.
En vertu des dispositions de la loi 93 122 du 29 janvier 1993 et du décret 93 562 du 27 mars 1997, une certification par un Commissaire aux Comptes est par ailleurs obligatoire dans le cas où le montant de l'aide publique enregistrée au cours de l'exercice atteindrait 153 000 € (total des subventions perçues par l'association provenant de l'Etat, des Collectivités locales ou Etablissements publics).

ARTICLES 9 : Information de la collectivité

L’association s’engage à informer la collectivité de tous les problèmes pouvant survenir dans l’exercice de la présente convention, ainsi qu’à autoriser le contrôle de ses actions et l’examen de ses comptes par les services de la Ville de Strasbourg, notamment par l’accès aux locaux et aux documents administratifs et comptables.
Tous les changements qui pourraient intervenir dans le fonctionnement ou dans les statuts de l’association devront être signalés à la collectivité dans les 30 jours de leur intervention et pourront donner lieu à une révision de la présente convention, par voie d’avenant, ou à sa résiliation dans les conditions prévues à l’article 11 ci-après.

ARTICLE 10. Travaux et aménagements
L’association ne pourra procéder à aucun aménagement ni modification des locaux mis à disposition sans en avoir préalablement sollicité l’autorisation écrite auprès de la Ville, qui se réserve le droit de refuser.
L’association ne modifiera en aucun cas les installations électriques installées à demeure.
Tous ajouts, embellissements ou amélioration des locaux mis à disposition, réa1isés par l’association ou à sa demande, pendant la durée de la convention resteront, à l’expiration de la présente, propriété de la Ville, hormis les biens et équipements acquis par l’association sur ses fonds propres, sans que la Ville soit tenue au versement d’une quelconque indemnité.

La collectivité s’engage à réaliser les travaux qui sont normalement à la charge du propriétaire, au sens de l’article 606 du Code civil. L’association informera la collectivité des travaux qu’elle estime nécessaires à la bonne utilisation ou à la conformité des locaux.

ARTICLE 11 : Résiliation
En cas de non-respect, par l’une ou l’autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l’expiration d’un délai de trente jours suivant la réception d’une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure. Il sera alors procédé à un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 12 : Fermeture des locaux par la collectivité
En cas d’atteinte à l’ordre public ou de dégâts interdisant la continuité normale de l’activité, la collectivité se réserve le droit de procéder à la fermeture des locaux sans préavis, sur arrêté pris par son exécutif.

ARTICLE 13 : Durée de la convention
La présente convention est établie pour une période de trois saisons à compter du 1er janvier 2016 jusqu’au 31 août 2019. Elle ne peut être reconduite que de façon expresse. Au moins trois mois avant le terme de la convention, si elle le souhaite, l’association sollicitera son renouvellement.
Les parties se réservent le droit de l’interrompre à tout moment, sur préavis de trois mois, par l’envoi d’une lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 14 : Restitution des locaux
A l’expiration de la période, l’association s’engage à rendre les locaux et les équipements en parfait état, dans la limite de leur usure normale. La collectivité se réserve le droit de demander à l’association la prise en charge des frais de remise en état qui résulteraient d’une mauvaise gestion, d’une insuffisance d’entretien ou d’une affectation non conforme au présent contrat.

ARTICLE 15: Litiges
Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg

Fait a Strasbourg, le

POUR LA VILLE DE STRASBOURG

Roland RIES.
Maire

POUR L'ASSOCIATION

Christopher Keo Praseth
Président

Strasbourg.eu
eurométropole

64

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Lancement d'une procédure de délégation de service public relative à l'exploitation du cinéma Odyssée.

Depuis 1999, l'exploitation, la gestion et l'animation du cinéma l'Odyssée, situé 3 rue des Francs Bourgeois à Strasbourg, et dont la Ville est propriétaire, est confiée par voie d'affermage. Le premier contrat a été renouvelé une première fois le 31 janvier 2005, une seconde fois le 31 octobre 2011. Le contrat actuellement en vigueur arrivera à échéance le 31 décembre 2016.

Afin d'assurer la continuité du service public, il convient donc dès à présent d'engager la procédure de renouvellement de la délégation de service public, conformément aux articles L 1411-1 et suivant du Code général des collectivités territoriales.

Choix du mode de gestion

Il est proposé de reconduire pour ce service l'externalisation de la gestion par voie de la délégation de service public. En effet, ce mode est bien adapté aux exigences de la collectivité et présente un certain nombre d'avantages notamment en terme de :

- rationalité économique du projet : parce qu'il exploite le service à ses risques et périls et qu'il puise l'essentiel de ses ressources dans les recettes versées par les usagers, le délégataire porte une attention particulière à la maitrise des coûts ;
- souplesse de gestion (application de la comptabilité privée et du droit du travail) ;
- qualification et savoir-faire requis pour l'exploitation du service, le délégataire étant choisi au vu de ses compétences et garanties professionnelles ;
- contraintes de service public (valorisation des cinémas européens, orientation vers les publics jeunes et seniors, tarifs…).

Le mode de gestion déléguée du service public permettra donc à la collectivité de bénéficier de l'expérience et de la compétence d'un délégataire, contribuant ainsi à garantir un service de qualité. Dans le contrat d'affermage, l'ouvrage est mis à la disposition du fermier par la collectivité ; celui-ci assure l'exploitation du service en se rémunérant sur l'usager, en assume le risque d'exploitation et prend en charge les investissements nécessaires à l'exploitation.

Le périmètre de la délégation comprendra la gestion du complexe cinématographique l'Odyssée, l'exploitation et l'animation de ses deux salles (250 et 70 sièges), pour une durée de cinq années (2017-2021), dans une perspective d'action culturelle et de synergie avec l'ensemble des activités audiovisuelles et cinématographiques strasbourgeoises ou accueillies par Strasbourg.

L'élaboration du cahier des charges de la délégation de service public sera conduite par la Ville de Strasbourg, les caractéristiques principales de la mission assurée par le délégataire étant les suivantes :

- valorisation des cinématographies européennes, de recherche et découverte, et de répertoire, avec 50 % au minimum de la programmation annuelle (dont une part significative de cinématographies non nationales), selon les critères de labellisation CNC des salles « art et essai » et Europa Cinémas ;
- sensibilisation, actions et animations encadrées à destination des jeunes publics, tant scolaires qu'extrascolaires, en lien avec les dispositifs locaux en direction desdits publics ;
- valorisation et promotion du patrimoine cinématographique et audiovisuel ;
- concertation et synergie avec les acteurs de la vie culturelle locale, notamment cinématographique et audiovisuelle, en matière de programmation, de manifestations et de tout ce qui peut dynamiser et contribuer à la valorisation de la production audiovisuelle et cinématographique locale ;
- collaboration avec les organisateurs d'événements cinématographiques et audiovisuels d'envergure nationale et internationale contribuant à promouvoir Strasbourg comme capitale culturelle européenne ;
- maintien du principe de non-concurrence avec l'exploitation commerciale.

En contrepartie des contraintes de service public, le délégataire pourra, le cas échéant, percevoir une subvention d'exploitation.

Tous les ans, le délégataire remettra au délégant un rapport faisant état de l'activité sur l'année écoulée et une situation budgétaire liée au fonctionnement du service délégué.

Par ailleurs le délégataire aura l'obligation de reprendre les personnels sous statut de droit privé, employés dans le cadre de l'actuelle délégation de service public.

Le nouveau contrat prendra effet à compter de sa date de notification prévue en décembre 2016 pour une durée de 5 ans.

La présente délibération sera suivie d'un appel public à candidature puis d'une phase de recueil de propositions auprès des candidats qui auront été admis à présenter une offre. Les offres seront examinées par la commission de délégation de service public. Le contrat fera ensuite l'objet d'une négociation libre avec une ou plusieurs entreprises admises à négocier. Au terme de cette procédure, il sera enfin proposé au Conseil municipal de se prononcer sur le choix définitif du candidat et le contenu du contrat.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
vu l'article L.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
vu l'avis favorable de la Commission consultative des services publics locaux du 7 décembre 2015

après en avoir délibéré

approuve

- *le lancement d'une délégation de service public relative à l'exploitation du cinéma Odyssée conformément à l'annexe ci-jointe,*

décide

- *de retenir le principe d'une délégation de service public pour l'exploitation par voie d'affermage du cinéma Odyssée pour une durée de 5 ans;*

- *de mettre en œuvre la procédure de publicité prévue par les articles L1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales ;*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e :

- *à accomplir toutes les formalités nécessaires à la sélection du délégataire, notamment l'appel des candidatures, le recueil des offres et leur examen par la commission de délégation de service public ainsi que la préparation du choix du délégataire à soumettre ultérieurement au Conseil municipal ;*

- *à signer tout document concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.*

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

ANNEXE DE LA DELIBERATION DE PRINCIPE

GESTION ET ANIMATION DU COMPLEXE CINEMATOGRAPHIQUE L'ODYSSEE

Rapport présentant les caractéristiques du service délégué

Le Cinéma Odyssée constitue un élément clé de l'offre strasbourgeoise de cinéma art et essai en centre ville, il comprend deux salles de 258 et 63 places.
En 2014, 4 685 séances ont été programmées pour 514 films projetés. Tous publics confondus, la fréquentation atteint en 2014 55 959 entrées dont 10 341 scolaires.

1. Choix du mode de gestion

Il est proposé de mettre en œuvre une procédure de délégation de service public par voie d'affermage. Le mode de gestion déléguée du service public permet en effet de confier au délégataire la gestion du service et des équipements nécessaires mis à sa disposition. La collectivité bénéficie de l'expérience et de la compétence d'un délégataire, contribuant ainsi à garantir un service de qualité, pour lequel elle n'a pas développé de compétences spécifiques.

Le choix du mode de gestion proposé se justifie notamment pour les raisons suivantes :
- la collectivité confie le soin d'exploiter le service à un tiers qui assure le contact avec les usagers et est regardé comme agissant pour le compte de la collectivité,
- il permet d'imposer au délégataire des contraintes fortes de service public (tarification, valorisation des cinémas européens, orientation vers les publics jeunes et seniors…),
- il permet une mise en concurrence des gestionnaires pour une offre qualitative et financière la plus adaptée aux besoins des usagers,
- l'exploitant est un professionnel compétent et reconnu (connaissance et intégration dans le tissu culturel local),
- le risque financier de l'exploitation est pris en totalité par le délégataire, il n'est plus partagé avec la collectivité, le fermier assurant l'exploitation du service à ses risques et périls, en se rémunérant sur l'usager,
- le contrôle/suivi général de la délégation pourra être renforcé dans le cadre du contrat (obligations concernant les comptes-rendus d'activité, tableaux de bord, indicateurs, objectifs de performance, pénalités, entretien).

2. Objet, étendue et durée du service

Le service comprendra l'animation du complexe cinématographique l'Odyssée et l'exploitation de ses deux salles (250 et 70 sièges) dans une perspective d'action culturelle et de synergie avec l'ensemble des activités audiovisuelles et cinématographiques strasbourgeoises ou accueillies par Strasbourg.

Le cahier des charges reprendra les points forts suivants :
- valorisation des cinématographies européennes, de recherche et découverte, et de répertoire, avec 50 % au minimum de la programmation annuelle (dont une part significative de cinématographies non nationales), selon les critères de labellisation CNC des salles « art et essai » et Europa Cinémas ;
- sensibilisation, actions et animations encadrées à destination des jeunes publics, tant scolaires qu'extrascolaires, en lien avec les dispositifs locaux en direction desdits publics ;

- valorisation et promotion du patrimoine cinématographique et audiovisuel ;
- participation et accueil d'initiatives culturelles en lien avec l'audiovisuel et le cinéma et valorisant les cinématographies peu diffusées et/ou de patrimoine ;
- concertation et synergie avec les acteurs de la vie culturelle locale, notamment cinématographique et audiovisuelle, en matière de programmation, de manifestations et de tout ce qui peut dynamiser et contribuer à la valorisation de la production audiovisuelle et cinématographique locale ;
- collaboration avec les organisateurs d'événements cinématographiques et audiovisuels d'envergure nationale et internationale contribuant à promouvoir Strasbourg comme capitale culturelle européenne ;
- maintien du principe de non-concurrence avec l'exploitation commerciale.

Le service devra pouvoir répondre aux besoins d'une clientèle estimée entre 75.000 et 90.000 usagers par an, pour un nombre annuel de séances estimé entre 3.000 et 4.000.

Le délégataire bénéficiera de l'exclusivité du service dans le périmètre desservi.

La convention de délégation de service public sera conclue à compter de la date de notification du contrat prévu en décembre 2016 pour une durée de 5 ans

3. Exploitation

La collectivité met à disposition le complexe cinématographique actuel et les équipements y afférents selon les caractéristiques et l'inventaire spécifiés par l'état des lieux d'entrée.

Le délégataire assurera la mission à ses risques et périls et assurera l'entretien, la maintenance et petites réparations pour l'exploitation des équipements et installations des lieux.

Le délégataire, en tant que responsable de la bonne exécution des réglementations liées à la classification des lieux en tant qu'établissement recevant du public (ERP), s'engagera à assurer la sécurité des personnes et des lieux, ainsi qu'à veiller au bon fonctionnement des installations et à leur conformité.

Les éventuels travaux de mise en conformité seront planifiés, exécutés et financés par le délégant, en concertation avec le délégataire.

Le délégataire aura l'obligation d'assurer le service affermé conformément aux termes du cahier des charges. Le suivi et le contrôle du service rendu sera assuré par la collectivité ou par un représentant librement désigné par elle.

Le délégataire devra souscrire toutes les assurances nécessaires à couvrir les risques liés à sa mission et s'engage à garantir la collectivité contre tout recours découlant du contrat.

4. Dispositions financières

La tarification appliquée tiendra compte des prix pratiqués par les autres cinémas de Strasbourg et la billetterie respectera les règles du Centre national du Cinéma et de l'Image Animée.

La collectivité, propriétaire des installations, est bénéficiaire du soutien financier de l'Etat à l'industrie cinématographique (TSA), au titre des investissements consentis.

Le délégataire versera à la collectivité une redevance annuelle d'affermage.

Compte tenu des contraintes de service public (publics, nombre de séances), le délégataire pourra percevoir une subvention d'exploitation, son montant sera proposé par les candidats et sera l'un des critères de choix du fermier.

5. Reprise du personnel

Le personnel affecté au cinéma Odyssée sera le personnel du délégataire retenu à l'issue de la procédure. Si le délégataire choisi n'était pas l'association Rencontres cinématographiques d'Alsace, le personnel actuellement employé sur le site serait automatiquement repris par le nouveau délégataire dans les mêmes conditions, au titre de l'article L1224-1 du Code du travail.

A ce jour, aucun personnel de la collectivité n'est employé ou mis à disposition pour l'exploitation du service ; la mise en place d'un nouveau contrat d'affermage ne modifiera en rien cette situation.

6. Production des comptes et révision du contrat

Des comptes rendus annuels techniques et financiers préciseront l'évolution du service rendu. Ils intègreront les indicateurs qualitatifs et quantitatifs définis dans le contrat.

Une comptabilité analytique et spécifique au périmètre de la délégation sera produite annuellement pour la présentation des comptes d'exploitation.

7. Régime comptable et fiscal

Tous les impôts et taxes établis par l'Etat, le Département, la Commune ou un regroupement de communes seront à la charge du délégataire à l'exception des taxes foncières liées à la propriété de l'ouvrage de la Ville de Strasbourg.

Le cas échéant, la récupération de la TVA sur immobilisation revenant à la collectivité sera opérée en application des dispositions des articles 216 bis et 216 quater annexe II du code général des impôts.

8. Fin du contrat

Toute cession relative à la convention d'affermage devra être autorisée par la collectivité.

La collectivité pourra prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité du service public en fin de contrat.

A l'expiration de la convention de délégation, le délégant sera subrogé aux droits du délégataire. Par principe, le délégataire remettra gratuitement à la collectivité les biens de retour en fin de contrat.

65

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Versement de subventions à diverses associations et manifestations sportives.

Dans le cadre de la politique sportive de la Ville, des subventions exceptionnelles et des subventions d'équipement peuvent être octroyées en cours d'exercice aux associations sportives strasbourgeoises.

Au vu des dossiers réceptionnés par la Ville, il est proposé d'allouer une aide financière d'un montant total de **225 400 €** aux associations sportives ci-dessous :

AS Pierrots Vauban	**70 000 €**
Soutien à l'équipe évoluant en division d'honneur (solde de la subvention 2015-2016)	
Association Sportive Strasbourg	**1 000 €**
Organisation de la 7e édition du tournoi international de touch rugby le 12 décembre 2015 à Strasbourg	
Association Sportive Tour de Roues Energie Strasbourg	**2 000 €**
Soutien à la participation du club au championnat national de handibasket	
Cercle d'Escrime de Strasbourg	**20 000 €**
Soutien aux activités du club	
Office des Sports de Strasbourg	**125 000 €**
Versement de la subvention de fonctionnement 2016	
SOGS l'Avenir Strasbourg	**2 400 €**
Soutien aux charges locatives de l'association	
Strasbourg Université Club	**5 000 €**
Soutien au développement de la section gymnastique masculine	

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'allocation de subventions pour un montant total de ***225 400 €*** *réparti comme suit :*

- 25 000 € sur le compte 415 / 6574 / 8055 / SJ03 B du BP 2015

Aux associations sportives suivantes :

Cercle d'Escrime de Strasbourg ***20 000 €***
Soutien aux activités du club
Strasbourg Université Club ***5 000 €***
Soutien au développement de la section gymnastique masculine

- 72 000 € sur le compte 415 / 6574 / 8055 / SJ03 B du BP 2016

Aux associations sportives suivantes :

AS Pierrots Vauban ***70 000 €***
Soutien à l'équipe évoluant en division d'honneur (solde de la subvention 2015-2016)
Association Sportive Tour de Roues Energie Strasbourg ***2 000 €***
Soutien à la participation du club au championnat national de handibasket

- 2 400 € sur le compte 415 / 6574 / 8069 / SJ03 B du BP 2015

A l'association sportive suivante :

SOGS l'Avenir Strasbourg ***2 400 €***
Soutien aux charges locatives de l'association

- 1 000 € sur le compte 415 / 6574 / 8057 / SJ03 B du BP 2015

A l'association sportive suivante :

Association Sportive Strasbourg ***1 000 €***
Organisation de la 7e édition du tournoi international de touch rugby à Strasbourg au mois de décembre 2015

- 125 000 € sur le compte 415 / 6574 / 8068/ SJ03 B du BP 2016

A l'association sportive suivante :

Office des Sports de Strasbourg ***125 000 €***
Versement de la subvention de fonctionnement 2016

décide

l'imputation des dépenses sur les lignes budgétaires

- *415 / 6574 / 8055 / SJ03 B du BP 2015 dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 27 945 €*

- *415 / 6574 / 8055 / SJ03 B du BP 2016 sous réserve du vote des crédits.*

- *415 / 6574 / 8069 / SJ03 B du BP 2015 dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 2 400 €*

- *415 / 6574 / 8057 / SJ03 B du BP 2015 dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 1 900 €*

- *415 / 6574 / 8068/ SJ03 B du BP 2016 sous réserve du vote des crédits.*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

Versement de subventions aux associations sportives strasbourgeoises.

Conseil municipal du 14 décembre 2015

Dénomination de l'Association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant octroyé N-1
AS Pierrots Vauban	Soutien à l'équipe évoluant en division d'honneur (solde de la subvention 2015/2016)	70 000 €	70 000 €	140 000 €
Association Sportive Strasbourg	Soutien à l'organisation de la 7e édition du tournoi international mixte de touch rugby le 12 décembre 2015 à Strasbourg	1 000 €	1 000 €	1 000 €
Association Sportive Tour de Roues Energie Strasbourg	Soutien à la participation du club au championnat national de handibasket	3 500 €	2 000 €	-
Cercle d'Escrime de Strasbourg	Soutien aux activités du club	20 000 €	20 000 €	-
Office des Sports de Strasbourg	Versement de la subvention de fonctionnement 2016	125 000 €	125 000 €	125 000 €
SOGS l'Avenir Strasbourg	Soutien aux charges locatives de l'association	2 400 €	2 400 €	2 200 €
Strasbourg Université Club	Soutien au développement de la section gymnastique masculine	5 000 €	5 000 €	-

66

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Sports de haut niveau collectifs et individuels par équipe : versement du solde des subventions au titre de la saison sportive 2015/2016.

Dans le cadre de sa politique sportive de haut niveau, la Ville souhaite encourager les clubs à accéder et à évoluer au plus haut niveau amateur. Le sport de haut niveau contribue à l'animation ainsi qu'au dynamisme de la cité.

A cet effet, le Conseil municipal a approuvé, lors de la séance du 22 juin 2015, le versement d'acomptes de subventions à un certain nombre de clubs strasbourgeois, dans le cadre de leurs activités de haut niveau, au titre de la saison sportive 2015/2016.

Nous vous proposons d'approuver le versement des soldes de ces subventions.

Le montant total de ces soldes qui s'élève à la somme de 629 500 € est réparti comme suit :

SPORTS COLLECTIFS :

Alsatia Neuhof Stockfeld	6 000 €
soutien aux activités de volley-ball masculin => N2	
(total subvention 2015/2016 : 12 000 €)	
ASPTT	28 000 €
soutien aux activités de handball féminin => N1	
(total subvention 2015/2016 : 52 000 €)	
Association Strasbourg Handisport Passion Aventure	12 500 €
soutien aux activités de handibasket => N1	
(total subvention 2015/2016 : 25 000 €)	
Etoile Noire de Strasbourg	115 500 €
soutien aux activités de hockey sur glace masculin => Ligue Magnus	
(total subvention 2015/2016 : 232 000 €)	
Eurométropole Strasbourg Schiltigheim Alsace Handball (ESSAHB)	67 500 €
soutien aux activités de handball masculin => N1 : 65 000 €	
(total subvention 2015/2016 : 180 000 €)	
soutien aux activités de handball féminin => N3 : 2 500 €	
(total subvention 2015/2016 : 5 000 €)	

Libellules Basket Club Strasbourg 2 500 €
soutien aux activités de basket-ball féminin => N3
(total subvention 2015/2016 : 5 000 €)

Rugby Club de Strasbourg 131 500 €
soutien aux activités de rugby masculin => Fédéral 1
(total subvention 2015/2016 : 214 000 €)

Sporting Strasbourg Futsal 5 000 €
soutien aux activités de futsal masculin => D2
(total subvention 2015/2016 : 5 000 €)

Sports et Loisirs Constantia 24 000 €
soutien aux activités de volley-ball féminin => Elite
(total subvention 2015/2016 : 30 000 €)

Strasbourg Université Club 5 000 €
soutien aux activités de volley-ball féminin N3 : 2 500 €
(total subvention 2015/2016 : 5 000 €)
soutien aux activités de volley-ball masculin N3 : 2 500 €
(total subvention 2015/2016 : 5 000 €)

Strasbourg Volley-Ball 45 000 €
soutien aux activités de volley-ball masculin => Elite
(total subvention 2015/2016 : 90 000 €)

Team Strasbourg SNS-ASPTT 86 500 €
soutien aux activités de water-polo masculin => pro A
(total subvention 2015/2016 : 163 000 €)

SPORTS INDIVIDUELS PAR EQUIPE :

ASPTT 23 500 €
soutien aux activités de badminton => N1, 18 500 €
(total subvention badminton 2015/2016 : 27 000 €)
soutien aux activités d'haltérophilie => N1, 5 000 €
(total subvention haltérophilie 2015/2016 : 10 000 €)

Association Strasbourg Handisport Passion Aventure 2 500 €
soutien aux activités d'haltérophilie => N1
(total subvention 2015/2016 : 5 000 €)

Ballet Nautique de Strasbourg 9 000 €
soutien aux activités de natation synchronisée => N1
(total subvention 2015/2016 : 18 000 €)

Strasbourg Agglomération Athlétisme 9 750 €
soutien aux activités d'athlétisme => N1B
(total subvention 2015/2016 : 19 500 €)

Strasbourg Eaux Vives 25 000 €
soutien aux activités de canoë-kayak => N1
(total subvention 2015/2016 : 50 000 €)

Strasbourg GRS 18 750 €
soutien aux activités de gymnastique rythmique => N1
(total subvention 2015/2016 : 37 500 €)

Strasbourg Université Club 10 000 €
soutien aux activités d'escrime => N1

(total subvention 2015/2016 : 20 000 €)
Team Strasbourg SNS-ASPTT 2 000 €
soutien aux activités de natation => N2
(total subvention 2015/2016 : 4 000 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement du solde de subventions dans le cadre des activités de haut niveau amateur pour un montant total de 629 500 €, au titre de la saison sportive 2015/2016, aux associations sportives suivantes :

SPORTS COLLECTIFS :

Alsatia Neuhof Stockfeld *6 000 €*
soutien aux activités de volley-ball masculin => N2
total subvention 2015/2016 : 12 000 €)
ASPTT *28 000 €*
soutien aux activités de handball féminin => N1
(total subvention 2015/2016 : 52 000 €)
Association Strasbourg Handisport Passion Aventure *12 500 €*
soutien aux activités de handibasket => N1
(total subvention 2015/2016 : 25 000 €)
Etoile Noire de Strasbourg *115 500 €*
soutien aux activités de hockey sur glace masculin => Ligue Magnus
(total subvention 2015/2016 : 232 000 €)
Eurométropole Strasbourg Schiltigheim Alsace Handball (ESSAHB) *67 500 €*
soutien aux activités de handball masculin => N1 : 65 000 €
(total subvention 2015/2016 : 180 000 €)
soutien aux activités de handball féminin => N3 : 2 500 €
(total subvention 2015/2016 : 5 000 €)
Libellules Basket Club Strasbourg *2 500 €*
soutien aux activités de basket-ball féminin => N3
(total subvention 2015/2016 : 5 000 €)
Rugby Club de Strasbourg *131 500 €*
soutien aux activités de rugby masculin => Fédéral 1
(total subvention 2015/2016 : 214 000 €)
Sports et Loisirs Constantia *24 000 €*
soutien aux activités de volley-ball féminin => Elite
(total subvention 2015/2016 : 30 000 €)

Strasbourg Université Club *5 000 €*
soutien aux activités de volley-ball féminin N3 : 2 500 €
(total subvention 2015/2016 : 5 000 €)
soutien aux activités de volley-ball masculin N3 : 2 500 €
(total subvention 2015/2016 : 5 000 €)
Strasbourg Volley-Ball *45 000 €*
soutien aux activités de volley-ball masculin => Elite
(total subvention 2015/2016 : 90 000 €)
Team Strasbourg SNS-ASPTT *86 500 €*
soutien aux activités de water-polo masculin => pro A
(total subvention 2015/2016 : 163 000 €)

SPORTS INDIVIDUELS PAR EQUIPE :

23 500 €

ASPTT
soutien aux activités de badminton => N1, 18 500 €
(total subvention badminton 2015/2016 : 27 000 €)
soutien aux activités d'haltérophilie => N1, 5 000 €
(total subvention haltérophilie 2015/2016 : 10 000 €)
Association Strasbourg Handisport Passion Aventure *2 500 €*
soutien aux activités d'haltérophilie => N1
(total subvention 2015/2016 : 5 000 €)
Ballet Nautique de Strasbourg *9 000 €*
soutien aux activités de natation synchronisée => N1
(total subvention 2015/2016 : 18 000 €)
Strasbourg Agglomération Athlétisme *9 750 €*
soutien aux activités d'athlétisme => N1B
(total subvention 2015/2016 : 19 500 €)
Strasbourg Eaux Vives *25 000 €*
soutien aux activités de canoë-kayak => N1
(total subvention 2015/2016 : 50 000 €)
Strasbourg GRS *18 750 €*
soutien aux activités de gymnastique rythmique => N1
(total subvention 2015/2016 : 37 500 €)
Strasbourg Université Club *10 000 €*
soutien aux activités d'escrime => N1
(total subvention 2015/2016 : 20 000 €)
Team Strasbourg SNS-ASPTT *2 000 €*
soutien aux activités de natation => N2
(total subvention 2015/2016 : 4 000 €

décide

l'imputation de cette dépense sur la ligne budgétaire 40 / 6574 / 8060 / SJ03C du Budget primitif 2016 sous réserve du vote des crédits

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

TABLEAU RECAPITULATIF
Versement des soldes de subventions aux clubs de haut niveau amateur.

Saison sportive 2015-2016

Le montant total de ces soldes s'élève à la somme de **629 500** €.

SPORTS COLLECTIFS :

Dénomination de l'association	acompte saison 2015/2016	solde saison 2015/2016	Montant total saison 2015/2016	Montant total saison 2014/2015
Alsatia Neuhof Stockfeld soutien aux activités de volley-ball masculin N2	**6 000 €**	**6 000 €**	**12 000 €**	**5 000 €**
ASPTT soutien aux activités de handball féminin N1	**24 000 €**	**28 000 €**	**52 000 €**	**48 000 €**
Association Strasbourg Handisport Passion Aventure soutien aux activités de handibasket N1	**12 500 €**	**12 500 €**	**25 000 €**	**25 000 €**
Etoile Noire de Strasbourg soutien aux activités de hockey sur glace masculin Ligue Magnus	**116 500 €**	**115 500 €**	**232 000 €**	**233 000 €**
Eurométropole Strasbourg Schiltigheim Alsace Handball (ESSAHB) soutien aux activités de handball masculin N1 (65 000 €) soutien aux activités de handball féminin N3 (2 500 €)	**117 500 €**	**67 500 €**	**185 000 €**	**235 000 €**
Libellules Basket Club Strasbourg soutien aux activités de basket-ball féminin N3	**2 500 €**	**2 500 €**	**5 000 €**	**5 000 €**
Rugby Club de Strasbourg soutien aux activités de rugby masculin Fédéral 1	**82 500 €**	**131 500 €**	**214 000 €**	**165 000 €**
Sporting Strasbourg Futsal soutien aux activités de futsal masculin D2	**-**	**5 000 €**	**5 000 €**	**'**
Sports et Loisirs Constantia soutien aux activités de volley ball féminin Elite	**6 000 €**	**24 000 €**	**30 000 €**	**12 000 €**
Strasbourg Université Club soutien aux activités de volley-ball féminin N3 (2 500 €) soutien aux activités de volley-ball masculin N3 (2 500 €)	**5 000 €**	**5 000 €**	**10 000 €**	**10 000 €**
Strasbourg Volley-Ball soutien aux activités de volley-ball masculin Elite	**45 000 €**	**45 000 €**	**90 000 €**	**90 000 €**
Team Strasbourg SNS-ASPTT soutien aux activités de water polo pro A	**76 500 €**	**86 500 €**	**163 000 €**	**153 000 €**

SPORTS INDIVIDUELS PAR EQUIPE :

Dénomination de l'association	acompte saison 2015/2016	solde saison 2015/2016	Montant total saison 2015/2016	Montant total saison 2014/2015
ASPTT soutien aux activités de badminton N1 (18 500 €) soutien aux activités d'haltérophilie N1 (5 000 €)	**13 500 €**	**23 500 €**	**37 000 €**	**27 000 €**
Association Strasbourg Handisport Passion Aventure soutien aux activités d'haltérophilie N1	**2 500 €**	**2 500 €**	**5 000 €**	**5 000 €**
Ballet Nautique de Strasbourg soutien aux activités de natation synchronisée N1	**9 000 €**	**9 000 €**	**18 000 €**	**18 000 €**
Strasbourg Agglomération Athlétisme soutien aux activités d'athlétisme N1B	**9 750 €**	**9 750 €**	**19 500 €**	**19 500 €**
Strasbourg Eaux Vives soutien aux activités de canoë kayak N1	**25 000 €**	**25 000 €**	**50 000 €**	**50 000 €**
Strasbourg GRS soutien aux activités de gymnastique rythmique N1	**18 750 €**	**18 750 €**	**37 500 €**	**37 500 €**
Strasbourg Université Club soutien aux activités d'escrime N1	**10 000 €**	**10 000 €**	**20 000 €**	**20 000 €**
Team Strasbourg SNS-ASPTT soutien aux activités de natation N2	**2 000 €**	**2 000 €**	**4 000 €**	**4 000 €**

Strasbourg.eu
eurométropole

67

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Versement de la subvention de fonctionnement 2016 aux associations sportives strasbourgeoises.

Les subventions générales de fonctionnement sont attribuées par la collectivité, dans le cadre de sa politique d'aide volontariste en faveur des acteurs du monde sportif, avec le souci de la transparence des choix retenus.

La subvention générale de fonctionnement, d'un montant total de **750 000 €,** attribuée à chaque club, est déterminée annuellement après un travail de concertation avec l'Office des sports. Cette subvention doit permettre aux clubs d'exercer leurs activités, d'organiser des manifestations, des déplacements, des formations… Le calcul de la subvention s'appuie sur les données des clubs relatives à la saison sportive précédente.

Chaque subvention est calculée en fonction de trois critères :

- **Les effectifs** : 5 catégories (moins de 12 ans, 12 à 18 ans, 18 à 60 ans, plus de 60 ans, dirigeants), avec un bonus de points accordé aux licenciées jeunes ;

- **Le niveau de compétition** : 5 niveaux (départemental, interrégional, national, international en club, international en équipe de France) ;

- **L'encadrement sportif** : 4 niveaux (Brevet professionnel, Certificat de Qualification Professionnel, Brevet Fédéral, autres encadrants sportifs).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement de la subvention pour chacune des associations sportives référencée ci-dessous pour un montant total de 750 000 € :

1001 Roues	*349 €*
1ère Compagnie d'Arc Strasbourg	*1 450 €*
Académie Sportive Evae	*3 565 €*
Activités Sportives Culturelles et de Plein Air (ASCPA)	*11 660 €*
Aéro Club d'Alsace	*1 641 €*
Aigle Hapkido	*1 611 €*
Aïkistras	*127 €*
Air Aile Sports Aériens	*1 167 €*
Allez les Filles	*523 €*
Amicale des Egoutiers Strasbourg	*1 006 €*
Amicale Française des Coureurs de Fond d'Alsace	*679 €*
Amicale Sportive Elsau Tennis	*2 107 €*
Aqua Passion	*379 €*
Aquatic Club d'Alsace et de Lorraine (ACAL)	*7 808 €*
Arc Club Strasbourg	*1 393 €*
AS 2000	*980 €*
AS Aveugles et Amblyopes	*240 €*
AS Cheminots de Strasbourg	*15 511 €*
AS Electricité de Strasbourg	*15 964 €*
AS Football Australien	*558 €*
AS Ménora	*8 509 €*
AS Musau	*8 739 €*
AS Neudorf	*8 187 €*
AS Omnisports Gazelec	*4 252 €*
AS Pierrots Vauban	*10 071 €*
AS Sourds Strasbourg	*1 245 €*
ASL Gendarmerie d'Alsace	*2 111 €*
ASL Robertsau	*30 922 €*
ASPTT Strasbourg	*74 996 €*
Association des Courses de Strasbourg Europe	*910 €*
Association Sportive et Educative de la Cité de l'Ill (ASECI)	*3 765 €*
Association Sportive Strasbourg	*21 104 €*
Association Sportive Tours de Roues Energie Strasbourg (ASTRES)	*871 €*

Association Strasbourg Handisport Passion Aventure (ASHPA)	*1 271 €*
Athlé Santé Nature 67	*2 000 €*
Aviron Strasbourg 1881	*2 842 €*
Badminton Club Musau	*2 272 €*
Badminton Club Neuhof	*1 080 €*
Ballet Nautique de Strasbourg	*6 642 €*
Boule Strasbourgeoise du Rhin	*671 €*
Bowling Club Les Canonniers 67	*945 €*
Budo Kaï	*466 €*
Bujinkan Niten Dojo	*457 €*
Butokukan	*440 €*
Canne et Bâton Strasbourg	*214 €*
Centre d'Instruction et de Pratique du Vol à Voile de Strasbourg (CIPVV)	*975 €*
Centre Ecole de Parachutisme d'Alsace	*4 692 €*
Cercle d'Aviron de Strasbourg	*901 €*
Cercle d'Echecs Strasbourg	*11 220 €*
Cercle d'Escrime de Strasbourg	*5 876 €*
Cercle de Badminton de Strasbourg	*4 196 €*
Cercle Nautique Ill Club	*327 €*
Cercle Sportif Meinau	*1 841 €*
Cercle Sportif Neuhof	*4 814 €*
Cercle Sportif Saint Jean Strasbourg 1852	*1 480 €*
Cercle Sportif Saint Michel Koenigshoffen	*4 944 €*
Cheminots Roller d'Alsace	*1 619 €*
Chowadojo	*222 €*
Club Alpin Français de Strasbourg	*2 000 €*
Club Bouliste Strasbourgeois	*954 €*
Club d'Activités Corporelles Educatives de Loisirs	*279 €*
Club d'Activités Physiques Meinau Canardière	*1 093 €*
Club d'Orientation Strasbourg	*584 €*
Club de Quilles La Normandie	*553 €*
Club de Quilles La Perle	*336 €*
Club de Quilles La République 1925	*357 €*
Club des Sports de Glace	*14 240 €*

Club Sportif de Hautepierre	*6 407 €*
Club Sportif et Artistique de la Garnison Strasbourg	*7 839 €*
Curling Club Strasbourg Kléber	*436 €*
Ecole d'Equitation du Waldhof – Académie Equestre	*9 279 €*
Ecole de Karaté de Strasbourg	*5 754 €*
Ecole de Voile de Strasbourg	*910 €*
Euro Bowling Club de l' Orangerie	*383 €*
Eurométropole Strasbourg Schiltigheim Alsace Handball (ESSAHB)	*6 751 €*
Européenne Pétanque Esplanade	*179 €*
FC Deportivo	*636 €*
FC Egalité Antillais	*1 589 €*
FC Kronenbourg Football	*6 655 €*
FC Kronenbourg Tennis	*6 433 €*
FC Montagne-Verte	*3 878 €*
FC Olympique Strasbourg	*5 053 €*
FC Stockfeld Colombes	*3 565 €*
FC Strasbourg Koenigshoffen 06	*8 927 €*
FC Strasbourg Loisirs	*1 001 €*
FCO Port du Rhin	*640 €*
Gym Club Neudorf	*3 861 €*
Gymnastique Volontaire Groupe Kléber	*266 €*
Gymnastique Volontaire GV 56	*253 €*
Gymnastique Volontaire Ste Aurélie	*327 €*
Hautepierre Badminton Club	*901 €*
Ill Tennis Club	*13 958 €*
Joie et Santé Koenigshoffen	*15 577 €*
Judo Club de Strasbourg	*4 805 €*
Judo Club du Rhin	*1 611 €*
Judo Club St Etienne	*6 276 €*
Judo Netsujo Strasbourg Neudorf	*5 815 €*
Karaté Club Cronenbourg	*3 574 €*
Karaté Club Robertsau	*3 082 €*
Karaté Wado des Deux Rives	*196 €*
Koryo Taekwondo	*5 763 €*

Kung Fu Shaolin Vu Ba	*1 846 €*
La Sportive Neuhof	*5 985 €*
Le Minotaure	*4 039 €*
Les Libellules Basket Club de Strasbourg	*6 376 €*
MCM Orangerie	*919 €*
Mixsage	*2 050 €*
Omnisports La Populaire	*1 015 €*
Panza Gymnothèque	*5 288 €*
Pédale d'Alsace	*949 €*
Pétanque Club Kronenbourg	*1 049 €*
Pétanque Club Polygone	*518 €*
PK Stras	*675 €*
Plongée Aquatique Club	*671 €*
Plongeon Club de Strasbourg	*3 130 €*
Racing Club de Strasbourg Omnisport	*9 993 €*
Randonneurs de Strasbourg	*1 519 €*
Robertsau Contades Pétanque Club	*1 223 €*
Rowing Club de Strasbourg	*6 185 €*
Rugby Club de Strasbourg	*7 878 €*
Saint Joseph Strasbourg	*9 967 €*
Shen Chi Idact	*397 €*
Ski Montagne AGR	*514 €*
Skieurs de Strasbourg	*2 634 €*
Société Athlétique de Koenigshoffen	*6 511 €*
Société de Gymnastique Alsatia Neuhof	*1 972 €*
Société de Gymnastique Cronenbourg	*1 841 €*
Société de Gymnastique Espérance	*244 €*
Société de Gymnastique et de Sports La Fraternelle	*4 239 €*
Société de Gymnastique et de Sports La Strasbourgeoise	*16 251 €*
Société de Gymnastique La Concorde Robertsau	*5 323 €*
Société de Gymnastique Union Koenigshoffen	*2 237 €*
Société de Tir de Strasbourg	*4 714 €*
Société Ouvrière d'Arts et de Sports de la Robertsau	*1 371 €*
Société Ouvrière de Gymnastique et de Sports l'Avenir Strasbourg	*3 234 €*

Sport Nautique de l'Ill	*218 €*
Sport Union XV	*4 892 €*
Sporting Club Gaz de Strasbourg	*3 182 €*
Sporting Club Red Star	*5 945 €*
Sporting Strasbourg Futsal	*941 €*
Sports et Loisirs Constantia	*7 434 €*
Strasbourg Agglomération Athlétisme (S2A)	*688 €*
Strasbourg Eaux Vives	*7 852 €*
Strasbourg Elsau Portugais	*7 168 €*
Strasbourg GRS	*5 275 €*
Strasbourg Handball Elsau	*175 €*
Strasbourg Roller Vitesse	*723 €*
Strasbourg Sud Handball – La Famille	*4 897 €*
Strasbourg Thaï Boxing	*1 628 €*
Strasbourg Université Club	*43 939 €*
Strasbourg Volley-Ball	*2 660 €*
Strascross	*3 756 €*
Taekwondo Sipjin Strasbourg	*6 355 €*
Taekwondo Strasbourg	*405 €*
Team Strasbourg SNS – ASPTT	*7 878 €*
Tennis Club de la Meinau	*5 332 €*
Tennis Club de Strasbourg	*17 352 €*
Tennis Club Europe	*3 243 €*
Touring Plongée Strasbourg	*1 006 €*
Union Sportive Egalitaire	*5 636 €*
Union Sportive Ouvrière Liberté Strasbourg	*605 €*
Union Sportive Police Urbaine de Strasbourg	*1 402 €*
Union Touristique Aurora Strasbourg	*336 €*
Union Touristique Cronenbourg	*2 107 €*
Union Touristique Montagne-Verte	*488 €*
Union Touristique Ouvrière Strasbourg	*196 €*
Vélo Club Cronenbourg	*558 €*
Vélo Touring Club Robertsau	*131 €*
Vosges Trotters Strasbourg	*253 €*

W-Fight Strasbourg	*1 058 €*
X-Strikes	*958 €*
Yacht Club de Strasbourg	*788 €*

décide

l'imputation des dépenses sur la ligne budgétaire SJ03B/ 6574/ 415/ 8058 du budget primitif 2016 sous réserve du vote des crédits,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

Versement des subventions de fonctionnement pour 2016
aux associations sportives strasbourgeoises –

Conseil municipal du 14 décembre 2015

Dispositif délibéré

Association Sportive	Montant proposé subvention 2016	Montant n-1
1000 Roues	349 €	-
1ère Compagnie d'Arc Strasbourg	1 450 €	1 664 €
Académie Sportive Evae	3 565 €	-
Activités Sportives culturelles et de plein air (ASCPA)	11 660 €	11 340 €
Aéro Club d'Alsace	1 641 €	1 620 €
Aigle Hapkido	1 611 €	817 €
Aïkistras	127 €	141 €
Air Aile Sports Aériens	1 167 €	1 299 €
Allez les Filles	523 €	180 €
Amicale des Egoutiers Strasbourg	1 006 €	1 111 €
Amicale Française des Coureurs de Fond d'Alsace	679 €	869 €
Amicale Sportive Elsau Tennis	2 107 €	2 102 €
Aqua Passion	379 €	312 €
Aquatic Club d'Alsace et de Lorraine (ACAL)	7 808 €	8 299 €
Arc Club Strasbourg	1 393 €	1 291 €
AS 2000	980 €	830 €
AS Aveugles et Amblyopes	240 €	413 €
AS Cheminots de Strasbourg	15 511 €	19 001 €
AS Electricité de Strasbourg	15 964 €	17 681 €
AS Football Australien	558 €	694 €
AS Ménora	8 509 €	8 167 €
AS Musau	8 739 €	6 530 €
AS Neudorf	8 187 €	7 202 €
AS Omnisports Gazelec	4 252 €	5 187 €
AS Pierrots Vauban	10 071 €	9 720 €
AS Sourds Strasbourg	1 245 €	685 €
ASL Gendarmerie d'Alsace	2 111 €	2 497 €
ASL Robertsau	30 922 €	38 353 €
ASPTT Strasbourg	74 996 €	69 097 €
Association des Courses de Strasbourg Europe	910 €	444 €
Association Sportive et Educative de la Cité de l'Ill (ASECI)	3 765 €	2 651 €
Association Sportive Strasbourg	21 104 €	21 459 €

Association Sportive Tour de Roues Energie Strasbourg (ASTRES)	871 €	637 €
Association Strasbourg Handisport Passion Aventure (ASHPA)	1 271 €	1 194 €
Athlé Santé Nature 67	2 000 €	-
Aviron Strasbourg 1881	2 842 €	2 247 €
Badminton Club Musau	2 272 €	2 449 €
Badminton Club Neuhof	1 080 €	571 €
Ballet Nautique de Strasbourg	6 642 €	8 496 €
Boule Strasbourgeoise Rhin	671 €	812 €
Bowling Club les Canonniers 67	945 €	883 €
Budo Kaï	466 €	422 €
Bujinkan Niten Dojo	457 €	-
Butokukan	440 €	457 €
Canne et Bâton Strasbourg	214 €	-
Centre d'Instruction et de Pratique du Vol à Voile (CIPVV)	975 €	790 €
Centre Ecole de Parachutisme d'Alsace	4 692 €	4 288 €
Cercle d'Aviron de Strasbourg	901 €	1 558 €
Cercle d'Echecs Strasbourg	11 220 €	9 826 €
Cercle d'Escrime de Strasbourg	5 876 €	5 337 €
Cercle de Badminton Strasbourg	4 196 €	4 310 €
Cercle Nautique Ill Club	327 €	316 €
Cercle Sportif Meinau	1 841 €	2 642 €
Cercle Sportif Neuhof	4 814 €	5 069 €
Cercle Sportif Saint Jean Strasbourg 1852	1 480 €	2 300 €
Cercle Sportif Saint Michel Koenigshoffen	4 944 €	8 110 €
Cheminots Roller d'Alsace	1 619 €	1 615 €
Chowadojo	222 €	229 €
Club Alpin Français de Strasbourg	2 000 €	2 000 €
Club Bouliste Strasbourgeois	954 €	1 141 €
Club d'Activités Corporelles Educatives et de Loisirs	279 €	382 €
Club d'Activités Physiques Meinau Canardière	1 093 €	940 €
Club d'Orientation de Strasbourg	584 €	395 €
Club de Quilles La Normandie	553 €	474 €
Club de Quilles La Perle	336 €	365 €
Club de Quilles la République 1925	357 €	369 €
Club des Sports de Glace	14 240 €	16 676 €
Club Sportif de Hautepierre	6 407 €	6 868 €
Club Sportif et Artistique de la Garnison de Strasbourg	7 839 €	7 645 €
Curling Club Strasbourg Kléber	436 €	264 €
Ecole d'Equitation du Waldhof – Académie Equestre	9 279 €	8 421 €
Ecole de Karaté de Strasbourg	5 754 €	5 872 €
Ecole de Voile de Strasbourg	910 €	2 892 €
Euro Bowling Club de l'Orangerie	383 €	422 €
Eurométropole Strasbourg Schiltigheim Alsace Handball	6 751 €	-

Européenne Pétanque Esplanade	179 €	176 €
FC Deportivo	636 €	782 €
FC Egalité Antillais	1 589 €	1 453 €
FC Kronenbourg Football	6 655 €	6 346 €
FC Kronenbourg Tennis	6 433 €	3 915 €
FC Montagne Verte	3 878 €	4 310 €
FC Olympique Strasbourg	5 053 €	3 735 €
FC Stockfeld Colombes	3 565 €	3 423 €
FC Strasbourg Koenigshoffen 06	8 927 €	6 065 €
FC Strasbourg Loisirs	1 001 €	479 €
FCO Port du Rhin	640 €	856 €
Gym Club Neudorf	3 861 €	3 858 €
Gymnastique Volontaire Groupe Kléber	266 €	299 €
Gymnastique Volontaire GV 56	253 €	216 €
Gymnastique Volontaire Ste Aurélie	327 €	483 €
Hautepierre Badminton Club	901 €	992 €
Ill Tennis Club	13 958 €	14 530 €
Joie et Santé Koenigshoffen	15 577 €	14 438 €
Judo Club de Strasbourg	4 805 €	6 122 €
Judo Club du Rhin	1 611 €	1 672 €
Judo Club St Etienne	6 276 €	-
Judo Netsujo Strasbourg Neudorf	5 815 €	6 728 €
Karaté Club Cronenbourg	3 574 €	3 928 €
Karaté Club Robertsau	3 082 €	2 159 €
Karaté Wado des 2 Rives	196 €	246 €
Koryo Taekwondo	5 763 €	5 714 €
Kung Fu Shaolin Vu Ba	1 846 €	2 072 €
La Sportive Neuhof	5 985 €	6 355 €
Le Minotaure	4 039 €	5 319 €
Les Libellules Basket Club de Strasbourg	6 376 €	6 921 €
MCM Orangerie	919 €	1 014 €
Mixsage	2 050 €	1 729 €
Omnisports La Populaire	1 015 €	852 €
Panza Gymnothèque	5 288 €	4 691 €
Pédale d'Alsace	949 €	1 216 €
Pétanque Club Kronenbourg	1 049 €	733 €
Pétanque Club Polygone	518 €	514 €
PK Stras	675 €	444 €
Plongée Aquatique Club	671 €	650 €
Plongeon Club Strasbourg	3 130 €	6 982 €
Racing Club de Strasbourg Omnisports	9 993 €	11 252 €
Randonneurs de Strasbourg	1 519 €	-
Robertsau Contades Pétanque Club	1 223 €	1 212 €
Rowing Club de Strasbourg	6 185 €	3 305 €
Rugby Club de Strasbourg	7 878 €	8 255 €
Saint Joseph Strasbourg	9 967 €	9 826 €
Shen Chi Idact	397 €	356 €
Ski Montagne AGR	514 €	834 €
Skieurs de Strasbourg	2 634 €	2 405 €
Société Athlétique Koenigshoffen	6 511 €	7 596 €

Société de Gymnastique Alsatia Neuhof	1 972 €	1 383 €
Société de Gymnastique Cronenbourg	1 841 €	1 435 €
Société de Gymnastique et de Sports La Fraternelle	4 239 €	5 547 €
Société de Gymnastique et de Sports La Strasbourgeoise	16 251 €	17 465 €
Société de Gymnastique La Concorde Robertsau	5 323 €	4 858 €
Société de Gymnastique Union Koenigshoffen	2 237 €	1 839 €
Société de Tir de Strasbourg	4 714 €	4 218 €
Société Ouvrière d'Arts et de Sports de la Robertsau	1 371 €	2 572 €
Société Ouvrière de Gymnastique et de Sports l'Avenir Strasbourg	3 234 €	4 779 €
Société de Gymnastique Espérance	244 €	237 €
Sport Nautique de l'Ill	218 €	237 €
Sport Union XV	4 892 €	5 038 €
Sporting Club Gaz de Strasbourg	3 182 €	3 274 €
Sporting Club Red Star	5 945 €	3 779 €
Sporting Strasbourg Futsal	941 €	1 356 €
Sports et Loisirs Constantia	7 434 €	5 323 €
Strasbourg Agglomération Athlétisme (S2A)	688 €	347 €
Strasbourg Eaux Vives	7 852 €	8 075 €
Strasbourg Elsau Portugais	7 168 €	6 232 €
Strasbourg GRS	5 275 €	4 731 €
Strasbourg Handball Elsau	175 €	-
Strasbourg Roller Vitesse	723 €	654 €
Strasbourg Sud Handball- La Famille	4 897 €	5 222 €
Strasbourg Thaï Boxing	1 628 €	1 479 €
Strasbourg Université Club	43 939 €	42 899 €
Strasbourg Volley-Ball	2 660 €	2 265 €
Strascross	3 756 €	2 787 €
Taekwondo Sipjin Strasbourg	6 355 €	5 025 €
Taekwondo Strasbourg	405 €	896 €
Team Strasbourg SNS – ASPTT	7 878 €	9 782 €
Tennis Club de la Meinau	5 332 €	5 749 €
Tennis Club de Strasbourg	17 352 €	18 747 €
Tennis Club Europe	3 243 €	2 875 €
Touring Plongée Strasbourg	1 006 €	1 067 €
Union Sportive Egalitaire	5 636 €	5 916 €
Union Sportive Ouvrière Liberté Strasbourg	605 €	852 €
Union Sportive Police Urbaine de Strasbourg	1 402 €	1 602 €
Union Touristique Aurora Strasbourg	336 €	422 €
Union Touristique Cronenbourg	2 107 €	2 010 €
Union Touristique Montagne Verte	488 €	448 €
Union Touristique Ouvrière Strasbourg	196 €	277 €
Vélo Club Cronenbourg	558 €	501 €

Vélo Touring Club Robertsau	131 €	0 €
Vosges Trotters Strasbourg	253 €	194 €
W Fight Strasbourg	1 058 €	773 €
X-Strikes	958 €	957 €
Yacht Club Strasbourg	788 €	799 €

68

Communication au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2015

Communication des observations définitives de la Chambre régionale des comptes (CRC) sur la gestion de l'Association de gestion des équipements sociaux (AGES).

La Chambre régionale des comptes (CRC) d'Alsace a procédé à un examen relatif à la gestion de l'Association de gestion des équipements sociaux (AGES).

En application de l'article L 243-5 du Code des juridictions financières, ce rapport d'observations définitives doit faire l'objet d'une inscription à l'ordre du jour du Conseil municipal dès sa plus proche réunion.

Le Conseil,
sur proposition de la commission plénière
vu l' article L 243-5, du Code des juridictions financières
après en avoir débattu

prend acte des observations définitives de la Chambre régionale des comptes (CRC) d'Alsace relatives à l'examen de la gestion de l'Association de gestion des équipements sociaux (AGES).

Communiqué le 14 décembre 2015
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 17 décembre 2015
et affichage au Centre Administratif le 17/12/15

Chambre régionale
des comptes
Alsace

Le 19 novembre 2015

Le Président

Réf. : mhr/er/n° 2015- 687 /gr

Confidentiel
Lettre recommandée avec AR

Monsieur le Maire,

Par lettre du 13 octobre 2015, j'ai porté à votre connaissance les observations définitives arrêtées par la chambre régionale des comptes sur la gestion de l'Association de gestion des équipements sociaux (AGES), afin de vous permettre, si vous l'estimiez utile, d'apporter une réponse écrite à ces observations, en application du code des juridictions financières.

En l'absence de réponse de votre part, ce rapport d'observations définitives vous est à nouveau adressé en application des dispositions de l'article L. 243-5 du code des juridictions financières pour être communiqué au conseil municipal de la ville de Strasbourg dès sa plus proche réunion.

Le rapport d'observations définitives a été notifié à M. Nanopoulos, président de l'AGES.

Ce rapport doit faire l'objet d'une inscription à l'ordre du jour, être joint à la convocation adressée à chacun des membres du conseil et donner lieu à débat.

Ce rapport d'observations définitives est également adressé à M. le Préfet de la Région Alsace, Préfet du Bas-Rhin et à M. le Directeur régional des Finances publiques d'Alsace et du département du Bas-Rhin.

Après sa communication au conseil municipal, il pourra être publié et communiqué à toute personne qui en ferait la demande. Aussi, je vous remercie de bien vouloir informer le greffe de la date à laquelle cette communication interviendra.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

Rosenau

Christophe Rosenau

Monsieur Roland Ries
Maire de la ville de Strasbourg
Centre administratif
1, Parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG

15-A07480

14, rue du Faubourg de Pierre ▪ 67085 STRASBOURG CEDEX ▪ T +33 3 88 14 36 00 ▪ crc@alsace.ccomptes.fr

CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES
D'ALSACE

Association de gestion des équipements sociaux (AGES)

EXAMEN DE LA GESTION
(à compter de l'exercice 2009)

RAPPORT D'OBSERVATIONS DEFINITIVES

Sommaire

SYNTHESE 3
LISTE DES RECOMMANDATIONS 4
1. PRESENTATION DE L'ASSOCIATION 5
1.1 Activités 5
1.2 Le site internet de l'AGES 6
2. CADRE JURIDIQUE APPLICABLE 6
2.1 Les statuts de l'association 6
2.1.1 Les articles existants 6
2.1.2 Les dispositions manquantes ou incomplètes 8
2.1.3 La gouvernance selon les statuts 9
2.2 Les règlements intérieurs 11
2.2.1 Le règlement intérieur du personnel 11
2.2.2 Le règlement d'application des statuts 12
2.3 Les liens contractuels avec les financeurs publics 12
2.3.1 Les conventions liées à la petite enfance 12
2.3.2 Le contrat de gestion du foyer-résidence 13
3. LA GOUVERNANCE DE L'ASSOCIATION 16
3.1 L'environnement de l'AGES : les liens entre la Sarl SOGEVI et la SCI Martin Bucer 16
3.1.1 Rappel historique 16
3.1.2 L'état actuel des relations de l'AGES avec la Sarl SOGEVI 18
3.1.3 L'état actuel des relations de l'AGES avec la SCI Martin Bucer 21
3.2 La gouvernance administrative 21
3.2.1 Le respect des attributions statutaires des organes de l'AGES 21
3.2.2 Les rôles et activités des personnels du siège. 23
3.3 La gouvernance budgétaire, financière et comptable 24
3.3.1 L'application des textes et le système d'information comptable 25
3.3.2 Le commissariat aux comptes 26
3.3.3 Les prévisions budgétaires 27
3.3.4 La gestion des opérations bancaires et de la trésorerie 28
3.3.5 Inventaires et amortissements 29
3.3.6 La formalisation des achats et des mouvements de caisse 30
3.3.7 Les frais administratifs 31
3.3.8 La commission de contrôle et les contrôles externes 32
4. LA SITUATION FINANCIERE 32
4.1 La baisse des résultats 32
4.2 La structure et l'évolution des dépenses et des recettes 33
4.2.1 Les dépenses de l'association 33
4.2.2 Les recettes de l'association 35
4.3 Le fonds de roulement et la trésorerie 37
5. LA GESTION DU PERSONNEL 38
5.1 Le bilan social 38

5.2 L'évolution des effectifs 39
5.3 Les acteurs de la gestion du personnel 40
5.4 Les contrats de travail 40
5.5 L'organisation du travail au sein de l'association 40
5.5.1 La durée hebdomadaire 40
5.5.2 Les congés payés 41
5.5.3 Les heures supplémentaires et complémentaires 41
5.5.4 Aménagement et réduction du temps de travail 42
5.5.5 Le compte épargne temps 42
5.6 Les rémunérations du personnel en application de la convention collective 42
5.7 Les primes « hors convention collective » 44

ANNEXE 1 : Détail des activités du personnel du siège 46
ANNEXE 2 : Les prévisions budgétaires 49
ANNEXE 3 : Résultats consolidés 50
ANNEXE 4 : Bilans consolidés 51

CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES
D'ALSACE

ASSOCIATION DE GESTION DES EQUIPEMENTS SOCIAUX

EXAMEN DE LA GESTION
(à compter de l'exercice 2009)

RAPPORT D'OBSERVATIONS DEFINITIVES

SYNTHESE

L'Association de gestion des équipements sociaux (AGES), association créée en 1981 dans le but de « *gérer et animer les équipements sociaux et sanitaires mis à la disposition des habitants* », pour le compte des collectivités publiques, rassemble aujourd'hui 20 établissements, hors siège, implantés sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, à l'exception de la dernière structure gérée depuis août 2014 située à Breuschwickersheim.

Les statuts actuels de l'AGES, qui n'ont été modifiés qu'à la marge depuis sa création, sont obsolètes, incomplets et nécessitent un réexamen complet et une mise à jour. Il n'existe pas de règlement d'application des statuts. La gouvernance de l'association doit être redéfinie tant dans son aspect administratif que comptable, budgétaire et financier. Les rôles et pouvoirs de chaque organe de l'association ainsi que de certains membres du personnel doivent être significativement réexaminés et encadrés, afin d'éviter certaines dérives constatées. L'absence de règlement financier a, de plus, été constaté par la chambre.

L'activité principale de l'association est dévolue au secteur de la petite enfance qui représente 74 % de ses produits d'exploitation en 2013. Le cadre juridique de son activité est constitué par les conventions liées à la petite enfance, conclues avec les collectivités locales et le Conseil de l'Europe, par la convention de gestion du foyer-résidence conclue avec CUS Habitat, par la convention de gestion de la maison de retraite St Gothard (EPAHD) conclue avec la ville de Strasbourg et par ses statuts.

Les inventaires des biens prévus par les diverses conventions précitées n'ont pas pu être fournis par l'AGES. En ce qui concerne le foyer-résidence, la question de la provision pour grosses réparations est restée non réglée depuis 2008.

S'agissant de la situation financière, le résultat consolidé entre la période 2009 à 2013 est en baisse de 153 k€ à 86 k€. Si le résultat de l'association reste positif, cela provient essentiellement du résultat financier, en progression de manière significative sur chacune des activités, tandis que le résultat d'exploitation devient négatif en 2012 et 2013 (-48 k€ et -125 k€), principalement suite au déficit d'exploitation enregistré par la maison de retraite. Le montant du résultat financier compense ce résultat d'exploitation négatif puisque son montant a doublé au cours de la période, passant de 109 k€ à 217 k€ entre 2009 et 2013 (+30 k€ pour la petite enfance, +25 k€ pour le foyer-résidence, +53 k€ pour la maison de retraite).

La masse salariale représente 69 % des charges en 2013. En matière de gestion du personnel, le règlement intérieur du personnel est obsolète.

La chambre a en outre constaté que certaines primes attribuées ne ressortaient pas de la convention collective applicable à l'AGES et avaient été attribuées jusqu'à l'été 2015 à l'insu des organes dirigeants de l'association.

LISTE DES RECOMMANDATIONS

La chambre présente, en début de rapport, une synthèse de ses recommandations retenues à l'issue de la procédure contradictoire.

Les recommandations visent à permettre une inflexion ou une amélioration de la gestion. Elles sont susceptibles d'être mises en œuvre sans délai particulier et sont formulées à l'issue de la procédure contradictoire. Leur mise en œuvre fera l'objet d'un suivi.

Recommandation n° 1 : La chambre recommande de procéder à une révision complète des statuts de l'association et à l'établissement des règlements intérieurs.

Recommandation n° 3 : La chambre recommande que l'AGES fasse établir son compte agrégé par un cabinet distinct de celui qui assure la certification de ses comptes.

Recommandation n° 4 : La chambre recommande de mettre à jour les procurations et délégations de signature et de mettre en place des procédures encadrant et sécurisant les mouvements de trésorerie, les placements et les pouvoirs du président, du trésorier et du directeur et de prévoir l'approbation obligatoire du conseil d'administration avant toute souscription de produits de placements financiers.

Recommandation n° 5 : La chambre recommande de recenser l'ensemble des biens immobilisés afin de constituer un inventaire exhaustif, dont la mise à jour sera tenue régulièrement et ce pour chacun des établissements gérés par l'association.

Recommandation n° 6 : La chambre recommande de faire voter par le conseil d'administration le montant à partir duquel les biens acquis par l'association doivent être immobilisés ainsi que les modalités d'amortissement par catégorie d'immobilisation : ces règles seront utilement transcrites dans un règlement financier.

Recommandation n° 7 : La chambre recommande de mettre en place, dans les meilleurs délais, un guide des procédures d'achats et de formaliser l'utilisation des caisses dans un règlement financier.

Recommandation n° 8 : La chambre rappelle à l'AGES qu'il lui appartient d'établir le bilan social en application des dispositions de l'article L. 2323-68 du code du travail.

Dans le respect de la procédure contradictoire, le rapport d'observations provisoires (ROP) avait été envoyé à M. Ernewein, président de l'AGES et seul représentant légal de l'association pour la période contrôlée, à l'adresse du siège de l'AGES par courrier du 18 juin 2015. La chambre a réceptionné le 19 juin 2015 la lettre de démission de M. Ernewein de son poste de président de l'AGES datée du16 juin 2015. Il est alors apparu nécessaire de faire un nouvel envoi de ce ROP le 22 juin 2015 à M. Ernewein à son adresse personnelle pour qu'il puisse prendre connaissance des observations provisoires de la chambre qui portent principalement sur la période au cours de laquelle il était le président de l'AGES. Non informée par l'AGES du nom du nouveau président de l'association, la chambre a dû saisir celle-ci afin de pouvoir adresser le 6 juillet à M. Nanopoulos, nouveau président de l'AGES, le ROP précité. Une réponse commune signée du nouveau président, M. Nanopoulous, du directeur, de la directrice adjointe et de l'ancien trésorier et actuel vice-président a été adressée à la chambre le 4 août 2015 en réponse au rapport d'observations provisoires.

1. PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

1.1 Activités

L'AGES a été créée en 1981 dans le but de « *gérer et animer les équipements sociaux et sanitaires mis à la disposition des habitants* », pour le compte des collectivités locales avec, dans un premier temps, pour seul établissement géré, une structure d'accueil située à la Montagne Verte. Au cours de ses 10 premières années, l'association a développé son activité pour atteindre 10 établissements en 1990, dont un foyer résidence pour personnes âgées (1988) et une maison de retraite (1990). L'AGES rassemble aujourd'hui 20 établissements, hors siège, implantés sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg à l'exception de la dernière structure gérée depuis août 2014 et située à Breuschwickersheim.

Son activité principale est dévouée au secteur de la petite enfance qui représente 74 % de ses produits d'exploitation en 2013. Les structures gérées au titre de cette activité ont la qualité d'établissements ou services d'accueil collectif des enfants de moins de six ans et sont listées dans le tableau ci-après.

Tableau 1 : Etablissements gérés par l'AGES (au 31/12/2014)

Nom	Ville	Début	Capacité (nb enfants)
Multi accueil Montagne Verte	Strasbourg	1981	68
Crèche familiale Montagne Verte	Strasbourg	1981	110
Crèche familiale Sud (Neuhof, Neudorf et Meinau)	Strasbourg	1982	150
Multi accueil Esplanade	Strasbourg	1987	70
Halte-garderie Kageneck	Strasbourg	1988	20
Foyer résidence rue Bilstein	Strasbourg	1988	80 log.
Multi accueil St Gothard	Strasbourg	1990	75
Multi accueil Robertsau	Strasbourg	1990	20
Maison de retraite St Gothard	Strasbourg	1990	97 ch.
Multi accueil Les vignes *	Illkirch	1992	60
Mini crèche La Wantzenau	La Wantzenau	1994	19
Halte-garderie La Wantzenau	La Wantzenau	1994	15
Halte-garderie Illkirch *	Illkirch	2000	25
Crèche familiale Illkirch *	Illkirch	2000	89
Midi-Tatie périscolaire *	Illkirch	2000	150
Mini crèche Vendenheim	Vendenheim	2000	15
Halte-garderie Vendenheim	Vendenheim	2000	18
Périscolaire ALSH Vendenheim	Vendenheim	2000	145
Périscolaire ALSH La Wantzenau	La Wantzenau	2002	165
Multi accueil de l'Ill *	Illkirch	2006	60
Multi accueil Conseil de l'Europe	Strasbourg	2007	60
Maison de l'enfance	Eckbolsheim	2011	60
Micro crèche Woerthel	La Wantzenau	2012 (sept)	10
Maison de l'enfance Neuhof	Strasbourg	2014 (mars)	60
Multi accueil Les lutins	Breuschwickersheim	2014 (aout)	45

* fin de la gestion des établissements d'Illkirch-Graffenstaden en septembre 2012
Source : Crc d'après les rapports d'activités AGES

1.2 Le site internet de l'AGES

Le site internet de l'AGES présente succinctement l'association et permet l'accès à des « fiches d'identités » pour chacun des établissements gérés. Ces fiches contiennent les photos, les adresses, contacts, horaires, modalités d'accueil et tarifs des structures. Elles présentent également le programme pédagogique et les actualités de chacune des structures de la petite enfance. Les éléments d'informations qui portent sur l'activité de la petite enfance sont exhaustifs, ce qui n'est pas le cas en ce qui concerne la maison de retraite et le foyer-résidence. Pour les activités liées aux personnes âgées, seules les fiches d'identités des deux structures sont accessibles.

Le contrôle de la chambre s'est limité à l'examen de la gestion de l'activité petite enfance et du foyer-résidence. Après avoir examiné le cadre juridique applicable à ces deux activités de l'AGES, la chambre a examiné la gouvernance administrative, comptable, budgétaire et financière de l'association, question centrale de cet examen de la gestion ; les chapitres relatifs à la situation financière et au personnel contiennent des illustrations supplémentaires des errements constatés lors de l'examen de la gouvernance.

2. CADRE JURIDIQUE APPLICABLE

Le cadre juridique applicable à une association telle que l'AGES et déterminant son fonctionnement repose essentiellement sur ses statuts et ses règlements intérieurs ainsi que les documents la liant à ses financeurs publics (principalement des collectivités locales).

2.1 Les statuts de l'association

Les statuts de l'AGES datent du 29 novembre 1982. A ce document est annexé un extrait du procès-verbal (PV) de l'assemblée générale (AG) constitutive de l'AGES du même jour et listant les sept membres élus du conseil d'administration (CA). Parmi ceux-ci figurent M. A. K., trésorier, devenu depuis septembre 1983 directeur de cette association.

Selon l'article 25 du code civil local, la constitution d'une association est régie par ses statuts. L'examen des statuts se fera en trois parties : les observations qu'appellent certaines des dispositions existantes, les dispositions manquantes ou incomplètes et enfin les dispositions relevant de la gouvernance de l'association.

Les statuts actuels comportent 17 articles et n'ont pas été modifiés depuis la création de l'AGES, sauf en ce qui concerne le nom de son président et la périodicité des réunions du CA. Un extrait du registre des associations tenu par le tribunal d'instance de Strasbourg et daté du 18 septembre 2014 mentionne que « *par décision du CA en date du 15 novembre 2005, M. Ernewein Luc a été élu président* » et que cette modification a été inscrite au registre le 18 janvier 2006.

2.1.1 Les articles existants

L'article 1 est relatif aux formes, durée, siège et affiliation de l'AGES et n'appelle pas d'observation. L'article 2 mentionne le but de l'association qui est de :

- *« créer, gérer et animer les équipements sociaux et sanitaires mis à la disposition des habitants ;*
- *d'organiser toutes activités sociales sous diverses formes répondant aux besoins exprimés par les familles ;*
- *d'établir un programme financier permettant la gestion des équipements sanitaires et sociaux, de faire toutes démarches ou demandes pour obtenir les crédits et subventions nécessaires de toutes administrations, collectivités, organismes ou particuliers susceptibles d'apporter leur aide, d'assurer une équitable répartition des ressources, compte tenu des activités et des besoins exprimés.*

L'association s'interdit toute appartenance à une organisation politique, confessionnelle ou idéologique ».

La chambre note que les statuts ne mentionnent pas le caractère non lucratif de ce but, ni l'interdiction de l'appartenance à une organisation syndicale.

L'article 3 a trait aux membres de l'association qui sont actifs ou honoraires.

Les membres actifs

Ils sont censés participer effectivement à l'animation ou à la gestion des activités des différents équipements de l'association, doivent adhérer aux statuts, être agréés par le CA à la majorité de ses membres et sur proposition du CA et payer une cotisation dont l'AG fixe le montant.

Le nombre de membres actuel est de neuf après la démission en juin 2015 de l'ancien président et de l'ancien vice-président. Leurs noms et fonctions dans le CA sont les suivants :

- président : M. P. N., professeur statisticien à l'Ecole de Management ;
- vice-président : M. P. K., avocat ;
- trésorier : nom non connu de la chambre depuis les modifications intervenue en juin 2015
- secrétaire : M. A. W., responsable marchés publics chez Arte ;
- assesseur : M. P. D., assureur ;
- assesseur : Mme P. G., médecin scolaire ;
- assesseur : Mme C. K.-W., assistante sociale à la médecine du travail ;
- assesseur : Mme A. L., avocate ;
- assesseur : M. R. S., retraité, ancien salarié dans une banque.

Il convient donc de relever que ces 9 personnes sont les seuls membres à la fois du conseil d'administration et de l'assemblée générale. A l'exception de l'ancien président qui organisait notamment toutes les semaines une rencontre avec ses deux directeurs, aucun des membres actifs de l'association ne remplit la première condition de participation effective à l'animation ou à la gestion des activités des différents équipements de l'AGES. Pour la chambre, les participations à de simples réunions, participations non documentées par l'association dans sa réponse par des comptes rendus desdites réunions ou des documents remis lors de ces mêmes réunions, ne constituent pas une participation effective à l'animation ou la gestion des activités.

Aucun membre de l'AGES ne verse de cotisation, en raison de l'absence, depuis le début de l'association, de fixation du montant de la cotisation par l'AG sur proposition du CA. L'AGES devrait donc, soit modifier ses statuts pour les mettre en conformité avec la réalité, soit faire fixer un montant de cotisation par l'AG : cette dernière solution n'est pas envisagée par la nouvelle direction de l'association.

Aucun des membres actuels ni des anciens membres n'a jamais explicitement déclaré adhérer aux statuts, ni déposé de demande écrite pour être agréé par le CA tel que le prévoient les alinéas b et c de l'article 3 des statuts : il n'y a pas de demande écrite dans les dossiers de l'AGES, la qualité de membre s'obtient par cooptation.

De 2009 à 2014 aucune décision de cooptation n'est mentionnée dans les procès-verbaux (PV) du CA. Dans le PV du CA du 24 novembre 2004 est mentionné, au point 4 « propositions *de cooptation de deux nouveaux membres* », que « *les deux nouveaux membres qui ont fait acte de candidature ont été cooptés au sein du CA : M. A. W. avec effet au 01.01.2005 et M. B. S. avec effet au 01.05.2005* ». Selon l'ancien président de l'AGES, les membres proposés à la cooptation, ont tous été proposés par le directeur. Selon le nouveau président de l'AGES, ce sont les membres du conseil d'administration qui proposent les personnes à coopter.

La chambre s'étonne du nombre très faible de membres de l'association, de l'absence de mise en place d'une cotisation, de l'absence parmi les membres et au CA de représentants des

parents des enfants accueillis. Dans sa réponse, l'AGES met en avant le fait que les parents, usagers du service, ne le sont que pendant trois ans : pour la chambre cette durée est suffisante pour permettre l'implication des représentants des parents dans le fonctionnement de l'association, voire de conseil d'administration. Il existe par ailleurs des organisations représentatives des familles et parents d'élèves auxquelles l'AGES pourrait avoir recours si elle souhaite ouvrir l'association et étoffer son conseil d'administration. La chambre constate que les membres actuels de l'association n'ont, de par leur activité professionnelle actuelle ou antérieure, aucun lien direct ou apparent avec les buts de l'AGES. La réponse de l'association, basée sur la simple affirmation de ce lien, non illustrée par le moindre exemple liant l'activité d'un membre du conseil d'administration avec celle de l'AGES, conduit la chambre à maintenir son analyse.

Les membres honoraires

Ils sont censés s'intéresser aux problèmes familiaux, sociaux et verser une cotisation dont le montant est fixé par le CA. La cotisation n'a jamais été mise en place et il n'y a plus actuellement de membre honoraire. Le maintien de cette catégorie dans les statuts devrait conduire l'AGES soit à modifier ses statuts pour les mettre en conformité avec la réalité, soit à faire fixer un montant de cotisation par le CA.

L'article 16 traite des ressources de l'association et mentionne cinq types de ressources différentes dont les « *ressources extraordinaires et en particulier le produit des fêtes, kermesses, émission d'emprunt ou d'actions que l'AGES pourrait être amenée à contracter pour réaliser son objet* ».

Le dernier alinéa de cet article précise que « *les ressources servent à l'entretien de l'association, au renouvellement du matériel, au fonctionnement en général ainsi que pour toutes œuvres qui ont pour but le plein épanouissement de la personne* ».

Selon la chambre, l'émission d'emprunts ou d'actions par l'AGES ne rentre pas dans l'objet de l'association. Si le sens du texte précité est celui de la souscription d'emprunts ou de l'achat d'actions par l'association, alors se poserait la question du lien de l'achat d'actions avec l'objet de l'AGES.

Quant aux « œuvres ayant pour but le plein épanouissement de la personne », l'imprécision de la formule permet toutes les interprétations et pourrait conduire à une utilisation des ressources de l'association au bénéfice d'autres structures que celles gérées actuellement par l'AGES. La rédaction de ce dernier alinéa devrait être revue en conséquence.

2.1.2 Les dispositions manquantes ou incomplètes

Le maniement des fonds de l'association

Selon les statuts (article 7 alinéa 6), le CA reçoit les fonds, détermine leur emploi, arrête les dépenses et règle les sommes dues. Toujours selon les statuts (article 8 alinéa 4) le président assure toutes transactions financières ou administratives et le trésorier (article 8 alinéa 7) contrôle la gestion financière ainsi que la comptabilité qui doit être tenue par une personne qualifiée ; le trésorier présente lors de l'AG les comptes financiers de l'année écoulée.

Les statuts sont muets sur l'attribution des compétences et des responsabilités ainsi que l'organisation financière interne. Des règles financières trouveraient utilement leur place dans un règlement financier ou un règlement d'application des statuts qui n'existent pas à ce jour et dont la mise en place contribuerait à une gestion plus régulière des fonds de l'association.

La direction

Les articles du code civil local relatifs aux associations sont applicables à l'AGES. Selon l'article 40 du code civil local, les statuts peuvent déroger aux dispositions de l'article 27 alinéa 1

et 3, de l'article 28 alinéa 1 et des articles 32, 33 et 38 de ce même code. Les articles 26 à 32 sont relatifs à la direction de l'association. L'article 26, auquel il ne peut être dérogé, dispose que « *l'association doit posséder une direction. La direction peut se composer de plusieurs personnes. La direction assure la représentation judiciaire et extra-judiciaire de l'association ; elle a la situation d'un représentant légal. L'étendue de son pouvoir de représentation peut être limité par les statuts avec effet à l'égard des tiers* ».

Les statuts de l'AGES ne comportent pas d'article propre à la direction ; ils ne traitent de la direction que dans l'alinéa 4 de l'article 8 relatif au bureau, alinéa ainsi rédigé : « *le président fait exécuter les décisions du CA et veille au bon fonctionnement de l'association qu'il représente en justice et dans tous les actes de la vie civile. Il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs au vice-président ou à tout autre administrateur. Il assume la direction de l'association et assure toutes transactions financières ou administratives* ». Le président assure donc statutairement la direction de l'association tout comme il assure, selon l'article 7, toutes les transactions financières de l'association.

La chambre constate cependant qu'au quotidien, la direction de l'AGES depuis l'origine est assurée par une personne qui ne peut se prévaloir du titre de directeur qu'en vertu de son contrat de travail, mais dont le rôle, la fonction et les pouvoirs ne sont pas prévus dans les statuts. L'exercice des fonctions de direction de l'association par le directeur actuel est donc irrégulier car non conforme aux statuts.

La révocation de la direction.

Les alinéas 1 et 2 de l'article 27 du code civil local sont ainsi rédigés : « *la direction est nommée par résolution de l'assemblée des membres. La direction est librement révocable, sans préjudice de l'indemnité prévue par voie de contrat. Le droit de révocation peut être limité par les statuts au cas où il existe un motif important de révocation ; un motif de cette nature réside en particulier dans une violation grave des devoirs ou dans une incapacité de gestion régulière* ».

Si l'article 40 du code civil local permet de déroger aux alinéas 1 et 3 de cet article, il n'en va pas de même pour l'alinéa 2 et les statuts doivent en conséquence prévoir la possibilité pour l'assemblée générale de révoquer la direction de l'association. Cette disposition pourrait utilement trouver sa place à l'article 13 des statuts qui énumère les compétences que les statuts confient à l'assemblée générale ordinaire.

2.1.3 La gouvernance selon les statuts

L'assemblée générale (AG)

Le titre IV des statuts comporte cinq articles (article 11-convocations-lieux de réunion, l'article 12-composition et fréquence des réunions, l'article 13-assemblée générale ordinaire (AGO), l'article 14-assemblée générale extraordinaire (AGE) et l'article 15- procès-verbaux (PV)).

L'article 13-AGO, est ainsi rédigé : « *l'AG, organe souverain de l'Association entend et vote sur le rapport moral, le compte rendu financier, le projet de budget, élaborés par le Conseil. Elle délibère sur toutes les questions d'intérêt général et sur celles qui lui sont soumises par le CA. Elle décide de l'orientation et des activités de l'Association. Les délibérations seront prises à la majorité des membres présents ayant droit de vote* ». Cet article fait de l'assemblée générale ordinaire l'organe souverain de l'AGES.

S'agissant de la dissolution, les statuts en traitent à l'article 17 et imposent la nécessité du quorum fixé à l'article 15 à savoir les 2/3 des membres présents, qui sont au minimum au nombre de la moitié plus un des membres. Par contre cet article ne précise pas qu'en cas d'absence de quorum, c'est l'AG réunie 15 jours plus tard qui peut statuer sur cette dissolution à la majorité des membres présents et ce quel que soit leur nombre. Les statuts pourraient être mis à jour sur ce point.

L'article 15 prévoit que les délibérations sont constatées par PV signés du président et du secrétaire ainsi que la transcription de ces PV sur un registre des délibérations. Ce registre n'a cependant jamais été mis en place.

Le conseil d'administration

S'agissant de la périodicité des réunions du conseil d'administration (CA), les statuts originels prévoyaient à l'article 7, alinéa 11 que celui-ci se réunissait au moins une fois par trimestre. La copie des statuts annexée à l'extrait du registre des associations précité, mentionne en fait que le CA se réunit « au moins deux fois par an ».

La chambre observe cependant que l'autorité compétente pour la modification des statuts est l'assemblée générale extraordinaire (AGE) selon l'article 14, alinéa 1 des statuts. L'AGES a reconnu que cette AGE n'a jamais été réunie et qu'elle ne s'est donc pas prononcée sur cette modification des statuts ; en conséquence, cette modification n'a jamais été signalée au registre des associations. Il s'ensuit que la périodicité de réunion biannuelle du CA pratiquée par l'AGES de longue date n'est pas conforme à ses statuts.

La composition du conseil d'administration

Selon l'article 6, sont élus les membres du CA sont élus (et rééligibles) par l'AG au scrutin secret pour trois ans, renouvelables par tiers tous les ans.

Si au vu des PV de l'AG ce renouvellement a lieu dans la forme, cette élection apparaît purement formelle puisque tous les ans le tiers des membres à renouveler se représente et se voit réélu pour trois nouvelles années à l'unanimité. Ce fonctionnement en circuit fermé n'est possible que parce que les 10 membres de l'association qui composent son assemblée générale, sont aussi les 10 membres composant le conseil d'administration.

D'après les statuts, peuvent siéger également, mais avec voix consultative, un représentant de la ville de Strasbourg et un représentant de la caisse d'allocations familiales du Bas-Rhin (CAF). A l'heure actuelle siègent à ce titre les représentants des communes finançant les structures de la petite enfance (Strasbourg, La Wantzenau, Vendenheim et Eckbolsheim) et un représentant de la CAF du Bas-Rhin. Il conviendrait donc d'actualiser les statuts pour les mettre en conformité avec la pratique.

Les pouvoirs du conseil d'administration

L'article 7 énonce les pouvoirs du CA en particulier aux alinéas 1 à 6 :

- « alinéa 1 : le CA est investi des pouvoirs les plus étendus pour étudier, faire autoriser tous les actes ou opérations non expressément réservés à l'AG, il a notamment tous pouvoirs pour décider l'acquisition de tous matériels, mobiliers ou immeubles nécessaires à la réalisation des buts poursuivis et pour contracter les emprunts nécessaires à l'acquisition de ces biens ou à la réalisation de buts de l'association.

- alinéa 2 : il établit les règlements intérieurs nécessaires au bon fonctionnement des activités de l'association.

- alinéa 3 : il établit annuellement le budget prévisionnel de fonctionnement ainsi que les besoins d'équipement et d'activités pour l'année à venir.

- alinéa 4 : il suscite, arrête ou donne son agrément à toutes les activités de l'association.

- alinéa 5 : il fait appliquer les décisions de l'AG et veille à l'application des statuts.

- alinéa 6 : il gère les biens et intérêts de l'association et, d'une façon générale, reçoit les fonds, détermine leur emploi, arrête les dépenses et règle les sommes dues ».

Les pouvoirs de l'AG sont définis ainsi à l'article 13 : « *l'AG, organe souverain de l'Association entend et vote sur le rapport moral, le compte rendu financier, le projet de budget,*

élaborés par le Conseil. Elle délibère sur toutes les questions d'intérêt général et sur celles qui lui sont soumises par le CA. Elle décide de l'orientation et des activités de l'Association. Les délibérations seront prises à la majorité des membres présents ayant droit de vote »

Pour la chambre, le quatrième alinéa de l'article 7 est en contradiction avec les dispositions qui s'appliquent à l'AG : si l'AG délibère sur toutes les questions d'intérêt général et décide de l'orientation et des activités de l'association, il parait difficile de concilier cette organisation avec les dispositions selon lesquelles le CA suscite, arrête ou donne son agrément à toutes les activités de l'association. Une clarification des statuts, accompagnée d'une hiérarchisation des pouvoirs au sein de l'AGES est nécessaire.

Le bureau du conseil

Selon l'article 8, les membres du bureau sont élus annuellement au sein du CA au scrutin secret (alinéa 1). Les PV des CA des 11 juin 2011, 6 juin 2012, 25 juin 2013 et 11 juin 2014 relatent cette élection annuelle : les membres sortants sont candidats à leur réélection dans la fonction qu'ils occupaient précédemment et sont réélus à l'unanimité.

Cette élection doit avoir lieu lors de la première réunion du CA suivant l'AG (alinéa 3). Cette règle est respectée au vu des PV des CA des 6 juin 2012, 25 juin 2013 et 11 juin 2014.

Le bureau comprend quatre membres au plus : le président, le vice-président, le secrétaire et le trésorier. Les statuts leur confient les fonctions suivantes :

- le président, selon l'alinéa 4 « *fait exécuter les décisions du CA et veille au bon fonctionnement de l'association qu'il représente en justice et dans tous les actes de la vie civile. Il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs au vice-président ou à tout autre administrateur. Il assume la direction de l'association et assure toutes transactions financières ou administratives* » ;
- le vice-président (alinéa 5) seconde le président dans l'exercice de ses fonctions et le remplace en cas d'empêchement ;
- le secrétaire (alinéa 6) est chargé des convocations, de la rédaction des PV, de la correspondance et de la tenue des registres des délibérations ;
- le trésorier (alinéa 7) « *contrôle la gestion financière de l'association ainsi que la comptabilité qui sera tenue par une personne qualifiée. Il présente lors de l'AG les comptes financiers de l'année écoulée* ».

La commission de contrôle

La commission de contrôle est d'après l'article 10 des statuts composée de deux commissaires aux comptes chargés de vérifier les livres, la caisse, le portefeuille et les valeurs de l'association, de contrôler la régularité et la sincérité des inventaires et des bilans et de faire un rapport annuel à l'AG. Cette commission de contrôle n'a jamais été mise en place.

La chambre observe que les développements ci-dessus consacrés à la gouvernance n'ont pas donné lieu à réponse, contestation ou précision écrites de la part de l'AGES dans le cadre de la procédure contradictoire.

2.2 Les règlements intérieurs

2.2.1 Le règlement intérieur du personnel

L'association dispose d'un règlement intérieur du personnel en application des dispositions du code du travail qui date, selon l'accusé de réception de dépôt auprès du greffe du conseil des prud'hommes de Strasbourg, du 31 août 1993. Ce règlement intérieur n'a jamais été mis à jour depuis. La chambre prend acte de la réponse de l'AGES reconnaissant la nécessité de la révision de ce règlement intérieur du personnel.

2.2.2 Le règlement d'application des statuts

L'association ne dispose pas d'un règlement intérieur venant préciser les modalités d'application de ses statuts. La chambre invite l'AGES à mettre en place ce règlement.

Recommandation n° 1 : La chambre recommande de procéder à une révision complète des statuts de l'association et à l'établissement des règlements intérieurs.

La chambre prend acte de l'engagement de l'AGES dans sa réponse de mettre en œuvre la recommandation.

2.3 Les liens contractuels avec les financeurs publics

La gestion par l'AGES des structures consacrées à la petite enfance intervient dans le cadre de conventions (de formes diverses) conclues avec des collectivités locales et avec le Conseil de l'Europe et, pour la gestion du foyer-résidence pour personnes âgées, dans le cadre d'un contrat de bail conclu avec CUS Habitat.

2.3.1 Les conventions liées à la petite enfance

La convention avec le Conseil de l'Europe

Le président de l'AGES a signé le 19 novembre 2007 une convention avec le Conseil de l'Europe par laquelle l'association se voit confier la gestion de la structure multi-accueil destinée à la garde des enfants du personnel du CE. La durée de la convention était initialement de trois ans, renouvelables pour des périodes successives de même durée.

La convention comprend 50 articles sur 12 pages. Les neufs premiers articles composent le titre I relatif aux dispositions locatives (il traite des locaux mis à disposition de l'AGES : un bâtiment de 925 m² et des espaces verts clos de 15 ares).

Les articles 10 à 13 de la partie II sont relatifs aux « biens d'équipements ». L'article 10 prévoit que le CE fournira le premier équipement en matériel et mobilier et qu'un inventaire dressé conjointement sera annexé à la convention. L'AGES a reconnu que cet inventaire n'avait jamais été réalisé. La chambre déduit de la notion de « premier équipement » que le renouvellement de celui-ci est à la charge de l'AGES et que, s'il en est ainsi, l'association devrait le provisionner.

Le titre IV est relatif au fonctionnement de la structure (articles 16 à 25). Selon l'article 16, 20 places sont réservées à la ville de Strasbourg. La chambre observe néanmoins que la Ville n'est pas partie à la convention, alors qu'elle subventionne l'AGES pour ces places réservées (76 000 € en 2013).

L'article 17 décrit le nombre de places : un accueil collectif régulier de maximum 60 places et un accueil ponctuel pour des enfants âgés de 10 semaines à quatre ans (« *dans le but de maximiser le compte d'exploitation de la structure* »). Si, selon l'AGES le nombre de places aurait été ramené de 60 à 50 dont 15 (et non plus 20) sont réservés à la Ville, aucun avenant n'est toutefois venu acter cette modification.

Le titre VI traite des dispositions financières (articles 27 à 31). Il y est notamment prévu que la subvention du Conseil de l'Europe comprend le montant des charges d'exploitation refacturées à l'AGES (article 27). L'article 30 prévoit le partage moitié/moitié entre le CE et l'AGES en cas de déficit comme en cas de résultat bénéficiaire : jusqu'en 2013 inclus, les résultats ont été bénéficiaires.

Les conventions avec des collectivités locales

Au 1er mars 2015, l'AGES gère 18 structures petite enfance pour cinq collectivités : neuf structures pour la ville de Strasbourg, quatre pour la commune de La Wantzenau, trois pour Vendenheim, une pour Breuschwickersheim et une pour Eckbolsheim. Le cadre juridique de ces gestions varie, il s'agit soit de délégations de service public, soit de simples conventions.

Les délégations de service public (DSP)

La gestion des structures de la commune de La Wantzenau (une maison de l'enfant avec micro-crèche et halte-garderie, deux accueils périscolaires) est régie par la DSP du 31 décembre 2009 conclue pour une durée de cinq ans, soit jusqu'au 31 décembre 2014. Cette convention a fait l'objet d'un avenant du 16 avril 2012 venant modifier l'article 2 relatif au périmètre de la DSP en ajoutant une micro-crèche aux trois structures gérées jusque-là. Cet article, prévoit qu'un inventaire des ouvrages et biens mis à disposition sera établi et qu'un état des lieux sera rédigé lors de l'entrée dans les lieux mais l'AGES n'a pu fournir aucun de ces documents. Cet inventaire a été fourni par la commune à l'appui de sa réponse.

La gestion du multi-accueil de Breuschwickersheim est régie par la DSP du 6 décembre 2013 d'une durée de cinq ans (elle expire le 31 décembre 2018) conclue avec la communauté de communes « les châteaux ». Son article 5 prévoit qu'un inventaire des ouvrages et biens mis à disposition sera établi : l'AGES n'a pu fournir ce document, ni l'état des lieux effectué à l'entrée des lieux prévu par ce même article.

La gestion de la maison de la petite enfance (ou multi-accueil) d'Eckbolsheim est régie par la DSP du 26 juillet 2010 d'une durée de cinq ans expirant le 31 août 2015. Le troisième alinéa de l'article 3 de cette DSP prévoyait un inventaire des biens immobiliers et mobiliers mis à disposition de l'AGES ainsi qu'une mise à jour annuelle de cet inventaire, pour tenir compte des investissements et acquisitions réalisés par l'AGES en cours de contrat. L'association n'a pas été en mesure de produire cet inventaire.

La convention de gestion conclue avec la ville de Strasbourg

La ville de Strasbourg a conclu le 2 janvier 2015 avec l'AGES, une « convention d'objectifs et de moyens-accueil de la petite enfance » pour l'exercice 2015. Elle procède de la même manière tous les ans depuis 1981. Ces conventions portaient jusqu'en 2014 inclus sur la gestion de huit structures petite enfance listées à l'article 2 « cadre règlementaire » de la convention. Elles sont identiques d'une année sur l'autre sauf en ce qui concerne les articles 7 (budget prévisionnel) et 8 (versement de la subvention) pour lesquels les montants varient.

La convention de 2015 comprend 13 articles et a vu l'article 2 listant les structures concernées, être complété par la mention d'une neuvième structure (maison de la petite enfance du Neuhof, composée d'un multi-accueil, d'une crèche familiale et d'un lieu d'accueil parents-enfants) avec l'indication de son mode de gestion sous forme de DSP. La crèche familiale était déjà gérée par l'AGES au préalable mais a fait l'objet d'importantes transformations à l'issue desquelles la Ville a passé une DSP pour laquelle l'AGES a été retenue.

L'article 9 traite de la mise à disposition de locaux : il donne l'adresse des divers locaux dans lesquels sont hébergées les structures. La halte-garderie Kageneck est logée dans des locaux appartenant à un particulier et loués par l'AGES.

2.3.2 Le contrat de gestion du foyer-résidence

Le 29 décembre 1986 a été signée une convention entre le préfet du Bas-Rhin et le président de CUS Habitat définissant les relations entre l'Etat, l'organisme propriétaire (CUS Habitat) et l'organisme gestionnaire (l'AGES) du foyer-logement pour personnes âgées de 80 logements de Strasbourg-Neudorf. Il s'agit du foyer-résidence situé 10 rue du Bildstein,

construit par CUS Habitat, sur un terrain mis à sa disposition par la ville de Strasbourg, par bail emphytéotique de 55 ans à compter du 1er janvier 1988 (soit jusqu'au 31 décembre 2042).

En janvier 2015, le foyer comprend 75 logements F1bis d'une superficie de 33,30 m² dont le loyer plus charges est de 484 €/mois et cinq logements F2 d'une superficie de 52,80 m² pour 580 €/mois.

Cette convention désigne expressément l'AGES comme gestionnaire agissant à ce titre en vertu de la convention de location conclue avec le propriétaire. Cette convention de location, à laquelle est joint le bail emphytéotique, a été signée le 10 avril 1989. Elle désigne l'AGES comme le locataire du foyer-résidence pour des périodes de trois ans renouvelables. L'objet précis de la convention est défini à l'article 11 de cette convention de location : « *le locataire, signataire du présent contrat de location aura la responsabilité entière et exclusive de tous les services (chambres, restaurants, services collectifs, etc.) fonctionnant dans les lieux loués ainsi que l'exécution des stipulations mises à sa charge par la convention du 29 décembre 1986* ».

Le montage financier initial

La ville de Strasbourg a mis le terrain d'assiette à disposition de CUS Habitat par un bail emphytéotique contre redevance ; CUS Habitat a construit la structure et pris en charge le financement (par des emprunts notamment) pour ensuite en confier la gestion à l'AGES contre redevance.

L'article 3 de la convention de location prévoit le versement par l'AGES d'une redevance annuelle calculée sur la base du prix de revient et du financement définitif de l'opération. Cette redevance se décompose en six éléments :

- le montant des annuités (intérêts et amortissement) dues par le propriétaire (CUS Habitat) dans l'année ;
- le remboursement annuel des frais généraux du propriétaire (0,10 % du prix de revient global) ;
- le montant de la provision pour grosses réparations (égal au bout de huit ans à 1 % du prix de revient) ;
- le montant de la prime d'assurance du propriétaire ;
- les impôts et taxes non récupérables ;
- la redevance annuelle payée à la ville de Strasbourg pour le terrain d'assiette.

Pour le paiement de cette redevance, CUS Habitat adresse tous les ans un « mémoire » à l'AGES dans lequel sont détaillés les six composants de la redevance. L'AGES a ainsi réglé 237 k€ en 2012, 240 k€ en 2013, 235 k€ en 2014 et devra régler 235 k€ en 2015.

Le résultat de cette gestion pour l'AGES est résumé dans le tableau suivant qui permet de constater qu'une part importante de ce résultat vient des produits financiers. Il est en constante hausse, entre 10 et 17 % chaque année et passe de 55 à 91 k€ (+ 65 % pendant la période).

Tableau 2 : Résultat du foyer-résidence

	2009	2010	2011	2012	2013	Ev.09-13
Résultat d'exploitation	28 668	37 253	44 723	35 801	39 426	37,5%
Résultat financier	26 778	25 380	25 810	47 024	51 985	94,1%
Résultat exceptionnel	0	0	0	0	0	
Résultat foyer résidence	55 446	62 633	70 533	82 825	91 411	64,9%

Source : Crc ; comptes annuels AGES

L'analyse de certains postes permet, par ailleurs, de constater que l'AGES vend des repas aux résidents : ces repas sont réalisés et livrés par la maison de retraite (au prix de 33 000 € en 2013) et revendus aux résidents au prix de 58 000 € en 2013, générant dans ces conditions un résultat positif de 25 000 € (plus d'un quart du résultat total).

La question de la provision pour grosses réparations

L'article 3 de la convention de location prévoit parmi les six composantes de la redevance due par l'AGES, un montant de provision pour grosses réparations (PGR). Les « mémoires » détaillant le montant de la redevance mentionnent à la rubrique « PGR» que celle-ci est « à définir ».

Ainsi qu'il ressort des termes d'une lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR) du 11 mars 2008 adressée à CUS Habitat, la direction de l'AGES a été reçue à CUS Habitat, le 5 novembre 2007, par le directeur général, qui aurait pris l'engagement de faire parvenir sous quinzaine à l'AGES, les documents permettant de comprendre la destination des fonds constitutifs de la PGR régulièrement versés par l'AGES. Cet engagement est resté sans suite.

CUS Habitat a répondu par LRAR du 13 mars 2008 qui donne le détail des montants reçus au titre de la PGR (521 490,34 €). Ce montant est corroboré par les montants mentionnés dans les mémoires reçus par l'AGES depuis 1994 et résumés dans un tableau fourni par l'AGES. Cette réponse faisait également état des dépenses de grosses réparations engagées de 1995 à 2004 inclus (189 100,36 €) dans un tableau récapitulatif joint en annexe. Cette lettre se conclut par la mention d'un solde de 36 543,68 € (dans un tableau) dont le mode de calcul n'est pas explicite alors que le corps de la lettre, mentionne un solde négatif de 83 060,99 €.

Par LRAR du 20 mai 2008, l'AGES s'étonnait de ce solde et demandait à nouveau que toutes les précisions nécessaires et utiles soient fournies à l'AGES et plus particulièrement à son CA. CUS Habitat a répondu le 3 juillet 2008, en des termes qui ne permettaient pas d'avoir les précisions nécessaires à la compréhension des modalités d'utilisation de cette PGR (aussi appelée parfois provision gros entretien).

Depuis, l'AGES, qui ne verse plus de provision depuis juillet 2005, ne sait toujours pas ce qu'il est advenu de ces sommes : le directeur a été dans l'incapacité de fournir une réponse à la chambre. Il a néanmoins adressé une nouvelle lettre recommandée avec accusé de réception à CUS Habitat le 20 mars 2015 lui demandant de fournir, les éléments nécessaires à la compréhension de ce dossier, éléments listés ainsi dans la lettre :

- *montant total de la PGR/PGE versée à CUS Habitat pour le foyer-résidence,*
- *détail des travaux acquittés par cette provision et leurs justificatifs,*
- *le texte légal ou règlementaire supprimant ou modifiant la PGR en PGE,*
- *une note explicative concernant la réforme comptable qui a permis de soustraire la somme de 119 604,67 € de la PGR versée,*
- *la situation actuelle du reliquat de PGR/PGE après travaux.*

En réponse et par courrier du 7 avril 2015, CUS Habitat a toutefois opposé un refus à cette demande en indiquant que « *les sommes perçues à ce titre ne constituaient pas juridiquement une dette. La PGR n'était pas assimilable à une provision remboursable* ».

En tout état de cause, l'inaction pendant plusieurs années de la direction de l'AGES dans ce dossier illustre une gestion non suivie. La chambre constate que dans sa réponse, l'AGES n'a proposé aucune piste de solution pour mettre un terme à cette situation qu'elle semble contester.

La décision d'acquisition du foyer-résidence par l'AGES

Par délibération du conseil d'administration du 14 janvier 2014 a été décidée à l'unanimité, l'acquisition de l'immeuble foyer-résidence du 10 rue du Bilstein à Strasbourg pour 3,3 M€. Les motifs de cette décision ne se trouvent pas dans le procès-verbal du conseil d'administration mais dans un courriel du 17 décembre 2014 adressé par le directeur de l'AGES à la direction régionale de la Caisse des Dépôts : « *CUS Habitat propriétaire du bâtiment que l'AGES gère depuis sa construction en 1988, considère que sa mission ne comprend pas la gestion d'établissements dédiés aux personnes âgées. L'office a décidé ces dernières années de vendre ses foyers logements pour personnes âgées et notamment celui situé 10 rue du Bilstein.*

L'AGES assure cette mission qui entre pleinement dans ses statuts. Notre CA a décidé de poursuivre cette activité en achetant le bâtiment à son propriétaire actuel ».

L'AGES souhaitait devenir plein et entier propriétaire de cet équipement. C'est pourquoi, par délibération du 13 octobre 2014 la ville de Strasbourg a vendu le terrain d'assiette à CUS Habitat au prix de 695 000 € (valeur France Domaine) minoré de 7,63 %, soit pour 641 987 €. La minoration a été acceptée par la conseil municipal en raison du budget disponible de l'AGES pour cette opération (3,3 M€), inférieur au coût total de l'opération, qui d'après la valorisation par France Domaine (terrain 695 k€ + immeuble 2877,5 k€) était de 3 572,5 k€ : la différence de 272,5 k€ représente 7,63 % du coût total qui a donc été minoré de ce montant (tant en ce qui concerne le terrain que l'immeuble (vendu à 2 658 k€ au lieu de 2 877,5 k€) pour aboutir au montant de 3 300 k€ proposé par l'AGES.

Les discussions étaient en cours avec CUS Habitat depuis 2010. Pour le financement de l'achat, l'AGES apportera 1,8 M€ de fonds propres et sollicite un prêt de 1,7 M€ auprès de la Caisse des dépôts Alsace dont elle a obtenu le 20 janvier 2015 l'accord de principe. Pour que l'accord soit définitif, la Caisse des dépôts demande une garantie d'emprunt par la Ville.

A l'issue du transfert de propriété, l'AGES restera redevable du remboursement des deux emprunts encore en cours et souscrits initialement par CUS Habitat : le premier représente un capital restant dû (CRD) de 783 873,66 € au 1er février 2015 et le second un CRD de 710 443,21 € à la même date. La dernière échéance de ces deux prêts se situe en 2024 et le montant annuel du remboursement total est de 192 992,25 €.

Cette acquisition aura pour effet de mettre définitivement à la charge de l'AGES la gestion, l'entretien et les grosses réparations de ce foyer résidence, alors qu'elle n'était jusque-là que le gestionnaire dans le cadre du bail conclu avec CUS Habitat. Il s'agit d'un changement de la nature de son activité, qui va générer des charges nouvelles liées à sa qualité de propriétaire, portant notamment sur le renouvellement et/ou la mise en conformité du bâti et des installations, le bâtiment datant du milieu des années 80.

3. LA GOUVERNANCE DE L'ASSOCIATION

L'examen de cette gouvernance a porté sur les suites du précédent contrôle, sur la gouvernance administrative et sur la gouvernance budgétaire, financière et comptable.

La lettre d'observations définitives du 22 juillet 1998 comportait deux points relatifs, le premier, à « l'organisation des services de l'association » et le second aux « frais de représentation du président » qui n'appelle plus d'observation. S'agissant de « l'organisation des services de l'AGES », la lettre recommandait, d'une part de clarifier, par la conclusion d'une convention, les relations entre l'AGES et une agence immobilière, la SOGEVI, en raison des liens existants entre les deux structures et, d'autre part, relevait les liens avec une société civile immobilière, la SCI Martin Bucer (SCI MB 6). En l'absence d'évolution de la situation observée ces points ont fait l'objet d'un nouvel examen par la chambre.

3.1 L'environnement de l'AGES : les liens entre la Sarl SOGEVI et la SCI Martin Bucer

La situation actuelle ne peut se comprendre sans un rappel historique. Seront ensuite examinées les relations de l'AGES avec SOGEVI et avec la SCI Martin Bucer, appelée SCI MB 6.

3.1.1 Rappel historique

Selon l'actuel directeur de l'AGES, l'association aurait été créée par son père, adjoint au maire de Strasbourg et député, en 1980, à la demande du maire de Strasbourg de l'époque, afin de permettre à la Ville de disposer d'une structure pouvant abriter la crèche multi-accueil du quartier de la Montagne Verte en cours de création. Dans un premier temps, alors qu'il était

gérant de la société SOGEVI, il aurait lui-même assuré la gestion et tenu les comptes de l'association et ce bénévolement. C'est en 1983, après avoir constaté que l'activité de l'AGES prenait de l'ampleur, qu'il serait devenu salarié de l'AGES en tant que directeur de la structure.

L'article 1 du contrat précise dans ses deux premiers alinéas, que « *le contractant remplit, avec effet du 1er octobre 1983, les fonctions de Directeur, à plein temps, de l'AGES. Sauf stipulations particulières mentionnées dans le présent contrat, le contractant exerce ses fonctions conformément aux statuts et au règlement intérieur de l'association* ».

Le premier président de l'AGES a été président jusqu'en 2005 et gérant de la SCI Martin Bucer (SCI MB 6) de la date de sa création jusqu'à son décès en 2013. Selon le directeur de l'AGES, la création de la SCI MB 6 remonterait à 1962.

Le siège de l'AGES se situe depuis l'origine au n° 6 de la rue Martin Bucer à Strasbourg. A cette adresse se trouvait également le siège de la société SOGEVI. S'agissant de la SCI MB 6, son adresse et son siège sont dans les locaux de la SOGEVI et sa gestion était assurée par le père du directeur lui-même dans un premier temps, puis par le beau-frère du directeur, sous la supervision de celui-ci.

Contenance et consistance de l'immeuble du n°6 rue Martin Bucer à Strasbourg

Cet immeuble appartient à la SCI MB 6 et était géré par la Sarl SOGEVI pour le compte de cette SCI. Il comprend un sous-sol, un rez de chaussée et trois étages, six garages et trois emplacements de stationnement.

D'après le bail, le sous-sol comprend un local « chaufferie », un local réservoir à mazout et quatre caves de tailles variables dont l'une est réservée à un frère du directeur de l'AGES (281 millièmes), le reste constituant des parties communes réparties par millièmes entre l'AGES (352 millièmes) et la SOGEVI (463 millièmes), soit un total de 1096 millièmes.

Le rez de chaussée est composé d'une grande salle, d'un bureau, d'un hall d'entrée avec un grand dégagement recevant l'escalier et de six garages. A l'extérieur se trouvent trois emplacements pour garer des véhicules utilisés par l'AGES sans que le bail en fasse mention. D'après les annexes du bail, la salle et le bureau étaient loués par SOGEVI : en réalité, ces locaux étaient depuis le début utilisés par l'AGES, le bureau servant de bureau au comité d'entreprise et aux délégués du personnel et la grande pièce servant de salle de réunion, sans que le bail ait été modifié. Le bail mentionne une superficie « approximative de 130 m², soit cinq bureaux ». A l'examen du plan, il est évident que cette superficie approximative ne comprend pas la grande salle et le bureau du rez-de-chaussée dont le loyer était payé par la Sarl SOGEVI mais qui étaient dès l'origine utilisés par l'AGES.

L'annexe au bail indique que la Sarl SOGEVI est propriétaire du mobilier garnissant le rez de chaussée et le premier étage et que ce mobilier est mis à disposition de l'AGES pendant toute la durée du bail. Il n'est pas précisé si la mise à disposition est gratuite ou non : selon le directeur, cette mise à disposition a été gratuite et s'est arrêtée au fur et à mesure du remplacement du mobilier par l'AGES. Aucun inventaire des biens mis à disposition n'avait été réalisé.

L'AGES loue, en plus de ses bureaux situés au premier étage, deux des six garages du rez de chaussée. Cette location n'est pas mentionnée dans le bail principal et fait l'objet de deux baux particuliers datés du 26 mars 2003 pour un loyer de 780 et 720 € annuels, soit 1500 € par an pour les deux garages en 2003 (1 848,48 € en 2014 du fait des révisions).

Le premier étage de l'immeuble est composé d'une entrée et d'un couloir (desservant sept bureaux), d'un local archives, d'un vestiaire et de toilettes. Deux des bureaux étaient occupés par SOGEVI et le reste par l'AGES comme précisé ci-dessus. Le deuxième étage est composé de trois logements, deux studios et un deux pièces loués à des particuliers. Enfin, le troisième étage est la propriété d'un frère du directeur qui y dispose d'un appartement de deux pièces, le reste de l'étage étant le siège de la société de travaux, études, mobilité, créée par lui le 1er juillet 2013 (SAS au capital de 5 000 € dont il est le gérant) et s'occupant de vente de

véhicules pour handicapés. Cette société n'a pas de relations d'affaires avec la maison de retraite selon l'ancien président de l'AGES.

3.1.2 L'état actuel des relations de l'AGES avec la Sarl SOGEVI

Cette présentation nécessite de distinguer deux types de relations : celle qu'entretenait personnellement le directeur de l'AGES avec SOGEVI et celle qu'entretient l'AGES avec cette même société.

Les relations du directeur de l'AGES avec la Sarl SOGEVI

La Sarl gérait l'immeuble du 6 rue Martin Bucer pour le compte de la SCI MB 6, propriétaire de cet immeuble, ainsi que de deux ou trois autres appartements mais qui n'ont aucun lien avec l'AGES. Son gérant était jusqu'au 30 septembre 2014 le directeur de l'AGES (depuis le 15 septembre 1983, d'après son contrat de travail).

En fait, le directeur est titulaire d'une carte professionnelle de gérant d'immeubles et était cogérant jusqu'en 2006. A partir de cette date, il a été proposé à son beau-frère de devenir cogérant de la Sarl SOGEVI. Au fil du temps, le directeur se serait désintéressé de la Sarl SOGEVI et son beau-frère en serait devenu le vrai gérant, le directeur gardant le titre officiel dans les statuts et continuant à exercer une supervision au moins annuelle de la gestion de la Sarl.

Il a ainsi continué à être rémunéré jusqu'au 30 septembre 2014 comme l'établissent des bulletins de salaire de la Sarl SOGEVI (650 € net par mois auxquels se rajoutaient 600 € nets de prime de Noël en décembre tous les ans pour une quotité horaire de 10,52 heures par mois).

A compter du 1er octobre 2014, la Sarl SOGEVI a été vendue à la société I. (voir ci-après « la *vente de la Sarl SOGEVI* ») ; celle-ci assure dorénavant la gestion de l'immeuble du 6 rue Martin Bucer pour le compte de la SCI MB 6. Depuis cette date, le directeur de l'AGES n'est plus rémunéré par la Sarl SOGEVI. A noter que préalablement à cette vente certains immeubles appartenant à la SOGEVI ont été transférés dans une nouvelle SCI, appelée SCI MB 7, dont les associés sont les mêmes que ceux de la SCI MB 6, à savoir la fratrie du directeur. La gérante de la SCI MB 7 est la sœur du directeur et le siège de cette SCI se situe au domicile de la gérante.

Le directeur de l'AGES apparaît donc avoir été en situation de conflit d'intérêt jusqu'au 30 septembre 2014 : il était gérant de la société SOGEVI et tenu en tant que tel de défendre les intérêts de cette société ; dans le même temps il était directeur de l'AGES et en charge de la défense des intérêts de cette dernière. Le problème n'est pas théorique dès lors que ces deux structures avaient des relations professionnelles non seulement pour la gestion de l'immeuble siège de l'AGES (SOGEVI gérait les locaux abritant le siège l'AGES, pour le compte de la SCI MB 6), mais encore dans le cadre d'un « mandat d'administration de biens partiel » (voir ci-après « *les relations de l'AGES avec la Sarl SOGEVI* »). Selon l'actuel président de l'AGES, les membres du conseil d'administration étaient au courant de cette situation et l'approuvaient, ce que l'audition de la nouvelle direction a confirmé. La chambre observe que cela ne fait pas disparaitre pour autant le conflit d'intérêt constaté.

Les relations de l'AGES avec la Sarl SOGEVI

Ces relations sont conditionnées par les liens existant entre l'AGES et CUS Habitat.

Les liens avec CUS Habitat

Le 29 décembre 1986 a été signée une convention entre le préfet du Bas-Rhin et le président de CUS Habitat définissant les relations entre l'Etat, l'organisme propriétaire (CUS Habitat) et l'organisme gestionnaire (l'AGES) du foyer-logement pour personnes âgées de 80 logements de Strasbourg-Neudorf. Il s'agit du foyer-résidence situé 10 rue du Bildstein,

construit par CUS Habitat, sur un terrain mis à sa disposition par la ville de Strasbourg, par bail emphytéotique de 55 ans à compter du 1er janvier 1988 (soit jusqu'au 31 décembre 2042). Comme rappelé ci-dessus au point 2.3.2, cette convention désigne expressément l'AGES comme gestionnaire agissant à ce titre en vertu de la convention de location conclue avec le propriétaire.

Les liens avec la Sarl SOGEVI

En fait, par un « mandat d'administration de biens partiel », l'AGES a confié à la Sarl SOGEVI « *mandat d'administrer le foyer résidence de 80 logements pour personnes âgées (avec la loge du concierge et les équipements collectifs) sis 10 rue Bildstein à 67100 Strasbourg* ». Sur ce mandat figure la signature du directeur de l'AGES, sans qu'il soit possible de déterminer en quelle qualité (directeur de l'AGES ou gérant de la Sarl SOGEVI) il a signé ce document. Selon l'AGES, ce mandat ainsi que l'avenant de 1992, ont été signés par l'ancien vice-président de l'association.

Le mandat précise le contenu de la mission : « *gérer le bien, le louer, soit par écrit, soit verbalement, aux prix, charges et conditions que le mandataire jugera à propos, donner ou accepter tous congés, faire dresser états des lieux, signer tous baux et accords ; administrer les appels et paiements des redevances des occupants d'après les éléments qui lui seront fournis par l'AGES, répartir les charges locatives en fin d'exercice. L'encaissement des redevances, le paiement des fournisseurs et des préposés seront effectués par l'AGES* ».

La chambre constate que ce mandat de gestion a opéré vers la Sarl SOGEVI, un transfert d'activité incombant normalement à l'AGES. Ce transfert de charge de travail donnait lieu à rémunération de la Sarl SOGEVI : le mandat de gestion de 1988 mentionne la somme de 5 200 Frs HT mensuels à compter du 1er novembre 1988 (révisables tous les ans au 1er juillet selon les mêmes indices appliqués aux redevances du foyer-résidence). En même temps l'activité occasionnée à la SOGEVI devait être rétribuée et a pu justifier le versement d'une rémunération (à celui-là même qui devait l'assurer en sa qualité de responsable de l'AGES).

De 2009 à 2013, la rémunération annuelle de SOGEVI, telle qu'elle apparait dans les comptes du foyer-résidence, est retracée par le tableau ci-après duquel il ressort qu'elle a progressé de 11 % sans que des justifications de cette hausse aient pu être apportées au cours de l'instruction.

Tableau 3 :Honoraires versés par l'AGES à SOGEVI (foyer-résidence)

	2009	2010	2011	2012	2013	09-13
Honoraires SOGEVI	21 155	21 528	22 023	22 530	23 527	11 %

Source : comptes annuels

En 2013 la rémunération du mandataire SOGEVI s'élevait à 23 527 € TTC, soit 1 960 € TTC par mois, montant à rapprocher de celui des loyers perçus des locataires du foyer-résidence en 2013 (526 578 €), soit un taux de rémunération de 4,47 %. A aucun moment, ce taux et ce montant de rémunération ne sont justifiés par une convention ou un accord des parties. Il en est de même de l'évolution observée depuis 2009. En 2014, la facture adressée par la Sarl SOGEVI à l'AGES, pour les neuf derniers mois de sa gestion, portait sur un montant de 17 465,87 € TTC, soit 1 940,67 € par mois.

En ce qui concerne le mandat d'administration de biens du 1er novembre 1988, la chambre observe qu'il a fait l'objet d'un avenant en date du 23 décembre 1992 modifiant la durée et la rémunération et à l'occasion duquel une clause pénale a été introduite. Ainsi :

- la durée du mandat est portée de un an (renouvelable par tacite reconduction) à six ans (renouvelables par tacite reconduction sauf dénonciation par LR+AR six mois avant l'échéance) ;

- la rémunération est portée à 7 200 Frs HT, révisable annuellement sur la base de l'indice Insee construction du 3ème trimestre 1992 ;
- la clause pénale stipule : « *si le mandat et le présent avenant devaient être résiliés avant leur échéance normale, l'AGES versera à titre d'indemnité une année entière de rémunération forfaitaire au cabinet SOGEVI* ».

Pour la chambre, l'ensemble de ces éléments s'analyse comme illustrant le fait que le directeur de l'AGES et gérant en titre de la SOGEVI a mieux défendu les intérêts de la Sarl SOGEVI que ceux de l'AGES : ainsi, le conflit d'intérêt s'est résolu dans un sens favorable aux intérêts personnels du directeur. Dans le cadre de la procédure contradictoire, il n'a pas été apporté d'explications à la chambre, autre que le caractère historique et connu de la situation.

La vente de la Sarl SOGEVI

A compter du 1er octobre 2014, la Sarl SOGEVI a été vendue à la société I. La vente s'expliquerait par les problèmes de santé rencontrés par le gérant de la Sarl SOGEVI. Le capital social de la Sarl SOGEVI était de 25 000 €. Selon, l'acte de cession de parts sociales, les trois cédants de la société étaient :

1° l'indivision successorale de la mère du directeur, détenant 40 parts appartenant à raison de 1/5ème à chacun de ses enfants,

2° le directeur de l'AGES, détenant 60 parts sociales,

3° un frère du directeur détenant 100 parts sociales.

L'acte précise que la société I. s'est déclarée intéressée par l'acquisition de la totalité des parts composant le capital social de la société SOGEVI. Le prix de vente a été fixé à 175 500 € payables en deux parts, 87 750 € à la signature (29 septembre 2014) et le même montant au plus tard le 3 novembre 2014. A l'article 11 de l'acte, s'agissant des déclarations générales, les cédants déclarent, notamment, « *que par décision de la collectivité des associés en date du 22 septembre 2014, il a été mis en distribution un dividende d'un montant de 163.000.-€ prélevé sur le compte « autres réserves»*.

Compte tenu de la répartition du capital social de la SOGEVI, le directeur de l'AGES en détenait 34 % et apparaissait donc directement intéressé au développement de la société en lui assurant un mandat de gestion mais avait également un intérêt moral, SOGEVI appartenant à la fratrie du directeur. Au moment de la cession, il a perçu, à concurrence de ses parts sociales, le produit de la vente et du dividende exceptionnel.

Les relations entre l'AGES et la société I.

Suite à la vente de la Sarl SOGEVI, la société I. a accepté le mandat de gestion des logements du foyer-résidence (dans le cadre d'une obligation de moyens et non de résultat) pour un an renouvelable, moyennant une rémunération de 4,8 % TTC des loyers encaissés (4 % plus TVA de 20 %, soit 4,8 %), montant à rapprocher de la rémunération de la Sarl SOGEVI (4,47 % TTC). Tout comme lors du mandat avec la SOGEVI, c'est l'AGES qui fixe le montant des loyers.

Les loyers du foyer-résidence sont fixés hors de toute intervention du conseil d'administration de l'AGES, par son directeur qui tient compte pour ce faire de l'évolution de l'indice INSEE du coût de la vie et/ou de l'indice de révision des loyers (IRL). Les résidents s'étant plaints des révisions annuelles, la révision intervient tous les deux ans au 1er juillet, date à laquelle la CAF revoit le montant de l'aide personnalisée au logement. L'existence d'une petite liste d'attente confirme qu'il n'y a pas de problème d'occupation de l'équipement.

S'agissant de l'encaissement des loyers acquittés par les résidents, en l'absence de dispositions précises dans le mandat de gestion, il est effectué, comme à l'époque de la SOGEVI, par l'AGES. Toutefois, il n'apparaît pas conforme aux règles de bonne gestion qu'en l'absence d'une stipulation explicite dans la convention de mandat, les honoraires soient payés semestriellement d'avance à la société I.

3.1.3 L'état actuel des relations de l'AGES avec la SCI Martin Bucer

La SCI MB 6 a un capital social de 33 750 € divisé en 2 250 parts de 15 €. Suite au décès de son gérant, une assemblée générale extraordinaire (AGE) des associés s'est réunie en juin 2013 pour nommer un nouveau gérant et modifier en conséquence les statuts de la SCI. La SCI est constituée par la fratrie du directeur de l'AGES et l'AGE a désigné comme nouveau gérant, non rémunéré, la sœur du directeur. La nouvelle répartition du capital est de 450 parts sociales pour chaque membre de la fratrie. Le directeur de l'AGES est donc propriétaire d'un cinquième de la SCI et, à concurrence, bénéficiaire du produit de la location à l'AGES des locaux sis au 6 rue Martin Bucer à Strasbourg, cet immeuble appartenant à la SCI.

Les conditions financières de la location des locaux de l'AGES, rapprochées de celles du marché immobilier n'appellent pas d'observations. En effet, en 2013 et jusqu'à la cession de la SOGEVI, le coût au m^2 loué s'élevait pour l'AGES à 15,60 €/m^2 par mois (24 343 € de loyer annuel en 2013 pour environ 130 m^2). Après la cession de la Sarl SOGEVI, l'AGES a pris en location les locaux précédemment occupés par cette Sarl et acquitte dorénavant 2 723 € de loyer par mois pour 215 m^2, soit 12,66 € le m^2. Ce montant, comme il ressort du tableau ci-dessous, s'inscrit, voire est inférieur, à ceux observés pour des locations professionnelles. Ce constat ne fait cependant pas disparaître la présomption d'un conflit d'intérêt. D'une part, pour la SCI, l'AGES est un locataire régulier, solvable et assurant comme il se doit l'entretien en bon père de famille des locaux loués, avec une vigilance d'autant plus forte qu'il y a communauté d'intérêts du décideur. D'autre part, nonobstant le patrimoine de l'association, celle-ci ne semble pas se poser la question de la propriété de son siège social.

Tableau 4 : Diverses offres de locations professionnelles

Agence	Adresse	Superficie en m^2	Loyer/mois/€	Prix au m^2
I. T. A.	Rue de Molsheim	106	900	8,49
F.	Cœur Petite France	93	1 625	17,47
C. R. S.	Rue de Molsheim	219	3 100	14,15
S. I.	Rue des Francs Bourgeois	94	1 700	18,08

Source site Logic Immo du 9 mars 2015/CRC

3.2 La gouvernance administrative

3.2.1 Le respect des attributions statutaires des organes de l'AGES

Le respect des pouvoirs de l'assemblée générale

Les procès-verbaux (PV) des cinq dernières assemblées générales (AG) tenues depuis 2010 relèvent d'une trame identique : ils tiennent en cinq pages très aérées et comportent tous 10 chapitres. Après une page listant les présents, invités et excusés, viennent l'approbation du PV de la dernière séance, l'élection du tiers des membres du conseil d'administration. Le rapport d'activité, le rapport financier, le rapport du commissaire aux comptes, l'approbation des comptes et l'affectation du résultat, le budget, les procédures judiciaires (en cours), ainsi que le suivi des candidatures de l'AGES à la gestion de structures et divers. La durée moyenne des AG est de 1 h 30.

Au point « divers » il n'est jamais fait mention d'une délibération sur les questions d'intérêt général ou sur les orientations ou activités de l'association. Or, le 14 janvier 2014 le CA a délibéré sur l'acquisition par l'AGES du foyer-résidence, propriété de CUS Habitat dont l'AGES assure jusque-là la gestion dans le cadre d'une convention et d'un contrat de bail conclus avec CUS Habitat. Il s'agit là d'un changement important dans l'activité de l'association puisqu'elle deviendra propriétaire si la vente se réalise et devra investir 3,3 M €. Cette acquisition lui transférera le risque de gestion. Dans ce cas précis, même si les statuts prévoient la compétence du conseil d'administration pour l'acquisition d'immeubles s'inscrivant dans l'activité

habituelle de l'AGES, les pouvoirs de l'AG n'ont pas été respectés, car il s'agit d'une orientation nouvelle donnée à l'activité de l'AGES.

Le respect des pouvoirs du conseil d'administration

Pendant la période contrôlée, seul le procès-verbal du CA du 6 juin 2012 mentionne, sous la rubrique « points divers », qu'« *un échange sur l'activité et les perspectives de l'association a lieu entre les membres du CA* », sans autre précision. Le CA n'a pris aucune délibération venant déléguer certains de ses pouvoirs au bureau et/ou au président, ni de délibération venant définir les rôles et pouvoirs du directeur.

S'agissant de l'acquisition de mobiliers et matériels, ce n'est pas le CA qui décide, ni le président, mais le directeur qui, dès lors qu'il assure cette fonction sans en avoir le titre statutaire, agit comme quelqu'un qui dirige de facto l'association alors que les statuts ne prévoient d'autres fonctions de direction que celles relevant du président de l'association. En ce qui concerne la gestion des biens et intérêts de l'AGES, la réception des fonds, la détermination de leur emploi et l'arrêté des dépenses et leur règlement, là encore le pouvoir est exercé par le directeur, car ni le CA, ni le président décident. Enfin, pour les embauches et les licenciements, les décisions sont prises pour l'activité petite enfance et le foyer-résidence par le directeur de l'AGES, non régulièrement investi dans cette fonction, et par le directeur de la maison de retraite pour ce qui concerne cet établissement, alors que statutairement ces pouvoirs appartiennent au CA. Il n'y a jamais de compte rendu au conseil d'administration.

Le respect des pouvoirs du président

Les pouvoirs du président sont définis à l'article 8 alinéa 4 des statuts. Les DSP et conventions de gestion du secteur petite enfance sont signées par le président de l'AGES, ce qui est conforme aux statuts.

Les contrats de travail devraient être signés par le président, seul directeur prévu par les statuts. Cela a été le cas pour le personnel du siège lorsque l'ancien président a signé les contrats de travail de son fils, de la directrice adjointe et du directeur de la maison de retraite. Depuis, le directeur a signé les contrats de travail de la chargée de mission et d'une employée, tandis que la directrice adjointe a signé les cinq autres contrats des agents du siège.

Comme évoqué ci-dessus, les loyers des résidents du foyer-résidence sont fixés par le directeur, or celui-ci ne dispose d'aucune délégation de pourvoir ni de signature, que ce soit de la part du président de l'AGES ou du CA. Cette façon de procéder est tout à fait contraire aux dispositions statutaires fixant les pouvoirs respectifs du CA et du président. Le président et le CA ne sont même pas informés des décisions prises en matière de fixation des loyers des résidents. Ainsi, la gestion du foyer-résidence est entièrement sous la responsabilité du directeur alors qu'elle relève du président d'après les statuts (article 8 alinéa 4).

L'examen de 10 baux de logements du foyer-résidence, choisis en retenant le premier bail de chacune des dix première lettres de l'alphabet, permet de constater que ces baux sont tous rédigés sur du papier à en-tête de l'AGES. Les baux ne sont pas signés par le président mais par diverses personnes telles que le directeur, la directrice adjointe, l'assistante de direction ou la responsable du foyer.

Ainsi, quatre d'entre eux présentent, sous la mention « le bailleur », une signature venant couvrir le logo de l'AGES (l'un est signé par le directeur, deux par la directrice adjointe et la quatrième, signature « pour ordre », est celle de l'assistante de direction). Trois baux portent le cachet du foyer-résidence avec la signature de l'ancienne responsable du foyer jusqu'à sa démission le 19 décembre 2010 et deux autres sont signées par l'actuelle responsable du foyer, sans autre mention (ni de l'AGES, ni du foyer-résidence). Aucun de ces signataires ne disposait, ni ne dispose d'une délégation de signature du président.

Enfin, la fixation des primes non prévues par la convention collective est décidée par le directeur alors que ce pouvoir revient au président en application des statuts avec une nécessaire délégation du CA.

A l'ensemble des constats relatifs au non-respect des attributions statutaires des organes de l'association, l'AGES répond qu' « *aucune décision importante pouvant engager la responsabilité de l'association ou la mettre en péril n'a été prise par le directeur à l'insu des membres du conseil d'administration ou du président de l'association. Les projets, les engagements financiers conséquents et présentant des risques avérés pour l'association, les contentieux contractuels, prud'homaux ou sociaux, les rémunérations et primes définies et consenties aux salariés du siège (à l'exception des primes ponctuelles versées à certains agents pour des activités hors du temps normal de travail pour les DSP par exemple, mais portées à la connaissance du Président) ont toujours été portés à la connaissance des membres du conseil d'administration. La gestion quotidienne des établissements relève de la responsabilité du directeur et du directeur adjoint. Les décisions qui présentent un intérêt majeur sont discutées lors des réunions du conseil d'administration ou en réunion de bureau. Les questions des membres du conseil d'administration ne sont jamais éludées par la direction et tous les documents comptables et financiers remis préalablement aux réunions* ».

La chambre ne peut que constater qu'il s'agit d'affirmations, que ne vient étayer aucun document qui aurait été soumis au CA sur tel ou tel point au cours des six dernières années, documents qui auraient pu, s'ils avaient existé, être joints à la réponse pour l'illustrer. Ces réponses n'emportent pas la conviction de la chambre : la chambre, qui a détaillé ci-dessus le contenu des procès-verbaux des réunions du CA (deux par an) et des AG, pour constater leur caractère très succinct et l'absence de tout document explicatif joint, observe qu'il n'existe pas de procès-verbaux des réunions du bureau de l'AGES et renvoie sur ces questions aux développements qu'elle a consacrés ci-dessus au caractère fermé de l'association. La chambre considère enfin que, compte tenu de l'importance d'un grand nombre de décisions, celles-ci devraient systématiquement être retracées dans les procès-verbaux du CA.

3.2.2 Les rôles et activités des personnels du siège.

L'AGES gère trois activités : la petite enfance, un foyer-résidence et une maison de retraite (EPAHD). La chambre ne traite ici que du fonctionnement du siège et des relations qu'il entretient avec les structures « petite enfance » et « foyer-résidence ».

La gestion de la maison de retraite est particulière : elle est gérée par un directeur ne relevant pas de l'autorité du « directeur » de l'AGES et rendant compte directement au président de l'AGES. De plus, elle ne bénéficie que marginalement, d'aides publiques en contrepartie de prestations (316 k€ de dotation APA du CG 67 en 2013 pour un montant total de recettes de 3,4 M€).

Selon l'organigramme du siège de l'AGES, neuf personnes travaillent au siège : le directeur, la directrice adjointe, l'assistante de direction, la chargée de mission et l'équipe administrative composée de cinq personnes, un congé maternité fait l'objet d'un remplacement en contrat à durée déterminée (CDD). Le détail des activités du personnel du siège est présenté en annexe 1.

La recherche d'activités

L'AGES a répondu en 2012 à deux appels à DSP en déposant son offre, l'un de la ville de Strasbourg et l'autre, de la communauté de communes Les Châteaux. En 2013 elle a demandé quatre dossiers de candidature, cinq en 2014 et deux en 2015 (au 31 mars). Elle a déposé une offre à la mairie d'Eckbolsheim en décembre 2014, une offre en mairie de Schiltigheim en février 2015 et une offre en mairie de La Wantzenau (pour le renouvellement de sa gestion) en mars 2015.

L'AGES a été retenue en 2013 (pour une ouverture en 2014) pour les deux DSP pour lesquelles elle avait déposé une offre en 2012 : Strasbourg (maison de la petite enfance au Neuhof : accueil collectif de 60 places, plus lieu d'accueil parents enfants plus un accueil familial avec 20 assistantes maternelles pouvant recevoir 50 enfants) et la communauté de communes Les Châteaux (accueil collectif de 45 places à Breuschwickersheim).

Pour l'accompagner dans sa démarche de candidature à des délégations de service public, l'AGES fait appel à une société de conseil pour l'appuyer dans l'aspect commercial des DSP les plus importantes. En 2013, 2 451,80 € TTC ont été versés à cette société pour une journée (31 mai 2013) intitulée « *réussissez vos négociations à fort enjeu* ». Le 1er septembre 2014 a eu lieu la journée « *préparer vos négociations à fort enjeu* » pour 2 460 € TTC, le 21 octobre de la même année a eu lieu la journée « *conception et formalisation de la réunion bilan DSP pour influencer le cahier des charges* » pour 2 460 € TTC et le 3 novembre 2014 la journée « *bâtir un plan d'action et mobiliser les équipes* » pour le même tarif. Il n'y a aucun document remis, ni de compte-rendus établis, les journées se passant en entretiens avec l'animateur de la société au siège de ladite société.

Autres aspects de la gouvernance

Le comité d'entreprise est commun aux trois activités. La directrice adjointe préside le comité d'entreprise en qualité de représentante de l'employeur. Par contre, la maison de retraite a ses propres délégués du personnel.

En matière d'assurances, il existe un contrat pour les structures de la petite enfance et le foyer-résidence couvrant les risques incendie, dégâts des eaux, vols, bris de glace et machines et la responsabilité civile. La maison de retraite (qui est la propriété de CUS Habitat) a son propre contrat couvrant ces deux risques. S'agissant des contrôles de la médecine du travail, l'AGES a recours aux services d'une association de médecine du travail.

Les deux registres des délibérations (pour l'assemblée générale et le conseil d'administration) prévus dans les statuts n'ont jamais été mis en place.

Les enquêtes de satisfaction

L'AGES a réalisé une enquête de satisfaction en 2009/2010 auprès des parents des enfants reçus dans les 10 établissements de multi-accueil les plus importants gérés par elle mais les documents n'ont pas pu être produits à la chambre. Selon le directeur, les résultats font état d'une satisfaction globale et ne pointent pas de problème majeur.

Depuis 2012 la ville de Strasbourg a mis en place une charte qualité pour ses structures petite enfance. Elle vérifie le respect de cette charte par la réalisation de sondages à l'aide de questionnaires remis aux parents par l'AGES pour les structures qu'elle gère. La synthèse des réponses est faite par l'AGES qui la transmet à la Ville. Le sondage de 2014 relatif aux structures de la Ville fait état d'une satisfaction globale et ne pointe pas de disfonctionnement. Un nouveau sondage doit, avoir lieu en 2015. Pour les autres établissements, une enquête réalisée par l'AGES pour Eckbolsheim en 2014 fait état de résultats satisfaisants.

3.3 La gouvernance budgétaire, financière et comptable

D'après les statuts, cette gouvernance relève du conseil d'administration, du président et du trésorier. L'article 7 des statuts donne tous les pouvoirs au CA en matière d'emprunts bancaires, d'établissement des budgets prévisionnels, de l'emploi des fonds reçus et du règlement des dépenses. L'article 8 précise que le président du bureau « *assure toutes transactions financières ou administratives.* » et que le trésorier « *contrôle la gestion financière de l'association ainsi que la comptabilité qui sera tenue par une personne qualifiée. Il présente lors de l'assemblée générale les comptes financiers de l'année écoulée.* »

Dans la pratique, la comptabilité de l'AGES est tenue par le directeur uniquement et ne fait pas l'objet d'un contrôle par le trésorier ou le président. Il en est de même pour les transactions financières. Au cours de l'instruction, le directeur qui s'est formé à la comptabilité par la pratique, a mentionné qu'il présentait les comptes financiers à l'assemblée générale puisque le trésorier « *lui fait confiance pour cette présentation* ».

La comptabilité de la maison de retraite est exclusivement tenue par son directeur. Le directeur de l'AGES n'est pas informé des méthodes et composantes de la comptabilité de la maison de retraite. Un cabinet comptable a été mandaté, depuis mars 2014, date de début de l'arrêt maladie du directeur de la maison de retraite. A partir de mai 2015, les bulletins de salaires seront également gérés par ce cabinet extérieur.

L'association ne possède aucun règlement ou processus de gestion comptable, budgétaire et financière approuvé par le conseil d'administration ou l'assemblée générale. Aucune procédure n'est formalisée, tant pour le fonctionnement du siège, des structures petite enfance et du foyer résidence que pour la maison de retraite.

La suppléance ou le remplacement du directeur de l'AGES n'ont jamais été prévus ou envisagés. La formalisation des procédures serait à mettre en place, notamment l'encadrement des processus financier et comptable. Les points suivants en confirment la nécessité.

3.3.1 L'application des textes et le système d'information comptable

L'application des textes

Selon l'article L. 612-4 du code de commerce « *toute association ayant reçu annuellement des autorités administratives, au sens de l'article 1er de la loi du 12 avril 2000, ou des établissements publics à caractère industriel et commercial une ou plusieurs subventions dont le montant global dépasse un seuil fixé par décret (article D. 612-5 du même code : 153 000 €), doit établir des comptes annuels comprenant un bilan, un compte de résultat et une annexe dont les modalités d'établissement sont fixées par décret. Ces associations doivent assurer, dans des conditions déterminées par décret en Conseil d'Etat, la publicité de leurs comptes annuels et du rapport du commissaire aux comptes. Ces mêmes associations sont tenues de nommer au moins un commissaire aux comptes et un suppléant* ». Cette obligation est applicable aux exercices comptables des associations et fondations, ouverts à compter du 1er janvier 2006.

La loi n° 214-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire a modifié l'article précité en y apportant les précisions suivantes : « *Les peines prévues à l'article L. 242-8 sont applicables aux dirigeants des associations mentionnées au premier alinéa du présent article qui n'ont pas, chaque année, établi un bilan, un compte de résultat et une annexe. A la demande de tout intéressé, le président du tribunal, statuant en référé, peut enjoindre sous astreinte aux dirigeants de toute association mentionnée au premier alinéa d'assurer la publicité des comptes annuels et du rapport du commissaire aux comptes. Le président peut, dans les mêmes conditions et à cette même fin, désigner un mandataire chargé d'effectuer ces formalités.* »

Selon l'article 1 du décret n° 2009-540 du 14 avril 2009 portant sur les obligations des associations et fondations relatives à la publication de leurs comptes, « *les associations et fondations soumises aux prescriptions du premier alinéa de l'article L. 612-4 du code de commerce assurent la publicité de leurs comptes annuels et du rapport du commissaire aux comptes sur le site internet de la Direction des Journaux officiels. A cette fin, elles transmettent par voie électronique à la Direction des Journaux officiels, dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant statutaire, les documents mentionnés audit alinéa et, le cas échéant, ceux prévus au quatrième alinéa de l'article 4 de la loi du 7 août 1991 susvisée. Un arrêté du Premier ministre fixe les modalités de cette transmission. Ces documents sont publiés sous forme électronique par la Direction des Journaux officiels, dans des conditions de nature à garantir leur authenticité et leur accessibilité gratuite. Cette prestation donne lieu à*

rémunération pour service rendu dans les conditions prévues par le décret susvisé du 31 août 2005 ».

L'AGES bénéficie de subventions d'un montant supérieur à 153 000 € et a établi des comptes annuels comprenant un bilan, un compte de résultat et une annexe. Par contre, l'association n'appliquait pas le décret précité et ses comptes n'étaient pas transmis à la Direction des journaux officiels. La chambre a pu vérifier que les comptes 2014 ont été publiés suite à son observation et prend acte de l'engagement de l'association à organiser cette publication pour l'avenir.

Le système d'information comptable

L'association dispose d'un logiciel comptable, dont l'accès s'effectue par une connexion sécurisée, nécessitant un identifiant et un mot de passe. Le directeur et la directrice adjointe possèdent des identifiants de connexion mais, en pratique, seul le directeur intervient dans ce logiciel et enregistre l'ensemble des mouvements comptables de l'association. Son adjointe n'a pas connaissance des modalités de fonctionnement de ce logiciel, c'est-à-dire que la continuité du fonctionnement de la structure n'est pas assurée si le directeur, pour un motif quelconque, n'était pas en situation d'en effectuer le suivi.

Une restitution analytique des comptes est effectuée grâce à l'imputation de l'ensemble des mouvements comptable, sur des codes « Centre » qui correspondent aux différents établissements gérés. Cette imputation permet notamment la production d'un compte de résultat par structure.

3.3.2 Le commissariat aux comptes

Au titre des exercices sous revue, les comptes de l'AGES ont été certifiés sans réserve par un cabinet d'expertise comptable. Le commissariat aux comptes de l'association est effectué par cette même société depuis 1992, année de la première nomination par l'AG du 3 juillet 1992.

Les lettres de missions portant sur les comptes des exercices 2012, 2013 et 2014, ont été fournies. Elles mentionnent l'étendue de la mission, l'organisation de celle-ci et fixent les montant des honoraires qui s'élèvent à 23 530,10 € TTC en 2013 et 23 109,60 € TTC en 2014.

La confection du compte agrégé de l'association

Il a été précisé par l'AGES que le commissaire aux comptes contribuait à la réalisation du compte agrégé des trois secteurs d'activité. En effet, à la clôture de chaque exercice, l'ensemble des fichiers comptables (grand livre, comptes de résultats, bilans et balances) était adressé au cabinet qui se chargeait de la confection du compte agrégé des trois activités et de la mise en forme des comptes annuels de l'association. Le document final était ensuite retransmis, dans une version papier uniquement, par le commissaire aux comptes au directeur de l'AGES, le jour de l'assemblée générale. Le directeur a indiqué n'avoir jamais vérifié les données des versions définitives de ce compte annuel agrégé et mis en forme. Par ailleurs, l'AGES ne dispose pas de la version électronique de son compte agrégé et mis en forme.

L'article L. 822-11 du code de commerce, relatif à la déontologie et l'indépendance du commissaire aux comptes, interdit à celui-ci de fournir à l'entité qui l'a chargé de certifier ses comptes, tout conseil ou toute autre prestation de services n'entrant pas dans les diligences directement liées à la mission de commissaire aux comptes.

Le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes mentionne en son article 10 les situations interdites suivantes : « *Il est interdit au commissaire aux comptes de fournir à la personne ou à l'entité dont il certifie les comptes, ou aux personnes ou entités qui la contrôlent ou qui sont contrôlées par elle au sens des I et II de l'article L. 233-3 du code de commerce, tout conseil ou toute prestation de services n'entrant pas dans les diligences directement liées à la mission de commissaire aux comptes, telles qu'elles sont définies par les*

normes d'exercice professionnel. A ce titre, il lui est interdit de procéder, au bénéfice, à l'intention ou à la demande de la personne ou de l'entité dont il certifie les comptes :

- *1° A toute prestation de nature à le mettre dans la position d'avoir à se prononcer dans sa mission de certification sur des documents, des évaluations ou des prises de position qu'il aurait contribué à élaborer ;*
- *2° A la réalisation de tout acte de gestion ou d'administration, directement ou par substitution aux dirigeants ;*
- *(...)*
- *6° A la tenue de la comptabilité, à la préparation et à l'établissement des comptes, à l'élaboration d'une information ou d'une communication financières ;*
- *(...). »*

La situation du commissaire aux comptes vis-à-vis de l'AGES est donc en contradiction avec la déontologie de la profession, la confection du compte agrégé nécessitant une manipulation de données qui devrait être exécutée par l'AGES ou son cabinet comptable et non son commissaire aux comptes.

Recommandation n° 3 : La chambre recommande que l'AGES fasse établir son compte agrégé par un cabinet distinct de celui qui assure la certification de ses comptes.

La chambre prend acte de la confection du compte agrégé des trois activités de l'AGES pour 2014 par un cabinet autre que celui de son commissaire aux comptes et de l'engagement de l'association sur ce point pour l'avenir.

Les rapports spéciaux sur les conventions réglementées

Les rapports spéciaux du commissaire aux comptes portant sur les conventions réglementées comportent tous la mention suivante : « *En application des dispositions de l'article R.314-59 du code de l'action sociale et des familles, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.* » Cette mention laisse entendre qu'une liste de ces conventions est jointe au rapport du commissaire aux comptes : il n'en est rien et il n'existe aucune convention spéciale en cours.

Deux avocats siègent au conseil d'administration de l'AGES. Il apparait dans les comptes de l'association que des honoraires sont versés à l'un d'eux sur chacun des exercices contrôlés. Les montants annuels varient entre 2,8 k€ et 8,5 k€ pour un montant cumulé entre 2009 et 2014 de 27 k€. Cet avocat exerçait par ailleurs les fonctions de trésorier de l'AGES. Cette situation aurait dû être mentionnée dans une convention spéciale.

Cette absence d'information sur les conventions spéciales est d'autant plus étonnante que la situation du directeur de l'AGES, aurait dû conduire également à une mention de ses liens privés divers avec l'AGES, dans le rapport spécial.

3.3.3 Les prévisions budgétaires

Les charges et produits d'exploitation des structures de la petite enfance font l'objet d'une prévision budgétaire annuelle, approuvée par l'assemblée générale. Le budget prévisionnel de chaque structure de la petite enfance est détaillé par nature de dépenses et de recettes, en tenant compte des montants des salaires de leurs effectifs réels et de leur ancienneté.

Le tableau en annexe 2 détaille le taux d'exécution de ces budgets pour l'ensemble de ces structures. Celui-ci varie de 83 % à 105 % en 2012 et de 79 % à 108 % en 2013 en matière de charges d'exploitation. (Le faible taux d'exécution des structures implantées à Illkirch-Graffenstaden est dû à l'arrêt de la gestion de ces établissements en septembre 2012.) Le taux moyen d'exécution en 2013 (hors micro-crèche de la Wantzenau et le siège pour lesquels il n'y a pas de budget) est de 97 % ce qui traduit une bonne maitrise de l'association en matière de prévision budgétaire concernant ses structures d'accueil de la petite enfance.

Cependant, aucun document budgétaire n'est établi pour le siège et le foyer résidence. Les prévisions budgétaires de la maison de retraite ne sont, quant à elles, pas présentées au conseil d'administration. Afin de fournir une information complète au conseil d'administration et à l'assemblée générale et de respecter les exigences des statuts (articles 7 pour le CA et 13 pour l'AG), ces deux organes devraient délibérer sur des documents budgétaires complets et ce pour l'ensemble des activités de l'association.

3.3.4 La gestion des opérations bancaires et de la trésorerie

Au 31 décembre 2014, l'association était titulaire, dans le cadre de son activité de la petite enfance, de 50 comptes bancaires dont :

- 16 faisant office de caisses à la disposition des responsables de structures de la petite enfance pour les dépenses quotidiennes,
- 27 pour l'encaissement des participations des parents (un compte ouvert par structure),
- quatre comptes courants pour les dépenses du siège,
- trois comptes à terme pour un solde total de 1,3 M€.

A la même date et pour l'activité du foyer-résidence, l'AGES était titulaire de cinq comptes, dont deux livrets d'épargne.

Tous ces comptes bancaires sont ouverts au sein d'un seul établissement bancaire sis à Strasbourg. Pour cet établissement bancaire, les personnes habilitées à signer les documents relatifs au fonctionnement de la totalité des comptes de l'association sont le président, le directeur et son adjointe. Des habilitations limitées pour les comptes « caisses » des structures de la petite enfance sont données aux responsables des établissements qui le souhaitent. En fait, au 31 décembre 2014, seulement sept responsables apparaissent sur la liste produite par la banque. Le directeur a expliqué que certaines responsables de structures ne souhaitent pas utiliser cette facilité de gestion des liquidités, à savoir une carte de retrait et un chéquier (ces comptes bancaires présentent un solde compris entre 200 € et 800 €).

Les procurations concernant le directeur et la directrice adjointe ont été signées par un ancien président de l'association. Il n'y a pas eu de nouvelles procurations signées avec le président en fonctions durant la période examinée : l'établissement bancaire possède donc des procurations obsolètes.

De plus, bien que le CA du 24 novembre 2004 ait donné procuration à la directrice adjointe de régir et d'administrer les comptes bancaires de l'association, il n'existe aucune décision de ce type pour le directeur de l'AGES. Or, les opérations bancaires sont principalement effectuées par ses soins, qu'il s'agisse de paiements par le biais de virements ou de transactions par carte bancaire. La gestion de la trésorerie et des placements est également entièrement effectuée à son initiative. L'ensemble de ces opérations a donc été réalisé de manière irrégulière par le directeur qui n'était pas titulaire d'une délégation du CA, seule autorité en la matière selon les statuts de l'association, ni même d'une délégation du président.

En matière de gestion de la trésorerie, aucun objectif n'a été défini par le CA et dans la pratique, le directeur de l'AGES décide seul des mouvements opérés sur les comptes de dépôt et des opérations de placements. Ces placements, effectués par le directeur pour les fonds provenant de l'activité de la petite enfance et du foyer-résidence, sont des titres subordonnés remboursables (TSR), émis par un établissement bancaire de la place. Ces placements représentent un montant de 1,1 M€ « prêtés » pour des périodes de sept et huit ans. Les conditions des trois placements en cours sont retracées dans le tableau ci-dessous :

Tableau 5 : Conditions des placements en TSR

	Titres	Montant €	Période	Taux
Foyer-résidence	3 000 titres à 100 €	300 000	2011-2018	5,30%
Petite enfance	5 000 titres à 100 e	500 000	2011-2018	5,30%
	3 000 titres à 100 €	300 000	2008-2016	6,10%

Source CRC

Plusieurs constats peuvent être faits :

- l'imputation comptable, en compte 512 (banque) et non en 506 (obligations) fait apparaitre ces montants en tant que disponibilités au bilan de l'association, alors qu'ils constituent des valeurs mobilières qui ne sont pas disponibles immédiatement ;
- la souscription à ces obligations n'a pas fait l'objet d'une délibération au CA et le directeur, qui n'a pas formellement de délégations de pouvoir en la matière, a engagé l'association dans des placements financiers à long terme ;
- ces placements ont eu lieu sans intervention du trésorier de l'association.

Ces constats appellent plusieurs observations :

- ni le conseil d'administration, ni l'AG se sont jamais interrogés sur le point de savoir si ces opérations entraient dans l'objet statutaires de l'AGES ;
- l'imputation comptable de ces placements financiers devrait être modifiée afin de pouvoir garantir une image fidèle de la situation financière de l'association ;
- afin d'assurer la transparence nécessaire, le conseil d'administration devrait à l'avenir, désigner la ou les personnes habilitées à opérer des placements, fixer une liste des placements autorisés et être informé de la typologie des placements auxquels le directeur a eu recours jusqu'à présent et ce dans les meilleurs délais ;
- dans sa réponse, l'AGES indique procéder à des placements financiers pour avoir des produits financiers venant abonder ses fonds propres, qui lui permettent ainsi de couvrir ses échéances dans l'attente du versement des subventions et pour diminuer le prix facturé aux collectivités ;
- selon la chambre, eu égard à la nature des activités et à l'origine des fonds, un tel niveau de placements, outre qu'il n'entre pas dans la vocation de l'association, révèle une certaine « surfacturation » au fil du temps des prestations effectuées par l'AGES à travers les services qu'elle rend.

Recommandation n° 4 : La chambre recommande de mettre à jour les procurations et délégations de signature et de mettre en place des procédures encadrant et sécurisant les mouvements de trésorerie, les placements et les pouvoirs du président, du trésorier et du directeur et de prévoir l'approbation obligatoire du conseil d'administration avant toute souscription de produits de placements financiers.

Selon l'AGES les procurations et délégations de signature ont été récemment mises en place, mais ces documents n'ont pas été produits à la chambre à l'appui de la réponse. L'AGES n'a pas répondu au sujet des autres procédures à formaliser. La chambre prend acte de l'engagement de l'AGES de mener une réflexion globale sur ce sujet durant le deuxième semestre 2015.

3.3.5 Inventaires et amortissements

Le foyer résidence est entièrement meublé et équipé par des biens acquis par l'association. Le matériel utilisé dans les structures d'accueil des enfants et la maison de retraite (lave-vaisselle, lave-linge…) ainsi qu'au siège est, soit mis à disposition par les co-contractants, soit acquis par l'association. Elle ne dispose cependant pas d'un inventaire exhaustif de ces biens immobilisés (valorisés à 403 k€ net au 31 décembre 2013 dont 314 k€ dans les comptes de la maison de retraite).

L'association n'a jamais établi un règlement des achats de biens amortissables. L'enregistrement comptable est effectué par le directeur qui prend seul la décision de l'imputation des biens. L'annexe des comptes annuels donne une information sur les immobilisations de l'association telle que les cessions et acquisitions intervenues en cours d'exercice et le montant des dotations aux amortissements de chaque exercice. Cette annexe mentionne également les durées d'amortissement selon les catégories, entre quatre et 20 ans, durées qui n'ont jamais fait l'objet d'une décision du conseil d'administration et qui restent à l'appréciation du directeur au moment de l'enregistrement du bien.

Un état des dotations aux amortissements a été fourni pour l'exercice 2013 (Petite enfance et siège). Celui-ci est extrait du système d'information comptable et récapitule les biens immobilisés par « centre analytique », c'est-à-dire par établissement. Cet état fait apparaitre un amortissement linéaire pour l'ensemble des biens et pour des durées comprises entre trois et 10 ans. Entre 2009 et 2013, le montant annuel des dotations aux amortissements se situe entre 90 k€ et 97 k€.

Recommandation n° 5 : La chambre recommande de recenser l'ensemble des biens immobilisés afin de constituer un inventaire exhaustif, dont la mise à jour sera tenue régulièrement et ce pour chacun des établissements gérés par l'association.

Recommandation n° 6 : La chambre recommande de faire voter par le conseil d'administration le montant à partir duquel les biens acquis par l'association doivent être immobilisés ainsi que les modalités d'amortissement par catégorie d'immobilisation : ces règles seront utilement transcrites dans un règlement financier.

La chambre observe que les tableaux d'amortissement des biens du siège et du foyer-résidence joints par l'AGES à sa réponse relative à la recommandation n° 5, documents déjà connus de la chambre, ne constituent pas un inventaire en bonne et due forme. La chambre prend acte de l'engagement de l'AGES de faire délibérer son conseil d'administration sur l'amortissement de ses biens.

3.3.6 La formalisation des achats et des mouvements de caisse

Ce paragraphe examine uniquement les achats et les mouvements de caisses qui concernent l'activité de la petite enfance et du foyer résidence car le directeur de l'AGES n'a aucun regard sur les achats de la maison de retraite.

Les mouvements de caisse

Les responsables des structures sont amenés à encaisser des participations de parents qui paient en espèces ou chèques directement auprès d'elles. Ces sommes sont rapatriées au siège, de manière hebdomadaire, par les chargées de domaines, la chargée de mission ou la responsable de structure. Un document est alors signé pour preuve de dépôt et transmis aux chargées de domaines concernées pour l'enregistrement des paiements dans le logiciel de gestion des familles. Puis il est transmis au directeur pour l'enregistrement comptable de la recette.

Les trois méthodes utilisées pour les achats

Les achats d'un montant inférieur à 500 € sont effectués par les responsables de chaque structure pour des achats de jouets, de nourriture et de petits matériels. Ces achats sont réglés par chèques ou espèces à partir des comptes bancaires mis à leur disposition. Les justificatifs sont rapportés au directeur semestriellement pour une vérification des dépenses et leur enregistrement comptable. Ces caisses n'ont jamais fait l'objet d'une formalisation tant au niveau du montant mis à disposition que des conditions de leur utilisation. Aucun contrôle aléatoire n'a jamais été effectué sur place. Selon l'AGES une mise en concurrence est effectuée, mais la chambre n'a pu le vérifier, les devis ou justificatifs de la recherche de plusieurs fournisseurs n'étant pas conservés.

Les commandes supérieures à 500 € sont transmises au directeur pour approbation, accompagnées des devis. Là encore, il a été impossible de vérifier un échantillon, les devis n'étant pas conservés. Les paiements sont effectués par le directeur, sur la base des factures approuvées par les responsables de structures à l'origine des commandes.

Une carte bancaire est utilisée par l'assistante de direction et le directeur, qui effectuent des achats en ligne. Aucune décision du conseil d'administration n'en autorise l'utilisation, ni en fixe le montant maximal autorisé. Le montant des achats effectués en 2014 par ce moyen de

paiement était de 11 k€ dont 3 k€ d'affranchissement, 2 k€ pour des sièges de bureau, 1,9 k€ de commandes sur internet et 1,6 k€ pour des tapis.

Les procédures d'achats de l'association n'ont jamais été explicitement définies. Le maniement des chèques et espèces entre le siège et les structures n'est pas encadré par une procédure formalisée. Il est dans ces conditions difficile d'envisager un contrôle interne ou de garantir une mise en concurrence équitable des fournisseurs de l'association.

Recommandation n° 7 : La chambre recommande de mettre en place, dans les meilleurs délais, un guide des procédures d'achats et de formaliser l'utilisation des caisses dans un règlement financier.

La chambre prend acte de l'engagement de l'AGES de formaliser les procédures et l'utilisation des caisses, dans un document écrit.

3.3.7 Les frais administratifs

Des frais administratifs sont additionnés aux charges de fonctionnement de chaque établissement géré. Ils représentent des charges de fonctionnement pour les structures et des recettes pour le siège de l'AGES. Le tableau ci-après en retrace l'évolution entre 2009 et 2013, étant précisé qu'ils ont diminué de 61 k€ après l'arrêt de la gestion des structures situées à Illkirch-Graffenstaden fin 2012. Ils passent de 669 k€ à 608 k€.

Tableau 6 : Evolution des frais administratifs (montants en k€)

	2009	2010	2011	2012	2013	Ev.09/13
Petite enfance	669	678	685	669	608	-9%
Maison retraite.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	13,5	
Foyer résidence.	7,4	7,6	7,8	8	8	8%
Total frais admin.	676,4	685,6	692,8	677	629,5	-7%

Source : Crc d'après les comptes annuels

Ces frais sont, pour la petite enfance, calculés à l'aide d'un coefficient multiplicateur appliqué au nombre d'heures facturées aux familles pour l'occupation de toutes les structures. Ce coefficient était de 0,36 €/h en 2012, 0,38 €/h en 2013 puis 0,386 €/h en 2014 (soit une augmentation de 7,2 % en trois ans).

La convention d'objectifs et de moyens de la ville de Strasbourg (exercice 2015) mentionne que « *les dépenses de fonctionnement des établissements prises en compte pour le calcul de la subvention de la Ville de Strasbourg intègrent des frais centraux affectés aux établissements pour un montant maximum de 5 % du total des charges d'exploitation.* » Cette clause de plafonnement ne figurait pas dans les conventions précédentes. Le montant des frais administratifs prévisionnel apparait dans les documents budgétaires présentés à la Ville.

Les DSP d'Eckbolsheim et de la communauté de communes Les Châteaux (Breuschwickersheim) prévoient un budget détaillé faisant ressortir notamment les frais de gestion demandés. La DSP de La Wantzenau limite ces frais à un montant de 62 500 € annuel. Les conventions financières de Vendenheim et du Conseil de l'Europe ne prévoient pas de limitation pour le montant de ces frais.

Des frais administratifs sont également facturés à la maison de retraite et au foyer résidence, pour la part de travail effectué par le siège pour le traitement des paies de ces structures. Ces montants sont forfaitaires. Le directeur de l'AGES les a augmentés au fil du temps, sans avoir défini de formule précise de calcul permettant d'en déterminer le montant. En 2013, le foyer résidence payait ainsi des frais administratifs forfaitaires au siège pour un montant de 8 000 € (quatre salariés) et la maison de retraite 13 500 € (79 salariés).

La chambre observe qu'il a été mis en place un prélèvement de frais administratifs sur les structures de l'association sans en justifier le montant et la finalité, ni les modalités différenciées

selon les structures concernées. Eu égard aux avoirs accumulés par l'association au fil des années, leur montant peut, rétrospectivement, paraître excessif.

3.3.8 La commission de contrôle et les contrôles externes

L'article 10 des statuts prévoit que l'assemblée générale nomme parmi les membres de l'AGES deux « commissaires aux comptes » chargés de vérifier les livres, la caisse, le portefeuille et les valeurs de l'association, de contrôler la régularité et la sincérité des inventaires et des bilans et de faire un rapport annuel à l'AG. Cette commission n'a jamais été mise en place. Si elle l'avait été, elle se serait certainement rendu compte de l'absence d'inventaire dans les structures petite enfance, au siège et au foyer-résidence et se serait interrogée sur l'absence de décision du conseil d'administration en matière de placements financiers et d'amortissements, notamment. La non mise en place de cette commission n'est, selon la chambre pas étrangère au fonctionnement en circuit fermé cette association qui ne comprend que 10 membres qui composent également son conseil d'administration.

L'Urssaf et la caisse d'allocations familiales (CAF) ont mené des contrôles de l'association, ce qui a donné lieu à l'ouverture d'un litige en 2003, toujours en cours en 2015 avec les services de l'Urssaf. Celui-ci porte sur la méthode de déclaration des repas pris par le personnel, au titre des avantages en nature. La CAF contrôle plus particulièrement les tarifications appliquées aux parents et les prestations offertes dans les établissements. La chambre a pu prendre connaissance d'un rapport de contrôle.

Au vu de l'ensemble des constats décrits ci-dessus et relatifs à la gestion budgétaire, financière et comptable, la chambre constate que le trésorier de l'AGES ne remplit aucune des missions que lui confient les statuts et que le fonctionnement de l'AGES ne respecte pas les pouvoirs et attributions de son trésorier.

4. LA SITUATION FINANCIERE

L'AGES établit ses comptes (comptes de résultat, bilans et annexes) en premier lieu avec les données consolidées. Un deuxième niveau sépare les trois activités de l'association : la petite enfance, le foyer-résidence et la maison de retraite ; les données du siège sont intégrées dans les comptes de la petite enfance. Enfin, l'association établit également des comptes de résultats pour chaque structure petite enfance ainsi que le siège. Ces restitutions sont nécessaires pour pouvoir répondre aux besoins d'informations des collectivités et sont ainsi présentées dans les rapports d'activités remis annuellement aux dites collectivités.

4.1 La baisse des résultats

Le résultat consolidé de l'AGES est en diminution entre 2009 et 2013, de 153 k€ à 86 k€, soit -44 %, comme il ressort du tableau ci-dessous, retraçant la structure et l'évolution des résultats annuels entre 2009 et 2013. Les résultats de 2010 et 2011 représentent les montants les plus élevés de la période, principalement dus aux résultats de l'activité de la maison de retraite, positifs ces années-là, contrairement aux trois autres années.

Si le résultat de l'association reste positif durant la période, il est issu essentiellement du résultat financier, en progression de manière significative sur chacune des activités, tandis que le résultat d'exploitation devient négatif en 2012 et 2013 (-148 k€ et -125 k€), en raison notamment du déficit d'exploitation enregistré par la maison de retraite. Le montant du résultat financier compense ce résultat d'exploitation négatif puisque son montant a doublé, passant de 109 k€ à 217 k€ entre 2009 et 2013 (+30 k€ pour la petite enfance, +25 k€ pour le foyer-résidence, +53 k€ pour la maison de retraite).

Tableau 7 : Structure et évolution des résultats annuels (montants en euros)

	2009	2010	2011	2012	2013	Ev.09-13
Résultat d'exploitation consolidé dont :	25 147	138 278	147 684	-147 553	-125 256	-598 %
crèches	*21 823*	*20 612*	*-37 051*	*35 496*	*-21 135*	*-196 %*
foyer résidence	*28 668*	*37 253*	*44 723*	*35 801*	*39 426*	*37 %*
maison de retraite	*-25 344*	*80 414*	*140 012*	*-218 850*	*-143 547*	*-466 %*
Résultat financier dont :	109 278	114 299	124 157	164 727	217 228	99 %
crèches	*73 911*	*80 288*	*81 787*	*100 753*	*103 524*	*40 %*
foyer résidence	*26 778*	*25 380*	*25 810*	*47 024*	*51 985*	*94 %*
maison de retraite	*8 589*	*8 630*	*16 560*	*16 951*	*61 718*	*619 %*
Résultat exceptionnel dont :	19 059	24 935	2 273	17 891	-5 918	
crèches	*15 605*	*19 435*	*3 640*	*1 910*	*0*	
foyer résidence	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	
maison de retraite	*3 003*	*5 501*	*-1 367*	*15 981*	*-5 919*	
+Report des exercices antérieurs				63 200		
-Engagements à réaliser sur ressources affectées			74 200			
Résultat AGES consolidé	153 034	277 513	199 914	98 265	86 053	-44 %
Résultat crèches	111 339	120 335	48 376	138 159	82 389	-26 %
Résultat foyer résidence	55 446	62 633	70 533	82 825	91 411	65 %
Résultat maison de retraite	-13 752	94 545	81 005	-122 718	-87 748	-538 %

Source : comptes annuels AGES

Seul le résultat de l'activité du foyer-résidence est en constante hausse, entre 10 % et 17 % chaque année, c'est aussi la seule activité ne générant pas de déficit au niveau du résultat global. Augmentant de 55 k€ à 91 k€, le résultat de cette activité progresse ainsi de 65 %.

L'activité de la petite enfance engendre un résultat positif, entre 48 k€ et 138 k€. Son niveau le plus bas en 2011 s'explique par l'augmentation des charges liée à la mise en place de la gestion d'une nouvelle structure à Eckbolsheim au cours de cet exercice.

Le résultat de la maison de retraite présente un excédent en 2010 et 2011 (94 k€ et 81 k€) et un déficit entre 14 k€ et 123 k€ au titre des trois autres années. Ces déficits, qui proviennent d'un résultat d'exploitation négatif, sont une conséquence de l'augmentation des charges de personnel de la structure en 2012 et 2013.

4.2 La structure et l'évolution des dépenses et des recettes

Les dépenses et les recettes de l'association diminuent de façon similaire à partir de l'exercice 2013, principalement suite à l'arrêt de la gestion des structures de petite enfance d'Illkirch-Graffenstaden.

4.2.1 Les dépenses de l'association

Le montant total des charges de l'association augmente légèrement de 16,2 M€ à 16,7 M€ entre 2009 et 2012, puis diminue de plus 1,6 M€ en 2013, soit -10 %. En 2013, les charges d'un montant total de 15 M€, étaient constituées à 69 % des salaires et des charges sociales et à 15,5 % des autres achats et charges externes. La structure de répartition des charges reste stable au cours de la période.

Les achats de marchandises proviennent de l'activité de la petite enfance essentiellement (achats de produits alimentaires, traiteurs). D'un montant annuel situé entre 431 k€ et 467 k€, ces dépenses représentent 3 % des charges de l'association.

Tableau 8 : Evolution des charges de l'AGES (montants en k€)

	2009	2010	2011	2012	2013	09/13
Achats de marchandises	431	466	455	467	448	4 %
Variation de stock	1	3	2	1	-1	
Autres achats et charges externes	2 145	2 169	2 522	2 693	2 312	8 %
Impôts, taxes et assimilés	830	863	833	905	808	-3 %
Salaires et traitements	8 378	8 368	8 318	8 349	7 393	-12 %
Charges sociales	3 437	3 405	3 373	3 359	3 031	-12 %
Dotations aux amortissements	94	90	95	94	97	3 %
Dotations aux provisions pour risque et charges	0	0	0	51	210	
Autres charges	813	856	880	777	739	-9 %
Total charges d'exploitation	16 129	16 220	16 478	16 696	15 037	-7 %
Total charges financières	6	2	2	2	1	-83 %
Total charges exceptionnelles	81	15	11	18	18	
Total charges de l'AGES	16 216	16 237	16 491	16 716	15 056	-7 %

Source : Crc d'après les comptes consolidés

Les impôts, taxes et assimilés englobent les taxes sur les salaires ainsi que la participation de l'employeur à la formation professionnelle continue et à l'effort de construction. Un montant de 11 k€ annuel correspond à la taxe d'habitation et à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères de la maison de retraite.

Les dotations aux provisions pour risques et charges en 2012 concernent un litige en cours avec la commune d'Illkirch-Graffenstaden et une ancienne salariée d'une de ces structures. En 2013, il s'agit d'une provision pour le licenciement éventuel de personnel en cas d'arrêt de la gestion de la structure située à Vendenheim (50 k€). La maison de retraite a également provisionné un départ en retraite pour 50 k€, des gros travaux pour 50 k€ et un litige en cours concernant le licenciement du concierge pour 60 k€.

Le poste principal de dépense : le personnel

La masse salariale diminue de 12 % entre 2009 et 2013 passant de 11,8 M€ à 10,4 M€. Celle-ci représentait 73 % des charges de l'association en 2009 et 69 % en 2013.

Tableau 9 : Evolution de la masse salariale (montant en k€)

	2009	2010	2011	2012	2013	09-13
Salaires et traitements	8 378	8 368	8 318	8 349	7 393	-12 %
Charges sociales	3 437	3 405	3 373	3 359	3 032	-12 %
Total masse salariale	11 815	11 773	11 691	11 708	10 425	-12 %

Source : Crc d'après les comptes annuels

Le montant des salaires et traitements, hors charges sociales, reste stable entre 2009 et 2012, environ 8,3 M€, puis baisse d'1 M€ entre 2012 et 2013 suite à la diminution du nombre de structures petite enfance gérées par l'association. Les rémunérations payées au titre de cette activité sont en légère baisse constante sur la période. Cette baisse des charges de personnel est constatée pour le foyer-résidence également, tandis que la part rattachée à la maison de retraite est en augmentation de 15 %, ce qui correspond à l'évolution du nombre d'employés de cette structure qui sera détaillée au chapitre traitant de la gestion du personnel.

Tableau 10 : Evolution des salaires (montant en k€)

	2009	2010	2011	2012	2013	09-13
Salaires et traitements dont :	8 378	8 368	8 318	8 349	7 393	-12 %
petite enfance	*6 896*	*6 878*	*6 846*	*6 789*	*5 715*	*-17 %*
foyer résidence	*80*	*78*	*52*	*57*	*65*	*-19 %*
maison de retraite	*1 398*	*1 416*	*1 411*	*1 503*	*1 612*	*15 %*

Source : Crc d'après les comptes annuels AGES

La loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, prévoit en son article 20 que : « *Les associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 EUR et recevant une ou plusieurs subventions de l'État ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 EUR doivent publier chaque année dans le compte financier les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature.* » Aussi, les rapports du commissaire aux comptes mentionnent un montant total annuel des trois plus hauts cadres dirigeants salariés sans faire apparaitre d'avantages en nature ou une rétrospective portant sur les années précédentes. Ces montants ont été repris dans le tableau suivant afin de présenter leur évolution entre 2009 et 2013 (+5,7 %).

Tableau 11 : Montants annuels des trois plus gros salaires

	2009	2010	2011	2012	2013
rémunérations des trois plus hauts dirigeants en €	273 991	276 126	280 067	282 978	289 657
variation annuelle		0,8 %	1,4 %	1,0 %	2,4 %

Source : Comptes de l'AGES

Les autres achats et charges externes en augmentation

Ces dépenses sont constituées par les achats de fournitures, fluides ainsi que l'ensemble des services extérieurs. Elles sont en augmentation de 8 % passant de 2,1 M€ en 2009 à 2,3 M€ en 2013. Une augmentation plus significative apparait en 2011 et 2012, exercices au cours desquels ces charges atteignent respectivement un montant annuel de 2,5 M€ et 2,7 M€. Le recours à du personnel intérimaire médical et paramédical pour les besoins de la maison de retraite explique pour partie ces charges supplémentaires (+232 k€ en 2011 et +339 k€ en 2012).

Les « autres charges » en diminution

Ces dépenses, qui représentent 5 % des dépenses annuelles, ont augmenté entre 2009 et 2011, de 813 k€ à 880 k€, puis diminué à partir de 2012 pour atteindre un montant annuel de 739 k€ en 2013, soit une diminution globale de 9%. Principalement constituées des frais administratifs facturés à l'ensemble des structures, ces charges apparaissent également en compte de produits et n'ont donc pas d'impact sur le résultat annuel consolidé mais augmentent les produits de la petite enfance en diminuant ceux du foyer résidence (8 k€) et de la maison de retraite (13 k€). Les charges de personnel « volant », refacturé entre les structures de la petite enfance, apparaissent de la même manière dans ces autres charges et autres produits.

4.2.2 Les recettes de l'association

Le montant total des recettes de l'association varie entre 16,4 M€ et 16,8 M€ de 2009 à 2012 et diminue de plus 1,6 M€ en 2013, soit -10% sur l'année. En 2013, les recettes, d'un montant total de 15 M€, étaient constitués à 46 % de subventions, à 28 % d'autres produits (principalement les recettes issues de l'exploitation de la maison de retraite) et à 19 % des participations versées par les parents dans le cadre de l'activité de la petite enfance.

Certaines recettes sont en augmentation au cours de la période

La production vendue de biens et services englobe les recettes issues de la vente des repas fabriqués à la maison de retraite et de l'encaissement des loyers des résidents du foyer-résidence. Le montant de ces recettes varie entre 564 k€ et 626 k€, en augmentation de 5 % au cours de la période soit +28 k€.

Tableau 12 : Evolution des produits de l'AGES (montants en k€)

	2009	2010	2011	2012	2013	09/13
Ventes : Participations parents	3 082	3 137	3 219	3 265	2 844	-8 %
Production vendue de biens et services	564	626	571	575	592	5 %
Subventions d'exploitation	8 509	8 387	8 506	8 381	6 979	-18 %
Reprises sur amortissements et provisions	12	0	0	0	183	
Collectes	20	17	3	9	16	-20 %
Autres produits	3 968	4 191	4 326	4 318	4 298	8 %
Total produits d'exploitation	16 155	16 358	16 625	16 548	14 912	-8 %
Total produits financiers	115	117	126	167	218	90 %
Total produits exceptionnels	100	40	13	36	12	
Total produits de l'AGES	16 370	16 515	16 764	16 751	15 142	-8 %

Source : Crc d'après les comptes consolidés

Les « autres produits » augmentent de 3,97 M€ en 2009 à 4,3 M€ en 2013, soit +8 %. En 2013, ils sont issus en grande partie des produits de l'activité de la maison de retraite (à hauteur de 3 M€), puis des recettes diverses constituées par l'activité de la petite enfance pour 1,2 M€ dont les frais administratifs (608 k€), les indemnités journalières (182 k€), la refacturation du personnel de remplacement (106 k€) et des recettes diverses (201 k€). Ces recettes diverses de l'activité petite enfance comprennent des participations de la SNCF (8 k€) pour les enfants dont les parents relèvent de ce régime spécial et ne peuvent percevoir les aides de la CAF, ainsi que les versements reçus de la mutualité sociale agricole (34 k€). Ces recettes diverses comportent également les résultats d'exploitation des structures d'Eckbolsheim (34 k€) et du Conseil de l'Europe (22 k€).

Les subventions d'exploitation reçues

Les subventions d'exploitation reçues, d'un montant global annuel oscillant entre 6,9 M€ et 8,5 M€, sont destinées à l'activité de la petite enfance. Seuls 3 k€ par an étaient destinés à la maison de retraite entre 2009 et 2011 et 784 € au foyer-résidence en 2010.

Le non renouvellement du contrat confiant la gestion des structures situées à Illkirch-Graffenstaden à l'AGES explique, pour sa quasi-totalité, la diminution de 1,53 M€ du montant des subventions perçues pour l'activité de la petite enfance entre 2009 et 2013 : la subvention de cette collectivité représentait en moyenne 1,4 M€ annuellement.

Le montant qui apparait dans les comptes sous la dénomination « subventions autres » correspond au montant total des soldes à reverser ou à reporter, basculés en comptes de tiers (c/443 « opérations particulières avec les collectivités publiques »).

Tableau 13 : Subventions reçues de 2009 à 2013 (montants en k€)

	2009	2010	2011	2012	2013	09-13
Ville de Strasbourg	2 694	2 570	2 312	2 301	2 281	-15 %
CAF	3 123	3 180	3 253	3 463	2 738	-12 %
CAF PSU à percevoir	877	976	935	670	1 203	37 %
Illkirch-Graffenstaden	1 385	1 464	1 365	878	-	
Conseil de l'Europe	247	245	225	215	199	-19 %
Eckbolsheim	-	-	218	247	268	23 %
La Wantzenau	450	431	443	528	578	28 %
Vendenheim	425	417	381	400	412	-3 %
Subventions autres	-695	-900	-630	-321	-700	
Total subv. petite enfance	8 506	8 383	8 502	8 381	6 979	-18 %
MR et FR*	3	4	3	-	-	
Total subventions c/74	8 509	8 387	8 505	8 381	6 979	-18 %

*Source : comptes annuels * subventions reçues par la maison de retraite et le foyer résidence*

Des produits financiers sensiblement en hausse

Le montant annuel des produits financiers de 115 k€ en 2009 et 218 k€ en 2013 a augmenté de 89 % pendant la période. La plus forte augmentation provient des produits financiers enregistrés dans les comptes de la maison de retraite, qui passent de 14 k€ à 63 k€ (+49 k€). Les produits qui concernent les comptes du foyer-résidence sont également en forte progression et passent de 27 k€ à 52 k€, soit une progression de 93 % (+25 k€). L'activité de la petite enfance qui génère plus de 47 % du montant des produits financiers de l'association, a enregistré une augmentation plus modérée (+39 %) passant de 74 k€ à 103 k€.

L'évolution et la répartition des produits financiers sont retracées dans le tableau suivant :

Tableau 14 : Evolution et répartition des produits financiers (montants en k€) :

	2009	2010	2011	2012	2013	09/13
Total produits financiers dont :	115	116	126	167	218	89 %
crèches	*74*	*80*	*82*	*101*	*103*	*39 %*
foyer résidence	*27*	*25*	*26*	*47*	*52*	*93 %*
maison de retraite	*14*	*11*	*18*	*19*	*63*	*350 %*

Source : Crc d'après les comptes annuels

Les produits financiers représentent 1,4 % des produits totaux de l'exercice 2013, contre 0,7 % pour l'exercice 2009. Cette augmentation est liée aux décisions de souscriptions à de nouveaux produits, prises par le directeur de l'AGES à compter de 2012.

4.3 Le fonds de roulement et la trésorerie

Les fonds propres, composés du fonds associatif sans droit de reprise, des réserves, du report à nouveau et des résultats de l'exercice, sont en augmentation de 17 % entre 2009 et 2013. Les réserves constituent 89 % de ces fonds propres au 31 décembre 2013, soit un montant de 3,17 M€, en augmentation de 944 k€ depuis 2009 (bilan détaillé en annexe 4). Ce niveau de réserve correspondait au 31 décembre 2013 à deux mois de dépenses moyennes au titre des trois derniers exercices clos (2011 à 2013).

La capacité des fonds propres à financer les actifs immobilisés (d'un montant compris entre 402 k€ et 556 k€) permet de dégager un fonds de roulement qui atteint 3,3 M€ au 31 décembre 2013. Ce fonds de roulement a augmenté de 32 % au cours des exercices sous revue, de manière un peu moins forte depuis 2012 et à une moyenne de 7 % par an.

Le montant total des dettes, provenant des dettes sociales et fiscales engendrées par les emplois salariés, étant bien supérieur au montant des créances détenues (subventions CAF), l'association bénéfice donc d'un besoin en fonds de roulement négatif (excédent).

Le fonds de roulement et l'excédent en fonds de roulement assurent ainsi à l'association une trésorerie abondante pour l'ensemble des exercices et d'un montant de plus de 5,7 M€ au 31 décembre 2013, montant dont environ 40 % (soit 2,3 M€) est dû au décaissement en n+1 des charges sociales dues pour l'exercice n.

Tableau 15 : Fonds de roulement et trésorerie (montants en k€)

	2009	2010	2011	2012	2013
Fonds de roulement	2 521	2 814	3 051	3 186	3 329
Besoin en fonds de roulement	-2 555	-2 115	-2 026	-2 584	-2 436
Trésorerie	5 076	4 929	5 077	5 770	5 765

Source : comptes annuels consolidés

Le niveau de la trésorerie a augmenté de 14 % entre 2009 et 2013, soit + 689 k€. La part minime (8 %) des valeurs mobilières de placement (VMP) est restée stable jusqu'en 2013, exercice au cours lequel ces valeurs ont diminué de 59 k€. Les VMP sont comptabilisées au bilan de l'activité de la maison de retraite.

Tableau 16 : Evolution de la trésorerie (montants en k€)

	2009	2010	2011	2012	2013
Valeurs mobilières de placement	492	492	492	492	433
Disponibilités	4 584	4 437	4 584	5 278	5 332
Trésorerie totale	5 076	4 929	5 077	5 770	5 765

Source : comptes annuels consolidés

La trésorerie est principalement issue de l'activité de la petite enfance. Au 31 décembre 2013 cette activité en représente 49 % tandis que les activités de la maison de retraite et du foyer-résidence représentent quant à elles respectivement 27 % et 24 % du montant total de trésorerie.

Tableau 17 : Evolution et répartition de la trésorerie (montants en k€)

	2009	2010	2011	2012	2013	09-13
Trésorerie totale dont :	5 076	4 929	5 077	5 769	5 765	14 %
Petite enfance	*2 822*	*2 472*	*2 473*	*3 052*	*2 851*	*1 %*
Foyer résidence	*1 002*	*1 079*	*1 187*	*1 290*	*1 381*	*38 %*
Maison de retraite	*1 252*	*1 378*	*1 417*	*1 427*	*1 533*	*22 %*

Source : comptes annuels

La chambre s'interroge sur la non prise en compte de cette importante trésorerie, par les collectivités publiques qui financent l'AGES par leurs subventions.

La gestion de la trésorerie est au quotidien du seul ressort du directeur et ce en totale contradiction avec les dispositions statutaires qui confient la gestion des fonds et valeurs au conseil d'administration et au président. L'AGES indique dans sa réponse que le CA a toujours été informé des décisions prises en matière de gestion de ses fonds et valeurs. La chambre observe que ces décisions ne sont pas retracées dans les procès-verbaux du CA.

L'association n'a pas eu recours à l'emprunt entre 2009 et 2013 pour ses activités de la petite enfance et du foyer-résidence. La maison de retraite a emprunté 200 k€ en 2005 au taux variable de 1,85 % indexé sur l'Euribor un an. Le capital restant dû de cet emprunt au 31 décembre 2014 était de 24,6 k€ avec une dernière échéance au 31 janvier 2016.

5. LA GESTION DU PERSONNEL

La convention collective nationale des établissements privés d'hospitalisation, de soins, de cure et de garde à but non lucratif du 31 octobre 1951 (appelée CCN 51) est applicable à l'ensemble du personnel employé au sein des établissements gérés par l'AGES, ainsi qu'au siège de l'association. Les assistantes maternelles, également salariées de l'AGES, relèvent pour leur part des articles L. 421-1 à L. 423-28 du code de l'action sociale et des familles.

5.1 Le bilan social

L'article L. 2323-68 du code du travail dispose qu'un bilan social doit être établi dans les entreprises relevant du champ d'application de la législation des comités d'entreprise lorsque leur

effectif habituel est au moins de trois cent salariés. L'AGES, dont l'effectif habituel dépasse trois cent salariés, ne dispose pas d'un bilan social.

Recommandation n° 8 : La chambre rappelle à l'AGES qu'il lui appartient d'établir le bilan social en application des dispositions de l'article L. 2323-68 du code du travail.

La chambre prend acte de l'engagement de l'association de produire annuellement le bilan social.

5.2 L'évolution des effectifs

Les effectifs de l'AGES ont diminué de 547 à 403 personnes entre 2009 et 2013. Cette diminution de 26 % représente 144 salariés ou 140 ETP et correspond à la cessation en 2012, de la gestion des cinq établissements de petite enfance situés à Illkirch-Graffenstaden. L'ensemble de l'évolution par activité est retracée dans le tableau ci-après.

L'activité petite enfance représente 79 % des effectifs de l'association en 2013. Au titre de cette activité, les effectifs ont connu une diminution de 32 % entre 2009 et 2013. Les effectifs de la maison de retraite ont, pour leur part, augmenté de 13 %, soit neuf salariés supplémentaires entre 2009 et 2013. Les effectifs du foyer-résidence sont stables pendant cette période, les quatre salariés de cette structure sont employés en CDI et représentent 2,9 ETP.

La structure du personnel fait ressortir une part stable d'emplois permanents en CDI, représentant entre 90 et 93 % du total des effectifs au cours de la période.

Tableau 18 : Evolution du personnel en nombre et ETP

	CDI			CDD			Total/activité			Total AGES	
Au 31/12/N	P.E.*	F.R.	M.R.	P.E.	F.R.	M.R.	P.E.	F.R.	M.R.	Nb	ETP
2013	300	4	68	20	0	11	320	4	79	403	356,65
2012	299	4	64	21	0	11	320	4	75	399	348,04
2011	427	3	62	28	0	9	455	3	71	529	482,23
2010	410	4	60	25	0	13	435	4	73	512	467,37
2009	431	4	55	42	0	15	473	4	70	547	497,38
Evol.09-13	-30 %	0%	24 %	-52 %		-27 %	-32 %	0 %	13 %	-26 %	-28 %

** P.E. : Petite enfance ; F.R. : Foyer-résidence ; M.R. : Maison de retraite* *Source : Crc d'après données AGES*

Entre 2009 et 2013, l'évolution des effectifs, analysée par catégories socio-professionnelles, montre une diminution importante du nombre d'assistantes maternelles, qui passe de 217 à 92 soit - 58 %. Cette diminution s'explique principalement par l'arrêt de la gestion des deux établissements d'accueil familial situés à Illkirch et, dans une moindre mesure, par des difficultés de recrutement de nouvelles assistantes maternelles.

Le nombre d'agents de maitrise et d'employés/ouvriers diminue moins sensiblement, respectivement de 19 % et 5 %, tandis que le nombre de cadres reste identique (six salariés) : le directeur, la directrice-adjointe et au sein de la maison de retraite, le directeur de l'établissement, le médecin coordonnateur, la psychologue et un cadre de santé.

Tableau 19 : Evolution des effectifs par catégorie socio-professionnelle

Au 31/12/N	Cadres	Agents de maîtrise	Employés /ouvriers	Ass. Mat.	Total
2013	6	17	288	92	403
2012	6	18	280	95	399
2011	6	19	327	177	529
2010	6	19	301	186	512
2009	6	21	303	217	547
Evol. 09/13	0%	-19%	-5%	-58%	-26 %

Source : AGES, Crc

5.3 Les acteurs de la gestion du personnel

La directrice-adjointe de l'AGES occupait initialement, lors de son recrutement en 2003, les fonctions de directrice des ressources humaines. Elle est toujours en charge de la gestion des ressources humaines et est secondée par une assistante à temps plein pour l'exécution des tâches quotidiennes. Elle n'a cependant aucune visibilité ni autorité, en matière de ressources humaines, en ce qui concerne les effectifs de la maison de retraite. Les salariés de l'AGES ne sont pas évalués de manière formelle. La direction n'organise pas d'entretiens annuels et ne fixe aucun objectif individuel.

5.4 Les contrats de travail

Les contrats de travail des neuf salariés du siège ainsi que ceux du directeur de la maison de retraite et de la responsable du foyer-résidence ont été examinés. En application de la CCN 51 ils comportent la date d'entrée, la grille applicable, le métier occupé et les fonctions exercées, la qualité de cadre le cas échéant, le ou les lieux où les fonctions seront exercées, la mention CDD ou CDI, la durée de la période d'essai, le classement du métier, la rémunération brute mensuelle y compris les primes et indemnités conventionnelles, les organismes de retraite complémentaires et de prévoyance. La vérification de ces mentions n'appelle pas d'observation.

Le contrat de travail du directeur de l'AGES, signé le 15 septembre 1983, appelle deux observations. La première concerne le préambule de ce contrat qui mentionne que « *le présent contrat a pour objet de confirmer et préciser : (…) les relations individuelles de travail qui existent entre le contractant et l'Association, l'étendue des fonctions et des pouvoirs dévolus au contractant étant définis par une annexe au présent contrat.* » Cette annexe n'ayant jamais été rédigée, les fonctions et pouvoirs du directeur n'ont donc pas été définis et formalisés. Le contrat de travail de la directrice adjointe comprend cette annexe.

La deuxième observation concerne l'article 12 de ce contrat de travail, qui prévoit une embauche pour une durée indéterminée, ainsi qu'un préavis de six mois en cas de rupture à l'initiative de l'une ou l'autre des parties. Au surplus, il précise « *Toutefois, témoignant de sa volonté formelle de vous offrir un engagement durable jusqu'à votre 65e anniversaire, eu égard notamment aux responsabilités que vous assumez au sein de l'A.G.E.S., l'Association s'oblige si elle venait à vous licencier Monsieur le directeur, pour tout motif autre que la faute grave ou la force majeure au cours des années à venir et jusqu'à l'âge normal de votre départ à la retraite, soit à 65 ans, à vous verser sans préjudice de votre droit à préavis stipulé ci-dessus et de l'indemnité conventionnelle rappelée ci-dessus, une indemnité de rupture égale à la rémunération globale brute que vous auriez perçue si vous aviez continué d'exercer vos fonctions jusqu'à l'âge de 65 ans. Cette indemnité contractuelle de rupture sera donc égale à la dernière rémunération moyenne mensuelle brute versée (salaire annuel brut divisé par 12) multipliée par le nombre de mois restant à courir jusqu'à votre 65e anniversaire.* »

Le directeur ainsi recruté est le seul salarié de l'AGES à bénéficier d'une telle clause dans son contrat de travail. Cette clause, sous réserve de l'appréciation de la juridiction compétente, est léonine au sens où elle rend impossible la rupture normale du contrat de travail, rupture qui doit être possible compte tenu de part de l'*intuitu personae* liée à un poste de directeur. L'AGES n'a pas répondu sur ce point.

5.5 L'organisation du travail au sein de l'association

5.5.1 La durée hebdomadaire

La CCN 51 fixe la durée du travail à 35 heures par semaine selon les dispositions légales et réglementaires en vigueur. Elle prévoit également que les situations particulières feront l'objet d'accords d'établissement ou à défaut seront réglées par des contrats de travail individuels établis après consultation des délégués du personnel.

Au sein de l'AGES, deux types d'aménagements du temps de travail sont en vigueur dans les établissements de la petite enfance, le foyer-résidence et au siège de l'association. L'un prévoit un nombre d'heures de travail hebdomadaire de 39 heures et une récupération de « *23 jours de repos annuels* » (journées ARTT). Cet aménagement est appliqué aux salariés du siège et des établissements gérés depuis une date antérieure à 2008. L'autre prévoit, pour le personnel des établissements entré au service de l'AGES depuis 2008, un temps de travail de 70h par quinzaine sans aucune journée d'ARTT.

5.5.2 Les congés payés

La CCN 51 prévoit les conditions suivantes en son article 09.02.1 : « *Les salariés bénéficient chaque année d'un congé payé dont la durée est déterminée à raison de deux jours et demi ouvrables par mois de travail sans que la durée totale du congé exigible puisse excéder trente jours ouvrables.* »

Les contrats de travail des salariés du siège de l'AGES prévoient les 30 jours ouvrables de congés payés précités et mentionnent l'engagement de chacun « *à respecter les horaires et méthodes de travail fixés par la direction de l'association* ».

La CCN 51 prévoit également trois jours ouvrables supplémentaires pour les cadres afin de « *tenir compte des sujétions particulières* ». Le directeur et la directrice adjointe ne bénéficient pas de ces trois jours supplémentaires. En ce qui concerne les cadres de la maison de retraite, la direction de l'AGES indique ignorer les pratiques en cours dans cet établissement.

L'article 09.03.02 de la CCN 51 mentionne qu'« *en règle générale, sauf accord de l'employeur ou de son représentant, le congé payé ne pourra être reporté en tout ou partie après le 30 avril de l'année suivante, ni donner lieu, s'il n'a été pris avant cette date, à l'attribution d'une indemnité compensatrice.* »

Le personnel des établissements gérés par l'AGES est tenu d'épuiser ses congés payés de l'année N-1 pendant une période annuelle comprise entre le 1er juin N-1 et le 31 mai N. Aucun report n'est autorisé et aucune indemnisation des jours de congés payés non pris n'est versée à ce personnel.

Au siège, le directeur et la directrice-adjointe ont bénéficié d'une rémunération de leurs jours de congés payés non pris en 2013 (7,5 k€ en tout) et 2014 (3,4 k€ en tout). Le directeur de la maison de retraite a également bénéficié d'une telle rémunération en 2013 pour un montant de 4 650 €. Selon la direction de l'AGES, il s'agit « *d'une pratique de longue date* ». La chambre relève que cette indemnisation est irrégulière car contraire au texte de l'article précité de la CCN 51 applicable aux salariés de l'AGES et n'a jamais fait l'objet ni d'un accord local, ni d'une décision formalisée du président ou du conseil d'administration.

L'interdiction du paiement des congés payés non pris est en cohérence avec les dispositions de l'accord national sur l'ARTT dont il sera question plus avant et qui prévoit la possibilité de mettre en place un compte épargne temps (CET). Les documents de suivi des congés payés ont été demandés au titre d'un échantillon de trois personnes. Ils n'ont pas été fournis à la chambre qui observe que la continuité du fonctionnement de l'association est compatible avec l'absence simultanée de ces deux principaux cadres de direction. L'AGES n'a pas répondu sur ce point.

5.5.3 Les heures supplémentaires et complémentaires

Pour le personnel des établissements gérés, les heures complémentaires et supplémentaires sont récupérées et ne sont pas rémunérées. Il en est de même pour les employés du siège, à l'exception de la chargée de mission et de l'assistante de direction, toutes les deux employées à temps non complet et dont les contrats de travail prévoient la rémunération d'éventuelles heures complémentaires.

5.5.4 Aménagement et réduction du temps de travail

La partie III de la CCN 51 s'intitule « recueil des textes applicables » et contient un sous-chapitre « recueil 4 : accords Unifed » listant 10 accords et trois avenants à deux de ces accords, applicables aux entreprises relevant de la CCN 51. Parmi ces accords se trouve l'accord du 1er avril 1999 « visant à mettre en œuvre la création d'emploi par l'ARTT », accord étendu par arrêté du 4 août 1999. Cet accord est applicable à l'AGES. Son préambule dispose que « *compte tenu de la diversité des situations et de la pluralité des spécialités, il est convenu de considérer les dispositions ci-dessous comme un accord-cadre dont la mise en œuvre nécessite un engagement volontaire des entreprises. Les dispositions conventionnelles et/ou d'entreprise devront respecter celles du présent accord* ».

L'AGES n'a fourni qu'à l'appui de sa réponse l'accord d'ARTT daté du 15 juin 1999 qui avait été demandé en cours d'instruction. La chambre constate que le remboursement des jours d'ARTT non pris n'est pas prévu par l'accord national ni par l'accord local. En conséquence, les remboursements des jours d'ARTT sont irréguliers.

Or, en 2013 et 2014, des jours d'ARTT non pris ont été rémunérés à trois personnes : le directeur, la directrice-adjointe et l'assistante de direction. Cette indemnisation est intitulée « Divers + » sur les bulletins de paie. Elle est uniquement versée à ces trois personnes au mois de novembre chaque année. En 2013, cela représente environ 14,8 k€ en tout, montant sensiblement identique à celui versé en 2014.

5.5.5 Le compte épargne temps

Le chapitre 5 de l'accord précité est relatif au compte épargne-temps (CET). Il prévoit que « *tout salarié ayant au moins un an d'ancienneté dans l'entreprise peut ouvrir un compte épargne temps. Ce compte est ouvert sur simple demande écrite individuelle mentionnant précisément quels sont les droits que le salarié entend affecter au compte épargne-temps.(...) La mise en place du compte épargne-temps nécessite le provisionnement des sommes affectées et la négociation des causes de clôture par anticipation* ».

L'AGES n'a pas mis en place le compte épargne temps, alors que l'article L. 3152-1 du code du travail dispose que « *le compte épargne-temps peut être institué par convention ou accord d'entreprise ou d'établissement ou, à défaut, par une convention ou un accord de branche* » et que la convention collective applicable le prévoit. La chambre recommande à l'association de se conformer aux textes qui lui sont applicables et de cesser ses pratiques irrégulières en matière d'indemnisations de congés et de jours d'ARTT.

5.6 Les rémunérations du personnel en application de la convention collective

L'ensemble des bulletins de paie 2013 et 2014 des neuf salariés du siège de l'AGES a été examiné. Les bulletins de paie du directeur de la maison de retraite et de la responsable du foyer-résidence ont également été ajoutés à cet échantillon, soit 11 personnes au total.

Les modalités de calcul des éléments de la rémunération brute ont été vérifiées au regard des règles fixées par la convention collective. L'annexe I de la CCN 51 s'intitule « *Classement des salariés par filières* ». Celle-ci mentionne le coefficient de référence appliqué à chaque métier, eux-mêmes regroupés par filières : soignante, éducative et sociale, administrative, logistique et médicale. Ce coefficient de référence est multiplié par la valeur du point (4,403 depuis le 1er décembre 2010) afin d'obtenir le montant brut mensuel à payer.

L'assistante de la directrice-adjointe, chargée des paies, est ainsi classée dans le métier des « assistants administratifs » au sein de la filière administrative et son coefficient de référence est de 439. Ces éléments apparaissent sur les bulletins de paie.

Le contrat de travail initial du directeur prévoit en son article 14, une rémunération basée sur la catégorie « *Directeur Catégorie C 100 à 200 lits indice 690.* » Le coefficient de référence

des directeurs généraux, directeurs et directeurs-adjoints fait l'objet d'un calcul particulier. Selon l'article A1.3.1 de la CCN 51, celui-ci est calculé tous les trois ans, selon une formule tenant compte des charges de la classe 6 du dernier exercice clos en millions d'euros concernant l'ensemble des activités. Cette formule est la suivante : Y = 32562 [(ca N-1) puissance 0,1671] / (12 x 4,151). L'application précise de cette formule n'a pu être vérifiée par la chambre.

La dernière formule utilisée afin de fixer le coefficient des directeurs a été demandée par la chambre. Le directeur de l'AGES a répondu par courriel du 24 avril 2015 : « *Je ne me souviens plus des modalités de calcul, maintien, équivalence ou utilisation de cette formule, lors du passage de l'ancienne convention à la convention rénovée en 2003. Pour Madame U. et moi, et tous les salariés de l'AGES, nous avons utilisé le logiciel que la FEHAP avait mis à disposition des adhérents qui, en y injectant les données anciennes, vous calculait les nouveaux indices. S'agissant des directeurs successifs de la maison de retraite j'ignore comment ont été constituées leurs rémunérations.* »

La chambre ne peut que constater que le directeur de l'AGES, son président et le conseil d'administration ignoraient comment sont calculés les salaires des cadres de l'AGES. Ceci était vrai jusqu'à la tenue du CA du 27 juin 2015 au cours de laquelle ont été validés les rémunérations du directeur et de la directrice-adjointe, décision qui a conféré ainsi une base légale interne à ces émoluments. La réponse de l'ancien président de l'AGES sur cette question est accompagnée d'une annexe détaillant le calcul des rémunérations de ces deux cadres : ce calcul aboutit à des montants différents de ceux approuvés par le CA de l'AGES du 27 juin 2015. En fait, il n'a pu être justifié à la chambre d'une liquidation de la rémunération des deux cadres dirigeants de l'AGES conforme aux dispositions de la CCN 51. Si la délibération du CA du 27 juin 2015 donne maintenant une base légale interne aux rémunérations versées, il reste au conseil d'administration de l'AGES à établir de façon incontournable que cette rémunération, son niveau et les diverses primes / indemnités versées sont bien conformes aux stipulations conventionnelles sous l'empire desquelles son activité est placée.

Les éléments suivants sont payés aux salariés du siège, conformément aux dispositions de la CCN 51 :

- la prime décentralisée,
- la prime d'ancienneté,
- le complément de technicité,
- le complément diplôme,
- le complément encadrement,
- les sujétions spéciales,
- l'indemnité de carrière.

La prime décentralisée, payée annuellement au mois de novembre, est versée à l'ensemble des salariés. Le point A 3.1.4 de la CCN 51 prévoit le versement global « *à chaque salarié* [d'] *une prime annuelle de 5 % de son salaire brut (...) dont le critère de distribution est le non-absentéisme* ». Les six premiers jours d'absence intervenant au cours d'une année civile ne donnent pas lieu à un abattement. Au-delà de ces six jours est instauré un abattement d'1/60e de la prime annuelle par jour d'absence. Le même point A3.1.4 prévoit également que « *le montant du reliquat résultant de la minoration de la prime décentralisée est versé uniformément à l'ensemble des salariés n'ayant pas subi de minoration, au prorata de leur temps de travail.* »

Le tableau de répartition et de calcul de cette prime a été fourni et les modalités de calcul et de répartition des reliquats sont correctement appliquées. Toutefois, l'AGES accorde un septième jour de carence qui ne donne pas lieu à abattement. De plus, elle permet de cumuler neuf jours supplémentaires de franchise sur trois années consécutives sans absences, ce qui porte la franchise totale appliquée à partir de quatre années sans absences à 9+7, soit 16 jours de franchise cumulables. Cet avantage supplémentaire n'est pas prévu dans l'accord national, ni dans un accord local, ni par aucune décision du conseil d'administration ou du président, il est attribué discrétionnairement par le directeur. Dans sa réponse, l'AGES indique que cet avantage était connu du conseil d'administration, sans joindre de délibération ou décision émanant de cet organe et illustrant cette affirmation.

L'indemnité de carrière, fixée par l'article 8 de l'avenant 2002-02 du 25 mars 2002 portant rénovation de la CCN 51, « *a pour objet de garantir, si nécessaire, à chaque salarié, pour la totalité de la carrière lui restant à parcourir, sur la base d'une carrière théorique de 40 ans, une rémunération égale à celle qui aurait été la sienne sur cette même période dans l'ancien dispositif conventionnel. Ce mécanisme a pour effet de compenser, pour les personnels en place au moment du reclassement, les effets d'une répartition différente de la même masse salariale sur la carrière* ». Son montant est déterminé en comparant les déroulements de carrière respectifs dans l'ancien et le nouveau dispositif. La directrice-adjointe a mentionné l'utilisation d'un logiciel spécifique de simulation qui déterminait, en 2002, le coefficient à appliquer à chacun des salariés concernés par cette indemnité. Les documents justificatifs issus de ce logiciel n'ont pas pu être fournis au cours de l'instruction à la chambre.

L'indemnité de carrière est versée mensuellement à six salariés de l'AGES et représente des montants conséquents pour le directeur (1 020 €/ mois) et le directeur de la maison de retraite (1 043 €/mois), tandis que le montant liquidé au profit des quatre autres salariés bénéficiaires se situe entre 7 € et 40 € par mois.

5.7 Les primes « hors convention collective »

Le principe suivant apparait dans la convention collective au point 07.04.1 du chapitre 4 : « *Les dispositions de la convention collective ne font pas obstacle à l'octroi d'indemnités exceptionnelles justifiées par des sujétions ou des difficultés particulières inhérentes au service ou à l'implantation de l'établissement.* »

Sur ces bases, une prime mensuelle, appelée « Prime » sur les bulletins de paie, est versée à cinq salariés sur les 11 examinés. Elle est d'un montant variable allant de 300 € à 320 € puis 400 €. Le directeur a indiqué qu'il s'agit de montants que lui seul décide d'attribuer, représentant un bonus lié au travail satisfaisant des bénéficiaires. Le directeur perçoit cette « prime » mensuelle pour un montant de 400 €, la directrice adjointe pour un montant de 300 €, la chargée de mission pour un montant de 300 € et une chargée de domaine pour un montant de 320 €.

Aucune de ces primes n'est exceptionnelle puisqu'elles sont versées tous les mois. Aucune de ces primes n'est justifiée par des « *sujétions spéciales ou des difficultés particulières inhérentes au service ou à l'implantation de l'établissement* ». Ces primes, décidées discrétionnairement par le directeur, hors de tout accord du conseil d'administration ou du président, sont donc irrégulières. Dans sa réponse, l'AGES affirme que ces primes étaient connues du conseil d'administration, sans joindre de délibération ou décision émanant de cet organe à l'appui de la réponse.

Une « prime exceptionnelle » annuelle a été accordée à deux autres employés pour des montants respectifs de 700 € et 1 400 € en 2013 puis 700 € et 1 600 € en 2014. Cette prime, décidée par le directeur, est selon lui assimilée à une « prime au mérite » pour le travail fourni par ces deux personnes.

Il ne peut là non plus s'agir d'une prime exceptionnelle, puisqu'elle est versée tous les ans. Aucune de ces deux primes n'est justifiée par des « *sujétions spéciales ou des difficultés particulières inhérentes au service ou à l'implantation de l'établissement* ». Aucune de ces deux primes n'est prévue dans la convention collective, ni n'a été approuvée par le conseil d'administration ou le président : elles sont donc irrégulières. Dans sa réponse, l'AGES affirme que ces primes étaient connues du conseil d'administration, sans joindre de délibération ou décision à l'appui de la réponse.

Enfin, il existe une sixième bénéficiaire de cette prime qui est attribuée suite aux négociations ayant eu lieu lors de son recrutement afin de conserver le niveau de son salaire anciennement acquis. Elle est prévue dans son contrat de travail, même si cette possibilité n'est pas prévue par la CCN 51. Elle n'a été décidée et entérinée ni par le conseil d'administration, ni

par le président. Dans sa réponse, l'AGES affirme que cette prime était connue du conseil d'administration, sans joindre de délibération ou décision à l'appui de la réponse.

La chambre observe que la modulation salariale en fonction de la valeur individuelle du travail fourni par les salariés du siège est appréciée uniquement par le directeur. Elle n'est pas contractualisée et ne repose pas sur un entretien annuel d'évaluation.

Délibéré à la chambre les 30 septembre
et 6 octobre 2015
Le président

Christophe Rosenau

ANNEXE 1 : Détail des activités du personnel du siège

Le directeur

Il tient seul la comptabilité de l'AGES pour les deux activités petite enfance et FR (environ une heure par jour). Il intervient dans les payes pour les charges sociales de base et complémentaires et pour le règlement des payes.
Il ne s'occupe pas de la facturation aux parents, ni de la gestion des usagers au sens large (parents, enfants).
Il se rend une à deux fois par mois au foyer-résidence (pour environ deux heures) mais ne se rend jamais dans les structures petite enfance ni dans la maison de retraite.
Le directeur se rend une fois par jour à la banque située à Koenigshoffen pour y déposer les espèces et chèques reçus à l'AGES directement ou rapportés par les responsables de structure. Cela lui prend environ une heure.
Il rédige la partie comptable et financière des projets de DSP et participe à leur présentation aux mandants.
Le directeur est saisi des cas graves en matière de relations avec les parents ou les mairies et en matière de gestion des salariés posant des problèmes dans les structures ; cela représente en moyenne une intervention par mois. Il est également saisi de toutes les commandes dépassant 500 €.

La directrice adjointe

Elle avait été embauchée comme responsable des ressources humaines le 1er mars 2003. Le 1er avril 2005 son contrat a fait l'objet d'un avenant la nommant directrice-adjointe à temps plein de l'AGES, sans période d'essai. L'étendue de ses fonctions, pouvoirs et responsabilités est définie dans l'annexe 1 de son contrat.
Elle est restée en charge des ressources humaines : elle gère seule les payes des salariés du siège et avec l'aide d'une assistante, les payes des personnels des structures petite enfance, FR et maison de retraite et, avec l'aide d'une autre assistante, les payes des assistantes maternelles.
Elle signe les contrats de travail, gère les questions de discipline (sauf pour la maison de retraite), règle les litiges dans les structures et les licenciements.
Elle n'a pas délégué ses pouvoirs ni sa signature.
Elle est en charge des relations avec les mandants (collectivités locales, CAF, protection maternelle et infantile - environ deux jours par mois) et supervise le travail de l'assistante de direction et de la chargée de mission en matière de DSP. Elle participe avec le directeur, la chargée de mission et l'assistante de direction aux réunions de présentation aux mandants des propositions de l'AGES pour les DSP. Elle gère les problèmes que les chargées de domaine et les deux personnes précitées n'ont pu résoudre.
Elle est en lien avec les structures, principalement sur l'aspect administratif, et se rend sur place (environ un jour par semaine).

La chargée de mission

La chargée de mission est une infirmière-puéricultrice qui était jusqu'au mois d'août 2014 responsable de la crèche de la Montagne Verte et de plusieurs autres auparavant. Depuis octobre 2014 elle a rejoint le siège pour exercer la fonction de chargée de mission petite enfance. Cette mission comporte deux aspects : le suivi de projets et la coordination des équipes pédagogiques.

Le suivi de projets

- Dans ce cadre elle rédige la partie éducative et pédagogique des DSP et assure la présentation de ces aspects aux communes, le directeur ou la directrice adjointe se chargeant de la présentation de la partie administrative et financière.
- La chargée de mission rédige et met en place les projets afférents aux structures petite enfance, qu'ils soient transversaux (exemple : mise en place de l'alimentation bio) ou propres à

une seule structure (exemple : semaine des parents).

La coordination des équipes pédagogiques

Chaque structure est dirigée par une puéricultrice accompagnée par des éducatrices et/ou des auxiliaires de puériculture et des aides maternelles :

- la chargée de mission assure le suivi des nouvelles responsables de structure
- elle organise des réunions d'animation et des rencontres inter-structures pour mettre en place des pratiques pédagogiques communes.
- elle se rend régulièrement sur le terrain et visite les structures.
- il lui arrive quelques fois de rapporter au siège les paiements en espèces effectués par certaines familles en situation d'interdiction bancaire.

L'assistante de direction

Elle est également chargée de projets et assure la coordination de l'équipe administrative.

Le suivi des projets

Elle participe à ce titre à la rédaction des DSP sur la partie administrative (gestion des familles, modalités de paiement)

La coordination des équipes administratives

- Celle-ci porte sur les inscriptions en périscolaire et dans les crèches. Pour ces dernières les responsables de structures représentent l'AGES dans les commissions d'attribution des places mises en place par la CUS ou d'autres communes (auxquelles sont conviés à participer des représentants d'autres organismes œuvrant dans le même domaine et sur le même secteur). Les responsables de structures, à l'issue de ces commissions lui transmettent les dossiers et les documents nécessaires, à charge pour elle de procéder aux saisies des informations dans les différents logiciels et sous-logiciels utilisés à l'AGES pour cette gestion.
- Elle règle les problèmes que les chargées de domaine n'ont pu solutionner, elle tient une réunion hebdomadaire de coordination et veille à la cohérence des statistiques venant alimenter les rapports d'activité.
- Elle supervise les commandes de travaux et de fournitures émanant des structures petite enfance.
- Enfin elle assure le suivi des impayés.

L'équipe administrative

Elle comprend une chargée d'accueil, une chargée des payes et trois chargées de domaines. Parmi ces trois chargées de domaine, l'une est compétente pour les crèches collectives de Strasbourg et d'Eckbolsheim, une autre est compétente pour les crèches familiales et les haltes garderies de Strasbourg et la troisième est compétente pour les deux accueils périscolaires de Vendenheim et de la Wantzenau, la maison de l'enfant (= crèche) et de la micro crèche (maximum 10 enfants) de la Wantzenau, de la maison de l'enfant de Vendenheim et du multi accueil de Breuschwickersheim.
Une assistante est en charge des paies et bulletins de salaire des salariés de l'AGES hors ceux de la maison de retraite. Elle assure, à raison d'environ cinq jours par mois, les relations avec les caisses de sécurité sociale et la caisse de prévoyance (Crio - prévoyance devenue Humanis). Elle rédige les contrats de travail des nouveaux salariés, suit les dossiers des salariés, gère les entrées et sorties des CDD (environ 10 jours par mois). Elle assure le contact avec les structures en ce qui concerne les questions relatives au personnel et la veille juridique en la matière.
Les trois chargées de domaine assurent toutes des activités identiques ou similaires vis-à-vis des structures relevant de leur compétence, activités décrites dans leurs fiches de postes telles que principalement :

- gestion des familles : dossier papier et informatique (saisies dans le logiciel Domino), facturation, encaissements (chèques et espèces), suivi et relance des impayés, suivi statistique (pour la CAF et le rapport d'activité) et contacts divers avec les familles (accueil, téléphone, méls et courriers) ;
- gestion des structures : demandes de travaux et commandes (examen des devis transmis par les responsables de structure et choix ; ces demandes et commandes sont soumis à l'assistante de direction (qui saisira dans certains cas le directeur) ; elles sont ensuite transmises à l'employée qui saisit les entreprises ;
  - réunion avec les responsables de structures une fois par mois ;
  - réunion hebdomadaire avec l'assistante de direction;
  - archivage ;
  - tournée dans les structures, une fois par quinzaine (une ½ journée) ;
  - suivi de l'inventaire des structures.

Parmi ces trois chargées de domaine, il en est deux qui sont en plus chargées de trois activités supplémentaires :
- s'agissant des crèches familiales, une personne est chargée des relations avec les assistantes maternelles : elle leur délivre les attestations nécessaires et prépare les payes de ces assistantes maternelle à partir du suivi des feuilles de présence des enfants et de l'assistante. Le tableau qu'elle réalise pour ce faire est ensuite transmis à la directrice adjointe qui saisit les éléments dans le logiciel de paye « Sage ».
- elle fait l'interface avec les entreprises en matière de travaux et commandes.
- une autre assistante est chargée du domaine informatique de l'AGES tant pour le matériel que pour les logiciels ; elle assure l'interface avec le fournisseur du logiciel Domino et des sous-logiciels Mikado et Diabolo et avec le fournisseur du matériel informatique.

ANNEXE 2 : Les prévisions budgétaires

Taux de réalisation des budgets 2012 et 2013 (montants en k€)

		Charges d'exploitation 2012			Charges d'exploitation 2013		
Nom	Ville	Budget	Réalisé	Tx 2012	Budget	Réalisé	Tx 2013
Maison de l'enfance	Eckbolsheim	790	830	105 %	824	866	105 %
Multi accueil Les vignes	Illkirch	931	618	66 %	-	-	
Multi accueil de l'Ill	Illkirch	903	622	69 %	-	-	
Halte-garderie Illkirch	Illkirch	249	172	69 %	-	-	
Crèche familiale Illkirch	Illkirch	891	586	66 %	-	-	
Midi-Tatie périscolaire	Illkirch	496	281	57 %	-	-	
Mini crèche La Wantzenau	La Wantzenau	352	346	98 %	359	346	96 %
Halte-garderie La Wantzenau	La Wantzenau	122	101	83 %	125	99	79 %
Micro crèche Woerthel	La Wantzenau	n.c.	115		n.c.	165	
Périscolaire ALSH La Wantzenau	La Wantzenau	561	588	105 %	572	623	109 %
Multi accueil Montagne Verte	Strasbourg	1 063	960	90 %	1 050	1 001	95 %
Multi accueil Esplanade	Strasbourg	1 017	923	91 %	1 012	972	96 %
Multi accueil St Gothard	Strasbourg	1 013	920	91 %	1 035	1 022	99 %
Multi accueil Robertsau	Strasbourg	236	197	83 %	229	205	90 %
Multi accueil Conseil de l'Europe	Strasbourg	769	720	94 %	766	727	95 %
Halte-garderie Kageneck	Strasbourg	145	136	94 %	146	142	97 %
Crèche familiale Montagne Verte	Strasbourg	875	847	97 %	906	828	91 %
Crèche familiale Sud	Strasbourg	2 112	2 153	102 %	2 131	2 199	103 %
Mini crèche Vendenheim	Vendenheim	343	303	88%	341	369	108 %
Halte-garderie Vendenheim	Vendenheim	132	126	95 %	135	130	96 %
Périscolaire ALSH Vendenheim	Vendenheim	462	424	92 %	464	450	97 %
Siège	Strasbourg	n.c.	828		n.c.	911	
Total Petite enfance et siège			12 796			11 055	

Sources : Crc d'après les comptes et budgets annuels AGES

ANNEXE 3 : Résultats consolidés

Détail des résultats consolidés de 2009 à 2013 (montants en euros)

	2009	2010	2011	2012	2013	09/13
Ventes de marchandises	3 082 149	3 137 531	3 219 439	3 265 254	2 844 332	-8 %
Production vendue de biens et services	563 623	626 015	570 870	575 371	591 531	5 %
Subventions d'exploitation	8 508 999	8 386 623	8 505 878	8 381 429	6 978 776	-18 %
Reprises sur amor et prov	12 000				183 051	
Collectes	20 122	17 300	3 301	9 089	16 205	-19 %
Autres produits	3 967 971	4 191 356	4 326 446	4 318 128	4 297 990	8 %
Total produits d'exploitation	16 154 864	16 358 825	16 625 934	16 549 271	14 911 886	-8 %
Achats de marchandises	431 095	465 956	454 538	467 286	447 755	4 %
Variation de stock	1 267	2 775	2 016	686	-1 104	
Autres achats et charges externes	2 145 493	2 169 505	2 522 290	2 693 183	2 311 794	8 %
Impôts, taxes et assimilés	830 492	863 239	832 654	905 226	807 878	-3 %
Salaires et traitements	8 377 791	8 368 027	8 317 773	8 349 273	7 392 812	-12 %
Charges sociales	3 436 885	3 404 792	3 373 181	3 358 886	3 031 885	-12 %
Dotations aux amortissements	94 008	89 794	95 311	93 910	96 808	3 %
Provisions pour risque et charges	0	0	0	51 341	210 000	
Autres charges	812 686	856 459	880 487	777 033	739 313	-9 %
Total charges d'exploitation	16 129 717	16 220 547	16 478 250	16 696 824	15 037 142	-7 %
Résultat d'exploitation	25 147	138 278	147 684	-147 553	-125 256	
Autres intérêts et produits assimilés	115 323	116 559	126 086	166 736	218 315	89 %
Total produits financiers	115 323	116 559	126 086	166 736	218 315	89 %
Intérêts et charges assimilées	6 045	2 260	1 929	2 009	1 087	-82 %
Total charges financières	6 045	2 260	1 929	2 009	1 087	-82 %
Résultat financier	109 278	114 299	124 157	164 727	217 228	99 %
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	96 581	36 553	9 589	35 761	11 660	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	3 640	3 640	3 640	0	0	
Total produits exceptionnels	100 221	40 193	13 229	35 761	11 660	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	81 162	15 258	10 956	12 528	17 579	
Dotations exceptionnelles aux amor et prov	0	0	0	5 342	0	
Total charges exceptionnelles	81 162	15 258	10 956	17 870	17 579	
Résultat exceptionnel	19 059	24 935	2 273	17 891	-5 918	
Report des exercices antérieurs				63 200		
Engagements à réaliser sur ressources affectées			74 200			
Résultat	153 484	277 512	199 914	98 265	86 053	-44 %

Source : comptes annuels AGES

ANNEXE 4 : Bilans consolidés

Bilans détaillés consolidés de 2009 à 2013 (montants en k€)

Actif	2009	2010	2011	2012	2013
Immobilisations incorporelles	0	1	1	14	9
Immobilisations corporelles	556	535	494	444	393
Immobilisations financières	0	0	1	1	1
Actif immobilisé	556	536	496	459	403
Stocks et en cours	19	16	14	13	14
Créances	1 409	1 589	1 582	1 329	1 681
Trésorerie	5 076	4 929	5 077	5 770	5 765
Charges constatées d'avance	37	5	2	2	2
Actif circulant	6 541	6 539	6 675	7 114	7 462
Total Actif	7 097	7 075	7 171	7 573	7 865

Passif	2009	2010	2011	2012	2013
Fonds associatifs sans droit de reprise	486	486	486	486	486
Réserves	2 228	2 395	2 578	2 721	3 172
Report à nouveau	153	139	0	-203	-195
résultat de l'exercice	153	277	200	98	86
Fonds propres	3 020	3 297	3 264	3 102	3 549
Fonds associatif avec droit de reprise	0	0	234	494	133
Subventions d'investissements sur biens non renouvelables	56	52	48	49	49
Fonds associatifs	3 076	3 349	3 547	3 645	3 731
Provisions et fonds dédiés sur autres ressources	111	111	185	173	200
Dettes d'exploitation	3 670	3 413	3 237	3 525	3 654
Autres dettes	224	202	201	229	280
Total dettes	3 894	3 615	3 438	3 754	3 934
Produits constatés d'avance	16	0	1	1	0
passif circulant	4 021	3 726	3 624	3 928	4 134
Total Passif	7 097	7 075	7 171	7 573	7 865

Source : comptes annuels consolidés

Chambre régionale
des comptes
Alsace

Réponse de M. Philippe Nanopoulos, président de l'Association, aux observations définitives arrêtées par la chambre régionale des comptes d'Alsace sur l'examen de la gestion de l'Association de gestion des équipements sociaux (AGES). Cette réponse est jointe au rapport d'observations définitives de la chambre en application des dispositions du quatrième alinéa de l'article L. 243-5 du code des juridictions financières.

ages
aider passionnément

ENREGISTREMENT GREFFE
le 16 NOV. 2015
CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES D'ALSACE

CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES

14 rue du Faubourg de Pierre
67085 STRASBOURG Cedex

Strasbourg, le 13 novembre 2015

Lettre recommandée avec AR

Réf : jfb/fs-er/n°2015-575/gr

Monsieur le Président,

Vous nous avez fait parvenir par courrier daté du 13 octobre 2015, réceptionné le 16 octobre 2015, le rapport d'observations définitives rédigé par la chambre après l'examen de la gestion de l'AGES pour les exercices 2009 et suivants

Vous trouverez ci-joint les remarques et/ou commentaires que le conseil d'administration de l'association formule à la lecture de votre rapport.

Veuillez agréer, Monsieur Le Président, l'expression de nos salutations distinguées.

Philippe NANOPOULOS
Président

ages • association de gestion des équipements sociaux • 6 rue Martin Bucer • 67000 Strasbourg
Tél 03 88 32 52 88 • Fax 03 88 23 04 88 • Courriel : contact@ages.asso.fr • www.ages.asso.fr

ENREGISTREMENT GREFFE
le 16 NOV. 2015
0082
CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES D'ALSACE

I. La synthèse appelle les observations suivantes :

Le conseil d'administration convient que les statuts doivent être révisés et les rôles et pouvoirs de chaque organe de l'association redéfinis. Toutefois, les termes de « dérivés constatées » et « errements constatés » nous semblent excessifs et inappropriés.

S'agissant des rémunérations des salariés du siège, elles ne sont pas « attribuées à l'insu des organes dirigeants de l'association ». Les rémunérations des salariés du siège font l'objet d'un examen annuel lors de l'approbation des comptes.

II. Les recommandations appellent les réponses suivantes :

Recommandation n° 1 : La chambre recommande de procéder à une révision complète des statuts de l'association et à l' établissement des règlements intérieurs

Les membres du conseil d'administration ont pris connaissance des remarques de la chambre.

Ils ont entamé une réflexion sur la gouvernance de l'association, qui inclut la révision des statuts. Dans ce cadre, ils intégreront les remarques de la chambre.

En particulier, les statuts seront adaptés afin de préciser les rôles et attributions de chaque organe, décisionnel, exécutif et de contrôle.

Le règlement du personnel sera actualisé

Recommandation n° 3 : La chambre recommande que l'AGES fasse établir son compte agrégé par un cabinet distinct de celui qui assure la certification de ses comptes.

L'agrégation des comptes de l'AGES n'est que l'addition des comptes de charges et de produits des 3 activités : petite enfance, foyer résidence, Ehpad.

Pour 2014, les comptes agrégés de l'AGES ont été réalisés par un cabinet d'expert-comptable distinct du cabinet qui certifie les comptes. Il en sera ainsi pour les années à venir.

Recommandation n° 4 : La chambre recommande de mettre à jour les procurations et délégations de signature et de mettre en place des procédures encadrant et sécurisant les mouvements de trésorerie, les placements et les pouvoirs du président, du trésorier et du directeur et de prévoir l'approbation obligatoire du conseil d'administration avant toute souscription de produits de placements financiers

La gestion de la trésorerie de l'association lui permet de mettre en œuvre son activité, et notamment de préfinancer les salaires et charges dans l'attente du versement des subventions ; cette attente pouvant aller jusqu'à 4 à 6 mois.

P.N.

Les procurations bancaires et délégations de signatures ont été données récemment par le Président de l'association aux directeur et directeur-adjoint.

Dans le cadre de la réflexion globale sur la nouvelle gouvernance, des procédures sécurisant les paiements, les transferts de fonds et les placements financiers seront étudiées.

Ainsi, le conseil d'administration va formaliser les autorisations nécessaires pour le directeur afin qu'il puisse effectuer les placements dans un cadre fixé et pour des montants plafonnés et définira les modalités d'information.

Recommandation n° 5 : La chambre recommande de recenser l'ensemble des biens immobilisés afin de constituer un inventaire exhaustif, dont la mise à jour sera tenue régulièrement et ce pour chacun des établissements gérés par l' association.

Les biens immobilisés qui ont fait l'objet d'amortissements sont recensés pour chaque établissement, siège, établissements petite enfance, résidence pour personnes âgées et EHPAD.

Recommandation n° 6 : La chambre recommande de faire voter par le conseil d'administration le montant à partir duquel les biens acquis par l' association doivent être immobilisés ainsi que les modalités d'amortissement par catégorie d'immobilisation : ces règles seront utilement transcrites dans un règlement financier.

Le choix d'amortir ou non la valeur d'une acquisition réalisée n'a pas fait l'objet d'observations de la part du commissaire aux comptes.

Il est rappelé que ce choix n'a aucune incidence, l'association n'étant pas fiscalisée.

Les seuils à partir desquels les biens acquis seront immobilisés et amortis seront soumis au conseil d'administration. Ces seuils pourront être définis selon des montants ou selon la durée de vie du bien ou selon la nature du bien.

Recommandation n° 7 : La chambre recommande de mettre en place, dans les meilleurs délais, un guide des procédures d'achats et de formaliser l' utilisation des caisses dans un règlement financier

L'utilisation restreinte des « caisses » par les responsables de structures suit des règles établies et connues des personnes concernées mais non formalisées à ce jour.

Ces règles seront formalisées dans un document écrit

Recommandation n° 8 : La chambre rappelle à l'AGES qu'il lui appartient d'établir le bilan social en application des dispositions de l'article L.2323-68 du code du travail.

Un bilan social type répondant aux exigences du code du travail sera dorénavant rédigé annuellement.

P.N.

III. Commentaires généraux aux observations provisoires

Les membres du conseil d'administration de l'AGES ont pris connaissance du rapport d'observations définitives rédigé par la chambre régionale des comptes d'Alsace.

Le contenu de l'analyse requiert quelques précisions ou rectifications de la part des administrateurs.

Nous les évoquons dans l'ordre chronologique du rapport.

L'AGES a informé la Chambre du changement de Président de l'association par un courrier daté du 1er juillet 2015 et adressé au Président de la Chambre. Il est donc inexact que « non informée par l'AGES du nom du nouveau Président, la chambre a du saisir celle-ci afin de pouvoir adresser le 6 juillet, ..., le ROP précité ».

- Point 1. Présentation de l'association

« la chambre a examiné la gouvernance administrative, comptable, budgétaire et financière de l'association, ... ; les chapitres relatifs à la situation financière et au personnel contiennent des illustrations supplémentaires des errements constatés lors de l'examen de la gouvernance ».

Ce point est à rapprocher du 2ème paragraphe de la synthèse : « Les rôles et pouvoirs de chaque organe de l'association ainsi que de certains membres du personnel doivent impérativement être redéfinis et encadrés, afin d'éviter certaines dérives constatées »

Cette appréciation nous semble particulièrement sévère eu égard notamment :

- à la qualité des prestations proposées et reconnue par les usagers du service public
- à la maîtrise de coûts de fonctionnement reconnue par les établissements publics

L'association a, depuis son origine, cherché à concilier les intérêts personnels de l'usager et l'intérêt collectif des mandants en respectant les financements publics alloués.

Les « errements constatés» sous-entendent, au mieux, une absence totale de transparence et de visibilité dans le fonctionnement des établissements gérés et de l'association, au pire des erreurs manifestes de gouvernance et de stratégie voire des agissements blâmables. Ce qui n'est nullement le cas.

La finalité de notre action a été de rechercher la satisfaction de l'usager et des organismes publics financeurs en évitant qu'elle soit menée au détriment de l'un ou l'autre des partenaires.

Nous admettons des manquements et des omissions dans la formalisation des décisions et veillerons dorénavant à formaliser les rôles et attributions respectifs des divers organes de l'association.

- Point 2.1. Les statuts de l'association

La qualité / fonction de certains membres du Conseil d'administration est inexacte :

Président : M.P.N., enseignant en gestion à l'Ecole de Management de Strasbourg (Université de Strasbourg)
Trésorier : Mme A.L., avocate
Secrétaire : M. A.W., responsable des appels d'offres

P.N.

M.P.D., courtier en assurances
Mme C.K.W., Gérante de société

Les membres du conseil d'administration participent de manière effective à l'animation ou à la gestion des activités des différents équipements de l'AGES. Ils se réunissent régulièrement, sont tenus informés des projets, les valident.

Le choix des membres est effectué par rapport aux compétences apportées pour l'activité de l'association et la gestion des établissements.

Contrairement à l'affirmation de l'ancien Président citée par la chambre, les membres cooptés n'ont pas été proposés par le directeur. Ce sont les membres du conseil d'administration qui proposent les nouvelles personnes.

Dans la composition du Conseil d'administration au moment du contrôle, tous les membres n'ont pas été choisis par le Directeur. Il en est ainsi de Mme A.L., M. A.W., M. P.D., Mme P.G., M. R.S. et M. P.N.

Le Conseil d'administration ne souhaite pas « ouvrir » l'association.

La composition actuelle du Conseil d'administration révèle des compétences professionnelles variées et complémentaires, directement utiles au fonctionnement et à la gestion de l'association. Nous nous étonnons de l'observation de la chambre.

- Point 2.1.2. La direction

La direction des établissements gérés par l'association est assurée par un directeur salarié, dont le statut relève du droit du travail.

Le directeur en tant que salarié est sous la subordination du conseil d'administration représenté par son Président.

Le rôle, la fonction et le pouvoir du directeur salarié, et d'une manière générale de tous les salariés du siège, relèvent du code du travail et non du droit local des associations.

Sur le plan formel, l'association procèdera à une révision de ses statuts, intégrant les recommandations de la chambre s'agissant de la gouvernance de l'association.

- Point 2.3.1. Les conventions liées à la petite enfance

Les liens avec les financeurs publics revêtent divers types de contrats : convention de gestion ou délégation de service public. Ces contrats sont rédigés et imposés par l'autorité délégante au prestataire du service.

La convention de gestion nous semble plus intéressante pour la collectivité que la délégation de service public. Elle permet au mandant de récupérer l'éventuel excédent d'exploitation en ayant encadré l'activité de l'établissement et les charges d'exploitation par l'instauration du plafonnement du coût horaire d'exploitation. Ce dispositif contraint le mandataire à une surveillance accrue de ses dépenses d'exploitation.

L'intérêt de l'AGES est d'offrir un service compatible avec les impératifs financiers de la collectivité. A défaut l'association ne se verrait plus confier la mission par le mandant.

P.N.

Nos budgets sont élaborés selon des critères d'encadrement du personnel règlementés et les coûts salariaux représentent environ 80 % des charges d'exploitation selon les établissements.

Les écarts de 5 à 10 % constatés par la chambre entre les budgets proposés et les résultats d'exploitation sont favorables aux mandants puisque l'AGES restitue systématiquement l'excédent d'exploitation dans le cadre des conventions de gestion.

- Point 2.3.2. Le contrat de gestion du Foyer résidence

La chambre considère que « l'inaction pendant plusieurs années de la direction de l'AGES dans ce dossier illustre une gestion non suivie ».

Cette appréciation nous semble excessive.

La chambre relève qu'un échange a eu lieu en 2007/2008 et que l'AGES a demandé en vain des explications à plusieurs reprises à Cus habitat.

Nous nous interrogeons sur la méthode et les moyens que la direction de l'AGES aurait dû mettre en œuvre pour obtenir des précisions à CUS HABITAT sur l'utilisation des fonds PGR/PGE.

La chambre ajoute qu'elle « constate que dans sa réponse, l'AGES n'a proposé aucune piste de solution pour mettre un terme à cette situation ». L'AGES quant-à elle, regrette que la chambre n'ait suggéré aucune piste permettant de trouver une issue favorable aux deux parties.

- La décision d'acquisition du Foyer résidence

La chambre considère que l'acquisition par l'AGES du foyer pour personnes âgées change « la nature de son activité ».

Ceci n'est pas exact.

Cus Habitat a signifié il y a quelques années son intention de céder une partie de son patrimoine notamment ses résidences pour personnes âgées. Le devenir de ce bâtiment et sa destination devenant incertains l'AGES s'est interrogé sur l'éventualité d'une cessation de cette activité consécutive au changement de propriétaire ou la poursuite de celle-ci en acquérant l'immeuble. Le C.A. a décidé d'entamer des discussions avec le bailleur social afin d'être « libéré » de cette incertitude liée à la propriété du bâtiment et pouvoir ainsi poursuivre l'accueil de personnes âgées autonomes, mission qui entre pleinement dans ses statuts.

L'activité de l'AGES consiste à gérer le Foyer Résidence. Celle activité est inchangée. Les conditions de location et d'admission des personnes âgées ne sont guère modifiées et les dispositions légales et règlementaires demeurent. Seul le propriétaire du bâtiment est modifié.

La nature de l'activité de l'association reste inchangée selon nous et n'est guère modifiée par l'acquisition du foyer pour personnes âgées.

Il s'agit d'une décision de gestion des moyens que nous mettons en œuvre pour remplir l'objet de l'association.

P.J.

- Point 3 : la gouvernance de l'association / l'environnement de l'AGES

La chambre examine la position du directeur de l'association, et constate le conflit d'intérêt le concernant.

La « présomption d'un conflit d'intérêt » peut paraitre réelle, puisque le directeur par sa fonction pourrait influer des décisions et privilégier son intérêt personnel au détriment de l'intérêt de l'association.

Cependant, dans les faits, ce n'est pas le cas.

Depuis la création de l'AGES en 1980, les locaux, étaient partagés avec la sarl SOGEVI, et loués à la SCI Martin Bucer 6, propriété de la fratrie du directeur. Cette situation est connue des membres du C.A., y compris des anciens Président et Vice-Président de l'association, démissionnaires en juin 2015. Cette situation est également connue de longue date de la chambre, des partenaires publics et financeurs des activités « petite enfance » et du commissaire aux comptes.

Sur le fonds, ces relations contractuelles n'ont jamais été préjudiciables à l'association. Les intérêts personnels du directeur auraient été d'obtenir un loyer supérieur à ceux pratiqués dans le quartier de l'AGES au bénéfice de la SCI, ce qui n'est pas le cas.

Depuis l'origine les loyers versés par l'AGES à la SCI MB6 sont conformes, voire inférieurs, à ceux du marché.

La chambre l'a elle-même constatée lors de son contrôle et indiqué dans son rapport d'observations provisoires en précisant « Ce montant (du loyer mensuel par m²), comme il ressort du tableau ci-dessous, s'inscrit, voire est inférieur, à ceux observés pour ces locations professionnelles » (tableau 4).

Lors de son contrôle en 1998, la chambre avait relevé une situation identique, avec des loyers inférieurs au marché, de fait, favorables à l'association.

Les locaux loués sont géographiquement bien situés, disposent d'une pièce pour les représentants du personnel et d'une salle permettant de réunir régulièrement les responsables des établissements. De nombreux placards et une cave importante permettent la conservation et l'archivage des documents

Le même constat d'absence de conflit d'intérêt constitué peut être établi pour la sarl SOGEVI qui avait pour mission de gérer les comptes « locataires » des résidents du foyer résidence. Ce travail était rémunéré par l'AGES à hauteur de 4 % des loyers. Le taux de rémunération se situe habituellement entre 5 et 12 % pour ce type de prestation, commission de location et frais d'acte en sus.

La situation de conflit d'intérêt potentiel du directeur de l'AGES n'est pas constituée puisqu'il n'en a pas tiré de profit personnel. En effet, le taux de rémunération, contrepartie d'un travail, versé à SOGEVI était inférieur aux usages de la profession et donc dans l'intérêt de l'association.

La sarl SOGEVI a depuis été vendue au cabinet I.

Ce cabinet poursuit la gestion des comptes des locataires de la résidence, pour l'AGES, et pour un taux de rémunération identique à celui précédemment pratiqué.

P.N.

L'AGES tient à la disposition de la chambre le mandat d'administration de biens de 1988 et l'avenant de 1992 qui ont tous deux été dument signés par le vice-président de l'AGES de l'époque, feu M. B.S.

L'analyse du fonctionnement et de la situation financière du foyer résidence nous permettent de prétendre que la gestion du directeur était adaptée.

Ses choix n'ont pas été dictés par des intérêts personnels mais dans l'intérêt de l'association.

La possibilité de faire gérer les comptes locataires par SOGEVI / I n'est pas contraire à la convention passée avec CUS Habitat. Il ne s'agit que de la sous-traitance des situations locatives : ils ne font que constater les recettes et les dépenses pour tenir une situation « comptable » des locations. Aucun mouvement de trésorerie, encaissement ou décaissement n'est opéré par SOGEVI / I, qui ne dispose d'aucun compte bancaire pour le Foyer Résidence. Tous les flux financiers sont opérés par l'AGES. L'activité continue par conséquent à être gérée par l'AGES.

L'AGES s'étonne qu'il soit mentionné par la chambre que l'achat du Foyer résidence modifierait l'objet social de l'association, tout en recommandant à l'AGES d'être propriétaire de son siège social.

- Point 3.2. : la gouvernance administrative

La chambre considère que d'un point de vue formel, les procès-verbaux des Assemblées générales ne retracent pas l'intégralité et le détail des propos et discussions. Néanmoins, les membres du conseil d'administration participent de manière régulière et active aux décisions de l'association.

La chambre relève de nombreuses carences ou défaillances dans la gouvernance de l'association qui auraient pour origine les agissements du directeur de l'AGES qui « agit comme quelqu'un qui dirige de facto l'association », irrespectueux des pouvoirs du conseil d'administration, du bureau et de son Président, selon la Chambre.

Ceci n'est pas exact.

Si le contrôle sur documents, les entretiens avec l'ancien président et le directeur ont induit cette impression de vacance de l'organe décisionnel ou d'usurpation des rôles, en pratique il n'en est rien.

La chambre relève que l'ancien Président déjeunait une fois par semaine avec les 2 directeurs. Elle ne peut donc affirmer que le directeur « dirige de facto l'association », ni que « ni le conseil d'administration, ni le président, décident ».

Nous tenons à apporter les précisions suivantes aux magistrats :

- le directeur est un salarié soumis aux pouvoirs de son employeur, l'association

- aucune décision importante pouvant engager la responsabilité de l'association ou la mettre en péril n'a été prise par le directeur à l'insu des membres du conseil d'administration ou du président de l'association

- les projets, les engagements financiers conséquents et présentant des risques avérés pour l'association, les contentieux contractuels, prud'homaux ou sociaux, les rémunérations et primes définies et consenties aux salariés du siège (à l'exception des primes ponctuelles versées à certains agents pour des activités hors du temps normal de travail pour les DSP par exemple, mais portées à la connaissance du Président) ont toujours été portés à la connaissance des membres du conseil d'administration

p 2

- la gestion quotidienne des établissements relève de la responsabilité du directeur et du directeur adjoint. Les décisions qui présentent un intérêt majeur sont discutées lors des réunions du conseil d'administration ou en réunion de bureau

- les questions des membres du conseil d'administration ne sont jamais éludées par la direction et tous les documents comptables et financiers remis préalablement aux réunions

Conformément aux diverses recommandations de la chambre, les délégations aux directeur et directeur-adjoint de l'association, seront rédigés prochainement.

La chambre constate que le directeur a effectué des placements financiers sans que celui-ci ne dispose des autorisations du conseil d'administration et que ces placements pourraient présenter un risque financier pour l'association.

Certaines observations relevées par la chambre sont à relativiser :

- Les membres du conseil d'administration sont destinataires des comptes de l'association et les produits financiers générés par les placements ne leur ont pas échappés

- les placements financiers ont été effectués par le directeur depuis 35 ans en toute transparence et n'ont jamais le caractère de placement à risque.

La notion de risque pour un placement est relative. Seule la faillite de la Banque Fédérative du Crédit Mutuel rendrait les placements irrécouvrables. Or le crédit Mutuel est reconnu meilleure banque française selon Global Finance et figure dans le top 50 des banques les plus sures au monde

- Enfin, les produits financiers permettent à l'association de réduire ou de maintenir le prix de son intervention demandé aux collectivités publiques.

Ces produits permettent notamment à l'association, d'une part d'honorer toutes les échéances dans l'attente du versement des aides publiques des collectivités et de la Caisse d'Allocation Familiale, et d'autre part de contenir les frais administratifs à 5/6 % des charges d'exploitation.

En effet, les fonds propres de l'association permettent de suppléer l'absence ou l'insuffisance de financement des mandants sur des périodes pouvant aller jusqu'à 6 mois et le versement du solde de la subvention de la Caisse d'Allocations Familiales, soit 30% versés en milieu d'année N+1.

Ces précisions répondent aussi à certains points de l'analyse de la chambre dans le chapitre relatif à « la situation financière ».

Sans ces produits financiers, l'AGES serait contrainte d'avoir recours à des emprunts ou des facilités de caisse générant des agios et des frais financiers importants qu'elle devrait répercuter sur le prix de journée, ce qui impacterait négativement celui-ci et par voie de conséquence les finances des collectivités.

Ces opérations relèvent de la bonne gestion d'une association et leur utilité est évidente eu égard aux échéances pré-citées.

Le recours à des placements financiers est compatible avec l'article 16 des statuts. Ces placements participent à la réalisation de l'objet de l'association.

P.N.

La position de la chambre laisse apparaitre une contradiction. Elle évoque une « certaine surfacturation ... des prestations effectuées par l'AGES ». Ceci n'est manifestement pas le cas, car l'AGES peut s'honorer de présenter depuis des décennies des coûts horaires de fonctionnement des structures gérées parmi les moins élevées de la place.

- Point 4. La situation financière

L'analyse de la situation financière appelle les remarques suivantes.

La trésorerie « importante » a été constituée, au fur et à mesure des 35 années d'activité, essentiellement grâce aux produits financiers. Durant ces 3 décennies aucune charge financière n'a affecté les comptes des établissements gérés pour les collectivités locales. Les fonds propres de l'association permettent de suppléer l'absence ou l'insuffisance de financement des mandants sur des périodes pouvant aller jusqu'à 6 mois. L'AGES paye les salaires, les charges patronales et les fournisseurs sur ses deniers en début d'année dans l'attente des premiers versements des collectivités, qui peuvent prendre plusieurs mois.

D'autre part, la Caisse d'Allocations Familiales, premier financeur de l'activité petite enfance, limite sa participation en cours d'année à environ 70 % des droits à prestation et verse le solde de 30 % en année N +1. Il est dès lors évident que la trésorerie, constituée également des fonds propres, doit être suffisante pour assurer le financement de l'activité.

Comme mentionné ci-avant, dans le cas contraire, l'AGES devrait avoir recours aux facilités bancaires qui engendrent des agios et des frais financiers, qui, par voie de conséquence, impacteraient négativement le prix de journée et les finances des collectivités.

Il s'agit d'un fonds de roulement créé via l'argent dégagé notamment par la gestion et les placements financiers, et mis à la disposition de l'association. Il sert à financer le besoin en fonds de roulement, c'est-à-dire les dépenses nécessaires au maintien de l'exploitation (l'achat des matières premières, la paye des salariés, etc) en attendant les recettes. Il est favorable aux collectivités.

- Point 5. La gestion du personnel

Nous tenons à apporter les précisions suivantes eu égard à la récurrence de l'appréciation de la chambre sur de nombreux points qui concerne le directeur de l'AGES.

A de multiples reprises la chambre attribue au directeur des choix et des décisions pris « hors de tout accord du conseil d'administration ou du président », « ni approuvée par le conseil d'administration ou le président », « n'a été décidée et entérinée ni par le conseil d'administration, ni par le président ».

Les membres du conseil d'administration contestent énergiquement ces affirmations.

Le défaut de formalisation, constatant les relations du directeur avec la SCI Martin Bucer et la sarl Sogevi, entérinant sa rémunération, la composition et l'évolution de celle-ci, explique l'appréciation des magistrats de la chambre. Nous tenons à rectifier cette appréciation et confirmons à la chambre que ces divers éléments étaient connus des membres du conseil d'administration et plus particulièrement de son ancien président, membre du conseil d'administration de l'AGES depuis 1989 et Président depuis 2005.

P.J.

Il est également rappelé que le salaire est un élément qui est librement fixé par l'employeur dans la mesure où la rémunération est au moins égale au minimum prévu par la convention collective. Celle-ci n'est donc qu'un minimum à respecter.

Le conseil d'administration a, depuis cette observation, validé formellement les rémunérations des directeurs et directeur adjoint.

P.N.